HAL
open science

La ligue d'action française

Anne-Catherine Schmidt-Trimborn

To cite this version:

Anne-Catherine Schmidt-Trimborn. La ligue d'action française : mode d'organisation et pratiques culturelles, sociales et politiques (1905-1936). Histoire. Université de Lorraine, 2017. Français. NNT : 2017LORR0108 . tel-01760400

HAL Id: tel-01760400

https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01760400

Submitted on 22 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

COTUTELLE de THÈSE INTERNATIONALE entre

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Ecole doctorale Fernand Braudel
Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire (n°3945)

et

Académie universitaire Wallonie-Europe

UNIVERSITÉ DE LIÈGE

La Ligue d'Action française : mode d'organisation et pratiques culturelles, sociales et politiques (1905-1936)

Thèse présentée par **Anne-Catherine SCHMIDT-TRIMBORN**
en vue de l'obtention du titre
de **Docteur en histoire** à l'Université de Lorraine
et de **Docteur en histoire** à l'Université de Liège

sous la direction d'**Olivier DARD** (Université Paris-Sorbonne) et de **Catherine LANNEAU** (Université de Liège)

Année académique 2016 - 2017

LA LIGUE D'ACTION FRANÇAISE : MODE D'ORGANISATION ET PRATIQUES CULTURELLES, SOCIALES ET POLITIQUES (1905-1936)

RESUME : Notre thèse se décline en une approche chronologico-thématique autour de trois pôles majeurs. Il s'agit, tout d'abord d'une démonstration qui entend établir un tableau aussi précis que possible de la structure, des rouages et de l'implantation des organisations d'AF à Paris et en province. L'objectif est ensuite d'analyser les grandes matrices de l'engagement militant mais aussi et surtout leurs évolutions successives en lien avec un contexte politico-diplomatique extrêmement mouvant. Il s'agit pour chaque période donnée de chercher à comprendre ce qui constitue l'engagement au sein de la ligue dans une approche résolument tournée vers la base militante. Enfin, il faut réfléchir à la place et au rôle de l'AF dans la nébuleuse royaliste et nationaliste de son temps afin de comprendre les jeux d'alliance et de concurrence entre les diverses organisations mais aussi dans quelle mesure et de quelle manière la ligue d'AF s'est intégrée au répertoire d'action collective de son temps tout en participant à son renouvellement.
Le choix de notre découpage chronologique répond à des nécessités à la fois contextuelles et propres à l'histoire de l'Action française. Au cours de la première période, de 1905 à 1914, on assiste à une structuration rapide et continue de l'appareil d'action intellectuelle et militante. Les rouages nationaux et locaux de la ligue se mettent en place et les matrices de l'engagement militant sont diffusées par l'intermédiaire du quotidien et contribuent à influencer l'opinion publique. A cette époque, l'AF est presque seule dans le champ nationaliste mais doit se positionner au sein du monde royaliste.
Pendant la Grande Guerre, les structures de la ligue sont désorganisées. L'objectif principal est alors de continuer à diffuser le journal ce qui n'empêche pas la ligue d'utiliser le temps de guerre pour tenter de nouvelles méthodes de propagande notamment dans l'armée. La période 1914-1918 permet aussi à l'AF de se respectabiliser en choisissant la voie de l'Union sacrée. Elle reste malgré tout une organisation particulièrement surveillée d'autant plus que son influence dans l'opinion publique s'accroît.
Après-guerre, l'AF se réorganise partout en province. Au cours de la période 1919-1926, elle fait l'expérience de la vie parlementaire et glisse, de fait, vers une sorte de conservatisme contre lequel elle s'est initialement constituée. Ses échecs électoraux couplés à l'influence croissante des communistes dans la vie publique contribuent à relancer son activisme militant mais pas suffisamment selon certains de ses membres qui suivent alors Georges Valois dans la dissidence du Faisceau. L'AF doit également faire face à l'apparition d'une nouvelle concurrence nationaliste avec la naissance des Jeunesses Patriotes.
En 1926, elle est confrontée à la plus grave crise de son histoire : sa condamnation pontificale. Au cours de la période 1927-1929, la ligue cherche à rebondir et à maintenir son implantation et ses activités dans un contexte, par ailleurs, globalement défavorable. Les résultats sont extrêmement nuancés selon les régions mais, dans l'ensemble, il n'y a pas d'écroulement de sa structure militante même si les difficultés financières de la ligue sont de plus en plus importantes.
Au tournant des années 1930, la crise économique aggrave encore ces difficultés mais contribue aussi à créer un contexte favorable à un nouvel épisode de flambée ligueuse. Au cours de la période 1933-1936, l'AF connaît un regain de vitalité dont le paroxysme se situe au moment du 6 février 1934. Cela étant, cet épisode démontre également les limites et les faiblesses du phénomène ligueur nationaliste en France.

ABSTRACT: Our thesis is based on a chronologico-thematic approach based on three major poles. First, it is a demonstration that aims to establish a table as precise as possible of the structure, the workings and the implantation of the AF organizations in Paris and in the provinces. The objective is then to analyze the great matrices of the militant commitment but also and especially their successive evolutions in connection with an extremely moving politico-diplomatic context. For each given period, it is a question of trying to understand what constitutes engagement within the league in a resolutely militant-oriented approach. Finally, the place and role of the AF in the royalist and nationalist nebula of its time must be considered in order to understand the alliance and competition games between the various organizations, but also to what extent and in what way the league Of AF has integrated in the repertoire of collective action of his time while participating in its renewal.
The choice of our chronological division corresponds to the needs that are both contextual and specific to the history of French Action. During the first period, from 1905 to 1914, there was a rapid and continuous structuring of the apparatus of intellectual and militant action. The national and local workings of the league are set up and the matrices of activist engagement are disseminated through the daily newspaper and contribute to influencing public opinion. At that time, AF was almost alone in the nationalist field but had to position itself within the royalist world.
During the Great War, the structures of the league were disorganized. The main objective is to continue to broadcast the newspaper, which does not prevent the league from using war time to try new methods of propaganda, especially in the army. The period 1914-1918 also allowed the AF to respect itself by choosing the way of the Sacred Union. In spite of everything, it remains a particularly supervised organization, especially since its influence in public opinion is increasing. After the war, the AF was reorganized throughout the province. During the period 1919-1926, she experienced the parliamentary life and, in fact, slipped into a kind of conservatism against which she initially constituted herself. His electoral failures coupled with the increasing influence of Communists in public life helped to revive his militant activism but not enough according to some of his members who then followed Georges Valois in the dissidence of the Faisceau. AF must also face the emergence of new nationalist competition with the birth of the Jeunesses Patriotes. In 1926, it faced the most serious crisis in its history: its pontifical condemnation. During the period 1927-1929, the league sought to rebound and to maintain its location and activities in a generally unfavorable context. The results are extremely nuanced by region, but overall there is no breakdown of its militant structure even if the financial difficulties of the league are increasingly important.
At the turn of the 1930s, the economic crisis further aggravated these difficulties but also helped create a favorable environment for a new episode of league outbreak. During the period 1933-1936, the AF was experiencing a revival of vitality whose paroxysm was at the time of February 6, 1934. However, this episode also demonstrates the limitations and weaknesses of the phenomenon nationalist leaguer in France.

Remerciements

Une thèse de doctorat est bien plus qu'un simple travail universitaire. Elle correspond souvent à une tranche de vie pour son auteur. Cela est d'autant plus vrai dans mon cas que mes années de thèse coïncident avec la naissance de mes deux enfants.
L'engagement que représente un doctorat est un parcours à la fois intellectuel et personnel mais il n'est jamais un chemin solitaire et je tiens à remercier ici toutes les personnes qui m'ont accompagnée et épaulée, guidée et corrigée.

Je remercie tout d'abord chaleureusement mon directeur de thèse, Olivier Dard, pour son soutien et ses conseils tout au long de mon travail. Je tiens également à le remercier pour sa grande disponibilité et pour son respect de ma vie familiale.
Mes remerciements vont, de même, à ma co-directrice, Catherine Lanneau pour son aide régulière et pour sa gestion efficace des aspects administratifs de ma co-tutelle. Je remercie aussi Francis Balace pour ses remarques et ses relectures qui m'ont permis de compléter bien des aspects de mon travail.

Je tiens aussi à saluer mon école doctorale Fernand Braudel et mon laboratoire de recherches, le Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire (CRULH), pour leur soutien logistique et financier qui m'ont notamment permis de visiter de nombreux centres d'archives partout en France. Mes pensées vont, tout particulièrement, à la secrétaire de l'école doctorale, Aude Meziani et à la secrétaire du CRULH, Christelle Creusat, pour leur gentillesse et leur professionnalisme.

Je voudrai également insister sur la grande disponibilité des personnels aussi bien aux Archives nationales que départementales. J'ai eu l'occasion, partout, de croiser des archivistes compétents qui ont toujours eu à cœur de m'aider et de me guider dans mon travail.

Je souhaite également remercier particulièrement Jean-Paul Angelelli. Rencontré à l'occasion de mes recherches de Master, il est toujours, aujourd'hui, un soutien régulier. A travers nos nombreuses discussions et ses envois réguliers de documents issus de sa bibliothèque personnelle, il m'a permis de développer divers aspects de ma thèse.

Enfin, au terme de mon doctorat, mes remerciements vont évidemment à ma famille sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. Mon époux, Kévin Trimborn, qui a soutenu mon parcours doctoral aussi bien financièrement que moralement et accepter les contraintes inhérentes à ce choix.

Mes parents, Joëlle et Alain Schmidt, qui sont, à bien des égards, à l'origine de mon ambition à devenir historienne. Je les remercie pour leur soutien indéfectible dans mes choix mais aussi pour leurs relectures attentives de mon travail.

Mes sœurs, Elisabeth et Margot Schmidt, ainsi que leurs conjoints, Nicolas et Valentin, qui ont su m'accompagner par leurs encouragements réguliers. En outre, Margot, ingénieur de formation, m'a également aidé dans la réalisation de ma cartographie.

Mes beaux-parents, Janine et René Trimborn, ont aussi été des soutiens réguliers et je les en remercie.

Finalement, si je ne devais dédier ma thèse qu'à une seule personne, ce serait à ma grand-mère, Berthe Vitek, qui a assisté avec bienveillance au début de ce parcours mais ne sera malheureusement pas là pour me voir l'achever.

Introduction

I. De l'étude du maurrassisme à l'étude de la ligue d'Action française

1) L'historiographie de l'Action française

L'Action française (AF) a fait l'objet de nombreux travaux dans les années 1960-1970, à l'origine de la parution de l'ouvrage, toujours incontournable, d'Eugen Weber[1], mais aussi de la tenue des cinq colloques Maurras, sous la direction de Victor Nguyen[2].

Dès les origines, le mouvement intellectuel cristallise les débats et, encore aujourd'hui, il reste prépondérant même si l'on assiste à un redéploiement des thématiques autour des axes « culture, société et politique ».[3] Par ailleurs, la figure de Maurras, indissociable de l'histoire de l'AF, a engendré de nombreuses études dont la plus récente est celle d'Olivier Dard.[4] De même, les trajectoires des autres dirigeants de l'AF (Daudet, Bainville, Valois) ont été analysées et remises en perspective par rapport à l'histoire de l'AF.[5] Les relations entre l'Église et l'AF sont bien connues

---

1 WEBER Eugen, *L'Action française*, Fayard, Paris, 1962

2 Etudes maurrassiennes. Collectifs, édités par Victor NGUYEN, Aix en Provence, Centre Charles Maurras, 1972-1986, 5 tomes

3 LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008 ; DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras. Culture, société, politique II*, Peter Lang, Bruxelles, 2009 ; LEYMARIE Michel, DARD Olivier, MC WILLIAM Neil, *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique III*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2010 ; LEYMARIE Michel, DARD Olivier (Dir.), *Maurrassisme et littérature. L'Action française. Culture, société, politique IV*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2012

4 DARD Olivier, *Charles Maurras, Le maître et l'action*, Armand Colin, Paris, 2013 ; FABREGUES Jean, *Charles Maurras et son Action française: un drame spirituel*, Librairie académique Perrin, Paris, 1966 ; GIOCANTI Stéphane, *Maurras, le chaos et l'ordre*, Flammarion, Paris, 2006 ; GOYET Bruno, *Charles Maurras*, Presses de sciences po, Paris, 2000

5 DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Jacques Bainville, Profils et réceptions*, Peter Lang, Bruxelles,

grâce à la thèse de Jacques Prévotat[6] mais également grâce à de très nombreux travaux sur la condamnation pontificale de 1926.[7] Enfin, la connaissance de la naissance de l'AF a été largement renouvelée par le récent travail de Laurent Joly[8] qui se situe à la charnière entre l'étude du mouvement intellectuel et celle les prémices de l'organisation militante.

Cela étant, malgré cette imposante bibliographie, la ligue reste méconnue et, derrière ses discours et proclamations ou la violence de ses troupes de choc (les Camelots du Roi), on discerne mal, faute de travaux, son organisation comme son ancrage militant et social.
Eugen Weber, par exemple, fournit de nombreuses informations sur les organisations d'AF mais ces dernières restent annexes à son étude du mouvement intellectuel dans son ensemble. De même, les études de cas régionales sont nombreuses[9] mais aucune analyse globale n'a jamais été menée.

2010 ; DARD Olivier (Dir.), *Georges Valois, Itinéraire et réceptions*, Peter Lang, Bruxelles, 2011 ; MAILLOT François, *Léon Daudet, député royaliste*, Albatros, Paris, 1991

6 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française: histoire d'une condamnation: 1899-1939*, préface de REMOND René, Fayard, Paris, 1994. Sur cette question, voir aussi SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Beauchesne, Paris, 1994

7 Etudes maurrassiennes, sous la direction de NGUYEN Victor, *Non possumus. La crise de l'Action française*, tome 5, 2 volumes, 1986 ; « Un acte sans précédent : La levée de la condamnation de l'Action française », avec la collaboration des professeurs Balaca, Bouscau et Dard, de MM. Angelelli, Dickès et Prévost, de M. l'abbé de Tanoüarn, Editeur Les Amis de Jehanne, 2011 ; CHIRON Yves, POULAT Emile, *Pourquoi Pie XI a-t-il condamné l'Action française ?* Editions BCM, Niherne, 2009 ; DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'Église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'Action française », *Genèses* 3/2012 (n° 88) , p.68-88 ; GANNAT P., *La condamnation de l'Action Française par le Vatican à travers son journal (août 1927-mars 1928)*, sous la direction de L. GIRARD, mémoire de maîtrise histoire, Paris IV, 1979 ; LAUDOUZE André, *Dominicains français et Action française, 1899-1940: Maurras au couvent*, Editions ouvrières, Paris, 1989 ; PREVOST Philippe, *La condamnation de l'Action française, une affaire politique. Je persiste et je signe.*, Centre d'études contemporaines, Paris, 2009 ; BOYER J., *L'Eglise et l'Action Française dans l'Hérault de 1926 à 1939*, sous la direction de G. CHOLVY, mémoire de maîtrise histoire, Montpellier, 1970 ; LASSERRE B., *Le catholicisme girondin et la condamnation de l'Action française*, Mémoire IEP de Bordeaux, 1974

8 JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française*, Grasset, Paris, 2015. Sur ce point, voir aussi : NGUYEN Victor, *Aux origines de l'Action française, Intelligence et politique à l'aube du XXème siècle*, Fayard, Paris, 1991

9 Nous disposons de différents types de travaux : ouvrages, thèse de doctorat, maîtrise, DEA, communications scientifiques, article de revue (pour les détails de parution, voir la bibliographie) : AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest: un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme » ; BARILLER D., *L'Action Française en Provence (1927-1939) : du zénith au crépuscule ;* BENSOUSSAN David, « L'Action française en Bretagne, entre renouveau et enterrement du royalisme » ; BOUDON J., *Les débuts de l'Action française en Gironde (1900-1914) ;* BOYER J., *L'Eglise et l'Action Française dans l'Hérault de 1926 à 1939 ;* BRUNOT P., *La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées ;* COLLOT Pascal, « L'Action française en Haute-Saône » ; DABOUDET Jacques, *La section d'Action française de Saint-Brieuc, à travers les papiers personnels d'Alain Raison du Cleuziou ;* DENIS M., *Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIXe-XXe siècles) ;* DREYFUS François-G, « L'Action française en Alsace » ; DROUILLARD B., *L'Action française à travers la presse bordelaise (1926-1931)* ; FABRE de RIEUNEGRE A., *Recherches sur l'Action Française en Gironde (1919-1939)* ; GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence » ; GOURINARD Pierre, « L'Action française en Algérie (1918-1942) » ; GRENIER André, *L'Action française dans le diocèse de Besançon* ; HENCHES Caroline, « Le National d'Alsace et de Lorraine, organe du nationalisme intégral et les problèmes alsaciens (1924-1930) » ; HOURS Henri, « La condamnation de l'Action française vue de Lyon » ; JAMESSE Gwenaëlle, « L'organisation d'une section d'Action Française: l'exemplarité poitevine? » ; KOEPPEL Jérémy, « L'Action française en Lorraine (1919-1939) » ; LASSERRE B., *Le catholicisme girondin et la condamnation de l'Action française ;* RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire (1906-1945) » ; SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen: une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme » ; VALETTE Jacques, « La condamnation de l'Action française dans la Vienne » ; VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française

La différence est ici frappante avec les autres organisations nationalistes de l'époque qui ont été largement étudiées. Les travaux de Bertrand Joly sur les nationalistes au tournant du XXème siècle sont fondateurs[10]. Jean-Pierre Rioux s'est, quant à lui, intéressé à la Ligue de la Patrie française.[11] Les ligues de l'entre-deux-guerres ont aussi fait l'objet de travaux : Jean Philippet a décrit les Jeunesses Patriotes[12] ; Zeev Sternhell, le Faisceau de Georges Valois[13] et Albert Kéchichian, les Croix-de-feu[14]. Notons également que, de l'autre côté de l'échiquier politique, les ligues ont également été analysées.[15]

Ainsi, historiographiquement, notre travail s'inscrit à la fois dans une période de renouveau des études sur l'Action française qui cherchent à dépasser un cloisonnement politico-intellectuel mais aussi dans un ensemble plus global de recherches visant à approfondir la connaissance du phénomène ligueur en France et en Europe[16].

2) La « ligue » d'Action française

Ces recherches sur le phénomène ligueur invitent à réfléchir à la définition des termes. En effet, comme le souligne Emmanuel Naquet, « il est peu de réalités comme les ligues qui, dans l'histoire des organisations politiques contemporaines, soient aussi prisonnières des représentations qui les entourent, les prolongent, les réduisent. »[17]

---

dans le Nord: les variations d'une radicalité militante » ; VIGUERIE de Jean, « La condamnation de l'Action française. Ses répercussions dans les Deux-Sèvres. Le témoignage de Marie Brillaud ».

10 JOLY Bertrand, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme française (1880-1900)*, Honoré Champion, Paris, 2005 ; JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902*, Les Indes Savantes, Paris, 2008

11 RIOUX Jean-Pierre, *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la Patrie française 1899-1904*, Editions Beauchesne, Paris, 1977

12 PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes (1919-1944)*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Raoul Girardet, 2000

13 STERNHELL Zeev, « Anatomie d'un mouvement fasciste en France. Le Faisceau de Georges Valois », *Revue française de Sciences politiques*, n°1, 1976, pp.5-40

14 KECHICHIAN Albert, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes. Travail, Famille, Patrie*, Champ-Vallon, Seyssel, 2006

15 Nous ne citons ici que deux exemples notables : NAQUET Emmanuel, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Serge Berstein, 2005 ; SEVILLA Nathalie, *La Ligue de l'enseignement - Confédération générale des œuvres laïques, 1919 - 1939*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire, 2004

16 DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, site de Metz, 2008 ; DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, site de Metz, 2011 ; DARD Olivier, Didier MUSIEDLAK, Eric ANCEAU (Dir.), *Etre nationaliste à l'ère des masses en Europe (1900-1920)*, Peter Lang, Bruxelles, 2017

17 NAQUET Emmanuel, « Les ligues », dans DUCLERT Vincent, PROCHASSON Christophe (Dir.), *Dictionnaire*

Serge Berstein définit le sens contemporain du mot comme « une association créée en vue d'imposer un point de vue commun à tous ses membres, le plus généralement en contestation de l'état des choses existant. Selon que l'on insiste sur le premier ou le second terme de la proposition, on aura affaire à un simple groupe de pression agissant sur un terrain catégoriel ou à une force politique s'attaquant aux institutions en place, avec, entre ces deux pôles extrêmes, toute une gamme de nuances ».[18]

Toujours d'après la définition de Serge Berstein, trois traits majeurs caractérisent les ligues, en les distinguant notamment des partis politiques, et en font des organismes originaux dans la vie politique française :

- Les ligues se distinguent des partis par « le caractère étroitement limité de leurs objectifs initiaux. »
- Le propre des ligues est de contester le parlement, « refuge, à leurs yeux des professionnels de la politique, défenseur des intérêts particuliers, suspect de corruption et de négligence envers le peuple qui l'a élu. (…) Dans une société politique où la République est synonyme de parlementarisme, cet antiparlementarisme suffit à faire considérer comme hostile à la République l'attitude des ligues, encore que la plupart d'entre elles ne remettent pas en cause la forme républicaine du régime, mais le rôle prédominant qu'y joue le parlement. »
- Les ligues font le choix de « formes d'action directe qui mobilisent leurs militants dans des manifestations de rue et des démonstrations de force. »

Nous verrons que la ligue d'Action française ne présente que partiellement les caractéristiques ainsi définies et qu'elle est, en fait, plus un embryon de parti politique qu'une ligue *stricto sensu*. En effet, il est évident que l'objectif que s'assigne l'AF, à savoir le retour à la monarchie, ne peut s'entendre sans un « programme global de société » recouvrant des objectifs nombreux et variés. De plus, si l'AF a régulièrement fait le choix de l'action directe, il ne faut pas négliger les pratiques habituelles de la ligue et notamment les conférences d'études qui s'inscrivent en fait dans un mode de fonctionnement associatif banal sous la IIIème République.

Cela étant, il est impossible de considérer l'AF comme un véritable parti politique. En effet, comme le rappelle Claire Andrieu, « une frontière invisible mais réelle sépare les associations politiques des partis, qui est cause de trouble chez les unes comme chez les autres. Leurs relations sont souvent

critique de la République, Flammarion, Paris, 2002, pp.739-745, p.739

[18] BERSTEIN Serge, « La ligue », dans SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites en France. Cultures, op. Cit.*, p.61-62

mouvementées, chacune campant sur une rive de ce qui apparaît comme une nouvelle forme du Rubicon. »[19] Effectivement, les relations de l'AF au champ politique sont ambiguës mais le moment parlementaire de 1919-1924 ne doit pas masquer une réalité extrêmement nuancée : si l'AF, de par ses objectifs et certaines de ses pratiques, peut être considérée comme un embryon de parti ; en revanche, structurellement, elle en est très éloignée.

Malgré tout, la ligue d'AF joue un rôle extrêmement intéressant dans l'histoire de la concurrence des légitimités partisanes et associatives au début du XXème siècle. Claire Andrieu a parfaitement montré que la IIIème République est une période « de stabilisation et de modernisation des institutions représentatives » qui conduit, après la dissolution des ligues en 1936, à une sorte d'« acculturation républicaine ».[20] La ligue d'AF a une trajectoire unique au cours de cette période. Elle est fondée en 1905 en réaction à un nationalisme conservateur de plus en plus intégré à la République. Après la Grande Guerre, elle tend progressivement vers ce même conservatisme mais n'aboutit jamais à la mutation finale en parti politique, à l'image de l'évolution des Croix-de-feu après 1936.

La ligue d'Action française est donc une structure polymorphe qui regroupe des intérêts et des ambitions parfois contradictoires mais qui est tout de même intégrée, volontairement ou non, au contexte de renforcement républicain sous la IIIème République.

3) Une démarche pluridisciplinaire

Pour tenter d'appréhender cette réalité à géométrie variable, notre démarche emprunte beaucoup à celles de la sociologie et de la science politique. Jean-Pierre Rioux remarque que « le sociologue apporte surtout à l'historien son souci de dégager des règles de fonctionnement et de construire des modèles dont l'empirisme de l'histoire peut en retour faire son miel. »[21]

Geneviève Poujol a travaillé sur les sources du dynamisme associatif et propose un modèle basé sur plusieurs éléments :

1) Le rassemblement des personnes est premier, car ces volontaires sont poussés par la

[19] ANDRIEU Claire, « La concurrence des légitimités partisanes et associatives », dans ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle (Dir.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2001, pp.25-45, p.30

[20] *Ibid* p.30 et 32

[21] RIOUX Jean-Pierre « L'association en politique » dans REMOND René (Dir.), *Pour une histoire politique*, Seuil, Paris, 1988, p.99

nécessité d'établir un nouveau type de contrôle social qui fixe leur place dans la société autant que par la promotion de l'idée génitrice ou le respect du fondateur de leur regroupement.

2) L'association, à sa naissance, cherche à agir sur une institution déjà établie, l'« institution-cible ».
3) C'est dans les conflits qui l'opposent à l'institution-cible que l'association trouve sa cohérence et le premier secret de sa longévité.
4) En se développant, l'association se transforme en institution, elle multiplie les matérialisations de son action et devient un organisme de sélection d'élites, « une école de cadres sociaux ».
5) L'association affronte toujours difficilement les étapes du renouvellement de son recrutement et de ses dirigeants.[22]

Lorsque l'on dépasse les logiques organisationnelles et que l'on s'intéresse aux militants eux-mêmes, les concepts de sciences politiques sont toujours utiles. Duverger propose de situer le militant au cœur d'une série de cercles concentriques (électeurs, sympathisants, adhérents). Les militants témoignent d'activités et ont une identification partisane plus soutenue : « un militant fait plus que payer sa cotisation, il participe aux réunions, aux tâches matérielles (distribution de tracts, collage d'affiches), aux appels à l'action... »[23]

Toute cette thématique du degré d'adhésion se décline évidemment pour l'AF. Il est important de comprendre l'engagement militant des ligueurs en définissant notamment les contours de l'action collective (entendue comme « la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagé »[24]) comme Annie Kriegel l'a fait pour les communistes[25].

De plus, comprendre pourquoi, dans un contexte donné, un groupe choisit la voie de l'action collective, suppose aussi de tenir compte du contexte. Charles Tilly met ainsi en lumière la « structure des opportunités politiques » comme un « ensemble des facteurs favorables ou défavorables à l'action. C'est cette structure faite de soutiens externes, d'alliances, de mobilités, qui

---

22 POUJOL Geneviève, « La dynamique sociale des associations », *Les Cahiers de l'animation*, n°39, 1983-1, pp.57-78, p.68

23 MATONTI Frédéric, *Le comportement politique des Français*, Armand Colin, Paris, 1998, p.73

24 TILLY Charles, TARROW Sidney, *Politique (s) du conflit, De la grève à la Révolution*, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 2008, p.21

25 KRIEGEL Annie, *Les Communistes français: essai d'ethnographie politique*, Seuil, Paris, 1968 ; KRIEGEL Annie, *Les Communistes français dans leur premier demi siècle 1920-1970*, Seuil, Paris, 1985 ; KRIEGEL Annie, *Communismes au miroir français, Temps, culture et sociétés en France devant le communisme*, Gallimard, Paris, 1974

constitue l'incitation majeure des acteurs à s'engager. Pour Tilly, les individus choisissent au sein de « répertoires d'action collective » qui sont caractéristiques d'une époque, d'une population, localisés géographiquement, marqués par les attitudes des autorités vis-à-vis de ces formes d'action. Tilly analyse d'abord « les déterminants internes de la mobilisation d'un groupe, soulignant l'importance de son organisation (identité, densité des liens unissant ses membres, intérêts communs). Il étudie ensuite les relations du groupe avec son environnement. Cette approche est absolument indispensable dans le cas de l'AF que ce soit dans les relations internes au groupe (cohésion, dissidence) ou les relations extérieures (avec les autres mouvements royalistes ou nationalistes). Il s'agit d'intégrer la ligue d'AF dans la nébuleuse ligueuse et nationaliste de la IIIème République.

Enfin, lorsque l'on s'intéresse à l'action collective au sein de l'AF, la question de la violence politique apparaît rapidement centrale et renvoie en particulier à la question de l'usage de la rue.[26]
Le concept de « violence politique » a fait l'objet de nombreux travaux[27] et regroupe à la fois les « violences physiques tangibles », « les violences matérielles » et « les violences des discours, des mots, des images et des postures ».[28]
Dans le cadre de l'AF, les camelots du roi ont cherché à représenter un débouché à la violence du journal, mais, si certaines actions spectaculaires, qui jalonnent l'histoire de la ligue, ont donné vie à la « propagande par l'action », il y a tout de même un fossé entre la violence théorisée des maurrassiens et la réalité, nous le verrons.

Au final, notre travail s'inscrit dans une volonté de compléter un corpus historiographique déjà conséquent mais largement tourné vers l'étude du maurrassisme. Un glissement s'opère ainsi de l'étude du maurrassisme à l'étude de la ligue d'AF. Cela étant, force est de constater que le cheminement n'est pas à sens unique. Si l'étude du maurrassisme irrigue nécessairement tout travail relatif à la ligue d'AF ; il convient également de souligner que l'étude de la ligue et de ses membres permet de repenser certaines grandes thématiques du maurrassisme et notamment la question de la violence militante et du coup de force.

---

[26] FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Presses de la Fondation nationale de Sciences politiques, Paris, 1997 ; TARTAKOWSKY Danielle, *Manifester à Paris 1880-2010*, Champ-vallon, Paris, Seyssel, 2010 ; TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997

[27] BRAUD Philippe, *Violences politiques*, Le Seuil, Paris, 2004 ; CHAUVAUD Frédéric (Dir.), *La dynamique de la violence. Approches pluridisciplinaires*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2010 ; MICHAUD Yves, *Violence et politique*, Gallimard, Paris, 1978

[28] AUDIGIER François, GIRARD Pascal (Dir.), *Se battre pour ses idées, La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, Paris, 2011, 244 pages, p.9

II. Les sources

1) Les sources imprimées

Le quotidien d'*AF* est entièrement numérisé et disponible sur le site de la Bibliothèque Nationale de France, Gallica. Publié à partir du 21 mars 1908, il est une source de première importance tant pour la connaissance de la théorie d'AF que pour celle des pratiques de la ligue. Les articles des ténors du mouvement et, tout particulièrement, l'encadré « Politique » de Charles Maurras, permettent de suivre les prises de position de l'AF sur les événements contemporains et donc d'appréhender les vecteurs d'adhésion et de mobilisation au sein de la ligue. Ensuite, l'encadré « Ligue d'Action française » nous renseigne sur les modes d'action mais aussi sur l'implantation de la ligue. En effet, les informations ainsi extraites sont plus précises que les seules listes de sections publiées dans les *Almanachs*. Le journal publie quotidiennement des convocations et des comptes rendus des activités de la ligue. De même, la publication annuelle des comptes rendus des congrès nous donne beaucoup de précisions sur les organisations d'AF à Paris et en province.

Evidemment, il s'agit d'une source partisane, il faut donc se méfier des chiffres et des thématiques propagandistes cherchant à faire croire au grand succès de tel ou tel événement. En revanche, toutes ces informations peuvent et doivent être utilisées pour ce qu'elles sont, c'est à dire des marqueurs d'activité.

Quoi qu'il en soit, quelles que soient les limites à l'utilisation du quotidien d'*AF*, il faut souligner qu'aucune autre source ne permet de suivre l'organisation, l'implantation et l'activité de la ligue d'une manière aussi précise et surtout aussi continue.

D'ailleurs, Pierre Nora l'affirmait déjà en 1964 dans son article sur « Les deux apogées de l'Action française » : « Ces inédits réputés indispensables, pour précieux qu'ils soient, ne constituent, sauf exception, qu'une source complémentaire d'une étude dont la base demeure la lecture attentive et continue de l'imprimé et du périodique. »[29]

D'ailleurs, les sources imprimées (autre que la presse) sont également essentielles à la compréhension de notre sujet. Les *Almanachs* témoignent des faits marquants retenus par le

[29] NORA Pierre, « Les deux apogées de l'Action française », Annales. ESC, volume 19, n°1, 1964, p.128

mouvement lui-même. Les tracts, affiches et brochures de la ligue, facilement retrouvés dans les archives, illustrent le militantisme quotidien de l'AF. Les ouvrages de Maurras, Daudet, Valois, Dimier ou Bainville permettent d'appréhender les réflexions des ligueurs et les *Mémoires* de nombreux protagonistes fournissent des détails même s'il convient de souligner que, bien souvent, ces derniers baignent soit dans une critique acerbe soit dans un éloge hagiographique.[30]

2) Les Archives nationales et Archives de la préfecture de police

Les Archives nationales (site de Pierrefitte sur Seine) et les Archives de la préfecture de police complètent et nuancent les données issues du quotidien.

A Pierrefitte sur Seine, la sous-série F/7, traditionnellement appelée « Police générale », conserve une quarantaine de cartons relatifs presque entièrement à l'Action française. Si les coupures de presse, affiches, tracts ou brochures sont assez nombreux, les documents conservés sont en majorité des rapports de police ou de renseignements généraux. Les rapports de police font état du déroulement des réunions et des manifestations. Les notes des RG témoignent davantage d'une situation d'ensemble et rapportent régulièrement des « bruits de couloirs ». Nous disposons également de diverses études générales sur l'AF à des dates données. Toutes ces sources doivent évidemment être traitées avec la même précaution que le quotidien d'*AF* mais elles témoignent, *a minima*, de la crainte inspirée par l'AF aux autorités républicaines.
Ces archives sont précieuses pour comprendre la vie de la ligue à Paris. Les rapports de police et notes des RG sont nombreux et détaillés et, surtout, ils couvrent la quasi-totalité de notre période chronologique[31]

De la même manière, les fonds conservés aux Archives de la préfecture de police nous renseignent essentiellement sur la vie parisienne de la ligue. Il s'agit de 16 cartons de la sous-série BA (cabinet du préfet de police : affaires générales) qui regroupent des documents émanant de la Direction

[30] Pour ne pas surcharger les notes, nous renvoyons ici la bibliographie.

[31] F7 12 862 : Action française. Notes de police, affaire Thalamas, congrès (1899-1911) ; F7 12 863 : Action française. Notes de police, presse, congrès (1912-1922) ; F7 12 864 : Camelots du roi. Notes de police, presse, affaire de la rue des Ecoles (1909-1913) ; F7 13 195 : L'Action française pendant la guerre 1914-1918 – Notes d'ensemble – Notes politiques et brochures – Les royalistes et les syndicats (1908-1914) – Notes sur l'activité de l'AF (1924-1929) ; F7 13 198 : Activité de l'Action française. Département de la Seine (1926) ; F7 13 199 : Activité de l'Action française. Département de la Seine (1928-1932) ; F7 13 983 : Bleus de la préfecture de police et de la Sûreté (1936).

générale des Renseignements généraux et de la Sûreté. On y trouve des rapports détaillés sur la plupart des manifestations parisiennes d'AF (de Thalamas en 1908 à l'agression de Blum en 1936[32]) mais aussi des dossiers relatifs à des affaires particulières (Philippe Daudet[33] ; Marius Plateau[34]).

Enfin, c'est sur le site de la Bibliothèque nationale de France, que l'on retrouve l'ensemble des rapports de la commission d'enquête du 6 février 1934.[35]

Les AN et APP ne nous fournissent que peu d'informations sur la vie de la ligue en province. Les cartons F7 13 200 à 13 205 conservent des documents relatifs à l'AF, classés par département, pour la période 1928-1932 mais leur dépouillement est assez peu concluant. En effet, il s'agit pour l'essentiel de reproduction de l'encadré de la ligue publié dans le quotidien d'*AF*. Les quelques rapports de police conservés font état de diverses réunions mais sans grand intérêt pour notre étude.
En revanche, dans le carton F7 14 783, on retrouve une liste nominative des camelots par département en 1912. La liste n'est malheureusement pas complète mais elle permet toutefois, pour les départements concernés, de connaître le nombre de camelots et leur profil sociologique. Malgré ces quelques pistes, les AN et les APP ne nous permettent pas d'appréhender la vie de la ligue en province. C'est donc aux Archives départementales qu'il convient de chercher.

3) Les Archives départementales

La plupart des centres d'Archives départementales conservent des documents relatifs à l'Action française, directement ou indirectement. Cela étant, cette approche conduit à certaines frustrations liées, d'une part, à une impossibilité matérielle à visiter tous les centres d'Archives départementales mais aussi à une réelle inégalité quant aux fonds conservés.

Aux AD du Nord, nous retrouvons des renseignements extrêmement variés : rapports de police,

32 BA 1341-1343 ; BA 1661 ; BA 1815 ; BA 1851 ; BA 1861 ; BA 1861 ; BA 1893-1896
33 BA 1583
34 BA 1661
35 RUCART Marc, *Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934*, Imprimerie de la Chambre des Députés, Paris, 1934 (tome de conclusions et 3 tomes d'annexes) ; AMAT M., « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février » ; CATALAN, « Préparation de la manifestation » ; APPEL Pierre, « La soirée du 6 février 1934 à la Concorde » ; AMAT, de FRAMOND, GARDIOL, « Les victimes des journées du 6 au 12 février 1934 » ; DORMANN et SALETTE, « La participation des Associations d'anciens combattants à la manifestation » ; FAURE, « Les manifestations du 12 février 1934 – La grève générale »

notes des RG, description des organisations d'AF, listes de ligueurs et de camelots, affiches, tracts, presse. Il est ainsi possible d'avoir une vision précise de la ligue dans le Nord tout au long de notre période.[36] Il en est de même pour le département de la Gironde.[37] Aux AD de Meurthe-et-Moselle et du Bas-Rhin, on trouve également des papiers spécifiques à l'AF mais toutefois beaucoup moins nombreux et continus qu'à Lille ou Bordeaux.[38] C'est également le cas dans de petits centres comme celui des Ardennes ou du Territoire de Belfort.[39]

A l'inverse, les AD du Rhône ou celles de Moselle ne conservent pas de cartons spécifiques à l'AF. Il a donc été nécessaire de trouver d'autres entrées[40] mais, en tout état de cause, les informations ainsi retrouvée sont assez minces. La situation est comparable dans les archives des Bouches du Rhône (sites de Marseille et d'Aix en Provence) mais les renseignements obtenus sont toutefois plus appréciables.

Malheureusement, les archives privées sont rares. Celles de Marie de Roux à Poitiers[41] ont été utilisées par Gwenaëlle Jamesse[42] ; celles de Jules de Trévillers[43] dans le diocèse de Besançon sont au cœur de la thèse d'André Grenier[44] ; les papiers d'Alain Raison de Cleuziou ont permis le travail de Jacques Daboudet sur la section de Saint-Brieuc[45]. Nous avons également eu accès aux papiers, extrêmement intéressants, du docteur Aversenq, président de la section de Toulouse.[46]
Ces sources, bien que peu nombreuses, sont importantes car elles permettent d'appréhender le fonctionnement de la ligue à l'échelle d'un département ou d'une région.

---

36 Archives départementales du Nord, Lille, M 154/235 à 242 sont entièrement consacrés à l'AF.

37 Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 557 à 1 M 563 sont entièrement consacrés à l'AF

38 Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 603 ; 1 M 635 ; 1 M 636 ; 1 M 645. Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg : 121 AL 857 et 862 ; 98 AL 673

39 Archives départementales des Ardennes, Charleville-Mézières, 1 M 21 ; Archives départementales du Territoire de Belfort, 1 M 174

40 Rapports mensuels des sous-préfets, rapports de police et correspondance générale pour diverses périodes.

41 Archives départementales de la Vienne, Poitiers, 1 J 545 à 577. Ce fonds conserve toutefois davantage de documents relatifs à la vie de Marie de Roux qu'à l'organisation ou au fonctionnement de l'AF dans le département.

42 JAMESSE Gwenaëlle, « L'organisation d'une section d'Action Française: l'exemplarité poitevine? » dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, site de Metz, 2008

43 Archives départementales de Haute-Saône, Vesoul, 1 J 1019. Il semble qu'André Grenier ait eu accès à des documents familiaux beaucoup plus complets que ceux versés aux archives.

44 GRENIER André, *L'Action française dans le diocèse de Besançon*, thèse de doctorat en sciences politiques, Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille, 1988

45 DABOUDET Jacques, *La section d'Action française de Saint-Brieuc, à travers les papiers personnels d'Alain Raison du Cleuziou*, Mémoire de maîtrise, Rennes, 1973

46 Archives départementales de Haute-Garonne, Toulouse, 1 J 64

Au final, les sources qui permettent d'écrire l'histoire de la ligue d'AF sont nombreuses et variées. Il est malheureusement impossible de tendre à l'exhaustivité et il nous faut, de plus, assumer une inégalité entre les fonds conservés. Cela étant, la continuité assurée par le quotidien d'*AF* permet de combler de nombreuses lacunes et le croisement de tous les documents pré-cités rend possible une réelle réflexion sur la ligue d'Action française.

III. Thématiques et enjeux d'études

1) Modes d'organisation et implantation territoriale et sociologique

Il convient immédiatement de souligner que l'organisation militante d'Action française est bien davantage une nébuleuse qu'une structure uniforme. En effet, il est impossible d'étudier la ligue sans faire référence à un ensemble de groupements dépendants et/ou annexes de cette dernière. Ainsi, les camelots du roi sont affiliés à la ligue mais disposent d'une organisation propre. De même pour les étudiants, les dames d'AF, les jeunes filles royalistes, les voyageurs de commerce, les diverses organisations professionnelles. D'une manière générale, l'historiographie, de la même manière que les rapports de police de l'époque, ont tendance à établir un amalgame entre ligueur et camelot ou commissaire. Evidemment, sur le terrain, la frontière est mince mais, au niveau organisationnel, les différences ont leur importance et nous allons chercher à en définir les contours le plus précisément possible.
Les thématiques abordées sont nombreuses : aspects financiers, étapes de structuration, organisations en fédérations, dirigeants nationaux et régionaux, publications et tirages et, bien sûr, implantation et sociologie.

La question de l'implantation territoriale de la ligue nécessite une prise en compte de contextes locaux variés, aux intérêts quelques fois divergents. L'étude de la sociologie des ligueurs d'AF invite aussi à garder à l'esprit les facteurs locaux, ce qui n'empêche toutefois pas de tenter de monter en généralités et de voir comment l'AF a cherché à conserver sa base militante (« classe moyenne ») tout en proposant une propagande pour des populations « cibles ». Avant 1914, la tentation révolutionnaire conduit l'AF à une prise en compte exacerbée du monde ouvrier. Dans les années

1920, c'est le monde agricole qui est à l'honneur puis, dans les années 1930, les « élites »[47] (architectes, médecins, avocats...) sont au centre du projet de la ligue. Ces évolution successives influent évidemment sur les matrices de l'engagement militant.

2) Les matrices de l'engagement militant

Comme le soulignent Jean-François Sirinelli et Eric Vigne, « si des liaisons existent, bien sûr, entre le ciel des pures idées et la glèbe du débat politique au quotidien, imprégnées par les cultures politiques, celles-ci apparaissent toutefois davantage comme un dégradé, et donc une forme altérée et amendée, de ces idées que comme leur simple décalque. En d'autres termes, ces cultures politiques se souviennent des « idées » tombées de l'empyrée mais leur teneur provient d'une alchimie plus complexe »[48]

En effet, quelle que soit l'importance du maurrassisme pour les ligueurs d'AF, l'idéologie n'est qu'une des composantes de leur culture politique, « s'y amalgament aussi – nourrissant et explicitant tout à la fois ces croyances et valeurs – une mémoire spécifique – composée de dates clés, de personnages édifiants, éventuellement de textes canoniques… – , un vocabulaire propre et, souvent, une sociabilité particulière, ritualisée ou pas. La culture politique peut donc s'entendre (…) à la fois comme une sorte de code et un ensemble de référents, formalisés au sein d'un parti ou plus largement diffus au sein d'une famille ou d'une tradition politique. »[49]

C'est cette réalité que nous avons tenté d'appréhender par l'analyse des matrices de l'engagement militant qui renvoient à la fois à la question de l'adhésion intellectuelle mais aussi à la question des vecteurs de mobilisation.

Ainsi, il ne s'agit pas d'écrire une histoire linéaire et chronologique des actions de l'AF mais plutôt de chercher à les remettre en perspective en fonction des grandes thématiques qui structurent la doctrine maurrassienne et créent une culture politique spécifique et identitaire.

Avant 1914, les grands vecteurs d'adhésion et de mobilisation se mettent en place et on distingue l'antirépublicanisme, l'antiparlementarisme, l'antidreyfusisme, le catholicisme, l'antisémitisme, l'antigermanisme et le rapport au syndicalisme révolutionnaire.

---

[47] Selon le terme de l'AF

[48] SIRINELLI Jean-François, VIGNE Eric, « Des cultures politiques », dans SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites en France. Cultures, Tome 2, op. Cit.*, p.1

[49] *Ibid* p.3

Après-guerre, les matrices antibolchevique puis anticommuniste et antibriandiste deviennent essentielles et complètent l'arsenal d'avant-guerre. En même temps, la question du rapport au syndicalisme révolutionnaire est évidemment totalement abandonnée et l'antidreyfusisme largement délaissée. De même la question de l'antisémitisme évolue et la matrice catholique est, quant à elle, profondément ébranlée par la condamnation de 1926.
Enfin, la question du rapport à la violence militante chapeaute toute l'histoire de la ligue sans que cette dernière ne soit jamais en mesure d'adopter une attitude dénuée d'ambiguïté à son égard.

Par ailleurs, si la cohérence intellectuelle du mouvement est assurée, partout en province, par le quotidien, il est tout de même intéressant de se demander dans quelle mesure et de quelle manière la ligue d'AF s'est adaptée aux différents contextes politique et sociologique en utilisant des événements locaux à des fins de propagande mais aussi en adaptant ses matrices de l'engagement militant. Au final, il s'agit continuellement de ré-interroger le rapport national-local.

3) L'AF au sein de la nébuleuse royaliste et nationaliste de son temps

L'approche provinciale est aussi nécessaire dans la compréhension des rapports entre l'AF et les comités royalistes. Tout au long de la vie de la ligue, leurs relations fluctuent. Les différences sont sensibles selon les régions et nous nous attacherons à évoquer l'évolution des rapports de force au sein de cette nébuleuse royaliste.

L'AF s'inscrit dans le monde royaliste mais elle est aussi l'héritière des ligues nationalistes de la fin du XIXème siècle et, jusqu'au milieu des années 1920, elle est quasiment seule sur cet espace de l'échiquier politique. Mais les poussées ligueuses de 1924-1926 et de 1933-1936 modifient sensiblement le contexte et invitent à s'interroger sur la place de l'AF au sein de la nébuleuse ligueuse et nationaliste de son temps.
Dès lors, plusieurs questions se posent : Comment analyser l'originalité de l'AF ? Quels sont les rapports d'alliance ou de concurrence entre les ligues ? Et, enfin, comment interpréter son histoire à l'époque de l'apparition des fascismes en Europe ?

Cette approche est un enjeu essentiel de notre travail et doit nous permettre, en guise de conclusion, de nous demander si l'importance doctrinale et militante de l'AF n'a pas pu représenter un frein à la

genèse d'une véritable synthèse fasciste en France. L'énoncé même de cette question est bien sûr une provocation dans le contexte des violents débats qui animent l'historiographie sur le sujet. Nous nous attacherons donc à être précis sur les concepts et sur les conclusions.

Ainsi, notre thèse se décline en une approche chronologico-thématique autour de trois pôles majeurs. Il s'agit, tout d'abord d'une démonstration qui entend établir un tableau aussi précis que possible de la structure, des rouages et de l'implantation des organisations d'AF à Paris et en province.

L'objectif est ensuite d'analyser les grandes matrices de l'engagement militant mais aussi et surtout leurs évolutions successives en lien avec un contexte politico-diplomatique extrêmement mouvant. Il s'agit pour chaque période de chercher à comprendre ce qui constitue l'engagement au sein de la ligue dans une approche résolument tournée vers la base militante.

Enfin, il faut réfléchir à la place et au rôle de l'AF dans la nébuleuse royaliste et nationaliste de son temps afin de comprendre les jeux d'alliance et de concurrence entre les diverses organisations mais aussi dans quelle mesure et de quelle manière la ligue d'AF s'est intégrée au répertoire d'action collective de son temps tout en participant à son renouvellement.

Le choix de notre découpage chronologique répond à des nécessités à la fois contextuelles et propres à l'histoire de l'Action française.

Au cours de la première période, de 1905 à 1914, on assiste à une structuration rapide et continue de l'appareil d'action intellectuelle et militante. Les rouages nationaux et locaux de la ligue se mettent en place et les matrices de l'engagement militant sont diffusées par l'intermédiaire du quotidien et contribuent à influencer l'opinion publique. A cette époque, l'AF est presque seule dans le champ nationaliste mais doit se positionner au sein du monde royaliste.

Pendant la Grande Guerre, les structures de la ligue sont désorganisées. L'objectif principal est alors de continuer à diffuser le journal ce qui n'empêche pas la ligue d'utiliser le temps de guerre pour tenter de nouvelles méthodes de propagande notamment dans l'armée. La période 1914-1918 permet aussi à l'AF de se respectabiliser en choisissant la voie de l'Union sacrée. Elle reste malgré tout une organisation particulièrement surveillée d'autant plus que son influence dans l'opinion publique s'accroît.

Après-guerre, l'AF se réorganise partout en province. Au cours de la période 1919-1926, elle fait l'expérience de la vie parlementaire et glisse, de fait, vers une sorte de conservatisme contre lequel elle s'est initialement constituée. Ses échecs électoraux couplés à l'influence croissante des communistes dans la vie publique contribuent à relancer son activisme militant mais pas suffisamment selon certains de ses membres qui suivent alors Georges Valois dans la dissidence du Faisceau. L'AF doit également faire face à l'apparition d'une nouvelle concurrence nationaliste avec la naissance des Jeunesses Patriotes.

En 1926, elle est confrontée à la plus grave crise de son histoire : sa condamnation pontificale. Au

cours de la période 1927-1929, la ligue cherche à rebondir et à maintenir son implantation et ses activités dans un contexte, par ailleurs, globalement défavorable. Les résultats sont extrêmement nuancés selon les régions mais, dans l'ensemble, il n'y a pas d'écroulement de sa structure militante même si les difficultés financières de la ligue sont de plus en plus importantes.

Au tournant des années 1930, la crise économique aggrave encore ces difficultés mais contribue aussi à créer un contexte favorable à un nouvel épisode de flambée ligueuse. Au cours de la période 1933-1936, l'AF connaît un regain de vitalité dont le paroxysme se situe au moment du 6 février 1934. Cela étant, cet épisode démontre également les limites et les faiblesses du phénomène ligueur nationaliste en France.

Partie 1

La ligue d'Action française de 1905 à 1914

La fin du XIXème siècle est particulièrement mouvementée pour la Troisième République qui subit successivement la crise boulangiste, les attentats anarchistes et surtout l'affaire Dreyfus. Au début du XXème siècle, on assiste néanmoins à la naissance d'un modèle républicain.[50]

Par ailleurs, le schéma du clivage politique droite-gauche évolue également au début du siècle. Pendant les premières années de la Troisième République, ce dernier est essentiellement lié à des considérations sur la nature du régime. Pour simplifier la ligne de séparation passe entre républicains et monarchistes. Progressivement ce schéma se modifie et, à partir de 1899, on observe une redistribution des données avec l'affrontement de deux blocs : socialistes, radicaux et centre « waldeckiste » d'une part ; centre « méliniste », nationalistes et monarchistes de l'autre.

Alors que la République semble menacée, on observe un réflexe de défense républicaine autour de Waldeck-Rousseau. Ce dernier reste d'ailleurs au pouvoir pendant 3 ans, record de longévité. Il parvient à imposer la légalité républicaine et brise notamment l'agitation ligueuse en faisant traduire Déroulède en justice et en arrêtant Guérin.

Lors des élections de 1902, le Bloc des gauches l'emporte nettement avec 350 sièges contre 250 à l'opposition. Les modérés proches de Waldeck-Rousseau, regroupés dans l'Alliance Républicaine démocratique sont moins d'une centaine, les socialistes une cinquantaine, les vainqueurs sont les radicaux.

Sur le conseil de Waldeck-Rousseau, le président Loubet appelle Emile Combes à la présidence du Conseil. « Le combisme est à la fois une union des gauches qui cimente la défense de la République, une « République des comités » et une vigoureuse politique anticléricale. »[51]

Combes et son gouvernement souhaitent notamment républicaniser une armée qui leur paraît constituer une menace et lancent donc une vaste campagne d'information sur les officiers de l'armée afin de connaître leur positionnement. L'affaire des fiches est un grand scandale et accélère l'éclatement du Bloc des Gauches.

Cela étant, force est de constater que les problèmes de la gauche ne profitent pas à la droite et « l'Anti bloc » ne parvient pas à se constituer solidement. En effet, « les droites n'ont jamais pu ou su tirer parti de l'évolution de la conjoncture, notamment en raison de l'opposition, feutrée mais irréductible, entre républicains de souche et adversaire du régime. »[52]

Malgré tout, les droites parlementaires tiennent le coup face à l'agitation ligueuse. Elles ont été déstabilisées par les événements de 1898-1899 mais ont tout de même été en mesure de « contenir

[50] Voir BERSTEIN Serge, RUDELLE Odile (Dir.), *Le modèle républicain*, PUF, Paris, 1992

[51] LEYMARIE Michel, *De la Belle-Epoque à la Grande Guerre, op. Cit.* p.115-116

[52] LE BEGUEC Gilles, PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique », *op. Cit.* p.219

le gros de la pression » et de « garder la maîtrise du jeu »[53] face à la multiplication des associations politiques.

Quoi qu'il en soit, le tournant du siècle est une période propice au développement des associations en particulier à partir de la loi du 1er juillet 1901. Gilles Le Beguec et Jacques Prévotat distinguent trois phases dans l'histoire des associations politiques de droite de 1896 à 1914 :

- montée en puissance des organisations au cours de la période 1896-1906
- reflux et dispersion de l'ère Clemenceau (1906-1909) et de la période briandiste (1909-1911)
- restructuration dans les années d'avant-guerre.[54]

Nous verrons que l'AF n'entre toutefois pas dans ce modèle d'évolution et connaît une croissance continue et importante au cours de la période qui précède la Grande Guerre, qui s'accompagne également d'une mise en place spectaculaire des grandes matrices de l'engagement militant des ligueurs d'AF.

[53] *Ibid* p.277 et 284

[54] LE BEGUEC Gilles, PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique », *op. Cit.* p.224

Chapitre 1 :

Naissance, structuration et organisation de la ligue d'Action française avant 1914

Dans le cadre de l'histoire de l'Action française, Michael Sutton fait référence à trois phases successives de développement que nous proposons de compléter. La première de ces périodes correspond à l'époque où l'Action française n'est « guère qu'une petite coterie intellectuelle ayant pour activité principale de produire deux fois par mois une revue, et dont l'esprit antirépublicain est directement alimenté par l'affaire Dreyfus.»[55] Il s'agit de la période qui précède la fondation de la ligue d'Action française que nous évoquerons rapidement.

La seconde période est celle au cours de laquelle l'Action française commence à s'organiser en mouvement politique. Cette période couvre les années 1905-1908 : de la fondation de la ligue à la fondation du quotidien d'Action française. Nous verrons qu'il s'agit d'une période de structuration et surtout de réflexion. En effet, si l'Action française a participé plus ou moins activement aux échauffourées autour des Inventaires, elle n'est alors pas en mesure de réellement profiter de la situation.

La troisième période, d'après Sutton, « est celle où l'Action française commence à être reconnue comme une force sur le plan national. » Elle est alors confortée par la publication du quotidien et profite de « la marée montante du nationalisme et du patriotisme qui envahit le pays à partir de 1911 (…) »[56]. Il nous semble qu'il est nécessaire de découper cette période en deux phases distinctes : un premier moment de 1908 à 1910 au cours duquel l'Action française développe d'une part son quotidien et d'autre part ses structures d'action (les camelots du roi, évidemment, mais également un ensemble d'organisations chargées de propagande dans différents corps de métier). Un second

[55] SUTTON Michael, *op. Cit.* p.285
[56] *Ibid* p.285-286

moment se trouve après la crise royaliste de 1910-1911, l'Action française est alors en position de force au sein de la nébuleuse royaliste. Elle en profite pour développer davantage sa structure militante et pour asseoir son hégémonie sur les sphères nationalistes et royalistes.

I. Quels modèles pour la ligue d'Action française ?

René Rémond, dans son ouvrage sur *Les droites en France*, souligne l'importance historique du phénomène : « L'Action française a tout ensemble rajeuni un royalisme déclinant et renouvelé sa doctrine, doté d'un système de pensée la passion nationaliste et tenté une synthèse originale de leurs apports contraires. Elle a fourni à la droite une philosophie délibérément réactionnaire qui a imprégné une partie de l'opinion française. »[57] Ainsi, l'Action française, en tant que mouvement intellectuel, emprunte à toutes les traditions de la droite française du XIXème siècle. Mais qu'en est-il de son mouvement militant ?[58]

1) L'héritage des ligues nationalistes

Comme le rappelle Michel Leymarie, « il existe des ligues avant l'affaire Dreyfus et leur développement précède celui des partis. »[59] Toutes les ligues ne sont évidemment pas de droite ou d'extrême droite mais le tournant du siècle, secoué par l'Affaire, est une période propice au développement des organisations nationalistes.

La Ligue des Patriotes de Paul Déroulède est le premier exemple d'envergure. Fondée en 1882 puis dissoute en 1889. Elle est relancée en 1898. Le coup du 23 février 1899 puis l'exil de Déroulède engendrent de grandes difficultés pour cette organisation précurseur du combat nationaliste mais rejetée par l'AF en raison de ses idées plébiscitaires.

[57] REMOND René, *Les droites en France*, Aubin, Paris, 1984

[58] Pour une approche générale de cette question, voir BANTIGNY Ludivine, BAUBEROT Arnaud (Dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie), XIX-XXème siècle)*, PUF, Paris, 2011

[59] LEYMARIE Michel, *De la Belle Epoque à la Grande Guerre, op. Cit*, p.105

Raoul Girardet note qu'au début du siècle, on voit se rejoindre « dans une même exaltation de l'idée militaire, Déroulède et son patriotisme cocardier de tradition jacobine, Maurras et la rigueur de son nationalisme contre-révolutionnaire. »[60]

Ainsi, même si les idées de la Ligue des Patriotes sont différentes de celles de l'AF, des points de convergence existent au niveau des structures militantes.

Bertrand Joly met en exergue 4 points qu'il considère essentiels par rapport à la LP :

- une vie de la Ligue qui se confond avec la figure de Paul Déroulède.
- une ligue qui a incontestablement eu « puissance et durée ».
- un républicanisme toujours revendiqué.
- une véritable tentative de coup de force.[61]

Si l'on rapporte toutes ces affirmations à l'AF, on constate que les points de comparaison sont nombreux. La figure de Maurras à l'AF est absolument essentielle au même titre que celle de Déroulède à la LP. En revanche si Maurras a incarné un véritable chef spirituel, il n'a jamais endossé le rôle de chef de l'action à la différence de Déroulède.

La Ligue d'AF a elle aussi « puissance et durée », plus encore d'ailleurs que la Ligue des Patriotes. La principale différence, outre évidemment le républicanisme, réside bien dans la question du recours au coup de force. En effet, si l'AF le revendique continuellement, elle ne passe jamais véritablement à l'acte, contrairement à la LP.

La Ligue d'Action française est directement issue de la Ligue de la Patrie française comme nous l'avons déjà évoqué.

Elle connaît un grand succès au tournant du siècle et organise à partir de 1900 des comités dans toute la France. Elle fournit des élus là où la Ligue des Patriotes se contentait de faire de la propagande. Après l'échec des droites en 1902, elle glisse, selon les termes de Jean-Pierre Rioux, vers « un conservatisme banal de défense sociale et religieuse. »[62]

En réalité, lorsque l'on s'interroge sur la LPF, c'est bien la question de son appartenance ou non à la sphère ligueuse nationaliste qui pose problème. Bertrand Joly explique qu'il est bien difficile de trancher cette question. Il évoque les aspects qui laissent à penser qu'il s'agit d'une ligue : « création protestataire, rapidité des progrès puis du déclin, difficultés à résister à l'apaisement général,

---

60 GIRARDET Raoul, *La société militaire dans la France contemporaine de 1815 à nos jours*, Perrin, Paris, 1998

61 JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902*, Les Indes savantes, Paris, 2008, pp.117-153

62 RIOUX Jean-Pierre, *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la patrie française (1899-1904)*, Beauchesne, Paris, 1977

méthodes de gestion désinvoltes, importance excessive des questions financières, recrutement puisant en partie dans les autres ligues avec lesquelles la cohabitation sera toujours étroite, médiocrité de certains cadres et recours à des éléments quelquefois douteux, sans compter quelques velléités séditieuses vite étouffées en février 1899. » Mais il souligne ensuite des éléments contradictoires : « modération affichée et refus de l'aventure, distances initiales avec l'antisémitisme, adhésion de nombreux notables et d'éléments républicains modérés, influence apaisante de Jules Lemaître, priorité aux questions électorales, implantation nationale, conservatisme social, etc. »[63]

Au final, la LPF plus qu'un modèle pour la Ligue d'AF, a davantage été, comme l'explique Jean-Pierre Rioux, un « lieu de passage » vers cette dernière.

La Ligue antisémitique est fondée par Edouard Drumont en 1889 et refondée par Jules Guérin en 1897. L'AF porte évidemment un regard très favorable sur l'œuvre de Drumont. A sa mort en 1917, le journal publie un double éloge par l'intermédiaire de Léon Daudet et de Charles Maurras. Daudet parle alors de « deuil national » alors que Maurras explique que « la formule nationaliste est née, presque toute entière, de lui (Drumont), et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre voyage dans sa lumière. »[64]
Jules Guérin rompt avec Drumont en 1898. Il mène alors une agitation de rue en 1898-1899 qui s'achève avec le siège du Fort-Chabrol qui conduit à sa condamnation puis à l'effondrement de la Ligue antisémitique.
La Ligue antisémitique a réellement inquiété les autorités de l'époque. Toutefois, comme le souligne, Bertrand Joly, cette dernière « n'a jamais eu d'existence sérieuse et elle constitue l'un des plus beaux exemples d'escroquerie politique de l'histoire contemporaine. »[65]

La filiation de l'AF avec la Ligue antisémite est essentiellement intellectuelle même si des rapports étroits ont existé entre la *Libre Parole* et l'*Action française*, revue et quotidien.

Au final, l'AF récupère à la fois « la plupart des thèmes ou plutôt des haines et des ennemis du nationalisme » ainsi qu'un « style » mêlant « violence rhétorique » et « outrance » mais elle se distingue toutefois de son prédécesseur par le développement d'un « bain culturel » de bien meilleur

[63] JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902, op. Cit.* p.318
[64] Quotidien d'*AF* du 6 février 1917
[65] JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902, op. Cit.* p.286

niveau mais aussi et surtout par son rapport complètement différent au jeu politique. En effet, « les nationalistes y participent avec empressement tandis que l'Action française le rejette a priori. »[66]
Pour Charles Maurras, il n'existe que deux choix : anarchie ou monarchie. Et, ceux qui ne servent pas la monarchie, même les plus patriotes, renforcent l'anarchie. « Ce postulat oriente toute l'attitude du maître à l'égard de ce qu'il appelle le nationalisme républicain, c'est à dire non-royaliste : en approuver l'intention, en critiquer l'insuffisance, en dénoncer le danger. »[67]
D'ailleurs, la défaite électorale de 1902 prouve, aux yeux de l'Action française, les limites du « nationalisme républicain ». Cet échec est d'ailleurs à l'origine de l'agonie du nationalisme antidreyfusard qui laisse vacant un espace que Maurras et l'Action française vont réussir à intégrer.

Bertrand Joly souligne que « l'Action française s'est présentée comme le « nationalisme intégral » ; c'est à dire comme le vrai et seul nationalisme. Tout ce qui l'a précédé n'était pour elle qu'un demi-nationalisme, incohérent, inefficace, voire dangereux. »[68] Cela étant, elle a tout de même pu observer ses précurseurs que ce soit dans leur rhétorique ou dans leurs pratiques. En 1905, lorsqu'elle fonde sa ligue, elle récupère donc une partie de l'héritage ligueur de la fin du XIXème siècle.

2) La nébuleuse royaliste au tournant du siècle

La situation du parti royaliste et des comités en province

En 1890, Boulanger entraîne dans sa chute une bonne partie de l'état-major royaliste définitivement compromis par l'intrigue du général. Dans le monde royaliste, la crise est profonde et renforcée par les sensibilités contradictoires qui déchirent le parti. En effet, on retrouve « d'un côté, les aristocrates-notables de province du type Buffet ou Lur-Saluces, que la vie en vase clos maintient dans des positions intransigeantes, le clan de la *Gazette de France*, les vieux légitimistes, les activistes de la Jeunesse royaliste et toute une nouvelle génération de publicistes roturiers influencés par le boulangisme et le nationalisme, les Lambelin, Havard, Maurras, Corpechot, etc., qui n'ont rien à perdre à prôner le jusqu'auboutisme ; de l'autre, les royalistes des salons et des cercles politiques traditionnels, mondains, libéraux et parlementaires, dont la République ménage

[66] JOLY Bertrand, « Les ligues nationalistes et l'Action française », *op. Cit.* p.88-90
[67] *Ibid*, p.91
[68] *Ibid*, p.96

les intérêts fondamentaux et qui n'ont rien à gagner à risquer le tout pour le tout. »[69] Jusqu'au tournant de 1898, le duc d'Orléans balance entre ces deux tendances. La crise dreyfusienne le fait durablement pencher en faveur des intransigeants et le conduit à rédiger le manifeste de San Remo du 22 février 1899 qui fait l'apologie de l'antisémitisme dans le but d'atteindre le peuple.

Cela étant, malgré son effondrement politique et ses échecs électoraux répétés dans les années 1880-1890, le parti royaliste conserve une puissance sociale et financière considérable même si ses comités sont clairement en perte de vitesse partout en France.

L'organisation des comités royalistes à cette époque est assez simple. Le pays est divisé en 6 régions à la tête desquelles on retrouve un ou deux missi dominici chargés de transmettre les ordres de Paris et de surveiller l'activité locale.

Tous les départements possèdent un comité royaliste unique animé par un secrétaire payé par le prétendant et réellement dirigé par un président élu par ses troupes.

En janvier 1884, on dénombre 231 comités et sous-comités royalistes ce qui est considérable. Toutefois, en pratique, l'activité de ces comités semble assez peu intense. En mai 1884, après les municipales, les délégués provinciaux sont convoqués à Paris : ils ne sont que 22 à se rendre à la réunion.[70]

Au final, « l'activité des missi dominici semble rester purement formelle, tant elle correspond mal à la réalité institutionnelle du pays ; surtout, la solidité des comités départementaux varie énormément selon les cas, en fonction des positions électorales et de l'activité des présidents et du bureau. »[71]

Le mouvement royaliste inquiète toutefois toujours les autorités. Ainsi, une note de correspondant de novembre 1905 affirme que le parti royaliste est à nouveau « aussi ordonné qu'au moment des tentatives de Déroulède. Très riche en argent intelligemment ménagé, ses cadres sont prêts. Il a des ramifications dans tous les départements et il y a peu de régiments où il n'ait pas quelque concours latent. Du jour au lendemain, il peut être à même de profiter de la plus petite chance de réussite qu'il faudrait saisir rapidement. Il y a d'ores et déjà un gouvernement royaliste complet, avec ses rouages les plus infimes, qui existe effectivement et pourrait en 24 heures prendre en mains tous les services publics du pays. »[72] Evidemment, cette description paraît quelque peu exagérée. Tout autant que celle d'Alfred de Gramont qui écrit dans son journal le 17 août 1902 : « Bézine a envoyé aux comités de province des « instructions » au sujet de la campagne antireligieuse. Vous lisez bien :

---

69 JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.193

70 JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902, op. Cit.*, pp.162-166

71 *Ibid* p.163

72 Note d'un correspondant du 28 novembre 1905, Archives nationales, Paris, F7 12 861

« des instructions ». Le malheur, c'est qu'il n'y a plus de comités (les noms sur le papier ne signifient rien) et personne pour lire ces instructions. »[73]

En réalité, il semble bien que le réseau des comités royalistes en province, bien que réel et généralisé, soit assez fragile au tournant du siècle. Il n'y a pas ou peu de propagande, les difficultés financières sont habituelles, les principaux membres passent plusieurs mois de l'année à Paris. Mais surtout, ces comités se montrent incapables de s'ouvrir aux « couches nouvelles » ce qui sera un des principaux axes de propagande de l'AF.
Ainsi, comme le note Jacques Prévotat, « le vivier qu'offre le parti royaliste au jeune mouvement n'est pas stimulant : monde de notables découragés qu'aucune sève nouvelle ne revigore. »[74] Au début du siècle, les comités royalistes sont généralement des sortes de « club intermittent où l'on se retrouve entre soi, entre gens de bonne compagnie, sans chercher à y attirer l'électorat populaire. »[75] L'AF va complètement bousculer ce schéma en revendiquant continuellement la présence des milieux populaires parmi ses organisations.

La presse quotidienne royaliste paraît également à bout de souffle au tournant du siècle malgré la fondation, en 1882, de l'Association de la presse monarchique et catholique qui a pour ambition de fédérer la masse des publications locales et régionales. On estime qu'une centaine de publications royalistes paraissent à cette époque.
Les publications affichant un monarchisme libéral comme *Le Soleil* et *Le Gaulois* tirent encore entre 20 000 et 30 000 exemplaires par numéro. Mais la presse plus intransigeante, comme la *Gazette de France* où officie Maurras, ne tire plus qu'à 6000 exemplaires en 1899 et 4000 en 1901. En province, la presse royaliste résiste mieux même si les difficultés touchent tous les journaux.[76]

L'expérience des Jeunesses royalistes

A la fin du XIXème siècle, le nationalisme et l'antisémitisme travaillent sans conteste le parti royaliste. Les Jeunesses royalistes, fondées à la fin des années 1880, cherchent à tirer profit de ce contexte et participent, jusqu'à leur dissolution en 1899, à un réel « activisme » monarchiste.

[73] GRAMONT Alfred (de), Journal inédit, « L'ami du prince », 1892-1915, texte édité et présenté par MENSION-RIGAU Eric, Fayard, Paris, 2011, p.196
[74] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939,* Préface de René Rémond, Fayard, Paris, 2001, p.38
[75] *Ibid* p.164
[76] JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.194-195

L'origine des premiers groupements reste obscure mais on assiste, en 1893, à l'élaboration d'une fédération de la Jeunesse royaliste de France lors de la Saint-Philippe, à Paris, avec des délégations de groupes de Marseille, Bordeaux, Montpellier, Toulouse et Sète.[77]

Cinq congrès se succèdent de 1894 à 1899 qui prouvent les progrès de l'organisation et du recrutement. En 1898, il y aurait 18 groupes parisiens, 34 associations départementales et plus de 30000 adhérents.[78] En réalité, comme le rappelle Laurent Joly, ces chiffres sont invraisemblables et totalement contredits par la grande enquête judiciaire du tournant de l'année 1900.[79]

On ne peut donc pas réellement considérer que la Jeunesse royaliste prépare le terrain militant pour l'AF. En revanche, le renouveau des thématiques est très clairement une préfiguration de la doctrine maurrassienne : profond antiparlementarisme, antisémitisme, nationalisme.

Au niveau des pratiques, « la Jeunesse royaliste multiplie les manifestations de rue en l'honneur d'Henri IV, de du Guesclin, surtout de Jeanne d'Arc, ou marquant les diverses étapes de l'affaire Dreyfus. »[80]

Après la tentative de Déroulède, la Jeunesse royaliste est la cible d'une répression intense menée par les autorités républicaines. Des perquisitions ont lieu partout en France. Ses chefs sont condamnés : Buffet, Godefroy, de Ramel, de Lur-Saluces. L'organisation est totalement désorganisée et ne parvient pas à se refonder au tournant du siècle même si certains de ses membres tentent de continuer la propagande.

Au final, il est évident qu'on ne peut pas voir dans l'AF une continuation pure et simple de la Jeunesse royaliste (de nombreuses mésententes existent d'ailleurs entre les membres des deux organisations). Cela étant, la Jeunesse royaliste a ouvert la voie à certaines thématiques et pratiques encore mal acceptées dans le monde royaliste au tournant du siècle. Elle a ainsi accompagné la naissance d'une nouvelle génération de « royalistes nationalistes » qui préfigure clairement l'AF.

---

77 CALLAIS François, « La jeunesse royaliste. Préfiguration de l'Action française », dans *Histoire, économie et société*, 1991, n°4, pp.561-589, p.562-563

78 *Ibid* p.563

79 JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française*, *op. Cit.* p.195

80 CALLAIS François, « La jeunesse royaliste. Préfiguration de l'Action française », *op. Cit.* p.570

II. La naissance de l'Action française et sa doctrine

1) La fondation du mouvement intellectuel d'Action française

Dans la tourmente de l'affaire Dreyfus, en avril 1898, Henri Vaugeois et Maurice Pujo fondent un comité d'Action française qui est, en réalité, un « embryon de groupement politique ». Le comité publie d'ailleurs un « Appel aux patriotes » si confidentiel que l'on n'en trouve aucune trace dans les archives et la presse d'alors. A cette époque, l'AF dénonce la crise dreyfusienne et affiche son soutien, dans la lutte électorale, aux partisans d'une république « réellement française ».

Au départ, le comité ne progresse pas ce qui motive Vaugeois et Pujo à adhérer à la Ligue de la Patrie française (LPF). Née en décembre 1898, symétriquement à la Ligue des Droits de l'Homme, elle souhaite regrouper les antidreyfusards, se déclare républicaine et répudie, à ses débuts, l'antisémitisme[81].

Cette agitation ligueuse incite Déroulède, président de la Ligue des Patriotes à tenter, le 23 février 1899, un coup de force. En fait, son acte, « fondé sur un illusoire soulèvement du peuple parisien affluant vers l'Elysée, sous la direction des ligueurs et de la troupe, en une traversée grandiose de la capitale, relève du mythe césariste (…) »[82] et est, sans conteste, un échec cuisant. D'autant plus grave que le gouvernement Waldeck-Rousseau en profite pour mener une politique de répression qui handicape fortement les ligues nationalistes. Enfin, l'exil de Déroulède a de lourdes conséquences pour la Ligue des Patriotes alors forte de 30 000 adhérents mais qui ne parvient pas à se réorganiser après le départ de son chef historique.

Cela étant, après la tentative déroulédienne, Vaugeois et ses amis sont plus césariens que jamais et les tensions au sein de la LPF apparaissent car cette dernière se révèle incapable de « dégager un compromis entre les éléments activistes et les tenants d'une ligne conservatrice beaucoup plus prudente. »[83] Rapidement, les dissensions s'accentuent notamment lorsqu'en mars 1899, Vaugeois échoue à faire admettre Maurras au comité directeur de la LPF.

La « rupture » a finalement lieu lors d'une réunion tenue le 20 juin 1899. Louis Dimier raconte : « Au sein d'une réunion que Vaugeois tenait avec M. de Mahy, ce respectable membre du vieux parti républicain engagé pour la France contre le parti de Dreyfus, dit que dans cette défense il

---

81 LEYMARIE Michel, *De la Belle Epoque à la Grande Guerre, 1893-1918. Le triomphe de la République*, Librairie générale française, Paris, 1999, p.106

82 JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française*, Grasset, Paris, 2015, p.77-78

83 LE BEGUEC Gilles, PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique », dans SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites. Politique*, Gallimard, Paris, 1992, 2006, p.245

n'admettait rien d'illégal. Communément, ces choses-là sont applaudies, principalement des conservateurs, qui y trouvent un air d'énergie et battent des mains en conséquence. Ce bel effet fut manqué cette fois. Vaugeois répliqua qu'au contraire il se moquait de l'illégalité quand il s'agissait de sauver le pays. Quelques écoutants protestèrent ; tout ce qu'il y avait de sérieux dans la salle applaudit. L'Action française était fondée. Vaugeois la constitua avec quelques amis échappés comme lui de la Ligue de la Patrie française, au nom de laquelle M. de Mahy avait tenu la réunion. De la dissidence marquée ce jour-là, toutes les autres devaient s'ensuivre, comme elle contenait toutes celles qu'on n'osait exprimer. Ceux qui prenaient à cœur les choses y reconnurent leurs sentiments, les démarches de la Patrie française ne les ayant pas satisfaits. »[84]

Si la vision partisane de Dimier doit évidemment être nuancée, elle a le mérite de mettre en lumière le premier et principal sujet de divergence entre le comité d'Action française et la LPF : la question de la prudence vis à vis des autorités légales. En fait, « le mythe césariste, le mythe du « coup d'Etat », est, à bien des égards, le mythe originel de l'Action française. »[85]

Après cette réunion, Lemaître annonce qu'il se retire du comité de patronage de l'Action française. A partir de 1900, Vaugeois, sans démissionner officiellement, cesse de siéger au comité directeur de la LPF. A compter de cette date, les attaques de l'AF contre la LPF deviennent systématiques.[86]

Dès le printemps 1899, Maurras, qui a rejoint l'AF en janvier, comprend que l'inaction de la LPF laisse un espace à l'Action française. Au fil des semaines, les projets du groupe cheminent. Le premier numéro de la *Revue d'Action française* paraît le 10 juillet 1899. Elle affiche alors encore ouvertement son républicanisme même si d'emblée, « elle marque ses différences avec la LPF par un « ton » et une « humeur » de ses adhérents que les conservateurs de la LPF jugent « trop révolutionnaires et trop autoritaires » ».[87]

La fracture au sein du mouvement nationaliste s'aggrave encore au moment du procès de Rennes, à l'automne 1899, qui reconnaît à nouveau la culpabilité de Dreyfus mais met en avant des circonstances atténuantes. Maurras s'interroge alors : « Il fallait prendre un parti. Lequel ? On allait nécessairement au désastre prévu. N'était-il pas temps de le conjurer ? (…) Comment faire ? Il fallait lancer un nouveau mouvement d'opinion, non pour défendre nos amis emprisonnés, leur défense ne pouvant aboutir d'aucune façon, mais pour attaquer leur geôlier. Ainsi m'était venue l'idée de reprendre l'affaire Dreyfus à rebours. Parmi les témoins qui avaient déposé en faveur du

[84] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1926, p.7
[85] JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.80
[86] JOLY Bertrand, « Les ligues nationalistes et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société, politique*, Septentrion, Villeuve d'Ascq, 2008, p.94-95
[87] DARD Olivier, *Charles Maurras, Le maître et l'action*, Armand Colin, Paris, 2013, p.83

condamné de Rennes, il en était deux ou trois qui avaient commis, devant le Conseil, de véritables faux témoignages, pour lesquels le colonel-président, s'il n'eût été acquis aux Juifs, aurait pu les arrêter et les faire condamner sans désemparer. »[88]

Spronck s'oppose à l'idée de Maurras et l'interpelle : « Admettons que votre poursuite soit possible. N'est-elle pas très dangereuse ? Ne peut-elle tourner en faveur de Dreyfus ? Les faux témoins que vous ferez condamner serviront à faire réviser sa propre condamnation. »[89] Maurras explique alors que la clause de révision en cas de faux-témoignage ne peut s'appliquer que s'il avait été fait en faveur du condamné. Le zèle de Maurras est toutefois mal perçu par le camp antidreyfusard notamment par Jules Quesnay de Beaurepaire et par Maurice Spronck. Après cet épisode, Maurras et Vaugeois discutent et décident qu'il est temps « de se détourner de l'Affaire et de consacrer les efforts à propager une doctrine politique cohérente. »[90]

Toutefois, il faut encore s'entendre sur la doctrine en question. Vaugeois n'a pas encore renoncé à son républicanisme mais l'Action française est un lieu de discussion et d'échanges, « un laboratoire idéologique d'où pourrait sortir une doctrine »[91], ce sera d'ailleurs rapidement le cas.

2) Charles Maurras à l'AF : influence et doctrine

En 1898 et 1899, l'Action française est encore trop insignifiante pour profiter des possibilités offertes par le contexte de l'Affaire. C'est ainsi qu'elle se développe « dans une période d'indifférence de l'opinion. »[92]

Au départ, son projet est clair : « il s'agit de recréer la République dans une perspective autre que la tentative boulangiste, mais non en rupture avec elle. »[93]

Les principaux dirigeants initiaux de l'Action française ont certes en commun un « amour suprême de la Patrie, un grand respect de l'Ordre et une foi commune en une Raison aux démarches ordonnées »[94] mais ils n'ont, dans un premier temps, aucune prétention à la défense de la monarchie : Vaugeois est un radical-socialiste ; Daudet est radical et anti boulangiste ; Montesquiou est le petit-fils de la gouvernante du Roi de Rome mais rallié à la République ; Moreau est un

88 MAURRAS Charles, *Au signe de flore, op. Cit.* p.145-146
89 *Ibid* p.148
90 SUTTON Michal, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme,* Beauchesne, Paris, 1994, p.20
91 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.84
92 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit*, p.42
93 PREVOTAT Jacques, *L'Action française*, QSJ, PUF, Paris, 2004, p.12
94 WEBER Eugen, *L'Action française*, Fayard, Paris, 1962, p.43

anarchiste moral et philosophique ; Bainville est issu d'une famille républicaine ; Pujo est un anarchiste idéaliste ; Maxime Real del Sarte descend d'un homme de la Commune du 10 août...
C'est Charles Maurras qui parvient à les convaincre de la nécessité du retour à la monarchie. Comme le souligne Michael Sutton, « au départ, l'Action française ne fut qu'un rejeton accidentel de l'affaire Dreyfus. Mais elle allait bientôt s'avérer un témoin vigoureux et durable des passions et des idées qui déchirèrent la vie politique française au tournant du siècle. »[95] « L'empreinte de Maurras sur cette mutation que les maurrassiens ont par la suite qualifiée de « conclusion » est décisive. »[96]
Victor Nguyen dans son ouvrage sur *Les origines de l'Action française* confirme le rôle essentiel joué par Maurras dans le succès de l'AF. Il considère en effet que « l'Action française n'eût pu se concrétiser sans la médiation prolongée sur les heurts et les malheurs des Français que Maurras ne fit que reprendre en amplifiant. Sa chance et son mérite furent d'oser plus que ses prédécesseurs, de se vouloir délibérément réactionnaire et en conséquence de récapituler l'apport critique de plusieurs décennies antérieures. »[97] Michel Winock note, en effet, que « Maurice Barrès, son aîné et son allié, aurait pu jouer ce rôle mais il n'était pas doté comme Maurras de ce désir immodéré d'asséner sa vérité en toute chose. »[98]

Charles Maurras est né à Martigues en 1868, fils d'un percepteur originaire de Marseille et d'une jeune femme de la bourgeoisie catholique martégale. Après le décès de son père en 1874, sa mère s'installe à Aix en Provence et envoie le jeune Charles suivre ses études au collège diocésain de la ville. Il est frappé de surdité à l'âge de 14 ans. La surdité n'est pas totale mais elle conduit tout de même Maurras à une profonde crise existentielle vraisemblablement à l'origine de la perte de la foi. Après l'obtention de son baccalauréat, Maurras s'installe à Paris et trouve à s'employer dans diverses revues. Deux rencontres sont alors particulièrement marquantes dans la vie du jeune Maurras : Maurice Barrès et Anatole France.
En 1891, on assiste à une première césure dans la biographie de Maurras avec la fondation de l'Ecole romane, qui lui permet d'associer Félibrige et fédéralisme.[99] Au cours des années 1894-1895, s'opère un resserrement des liens entre Maurras et Barrès. C'est à cette époque que Maurras le rejoint à *La Cocarde.* Comme le note Marie-Odile Germain, l'organe « sert en fait de creuset à

---

95 SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme, op. Cit.* p.19
96 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.*, p.80
97 NGUYEN Victor, *Aux origines de l'Action française, Intelligence et politique à l'aube du XXème siècle*, Fayard, Paris, 1991, p.28
98 WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Editions du Seuil, Paris, 1997, p.86
99 Sur cette période voir GIOCANTI Stéphane, *Charles Maurras félibre. L'itinéraire et l'oeuvre d'un chantre*, Louis de Montalte éditeur, Paris, 1995

l'élaboration des idées nationalistes. »[100]

En 1896, Maurras se rend en Grèce pour suivre les jeux olympiques. Olivier Dard insiste sur le caractère fondateur de ce voyage même si « du fait de la condamnation de 1926 et (de) la mise à l'Index d'*Anthinea*, (il) ne peut plus le présenter pour ce qu'il fut vraiment, une expérience décisive sur les plans existentiel, esthétique et religieux. »[101]

Maurras se rapproche du comité d'AF dès le début de l'année 1899. S'il n'est assurément pas un orateur de talent (il ne prend pas, alors, la parole en public en raison de sa surdité) ; il se sent toutefois « en mesure d'emporter la conviction de n'importe quel interlocuteur ou de tout lecteur disposé à suivre le fil de sa pensée. »[102] Son ouvrage *Trois idées politiques : Chateaubriand, Sainte-Beuve, Michelet* joue un rôle essentiel dans la conversion de plusieurs de ses acolytes et notamment d'Henri Vaugeois.

En avril 1899, Charles Maurras raconte : « J'y allais souvent (au comité d'Action française), car Vaugeois se montrait de plus en plus sensible, non à mon royalisme, mais à la méthode par laquelle y accéder : analyse empirique de l'histoire, critique des idées révolutionnaires, dérision des fausses déesses. La zone des principes communs s'élargissait. »[103] Maurras définit lui-même « l'empirisme organisateur » en ces termes : « La mise à profit des bonheurs du passé en vue de l'avenir que tout esprit bien né souhaite à sa nation. »[104]

Maurras rallie ainsi rapidement Vaugeois sur la méthode mais, pendant un temps, ce dernier s'accroche à la défense de la République.

Dans une lettre à François de Mahy datée du 10 août 1899, Henri Vaugeois explique à quel point son esprit est déchiré entre deux convictions profondes : « Nous sommes beaucoup de jeunes républicains d'éducation et d'aspiration que déchire aujourd'hui une sorte de lutte, d'antinomie, entre deux besoins de leur esprit, de leur raison : besoin d'ordre, d'autorité, de force gouvernementale, et c'est le fond de l'esprit réactionnaire, c'est la vérité de la monarchie ; et besoin de liberté, de progrès, d'ouverture vers l'avenir, c'est le fond et la vérité de l'esprit républicain. La République actuelle ne satisfait ni l'un ni l'autre de ces deux besoins. Elle est faible et anarchique, sans être libérale. »[105]

Maurras explique alors qu'il « suffisait de voir et d'entendre Vaugeois pour sentir que, s'il vivait

---

[100] GERMAIN Marie-Odile, « Barrès journaliste et l'écriture au quotidien », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, n°48, p.95, cité par DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.61

[101] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.70

[102] JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.161

[103] MAURRAS Charles, *Au signe de flore. Souvenirs de vie politique. L'affaire Dreyfus. La fondation de l'Action française 1898-1900*, Les œuvres représentatives, Paris, 1931, p.122

[104] PREVOTAT Jacques, L'Action française, *op. Cit.*, p.13

[105] MAURRAS Charles, *Au signe de flore. Souvenirs de vie politique. L'affaire Dreyfus. La fondation de l'Action française 1898-1900, op. Cit.* p.130

l'angoisse française, son esprit pareil à l'esprit public de la France avait subi bien des épreuves et couru bien des aventures, qui le renouvelaient. »[106]

C'est finalement en 1901 que Vaugeois se convertit officiellement au nationalisme intégral et le revendique lors d'une conférence tenue en juin.[107] Maurras rallie ensuite Lucien Moreau et Léon de Montesquiou. S'il ne rallie jamais Barrès, ce qui reste un échec important à ses yeux, il réussit toutefois à gagner Lemaître à ses vues ce qui représente une revanche pour celui qui n'a jamais réussi à intégrer le comité directeur de la LPF.

A partir de 1901, la revue *L'Action française* devient donc officiellement royaliste et, « après deux ans d'existence sur le créneau précaire du « laboratoire de nationalisme », une nouvelle phase s'ouvre dans l'histoire de la revue, celle, plus connue, de « l'école du nationalisme intégral ».[108]

Cela étant, il convient de souligner, à la suite de Laurent Joly, que le ralliement de Vaugeois à la cause monarchiste, n'est pas « la simple conversion d'un pur esprit par un autre. Si Vaugeois aperçoit bientôt la lumière royale, c'est surtout parce qu'il est condamné à demeurer dans l'ombre de la Patrie française et du nationalisme, que sa revue est ruinée et que le groupe d'AF – une poignée d'amis, de patriotes exaltés et de littérateurs égarés – n'a aucune chance de percer. »[109]

De plus, si Maurras a, sans nul doute, jouer le rôle de leader charismatique, au sens wébérien du terme, au sein de l'AF, on ne peut comprendre les fondements de son hégémonie sans se confronter à une analyse précise du contexte sociétal. En effet, comme le souligne Ian Kershaw, « si le porteur de « charisme » jouit effectivement d'un authentique pouvoir, ce pouvoir émane en réalité des attentes placées en lui par ceux qui l'entourent. »[110]

Et, pour répondre à ces attentes, Maurras a su créer un « système » complet. Il est ainsi impossible « de délimiter une doctrine maurrassienne qui soit strictement politique » car Maurras mêle étroitement « ses idées principales dans des domaines variés, esthétique et religieux, ainsi que social et politique. »[111] Maurras a immédiatement « compris que le pouvoir est d'abord idéologique et qu'on détruit que ce qu'on remplace », c'est ainsi qu'il s'attache « à fonder une idéologie et un système de valeurs opposables et donc diamétralement opposés à ceux de la République libérale. »[112]

---

[106] *Ibid* p.133
[107] JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.279
[108] *Ibid* p.284
[109] JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.42
[110] KERSHAW Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Gallimard, Paris, 1995, p.31
[111] SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme, op. Cit.* p.7
[112] JOLY Bertrand, « Les ligues nationalistes et l'Action française », *op. Cit.* p.89

Sutton s'interroge sur la théorie de Maurras avant-guerre et voit trois ouvrages incontournables dans la compréhension de cette dernière : *Trois idées politiques ; Idées françaises ou idées suisses* et l'*Avenir de l'intelligence.*[113] Il insiste en particulier sur l'importance de l'*Avenir de l'intelligence* car la théorie du nationalisme intégral de Maurras met au premier plan l'idée de la primauté de la société sur l'individu. Ainsi, il est important de comprendre que l'adhésion de Maurras à la monarchie « résulte moins d'un attachement à la personne royale et aux souvenirs glorieux d'une tradition que d'un raisonnement qui le conduit au rejet du régime en place. »[114]

Si Maurras a commencé à convaincre ses acolytes grâce à *Trois idées politiques,* c'est bien le succès de l'*Enquête sur la monarchie*, publiée à partir de juillet 1900, qui marque l'affermissement de sa position à l'Action française et lui offre une publicité notable. En effet, « en adoptant le monde de l'enquête, prisé dans les milieux littéraires d'avant-garde qu'il côtoie depuis une dizaine d'années, le jeune théoricien va importer dans l'univers de la politique royaliste un mode d'action qui lui est étranger, mais qui va conférer à son entreprise une aura de modernité intellectuelle. »[115]
L'*Enquête sur la monarchie* repose sur trois présupposés majeurs :
1) la déliquescence du régime issu de la Révolution qui a mis en place un régime « miné par l'élection » et « guidé et gouverné par les intérêts de l'étranger (les « quatre Etats confédérés » : Juifs, métèques, francs-maçons et protestants)
2) le retour à la monarchie qui « aura pour immense avantage le rétablissement de l'ordre » à la fois historique, social, politique, administratif et religieux.
3) une restauration de l'Etat avec pour idée directrice : « Le roi en ses conseils, les Français en leurs états », « l'autorité en haut, les libertés en bas »[116]
Le but de l'*Enquête sur la monarchie* est clairement de convaincre par la raison. C'est pour cela que le texte est « conçu comme un jeu de questions réponses entre Maurras et ses interlocuteurs. »[117] Sa publication est largement relayée en province par l'intermédiaire de journaux « amis ». Albert Marty fait ainsi référence à une liste de 61 journaux.[118]

Au final, comme le souligne Michel Winock, « en quelques années l'Action française de Maurras réussit à imposer son hégémonie intellectuelle sur le nationalisme français. Maurras a su

---

113 *Ibid* p.58
114 PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.*, p.13-14
115 JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française, op. Cit.* p.209
116 *Ibid.* p.14
117 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.87
118 MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même,* Nouvelles éditions latines, Paris, 1968, p.31-32

articuler la pensée positive et la politique de restauration, qui relevait, avant lui, du domaine du sentimental. »[119] Ainsi, en 1905, lorsque l'Action française fonde sa ligue, elle a déjà une assise idéologique forte : le « nationalisme intégral » est désormais la doctrine de l'AF.

[119] WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, *op. Cit.* p.93

III. La fondation de la ligue d'Action française et le développement des structures chargées de l'instruction (1905-1908)

La ligue d'AF a su récupérer une partie de l'héritage du nationalisme républicain mais elle a également su tirer profit de l'état du mouvement royaliste en France en le revigorant. C'est bien à la charnière de ces deux mouvements que réside le succès de la ligue d'AF. Elle se distingue toutefois des autres mouvements militants du début du siècle pour une raison principale qui représente d'ailleurs une caractéristique originale et permanente de la ligue : l'importance accordée à l'aspect intellectuel. Robert Havard de la Montagne fournit une analyse intéressante des débuts de l'AF : « L'Action française débutante ne procède pas à la manière des autres mouvements (…) qui forment aussitôt de gros bataillons et qui éprouvent quelque gêne à les employer. Des adhérents par centaines de mille, cela fait merveille, sur le papier. La difficulté commence, quand il serait besoin de leur donner des objectifs précis. (…) La charrue est placée devant le bœuf : le groupement d'abord, l'idée ensuite. L'Action française, au contraire effectue d'abord une besogne intellectuelle. Elle ne créera une Ligue, en 1905, qu'après avoir semé le grain. »[120]

1) La fondation de la ligue d'Action française

Au cours des premières années du siècle, Maurras et ses amis de l'Action française participent activement aux dîners de quinzaine des sympathisants du *Bœuf à la mode*.

Louis Dimier raconte : « Il faut savoir que le café de Flore n'était pas le seul endroit où l'on rencontrait nos amis. Il y avait aussi les dîners que nous tenions au Bœuf à la mode dans le Palais Royal, tous les quinze jours, composés de personnes qui payaient leur écot. On voyait là Paul Bourget, le comte de Lur-Saluces, M. Fagniez, des Sciences morales, Jules Delahaye, M. Lebreton, le sénateur Sabran-Pontevès, M. de Mandat-Grancey, le général de Laroque, Copin-Albancelli, voué à la dénonciation des Loges, M. de Kermaingant et M. Catténat directeurs du *Soleil*, Camille

[120] HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française*, Amiot-Dumont, Paris, 1950, p.30-31

Bellaigue, le comte de Courville, Antoine Baumann, positiviste de l'exécution testamentaire, le colonel de Parseval, le marquis d'Elbée, l'abbé de Pascal, quantité d'autres, réunis par le commun espoir que leur inspirait notre action (...) »[121]
Ces dîners sont suivis de débats et, régulièrement, de « conférences sur tel ou tel aspect littéraire, historique ou politique des doctrines d'Action française. »[122] Le succès de ces rencontres encourage Vaugeois à organiser de véritables conférences et réunions publiques.

La première réunion invite Auguste Longnon à parler de Jeanne d'Arc. Léon de Montesquiou puis Henri Vaugeois et Louis Dimier tentent également l'exercice. Ces conférences n'ont, au départ, aucune prétention à la vulgarisation. « L'objectif primitivement visé (est) de transmettre à un groupe peu nombreux des faits et des arguments destinés à combattre la sottise républicaine prédominante. »[123]

La Ligue d'Action française est directement issue de ces conférences publiques. Elle est fondée le 15 janvier 1905 par Henri Vaugeois et profite largement des effets de la campagne Fustel de Coulanges du printemps suivant. C'est Louis Dimier qui a l'idée d'organiser la célébration du 75ème anniversaire de la naissance de l'historien. Il explique son choix : « Entre les auteurs dont nous avions coutume de citer les écrits à l'appui de nos doctrines, Fustel de Coulanges tenait un premier rang, à cause de son patriotisme historique et de sa réfutation des théories germanistes touchant l'origine de nos institutions. »[124]
Par ailleurs, il avait un autre grand avantage : celui d'être peu lu et peu apprécié par les maîtres qui faisaient loi dans l'Université. En effet, comme le souligne Dimier, « de ses *Institutions de l'ancienne France*, Hachette ne vendait pas dix exemplaires par an. »[125]
Ainsi, sa mémoire n'est « pas teintée de républicanisme » et son culte n'est « chasse gardée de personne. »[126]
Louis Dimier a un projet précis visant essentiellement au progrès des idées d'AF : « On formerait un comité, on tiendrait une séance, on prononcerait un éloge public, qui répercuté par la presse ferait un effet merveilleux. La renommée de Fustel s'avancerait, nos idées s'avanceraient du même coup ; en même temps, le succès de l'entreprise nous signalerait. »[127]

---

121 DIMIER Louis, *Vingt ans..., op. Cit.* p.79
122 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.*, p.54
123 *Idem*
124 DIMIER Louis, Vingt *ans d'Action française, op. Cit.* p.85
125 *Idem*
126 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.54-55
127 DIMIER Louis, Vingt *ans d'Action française, op. Cit.* p.86

Dimier s'assure donc de l'autorisation de la veuve de l'historien et rassemble un comité comprenant « Barrès, Paul Bourget, Jules Lemaître, M. Longnon, M. Fagniez, Léger du Collège de France, Schlumberger des Inscriptions, Rambaud ancien ministre de l'Instruction publique, Daumet de l'Académie des Beaux-arts, Forain et plusieurs autres. Gebhart de l'Académie française en est le président. »[128]

Rapidement, les protestations se font entendre : Jean Jaurès, Albert Petit et Paul Guiraud dénoncent la conspiration des royalistes pour priver l'historiographie républicaine d'une de ses gloires indiscutables.[129] Plusieurs membres du comité présentent alors leurs démissions, la veuve de Fustel de Coulanges retire son autorisation mais la publicité est faite. La réunion du 18 mars 1905 est une réussite, la salle des Sociétés Savantes est pleine. Fustel de Coulanges est ainsi « annexé *post-mortem* au mouvement maurrassien et la « bagarre de Fustel »[130] est devenue un épisode fondateur dans la stratégie d'auto-commémoration de la geste de l'Action française. »[131]

Michel Winock considère que la ligue est le pilier fondateur de tout le « dispositif pédagogique et politique » de Maurras.[132]

Néanmoins, force est de constater que la fondation de la ligue d'Action française n'a, au départ, que peu de répercussions. Les observateurs, à commencer par Louis Dimier, évoquent plus volontiers la création de l'Institut d'AF en 1906. De même, la plupart des ouvrages historiques font référence à la naissance de la ligue en 1905 mais ne fournissent que peu de détails sur cette dernière. Eugen Weber, par exemple, n'y consacre que 4 lignes avant de développer plus précisément la question de l'Institut : « L'année 1905, à beaucoup d'égards, fut celle des commencements. Au mois de janvier, faisant suite aux conférences publiques et née d'elles, une Ligue d'Action française se fondait, pour des raisons financières surtout, afin de solliciter des fonds et des abonnements à la Revue. »[133]

Il n'est pas toujours évident de se référer à l'organigramme de l'AF car, comme l'explique François Huguenin, même si tous les dirigeants initiaux trouvent rapidement leur place dans l'organisation du mouvement ou de la revue, rares sont ceux qui se spécialisent. Il cite notamment l'exemple de Léon de Montesquiou qui cumule les fonctions de trésorier de la ligue, de membre du conseil directeur de l'Institut et de théoricien de la revue.[134]

---

128 *Ibid* p.88
129 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.55
130 Ce sont les termes de Charles Maurras lui-même
131 BOUTRY Philippe, « L'Action française, la Révolution et la Restauration », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.* p.47
132 WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France,* Editions du Seuil, Paris, 1992, p.21
133 WEBER Eugen, *op. Cit.* p.55-56
134 HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.76

D'après un rapport de police de février 1905, Henri Vaugeois est le président de la ligue et Léon de Montesquiou son secrétaire.[135] En réalité, très rapidement, c'est Bernard de Vésins qui assure la charge de président de la ligue, secondé par Louis Gonnet, secrétaire général. Nous n'avons toutefois pas la date d'élection du comité. En 1911, nous avons des informations plus précises sur les comités directeurs de la ligue. Le quotidien indique qu'une permanence a lieu tous les jours, de 3 à 5 heures avec lundi: Montesquiou ; mardi: Vaugeois ; mercredi: Moreau ; jeudi: Boisfleury ; vendredi: Robain ; samedi: Pujo ; dimanche: Maurras. Bernard de Vésins reçoit tous les jours aux mêmes heures. Ce sont ainsi toutes les figures marquantes de l'AF qui sont mises à contribution. Le journal explique également que les communications sur l'organisation de la ligue doivent être envoyées à Montesquiou ; que celles sur les conférences sont à adresser à Robain ou à Vaugeois et que les compte rendus des réunions et conférences sont à envoyer à Pierre Garnier. Enfin, pour tous renseignements, le journal conseille de s'adresser à Louis Gonnet, secrétaire général de la ligue ou à Emile Reverdy, secrétaire de l'administration du journal.[136]
Au sein du comité directeur, les résolutions sont adoptées à la majorité après des discussions approfondies, même si l'AF affirme toujours que les décisions sont prises à l'unanimité. Ernst Nolte souligne qu'il est assez surprenant qu'une organisation vouée au principe « d'autorité » ait respecté un principe apparemment démocratique de « comité » et de « majorité ». Mais, explique-t-il, ce principe est altéré pour deux raisons : d'une part il n'y a pas d'élection des membres des comités, mais désignation par les services de la ligue ; d'autre part, il devient très vite impossible aux membres des comités directeurs de prendre une décision contraire à l'avis de Maurras.[137]

Dès sa fondation, la ligue d'Action française est surveillée et la police s'attend à un éventuel succès du mouvement comme le rapporte M. Soullière, commissaire de police, le 3 février 1905 : « On ne peut pas encore dire quelle sera l'importance de la « Ligue d'Action française » ni l'étendue de son rayon d'action ; mais on apprend qu'elle disposerait déjà de capitaux importants fournis par ses principaux membres, tous recrutés dans l'aristocratie et la classe riche, et que ses organisateurs espèrent grouper, grâce à elle, toutes les forces du parti royaliste, augmentées des nationalistes cléricaux, et tenter ainsi un mouvement sérieux en faveur de la Monarchie. »[138]

---

135 Rapport de police du 3 février 1905, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
136 Quotidien d'*AF* 24 mars 1911
137 NOLTE Ernst, *Fascisme et totalitarisme*, *op. Cit.* p.165
138 Rapport de police du 3 février 1905, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

2) Définition et organisation des sections d'Action française

Les sections d'Action française

Souvent, le noyau originel à l'origine de la fondation d'une section d'AF est très limité : quelques hommes convaincus par les idées de Maurras et qui choisissent de se réunir pour réfléchir aux théories de l'AF. Ces hommes ont des profils très divers (nous le verrons dans notre chapitre relatif à la sociologie des ligueurs) et cherchent à s'organiser et à essaimer les dogmes du nationalisme intégral avec plus ou moins de succès selon les régions.
Le noyau fondateur des sections en province est très important car, plus encore que les terreaux sociologiques, religieux ou politiques, ce sont les personnalités locales qui font la réussite de l'implantation de l'AF.[139]

Les ligueurs d'AF paient une cotisation annuelle de 3 francs. Ils reçoivent une carte permettant d'assister aux manifestations et reçoivent certaines publications dans la mesure des moyens de la ligue. Les membres donateurs paient 50 francs par an minimum. Ils reçoivent les mêmes documents que les autres ainsi qu'un rapport annuel des opérations de la ligue.[140] Les sections conservent la moitié des cotisations perçues et envoient l'autre moitié au siège central de la ligue.[141]
Les ligueurs signent tous l'engagement suivant : « Français de naissance et de cœur, de raison et de volonté, je remplirai tous les devoirs d'un patriote conscient. Je m'engage à combattre tout régime républicain. La République en France est le règne de l'étranger. L'esprit républicain désorganise la défense nationale et favorise des influences religieuses directement hostiles au catholicisme traditionnel. Il faut rendre à la France un régime qui soit français. Notre unique avenir est donc la Monarchie telle que la personnifie Mgr le duc de Guise, héritier des quarante rois qui, en mille ans, firent la France. Seule, la Monarchie assure le salut public et, répondant de l'ordre, prévient les maux publics que l'antisémitisme et le nationalisme dénoncent. Organe nécessaire de tout intérêt général, la monarchie relève de l'autorité, les libertés, la prospérité et l'honneur. Je m'associe à l'œuvre de restauration monarchique. Je m'engage à la servir par tous les moyens »

La locution « par tous les moyens » déclenche immédiatement de violentes attaques contre l'AF. Albert Marty ironise à ce propos : « Il n'est guère d'exemple, en effet, qu'on ait abattu un régime

[139] Tous ces éléments seront largement développés dans le chapitre 3
[140] Quotidien d'*AF* 18 juin 1908
[141] Quotidien d'*AF* 8 novembre 1908

sans violer quelques une des lois promulguées pour sa défense. »[142]

Charles Maurras répond également aux ennemis de l'AF : « Ce « par tous les moyens » a été retenu par tous nos ennemis. Il n'y a pas de thèse plus constamment ressassée contre nous. Il nous aurait été facile de refréner l'abus par l'abus. Cela aurait même été d'assez bonne guerre. Nous n'avons pas été les premiers agresseurs de M. Piou : c'est le président de l'Action libérale populaire qui s'est permis d'articuler à notre égard les premiers mots désobligeants. S'il nous plaisait, nous aurions le moyen de le couvrir de confusion en lui rappelant qu'en 1911, à la clôture du Congrès de son Action libérale populaire, il encourageait ses concitoyens à « résister à la loi » et qu'il les exhortait « à s'opposer aux volontés sectaires par tous les moyens. »[143]

Même si l'AF revendique constamment son engagement à lutter contre la République « par tous les moyens » elle a tout de même conscience du fait que cela a pu décourager certains sympathisants, effrayés devant l'ampleur de la requête. C'est pour cela que l'Alliance d'Action française est fondée en 1907. Les adhérents ne signent pas la déclaration d'AF mais paient les diverses cotisations. La carte de membre allié donne accès à toutes les manifestations d'AF.

Lors du premier congrès de l'AF en décembre 1907, la troisième communication du siège central de la ligue s'intéresse à l'Alliance d'AF et à son intérêt financier. Il est, en effet question de « la nécessité absolue de se procurer des ressources pécuniaires plus abondantes. » Le rapport explique : « Un expédient préférable nous paraît être de créer autour de la Ligue, un espace libre et mobile, un libre campement bien ouvert à tous ceux qui voudraient se dire, se montrer ou tout simplement être les amis, et d'un meilleur mot les *Alliés* de notre action. Se juxtaposant à la Ligue, ne l'entravant jamais et ne se privant pas eux-mêmes de la quitter selon leur gré pour la rejoindre un peu plus tard, à leur fantaisie, ces membres de l'Alliance d'Action française peuvent être des auxiliaires du plus haut prix. Troupe irrégulière peut-être mais d'avant-garde et capable de tout. »[144]

Cette Alliance d'AF a existé pendant toute la durée de vie de la ligue mais force est de constater qu'elle n'est pas vraiment mise à l'honneur par l'AF. Il est d'ailleurs impossible de connaître le nombre d'adhérents ou l'influence financière de cette organisation sur la ligue.

---

142 MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même*, Nouvelles éditions latines, Paris, 1968, p.40

143 MAURRAS Charles, *La démocratie religieuse*, cité dans MARTY Albert, op. Cit. p.41-42

144 Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica

La question de la décentralisation à l'échelle de la ligue

Une autre question est particulièrement complexe à appréhender lorsque l'on s'intéresse au fonctionnement de la ligue en province, celle de l'autonomie des sections par rapport à la capitale parisienne. La décentralisation est un pilier de la doctrine d'AF, c'est en ce sens que l'on peut comprendre l'organisation des régions en 1911 et les encouragements de Paris pour la création des fédérations.

En décembre 1907, à l'issue du premier congrès de la ligue, l'instruction est donnée aux dirigeants des sections provinciales de ne pas envoyer de document à l'adresse de l'AF à Paris mais de les faire parvenir « à un ami sûr habitant Paris ou la banlieue, et dont le nom ne soit pas connu pour être celui d'un des militants royalistes en vue » afin d'éviter la surveillance par l'administration.[145] Ainsi, si Vaugeois encourage ses militants provinciaux à la prudence, il est probable qu'il n'envoie pas d'instructions précises par la poste. Les sections bénéficient donc, de fait, d'une liberté d'adaptation. Henri Vaugeois l'affirme d'ailleurs lui-même, en octobre 1906 au moment de la grande campagne d'affichage de « L'appel au pays » : « De plein accord et en intelligence avec le siège central, les sections de la Ligue d'Action française à qui, comme toujours, indépendance et initiative, choix des moyens et adaptation aux milieux et aux circonstances ont été laissés (…) »[146]

En 1911, c'est Léon de Montesquiou qui affirme l'indépendance des sections provinciales : « Chacun travaille comme il l'entend dans sa région, sa province, sa ville ou son village... sans mot d'ordre venu de nulle part, chaque section fait la manifestation qu'on aurait voulu qu'elle fît, comprend la propagande comme on aurait voulu qu'elle l'a comprît. C'est que les dirigeants de chaque section sont profondément imprégnés du véritable esprit d'*Action française*... et on a ainsi le spectacle d'une armée admirablement cohésive et en même temps parfaitement souple... »[147]

Malgré tout, cette impression de forte décentralisation doit être largement nuancée. Une note des RG datée de juillet 1910 explique que Maurras souhaite contrôler tous les agissements de ses ligueurs et que cela crée des tensions au sein de son organisation. Nous citons de larges extraits de cette note car ils témoignent de toute l'ambiguïté du fonctionnement de la ligue : « La discipline outrancière, l'obéissance passive qu'il (Maurras) rêvait d'imposer à ses groupes d'action dépourvus de la moindre initiative et réduits par lui au rôle de simples agents d'exécution de ses ordres,

[145] Note des RG du 19 décembre 1907, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

[146] VAUGEOIS Henri, « Notes politiques. Le réveil du nationalisme », Revue *L'Action française*, 15 octobre 1906, p.175, BNF Gallica

[147] Discours de Léon de Monstesquiou de 1911 cité par Marius Plateau dans son rapport au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 19 mars 1920

l'autoritarisme absolu qu'il entendait exercer, paraissaient excessif à ses amis mêmes et insupportable à ses groupes. Daudet et Pujo, plus d'une fois, eurent à protester tant en leur nom qu'au nom de leurs troupes, mais Maurras, dont l'entêtement est inouï, restait plus sourd que jamais – c'est le cas de le dire ! - à toutes leurs réclamations. » Maurras répond invariablement par le même argument, à savoir la surveillance et l'infiltration des « mouchards et agents provocateurs » qui pourraient chercher à entraîner des « camelots prétendument surexcités » dans un piège. Pujo et Daudet rétorquent l'exemple de la Ligue des Patriotes en expliquant que c'est par « de nombreuses sorties, de fréquentes alertes, des manifestations petites et grandes » que Déroulède a entretenu le « feu sacré ». Et, « du jour où il a prié ses amis de se reposer en attendant ses ordres, et où il a défendu à ses lieutenants toutes initiatives en dehors de la sienne, la Ligue des Patriotes est tombée dans ce qu'elle est aujourd'hui : un vieux souvenir (…) »[148]

Cette note se réfère essentiellement à la vie parisienne de la ligue. Peut-on considérer que Maurras cherche également à avoir une ingérence sur l'activité des sections provinciales ? D'après Louis Dimier, il semble au contraire qu'il n'ait que du mépris pour les provinciaux : « A l'égard de nos amis du dehors, de nos collaborateurs de province, ce mépris s'étalait sans mesure. A la tête de nos sections surtout, qui n'étaient à ses yeux qu'une montre et qu'il souhaitait qu'elles demeurassent telles, il n'y avait pas un chef dont il n'accueillit la mention, quand on parlait d'affaires, de noms offensants et cruels. Un jour que j'allais voir quelques-unes de ces sections, il me tient près d'une heure, ma valise à la main, à me représenter le néant de cette matière, la folie qu'il y avait à s'en occuper. »[149]

En fait, si Maurras affirme que la ligue est le « point initial » des « entreprises d'enseignement positif, de propagande et de combat » de l'AF, il faut souligner que « la place et les fonctions de la ligue sont un des impensés du Martégal qui n'accorde au terme « ligue » aucune entrée dans son *Dictionnaire politique et critique. »*[150]

En réalité, Maurras « qui disserte sur la nécessité du « pourquoi » et fixe les objectifs, oublie la question du « comment » ou plus exactement la ramène à une question de propagande (et d'abord de presse) en considérant implicitement que l'œuvre de conversion qu'il a entreprise et réussie à l'égard du groupe de l'Action française originelle et au-delà peut et doit s'étendre au pays entier. »[151]

---

[148] Note des RG du 7 juillet 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[149] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.333
[150] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit., p.91*
[151] *Idem*

3) Les étudiants et l'Institut d'AF

Lorsque l'on sait l'importance accordée par Maurras à la doctrine, on comprend que le ligueur d'AF ait toujours eu comme premier objectif une instruction précise et rigoureuse. Dès les origines, les conférences et causeries sont au cœur de la vie de la ligue et cela ne se dément pas jusqu'à sa dissolution. Maurras entend aborder la jeunesse et proposer « la restauration de la France par la monarchie. »[152]
Georges Valois décrit d'ailleurs bien le ligueur d'AF : « Les gens de l'Action française ont été dressés par Maurras à absorber des idées par la lecture et à les rendre par la parole. »[153]

C'est en ce sens qu'il faut comprendre la fondation tout d'abord des étudiants d'AF sous l'égide de Lucien Moreau, en décembre 1905, mais aussi celle de l'Institut d'AF en février 1906, organisations toutes deux affiliées à la ligue.

Les étudiants d'Action française

La jeunesse est un enjeu pour les dirigeants d'AF. Olivier Dard explique, qu'en particulier pour Maurras, les jeunes doivent être au cœur de la confrontation engagée contre la République et ses élites aux idées jugées vieillissantes. Il s'agit de dynamiser les jeunes esprits. Pour Maurras les élites sont fondamentales car elles sont à l'origine des progrès enregistrés dans l'histoire comme il l'explique dans son discours du 28 juin 1914 sur « L'Elite, sa formation, son rôle » : « petites armées de Grecs de Xénophon, des Macédoniens d'Alexandre […] comme les armées véritablement conquérantes d'un nouvel hellénisme vers de nouveaux barbares, vous apporterez à l'indifférence de vos concitoyens endormis, avec notre Monarchie restaurée, le sentiment renouvelé de l'unité française, l'idée de la vieille fraternité nationale, le souvenir pieux de vos pères et leur foi et la vôtre dans l'avenir d'innombrables Français à naître ; vous rendez à la masse d'un peuple apathique, oublieux, plus que perverti, cette notion de l'ordre et des hiérarchies dans laquelle se meut tout ce qui veut grandir ; vous lui rapporterez enfin tous les bienfaits politiques et sociaux d'une antique civilisation qui, grâce à vous, Messieurs, est prête à revivre. »[154]

---

[152] MAURRAS Charles, *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance 1890-1905*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916, p.389
[153] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent*, Septentrion, Paris, 1928, p.57
[154] *Dictionnaire politique et critique.* Etabli par les soins de Pierre Chardon, Paris, A la Cité des livres, 1932, t. I, entrée

A travers les étudiants d'AF, il s'agit pour Maurras et l'AF, de « refaire une élite en transformant l'enseignement. »[155]

Les étudiants d'AF sont fondés en décembre 1905 sous l'égide de Lucien Moreau remplacé par Maurice Pujo en janvier 1909.[156] « Le groupe a pour but l'étude et la propagande dans les milieux universitaires et vise à resserrer les liens de camaraderie et d'amitié qui doivent exister entre tous les étudiants acquis aux doctrines du nationalisme intégral. »[157]

La cotisation annuelle est de 3 francs. Elle correspond au prix de l'abonnement aux cours de l'Institut d'AF. L'adhésion à l'association des étudiants d'AF entraîne une adhésion de fait à la ligue et inversement : un étudiant qui adhère à la ligue d'AF appartient d'office au groupe des étudiants.

L'association des étudiants a tout de même ses propres statuts :

« Art. 1: L'association des étudiants d'AF groupe les étudiants des diverses écoles et facultés de l'Université de Paris, adhérents à la Ligue d'Action française.

Art. 2: L'Association constituée en section de la ligue et placée sous le patronage de l'Institut d'AF, a son siège au même lieu que cet Institut 33 rue Saint-André des arts.

Art. 3: Le but de l'Association est: 1) d'étudier la doctrine, la méthode et l'histoire de l'Action française; 2) d'en répandre les idées dans la jeunesse intellectuelle; 3) d'établir entre les adhérents des rapports constants qui assurent la coordination de leurs efforts de propagande et d'action.

Art. 4: Le comité directeur de l'Association choisi par l'AF se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire général, d'un secrétaire trésorier et d'un bureau. »

Art. 5: Les admissions à l'Association sont soumises à l'agrément de ce comité.

Art. 6: Les membres de l'Association ne paient pas de cotisations mais doivent acquitter le montant de leur inscription aux cours de l'Institut d'AF.

Art. 7: Pour l'étude de l'AF, les membres de l'Association peuvent: 1) suivre les cours de l'Institut; 2) assister aux réunions et conférences périodiques, organisées par les étudiants.

Art. 8: Ils ont à leur disposition: salles de travail, de correspondances, bibliothèques, revues, journaux; la pratique de sport leur est facilitée par l'organisation de cours d'escrime, de boxe, de gymnastique, etc...

« Elite » p.425-428, cité Olivier Dard, « Jeunesse, élite et Action française » extrait de Christine Bouneau et Caroline Le Mao (Dir.), *Jeunesse(s) et élites, Des rapports paradoxaux en Europe de l'Ancien Régime à nos jours*, Presses universitaires de Rennes

155 DARD Olivier, « Jeunesse, élites et Action française » dans BOUNEAU Christine et LE MAO Caroline, *Jeunesse(s) et élites, Des rapports paradoxaux en Europe de l'Ancien Régime à nos jours*, Presses universitaires de Rennes ; sur ce point voir également, PORTIER N., *L'AF à la conquête de la jeunesse et de l'Université*, mémoire de l'IEP Paris sous la direction de Serge BERSTEIN, 1991

156 Quotidien d'*AF* 20 janvier 1909

157 Quotidien d'*AF* 29 novembre 1908

Art. 9: Les membres de l'Association sont groupés en section, correspondants aux diverses facultés et établissements scolaires.
Art. 10: Une commission d'ordre intérieur est chargée de veiller à l'administration des différents services de l'Association. »[158]

Notons également que l'entrée dans l'association nécessite une cooptation de deux parrains[159]. Le comité est constitué en 1911 de : René d'Aubeigné secrétaire général; René Farnier secrétaire adjoint; Marcel Guitton trésorier; Robert Dauville bibliothécaire; Henri Lagrange délégué auprès des lycéens.[160]
L'Association donne périodiquement des conférences et met à la disposition des membres : bibliothèque, salle de lecture, salle d'escrime, réunion littéraire, artistique, sportive... ; en d'autres termes, « tous les moyens de culture et de développement qui en feront des propagandistes d'élite de l'Action française, par la raison et par le fait. »[161]
En 1911, l'association propose à ses membres parisiens les prestations suivantes : « vaste salle de lecture chauffée ; salle de lecture avec près de 100 journaux des provinces et de Paris et les principales revues ; bibliothèque comprenant de nombreux volumes (romans, histoire, doctrine...) ; gratuité des cours de l'Institut d'AF ; leçons d'escrime à prix très modéré. » De plus, des réunions ont lieu tous les jeudis (conférence puis une heure de contradiction et de discussion) et, tous les mois, se tient une réunion des étudiants de chaque Faculté ou Ecole pour discuter des questions professionnelles.[162]

En 1913, on assiste à la fondation de la Fédération nationale des étudiants d'Action française et à la nomination d'Henri Lagrange comme secrétaire général. C'est lui qui définit les étudiants d'AF par cette formule : « Une canne dans la main et un livre dans la poche ».[163] La Fédération doit alors servir de lien entre tous les groupes d'AF mais la guerre interrompt sa progression.[164]

Rosemonde Sanson souligne qu'« avec leur agitation incessante, les jeunes de l'AF font parler d'eux. La police surveille étroitement leurs actions, les infiltre sans nul doute. » Néanmoins, elle considère

---

158 Quotidien d'*AF* 22 novembre 1909
159 Quotidien d'*AF* 9 mars 1909
160 Quotidien d'*AF* 17 novembre 1911
161 *Idem*
162 Quotidien d'*AF* 19 novembre 1911
163 SANSON Rosemonde, « Les jeunesses d'Action française avant la Grande Guerre », dans L'AF, culture, société, politique sous la direction de Michel Leymarie et Jacques Prévotat, Septentrion, Paris, 2008, p.205
164 *L'Etudiant français*, organe de la fédération nationale des étudiants d'AF, numéro de novembre 1920, Gallica, BNF

qu'on ne peut pas parler de « main basse sur le Quartier latin » avant 1914. »[165]
Jean-François Sirinelli évoque, quant à lui, l'importance de l'hiver 1908-1909 et de l'affaire Thalamas dans la montée en puissance de l'AF au Quartier latin. Ces derniers, outre une méthode d'action, ont également acquis une influence nouvelle et qui ne se démentit pas dans l'entre-deux-guerres.[166]

Les étudiants d'AF ont ainsi une influence forte à Paris avant-guerre mais ils se structurent également progressivement dans les grandes villes de province : Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Lille... Toutes les grandes villes de province développent leur groupe d'étudiants d'AF.

L'Institut d'Action française

L'Institut d'AF est fondé grâce aux subsides et aux relations de Madame de Courville amie de Maurras, de Barrès et surtout de Mme Barrès. Elle place « son charme, son énergie et sa finesse de mondaine » au service de l'AF. Elle fait également profiter cette dernière de ses relations dans le monde catholique. C'est elle-même qui préside aux entretiens d'où sortent l'Institut d'Action française.[167]

Début 1906, un *Appel aux jeunes Français* est placardé dans les rues de Paris pour annoncer l'ouverture de l'Institut qui doit enseigner ce que l'université s'efforce à faire oublier : la doctrine catholique, la politique positiviste de Comte et les leçons historiques de Fustel de Coulanges.[168]

Le comité de patronage est présidé par le comte de Lur-Saluces et est constitué d'Antoine Baumann, André Buffet, Léon Daudet, Janicot (le directeur de la *Gazette de France)*, la Tour du Pin et Bernard de Vésins. La caution intellectuelle de l'Institut est « assurée notamment par l'historien Gustave Fagniez (cofondateur de la *Revue historique*), Paul Bourget ou encore Dom Besse. »[169]
Le comité directeur qui a la charge de la gestion et de l'élaboration des programmes, est composé de Maurras, Vaugeois et Montesquiou. Le secrétaire général est Louis Dimier.[170]

---

165 SANSON Rosemonde, « Les jeunesse d'Action française avant la Grande Guerre », *op. Cit.* p.212
166 SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle, Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, Paris, 1988, pp.224-226
167 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.56
168 HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit*, p.77-78
169 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.94
170 HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.78

Les différentes chaires de l'Institut présentent un panorama des idées maurrassiennes :
- la chaire Sainte-Beuve de Maurras sur « l'empirisme organisateur »
- la chaire Syllabus de Dom Besse sur la « politique catholique »
- la chaire Maurice Barrès de Lucien Moreau sur la « tradition française et la raison humaine »
- la chaire Auguste Comte de Léon de Montesquiou sur la « philosophie positive »
- la chaire Rivarol de Louis Dimier sur la « contre-révolution au XIXème siècle »[171]

Comme le note Jacques Prévotat, « il ne s'agit pas seulement de contre-enseignement. C'est à former les militants, à leur donner les instruments du combat intellectuel, à les doter d'arguments qu'est destiné l'Institut. Gagner les nouvelles élites de la jeunesse des lycées et écoles à un autre idéal, capable de contrecarrer celui de l'école de la République, tel est le programme. »[172]

L'Institut fonctionne bien. Les ténors de l'AF profitent de chaque séance d'inauguration pour présenter un état d'avancement du laboratoire d'idées d'Action française.
Louis Dimier raconte : « Des cours dont nous tirions des livres, devaient nous faire souhaiter d'avoir une librairie, où nous fussions certains d'imprimer nos ouvrages. Un de nos jeunes amis, Jean Rivain, mit à cette entreprise l'argent qu'il possédait. La librairie s'ouvrit rue de Rennes, et depuis lors nous donna l'avantage de ne plus dépendre d'éditeurs à qui l'Action française pouvait déplaire. (…) Ainsi tout semblait mis en train pour une action intellectuelle aussi soutenue qu'entreprenante. »[173]
De plus, au printemps 1908, l'AF se dote d'une revue littéraire, la *Revue critique des idées et des livres* sous la direction de Jean Rivain. De 1908 à 1910, la revue met en avant des ambitions culturelles générales et elle se soumet largement aux impératifs de la propagande d'AF.[174] Jusqu'à la fin de l'année 1910, Jean Rivain laisse ainsi toute sa place à Georges Valois dans les colonnes de la *RCIL*. Ce dernier cherche alors à faire de la revue « la tribune du rapprochement entre antidémocrates de gauche et antidémocrates de droite. »[175]
Nous verrons que très vite, les succès de la revue et l'autonomisation progressive de ses rédacteurs conduisent à la rupture de 1914, première dissidence du maurrassisme.

---

171 Revue *L'Action française* du 15 mai 1906, BNF Gallica
172 PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.22
173 DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.103
174 JOLY Laurent, « La *Revue critique des idées et des livres* ». Première dissidence d'Action française ou première génération intellectuelle de « maurrassiens » indépendants ? (avril 1908- février 1914) », dans DARD Olivier, LEYMARIE Michel, MCWILLIAM Neil (Dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française, culture, société, politique (III)*, Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2010, p.47-59
175 *Ibid* p.49

Au final, de 1905 à 1908, l'Action française s'attache à mettre en œuvre « l'appareil d'action intellectuelle »[176] qui a pour vocation de développer le « bain culturel »[177] des ligueurs d'Action française. Maurras veut convaincre par la raison et c'est pour cela que les organisations à visée intellectuelle (étudiants, Institut) précèdent les organisations de combat (camelots du roi). Cela n'empêche toutefois pas la ligue de mener plusieurs actions d'envergure au cours de ces années.

Charles Maurras lui-même fait un état des lieux de l'activité de la Ligue d'Action française en 1908 : « Notre revue qui paraissait deux fois le mois, avait dix ans d'âge. Notre ligue, trois ans. Nous possédions depuis deux ans un service de conférences, un Institut, une librairie en exercice. Les années 1906 et 1907 avaient été remplies par l'éclatant succès de réunions nombreuses, d'affichage tumultueux et de défis ardents (...) » mais, Léon Daudet assure que « seul un journal pourrait rejoindre le grand public, nous tirer enfin des chapelles. »[178]

[176] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.57
[177] JOLY Bertrand, « Les ligues nationalistes et l'Action française », *op. Cit.* p.88-90
[178] MAURRAS Charles, *Au signe de flore*, *op. Cit.* p.22

IV. La fondation du quotidien et le développement des structures d'action (1908-1910)

En 1908, la conjoncture générale est moins défavorable aux adversaires du régime. La séparation de l'Église et de l'État ayant fait son œuvre, l'anticléricalisme ne remporte plus autant de succès que dans les premières années du siècle. De plus, la situation internationale se tend en particulier entre la France et l'Allemagne. Sur le plan national, enfin, les tensions sociales sont fortes après la répression menée par le gouvernement Clemenceau. Ainsi, « l'Action française s'évertue à démontrer comment, dans tous les domaines, le projet monarchique propose les vraies solutions. »[179]

1) La fondation du quotidien d'AF

Charles Maurras raconte de quelle manière il envisage le journal *L'Action française* : « Ce que l'on entend habituellement par *l'Action française*, son journal, est né un samedi 21 mars, premier jour du printemps 1908. Quelques semaines auparavant, nous étions réunis, un soir, chez Jules Lemaître.

- Eh bien ! Nous dit notre hôte, ce journal comment le voyez-vous ?
- Mais... comme une action Française.
- Et encore ?
- Une action raisonnée et une action passionnée.
- Mais à quoi cela ressemblera-t-il ?
- Que sais-je ? Un ambigu de « Journal des Débats » et de « Libre parole ». »[180]

Au cours de l'année 1907, l'Action française envisage tout d'abord de racheter *La Libre Parole.* A cette époque, le vieil organe antisémite est clairement en perte de vitesse mais son nom reste un symbole bien plus connu alors des Français que le nom « Action française ». Les négociations avec

[179] PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.22-23

[180] MAURRAS Charles, *Au signe de flore. Souvenirs de vie politique. L'affaire Dreyfus. La fondation de l'Action française 1898-1900,* Les œuvres représentatives, Paris, 1931, p.19

Drumont échouent et l'AF décide donc de publier son propre journal.[181] *L'Action française* se pose ainsi immédiatement en concurrent de *La Libre parole*, par sa calligraphie d'une part et par « ses recettes » : « outrance polémique, théâtralisation de l'antisémitisme, campagnes d'intimidation, recherche calculée du scandale et de la provocation, etc. »[182]

C'est Léon Daudet qui permet la fondation du journal comme l'affirme Maurras lui-même : « Notre journal quotidien ne fût jamais sorti des maisons du rêve sans l'arrivée parmi nous de Léon Daudet qui, seul, le rendit possible et viable. »[183] Ce dernier rejoint le mouvement en 1904 et en devient rapidement l'un des orateurs vedettes. Il est difficile de connaître le montant exact des versements effectués par Daudet et son épouse. Léon Daudet fait allusion à un capital premier de 500 000 francs avec un apport de 80 000 francs fait par sa femme. Arthur Meyer, le directeur du *Gaulois*, parle de 200 000 francs des Daudet. Maurras, lui, avance le chiffre de 100 000 francs. Mais, de toute manière, comme l'explique Eugen Weber, « l'argent des Daudet constitue, indubitablement, le noyau du capital primitif. »[184]

La distribution du quotidien, nécessaire à sa survie plus encore qu'à la propagande, apparaît dès le départ à travers la question des abonnements. En effet, il n'existe que deux manières d'équilibrer le budget « la suppression de la concurrence ou l'augmentation du nombre de lecteurs ».[185]

Le 13 juillet 1908, dans les colonnes du quotidien, il est question de l'organisation de la propagande du journal. Trois méthodes sont mises en lumière : distribution au numéro ; abonnement réduit ; abonnement gratuit. Le journal fait référence aux différentes méthodes de distribution mais l'AF affirme que « le meilleur moyen de créer une habitude forte est de rendre la lecture du quotidien absolument régulière » et seul l'abonnement remplit cette condition.[186]

Le 13 août 1908, il est toujours question de l'abonnement au quotidien et cette fois, la question financière apparaît clairement : il s'agit de récolter le maximum d'argent pour la propagande. Le 16 août 1908, l'AF rappelle les chiffres : les abonnements rapportent 240 000 francs alors que les achats au numéro ne rapportent que 127 750 en raison des intermédiaires. De plus, l'abonnement ne nécessite qu'un investissement supplémentaire de 5 francs 75 pour les lecteurs.[187]

Cette question de l'abonnement plutôt que l'achat au numéro est récurrente au fil des années. Cet

---

181 KAUFFMANN Grégoire, *De Drumont à Maurras, une veine pamphlétaire*, dans DARD Olivier, LEYMARIE Michel, MCWILLIAMS Neil (Dir.), *Le maurrassisme et la culture, L'Action française, culture, société, politique (III)*, Septentrion, Paris, 2010, p.21-22

182 *Ibid* p.22

183 MAURRAS Charles, *Au signe de flore, op. Cit.* p.21-22

184 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.66

185 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.68

186 Quotidien d'*AF* 13 juillet 1908

187 Quotidien d'*AF* 16 août 1908

acharnement est évidemment lié aux difficultés financières quasi constantes du quotidien.

De même, les listes de souscription pour la propagande du journal doivent aider à l'amélioration de la situation financière. Le 1 avril 1909, l'AF clôture sa 1ère année de souscription. Elle annonce que près de 25 000 francs ont été récoltés et que « cette somme a été employée en abonnement à des cercles, cafés, salles de lecture, où le journal a été lu chaque jour par plusieurs personnes, en service à prix réduit pour les membres du clergé, pour des étudiants ou pour des ouvriers qui ne pouvaient faire la dépense d'un abonnement entier »[188]

Le 22 mars 1910, le journal annonce avoir récolté 27 247 francs du 21 mars 1909 au 21 mars 1910, auxquels il faut ajouter près de 10 000 francs reversés par des œuvres spéciales. Au total, l'AF annonce 36 000 francs récoltés en 12 mois.[189]

Le 21 mars 1911, le quotidien évoque le chiffre de 68 693 francs de cotisation pour la propagande du journal ainsi que 13 558 francs pour la souscription pour le denier de Jeanne d'Arc et 10 588 francs pour la médaille Lacour.[190]

En mars 1912, le quotidien ne publie pas les résultats de sa souscription pour la propagande du journal. Pour cause, cette dernière accuse une diminution assez nette par rapport à 1911, sans doute liée à la crise royaliste. Il faut ainsi attendre mars 1913 pour avoir les chiffres des deux années écoulées :

1911-12: 45 852 francs

1912-13: 95 937 francs[191]

Malgré le succès des listes de souscription, le quotidien d'AF connaît des difficultés financières tout au long de son histoire. André Gaucher, membre de la rédaction avant-guerre, affirme qu'entre 1908 et 1913, l'*Action française* effectue une augmentation de capital de 512 000 francs. « Comme les chiffres qu'il indique s'élèvent au double presque des sommes effectivement souscrites, la différence (a été) en grande partie payée par quelques amis riches qu'on (persuade) de venir en aide à mesure que (s'épuise) le capital primitivement investi. »[192]

S'il rencontre des difficultés régulières, le quotidien n'en est pas moins un atout de taille pour l'AF. Albert Marty le confirme en notant que sa parution permet « à l'Action française d'étendre plus largement son influence et de soutenir chaque jour, l'activité croissante de ses groupes : ligueurs,

188 Quotidien d'*AF* 1 avril 1909
189 Quotidien d'*AF* 22 mars 1910
190 Quotidien d'*AF* 25 mars 1911
191 Quotidien d'*AF* 21 mars 1913
192 WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.67

camelots, étudiants. »[193]

Avant la guerre, le journal tire à environ 20 000 exemplaires, un tirage évidemment faible à côté de la puissance du *Petit Parisien* (environ 1,2 million) ou du *Petit journal* (plus de 800 000), mais qui se maintient toutefois malgré les difficultés financières.[194]

Dès le départ, la diffusion du quotidien est l'objectif premier de tous les ligueurs d'AF. Le 21 mars 1908, on peut ainsi lire : « La grande affaire du ligueur, qu'il soit groupé ou isolé, est, naturellement, le journal dont voici le premier numéro. »[195]

Un peu plus tard, le 2 avril, le quotidien continue : « L'AF quotidienne compte à peine douze jours d'existence et l'activité de nos ligueurs en a été si merveilleusement stimulée que nos cadres se trouvent déjà débordés par l'afflux des rapports, lettres, comptes rendus de réunions et nouvelles de toute sorte. »[196]

Le quotidien joue également un rôle dans l'apparition de nouvelles sections. Le 14 avril 1908, le journal publie un encadré intitulé « Comment naît un groupe ? ». Il est question de l'histoire d'un jeune homme à la recherche d'une organisation royaliste. En vendant le quotidien d'AF, il rencontre d'autres jeunes gens avec la même ambition. Ensemble ils fondent un groupe qui se contente dans un premier temps d'étudier des textes. Vient ensuite la création d'une bibliothèque puis une mise en commun des réflexions sur les meilleurs moyens de propagande (essentiellement autour de la distribution du journal.)[197]

Lors du 2ème congrès d'Action française qui se tient en juin 1909, les comptes rendus des discussions sont unanimes concernant l'importance du quotidien : « Toutes les sections constataient que c'est de l'apparition du journal que date le renouveau du mouvement royaliste […] c'est ce que pensent notamment nos amis de Grenoble, de Roubaix, de Carcassonne, de Toulouse et de Troyes. »[198] Cela étant, si les comptes rendus de réunions sont extrêmement nombreux dans les archives départementales, nous ne retrouvons presque pas de remarques quant à la vente du quotidien par les camelots.

En 1910 encore, on rappelle à quel point le quotidien est essentiel : « L'œuvre du journal est le moyen décisif de notre œuvre. Nos progrès politiques dépendent de la rapidité des progrès de la vente, subordonnés eux-mêmes au progrès de l'abonnement. »[199]

---

193 MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.66
194 Divers rapports des RG sur les tirages de la presse (1910 et 1912), Archives nationales, Paris, F7 12 842
195 Quotidien d'*AF* 21 mars 1908
196 Quotidien d'*AF* 2 avril 1908
197 Quotidien d'*AF* 14 avril 1908
198 Quotidien d'*AF* 19 juin 1909
199 Quotidien d'*AF* 14 janvier 1910

En parallèle de l'œuvre du quotidien, l'AF encourage très vite ses sections de province à créer des journaux régionaux. L'importance de ces feuilles locales dans la propagande des sections devient rapidement une évidence pour les dirigeants de la ligue qui considèrent que ces « hebdomadaires ou mensuels font la plus utile besogne d'adaptation, de propagation et d'enseignement. »[200] L'AF appelle toutefois à la prudence comme le prouve un rapport du premier congrès de l'AF de décembre 1907. M. de Vichet, directeur de *L'Eclair* de Montpellier, résume les règles fondamentales à suivre pour la fondation d'un journal régional :

« 1) Ne commencer l'entreprise qu'avec un capital suffisant.

2) Attacher au moins autant d'importance à la partie administrative qu'à la rédaction.

3) Quand les exercices annuels sont en bénéfice, constituer de fortes réserves.

4) Le journal régional doit être, avant tout, une feuille d'informations ; c'est ainsi qu'il arrive à s'imposer même aux adversaires.

5) Sans rien sacrifier de ses doctrines politiques éviter d'être agressif contre les *personnes.* Loyauté et sincérité sont deux conditions de succès. »[201]

Tout au long de la vie de la ligue, de nombreuses sections créent leurs propres bulletins d'informations avec plus ou moins de succès.

Au final, comme le souligne Maurice Pujo, « la fondation du journal signifia pour nous le passage de la doctrine à l'action. Non que celle-ci nous eût été jusqu'alors étrangère : au contraire, l'œuvre doctrinale elle-même de Charles Maurras et de ses amis ne s'était guère développée que sous la forme polémique à l'occasion des événements du jour. Mais la création du quotidien allait leur permettre de suivre ces événements de beaucoup plus près ; elle allait les mettre aux prises avec le régime dans une lutte beaucoup plus directe. A cette lutte la plume des écrivains ne suffirait pas : il faudrait que les hommes payassent de leur personne, non seulement pour réaliser le « coup » qui seul pourrait leur faire atteindre l'objectif final, le renversement de la République, mais pour répondre chaque jour par des manifestations et par des actes aux attentats de ce régime contre la France. »[202]

---

200 Quotidien d'*AF* 27 septembre 1909

201 Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica

202 Maurice PUJO, *Les camelots du roi*, Flammarion, Paris, 1933, p.11

2) La fondation des camelots du roi

A l'automne 1908, l'Action française se dote d'une « organisation de combat » ce qui ne manque pas d'inquiéter les droites parlementaires de l'époque[203] mais également d'agacer les autres organisations nationalistes et notamment la Ligue des Patriotes de Déroulède et les bonapartistes de Cassagnac.

Les tensions entre nationalistes

Une note des RG du 2 juin 1908 rapporte que « plus l'Action française s'occupe de diriger ou de provoquer des « mouvements » à l'occasion des incidents Andler ou de la panthéonisation de Zola, et plus les autres ligues, notamment la Ligue des Patriotes se désintéressent de cette agitation. » La note explique également que Déroulède a ouvertement dénoncé l'Action française auprès de ses amis.[204]

Une autre note du 7 juin 1908 confirme les tensions entre nationalistes : « Les Ligues, Patrie française, Ligue des patriotes, Action libérale, persévèrent dans leur attitude à l'égard de l'Action française : elles ne veulent en rien seconder ses manœuvres et préfèrent s'abstenir, même dans les occasions où elles auraient bonne envie d'agir, plutôt que de faire cause commune avec l'Action française, qui leur devient insupportable, moins encore par ses idées royalistes que par sa façon dictatoriale et violente de diriger, d'ordonner, de régenter l'opposition et de s'attribuer encore tout le mérite de l'affaire. »[205]

Cela étant, l'AF n'abandonne pas son ambition de recruter dans les rangs de la Ligue des Patriotes. C'est en tout cas ce que signale une note des RG du 19 octobre 1908 : « L'Action française cherche de plus en plus à mettre la main sur la Ligue des patriotes, où elle espère trouver des éléments d'action un peu démocratiques, qu'elle ne rencontre pas dans ses groupes généralement trop aristocratiques pour condescendre à manifester en public. Aussi songe-t-elle à la formation d'un groupe à côté qui, sous le nom d'Union patriotique permettrait aux ligueurs des autres associations de se joindre à elle. » Toujours d'après cette note, Déroulède s'opposerait farouchement à l'adhésion de ses militants à cette organisation ce qui agacerait beaucoup les dirigeants d'AF.[206]

---

[203] LE BEGUEC Gilles, PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique », *op. Cit.* p.277
[204] Note des RG du 2 juin 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[205] Note des RG du 7 juin 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[206] Note des RG du 19 octobre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

Ainsi, l'AF est incapable de s'entendre avec Déroulède. Elle ne s'entend pas davantage avec les plébiscitaires de Cassagnac. Si ces derniers ont pu représenter un soutien pour les camelots au cours de l'année 1909, il n'empêche que les relations restent très tendues notamment en raison de l'attitude de l'AF au cours de l'affaire Thalamas sur laquelle nous reviendrons.
Une note des RG du 25 février 1909 explique que « tout en paraissant marcher tout à fait d'accord, l'Action française et les Cassagnac ne cessent de se tirer dans les jambes ; et la lutte d'autorité commencée entre eux se poursuit activement. » En réalité, il semble que Maurras ne soit prêt à aucune concession à l'égard des Cassagnac : « Il est douteux, très douteux, que celui-ci leur fasse la moindre concession : son plan de bataille est arrêté et il préfère se priver du concours de tous les groupes autres que le sien propre, plutôt que d'être exposé à subir des conseils ou des directions. Il veut une absolue unité d'idées et un seul but ».[207]

L'AF ne bénéficie donc qu'aléatoirement de l'appui des militants nationalistes et plébiscitaires et cela accentue le « besoin de plus en plus urgent de créer ces fameux groupes d'action. »[208] D'autant plus que l'année 1908 marque le début d'un nouveau « cycle de violences » avec l'agitation du Quartier latin au moment de la panthéonisation de Zola et de l'affaire Thalamas.

Les camelots du roi

Maurice Pujo explique au sujet de la naissance des camelots qu'il s'agit « de l'explosion soudaine d'une jeunesse nouvelle, qui s'était formée silencieusement, sans que les contemporains stupéfaits en eussent été avertis, sans que nous-mêmes eussions connu d'avance toute sa richesse et toute sa vigueur. A nos premiers appels, cette jeunesse surgit des amphithéâtres, des bureaux et des ateliers. »[209]
Une note des RG datée du 10 novembre 1908, bien que plus nuancée, confirme les succès originels des camelots : « A l'Action française, le travail de constitution des groupes d'action se poursuit (…) avec beaucoup de zèle malgré ses grosses difficultés (financières), et il faut reconnaître que s'il n'a pas encore donné – à beaucoup près ! - les résultats qu'on en attendait, il n'a pas été inutile cependant, ni tout à fait improductif. Si peu qu'on ait pris à gauche et à droite de gens des diverses

[207] Note des RG du 25 février 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[208] Note des RG du 10 octobre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[209] Maurice PUJO, *Les camelots du roi, op. Cit.* p.23

ligues, d'emballés, de mécontents et de violents, ou bien de nécessiteux qu'on oblige un peu, il est très sûr qu'il y a déjà, à la grande rigueur, possibilité de former au moins un noyau pour le groupe d'action du début, celui qui est toujours le plus difficile à constituer. »
Cependant, cette note explique également que ces efforts ne produiront rien dans l'immédiat tant que l'AF n'aura pas réussi à rassembler, organiser et augmenter ces membres hétérogènes et tant qu'elle n'aura pas réussi à trouver des fonds et surtout un chef. Il est d'ailleurs noté que le commandant Cuignet recherche activement ce chef et « passe en revue tous les anciens officiers et sous-officiers qu'il croit capable de jouer ce rôle ».[210]

Ce n'est finalement pas un militaire qui est à l'origine de la naissance des camelots mais un étudiant aux Beaux-Arts : Maxime Real del Sarte. C'est son coup d'éclat lors d'une audience de la cour de cassation le 16 octobre 1908 qui accélère le regroupement et la création des camelots. A cette époque, l'Action française publie quotidiennement son fameux « talisman 445 » qui renvoie à une soi-disant violation du code de procédure criminelle dans l'affaire Dreyfus et c'est en faisant référence à cet article 445 que Real del Sarte interrompt la cour. Episode immédiatement repris et détaillé dans les colonnes du quotidien. Le bouillonnement produit par cette affaire est à l'origine de la naissance du groupe des camelots du roi le 17 novembre 1908.
Ces derniers ne sont, au départ, pas très nombreux mais les adhésions augmentent rapidement. Un rapport de police du 21 décembre 1908 avance le chiffre de 60. Un autre rapport du 18 janvier 1909 parle plutôt de 50.[211] Une note des RG du 16 février 1909 affirme que 250 camelots sont prêts à marcher « réellement à toute sérieuse manifestation. »[212] Un rapport de police daté du 11 juillet 1909 fait état de 400 camelots.[213]
Jusqu'au mois de novembre 1909, le secrétaire national des camelots est Henry des Lyons. Il est ensuite remplacé durablement par Marius Plateau.[214]

Le groupe a pour principale vocation la vente du quotidien. Pour être admis à la vente, il faut obtenir un permis de camelot auprès de la préfecture de police.
Une note des RG du 21 septembre 1910 explique qu'il est en fait assez facile de devenir camelot : il suffit de se présenter au siège de l'Association et de remplir une fiche pour être « inscrit à titre provisoire ». Ensuite, après enquête du délégué, le nouveau camelot est définitivement admis.[215]

---

[210] Note des RG, 10 novembre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[211] Rapports de police du 21 décembre 1908 et du 18 janvier 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862
[212] Note des RG, 18 février 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 864
[213] Rapport de police du 11 juillet 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[214] Quotidien d'*AF* 10 novembre 1909
[215] Note des RG du 21 septembre 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342

Les camelots du roi sont soumis à une discipline plus sévère que les simples ligueurs d'AF. C'est en tout cas ce qui ressort d'un rapport de police daté de 1912 sur les camelots lyonnais. Il est en effet stipulé que « 1) Tout camelot est astreint à vendre l'*Action française* au moins deux fois par mois. Ceux qui se conformeront à cette clause obtiendront une carte qui les dispensera de payer leurs cotisations et tous les autres frais. 2) Tout camelot qui n'aura pas répondu sans motif valable à deux convocations du comité sera rayé. 3) Les réunions de chaque semaine sont consacrées aux questions politiques et il est expressément interdit d'y discuter d'autres sujets. Le règlement des ligueurs, groupement composé d'hommes plus âgés et plus expérimentés, est moins sévère que celui concernant les camelots du roi. »[216]

Les camelots du roi ont également une « police interne » qui remet régulièrement des informations au comité directeur à la fois sur les agissements des camelots eux-mêmes et sur les menaces pesant sur certains membres de l'AF. La note du 21 septembre 1910, précédemment citée, explique que l'AF dispose d'indicateurs au Quartier latin.[217]

Dès le mois de décembre 1908, l'agitation des camelots leur procure un ascendant sur les autres ligues nationalistes. Une note des RG souligne en effet que « l'organisation nouvelle apportée par l'Action française à l'opposition royaliste avait paru d'abord négligeable à tous. On croyait qu'elle ferait long feu. Beaucoup, maintenant, tout en conservant cette opinion, constatent que cette organisation grandit plus qu'elle ne pouvait l'espérer elle-même, et que ses chefs paraissent animés et sont, en réalité, animés d'un tel désir d'action qu'ils forcent déjà l'attention. Toutes les anciennes ligues ayant à peu près perdu leur importance, c'est à ce nouveau groupe qui hérite des emballés jusqu'ici inscrits dans ces ligues, et, d'autre part, c'est lui aussi qui exploite le plus bruyamment possible – mais assez adroitement, il faut le reconnaître – tous les incidents capables d'irriter les esprits contre le régime actuel. »[218]

C'est au cours de l'année 1910 que les camelots connaissent une structuration importante en particulier en province avec la fondation de la Fédération nationale des camelots du roi. Le 5 décembre 1910, le journal revient sur cet épisode : « La fondation de la Fédération a eu pour but de remédier à cette situation improvisée, en établissant des cadres solides pour les recrues nouvelles qui ne cessent de se faire inscrire. » Il rappelle l'autonomie des groupes pour les points de détails mais explique que les instructions viennent du comité central afin d'« assurer leur unité d'action et

[216] Rapport de police du 8 décembre 1912, Archives départementales du Rhône, 4M260
[217] Note des RG, 21 septembre 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[218] Note des RG, 18 décembre 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 862

une sérieuse discipline pour le cas d'une exécution d'ensemble. »
La Fédération nationale des camelots compte alors 65 groupes auxquels se rattachent de nombreux sous-groupes.
Au fil des années, les groupes de camelots sont de plus en plus nombreux. Un rapport de Marius Plateau en novembre 1912 lors du congrès annuel de l'AF apporte des précisions :
1910 : 65 sections de camelots
1911 : 95 sections et 65 sous-sections
1912 : plus de 200 sections.[219]

L'AF encourage également la création de fédérations régionales. C'est ainsi qu'en septembre 1910, on apprend que l'Avant-Garde royaliste de Franche Comté a été dissoute au profit de la Fédération régionale des camelots du roi du Doubs et de la Haute Saône présidée par René Parmentier.[220] En octobre 1910, le comité de la Fédération des camelots de la région d'Uzès est réélu avec à sa tête Henri Soulier de Remoulins.[221] En décembre 1910, il est cette fois question de la Fédération des camelots du Jura[222] qui a pour président Alfred Garnier.[223] En juillet 1911, les camelots de Nîmes s'organisent en fédération.[224] En septembre 1911, ce sont les camelots de l'Ain qui se structurent sous la présidence d'Amédée Venin puis de M. Pichon[225] mais aussi les camelots du centre.[226]

D'une manière générale, l'AF se félicite de cette organisation des camelots du roi. Le 16 décembre 1910, on peut lire dans le journal : « Il a été reconnu que les sections d'AF les plus prospères étaient celles qui avaient les groupes de camelots les plus nombreux et les plus actifs. »
En octobre 1912, le journal publie encore un éloge de ses camelots : « Si l'Action française a pu s'imposer à l'attention du public, forcer les sympathies et moissonner les adhésions comme elle l'a fait, elle le doit sans doute, avant tout, à la valeur de ses doctrines et à l'efficacité de ses méthodes intellectuelles, mais elle le doit aussi, pour une très large part, à l'admirable vaillance des camelots du roi, par qui, très souvent, le contact s'est trouvé établi avec le public. Elle le doit à cette vente régulière qu'ils veulent bien assurer à la porte des églises, dans les rues et sur les places publiques; aux innombrables manifestations dont ils ont pris l'initiative ou auxquelles ils ont apporté le concours de leurs éléments d'action; à ces milliers de jours de prison, enfin, qu'ils ont soufferts pour

[219] Quotidien d'*AF* 30 novembre 1912
[220] Quotidien d'*AF* 24 septembre 1910
[221] Quotidien d'*AF* 2 octobre 1910
[222] Quotidien d'*AF* 11 décembre 1910
[223] Quotidien d'*AF* 21 septembre 1911
[224] Quotidien d'*AF* 14 juillet 1911
[225] Quotidien d'*AF* 21 septembre 1911
[226] Quotidien d'*AF* 26 septembre 1911

la cause et qui ont montré aux plus incrédules la valeur de sacrifice utile qui réside dans nos positions nationalistes. »[227]

3) Les dames et jeunes filles royalistes

La question de la politisation des femmes, en particulier des femmes catholiques, à l'aube du XXème siècle a été largement traitée notamment par les travaux de Magali Della Sudda et de Bruno Dumons.[228]

Magali Della Sudda souligne notamment qu'en France, « l'avènement des démocraties libérales s'est accompagné d'une double marginalisation des femmes catholiques dans le jeu politique : en tant que femmes d'abord, (…) elles sont exclues du corps électoral jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ; en tant que catholiques ensuite, elles sont cantonnées par l'Église dans leur rôle de gardienne de la foi et du foyer, tenues de rester à l'écart des activités politiques. »[229]

L'Action française connaît toutefois un réel succès auprès des femmes, sans doute parce qu'elle leur permet de respecter et même de revendiquer leur foi catholique en même temps qu'une valorisation de la tradition dont les femmes sont souvent les garantes au début du siècle dernier. Cela étant, il convient de souligner que la question du « politique d'abord » cher à l'AF, a pu poser problème quant à l'engagement militant des femmes. En effet, dans un contexte de mise au pas des tentatives démocrates chrétiennes avec notamment la condamnation du Sillon en 1910, « le qualificatif politique prend un tour péjoratif et dépréciatif. »[230] Cela étant, jusqu'à la condamnation de 1926, ces tensions internes au monde catholique féminin n'empêchent pas le développement des groupes de dames et de jeunes filles royalistes affiliés à l'AF.

Les dames royalistes sont organisées sous la présidence de Mme de Mac Mahon. Le 28 mars 1908, un rapport stipule que l'on dénombre 1538 adhésions.

Les jeunes filles royalistes sont également actives : 500 en 1907 ; 1500 en 1908 ; 2400 en 1909 avec 47 groupes organisés et des réunions suivies dans 28 villes.[231]

Si l'on prend l'exemple des jeunes filles royalistes de Franche-Comté, on s'aperçoit qu'on a affaire à

[227] Quotidien d'AF 13 octobre 1912

[228] DELLA SUDDA Magali, *La citoyenneté avant le vote*, Belin, Paris, 2011 ; DUMONS Bruno, *Les dames de la Ligue des Femmes Françaises*, Editions du CERF, Paris, 2006

[229] DELLA SUDDA Magali, « La politique malgré elles. Mobilisations féminines catholiques en France et en Italie (1900-1914)», *Revue française de science politique* 1/2010 (Vol. 60) , p. 37-60, p.37

[230] *Ibid* p.47-48

[231] Quotidien d'*AF* 18 mars 1909

une organisation bien structurée. En 1910, on compte plusieurs sections :

- Besançon ville (40 membres)
- Besançon banlieue (en formation)
- Doubs campagne (9 membres)
- Beaume les Dames (en formation)
- L'Isle sur Doubs (28 membres)
- La Haute-Saône (14 membres)
- Le Jura (16 membres)[232]

En décembre 1910, on dénombre, en France, 72 groupes autonomes très actifs comportant de nombreuses sous-sections.[233] En novembre 1912, les rapports de l'AF font état de 115 sections réparties à travers la France ainsi que d'une organisation décentralisée avec 5 présidentes : Mlle de Mathan pour le Nord-Ouest, Mlle Picot pour l'Est, Mlle de Lur Saluces pour le Sud-Ouest, Mlle de Villeneuve en Lyonnais, Mlle de Valady en Aquitaine.[234]

Les adhérentes des dames et jeunes filles royalistes « travaillent, lisent et suivent avec ardeur le mouvement de l'AF ». Elles sont chargées de répandre les livres et sont fortement incitées, comme les hommes d'AF, à s'instruire.[235] Le comité des dames royalistes explique qu'il faut faire aimer le programme d'AF « par tous les moyens en (leur) pouvoir : conférences, diffusion de journaux, de brochures, tracts, par les conversations, en (se) mettant en rapport avec ceux qui partagent (leurs) idées ou qui les partageraient s'ils les connaissaient et ces derniers sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit, en les groupant, en leur rendant service, si (elles en ont) l'occasion, enfin, non pas en formant un parti mais une grande famille. »[236]

Les dames et les jeunes filles royalistes représentent un atout non négligeable dans la diffusion de la théorie d'AF. Le 30 mai 1911, lors de la fête des jeunes filles royalistes, Paul Bourget prononce un discours en leur honneur : « Par un privilège de sa nature où l'enthousiasme se mêle si heureusement à la finesse, le génie féminin, s'il est plus intransigeant que le nôtre, est aussi plus souple, plus subtil, plus ductile. La femme est une incomparable propagandiste d'idées, une merveilleuse ouvrière de conciliation. Elle excelle à donner aux convictions le prestige de la

---

232 GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », thèse de doctorat en sciences politiques, Université d'Aix-Marseille, 1988, p.118

233 Quotidien d'*AF* 2 décembre 1910

234 Quotidien d'*AF* 28 novembre 1912

235 Quotidien d'*AF* 28 mars 1908

236 Quotidien d'*AF* 11 mai 1908

mode. »[237]

Malgré tout le but premier des dames tout comme des jeunes filles royalistes est de trouver des ressources à la propagande royaliste, de soutenir le journal, de chercher à augmenter le nombre d'abonnements et de distribuer des brochures.[238] C'est ainsi que ces groupes organisent très régulièrement des ventes et des tombolas pour récolter de l'argent.

Sociologiquement, les groupes de dames et de jeunes filles royalistes sont dominés par l'aristocratie même si l'AF souhaite réussir le même brassage sociologique qu'au sein de la ligue comme le montre l'exemple des groupements féminins de Franche-Comté : « La méthode proposée pour intéresser les différents milieux sociaux au mouvement consiste d'une part à donner à chacune une responsabilité en fonction de ses moyens intellectuels et financiers (confection de petits travaux de broderie ou de couture) et profiter de leur présence dans les œuvres de charité pour mener une propagande discrète auprès des femmes assistées » : « Les Présidentes s'efforcent d'intéresser chaque adhérente à la cause, en lui donnant un travail, une responsabilité personnelle : c'est ainsi que les jeunes filles du monde tâchent de grouper les jeunes filles du peuple et du commerce. » »[239]
En Franche Comté, le bureau de l'organisation est composé essentiellement de membres de l'aristocratie ; en revanche, les différentes sections ont à leur tête des femmes aux origines plus modestes.
Toutefois, si cet exemple est notable, il convient de souligner, grâce à l'étude de Bruno Dumons que l'engagement des femmes au sein de l'AF reste quoi qu'il en soit assez faible et socialement déterminé par l'appartenance à la noblesse.[240]

4) Le développement des groupes professionnels affiliés à la ligue

En plus des ligueurs, des étudiants, des camelots, des dames et des jeunes filles, l'AF organise rapidement un certain nombre de groupes annexes aux vocations diverses. Plusieurs peuvent être cités pour la période 1905-1913 : les voyageurs de commerce, l'association médicale corporative, le cercle d'études corporatistes, l'Amicale royaliste et le Cercle Proudhon.

[237] Discours de Paul Bourget du 30 mai 1911, *Almanach* d'Action française, 1912
[238] Quotidien d'*AF* 6 mai 1908
[239] GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.119
[240] DUMONS Bruno, « L'Action française au féminin, Réseaux et figures militantes au début du XXème siècle », dans LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'AF, culture, société, politique, op. Cit.*, p.240

Les voyageurs de commerce

Le groupe des voyageurs de commerce est fondé en avril 1908. Le prérequis de départ est très clair : ce groupe est exclusivement politique et il « se propose de répandre les journaux royalistes de province et de Paris ; les tracts et les brochures de l'AF en tous endroits : salles d'attente des gares, wagons, hôtels, restaurants, cafés, et de collaborer en tant que besoin aux organes monarchistes de province ; de saisir toutes les occasions de faire germer dans les esprits la conviction que le prompt retour de la monarchie nationale est possible et que l'institution de ladite monarchie dépend en grande partie des initiatives individuelles et du travail des groupes ; d'assister à toutes les réunions publiques des adversaires et d'opposer au mensonge et au mirage républicain, la vérité et la réalité royaliste ; de ne perdre aucune occasion de parler toujours en toutes circonstances au café, à table d'hôte, chemin de fer, en tous lieux publics et privés de la nécessité et de l'urgence de remplacer la République par la Monarchie. »[241]

En février 1912, on apprend que M. Ryckewaert de Roubaix est le président du groupe ; M. Boulenger d'Amiens le vice-président et M. Cassan de Paris secrétaire-trésorier.[242]

Pour être membre de la section, il faut :

- Etre voyageur du commerce
- Etre inscrit à la ligue d'AF
- Adresser au secrétaire une demande.
- Payer en plus de la cotisation à la ligue, une souscription de 2 francs annuelle.[243]

En janvier 1913, « le comité de la section rappelle que peuvent s'inscrire à la section des voyageurs de commerce, les représentants, les inspecteurs d'assurances, mais encore tous ceux qui voyagent habituellement pour leurs affaires. »[244]

Les voyageurs de commerce s'organisent et cherchent à participer activement à la propagande. En décembre 1912, le comité des voyageurs demande à ses membres d'envoyer à M. Gonnet une carte des chemins de fer en indiquant les voies empruntées annuellement au cours de leurs voyages et explique que « différents renseignements leur seront envoyés à réception, notamment la nomenclature des permanences existant dans les villes qu'ils traversent, les adresses de ces permanences et l'indication des horaires d'ouverture »[245]

Le groupe des voyageurs de commerce, désorganisé par la guerre, va rapidement se restructurer et

[241] Quotidien d'*AF* 12 avril 1908
[242] Quotidien d'*AF* 12 février 1912
[243] Quotidien d'*AF* 21 février 1912
[244] Quotidien d'*AF* 1 janvier 1913
[245] Quotidien d'*AF* 4 décembre 1912

continuer à fonctionner régulièrement après-guerre.

Le groupe médical corporatif

Le groupe médical corporatif est un exemple de cette volonté de l'AF de s'organiser par « métier » pour améliorer la propagande dans un milieu donné.

En janvier 1909, environ 20 médecins de Paris et du département de la Seine se réunissent pour former « un groupe d'étude et de propagande « corporatistes » » : « S'étant ainsi pliés à la formule « Politique d'abord », les fondateurs du nouveau groupe se sont mis d'accord pour étudier et pour propager, dans leur sphère un peu spéciale, en même temps que les doctrines corporatives de la Monarchie, les doctrines politiques de l'Action française, les unes étant inséparables des autres. ». Le comité directeur est formé de 5 membres auxquels s'ajoute le secrétariat ainsi qu'un conseil de famille qui regroupe tous les membres fondateurs.[246]

Le groupe se structure rapidement et les statuts sont publiés en mai 1909 : « Cette association a pour objet : l'étude des questions professionnelles qui devront être interrogées toujours du point de vue de l'intérêt corporatif du corps médical tout entier et non des intérêts personnels de tel ou tel de ses membres ; l'étude des questions politiques, économiques et sociales qui devront être résolues toujours dans le rapport avec l'intérêt national et non avec les intérêts particuliers des individus ; l'assistance mutuelle entre les membres de l'Association ; l'arbitrage obligatoire entre les membres en cas de conflit d'ordre professionnel ; la propagande dans les groupements professionnels existants, en faveur des principes qui auront été adoptés, après étude et discussion, comme servant le mieux l'intérêt corporatif.

Pour adhérer à l'association, il faut : être médecin ou étudiant en médecine ; adhérer à la ligue d'AF ; s'engager à accepter les décisions du conseil de famille ; être présenté au conseil de famille par un parrain.[247]

En juin 1909, le groupe compte 45 membres, chiffre somme toute assez faible.[248]

En décembre, le groupe fait savoir que le recrutement se poursuit lentement mais sûrement avec 6 nouvelles adhésions à Paris et 5 en province pour le mois de novembre. De plus, un bulletin est créé et adressé à tous les membres de l'association.[249]

En janvier 1910, l'association se dote d'un groupe d'étudiants.[250]

---

[246] Quotidien d'*AF* 31 janvier 1909
[247] Quotidien d'*AF* 3 mai 1909
[248] Quotidien d'*AF* 6 juin 1909
[249] Quotidien d'*AF* 6 décembre 1909
[250] Quotidien d'*AF* 12 janvier 1910

Le groupe médical corporatif fonctionne régulièrement dans les années d'avant-guerre et participe activement à la propagande dans les milieux médicaux.
Au final, à travers cet exemple on s'aperçoit que l'AF a réellement cherché à mettre en place une organisation professionnelle. Elle a souhaité « initier, amplifier ou utiliser les préoccupations des médecins pour leur suggérer qu'elle pouvait être leur interprète le plus naturel. Pour ce faire, elle s'appuie sur une base de convictions communes telles que la valeur des traditions, le respect des hiérarchies, la distinction des élites. » En fait, elle cherche à instrumentaliser « les revendications des médecins pour promouvoir ses thèmes corporatistes, mais aussi pour alimenter sa contestation globale du régime »[251]. Cela étant, toutes ces idées, ne sont pas comprises de la même manière par les médecins et par les maurrassiens et, si les rapports restent abondants dans l'entre-deux-guerres, on ne peut toutefois pas considérer que les milieux médicaux ont été un terrain de recrutement de prédilection pour l'AF.

Le cercle d'études corporatistes

Le cercle d'études corporatistes est fondé en janvier 1910. Le journal explique que « les royalistes se doivent, pour être, suivant l'expression de Joseph de Maistre « de tous les temps », de connaître et d'approfondir et la question sociale et sa solution politique. Pour développer cette éducation un cercle d'étude a été créé. Ce cercle d'étude met à la disposition de tous les groupements royalistes les divers moyens d'action dont il dispose: conférences, œuvres sociales, représentations théâtrales avec des pièces à thèse royaliste. »[252] Le cercle est placé sous la direction de Joseph Delest qui devient, après-guerre, un des conférenciers les plus actifs d'AF à Paris et surtout en province.
Le cercle d'études corporatistes est continuellement actif dans les années d'avant-guerre et donne régulièrement des conférences.

La question du monde ouvrier

Si le cercle d'études corporatistes témoigne d'une prise en compte de la question sociale par la ligue d'AF, on peut également rappeler que cette dernière place le monde ouvrier au premier rang de ses préoccupations avant 1914. Plusieurs organisations sont intrinsèquement liées à cette

[251] VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Les milieux médicaux et l'Action française*, dans L'AF, culture, société, politique sous la direction de Michel Leymarie et Jacques Prévotat, Septentrion, Paris, 2008, p.113
[252] Quotidien d'*AF* 5 janvier 1910

entreprise. En 1912, un rapport de police explique qu'« actuellement, il n'y a plus, ni dans la ligue d'Action française, ni à côté, de groupement spécialement fondé pour recruter des royalistes dans le monde ouvrier. Mais ce recrutement se poursuit cependant, ouvertement et secrètement. Les personnes qui s'y consacrent plus particulièrement appartiennent toutes à l'un ou plusieurs des groupes suivants :

1) L'Amicale royaliste, 3 rue des Petits-Champs.

2) Le Cercle P.J. Proudhon, 33 rue Saint André des Arts

3) Le journal « Terre libre », 5 Bd Soult »[253]

Nous développerons largement la thématique des rapports de l'AF avec le monde ouvrier dans notre troisième chapitre.

A partir de 1908 et de la fondation du quotidien, on assiste à une certaine accélération de la structuration de la ligue d'AF. Cette dernière se voue désormais à la diffusion du journal et choisit la voie de l'action. La fondation des camelots du roi à l'automne 1908 témoigne de cette nouvelle vitalité. Ainsi, après avoir initialement développé les organisations à visée intellectuelle, l'AF développe ses organisations d'action.

La prise de contrôle des vieilles instances royalistes en 1911 renforce encore l'hégémonie du mouvement maurrassien.

[253] Rapport sur « L'AF et les syndicats » mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195

V. Le renforcement de la structure ligueuse à partir de 1910-1911

1) La victoire de l'Action française sur les comités royalistes

Les rapports entre l'AF et les comités avant la crise

Eugen Weber écrit que « si les membres de l'Action française étaient plus révolutionnaires que royalistes, les partisans du duc d'Orléans à l'ancienne mode, eux, paraissent avoir été moins royalistes que conservateurs. »[254]

Francis Balace, à travers une étude de plusieurs romans des années 1908-1910, propose un « résumé des divisions du monarchisme français à l'aube du XXème siècle et surtout des inquiétudes provoquées par la radicalisation politique et les outrances d'une jeunesse jusqu'alors aseptisée, encadrée et contrôlée tour à tour par des pions de collège, des directeurs de conscience en attendant les adjudants du casernement. »[255] Ainsi, les « bien-pensants » rédigent plusieurs ouvrages sur les camelots. Francis Balace cite notamment l'exemple d'Abel Hermant qui s'empare du thème dès 1912 à travers sa *Chronique du Cadet de Coutras.* Pour Hermant, « les camelots sont des adolescents oisifs et jobards, entraînés par des rhéteurs exaltés et qui nuisent non seulement aux idées mal digérées qu'ils croient défendre mais avant tout aux intérêts de la classe dont ils sont issus. »[256]

C'est également ce qui ressort de la plume de Bernard d'Arjelles, jeune légitimiste qui hait les Orléans : « Ces Camelots, bruyants et encombrants, ces « m'as-tu-vu » de la royauté qui cassent le nez aux statues, agacent mes nerfs. Il y a mieux à faire dans un pays comme le nôtre que d'écornifler la pierre dont le sang ne jaillit pas. Et puis ce cri de « Hardi les gars ! » qui va, enflant les poitrines, me semble inventé pour des apaches ou pour des potaches en mal de pensum. »[257]

Gyp n'est pas plus tendre avec les camelots qu'elle a rebaptisé *Les Mégotiers du Prince* et qu'elle

---

[254] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.75

[255] BALACE Francis, « Les camelots du roi. Une jeunesse contestataire et dérangeante dans le roman français : 1908-1914 », dans DARD Olivier, LEYMARIE Michel, MCWILLIAMS Neil (Dir.), *Le maurrassisme et la culture, op. Cit.* p.280

[256] *Ibid* p.272

[257] LANDRE J. et Comtesse Xabier d'ABZAC, *Camelots du Roy,* L. Michaud, Paris, 1911, cité par BALACE Francis, *op. Cit.* p.273

décrit comme « une bande d'adolescents stupides obsédés par la théorie du « coup de force » mais le concevant comme une grosse farce de collégiens »[258]

Les camelots du roi cristallisent la mésentente entre les royalistes conservateurs et les membres de l'Action française autour de la question de l'action violente mais la différence est en fait plus profonde. Comme l'explique René Rémond, « Maurras et Bainville se sont rangés à la monarchie, au terme d'une enquête critique, comme à la formule politique la plus satisfaisante, à la forme de régime recommandée par l'expérience historique. Leur monarchisme est l'aboutissement d'une démonstration, il est la conséquence des lois de la physique sociale. (…) Le nationalisme les a conduits à la monarchie ; (…) les royalistes d'autrefois l'étaient de naissance. (…) Les hommes de l'Action française resteront au fond toujours plus nationalistes que monarchistes, et plus monarchistes que royalistes. »[259]

Cela étant, la mésentente entre l'AF et les comités royalistes n'est pas une simple question théorique, elle signale également de fortes jalousies au sein de la nébuleuse royaliste. Une note des RG de janvier 1908 stipule notamment que « l'acquiescement que les uns et les autres donneront (aux ordres du duc d'Orléans), n'est que de surface » et que les jalousies sont « trop vives pour qu'un accord parfait puisse s'établir entre les deux groupes rivaux. »[260]

Ainsi, un conflit se dessine peu à peu entre le cercle des conseillers du Prétendant et les jeunes impatients de l'Action française. En 1908, après la démission de Bézine de la présidence des comités royalistes, le général Donop est un temps supposé prendre la succession. Une note des RG du 2 février 1909 nous rend compte d'une réunion du comité royaliste central : « Il avait été entendu, il y a quelques mois, (ainsi qu'on l'avait annoncé), que le général Donop serait investi à la présidence générale de ces comités (…). Le général avait accepté en principe, en y mettant certaines conditions dont l'une était des plus difficile à remplir : il s'agissait de faire savoir au comité directeur de l'Action française que le prince n'approuvait nullement les violences de langage dont ce groupe était coutumier et qu'il jugeait vaines et stériles les manifestations de la rue. Aussi, dès le début de la réunion, le général a demandé la parole pour raconter que récemment MM. Maurras, de Vésins et Delebecque s'étaient rendus chez lui et l'avaient injurié, en disant qu'ils ne voulaient pas reconnaître son autorité (l'autorité d'une vieille culotte de peau (sic.), qui ne voulait pas se

[258] BALACE Francis, « Les camelots du roi. Une jeunesse contestataire et dérangeante dans le roman français : 1908-1914 », *op. Cit.* p.277
[259] REMOND René, *Les droites en France op. Cit.*, p.181
[260] Note des RG, 10 janvier 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 861

manifester par des actes.) Il a déclaré qu'à la suite de ces faits, il n'était plus en posture pour accepter la présidence des comités. Il avait cru l'être, a-t-il ajouté, après une visite faite au prince, alors qu'il était porteur d'une lettre de ce dernier à M. Bézine, dans laquelle le duc d'Orléans « blâmait indirectement les violences et les injures auxquels se livrent certains membres de l'Action française, leur conseillant d'y renoncer désormais et de suivre les directions données par le représentant investi de sa confiance ». (…) Le général avait été autorisé par le prince à livrer cette lettre aux journaux. Or quelques heures avant qu'elle leur fut portée, une dépêche de M. Bézine annonçait au général que le prince le priait de surseoir à sa publicité. »

Au cours de cette réunion, Roger Lambelin affirme son soutien à l'AF.[261] Ainsi, sa nomination à la tête des comités royalistes à la place de M. Bézine semble ainsi aller dans le sens d'un soutien accordé par le duc à l'AF. Cela étant, les dissensions internes ne s'apaisent pas et diverses notes des RG en 1908 et 1909 affirment que les vieux royalistes désapprouvent formellement les actions violentes menées par l'AF.[262]

La crise royaliste de 1910-1911

La situation se tend brusquement au cours de l'année 1910. Le 20 mars une interview du duc d'Orléans est publiée dans le *Gaulois*. Les propos sont recueillis par G. de Maizière lors d'une entrevue à Séville :

- « Sur les divisions du parti royaliste, beaucoup plus apparentes que réelles » : « Je ne blâme pas les efforts des camelots du roi ni ceux de l'Action française, et je suis le premier à me féliciter de l'aide utile et précieuse qu'a apportée par exemple à ma cause la philosophie scientifique de M. Maurras. » Mais, « un royaliste qui combat pour le Roi, à sa manière personnelle, risque le désaveu (…). Or ce désaveu, cette mesure que je prie tous mes amis de m'épargner, je n'hésiterais pas à la formuler en termes exacts si l'audace de la tactique de quelques partisans se refusait plus longtemps à reconnaître l'adversaire de l'ami (…) Je le ferais avec la plus grande peine mais sans aucun ménagement, si leur imprudence les conduisant à l'impardonnable faute de tenter l'attaque contre l'armée nationale. »
- « Sur le rôle de l'armée dans l'opposition » : « L'armée nationale à mon avis – et je voudrais que cet avis fût connu de tous, du plus fidèle de mes amis au plus irréductible de mes ennemis – ne doit avoir dans l'opposition aucun rôle. (…) Si un royaliste voulait me donner une preuve de fidélité au détriment de la discipline, je le désavouerais aussitôt, hautement et publiquement, car je me refuse à

[261] Note des RG, 2 février 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 861
[262] Diverses notes des RG, 1908 et 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862

augmenter mes troupes au préjudice de celles de la Nation. »

- « Sur l'état actuel du pays et à propos des élections prochaines » : « Les institutions corrompent les hommes et s'il y a de nos jours tant de corrompus, c'est que les institutions sont corruptrices. » Le duc considère également que les royalistes doivent prendre part aux élections afin d'au moins maintenir un rang si modeste soit-il.

- « Sur l'avenir de la monarchie » : « J'entends souvent des gens dévoués et impatients me dire : « Il faut faire un coup ». Je leur réponds : « Je suis prêt à le faire, et si vous avez un coup à me proposer pour demain, je suis disposé à prendre dès ce soir, avec vous, l'express pour Paris. Mais si votre coup ne doit tomber que dans l'eau, vous souffrirez que je m'en réfère, pour garder les destinées dont j'ai la charge, à l'étude raisonnée de l'histoire plus qu'aux conseils d'une impétueuse sincérité. » Le duc considère qu'un « retour historique des choses » est proche et appelle notamment ses amis à « approcher », à « comprendre » et à « soulager » « les misères que la vie industrielle les appelle à coudoyer ».

Finalement, le duc d'Orléans achève son propos en rappelant qu'il n'a « aucun goût pour l'outrage aux personnes » et qu'il juge « inutile les polémiques de presse violentes ».[263]

A travers cette déclaration du duc d'Orléans, on comprend l'ampleur des reproches faits à l'Action française. Cette dernière tente de faire bonne figure ; elle ne peut évidemment pas remettre en cause sa soumission au duc.

Maurras, Montesquiou, Pujo et le commandant Cuignet se rendent alors à Séville pour rencontrer le prétendant. Après cette entrevue, le duc déclare que ses propos ont été mal interprétés et qu'il ne désapprouve nullement l'Action française. C'est un échec pour le *Gaulois* qui le reconnaît d'ailleurs. Toutefois, bien que victorieuse, l'AF a subi une lourde épreuve. Elle se retrouve dans une situation délicate dans la mesure où ce sont les activités désapprouvées par les anciens royalistes qui sont à l'origine de son succès. Et, les dirigeants de l'AF savent bien « qu'à retenir trop ses adhérents on risque de les perdre. »[264]

Ce premier soubresaut a des conséquences directes comme le rapporte une note des RG du 5 avril 1910 qui stipule « qu'en province, les groupes de camelots du roi sont de plus en plus désunis. » Il cite notamment le cas de Nîmes, Lyon et surtout Angers où « le groupe des camelots du roi est en désaccord avec le comité royaliste indépendant de l'Action française ».[265]

---

[263] Déclarations de Monseigneur le duc d'Orléans, propos recueillis par M. de Maizière, *Le Gaulois*, 20 mars 1910, BNF Gallica

[264] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.78

[265] Note des RG, 5 avril 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342

Le début de la crise a également des conséquences organisationnelles. En effet, en juin 1910, Roger Lambelin, favorable à l'AF, quitte la direction du bureau politique du duc d'Orléans et est remplacé par Henri de Larègle, extrêmement critique à l'égard du mouvement maurrassien. Une note des RG affirme que ce départ est directement lié à l'affaire du *Gaulois*.[266]

Larègle a ensuite rapidement l'occasion de régler ses comptes. A l'automne 1910, lors d'une grève des cheminots, l'AF témoigne de la sympathie pour les syndicalistes révolutionnaires.[267]
Le Bureau politique s'indigne de ce soutien et fait pression sur le duc pour obtenir une condamnation officielle de l'AF. Dans un premier temps, l'AF ne s'inquiète pas réellement de cette tentative. C'est en tout cas ce qu'affirme une note des RG datée du 26 novembre 1910 : « Maurras persiste à croire (…) que le duc dont il a pu apprécier le désir d'éviter surtout les ennuis personnels s'en tiendra à la réponse qu'il a déjà faite à Larègle quand celui-ci l'a mis au courant du « geste » de Lacour, réponse qui dégageait sa responsabilité personnelle et celle de son bureau politique (…) ». Pour défendre l'AF auprès du duc, Maurras envoie le général de Bonnal.[268] Ce dernier échoue vraisemblablement à convaincre le duc d'Orléans des succès de l'AF car, le 30 novembre, la *Correspondance nationale*, organe officiel du Bureau politique royaliste, publie une condamnation de l'AF suivie d'une lettre dans laquelle le duc d'Orléans désapprouve l'organisation maurrassienne.

Louis Dimier revient sur ce moment difficile : « Un pareil coup devait nous terrasser. Car quelle réplique y faire ? Deux sont possibles en pareil cas : ou dire qu'on sert la cause sans se soucier de celui qui la représente, ou se défendre en alléguant que le chef s'est laissé tromper. Ni l'une ni l'autre ne vaut rien. Cependant nous ne pouvions nous taire, car nous ne voulions pas nous dissoudre. Nous choisîmes la seconde excuse, comme moins insoutenable, comme réservant en quelque manière l'obéissance, enfin comme laissant place aux accommodements. »[269]
Le journal dénonce désormais quotidiennement « le bandit » Henri de Larègle, directeur politique du cabinet du duc d'Orléans. Le 30 novembre 1910, Léon de Montesquiou publie en première page du quotidien un texte intitulé « Exécution nécessaire ». Dans son article, il revient sur le personnage d'Henri de Larègle et cherche à prouver sa trahison : « Nous n'avons pas le droit de laisser impunie cette lâcheté criminelle. Nous ne laisserons pas plus longtemps trahir la France et le Roi. (…) Voici l'heure où notre devoir est de faire enfin la lumière. (…) Nous commencerons aujourd'hui par le comte Henri de Larègle. (…) Bien avant son entrée au Bureau politique, M. Henry de Larègle était

[266] Note des RG, 21 juin 1910, Archives nationales, Paris, F7 12 861
[267] Nous reviendrons sur ces aspects en détails dans le prochain chapitre.
[268] Note des RG, 26 novembre 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[269] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française*, *op. Cit.* p.197

déjà l'instrument choisi par une infime coterie de « royalistes » : les quelques royalistes qui ne redoutent rien tant qu'une campagne active en faveur de la monarchie, ceux que l'antisémitisme inquiète dans leurs relations, dans leurs commodités, dans leurs intérêts, ceux qui voudraient à tout prix effacer le programme de San Remo. (…) Certain que nous ne renoncerions jamais pour notre compte à la seule politique capable de rallier le peuple français autour du noble Prince qui l'a inaugurée, M. de Larègle et ses protecteurs ont multiplié les vaines intrigues à l'intérieur du pays. C'est du Bureau politique, c'est du propre cabinet de M. de Larègle que sont parties les rumeurs calomnieuses destinées à nous arrêter et à nous combattre. (…) Comment et pourquoi M. de Larègle était-il désigné pour être l'ouvrier de cette trahison ? (…) Dreyfusard d'hier et probablement d'aujourd'hui, Henry de Larègle était traqué par ses créanciers. (…) En cachant au Prince exilé le passé et le caractère de l'homme qu'ils osaient lui recommander, en obtenant qu'il fût placé au Bureau politique, les protecteurs de M. de Larègle ont encouru une responsabilité des plus lourdes. Ils ont mis à la disposition d'un homme taré le moyen certain de tromper l'Auguste Exilé sur les idées et les sentiments du pays, puis le pays lui-même sur les sentiments profonds du plus généreux des Princes. »[270]

C'est également par la plume de Léon de Montesquiou que l'AF s'insurge contre l'influence juive à l'origine du conflit.[271] D'après une note des RG cette propagande de l'AF a un certain écho dans les milieux royalistes qui sont, en outre, choqués par « le geste du Prince relevant de leurs fonctions de Lur-Saluces et de Resnes. (…) Il est certain que cette sévérité ne portera pas de bons fruits et l'Action française semble reconquérir un avantage qui pourra se chiffrer par des adhésions nouvelles. »[272]

En décembre 1910, l'AF ouvre une souscription liée à cette affaire et publie chaque jour des « acclamations royalistes » c'est à dire les lettres de personnes démissionnant des comités royalistes pour s'engager pleinement dans la ligue d'AF ; l'AF cherche également à rassurer ses lecteurs, toujours par le biais de Léon de Montesquiou : « Nous traversons une crise. Mais cette crise est un bienfait étant donné la situation. Cette crise est le point de départ d'un nouvel élan de notre propagande. Et cette crise nous débarrassera des éléments qui entravaient cette propagande et rendaient la cause royaliste encore impopulaire pour beaucoup. »[273]

---

[270] Léon de Montesquiou au nom des comités directeurs. Les membres présents sont : Henri Vaugeois, Léon Daudet, Charles Maurras, Lucien Moreau, Jacques Bainville, Robert de Boisfleury, Bernard de Vésins, Maurice Pujo, Pierre Lasserre, Jean Rivain, Quotidien d'*AF* du 30 novembre 1910

[271] DE MONTESQUIOU Léon, *La crise royaliste ou l'intrigue juive contre l'Action française,* édité par le Bureau de l'Action française, 1911

[272] Note d'un correspondant, 17 novembre 1910, Archives nationales, Paris, F7 12 861

[273] Quotidien d'*AF* 1 décembre 1910

Si le quotidien tente de faire bonne figure, il n'empêche que la situation « sur le terrain » est particulièrement complexe comme le prouve l'exemple de la section de Versailles.

Nous possédons un rapport détaillé de la situation du « parti royaliste en Seine et Oise » daté du 4 février 1911 :[274] « Les sections de Versailles dirigées par le comte de Vésins sont décidées à lutter à outrance contre De Larègle et le Bureau Politique » et « les militants de Versailles prennent ouvertement parti pour l'Action française de Paris à laquelle ils sont affiliés. »

Par ailleurs, M. Caron de la Carrière ancien député et représentant du duc d'Orléans au sein des comités de Seine et Oise adhère au Bureau politique par obéissance aux ordres du Prince mais il déplore la scission du parti royaliste.

Toutefois, « il n'en est pas moins acquis, pour le moment du moins, que le parti royaliste de Seine et Oise se trouve divisé en deux fractions. Celle des adhérents aux comités royalistes qui restent fidèles aux instructions du Prince et celle des adhérents à l'AF qui, tout en se déclarant dévoués au Duc d'Orléans, veulent plus que jamais lutter contre son entourage. Il faut remarquer toutefois que cette dernière fraction est la moins importante et que son organisation, qui paraît si complète, n'est en réalité qu'une organisation superficielle. En effet, les mêmes personnages font à la fois partie de toutes les ligues et sections, ceux-là seuls, une vingtaine au plus, assistent régulièrement aux réunions données au siège social de la rue Duplessis, local étroit qui peut à peine contenir une trentaine de personnes. » Le rapport fait état de 22 membres pour l'AF et 37 « personnalités royalistes ». Ainsi, en février 1911, à Versailles, la situation est complexe et la victoire de l'AF semble loin d'être acquise.

La lutte entre les vieux royalistes et leurs rivaux se poursuit tout au long du printemps 1911. *Le Gaulois* et la *Correspondance Nationale* perdent des « abonnés dégoûtés », alors que l'*Action française* progresse constamment.[275]

Le 28 avril 1911, le comité de l'AF écrit une lettre au duc d'Orléans en « exprimant son regret de s'être trouvé dans l'obligation de défendre les intérêts royaux au risque d'encourir sa défaveur. »[276] A ce moment, l'AF est portée par un fort courant de sympathie au sein de la nébuleuse royaliste. Une note des RG du 11 mai 1911 rapporte qu' « une tendance nouvelle s'est révélée, au banquet de la Saint Philippe, parmi les vieux royalistes à l'égard des néo-royalistes. Dans la plupart des groupes on réclamait la paix, l'union et qu'on facilitât par tous les moyens la rentrée de l'Action française et de ses chefs dans le sein du Parti royaliste. » Cette note explique que les royalistes ont conscience

[274] Rapport de police sur la situation royaliste en Seine et Oise, 4 février 1911, Archives nationales, Paris F7 13 197
[275] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.80
[276] *Idem*

des qualités d'organisation et de la capacité d'agir de l'AF alors même que « l'action de M. de Larègle à la tête du bureau politique est bien effacée, bien pâlie, bien quelconque, pour ne pas dire bien nulle (…) »[277]

Parallèlement, le comte de Lur-Saluces et la marquise de Mac-Mahon jouent les intermédiaires auprès du duc[278]. Ce dernier, alors conscient des succès de l'AF, répond amicalement à la lettre de l'AF et, en guise de bonne foi, exclut Larègle du Bureau politique en juin 1911. Cette décision est d'ailleurs mal perçue par certains de ses proches au premier rang desquels on retrouve Alfred de Gramont. Dans son journal, le 13 juin 1911, il écrit : « Paris. Hier soir, j'ai reçu une longue lettre du duc d'Orléans. Cette lettre m'a fait de la peine, car elle est écrite en style Action française, très violente contre Larègle, l'accusant d'un tas d'actes et de pensées qu'il n'a jamais faits et qu'il n'a jamais eus. Il m'est impossible de transcrire ici cette lettre, qui manque de dignité et qui est mauvaise pour le prince lui-même. Je trouve cette lettre navrante pour plusieurs raisons. Elle prouve que le prince cherche toutes les raisons possibles et impossibles pour débarquer Larègle. Elle prouve que le prince ne se doute pas, mais pas du tout, de ce qu'est la situation, la sienne, et celle du parti royaliste. Il rejette tout sur Larègle et l'accuse de faire ce qu'il peut pour désorganiser le parti royaliste lorsque que c'est lui-même qui, par ses actes, paroles, girouettages, a perdu la confiance de tout le monde lorsqu'il s'appuie sur l'Action française qui le méprise profondément et en dit pis que pendre. (…) L'autre jour, à une réunion quelconque d'Action française, la marquise de Mac-Mahon a dit : « Nous lui avons donné une bonne leçon, à ce petit monsieur. Je ne regrette qu'une seule chose, c'est qu'elle ait été trop douce ! » Tout cela, c'est de la boue et cela me dégoûte profondément ! (…) »[279]

Après la mise à l'écart de Larègle, le duc d'Orléans accepte de procéder à la désignation de délégués régionaux favorables à l'AF. Ainsi, « Maurras et ses amis ont, en somme, pris le contrôle de l'appareil royaliste »[280]. Dans le Midi, par exemple, toutes les figures royalistes sont remplacées : Paul Bergasse, propriétaire du *Soleil du Midi* cède la présidence du comité royaliste de Marseille à Paul Vernet. Denys Bourdet devient rédacteur en chef du *Soleil du Midi.* En Vendée provençale, le comte Terray laisse sa place à une équipe emmenée par André Vincent : Albert Bréart, Jacques Foy et surtout Marcel Viel.[281] Gérard Gaudin souligne d'ailleurs que, dans le Midi, « si un certain nombre de notables restent réticents, le ralliement derrière l'Action française l'emporte nettement

[277] Note des RG, 11 mai 1911, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1343
[278] Note d'un correspondant, 24 mai 1911, Archives nationales, Paris, F7 12 861
[279] GRAMONT Alfred (de), Journal inédit, « L'ami du prince », *op. Cit.*, p.533-534
[280] LE BEGUEC Gilles, PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique », *op. Cit.* p.275
[281] GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence » dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française : culture, société, politique, op. Cit.* p.258

chez les étudiants, chez les artisans ou employés venus de l'Avant-Garde Royaliste ou de l'Accord social et aussi dans les campagnes de la Vendée provençale où l'on a le sentiment de prendre une revanche sur les « messieurs » orléanistes qui ont jusqu'ici représenté le parti. »[282]
Dans les faits, ce sont les figures locales qui facilitent ou non l'entente entre les organisations. C'est en tout cas l'impression qui ressort de plusieurs exemples et notamment celui de Compiègne où Noël Trouvé, jeune ligueur d'AF et le comte de Puget s'entendent pour faire progresser l'idée monarchique dès 1907. Noël Trouvé raconte : « L'accord fut aisé. L'un et l'autre nous voulions surtout rallier des convictions solides et des volontés rigoureuses : à côté du comité royaliste, nous voulions un groupe d'étude et d'action : la fondation d'une section d'Action française fut décidée. »[283] A Bordeaux, Eugène de Lur-Saluces fait également le lien entre le comité royaliste et la section d'AF tout comme Flachaire de Roustan à Lyon.

Au final, si le duc penche, en fin de compte, en faveur de l'AF, il faut relever son caractère indécis au cours du conflit. En effet, une note des RG de novembre 1906 souligne la préférence du duc pour l'AF : « On dit, rue du Bac, que ce mouvement de jeunes qui réclament une action constante, a toutes les faveurs du duc d'Orléans, qui considère comme de vieilles culottes de peau, avec lesquelles il n'y a rien à faire, tous les ducs, marquis et comtes qui composent le vieux grand comité surnommé par le duc « sa galerie des antiques » ».[284] Cette affirmation doit sans doute être en partie nuancée mais elle témoigne toutefois de toute l'ambiguïté de la situation des royalistes à cette époque. Finalement, le duc d'Orléans s'est simplement montré pragmatique et a penché en faveur de celui qui paraissait avoir le plus d'atouts. Cela étant, ses tergiversations sont mal perçues par certains de ses proches comme le souligne une note des RG du juin 1911.[285] Et, en 1912, alors que le duc souhaite réorganiser son Bureau politique, il doit abandonner son ambition après avoir constaté « la mauvaise impression produite par sa nouvelle attitude à l'égard de l'Action française et des groupes royalistes. »[286]

Malgré tout, comme l'expliquent Gilles Le Béguec et Jacques Prévotat, « il ne faut pas trop abuser des métaphores sur le vieil arbre desséché et les pousses verdoyantes du nationalisme intégral. Le dynamisme, certes, était du côté de Maurras et de son mouvement. Mais, jusqu'en 1914, l'Action française n'a pas été pour grand-chose dans la préservation du capital politico-électoral de la droite

[282] GAUDIN Gérard, « Chez les Blancs du Midi : Du légitimisme à l'Action française », Actes du premier colloque Maurras, Centre Charles Maurras, Aix en Provence, 1972, p.69
[283] Revue *L'Action française* du 15 mai 1907, BNF Gallica
[284] Note des RG, 6 novembre 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[285] Note des RG, 17 juin 1911, Archives nationales, Paris, F7 12 861
[286] Note des RG, 22 janvier 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 861

royaliste : le mérite en revient aux notables traditionnels (…). »[287]

2) Le développement des structures de la ligue d'Action française

L'organisation nationale

C'est donc au cours de l'année 1911 que plusieurs zones de propagande sont créées par le duc d'Orléans avec, à leur tête, des membres de l'AF. Au départ, le duc souhaite réorganiser le Bureau politique parisien mais il semblerait que, ne trouvant pas de volontaires, il ait choisi de « reléguer l'organisation centrale de Paris à un rôle secondaire » et de la « remplacer par un système de délégués régionaux doués de forts pouvoirs. »[288]

Les différentes zones ainsi créées sont les suivantes :

1ère zone : Région du Nord (Pas de Calais, Aisne, Oise, Nord, Somme)

2ème zone : Région du Nord-Ouest (Mayenne, Calvados, Seine Inférieure, Eure, Manche, Sarthe, Seine et Oise, Orne)

3ème zone : Région de l'Ouest (Loire inférieure, Côtes du Nord, Finistère, Ille et Vilaines, Morbihan, Maine et Loire)

4ème zone : Région de l'Est (Vosges, Ardennes, Meurthe et Moselle, Marne, Seine et Marne, territoire de Belfort)

5ème zone : Région de la Loire (Cher, Loiret, Loir et Cher, Indre, Indre et Loire, Eure et Loire, Yonne, Nièvre)

6ème zone : Région du Sud-Ouest (Gironde, Dordogne, Deux-Sèvres, Charente Inférieure, Charente, Lot et Garonne, Vendée, Landes, Hautes Pyrénées, Basses Pyrénées, Vienne)

7ème zone : Région du Massif central (Allier, Corrèze, Creuse, Cantal, Haute Vienne, Puy du Dôme)

8ème zone : Région de Lyon (Rhône, Ain, Côte d'Or, Doubs, Jura, Ardèche, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Drôme, Haute Saône, Saône et Loire, Haute Loire, Loire)

9ème zone : Région de Toulouse (Haute Garonne, Aveyron, Ariège, Gers, Aude, Tarn et Garonne, Pyrénées Orientales, Lot, Tarn)

10ème zone : Région du Midi (Hérault, Alpes Maritimes, Hautes Alpes, Basses Alpes, Bouches du

[287] LE BEGUEC Gilles, PREVOTAT Jacques, *« L'éveil à la modernité politique », op. Cit.* p.275
[288] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.81

Rhône, Gard, Corse, Vaucluse, Var, Lozère).[289]

Sur les 10 délégués mis en place dans les différentes régions d'AF, seuls 3 sont issus des comités royalistes préexistants à savoir le commandant Picot pour la région Est, M. Flachaire de Roustan, bâtonnier de l'ordre des avocats pour la région de Lyon et le marquis de Suffren pour celle de Toulouse.
Etienne de Resnes, ancien officier de cavalerie, est nommé dans la région Nord. Dans le Nord-Ouest, le sénateur Le Breton est délégué de l'AF. Dans l'Ouest, c'est M. de la Rochemacé, qui est, d'après Vaugeois, « l'héritier de la tradition des inoubliables héros, de ces Chouans. »[290] M. le marquis de De Chaumont-Quitry, issu d'une vieille famille française, prend les fonctions dans la région de la Loire. Le comte de Lur-Saluces est délégué pour la région du Sud-Ouest. Dans le Massif-central, le comte de Montlaur est chargé d'endosser ces fonctions. Paul de Girard est nommé délégué pour la région du Midi.

Cette organisation de l'AF en province marque sans nul doute un tournant dans l'histoire de la ligue. En effet, elle devient à ce moment-là une structure cohérente. L'implantation de la ligue varie énormément, nous le verrons, en fonction des potentialités militantes de chaque région mais la structure d'ensemble est la même partout et tous les ligueurs d'AF peuvent s'y référer.
Toutefois, comme l'explique Eugen Weber, les zones chevauchent des limites administratives et civiles traditionnelles et le journal lui-même ne les maîtrise pas parfaitement.
Weber explique les raisons de ce découpage :
1) Le hasard : un compromis entre quelque ordre préexistant et l'initiative ou le bon plaisir d'un meneur, d'un patron ou d'un enthousiaste à pied d'œuvre.
2) Le désir de renforcer les organisations royalistes déjà existantes.
3) La présence d'une université.
4) La présence d'industries petites ou moyennes.
5) L'existence d'un clergé influent.[291]

Par ailleurs, dès 1910, la ligue est suffisamment organisée pour proposer à ses ligueurs de les mettre en relation sur leurs lieux de villégiature mais aussi de mettre en relation les jeunes conscrits partant faire leur service militaire avec les sections locales.[292]

---

[289] Quotidien d'*AF* 4 janvier 1922
[290] VAUGEOIS Henri, « La décentralisation royaliste », Almanach de l'Action française, 1913, BNF Gallica, p.29
[291] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.201
[292] Quotidiens d'*AF* 10 juillet et 20 septembre 1910

Le 15 juin 1911, il est clairement question de l'organisation de la propagande estivale d'AF : « Ces déplacements seront une occasion exceptionnelle pour les ligueurs, étudiants et camelots du roi de se rencontrer, de lier connaissance et de se grouper. Une énergique propagande doit en résulter, propagande qui doit s'exercer par la parole et par l'action : par la parole dans des conversations privées, dans des réunions et des conférences; et par l'action, c'est à dire principalement par la vente du journal le dimanche à la porte des églises et dans les rues de la ville où l'on se trouvera. » Pour l'organisation, les ligueurs parisiens et de province doivent indiquer leurs noms et les villes où ils se rendent et les présidents des sections balnéaires doivent organiser la vente. Une réunion est également prévue à Paris pour organiser l'ensemble.[293]

En 1912 et 1913, on voit apparaître pour la première fois des noms de villes balnéaires avec les coordonnées d'un correspondant de la ligue pour la période estivale. Pour ces deux années, il ne s'agit que d'une petite dizaine de villes mais ce service de propagande estivale est appelé à un développement très important après-guerre.

Les organisations à visée intellectuelle

L'AF cherche également à développer davantage son organisation d'action intellectuelle notamment en favorisant la diffusion des ouvrages des théoriciens du maurrassisme. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la création d'un office central des bibliothèques en avril 1911 : ce dernier « a pour but: 1) De provoquer la constitution de bibliothèques et de proposer une direction aux organisateurs de bibliothèque en leur offrant des listes de livres choisis avec le plus grand soin et répartis, suivant un classement méthodique, en plusieurs catégories (problèmes actuels, maîtres de la pensée contemporaine, politique et religion, philosophie politique, économie: régionalisme, fédéralisme, syndicalisme) qui pourront être acquises séparément. L'Office central fournira des listes et tous les renseignements désirables sur les ouvrages choisis. Une bibliothèque type (…) sera installée à Paris 33 rue Saint André des arts. Un catalogue contenant des notices sur chaque ouvrage sera établi et publié par les soins du comité technique.

2) Servir d'intermédiaire et de guide pour la constitution de bibliothèques. Le comité fournira à ses correspondants des projets de bibliothèques, des prix et toutes indications bibliographiques nécessaires.

3) De former un centre d'informations (politiques, sociales et littéraires) pour les groupes d'études des provinces. »[294]

[293] Quotidien d'*AF* 15 juin 1911
[294] Quotidien d'*AF* 7 avril 1911

Par ailleurs, la Nouvelle Librairie nationale joue toujours un rôle fondamental dans cette volonté de diffuser la théorie de l'AF. Fondée dans le sillage de l'Institut en 1906 par Jean Rivain, elle se développe rapidement et, en août 1910, se met en place un nouveau service, la correspondance mensuelle qui « a pour objet de renseigner l'opinion sur le mouvement des idées qui se fait autour de ses publications. » Il s'agit d'annoncer la publication des ouvrages puis de confronter les différents jugements portés par la presse sur cet ouvrage.[295]

En janvier 1911, c'est le service des correspondants de la Nouvelle librairie nationale qui est créé. « Les correspondants parisiens et provinciaux de la Librairie nationale se chargent d'organiser la propagande de ses livres et de ses publications périodiques. ». Ils doivent également se tenir en rapport avec les organes de la presse locale. Ils cherchent à obtenir des articles et à provoquer des débats sur les publications de la Librairie nationale. Ils mettent en relation la Librairie avec les « libraires les mieux achalandés de leur ville » puis s'assurent que ces libraires ont toujours les livres de la librairie en magasin. Enfin, ils communiquent à la Librairie une liste des citoyens les plus susceptibles de s'intéresser aux livres.[296]

Les services de la Nouvelle Librairie nationale fonctionnent bien à l'arrivée de Georges Valois à sa direction en 1912. Toutefois, c'est sans conteste Valois qui donne un essor et une publicité considérable à la Librairie.

Valois arrive à la tête du la NLN à la faveur du conflit opposant Jean Rivain et la direction de l'AF autour de la question de la *Revue critique des idées et des livres.* Jusqu'en 1910, Rivain se soumet aux directives de l'AF et laisse toute sa place à Valois dans les colonnes de sa revue. Mais, très rapidement, une lutte d'influence débute entre le groupe de Rivain et le groupe de Valois. Laurent Joly la décrit comme un « conflit intragénérationnel (avec comme enjeu celui d'incarner la « relève » au sein de l'AF) et une forme de querelle de classes (le « monde du réel » contre le « monde des salons ») »[297].

A partir de la fin de l'année 1910, Jean Rivain reprend la main sur la revue et choisit de la recentrer sur les questions littéraires. Le succès de la publication est croissant et conduit Maurras à souhaiter une fusion avec la Revue *L'Action française.* Après de multiples tractations, le projet est finalement abandonné ce qui n'empêche pas la *RCIL* de continuer à se développer et de s'attirer la jalousie de la

[295] Quotidien d'*AF* 23 août 1910

[296] Quotidien d'*AF* 9 janvier 1911

[297] JOLY Laurent, « La Revue critique des idées et des livres ». Première dissidence d'Action française ou première génération intellectuelle de « maurrassiens » indépendants ? (avril 1908- février 1914) », dans DARD Olivier, LEYMARIE Michel, MCWILLIAM Neil (Dir.), Le maurrassisme et la culture. L'Action française, culture, société, politique (III), op. Cit. p.49

vieille garde d'AF au premier desquels, Henri Vaugeois.[298]
Au fil des années, les rédacteurs de la *RCIL* s'affirment de plus en plus et s'éloignent des outrances quotidiennes de l'AF jusqu'à aboutir à la rupture entre Rivain et l'AF en février 1914. Cette rupture représente la première dissidence de l'histoire du maurrassisme et s'explique, d'après Laurent Joly, avant tout par des « logiques de générations et de fidélité. »
Cet épisode, bien que très intéressant, n'a toutefois pas de répercussion sur la ligue d'AF. Il s'agit essentiellement de controverses intellectuelles qui n'intéressent finalement que peu les militants de base du mouvement.

Les organisations d'action

Au début des années 1910, l'Action française cherche également à renforcer ses « groupes de combat » et c'est ainsi, qu'en 1912, elle crée une organisation spécifiquement chargée de la police des réunions : les commissaires d'AF affiliés aux groupes de camelots du roi. « Le rôle des commissaires consiste à être les premiers dans les réunions ou manifestations et à faire maintenir l'ordre dans les réunions organisées par l'Action française. » Les commissaires sont organisés en 6 équipes de 16 à 20 personnes commandées par un membre du comité directeur des camelots secondé par un sous-chef. Lors d'une réunion sur l'organisation des commissaires en mars 1912, Plateau explique que ces derniers doivent se munir de deux types de cannes : « une ordinaire, solide, et l'autre, de guerre, c'est à dire canne plombée ou matraque. A ce sujet, les commissaires seront prévenus que, lorsque l'Action française annoncera une réunion ou autre rendez-vous, si elle indique « communication », ils devront prendre la canne de parade, mais si elle indique « convocation », ils devront prendre la canne de guerre ».[299]
En réalité, avant-guerre, l'activité des commissaires ne se distingue pas de celle des camelots et il est en fait assez difficile de se faire une idée du fonctionnement effectif de ce groupement.

[298] *Ibid* p.50-51
[299] Note des RG au sujet de la réunion sur les commissaires d'AF, 11 mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 864

Entre 1905 et 1913, la ligue d'Action française se structure rapidement. De 1905 à 1908, elle s'attache à développer son appareil d'action intellectuelle et tout particulièrement son Institut. A partir de la fondation du quotidien en 1908, les choses s'accélèrent. Le quotidien offre à la ligue des possibilités d'actions importantes et les circonstances favorisent la naissance des camelots du roi à l'automne 1908. A partir de 1908, une série d'organisations affiliées à la ligue et chargées du recrutement dans divers corps de métier voient le jour (médecins, voyageurs de commerce, ouvriers...). Au cours des années 1910 et 1911, l'Action française lutte pour défendre sa légitimité au sein de la mouvance royaliste. Si la victoire n'est pas totale en 1911 elle est tout de même suffisamment franche pour ouvrir de nouvelles perspectives à la ligue d'Action française qui accélère alors sa structuration. Les régions d'AF sont ainsi créées en 1911. Le développement de la Nouvelle librairie nationale témoigne de l'importance toujours accordée à l'instruction des ligueurs et la naissance du corps des commissaires marque quant à elle la volonté de gérer l'action de propagande.

La structuration de la ligue connaît donc un fort développement avant 1914 mais qu'en est-il de son implantation ?

Chapitre 2 :

Implantation territoriale et sociologique de l'Action française (1905-1913)

I. La géographie politique et la société française au début du siècle

1) La géographie politique de la France

Au tournant du siècle, on voit se dessiner une géographie politique qui reste stable pendant près de 50 ans. La plupart des villes moyennes, à présence ouvrière, deviennent socialistes. Paris, quant à elle, passe à droite. André Siegfried note que « l'orientation de l'opinion publique ne trouve presque jamais son explication dans un facteur unique, mais dans des combinaisons variées de plusieurs facteurs. »[300] Il met alors en exergue trois facteurs principaux qui se complètent ou se concurrencent.

Tout d'abord, « l'influence du régime de la propriété foncière » qui est, « sinon toujours décisive, du moins toujours considérable » et « se manifeste en tant qu'elle fonde, diminue ou détruit la liberté matérielle ou morale de l'électeur, en tant qu'elle crée l'indépendance d'une classe sociale ou accentue sa dépendance à l'égard d'une autre. »[301]

Le mode de peuplement est également étudié, non pas comme une cause directe de l'opinion publique mais comme « une condition circonstancielle, qui favorise ou contrecarre, excite jusqu'à

[300] SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, présentation de Pierre MILZA, Librairie Armand Colin, 1913 pour le texte d'André Siegfried, Imprimerie nationale Editions, 1995, p.443

[301] *Ibid* p.452

l'exaltation ou ralentit jusqu'à l'inexistence les mouvements collectifs de l'opinion. »[302]

L'influence politique du clergé catholique est, quant à elle, un facteur absolument majeur dans la compréhension de l'opinion publique en France. Il ne s'agit pas de savoir si une population est simplement religieuse mais bien si elle est cléricale et admet donc du prêtre une direction politique. « Dans ce cas, presque tout autre facteur s'efface devant celui-ci. »[303]

Le dernier facteur influant sur l'opinion publique d'après André Siegfried est la question de l'intervention gouvernementale. « Il peut s'agir aussi de l'Etat tout court, considéré en soi (…) conçu en dehors de ceux qui l'incarnent momentanément ; il peut s'agir aussi d'un régime ; ou même simplement d'un ministère représentant une politique. »[304]

Au final, la compréhension de l'imbrication de ces différents facteurs est essentielle à l'étude de l'opinion publique, elle est également nécessaire à l'analyse de l'implantation de la ligue d'AF, nous y reviendrons.

A la suite d'André Siegfried, Pierre Barral a montré l'opposition entre les pays « à démocratie » et les pays « à hiérarchie » où les propriétaires déterminent le vote des paysans.

Parmi les pays à « démocratie », on distingue :

- les « démocraties républicaines » : Lorraine, Champagne, Bourgogne, centre et Nord du Massif central.
- les « démocraties anticléricales » : Limousin, une partie de Bassin parisien et du Berry, basse Provence, Languedoc méditerranéen.
- les « démocraties protestantes » : Ardèche, Gard, Lozère, Hérault, Tarn, Tarn-et-Garonne, Charentes, Vienne.
- les « démocraties cléricales » où le prêtre est influent : Flandre, Pays Basque, parties catholiques du Massif central.
- les « démocraties neutres » où l'acceptation du pouvoir établi l'emporte : Normandie, Saumurois, Marais vendéen.

Il faut également préciser des nuances pour les pays « à hiérarchie » :

- les pays « à hiérarchie » acceptée : Corse, Bretagne, Anjou, Vendée
- les pays « à hiérarchie » contestée : Bourbonnais, Indre, Gers
- les pays « à hiérarchie capitaliste » : Ile de France, Picardie, Artois, Val de Loire.[305]

[302] *Ibid* p.463
[303] *Ibid* p.445
[304] *Ibid* p.484
[305] BARRAL Pierre, *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n°164, Armand Colin, Paris, 1968

Ainsi, la géographie politique de la France au début du siècle est très diverse ce qui constitue autant de terreaux différents pour l'implantation de la ligue d'AF. A cela s'ajoute la volonté sans cesse revendiquée d'agir à tous les niveaux d'une société extrêmement nivelée.

2) La société française du début du XXème siècle

Dans la société française du début du siècle, le poids de la paysannerie est encore considérable. L'agriculture représente 40 % de la population active et reste la première activité économique par le nombre de personnes employées. Les paysans sont de plus en plus intégrés à la communauté nationale grâce au développement du chemin de fer mais également grâce à l'école, au service militaire, à la lecture des journaux et à la poste. Cela étant, la vie locale reste intense notamment à travers les usages et les parlers locaux qui sont alors idéalisés au travers de nombreuses sociétés folkloriques qui contribuent à « donner des campagnes l'image d'une société idéale qui n'a jamais existée. »[306] Mistral, Maurras, Marin, tous s'inquiètent d'une perte d'identité locale provoquée par les transformations économiques et sociales. Toutefois, ces évolutions sont lentes et, malgré tout, « les structures économiques, l'histoire et les traditions locales se mêlent pour tresser des sociétés rurales aux personnalités très diverses. »[307]
De plus, la société agricole elle-même est très variée. En 1905, on considère que 85 % des exploitations ont une taille de 1 à 10 ha ; 12 % de 10 à 50 ha et 3 % plus de 50 ha.[308]

Le monde ouvrier est au moins aussi varié que le monde rural. En 1911, on estime à 6,2 millions le nombre d'emplois dans l'industrie (ouvriers et employés)[309]. Les ouvriers travaillant dans la petite entreprise et l'artisanat sont encore majoritaires. En 1906, la moitié des ouvriers sont employés dans des entreprises ne comptant que 1 à 5 salariés. Ce n'est qu'après la Grande Guerre que la grande entreprise connaîtra une véritable expansion même si les concentrations ouvrières sont en plein développement avant 1914 et, avec elles, la classe ouvrière industrielle moderne.

Les classes moyennes émergent au début du XXème siècle. Elles représentent environ 5 millions de

[306] LEYMARIE Michel, *De la Belle-Epoque à la Grande Guerre, op. Cit.* p.54
[307] WINOCK Michel, *La Belle-Epoque, op. Cit.* p.94
[308] *Ibid.* p.93
[309] *Ibid* p.136

personnes en 1906. Le petit commerce est en forte croissance au tournant du siècle (1,5 million de patentes). De 1870 à 1914, le nombre de fonctionnaires double. Ces derniers ont des revenus modestes mais bénéficient de la sécurité de l'emploi et d'une retraite.
Les professions libérales regroupent les avocats, médecins et journalistes. Tous ont des revenus corrects mais l'écart peut être important dans une même catégorie en particulier entre la ville et la campagne.
Ce monde est ainsi aussi divers que le monde rural ou que le monde ouvrier. Cela étant, ses membres partagent certaines valeurs communes : individualisme, républicanisme, attachement à la propriété privée.

Ce sont également les valeurs communes qui permettent de définir la bourgeoisie qui se distingue par une conscience de classe, un système de valeurs et un mode de vie.
Le mode de vie des bourgeois implique une sociabilité particulière faite de dîners mondains et de réceptions. La famille bourgeoise est conservatrice : l'homme est le chef de famille, la femme a des activités mondaines et philanthropiques et s'occupe de sa maison, le garçon fait des études secondaires, la fille apprend à tenir son intérieur. Tous fréquentent l'église ou le temple.
La famille bourgeoise se doit également d'avoir un domestique « dont l'existence atteste la permanence de l'ordre social. »[310]

Vers 1900, la noblesse, qui compte environ 5000 familles, est diminuée économiquement, socialement et surtout politiquement. La crise agricole des années 1880 a entraîné une baisse de la rente foncière et l'a incité à entrer dans les affaires. Ainsi, les nobles en viennent à s'apparier avec la haute bourgeoisie, à la fois dans les fonctions et dans les familles.[311]
Les nobles continuent toutefois à occuper des places importantes dans l'Eglise, la diplomatie et dans l'armée.
Si globalement l'influence de la noblesse a diminué, elle n'en reste pas moins importante dans certaines régions de France et notamment dans l'Ouest comme l'a montré André Siegfried.

[310] *Ibid* p.83
[311] WINOCK Michel, *La Belle-Epoque, op. Cit.* p.110

La géographie politique et la société française du début du XXème siècle sont ainsi en plein bouleversement. Si les quelques éléments évoqués ne permettent évidemment pas d'appréhender la complexité de la réalité, ils permettent toutefois d'avoir à l'esprit le terreau d'ensemble sur lequel est apparu l'Action française. Cela étant, il apparaît nécessaire de nuancer ces données générales par une analyse des situations locales.

II. Implantation territoriale et sociologique de la ligue par région

Les critères politiques ne suffisent pas à expliquer la réussite ou l'échec de l'implantation de la ligue, pas plus d'ailleurs que les critères religieux ou sociologiques. En fait, c'est bien une sorte de combinaison sociologico-politico-religieuse, aux formes diverses, que nous allons évoquer dans les prochaines pages et qui regroupe ces différents éléments :

- des personnalités régionales qui jouent sans conteste un rôle prépondérant. En effet, comme le rappelle M. de Penguern, président de la section du Finistère lors de son rapport au premier congrès d'AF en décembre 1907 : « Les sympathies des personnes sont souvent le meilleur chemin de la propagande des idées. Dans le coudoiement journalier de la vie provinciale, on est plus facilement pour ou contre quelqu'un, que pour ou contre quelque chose. »[312]
- un clergé hostile à la République et potentiellement favorable à la doctrine d'AF.
- un terreau royaliste et/ou nationaliste à revivifier.
- l'attitude de la presse régionale vis à vis de l'AF.

[312] Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica

Paris et banlieue : centre névralgique de la ligue

La situation à Paris, comme en proche banlieue est particulière car il s'agit du siège central de la ligue. C'est à Paris que vivent tous les grands dirigeants, que se trouvent les comités directeurs et les locaux, que se jouent les plus grands combats militants en particulier au Quartier latin. Ainsi, Paris et sa banlieue ont évidemment une place stratégique voire prédominante au sein de la ligue. D'ailleurs, nous avons déjà évoqué la situation parisienne à travers notre étude des camelots du roi et des étudiants d'AF.

En 1908, l'implantation des comités royalistes est encore forte à Paris. L'AF fait régulièrement référence aux réunions des différents comités royalistes. On peut noter qu'une section d'AF est constituée dans le 19ème arrondissement à la fin de l'année. Cette dernière connaît une activité importante au cours de l'année 1909. Plusieurs sections se développent également durant l'année 1909 : 11ème, 13ème, 15ème, 16ème, 17ème et 18ème arrondissements d'après la lecture du quotidien.

En 1910, les arrondissements parisiens sont de plus en plus actifs et de nouvelles sections apparaissent. La section du 19ème arrondissement est toujours la plus active.

A partir de 1911, l'activité d'AF à Paris est complètement installée. Tous les arrondissements possèdent désormais une section d'AF. En 1912 et 1913, l'activité d'AF se développe encore.
En banlieue, l'implantation se développe également rapidement au cours de la période 1908-1913. Plusieurs sections ont une activité forte souvent en lien direct avec la capitale.[313]

En 1912, on dénombre 776 camelots dans le département de la Seine parmi lesquels 253 employés, 173 étudiants, 75 commerçants, 64 ouvriers, 40 sans emplois, 10 professeurs, 9 publicistes, 3 rentiers, 3 ingénieurs, 1 avocat.[314]

[313] Analyse établie à partir du quotidien d'*AF*
[314] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

Région du Nord : une implantation réussie

Un rapport de police de septembre 1899 nous fournit des informations particulièrement précieuses sur le terreau d'implantation de l'AF dans le Nord et particulièrement à Lille. Ce dernier évoque en effet, l'ensemble des « sociétés conservatrices » de Lille et leur influence respective.[315]

Il est tout d'abord question de la jeunesse royaliste de l'arrondissement de Lille qui a pour président d'honneur le docteur Guermonprez (qui jouera un rôle essentiel dans l'implantation de l'AF). « Celui-ci, professeur à la Faculté de médecine de l'Université catholique, est un exalté et se fait remarquer par la violence de ses opinions réactionnaires. » C'est M. Vilette, industriel, qui est le président effectif de l'organisation : « Sérieux, ayant beaucoup de relations et jouissant d'une certaine fortune – quoique sans grand talent oratoire, - celui-ci dispose de quelque influence dans les milieux conservateurs de Lille. » Les réunions du groupe se tiennent tous les samedis soirs et sont fréquentées par une dizaine d'étudiants des Facultés catholiques parmi lesquels on retrouve M. Guérin, étudiant à l'Institut industriel catholique, qui appartient également à la « Ligue d'Action française » d'après le rapport.[316]

Le rapport s'intéresse ensuite à la jeune garde royaliste de Figes, groupe d'une trentaine de membres recrutés parmi les ouvriers de Figes et qui agissent sous le patronage de la jeunesse royaliste. La sociologie de ce groupe est intéressante car elle témoigne de la capacité des milieux royalistes de la fin du XIXème siècle à recruter, dans une certaine mesure, dans les milieux ouvriers. M. Robin en est le président. Cocher chez un filateur de la région, il est « l'âme » du groupe selon le rapport : « Royaliste convaincu, il se livre à une propagande active et de tous les instants. Il manifeste ses opinions publiquement et dans toutes les occasions et dépense beaucoup d'argent avec les ouvriers royalistes de Figes au milieu desquels il jouit de quelque influence. C'est du reste un assez beau parleur, portant ostensiblement des marques distinctives (…) mais s'il affiche ainsi ses opinions c'est pour être agréable à son patron, un clérical qui doit le subventionner. »

Il existe également un groupe de Jeunesse royaliste à Douai présidé par Gaston Jollivet, le fils d'un ancien consul.

Le rapport aborde ensuite « la ligue d'Action française ». Cette dernière, fondée au printemps 1898, est décrite comme principalement dirigée contre les Juifs. Son président est un herboriste qui se charge de centraliser les sommes recueillies pour la souscription en faveur de la veuve du colonel Henry à Lille. Cette « ligue d'Action française » se désagrège rapidement en raison de graves

[315] Rapport de police du commissariat spécial de Lille du 15 septembre 1899, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/23

[316] Notons que M. Guérin est appelé à un grand avenir au sein de la ligue.

dissensions parmi les dirigeants et M. Van Eslandt, un avocat, se met à la tête des dissidents et fonde la « ligue des Patriotes » qui reprend quelques temps plus tard le nom de « ligue d'Action française ».

Le rapport souligne finalement qu'il existe divers autres groupements catholiques ou plébiscitaires qui ont soit un rôle secondaire, soit aucune organisation propre.

Finalement, « il est à remarquer que tous ces groupements de Lille ou des environs, sont indépendants les uns des autres, et agissent chacun pour son propre compte et isolément. » Toutefois, une même personne peut appartenir à plusieurs groupes comme M. Guérin membre de la Jeunesse royaliste et de la Ligue d'Action française.

Il existe ainsi à Lille, à la fin du XIXème siècle, un terreau assez particulier de sociétés conservatrices qui cherchent à recruter entre royalisme et antisémitisme. L'existence de cette « Ligue d'Action française » qui semble en lien avec le mouvement parisien de Vaugeois et Pujo eu égard à sa participation à la souscription pour la veuve du colonel Henry, est intéressante car elle signale une capacité précoce à essaimer dans la région Nord en s'appuyant à la fois sur un terreau catholique et conservateur, sur un terreau industriel et sur un terreau antisémite particulièrement virulent au tournant du siècle en raison de l'affaire Dreyfus.

Toutefois, il ne faut évidemment pas majorer l'influence de ces organisations sur l'opinion publique en générale. En effet, d'importants changements apparaissent dans l'orientation politique au tournant du siècle dans la région : un certain recul de la droite et une arrivée sur le devant de la scène de la gauche et même de l'extrême gauche. Ces progrès « tiennent de toute évidence aux transformations économiques qui ont constamment accru la place des salariés de l'industrie dans leur population. »[317] Par ailleurs, on observe également une forte pratique religieuse. Ainsi, comme l'explique Jean Vavasseur-Desperriers, les deux grandes forces politiques qui occupent le terrain sont les catholiques et les socialistes.[318]

C'est parmi les membres de la Jeunesse royaliste, et non de la première « ligue d'Action française » qu'il faut chercher les principaux instigateurs de l'implantation d'AF dans le Nord[319]. Nous avons déjà évoqué le docteur Guermonprez. Ce dernier travaille en lien avec Gustave Théry. Issu d'un

---

317 GOGUEL François, *Géographie des élections françaises sous la IIIème et la IVème République*, Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n°159, Armand Colin, Paris, 1970, p.168

318 VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord : les variations d'une radicalité militante », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.291

319 M. Millat président de la ligue d'AF de 1898, M. Paulin vice-président et MM. Van Eslandt et Paillard secrétaires n'apparaissent pas dans les listes des ligueurs d'AF à partir de 1905. Le passage au monarchisme lié à la venue de Maurras n'est sans doute pas étranger à cette réalité.

milieu légitimiste, il est avocat, bâtonnier du barreau de Lille, conseiller juridique de l'archevêque de Cambrai et défend les thèses du catholicisme intégral.[320]

François Ryckewaert, industriel à Roubaix, est un autre personnage incontournable de la ligue dans le Nord avant-guerre. En tant qu'industriel, il représente bien l'influence des milieux de l'industrie textile présents dans tous les comités directeurs des sections de la région et qui ont pu jouer un rôle de premier plan dans l'implantation de la ligue aussi bien au niveau du financement que de la propagande auprès de leurs employés. Cette présence des industriels se renforce d'ailleurs après la guerre avec l'émergence de plusieurs familles soutenant l'AF.

Sociologiquement parlant, l'AF rencontre un certain succès dans le monde catholique, toutefois, il convient de souligner, après Jean Vavasseur-Desperriers, que « cette sensibilité est loin d'être majoritaire dans l'institution, où les ralliés et les catholiques sociaux sont largement représentés. »[321]

De 1910 à 1914, la ligue distribue *Le Nord patriote* dont le directeur politique est Robert Harvard de la Montagne. Cette feuille se trouve alors « au point de rencontre des catholiques intransigeants, d'une fraction du monde patronal, de l'Action française et de quelques intégristes. »[322] La constitution du comité directeur de ce journal fournit des informations intéressantes sur les dirigeants de la région : 1 propriétaire à Lille, 1 avocat à Dunkerque, 1 entrepreneur à Haubourdin, 1 propriétaire à Hazebouck, 1 brasseur à Lous lez Lille, 1 propriétaire à Saint Amand, 1 industriel à Cysoing, 2 nobles, 1 avocat à Douai, 1 professeur aux facultés catholiques, 1 industriel à Roubaix, 1 industriel à Lille.[323]

Le groupe de Roubaix est constitué, en 1908, d'une dizaine d'ouvriers et de petits commerçants.[324] En 1909, à Lille, le quotidien rapporte que les membres de la section sont « représentant de commerce, ouvrier, industriel, professeur, étudiant. »[325] A Valenciennes, les camelots poursuivis à l'occasion d'une manifestation en juin 1909 sont : 3 étudiants ; 1 tourneur ; 1 propriétaire et 1 négociant.[326] Lors d'une réunion en janvier 1910 à Wattrelos, il est dit dans le compte rendu que le public est presque exclusivement ouvrier.[327] Il en est de même à Amiens en février 1910.[328] En avril

---

320 VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord : les variations d'une radicalité militante », *op. Cit.* p.297
321 *Ibid.*p.298
322 *Ibid* p.295
323 Quotidien d'*AF* 15 janvier 1910
324 Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica
325 Quotidien d'*AF* 31 mai 1909
326 Quotidien d'*AF* 22 juin 1909
327 Quotidien d'*AF* 3 janvier 1910
328 Quotidien d'*AF* 4 février 1910

1910, Maurice Dupont constitue une équipe d'employés du chemin de fer du Nord.[329]
En 1912, le groupe des camelots de l'Aisne est constitué de 48 personnes parmi lesquelles 10 employés, 8 propriétaires-cultivateurs, 5 commerçants, 4 domestiques, 3 ouvriers.[330]

Au niveau de la propagande, la région Nord témoigne d'une activité d'AF intense au cours de la période 1908-1913 si l'on en croit la chronique de la ligue publiée dans le journal. Si, au départ, seuls certains centres se distinguent on voit progressivement apparaître une organisation comparable à celle que l'on retrouvera dans le Midi, à savoir un ou plusieurs centres dominants dans chaque département entourés de nombreux petits centres à l'activité moins forte.

[329] Quotidien d'*AF* 2 avril 1910
[330] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest : un succès mitigé malgré un terreau favorable

La France de l'Ouest « a constitué invariablement le bastion le plus solide et le plus étendu de la droite. »[331]

André Siegfried explique que, dans l'Ouest, « le château et le presbytère, comme jadis dans le royaume du trône et de l'autel, y sont toujours les assises maîtresses d'un édifice traditionnel, qui se lézarde peut-être, mais qui ne s'écroule pas. Dans ce milieu ainsi constitué le régime nouveau ne s'implante pas profondément, et la résistance de l'ancien persiste, obstinée, vigoureuse, efficace. »[332]

Sur le cas précis de la Bretagne, David Bensoussan souligne qu'« au début du XXème siècle, (elle) présente la particularité politique de comporter un mouvement royaliste encore important, en grande partie issu du courant légitimiste. Sa puissance électorale maintenue, quoique déclinante dans une région qui se convertit peu à peu à l'idée républicaine, ouvre un espace politique pour l'Action française qui se greffe alors sur le vieux monde royaliste breton non sans quelques résistances. »[333]

Le facteur religieux est également essentiel à la compréhension l'implantation de la ligue. En effet, la défense des intérêts de la religion catholique est devenue une sorte d'étendard pour l'aristocratie légitimisme qui lui permet de faire le lien avec les masses paysannes « peu soucieuses dans leur ensemble de restaurer le régime monarchique » mais aussi d'obtenir la « sympathie active d'une grande majorité du clergé et, plus encore, d'un épiscopat breton partageant leur nostalgie monarchiste. »[334]

Ainsi, le terreau politique semble tout à fait favorable à l'AF. Et pourtant, l'implantation et l'activité de l'AF dans l'Ouest restent assez moyenne avant-guerre. L'AF le reconnaît elle-même et donne son explication à cette situation lors de son premier congrès en décembre 1907 : dans le Finistère, « tout se trouvait réuni pour y rendre délicate la propagande d'Action française : hostilité du clergé presque entièrement silloniste ; mauvaise volonté des constitutionnels ; indifférence des propriétaires terriens... ». Ainsi, en 1912, on ne dénombre que 2 camelots dans le département.[335]

Sociologiquement, il convient également de nuancer l'implantation de l'AF. Nous l'avons dit, dans

[331] GOGUEL François, *Géographie des élections françaises, op. Cit.* p.166
[332] SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest, op. Cit.* p.598
[333] BENSOUSSAN David, « L'Action française en Bretagne, entre renouveau et enterrement du royalisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.311
[334] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale, Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, Paris, 2006, p.33
[335] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

l'Ouest, les principaux membres de la ligue appartiennent à une noblesse traditionnelle, attachée à la monarchie et dévouée au catholicisme. David Bensoussan évoque d'ailleurs un phénomène de notabilité des aristocrates départementaux, tenant les principaux postes politiques et suivis dans une certaine mesure par la masse paysanne.

La première section de l'Ouest, à Saint Brieuc a pour principal organisateur Alain Raison du Cleuziou, il en devient président après la mort du comte Charles de La Noüe, gloire du parti royaliste. Alain Raison du Cleuziou est un royaliste de naissance et de tradition[336]. Chez lui, le royalisme de raison, défendu par Maurras a peu d'impact. C'est également le cas chez un grand nombre de dirigeants de sections bretonnes : Penguern à Quimper, Houitte de La Chesnais à Rennes, le comte de Lantivy de Trédion à Vannes.[337]

Sociologiquement, on assiste ainsi à un certain confinement sociologique même si à Rennes et à Nantes, l'AF semble disposer d'un profil social plus varié incluant des étudiants et des professions libérales. Ainsi, en 1912, le groupe de camelots de Loire-inférieure compte 26 membres parmi lesquels 13 étudiants et 4 employés. Dans l'Eure, les camelots sont 25. En Ille et Vilaine, on dénombre 13 camelots (7 sans emplois, 2 étudiants, 2 propriétaires, 2 commerçants). Dans le Calvados, à la même date, les camelots sont 13 et on ne signale qu'un camelot dans les Côtes du Nord.[338] A Quimper, en juillet 1908, il est dit que « patrons, ouvriers, propriétaires » viennent à la section.[339] A Brest et à Cherbourg, les réunions d'AF sont fréquentées par de nombreux ouvriers d'après différents comptes rendus publiés dans le journal.[340]

En ce qui concerne l'activité de la ligue, la situation reste assez constante dans la région Ouest au cours de la période. L'année 1908 fait figure d'exception avec un centre de gravité occupé par la section de Saint-Brieuc. A partir de 1909, les sections de Nantes, Rennes, Lorient et Angers se partagent le rôle de fer de lance de la propagande.

En revanche, dans le Nord-Ouest, il est intéressant de souligner que l'on observe un bouleversement de situation en 1912. De 1908 à 1911, la section de Rouen domine largement l'activité et est entourée de plusieurs sections à l'activité moyenne ou faible. A partir de 1912, les sections proches de Paris développent une activité intense et font alors figure de chef de file de la propagande.

---

336 Sur son parcours, voir DABOUDET Jacques, *La section d'Action française de Saint-Brieuc, à travers les papiers personnels d'Alain Raison du Cleuziou*, Mémoire de maîtrise, Rennes, 1973

337 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.46-47

338 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

339 Quotidien d'*AF* 2 juillet 1908

340 Quotidien d'*AF* 26 et 29 janvier 1910

Région de l'Est : une implantation difficile

La France de l'Est, républicaine mais non radicale dans les premières années de la IIIème République, a évolué après l'affaire Dreyfus. Au début du siècle, elle se rallie à la droite sans pour autant jamais rejoindre les tenants de la monarchie. Elle est continuellement restée « plus catholique que cléricale, plus patriote que nationaliste. »[341] L'Est n'a ainsi jamais été un bastion fort pour l'Action française qui s'y est implantée assez difficilement malgré certaines figures comme le commandant Picot ou M. de Faultrier à Nancy.

L'AF reconnaît d'ailleurs, lors de son premier congrès en décembre 1907 que « la région de l'Est est particulièrement difficile ». Cette impression est encore confirmée par une note des RG en date du 9 septembre 1908 : « L'Action française se dépense beaucoup dans la région de l'Est, mais sans résultats appréciables. A part Nancy, Charleville et Lunéville, son action est à peu près nulle. » De plus, il est noté que le journal se vend très peu dans l'Est sauf à Nancy où 200 numéros sont expédiés.[342]

Les informations publiées dans le bulletin de la ligue confirment cette impression. On peut également noter que, sociologiquement, à Nancy, les ligueurs sont essentiellement des étudiants même si quelques ouvriers et employés rejoignent la section.

En 1912, on ne dénombre que 8 camelots du roi dans le département des Ardennes parmi lesquels 4 employés, 2 ouvriers et 1 sans emploi et 14 dans le département de l'Aube (4 commerçants, 2 rentiers, 1 négociant, 1 avocat, 1 employé, 1 propriétaire, 1 ouvrier, 1 industriel).[343]

---

[341] GOGUEL François, *Géographie des élections françaises, op. Cit.* p.167

[342] Note des RG, 9 septembre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

[343] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

Région de la Loire : une présence assez faible

La région de la Loire n'a pas varié dans ses orientations politiques depuis le début de la IIIème République. Elle a rallié la République dans ses premières années et lui est restée fidèle. Cette fidélité à la République explique sans nul doute les difficultés de l'AF à s'y implanter.

A Orléans, les ligueurs sont, d'après la Revue *L'Action française*, « pour la plupart des employés de bureau et de commerce et des ouvriers. Aucun n'appartient aux professions libérales : c'est à peine si quelques-uns d'entre eux font partie des classes aisées et bourgeoises. »[344]

Au cours de la période 1908-1913, dans la région de la Loire, on observe toutefois un développement faible mais continu de l'activité de la ligue d'AF. Par ailleurs, les centres principaux restent stables à savoir Orléans, Bourges et Tours.
En 1912, l'AF dispose de 7 camelots dans le département de l'Indre et 6 en Indre et Loire parmi lesquels on dénombre 4 employés, 2 ouvriers, 2 étudiants, 2 rentiers, 1 militaire, 1 propriétaire. Les camelots ne sont que 2 en Eure et Loire. Mais on dénombre tout de même 31 camelots dans le Loir et Cher (7 employés, 6 ouvriers, 6 commerçants, 4 sans emploi, 2 étudiants, 1 avocat, 1 militaire) ; 31 dans le Loiret (10 étudiants, 7 ouvriers, 6 employés, 3 sans emploi, 1 propriétaire) et 26 dans le Cher (14 vignerons, 5 propriétaires-cultivateurs, 2 jardiniers).[345]

[344] Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica
[345] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

Région du Sud-Ouest : un bastion solide

François Goguel explique que la France du Sud-Ouest « conservatrice – souvent impérialiste – dans les débuts, a opté pour la République avant 1900, et elle a parfois été assez loin vers la gauche, tout en restant réservée à l'égard de l'extrême-gauche. Mais une certaine instabilité caractérise son orientation. »[346]

C'est dans la région du Sud-Ouest que l'on observe la fondation de la toute première section, en 1903, à Poitiers, sous l'influence de Marie de Roux. Au départ, le mouvement ne dépasse pas la faculté de droit, mais, très vite, il obtient le soutien du comité royaliste et l'appui de personnalités nationales comme Dom Besse, Henri Vaugeois et Léon de Montesquiou venus en décembre 1903. Dans la Vienne, l'AF s'appuie également sur *Le Courrier de la Vienne*, organe de la section et précieux auxiliaire de la propagande de la ligue.[347]
Marie de Roux a clairement joué un rôle essentiel dans l'implantation de la ligue dans la région. Bâtonnier de l'Ordre des avocats à la cour de Poitiers, il connaît une importante carrière au service de l'AF. Peu à peu, il devient, d'après les termes de Gilles Le Béguec, « une sorte de « maître Jacques » des organisations de l'AF, ce qui pose toutefois de délicats problèmes si l'on cherche à apprécier l'importance exacte de son rôle et à savoir ce qui relève de l'implication effective et ce qui relève plutôt de la mise en avant d'un nom ayant valeur de caution. »[348] Certes, Poitiers est la première section d'AF, mais, si l'on se réfère aux travaux de Gwenaëlle Jamesse, rien ne confirme une quelconque influence de cette section sur la ligue dans son ensemble.[349] Nos propres travaux à partir du bulletin de la ligue confirment cette analyse d'une section à l'activité moyenne. Marie de Roux représente toutefois parfaitement la « première génération » des avocats d'AF, à savoir celle des « notabilités » avec leur « enracinement dans le milieu professionnel et leur sens des institutions. »[350]

En Charente et en Charente-inférieure, terres réputées bonapartistes, l'implantation initiale de l'AF est faible mais elle se développe grâce à l'intervention de quelques personnalités et tout particulièrement, à Rochefort et à La Rochelle, de Paul Courcoural, rédacteur en chef des *Tablettes*

---

346 GOGUEL François, *Géographie des élections françaises, op. Cit.* p.167
347 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.43
348 LE BEGUEC Gilles, « Le monde des barreaux et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.102-103
349 JAMESSE Gwenaëlle, « L'organisation d'une section d'Action Française: l'exemplarité poitevine? » dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République, op. Cit.* p.81
350 LE BEGUEC Gilles, « Le monde des barreaux et l'Action française, *op. Cit.* p.109

des Deux Charentes. Le royalisme bénéficie également du soutien d'un nouveau journal l'*Aunis et Saintonge* (bientôt l'*Aunis Saintonge Angoumois)*, de la *Gazette d'Aunis* et du *Journal de Royan.* Un groupe de camelots est fondé à Rochefort en 1909.[351]
En 1912, on compte 32 camelots dans le département de Charente dont 15 employés et 13 dans le département de Charente Inférieure (3 employés, 2 commerçants, 1 ouvrier, 1 étudiant).[352]

Dans « l'arrière-pays » (Lot et Garonne, Landes, Gers, Dordogne), Marc Agostino explique que « la présence de l'Action française s'appuie sur un substrat investi dans la terre, sur un catholicisme d'opposition au radicalisme, voire sur des traditions locales, « vieille France », bien cultivées dans les termes et les attitudes. »[353] D'une manière générale, la défense catholique, notamment au moment des Inventaires, joue un rôle important dans l'implantation de la ligue. Des personnalités, comme le marquis de Montbron ont également joué un rôle prépondérant dans l'apparition de certaines sections notamment à Agen et Marmande. Dans l'ensemble, l'implantation reste toutefois assez moyenne. D'ailleurs, en 1912, on ne dénombre qu'un seul camelot dans le département des Landes ; 5 dans le Lot et Garonne (2 clercs d'avoué, 1 militaire, 1 peintre, 1 sans emploi) et aucun en Dordogne.[354]

Plus au sud, le pôle bordelais est à la fois cohérent et important pour l'AF. Tout au long du XIXème siècle le royalisme y bénéficie du soutien de familles nobles, liées à la vigne, comme les Lur-Saluces et les Carayon-Latour. Lors de la Séparation, le catholicisme bordelais « trouve un appui dans les héritiers de ce royalisme ancien que l'Action française vient transformer. » De plus, « malgré la présence – ou bien à cause d'elle – du Sillon et de démocrates-chrétiens à Bordeaux, l'Action française s'approprie la défense du catholicisme, le nationalisme, le royalisme. »[355]
Un dernier argument, plus original, est mis en exergue par Jean-Claude Drouin pour expliquer l'implantation de l'AF à Bordeaux à savoir la capacité de la ligue « à utiliser sa force d'innovation qui faisait d'elle dans un milieu profondément modéré « la grande peur des bien-pensants » ».[356]

---

351 AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.283

352 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

353 AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.280

354 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

355 AGOSTINO Marc, *« L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme »*, dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.282

356 DROUIN Jean-Claude, « Le royalisme et l'Action française à Bordeaux (1871-1914) », dans Actes du quatrième colloque Maurras, Aix en Provence, Institut d'études politiques, 28, 30, 31 mars 1974, p.60

Le comte Eugène de Lur-Saluces[357] a joué un rôle central dans la réussite de l'AF. Il doit s'exiler au moment des manifestations liées à l'affaire Dreyfus. De retour en 1905, il se charge de faire la coordination entre Action française et comités royalistes. Il y parvient d'ailleurs, comme le prouve un compte-rendu rédigé lors de la perquisition à son domicile en 1917 pendant l'affaire des Panoplies : « L'Action française et l'Action royaliste ne forment, dans la Gironde et dans la région du Sud-Ouest, qu'un seul et même groupe tendant au même but politique et d'opposition au régime républicain, sous l'unique direction de M. le comte de Lur-Saluces »[358].

Après la fondation de la section d'AF sous la présidence de M. Jabet, on assiste, en mars 1907, à l'inauguration d'un cercle d'Action française devant « environ 500 personnes, dont 150 dames et une dizaine de prêtres », sous la présidence d'Albert Noyer avec la présence de Marie de Roux.[359] Le comité du cercle est constitué de : Eugène de Lur-Saluces, ancien officier de cavalerie démissionnaire, président ; René Milleret, commandant en retraite et M. Jabet, rentier, vice-présidents ; M. de Bastard trésorier ; M. Parouty, bibliothécaire.[360]

Un rapport de police du 21 novembre 1910 rapporte le chiffre exact de 939 adhérents à l'AF pour les sept cantons de Bordeaux.[361]

En 1912, on dénombre 113 camelots pour le département de Gironde dont 48 à Bordeaux.[362]

En 1913, Paul Courcoural arrive à Bordeaux en provenance de La Rochelle et devient une des figures incontournables de l'AF.

Comme souvent, la presse joue un rôle non négligeable dans l'implantation de la ligue. A Bordeaux, c'est le *Nouvelliste de Bordeaux,* lancé en 1882 par Augustin Cordier, qui devient un appui incontestable pour l'AF. D'ailleurs, comme le souligne un rapport de police, le journal « ne se maintient en réalité que grâce aux concours pécuniaires des groupements réactionnaires et aux cotisations volontaires des personnalités fortunées du parti. » De plus, on retrouve au sein du conseil d'administration Eugène de Lur-Saluces et Joseph Archambaud, deux membres actifs de

[357] Né en 1852, riche propriétaire dans le Bordelais, il joue un rôle important auprès du duc d'Orléans au moment de l'affaire Dreyfus en lui soufflant une ligne politique extrêmement virulente, loin des prises de positions habituelles des royalistes des années 1880. Avec André Buffet, il représente l'aile « extrémiste » du parti royaliste. Ce qui explique ses liens précoces avec Maurras et la jeune Action française.

[358] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 4 novembre 1917, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 559

[359] Rapport du commissaire central au préfet, 12 mars 1907, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 558

[360] Rapport du commissaire spécial de Bordeaux au préfet de la Gironde, 27 février 1908, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 558

[361] Rapport du commissaire spécial de Bordeaux au préfet de la Gironde, 21 novembre 1910, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 558

[362] Liste des camelots du roi de Gironde, 1 janvier 1912, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 563

l'AF à Bordeaux.[363] Pendant la guerre, Paul Courcoural deviendra rédacteur en chef du *Nouvelliste*, preuve des liens de plus en plus étroits entre la ligue et le journal.

A Bordeaux, l'AF recrute parmi les professions libérales et les petits négociants. Deux points y sont importants sociologiquement : l'importance du royalisme rural et de la moyenne bourgeoisie et la représentation du milieu viticole.[364] Les procès-verbaux dressés lors de la manifestation contre le Foyer en février 1909 témoignent de ce recrutement bourgeois : le lieutenant-colonel de Seissan de Marignan, « mêlé à certaines protestations », « royaliste et catholique convaincu » ; M. Archambaud, ancien avocat travaillant désormais dans la distillerie de ses oncles, « royaliste convaincu, catholique très militant, conduite et moralité parfaites, bonne situation de fortune » ; M. le comte de Pindray d'Ambelle, « ancien officier de cavalerie, bonne situation de fortune, catholique et royaliste militant » ; M. de Testas de Folmont, chef du bureau d'une compagnie d'assurances, « catholique et réactionnaire militant ».[365]
Cela étant, l'AF recrute également dans des milieux plus modestes : en septembre 1910, 5 camelots sont condamnés pour une manifestation lors d'un voyage de M. Fallières : 1 employé d'assurances, 1 étudiant, 1 propriétaire, 1 employé de commerce et 1 tapissier.[366]
En 1912, parmi les 48 camelots bordelais, on retrouve 11 ouvriers, 11 étudiants, 10 employés, 6 négociants et banquiers , 3 garçons de café, 1 pharmarcien, 1 pâtissier, 1 gérant de café, 1 journaliste.[367]

Dans les Basses Pyrénées, au début du siècle, on peut souligner l'existence d'un noyau nationaliste lié à la présence de Paul Déroulède en exil à Saint-Sébastien. Patrick Brunot note la tenue de nombreuses conférences nationalistes dans la région et notamment une réunion en février 1902 au casino de Saint-Jean de Luz où « toutes les tendances politiques se trouvent représentées ».[368]
L'AF s'implante dans la région en revivifiant le vieux légitimisme et en s'appuyant « sur un terreau conservateur et royaliste propice à (son) épanouissement ».[369]

---

363 Rapport du commissaire spécial de Bordeaux au préfet de la Gironde, 9 mars 1907, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 558
364 AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », *op. Cit.*p.282
365 Rapport du commissaire spécial de Bordeaux au préfet de la Gironde transmettant des informations sur les personnalités contre lesquelles un procès-verbal a été dressé lors des manifestations contre le Foyer, 13 février 1909, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 558
366 Quotidien d'*AF* 19 septembre 1910
367 Liste des camelots de Bordeaux, 1912, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 563
368 BRUNOT Patrick, *La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950*, Mémoire IEP Bordeaux, 1969, p.33
369 AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », *op. Cit.*p.281

Patrick Brunot note qu'il est intéressant d'examiner le succès qu'a pu connaître l'Action française dans le traditionaliste Pays Basque où le catholicisme et le royalisme sont souvent confondus (…) et dans le Béarn, héritier d'une ancienne noblesse et d'une haute bourgeoisie tournée malgré tout vers la république moderne ou radicale. »[370] En fait, très rapidement, on assiste à une alliance entre le nationalisme intégral et le catholicisme conservateur.

Les premières sections sont nées à Bayonne-Biarritz (1906), à Pau (1907), à Salies de Béarn (1908), à Saint-Jean de Luz (1909). Sociologiquement, on y trouve des propriétaires, des avocats et de nombreux catholiques.[371] Les négociants ne sont toutefois pas absents de l'organisation de la région : à Cette, la section est fondée en juin 1910 et les postes de président, vice-président et secrétaire sont occupés par trois négociants.[372] A Barsac, la section, fondée en octobre 1910, est dirigée exclusivement par des négociants-propriétaires.

Les camelots de la région sont, comme à Bordeaux, issus de milieux plus modestes. En septembre 1910, le quotidien nous apprend que plusieurs camelots de Périgueux sont partis en propagande à Ribérac : 1 chef de quai ; 1 commis ; 1 cordonnier et 1 jeune garçon de 11 ans faisant « ses premières armes. »[373] Une liste nominative d'un « comité de camelots du roy » fondée à Saint Jean de Luz en janvier 1911 et versée au cabinet du préfet, nous fournit des informations intéressantes tout d'abord sur leur nombre, une trentaine de membres actifs, et sur leurs profils socio-professionnels : 2 sans-professions, 2 commissionnaires, 1 cantonnier, 1 commis à la société générale, 1 jardinier, 1 boulanger, 1 commis épicier, 1 coiffeur, 1 menuisier.[374]

Au niveau de l'activité de la ligue, pour la période 1908-1913, la section de Bordeaux apparaît clairement être, au vu du dépouillement des bulletins de la ligue, le centre de gravité de l'AF dans la région du Sud-Ouest. Elle reste cependant continuellement entourée de nombreux autres centres à l'activité plus ou moins notable au cours des années.

---

370 BRUNOT Patrick, *La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950*, *op. Cit.*, p.35

371 AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.281

372 Quotidien d'*AF* 19 juin 1910

373 Quotidien d'*AF* 29 septembre 1910

374 Liste reproduite par BRUNOT Patrick, *La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950*, *op. Cit.*, p.42

Région de Toulouse : une bonne implantation

François Goguel souligne que les Pyrénées assez modérées à l'Ouest, glissent de plus en plus vers la gauche à mesure que l'on s'approche de la Méditerranée.[375]

Au cours de la période 1908-1913, la situation de l'activité d'AF suit un schéma cohérent et continu. Deux sections sont les fers de lance de l'activité à savoir Toulouse et Montauban. La section de Perpignan se développe également avec la fédération catalane.
En avril 1908, la nouvelle section de Narbonne fait état d'un recrutement populaire et a pour président, un avocat et pour vice-présidents, un propriétaire et un commerçant. A Toulouse, l'AF recrute parmi les étudiants et les avocats. En 1912, on dénombre 94 camelots en Haute-Garonne parmi lesquels 59 étudiants, 10 employés, 9 avocats, 5 militaires, 3 commerçants, 3 ouvriers, 2 négociants. Dans l'Aveyron, on compte 40 camelots (11 commerçants, 5 employés, 5 ouvriers, 2 sans emploi, 1 négociant, 1 propriétaire, 1 professeur, 1 rentier, 1 avocat). Dans le Lot, l'AF dispose d'un groupe de 12 camelots (6 commerçants, 2 rentiers, 1 avocat, 1 propriétaire, 1 sans emploi) ; dans l'Aude, on retrouve 17 camelots (6 sans emplois, 5 employés, 2 ouvriers, 2 commerçants, 1 négociant, 1 rentier). A l'inverse, aucun camelot n'est signalé dans l'Ariège à la même date.[376]

Le schéma de développement de la section de Toulouse est extrêmement intéressant car il prouve encore une fois la volonté de la ligue de faire précéder la réflexion à l'action. Dès novembre 1904, un cercle d'études est fondé par René de Marans, Pierre Constans, Armand Praviel, Charles Arnal et Henri Rouzaud qui parviennent assez vite à regrouper une quinzaine d'étudiants. Le groupe est particulièrement engagé dans la lutte théorique contre le Sillon mais il faut attendre 1907 pour qu'il se lance dans l'action avec une grande conférence sur l'affaire Dreyfus. A partir de cette date, l'AF développe une activité notable à Toulouse. A l'occasion de la crise royaliste de 1910-1911, la section de Toulouse se voit privée de sa publication locale et lance alors sous la direction d'Henry de Bruchard *Le Midi royaliste.* En 1911, la section compte environ 300 membres.[377]

---

375 GOGUEL François, *Géographie des élections françaises, op. Cit.* p.167
376 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783
377 Allocution du docteur Aversenq pour le 25ème anniversaire de la section de Toulouse, 27 avril 1929, Archives départementales de Haute-Garonne, Toulouse, 1 J 64

Région du Massif central : une présence faible

La région du Massif central est politiquement peu homogène au tournant du siècle. Si la droite va progressivement l'emporter au cours de la première moitié du siècle, elle est encore à ses débuts, radicale et même proche du socialisme.

Dans l'Allier, G. Rougeron explique qu'on assiste, au début du siècle, au développement des Syndicats de domestiques qui cherchent à organiser le « prolétariat rural ». C'est face à eux qu'une équipe d'officiers démissionnaires lancent à Moulins, en 1907, un groupe d'Action française, présidé par le comte Jacques de Noblet et qui vise à « secouer l'apathie des conservateurs du cru »[378]. Un cercle d'études est fondé en 1909 par un notaire, M. Sabatier. La crise de 1910 vient « jeter la perplexité » dans la région mais n'empêche pas le mouvement de continuer à se développer avec la naissance d'un groupe de camelots en 1911, formé par le docteur Fourny. En 1912, ce groupe compte 13 membres (5 employés, 4 ouvriers, 2 commerçants, 2 étudiants). Dans le Cantal, on dénombre 8 camelots (3 journalistes, 1 avocat, 1 fermier, 1 négociant, 1 étudiant) mais aucun camelot n'est signalé dans la Creuse.[379]
Cela étant, la ligue ne parvient pas à développer une activité réellement notable au cours de la période 1908-1913, si l'on en croit les bulletins publiés dans le quotidien.

[378] ROUGERON G., *Le département de l'Allier sous la IIIème République (1870-1940)*, 1965, Archives départementales de l'Allier, 4 C 21, p.129
[379] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

Région de Lyon : une bonne implantation en ville et des succès dans les campagnes

Dans la région de Lyon, l'influence de gauche est importante en particulier dans la ville elle-même. Cette dernière se heurte cependant souvent à un vieux fond conservateur dans les campagnes. Néanmoins, la section d'AF de Lyon se fonde sur des bases solides en bénéficiant de relais dans le monde du barreau et en réussissant progressivement l'amalgame entre comité royaliste et groupes d'AF. C'est en effet, M. Flachaire de Roustan président du comité royaliste de Lyon qui prend la tête de la région d'AF nouvellement créée en 1911.

Le rapport daté du 25 mars 1912 sur les organisations politiques de Lyon fournit un éclairage essentiel quant à la sociologie et à la fréquentation des milieux royalistes à cette époque.[380]

Le bureau du groupe d'Action française est constitué : d'un professeur libre de sciences, de deux étudiants et d'un employé de soierie. Le comité est réélu en novembre 1912 et les nouveaux dirigeants sont : un capitaine retraité (il démissionne de ses fonctions de président dès le mois de mars 1913), un professeur libre de mathématiques et professeur.[381]

Pour le comité royaliste, il est fait état d'environ 300 membres. Parmi les principaux, on retrouve : 2 avocats, 2 rentiers, 1 fabricant de soierie, 1 docteur en médecine, 1 fleuriste, 1 capitaine, 1 droguiste.

Pour le groupe d'Action française, il est indiqué environ 150 membres. Parmi les principaux : 5 rentiers, 5 avocats, 1 comptable, 1 docteur en médecine, 1 fleuriste, 1 négociant en métaux.

Le rapport fait également état d'environ 50 camelots. Au sein du bureau, on retrouve : Perrin peintre plâtrier, Corneloup employé et Guigue ouvrier menuisier. Parmi les principaux membres : 6 employés, 6 étudiants (dont Louis Jasseron), 3 ouvriers, 2 comptables, 1 industriel et 1 professeur libre.

Un rapport de police daté du 8 décembre 1912 explique que les ligueurs d'AF constituent un groupe « d'hommes plus expérimentés et plus âgés » que les camelots.[382]

Dans les campagnes de Haute-Saône, l'aspect nationaliste semble revêtir une importance particulière dans l'implantation de l'AF. Pascal Collot note que « le contexte agité de la dernière décennie du XIXème siècle voit se développer des initiatives patriotiques, nationalistes, voire antisémites bien avant les remous de l'Affaire. »[383] Les militants d'AF ont également activement

[380] Rapports sur la situation des organisations politiques de Lyon, 25 mars 1912, Archives départementales du Rhône, 4M260

[381] Rapport de police du 8 novembre 1912, Archives départementales du Rhône, 4M260

[382] Rapport de police du 8 décembre 1912, Archives départementales du Rhône, 4M260

[383] COLLOT Pascal, « L'Action française en Haute-Saône », Supplément du n°44 de *Haute-Saône Salsa*, p.91-96,

défendu les églises lors des inventaires alors que l'archevêque de Besançon Mgr Fulbert « témoignait d'un certain libéralisme. »[384] Ainsi, progressivement, une grande partie du clergé haut-saônois devient favorable aux thèses maurrassiennes.

André Grenier souligne également que « la rapidité avec laquelle, en ce début de XXème siècle, la nouvelle d'un événement politique parisien, donc national, se propage en province aurait de quoi surprendre s'il n'était pas démontré l'existence de liens politiques préexistants entre une tête pensante parisienne et un de ses membres, franc-comtois, disposé à agir dans un but bien déterminé et selon une stratégie bien arrêtée. »[385] Il s'agit en l'occurrence d'Hubert Bailly. Journaliste, originaire des Vosges, il arrive à Vesoul en 1890. « Initié à la lecture de Barrès, du *Soleil* et de la *Gazette de France*, (il) peaufine sa conviction royaliste en s'appuyant sur la doctrine toute neuve de Charles Maurras. »[386] Très rapidement, on assiste à la conversion « d'un doctrinaire convaincu mais prudent en croisé d'une cause ragaillardie »[387] Il devient sans conteste la cheville ouvrière de l'implantation de l'AF en Haute-Saône, en Franche-Comté et plus généralement dans toute la région de l'Est. Lorsque la ligue est fondée en 1905, la *Brigade de fer,* organe hebdomadaire du nationalisme intégral, paraît depuis déjà un an. Dans l'éditorial du 31 janvier 1904, il est noté que « L'ambition de la Brigade de Fer est de regrouper tous les Comtois qui sont dès aujourd'hui pénétrés de la nécessité d'une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée. »[388] Pascal Collot rapporte que « dans ses articles ambivalents, il traite de l'actualité locale et démontre de façon argumentée les vices inhérents de la « Gueuse ». Il trouve un écho favorable dans la crainte du danger allemand rapproché par les provinces voisines perdues en 1870. La population paysanne, humble, dévote et revancharde de Haute-Saône demeure sensible au patriotisme moral et guerrier à la Déroulède. »[389]

Par ailleurs, le rôle des frères Charles et Jules de Trévillers dans l'implantation de l'AF en Haute-Saône apparaît également essentiel. Charles est le président du premier groupe d'AF haut-saônois, fondé en mars 1905 mais c'est son frère, Jules de Trévillers qui est amené à devenir une figure régionale voire nationale d'AF.

Jules de Trévillers est renvoyé du lycée privé de Montroland en août 1908 pour avoir adressé un télégramme au duc d'Orléans pour la Saint-Philippe. Il est ensuite arrêté en 1909 avec 9 autres

---

2001

384 *Ibid* p.95

385 GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.*, p.14

386 COLLOT Pascal, « L'Action française en Haute-Saône », Supplément du n°44 de *Haute-Saône Salsa*, p.91-96, 2001, p.92

387 GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.22

388 *Ibid* p.22

389 COLLOT Pascal, « L'Action française en Haute-Saône », *op. Cit.*, p.93

militants pour avoir sifflé le président Fallières de passage à Besançon. Il se fait connaître de Maurras lors de ses études à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales. Il est arrêté à 32 reprises au Quartier latin. Il remplace son frère à la tête de la section locale en 1912.[390]

Sociologiquement, le groupe de l'Isle sur Doubs, fondé le 17 janvier 1905 est presque exclusivement constitué d'ouvriers. Cela étant, on peut s'interroger sur le caractère « forcé » de l'adhésion à la section comme le souligne André Grenier. Il note également que Louis Meiner, son président, est très lucide sur le fait que rien ne peut se faire en politique sans l'assentiment des milieux les plus défavorisés et c'est pour cela qu'il organise une propagande ciblée envers ses ouvriers.[391]
En 1912, le groupe de camelots du Doubs compte 27 membres dont 7 ouvriers et 6 employés.[392]

En Haute-Loire, Auguste Rivet propose une description assez complète de la situation géopolitique au début du siècle : « Loin de Paris et loin des frontières, proche des cieux, rarement visitée par les princes et rarement occupée par l'ennemi, toujours traversée par les pèlerins, la Haute-Loire est peuplée de ruraux qui, sans piété dynastique très marquée, solidement patriotes mais peu enclins à dramatiser les menaces d'invasion, catholiques conformistes et convaincus, modérément dévots et encore moins zélés, manifestent à tous les gouvernements, à la fois ou successivement, une docilité spontanée ou intéressée et une méfiance grognonne, l'une et l'autre toujours réservées. Pour l'Action française, en Haute-Loire, les conditions psychologiques ne sont ni totalement défavorables ni vraiment propices. Tout va dépendre des hommes dans un département dont l'opinion publique est restée très longtemps sensible à l'autorité de la naissance, du succès, de la fortune, de la parole ou du service. »[393] Et l'Action française a, dès le départ, l'appui d'un orateur prestigieux Joseph Malzieu. C'est grâce à lui qu'elle intervient régulièrement dans le département malgré des effectifs et une implantation assez faible.

Au final, pour la période 1908-1913, la région de Lyon témoigne d'une activité royaliste importante bien que particulièrement centrée sur la ville de Lyon malgré la présence de figures locales en Haute Saône et en Haute Loire. En Haute-Loire, on ne compte toutefois que 9 camelots en 1912. A l'inverse, la même année, le département du Jura dispose d'un groupe de 30 camelots (12 employés,

---

390 COLLOT Pascal, « L'Action française en Haute-Saône », Supplément du n°44 de *Haute-Saône Salsa*, p.91-96 2001, p.93-94
391 GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.98
392 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783
393 RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire (1906-1945) », dans Etudes maurrassiennes III. Aix en Provence, 4-5-6 avril 1972, publié par le centre Charles Maurras, 1974

7 commerçants, 3 négociants, 2 rentiers, 1 professeur, 1 vigneron) et le département de Côte d'Or compte 40 camelots (11 employés, 9 propriétaires, 4 rentiers, 3 avocats, 2 étudiants, 2 ouvriers, 2 négociants). Dans le département de la Drôme, ils ne sont que 13 (7 employés, 3 rentiers, 1 publiciste, 1 cultivateur, 1 étudiant) ; dans la Loire, ils sont 7 (4 employés, 3 commerçants) ; tout comme dans le département de l'Ain (2 employés, 2 ouvriers, 1 châtelain, 1 étudiants, 1 commerçant). Dans l'Ardèche, à la même date, on ne trouve que 2 camelots (1 sans emploi et 1 négociant).[394]

Malgré les succès apparents de propagande dans la région, plusieurs rapports de police sur la section de Lyon entre 1910 et 1914 tendent à nuancer l'apparent succès de l'AF. A plusieurs reprises, on peut ainsi lire que les comités directeurs de Paris considèrent que les groupes de Lyon ne sont pas assez performants.[395]

[394] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783
[395] Divers dossiers sur l'activité des mouvements royalistes à Lyon, Archives départementales du Rhône, 4M260

Région du Midi : le « Midi blanc » face au « Midi rouge »

La France du Midi est sans conteste une place forte de la gauche sous la IIIème République. La région a été plus que tiède à l'égard de l'Empire en 1870 et, au tournant du siècle, les élus de gauche occupent des positions « à peu près inexpugnables »[396] à l'image de la ville de Marseille où un maire socialiste est élu dès 1892.

Toutefois, comme l'explique Gérard Gaudin, l'image de cette « Provence rouge » doit être en partie nuancée. En effet, une importante minorité royaliste persiste encore dans la région au début du siècle emmenée par le marquis Maxence de Foresta, l'homme d'affaires Henry Bergasse ou le père Timon-David. A l'époque, les royalistes sont actifs dans plusieurs domaines : « les ligues patriotiques sont indignées par la réhabilitation d'Alfred Dreyfus ; les associations de défense religieuse se manifestent particulièrement en 1902 (dissolution des congrégations) et en 1906 (inventaires des Eglises) ; les associations sportives comme les excursionnistes marseillais, le Guidon gaulois ou les sociétés d'escrime sont actives. »[397]

En Languedoc également, si la situation politique est influencée par le « Midi rouge », Philippe Secondy note tout de même que le déclin électoral du légitimisme est moins marqué que dans le reste de la France grâce à plusieurs figures notables : le marquis de Valfons, le comte de Bernis et Henri de Rodez-Bénavent.

Par ailleurs, l'AF s'implante dans cet espace géographique grâce à l'influence du catholicisme traditionnel et à la figure incontournable de Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier de 1874 à 1921[398] qui écrit dans *L'Eclair* en juin 1906 : « Je suis très Action française. Je le suis parce que je suis vieux, que vous êtes jeunes et que j'ai un dépôt à transmettre ; ce dépôt, c'est la tradition. Or la tradition est glorifiée à l'Action française et cette tradition, vous voulez la transmettre à l'avenir car l'Action française ne s'occupe pas seulement du passé, elle prépare l'avenir, et c'est même pourquoi elle s'appelle action. »[399] Nous ne connaissons rien des origines des relations entre Mgr de Cabrières et l'AF mais force est de constater qu'à partir de cette intervention de 1906 il est régulièrement appelé à prendre la défense de la ligue notamment lorsque cette dernière est attaquée par certains membres de l'Église.

---

396 GOGUEL François, *Géographie des élections françaises, op. Cit.* p.166

397 GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence » dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française : culture, société, politique, op. Cit.* p.258

398 Sur la figure de Mgr de Cabrières et ses rapports avec l'AF, voir CHOLVY Gérard, « Mgr de Cabrières et l'Action française », Actes du cinquième colloque Maurras, « Non possumus. La crise religieuse et l'Action française », Aix en Provence, Institut d'études politiques, 9, 10, 11, 12 avril 1976, pp.149-168

399 Extrait de *L'Eclair* du 3 juin 1906, cité dans SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*p.270

Dans le Midi, l'AF peut également compter sur André Vincent, un infatigable « entrepreneur politique royaliste »[400]. Jeune avocat, il mène une active campagne électorale en 1906 « brandissant fermement le drapeau d'une Monarchie « traditionnelle, représentative et décentralisée » »[401]. Il obtient 6987 suffrages au premier tour, contre 7521 pour le député radical sortant et 4822 pour le candidat socialiste. « A ce moment, nul ne peut ignorer l'existence de l'Action française et la « vigoureuse pensée » de son principal animateur. »[402]

Au final, l'AF se développe dès 1905 à la place du vieux légitimisme en le revigorant. Cela étant, les divisions entre royalistes semblent extrêmement fortes dans la région. Une note des RG d'août 1908 affirme ainsi que l'AF est « sérieusement combattue » par les vieux royalistes qui n'acceptent pas l'alliance avec les révolutionnaires.[403] Les tensions semblent toujours fortes en juillet 1909 alors que le comité royaliste d'Uzès cherche à empêcher la fondation d'une section d'AF avec l'accord du duc d'Uzès qui conseille à ses fidèles « de rester indépendants et de ne pas se mettre sous la coupe de l'Action française ».[404]
Jacques Prévotat note également, qu'à Montpellier, la présence d'un milieu royaliste actif introduit « une certaine originalité dans la tonalité de l'Action française ». En effet, elle semble conserver une certaine indépendance vis à vis des instructions de la capitale notamment en matière électorale avec la candidature du comte de Rodez-Bénavent aux élections législatives de 1910 comme « conservateur-républicain ». Ainsi, il semble que l'empreinte du milieu catholique traditionnel a commandé les comportements de l'Action française dans l'Hérault alors que le nationalisme y a joué un rôle moindre.[405]

Le rôle de la presse dans la diffusion des idées d'AF doit enfin être signalé. *L'Eclair* édité à Montpellier entre 1881 et 1944 est le dernier grand quotidien monarchiste de province. Il est diffusé dans 11 départements. En parallèle, plusieurs autres feuilles monarchistes sont également des courroies de distribution des idées d'AF : *Le Midi royaliste* (édition régionale d'AF), *la Gazette du Languedoc, La Gazette de l'Hérault, Le Midi nouveau.*

---

400 SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.* p.271
401 GAUDIN Gérard, « Chez les Blancs du Midi : du légitimisme à l'Action française », Actes du premier colloque Maurras, Centre Charles Maurras, Aix en Provence, 1972, p.63
402 GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence », *op. Cit.* p.259
403 Note des RG, 25 août 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 862
404 Note des RG, 12 juillet 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862
405 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.46

Au niveau organisationnel, André Vincent cherche à mettre en place un dispositif à la fois centralisé et hiérarchisé. L'instruction des ligueurs est partout encouragée et notamment à la conférence Berryer de Montpellier qui veut former « une pépinière de conférenciers chargés de répandre la saine doctrine dans les villes et les campagnes. »[406]

Par ailleurs, l'influence de Vincent a des répercussions jusqu'en Provence où, très rapidement, après la campagne électorale de 1906, les sections se développent avec les créations successives des groupes de Marseille sous la présidence de Paul Vernet, sous-directeur de la compagnie de navigation Cyprien Fabre ; d'Aix en Provence, présidée par Urvoy de Closmadeuc et d'Avignon, sous la présidence de l'avocat Joseph Amic.[407] En 1912, dans les Bouches du Rhône, le groupe des camelots du roi est constitué de 84 membres (25 employés, 16 étudiants, 12 sans emplois, 10 ouvriers, 3 propriétaires, 2 rentiers).[408]

Dans l'Hérault, en 1910, on compte 338 communes et 36 sections.[409] Cela étant, en 1912, le groupe des camelots ne compte que 33 membres parmi lesquels 8 propriétaires et cultivateurs, 8 employés, 4 ouvriers, 4 étudiants, 4 sans emploi, 1 avocat et 1 publiciste.[410]

Dans le Gard, Roland Andréani évoque un dynamisme dans trois arrondissements : Nîmes-Uzès, Le Vigan et Alès.[411] En 1912, on dénombre 177 camelots dans le Gard parmi lesquels 69 propriétaires et cultivateurs, 26 ouvriers, 25 employés, 10 commerçants, 7 négociants, 7 avocats mais seulement 2 étudiants et 1 journaliste.[412]

A l'inverse, dans les Alpes-maritimes, la ligue ne semble pas bien implantée et, en 1912, le groupe de camelots ne regroupe que 4 membres.[413]

Une fédération d'AF du Sud-Est se charge finalement de chapeauter l'ensemble de l'édifice en facilitant les campagnes d'adhésion à l'occasion des congrès régionaux et en soutenant financièrement certaines sections en difficulté.

Sociologiquement, dans l'arrière-pays, si l'on en croit la fréquentation des réunions à Aix en Provence, l'AF s'adresse plutôt à un public de notabilités locales. Le rapport du sous-préfet pour le mois de mars 1909, rapporte que lors d'une réunion du 6 mars sous la présidence de Madame de

---

406 *L'Eclair* du 14 novembre 1925, cité par SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen », *op. Cit.* p.272

407 GAUDIN Gérard, *« L'Action française en Provence », op. Cit.* p.259

408 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

409 SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen », *op. Cit.* p.273

410 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

411 ANDREANI Roland, « Milieux catholiques d'Action française et Camelots du roi dans le Gard avant 1914 », *Actes du 96ème congrès national des sociétés savantes*, Toulouse, 1971, « France du Nord et France du Midi », Histoire moderne et contemporaine, Tome 1, Paris, Bibliothèque nationale, 1976, p.255-265, cité par SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen », *op. Cit.* p.273

412 Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

413 Idem

Mac Mahon, on a remarqué parmi l'assistance « Messieurs de Montval, de Lander, l'abbé Esichel, de Taxil, du Saboulin, le rentier et son neveu l'avocat d'Hautuile, d'Agay, de Bonnecorse, de Selve, Bagarry avocats, le colonel Fournier-Poncelet et sa dame, Mme Dobler. » De plus, il est noté que cette réunion, ainsi qu'une autre tenue à Martigues le 8 mars « sont passées presque inaperçues de la grande majorité de la population de ces deux villes. Elles n'ont pu avoir qu'un résultat : celui de réchauffer le zèle des royalistes intransigeants, peu nombreux du reste, et incapables d'inspirer les moindres craintes au fondement de la République. »[414]

Cela étant, dans les grandes villes du Midi, en particulier à Marseille, les ouvriers représentent une part importante des militants d'AF. La liste des condamnés de Marseille et Aix pour la manifestation contre le Foyer en janvier 1909 le prouve : 5 étudiants ; 6 employés ; 2 représentants ; 2 propriétaires ; 1 avocat ; 1 docker ; 1 typographe ; 1 industriel ; 1 négociant ; 1 ingénieur ; 1 comptable ; 1 viticulteur.[415] De même, tous les camelots d'Avignon sont ouvriers ou employés.[416]

Au final, la région du Midi témoigne d'une activité forte au cours de la période 1908-1913. L'implantation, en développement continu, conserve le même type de structure : dans chaque département on retrouve un centre majeur (toujours le même au cours de la période) entouré d'une multitude de petits centres à l'activité faible ou modeste.

[414] Rapport du sous-préfet d'Aix en Provence pour le mois de mars 1909, Archives départementales des Bouches du Rhône, Aix en Provence, 1 Z 6

[415] Quotidien d'*AF* 7 avril 1909

[416] Quotidien d'*AF* 14 avril 1909

L'AF à l'étranger

Avant 1914, la percée du maurrassisme hors de France[417] reste un phénomène limité à l'aire francophone et limitrophe, Belgique et Suisse.[418]

En Suisse, le quotidien d'*AF* est lu et commenté depuis 1908 et particulièrement depuis l'automne avec la naissance des camelots du roi et leurs actions qui impressionnent une partie de la jeunesse intellectuelle dont les frères Cingria.[419] La ligue fonde une section à Lausanne en 1910 et à Genève en 1911.

En Belgique, si des groupes existent à Gand (1910) et Bruxelles (1911), l'AF est encore totalement marginale et ne dispose pas de réels relais. Elle existe dans le sillage de l'avocat Hennebicq et est un lieu plutôt germanophobe et opposé à la pérennisation de la neutralité.[420] La théorie de Maurras apparaît avant 1914 en inadéquation avec le contexte intérieur belge. Le danger allemand n'a pas de sens pour les Belges jusqu'à l'été 1914 et le rapport entre l'Église et l'État est toujours harmonieux.

D'une manière générale, si la pensée de Maurras commence à être connue notamment au Canada français avant 1914, le phénomène reste, dans l'ensemble, marginal.

---

417 Nous n'aborderons que brièvement ces aspects et nous renvoyons immédiatement aux ouvrages suivants : DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, 2009 ; POMEYROLS Catherine et HAUSER Claude (Dir.), *L'Action française et l'étranger. Usages, réseaux et représentations de la droite nationaliste française*, L'Harmattan, Paris, 2001

418 DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », dans *Un acte sans précédent. La levée de la condamnation de l'Action française*, Les amis de Jehanne, 2009, p.85-128, p.87

419 ROSSIER Serge, « Charles-Albert Cingria et les influences maurrassiennes en Suisse : « la nationalité de la civilisation » », dans POMEYROLS Catherine et HAUSER Claude (Dir.), *L'Action française et l'étranger. Usages, réseaux et représentations de la droite nationaliste française, op. Cit.* pp.43-57

420 DEFOORT Eric, *Les catholiques francophones belges face à Charles Maurras et l'Action française*, cité par DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », *op. Cit.* p.88

Conclusions

L'implantation territoriale et l'activité de la ligue

La situation de la ligue d'AF varie énormément en fonction des régions étudiées[421].
Dans la banlieue de Paris, on observe un très fort développement des activités d'AF sans que l'on puisse voir une section particulière prendre la tête de la propagande.
Dans la région Est, seule la section de Nancy se démarque constamment ; l'activité d'AF est moyenne au cours de la période.
Dans la région de la Loire, on observe un développement faible mais continu de l'activité d'AF avec des centres dominants stables.
Dans la région de Lyon, l'activité est intense et totalement dominée par la section de Lyon.
Dans le Massif central, le développement est, comme dans la Loire, faible mais continu.
Dans le Midi, l'activité est intense et l'implantation se développe suivant un schéma cohérent : un centre important par département entouré de plusieurs petits centres.
Dans le Nord, l'activité est également intense et l'implantation tend progressivement à se rapprocher du schéma observé dans le Midi.
Dans le Nord-Ouest, la situation est particulière car le cœur de l'activité se rapproche irrémédiablement du centre parisien.
Dans l'Ouest, on observe une activité moyenne autour de plusieurs centres constants.
Dans le Sud-Ouest, l'activité est dominée par la section de Bordeaux même si quelques centres ont des activités notables.
Dans la région de Toulouse, Toulouse et Montauban sont les fers de lance de l'activité.

Au final, on peut décrire plusieurs cas de figure en ce qui concerne l'activité d'AF dans les régions d'AF :
- activité faible ou moyenne (Est, Loire, Massif central, Ouest)
- activité forte dominée par un centre particulier (Lyon, Sud-Ouest, Toulouse)
- activité intense organisée autour de plusieurs centres dans chaque département (Midi, Nord)
- activité directement en lien avec Paris (Banlieue de Paris, Nord-Ouest)

[421] Pour visualiser cette réalité, nous renvoyons immédiatement à notre corpus cartographique en annexe.

L'implantation sociologique

A travers notre analyse, nous avons pu évoquer la présence de diverses catégories sociales au sein de l'organisation. Jean-Jacques Becker affirme que même si les militants d'AF « donnent l'impression d'incarner un renouveau de l'idée nationaliste, ils ne peuvent cependant être considérés en 1914, ni par leurs effectifs ni par les milieux sociaux qu'ils influencent, « comme une des principales tendances de l'opinion publique française. »[422] Cela étant, s'il ne faut certes pas exagérer l'influence de l'AF avant-guerre, il nous semble possible d'affirmer que l'AF dispose tout de même d'un capital militant non négligeable.

L'AF ne revendique que très peu l'appartenance du monde de la noblesse à ses organisations, il n'empêche que cette dernière apparaît absolument essentielle à son développement, nous l'avons signalé à plusieurs reprises dans notre précédent développement. André Siegfried explique que « le royalisme n'est électoralement puissant que là où l'aristocratie lui prête sa force. » Il va même plus loin en affirmant que, dans les milieux provinciaux où elle domine, « le roi restauré n'apporterait rien de spécifiquement nouveau : il viendrait simplement se placer au sommet d'un édifice existant, dont les assises maîtresses, encore solides dans certaines provinces, sont l'église et le château. »[423]
La lecture attentive des informations fournies par le quotidien quant aux profils socio-professionnels des présidents de section d'AF nous permet de considérer qu'entre un tiers et un quart des postes sont occupés par des personnages issus de la noblesse un peu partout en France. Cela étant, le caractère lacunaire des données ne permet pas de conclure avec précision.

Les militaires sont également présents au sein de la ligue d'AF comme le rappelle Olivier Forcade[424]. Il souligne notamment que, culturellement, la doctrine de l'AF peut répondre à leurs attentes à trois niveaux au moins : la question de l'unité et l'appel au soldat, la question de la patrie et la question du catholicisme ; toutefois, la rencontre entre l'armée et l'AF semble bien être un « rendez-vous » manqué avant 1914. Ce qui n'empêche pas certaines figures de se démarquer à la fois dans les instances dirigeantes de la ligue au niveau national et régional : l'amiral Schwerer, président d'honneur de la ligue ; le colonel-comte Bernard de Vésins, président de la ligue ; le colonel Robert de Boisfleury, le commandant Cuignet et le capitaine Delebecque illustrent bien

[422] PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.46
[423] SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest, op. Cit.* p.536
[424] FORCADE Olivier, « Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.121-140

cette première génération de militaires-conférenciers régulièrement appelés partout en France.
Par ailleurs, les militaires se distinguent également dans l'organisation des sections provinciales de la ligue[425]. Ils sont appréciés pour leurs qualités « de discipline individuelle et collective dans l'action ».[426] Toutefois, Olivier Forcade affirme que « du vaste mouvement d'organisation des comités locaux et des sections provinciales en 1907-1908, il ressort cependant que, pour ne pas être rares, les militaires n'en sont pas la catégorie socio-professionnelle la mieux représentée. »[427] De même, il faut rappeler que les grands chefs militaires sont continuellement demeurés à l'écart de l'AF, avant comme après la guerre.
Néanmoins, il est clair que l'attrait de la doctrine de Maurras parmi la génération d'officiers d'avant-guerre est réel même s'il convient de garder à l'esprit que le corps des officiers n'a jamais été, depuis la Révolution française, « un bloc idéologique ». De plus, avant 1914, l'AF subit la concurrence « des associations et des partis politiques qui campent à droite, depuis l'Action libérale jusqu'à la Fédération républicaine, en passant par les ligues nationalistes. »[428]

En province, c'est bien parmi les professions libérales (avocat, journaliste, médecin) que l'AF a recruté l'essentiel de ses militants. Cette situation s'accentue encore après la guerre, nous le verrons. L'AF a pu bénéficier de relais dans le monde des avocats en particulier avant 1914 et elle pouvait compter sur deux points d'entrée non négligeables : la Société des jurisconsultes catholiques et les réseaux du vieux barreau royaliste. La Société des jurisconsultes catholiques est fondée à Lyon au lendemain de la guerre de 1870-1871. Elle regroupe des avocats, des professeurs dans les facultés libres de droit et d'anciens magistrats. L'influence royaliste y est prépondérante pendant de nombreuses années sous l'impulsion de ses deux premiers présidents, fidèles à la cause royaliste : Lucien Brun et Gustave de Lamarzelle.
Il est plus difficile d'appréhender l'influence des réseaux du vieux barreau royaliste dans la mesure où il ne s'agit pas d'une organisation structurée mais d'un milieu avec « des différences sensibles entre les barreaux et les générations. » Toutefois, si l'AF n'a pas rallié à sa cause tous les héritiers de

---

425 Les généraux Prax et de Cléric sont des membres fondateurs des sections du Mans et de La Flèche. La section d'Epinal est fondée en 1908 par le commandant Picot. Le capitaine Dutheil de la Rochère est le président de la section de Toulon. Le commandant Berret est le premier président de la section d'Avignon, remplacé en 1911 par l'avocat Joseph Amic. Le capitaine Couderc de Fenlongue prend la tête de la section de Nancy en 1912. A Péronne, c'est le commandant Denouh qui est chargé de la propagande de la section. A Saint-Brieuc, le commandant du Guiny est président en 1913. A Moulins, la section est fondée par une « équipe d'officiers démissionnaires. » A Montpellier, M. François de Baichis, officier de marine démissionnaire est président d'honneur de la section et Pierre Cazalis de Fondouce, officier de cavalerie démissionnaire est trésorier.

426 FORCADE Olivier, *« Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 », dans* LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.127

427 *Ibid.* p.128

428 *Ibid* p.121

cette tradition, elle a tout de même « puisé dans ce vivier à la fois des concours et des cautions. »[429] Les avocats ont clairement joué un rôle important dans les premières années d'implantation de la ligue en province. Nous verrons toutefois que, dans une large mesure, l'AF a échoué à structurer ce milieu professionnel alors même qu'elle a fondé des groupes chargés de la propagande parmi les médecins ou les ouvriers.

Les milieux d'affaires ont pu représenter un appui pour la ligue dans certaines régions, notamment dans le Nord, mais, force est de constater qu'ils ne sont pas mis à l'honneur par la propagande de cette dernière. Le groupe des voyageurs de commerce est régulièrement cité pour ses diverses activités mais il n'y a pas de propagande spécifique : l'AF se concentre davantage sur les ouvriers que sur les patrons.

En effet, dès ses origines, elle revendique son ambition à toucher tous les milieux. Le quotidien publie pendant de longs mois des lettres de ligueurs ou de soutiens revendiqués. Un dépouillement systématique de ces lettres nous apprend, qu'au point de vue sociologique, pour l'année 1908, deux catégories semblent particulièrement mises à l'honneur : la jeunesse au sens large (et plus spécifiquement les étudiants) et le monde militaire. On retrouve moins de lettres venant du monde ouvrier ou du monde catholique. En revanche, il est intéressant de souligner que les lettres provenant de nobles sont très peu nombreuses.
A partir de 1909, c'est le monde ouvrier qui est au cœur des préoccupations dans les colonnes du quotidien que ce soit à travers la publication de ses lettres ou à travers de multiples références à l'appartenance d'ouvriers aux diverses sections d'AF. Zeev Sternhell note qu'avant-guerre « l'AF succède au nationalisme conservateur en s'affirmant contre lui ; elle cherche à accrocher le milieu ouvrier par des moyens qu'il ne sera plus jamais possible d'utiliser par la suite. L'Action française est alors incontestablement beaucoup plus proche d'une certaine forme de socialisme national qu'elle ne le sera à aucun autre moment de son histoire. »[430]

Cette volonté, sans cesse revendiquée, de recruter dans toutes les catégories socio-professionnelles est sans doute liée en partie aux leçons tirées de l'exemple de la LPF. Jean-Pierre Rioux s'est intéressé en détail à la sociologie des premiers adhérents de la LPF : il rapporte les chiffres suivants : 35,5 % professions libérales ; 17,8 % fonctionnaires ; 17,7 % production et commerce ;

[429] LE BEGUEC Gilles, « Le monde des barreaux et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.105-106
[430] STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire 1885-1914, op. Cit.* p.472

16 % étudiants ; 13 % divers.[431] Il développe son exposé avec des informations plus précises : la masse rurale n'est quasiment pas représentée tout comme les ouvriers, artisans et employés. Les cadres de l'industrie émergent avec notamment les ingénieurs et chefs d'entreprise. Les commerçants et négociants sont également bien représentés. En revanche, la LPF n'a jamais réussi à mobiliser les classes populaires en particulier les ouvriers. Le vrai vivier est constitué des professions libérales, fonctionnaires et étudiants. Ce sont les avocats qui dominent suivis des petits notables du droit, notaires, avoués, experts et des professions médicales. Les journalistes sont également présents au sein de la LPF.

Cette rapide description permet de mettre à jour des points communs entre le recrutement sociologique des deux ligues notamment au niveau des professions libérales qui constituent le gros des troupes à la LPF comme à l'AF. L'originalité de la ligue d'AF réside toutefois dans sa capacité à mobiliser les classes populaires qu'elles soient rurales ou ouvrières.

Et c'est grâce à ses groupes de camelots du roi que l'AF a réussi à mettre à l'honneur les ouvriers. Le recrutement populaire des camelots du roi se constate d'ailleurs déjà parmi ses dirigeants : Maxime Real del Sarte, président, est étudiant aux Beaux-Arts ; Marius Plateau est employé d'assurances ; Lucien Lacour est menuisier.

Un rapport non daté et non-signé mais rédigé vraisemblablement en 1909 fournit une liste des camelots du roi condamnés par département.[432] Sur les 35 noms cités pour les départements du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, de la Seine-Inférieure, du Tarn et Garonne et du Nord, nous avons : 11 étudiants ; 6 employés ; 3 jardiniers ; 2 représentants de commerce ; 1 typographe ; 1 peintre ; 1 docteur ; 1 négociant ; 1 confiseur ; 1 publiciste ; 1 propriétaire.

De la même manière, une liste des camelots par département datée de 1912, bien qu'incomplète, nous permet de renforcer cette impression de recrutement populaire mais aussi d'évoquer des nuances provinciales. Par exemple, à Paris, les camelots sont majoritairement employés ou étudiants alors que, dans le Gard, les propriétaires-cultivateurs sont représentés à près de 40 %.[433]

La fondation des camelots du roi a sans conteste été une manière de mettre en lumière et surtout à l'honneur les ouvriers et les employés. Selon René d'Aubeigné, l'AF a largement incité ses étudiants à devenir « adhérents au groupe local des Camelots et (à) prendre part aux actes de ces derniers sans se croire au-dessus des ouvriers et des employés qui composent les Camelots du roi. Ils sont

[431] RIOUX Jean-Pierre, *Nationalisme et conservatisme, La Ligue de la Patrie française 1899-1904*, Bibliothèque Beauchesne, Paris, 1977, p.26

[432] Liste des camelots condamnés par département, non daté, Archives nationales, Paris, F7 13 194

[433] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

indépendants des Camelots pour l'étude seulement. »[434]

En mettant ainsi à l'honneur le monde ouvrier, l'AF cherche continuellement à prouver sa capacité à agir dans toutes les catégories sociales, avec succès d'ailleurs dans une certaine mesure.
A ses débuts, l'argumentation des maurrassiens attire ainsi « des incroyants et des catholiques, des anarchistes et des conservateurs, des grands bourgeois et des petits employés, des gentilshommes légitimistes et des ouvriers socialistes. »[435] Elle a, en ce sens, réussi un brassage sociologique, certes nuançable selon les régions et les villes, mais tout de même assez inédit pour être souligné.
Zeev Sternhell le rappelle également et fait référence au « bouillonnement d'idées » et à la volonté de dépasser les « clivages traditionnels considérés comme artificiels. » Ainsi, l'AF cherche à mobiliser, « tout en préservant la clientèle royaliste traditionnelle, des couches sociales et des familles d'esprit totalement étrangères au monarchisme. »[436]
Charles Maurras l'affirme lui-même dans une lettre parue dans la *Brigade de fer*, organe franc-comtois du nationalisme intégral, le 7 février 1904 : « Comme les oppresseurs, les libérateurs ne peuvent être qu'un petit nombre : seule une élite vaincra une oligarchie. Quelle élite ? Vous pensez bien que nous ne parlons pas d'une élite mondaine, ni des seuls privilégiés de la fortune et du savoir, ni des seuls royalistes de naissance et de tradition. La brigade de fer (comme vous appelez cette minorité énergique que nous rêvons) se compose de bons de toutes classes, de toute condition, de tout passé politique. »[437]

---

434 PUJO Maurice, *Les Camelots du Roi, op. Cit.*, p.205
435 BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950 », Mémoire de maîtrise, IEP Bordeaux, 1969, p.35
436 STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire 1885-1914, op. Cit.* p.472
437 Extrait de *La brigade de fer*, 6 février 1904, cité dans GRENIER Pascal, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.24

Chapitre 3 : Les matrices de l'engagement militant au sein de la ligue d'Action française avant 1914

Au terme de cette partie relative à l'implantation de la ligue d'AF, il apparaît clairement que des différences locales existent, et il ne faut pas les sous-estimer. Cela étant, il est également clair que la cohérence fondamentale de la ligue est continuellement assurée par l'existence du quotidien. C'est en effet lui qui permet de suivre la ligne directrice de propagande insufflée par les dirigeants du mouvement et notamment par Charles Maurras.

Nous avons donc choisi d'appréhender les activités de la ligue à travers les matrices de l'engagement militant qui renvoient à la fois à la question de l'adhésion intellectuelle mais aussi à la question des vecteurs de mobilisation. Il ne s'agit ainsi pas d'écrire une histoire linéaire et chronologique des actions de la ligue mais plutôt de chercher à les remettre en perspective en fonction des grandes thématiques qui structurent la doctrine d'AF. Avant 1914, on distingue plusieurs thématiques principales : catholicisme, antidreyfusisme, antisémitisme, antigermanisme, question de la violence, rapport au monde « révolutionnaire. »

Evidemment, les différents événements que nous allons évoqués sont, pour beaucoup, connus de l'historiographie.[438] Malgré tout, il n'existe pas d'études cherchant à remettre tous ces aspects en perspective quant à l'histoire de l'AF en général. Par exemple, tout le monde s'accorde à considérer l'antidreyfusisme comme fondateur ; mais les pratiques qui en découlent sont peu connues à Paris mais surtout en province. Ainsi, les rapports théorie-pratique mais aussi Paris-province sont continuellement au cœur de notre approche et permettent d'écrire une histoire de l'AF « par en bas » en plaçant les militants au centre de l'analyse. Cette volonté d'appréhender l'histoire de l'AF par la base nous conduit également à repenser la question sociale au regard de celle de la ligue.
De plus, des archives inédites nous permettent d'évoquer des affaires jusqu'ici méconnues comme

[438] Jacques Prévotat et Michael Sutton ont étudié en détails les questions religieuses ; Laurent Joly s'est intéressé à la question de l'antisémitisme ; Zeev Sternhell a travaillé sur les liens entre l'AF et le monde ouvrier.

l'affaire Ruyssen à Bordeaux en 1913 qui invite à repenser la matrice antigermaniste.
Enfin, l'étude des pratiques « habituelles » au sein de la ligue doit également être renouvelée. Que ce soit les conférences, les pratiques mondaines ou les pratiques électorales, il y a un vaste champ d'activités encore assez peu connu et que nous avons cherché à défricher.

I. La matrice catholique

La matrice catholique agit à la fois comme un vecteur d'adhésion fort et comme un vecteur de mobilisation important même si les liens entre l'Action française et le monde catholique sont particulièrement complexes. Nous n'avons évidemment pas la prétention d'être exhaustif sur le sujet et nous renvoyons immédiatement aux travaux incontournables de Jacques Prévotat et Michael Sutton pour de nombreux détails d'analyse.[439]

1) L'alliance avec les catholiques et ses ambiguïtés

Dès les origines, on peut s'interroger sur les rapports de l'AF et plus particulièrement de Maurras à l'Eglise. Maurras, malgré son éducation catholique, est agnostique. Il existe, à l'AF, une véritable connivence entre catholiques et agnostiques royalistes. Parmi les catholiques, on peut citer Lur Saluces, Dimier, Boisfleury, de Vésins, l'abbé de Pascal, Nel Ariès, Jean Rivain, Daudet, La Tour du Pin. Parmi les agnostiques : Vaugeois, Moreau, Lasserre, Bainville et bien sûr Maurras. Il semble ainsi qu'à l'AF « la démarche positiviste ne contredit pas le respect de la tradition catholique et la foi n'interdit pas le recours à la méthode réaliste et empirique. »[440] D'ailleurs, jusqu'en 1926, aucun catholique d'AF n'est connu pour avoir quitté le mouvement du fait de son appartenance à l'Eglise.

Pour comprendre le fond de l'alliance entre catholiques et Action française, il faudrait, d'après

[439] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française: histoire d'une condamnation: 1899-1939*, préface de REMOND René, Fayard, Paris, 1994 et SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Beauchesne, Paris, 1994
[440] HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.126

Jacques Prévotat, essayer de définir la qualité de « catholique d'Action française » et comme l'explique l'historien, « la tentative est risquée et peut difficilement aboutir. Bornons-nous à constater qu'elle signifie, tout à la fois, une adhésion à une école de pensée politique qui implique une forte idéologie, et des pratiques et des rites politiques spécifiques, dans lesquels se reconnaissent et communient les membres du mouvement, et dont se sentent exclus ceux qui n'en font pas partie. C'est dire d'emblée la difficulté d'une alliance entre une Eglise qui se veut universelle et un mouvement qui entend se servir de cette Eglise pour universaliser son particularisme. » [441]

Toutefois, les interrogations d'ordre existentiel et certaines incohérences de doctrine en particulier sur la question sociale ne remettent pas en cause l'adhésion des catholiques car Maurras leur offre des perspectives inattendues en proposant une doctrine[442].

L'AF a réussi à développer un ensemble cohérent : un but : le roi ; une culture : le classicisme ; une armature : le catholicisme romain. Ainsi, le nationalisme intégral implique le catholicisme intégral.[443]

Au sein de l'Institut d'AF, la chaire Syllabus, inaugurée le 8 mai 1906, s'attache à l'enseignement de « la politique religieuse » et est initialement occupée par Dom Besse, figure incontournable des liens entre l'Eglise et l'AF.

Dans son discours d'inauguration, Paul Bourget proclame : « Les positivistes de l'Action française consomment aujourd'hui et de la façon la plus simple, en la pratiquant, l'alliance avec l'Eglise catholique, qui fut le rêve d'Auguste Comte. Elle n'est qu'une forme de cet accord entre la Tradition et la Science auquel nous aboutissons nécessairement dans le domaine social et politique dès que nous appliquons la grande règle de la Soumission aux faits, l'Alpha et l'Oméga de la méthode d'observation. » et il continue « Nos amis en ont conclu, eux les réalistes, eux les fervents de l'Action française, que diminuer l'énergie catholique, c'est diminuer l'énergie nationale et chez nous et à l'extérieur, qu'entre l'ordre catholique et l'ordre français, il y a union, il y a identité. »[444]

Albert Marty explique que si l'AF a facilement obtenu le soutien des catholiques c'est parce qu'ils ont le même adversaire, qu'ils sont tous deux des « exclus de la République laïque »[445]. Il rajoute :

---

441 PREVOTAT Jacques, « Les milieux catholiques d'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*, p.157-158

442 *Ibid* p.159

443 LE BEGUEC Gilles et PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique » dans SIRINELLI Jean-François, op. Cit. p.244

444 Revue *L'Action française*, 15 mai 1906, BNF Gallica

445 HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.117

« Sans doute, la République et le catholicisme ne sont pas naturellement ennemis. L'Eglise accepte toutes les formes de gouvernement. Mais c'est un fait qu'en France la République a toujours, plus ou moins, combattu les catholiques. »[446] Robert Havard de la Montagne l'écrit également : la République « est anticléricale, elle l'est de naissance, d'instinct ; elle l'est par tous ses héros et par toute son histoire... Depuis sa fondation jusqu'à nos jours, violemment ou doucereusement, cyniquement ou hypocritement, elle a été anticatholique. »[447]

Eugen Weber met aussi en avant le rejet du « monstrueux régime judéo-maçonnique » dont catholiques et ligueurs d'AF se sentent victimes.[448]

C'est sous le pontificat de Pie X (1903-1914) que l'alliance entre les catholiques et l'AF se fait plus étroite. La persécution républicaine menée en particulier par le gouvernement d'Emile Combes entraîne une rupture des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège en 1904 puis le vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat en 1905. De plus, comme l'explique Jacques Prévotat, « le combat pour le défense de l'institution se double d'une lutte pour la défense de la foi, menacée par les innovations modernistes ».[449]

Mais, malgré les efforts de l'AF pour se faire reconnaître comme défenseurs de l'Eglise et de la Papauté, le débat pour ou contre Maurras prend peu à peu de l'ampleur. De la fondation du journal à la veille de la guerre, de nombreux articles et livres dénoncent « l'incompatibilité de la doctrine chrétienne avec l'œuvre de Maurras et de l'Action française. »[450]

A partir de 1909, les adversaires démocrates de Maurras envoient certains de ses écrits au Saint-Office. En 1911, les tensions s'accentuent entre l'AF et la Jeunesse catholique et les autorités ecclésiastiques semblent alors pencher en faveur de la Jeunesse catholique. Une note des RG en explique la raison : « En réalité cela vient de ce que plus les effets de la Séparation se font sentir, plus les anciens évêques et curés disparaissent et plus les nouveaux se montrent disposés à prendre eux-mêmes la direction politico-catholique de leurs œuvres. A cet égard, la Jeunesse catholique, qu'ils ont complètement en main et qu'ils dirigent à leur gré, leur donne plus de satisfaction et plus de sureté que l'Action française dont les chefs veulent commander et dont l'orthodoxie est sujette à caution. »[451]

Une autre note d'un correspondant de mars 1912 affirme que si l'AF est « puissante à Rome, auprès

---

446 MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.51

447 HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Examen de conscience. Causeries sur le temps présent*, Perrin, Paris, 1905, p.13, cité dans MARTY Alber, *op. Cit.* p.51

448 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.85

449 PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.26

450 CHIRON Yves, *La vie de Maurras, op. Cit.* p.218

451 Note des RG, 8 novembre 1911, Archives nationales, Paris, F7 12 862

de certains conseillers du Pape, (elle) a, en France, contre elle presque tout l'épiscopat, la plus grande partie du clergé, la presse religieuse et les représentants autorisés de plusieurs ordres religieux. »[452] Evidemment, cette affirmation doit être en partie nuancée mais il n'en demeure pas moins que la campagne contre l'AF s'accentue en 1913-1914. Plusieurs évêques entrent en lice, pour mettre en garde ou pour défendre l'esprit de l'AF. Parmi les détracteurs, on peut citer Mgr Cateau à Luçon qui déclare le 10 septembre 1913 au dernier jour de la retraite ecclésiastique : « La lecture d'un journal comme l'AF ne peut que faire du mal à un prêtre… Soyez royalistes, soyez républicains, je n'ai rien à y voir. Mais ne vous inféodez pas à l'AF ». Parmi les défenseurs, outre Mgr de Cabrières, l'évêque de Montpellier déjà cité pour son soutien à l'AF, on compte par exemple le cardinal Sevin à Lyon qui adresse à Rome, les 22 juin et 5 juillet 1913, deux mémoires jugeant inopportune la condamnation de l'AF en raison des services rendus.[453]

Après divers soubresauts[454], la Congrégation de l'Index condamne finalement 5 ouvrages le 29 janvier 1914. Le pape ratifie la décision en tant que Préfet de la Congrégation mais il refuse de la publier dans les *Actes du Saint-Siège*.[455]

En fait, en janvier 1914, le succès apparent des opposants à l'AF est ambivalent. En effet, comme l'explique Jacques Prévotat, « l'immense effort tenté pour prévenir une condamnation n'a pas abouti », en raison notamment du « tempérament combatif » de Pie X qui « s'est spontanément accordé à la manière d'être de l'école nationaliste. »[456]

La guerre relègue au second plan les débats doctrinaux sur l'AF mais, l'avènement de Benoît XV change indéniablement la donne pour le mouvement de Maurras.

2) L'Action française et le Sillon

C'est en 1903-1904 que Maurras rédige ses premiers articles sur Sangnier dans lesquels il entend, comme l'explique Olivier Dard, « à la fois pourfendre la « démocratie religieuse » et se faire reconnaître (…) comme un porte-parole légitime des intérêts de l'Eglise. »[457]

Marc Sangnier, de son côté, signale, en 1904, « l'incompatibilité qu'il y avait entre les options politiques proposées par le « positivisme monarchique de l'Action française » et le « christianisme

[452] Note d'un correspondant, 21 mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 863
[453] CHOLVY Gérard, « Mgr de Cabrières et l'Action française », *op. Cit.* p.159
[454] Voir CHOLVY Gérard, « Mgr de Cabrières et l'Action française », *op. Cit.* pp.158-168
[455] Les différences étapes de la condamnation de 1914 sont étudiées en détails par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* pp. 109-194
[456] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.193
[457] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.107

social du Sillon » »[458]

La controverse entre Maurras et Sangnier est, dans un premier temps, teintée d'une véritable courtoisie. Les deux auteurs s'affrontent, certes, mais l'un et l'autre en profitent pour préciser leurs positions respectives sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat.
Le dialogue entre Maurras et Sangnier est ainsi « la première des grandes discussions menées par l'Action française, avant celle du classicisme et celle du socialisme. »[459] Elle est même d'après François Huguenin, « une des rares vraies confrontations intellectuelles dans la politique française de ce siècle. »[460]

Jean de Fabrègues explique au sujet du Sillon qu'il y a, selon Sangnier, « un mouvement moderne qui n'est pas celui de la Révolution telle qu'elle s'est développée, qui n'est pas le jacobinisme étatiste et antireligieux, ni le matérialisme socialiste, un mouvement moderne du développement de l'homme où le catholicisme doit reconnaître une avancée bienfaisante. » Cette avancée se fait par trois voies inséparables toujours d'après Fabrègues : « la marche de la science, l'éducation qui fait participer les hommes à cette marche, la démocratie qui assure la répartition de cette éducation et la participation des hommes à la direction de leur vie. » Les sujets de concordance entre Maurras et Sangnier apparaissent ainsi nombreux mais le terme de « démocratie » empêche évidemment toute entente.[461]

Maurras critique : « Marc Sangnier néglige totalement le point de vue de la compétence. Ni information, ni éducation, ni apprentissage de l'antique métier de roi. La bonne volonté fera tout. »[462] Ainsi, au cœur de la divergence entre les deux hommes, il y a cette volonté de Sangnier de faire de la réforme de l'individu « le but de l'organisation-sociale ».

En préambule de sa troisième et dernière lettre, Sangnier s'exclame : « Jamais je ne me suis senti plus ardemment républicain et démocrate qu'aujourd'hui à cause des prévisions mêmes que la nécessité de répondre à vos objections m'a permis d'apporter à mes doctrines. » Et il conclut : « Ce qui nous sépare surtout, c'est que l'*Action française* ne reconnaît qu'une tradition et qu'une hérédité charnelle ; nous, nous croyons à une tradition et à une hérédité morale. »[463]

---

458 SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, op. Cit.* p.8
459 HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.130
460 *Ibid* p.144
461 *Ibid* p.130
462 Revue *L'Action française* du 15 août 1904
463 HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.139-140

Maurras répond à cette troisième lettre sur un ton nettement moins amical. Il sait alors que le débat est clos et les différences irréconciliables. Sangnier est désormais considéré comme « incorrigible » et donc « dangereux ». Maurras écrit « on n'organise pas la démocratie. On ne démocratise pas l'organisation. Organiser la démocratie, c'est instituer des aristocraties ; démocratiser une organisation, c'est y introduire la désorganisation : organiser signifie différencier, c'est à dire créer des inégalités utiles ; démocratiser, c'est égaliser, c'est établir à la place des différences, des inégalités, des organisations, l'égalité qui est stérile et même mortelle »[464]

La rupture intellectuelle est nette et entraîne rapidement des représailles sur le terrain. Le 20 février 1906, lors d'une réunion publique du Sillon, un partisan de Sangnier est frappé d'un coup de couteau. Le mouvement tente d'accuser l'Action française. Les relations entre Maurras et Sangnier s'arrêtent là.

A la fin de l'année 1906, Maurras publie *Le dilemme de Marc Sangnier.* Olivier Dard rappelle que cette publication est plus qu'une simple compilation d'articles car Maurras l'accompagne d'une introduction datée du 9 décembre 1906 dans laquelle il propose une véritable autobiographie intellectuelle. Il écrit notamment : « Je suis Romain, parce que si je ne l'étais pas je n'aurai à peu près plus rien de français. Et je n'éprouve jamais de difficultés à me sentir ainsi Romain, les intérêts du Catholicisme romain et ceux de la France se confondant presque toujours, ne se contredisant nulle part. »[465] Ainsi, la controverse avec Sangnier a permis à Maurras d'affermir et de préciser ses réflexions sur l'Eglise catholique.

Le Sillon est actif en province, comme le note Eugen Weber, il attire à la fois les curés des villages, les membres des organisations de la jeunesse catholique et ceux de l'Action libérale. Il a également réussi à organiser des cercles ouvriers sur lesquels l'AF jette des « regards chargés de convoitise »[466] C'est en Bretagne et plus particulièrement dans le Finistère que le Sillon connaît son plus vif et plus précoce essor. Il peut s'appuyer sur la sympathie d'une partie du clergé et parvient également à faire émerger une nouvelle génération de militants catholiques en rupture avec les pratiques d'un catholicisme breton marqué par une sociabilité des élites aristocratiques. Le Sillon compte notamment une forte proportion d'artisans, d'ouvriers, d'employés et de petits propriétaires ruraux.[467]

---

[464] Extrait de la Revue *L'Action française* du 1er juillet 1905, cité dans HUGUENIN François, *op. Cit.* p.142
[465] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.109
[466] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.86
[467] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale, op. Cit.* p.36-37

L'AF, elle-même, par l'intermédiaire de Nel Ariès, reconnaît les succès du Sillon. Ainsi, dans la Revue *L'Action française* du 1er mai 1907, on peut lire : « De tous les groupements qui, dans ces dernières années, ont surgi en France de la décomposition sociale et politique, soit pour la combattre, soit pour l'accélérer (…) il n'en est pas qui mérite plus l'attention, dont on ait plus espéré ou plus médit, qui se soit montré plus remuant, plus audacieux, plus envahissant, et enfin qui ait eu, avec une conduite plus déconcertante et plus de raisons apparentes d'échouer, une fortune plus prompte et un succès aussi inattendu que le *Sillon.* Il faudrait s'être bien soigneusement tenu à l'écart du mouvement religieux, politique et social pour ignorer le *Sillon.* Sa renommée a pénétré partout. Tout le monde en parle. »[468] Nel Ariès, dans sa série d'articles publiés dans la revue au cours du printemps et de l'été 1907 s'attache à définir, à travers le Sillon, ce qu'il appelle « un essai de maçonnerie catholique ».

L'AF dénonce donc intellectuellement le Sillon et ne lésine pas sur les tentatives d'interventions parmi les sillonistes. Les ligueurs se rendent régulièrement aux réunions contradictoires du Sillon. Les grands noms de l'AF n'hésitent pas non plus à se déplacer en province pour porter la controverse comme par exemple Louis Dimier qui participe à la réunion de clôture du congrès du Sillon à Rennes le 1er avril 1907. Son intervention entraîne un tumulte non négligeable d'après les comptes rendus publiés dans la revue *L'Action française* du 15 avril 1907[469].
Il est également noté que « l'affichage et la propagande paraissent entrer dans une phase d'incidents qui étaient à prévoir. Un état d'esprit se forme dans le pays qui est la conséquence d'une propagande sérieuse. » Il est alors fait référence à une distribution de brochures après une réunion de la fédération des groupes d'études catholiques de Lyon : « Avec deux jeunes gens de la section de … je m'y suis rendu avec des brochures de l'Action française, et, à la sortie de la messe, à la barbe des sillonistes et des dreyfusards qui s'y trouvaient, nous avons fait une gigantesque distribution. »[470]
Les interventions dans les réunions sillonistes sont régulières pour les militants de l'AF mais il est difficile de les quantifier avec précision dans la mesure où il nous manque une source cohérente et continue entre 1906 et 1910. Ainsi, même si le mouvement de propagande antisilloniste n'est pas comparable au mouvement antidreyfusard que nous étudierons plus loin, il témoigne tout de même d'une vitalité conséquente preuve que la controverse avec le Sillon possède une véritable capacité mobilisatrice pour l'AF à Paris et en province.

---

468 ARIES Nel, « A propos du Sillon, la conjuration démocratique » dans la revue *L'Action française,* 15 avril 1907, BNF Gallica
469 Revue *L'Action française,* 15 avril 1907, BNF Gallica
470 *Idem*

Dans sa propagande antisilloniste, l'AF ne se contente pas d'intervenir dans des réunions ou de distribuer des tracts, elle mène également une campagne de dénonciation auprès des autorités religieuses qui lui sont favorables comme le montre l'exemple du Pays Basque. Patrick Brunot explique que, dès ses origines, l'AF concentre ses efforts sur le recrutement des étudiants notamment pour contrecarrer l'influence du Sillon fondé à Pau en 1904. L'AF se préoccupe ainsi d'abord de « fonder des groupes agissant dans les collèges, parmi les éléments religieux, en particulier au Séminaire de Laressore et au collège de l'Immaculée Conception de Pau. »[471] Les dirigeants de l'Action catholique de la jeunesse de France[472], en particulier, M. Pagès rédacteur en chef du *Patriote des Pyrénées*, se plaignent de cette situation arguant que les meilleurs éléments sont embrigadés et détournés de leur but initial.

L'AF a le soutien de Mgr Gieure, évêque de Bayonne qui interdit la vente de *L'Eveil démocratique* à la porte des églises, blâme publiquement un vicaire de Saint Martin d'adhérer au Sillon et l'envoie s'expliquer à l'évêché (mai 1907). Ce dernier parle également dans sa correspondance du danger que courent les jeunes en adhérant au Sillon. Il trouve évidemment un fort soutien de l'AF dans sa chasse aux sillonistes. Le *Mémorial de Pau*, organe de l'AF, dénonce des abbés ayant assisté à une réunion du Sillon. Le *Mémorial* se plaint également de la non-participation du clergé de Pau aux réunions royalistes. Dans une conversation privée, rapportée dans les mémoires de l'abbé Pon, l'évêque de Bayonne aurait même été jusqu'à dire « que les Sillonistes de l'Institut catholique de Toulouse « pourrissaient » ses prêtres. »[473]

Mgr Breton, directeur de l'Institut catholique de Toulouse, expose son incompréhension vis à vis de la position de la papauté sur le Sillon et l'AF. Il rapporte une conversation qu'il a eue à Rome avec Mgr Merry del Val. Ce dernier lui dit : « - Nous ne voulons que les étudiants ecclésiastiques fassent partis du Sillon, dîtes-le à vos jeunes gens.

- C'est entendu, je leur dirai et je me porte garant de leur obéissance. Mais, ne devons-nous pas leur en dire autant de l'Action française ?

- Non, l'Action française nous ignore et nous l'ignorons. Il est bien entendu que si Evêque, pour des raisons locales, défendait à ses prêtres d'entrer dans l'AF nous n'interviendrions pas. » Cette position est un prélude à la condamnation officielle du Sillon par la papauté en 1910.

A travers l'exemple des Basses-Pyrénées, on comprend parfaitement la complexité des rapports entre l'AF et le monde catholique de province. Aux problématiques de doctrine s'ajoutent des querelles de personnes ou d'institutions.

---

471 BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.* p.66

472 Fondée en 1886 par Albert de Mun dans une pensée nettement contre-révolutionnaire mais qui a rallié la tradition libérale et démocratique du catholicisme social au début du siècle.

473 BRUNOT Patrick, *op. Cit.* p.70

Le 25 août 1910, le Sillon est condamné par une lettre de Pie X qui stigmatise « une fausse notion de la dignité et de la liberté de l'homme » et des « rapprochements blasphématoires entre l'Evangile et la Révolution. »[474] Evidemment, la lettre de Pie X est largement exploitée par l'AF à des fins propagandistes. Dès le 30 août, le quotidien titre en première page : « Condamnation du Sillon : Lettre de N.S.P. le pape Pie X aux archevêques et évêques français ». L'AF explique alors que « tous les Français amis de l'ordre voudront se joindre aux catholiques du monde entier dans un même sentiment de respect et d'admiration pour cet incomparable modèle d'analyse critique, de logique étincelante et de vigoureuse éloquence. »[475]
L'AF édite la lettre de Pie X en brochure sous le titre « La condamnation du Sillon ». Il n'y a toutefois pas de véritables conséquences militantes en province après la condamnation du Sillon : pas de campagne d'affichage, pas de grande distribution de tracts ou de brochures, pas de tournée de conférences relatives à cet événement. Jacques Prévotat note toutefois que la brochure est envoyée à toutes les sections et qu'elle devient une « arme de propagande destinée à écarter les catholiques de positions hétérodoxes. »[476] Cela étant, le quotidien ne fait pas référence à la diffusion de cette brochure dans l'encadré sur la vie de la ligue. Il semble donc que si les membres du Sillon ont pu être des adversaires de propagande avant 1910 ; après cette date, ils ne semblent plus représenter une menace et l'AF s'en désintéresse rapidement.

La controverse avec le Sillon est importante dans la compréhension des rapports de l'AF à l'Eglise au début du siècle mais c'est un autre événement qui va permettre à la ligue de s'affirmer dans les milieux catholiques : l'épisode des inventaires.

3) L'Action française et les inventaires

Depuis Napoléon, les rapports de l'Eglise et de l'Etat sont gouvernés par le Concordat qui prévoit que le gouvernement nomine et que le pape institue canoniquement ce qui lui permet d'écarter certaines candidatures. En novembre 1902, Combes demande la suppression de la formule « *nobis nominavit* » (nous a présenté) employée par le pape et qui suggère que c'est le pape qui nomme les évêques. Cette première querelle est réglée en 1903 par Pie X mais le conflit rebondit et

[474] HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.144
[475] Quotidien d'*AF* du 30 août 1910
[476] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.95

aboutit à une rupture des relations diplomatiques entre le gouvernement et le Vatican. Combes débute alors la réforme de la Séparation mais il est renversé après l'affaire des fiches et c'est finalement Aristide Briand qui se charge de cette grande réforme. La loi est promulguée le 11 décembre 1905.
Si elle est bien accueillie par les protestants et les juifs qui constituent immédiatement les associations cultuelles prévues, le pape, quant à lui, reste silencieux et prive ainsi le clergé français des avantages et droits prévus par la loi.

Le conflit prend une plus grande envergure au moment des inventaires en 1906 et la lutte contre ces inventaires permet aux ligueurs d'AF d'apparaître comme des défenseurs de l'Eglise et de remporter au passage une série d'adhésions.

Léon Daudet dans son *Panorama de la IIIème République* raconte le début des hostilités : « Toujours sous l'impulsion de Combes, à laquelle Briand était bien incapable de résister, il fut décidé de procéder aux Inventaires, selon l'article 3 de la loi de séparation. La force publique devait appuyer les agents de l'administration des domaines. Ce fut l'occasion sur tout le territoire, même à Paris, de troubles graves, les catholiques s'étant réveillés. Il y eut mort d'homme. Accoutumés par l'affaire Dreyfus à se soumettre aux politiciens qui décidaient de leur avancement, les magistrats frappèrent à tour de bras ceux qui s'opposaient par la force au sacrilège odieux de l'inventaire des Tabernacles, ciboires et objets de culte. »[477]
Madeleine Rebérioux fait également une description des échauffourées au moment des Inventaires : « Il s'agit toujours de défendre activement ou tout au moins symboliquement l'église, bâtiment sacré, et d'interdire activement l'inventaire des objets qu'elle contient (…) On se barricade dans la maison de Dieu en en renforçant les lourdes portes de chaises amoncelées. On chante les cantiques, les hommes s'arment de cannes, de pierres, parfois de lances chauffées à blanc. A la campagne, les paysans équipés de fourches, de bâtons ferrés, de barres de fer, montent la garde à côté de l'église ; ils se confessent et communient après avoir dicté leurs dernières volontés. Dans les Pyrénées, les Basques amènent leurs ours. En face, l'adversaire : le percepteur, personnage clé et particulièrement haï, les représentants de la force publique – gardes municipaux, gendarmes, hommes de troupes parfois – le sous-préfet et, à Paris, le préfet de police Lépine, qui entame une longue carrière. Les portes sont enfoncées à coup de hache, et l'expulsion des barricades se fait sans douceur : bourgeois cossus et paysans misérables font l'expérience d'une violence physique jusque-là réservée aux

[477] DAUDET Léon, *Panorama de la IIIème République*, Gallimard, Paris, 1936, p.178

grévistes des villes, aux ouvriers. »[478]

Comme le rapporte Jean de Fabrègues, les incidents les plus violents se produisent toutefois à Paris, dans l'église Sainte-Clotilde, « où le curé, vicaire général de Paris n'a pu empêcher une foule exaltée d'occuper son église, d'en fermer les portes et les grilles jusqu'à ce que la force armée, après trois heures d'efforts, y pénètre après avoir arraché ces grilles »[479]

Charles Maurras, dans la *Gazette de France* des 1er et 2 mars 1906, salue l'attitude de plusieurs amis de l'Action française et notamment celle du général Récamier, de René d'Aubeigné et de Bernard de Vésins, condamné à deux ans de prison pour avoir lancé une chaise à la tête du préfet lors de l'épisode bien connu de l'église Saint-Symphorien.
Un rapport de police daté du 4 février 1911 revient sur cette affaire et explique que cet événement est à l'origine de progrès notables pour l'AF : « Profitant de l'exécution de la loi sur la Séparation des Eglises et de l'Etat, le comte de Vésins et ses amis organisèrent la résistance. Le 8 février 1906 eut lieu, à l'occasion des inventaires, le scandale et le coup de force de l'Eglise Saint-Symphorien. Les condamnations encourues par de Vésins et ses amis n'arrêtèrent pas l'élan donné. La résistance fut continuée et pendant plusieurs mois, afin d'empêcher les inventaires des biens des églises, la garde fut montée aux portes des édifices religieux. Le parti royaliste tout entier, qui voyait ainsi s'affirmer son existence et sa vitalité approuva cette attitude. Des adhésions nombreuses vinrent renforcer le groupe désormais prépondérant et, dès lors, surgit et se révéla la propagande d'Action française. »[480]

Les épisodes violents sont évidemment les plus marquants mais il faut rappeler, après Jacques Prévotat, que sur 68 010 établissements à inventorier, 63 219 l'ont été dès le 31 mai 1906, sans aucune difficulté.[481] Ainsi, la résistance active est loin d'avoir été suivie par l'ensemble des catholiques.
De plus, sur les 28 départements qui ont été le théâtre d'incidents majeurs, 14 n'ont pas de sections d'AF. Ainsi, il n'y a évidemment pas nécessaire adéquation entre l'existence d'un noyau dur d'AF et la résistance violente aux inventaires. Jacques Prévotat souligne par exemple que dans la Manche, c'est le sud du département qui est le plus touché alors que la section d'AF se trouve à Cherbourg.

---

478 REBERIOUX Madeleine, *La République radicale ? 1898-1914*, pp.84-85 citée par CHIRON Yves, *La vie de Maurras*, *op. Cit.* p.210
479 FABRÈGUES Jean de, *Le Sillon de Marc Sangnier,* Perrin, Paris, 1964, p.174, cité dans MARTY Albert, *op. Cit.* p.57-58
480 Rapport de police du 4 février 1911, Archives nationales Paris, F7 13 197
481 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.68

De même, dans l'Hérault ou dans le Gard, ce sont les régions de montagne chrétienne, où la ligue s'implante assez mal, qui sont le lieu des incidents les plus graves. Il semble donc que cela soit le peuple rural, attaché à ses traditions, qui soit au premier rang des manifestants lors de l'épisode de 1906.

La ligue en est encore à ses balbutiements donc on ne peut pas nécessairement y voir un manque d'engagement de la part des militants d'AF mais plutôt un déficit organisationnel. L'AF a d'ailleurs cherché à le combler en mettant en exergue des manifestations qui n'ont vraisemblablement pas eu lieu. Ainsi, la revue décrit des événements à Sauternes et à Villelongue de la Salanque mais ces derniers n'apparaissent pas sur la carte des Inventaires.[482]

En revanche, à Perpignan, les ligueurs d'AF ont participé à plusieurs manifestations notamment lors de la condamnation du curé de Villelongue de la Sallanque pour son attitude lors des inventaires. Des échauffourées ont d'ailleurs lieu avec la police conduisant à deux arrestations dont un ligueur d'AF. A Villefranche de Rouergue, le général de Butler prend directement part à la résistance contre les inventaires.[483]

La ligue d'AF a clairement profité de cet épisode pour se développer de manière plus ou moins significative. Si l'on se réfère à la carte établie par Jean-Marie Mayeur sur les incidents lors des inventaires, on constate que deux régions sont particulièrement touchées : la Bretagne et une partie du Languedoc.

En Bretagne, l'implantation de la ligue évolue rapidement entre 1906 et 1907 si l'on en croit *l'Almanach* de l'AF. En effet, en 1906, on ne compte que 4 sections dans les provinces du Nord-Ouest et de l'Ouest, à savoir : Alençon, Saint-Brieuc, Angers, Poitiers. En 1907, elles sont au nombre de 12 dont 6 pour la seule Bretagne (Saint-Brieuc, Lamballe, Quimper, Diniron, Landerneau, Rennes.) On ne peut évidemment pas conclure que ce développement soit exclusivement lié à l'épisode des inventaires mais, force est de constater que c'est bien dans cette région que le développement de la ligue est le plus notable entre 1906 et 1907.

En revanche, en Languedoc, la situation de l'AF reste stable entre 1906 et 1907 ce qui prouve bien que les seules manifestations liées aux inventaires ne suffisent pas à expliquer l'évolution.

Les ligueurs d'AF se sont présentés comme les défenseurs de l'Eglise au moment de la crise de la Séparation et notamment pendant les inventaires. S'ils ont pu jouer des rôles assez remarquables dans certaines grandes villes en particulier à Paris, on ne peut pas considérer qu'ils aient été systématiquement les chefs de file de la résistance. D'ailleurs, une note d'un correspondant datée du

---

[482] *Ibid* p.68-69

[483] Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF, Gallica

21 avril 1906 souligne que « l'indifférence complète (…) a succédé rapidement à la courte effervescence de cléricaux ».[484]

Après la mort d'un militant catholique dans les Flandres et de deux dans le Velay le gouvernement est renversé. Clemenceau arrive au pouvoir et il prononce sa célèbre phrase au Sénat qui met fin aux Inventaires : « Nous trouvons que la question de savoir si l'on comptera ou l'on ne comptera pas des chandeliers dans une église ne vaut pas une vie humaine. »

4) La propagande dans les milieux catholiques et les pratiques religieuses de la ligue

Eugen Weber affirme que « l'Action française ne pouvait pas plus se passer des catholiques que du patronage royaliste. »[485] Ainsi, il lui est nécessaire de les rallier au maximum. Il importe de différencier deux types de propagande : la propagande sur le clergé et la propagande sur les catholiques.

La propagande à destination du clergé

L'AF met très rapidement en place une stratégie de propagande imaginée par l'abbé Thuelin et décrite lors du premier congrès national de 1907 : tous les évêques reçoivent gratuitement la revue *L'Action française*, les prêtres ont un accès gratuit aux cours de l'Institut. Ils sont également invités aux réunions de la ligue. Dans chaque doyenneté, un prêtre influent est choisi pour assurer le service du journal. Enfin, le service d'abonnement en deuxième lecture permet de diffuser au maximum la revue puis le quotidien.[486]

Pour pénétrer le clergé, l'appui de plusieurs ecclésiastiques de prestige a évidemment eu une influence importante. Les quatre premiers titulaires de la chaire Syllabus à l'Institut ont tous joué des rôles non négligeables dans la diffusion des doctrines d'AF : l'abbé Appert, le père de Pascal, Dom Besse et l'abbé Bernard Gaudeau.[487]

---

484 Note d'un correspondant du 21 avril 1906, Archives nationales, Paris, F7 12 861
485 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.85
486 Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica
487 Pour les éléments biographiques nous renvoyons à PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op.*

L'AF a également fait des efforts de propagande vers les séminaires en cherchant à créer des noyaux durs s'intéressant aux idées du mouvement et chargés par la suite d'essaimer au maximum la théorie de Maurras. Il est en fait assez difficile de décrire le fonctionnement de ces petits groupements de militants. Comme le souligne Jacques Prévotat, « ils semblent s'être heurtés au départ à une certaine passivité, voire à de l'hostilité liées au scepticisme devant l'engagement politique. »[488]

L'audience de l'AF est difficile à étudier avec précision parmi le clergé paroissial. Il semble qu'à partir de 1909-1910, le nombre de prêtres assistant aux conférences augmente. Toutefois, comme le rapporte encore une fois Jacques Prévotat, lors de la souscription en faveur du général Mercier en 1906, sur les 8168 noms cités, on compte 85 prêtres soit à peine 1 %. Ainsi, la conclusion d'une influence assez restreinte dans le milieu ecclésiastique s'impose. D'ailleurs une note d'un correspondant de mars 1912 précise ces conclusions et évoque les « rares évêques dont l'AF ait la sympathie » (cardinal de Cabrières de Montpellier, Mgr Marty de Montauban, Mgr Dubillard de Chambéry, Mgr Andrieu de Bordeaux, Mge Delamaire de Cambrai). « Des autres évêques, les uns se tiennent dans une réserve défiante, d'autres sont franchement hostiles à l'AF » (Mgr Mignot d'Albi, cardinal Amette de Paris, Mgr Eyssautier de La Rochelle, Mgr Chapon de Nice). La note affirme également que « d'une façon générale, le clergé séculier trouve dangereux pour la foi que l'AF soit dirigée intellectuellement pas des athées ; il estime également qu'en associant le néo-monarchisme à l'Église, l'AF discrédite la cause catholique et compromet les intérêts religieux. (…) Dans la presse religieuse française, l'AF ne compte comme amis que l' « Univers », qu'elle vient d'acheter (…) »[489]

Cela n'empêche pas l'AF d'envisager le curé comme un vecteur de propagande auprès de ses paroissiens. C'est dans cette optique qu'il faut analyser l'œuvre des bibliothèques. Il s'agit de créer chez quelques curés influents des bibliothèques de livres et de revues royalistes afin de permettre à tous les curés d'en prendre connaissance et, ensuite, d'en assurer la diffusion auprès des paroissiens.

Cit. pp.53-55

[488] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française*, *op. Cit.* p.54-55

[489] Note d'un correspondant, 21 mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 863

La propagande à destination des catholiques

L'AF ne se contente toutefois pas d'une éventuelle propagande menée par des curés convertis aux doctrines du nationalisme intégral. Elle mène également une propagande spécifique qui se trouve parfaitement résumée dans la brochure intitulée « Les préjugés contre l'Action française » rédigée par un catholique anonyme[490]. Nous n'avons malheureusement pas la date exacte de parution de cette brochure mais le fait que le siège de l'AF soit encore situé rue de Caumartin indique qu'elle est parue avant 1917. De plus, l'absence de référence au Sillon semble aller dans le sens d'une publication après 1910-1911.

La brochure est issue de la réflexion d'un catholique converti. Dès l'avant-propos ce dernier explique sa démarche : ces pages « ne convertiront pas un républicain à la monarchie, car elles ne contiennent pas l'exposé de la doctrine royaliste qu'il faudra chercher ailleurs ; mais je les crois capables de dissiper des préventions très répandues jusque chez de sincères catholiques et qui sait ? Cela pourrait être le commencement de leur conversion ! »[491] L'intérêt propagandiste du papier est donc parfaitement revendiqué.

L'auteur de la brochure s'attache à répondre à tous les préjugés contre l'Action française afin de prouver qu'on peut parfaitement être catholique et ligueur d'AF.
Il explique tout d'abord que « l'Action française bien que constituée en grande majorité de catholiques, n'est pas, par nature et essence, un groupement religieux ; c'est avant tout et très directement un groupement politique, au sens élevé du mot et non au sens étroit, mesquin de parti » et continue en ces termes : « Le bon soldat religieux et patriote à la fois, va-t-il poser son fusil, abandonner le feu devant l'ennemi, sous prétexte qu'il n'est pas uniquement entouré de camarades partageant ses sentiments chrétiens ? »[492]
L'auteur souligne ensuite que « l'Action française n'est pas religieuse avant tout, mais française avant tout » et c'est pour cela qu'elle est catholique car « tout ce qui a été catholique a grandi la France, tout ce qui a été anticatholique l'a diminuée. » Cette conviction est partagée par tous les membres de l'AF y compris les non-croyants et bien sûr par Maurras.
Maurras est néanmoins une des raisons du refus d'adhérer de certains catholiques comme le rapporte l'auteur de la brochure au cours d'une discussion avec des amis catholiques républicains :

490 Nous publions intégralement cette brochure dans notre annexe n°4
491 Un catholique, « Les préjugés contre l'Action française », éditée par le bureau d'Action française 17 rue de Caumartin, Paris, date non renseignée, Archives nationales, Paris, F7 13 195, p.4
492 *Ibid* p.6

« Maurras, que l'Action française considère comme un maître, n'a pas la foi. Il nous est donc impossible à nous catholiques pratiquants, de le suivre, d'admettre la thèse monarchique dont il est le prestigieux propagandiste. »[493] L'auteur rétorque alors que Maurras n'est pas monarchiste car il est incroyant, ainsi, « en quoi son incroyance atteint-elle le bien-fondé de sa thèse monarchique ? »

L'auteur distingue les incroyants républicains et les incroyants royalistes en notant que les premiers sont légion et en général hostiles à l'Eglise alors que les seconds sont peu nombreux et ne s'attaquent en aucun cas à la religion.
En ce qui concerne les croyants républicains, l'auteur note que ces derniers « se contentent de solliciter pour l'Eglise le « bien commun » » alors que les croyants royalistes sont « religieux d'une manière plus logique, plus active, plus efficace. Ils ne se contentent pas, devant les injustices, de paroles : ils vont aux actes. »[494] Nous trouvons là une référence directe à l'épisode des inventaires.

L'auteur cherche ensuite à répondre aux accusations selon lesquelles les théories de l'AF iraient contre le dogme de l'Eglise en soulignant que « l'Evangile n'est certainement pas un code social, ni un code politique précis, complet, détaillé, réglant minutieusement toutes choses, surtout la vie des peuples. »[495] Et quant au coup de force qui serait « immoral, contraire à la charité évangile », l'auteur note immédiatement que « les croisades ont été, elles-aussi, un coup de force » et qu'il n'est pas interdit de les recommencer mais cette fois au profit de la France.
En ce qui concerne le fameux engagement des ligueurs d'AF à utiliser « tous les moyens » pour renverser la République, l'auteur choisit de renvoyer les républicains face à leurs propres pratiques notamment électorales : « Quand il s'agit de briguer les suffrages de nos concitoyens, n'imitez-vous jamais ceux que vous appelez les « mauvais bergers » ? Pourriez-vous affirmer sur l'honneur que vous avez reculé devant les alliances louches, les promesses fallacieuses, les basses flatteries, l'arrosage intensif, bref, la corruption sous diverses formes ? Il me semble bien qu'alors les moyens sont sujets à discussion, théologiquement parlant. Et pourtant, j'en suis sûr, vous trouvez que la fin justifie ces moyens qui n'ont rien de spécifiquement moraux. Soyons élus d'abord, nous reprendrons notre haute conscience ensuite. »[496]

Il est ensuite question de la violence des camelots du roi. L'auteur note que ces violences sont louables car elles ont « pour résultat de ramener l'ordre dans les esprits, la paix dans la rue, la

[493] *Ibid* p.11
[494] *Ibid* p.20
[495] *Ibid* p.21
[496] *Ibid* p.27

prospérité et le bonheur dans le pays. » Et lorsqu'il est question d'éventuelles violences inutiles, c'est avec un aplomb sans faille que l'auteur rétorque « qu'il n'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent jamais. »[497]
L'auteur va encore plus loin : « Enfin, au risque de vous scandalisez, laissez-moi aller au bout de ma pensée. Je préfère cent fois un groupement dont quelques adhérents ne seraient pas parfaits sous tous rapports, mais accomplissent œuvre utile et féconde, à une collection de saintes gens, supposés tous irréprochables, mais pratiquant la gaffe ou cultivant l'inertie, en somme ne faisant rien de véritablement efficace pour le bien général. Les uns sont des semeurs, les autres des fossoyeurs. »[498]

L'auteur s'attache encore à expliquer le fameux adage de l'AF « Politique d'abord », critiqué dans les sphères catholiques. Il y apporte une réponse simple : « Si ce « d'abord » s'appliquait à l'ordre métaphysique, à l'ordre d'importance des choses, ce serait en effet scandaleux. Mais ce « d'abord » s'applique à l'ordre chronologique (…) L'Action française estime que dans un Etat organisé en sens hostile à la religion, comme notre République, il est plus pratique incontestablement, pour assurer le bien même de notre religion, de transformer d'un seul coup l'organisme politique de cet Etat, que de travailler à des œuvres partielles, isolées de perfectionnement moral, portant soit sur les individus soit sur les groupements locaux éparpillés dans l'immense étendue de cet Etat. »[499]

L'auteur de la brochure insiste sur le fait que « ce qui rend à l'Action française la collaboration possible entre croyants et incroyants, c'est que les incroyants y professent très nettement, de la façon la plus absolue, *le respect intégral des droits de l'Eglise tels qu'elle les définit elle-même.* »[500]

Nous avons ainsi égrené tout au long des 56 pages de la brochure tous les arguments de l'AF pour obtenir le soutien des catholiques. Ce papier, par son ton résolument familier, a une importance propagandiste pour l'AF et est largement diffusé par le biais de la ligue.

Deux personnages ont également joué un rôle important dans la diffusion de l'AF dans les milieux catholiques : Dom Besse et la marquise de Mac Mahon.
La figure de Dom Besse (1861-1920) est essentielle dans la compréhension de la propagande d'AF dans les milieux catholiques. Jacques Prévotat le décrit comme un « homme d'une seule pièce : grand affectif autant qu'intellectuel, d'une foi ardente, d'un caractère généreux et passionné, il refuse

[497] *Ibid* p.30
[498] *Ibid* p.34
[499] *Ibid* p.36
[500] *Ibid* p.45

de se laisser gagner par le doute, qu'il connaît pourtant, et communique autour de lui la force contagieuse de ses convictions. »[501]

Il assure un enseignement de la chaire Syllabus à l'Institut d'AF et voit dans la ligue d'Action française l'instrument d'un retour de la France à la monarchie et à ses origines chrétiennes. Il est également un « ambassadeur itinérant de l'Action française ».[502]

Dès 1903, il apporte son soutien à Marie de Roux dans son ambition d'organiser la première section d'AF à Poitiers. C'est lui qui convainc les Parisiens de se déplacer pour fortifier le mouvement.

Dom Besse est fidèle aux traditions des comités royalistes et s'adresse ainsi avant tout à une élite aristocratique qui doit, selon lui, entraîner les masses. Il effectue des déplacements assez nombreux notamment à partir de 1911 même si son activité est loin d'être comparable à celle des grands noms de l'AF : Vaugeois, Cuignet, de Vésins, la marquise de Mac Mahon...

En 1908, nous ne retrouvons pas mention de conférences provinciales de Dom Besse en province.[503] En 1909, il donne une conférence à Chambéry. En 1911, son activité s'accroît et il se rend à Lille, Rouen, Marseille, Nîmes, Amiens, Montpellier, Laval, Tours, Toulon, Chalon sur Saône, Fontenay le Comte, Annecy, Saint Quentin, Les Sables d'Olonne, Challans. En 1912, on le retrouve à Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Compiègne, Perpignan, Pau, Draguignan. En 1913, il visite Bourges et Chambéry.[504]

Dom Besse n'est pas un conférencier d'AF. Il s'en distingue notamment en prononçant seul ses conférences alors que les tournées de conférences d'AF regroupent en règle générale plusieurs figures de la ligue. Il s'en distingue également par son intérêt pour les petits cercles et par son action personnelle. En fait, comme l'explique Jacques Prévotat, Dom Besse cherche « à désamorcer les préventions possibles en milieu traditionnel contre les méthodes, les idées et le goût de l'aventure des ligueurs ». Son action draine ainsi « presque uniquement des catholiques. »[505]

Dom Besse a ainsi été un artisan de la propagande de l'AF dans les milieux catholiques mais aussi un artisan du ralliement des royalistes des comités à l'AF. Son action se situe à la confluence de ces différents milieux mais reste parallèle à celle de la ligue d'AF.

Une autre figure est, quant à elle, parfaitement intégrée à la vie de la ligue et à ses manifestations provinciales, c'est la marquise de Mac Mahon. Cette dernière a le rôle essentiel de transporter « dans l'action politique, la foi, la piété, le zèle propres aux convictions religieuses. » Elle est

---

501 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.39
502 *Ibid.* p.41
503 Il se trouve alors en Belgique et réside aux abbayes de Herck-la-Ville puis de Chèvetogne.
504 Quotidiens d'AF de 1908 à 1913
505 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.41

absolument convaincue d'agir pour le bien de l'Eglise et pour l'intérêt du catholicisme.[506]
Mme de Mac Mahon accompagne toutes les tournées de conférences et participe à toutes les manifestations d'envergure partout en France. De septembre 1908 à août 1913, elle participe à 96 réunions à Paris et en province.[507] Elle apporte une sorte de caution à la fois royaliste et religieuse à la ligue d'AF.

Comme pour le clergé, il est difficile de se faire une idée précise de la réception des théories maurrassiennes dans les milieux catholiques. La note du 21 mars 1912, déjà citée, exagère sans doute les difficultés de l'AF : « Si l'on considère enfin les fidèles, groupés par rapport aux tendances qui ont toujours animé les catholiques, on voit que l'AF a contre elle tous les catholiques libéraux (…) ; presque tous les catholiques sociaux (…) et naturellement les catholiques démocrates, dont certains (…) sont très agissants et très respectés. L'Action française avait pour elle les catholiques conservateurs, qui suivent les directions des « Congrès de Jurisconsultes catholiques » et la « Revue catholique des Institutions et du Droit » (…). Mais depuis la crise royaliste, l'AF compte dans ce milieu d'irréductibles ennemis, notamment l'un des présidents des jurisconsultes catholiques : le sénateur de Lamarzelle. »[508]

Les pratiques religieuses de la ligue

En plus des conférences, l'AF cherche également à convaincre le monde catholique par la mise en place d'un « catholicisme visible, manifeste, codifié. »[509] Ainsi, les ligueurs d'AF, à défaut d'avoir les moyens de rétablir la monarchie, « en évoquent par avance les perspectives, en une sorte de liturgie qui a son calendrier et ses rites. »[510] Les pratiques religieuses de la ligue sont ainsi intégrées au répertoire d'action collective du mouvement.
Outre le fait que la vente du quotidien d'*Action française* se fait souvent le dimanche, à la sortie des églises, il faut également noter que toutes les grandes manifestations donnent lieu à une messe. C'est même souvent cette dernière qui ouvre la journée. Elle est ensuite suivie d'un banquet puis d'une conférence contradictoire.

Par ailleurs, parmi les pratiques habituelles de la ligue, il y a de nombreuses messes et notamment

506 *Ibid* p.63
507 *Almanach* de l'Action française, 1913
508 Note d'un correspondant, 21 mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 863
509 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.60
510 *Ibid* p.61

celles pour la mort de Louis XVI au mois de janvier.

A partir de 1910 et plus encore en 1911, l'AF appelle ses ligueurs à faire célébrer des messes à la mémoire de Louis XVI. Le journal publie alors les listes des villes dans lesquelles ont eu lieu ces messes. En 1911, on dénombre ainsi 45 villes ayant organisées une messe en l'honneur de Louis XVI.

En 1912, il est dit que « jamais anniversaire de la mort du roi-martyr n'avait été célébré avec autant de ferveur que cette année. »[511] On dénombre 61 messes à la mémoire de Louis XVI.

En 1913, la tendance se confirme et les messes pour Louis XVI sont toujours aussi nombreuses (66 répertoriées dans le journal).

En 1914, on dénombre 92 messes pour Louis XVI.

Au final, avant-guerre, la ligue d'AF cherche continuellement à renforcer son influence dans les milieux catholiques. Toutefois, si l'AF a su toucher une partie de l'élite catholique notamment grâce à son Institut, il ne faut pas majorer son influence en particulier parmi la jeunesse catholique. L'Association catholique de la jeunesse française reste un des tout premiers et des plus constants foyers d'opposition.[512]

De plus, si les ligueurs catholiques d'AF semblent vivre « d'un même élan la défense de leur foi catholique et leur adhésion à la ligue d'Action française »[513], il faut souligner, après Jacques Prévotat et Emile Poulat que ces derniers doivent tout de même être catégorisés en trois groupes distincts : les maurrassiens catholiques, les catholiques maurrassiens[514] et les catholiques d'abord[515]. La différence est notable et entraîne un rapport à l'AF fondamentalement différent. La matrice catholique a ainsi représenté un vecteur d'engagement aussi solide qu'ambigu au sein de la ligue d'AF.

---

511 Quotidien d'*AF*, 20 janvier 1912

512 LE BEGUEC Gilles et PREVOTAT Jacques, « L'éveil à la modernité politique » dans SIRINELLI Jean-François, op. Cit. p.244-245

513 PREVOTAT Jacques, « Les milieux catholiques d'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.*, p.158

514 Distinction entre catholiques maurrassiens et maurrassiens catholiques proposée par Emile Poulat en 1976

515 Catégorie ajoutée par Jacques Prévotat

II. Les matrices antirépublicaine et antidreyfusarde

1) Antirépublicanisme et antiparlementarisme

Dans les années 1899-1905, on assiste à la constitution des grands partis qui vont régir la vie politique française jusqu'en 1939 (à l'exception du PCF évidemment).
A gauche, le Parti républicain radical et radical-socialiste (1901) et la SFIO (1905) ; au centre et à droite, l'Alliance Républicaine Démocratique (1901), l'Action libérale (1902), la Fédération républicaine (1903) :

- L'Alliance républicaine démocratique naît de la scission des progressistes qui, en désaccord avec Méline sur l'affaire Dreyfus, votent la confiance à Waldeck-Rousseau en 1899. En 1907, l'ARD bascule du centre-gauche vers le centre-droit et s'éloigne de ses alliés du Bloc. Elle reprend la formule « ni réaction ni révolution » et ne veut pas laisser aux radicaux le monopole de la défense républicaine.[516]

- L'Action libérale populaire de Jacques Piou est issue du groupe des ralliés ; elle s'oppose à la politique anticléricale du Bloc et veut s'ouvrir aux préoccupations du catholicisme social. A la démocratie représentative, l'ALP oppose la représentation professionnelle.[517]
L'AF se montre particulièrement vigoureuse contre Piou et s'attache continuellement à prouver l'erreur que constitue le ralliement à la République. Elle rejoint d'ailleurs sur cette thématique les comités royalistes qui luttent âprement contre l'ALP au moment des élections.[518]

- La Fédération républicaine est issue du groupe des progressistes hostiles au Bloc des Gauches. Elle est fondée sous le patronage de Méline en 1903. Elle est libérale sur les plans politique et économique.[519]

[516] Voir SANSON Rosemonde, *L'Alliance républicaine et démocratique. Une formation du centre (1901-1920)*, Presses universitaires de Rennes, 2003
[517] Voir JANET-VENDROUX Evelyne, *Jacques Piou et l'Action libérale populaire (1901-1914)*, Doctorat de l'Université Paris X, sous la direction de LE BEGUEC Gilles, 2012
[518] Divers rapports des RG, 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 861
[519] Voir BERNARD Mathias, *La dérive des modérés: la Fédération républicaine du Rhône sous la IIIème République*, L'Harmattan, Paris et Montréal, 1998

- Le parti radical est l'héritier d'un courant idéologique apparu sous la monarchie de Juillet, le radicalisme, qui veut instaurer la démocratie politique et sociale. En 1907, les radicaux se donnent un programme qui repose sur trois piliers : l'attachement aux institutions républicaines ; un réformisme social qui s'appuie sur le solidarisme, rejette la lutte des classes, refuse le libéralisme et préconise l'intervention de l'État ; un refus du nationalisme et un désir d'instituer un droit international avec la création d'une « Société des Nations ».
L'histoire du parti radical est intrinsèquement liée à celle de la franc-maçonnerie qui devient, au moment de l'affaire Dreyfus, majoritairement radicale.[520]

- La SFIO est également l'héritière d'une famille politique apparue dès le début du XIXème siècle. Sa naissance marque le début de l'unification du socialisme français jusqu'alors divisé en plusieurs courants : le Parti ouvrier français de Guesde, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire d'Allemane, la Fédération des travailleurs socialistes de Brousse, les héritiers de Blanqui regroupés dans le Comité central révolutionnaire, les socialistes « indépendants » (Malon, Millerand, Viviani, Briand, Jaurès). La fondation de la SFIO paraît être la victoire de Guesde sur Jaurès avec notamment l'affirmation de l'antiministérialisme mais, en réalité, Jaurès exerce une influence majeure sur le parti.
Au moment de la création de la SFIO, Briand, Viviani et quelques autres quittent le parti et fondent, en 1911, le Parti républicain socialiste.[521]

- Au début du XXème siècle, nous avons déjà évoqué l'influence plus ou moins notable de diverses organisations ligueuses d'extrême droite. Il convient également de souligner l'importance du groupe des anarchistes qui, loin de se réduire à du simple banditisme, pénètre également les milieux intellectuels et représente, de fait, une force politique non négligeable.

L'AF se fonde au même moment que ces différents partis politiques ; elle affirme continuellement son rejet de ce système politique et refuse d'être considérée comme un parti politique. C'est d'ailleurs un des facteurs qui explique son choix pour la formule ligueuse en 1905.

Un de ses arguments pour justifier son antirépublicanisme et son antiparlementarisme réside dans l'instabilité de cette forme gouvernementale. En l'occurence, les années qui précèdent le premier

[520] Voir BERSTEIN Serge, *Histoire du Parti radical*, 2 tomes, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1982
[521] Voir DROZ Jacques, *Histoire générale du socialisme*, 3 tomes, PUF, Paris, 1977

conflit mondial lui donne régulièrement des occasions de rappeler ses arguments. En effet, « alors que les résultats électoraux témoignent d'un ancrage à gauche de l'opinion et que la « discipline républicaine » fonctionne bien, quinze ministères se succèdent de 1905 à 1914. »[522]
De plus, l'AF profite de l'inquiétude d'une partie de l'opinion liée aux résultats des élections en faveur de la gauche. Comme le souligne une note d'un correspondant de juin 1906 : « Depuis l'échec des libéraux et des progressistes aux dernières élections, un grand nombre de gens jusqu'ici indifférents, se sont ralliés aux partis extrêmes surtout aux royalistes, croyant que seule une restauration monarchique ramènerait la paix et l'ordre. Les royalistes le sentent bien et ils en profitent. C'est là leur terrain. (…) Ils se proposent de montrer aux yeux des négociants, des petits rentiers, et même des ouvriers aisés contents de leur sort, les résultats de l'application des théories de Jaurès (…) »[523]

Nous pourrions revenir sur les critiques de l'AF sur chacun de ces gouvernements ainsi que sur les attaques quotidiennes contre les figures républicaines : Combes, Briand et Poincaré ont évidemment droit à des portraits au vitriol. Cela étant, à un niveau purement militant, avant 1914, l'antirépublicanisme de l'AF prend essentiellement la forme de l'antidreyfusisme et trouve un écho à l'occasion de diverses campagnes de propagande qui prouvent déjà une forte capacité de mobilisation.

2) 1906-1907 : les trois « Appels au pays »

L'Affaire est à l'origine de la naissance de l'AF à la fin du XIXème siècle mais elle est également une des clefs de voûte de l'édifice maurrassien. Comme l'explique Jacques Prévotat, elle est « le témoin du mal profond dont est atteint le pays depuis un siècle, la preuve manifeste de l'abandon de l'héritage français aux mains de l'étranger, Juifs, francs-maçons, protestants, métèques, ces fameux « quatre Etats confédérés », dont la présence au premier plan annihile petit à petit la substance vivante et nationale du pays réel. »[524]
L'histoire officielle de l'affaire Dreyfus selon l'AF est rédigée par Frédéric Delbecque et le colonel Georges Larpent, sous le pseudonyme d'Henri Dutrait-Crozon, publiée sous le titre *Précis de*

[522] LEYMARIE Michel, *De la Belle-Epoque à la Grande Guerre*, *op. Cit.* p.153-154
[523] Note d'un correspondant, 18 juin 1906, Archives nationales, Paris, F7 12 862
[524] PREVOTAT Jacques, « Charles Maurras », dans DROUIN Michel (Dir.), *L'Affaire Dreyfus*, Flammarion, Paris, 2006 (1ère édition 1994), p.237

l'Affaire Dreyfus[525]. Leur ouvrage paraît pour la première fois en 1909 et devient un texte de référence pour les militants de la ligue. Dutrait-Crozon, reprend étape par étape l'Affaire depuis ses origines jusqu'aux campagnes de l'Action française suivant la réhabilitation. Vincent Duclert explique que sa thèse cherche à prouver que les Juifs ont réussi à sauver Dreyfus en faisant accuser à sa place le commandant Esterhazy afin de détruire la France.[526]
Jacques Prévotat confirme cette analyse en soulignant que « l'ouvrage accumule citations et références, et offre l'apparence de toutes les garanties scientifiques, à l'exception de la vérité. »[527]

Si les discours antidreyfusards sont particulièrement nombreux depuis les origines de l'AF, on peut considérer que la campagne de propagande active de la ligue débute en 1906 après la réhabilitation de Dreyfus. Henri Vaugeois explique qu'à partir de cette date, « quelque chose est commencé : une espèce de merveilleuse, facile, profonde et formidable mobilisation de toutes les réserves morales que nous savions bien exister dans le grand et vieux Peuple dont nous avons l'honneur d'être les membres. »[528]

Le 12 juillet 1906, la Cour de cassation casse le jugement de la cour de Rennes, sans renvoi. Cette décision est à l'origine du fameux talisman de l'Action française. Après cet arrêt de la Cour de cassation, Dreyfus se retrouve logiquement réintégré dans l'armée au grade de capitaine avec une ancienneté remontant au 12 septembre 1889. Ainsi, le gouvernement, sous peine de désavouer la Cour de cassation, ne peut que nommer Dreyfus chef d'escadron. Mais, comme ce dernier n'a pas exercé de commandement depuis deux ans, il ne peut être promu au grade supérieur. Il est donc nécessaire de légiférer.
Le projet, adopté à la Chambre le 13 juillet 1906 par 432 voix contre 32, est immédiatement porté au Sénat. C'est à ce moment que le général Mercier intervient, convaincu de la culpabilité de Dreyfus : « Je me crois obligé de déclarer que ma conviction acquise par les débats de 1899, n'est aucunement ébranlée. Par conséquent ma conscience (…) ne me permet pas de m'associer au vote que vous allez émettre. »[529] Cette intervention n'empêche pas la loi d'être votée par 182 voix contre 30. En revanche, le général Mercier devient un héros du combat antidreyfusard et indirectement de l'AF qui lance alors une grande campagne de souscription afin de lui offrir une médaille en or.
Notons que l'appel aux souscriptions pour le général Mercier dépasse largement les rangs de l'AF

525 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.75
526 DUCLERT Vincent, *Alfred Dreyfus. L'honneur d'un patriote*, Fayard, Paris, 2006
527 PREVOTAT Jacques, « Charles Maurras » dans DROUIN Michel, *op. Cit.* p.238
528 VAUGEOIS Henri, « Notes politiques. Le réveil du nationalisme », Revue *L'Action française*, 15 octobre 1906, p.124, BNF Gallica
529 DUTRAIT-CROZON Henri, *Précis de l'Affaire Dreyfus*, Nouvelle librairie nationale, 1924, p.557

comme le prouve une lettre du député M. de Mahy à Henri Vaugeois publiée dans la *Revue d'Action française* le 15 octobre 1906 : « J'ai l'honneur de vous adresser ma modeste souscription pour la médaille offerte à M. le général Mercier, à titre d'hommage national. Mais il est bien entendu que cela n'implique aucune adhésion de ma part à la politique de l'Action française. La politique de l'Action française est antirépublicaine. Je la combats. Tout au contraire, je vois dans l'hommage au général Mercier une manifestation purement nationale. »[530]

Une note des RG datée du 2 novembre 1906 souligne que la propagande en faveur de Mercier n'est qu'un prétexte pour « déterminer dans l'armée, parmi les officiers et les grands chefs, un courant nettement hostile au gouvernement. »[531]

Une autre note du 14 octobre 1906 explique que l'AF « n'est pas très satisfaite de la souscription qu'elle a ouverte » car, « malgré tout le bruit fait autour de cette campagne par la presse d'opposition, on reste stupéfait de voir si peu d'entrain parmi les gens que l'affaire Dreyfus avait passionnés (…) »[532] Cela étant, l'AF reçoit anonymement la somme de 10 000 francs « en l'honneur du général Mercier »[533] ce qui lui permet de développer sa campagne de propagande.

La médaille est officiellement remise au général Mercier au cours d'une réunion organisée à la salle Wagram le 29 juin 1907.[534] D'après un rapport de police, 3000 personnes sont présentes.[535]

Parallèlement, dès le 20 septembre 1906, l'AF fait placarder un premier « Appel au pays » intitulé « La loi faussée par la cour de cassation pour réhabiliter le juif Dreyfus ».

Il s'agit de la première grande campagne d'affichage provinciale de l'AF. La revue précise les méthodes à employer en citant notamment l'exemple de Nancy.

L'affichage est, pour la première fois, rigoureusement planifié comme l'explique M. de Faultrier, président de la section nancéenne : « L'opération se fera avec toute la méthode et les soins désirables. Notre personnel de jeunes gens a été divisé en trois équipes comprenant chacune deux colleurs, un aide porteur d'affiches et deux faisant le guet à chaque bout de la rue. La ville a été divisée en trois secteurs et tous les emplacements ont été reconnus et notés de façon qu'il n'y ait pas d'incertitude au moment d'agir. » L'affichage semble être une réussite d'après M. de Faultrier : « Après avoir reçu tous les rapports des équipes et parcouru une partie de la ville je puis vous dire avec joie que l'affichage est parfaitement réussi. Nous avions deux cent cinquante affiches : il en a

530 Lettre du député M. de Mahy à Henri Vaugeois, 26 septembre 1906, publiée dans la Revue *L'Action française*, 15 octobre 1906, BNF Gallica

531 Note des RG du 2 novembre 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

532 Note des RG du 14 octobre 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

533 La souscription est anonyme mais un rapport de police semble penser qu'il pourrait s'agit du duc d'Orléans, Note d'informateur du 2 novembre 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

534 Revue *L'Action française* du 1er juillet 1907, BNF Gallica

535 Rapport de police du 30 juin 1907, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

été placardé deux cent trente. Les vingt restantes n'ont pas pu être apposées parce que le seau de colle de l'équipe a été renversé par accident, et qu'à 2 heures du matin il était impossible de le remplacer. (…) Les trente affiches qui n'ont pas pu être placardées cette nuit à Nancy faute de colle, seront posées demain à Janville et en d'autres faubourgs ouvriers. »[536]
Nous n'avons malheureusement pas trouvé traces de cet épisode dans les archives départementales de Meurthe et Moselle mais, plus que les conséquences militantes, c'est bien l'organisation de l'affichage qui est très intéressante. A travers cette campagne, la ligue d'AF de province découvre un procédé sans cesse réemployé ensuite.

Les affiches de « L'appel aux pays » sont placardées dans toute la France. Par ailleurs, la souscription de 10 000 francs précédemment évoquée est immédiatement employée à l'impression d'une brochure de propagande intitulée « Vérité, Justice, Patrie » reproduisant « L'appel au pays », les lettres du général Mercier à la cour de Cassation, les articles de Dutrait-Crozon sur « La République de Dreyfus » et « Le général Mercier ministre de la guerre ». L'AF organise une distribution gratuite de cette brochure et redouble l'effort d'affichage de « L'appel au pays ». Elle lance d'ailleurs, le 1er novembre 1906, son deuxième « Appel au pays » intitulé « Picquart au ministère ; L'indiscipline, le faux témoignage et le faux à l'ordre du jour de l'armée ».

Malgré cet apparent succès, en novembre 1906, une note des RG explique qu'« à l'Action française on est découragé. La campagne entreprise par elle contre l'arrêt de la cour de cassation n'a pas donné ce qu'on attendait et MM. Vaugeois et Maurras qui s'étaient imaginés faire un bruit énorme autour d'eux, sont complètement déçus. »[537]
Une autre note du 23 décembre 1906 confirme que l'AF ne semble pas satisfaite des résultats de sa campagne : « MM. Vaugeois et Maurras en tirent des profits personnels, mais ils désespèrent aujourd'hui de réveiller cette affaire et ils constatent avec peine que si les royalistes des divers comités suivent leurs réunions, les chefs des groupes nationalistes paraissent les ignorer complètement. (…) Ils voient aujourd'hui qu'il n'y a plus rien à faire sur la question de Dreyfus dont tout le monde se désintéresse. »[538]

Le troisième « Appel au pays » est diffusé à partir de janvier 1907 et s'intitule « Les serviteurs de l'étranger ». L'affaire Dreyfus est ici largement dépassée. Il est d'ailleurs davantage question de Clemenceau et de sa politique que de la réhabilitation de Dreyfus. A travers ce nouvel appel, l'AF

536 Revue *L'Action française* du 15 décembre 1906, BNF Gallica
537 Note des RG du 17 novembre 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
538 Note des RG du 23 décembre 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

cherche véritablement à toucher au maximum l'opinion. Elle a alors conscience de l'existence d'un renouveau du nationalisme après la réhabilitation de Dreyfus et tente d'en profiter.

La revue publie, en janvier 1907, un bilan chiffré du matériel de propagande sorti du bureau d'AF depuis le mois de septembre 1906

- 300 000 exemplaires du premier « Appel au pays »
- 260 000 exemplaires du deuxième
- 300 000 exemplaires du troisième.
- 860 000 feuilles volantes reproduisant les trois appels
- 120 000 exemplaires de la brochure « Vérité, Justice, Patrie »
- 70 000 exemplaires de « Picquart »
- 60 000 exemplaires de « Mercier »
- 60 000 exemplaires de « Esterhazy »
- 30 000 exemplaires de Dreyfus.

L'AF souligne également que son « œuvre s'est bornée à mettre ces documents à la disposition des patriotes. C'était à ceux-ci de nous les demander et de les répandre dans tous les milieux, sur tous les points du territoire. »[539] Cette affirmation renvoie à l'idée de l'autonomie des sections provinciales déjà évoquée.

Parallèlement à la grande campagne d'affichage, l'AF organise également une série de conférences qui débutent, en décembre 1906, par trois grandes journées à l'occasion de l'anniversaire du premier procès de Dreyfus de 1894 :

- Mercredi 19 décembre : Henri Vaugeois parle de la « Raison d'Etat dans l'affaire Dreyfus » sous la présidence d'Henri Vaugeois.
- Jeudi 20 décembre : Le commandant Cuignet et Paul Robain parlent de « La vérité de fait dans l'affaire Dreyfus » sous la présidence du comte de Lur-Saluces.
- Vendredi 21 décembre : Marie de Roux et Léon Daudet parlent de « La justice dans l'affaire Dreyfus » sous la présidence de Léon de Montesquiou.

Les discours de ces conférences sont reproduits dans la revue du mois de janvier 1907.[540]

Ces conférences sont sans conteste un succès et c'est pour cette raison que l'AF en organise une autre dès le mois de janvier 1907 pour célébrer l'anniversaire de la « dégradation du traître Dreyfus ». D'après Eugen Weber, cette réunion est une réussite et attire une foule telle, que

[539] « L'offensive et l'opinion », Revue *L'Action française* du 15 février 1907, BNF Gallica
[540] Revue *L'Action française* des 1er et 15 janvier 1907, BNF Gallica

plusieurs réunions subsidiaires se tiennent en parallèle dans les cafés voisins.[541]
Une autre grande réunion de propagande se tient le 18 mars 1907 à la salle Wagram au cours de laquelle Léon de Montesquiou prononce un réquisitoire contre Picquart.

Les conférences sont ensuite « exportées » en province par l'intermédiaire d'Henri Vaugeois, du commandant Cuignet, de Paul Robain et de la marquise de Mac Mahon : Poitiers ; Moulins ; Rouen ; Laval[542] ; Nantes[543] ; Saint Dié ; Nancy[544] ; Bordeaux ; Dax ; Bayonne[545]; Perpignan ; Montpellier[546] ; Marseille ; Toulouse ; Baume les Dames...[547]

Les réactions semblent avoir été nombreuses bien que difficilement chiffrables. La police et la gendarmerie ont régulièrement tenté de faire confisquer les affiches ou d'intimider les colleurs en les menaçant de procès-verbaux. Des affiches ont également été lacérées dans diverses villes de province. Toutefois, l'AF affirme que les propagandistes ne risquent rien dans la mesure où la seule véritable réponse que pourrait faire le gouvernement serait une poursuite devant la cour d'assises. Mais le gouvernement cherche avant tout à éviter un scandale public. Dreyfus intente un procès contre l'AF et demande des dommages et intérêts.
Il n'y a cependant pas de procès aux assises contre l'AF à l'occasion de cette campagne. Ce qui n'empêche pas certains de ses membres d'en subir les conséquences comme par exemple Léon de Montesquiou, d'abord suspendu pour un an de ses fonctions d'officier de réserve en raison de son rôle dans la publication et la distribution des affiches de l'AF puis carrément révoqué à partir du mois d'octobre 1907.[548]

Au final, s'il est important de retenir le caractère rationnel et méthodique de cette première campagne de propagande d'envergure menée par la jeune ligue d'Action française, il ne semble pas qu'elle ait atteint tous les objectifs envisagés par les dirigeants du mouvement. C'est en tout cas ce qui ressort d'une note des RG de juillet 1907 : « Mais le malheur pour eux – ils le sentent bien – c'est que leur ligue dite « Action » se compose d'un comité très remuant, très discoureur, très empressé à rédiger des affiches et des tracts mais qui ne dirige point des troupes organisées, disciplinées en vue de manifestations publiques. » De plus, les ligueurs sont décrits comme « très

[541] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.59
[542] Revue *L'Action française* du 1er mars 1907, BNF Gallica
[543] Revue *L'Action française* du 1er avril 1907, BNF Gallica
[544] Revue *L'Action française* du 1er mai 1907, BNF Gallica
[545] Revue *L'Action française* du 15 mai 1907, BNF Gallica
[546] Revue *L'Action française* du 1er juin 1907, BNF Gallica
[547] Revue *L'Action française* du 15 juin 1907, BNF Gallica
[548] Revues *L'Action française* du 1er juillet 1907 et 15 octobre 1907, BNF Gallica

éparpillés » et « sont généralement des « gens trop distingués » pour descendre dans la rue et se risquer à une bagarre. » La note souligne également que « si tous ces gens-là sont de cœur avec l'Action française, s'ils applaudissent aux efforts de son comité, s'ils assistent volontiers à ses conférences, ils bornent généralement là et à quelques souscriptions leur zèle et leur action. » Cette situation « paraît si déplorable à son Comité, que Vaugeois parle de la nécessité « d'organiser ses bataillons », « de grouper ses ligueurs » pour être désormais en état d'agir, le cas échéant, et non d'en être réduit (…) à compter sur les anarchistes, sur les hervéistes, sur tous ceux que le hasard peut amener à manifester. »[549]

Cela étant, au cours de l'année 1907, de nombreuses dépêches de police municipale rapportent que le public présent aux réunions d'AF est tel qu'un grand nombre de personnes attendent à l'extérieur.[550]

L'AF ne se décourage toutefois pas et compte sur l'effet provoqué par son « talisman 445 » pour regrouper ses troupes et les pousser à une action d'envergure.

3) Gregori, Cuignet et le talisman « 445 »

L'AF met très rapidement en place sa rhétorique relative au « faux » de la cour de cassation lié à l'article 445. Sa thèse est simple : l'AF dénonce la République toute entière par l'intermédiaire de la réhabilitation de Dreyfus, les mots employés dans ses trois appels successifs sont violents mais elle n'est pas poursuivie en justice par les autorités. Ainsi, l'AF considère que l'affaire Dreyfus est un « talisman ». Le terme est employé pour la première fois dans la revue du 15 avril 1907 : « Tout le monde sait maintenant qu'il suffit de nommer Dreyfus un traître et la Cour de cassation cour faussaire, pour acquérir sur tout le territoire de la République une immunité absolue. L'affaire Dreyfus est un talisman : avis à qui veut faire de l'opposition sérieuse. »[551]

L'Almanach de 1910 rappelle également que : « La ligue d'Action française n'a jamais perdu de vue que la politique imaginée pour sauver Dreyfus nous offre, en même temps que le meilleur emblème, le point le plus vulnérable du régime antifrançais que notre but est de détruire. »[552]

A partir de la fin de l'année 1907, la propagande relative à l'affaire Dreyfus est un peu moins visible,

549 Note des RG, 10 juillet 1907, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
550 Dépêches de police municipales, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
551 Revue *L'Action française* du 15 avril 1907, BNF Gallica
552 « L'offensive contre Dreyfus », *Almanach* de l'Action française, 1910, p.40, BNF Gallica

bien que toujours présente dans la rhétorique intellectuelle des ligueurs et conférenciers. La propagande des premiers mois de l'année 1908 est, en effet, presque entièrement tournée vers la parution du quotidien. Au printemps, l'AF se signale également au cours de l'affaire Andler[553] et elle souhaite, d'après une note des RG du 18 mai 1908 profiter des incidents « pour grouper des équipes de manifestants contre la panthéonisation de Zola ».[554] Une autre note explique d'ailleurs que « cette question Andler » a été « une bonne préparation à la grosse affaire Zola »[555]

L'AF semble avoir hésité sur l'attitude à adopter lors de l'affaire Zola. Une note des RG du 29 mai 1908 explique que « les groupes réactionnaires n'ont pas encore pris de mesure en ce qui concerne la cérémonie du 4 juin. Cela tient à une certaine hésitation de la part des militants de l'Action française et des différents groupes royalistes et nationalistes d'étudiants, qui redoutent de se trouver en infériorité devant les contingents des groupes socialistes. »[556] La manifestation organisée par l'AF le 3 juin est de toute manière très vite évincée par la tentative de meurtre contre Dreyfus au cours de la cérémonie perpétrée par le journaliste Gregori. Les rapports de la préfecture de police stipulent que l'AF aurait été associée à la préparation de ces événements et que Maurras y aurait été hostile car Dreyfus serait, selon lui, « la meilleure arme contre la République ».[557]

Le 5 juin, Léon Daudet, dans son article intitulé « Tout se paie » revient, avec son lyrisme habituel, sur les événements de la veille et sur les conséquences propagandistes espérées : « Une cérémonie abominable, comme celle qui achève de se délayer dans la nausée universelle fait plus, pour la propagande de la vérité politique, que dix mille conférences et que cent mille articles. Tout Français digne de ce nom cherche en ce moment une issue pour sa fureur et son espérance. L'atroce journée a éparpillé ses dernières illusions démocratiques. Il a compris, par le fait brutal, l'incompatibilité absolue de la République et de la patrie, de la République et de l'armée, de la République et de l'honneur. Il a compris que ce carnaval conjoint de la vidange et de la trahison ne pouvait mener qu'au renversement du régime ou à la mort du pays. »[558]

Le « patriote Gregori » est également largement défendu et encensé dans les colonnes du quotidien au cours des jours qui suivent la cérémonie de panthéonisation.

L'AF cherche à profiter de l'agitation après cet événement. Une note de correspondant affirme, le 10 juin, que « l'Action française entretient dans ce milieu des hommes à elle qui parcourent le quartier latin pour exciter ces jeunes gens. (…) Quant à la tentative d'assassinat commise par M. Gregori on

---

553 Nous y reviendrons
554 Note des RG du 18 mai 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
555 Note des RG du 22 mai 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
556 Note des RG du 29 mai 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
557 DARD Olivier, *Charles Maurras*, *op. Cit.* p.105
558 DAUDET Léon, « Tout se paie », Quotidien d'*AF*, 5 juin 1908

s'en réjouit d'autant plus à l'Action française qu'on est à peu près certain qu'elle entraînera la comparution de l'auteur devant la Cour d'Assises et que l'on compte sur ce progrès pour remettre à jour l'affaire Dreyfus. »[559]

L'épisode renforce ainsi la campagne du « talisman » de l'AF. Dès le 7 juin, un ligueur accusé de tapage nocturne brandit le 445 au commissariat et n'est pas poursuivi (d'après la version de l'AF). Le 9, c'est dans une réunion de la Ligue des Droits de l'homme à Lyon qu'un ligueur parle du 445 et est jeté dehors après une bagarre.

Les journaux républicains tentent de se défendre en expliquant que le talisman est une « simple fumisterie de messieurs les nationalistes » et qu'« aucun crime ou délit n'étant imputable à Dreyfus, il n'y a pas à le faire comparaître devant un tribunal quel qu'il soit. »[560]

Il n'empêche que l'acquittement de Gregori au mois de septembre 1908 sonne comme une victoire pour l'AF. Elle ne manque pas d'exploiter l'événement et d'encenser à la fois Gregori mais aussi André Gaucher, qui a parlé du talisman lors du procès, et le commandant Cuignet qui a écrit une lettre à M. Ballot-Beaupré, président de la Cour de Cassation[561]. De plus, la prise de parole de Dreyfus donne une ampleur supplémentaire à la propagande de l'AF comme l'explique une note des RG du 4 octobre 1908 : « Malgré l'hostilité très marquée qu'elle a rencontré au début de sa nouvelle campagne antidreyfusarde, chez presque tous les anciens chefs nationalistes et leurs journaux, « l'Action française » ne désespère pas du tout d'obliger la plupart de ceux-ci à se joindre peu à peu à elle. (…) Aussi, est-ce avec une joie véritable qu'on a vu, à l'Action française, Dreyfus entreprendre de défendre la cour de cassation. « Rien ne pouvait être plus heureux ! » déclare Maurras que le silence et l'inaction du président Ballot-Beaupré, des conseillers à la cour de cassation et du gouvernement lui-même commençait à préoccuper un peu, car s'il est vrai qu'ils permettaient de nouvelles attaques ou la répétition des mêmes, ils avaient aussi, pour l'Action française, le fâcheux effet d'empêcher le retentissement de ses attaques (…) Dreyfus s'en mêlant, et se mettant à polémiquer dans les journaux contre les royalistes de l'Action française, il devient impossible que ce silence redouté de celle-ci dure plus longtemps. »[562]

Et, effectivement, cette affaire a un écho provincial très important en particulier grâce à la presse monarchiste et nationaliste : l'*Express du Midi*, le *Journal du Loiret*, l'*Avenir du Loir et Cher*, la *Bourgogne*, le *Courrier de la Vienne*, le *Courrier du Pas de Calais*, le *Messager de la Creuse*, le

559 Note d'un correspondant, 10 juin 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 862
560 Quotidien d'*AF* du 13 septembre 1908
561 Intégralité de la lettre reproduite dans le quotidien d'*AF* du 16 septembre 1908
562 Note des RG du 4 octobre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

Nouvelliste de la Somme[563], le *Journal de Rennes*, le *Courrier de l'Eure*, la *Gazette du Centre*, le *Messager de Valence*, le *Réveil de la Haute-Saône*, le *Propagateur picard*[564], *l'Eclair* de Montpellier, l'*Avrenchain*, le *Mémorial des Pyrénées*, *l'Abbevillois*, le *Petit Patriote*, le *Vosgiens*, le *Journal de la Meurthe et des Vosges*, le *Roussillon*, le *Journal de Maine et Loire*, le *Nouvelliste de la Sarthe*, le *Nouvelliste des Vosges*, le *Nouvelliste de Mayenne*, l'*Electeur des Côtes du Nord*, le *Patriote Vendômois*, le *Réveil marseillais*, la *Provence nouvelle*[565], le *Nouvelliste de Bordeaux*, le *Journal de l'Indre et Loire*[566], le *Petit Versaillais*, le *Réveil de l'Oise*[567] Tous ces journaux cherchent à exploiter l'affaire parisienne.

Après l'envoi de sa lettre à Ballot-Beaupré, le commandant Cuignet devient le symbole de la campagne de dénonciation d'AF. On se souvient qu'il avait déjà joué un rôle important dans les conférences suivant les appels au pays de 1906-1907. Le commandant Cuignet est, en fait, impliqué dans l'affaire Dreyfus depuis de longues années. C'est lui qui, en 1898, révèle le faux du colonel Henry. Malgré son intime conviction de la culpabilité de Dreyfus, il révèle tout de même sa découverte et est ainsi à l'origine de la première révision du procès de Dreyfus. Cuignet cherche continuellement à minimiser le faux du colonel Henry en expliquant qu'il s'agissait de contrecarrer les plans de Picquart.

La lettre de septembre 1908 donne lieu à une vaste campagne d'affichage. Tout d'abord à Paris puis en province. Comme précédemment, l'AF espère des poursuites judiciaires qui lui offriraient une publicité énorme. Le 25 septembre, Daudet écrit ainsi en première page : « Poursuivront pas ? Depuis quarante-huit heures que la lettre du commandant Cuignet au Président de la Cour infâme, Ballot-Beaupré, est affichée dans tout Paris, le gouvernement n'a pas bougé. (…) Le gouvernement s'imagine peut-être que le commandant Cuignet et l'Action française se lasseront ? »[568] En l'occurrence, la campagne de propagande de l'AF ne fait que commencer. Comme l'explique Eugen Weber, l'AF cherche alors de plus en plus activement à attirer l'attention des autorités et à être traduite en justice.[569] Toutefois, elle veut être poursuivie sur le fonds et non sur la forme ; c'est pour cela que le journal appelle régulièrement à respecter la loi pour l'affichage afin de ne pas permettre aux forces de l'ordre de retirer les affiches pour un simple défaut de timbre. Elle rappelle ainsi les modalités d'affichage mais également la loi de 1881 garantissant le droit d'afficher ce qui n'empêche

563 Quotidien d'*AF* du 14 septembre 1908
564 Quotidien d'*AF* du 16 septembre 1908
565 Quotidien d'*AF* du 24 septembre 1908
566 Quotidien d'*AF* du 25 septembre 1908
567 Quotidien d'*AF* du 28 septembre 1908
568 Quotidien d'*AF* du 25 septembre 1908
569 WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.72

pas de régulières altercations avec la police.
L'AF se vante quotidiennement du succès de sa campagne de propagande. Elle multiplie les méthodes de diffusion du 445 : des cartes postales du talisman ; des feuillets de propagande[570] ; une breloque 445 est également fabriquée : une ligueuse explique que depuis qu'elle porte ainsi le talisman, elle reconnaît sans peine les amis et les ennemis de l'AF aux sourires ou aux grimaces[571]
A la mi-octobre, l'AF imprime également un portrait de Ballot-Beaupré largement diffusé sous la forme de feuilles volantes en même temps que le texte de la lettre de Cuignet.

C'est aussi à la mi-octobre qu'un nouveau personnage entre publiquement dans la controverse. Il s'agit du jeune Maxime Real del Sarte, étudiant aux Beaux-Arts, appelé à un avenir important parmi les camelots du roi. Ce dernier crie le talisman 445 au moment de l'installation de Baudoin à la place de Ballot-Beaupré à la Cour de cassation. Il est immédiatement interpellé mais très vite relâché ce qui prouve, encore une fois, d'après l'AF, la puissance de ses arguments. Maxime Real del Sarte est évidemment encensé par la presse provinciale de l'AF. Il reçoit des adresses de félicitations de nombreuses sections partout en France. L'acte de Real del Sarte renforce encore le mouvement de propagande de l'AF à Paris et en province. Il est surtout essentiel dans la mesure où il pose le premier jalon de l'histoire des camelots du roi.

Au mois de novembre 1908, à Montpellier, c'est M. de Lajudie, président du groupe de la Jeunesse royaliste, avocat à Montpellier, qui affiche la lettre de Cuignet et le portrait de Ballot- Beaupré au Palais de justice. L'AF en fait un symbole au même titre que Cuignet, Gaucher ou Real del Sarte.
Plus largement, on peut dénombrer au moins une centaine de villes de province où fut affichée la lettre du commandant Cuignet.
Quelle que soit la réalité du succès sur l'opinion de cette campagne de propagande, il n'empêche qu'elle permet à l'AF de renforcer sa confiance. Une note de correspondant d'octobre 1908 souligne ainsi qu' « à tort ou à raison, les partis d'Opposition sont convaincus que nous sommes à la veille d'un « réveil de l'opinion publique » et d'un « retour de fortune ». Il est indéniable que la confiance est à l'ordre du journal. Elle n'existe point seulement dans les articles de journaux. Elle inspire tous les groupes de jeunes, les comités royalistes, et donne à leur action une ardeur et une cohésion qui leur ont toujours manqué jusqu'alors. »[572]

---

570 Quotidien d'*AF* 2 octobre 1908
571 Quotidien d'*AF* 11 octobre 1908
572 Note d'un correspondant, 19 octobre 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 862

4) Les attaques contre les statues républicaines

Profitant de l'agitation autour du « 445 », l'AF se mobilise fortement, à Nîmes, contre l'érection d'une statue de Bernard Lazare. Une grande réunion pour « protester contre l'érection de cette statue au protagoniste de la révision du procès du Traître Dreyfus »[573] est organisée le 4 octobre avec la présence d'Henri Vaugeois, de Léon Daudet et du commandant Cuignet. L'AF appelle à une vaste mobilisation et organise même des voyages à prix réduits vers Nîmes. Le journal fait état de la présence d'au moins 4000 personnes à la réunion du 4 octobre au Casino de Nîmes. Une note des RG avance plutôt le chiffre de 2500 assistants alors que les organisateurs espéraient accueillir au moins 10 000 personnes.[574]

La statue de Bernard Lazare est finalement mutilée le 14 juillet 1909 malgré diverses mesures de protections policières. Cette attaque marque le paroxysme de la campagne de destruction de statues dreyfusardes entamée par l'AF au début de 1909[575] dans le sillon des premières grandes manifestations des camelots du roi, à Paris, contre Thalamas. L'AF rappelle alors que « Dreyfus est à l'origine de tous les scandales actuels »[576]

La première statue défigurée est celle de Ludovic Trarieux, le 17 février 1909, au cours d'une des manifestations contre Thalamas. L'AF revendique les faits en expliquant que « cette statue a été élevée par les métèques, leurs complices et serviteurs sur la place Denfert-Rochereau, presque en face du Lion de Belfort : exemple typique du sadisme juif qui se complaît à souiller toujours du voisinage des trophées de ses victoires ignominieuses les souvenirs de la France héroïque ! »[577]

Encore une fois, on retrouve toute la propagande habituelle de l'AF avec au centre la figure du juif.

Le 1er mars, les camelots s'attaquent à la statue d'Emile Zola.[578] Une note des RG du 3 mars 1909 rapporte alors que « le déboulonnage des statues dreyfusardes (…) est absolument décidé maintenant. (…) Ces procédés d'anarchistes, froidement envisagés par les enragés de l'Action française, et décidés sans l'ombre d'un scrupule ou d'une hésitation, donnent une idée de l'état d'esprit qui règne dans les groupes que mènent Maurras, Daudet et del Sarte. « Prêts à tout, décidés à aller jusqu'au bout, coûte que coûte, résolus à obéir à la consigne quelle qu'elle soit », telles sont les déclarations que font couramment ces dangereux agités, que leurs chefs maintiennent le plus

---

573 Quotidien d'*AF* du 18 septembre 1908

574 Note des RG, 6 octobre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

575 RONSENBLATT Brooke Stacey, *Manipulating History : The Camelots du Roi's campaign to quash Dreyfusard monuments*, M.A Thesis, University of Maryland, 2005

576 Quotidien d'*AF* du 18 février 1909

577 Quotidien d'*AF* du 18 février 1909

578 RONSENBLATT Brooke Stacey, *Manipulating History : The Camelots du Roi's campaign to quash Dreyfusard monuments*, *op. Cit.* p.36

possible sous pression et surchauffent de plus en plus. »[579]
Le 4 mars, ils continuent leur campagne contre la statue de Charles-Auguste Scheurer-Kestner.[580]
Encore une fois, le quotidien titre en première page « Une visite nocturne à Scheurer-Kestner »[581]
Le journal est ainsi à chaque fois une caisse de résonnance pour les pratiques violentes des camelots, ouvertement revendiquées évidemment mais surtout largement magnifiées.
Cette campagne de destruction au cours de l'année 1909 marque sans conteste un apogée de la violence militante de la ligue d'AF.

A partir de juin 1908, on assiste ainsi à la deuxième grande campagne de propagande d'AF liée à l'affaire Dreyfus. Après les appels au pays de 1906-1907, l'AF se concentre sur la dénonciation du « faux » de la cour de cassation. Elle considère qu'elle tient la preuve de la corruption du régime et elle cherche donc à décliner toutes les méthodes de propagande possibles pour convaincre l'opinion de la nécessité de renverser la République allant jusqu'à détruire des monuments « dreyfusards ». Tout au long de l'année 1909, on assiste encore à des affichages de la lettre du commandant Cuignet, à des références multiples au 445 mais aussi à des initiatives de propagande assez surprenantes. Par exemple, en juin 1909, la section de Bordeaux fait afficher le 445 sur une voiturette et sur un homme-sandwich[582]. En novembre 1911, l'inauguration de la statue de Zola à Aix en Provence donne lieu à l'impression d'un tract par la section locale mais aussi à des violences importantes. Le talisman 445 est également publié quotidiennement jusqu'au 2 août 1914.

L'AF a sans conteste remporté un véritable succès propagandiste au cours de cette affaire. S'il est difficile de quantifier les arrivées militantes liées à l'affaire Dreyfus, il est en tout cas clair que cette dernière a atteint son ambition première à savoir une certaine vulgarisation de l'antidreyfusisme. Il ne faut toutefois pas majorer l'influence réelle de l'Action française sur l'opinion française au cours de ses campagnes post-1906. Pierre Miquel le rappelle, la réhabilitation de Dreyfus s'est fait « sans éclat, sans passion » car « depuis longtemps, l'opinion s'est désintéressée d'un problème dont la grâce présidentielle lui avait paru la solution satisfaisante, dans la mesure où elle rétablissait à la fois l'ordre et la justice. »[583]

---

579 Note des RG, 3 mars 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
580 RONSENBLATT Brooke Stacey, *Manipulating History : The Camelots du Roi's campaign to quash Dreyfusard monuments*, *op. Cit.* p.41
581 Quotidien d'*AF* du 4 mars 1909
582 Quotidien d'*AF* du 5 juin 1909
583 MIQUEL Pierre, *L'Affaire Dreyfus*, QSJ, PUF, Paris, 1959, p.116

III. Occuper la rue et les consciences

L'antidreyfusisme, au même titre que le catholicisme est un vecteur d'adhésion et de mobilisation fort au sein de la ligue d'AF. Il ne faut toutefois pas oublier que la ligue est une structure militante : les ligueurs se soudent donc grâce à un ensemble de pratiques spécifiques qui marquent l'appartenance au groupe.

La période avant 1914 est sans conteste une période faste et de fort développement. Jacques Prévotat a parlé des années de « l'inventivité et des initiatives » avec « des idées, des rites, des usages » qui « façonnent une culture politique contre-révolutionnaire rénovée et modernisée. »[584]

Louis Dimier explique que la culture politique de la ligue se décline à trois niveaux : « Entre les paroles et les coups, il y a l'action moyenne des manifestations, réunions publiques, cortèges, remises d'insignes, etc. »[585]

Ernst Nolte rappelle que « c'est par son style qu'un phénomène politique manifeste visiblement son essence » et continue en rappelant que le style de l'AF s'exprime par « le style littéraire de ses principaux rédacteurs » et par une violence « pas uniquement verbale. »[586]

Maurice Pujo légitime d'ailleurs l'usage de la violence : « A la violence sournoise qui s'exerçait partout (…), à cette violence hypocrite au service des exploiteurs de l'ignorance, les Camelots du Roi allaient opposer, comme le dirait plus tard Lucien Lacour, la violence franche « au service de la raison ». Sans doute toute violence est un désordre mais la nôtre était raisonnable parce qu'elle était le désordre momentané et superficiel destiné à faire cesser un désordre chronique et profond contre lequel il n'y avait pas d'autre remède pratique (…) .»[587]

1) Occuper la rue

C'est au cours de l'année 1908 que l'AF commence véritablement à s'affirmer et à occuper le terrain à la faveur d'un contexte moins défavorable aux adversaires du régime.

Pendant l'épisode des inventaires, l'AF use, pour la première fois, de pratiques violentes dans son combat contre la République. Néanmoins, elle est alors trop faible structurellement pour réellement

584 PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.20
585 DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.106
586 NOLTE Ernst, *Fascisme et totalitarisme, op. Cit.* p.166-167
587 PUJO Maurice, *Les camelots du roi, op. Cit.* p.17

inquiéter les autorités.

En 1908, la naissance du quotidien change la donne. En effet, la ligue a désormais un journal qui peut « lancer chaque matin des mots d'ordre, des appels à manifester et rendre compte des actions de la veille »[588]. Les multiples campagnes de propagande à Paris et en province sont un autre jalon à l'agitation ligueuse chère aux dirigeants de l'AF mais c'est véritablement avec la naissance des camelots du roi à l'automne que la ligue entre dans la sphère des mouvements violents.

L'affaire Thalamas

Lorsqu'éclate l'affaire Thalamas, l'AF est forte de son important mouvement de propagande autour du talisman 445. Des lettres du commandant Cuignet sont affichées partout en France. Les sections d'AF témoignent d'une assez forte vitalité à la fin de l'année 1908. Les camelots du roi, tout juste nés autour de Maurice Pujo, se doivent alors d'endosser rapidement le rôle de maîtres d'œuvre de l'agitation ligueuse. Ils en ont rapidement l'occasion grâce au combat contre Amédée Thalamas.

Thalamas est un pur produit de l'école républicaine : petit boursier à Versailles, premier à l'agrégation d'histoire, il est élu député radical en 1910.[589] Il devient l'ennemi public des nationalistes dès l'année 1904 alors qu'il est professeur d'histoire au lycée Condorcet : c'est son cours sur Jeanne d'Arc qui déclenche les passions. Pour Thalamas, Jeanne d'Arc, sujette à des hallucinations auditives, avait cru entendre des voix célestes lui ordonner d'aller faire sacrer le roi à Reims. Comme il s'en justifia auprès du proviseur, le professeur affirme que le miracle n'a rien à faire avec l'histoire et que la vie et la mort de l'héroïne nationale sont somme toute « un événement naturel, conforme aux idées du temps ». Il relativise le rôle de la Pucelle qui n'a pas fait lever à elle seule le siège d'Orléans et sème le doute sur sa vertu.[590] Pour calmer l'opposition naissante entre thalamiste et anti-thalamiste, Thalamas est muté au lycée Charlemagne. Il devient toutefois dès cette date un ennemi revendiqué dans les journaux nationalistes, notamment la *Libre Parole* et l'*Action française*, revue puis quotidien.

L'affaire est relancée en décembre 1908 quand Thalamas obtient l'autorisation de donner un cours sur la pédagogie de l'histoire à la Sorbonne. Comme l'explique Eugen Weber, les nationalistes

588 CHIRON Yves, *La vie de Maurras, op. Cit.* p.228

589 Sur le parcours de Thalamas voir SIRINELLI Jean-François, « Un boursier conquérant : Amédée Thalamas », dans *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, 1986, p.197-206

590 RASMUSSEN Anne, « L'affaire Thalamas », Revue *L'Histoire*, n°210, mai 1997,

n'avaient d'ailleurs pas tort de considérer cette nomination comme une « insulte personnelle »[591].

Jean-François Sirinelli rapporte qu'une commission propose de prendre des précautions pour protéger les cours publics : « le gardien de la Sorbonne doit être assermenté ; les appariteurs doivent être plus nombreux ; les portes des amphithéâtres doivent être fermées dix minutes après le début du cours et ces locaux reliés au secrétariat par une sonnerie électrique. »[592]

Aucune de ces mesures n'a le temps d'être prises car, dès le premier cours, début décembre, des manifestations éclatent et durent jusqu'en février 1909.

Le quotidien d'*AF* raconte la première action des camelots en première page le 3 décembre : « Thalamas giflé et chassé en Sorbonne » : Une trentaine de fidèles de Thalamas, des juifs et des métèques en bas de l'amphithéâtre ; des amis de l'AF en haut et, au milieu de la salle, la foule qui va finalement rallier l'AF en huant le professeur à son entrée. Après 15 minutes de cris, des œufs sont jetés sur le professeur. Real del Sarte finit par attraper Thalamas et le gifle. S'en suit une manifestation dans les rues de Paris. L'AF conclut : « Nullement organisée, toute spontanée, cette manifestation n'en porte pas moins la marque de notre méthode. Pour la première fois dans une émeute d'honnêtes gens on ne s'était pas contenté de « protester » et de crier : les gifles empochées par Thalamas en sont la preuve. Pour la première fois, on n'a pas reculé devant les forces opposées : on les a débordées. »[593]

Le 9 décembre, une nouvelle manifestation a lieu à la Sorbonne. L'AF explique être partie à l'arrivée de l'armée car les ligueurs ne veulent pas se battre contre les « braves soldats ». La manifestation s'est toutefois poursuivie dans la rue et a abouti à plusieurs bagarres et arrestations.[594]

Le 16 décembre, une note des RG explique que « s'il ne faut pas s'effrayer outre mesure des « projets » ou « idées » qui circulent dans ce milieu de néo-royalistes surexcités (…) Il ne faut pas s'imaginer que tout n'est que battage à l'Action française. » Dans cette note, il est également question des violences éventuelles sur la personne de Thalamas car, « parmi les intimes de Daudet, on en est à envisager la fermeture du cours Thalamas , par suite de l'indisponibilité de Thalamas lui-même. »[595]

Les menaces sont d'ailleurs rapidement mises à exécution car le 23 décembre, Maurice Pujo remplace Thalamas et donne un cours libre en Sorbonne. Les manifestations continuent ainsi tous les mercredis jusqu'à la célèbre fessée à Thalamas le 16 février 1909, véritable fait d'armes pour les camelots du roi. Chaque manifestation est l'occasion de bagarres qui conduisent à des arrestations.

---

591 WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.72

592 SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre deux-guerres*, Fayard, Paris, 1988, p.223

593 Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1908

594 Quotidien d'*AF* du 10 décembre 1908

595 Note des RG du 16 décembre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

L'argumentaire propagandiste de l'AF dans l'affaire Thalamas est très simple et Henri Vaugeois le rappelle dans son article sur « Les jeunes » du 1er février 1909 : « Rien n'empêche désormais que les Français de tout âge, de toute classe, ne fassent, à leur tour, en quelques journées, les étapes franchies par les jeunes esprits que provoqua le professeur Thalamas – étapes qui se marquèrent par l'enchaînement de ces cris successifs, de plus en plus violents mais de plus en plus précis : « Vive Jeanne d'Arc ! A bas Thalamas ! A bas les métèques ! A bas les juifs ! A bas la République ! Vive le Roi ! » »[596] L'évolution apparaît évidente pour les membres de l'AF qui y trouvent leur rhétorique propagandiste habituelle comme le prouve le discours prononcé par Léon Daudet à la Sorbonne en décembre 1908, dans lequel il compare l'état de la France au XVème siècle à celui de l'heure présente : « Les discordes civiles avaient amené le règne de l'étranger. La France souffrait parce que le pouvoir était disputé et l'autorité traditionnelle du chef contestée. Le jour où Jeanne d'Arc rendit au Roi son autorité, la France fut sauvée. Dans le désordre matériel, au milieu des dissensions des partis, Jeanne d'Arc, inspirée de Dieu, a compris, a senti plutôt qu'il fallait un acte, un acte de volonté simple et allant droit à un objet plus haut que ceux que se proposent ses contemporains. Jeanne d'Arc n'est rien qu'une petite paysanne, sans force, sans crédit, mais elle sait ce qu'elle veut, et ce qu'elle veut est conforme à la volonté de toutes les générations de France pendant cinq siècles d'histoire, conforme à la volonté de ses ancêtres et des nôtres. Pour la France, elle veut le roi légitime. »[597]

L'argumentaire semble bien fonctionner mais il faut souligner, après Gerd Krumeich, que les maurrassiens ont en fait un problème de fond avec Jeanne d'Arc car ils sont en retard sur un phénomène de récupération de son image par les « ralliés » débuté dès la fin du XIXème siècle.[598] En revanche, l'AF parvient à établir une « conjonction entre d'une part un royalisme absolu et nouveau et d'autre part un appel à la jeunesse, dont la mobilisation doit se faire en bonne partie par l'exemplarité de Jeanne d'Arc. »[599]

Au cours de l'affaire Thalamas, la virulence des camelots du roi a surpris les observateurs comme les opposants qui organisent alors une Fédération républicaine des étudiants de France avec à sa tête Ernest Bloch. Ces derniers cherchent à empêcher les manifestations de l'AF et sont régulièrement plus nombreux que les royalistes.[600]

---

596 VAUGEOIS Henri, « Les jeunes », dans le Quotidien d'AF du 1er février 1909

597 HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française, op. Cit.* p.66

598 KRUMEICH Gerd, « Maurras, les maurrassiens et Jeanne d'Arc », dans DARD Olivier, LEYMARIE Michel, MCWILLIAM Neil (Dir.), *Le maurrassisme et la culture, op. Cit.* p.197

599 *Ibid* p.199

600 Note d'un correspondant, 18 janvier 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862

Le succès de l'Action française dans l'affaire Thalamas est d'ailleurs d'autant plus notable que les camelots et étudiants ne sont alors pas très nombreux. Un rapport de police du 21 décembre 1908 avance le chiffre de 60. Un autre rapport du 18 janvier 1909 parle plutôt de 50.[601] Un indicateur de police donne des détails sur la composition du groupe : 60 étudiants et camelots du roi, 50 hommes de l'Accord social de Baconnier, environ 40 « hommes du monde » (Daudet, Montesquiou et Boisfleury), 20 hommes de main et 10 journalistes dont Gaucher et Pujo.[602] De plus, un rapport de police du 9 janvier 1909 signale que l'AF attire les membres de la LPF et de la LP alors en perte de vitesse.[603]

Les camelots du roi et l'Action française sont les chefs de file des manifestations contre Thalamas mais ils sont rapidement rejoints par d'autres organisations patriotiques au premier rang desquelles les bonapartistes de Paul et Guy de Cassagnac qui organisent à la fin du mois de décembre un meeting pour Jeanne d'Arc et contre Thalamas. L'AF fait alors le choix de ne pas y participer. Dans les colonnes du quotidien, Maurice Pujo assure que l'AF « n'a jamais prétendu imposer son étiquette et ses idées à la foule des jeunes patriotes ». Cette remarque est évidemment fausse dans la mesure où l'AF revendique continuellement la conversion de bonapartistes à la monarchie. Mais, Pujo donne surtout l'argument du refus de participation à la réunion : « Ayant agi, elle (l'Action française) ne voit pas l'utilité de ne se réunir que pour des discours. »[604]
Quoi qu'il en soit, l'absence de l'AF au cours de cette réunion patriotique est remarquée en particulier par les étudiants nationalistes qui ne manquent pas de le leur rappeler[605] ce qui contribue encore à compliquer les relations déjà tendues entre l'AF et les plébiscitaires. En réalité, dès le départ, l'AF n'adhère pas à la politique de Cassagnac qui accepterait des excuses publiques de Thalamas. Une note des RG du 6 janvier 1909 rapporte qu' « à l'Action française, on s'en est ému (de cette proposition de Cassagnac). « Pas d'excuses », pas de reculade, ni de Thalamas, ni de nos amis ! Nous avons dit que nous voulions la suppression de son cours, nous entendons l'avoir ! »[606]

L'affaire Thalamas a ainsi des conséquences importantes sur la vie politique et militante à Paris mais qu'en est-il en province ? Le 23 décembre 1908, dans sa chronique de la ligue, l'AF parle de « la guerre en province » et se réfère à deux manifestations à Montpellier et à Nancy où la statue de Jeanne d'Arc a été acclamée et Thalamas conspué. Toutefois, l'emploi du terme « la guerre en

601 Rapports de police du 21 décembre 1908 et du 18 janvier 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862
602 Note des RG, décembre 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 864
603 Rapport de police du 9 janvier 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 557
604 Quotidien d'*AF* du 26 décembre 1908
605 Note des RG, 22 janvier 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
606 Note des RG, 6 janvier 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342

province » masque mal la réalité des répercussions propagandistes de l'affaire hors de Paris. Elles sont en fait, assez minimes. L'événement provincial le plus notable semble s'être déroulé en février 1909 à Rouen. Après une conférence, les camelots se rendent à la statue de Jeanne d'Arc avec à leur tête Maxime Real del Sarte. Après une bousculade, le ligueur Nourry est arrêté et condamné à 50 francs d'amende.[607]

L'affaire Thalamas demeure en fait une affaire parisienne au potentiel militant finalement assez faible en dehors de la capitale. On aurait parfaitement pu imaginer une vaste campagne d'affichage dans le cadre de cette affaire mais ce n'est pas le cas.

Il ne faut toutefois pas sous-estimer son importance dans la mythologie ligueuse de l'AF en particulier parmi les étudiants. Jean-François Sirinelli évoque d'ailleurs longuement cette affaire dans son travail sur les générations intellectuelles de l'entre-deux-guerres car cette dernière est, d'après lui, fondatrice d'une « tactique qui sera rapidement bien rodée et qui donnera l'occasion à l'Action française, à plusieurs reprises au cours des décennies suivantes, de porter à incandescence le Quartier latin. »[608] Il insiste notamment sur le fait que pendant plus de trois mois, un groupe peu nombreux a réussi à paralyser la Sorbonne.

L'importance de cet événement pour l'AF se retrouve également à un autre niveau. C'est, en effet, au cours de cette affaire que deux pratiques relatives aux camelots du roi apparaissent : d'une part le « tableau d'honneur des camelots du roi » qui répertorie les camelots condamnés ainsi que le nombre de jours de prison et, d'autre part, la souscription pour « le denier de Jeanne d'Arc » qui récolte de l'argent pour les camelots emprisonnés. Cette souscription conservera ce nom au fil des années preuve du lien symboliquement très fort avec l'affaire Thalamas que l'on peut qualifier « d'originelle » pour les camelots du roi parisiens.[609]

Robert Havard de la Montagne le confirme d'ailleurs à sa manière : « Sous les verrous de la Santé se constitua le premier Comité des Camelots du Roi : Maxime Real del Sarte, président ; Henry des Lyons, puis Marius Plateau, secrétaire général ; Lucien Lacour ; Armand du Tertre ; Lucien Martin ; Léon Géraud ; Jean Dorange. On y adjoignit Maurice Pujo comme délégué de l'Action française. »[610]

Plus largement, l'affaire Thalamas a pu jouer un rôle dans l'engagement d'un certain nombre de ligueurs ou de camelots du roi décidés à « passer à l'acte » et favorables à l'usage de la violence

---

607 Quotidien d'*AF* du 7 février 1909

608 SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres, op. Cit.* p.224

609 HANNA Martha, *Iconology and Ideology : Images oj Joan of Arc in the Idiom of the Action française, 1908-1931, in French Historical Studies*, 1985, p. 215-238

610 HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française, op. Cit.* p.67

militante.

L'affaire Thalamas permet également à l'AF de revendiquer une sorte d'exclusivité de la représentation de Jeanne d'Arc qu'elle n'obtient cependant jamais. Jusqu'en 1912, elle n'a d'ailleurs pas l'autorisation de manifester à Paris et ses cortèges sont à chaque fois dispersés par la police. En 1912, l'AF obtient les autorisations nécessaires pour pouvoir organiser en mai, un cortège jusqu'à la place des Pyramides. Chaque année, cette manifestation réunit des milliers de personnes. Sans compter les manifestations provinciales liées au culte de Jeanne d'Arc, en particulier à Orléans.
La fête de Jeanne d'Arc devient aussi l'occasion de pavoisement, de messes et de cortèges. En 1909, la béatification de Jeanne d'Arc est à l'origine de grandes manifestations auxquelles l'AF prend part sans pour autant en être le chef de file. Elle met également en vente une carte postale à l'effigie de Jeanne d'Arc qui sera rééditée tous les ans au mois de mai.

A partir de 1909, les camelots se rassemblent autour de l'action violente

Sans conteste, la renommée de l'AF et plus spécifiquement celle de ses camelots prend une autre dimension à partir de l'hiver 1908-1909 d'autant plus que ses chefs n'hésitent pas à payer de leur personne. Le 8 décembre 1908, lors d'une cérémonie à la mémoire de Syveton au cimetière Montparnasse, c'est l'ensemble des dirigeants d'AF qui est arrêté pour bagarres et « cris séditieux ».[611]

Toutefois, comme le rappelle Eugen Weber, au cours de l'année 1909, les jeunes camelots du roi se heurtent à une forte opposition républicaine. De plus les mésententes entre nationalistes, déjà évoquées, n'arrangent pas les choses. D'après plusieurs rapports de police, les camelots du roi sont mis en déroute par les étudiants républicains à plusieurs reprises au cours de l'année 1909. Il ne faut donc pas majorer la force réelle de l'AF en 1909. D'ailleurs une note d'un correspondant de février 1909 affirme que l'AF perd du terrain au profit de l'Accord social et conclut en ces termes : « Aussi il ne faudrait pas trop s'inquiéter de la réorganisation des comités royalistes à laquelle l'Action française veut procéder, maintenant que l'agitation se calme. Cette réorganisation n'aura pas lieu. L'Action française tentera de constituer de nouveaux comités, mais je peux vous l'affirmer tout se bornera à recruter quelques jeunes gens dont elle fera des camelots et qui ne sont pas pris au

[611] Charles Maurras, Léon Daudet, Robert de Boisfleury, Maurice Pujo, Maxime Real del Sarte, Henri Vaugeois sont arrêtés et relâchés au bout de quelques heures, voir Quotidien d'*AF* du 9 décembre 1908

sérieux. »[612]

Evidemment, cette affirmation s'avère fausse et, à la veille de la guerre, les effectifs de l'AF lui permettent largement de tenir tête aux républicains dans les bagarres du Quartier latin.

A la faveur de l'affaire Thalamas, l'AF met en vente à compter du mois de mars 1909, le chant d'assaut des camelots du roi « La France bouge ».

Sur le terrain, elle profite de la tournée du « Foyer » pour faciliter la naissance de sections de camelots partout en province et, force est de constater, qu'elle rencontre alors un vrai succès. C'est à Marseille, en janvier 1909, que l'AF débute ses manifestations contre le « Foyer ». Elle dénonce une phrase injurieuse contre le secret de la Confession et, comme toujours, le « juif marchand de spectacle. »[613]

Le 13 février 1909, l'AF publie un compte-rendu détaillé de la manifestation toulousaine contre le Foyer où il apparaît clairement que la violence des camelots est revendiquée et organisée : « Le public a écouté avec ennui le premier acte, mais, arrivé à la scène bien connue du deuxième acte, dont les acteurs ont reproduit le texte intégral, la phrase abominable sur le secret de la confession a soulevé une clameur immense, suivie d'une tempête de sifflets. Au bout d'un quart d'heure, la police envahit les premières galeries et, sur les dénonciations d'une troupe de métèques mouchards, arrête M. Charles Arnal, président de la section toulousaine de la Ligue d'Action française, et de nombreux ligueurs. Le tumulte continue du haut en bas du théâtre : une soixantaine de nos amis sont expulsés alors, parmi lesquels Charles Ebelot et un grand nombre de nos ligueurs. Le spectacle est interrompu pendant près d'une heure. Quand les acteurs rouvrent la bouche, les sifflets recommencent avec furie. Une loge d'avant-scène, occupée par six ligueurs d'Action française, a dû être prise d'assaut par la police. Nos amis y étaient solidement barricadés, et il a fallu enfoncer la cloison pour les en arracher. De violentes bagarres ont lieu en parterre. Quelques salariés ayant tentés une contre-manifestation, les ligueurs répondent par les cris de « Vive le Roi ! ». La pièce s'est arrêtée au milieu de l'indifférence abrutie des policiers qui occupaient les divers étages du théâtre. » L'AF fait référence à une trentaine d'arrestations ce qui témoigne de la violence de l'altercation entre les ligueurs et les policiers.[614]

L'exemple de Toulouse se diffuse dans un grand nombre d'autres localités avec des échauffourées plus ou moins intenses tout au long de l'année 1909 mais largement relayés dans le quotidien :

---

612 Note d'un correspondant, 17 février 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862

613 Quotidien d'*AF* du 30 janvier 1909

614 Quotidien d'*AF* du 13 février 1909

Perpignan, Bordeaux[615], Angers[616], Pau, Toulouse[617], Le Havre[618], Poitiers[619], Moulins[620], Lyon[621], Valenciennes[622], Nancy, Montauban, Genève[623], Rouen[624], Arles[625], Limoges[626], Avignon[627], Rennes[628], Cherbourg[629].

A Pau, le 11 février 1909, les camelots du roi manifestent dès le 2ème acte et 12 personnes sont interpellées.[630]

L'AF profite sans conteste des effets de cette campagne de propagande. Elle écrit notamment en mai 1909 : « Chaque fois que nos ligueurs s'affirment, c'est aussi une moisson d'adhésions et de sympathies effectives. »[631]

Il est clair que l'agitation de l'AF inquiète au cours de cette période. Une note des RG du 4 mars 1909 explique d'ailleurs que « les coups des néo-royalistes, selon le programme de Maurras, vont suivant un crescendo calculé. Il faut que l'opinion cesse d'être indifférente à leur agitation ; il faut que la presse de tous partis soit obligée de saisir ses lecteurs des faits et gestes de l'Action française ; il faut que des poursuites en Assises soient obligatoires »[632]

Une autre note du 10 mars 1909 accuse l'AF de préparer d'éventuels attentats contre certaines personnalités politiques et notamment contre Aristide Briand.[633]

D'une manière générale, au cours de l'année 1909, l'AF est considérée comme « la plus turbulente des organisations de droite. »[634]

Les rapports avec la police sont de plus en plus tendus tout au long de l'année 1909. Les locaux des sections de Rennes et de Nantes sont, par exemple, perquisitionnés au mois d'avril avant la venue de Briand.[635] La police retrouve des affiches reproduisant la tête de Briand sur un corps de

---

615 Quotidien d'*AF* du 14 février 1909
616 Quotidien d'*AF* du 15 février 1909
617 Quotidien d'*AF* du 17 février 1909
618 Quotidien d'*AF* du 22 février 1909
619 Quotidien d'*AF* du 25 février 1909
620 Quotidien d'*AF* du 3 mars 1909
621 Quotidien d'*AF* du 5 mars 1909
622 Quotidien d'*AF* du 5 mai 1909
623 Quotidien d'*AF* du 6 mai 1909
624 Quotidien d'*AF* du 8 mai 1909
625 Quotidien d'*AF* du 16 mai 1909
626 Quotidien d'*AF* du 20 mai 1909
627 Quotidien d'*AF* du 21 mai 1909
628 Quotidien d'*AF* du 23 mai 1909
629 Quotidien d'*AF* du 24 mai 1909
630 BRUNOT P., *La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées, op. Cit.* p.43
631 Quotidien d'*AF* du 27 mai 1909
632 Note des RG du 4 mars 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
633 Note des RG du 10 mars 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
634 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.74
635 Quotidiens d'*AF* des 7 et 25 avril 1909

maquereau.[636] De même, l'AF affirme que le chef des camelots de Nîmes est en permanence suivi par la police.[637]

En juin 1909, la section angevine fait placarder de nombreuses affiches contre la venue du général Picquart puis est à l'origine d'une manifestation ponctuée de violences qui conduit à l'arrestation de plusieurs ligueurs.

Au cours de l'été 1909, l'AF n'est pas « en vacances » comme le rapporte une note des RG : « De tous les comités politiques de l'opposition et de toutes les ligues, l'Action française est le groupe le moins en vacances. A son siège il y a, contrairement à ce qui se passe dans les autres associations, presque autant de vie et d'activité que d'habitude ».[638] Cette remarque sur la situation à Paris est également vraie partout en province. L'AF redouble d'inventivité au cours de l'été 1909 : propagande dans le train, propagande au café, propagande dans l'armée[639]. Les tournées de conférence continuent également. Les affichages sont toujours nombreux et variés : Lille, Bordeaux, Nîmes, Limoges, Poitiers, Montauban... La ligue d'AF témoigne sans conteste d'une vigueur propagandiste tout à fait notable.

Le 1er août 1909, Maxime Real del Sarte sort de prison. Les camelots lui organisent un grand banquet de retrouvailles. Il se rend ensuite à Bordeaux où il est attendu par de nombreux ligueurs et camelots aux cris de « La France bouge » et de « Vive le Roi ». Le 24 août, c'est André Gaucher qui sort de prison et bénéficie aussi d'un accueil chaleureux.

Real del Sarte et Gaucher sont à nouveau arrêtés pour des violences dès le mois de septembre et bénéficient à nouveau des félicitations du journal. Ce dernier mène par ailleurs une vaste campagne en vue de la libération de trois camelots : Mattis, Tranchant et Dubuisson.

En octobre 1909, les manifestations violentes sont toujours nombreuses partout en France : lors d'une réunion de la Fédération républicaine[640], lors de la venue de Briand à Périgueux[641], lors de la venue de Cochery et Doumergue à Orléans[642]. En décembre, au moment des manifestations pour Syveton, Vaugeois, Daudet, Gaucher et Pujo sont à nouveau arrêtés.[643]

Ainsi, en décembre 1909, une note des RG rapporte que « loin de s'éteindre, l'ardeur batailleuse ne fait que s'enflammer chaque jour davantage, à l'Action française. On n'y rêve plus que bagarres et

---

636 Quotidien d'*AF* du 7 avril 1909
637 Quotidien d'*AF* du 23 avril 1909
638 Note des RG, 21 août 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862
639 Il s'agit notamment de diffuser le plus largement possible le quotidien.
640 Quotidien d'*AF* du 7 octobre 1909
641 Quotidien d'*AF* du 12 octobre 1909
642 Quotidien d'*AF* du 27 octobre 1909
643 Quotidien d'*AF* du 9 décembre 1909

violences en attendant « le coup » attendu et espéré toujours par ces agités. »[644]

La question de la violence de l'AF occupe encore toute l'année 1910 même si les camelots se distinguent également par leur comportement exemplaire au cours des inondations parisiennes du mois de janvier.

En février 1910, Maxime Real del Sarte qui effectue alors son service militaire, est blessé par balle lors d'une sortie à vélo. Dans le procès-verbal dressé par les gendarmes, il raconte : « Le 20 février courant, vers 1 heure du soir, je suivais à bicyclette, le chemin stratégique allant de Dommartin à Velley pour me rendre dans cette dernière commune, où je devais remettre un livre à un officier, quand arrivé à environ 900 mètres de la redoute de Chaudeney, j'ai ressenti une violente secousse qui m'a fait tomber de bicyclette. N'ayant rien aperçu, je m'apprêtais à remonter sur ma machine, lorsque j'ai essuyé, successivement deux coups de feu provenant du fossé de la route (côté droit), où j'ai remarqué deux ombres qui se dissimulaient à la lisière du bois, bordant le dit chemin. A ce moment, j'ai dégainé et me suis mis à leur poursuite, aussitôt j'ai entendu une voix qui disait « Sauvons nous ». Après avoir fait quelques mètres, j'ai ressenti une vive douleur à la cuisse gauche, où le sang s'échappait d'une blessure me forçant ainsi à abandonner la poursuite de mes agresseurs qui ont disparu sous-bois. (…) »[645]
Léon Daudet, dans son article « Le permis de tuer » du 2 mars, explique qu'il s'agit d'une « machination » où l'on retrouve « tous les ingrédients du chaudron de la sorcière républicaine, juive et maçonnique. » Maxime Real del Sarte est évidemment décrit comme « le plus charmant » et « le plus loyal » des camarades, sans aucun ennemi personnel. D'après le récit de l'AF, Maxime Real del Sarte aurait été envoyé par son colonel auprès du commissaire spécial pour remettre une lettre en réalité blanche. Cette manœuvre devait permettre aux agents du commissaire de reconnaître Real del Sarte. Ainsi l'AF dénonce des responsabilités du « gouvernement, du commissaire spécial et du colonel »[646] Léon Daudet écrit : « Ainsi donc le double complot est nettement établi : complot de la police et de l'autorité militaire hélas, pour soumettre Maxime à une surveillance extra militaire, extra disciplinaire, insolite et indue... Complot d'assassins en vue de supprimer un royaliste, redouté malgré sa jeunesse. »[647]
Le 3 mars, le commandant Cuignet envoie une lettre au ministre de la guerre pour réclamer une enquête et des sanctions contre le colonel.

644 Note des RG, 7 décembre 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
645 Procès-verbal constatant des renseignements sur des coups de feu tirés sur le soldat Real (Maxime) dit « Del Sarte » du 156ème régiment d'infanterie à Toul, Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, Nancy, 1 M 635
646 Quotidien d'*AF* du 1 mars 1910
647 DAUDET Léon, « Le permis de tuer », Quotidien d'*AF* du 2 mars 1910

Parallèlement à la campagne de dénonciation de l'AF, le journal *Le Gaulois* d'Arthur Meyer envoie également un journaliste pour enquêter sur le terrain à Toul. L'AF affirme qu'elle détient toutes les preuves de ses dénonciations et dénonce l'attitude du *Gaulois.*
« L'affaire de Toul » connaît un ultime rebondissement en avril 1910, lorsque le sénateur Le Breton rapporte l'affaire devant le Sénat et que le ministre de la Guerre ne nie pas. Evidemment, l'AF exulte et demande de lourdes sanctions. Au cours de l'été 1910, Bernard de Vésins et Frédéric Delbecque sont convoqués devant le conseil d'enquête pour la signature de la lettre envoyée au ministre de la guerre le 4 avril.

Ce « guet-apens de Toul » prouve encore une fois que l'AF et en particulier ses membres les plus violents sont étroitement surveillés par les autorités. Le milieu des jeunes officiers est clairement une cible pour la ligue avant et après la guerre ce qui explique la surveillance accrue des camelots du roi partant faire leur service militaire[648]. Ainsi, dans les archives départementales du Territoire de Belfort, on retrouve trace d'une note de police générale datée de 1914 et qui nous apprend que quatre camelots sont stationnés dans le Haut-Rhin. De même, une autre note de police du 7 février 1912 à l'intention de l'administrateur général du territoire fait savoir qu'Amédée Venin, un des camelots les plus actifs de la section de Bourg (Ain) effectue actuellement son service militaire au 9ème régiment d'artillerie à pied de Belfort.[649] Dans les archives départementales de Meurthe-et-Moselle, on retrouve également un dossier relatif à la surveillance des camelots stationnés dans la région.[650]
Cette inquiétude des autorités à tous les niveaux de l'armée pourrait être interprétée comme la preuve d'un certain succès de la propagande d'AF à tous les échelons de l'armée même si nous avons déjà vu que ce succès doit être nuancé.

Toujours est-il que l'AF bénéficie, à travers cette affaire d'une nouvelle caisse de résonance pour sa propagande. Par ailleurs, l'ébullition de la ligue d'AF au moment de l'affaire Real del Sarte est un des points de départ de la crise royaliste de 1910-1911. C'est, en effet, le 20 mars 1910 que le *Gaulois* publie la lettre du duc d'Orléans dénonçant le comportement de l'AF vis à vis de l'armée et, plus largement, l'usage irréfléchi de la violence par les camelots du roi.

Après Maxime Real del Sarte et André Gaucher, c'est Lucien Lacour qui se distingue au mois de

648 Notes de surveillance de la préfecture de police sur les camelots du roi, Archives nationales, Paris, F7 14 783
649 Dossier sur les camelots du roi, Archives départementales du Territoire de Belfort, 1 M 174
650 Surveillance des camelots aux armées 1909-1914, Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, Nancy, 1 M 635

novembre 1910 par sa fameuse gifle à Aristide Briand. Il est immédiatement félicité par l'AF qui titre en première page le 21 novembre : « Première leçon : deux gifles ». Le quotidien explique alors que « l'acte de violence de Lucien Lacour était éminemment réfléchi. C'était un acte juste et raisonnable. » Il y a sans doute là une volonté de se justifier en particulier aux yeux du duc d'Orléans. Les arguments sont nombreux pour l'AF : venger les camelots emprisonnés à qui l'on refuse le régime politique ; attaquer un « des promoteurs de la guerre aux croyances catholiques » qui a cherché à lancer la France « dans les aventures coloniales » pour « faire oublier la revanche », qui a placé au ministère de la Guerre « le sinistre Lafferre, chef de la délation », qui a réprimé violemment les grèves du début de l'année.[651]

L'AF place immédiatement cet acte dans la lignée de la fessée à Thalamas de 1909 et brosse un portrait dithyrambique du « menuisier Lacour », membre du comité des camelots du roi depuis juillet 1909. Comme toujours, l'AF publie les nombreuses adresses de félicitations qui arrivent de toutes les provinces et met en place une souscription nationale qui atteint le chiffre de 10 321 francs au 31 décembre.

Encore une fois, l'acte de Lacour semble être à l'origine d'un nombre assez notable d'adhésions comme le signale le journal : « Qu'on veuille bien se rappeler toutes les adhésions individuelles et collectives, que nous avons énuméré au cours de la semaine écoulée et dont l'acte de Lacour a été la cause déterminante : en vérité, le sang de notre ami s'est répandu comme une semence de royalistes. »[652]

L'AF lance une véritable campagne de propagande autour de cet événement, en éditant notamment une carte postale mécanique en couleur permettant de reproduire le geste de Lacour.[653]

Lucien Lacour est condamné à 3 ans de prison. L'AF se mobilise à partir du mois de janvier 1911 pour lui permettre d'être emprisonné au régime politique et non au régime du droit commun. Elle organise d'ailleurs une grande manifestation le 28 janvier en ce sens.

Cette gifle de Lacour à Briand est à l'origine d'une accentuation de la crise entre l'AF et le prince, nous l'avons déjà souligné.

En 1911 également, les ligueurs de Rouen se distinguent et notamment Henri Lagrange, futur secrétaire général des étudiants d'AF. Lors de la venue du président Fallières à Rouen, l'AF organise une manifestation au cours de laquelle les camelots crient « A bas Fallières ! A bas la République ! Vive le Roi ! ». Cette manifestation a été précédée par une attaque contre une statue représentant la République dont le journal s'est fait écho le 24 juin : « En résumé, les Camelots de Rouen ont

[651] Quotidien d'*AF* du 21 novembre 1910
[652] Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1910
[653] Quotidien d'*AF* du 25 décembre 1910

montré cette nuit les qualités maîtresses de l'association : choix du moment pour manifester (la veille du jour de l'arrivée du Bœuf), choix du terrain (le badigeonnage d'une statue que tout le monde trouve grotesque), enfin dextérité sans pareille dans l'exécution, puisque personne n'a été pincé. »[654] Il n'en est pas de même au cours de la manifestation qui donne lieu à plusieurs arrestations dont celle de Lagrange.

L'année 1912 est quant à elle une « année de propagande » selon les termes de l'AF. Il n'y a pas de grandes campagnes d'agitation organisées par les camelots du roi. Maurice Pujo explique : « Nous n'avons pas eu de grandes batailles dans la rue ? C'est que nous n'en avons pas eu besoin, et nous nous sommes bien gardés d'en provoquer d'inutiles. »[655] Dans *L'Almanach* de 1914, il précise son propos sur l'année 1912 : « Dans le domaine de l'action, les occasions de grandes luttes ne nous avaient pas été offertes, mais uniquement parce que le régime avait été forcé par l'état de l'esprit public à nous livrer sans combat des positions que nous n'avions pas négligées d'occuper. »[656] Maurice Pujo fait alors référence à un accroissement notable des effectifs de la ligue, qui semble effectivement se confirmer par notre travail statistique sur le quotidien d'*AF*.

En réalité, en 1912, les principaux adversaires de l'AF, notamment au Quartier latin, semblent avoir été ceux qu'elle appelle les « chapons » c'est à dire les « jeunesses républicaines patriotes », qu'elle accuse ouvertement de jalousie. Les groupements s'insultent par affiches interposées puis s'opposent violemment à plusieurs reprises au cours de l'année. Le 27 mars, les camelots « donnent l'assaut » derrière Lucien Lacour et Maxime Real del Sarte sur une grande réunion tenue par les plébiscitaires. La rupture est désormais consommée entre les diverses organisations patriotes.

L'année 1913 est une nouvelle « année d'actions ». Maurice Pujo rapporte que « parallèlement à la courageuse campagne si magnifiquement menée dans le journal par Léon Daudet, pour démasquer sur tous les points du territoire l'Avant-guerre et l'espionnage allemand organisé par de puissantes sociétés telles que les Maggi, c'était dans la rue la lutte engagée par les Camelots du Roi contre les Prussiens de l'intérieur, fourriers de ceux de l'étranger »[657] Nous reviendrons sur ces activités dans une prochaine partie et nous verrons que, dans les faits, les actes sont moins impressionnants que les discours dans le cadre de cette campagne.

---

654 Quotidien d'*AF* du 24 juin 1911
655 PUJO Maurice, « L'année des camelots du roi », Almanach de l'Action française, 1913, BNF Gallica
656 PUJO Maurice, « Notre année », Almanach de l'Action française, 1914, BNF Gallica
657 Idem

Léon Daudet écrit dans le quotidien le 2 janvier 1914 : « A l'heure actuelle, à Paris, un mouvement patriotique de quelque importance ne peut se produire que s'il est dirigé, encadré, soutenu et conduit jusqu'à la victoire par les Camelots du roi, Etudiants et Ligueurs d'Action française. »[658] Léon Daudet exagère évidemment, mais à peine. L'AF peut se vanter de mobiliser des troupes importantes lors de ses manifestations parisiennes : 3000 personnes à l'enterrement de Déroulède, 4000 à 6000 ligueurs à celui de Gaston Calmette assassiné par Mme Caillaux, 10 000 royalistes au congrès de la fédération de Paris et de la banlieue. Si ces chiffres, extraits du quotidien doivent sans doute être un peu nuancés, il n'empêche que l'AF est en mesure en 1914, ce qui n'était pas le cas en 1909, de tenir tête aux ouvriers dans les rues du Marais et autour de la place de République.[659]

Eugen Weber explique également qu'au cours de ces années, l'AF cherche un soutien armé. Elle croit pouvoir compter sur des groupes armés en Roussillon et dans le Jura ainsi qu'à Alès, Armentières, Aurillac, Bourges, Lorient, Montpellier, Moulins, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Le Puy, Roubaix, Rouen, Toulouse. En règle générale, il s'agit, selon Weber, de groupes de faible importance numérique mais qui doivent converger sur Paris en cas de passage à l'acte.[660] Nous n'avons pas retrouvé de traces dans les archives de ces groupements armés censés renforcer les troupes parisiennes. Mais, dans tous les cas, intention ne rime pas nécessairement avec action et, même si l'AF a réellement cherché à fomenter un coup de force avant 1914, cela n'a débouché sur aucune réelle tentative.

La rétribution du militantisme

Derrière l'attitude de l'AF pour ses camelots condamnés (parution du tableau d'honneur des camelots du roi, mise en place du denier de Jeanne d'Arc, manifestations organisées lors des sorties de prison) on distingue une question absolument essentielle quant à la notion de mobilisation : la rétribution du militantisme.

Jean-Philippe Lecomte distingue deux raisons essentielles à l'engagement militant : la fréquentation familiale ou professionnelle de militants engagés et/ou la certitude d'obtenir une rétribution à ces actes militants[661].

Les ligueurs ou camelots violents sont continuellement mis à l'honneur par la ligue d'AF qui

---

658 DAUDET Léon, « Partira... Partira pas ? », Quotidien d'*AF* du 2 janvier 1914

659 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.108

660 *Ibid* p.106

661 LECOMTE Jean-Philippe, *L'essentiel de la sociologie politique,* Gualino, Paris, 2010 ; voir également sur les questions de sociologie politique : CHAGNOLLAUD Dominique, *Science politique,* Dalloz, Paris, 2006 ; COLAS Dominique, *Sociologie politique,* Presses universitaires de France, Paris, 2006 ; COULANGEON Philippe, *Sociologie des pratiques culturelles,* La Découverte, Paris, 2010

cherche à en faire des héros de la cause monarchiste. Cette idéalisation de l'action violente est sans nul doute un des éléments importants à prendre en compte dans la compréhension du passage à l'acte pour de nombreux jeunes hommes.

Cela étant, les choses ne sont pas si simples pour les camelots condamnés. En effet, une note d'un correspondant de juillet 1911 souligne que « la publication par le Journal du 15 juillet des noms des manifestants arrêtés la veille a jeté un froid dans les rangs même des Camelots du Roi. Presque tous ces jeunes gens ont besoin de leur place pour vivre. Beaucoup sont affiliés au parti royaliste en cachette de leur patron. Plusieurs professent des opinions qui ne sont pas celles de leur famille. Un certain nombre enfin manifestent malgré la défense de leurs parents. Le journal ne pouvait pas trouver un meilleur moyen pour ennuyer les militants d'Action française. »[662]

Déjà après les manifestations Thalamas, l'AF avait du faire face à une forte demande d'aides de la part de ses ligueurs ayant perdu leurs emplois.[663]

Ainsi, il est délicat d'appréhender la question de la rétribution du militantisme dans les rangs de l'AF. Il est évident que la volonté de reconnaissance a joué un rôle déclencheur pour certaines adhésions, sans doute, surtout, pour les jeunes gens avides d'action, mais il est toutefois difficile de conclure définitivement sur cette question. Il semble d'ailleurs que l'AF elle-même ait rapidement eu conscience de la nécessité d'une certaine discrétion. Une note de correspondant de 1913 rapporte des propos qui auraient été tenus par Pujo : « Une manifestation des camelots du roi a sa répercussion sur tous ceux qui sont connus comme en étant. Nous ne pouvons oublier qu'il y a deux ans, la police ayant communiqué au journal les adresses des camelots arrêtés, les 2/3 ont perdu leurs places. Les premiers venus à nous étaient prêts à tout sacrifier à la cause. Mais, dans l'intérêt de l'Action française, nous devons éviter de faire subir trop d'épreuves à ces dévouements, car notre recrutement resterait limité à un petit nombre, qui serait sans doute une élite, mais infime. »[664]

Au final, la question de la rétribution du militantisme nous invite à questionner la vaste question du rapport à la violence militante et au coup de force au sein de l'AF.

La question du coup de force et de la violence militante

Charles Maurras souligne lui-même que les ligueurs d'AF et les royalistes s'entendent sur le fonds mais pas forcément sur la forme du combat : « Tous les royalistes, ligueurs ou non, admettent

[662] Note d'un correspondant, 18 juillet 1911, Archives nationales, Paris, F7 12 864
[663] Note des RG, 8 avril 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 862
[664] Note d'un correspondant, 3 décembre 1913, Archives nationales, Paris, F7 12 864

la nécessité de constituer un état d'esprit royaliste au moyen d'une propagande de tous les instants. (…) Quand il s'agit du « Coup », l'entente est beaucoup moins complète : les membres de l'Action française qui, en signant leur résolution de faire la monarchie *par tous les moyens*, savaient ce que parler veut dire, se heurtent tout de suite aux objections multiples que soulèvent surtout certains esprits très attentifs à faire montre en toute chose d'un maître bon sens et d'une merveilleuse pondération d'esprit. »[665]

Maurras, Delbecque et Larpent justifient l'emploi du « coup de force » en alléguant que l'utilisation de l'arme électorale tout comme le seul emploi de la propagande sont insuffisants dans l'espoir de renverser la République. Les auteurs expliquent en effet que, d'une part, le gouvernement « tient les urnes et ne les lâchera point » et, d'autre part, « une propagande purement intellectuelle, si elle se prolonge sans aboutir à l'acte trouvera sa limite fixe et sa barrière insurmontable en abordant les détenteurs du pouvoir et leur clientèle. Quelle que soit la force de notre propagande, ils s'obstineront à rester tant qu'on ne les chassera point, et jamais il ne suffira d'une rumeur de voix, d'un grincement de plumes pour faire tomber les murailles de cette Jéricho républicaine et démocratique défendue par les gens qui y trouvent vivre, couvert, gîte et honneurs. »[666]

Maurras, Delbecque et Larpent soulignent donc que seul l'emploi du « coup de force » peut renverser la République mais, « à condition que celui-ci soit appuyé et préparé par une fraction suffisante de l'opinion publique. »[667]

Malgré tout, il y a chez Maurras, dès le départ, une incapacité à réfléchir au passage à l'acte dans les faits. D'ailleurs, dès 1910, une note des RG de police rapporte que certains camelots l'accusent « d'être tout en paroles, tout en menaces écrites, mais, au fond, de redouter l'heure du fameux « coup » tant annoncé par lui. »[668]

D'ailleurs, comme l'explique Louis Dimier, c'est la démonstration qui enchante Maurras et la démonstration « a pour effet de servir une passion de domination intellectuelle, la plus forte de toutes chez lui, et qui faisait le grand ressort de son existence. » Dimier continue en ces termes : « Il avait un pouvoir d'évocation si fort et un sens politique si juste, qu'il nous rendait ses inventions présentes, et que nous croyions toucher l'objet. Pour lui ce n'était qu'une peinture, dont il repaissait son imagination et charmait sa mélancolie. Il n'avait nul souci véritable, nul besoin organique de la faire passer en fait. »[669]

---

[665] MAURRAS Charles, DUTRAIT-CROZON Henri, « Si le coup de force est possible », Revue *L'Action française*, 15 janvier 1908, p.131, BNF Gallica

[666] *Ibid* p.132

[667] *Ibid* p.133

[668] Note des RG, 7 juillet 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342

[669] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française*, *op. Cit.* p.330-331

Cela étant, comme l'explique Olivier Dard, « le mépris de Maurras pour les questions d'organisation ne signifie nullement qu'il ne cherche pas à faire du prosélytisme. »[670] De plus, si les pratiques intellectuelles sont au cœur de la vie de la ligue à Paris comme en province, il ne faut évidemment pas sous-estimer l'importance des véritables actions de propagande au sens violent du terme qui constituent un des points d'ancrage essentiel de la représentation ligueuse à la fois interne et externe, en particulier avant 1914.
C'est toutefois, « l'écart entre la position théorique de Maurras sur le « coup de force » et son attitude pratique devant le régime » qui sera à l'origine de la plupart des dissidences d'Action française.[671]

Colette Capitan-Peter fournit finalement une analyse très intéressante des ambiguïtés de l'AF en matière de violence militante. Elle souligne que cette volonté de placer la « subversion morale » avant le « coup de force » l'a conduit à des équivoques : « dès le début, en s'interdisant le recours à la force, elle se privait du seul moyen qui pouvait logiquement faire triompher ses vues. En se paralysant elle-même, elle se mettait dans l'impossibilité de pouvoir jamais déboucher sur aucune solution politique réaliste. En revanche, par le « pilonnage » quotidien du système parlementaire, par la violence et la permanence de ses campagnes, elle rappelait que l'idée de la sécession nationale, était en germe dans son premier manifeste. Mieux qu'à la monarchie, mieux qu'à abattre la République, les royalistes invitaient d'abord à la sédition. Ainsi, l'idée monarchique était-elle à la doctrine nationaliste ce que le « Politique d'abord » était à la méthode : un moyen, en vue d'une fin, et qui repoussait dans un avenir chaque jour plus hypothétique, les chances d'une « restauration nationale » ».[672]

Au final, quel que soit les ambiguïtés du rapport à la violence militante au sein de l'AF, il est indéniable que, de la naissance des camelots du roi jusqu'à la veille de la guerre, l'AF a continuellement cherché à « occuper la rue ». Elle a d'ailleurs énormément progressé en la matière. Cela étant, elle n'a jamais délaissé l'aspect intellectuel de son entreprise et a toujours mis au premier plan l'enjeu de la conversion à la monarchie par la propagande.

670 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.93
671 SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française,* Copernic, Paris, 1978, p.271
672 CAPITAN-PETER Colette, *Charles Maurras et l'idéologie d'Action française, op. Cit.* p.138

2) Un militantisme intellectuel et mondain

L'affaire Thalamas, les manifestations contre le Foyer, l'affaire de Toul, la gifle de Lacour à Briand, toutes ces actions ont contribué à populariser l'Action française et ses méthodes. Mais, il faut bien avoir à l'esprit que l'essentiel de l'activité de la ligue n'est pas là. Maurras le souligne lui-même dans ses réflexions sur le coup de force : « Organiser l'état d'esprit pour rendre possible et facile le coup – viser le coup – ne jamais le perdre de vue – en travaillant de toute notre âme à fabriquer l'état d'esprit. »[673]

Outre la volonté de créer un état d'esprit favorable à la cause monarchiste, ces pratiques intellectuelles et mondaines sont aussi au cœur de la sociabilité d'AF. En effet, la majorité des ligueurs félicitent, certes, l'action violente, mais ne s'engagent pas dans cette voie et se retrouvent finalement plus dans des pratiques militantes aseptisées issues du répertoire d'action collective de la IIIème République.

Les pratiques intellectuelles

Nous avons déjà insisté sur l'importance, au niveau central, des structures chargées de l'instruction des ligueurs (quotidien, Institut, Nouvelle librairie nationale). Il convient à présent d'étudier comment s'organisent les pratiques intellectuelles sur le terrain. Il s'agit ainsi de comprendre la vie quotidienne des ligueurs d'AF qui sont souvent assez loin des grandes manifestations parisiennes ou des actes violents spontanés.

Au cours d'une année, en plus des activités de propagande liées aux circonstances, on distingue plusieurs pratiques « habituelles ». Tout d'abord, les réunions de la section (hebdomadaire, bimensuelle, mensuelle selon les sections et leur capacité) et les réunions des groupes affiliés à la ligue : dames et jeunes filles royalistes, étudiants d'AF, lycéens et collégiens d'AF. Ces réunions peuvent donner lieu à des conférences ou causeries mais elles ont essentiellement une vocation d'organisation.

Plus intéressantes sont les conférences et causeries qui abordent essentiellement trois grandes thématiques : les questions de doctrines, les questions d'actualité et les questions historiques. L'AF recommande à ses sections de choisir le caractère privé ou non des conférences selon le contexte :

[673] MAURRAS Charles, DUTRAIT-CROZON Henri, « Si le coup de force est possible », *op. Cit.* p.160

« Nos groupes sont seuls juges de la méthode à employer. Ici une réunion publique et contradictoire réussira fort bien; ailleurs, il vaut mieux s'en tenir à une réunion purement privée; ailleurs encore, une réunion contradictoire mais privée est de rigueur, et les trois méthodes peuvent être employées dans une même ville selon les circonstances. »[674]

L'exemple de la campagne de conférences organisées par la section de Poitiers pour l'année 1907-1908 donne un exemple des sujets évoqués :

- L'instruction publique sous l'Ancien régime
- Le droit du seigneur
- L'affaire de Panama
- La responsabilité en matière politique
- L'inquisition
- La déclaration des droits de l'homme
- Le rôle de la noblesse
- Les corporations
- La formation territoriale de la France
- Les élections municipales
- Le budget
- Monseigneur le duc d'Orléans.

La section de Poitiers s'est également dotée d'un groupe d'études qui a tenu pour la même période les conférences suivantes :

- Les institutions et les hommes
- L'élection et ses limites
- L'affaire de Panama
- Le régime parlementaire
- La Terreur et les massacres à Poitiers
- La Franc-Maçonnerie et la révolution
- La corruption dans la république démocratique des Etats-Unis
- L'application du suffrage universel
- La commune
- Le syndicalisme
- Le concordat
- L'empire
- La question juive

[674] Quotidien d'*AF* du 19 octobre 1910

- L'idée de patrie
- Les corporations
- La monarchie.[675]

A travers cet exemple, on voit que l'AF cherche à parfaire les connaissances historiques de ses ligueurs. Il s'agit bien d'enseigner la conviction profonde que la monarchie est historiquement la seule capable de relever la France. C'est en ce sens que l'on peut également comprendre le concours de rédaction d'un manuel de l'histoire de France débuté à l'été 1908. Le quotidien fait beaucoup de publicité pour cette tentative qui se révèle au final infructueuse et ne donne pas de résultat.

Au fil des ans, de nombreuses sections se dotent de cercles d'études. A Toulouse, par exemple, l'accent est mis sur l'étude doctrinale et l'analyse des ouvrages de référence de l'AF. Un rapport de la section pour l'année 1907-1908 apporte des éléments intéressants : « Nous étudions toujours, nous approfondissons sans cesse notre doctrine, pour toujours la mieux connaître et la mettre davantage en lumière, et aussi pour en vérifier la valeur dans les faits qui s'accomplissent sous nos yeux tous les jours. »[676] Les thèmes et livres étudiés au cours de l'année sont les suivants :

- La notion d'Etat
- Le dilemme de Marc Sangnier de Maurras
- Bismarck et la France de Bainville
- Vers un ordre social-chrétien de La Tour du Pin
- Etudes de Georges Valois
- Lettres sur l'histoire de France du père Pascal.

Il est intéressant de souligner que même les petits groupes parviennent à organiser des conférences d'études. C'est le cas, par exemple, du groupe de Moissac qui rapporte en février 1911 son programme :

- Le gouvernement national
- La décentralisation
- Politique extérieure
- La démocratie et le parlementarisme
- La dictature et l'empire
- L'hérédité
- La France œuvre de nos rois.[677]

Ces réunions d'études, si elles sont essentielles à l'apprentissage de la doctrine d'AF, ne sont

[675] Quotidien d'AF du 4 juillet 1908
[676] Quotidien d'AF du 24 août 1908
[677] Quotidien d'*AF* du 11 février 1911

évidemment pas suffisantes dans le cadre de la propagande. Ainsi, le rapport de la section toulousaine, précédemment cité, explique que le « groupe ne s'est pas confiné dans cette œuvre d'étude sans doute profondément utile, mais très paisible, très calme et assurément trop peu bruyante. ». Elle a également organisé une série de conférences de propagande afin de faire « pénétrer dans tous les milieux, de se faire connaître là où on voulait l'ignorer, et de se défendre là où on l'attaquait. »[678]

Les conférenciers de l'AF peuvent être de trois types : membres de la section (en particulier président ou secrétaire) ; membres d'une section voisine ; personnalités de l'AF. Les tournées de conférences occupent une place tout à fait particulière au sein de la ligue d'AF. Tous les grands dirigeants du mouvement se déplacent régulièrement en province pour « porter la bonne parole ». Henri Vaugeois, Bernard de Vésins, la marquise de Mac Mahon, Marie de Roux, Dom Besse et Georges Valois sont les plus actifs dans ce domaine. Même Maurras, qui n'apprécie que peu l'exercice, s'y prête de temps en temps, essentiellement lors de ses déplacements à Martigues.

Cette habitude débute dès les premières années d'existence de la ligue (avec notamment le commandant Cuignet) mais prend véritablement de l'ampleur à partir de 1909. L'AF rapporte régulièrement l'impulsion apportée par ces grandes réunions de propagande aux sections provinciales.

En 1908, on dénombre 40 villes ayant reçu la visite d'un conférencier extérieur à la section locale.

En 1909, 92.

En 1910, 129.

En 1911, 154.

En 1912, 195.

En 1913, 205.

Ces chiffres témoignent de l'important développement de cette méthode de propagande. Ces tournées de conférence ne sont pas exclusivement organisées par les chefs parisiens. La majorité de ces dernières sont en effet prises en charge par des figures régionales de l'AF à commencer par les délégués régionaux. Eugène de Lur-Saluces dans le Sud-Ouest et Régis Flachaire de Roustan dans la région de Lyon sont particulièrement actifs avant 1914. On observe également l'émergence de conférenciers issus de diverses sections qui multiplient les interventions et organisent ainsi un « ratissage » systématique dans leur région.

Dès 1909, dans le Midi, plusieurs personnages se distinguent : Henry de Bruchard, M. Haour président de la section de Montpellier ; André Vincent avocat à Montpellier ; Arnavielle ; Marcel

[678] Quotidien d'*AF* du 24 août 1908

Azais président du comité d'AF de Pignan ; M. Magne conseiller général du Gard ; Marcel Viel de Nîmes ; M. Arnal de Toulouse ; M. Amic d'Avignon. Ces derniers, groupés à trois ou quatre, multiplient les conférences dans le Midi et jusqu'à la région de Toulouse tout au long de la période d'avant-guerre. A partir de 1911, ils sont rejoints par Charles Ebelot de Toulouse et Henri Brunel délégué de la section de Montpellier.

Dans le Nord, on peut citer le personnage de Noël Trouvé mais aussi celui de Joseph Delest au cours de l'année 1910. Ce dernier rejoint rapidement Paris pour prendre la tête du cercle d'études corporatistes et cesse ses tournées de conférences. Il les reprend toutefois après-guerre.

Dans la Loire, Patrice O'Mahony président de la section d'Orléans effectue également des déplacements à partir de 1910.

Cette liste n'est pas exhaustive mais elle répertorie les conférenciers les plus actifs avant 1914 et elle témoigne, en outre, de la capacité de la ligue à recruter des hommes chargés de mener des campagnes sur le long terme.

Il est également intéressant de souligner que l'activité de « conférencier d'AF » permet de gravir les échelons au sein du mouvement. En effet, tous les hommes cités sont appelés à un avenir assez notable dans les instances dirigeantes locales de la ligue et notamment comme secrétaire régional.

L'importance de la formation intellectuelle des ligueurs se reflète également à travers la création de bibliothèque de propagande dans de nombreuses sections de province.

Dès 1907, Alain Raison du Cleuziou, président de la section de Saint-Brieuc, explique dans quelle mesure et de quelle manière une bibliothèque est très utile à la propagande d'AF. Il souligne notamment qu'il s'agit d'un « instrument d'action » dont « l'organisation repose sur le principe très simple mais très fécond de la mutualité » et continue en donnant les modalités de fonctionnement : « Lorsque l'un d'entre nous achète un livre et qu'il l'a lu, il inscrit son nom sur la première feuille pour s'en réserver la propriété – car nous ne sommes pas socialistes – il le confie à notre bibliothécaire qui veille à sa conservation, et cet ouvrage demeure à la disposition des ligueurs, non seulement pour leur enseignement personnel, mais pour propager chez leurs amis les idées de l'Action française. »[679]

Lors du premier congrès d'AF en décembre 1907, on apprend qu'une bibliothèque royaliste, fondée par la comtesse de Larègle, présidente des dames royalistes de la région, connaît un succès notable. De même, à Perpignan, la bibliothèque de la section dispose de 350 ouvrages.[680]

L'AF appelle également ses sections à se rapprocher des libraires afin de chercher à les « conquérir,

[679] Revue *L'Action française* du 1er juin 1907, BNF Gallica
[680] Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF, Gallica

non pas en général ni une fois pour toute, mais chaque fois que paraît un livre important. »[681]
Nous avons déjà évoqué la fondation, en avril 1911, de l'office central des bibliothèques qui a pour but de faciliter leur création et de donner des lignes directrices à leur élaboration.
Ainsi, de nombreuses sections se dotent de bibliothèques de propagande avant-guerre. On observe même des tentatives de mise au point de bibliothèques circulantes d'AF comme à Bordeaux. Lors du 3ème congrès d'AF en décembre 1910, le commandant Milleret félicite vivement cette initiative qui semble rester néanmoins isolée.[682]

Les pratiques mondaines

A travers la multitude de conférences et causeries, on comprend que l'instruction des ligueurs est véritablement au cœur des pratiques de l'AF. Cela étant, il ne faudrait pas négliger l'importance des pratiques mondaines chargées de créer du lien entre les militants. Les ligueurs se retrouvent ainsi très régulièrement à l'occasion de banquets ou de « séances récréatives ». Certaines sections, comme celle de Bordeaux, organisent un déjeuner mensuel.
Les bénéfices de ces activités sont directement utilisés à des fins de propagande comme l'explique un compte-rendu de la section de Limoges : « Les bénéfices de la soirée seront consacrés à la propagande des idées royalistes: distribution de brochures, fondation de nouveaux groupes dans le département, création d'un Bulletin mensuel pour relier ces groupes, etc. »[683]
Les jeunes filles et dames royalistes ont un rôle particulier à jouer dans l'organisation de ces événements mondains.

Tous les ans, les ligueurs accordent une importance particulière à la Saint-Philippe au mois de mai. Elle est l'occasion d'organiser de nombreux banquets et réunions de propagande partout en France. Traditionnellement, le discours de la Saint-Philippe à Lyon est important. En 1906, c'est André Buffet qui le prononce ; en 1907, Léon Daudet ; en 1908, Bernard de Vésins, Léon Daudet et Marie de Roux. Les dirigeants d'AF assistent tous les ans à plusieurs fêtes de la Saint-Philippe en province.
Ces fêtes traditionnelles de l'AF appartiennent au registre des coutumes spécifiques au mouvement. Elles font parties du calendrier régulier de la ligue et sont l'occasion pour les ligueurs de se retrouver et de marquer leur appartenance au groupe.

681 Idem
682 Quotidien d'*AF* du 1er décembre 1910
683 Quotidien d'*AF* du 29 janvier 1909

Le Club Gaulois, club artistique et littéraire, rejoint l'AF en janvier 1909 en raison des « insultes » proférées contre Jeanne d'Arc et participe largement aux activités mondaines de la ligue : « Nous offrons gracieusement aux comités d'Action française et royalistes, le concours de nos chansonniers; nous nous mettons à la disposition des abonnés de l'Action française, pour l'organisation de soirées mondaines; enfin nous ferons paraître en février un vigoureux pamphlet « Les fiches contemporaines » ».[684]
Dès mars 1909, le club organise tous les samedis des soirées avec concours de ses meilleurs chansonniers.[685]

Parmi les pratiques récréatives, l'AF accorde une place particulière au théâtre. C'est en octobre 1907 que l'AF fait référence à sa volonté de créer un théâtre à Paris. Elle explique alors qu'elle ne souhaite pas faire du « théâtre blanc » : « Certes, les œuvres que nous jouerons ne chercheront pas leur intérêt dans les fausses hardiesses du naturalisme. Mais pour qu'elles réalisent le programme que nous avons tracé, on comprendra que dans la peinture des sentiments et des mœurs les auteurs devront jouir d'une liberté dont la limite suffisante sera le goût littéraire. »[686] La première pièce jouée est *Les Nuées* de Maurice Pujo, transposition contemporaine de l'œuvre d'Aristophane, une comédie « très libre » d'après l'AF.
Une note des RG du 12 décembre 1907 explique que c'est Léon Daudet qui tient « beaucoup à cette propagande par le théâtre. » Il est également fait référence à la volonté de l'AF de ne pas organiser de manifestation après la représentation. Léon Daudet pense que la surveillance sera bien trop importante pour tenter quoique ce soit et invite ses amis en rester à la manifestation théâtrale et à se montrer dans la rue « aussi calme que possible. »[687]

Rapidement, cette initiative trouve un écho en province. D'ailleurs, il semble que les théâtres d'AF aient rencontré plus de succès en province qu'à Paris. En effet, nous ne retrouvons pas de références à la tenue des pièces de ce fameux théâtre d'AF. En revanche, le quotidien se fait l'écho en février 1909 de la création du théâtre d'Accord social qui doit jouer « des pièces inédites et d'une portée sociale », dans tous les quartiers, notamment populaires. L'AF explique ainsi que « le Théâtre d'Accord social apparaît comme un complément de notre service de propagande ».[688] Il n'y a, toutefois, aucun parallèle établi avec le théâtre d'AF que le journal n'aurait, somme toute, pas

[684] Quotidien d'*AF* 20 janvier 1909
[685] Quotidien d'*AF* 1 mars 1909
[686] Revue *L'Action française* du 15 octobre 1907, BNF Gallica
[687] Note des RG, 12 décembre 1907, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[688] Quotidien d'*AF* du 15 février 1909

manqué de rappeler en cas de fonctionnement régulier. A Paris, il semble ainsi que l'initiative d'un théâtre d'AF n'ait pas, dans un premier temps, rencontré un franc succès. C'est donc en province que l'AF porte ses efforts.

A Toulouse, en juin 1909, la section organise un théâtre avec quête au profit des œuvres royalistes. Ce sont les camelots qui assurent le service d'ordre. Après une conférence d'Armand Praviel, la pièce de Paul Bourget « Le Divorce » est proposée aux spectateurs. Cette pièce doit « proposer de manière très impartiale le dualisme terrible que fait le fond de notre malaise actuel entre la France de la Révolution qui est la mort et la France de la tradition qui est la vie. »[689]

A Poitiers, au cours de l'été 1909, la section locale se vante également d'utiliser un « Guignol » à des fins de propagande. Trois pièces sont jouées : une féerie avec lumière électrique, une pièce d'actualité politique, un numéro classique de guignol. Les représentations hebdomadaires ont rapporté, en quelques semaines, 200 francs à la section.[690]

A Marseille, en janvier 1910, la section fait représenter la pièce « Allo! Allo! 445 ». Il s'agit d'une revue des camelots du roi marseillais avec succession de chants royalistes et de jeunes filles en costume du temps.[691]

En février 1910, le théâtre de la section de Toulouse se met en route et présente la pièce « Un divorce et l'Action française » à Carcassonne, Narbonne et Montpellier. Une seconde tournée est prévue à Perpignan, Nîmes et Béziers.[692] Ainsi, en plus des tournées de conférences nombreuses, le Sud bénéficie également de tournées d'un théâtre d'AF ce qui montre bien le dynamisme de l'AF dans la région.

Ces quelques exemples de succès de théâtre d'AF ne doivent toutefois pas masquer la réalité des répercussions propagandistes de cette méthode. En janvier 1913, l'AF souhaite organiser une tournée de représentations de la pièce *Les Nuées*. L'organisateur est un certain Emile Gaignette. Le quotidien rapporte que la pièce quittera Paris au mois de mai et visitera les sections qui en ont fait la demande. Nous ne retrouvons aucun compte-rendu lié à la tenue de cette pièce en province preuve a priori, d'une attirance finalement assez limitée pour cette technique de propagande.

Les différentes pratiques précédemment évoquées, si elles ont une vocation propagandiste évidente, servent également et peut être surtout à assurer une forme de cohésion entre les ligueurs en créant un lien social spécifique aux membres de la ligue. Dans ce registre, il faut également souligner l'importance du congrès annuel de l'AF qui a pour but de renforcer la cohésion au sein du

---

689 Quotidien d'*AF* du 7 juin 1909
690 Quotidien d'*AF* du 24 août 1909
691 Quotidien d'*AF* du 5 janvier 1910
692 Quotidien d'*AF* du 4 février 1910

mouvement. De nombreux délégués de province font le déplacement à Paris pour ces journées et rapportent ensuite la « bonne parole » dans leurs sections. L'AF fait régulièrement référence à sa volonté d'organiser le congrès en province mais cela ne se produit jamais : Paris reste toujours au cœur de l'activité de la ligue d'AF, n'en déplaise aux volontés décentralisatrices des dirigeants. En revanche, de nombreuses régions organisent leur propre congrès : à Montpellier en mai 1909 ; à Poitiers en mai 1911 ; dans le Sud-Est en février 1912 ; à Bordeaux en décembre 1907 et en janvier 1913 ; à Rennes en mars 1913.

3) Les pratiques électorales

Robert Havard de la Montagne écrit : « On a voulu déduire de son « antidémocratisme » que l'Action française dédaignait de prendre part aux scrutins et qu'ainsi lui seraient imputables les échecs d'honorables candidats. »[693]

Au début du siècle, en effet, Vaugeois clame son refus de s'associer aux élections législatives. Il s'attaque aux conservateurs, royalistes ou républicains qui acceptent de se placer à l'intérieur du consensus républicain car « on ne peut espérer détruire un régime qu'en s'appuyant sur un principe qui lui soit clairement et radicalement opposé. »[694]

En réalité, l'AF se montre rapidement bien plus pragmatique et son positionnement en matière électorale est particulièrement complexe à appréhender car il n'y a pas de règle fixe et prédéfinie : l'AF appelle ses militants à agir en fonction des circonstances et des candidats. Ainsi, lors des élections municipales de 1908, Bernard de Vésins élabore un plan afin de présenter, à Paris, des candidats dans le plus grand nombre de circonscriptions possibles. D'après une note d'un correspondant des RG, le plan est le suivant : « Il est bien évident qu'aucun des candidats ne saurait passer ; qu'à part le Quartier Notre-Dame (…) aucun n'obtiendra même un succès d'estime. Presque tous auront des chiffres de voix dérisoires. L'Action française le sait d'avance. Cependant, elle marche quand même. Son but est à la fois un but de propagande pour son programme politique : la monarchie et un but de réclame pour le journal. Ceci grâce à l'affichage par tous ses candidats d'une même profession de foi nettement royaliste et Action française : affichage que la déclaration de candidature affranchira du droit de timbre. Certains de ces candidats se contenteront même de cet affichage et ne sont candidats que pour permettre à leur Ligue de profiter de celui-ci à prix réduit. Maintenant la plupart essayeront aussi de donner quelques conférences pour y exposer, devant un

[693] HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française, op. Cit.* p.61
[694] VAUGEOIS Henri, « Nous ignorons les affiches », Revue *L'Action française,* 1er août 1901

public que la Ligue n'atteint pas d'ordinaire, ses idées monarchistes. La plupart des candidats sont de tout jeunes gens, complètement inconnus, avocats stagiaires ou écrivains amateurs. » La note explique aussi que l'AF a parfaitement conscience du fait que son attitude heurte les ambitions de l'Action libérale populaire et des conservateurs mais « elle s'en moque et est bien résolue à passer outre. La haine des conservateurs la laisse indifférente et elle se réserve la porte de sortie de retirer au second tour ses candidats dans les circonscriptions où cela pourrait assurer le triomphe des nationalistes, en lui étant nécessaire. »[695]
Ainsi, on le voit, dès les origines, l'attitude de l'AF vis à vis des pratiques électorales n'est pas totalement arrêtée.

En 1910, à l'occasion des élections législatives, le journal publie une justification : « L'Action française dit *Par tous les moyens* et ajoute : *mêmes légaux*. Est bon tout ce qui peut éclairer l'opinion. Nos doctrines sont encore plus inconnues que méconnues. Il s'agit donc de les faire connaître. Une candidature est un excellent moyen. »[696]
L'AF affirme que sa tactique générale est « de ne pas avoir de politique électorale uniforme, mais d'agir dans les circonstances diverses, au mieux des intérêts du pays. »[697]
En pratique, on observe effectivement plusieurs cas de figure, que nous allons détailler en prenant pour contexte particulier les élections législatives de 1910.

Henri Bertran de Balanda, président de la section de Perpignan, se présente aux élections et dit utiliser les conférences contradictoires de ses adversaires à des fins de propagande. Il l'explique lui-même dans une note envoyée au journal : « Notre campagne de propagande est commencée. Il y a dix jours, le candidat socialiste-collectiviste donnait une réunion publique contradictoire où il conviait à la contradiction ses concurrents... Jugez de la stupéfaction et de l'étonnement de l'auditoire lorsque l'on m'a vu apparaître. J'ai été reçu avec courtoisie et j'ai pu exposer la doctrine royaliste au point de vue du rapport du capital et du travail, au milieu de l'attention et de la curiosité générales. J'ajoute que je n'avais pas voulu être accompagné de mes amis pour ne pas avoir l'air d'avoir amené une claque. Massé seul était avec moi. L'auditoire était donc exclusivement socialiste. Depuis lors, dans toutes les réunions, cette même doctrine produit le même effet. Ce procédé de propagande doit donner des résultats très grands. »[698]
La profession de foi de Bertran de Balanda donne un exemple d'utilisation propagandiste de la

[695] Note d'un correspondant, 22 avril 1908, Archives nationales, Paris, F7 12 862
[696] Quotidien d'*AF* du 10 avril 1910
[697] Quotidien d'*AF* du 18 mai 1910
[698] Quotidien d'*AF* du 10 avril 1910

situation électorale :

« Il pourra vous paraître étrange qu'un royaliste de tradition et de raison, n'ayant jamais fait de politique, pose sa candidature à une élection législative à l'heure même où le parlementarisme est tombé dans un discrédit profond. Cette heure-là cependant est très favorable à la propagande de la vérité politique parce que, proclamée nettement, elle peut, au milieu de la confusion des idées qu'amènent les misérables tactiques électorales éclairer les bons citoyens.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître la gravité de la situation tant intérieure qu'extérieure, mais :

Croire que pour les guérir il suffira de changer le personnel au pouvoir ou le mode de scrutin, est une naïve utopie ou un manque de jugement. Car enfin, depuis que la République existe nous avons vu se succéder des hommes de tempéraments et de tendances divers ; modérés et avancés. Parmi eux, beaucoup ne manquaient ni d'intelligence, ni de savoir, ni d'expérience, ni même de probité ; malgré cependant leurs qualités et leurs bonnes intentions chaque ministère et chaque législature ont marqué un pas de plus vers la déplorable situation où nous sommes. Ce n'est donc pas dans les hommes qu'il faut rechercher la cause du mal mais dans les institutions...

Une famille a fait la France pièce à pièce et a su, pendant huit cent ans, diriger, coordonner tous les grands changements sociaux survenus au cours des siècles. L'intérêt national se confond nécessairement pour elle avec ses intérêts particuliers. Aujourd'hui encore seule elle peut rétablir la paix religieuse, aborder et résoudre le difficile problème des rapports nouveaux à établir entre le Capital et le Travail, sur la base des légitimes revendications de la classe ouvrière et d'une plus équitable organisation de la production. Le prince, héritier de cette famille, Philippe VIII, joint au prestige de la naissance toutes les qualités d'un grand roi, n'ambitionnant qu'un seul titre qui indique assez son programme : le Roi du Travail. »[699]

La section de Toulouse souhaite également profiter de la période pour faire de la propagande et bénéficier, au passage, d'une gratuité d'affichage : « Nous nous servirons ici du moyen électoral pour répandre nos doctrines et faire connaître la vérité politique. Nous présenterons des candidats pour la forme (en recommandant de ne pas voter pour eux) uniquement afin de ne pas payer le droit de timbre. »

Ainsi, le ton de l'affiche éditée par la section de Toulouse est virulent : « Nous ne venons pas mendier vos suffrages. Nous ne voulons pas faire plébisciter nos idées. (…) Les campagnes électorales sont le plus souvent de vastes escroqueries. Soucieux avant tout du résultat électoral, les candidats se préoccupent de plaire à l'électeur plutôt que de l'éclairer : le succès se mesure à

[699] Profession de foi de Bertran de Balanda, Quotidien d'*AF* du 21 avril 1910

l'audace de leurs mensonges et au nombre de leurs dupes. »[700]

Autre cas de figure, dans le 15ème arrondissement parisien, l'AF choisit de ne pas présenter de candidat. Cela ne l'empêche pas de mettre en garde les électeurs contre la « juiverie » ou l'appartenance à la franc-maçonnerie de certains candidats en concluant en ces termes : « Electeurs des deux circonscriptions, qui réclamez des libertés publiques : politiques, sociales et religieuses, vous êtes maintenant en mesure de juger. »[701]
Dans le Nord, les électeurs royalistes ont également décidé de se tenir à l'écart du scrutin comme le révèle Etienne de Resnes dans le *Journal de Saint-Omer :* « Il n'est pas vrai, comme on l'a calomnieusement insinué, qu'ils se soient désintéressés des élections et qu'ils se soient abstenus d'y prendre part. Patriotes avant tout, ils ne sont étrangers de rien de ce qui se passe dans leur pays. Mais, notamment dans le Pas-de-Calais, ils se sont soigneusement, en tant que parti, tenus à l'écart des compromissions, des marchandages, des trafics et des capitulations de conscience qui composent en grande partie la préparation des élections. »[702]

A l'inverse, à Uzès, les ligueurs d'AF ont décidé de s'allier aux autres groupements locaux patriotes et catholiques afin de faire échouer le candidat officiel.[703]
Dans l'Est, le commandant Picot a choisi de soutenir la candidature de M. Madelin après que celui-ci ait affirmé être pour la liberté absolue de l'enseignement et pour la « répartition des subventions de l'Etat entre toutes les écoles, officielles ou libres, au prorata du nombre des élèves. » Toutefois, M. Madelin revient sur ces propos le 10 avril mais, comme l'écrit le *Petit Déodatien*, « M. Madelin avait bénéficié pendant trois semaines des dispositions favorables de M. Picot, et la plupart des royalistes influents avaient déjà pris, vis à vis de lui, des engagements personnels. »[704] M. Picot retire évidemment son soutien à M. Madelin mais sans pouvoir présenter de candidat royaliste. Finalement, le candidat progressiste n'est pas élu et l'AF explique alors que cet « incident démontre la parfaite correction électorale des royalistes au point de vue de la défense sociale et religieuse, et en même temps leur ferme décision de ne se laisser duper par aucun des louches marchés dont les conservateurs se sont trop souvent contentés, où ils ont été bernés si régulièrement. »[705] L'AF en profite ainsi pour se distinguer des vieux royalistes conservateurs à un moment où débutent ouvertement les tensions entre l'AF et les comités royalistes.

---

700 Affiche de la section de Toulouse, Quotidien d'*AF* du 13 avril 1910
701 Quotidien d'*AF* du 24 avril 1910
702 Article d'Etienne de Resnes, *Le Journal de Saint-Omer,* publié dans le quotidien d'*AF* du 17 mai 1910
703 Quotidien d'*AF* du 18 mai 1910
704 Quotidien d'*AF* du 16 mai 1910
705 Idem

Au cours de ces élections, les socialistes emportent 13,22 % des suffrages ; la gauche modérée (socialistes indépendants et radicaux-socialistes) 24,67 %; le centre (radicaux indépendants et républicains de gauche) 23,64 %; la droite (Union républicaine, libéraux, conservateurs) 38,44 %. Comme l'explique Michel Leymarie, « les formations de droite sont les principales victimes de la « crise des partis » caractéristique des années Clemenceau et Briand ».[706] L'AF se contente de reconnaître « la victoire des candidatures officielles » mais ne fournit aucune information sur ses propres résultats. Cela tend vraisemblablement à prouver que ces derniers sont extrêmement minces.

A travers ces quelques exemples d'attitudes, on voit bien que l'AF ne fixe pas de ligne directrice à ses sections. Elle les incite à réagir en fonction des potentialités d'actions locales tout en considérant, au final, à la différence des royalistes conservateurs, que l'action électorale est de toute manière insuffisante.

[706] LEYMARIE Michel, *De la Belle Epoque à la Grande Guerre, op. Cit.* p.163

IV. La matrice « révolutionnaire » : l'AF et le prolétariat

Les violences des camelots du roi marquent les esprits avant 1914 mais les dirigeants de l'AF ont parfaitement conscience que le simple public monarchiste ne peut suffire à l'élaboration du « coup de force » si souvent revendiqué. Pour ce faire, une assise populaire est nécessaire. C'est ainsi que l'on assiste à une tentative d'entente entre le nationalisme intégral et le syndicalisme révolutionnaire[707].

1) La question théorique

La lutte contre le libéralisme est une préoccupation majeure à l'AF. Elle est d'ailleurs un des arguments de la rupture avec la LPF comme l'explique Henri Vaugeois qui l'accuse d'avoir encore « beaucoup de poison « libéral » dans le sang »[708].

Le mouvement maurrassien mène pendant la première décennie du siècle une longue campagne contre le libéralisme et le capitalisme. Charles Maurras affirme encore et toujours que « libéralisme égale despotisme » et il répète aux ouvriers que « la liberté économique aboutit donc, par une déduction rapide, à la célèbre liberté de mourir de faim. »[709]

La loi de l'offre et de la demande, issue des principes de 1789, est, aux yeux de l'AF, « un formidable moyen d'exploitation de l'ouvrier par la « bourgeoisie républicaine » ». L'ouvrier se retrouve ainsi isolé au sein de la société et « cette atomisation sociale sera toujours considérée par le mouvement maurrassien comme le pêché capital de la Révolution. »[710]

C'est ainsi sur « ce slogan d'une même lutte contre les principes du libéralisme et de la société bourgeoise et sur cette vision d'un monde où, au nom de la liberté, sévit « l'anarchie économique génératrice de la crise ouvrière », que l'Action française s'évertue à créer le front commun avec le

---

707 Sur ce sujet voir notamment : CHOLLET Claude, *Nationalisme et syndicalisme révolutionnaire en France avant 1914*, sous la direction de RAOUL GIRARDET, mémoire IEP, Paris, 1972 ; CAKIROGLUS-DELMAS Béatrice, *Les Monarchistes révolutionnaires. Recherche sur l'aile gauche de l'Action Française 1896-1914*, sous la direction de Jacques OZOUF, thèse doct.3e cycle histoire, Paris VIII, 1977 ; RENOUVIN Bertrand, *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*, Diffusion SNPF, Paris, 1982

708 VAUGEOIS Henri, « Notes politiques », *L'Action française*, 1er avril 1902

709 MAURRAS Charles, « Libéralisme et libertés : démocratie et peuple », Bureau de l'Action française, 1906. Brochure intégralement publiée en annexe n°5.

710 STERNHELL ZEEV, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.477

prolétariat. »[711]

D'ailleurs, comme l'explique Zeev Sternhell, au début du siècle, l'AF et le socialisme ont « les mêmes allergies et un même objectif ». Le socialisme n'a pas encore baissé le drapeau de la révolution sociale et son militantisme ne s'est pas encore émoussé. Et, lorsque le socialisme aura définitivement accepté les règles de la démocratie libérale, le syndicalisme révolutionnaire prend le relais, « assurant ainsi, pour l'extrême gauche, la continuité d'une certaine tradition révolutionnaire dont l'Action française avait repris le flambeau à l'extrême droite. Pour les maurrassiens, la démocratie est antinationale, pour le syndicalisme révolutionnaire, elle est antisociale, pour les uns et pour les autres, sa légitimité est nulle, elle est contraire à la nature, elle incarne le mal. »[712]

Théoriquement, maurrassiens et socialistes trouvent donc des points de convergence. Au cours de la première décennie du siècle, Maurras, Rivain, Galland et surtout Valois examinent les articles et discours des leaders de la gauche socialiste. En juillet 1906, *Le Mouvement socialiste* publie un article de Robert Louzon intitulé « La faillite du dreyfusisme ou le triomphe du parti juif »[713]. Cet article, approuvé notamment par Sorel, devient pour l'AF le symbole d'une nouvelle direction prise par une fraction du prolétariat.[714]

Toutefois, l'objectif final est évidemment différent pour les uns et pour les autres. Le syndicalisme révolutionnaire veut éliminer la bourgeoisie d'affaires en instituant une sorte de pouvoir syndicaliste, tandis que l'Action française veut supprimer la lutte des classes par le rétablissement du corporatisme.[715]

Le thème du corporatisme n'est ni nouveau ni original. L'Action française, tout comme l'Accord social de Bacconnier, se veulent disciples fidèles de la pensée du comte de Chambord et du marquis de La Tour du Pin. Ils se contentent en fait de moderniser les principes et de les adapter aux besoins d'une société industrielle.

Le postulat fondamental du corporatisme est, comme l'explique Firmin Bacconnier, l'anti-individualisme : « En isolant l'individu de son semblable, en l'arrachant systématiquement à la société, l'individualisme l'a séparé des conditions mêmes de la vie. » Voilà pourquoi, « l'égalité des droits qu'il proclame ou qu'il comporte n'est qu'un sophisme grossier, l'inégalité des forces intrinsèques de chaque individu ne lui permettant pas de réaliser l'égalité des conditions. La liberté est ainsi monopolisée par une fraction de la société. » Le corporatisme se veut également l'antithèse

711 RIVAIN Jean, « L'avenir du syndicalisme », Revue *L'Action française*, 15 septembre 1908
712 STERNHELL ZEEV, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.474
713 WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France, op. Cit.* p.383
714 STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.485
715 PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.25

du libéralisme et souhaite éviter « l'odieuse loi de l'offre et de la demande » en intervenant dans la discussion des clauses du « contrat de travail » et en devenant une sorte « d'association mutuelle entre les familles d'un même corps d'Etat. » De plus, la corporation doit « fournir la base de notre reconstitution politique » et étant « investie d'une fonction sociale et politique. »[716]
L'AF a donc un projet établi au niveau économique malgré la carence théorique de Maurras sur le sujet.[717]

2) Les premiers rapprochements entre l'Action française et le monde ouvrier

Une note des RG de mars 1912 explique que l'Action française a toujours cherché à se ménager des intelligences dans le monde ouvrier, pour des raisons en réalité très pragmatiques :
« 1) Parce qu'elle croit ne pas pouvoir faire un coup d'Etat, si les ouvriers défendent la République ;
2) parce que des troubles économiques dans lesquels des agents royalistes joueraient un rôle prépondérant, constitueraient, pour l'Action française, une occasion favorable pour exécuter son coup ;
3) parce que l'assurance donnée à des amis qu'elle avait des intelligences dans les milieux ouvriers a toujours été pour l'Action française le meilleur moyen de déterminer les conservateurs riches à soutenir financièrement ses entreprises. »[718]

L'Action française et le syndicalisme jaune

C'est, dans un premier temps, auprès du mouvement jaune de Pierre Bietry que l'AF tente de trouver des appuis dans le monde ouvrier. Les groupements « indépendants » ou « jaunes » (nom venant des bandes de papier jaune avec lesquelles ils avaient réparé les carreaux de leur local, cassés par des grévistes), sont en réalité « anti syndicalistes, antisocialistes, antimarxistes » et opposent « la décentralisation au centralisme rouge, la ferveur patriotique à l'internationalisme et les rapports amicaux avec les employeurs à la lutte des classes. »[719]

[716] BACCONNIER Firmin, « La monarchie de demain », Revues *L'Action française*, 1er août, 15 septembre et 15 octobre 1902
[717] DARD Olivier, « Les milieux économiques et l'Action française », dans LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.* p.141
[718] Note des RG sur « L'Action française et les syndicats », mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[719] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.88

C'est sous l'influence de leur chef, Pierre Bietry que le mouvement devient le Parti socialiste national.

Pendant un temps, dans la *Gazette de France* et dans la Revue *L'Action française*, Maurras engage les royalistes à les soutenir de « leur appui moral et matériel ». Les dames et jeunes filles royalistes vendent le journal *Le jaune* et les brochures de Bietry en même temps que les journaux royalistes et les brochures d'AF. Bietry est même appelé à exposer ses idées sociales au public de l'Institut d'AF. Une note des RG datée du 9 juillet 1906 confirme cette tentative de l'AF auprès de Bietry : « De fait, Bietry n'a plus, actuellement, que l'embarras du choix : de tous les côtés de l'opposition on lui offre de mettre à sa disposition tout ce dont il peut avoir besoin pour organiser en grand son groupement jaune. Mais les plus ardents, ceux dont les offres sont, dit-on rue Joubert, les plus pressantes en même temps que les plus généreuses, ce sont les royalistes, dont le groupe de l'Action française est en pourparlers avec Bietry pour une action en commun. »[720]

Toutefois, cette tentative de rapprochement est rapidement abandonnée car Bietry n'accepte pas de manière suffisamment docile les directives de l'AF[721]. De plus, il semble que Bietry ait voulu « se faire cher » alors que la caisse de l'AF est « fort légère ».[722]

Dès l'été 1908, il devient clair que c'est dans les gros bataillons de la CGT que l'AF veut recueillir l'appui populaire tant recherché. C'est donc à ce moment qu'elle accélère la rupture avec le mouvement jaune.

Bietry multiplie alors les mises en garde « contre l'illusion de croire qu'il suffit de tabler sur son antidémocratisme pour récupérer le syndicalisme rouge. »[723] Cela étant, l'AF s'accroche à cette idée et multiplie les gestes en ce sens en agissant notamment de concours avec l'Accord social de Firmin Bacconnier.

L'Action française et l'Accord social

L'entente avec Bacconnier semble assez évidente pour l'Action française. En effet, de 1904 à 1906, Bacconnier anime une revue ouvriériste faisant foi de royalisme, *L'avant-garde royaliste.* Il obtient rapidement le soutien des comités royalistes et dispose d'une situation solide lorsqu'il fonde, en avril 1907, un bimensuel, *L'Accord social.* Le mouvement s'appuie sur une ligue qui a pour ambition de propager « l'idéologie corporatiste dans les milieux ouvriers. » En juillet 1907, la ligue

720 Note des RG, 9 juillet 1906, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

721 La note des RG précitée explique que Bietry souhaite « recevoir de tous les côtés, tout en gardant une certaine indépendance ».

722 Note des RG, 10 novembre 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

723 STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.490

d'Accord social revendique 40 groupes d'études, 12 à Paris et 28 en province.[724] Zeev Sternhell affirme qu'elle témoigne d'une vitalité « qui n'est pas de pure façade ». De fait, elle ne parvient jamais à se constituer une véritable aile populaire.

L'Accord social est, dès ses origines, plus royaliste que maurrassien. En effet, si Maurras figure dans le comité de patronage, il est le seul parmi les membres des comités directeurs de l'AF.

Cela étant, en 1908, on assiste à une vraie tentative de rapprochement comme l'explique une note d'un correspondant datée du 10 août 1908 que nous citons largement[725] :

« Jusqu'à la fondation de leur ligue, en 1906, l'AF reste indifférente au mouvement syndicaliste. Seul, en marge d'eux, un de leurs amis, royaliste comme eux, Firmin Baconnier, s'en occupe à l'Avant Garde royaliste, que la préoccupation syndicale l'amène à remplacer avec les mêmes membres par une Ligue d'Accord social. L'AF reste en dehors de cette tendance, bien que sympathique à ce que fait Baconnier. »

En juillet 1908, les choses changent, Baconnier demande à l'AF de patronner officiellement sa Ligue de l'Accord social ; un dîner est organisé avec Maurras, Daudet et Vaugeois pour en discuter. Baconnier se serait adressé à Maurras en ces termes : « Vous avez une ligue, très bien, mais elle n'atteint que des royalistes et des bourgeois. Ceux-ci pourront être parfaits à tenir les cadres du gouvernement nouveau après le retour du roi ; ils ne valent rien pour y aider. Des ouvriers le pourraient seuls. Vous n'en recrutez pas. Mon Accord social y tend, mais est une trop petite ligue pour y aider. De même votre journal s'adresse aux étudiants. Fort bien. Ceux-ci nous intéressent. Mais ils ne nous rendront service que plus tard, quand, dans dix ans, ils seront notaires, médecins, avocats, pour influencer la province. Le gouvernement va de plus en plus à gauche. La persécution religieuse et le mouvement révolutionnaire se précipitent ; le roi aura des occasions de rentrer avant dix ans, vous n'aurez rien fait pour y aider. Puisque, en créant votre ligue et votre journal vous voulez passer de l'action théorique à l'action pratique, cherchez des troupes immédiates. »

Le rapport explique que Baconnier cherche uniquement à faire patronner l'Accord social mais que Maurras y voit plus, à savoir « tout un plan de campagne immédiat et actif à penser pour l'AF dans les milieux ouvriers. »

Ce même rapport fournit également des détails quant au plan d'action propagandiste de l'AF et de l'Accord social. A partir de juillet 1908, le journal d'AF fait une large place à l'Accord social dans ses rubriques. L'arrivée d'Emile Para, proche de Bacconnier en est la preuve. Ce dernier crée une rubrique des questions ouvrières dans le journal. Par ailleurs, « dans les conflits du travail, ordre est donné aux rédacteurs de ménager les syndiqués et de dire que tous ces conflits sont non pas la faute

[724] *L'Accord social*, 16 juin et 7 juillet 1907

[725] Note d'un correspondant, 10 août 1908, Archives nationales, Paris, F7 13 195. Le document est intégralement reproduit en annexe n°3.

des révolutionnaires, mais de la République seule. » Pour faciliter les échanges entre l'AF et l'Accord social, les collaborateurs de Bacconnier (notamment Thoyot) reçoivent des cartes de rédacteur de l'AF. En retour, l'AF fournit à Bacconnier du renfort pour étendre son mouvement : Maurras envoie ainsi à l'Accord social plusieurs « conférenciers syndicalistes royalistes » et notamment André Becheyras, étudiant en droit. De plus, les ligueurs de province sont appelés « à suivre le mouvement ouvrier et ne pas craindre de discuter ni d'aller dans les réunions syndicales. »
Au cours du mois de juillet 1908, on observe une modification sensible des thématiques publiées dans le quotidien d'AF, preuve d'une véritable « campagne d'infiltration voulue dans les milieux syndicalistes. » De plus, le rapport met en avant la modification de l'approvisionnement des kiosques à journaux. Il souligne, qu'avant, les kiosques des « riches » et du « quartier latin » étaient massivement approvisionnés alors qu'à présent, l'AF envoie le double de numéros dans « les dépôts de vente des quartiers populeux ».

Si l'AF et l'Accord social s'entendent à l'été 1908 dans un même projet de propagande dans les milieux ouvriers, l'AF n'en considère pas moins, dès le départ, « que ce ne sont pas des organisations du genre de celles mises sur pied par l'état-major royaliste (…) qui pourront lui gagner l'audience des travailleurs. »[726] Il lui faut s'entendre directement avec les organisations syndicales et notamment avec la CGT.

Les événements de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges et leurs conséquences

En 1906, on dénombre 1309 grèves ; en 1910, elles sont 1502. Ces grèves sont souvent l'occasion de violences de part et d'autre. On estime que la majorité des revendications des ouvriers lors de ces grèves aboutissent.[727] Cependant, comme l'explique Michel Winock, ces luttes sociales ne doivent pas faire illusion quant à la réalité de la puissance syndicale : « En général, ce n'est pas le syndicat qui déclenche la guerre, mais la grève qui est à l'origine d'un syndicat. »[728]
Cela étant, l'AF croit en la puissance du mouvement syndical et à la possibilité de convaincre le monde ouvrier de la nécessité du retour à la monarchie.

C'est à la faveur des grèves de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges que l'on voit l'esquisse d'un rapprochement entre certains syndicalistes révolutionnaires et certains militants d'AF et de l'Accord

[726] STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.504-505
[727] LEFRANC G., *Histoire du travail et des travailleurs*, Flammarion, Paris, 1975, p.349, cité par WINOCK Michel, *La Belle Epoque, op. Cit.* p.149
[728] WINOCK Michel, *La Belle Epoque, op. Cit.* p.150

social. A travers cette entente, l'AF cherche en fait moins une « collaboration politique concrète et immédiate », que le levier pour déclencher « une vague de fond qui pourra emporter les assises de la démocratie. »[729]

La note du 10 août 1908, déjà citée, fournit une description détaillée des événements de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges et surtout de l'implication de deux personnalités liées à l'AF et à l'Accord social : Emile Para et Léon Thoyot.
Le 26 juillet, Para est repéré à une réunion des ouvriers terrassiers à Tivoli et il ne semble pas y être comme journaliste. Il se rend également à Draveil le 27 juillet sans faire aucun article sur le sujet.
Le 30 juillet, c'est Thoyot, de l'Accord social, qui passe la journée à Draveil. Il est d'ailleurs blessé au cours des échauffourées entre les forces de l'ordre et les manifestants en cherchant à convaincre le préfet de ne pas faire tirer. Le soir, bien que blessé, il se rend à l'Action française pour rencontrer Maurras et discute plus d'une demi-heure avec lui, seul, et sans faire d'article. Para, de son côté, passe la journée du 30 à Villeneuve où il « se renseigne auprès des grévistes ».
La note souligne que « cette journée de Para et surtout de Thoyot est étrange ; rien de journalistique dans leur conduite. »[730]

Le 31 juillet 1908, Maurras, dans les colonnes du quotidien, dénonce la politique « préventive » de Clemenceau. D'après lui, le gouvernement aurait dû attendre de voir l'attitude des ouvriers avant de décider une politique répressive. Maurras souligne également que Clemenceau « a accepté le défi de la Confédération générale du travail. Seulement il s'est laissé vaincre honteusement. Il a bien envoyé des soldats français à Draveil, en assez grand nombre pour faire la guerre à d'autres Français, mais en trop petit nombre pour imposer la paix, maintenir l'ordre, canaliser étroitement la manifestation. »[731]
Le 1er août, Maurras s'adresse directement aux « bourgeois » français en comparant notamment la situation avec d'autres pays européens : « L'état de révolution permanente vous paraît un scandale ? A nous aussi. Mais les bourgeois allemands, anglais et belges ont peut-être fait des efforts de clairvoyance que vous n'avez pas faits. C'est qu'ils ont pu le faire : vous ne le pouviez pas. Vous ne le pouviez pas, vous, les bourgeois de France, parce que l'atmosphère politique dont vous êtes enveloppés est corrompue par sa constitution même. Un air calme ne peut convenir à l'Etat démocratique et républicain. Il lui faut cette agitation et ce trouble qui fait confondre luttes d'idées

[729] STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.491
[730] Note d'un correspondant du 10 août 1908, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[731] Quotidien d'*AF* du 31 juillet 1908

et de personnes, intérêts de partis et intérêts de classes (…) »[732]
Dans les jours qui suivent, l'AF n'attaque ni la CGT ni la grève générale, elle considère Clemenceau comme unique responsable de la situation même lorsque le journal manque de paraître à cause de la grève.[733] Elle applaudit évidemment la pendaison de Marianne à la fenêtre de la Bourse du Travail par des grévistes le 3 août. Para aurait d'ailleurs été mêlé aux événements.[734] Léon Daudet écrit le 7 août à ce sujet : « Il n'y a pour le peuple, qu'un moyen d'en sortir, c'est celui qu'il vient d'employer : exorciser la Gueuse. La pendre en effigie. (…) Pour que la délivrance soit complète, il est encore un cri nécessaire, camarades. Bientôt vous le pousserez avec nous. »[735]

D'après la note du 10 août, une réunion a lieu Chaussée d'Antin le 3 août entre Maurras, Daudet, Vaugeois, Boisfleury, Para et Bacconnier. Il en ressort une conclusion lapidaire : « la force de la CGT est plus grande même que nous pensions. Elle peut suffire à faire un coup d'Etat. De plus, la CGT est aujourd'hui aussi hostile à la République que nous même. Nous pouvons espérer arriver à une action spontanément parallèle (sic.) contre la République ».[736]
Maurras proclame alors ouvertement son soutien à la CGT dès le 4 août : « Ainsi, c'est la Confédération générale du travail qui a tort, c'est le syndicalisme qui, d'un bout à l'autre de la presse parisienne, reçoit les réprimandes après avoir reçu les coups : qu'on soit opportuniste ou radical, nationaliste ou conservateur, c'est le travailleur organisé, c'est l'organisation ouvrière que l'on rabroue ! Dans cette unanimité touchante, il n'y a guère qu'une exception. Elle est royaliste. Nous en sommes fiers. »[737]

La note du 10 août conclut ses observations sur le rapprochement entre l'AF et la CGT en ces termes : « Il n'y a peut-être rien encore entre la CGT et l'Action française (bien qu'il puisse y avoir aussi une alliance effective), mais ce qui certain au minimum c'est :
1) que l'Action française a des visées sur le milieu CGT depuis le 5 juillet ;
2) que l'Action française a intrigué à Draveil et Villeneuve au moment de l'émeute et avant par un émissaire envoyé accompagner les révolutionnaires (Thoyot) ;
3) que depuis lors, elle a encore resserré son alliance avec la CGT »

Une note des RG de 1912 fait état de la création en juillet 1908 d'une « Union des syndicalistes

[732] MAURRAS Charles, « Causes politiques », Quotidien d'*AF* du 1er août 1908
[733] Quotidien d'*AF* du 3 août 1908
[734] Note d'un correspondant du 10 août 1908, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[735] DAUDET Léon, « La Gueuse pendue », Quotidien d'*AF* du 7 août 1908
[736] Note d'un correspondant du 10 août 1908, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[737] MAURRAS Charles, « Liberté d'esprit », Quotidien d'*AF* du 4 août 1908

royalistes » comprenant : Léon Thoyot, Emile Para, Alphonse Burglin (du syndicat des ouvriers de métaux), Georges Valois, André Becheyras. Cette organisation serait notamment à l'origine d'une réunion mouvementée à Charleville le 27 juillet 1908.[738] Ses membres participent activement aux manifestations de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges ainsi qu'à la pendaison de Marianne à la Bourse du Travail mais l'Union, en désaccord quant à la publication d'un journal révolutionnaire, est rapidement dissoute.[739]
Si les noms cités ont effectivement participé, comme nous l'avons montré, aux manifestations évoquées, nous n'avons pas retrouvé d'autres traces de cette organisation dans les archives ou dans le quotidien.

En province, les tentatives de rapprochement avec les ouvriers existent également au cours de l'été 1908 comme par exemple à Rennes. Une note des RG datée du 11 août 1908 rapporte que « le groupe de l'Action française de Rennes vient de constituer à Fougères une section de son comité, dans le but de rallier les ouvriers indépendants de cette localité et de constituer avec eux une association corporative. » Cette note explique également que de nombreux ouvriers ont quitté la CGT lors de la dernière grève et que l'AF souhaite profiter de ce contexte pour les rallier à sa cause.[740] Cette note met en lumière un élément important : si le rapprochement entre l'AF et la CGT est réel à cette époque, ce sont bien des dissidents de la CGT qui rejoignent l'AF et non des membres actifs. Une note d'un correspondant datée du 14 juin 1909 confirme cette impression : « Les militants royalistes revenus de prison ont tout fait pour créer des liens d'amitié ou des relations utiles entre les détenus révolutionnaires et eux. Certains espèrent beaucoup de cet échange d'idées, mais les plus intelligents se rendent bien compte que la masse syndicaliste n'acceptera jamais une alliance ouverte entre les monarchistes et les meneurs de la CGT. Il n'y a donc point lieu de s'inquiéter d'un flirt sans portée. »[741]

[738] Quotidien d'*AF* du 27 juillet 1908
[739] Rapport sur « L'Action française et les syndicats », mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[740] Note des RG, 11 août 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
[741] Note d'un correspondant du 14 juin 1909, Archives nationales, Paris, F7 12 861

3) La propagande dans les milieux ouvriers après 1908

Le rôle de Georges Valois

Georges Gressent, plus connu sous le nom de Georges Valois, est celui qui va faire le lien entre l'AF et le monde ouvrier. D'après la note d'août 1908, la mise sur le devant de la scène de Georges Valois, « l'ouvrier syndiqué » de l'AF, relève clairement d'une volonté propagandiste dans les milieux ouvriers. Au cours de l'été 1908, Valois est ainsi appelé à faire plusieurs conférences en province : à Saint-Denis, accompagné de Louis Dimier ; à Chartres, avec Emile Para et André Beycheras ; à Dôle ; à Blois.[742]

Lors du deuxième congrès de l'AF de juin 1909, Valois expose les règles qui doivent guider l'action des ligueurs dans les milieux ouvriers. Il souligne tout d'abord qu'il « faut reconnaître la nature du syndicalisme et définir ce que peuvent être les rapports d'un organisme dont l'objet est d'abord politique avec des organisations qui sont fondées en vue d'une action exclusivement économique. » Il s'attache ensuite à démontrer que la CGT n'est pas « antimilitariste, antipatriote, anticapitaliste et socialiste, communiste, anarchiste. (…) La CGT exprime le syndicalisme c'est le moyen trouvé par les classes ouvrières de défendre elles-mêmes leurs intérêts. C'est exactement la pensée de nos princes. Les formules royalistes et syndicales sont identiques. » D'après Valois, le syndicalisme n'est pas antirépublicain mais anti étatiste, ainsi « pour supprimer la conquête du pouvoir, les syndicalistes veulent supprimer le pouvoir lui-même ». C'est à ce niveau que l'action intellectuelle de l'AF doit s'exercer « pour montrer aux syndicalistes que la suppression du pouvoir n'est que l'extension des maux républicains, et que le syndicalisme doit trouver sa consolidation dans la consolidation de l'Etat. »

Pour réussir cette propagande, Valois insiste sur la nécessité à ne pas « apparaître à la classe ouvrière comme des directeurs de conscience ou des éducateurs. »

Enfin, Maurice Pujo expose la question de l'antimilitarisme et assure que « la Monarchie en leur rendant une Patrie, les rendra patriotes. »[743]

Lors du congrès de juin 1909, Georges Valois affirme également arriver à des résultats qu'il n'aurait « jamais pu espérer il y a deux ou trois ans. » De nombreuses sections revendiquent un recrutement ouvrier important : Dôle, Lyon, Narbonne, Grenoble, Angers, Roubaix, Saint-Denis, Bayonne, Périgueux, Toulouse, Mâcon, Carcassonne.[744]

---

742 Rapport de police, 10 août 1908, Archives nationales, Paris, F7 13 195
743 Quotidien d'*AF* du 20 juin 1909
744 Quotidien d'*AF* du 20 juin 1909

A chaque congrès, Valois réaffirme les principes de la propagande en milieu syndical. En décembre 1910, au troisième congrès d'AF, Valois rappelle, que les syndicalistes « comprendront que pour être à jamais débarrassés de la politique, il faut, comme l'a dit Maurras, faire une dernière fois de la politique, de celle qui tend au renversement de la République, au rétablissement du Roi. »[745] La rhétorique est toujours la même en décembre 1911 au quatrième congrès[746]. En décembre 1912, au cinquième congrès, Valois accuse « la puissance juive maîtresse de la presse et de l'information » d'opposer « artificiellement le nationalisme à l'intérêt ouvrier. »[747]
Les interventions de Valois obtiennent un grand succès dans les milieux d'AF, car, comme l'explique Paul Sérant, le tempérament « révolutionnaire » des militants d'Action française leur permet de comprendre son point de vue même lorsqu'il fait « appel à des notions ou à des principes assez éloignés, du moins en apparence, de leurs propres convictions traditionalistes. »[748]

Pour assurer la propagande dans les milieux ouvriers, l'AF diffuse continuellement les écrits de Valois. En 1908, il publie dans la Revue *L'Action française*, une étude intitulée « La Révolution sociale ou le Roi ». Etude dans laquelle il cherche à montrer les parallèles entre l'action de l'AF et l'action de la CGT. Cette étude est reproduite en brochure adressée à tous les secrétaires des syndicats ouvriers, des Bourses du travail, des Fédérations de métier et aux personnalités révolutionnaires.
L'étude est accompagnée d'un questionnaire dans lequel on demande aux syndicalistes et aux révolutionnaires leurs opinions sur le rétablissement de la monarchie. L'étude, le questionnaire et les réponses sont réunis en un volume publié sous le titre *La Monarchie et la classe ouvrière* qui devient une véritable référence pour la ligue d'AF.
En réalité, les réponses au questionnaire sont peu nombreuses[749] mais le prétexte de l'enquête permet à Valois de multiplier les contacts dans les milieux syndicalistes révolutionnaires.
Après le quatrième congrès de décembre 1911, l'AF publie également sur feuille volante le discours de Valois intitulé « Nationalisme et syndicalisme ».

C'est aussi Georges Valois qui sert d'intermédiaire, avant-guerre, entre Sorel et Maurras.[750] Comme l'explique Zeev Sternhell, « soréliens et maurrassiens sont nourris de cette même révolte

745 Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1910
746 Quotidien d'*AF* du 8 décembre 1911
747 Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1912
748 SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française, op. Cit.*, p.21
749 On en dénombre 14 : 2 anarchistes, 4 écrivains révolutionnaires de tendances diverses, 1 royaliste et 7 militants syndicalistes.
750 Sur les détails des relations, voir WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.93-94

intellectuelle contre l'héritage des Lumières et de la Révolution ».[751] Toutefois, malgré une entente réelle, les intellectuels de l'AF veulent aller au-delà de « la critique sociale quelque peu anarchiste de Sorel ». Ils veulent « faire l'étude socialiste-nationale des problèmes économiques ».[752] C'est en ce sens qu'il faut comprendre la création du Cercle Proudhon en décembre 1911.

Terre libre, l'Amicale royaliste et le Cercle Proudhon

Ainsi, la figure de Valois est essentielle à la propagande de l'AF dans les milieux ouvriers. Cela étant, plusieurs autres structures ont joué un rôle dans cette initiative.

Le 15 novembre 1909, Emile Janvion, secrétaire du syndicat des employés municipaux, lance le bimensuel *Terre libre* avec Georges Darien, Marius Riquier et un petit groupe de militants syndicalistes.[753] Très vite, l'AF se montre très sympathique à l'ensemble idéologique défendu par la revue : « Socialisme, nationalisme, antisémitisme, action directe. »[754] Il faut toutefois attendre le mois de décembre 1910 pour que s'opère le ralliement du groupe de Janvion au mouvement de Maurras.

Terre libre paraît du 15 novembre 1909 au 15 mars 1912 avec 56 numéros. Une seconde série de décembre 1913 à mai 1914 est constituée de 11 numéros. Comme l'explique Zeev Sternhell, « le bimensuel de Janvion vivote difficilement ». Il est ainsi certain que « si, comme on le pensait dans les milieux socialistes, l'équipe de *Terre libre* avait « partie liée avec la réaction », l'argent réactionnaire lui faisait défaut. »[755]

On ne peut donc pas considérer cette initiative comme réellement affiliée à la ligue d'AF même si son importance idéologique est certaine.

L'AF fonde en revanche une Amicale royaliste en 1910. D'après le quotidien d'*AF*, il s'agit d'une association d'employés et d'ouvriers royalistes qui apporte un appui moral et matériel aux manifestants et met à disposition des cours de toutes sortes et une bibliothèque.[756]

Le rapport de police de 1912 parle lui d'une organisation, visant à la « corruption individuelle » : « L'Amicale royaliste est théoriquement, une association d'employés royalistes ; son but déclaré est à la fois politique et professionnel : faire l'éducation royaliste des membres et les mettre à même de

751 STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.530
752 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.94
753 STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.520
754 *Ibid* p.525
755 *Ibid* p.520
756 Quotidien d'*AF* 20 mars 1910

propager les idées de l'AF ; trouver aux membres de l'association et leur donner une formation professionnelle au moyen de cours divers (…). Mais ce n'est là que le but déclaré de l'Amicale royaliste. » Le but réel de l'entreprise, à sa fondation, aurait été de trouver des emplois aux camelots du roi privés de leur emploi à cause de leurs condamnations politiques mais aussi et surtout « de faire donner de l'argent à l'AF par les personnes forts nombreuses qui ne s'intéressent qu'aux œuvres d'assistance et ne veulent pas participer aux frais des entreprises purement politiques. »[757]

Dès le départ, un bureau de placement gratuit est installé à son siège social[758] mais ce n'est qu'à partir de 1912 que ce rôle de placement devient prépondérant dans la vie de l'Amicale. Le rapport confirme cette information : En 1912, « l'Amicale royaliste n'a certainement pas placé dix camelots du roi. Elle a en revanche trouvé des places et surtout fourni des subsides à des ouvriers qui de ce fait, sont passés du socialisme à la monarchie. »[759]

En janvier 1912, d'après le quotidien, l'Amicale est réorganisée : « Pour répondre à des besoins nouveaux, l'Amicale royaliste a été réorganisée sur des bases nouvelles. Exclusivement composée jusqu'à ce jour d'employés et d'ouvriers, elle comprendra aussi à l'avenir des commerçants et des industriels afin de rendre son action plus efficace. »[760] Les membres honoraires paient une cotisation de 50 francs, les membres du comité de patronage versent 12 francs et les membres adhérents s'acquittent de la somme de 6 francs. Toutefois, tous les camelots du roi accomplissant un service actif sont admis sans participation.[761]

Le rapport de mars 1912 confirme que le président de l'Amicale est M. Bouteiller, père de deux camelots du roi, mais explique que ce dernier a surtout un rôle honorifique : « l'âme du groupe, c'est M. Mahon, ancien révolutionnaire, mêlé encore à divers mouvements, membre des amis de « Terre Libre » »[762]

Le Cercle Proudhon est quant à lui censé poursuivre « auprès de ceux qu'on peut appeler les intellectuels du monde syndicaliste la besogne que l'Amicale et Mahon accomplissent auprès des ouvriers. »[763]

Fondé en décembre 1911, son action comporte à la fois des conférences et des séances d'études qui se tiennent dans les locaux de l'Institut d'AF et la publication des *Cahiers du cercle Proudhon.*

A noter que le cercle Proudhon n'est pas exclusivement royaliste, car, comme l'explique Georges

---

757 Rapport sur « L'AF et les syndicats » mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195
758 Quotidien d'*AF* 25 février 1910
759 Rapport sur « L'AF et les syndicats » mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195
760 Quotidien d'*AF* 4 janvier 1912
761 Quotidien d'*AF* 29 février 1912
762 Rapport sur « L'AF et les syndicats » mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195
763 Idem

Valois l'objectif du cercle est de fournir un cadre « commun aux nationalistes et aux antidémocrates dits de gauche »[764]. Parmi les non royalistes, le plus important est évidemment Edouard Berth qui collabore anonymement à la revue sous le pseudonyme « Un proudhonnien ». On peut également citer Robert Louzon (auteur du fameux article intitulé « La faillite du dreyfusisme ou le triomphe du parti juif »), Georges Deherme (fondateur de l'Université populaire du faubourg Saint-Antoine) et Emile Janvion.

Parmi les maurrassiens, on retrouve Henri Lagrange, Jean Longnon (secrétaire de la *Revue critique des idées et des livres),* André Becheyras, Gilbert Maire, Marius Riquier et Pierre Crabos dit Pierre Gilbert rédacteur à l'AF.

Les *Cahiers du Cercle Proudhon* paraissent, tous les deux mois, de janvier 1912 à janvier 1914.

En province, la propagande dans le monde ouvrier est prise au sérieux comme le prouve, par exemple, la constitution, à Bordeaux, en juin 1911, d'une organisation « chargée de former dans chaque paroisse et au siège de chaque patronage, un cercle ouvrier. La ville est alors divisée en 11 quartiers et chaque quartier bénéficie de la propagande de personnalités spécifiques. A noter que parmi ces personnalités on retrouve indifféremment des membres du comité bordelais d'AF ou du comité royaliste de la Gironde, preuve d'une réelle tentative de cohabitation après la crise de de l'hiver 1910-1911.[765]

Une influence en demi-teinte

Malgré toutes les tentatives évoquées, l'optimisme des dirigeants de l'AF sur les succès de leur propagande en milieu syndical est sans doute exagéré. D'autant que le phénomène décrit par Valois comme la « désaffection du monde ouvrier à l'égard de la République, le dégoût et la haine du régime parlementaire »[766] n'est pas tout à fait nouveau. L'antilibéralisme est toujours capable de soulever le monde ouvrier contre la démocratie en temps de crise. C'est d'ailleurs ce qui conduit Maurras à croire qu'il est tout à fait possible que l'attitude de la classe ouvrière change vis à vis de la République.[767] Néanmoins, comme le rappelle Yves Chiron, si la CGT de l'époque est encore « partagée entre réformistes et révolutionnaires, entre anarcho-syndicalistes et socialistes », il est illusoire de penser qu'elle aurait pu se tourner toute entière contre le régime et se rallier à une

[764] VALOIS Georges, « Notre première année », *Cahiers du Cercle Proudhon,* mai-août 1912, cité par STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.528

[765] Rapport de police au préfet de la Gironde, 24 juin 1911, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

[766] VALOIS Georges, *La Monarchie et la classe ouvrière,* cité dans STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.487

[767] STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire, op. Cit.* p.487-488

solution monarchique.[768]

Il n'empêche que l'AF semble remporter un certain succès comme le souligne une note des RG du 14 janvier 1909 : « Certains (membres de la CGT) ne cachent même plus les sympathies qu'ils ont pour l'Action française dont l'activité révolutionnaire les séduit. La plupart se promettent, le cas échéant, de rester neutres, et même, au besoin, de faire le jeu des royalistes. »[769]

Une autre note de mars 1912 indique que le thème préféré des conférenciers d'AF est « Syndicalisme et Monarchie ». Plusieurs conférences ont lieu chaque semaine sur le sujet et « les révolutionnaires sont invités à venir présenter les objections qu'ils formulent contre la thèse du syndicalisme royaliste ». Et, « lorsqu'ils ne viennent pas, les royalistes vont chez eux » ce qui permet d'établir des liens entre les militants des deux partis.

En province, de jeunes nobles incitent les « bien-pensants à tendre une main fraternelle aux ouvriers. » Etienne de Resnes déclare, lors d'une réunion à Béthune devant un auditoire ouvrier : « Même sous le drapeau rouge, nous servirons la France ! ». Lors des grandes réunions parisiennes, Daudet dit sa sympathie pour la CGT et Pujo loue les syndicalistes mis en prison de la même manière que les camelots. L'argument antisémite, précédemment évoqué, est aussi largement employé dans les milieux ouvriers.[770]

La note de mars 1912 explique que « d'une façon générale, cette propagande (…) a de bons résultats », « elle introduit dans l'esprit des ouvriers de plus en plus nombreux qu'elle atteint l'idée que la monarchie d'AF n'est pas un parti conservateur comme les autres partis de droite, ou les partis radicaux, mais un parti révolutionnaire comparable à un parti socialiste. » De plus, les actes violents des camelots du roi ont également assuré des sympathies dans le monde révolutionnaire tout comme les déclarations de Marcel Sembat, Maurice Allard et Victor Meric « sympathiques au royalisme ». Ainsi, d'après le rapport, « cette propagande ouverte de l'AF auprès des syndicalistes n'est donc pas à négliger ; elle tend à créer dans les milieux qu'elle atteint un état d'esprit sympathique aux royalistes. »[771]

Cette note de mars 1912 est toutefois contredite pas une autre de décembre 1912 qui affirme que la fondation du cercle Proudhon est « certainement une nouvelle tentative de l'Action française pour s'attirer la clientèle des ouvriers et des fonctionnaires. Cette tentative est vouée comme les précédentes au plus complet insuccès. Les royalistes, malgré leurs prétentions connaissent très mal le syndicalisme. Ils ne pourront jamais réussir qu'à enrôler quelques syndicalistes mécontents, très

[768] CHIRON Yves, *La vie de Maurras, op. Cit.* pp.233-234
[769] Note des RG, 14 janvier 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[770] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.90
[771] Note des RG sur « L'Action française et les syndicats », mars 1912, Archives nationales, Paris, F7 13 195

peu nombreux, à l'aide de flatteries et de promesses. »[772]

Si la propagande de l'AF dans les milieux ouvriers reste constante avant 1914, il faut rappeler qu'en 1910, à la faveur de la crise royaliste, elle perd un allié à savoir Firmin Bacconnier et son Accord social. Si la rupture est officielle en 1910, il semble que Bacconnier désapprouve rapidement la politique de l'AF. Une note des RG de février 1909 stipule que « M. Bacconnier estime que l'attitude de l'Action française fait plus de mal que de bien à la cause royaliste et que ceux-là mêmes qui dirigent et entretiennent cette agitation seront bientôt blâmés par qui de droit. »[773] Ce dernier revient toutefois dans le sillage de l'AF après la rupture de Valois au cours des années 1920.

La synthèse syndicaliste et nationaliste est faite, avant 1914, de « deux mouvements, synchroniques et convergents, l'un à l'extrême droite, l'autre à l'extrême gauche [qui] ont commencé l'investissement et l'assaut de la démocratie[774] ». Elle veut se substituer à l'ordre libéral et être « créatrice d'un monde nouveau, viril, héroïque, pessimiste et puritain, fondé sur le sens du devoir et du sacrifice, un monde où prévaut une morale de guerriers et de moines, une société dominée par une puissante avant-garde, une élite prolétarienne, une aristocratie de producteurs alliée, contre la bourgeoisie décadente, à une jeunesse intellectuelle assoiffée d'action. »[775]
Cela étant, comme le souligne une note des RG de décembre 1912 : « Monarchistes et syndicalistes ne pouvaient se rencontrer que sur l'antiparlementarisme, mais on sait que l'antiparlementarisme des révolutionnaires et celui des royalistes n'ont de commun que le nom. »[776]

---

[772] Note des RG, 21 décembre 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 863
[773] Note des RG, 12 février 1909, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342
[774] BERTH Edouard, *Les méfaits des intellectuels*, cité par VALOIS Georges, *La monarchie et la classe ouvrière*, dans STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire*, *op. Cit.* p.538
[775] STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire*, *op. Cit.* p.538-539
[776] Note des RG, 21 décembre 1912, Archives nationales, Paris, F7 12 863

V. La matrice antisémite

1) L'antisémitisme, un des piliers du militantisme d'Action française

A la fin du XIXème siècle on assiste en Europe à la naissance de l'antisémitisme moderne. La France connaît une grande vague d'antisémitisme dans les années 1880 après le krach de l'Union générale, banque catholique, qui se serait effondrée à cause de la « banque juive ».[777] De plus, à partir de l'encyclique *Humanum genus* de 1884 qui condamne la franc-maçonnerie, le quotidien *La Croix* confond de plus en plus Juifs et francs-maçons.[778]
En 1886, Edouard Drumont publie *La France juive*, ouvrage pamphlétaire appelé à un grand succès de librairie, en effet, en 1914, après plusieurs rééditions, Flammarion a vendu 80 000 exemplaires du livre. Comment expliquer un tel succès ? Michel Winock souligne que Drumont a en fait « collecté toutes les formes d'antisémitisme ; il a su unifier, dans une perspective historique – tour à tour sociale, religieuse, politique... - les trois sources principales des passions antijuives : 1. l'antijudaïsme chrétien ; 2. l'anticapitalisme populaire ; 3. le racisme moderne. »[779]

Laurent Joly s'interroge sur les rapports de l'AF et de Maurras avec l'antisémitisme.[780] Il rappelle, à juste titre, que, d'une manière générale, l'importance de l'antisémitisme à la fois dans la doctrine et dans les pratiques quotidiennes de l'AF est assez sous-estimée. Tous les historiens l'évoquent, évidemment, mais sans l'analyser systématiquement.

Dès le départ, le Juif est la cible première du nationalisme d'AF, avant même le franc-maçon, le protestant ou le métèque. Charles Maurras a conscience du « potentiel populaire et subversif » de l'antisémitisme et tente donc de l'employer comme stratégie politique.[781] Ainsi, l'antisémitisme possède une véritable fonction de mobilisation : « dès lors qu'on désigne aux yeux des foules indigentes, aux petits commerçants et aux artisans victimes de l'évolution économique, aux ouvriers exploités et aux paysans contraints à l'exode rural, les Juifs responsables de tous leurs maux, on

[777] VERDES-LEROUX Jeannine, *Scandale financier et Antisémitisme catholique. Le krach de l'Union générale*, Editions du Centurion, Paris, 1969
[778] WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Editions du Seuil, Paris, 2004 (édition augmentée), p.143
[779] *Ibid* p.146-147
[780] JOLY Laurent, « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite. », *Revue historique* 3/2006 (n° 639) , p. 695-718
[781] *Ibid* p.697

offre une arme inestimable à la conservation sociale qui, forte de son contrôle sur la presse, va orchestrer le développement du mythe à son propre usage. »[782]

L'antisémitisme de Maurras est autant le fait d'une volonté de positionnement dans la sphère nationaliste et conservatrice que de convictions personnelles. Il est une arme polémique mais aussi une idéologie susceptible de fédérer le plus grand nombre[783] et notamment les classes populaires.

Maurras rend continuellement hommage à *La France juive* de Drumont mais il estime que « cette « doctrine de juste haine » ne peut suffire. Il faut la compléter d'une « doctrine de désir et d'Amour ». Les socialistes parviennent à faire rêver ; les nationalistes doivent eux aussi susciter un rêve ; et ce rêve, cet horizon merveilleux, est la monarchie. »[784]

Si Maurras affirme à la mort de Drumont en 1917 que « la formule nationaliste est ainsi née, presque toute entière, de lui (Drumont), et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre voyage dans sa lumière »[785] ; il n'empêche que dès 1908, le quotidien d'AF et la *Libre Parole* sont concurrents. Un indicateur de la Sûreté générale affirme même en 1909 que les maurrassiens « détestent M. Drumont, mais n'osant pas l'attaquer de face, ils cherchent à le discréditer tout en le couvrant de fleurs. »[786]

Il est, en effet, évident à cette date, que l'AF se distingue de Drumont dans la pratique de l'antisémitisme. Nous avons déjà souligné que la ligue antisémitique a été « l'un des plus beaux exemples d'escroquerie politique de l'histoire contemporaine. »[787] Ce n'est pas le cas de l'Action française.

L'affaire Dreyfus puis l'affaire Bernstein et enfin le procès de Maurras face au juge Worms cristallisent l'antisémitisme d'Action française qui trouve un vecteur de diffusion à travers le journal quotidien, tout particulièrement avant 1914.

Laurent Joly note ainsi que de mars 1908 à août 1914, 67 % des 800 articles que Maurras propose au quotidien comportent des attaques contre les Juifs. A titre d'exemple, en 1911, seuls 25 des 135 éditoriaux de Maurras ne comportent pas d'insultes contre les Juifs.[788]

De même, le chant d'assaut des camelots du roi « La France bouge », mis en vente en mars 1909,

---

782 WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France, op. Cit.* p.160

783 KAUFFMANN Grégoire, *De Drumont à Maurras, une veine pamphlétaire, op. Cit.* p.22

784 Lettre à Édouard Drumont II, *La Libre Parole*, 26 novembre 1902, cité par JOLY Laurent, *op. Cit.*

785 Quotidien d'*AF* du 17 février 1919

786 Rapport de la Sûreté générale, 24 mars 1909, Archives nationales, Paris, F7 15 951, cité par KAUFFMANN Grégoire, *De Drumont à Maurras, une veine pamphlétaire, op. Cit.* p.23

787 JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902, op. Cit.* p.286

788 JOLY Laurent, « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *op. Cit.* p.714

met clairement l'antisémitisme au cœur de la matrice militante de l'AF :

Le Juif ayant tout pris
Tout raflé dans Paris.
Dit à la France :
Tu n'appartiens qu'à nous :
Obéissance
Tout le monde à genoux !

Non, non, la France bouge
Et voit rouge,
Non, non !
Assez de trahison.

Juif insolent, tais-toi !
Voici venir le Roi !
Et notre race
Court au-devant de lui :
Juif, à ta place !
Notre roi nous conduit !

Un, deux, la France bouge
Et voit rouge,
Un, deux,
Les Français sont chez eux.

Demain sur nos tombeaux
Les blés seront plus beaux.
Formons nos lignes !
Nous avons cet été
Du vin aux vignes,
Avec la Royauté.

Un, deux, la France bouge
Et voit rouge,

Un, deux,
Les Français sont chez eux.[789]

L'antisémitisme apparaît également essentiel dans la propagande provinciale de la ligue. Nous ne citons ici qu'un exemple d'une conférence d'AF tenue à Lille en mars 1914 par Etiennes de Resnes, délégué du duc d'Orléans dans le Nord et évoquée dans un rapport de police. « Parlant de la juiverie, il dit que les Juifs ont commencé à être le mal du monde à la prise de Jérusalem, car à ce moment ils se sont disséminés dans le monde entier. Il explique leur rôle sous tous les règnes et démontre que toujours ils ont cherché à être prépondérants. De nos jours, ils s'emparent des conseils d'administration, des banques, des chemins de fer, de la Magistrature ; ils essayent par tous les moyens à se mettre à la tête des pouvoirs publics, de façon à faire le plus de mal possible à la cause catholique. L'orateur parle ensuite du rôle des juifs dans l'affaire Dreyfus et fait allusion au crime rituel qui s'est passé tout dernièrement en Russie. Il compare les juifs aux porcs, les appelle les microbes malfaisants qu'il faut détruire, en ramenant sur le trône le roi de France et termine aux cris de : « A bas la République de Flachon ! A bas la République de Poincaré ! A bas le gouvernement de Caillaux ! L'assassin, A bas les Juifs ! Vive Philippe VIII ! Vive le Roi ! »[790]
Cet exemple illustre bien les arguments antisémites de l'AF et sa volonté de les essaimer partout en province par le biais des conférences de la ligue.

2) « L'antisémitisme d'Etat » de l'Action française

L'affaire Bernstein (1911)

Le 4 janvier 1911, *L'Œuvre*, journal dirigé par Gustave Théry, publie un dossier sur « Les Juifs au théâtre » en dénonçant notamment la pièce *Après moi* d'Henry Bernstein. Au même moment, une brochure intitulée « Comment nous débarrasser des Juifs ? » écrite par « Goy » pseudonyme derrière lequel on retrouve Urbain Gohier, acolyte de Théry à *L'Œuvre*, est éditée.
Théry se revendique ouvertement socialiste et anticlérical mais se dit choqué par le « théâtre hébreu » : « C'est tout ce que mes obscurs ancêtres m'ont laissé d'eux-mêmes dans le sang, dans les nerfs et dans les fibres, c'est tout ce que n'ont pu effacer de mon cerveau mes professeurs israélites,

[789] NOLTE Ernst, *Fascisme et totalitarisme*, *op. Cit.* p.163
[790] Rapport de police du 31 mars 1914, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/235

c’est ma race et ma racine. »[791]

Bernstein cristallise encore un peu plus les haines des nationalistes car, en 1897, il a déserté sa garnison pour aller rejoindre une jeune fille en Belgique.

Théry tente d'alerter l'opinion en distribuant la brochure « Le Juif déserteur » aux abords de la Comédie française dès le mois de janvier 1911. Très rapidement, l'AF prend en main l'opposition à Bernstein et provoque des manifestations d'une rare violence à Paris, puis en province. Elle est alors assistée par les plébiscitaires de Cassagnac malgré les relations toujours difficiles entre les groupements.

Il est essentiel de rappeler que le mouvement de propagande contre Bernstein coïncide avec la crise royaliste déjà évoquée dans notre premier chapitre. Dans cette crise, l'AF dénonce la présence de juifs dans l'entourage du prince et lance d'ailleurs en décembre 1910 une souscription « Le Juif sera vaincu » qui atteint à la fin du mois de janvier 1911 une somme de 158 429 francs. Dès février 1911, l'AF lance une nouvelle campagne de souscription intitulée « Pour la propagande du journal et contre l'or juif ». L'argument antisémite est très clairement au cœur de la propagande d'AF.

Le 22 février 1911, le quotidien titre : « La première du « Juif déserteur » à la Comédie française »: « Un théâtre en état de siège »[792]. L'article rapporte que successivement Maurice Pujo, Marius Plateau, Armand Hubert et René d'Aubeigné interrompent la pièce en dénonçant les Juifs et les déserteurs. A l'extérieur de la salle, *L'Œuvre* de Gustave Théry est largement distribuée mais aussi des feuilles volantes reproduisant la lettre de Bernstein à Urbain Gohier. L'AF rapporte également des faits de violence sur ses militants. Un rapport de police d'octobre 1911 explique au contraire que « le premier jour, tout se borne à des cris et à des protestations dans la salle. 27 arrestations furent opérées. »[793]

La deuxième représentation de la pièce de Bernstein donne lieu à de nouvelles manifestations mais c'est au moment de la troisième que la tension est à son paroxysme avec les arrestations de Maurice Pujo et de Léon Daudet. Le quotidien rapporte des violences policières intolérables à l'encontre de Léon Daudet. Le rapport de police déjà cité note que Daudet est arrêté le 24 pour avoir crié « A bas

---

[791] TERY Gustave, Encore le « Vieil Homme », *L’Œuvre*, 2 février 1911, cité dans JOLY Laurent, « Les débuts de l'Action française ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *op. Cit.*

[792] Quotidien d'*AF* du 22 février 1911

[793] Rapport de police du 30 octobre 1911 relatif aux « manifestations au Théâtre français contre la pièce de M. Bernstein « Après moi » du 21 février au 2 mars 1911, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1642, dossier Bernstein

Briand le maquereau »[794]. Il est fort probable que les faits reprochés ne soient pas aussi graves que les accusations de l'AF mais ce n'est pas l'essentiel de la question. Grâce à cet événement, l'AF tient une sorte de « martyr » en la personne de Daudet et sa campagne de propagande vise désormais à le victimiser pour accuser encore davantage la République[795] : « Arraché par une bande de policiers et de juifs à la terrasse du café (…) arrêté et conduit au poste par un troupeau de brutes qui n'ont cessé de le bourrer de coups de pied et de coups de poing (…) Le bruit courait que Briand le faisait envoyer au dépôt. Incapable de soutenir à la tribune ni dans la presse les accusations de Léon Daudet, tremblant à la seule pensée de venir discuter avec lui devant le jury, le misérable serviteur ministériel de la Juiverie tente du moins d'aller jusqu'au bout de l'arbitraire. »

Au cours des représentations suivantes, l'AF appelle tous ses amis à manifester devant le théâtre. Les manifestations organisées par l'AF sont particulièrement violentes et donnent lieu à de nombreuses échauffourées avec la police. Le rapport de police d'octobre 1911 confirme le fait qu'à partir du 25, « les choses s'aggravent au dehors. Les manifestants sont plus nombreux et plus bruyants. A 11 heures du soir il y en avait un millier poussant toujours les mêmes cris. »[796]

Une note des RG du 3 mars 1911 explique d'ailleurs que la répression immédiatement sévère « n'a pas eu le résultat qu'on pouvait espérer du côté Bernstein. Elle a surexcité au contraire les esprits et, de tous côtés, on protestait contre toute cette police et toute cette armée mise au service du juif riche et déserteur. »[797]

A partir du 25 février et jusqu'au retrait de la pièce le 4 mars, les manifestations sont de plus en plus violentes. Plusieurs tentatives d'envahissement du théâtre sont repoussées et de nombreuses arrestations sont opérées.[798]

La tension sociale est ainsi particulièrement importante au début du mois de mars à Paris ce qui conduit Bernstein à retirer sa pièce. Cette décision est évidemment accueillie comme une victoire pour l'AF qui titre le 4 mars 1911 : « Retraite du Juif déserteur ». Une note des RG confirme alors qu'« à l'Action française, on ne cache pas sa satisfaction. »[799]

Dès lors, les dirigeants de l'AF affichent leur volonté de ne pas « s'en tenir à ce premier succès » et de « profiter de l'agitation actuelle pour mener encore plus en avant la lutte antijuive. »[800]

Le 17 mars 1911, l'AF tient une grande réunion de propagande à la salle Wagram sous le titre « La guerre franco-juive ». Tous les ténors de l'AF sont présents et prennent la parole pour se féliciter de

---

[794] Rapport de police du 30 octobre 1911, *op. Cit.*
[795] Quotidiens d'*AF* des 25, 26, 27 février 1911
[796] Rapport de police du 30 octobre 1911, *op. Cit.*
[797] Note des RG, 3 mars 1911, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1343
[798] Rapport de police du 30 octobre 1911, *op. Cit.*
[799] Note des RG, 4 mars 1911, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1343
[800] Note des RG, 4 mars 1911, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1343

la victoire contre le « déserteur juif » et pour revendiquer l'antisémitisme. Le dispositif policier est très important pour encadrer cette réunion et aucun incident n'est à déplorer. Le 29 mars 1911, le journal tient à féliciter encore une fois ses camelots en titrant « 64 mois de prison aux camelots du roi ».

L'AF a sans conteste réussi à mener une agitation intense dans la capitale au cours de cette affaire mais quelles sont les répercussions en province ?
Les manifestations parisiennes mais aussi l'arrestation de Daudet donnent lieu à des lettres de félicitations de nombreuses sections de province. Le quotidien ne manque évidemment pas l'occasion de les citer dans ses chroniques de la ligue à partir du 27 février.
Après le retrait de la pièce, des félicitations arrivent encore une fois d'un peu partout : Aurillac, Toulouse, Bordeaux[801], Lille, Villeurbanne, Montauban, Dax, Bordeaux, Sylvain Tranchant, Niort[802], Preignac-barsac, Chambéry[803], section 13ème arrondissement (conférence Jeanne d'Arc), Soissons, Lodève, Rennes, Castelnaudary[804], Nantes, Charenton, Nancy[805], Bergerac, Loire inférieure, Armentières, Montpellier, Versailles[806], section des Ardennes, Bapaume, Enghien les Bains, Sommière, Tarbes[807]... Cette liste, bien que non exhaustive, prouve encore une fois la diffusion nationale des idées d'AF. Toutefois, il n'y a pas véritablement de répercussion propagandiste en province. Au cours du mois de mars, des affichages contre la pièce de Bernstein ont lieu à Bordeaux et Reims. Ces exemples demeurent toutefois isolés. Les adresses de félicitations sont certes nombreuses mais cela n'entraîne pas de campagne d'affichage ou de distribution de tract comme au moment du 445 et de la lettre de Cuignet.

L'AF affirme cependant que sa propagande contre la pièce de Bernstein est à l'origine de nombreuses adhésions. Elle publie plusieurs lettres de ralliement au cours du mois de mars 1911. En voici un exemple : « Je tiens à vous informer que, ne faisant pas partie de l'Action française jusqu'à ce jour, j'ai décidé à la suite des brutalités exercées contre vous et contre les camelots du roi, de me faire recevoir immédiatement de l'Action française. Chaque acte de voyoucratie républicaine et de juiverie policière vous attirera, soyez en certain, de nombreux adeptes (…) »[808]
On observe ainsi un basculement propagandiste intéressant : le thème premier de l'antisémitisme est

[801] Quotidien d'*AF* du 5 mars 1911
[802] Quotidien d'*AF* du 6 mars 1911
[803] Quotidien d'*AF* du 7 mars 1911
[804] Quotidien d'*AF* du 8 mars 1911
[805] Quotidien d'*AF* du 12 mars 1911
[806] Quotidien d'*AF* du 15 mars 1911
[807] Quotidien d'*AF* du 19 mars 1911
[808] Quotidien d'*AF* du 3 mars 1911

remplacé par la dénonciation de violences policières. C'est bien l'arrestation de Léon Daudet qui est à l'origine d'une réaction provinciale et moins la pièce de Bernstein qui reste finalement, encore une fois, une affaire parisienne.

La campagne de propagande de l'AF dans le cadre de l'affaire Bernstein est très intéressante pour plusieurs raisons. Elle permet tout d'abord à Maurras de mettre en avant sa vision de « l'antisémitisme d'Etat ». L'affaire Dreyfus lui avait déjà permis de soutenir des arguments comparables mais on a, à travers cette nouvelle affaire, une élaboration théorique plus précise.

Dès le 23 février 1911, Maurras définit « la question juive ». Il souligne notamment qu' « il est bon que la force juive ait conduit, selon le mot du *Gil Blas*, à faire du théâtre juif un théâtre d'Etat. On n'en verra que mieux combien l'antisémitisme est affaire d'Etat. La réorganisation de l'Etat français peut seule régler cette haute et difficile question. »

Maurras continue sur la condition des Juifs de France qu'il qualifie de « microbes d'Etat » à la différence des Juifs simplement « microbes sociaux » d'autres pays. Il explique : « Du centre même du pays, il a commencé par tenir l'Etat grâce à la finance, puis à la faveur de ce lien, il a envahi les fonctions de l'Etat. (…) les juifs détiennent grâce à notre fameuse centralisation administrative, tous les nœuds vitaux de notre existence d'Etat. »

La solution proposée par Maurras est simple : rendre aux Juifs « leur » nationalité de Juif. Il décrit ensuite les devoirs de l'Etat envers les Juifs : « L'Etat et les particuliers doivent au peuple juif, une fois remis à sa place et depuis qu'il a bien cessé les insupportables insolences de son âge d'or, la politesse due à l'hôte, la bienveillance due à l'inférieur, la justice due à tout le monde, la discipline que mérite ces pillards et ces anarchistes-nés (…) sans manquer aux égards qui conviennent à cette pauvre race demeurée incapable de conserver ou d'acquérir une patrie. »[809]

L'antisémitisme de Charles Maurras est ainsi indissociable de sa vision de l'Etat. Les Juifs ne lui posent pas de problème en tant que tels ; c'est leur présence au sein de l'Etat qui dérange Maurras.

Le 28 mars 1911, Maurras insiste sur les conséquences positives d'un « retour » des Juifs dans leur nationalité juive : « De façon générale, à tous les degrés du fonctionnariat, et aussi dans ces professions libérales dont le statut exige la nationalité française des exerçants, la carrière serait désencombrée, la voie déblayée et les débouchés naturels se rouvriraient à la jeunesse des classes moyennes. (…) Par conséquent, à notre libération nationale et sociale, s'ajouterait un ensemble de mouvements à la faveur desquels la France entière avancerait, gagnerait et prospérerait. (…) Tout paraît impossible ou affreusement difficile sans cette providence de l'antisémitisme. Par elle, tout s'arrange, s'aplanit et se simplifie. Si l'on n'était antisémite par volonté patriotique, on le deviendrait

[809] MAURRAS Charles, « La question juive », Quotidien d'*AF* du 23 février 1911

par simple sentiment de l'opportunité. »[810] Au final, Maurras voit clairement l'antisémitisme un vecteur de mobilisation à large spectre.

Le procès de Maurras face au juge Worms (1913)

L'« antisémitisme d'Etat » est définitivement théorisé au début de l'année 1913 lors du procès de Maurras face au juge Worms.

Des échauffourées ont lieu lors du congrès de l'AF de décembre 1912. Maurras s'interpose entre la police et les manifestants et est arrêté. L'événement en tant que tel n'est pas particulièrement notable mais c'est le procès qui est à l'origine d'un grand retentissement et qui permet à Maurras d'affermir sa conception de l'antisémitisme d'Etat. Il est jugé le 25 janvier 1913 et déclare au juge Worms : « Je vous ai décliné mon identité : je suis Français. Mais je connais votre identité à vous : vous êtes de nationalité juive. Je ne vous répondrai pas, je réclame des juges français. »[811]
Le 27 janvier, dans un article intitulé « Défaut ? Révocation ? Refus motivé de répondre ? », Charles Maurras explique son comportement et incite ses amis à suivre la même voie que lui. Il souligne tout d'abord : « Le cas de conscience française qui s'est posé à moi, samedi, à l'audience du tribunal de Versailles, reparaîtra sans doute de plus en plus au fur et à mesure que nos tribunaux et nos cours se peupleront d'un plus grand nombre de Juifs, inhabiles, par définition, à juger des Français. »
Maurras écrit qu'il aurait souhaité ne pas décliner son identité mais cela aurait permis au juge de déclarer que Maurras faisait défaut et, ainsi, seul l'accusateur aurait eu la parole. Il a alors pensé à la récusation du juge Worms mais cette solution ne convenait pas non plus aux yeux de Maurras car, dit-il, elle « conduit à accepter en fait ce qu'on dénie en droit. Dire à M. le président Worms : je vous récuse, alors que le cas de sa révocation sera précisément jugé et tranché par lui, c'est, en dernière analyse, s'en remettre à sa conscience, c'est se fier à lui pour juger s'il est partial ou s'il ne l'est pas ! ». Au final, Maurras considère donc que la meilleure solution est le refus motivé de répondre. Il conclut en ces termes : « Les Juifs sont des sujets français ; ils ne sont pas citoyens français. Avant de graver cette vérité dans la loi, faisons la passer dans les mœurs. Vivons-là à nos risques. C'est l'éternelle condition de tous les changements sérieux de l'histoire. »[812]

[810] MAURRAS Charles, « L'exode moral », Quotidien d'*AF* du 28 mars 1911
[811] Quotidien d'*AF* du 26 janvier 1913
[812] Quotidien d'*AF* du 27 janvier 1913

Maurras est condamné à 8 mois de prison. Sa condamnation est à l'origine du plus vaste mouvement de félicitations d'avant-guerre. Le quotidien en publie environ 400 jusqu'au mois de mars 1913. Ce qui est notable dans cette campagne de félicitations c'est le fait que de nombreuses adresses proviennent de villes sans sections d'AF. Cela prouve bien que la propagande d'AF parvient à essaimer de manière efficace et cela prouve également l'importance de la figure de Maurras pour tous les militants ou sympathisants d'AF. Ce dernier reçoit 3 à 4 fois plus de lettres de félicitations que Daudet en 1911, que Lacour en 1910 ou que Cuignet en 1908.

A un niveau purement théorique, la condamnation de Maurras lui permet de conceptualiser définitivement sa notion « d'antisémitisme d'Etat ». Son principe est très simple : « Il y a une nationalité juive comme il y a une nationalité française, et la nation aux juifs que la Révolution dite française a placés sur le même pied que les Français naturels, ne sont pas devenus en 1913, moins Juifs qu'ils ne l'étaient en 1790. (…) Aux citoyens français, le jugement, la direction, l'administration, le gouvernement ; aux juifs, la situation générale de gouvernés, d'administrés, de dirigés et de justiciables. »[813]

Le quotidien d'AF s'attache continuellement à démontrer la présence excessive des juifs au sein des instances dirigeantes de la République.

Tout au long de l'année 1913, la propagande antisémite est au cœur des pratiques de l'AF car elle est directement liée à l'espionnage juif-allemand stigmatisé par Léon Daudet.

[813] Quotidien d'*AF* du 15 février 1913

VI. La matrice antigermaniste

1) Le contexte politique et diplomatique

Comme l'explique René Rémond, « le boulangisme a dressé l'acte de naissance du nationalisme, et l'affaire Dreyfus son « acte de baptême ».[814] Raoul Girardet souligne qu'à cette époque, le nationalisme n'est plus conquérant mais se définit plutôt comme « le souci prioritaire de conserver l'indépendance, de maintenir l'intégrité de la souveraineté et d'affirmer la grandeur de l'Etat nation. »[815]

Au cours de la première décennie du siècle, le contexte politique et diplomatique engendre un renouveau de l'idée nationaliste en France, en particulier durant les quatre années qui précèdent la Grande Guerre.[816]

En 1905, le « coup de Tanger » est un premier jalon à l'opposition franco-allemande. Le Maroc est alors en proie à des troubles internes et connaît de graves difficultés financières. En janvier 1905, Delclassé soumet au sultan un programme de réformes qui revient à installer un protectorat français sur le pays. Ce projet a l'aval de la Grande Bretagne, de l'Italie et de l'Espagne mais rencontre l'opposition de l'Allemagne et de Guillaume II qui affirme, à Tanger, le 31 mars 1905 : « J'espère que, sous la souveraineté du Sultan, le Maroc libre sera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole ni exclusive. » Le Sultan demande la tenue d'une conférence internationale. Delclassé est renvoyé ce qui représente un succès pour l'Allemagne mais l'acte final d'Algésiras, s'il réaffirme l'intégrité marocaine, reconnaît la prépondérance française.

Comme l'explique Michel Leymarie, « cette crise internationale fait retentir pour la première fois depuis longtemps la menace d'un conflit entre nations européennes. »[817]

Cela étant, les relations ne sont pas rompues. Clemenceau, président du Conseil de 1906 à 1909 considère d'ailleurs qu'il faut agir avec prudence face à la puissante Allemagne.

Ce n'est qu'en 1911 que les tensions réapparaissent violemment au moment de la crise d'Agadir. L'ingérence militaire française au Maroc inquiète les Allemands qui envoient la canonnière *Panther* dans le port d'Agadir en juillet 1911 et espèrent monnayer leur désistement en échange du Congo

[814] REMOND René, *Les droites en France, op. Cit.*
[815] GIRARDET Raoul, *Le nationalisme français 1871-1914,* Editions du Seuil, Paris, 1983
[816] *Ibid* p.519
[817] LEYMARIE Michel, *De la Belle Epoque à la Grande Guerre, op. Cit.* p.248-249

français. Le président du Conseil Caillaux use de l'arme financière et provoque une panique à Berlin. La guerre semble à nouveau proche mais le 4 novembre 1911, un accord est signé qui réaffirme l'égalité économique des deux pays au Maroc, oblige l'Allemagne à accepter de ne pas entraver l'action française, octroie à l'Allemagne une partie du Congo et à la France le Sud du Tchad.[818]

A partir de 1912, le gouvernement de la France revient à des républicains « durs » comme Poincaré, Millerand et Barthou qui pensent inévitable une future guerre avec l'Allemagne. Jacques Bainville trouve le ton de l'année 1912, « réactionnaire ».[819] Poincaré est élu président de la République le 17 janvier 1913. Il souhaite « infléchir la pratique constitutionnelle dans un sens favorable à la restauration d'une autorité présidentielle diminuée sous la IIIème République. »[820] Il démontre également une volonté de durcissement de la politique extérieure française et un renforcement de l'alliance franco-russe.

Pour assurer la sécurité de la France, l'AF prend fermement parti pour la loi des trois ans. Le débat autour de cette loi est passionné dans la presse, dans l'opinion publique et au Parlement. A droite, on considère qu'il est nécessaire d'organiser un service plus long afin de faire face à une attaque de l'ennemi sans attendre les réserves. A gauche, on est davantage soucieux d'améliorer les relations avec l'Allemagne et on souhaite organiser l'instruction des réservistes.

L'AF se mobilise fortement en faveur de la loi et les ligueurs participent à de nombreuses conférences contradictoires mais aussi à des manifestations dans diverses villes de province : Bordeaux, Nice, Toul, Epinal, Toulouse, Limoges, Dijon, Orléans, Lille, Lyon, Rennes.[821]

La loi est finalement votée les 19 juillet et 5 août 1913[822]. Néanmoins, Charles Maurras, dans sa chronique « La politique » du 8 août 1913 évoque une « pauvre loi ». Il s'interroge en ces termes : « Comment se fait-il qu'une nouvelle de cette importance, accueillie avec soulagement, ne cause aucune joie ? » et il explique que l'une des raisons, c'est que « ceux qui votent la loi la déclarent mauvaise ». Maurras se désole également de l'absence d'unanimité au Parlement sur les questions militaires en soulignant que « l'idée de la Revanche a perdu son sceptre et son diadème de Reine de France. »[823]

L'AF revendique continuellement l'idée de la Revanche. Néanmoins, comme l'écrit Michel

---

818 *Ibid* p.251
819 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.105
820 LEYMARIE Michel, *De la Belle Epoque à la Grande Guerre, op. Cit.* p.173-174
821 *Almanach* de l'Action française, 1914, BNF Gallica
822 *Ibid* p.174
823 MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 8 août 1913

Leymarie, si « l'immense majorité de la population est sans conteste patriote (…), très peu nombreux sont les Français qui rêvent d'une guerre de revanche. »[824] Ce n'est donc pas cet argument que l'AF va mettre en avant dans les années qui précèdent le premier conflit mondial mais plutôt celui de l'anti germanisme en cherchant à mettre à jour « le péril allemand ».[825]

2) L'antigermanisme ou la dénonciation du « péril allemand »

L'anti germanisme est continuellement présent dans les colonnes du quotidien et dans les pratiques de propagande de la ligue.

L'affaire Andler

Dès le printemps 1908, l'affaire Andler témoigne de cet état d'esprit à l'Action française. Charles Andler, professeur de langue et de littérature germaniques à la Sorbonne organise, en avril 1908, à la demande de Louis Liard, vice-recteur de l'Université de Paris, un voyage d'études en Allemagne, avec 18 de ses étudiants. Le but affiché de ce voyage est alors purement économique : il s'agit de favoriser les rapprochements commerciaux et industriels entre les deux pays ; mais c'est bien sur l'aspect politique qu'Andler va être violemment attaqué notamment par l'AF.[826]

L'AF organise début mai, une grande réunion « Contre l'oubli de 71 ». Henri Vaugeois, Bernard de Vésins, Abel Manouvriez, Pierre Lasserre, Léon de Montesquiou, Léon Daudet montent à la tribune pour parler de la perte de l'Alsace-Moselle, de l'idée de revanche, de l'infériorité allemande et de la volonté de détruire la mentalité nationale par la perversion de la philosophie allemande enseignée à l'université.[827]

Dès le 7 mai, les cours d'Andler sont interrompus par de jeunes nationalistes aux cris de « Vive Barrès ! Vive l'Action française ! ». Pendant tout le mois de mai, des échauffourées ont lieu à Paris. La police doit plusieurs fois intervenir pour disperser les rassemblements et procéder à des arrestations. L'aspect violent est ainsi tout à fait important dans l'arsenal de réaction de l'AF mais il est également essentiel de s'arrêter sur l'aspect intellectuel. Tout au long du mois de mai, le

824 LEYMARIE Michel, *De la Belle-Epoque et la Grande Guerre, op. Cit.* p.169
825 MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.95
826 BLUM Antoinette, « Charles Andler en 1908 : un Germaniste pris entre la France et l'Allemagne », *Revue germanique internationale*, avril 1995, mis en ligne le 05 juillet 2011, pp.27-44
827 Quotidien d'*AF* du 5 mai 1908

quotidien publie de nombreuses prises de position de tous les ténors de l'AF, Léon Daudet en tête. Dans un premier article du 10 mai intitulé « La dernière classe », il propose son propre compte-rendu d'un cours d'Andler.[828] Le 17 mai, son texte « Les métèques au Quartier latin » appelle ouvertement les « étudiants patriotes » à réagir. Il écrit que « l'invasion des métèques est une conséquence directe de la République » car « la purulence convoque les microbes ». Il note ensuite que l'AF lance une consultation sur « ce grave problème national » afin de permettre « la surveillance des métèques dans le haut enseignement, la restauration des droits et privilèges naturels de l'étudiant français ».[829]

Enfin, le 22 mai, Daudet publie « D'Andler à Dreyfus par Zola ». Comme toujours, l'affaire Dreyfus est fondatrice de tous les maux du pays : « Nous avons rappelé à nos compatriotes que toutes les hontes épisodiques, que tous les outrages au sentiment français dépendaient de cette honte initiale, Dreyfus. »[830]

L'AF n'est pas la seule à réagir sur cette affaire, Maurice Barrès publie le 5 mai, un article en première page de *L'Echo de Paris*, « Le voyage de trente et un maladroits ». Barrès va d'ailleurs plus loin que Daudet dans son analyse, dépassant les sarcasmes et les attaques frontales, il s'interroge sur les rapports que la France entend entretenir avec l'Allemagne. En effet, selon lui, le voyage d'Andler était dangereux sur le plan politique car, eu égard à la réception faite par les Allemands aux étudiants français, on aurait pu se croire à l'aube d'une grande réconciliation entre la France et l'Allemagne.[831]

Cela étant, l'AF apparaît clairement être le chef de file de ces manifestations comme le stipule un rapport de police du 29 mai 1908 : « La responsabilité des troubles récents du quartier latin (est à attribuée) à l'Action française avec son groupe dit, les Etudiants d'Action française, au nombre desquels on peut citer, comme promoteurs et dirigeants du mouvement : Becheyras, Manouvriez, Winciguerra, Lognon, Thomas. »[832]

Une note des RG du 20 mai 1908 met en avant l'idée d'une tentative de coup de force et explique que l'AF espère « faire naître quelque conflit grave » et que « c'est la seule raison pour laquelle les royalistes se mêlent de l'affaire Andler, car, au contraire, les partisans du duc voudraient plutôt en ce moment être agréables à l'empereur d'Allemagne. »[833] Cette analyse est intéressante et mérite d'être soulignée même si nous n'avons pas d'autres sources abondant dans ce sens.

---

828 DAUDET Léon, « La dernière classe », Quotidien d'*AF* du 10 mai 1908
829 DAUDET Léon, « Les métèques au Quartier latin », Quotidien d'*AF* du 17 mai 1908
830 DAUDET Léon, « D'Andler à Dreyfus par Zola », Quotidien d'*AF* du 22 mai 1908
831 BLUM Antoinette, « Charles Andler en 1908 : un Germaniste pris entre la France et l'Allemagne », *op. Cit.*
832 Rapport de police du 29 mai 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341
833 Note des RG, 20 mai 1908, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1341

L'AF parvient donc à mobiliser des étudiants parisiens mais elle mobilise aussi certaines de ses sections provinciales et notamment celle de Nancy.

Dans la nuit du 16 mai, les ligueurs ont placardé un « Appel aux étudiants » qui commence en ces termes : « Etudiants français ! Des camarades de Paris, qui comprennent singulièrement le patriotisme, reviennent de Berlin où ils ont noyé, dans la bière allemande, les ressentiments et la mémoire du vaincu. » L'affiche insiste sur le fait qu'il ne faut pas tendre la main « aux maîtres de Strasbourg et de Metz », « à ceux qui prétendent s'annexer un jour toute la Lorraine et la Champagne » et continue ainsi : « Etudiants lorrains ! Les destinées de notre province nous sont inconnues ; mais, fils de l'Alsace meurtrie et de notre Lorraine amputée, nous tenons à ce qui nous reste de cette Marche-Frontière, comme de dignes héritiers tiennent à leur patrimoine. » L'affiche rappelle ensuite la nécessité d'un retour à la monarchie.[834]

La section de Nancy fait figure de précurseur dans la propagande sur l'affaire Andler, elle est rapidement suivie par la conférence Berryer de Montpellier qui vote un ordre du jour de félicitations aux étudiants parisiens et de défiance envers Andler ; par le groupe d'AF de Marseille qui manifeste aux cris de « Conspuez Andler ! A bas Fallières ! A bas Lévy ! » ; par le groupe de Rennes qui riposte violemment à une manifestation andlérienne menée par « pas mal de sillonistes ».[835]

Il y a ainsi une certaine exportation en dehors de Paris du mouvement de propagande. Les villes universitaires semblent particulièrement touchées par les controverses dans cette affaire.[836]

La réunion « Il faut surveiller les Métèques » se tient le 2 juin dans la salle des sociétés savantes. Henri Vaugeois, Pierre Lasserre, André Beycheras, Xavier de Magallon, Bernard de Vésins, Louis Dimier, Léon de Montesquiou, Léon Daudet se succèdent à la tribune et font référence à la nécessité de s'organiser pour être plus fort. La réunion rappelle également que l'AF n'a pas la volonté de chasser les métèques mais plutôt de leur rappeler qu'ils sont des invités, ils ne doivent pas se croire chez eux. Les conférenciers mêlent références antisémites et références à l'affaire Andler pour aborder la question des étrangers dans l'université française.[837] Cette réunion a lieu la veille de la manifestation contre la panthéonisation de Zola. Il s'agit donc, pour l'AF, comme le rapportent plusieurs notes des RG déjà citées, de profiter de l'agitation issue de l'affaire Andler pour mobiliser des troupes dans l'affaire Zola.

Par la suite, la dénonciation de « l'invasion » des métèques reste un thème récurrent. A plusieurs reprises les camelots du roi parisiens s'en prennent violemment à des étudiants étrangers au Quartier

---

[834] Quotidien d'*AF* du 17 mai 1908
[835] Quotidien d'*AF* du 24 mai 1908
[836] Voir lettre de trois étudiants « Contre Andler », citée dans le quotidien d'*AF* du 26 mai 1908
[837] Quotidien d'*AF* du 3 juin 1908

latin. L'AF dénonce continuellement la mainmise des « métèques » qui, « sous le régime républicain, forment un Etat dans notre Etat, et qui, dans toutes les professions, font une concurrence privilégiée aux Français »[838]

Antoinette Blum souligne à juste titre que l'affaire Andler a été un moyen pour les vaincus de l'affaire Dreyfus de tenter de rejouer l'Affaire. L'AF n'en ressort certes pas gagnante sur le plan théorique mais, sur le plan pratique, elle a réussi à mobiliser une partie du Quartier latin. Ainsi, la comparaison entre l'affaire Andler et l'affaire Thalamas paraît assez évidente. En ce sens, on peut considérer que l'affaire Andler est une sorte de « répétition générale » des futures actions de l'AF.

Kiel et Tanger

Si les milieux nationalistes sont particulièrement mécontents de la situation diplomatique issue de la crise d'Agadir, l'Action française n'attend pas 1911 pour se mobiliser contre la politique extérieure de la République à l'instar de Maurras qui publie, en 1910, son *Kiel et Tanger.* Le livre est en fait constitué de la réunion de ses articles parus dans la *Gazette de France* et *L'Action française.* Une première réédition paraît en 1913 avec l'ajout d'une préface-fleuve de sept chapitres qui peut se lire comme une suite car elle prolonge l'étude jusqu'à cette date.

Maurras cherche à prouver que « c'est une vérité générale que la politique extérieure est interdite à notre Etat républicain. C'en est une autre que la Nation française ne saurait se passer de manœuvrer à l'extérieur. De ces deux principes, il résulte que la France républicaine, aussi longtemps qu'elle sera républicaine et française, quels que puissent être les talents ou les intentions de son personnel dirigeant, demeurera condamnée à des manœuvres gauches, énervantes et plus que dangereuses pour l'intégrité du pays et l'indépendance des habitants. Le démembrement est au bout. »[839]

Ainsi, d'après lui, « une République ne peut pas faire de bonne diplomatie », il faut « au-dessus des ministres, un représentant permanent de l'intérêt général. »[840] Pour étayer son affirmation, il utilise l'histoire en la relisant « avec le souci d'affirmer une thèse et de trouver dans les événements ce qui peut la confirmer. »[841] C'est ainsi qu'il établit un parallèle entre l'épisode de Fachoda et la crise de Tanger. Dans les deux cas, il dénonce la gestion républicaine des événements pour deux raisons fondamentales. D'une part, la République n'est pas capable de mener une politique extérieure

838 PUJO Maurice, « L'année des camelots du roi », *Almanach* de l'Action française 1913, BNF Gallica

839 MAURRAS Charles, *Kiel et Tanger. La République française devant l'Europe. 1895. 1905. 1913. 1921*, Bibliothèque des œuvres politiques, Versailles, 1928, p.24

840 Compte-rendu de l'ouvrage *Kiel et Tanger*, Quotidien d'*AF* du 24 juillet 1910

841 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.112

continue (d'un gouvernement à l'autre les objectifs et les alliances changent) ; d'autre part, l'instabilité intérieure, de Dreyfus à la politique anticléricale contribue à affaiblir le pays.[842]
Nous n'avons pas la prétention ici d'étudier en détails les analyses de Maurras sur les questions étrangères et nous renvoyons sur ces sujets à l'excellent ouvrage dirigé par Georges-Henri Soutou et Martin Motte.[843]

La publication de l'ouvrage de Maurras a un écho important notamment dans la presse. En effet, d'août à novembre 1910, l'AF publie quasi-quotidiennement, dans sa rubrique sur la vie de la ligue, des extraits des divers comptes rendus de la presse parisienne et provinciale. Cette méthode permet de faire une publicité efficace auprès des ligueurs.
Kiel et Tanger est sans conteste un texte fondateur des réflexions de Maurras sur les relations internationales : il est à ce titre largement diffusé par la Nouvelle librairie nationale à la faveur de plusieurs rééditions. Il semble tout de même qu'il ait eu moins d'impact militant que *L'Avant-guerre* de Léon Daudet.

L'Avant-guerre : la dénonciation du « péril allemand »

Dans les années qui précèdent le premier conflit mondial, Léon Daudet est en première ligne dans la dénonciation de ce qu'il appelle « l'espionnage juif-allemand » en France. A partir de janvier 1913, il dénonce quotidiennement, ces pratiques en attaquant frontalement l'entreprise allemande Maggi-Kubb.
Le 7 janvier 1913, Daudet reproduit une lettre envoyée par M. Legrand, directeur de l'entreprise Maggi à Paris, au préfet, qui reconnaît avoir versé de l'argent au commissaire spécial aux Halles, Paul Guichard, en expliquant : « Je me croyais autorisé à récompenser le ou les agents qui, hors leur service, voulaient bien me prêter leur concours et, ne pouvant les atteindre individuellement, j'avais chargé M. G... de leur remettre ce qui leur était bien dû. » Evidemment le journal s'empresse de titrer « La police parisienne subventionnée par l'espionnage allemand ».[844]
Le 12 janvier 1913, Daudet explique que « l'heure est grave. La menace de guerre pèse sur l'Europe. Il importe que notre pays soit averti, *pendant qu'il en est temps encore*, du danger que représente pour lui un réseau d'apparence alimentaire, comme l'ensemble des sociétés Maggi, qui peut devenir à un moment donné, une immense toile de feu et de sang. » Et il continue en justifiant son attaque :

842 CHIRON Yves, *La vie de Maurras, op. Cit.* p.207
843 SOUTOU Georges-Henri, MOTTE Martin (Dir.), *Entre la vieille Europe et la France seule. Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Economica, Paris, 2010
844 Quotidien d'*AF* du 7 janvier 1913

« Au point de vue commercial et industriel, une pareille organisation portant sur un aliment de première nécessité comme le lait, (…) jusque dans les villes les plus reculées, constitue à elle seule un danger public. » Pour Daudet, la « tête de la pieuvre Maggi » se trouve à Berlin. D'autre part, selon lui, la tentation est « irrésistible » pour l'état-major allemand « d'employer à ses fins une organisation nombreuse, puissante, ramifiée, qui lui permet :

1) De repérer les ressources du ravitaillement (…) de chaque région, de chaque village, de chaque ferme.

2) De contrôler en chaque saison l'état de viabilité des routes, des chemins, des sentiers (*éclaireurs)*

3) D'avoir une bonne carte, par secteurs, du ramassage du lait, des facilités en fourrage et en chevaux sur des points précis (…)

4) De pouvoir, à un moment donné, introduire dans un personnel de dépôt (…) un petit juif allemand de peu d'apparence, costumé d'un nom inoffensif et qui n'en aura pas moins la garde et surveillance d'un pont à faire sauter ou d'une gare à incendier ou d'un poste de voie ferrée à saboter. »[845]

Lorsqu'éclate le scandale Maggi-Kub, Daudet a déjà rendu le manuscrit de son *Avant-Guerre*, il a donc immédiatement conscience de l'intérêt publicitaire d'un tel événement. En effet, dans son ouvrage, il souhaite montrer « comment, sous le couvert du régime républicain, l'Allemand, guidé par son fourrier le Juif, qu'il s'appelle Weyl, Dreyfus, Ullmo ou Jacques Grumbach, a su trouver en France toutes les facilités, toutes les complicités, toutes les trahisons même, qui lui ont permis de supplanter nos nationaux dans diverses branches du commerce et de l'industrie intéressant la défense nationale ; comment il a pu se rendre ainsi maître de notre blé, de notre fer, de notre or et occuper, sous le couvert d'opérations en apparence légale, les points stratégiques les plus importants du pays, ses centres ou ganglions nerveux, ses nœuds vitaux. De telle sorte qu'au moment d'une déclaration de guerre, à l'heure grave et peut-être prochaine où il nous faudra tout abandonner et courir à la frontière pour faire face aux armées du roi de Prusse, ses fidèles sujets, nos hôtes de la veille, installés en nombre imposant dans nos villes, dans nos campagnes, dans nos ateliers, dans nos usines, dans nos administrations, pourront en toute tranquillité, à l'abri de nos lignes de combat, saboter ici même nos travaux de défense et paralyser ou retarder nos efforts »[846]

Ainsi, après s'être intéressé au « juif Jacques Grumbach, fonctionnaire du gouvernement allemand au ministère de l'intérieur français », à l'agence Schimmelpfeng et à Lucien Baumann, Daudet décrit

[845] DAUDET Léon, « L'avant-guerre et la Pieuvre lactée. De la fraude à l'espionnage », Quotidien d'AF du 12 janvier 1913

[846] DAUDET Léon, *L'Avant-guerre. Etudes et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1913, p.8

en détails plusieurs situations et conclut que « les Allemands occupent de véritables forteresses industrielles dans le Centre, dans le Nord, dans l'Est et dans le Nord-est ».[847]
Dans le climat de tensions internationales des années 1913-1914, on comprend facilement le succès d'édition rencontré par Daudet.

Dès le mois de février 1913, la section de Laval, par l'intermédiaire du *Courrier du Maine*, édite une carte de l'envahissement judéo-allemand, initiative largement saluée par l'AF qui incite toutes ses permanences à s'en procurer un exemplaire.[848]
De même, la section d'Arras édite une affiche intitulée « Haute trahison ». Au mois de mars, lors de la parution du livre de Daudet, l'AF met également en vente une affiche de publicité incitant à lire *L'Avant-guerre*.
La déclaration de guerre augmente encore évidemment la réception de l'ouvrage de Daudet : on dénombre en effet 50 000 exemplaires vendus entre la fin de 1914 et le début de 1916.

En plus des ouvrages, l'AF compte, comme toujours, sur les conférences de propagande. Léon Daudet raconte dans ses *Souvenirs :* « De 1911 à 1914 laissant à mes amis orateurs le soin de commenter la politique générale et de tirer la leçon royaliste des événements courants, je me consacrais, plus particulièrement, au cours de nos réunions parisiennes et provinciales, à l'exposé des menées allemandes en France et des tractations criminelles du clan des Ya. »[849]
Effectivement, Daudet voyage beaucoup au cours de cette période. S'il n'est pas un conférencier aussi prolifique qu'Henri Vaugeois, Bernard de Vésins ou la marquise de Mac Mahon, il visite tout de même au cours de la période 1911-1914 de nombreuses villes et notamment Reims, Orléans, Roanne, Saint Etienne, Caen, Pau, Troyes., Lille, Dijon, Nîmes.[850]

---

847 *Ibid* p.225
848 Quotidien d'*AF* du 12 février 1913
849 DAUDET Léon, *Souvenirs*, tome 2, p.324, cité par MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même*, *op. Cit.* p.101
850 La liste est établie à partir du quotidien d'*AF.*

3) La question de l'Alsace-Lorraine

L'affaire Ruyssen

L'affaire Ruyssen est extrêmement intéressante car elle témoigne d'une mobilisation provinciale menée par la section de Bordeaux. Il faut toutefois noter que le quotidien d'AF ne met pas réellement cet épisode à l'honneur dans ses colonnes ; ce qui s'explique notamment par une actualité largement tournée vers le procès de Maurras face au juge Worms et par l'affaire Maggi-Kubb que nous avons déjà évoqués.

Le 12 février, on peut toutefois lire un encadré en première page, rédigé par Maurice Pujo : « A la fin du mois dernier, les journaux d'Alsace-Lorraine annoncèrent qu'une société intitulée *Verband für internationale Verständigung* (Comité d'entente internationale) organisait à Strasbourg, à Mulhouse, à Colmar, bref dans les principales villes d'Alsace, pour les premiers jours de février, une série de conférences pacifistes. Les grands orateurs de cette tournée aussi sensationnelle qu'inattendue étaient d'une part un Allemand, M. Piloty, professeur à l'Université de Wurzbourg, de l'autre un professeur de l'Université de Bordeaux, M. Ruyssen, qui, bien que demi-métèque, représentait la France dans cette touchante communion. »[851]

Le 11 février, le cours de Ruyssen est troublé par une manifestation organisée par les étudiants d'AF.[852] Plusieurs arrestations sont opérées : M. Maumey, président des étudiants d'AF ; M. Laville de Lacombe président des camelots du roi ; M. Allemandou et M. Cartier. Les autres manifestants, parmi lesquels on retrouve Nel Ariès, sont expulsés.[853]

Le 15 février, le *Nouvelliste de Bordeaux* publie une lettre de M. Ruyssen : « Les étudiants qui ont cru avoir le droit d'insulter un de leurs maîtres de la façon la plus outrageuse, et qui ont remporté sur la liberté de parole la facile et peu courageuse victoire du vacarme collectif, seraient peut être excusables s'ils n'avaient pas d'autres théâtres pour me faire connaître leur opinion. » Ruyssen souligne ensuite, d'une part, qu'il a été invité par un comité local comptant de nombreux Alsaciens de souche et, d'autre part, que sa conférence n'a donné lieu à aucune protestation en Alsace « en dehors de la correspondance anonyme et mensongère de la « Libre Parole ». Il conclut en soulignant que « les jeunes gens qui s'indignent aujourd'hui feraient mieux de s'instruire. Le problème de

[851] PUJO Maurice, « Le scandale Ruyssen », Quotidien d'*AF* du 12 février 1913
[852] Rapport de police du 15 février 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558
[853] Quotidien d'*AF* du 12 février 1913

l'Alsace-Lorraine est l'un des plus graves, l'un des plus émouvants de l'heure présente. On ne le résout pas par des injures sommaires. Mais, à vrai dire peu de gens le connaissent en France, et c'est précisément ce dont se plaignent amèrement les Alsaciens-Lorrains d'Alsace qui, en revanche, parlent souvent avec une tristesse sévère des manifestations purement extérieures dont se contente trop facilement notre patriotisme. »[854]

Evidemment les étudiants d'AF de Bordeaux n'acceptent pas cette explication et, comme à l'époque de Thalamas, organisent des manifestations hebdomadaires pour gêner la tenue de tous les cours de Ruyssen. Ils revendiquent d'ailleurs ouvertement la filiation avec le mouvement Thalamas comme on peut le lire dans le *Nouvelliste* : « La jeunesse des écoles, à Paris, a fait jadis les célèbres « mercredis de Thalamas ». La jeunesse universitaire de Bordeaux, fortement unie, en dehors de toute divergence de considération politique, par le sentiment très net du devoir patriotique qui lui incombe, fera à son tour les « mardis de Ruyssen » et elle les continuera jusqu'à complète satisfaction, c'est à dire jusqu'à ce que le gouvernement ait pris contre un professeur indigne de sa haute fonction d'éducateur de la jeunesse française, la sanction qui s'impose. »[855]

Le 25 février, les étudiants échouent à entrer dans l'Université en raison du filtrage organisé par le doyen et de la présence de la police. Ils attendent donc Ruyssen à la sortie de son cours et organisent un cortège jusqu'à son domicile sans toutefois obliger la police à mener des arrestations. Trois contraventions sont tout de même dressées contre Marc Dubourg étudiant en droit, Pierre Soumet étudiant en lettres et Nel Ariès artiste-peintre.[856]

Le 4 mars, la manifestation donne lieu à de multiples bousculades entre royalistes et socialistes. Les étudiants d'AF et camelots ne sont toutefois estimés qu'à 80 ou 100 environ.[857] Un autre rapport évoque même une cinquantaine de manifestants d'AF.[858] Des coups de feu auraient été tirés devant le domicile de Ruyssen.

L'AF de Bordeaux organise un affichage intense dans le cadre de cette affaire et ouvre d'ailleurs, par l'intermédiaire du *Nouvelliste,* une souscription pour demander des fonds pour cette campagne.[859]

Pour la manifestation du 11 mars, l'AF convoque des camelots de diverses communes de la région

---

854 *Le Nouvelliste de Bordeaux*, 15 février 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

855 *Le Nouvelliste de Bordeaux, 27* février 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

856 Rapport du commissaire central au préfet du 25 février 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

857 Rapport du commissaire spécial au préfet du 4 mars 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

858 Rapport du commissaire central au préfet du 4 mars 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

859 Rapport du commissaire spécial au préfet du 6 mars 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

(Toulouse, Bayonne, Saint Jean de Luz, Sainte Foy la Grande…)[860] mais ne parvient à rassembler que « 150 ou 200 étudiants ou membres des différents groupes réactionnaires. Cependant, plusieurs échauffourées se sont produites entre ces manifestants et étudiants républicains ou syndicalistes, au cours desquelles 6 arrestations ont été opérées parmi les camelots et réactionnaires pour outrages ou coups et blessures à agents, dont l'un a été blessé d'un coup de couteau à un pouce. » Le rapport souligne ensuite : « On commence à se rendre compte dans les milieux de la jeunesse des Facultés, comme dans le public, que ces manifestations ne servent à rien sinon aux intérêts du journal « Le Nouvelliste » qui profite de la circonstance pour faire des tirages supplémentaires, augmenter sa réclame, en même temps que les comités d'AF comptent tirer de ces incidents des arguments et des avantages électoraux. »[861]
A la reprise des cours après les vacances, les manifestations ne reprennent pas.

Cette affaire Ruyssen est intéressante car elle témoigne d'une réelle prise en compte de la question de l'Alsace-Lorraine dans le cadre de la mobilisation ligueuse au sein de l'AF. Elle témoigne également de l'importance de l'affaire Thalamas dans la mythologie de la ligue.

L'affaire de Saverne, un RDV manqué ?

L'affaire Ruyssen donne lieu à une mobilisation locale de la ligue qui n'est pas reprise à l'échelle nationale. L'affaire de Saverne, particulièrement suivie par les dirigeants de l'AF, ne donne lieu à aucune manifestation ligueuse ce qui permet en fait de s'interroger sur la capacité mobilisatrice de la question d'Alsace-Lorraine à grande échelle pour la ligue d'AF[862].

La première mention de l'affaire dans le quotidien d'*AF* est retrouvée le 11 novembre 1913. Le journal publie une dépêche de l'agence Havas dans laquelle il mentionne les insultes du lieutenant Von Forstner envers les recrues alsaciennes. L'AF conclut son article par cette formule lapidaire : « Il est bon de constater la façon dont les Alsaciens-Lorrains sont traités par les Prussiens quarante-trois années après la conquête de nos provinces. »[863] Le ton est donné.

---

860 Rapport du commissaire central au préfet du 19 mars 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

861 Rapport du commissaire spécial au préfet du 11 mars 1913, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 558

862 Sur la question de l'Alsace-Lorraine annexée voir les travaux de ROTH François, *Alsace-lorraine, histoire d'un « pays perdu » de 1870 à nos jours*, Nancy, 2010 et METZLER Lionel, *La politique de germanisation en Lorraine annexée (1870-1914). Culture et enjeux identitaires*, Thèse de doctorat sous la direction de WAHL Alfred, Université de Metz, 2007

863 Quotidien d'*AF*, 11 novembre 1913

Dès le 12 novembre, l'affaire de Saverne occupe la première page du quotidien avec un article de Léon Daudet. Ce dernier commence par faire une analyse des raisons du déclenchement des incidents : « L'occupant, c'est à dire l'Allemand, n'a pas encore compris, depuis quarante-trois ans, un mot, je dis un seul mot au caractère alsacien. […] Il a commencé par faire les gros yeux et par agiter son sabre, sans tenir compte de ce fait que ceux qu'il prétendait effrayer avaient le sens de l'ironie. Ensuite, […] l'Allemand a voulu se faire plus habile et amadouer ceux qu'il venait de brimer. […] Le résultat a été […] une forme nouvelle, agile, à transformations perpétuelles, de l'instinct de résistance, une barrière morale, d'une extraordinaire flexibilité, opposée à toutes tentatives de germanisation. […] Dans le combat d'un demi-siècle que se sont livrés le tempérament allemand et l'âme alsacienne, c'est le tempérament allemand qui a perdu. Il demeure aux yeux des annexés, le barbare et l'oppresseur. C'est un penchant naturel à l'impulsif que de se conformer à l'opinion qu'on a de lui. […] Les basses injures du lieutenant Von Forstner n'ont pas d'autre explication. Le lieutenant Von Forstner en veut à l'Alsace de ne pas adorer l'Allemagne. » Léon Daudet continue en affirmant que toute l'Allemagne parle à travers la bouche de Von Forstner : « Les gens de Saverne ne s'y sont pas trompés une minute ; toute la patrie allemande s'indignait par sa bouche de n'être pas encore chérie par les Alsaciens après 43 ans d'annexion. »
Pour Daudet, l'affaire de Saverne est la preuve que l'Allemagne n'a absolument pas réussi à conquérir l'Alsace-Lorraine. Les Alsaciens ne sont ni impressionnés ni amadoués par les Allemands. Léon Daudet continue son argumentaire en ne manquant évidemment pas de tacler le gouvernement français : « Le peureux gouvernement de la République s'est toujours soigneusement gardé d'accorder le moindre appui, même tactile, aux héros obscurs qui menaient là-bas, à leurs risques et périls, le souterrain et périlleux combat de l'indépendance. »[864] De même, Daudet considère que ces incidents devraient inévitablement tendre les relations franco-allemandes.

Dans son discours de clôture du 6ème congrès d'AF, le comte de Lur-Saluces fait référence à l'affaire : « Les revendications du pangermanisme se font de plus en plus âpres et hautaines, alors que les insultes adressées à nos frères d'Alsace par les grossiers soudards de la Prusse retentissent jusque dans nos cœurs comme d'odieuses provocations. Et, puisque j'en suis à faire cette allusion aux incidents qui viennent de se passer tout récemment à Saverne, je suis sûr de répondre aux sentiments de cet auditoire en adressant à la vaillante population alsacienne, au nom de l'Action française, l'hommage de notre plus ardente sympathie et de notre enthousiaste admiration […] »[865]
C'est Jacques Bainville, l'historien de l'AF, qui développe le plus l'argument antirépublicain. Le 4

[864] Quotidien d'*AF*, 12 novembre 1913
[865] Quotidien d'*AF* 29 novembre 1913

décembre, en 1ère page, il publie un article intitulé « L'Alsace seule ». Il commence par une anecdote : « L'autre soir, à table, on parlait des événements de Saverne, lorsqu'un des hommes les plus spirituels de Paris résuma en ces termes la situation : « En somme, nous finirons par voir l'Alsace-Lorraine se reconquérir toute seule. » Ce n'était pas seulement un mot d'esprit. C'était un de ces mots aigus qui entrent très loin dans la politique et dans l'histoire. Celui-là caractérise merveilleusement et cruellement l'attitude actuelle de la France par rapport à la renaissance nationaliste de l'Alsace. » Et Bainville continue : « Nous constatons que le gouvernement de la République reste inerte en face des événements considérables et prodigieux dont l'Alsace est le théâtre, et qu'il ne sait pas se servir (à moins qu'il n'en ait peur), de l'admirable point d'appui qu'il devrait pourtant trouver dans la résistance obstinée, et, qui plus est, croissante, des Alsaciens-Lorrains à la germanisation. » Et de conclure son article en cherchant à interpeller l'opinion : « Avez-vous osé vous demander, tous ces jours-ci, ce que pouvaient penser de la France, de son silence et de son inertie, les Alsaciens-Lorrains qui luttent et qui, selon le mot terrible que je rapportais tout à l'heure « se reconquièrent tout seul » ? »[866]

Maurice Pujo passe plusieurs jours en Alsace au début du mois de décembre et donne sa vision de la situation dans les colonnes du quotidien : « Les impressions que j'ai rapportées de Saverne ont peut-être donné quelque idée des sentiments qui sont ceux des Alsaciens-Lorrains ; 43 ans après l'annexion. Ce n'est plus le regret sentimental de la France, c'est la haine consciente et qui croit chaque jour de l'Allemagne. Ces sentiments, les incidents de Saverne ont permis de les saisir sur le vif, mais ils ne les ont pas créés. »[867]
François Roth nuance fortement cette analyse : « En dépit de ces incidents […] le pays était paisible et prospère. […] Quelques Français croyaient encore au mythe d'une Alsace toujours fidèle. C'était une illusion. […] Les Alsaciens et les Lorrains acceptaient sans se révolter la situation qui était la leur. La terre d'Empire leur avait apporté de réels avantages : administration efficace, élévation du niveau de vie, paix religieuse, protection sociale. »[868]

Le 11 janvier 1914, le procès de Strasbourg ordonne l'acquittement du colonel Von Reutter, du lieutenant Schadt et du lieutenant Von Forstner. Maurice Barrès livre sa vision de la conclusion du procès de Strasbourg en ces termes : « Epilogue : le colonel von Reuter est décoré, déplacé avec avancement, reçu par l'empereur ; le général de brigade von Pelet-Narbonne, président du conseil de guerre qui l'acquitta, est promu général de division dans la garde, le général von Deimling conserve

[866] Quotidien d'*AF* 4 décembre 1913
[867] Quotidien d'*AF* 15 décembre 1913
[868] ROTH François, *Alsace-lorraine, histoire d'un « pays perdu » de 1870 à nos jours*, Nancy, 2010, p.126

son commandement à Strasbourg. Quant au Reichstag, il ne bronche pas. Tel est en 1913 le militarisme prussien. »[869]

Ainsi, l'AF et ses dirigeants suivent les événements de Saverne et leurs répercussions en Allemagne avec beaucoup d'attention. Toutefois, il convient de souligner que l'affaire de Saverne est toujours restée une affaire politique ; elle n'est jamais devenue un vecteur d'action au sein de la ligue. Il n'y a aucune manifestation liée aux événements. L'AF ne fabrique pas d'affiches sur le sujet, les ligueurs ne manifestent pas pour montrer leur soutien aux Alsaciens-Lorrains, l'AF ne met pas en place de souscription et ne publie aucune adresse de félicitations. Il n'y a donc aucune répercussion propagandiste de l'affaire ni à Paris, ni en province. Certes, l'AF est immédiatement consciente du fait qu'il ne s'agit que d'un épisode, comme le rappelle d'ailleurs Léon Daudet : « Il ne faut rien exagérer. Cette affaire de Saverne n'est qu'un épisode. Mais c'est un épisode dans un grand et déjà ancien débat auquel on n'aperçoit aucune solution. »[870]
Néanmoins, plus largement, cette absence de répercussion dans les actes, en particulier au cours de l'hiver 1913-1914 alors que les tensions internationales sont vives et que Daudet a mené sa campagne de l'*Avant-guerre* tout au long de l'année 1913, invite finalement à minimiser l'importance de l'argument anti germaniste dans la matrice militante des ligueurs d'AF. Certes les membres de l'AF partagent une même haine des métèques et une même volonté de Revanche, néanmoins, force est de constater que ces convictions ne se déclinent que peu en actions avant 1914.

[869] Maurice Barrès, Chronique de la Grande Guerre XII 24 avril – 7 août 1918, Paris, 1938, à propos de l'affaire de Saverne, p.297-298
[870] Quotidien d'*AF* 12 novembre 1913

Conclusions : L'Action française à la veille de la guerre

Au cours de la période 1905-1913, l'AF se structure rapidement. Nous avons vu qu'elle s'attache, dans un premier temps, à développer son appareil d'action intellectuelle (1905-1908). L'année 1908 est une année charnière avec les fondations successives du quotidien, en mars, puis des camelots à l'automne.

Les années 1910 et 1911, marquées par les luttes intestines au sein de la nébuleuse royaliste, permettent à l'AF de s'affirmer au sein de cette dernière. Et, si la victoire n'est pas totale en 1911, elle est tout de même suffisamment franche pour permettre à l'AF de largement prendre le contrôle des régions de propagande fondées par le duc d'Orléans en 1911. Au début des années 1910, le développement de la Nouvelle librairie nationale témoigne de l'importance toujours accordée à l'instruction des ligueurs et la naissance du corps des commissaires marque la volonté de mieux encadrer la propagande.

Ainsi, il est clair que la structuration organisationnelle de la ligue d'AF est un succès au cours des années qui précèdent la Grande Guerre.

En ce qui concerne l'implantation en province, la situation est plus nuancée. En effet, plusieurs régions connaissent de réelles difficultés : l'Est, la Loire, le Massif Central ou même, dans une certaine mesure, l'Ouest qui possède pourtant un terreau favorable. A l'inverse, l'AF parvient à se doter, dès avant 1914, de solides bastions : Nord, Midi, Sud-Ouest, Lyon, Toulouse.

Divers facteurs tendent à expliquer les succès locaux de l'AF le premier étant la présence de personnalités régionales capables de défendre le projet maurrassien. Nous rappelons ici la phrase de M. de Penguern, président de la section du Finistère lors de son rapport au premier congrès d'AF en décembre 1907 : « Les sympathies des personnes sont souvent le meilleur chemin de la propagande des idées. Dans le coudoiement journalier de la vie provinciale, on est plus facilement pour ou contre quelqu'un, que pour ou contre quelque chose. »[871]

D'ailleurs, il est évident que les matrices de l'engagement militant s'adaptent en fonction des contextes locaux. L'affaire Ruyssen à Bordeaux en offre un parfait exemple.

Il convient aussi de bien avoir à l'esprit la différence fondamentale entre la vie parisienne de la ligue d'AF et celle de ses ramifications provinciales que ce soit en terme d'effectif ou de mobilisation.

Sociologiquement, enfin, deux points essentiels doivent être soulignés. Tout d'abord la différence de

[871] Revue *L'Action française* du 1er janvier 1908, BNF Gallica

recrutement entre sections d'AF et groupes de camelots du roi. Les seconds pouvant se prévaloir d'un recrutement plus populaire. Ensuite, les différences sociologiques des recrutements locaux[872]. Ce sont d'ailleurs en grande partie ces différences qui expliquent l'adaptation des discours et des pratiques.

Au final, cette réalité multiple et nuancée invite à se poser la question de l'unicité de la ligue d'AF. Effectivement, des différences locales existent, et il ne faut pas les sous-estimer, mais la cohérence fondamentale de la ligue est tout de même continuellement assurée par l'existence du quotidien.

Ainsi, quelles que soient les nuances ou les adaptations, il n'empêche que les grandes matrices de l'engagement militant au sein de la ligue d'AF sont, dans l'ensemble, les mêmes partout en France.

Dès la naissance de la ligue d'AF, la matrice catholique occupe une place aussi essentielle qu'ambiguë. Nous avons vu que l'AF remporte une première « victoire » sur le mouvement silloniste au tournant des années 1910. De même, sa propagande dans les milieux catholiques remporte un certain succès même si l'AF ne parvient pas, faute de structure militante, à réellement profiter des réactions contre les Inventaires. Maurras cherche à imposer l'idée que le nationalisme intégral est le compagnon logique du catholicisme intégral et invite ses ligueurs catholiques à vivre dans un même élan leur foi et leur amour de la France. Cela étant, dès les origines, des voix s'élèvent contre l'agnostique Maurras même si le pape semble initialement les ignorer.

Les matrices antirépublicaines et antidreyfusardes sont absolument essentielles à la compréhension, à la fois de l'adhésion mais aussi de la mobilisation militante avant guerre. Nous avons vu les trois appels au pays mais aussi, et surtout, la fameuse campagne du talisman 445 et la place occupée par le commandant Cuignet et par Gregori dans la mythologie ligueuse d'avant-guerre. Enfin, les attaques contre les statues dreyfusardes participent à une reconnaissance dans l'opinion publique de l'existence de la ligue d'AF.

De même, l'affaire Thalamas est sans conteste l'acte de naissance des camelots du roi parisiens. Quelques semaines plus tard, ce sont les mobilisations contre les représentations du Foyer qui accélèrent la naissance des groupes de camelots en province.

La violence représente également un débouché à la matrice antisémite, intrinsèquement liée aux débuts de l'AF. L'affaire Bernstein puis les attaques de Maurras contre le juge Worms permettent aux militants d'occuper la rue et aux dirigeants de proposer une définition cohérente de l'antisémitisme d'État.

[872] Ces deux arguments sont notamment mis en exergue par le dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783

Ainsi, le recours à la violence est un des vecteurs essentiels de la mobilisation initiale au sein de la ligue d'AF. Cela étant, il ne faut pas négliger l'importance des pratiques intellectuelles et mondaines. En effet, à Paris et en province, les ligueurs d'AF se retrouvent davantage pour assister à des conférences, des messes ou des banquets que pour manifester bruyamment dans la rue.

Dans les années d'avant-guerre, l'ennemi allemand est évidemment ouvertement attaqué. L'affaire Andler puis les publications de *Kiel et Tanger* et de *l'Avant-guerre* permettent de mobiliser les ligueurs. De même la mobilisation bordelaise au moment de l'affaire Ruyssen prouve que cette thématique est importante même si elle reste, dans l'ensemble, assez secondaire comparée à la question antidreyfusarde.

Enfin, nous avons vu, qu'au cours de cette période, l'AF cherche un débouché populaire à sa mobilisation. Elle multiplie les prises de position en faveur du monde ouvrier et cherche, un temps, à s'entendre avec le syndicalisme révolutionnaire. Evidemment, même si les conséquences de cette tentative de rapprochement sont quasiment inexistantes à moyen et long termes, il n'empêche que l'ambiguïté est réelle et contribue à nourrir toute une littérature voulant faire de l'AF le berceau du fascisme européen.

Au final, depuis les inventaires de 1906 jusqu'à la veille de la guerre en 1914, les rapports de police enregistrent les succès croissants et continus de la ligue d'AF. Cette dernière parvient à acquérir « le monopole de la représentation royaliste » mais pas uniquement. Elle a également su agir avec plus ou moins de succès dans divers milieux notamment ouvriers.
Comment expliquer une telle réussite ? Pierre Nora fournit trois arguments essentiels : « la qualité d'une équipe jeune, combative, et sans liens avec les anciens mouvements royalistes »[873], « l'appui des milieux catholiques »[874], « la conjoncture internationale »[875].
Il faut également évoquer l'influence considérable de Maurras qui peut, à la veille de la guerre, se mesurer à la fois à la diffusion croissante du quotidien mais aussi et surtout au fait que Maurras est devenu « un écrivain reconnu par ses pairs et dont il importe d'être reconnu ».[876]

Ainsi, la ligue d'AF est très nettement en progrès avant 1914, portée par des cadres et un contexte favorable. Preuve de son succès, elle est directement évoquée, sans toutefois être citée par Aristide

[873] NORA Pierre, « Les deux apogées de l'Action française », *op. Cit.* p.130
[874] *Ibid* p.131
[875] *Ibid* p.132
[876] CHIRON Yves, *La vie de Maurras, op. Cit.* p.245

Briand lors d'un discours électoral en 1910 : il fait référence à « une campagne ardente de discrédit (…) contre le régime parlementaire, contre les institutions républicaines. » Et il continue en soulignant que « l'opinion mécontente (…) ne (fait) pas une atmosphère d'hostilité suffisante à cette agression contre la République » : « On voyait chaque jour les rues, les prétoires de justice envahis par des bandes désireuses de violences et de désordres ; on voyait des statues de républicains intègres et dignes de vénération, maculées, insultées ; on sentait que la bataille électorale allait se passer dans cette atmosphère d'hostilité ; les travailleurs s'écartaient du parti républicain... »[877]

[877] Discours d'Aristide Briand à Périgueux, octobre 1910, cité par CHIRON Yves, *La vie de Maurras*, *op. Cit.* p.244

Partie 2

La ligue d'Action française dans la Grande Guerre

Si la publication de l'Avant-guerre de Daudet a contribué à « énerver » une partie de l'opinion publique, on ne peut toutefois pas avancer que l'Action française désire la guerre. Elle est en revanche convaincue que cette dernière est inévitable et ses campagnes ont pour principal « objet de préparer les Français à la guerre à venir, de resserrer l'unité nationale, d'assurer qu'une forte armée fût prête. »[878] C'est ainsi que dans les années d'avant-guerre, l'AF lutte contre ceux qui, à l'image de Jaurès défendent une attitude pacifiste et conciliante à l'égard de l'Allemagne.

Il convient toutefois de rappeler que malgré sa haine tenace vis à vis de Jaurès, l'Action française n'a pas pris de part directe dans l'assassinat de ce dernier. Joseph-Paul-Boncour, plaidant pour la partie civile, l'établit sans conteste au procès de Villain en 1919.[879]

Charles Maurras lui-même nie farouchement, dès le 2 août, toute implication : « Nous nous sommes inclinés hier devant la dépouille sanglante de M. Jean Jaurès, et nous avons immédiatement exprimé la réprobation que nous inspirait cet attentat deux fois criminel puisqu'il est stupide. »[880]

On peut finalement remarquer que « si l'assassinat de Jaurès continue d'être attribué à l'Action française depuis près d'un demi-siècle, c'est en grande partie parce qu'en juillet 1914 son journal était le plus connu de toute la presse nationaliste et réactionnaire, et qu'on tenait largement compte de ses commentaires, à la différence d'autres publications similaires, mais plus obscures. »[881]

A la déclaration de guerre, l'AF fait immédiatement le choix de l'Union sacrée comme l'affirme Maurras dans les colonnes du quotidien : « Hier, il fallait attirer l'attention sur ce qui menaçait de nous affaiblir face à l'ennemi. Aujourd'hui l'ennemi est là. Ne pensons qu'à la victoire. »

Pendant la guerre, Maurras ne peut pas combattre en raison de son âge et de sa surdité. Il retire de cette situation une profonde tristesse et s'attache à présenter le combat comme un privilège. Le 1er août, il écrit : « A l'heure où l'on écrit ces lignes rien n'est moins assuré que la paix ou la guerre. La paix sourit à tous. La guerre est une charge subie, certes par tous, mais dont l'essentiel n'est assumé que par quelques-uns. Heureux, on peut le dire aujourd'hui, heureux ceux dont les cœurs et les bras auraient le privilège de combattre, de s'exposer et de frapper ! »[882] Il ajoute ensuite : « Il est beau de mourir pour l'idée à laquelle on se donne, il n'est pas moins beau de vivre pour elle, quand partout

---

878 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit*. p.109
879 *Ibid* p.111
880 MAURRAS Charles, *Les conditions de la Victoire. La France se sauve elle-même,* Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1917, p.8
881 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.112
882 MAURRAS Charles, *Les conditions de la Victoire. La France se sauve elle-même, op. Cit.* p.1

notre vie atteint à ce maximum d'intensité de dévouement, de détachement – le combat ! »[883]
A défaut de pouvoir combattre, Maurras souhaite « rendre sa plume utile » comme il l'explique dès le 1 août 1914 : « Il y a quinze ans que nous nous appliquons non seulement à donner un cerveau, un chef, un chef héréditaire, à la nation française, mais encore à lui retremper le moral. C'est à l'*Action française* que, au moment d'Agadir, un adversaire clairvoyant, M. Etienne Rey, faisait le principal honneur de ce qu'il appelait « la renaissance de l'orgueil français ». Nous avons toujours été opposés à tous les vertiges, celui de l'orgueil comme les autres, celui de l'orgueil personnel comme de l'orgueil national. Mais si, dans l'ombre et à l'écart, en ces temps où nous n'étions connus encore que d'une élite, il nous était pourtant possible de servir dans cette direction, nous conservons l'espoir de pouvoir servir encore au même grand objet. A défaut d'armes, nous nous efforcerons de rendre cette plume utile. »[884]
C'est d'ailleurs par sa plume que Maurras appelle les ligueurs à être des modèles : « Qu'ils soient des soldats accomplis ! Je ne dis pas seulement des guerriers, le sang français y suffirait. Qu'ils s'efforcent d'être bons militaires professionnels. Que leur docilité, leur impassibilité, leur esprit d'abnégation soient cités en modèle. Il faut des modèles partout. Que ces modèles soient donnés par l'unanimité des Camelots du Roi, des Etudiants et des Ligueurs d'Action française. Il y a des moments où une élite d'hommes peut tout emporter. »[885]

Si l'image du combattant est ainsi largement glorifiée dans les colonnes du quotidien, il convient de rappeler que le départ de ses hommes pèse très lourdement sur la ligue d'AF d'autant plus qu'il s'inscrit dans la durée ce qui n'était absolument pas envisagé au départ par l'opinion publique. En effet, comme le souligne François Cochet, « dans l'outillage mental de la première décennie du XXème siècle, le phénomène guerrier n'est pas pensé dans la durée », ainsi, la société envisage et accepte un temps de guerre court.[886] Elle va devoir s'adapter à une nouvelle réalité, cherchant à se convaincre sans cesse que « le barbare, c'est l'autre »[887], ce qui ouvre évidemment un énorme espace à la propagande d'AF qui s'évertue à le prouver depuis déjà plusieurs années.

---

883 *Ibid p.3*
884 Quotidien d'*AF* 1 août 1914
885 MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire. La France se sauve elle-même, op. Cit.* p.4
886 COCHET François, *La Grande Guerre. Fin d'un monde, début d'un siècle,* Perrin, Ministère de la Défense, Paris, 2014, p.59
887 *Ibid* p.97

Chapitre 1 :

Le positionnement de l'Action française au sein de l'Union sacrée

I. L'Union sacrée : efforts réels mais entorses habituelles

1) Les efforts concédés par l'AF

L'entrée en guerre marque un tournant brutal dans le comportement intellectuel de l'AF : elle choisit l'Union sacrée et redéfinit donc ses priorités. La lutte contre la République est remplacée par la lutte contre l'Allemagne.

Le « talisman » disparaît des colonnes du journal dès le 3 août. Maurras justifie cette prise de position : « Hier, il fallait montrer les causes vives qui risquaient de nous affaiblir devant l'ennemi. Aujourd'hui, l'ennemi est là et nous ne pensons qu'à la victoire. »[888]

Le 30 juillet 1914, avant même la déclaration de guerre, Bainville lance un appel à la presse française dans lequel il invite ses confrères à prendre « l'engagement d'honneur de ne publier, sur les préparatifs militaires de leur pays, aucune information qui n'ait été communiquée par les administrations compétentes et responsables aux fins mêmes d'une publication. »[889] Le choix de l'Union sacrée est déjà clairement exprimé. L'Action française accepte la censure de la presse et refuse farouchement de s'associer à la pétition du Figaro contre cette dernière en 1915. Charles Maurras s'en explique le 1er septembre : « La liste des signataires de la pétition du *Figaro* s'allonge.

[888] MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire. La France se sauve elle-même, op. Cit.* p.17
[889] MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.126

Nous sommes à peu près seuls pour un avis presque contraire, nous qui n'avons aucun intérêt de parti ni de clan à le soutenir ; nous à qui la liberté de la presse profiterait plus qu'à personne ; nous qui défendons simplement les conditions de la paix intérieure et de la victoire. »[890]

Début 1915, l'AF soutient le ministère Viviani et en particulier Millerand, le ministre de la Guerre, alors très critiqué pour son gaspillage des effectifs. Charles Maurras revendique son soutien au gouvernement et écrit le 5 janvier : « Voilà pourquoi toute idée de changement devant l'ennemi nous a toujours causé une horreur profonde. Voilà pourquoi non seulement cette pensée n'a jamais pu nous effleurer l'esprit, mais on nous a toujours trouvés au premier rang des défenseurs et des soutiens de l'administration sur laquelle pesait la lourde charge d'expédier les affaires pendantes. Nous avons soutenu le cabinet qui était en fonction au 2 août. Nous avons soutenu le cabinet remanié du 26 août. Nous soutiendrons tout autre cabinet qui succédera, mais non sans avertir que toute tentative formée du dehors pour renverser ou supplanter ce qui existe, émane de gredins et de misérables qu'il serait utile et raisonnable de fusiller. »[891]
Et Maurras continue en ces termes lapidaires : « Une seule chose est nécessaire, c'est la victoire. On ne vaincra pas en se déchirant à l'intérieur, en s'abandonnant au désordre ou à l'incohérence de cette scandaleuse instabilité ministérielle qui fut la loi de ce régime, mais qui peut et doit être conjurée par la vertu de la présence de l'ennemi. »[892]
Après la guerre, en 1919, lors du procès Malvy, Léon Daudet réaffirme ce positionnement de l'AF : « A *L'Action française*, journal royaliste, nous avons, justement parce que royalistes, défendu tous les ministres en fonction, à partir du moment où ils ont exercé leurs fonctions jusqu'au moment où ils les ont quittées… S'agissait-il même de ministres que nous avions attaqués autrefois violemment, nous pensions que ce n'était pas le moment de les rabaisser devant l'ennemi. Et plus nous les avions attaqués, plus nous les soutenions pendant la guerre. »[893]

Le soutien de l'AF au gouvernement est sans conteste une réalité, Raymond Poincaré écrit d'ailleurs dans ses *Mémoires* en octobre 1917 : « Depuis le début de la guerre, Léon Daudet et Charles Maurras ont oublié leur haine contre la République et les républicains pour ne plus penser qu'à la

---

890 MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, Ministère et Parlement*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916, p.7
891 MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, Le Parlement se réunit*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916, p.67-68
892 *Ibid* p.69
893 Cité par KUPFERMAN Alfred, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale : 1915-1918 », Actes du deuxième colloque Maurras « Tendances et perspectives des études maurrassiennes », Aix en Provence, Institut d'études politiques, 31 mars, 1 et 2 avril 1970, pp.121-144, p.122

France. »[894]

Un rapport des RG du 1er mai 1915 souligne que « l'attitude des dirigeants du mouvement royaliste reste, en somme, correcte ; certains royalistes estiment même qu'ils font preuve d'une mansuétude exagérée à l'égard du Gouvernement. Mais Charles Maurras, qui joue le rôle de porte-parole du prétendant, ne cesse de répéter que l'ordre formel du Prince est d'arrêter net toute opposition politique et de n'avoir d'égards qu'au service de la Patrie. »[895]
Une étude du mouvement royaliste datée de septembre 1915 insiste également sur le soutien apportée au gouvernement par Charles Maurras : « Charles Maurras et la politique extérieure de l'Action française : un mot pourrait la définir : « Défense du gouvernement établi ». Les Ministres républicains au pouvoir et principalement MM. Viviani, Millerand et Delclassé n'ont pas de plus ardent défenseur que le chef de la ligue d'Action française. Mais, les articles de Maurras, malgré le talent de l'écrivain, malgré sa vaste documentation n'ont qu'une portée fort restreinte : il écrit pour les intellectuels et ses campagnes n'ont d'effets que sur les élites de son propre parti. Le nombre des adhésions amenées par Maurras à la cause royaliste n'atteindra jamais, malgré sa prodigieuse activité, qu'un chiffre négligeable. »[896]
Cette étude rapporte aussi que : « Si Maurras, Bainville, Vaugeois et Challamel après Pujo sortent parfois dans leurs polémiques des limites que devraient imposer l'Union sacrée, ils n'en conservent pas moins une part d'aménité et souvent même de courtoisie vis à vis de leurs adversaires. »
Cela étant, comme le souligne Olivier Dard, « vaincre l'ennemi ne signifie pas pour Maurras faire table rase du passé. Il faut comprendre son choix comme celui d'une trêve imposée par les circonstances et qu'il entend respecter dans les bornes qu'il a lui-même fixées. »[897]

Dans les sections de province, même si la propagande continue plus ou moins ouvertement, il n'empêche que le mot d'ordre reste clairement celui de l'Union sacrée. A Bordeaux, en 1916, les dirigeants de la section affirment lors d'une réunion que « pour le moment, le mot d'ordre est de soutenir le gouvernement au point de vue de la Défense nationale, et il faut se montrer avant tout patriote et français. »[898] En 1917, Paul Courcoural fait à nouveau remarquer que « l'Union sacrée, partout si indispensable, est rigoureusement observée par les catholiques et par tous les bons

---

894 MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, Le Parlement se réunit*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916, p.69
895 Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
896 Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
897 DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.121
898 Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 24 octobre 1916, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559

Français. »[899] Louis Laville de Lacombe s'inquiète, quant à lui, de la Révolution russe et affirme « crainte de voir en France le peuple suivre la même voie contre le Gouvernement et porter ainsi un coup fatal à la Défense nationale. Le moment, dit-il, n'est pas venu de s'insurger contre nos gouvernants, soyons Français avant tout et patriotes, après la victoire, nous ferons le reste. »[900]

Plusieurs anecdotes de terrain étayent cette volonté de l'AF de respecter l'Union sacrée. Le 13 janvier 1916, par exemple, l'AF demande à sa section du Bas-Berry de cesser la distribution de la brochure « L'Action française, ce qu'elle est, ce qu'elle veut ». Le journal explique : « Nous apprenons que certaines autorités militaires voient des inconvénients à la distribution de cette brochure. Nous prions donc très instamment nos amis d'interrompre leurs envois afin de ne pas gêner l'entente nécessaire à la Défense nationale qui doit tout primer. »[901]

L'AF se comporte de la même manière, en mars 1916, au sujet de la publication de la Vermine du monde de Léon Daudet. Georges Jeanniot (dessinateur d'affiches sur les atrocités allemandes) a dessiné une affiche annonçant la parution du feuilleton.[902] L'affiche de Jeanniot est censurée par la préfecture de police[903]. L'AF la met tout de même en vente pour les collectionneurs mais insiste à de nombreuses reprises sur l'interdiction de l'afficher.[904]

Toujours dans l'optique d'affirmer sa participation à l'Union sacrée, l'AF relate « un incident » en date du 27 décembre 1916: « Hier, rue du Croissant et dans une partie de la rue Montmartre, vive effervescence : des camelots professionnels profitent de l'absence du conducteur et du camionneur chargés de porter au pilon d'anciennes affiches, ont volé plusieurs centaines d'affiches et se sont mis à les vendre au public comme un document nouveau et sensationnel... Tout aussitôt grande émotion dans le quartier : ces affiches éditées lors de la dernière campagne électorale, portaient en tête « A bas la République, Vive le Roi ! Notre administrateur délégué a immédiatement prévenu le Procureur de Police et le Préfet de police »[905]
L'AF présente cet épisode, qui aurait été largement salué et mis à l'ordre du jour de la ligue quelques mois plus tôt, comme un « incident » et l'action des camelots est condamnée.

---

899 Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 14 février 1917, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559
900 Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 4 avril 1917, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559
901 Quotidien d'*AF* du 13 janvier 1916
902 Quotidien d'*AF* du 8 mars 1916
903 Sur la question de la censure voir : FORCADE Olivier, *La censure pendant la Grande Guerre*, Fayard, Paris, 2016
904 Quotidien d'*AF* du 17 mars 1916
905 Quotidien d'*AF* du 27 décembre 1916

Ainsi, l'AF opère un virage propagandiste conséquent avec pour ambition de prouver son appartenance à l'Union sacrée. Evidemment, la réalité du comportement de l'AF doit être nuancée. En effet, pendant la guerre, « si les troupes sont silencieuses, les chefs du mouvement continuent à beaucoup écrire, chacun poursuivant son objectif particulier. »[906]

De plus, le travail de l'Institut reprend ses séances dès le mois de janvier 1915.[907] Louis Dimier y donne des cours sur Bossuet (janvier 1916) ; Dom Besse propose des cours sur « L'Eglise en France » (mai et juin 1916) ; Louis Dimier expose une étude sur Descartes (décembre 1916) ; Louis Dimier toujours débute une étude sur Buffon (décembre 1917) ; en juin 1918, l'Institut propose des conférences de Dom Besse sur « Les ordres religieux et la France, de la guerre de cent ans à la révolution ».

2) La matrice catholique

Entre septembre 1914 et décembre 1916, Maurras rédige « 139 articles défendant le Pape, l'Eglise et le clergé. »[908] Jacques Prévotat explique qu'il est intéressant de relever la façon dont Maurras défend la religion catholique : « La défense du rite, de l'institution, des mœurs cléricales, de la hiérarchie n'est pas séparée de la défense religieuse, au sens doctrinal du terme. »[909] Ces articles sont réunis dans le volume *Le Pape, la guerre et la paix* publié en 1917.

C'est toutefois surtout Louis Dimier qui est chargé des questions religieuses dans le quotidien pendant le conflit.

A Paris, l'AF a très tôt dénoncé « la rumeur infâme ». Charles Maurras écrit le 4 octobre 1914 : « Une sourde campagne, la campagne de la « guerre des curés » continue à être menée. Une vague rumeur répète que l'immense effusion de notre sang français a été provoquée, désirée, payée même par les prêtres ou par les nobles, ou par les riches ou par les bourgeois. Deux honorables protestations officielles, émanant d'un préfet et d'un sous-préfet ont constaté le fait pour la Savoie et pour la Loire-inférieure. Le même fait, qui serait honteux pour le pays, s'il en était le fruit naturel, a été observé en Dordogne par M. Fonsegrive qui en a parlé deux fois au Correspondant. M. de Mun,

906 Rapport des renseignements généraux de novembre 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
907 Réouverture de l'Institut d'AF le 19 janvier 1915
908 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.117
909 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.200

à l'*Echo de Paris*, possède un volumineux dossier de ces infamies. La Croix signale que les mêmes bêtises méchantes se répètent dans un grand nombre d'autres départements. Les premiers dans la presse parisienne, nous avons abordé en rougissant cet affreux sujet. Nous y avons apporté toute la mesure possible, et c'est au nom de l'honneur français que nous avons adjuré nos concitoyens de réfléchir, d'intervenir, d'obliger les pouvoirs publics à prendre une initiative d'ensemble, la seule qui soit en état de nous dégager tous du contact avec l'abjection et l'ineptie... »[910]

Et Maurras continue : « Cette façon de dénoncer dans le clergé, dans ses cloches, dans ses églises des éléments intéressés à la défaite française et à la victoire allemande réalise le plus cruel, le plus impie, le plus diviseur des scandales. Cette division doit être conjurée et ce scandale doit finir. »[911]

Maurras appelle le gouvernement à intervenir : « Plus on tarde, plus on encourage des passions sans aveu et des intérêts sans honneur. Plus on expose, plus on découvre « l'union sacrée ». (…) Je ne crois pas à la fonction spirituelle et dogmatique de l'Etat, mais je crois à son influence morale. »[912]

Ainsi, pendant la guerre, toute attaque contre l'Eglise ou contre la papauté est l'objet d'une vigoureuse contre-offensive. Maurras mais aussi Barrès s'attaquent successivement à *La Dépêche de Toulouse, L'Humanité, La Guerre sociale.*

Quoi qu'il en soit, si la « rumeur infâme » a de durables prolongements, il n'empêche que la guerre contribue à transformer « profondément la nature et la situation de l'anticléricalisme : il ne connaîtra plus jamais, après 1918, l'audience, le crédit, l'influence dont il avait disposé, avec intermittences, entre 1815 et 1914. »[913]

Le silence du pape Benoît XV devant la violation de la neutralité belge et le refus de condamner les crimes perpétrés par l'Allemagne, loin d'être critiqués, sont expliqués et justifiés, du point de vue international et du point de vue de l'indispensable neutralité pontificale. Maurras présente une apologie de la fonction internationale de la papauté et de l'Eglise, « seule Internationale qui tienne ». »[914]

En août 1917, Benoît XV prend position en faveur d'une paix de compromis, ce qui met l'AF devant un dilemme : « ou suivre le pape et son internationalisme, ou l'abandonner, au nom de la défense des intérêts nationaux, mais affronter du même coup une redoutable contradiction. »[915] Finalement, l'AF, à travers Maurras, choisit de louer la noblesse des intentions du pape mais de récuser sa compétence : « Il est très naturel qu'un pouvoir purement spirituel et moral comme le Saint-Siège se

---

910 MAURRAS Charles, *Les conditions de la Victoire, La France se sauve elle-même*, op. Cit, p.263
911 *Ibid*, p.275
912 *Ibid* p.274-275
913 REMOND René, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, Paris, p.230
914 PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.*, p.30-31
915 PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.204-205

fasse de hautes et nobles illusions sur la force des idées et sur l'empire des contrats dans le train douloureux des affaires humaines. »[916]

Au cours de la guerre, les milieux catholiques sont de plus en plus séduits par les arguments de Maurras. Jacques Prévotat souligne que les efforts de propagande dans le clergé ont porté leurs fruits. Un rapport des RG de mai 1915 le confirme : « Sous l'influence de ces campagnes en faveur de la papauté et du monde religieux, les membres du clergé viendraient de plus en plus nombreux aux idées royalistes et on cite, comme un fait caractéristique, l'évolution du clergé de la Vendée, pourtant jusqu'ici réfractaire, en raison des racines profondes qu'y ont laissées les doctrines du Sillon »[917] De même, un autre rapport de novembre 1916 souligne également qu'un « grand nombre de membres du clergé, étalant ouvertement leurs sympathies politiques dans des conditions non encore observées jusqu'ici, ont apporté leur appui financier à l'organe monarchiste. »[918]
Toutefois, les objections de fond demeurent ; les adversaires aussi. Ces derniers ont cherché à faire promulguer par Benoît XV la condamnation de Pie X de janvier 1914. Après plusieurs rebondissements ce dernier ne publie pas le décret mais les inimitiés de Maurras en haut lieu sont toujours aussi nombreuses et la lutte contre l'AF persiste dans certains milieux catholiques.

3) La défense du classicisme contre la politique culturelle de la République

Comme le démontre Martha Hanna, tout au long du conflit, l'AF ne ménage pas ses efforts pour tenter de discréditer la République « en l'identifiant directement ou par insinuation, avec les trop critiqués principes de la philosophie allemande »[919]. Les arguments intellectuels et le programme de l'AF précèdent évidemment la guerre, mais « c'est la guerre et les débats qu'elle suscite en France qui lui confèrent une crédibilité et une réputation de prescience intellectuelle dont le mouvement ne jouissait pas avant 1914. »[920]

---

916 MAURRAS Charles, « Le pape, la guerre, la paix », 8 août 1917, cité dans PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.205
917 Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
918 Rapport des renseignements généraux de novembre 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
919 HANNA Martha, « Contre Kant et la *Kultur.* La critique culturelle de l'Action française pendant la Grande Guerre », dans DARD Olivier, LEYMARIE Michel, MCWILLIAMS Neil (Dir.), *Le maurrassisme et la culture, op. Cit.* p.128
920 *Ibid.* p.121

Dès la publication dans les colonnes du *Temps* du Manifeste des 93, texte allemand reproduisant « un appel au monde civilisé », Maurras rétorque en rendant ouvertement Kant et Luther responsables des problèmes de l'heure présente. Il en profite également pour affirmer que la Révolution française est issue des idées allemandes et que « c'est le devoir patriotique des vrais Français de combattre la Révolution aussi ardemment qu'ils luttent contre son complice allemand. »[921]
En 1915, Léon Daudet et Pierre Lasserre développent les mêmes idées que Maurras. Daudet publie *Contre l'esprit allemand : de Kant à Krupp* tout d'abord dans *Le Correspondant* puis par la maison d'édition catholique Bloud et Gay et Lasserre publie *Le germanisme et l'esprit humain* chez Edouard Champion. Il est intéressant de souligner que ces éditeurs ne sont pas des habitués de la cause du nationalisme intégral, preuve du succès des thèses défendus par les dirigeants de l'AF.

Toutefois, la simple critique de la philosophie allemande et de son influence dans les mondes universitaire et républicain français est insuffisante. Pour lutter efficacement contre l'erreur philosophique allemande, il faut retourner vers la tradition classique. Cette idée n'est pas nouvelle à l'AF mais la guerre lui offre une caisse de résonance inattendue en même temps qu'un moyen de continuer à dénoncer la République indirectement, malgré l'Union sacrée.

En 1917, le débat franchit une étape supplémentaire lorsque Maurras et Vaugeois dénoncent tous les défenseurs des principes kantiens, y compris Wilson « comme des agents ennemis travaillant pour la destruction de la France et la victoire de l'ennemi. »[922] Maurras abandonne toutefois ses attaques contre Wilson après l'entrée en guerre des Etats-Unis et son engagement à lutter jusqu'au bout.

Ainsi, tout au long du conflit, l'AF dénonce les principes kantiens et appelle de ses vœux un retour au classicisme. L'aspect strictement intellectuel de la question est évidemment essentiel mais en lisant entre les lignes, on comprend bien que l'AF a trouvé par ce biais le « moyen parfait de déclarer la guerre simultanément à l'Allemagne ennemie et à la Troisième République. »[923]
Nous avons ici clairement un point de friction entre l'AF et la République même s'il est clair qu'il n'a pas eu de réel impact dans l'opinion publique à la différence des multiples campagnes de Daudet contre l'espionnage allemand en France.

---

921 *Ibid* p.123
922 *Ibid* p.128
923 *Ibid* p.130

II. Les campagnes de dénonciation de l'espionnage allemand

Comme le souligne Laurent Joly, « la fureur nationaliste de l'organe du « nationalisme intégral » se concentre désormais sur « le Boche », et les obsessions conspirationnistes de Daudet font merveille dans le contexte de la guerre » même si ces dernières représentent « autant d'entorses à l'Union sacrée – toujours faites en son nom... »[924]

1) La toute-puissance de la matrice antigermaniste

La campagne de l'*Avant-guerre* de Léon Daudet continue évidemment pendant le conflit. Ce dernier estime que la France est entièrement gangrénée par l'ennemi allemand. Une citation de son ouvrage *L'Hécatombe* résume assez bien ses accusations : « L'histoire dira que l'Etat républicain a laissé venir la guerre européenne de 1914-1918 sans s'y préparer, sans rien faire pour l'empêcher. Il s'est laissé surprendre par elle, au moment le plus défavorable pour le pays, alors que la majorité de la Chambre était pourrie de germanophilie ; alors que d'importantes portions du territoire étaient aux mains de grands industriels allemands ; alors que la route de l'invasion imminente était jalonnée d'agents allemands ; alors que d'influents établissements bancaires, en France, étaient aux mains des financiers allemands ; alors qu'au sommet de la police (préfecture de police et sûreté générale) se trouvaient des accointances et des connivences allemandes. Ajoutons à ceci que le haut enseignement de la Sorbonne subissait les méthodes allemandes, la philosophie allemande, les directives allemandes ; que la prétendue morale laïque était, en réalité, une morale protestante recouvrant le matérialisme apatriote, ou antipatriote de l'enseignement primaire. »[925]

Un élément est particulièrement notable dans ces lignes : l'absence de l'argument antisémite. Pendant la guerre, il est tout à fait intéressant de remarquer que l'argument antisémite est relégué au second plan. Alors que l'ouvrage *L'Avant-guerre* était une charge virulente contre l'espionnage « juif-allemand » ; au cours du conflit, même si « Daudet multiplie les écarts, s'en prend aux « Juifs de presse », décrit une profession totalement dominée par « Israël », et salue à sa manière la mort d'Alfred Naquet ce « sémite effrayant », père de la loi sur le divorce en 1884 (…) ; lorsqu'un espion

[924] JOLY Laurent, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 4/2012 (n° 59-4) , p. 97-124, p.99-100

[925] DAUDET Léon, *L'hécatombe, Récits et souvenirs politiques 1914-1918*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1923, p.295-296

allemand « confondu » par ses soins s'avère être juif, le propos antisémite ne fait généralement qu'accompagner l'insulte suprême qui consiste à être « l'Allemand » ou le « Boche » ».[926] Cette réalité est à mettre en corrélation avec l'apparition progressive de la notion de « Juif bien-né » qui combat loyalement pour la France. Maurras explique d'ailleurs au 7ème congrès d'AF de 1920 : « Nous avons laissé de côté (l'antisémitisme), de façon très constante et délibérée. Sans grandes illusions, d'ailleurs. Simplement pour rendre plus faciles les rapports entre citoyens français devant l'ennemi. »[927]

Léon Daudet voit donc dans le déclenchement de la guerre une confirmation de ses accusations. Charles Maurras aussi utilise les faits de guerre pour confirmer certaines de ses hypothèses sur l'Allemagne comme l'explique Michel Grunewald : « la vision de l'Allemagne qui se dégage des écrits de Maurras est au moins autant fondée sur le désir d'analyser réellement les événements qui suscitent ses commentaires que sur l'utilisation des événements en question afin de confirmer l'exactitude d'hypothèses préexistantes à l'intérieur de son système. »[928]

A partir d'août 1914, Daudet publie dans le quotidien « La chasse aux maisons boches » dans laquelle il propose des extraits de l'*Avant-guerre* ou de nouveaux passages concernant de soi-disant espions. De nombreux noms sont cités au cours des mois : Thurnauer, Heller, Frischauer, Maggi. En réalité, presque aucune des accusations publiées dans cette série d'articles n'est fondée.[929]
Ce qui ne semble pas l'empêcher de convaincre l'opinion : « Certains actes d'espionnage découverts depuis le début de la guerre, certaines maladresses de naturalisés lui ont suffi pour jouer au prophète et crier à la confirmation de ses écrits. Il faut reconnaître d'ailleurs que depuis la guerre, Daudet est pris au sérieux par bon nombre de gens qui, auparavant, ne le lisaient pas ou restaient sceptiques en présence de ces affirmations. »[930]
De plus, ses accusations incitent le pouvoir républicain à adopter la loi du 7 avril 1915 (complétée par celle du 18 juin 1917) qui décide « une révision générale des naturalisations accordées aux anciens sujets d'une puissance en guerre contre la France ». La loi prévoit de retirer la nationalité à tous ceux qui seront condamnés pour espionnage. Au total, 25 000 personnes voient leur situation réexaminée. Parmi elles, 549 sont déchues de la nationalité française, principalement pour

---

926 JOLY Laurent, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *op. Cit.* p.100
927 Rapport de Charles Maurras au 7ème congrès d'Action française, Quotidien d'AF du 19 mars 1920
928 GRUNEWALD Michel, « Maurras et l'Allemagne éternelle », cité dans Olivier DARD, *Charles Maurras, op. Cit.* p.129
929 JOLY Laurent, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *op. Cit.* p.99
930 Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

insoumission et un tiers d'entre elles sont internées en camp de concentration.[931]

2) La campagne du Bonnet rouge

Ainsi, l'influence d'AF est déjà croissante en avril 1915, lorsque Daudet organise trois grandes conférences sur l'espionnage allemand. Il n'en tient qu'une seule, ses propos antirépublicains au cours de la première l'obligent à annuler les deux suivantes. C'est d'ailleurs à l'occasion de l'annulation de ses conférences que Daudet commence à s'intéresser à Malvy : « Jusque-là, mon attention n'avait pas été attirée sur Malvy, radicaillon de province, petit valet de Caillaux (disait-on), mais dont la bamboche à Bordeaux, lors de l'exode, avait fait *très* mauvais effet. Je m'informai. »[932]. Daudet confirme un peu plus loin : « Le premier adversaire que nous rencontrâmes devant nous, en cette occasion, et qui se démasqua sottement par l'interdiction de mes conférences (alors qu'il autorisait celles des révolutionnaires et de Sébastien Faure) fut Malvy. Dès qu'ils sentirent leur conjuration surveillée, Caillaux et Malvy mirent en ligne contre nous le *Bonnet rouge* et leur police spéciale »[933]

C'est donc au cours de l'été 1915, que les mauvais rapports entre l'AF et le *Bonnet rouge* s'accentuent. Le *Bonnet rouge* attaque alors l'AF en affirmant que cette dernière est au service de l'ennemi dans la mesure où elle veut abattre la République.[934] Daudet est accusé d'être un « agent prussien » et Maurras est traité de « péteux » et de « mufle de masturbateur ».[935]
Une note d'un correspondant de juin 1915 affirme alors que « l'opinion unanime est que les attaques contre Daudet sont trop violentes pour être prises au sérieux. »[936]
L'AF remporte son procès pour diffamation en octobre 1915 mais en mars 1916, « la cour d'appel diminue substantiellement les peines frappant Almereyda et son quotidien. »[937]
Après cet arrêt de la Cour d'appel, l'AF réfléchit à un pourvoi en Cassation mais, d'après une note des RG, « malgré l'avis formel de l'avocat de l'Action française, l'opinion fortement exprimée de M. Maurras l'a emporté. M. Maurras a déclaré qu'en temps de paix, c'eût été une jolie occasion de faire de la bonne musique, en poussant, armés du texte du jugement du 12 octobre, la polémique et les

[931] NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXème et XXème siècle), op. Cit.* p.301
[932] DAUDET Léon, *L'hécatombe, Récits et souvenirs politiques 1914-1918, op. Cit.* p.90
[933] *Ibid* p.298
[934] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.122
[935] LE NAOUR Jean-Yves, *L'affaire Malvy. Le Dreyfus de la Grande Guerre*, Paris, Hachette Littérature, 2007, p.135
[936] Note d'un correspondant, 18 juin 1915, Archives nationales, Paris, F7 12 846
[937] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.122

choses à l'extrême. Mais, dans les circonstances présentes, au moment où tous les cœurs français battent à la lecture des communiqués et des phases que subit la bataille de Verdun, il y avait lieu de ne pas distraire l'attention publique des préoccupations angoissantes du front, et de laisser passer les délais d'appel. »[938]

L'affaire est relancée en septembre 1916 après une perquisition faite chez Almereyda et Landau pour un prétexte évidemment faux de recherche de morphine et de cocaïne[939]. En réalité, il semble bien que cette affaire démontre une modification sensible de l'état d'esprit du gouvernement.

Maurras débute alors sa campagne contre Almereyda en l'accusant d'être un agent de l'Allemagne et de s'être rendu à Carthagène pour y rencontrer des émissaires de Berlin, venus en sous-marin : « L'appui matériel incontestable prêté à l'ennemi par une feuille dont chaque ligne tendait à décourager la défense nationale ou à exciter les haines des citoyens, cet appui était-il le simple effet des « opinions extrêmes » professées par l'honorable citoyen, polémiste et voleur ? Ou fallait-il y voir une intention, une volonté délibérée et, par suite, l'effet possible de suggestions et de tractations criminelles ? »[940]

Alfred Kupferman affirme que ces informations ont été fournies à l'AF par l'Elysée et que les articles de Maurras paraissent à la demande de Poincaré, Barrès ayant servi d'intermédiaire.[941] Si cette information est évidemment séduisante, il n'empêche que l'historien ne cite pas de sources qui permettent de la corroborer.

Maurras dénonce également le fait que le *Bonnet rouge* soit financé par des fonds allemands introduits par l'administrateur du journal Edmond Duval. De plus, l'AF accuse le journal de bénéficier de subsides à titre privé de Caillaux et d'une subvention publique de Jean-Louis Malvy, radical-socialiste et ministre de l'intérieur depuis juin 1914.

En mai 1917, Edmond Duval est arrêté avec un chèque de la Banque fédérale suisse. Le commissaire militaire de Bellegarde saisit le chèque et l'expédie à Paris à la Section économique de l'Armée. « Sans doute, Duval, aidé par Goldsky et Landau[942], parvient-il à se faire restituer le chèque le 27 mai. Néanmoins, il est perdu, et Leymarie[943] avec lui, qui a autorisé la levée de la

---

938 Note des RG, mai 1916, Archives nationales, Paris, F7 12 846

939 Note des RG, 9 septembre 1916, Archives nationales, Paris, F7 12 846

940 MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 9 septembre 1916

941 KUPFERMAN Alfred, « *Le rôle de Léon Daudet et de l'Action dans la contre-offensive morale 1915-1918 », op. Cit.* p.126

942 Rédacteurs de *La Tranchée républicaine,* journal satellite au *Bonnet rouge* lancé grâce au versement de 10 000 francs par Edmond Duval

943 Nouveau chef de la Sûreté et ancien chef de cabinet de Malvy

saisie, et Goldsky et Landau, pour avoir sollicité la restitution de ce chèque, preuve d'une trahison. »[944]

Après cet épisode, l'AF accélère encore sa campagne de presse et accuse alors indifféremment Almereyda, Duval, Caillaux et Malvy. Le 22 juillet 1917, Malvy est durement interpellé au sujet de cette affaire par Clemenceau.[945]

Ainsi, en 1917, la campagne de Léon Daudet a sans conteste fait des émules. Si en 1916, il est relativement seul, à l'été 1917, « il trouve à ses côtés Clemenceau, dans *L'Homme enchaîné*, Barrès dans *L'Echo de Paris*, Pierre l'Ermite dans *La Croix*, Berthoulat dans *La Liberté*, Bérenger dans *Paris-Midi*, Hervé dans *La Victoire*, Capus dans *Le Figaro. »*[946]

Le 6 août, Almereyda est arrêté et retrouvé mort en prison quelques jours plus tard. L'AF accuse Malvy d'avoir commandité l'assassinat. Dos au mur, Malvy démissionne le 31 août 1917. Maurras écrit alors : « La démission de M. Malvy s'imposait. C'est un fait qui n'a plus besoin d'être jugé. Le public dira : - Un de plus au tableau de Léon Daudet. - Et les habiles ? - Les habiles penseront comme le public. »[947]

Daudet ne s'arrête toutefois pas là et dépose, le 30 septembre cette lettre à Poincaré : « M. Malvy est un traître. Il trahit la défense nationale depuis trois ans avec la complicité de M. Leymarie (son chef de cabinet) et de quelques autres. Les preuves de cette trahison surabondent. Il serait trop long de vous les exposer. Sachez seulement que M. Malvy a fait renseigner exactement l'Allemagne sur tous nos projets militaires et diplomatiques, notamment par la bande d'espions du *Bonnet rouge* et de son ami Vigo dit Almereyda (…) et par le sieur Soutter, directeur de la Maggi Kub. C'est ainsi que le haut commandement allemand a connu point par point, pour ne citer qu'un exemple, le projet d'attaque du Chemin des Dames (…), des documents d'une authenticité indiscutable montrent la main de M. Malvy et de la sûreté générale dans la mutinerie militaire et les tragiques événements du mois de juin 1917 (…). Le seul moyen de détruire le plan allemand est donc de prendre les devants et de déférer aux tribunaux militaires le misérable par qui la France a été livrée, morceau par morceau, à l'ennemi. »[948]

A la demande de Malvy, qui souhaite faire connaître les accusations qui pèsent contre lui, cette lettre est lue à la Chambre le 4 octobre 1917. L'Action française se retrouve ainsi au cœur de la

---

944 KUPFERMAN Alfred, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action dans la contre-offensive morale 1915-1918 », *op. Cit.* p.138

945 Alfred Kupferman note que Clemenceau aurait bénéficié d'informations de la part de Daudet. Il écrit : « Le co-directeur de l'*Action française* n'a jamais dit en toutes lettres qu'il avait documenté Clemenceau. Reste que ce dernier paraît utiliser les mêmes sources, et que les deux hommes ont un ami commun : Gustave Geffroy, de l'Académie Goncourt. », p.131

946 *Ibid* p.128

947 MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 1er septembre 1917

948 J. O du 4 octobre 1917

tempête politique. Même si les accusations de Daudet sont déclarées sans fondement avant même le jugement de Malvy, l'enquête met à jour d'autres accusations notamment de négligence ce qui permet à l'AF de bien s'en sortir à tous les niveaux même si la lecture de cette lettre est à l'origine d'une accentuation des mesures gouvernementales contre l'AF avec, notamment, l'affaire des panoplies.

III. L'Action française face aux autorités

Eugen Weber affirme qu'en 1915, « les rapports de police (louent) ces patriotes irréprochables (que sont) les militants royalistes et (s'émerveillent) du calme qui (règne) dans les milieux d'Action française où chacun se (déclare) patriote avant tout »[949]
La réalité semble toutefois plus nuancée. Nous avons retrouvé plusieurs notes de police, études ou rapports des renseignements généraux, à Paris et en province, qui montrent que les autorités surveillent de près les activités de l'AF et, bien que nuancés, s'inquiètent de ses succès.

1) La surveillance « passive » : 1915-1916

Une note datée du 27 avril 1915 rapporte que l'AF a gagné de nouveaux adhérents bien que ces derniers ne soient pas des royalistes convaincus : « Ce qui est le plus digne d'attention, ce sont les lettres qui accompagnent les demandes d'adhésion, lettres pleines de colère contre les membres du gouvernement qui ont été opposés à la loi des 3 ans, lettres pleines d'espoir de voir chasser du cabinet les socialistes et les radicaux-socialistes. On doit la vérité de dire qu'il n'y est presque jamais question d'un prétendant au trône. Il s'agit en règle générale de protestations contre les sévérités de la censure ou contre des nominations qualifiées de scandaleuses. La Ligue d'Action française semble devenir, en attendant mieux, un refuge de mécontents. On a parcouru plusieurs de ces lettres ; beaucoup émanent de soldats, de sous-officiers ou d'officiers de réserve en service sur le front. (…) Il est indéniable que, sous le couvert de l'Union sacrée, le parti royaliste recrute des adhérents parmi tous ceux que la guerre atteint ou qu'elle mécontente. »[950]

Une autre note de police datée d'avril 1915, explique le regain d'activité de l'AF[951] : « L'opposition réactionnaire qui sommeillait depuis le début de la guerre et qui semblait vouloir se tenir à l'écart de toute action militante pendant la durée des hostilités a, depuis deux mois, sensiblement modifié son attitude. Les organisations royalistes, issues de l'AF, un moment désemparées par les appels successifs de la mobilisation, manifestent de nouveau une activité qui est en flagrante contradiction avec la retenue patriotique prônée et affichée par les dirigeants du mouvement. »

[949] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.113
[950] Note du 27 avril 1915, Archives nationales Paris, F7 13 195
[951] Rapport sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

La note met en avant plusieurs explications à ce réveil :
- les affiliés, dispersés par la mobilisation, ont pu reprendre contact avec leurs groupements d'origine et recevoir des instructions.
- les visites d'Henri Vaugeois « véritable commis voyageur de la propagande royaliste » dans l'Ouest, le Centre et le Midi de la France ont un effet non négligeable.
- l'organisation des inspecteurs bénévoles de l'AF qui surveillent la distribution du quotidien.
- la réorganisation des groupes d'AF (ligueurs, camelots, étudiants, collégiens, dames et jeunes filles royalistes) est en cours et des permanences ont rouvertes partout en France « facilitant la rencontre et les conciliabules des mobilisés de passage, blessés ou convalescents avec les civils. »
- les succès de la propagande par la distribution des écrits d'AF (quotidien, brochures...) dans l'armée, dans les hôpitaux et ambulances.
- le service de correspondance des blessés.[952]

Dans cette note d'avril 1915, la police s'inquiète également de la capacité de l'AF à obtenir des souscriptions malgré les difficultés du temps de guerre.

Cette impression est confirmée par un rapport des RG daté du 1er mai 1915 qui donne d'ailleurs des chiffres précis : alors que la moyenne des contributions volontaires avant-guerre était d'environ 40000 francs par trimestre, « les sommes versées au cours des trois derniers mois se sont élevées à plus de 136 000 francs ». Et, même s'il faut compter dans ces 136 000 francs « les subsides consenties par les sections de province à l'occasion du lancement de la « Vermine du monde », il n'empêche que la situation financière de l'AF est clairement consolidée.[953]

Malgré les succès effectifs de l'AF, la note d'avril 1915 conclut qu'il n'y a toutefois « pas lieu de s'exagérer la portée des efforts de propagande tentés en ce moment par les royalistes d'AF, qui restent entourés de trop de suspicions et d'inimitiés pour arriver eux-mêmes à entraîner l'opinion. »[954]

Une étude de septembre 1915 apporte d'autres détails sur le comportement de l'AF. Elle fait état d'une tentative de recruter des membres parmi la Ligue des Patriotes : « L'Action française s'inquiète de cet amoindrissement de force qui pourrait la mettre en infériorité le jour où, après la guerre, reprendront les luttes politiques. Aussi cherche-t-elle, dès maintenant à élargir son champ d'action, et elle a jeté les yeux sur un groupement important bien que son activité se fut sensiblement ralentie depuis quelques années ; et que la guerre a revivifié au point que son nombre

[952] Nous reviendrons dans notre prochain chapitre sur cette réorganisation de la ligue.
[953] Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[954] Rapport sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

s'est accru depuis août 1914 de plus de 10 000 unités : la ligue des Patriotes. »
D'après cette étude, le refus de la ligue des Patriotes incite les dirigeants à accentuer leur travail de réorganisation de la ligue d'AF et à mener une propagande intensive dans l'armée. La propagande dans l'armée est d'ailleurs un sujet d'inquiétude dans ce rapport qui considère qu'il s'agit d'un « milieu peut-être plus malléable et mieux disposé par les circonstances mêmes à se laisser convaincre. »
Cette étude de septembre 1915, tout comme la note d'avril 1915, conclut toutefois en des termes plus nuancés : « Il n'est en somme pas téméraire d'affirmer que malgré la propagande intense qui ne manquera pas d'être faite, le moment ne semble pas venu où le Régime républicain puisse s'inquiéter sérieusement du progrès royaliste. Toutefois, en ce qui concerne spécialement l'AF, on ne saurait en négliger la surveillance car, si cette organisation n'a pas pour elle le nombre, ne peut prétendre à aucun succès électoral, elle compte parmi ses dirigeants quelques hommes d'action, capables de créer au gouvernement de la République, le lendemain de la paix, sinon des difficultés durables, du moins des embarras momentanés. »[955]

Un rapport des RG pour la période mai-juin-juillet 1916 s'inquiète d'une reprise de l'activité des groupes d'AF notamment à Paris qui engendre une « agitation qui ne cadre plus avec les protestations répétées de soumissions à l'Union sacrée, clamées par les dirigeants du mouvement. » Il est alors spécifiquement question des agissements « des fanatiques comme la marquise de Mac Mahon et Etienne de Resnes ainsi que des énergumènes comme José Vincent, Guerrin et quelques autres (…) »[956]

Un autre rapport des RG sur la propagande d'AF en date du 30 septembre 1916 signale encore la propagande de la ligue et stipule que « s'il est excessif de la part de l'AF de prétendre qu'elle a momentanément renoncé à la propagande royaliste, il n'en reste pas moins difficile de trouver dans le journal des éléments pouvant motiver soit une suspension temporaire, soit une suppression définitive. » En effet, « Maurras s'est évertué à défendre non pas le régime mais le pouvoir établi. » Le rapport pointe toutefois du doigt un certain nombre d'articles de Maurras en expliquant que ce dernier « prend grand soin de se mettre à l'abri de l'accusation de propagande royaliste directe et précise, mais on a pu souvent s'étonner que la censure ait laissé imprimer certains passages qui constituent, en somme, malgré leur forme enveloppée, des attaques violentes contre le régime établi. » Au final, « la conclusion de cette étude paraît être que pour diminuer les résultats de la

955 Etude du mouvement royaliste depuis le début de la guerre, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
956 Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

propagande d'AF, il importe avant tout d'inviter la censure à se livrer à un examen plus approfondi soit des articles de Maurras, soit de la rubrique « Propagande ! Propagande ! » et à ne rien laisser passer qui soit une attaque plus ou moins dissimulée contre le régime établi. »[957]

Ainsi, si les rapports de police et de RG de 1915 et 1916 sont partagés entre une réelle inquiétude liée aux succès de l'AF et des arguments allant dans le sens d'une propagande somme toute aseptisée et respectant l'Union sacrée, il n'empêche que l'AF reste continuellement dans le collimateur des autorités qui cherchent à profiter des circonstances pour diminuer les forces royalistes.

2) Les actions de police (1916-1917) et l'affaire des Panoplies

La saisie de la brochure de Saint Maurice en avril 1916 est un premier épisode. Ce dernier est raconté dans le quotidien : « Mis en présence de notre administrateur, le commissaire a informé celui-ci qu'en vertu d'un ordre du gouvernement militaire de Paris, il venait procéder à la saisie de la nouvelle édition de notre brochure de propagande « Le duc d'Orléans » par le commandant Saint Maurice ». L'AF se borne à faire remarquer que la brochure est une réédition « revue et atténuée » d'une brochure parue deux ans avant la guerre. M. Gautier, directeur du bureau de presse aurait informé l'AF que le visa de la censure était inutile car la première partie de la brochure est une réédition et la seconde est déjà parue dans l'AF. L'AF réagit donc à la saisie « sans toutefois (s)'y opposer aucunement »[958]

Le 13 avril, la brochure est saisie dans les locaux des étudiants d'AF, rue Saint André des Arts et à la Nouvelle librairie nationale. A partir du 18 avril, l'AF propose l'envoi d'autres brochures à la place de celle du commandant Saint Maurice.

Cet épisode, assez peu important au final, est tout de même le point de départ d'une réelle tentative d'action contre l'AF dont l'affaire des Panoplies à l'automne 1917 est le point culminant. Cette dernière est directement liée à la lettre de dénonciation de Malvy en octobre 1917 déjà évoquée.

Le 28 octobre, des perquisitions sont conduites dans les locaux de l'AF à Paris et en province (Bordeaux, Lyon, Montpellier, Nîmes) et chez ses principaux dirigeants à savoir Daudet, Maurras, Dimier, Plateau.

---

957 Rapport des RG sur la propagande d'AF depuis le début du conflit, septembre 1916, Archives nationales, Paris, F7 13 195

958 Quotidien d'*AF* du 11 avril 1916

Le 29 octobre, Daudet écrit dans le quotidien : « On pense bien que nous ne prenons pas au tragique, ni même au sérieux, les falotes perquisitions d'avant-hier soir. Là où il n'y avait rien, comme dit l'autre, le diable perd ses droits. Sans doute, nous conspirons depuis trois ans à l'*Action française*, oui mais pour le salut de la France et pour la Victoire. Si les policiers me font l'honneur de venir chez moi, ils trouveront, dans mes tiroirs grands ouverts, de nombreuses preuves de cette conspiration. »[959]
L'AF dénonce un « absurde complot » et publie, le 2 novembre, une photographie des armes saisies dans le bureau des comités directeurs des camelots du roi en titrant « La panoplie du Complot »[960]

Louis Dimier propose un récit des événements : « Soit crainte réelle d'une action politique que nous déclarions ajourner, soit manœuvre de parti propre à rallier les gauches, Painlevé, nouvellement ministre, et envers lequel nous gardions les mêmes mesures qu'envers les autres, ordonna la descente de la police chez nous. Je la reçus à mon bureau, et leur ouvris nos tiroirs, où ils ne trouvèrent rien, excepté un feuillet sur lequel j'avais écrit pour l'usage de Maurras, dont je n'eusse pu autrement me faire entendre sans parler haut, que certain chef militaire nous était favorable. Mais je n'avais recueilli de lui qu'un mouvement de colère, qui lui fit déchirer et jeter par la chambre un écrit qu'il jugeait dangereux, et dont il assura la durée de la sorte, les morceaux ramassés par hasard ayant été mêlés ensuite avec d'autres liasses : on les trouva dans les papiers de Plateau. Ce fut le fort de l'accusation, à laquelle deux choses firent échec : l'indifférence où elle nous trouva, et la résistance de l'opinion. »[961]

A Lyon, la perquisition a été faite en présence de M. Louis Jasseron secrétaire des camelots. A l'issue de la perquisition, un procès-verbal est dressé. Jasseron proteste : « Depuis le 2 août 1914, l'Action française de Lyon a consacré tous ses efforts à la propagande française en vue de la victoire totale sur les ennemis de la Patrie, et toute préoccupation de politique de parti ou de régime a été scrupuleusement écartée de son attitude et de ses entreprises. » A Montpellier, « divers documents ont été saisis » et à Nîmes, « il n'a été saisi aucun document important »[962]
A Bordeaux, le rapport du préfet au ministre de l'intérieur nous apprend :
« 1) Que l'association et le journal « le Nouvelliste » qui se confondent d'ailleurs recevaient des comptes rendus très précis des réunions secrètes du Parlement et du Comité de guerre ;
2) qu'ils recevaient d'autre part sur des bulletins intitulés « Bruits de Couloirs » des renseignements

959 DAUDET Léon, « La farce et le sérieux », Quotidien d'*AF* du 29 octobre 1917
960 Quotidien d'*AF* du 2 novembre 1917
961 DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.266-267
962 Quotidien d'*AF* du 30 octobre 1917

sur les offensives déjà décidées, sur leurs dates éventuelles et les incidents concernant certains membres du Gouvernement et les chefs militaires. Il paraît difficile que ces renseignements aient pu être obtenus sans des confidences plus ou moins directes des officiers d'états-majors. Hormis cela, les pièces saisies ne paraissent pas (…) fournir les éléments d'un complot contre la sûreté de l'État. Elles démontreraient simplement une grande activité politique ayant pour but de tenir le parti royaliste prêt à tout événement. »[963]

Des mesures administratives sont toutefois prises contre l'AF qui consistent notamment à retenir son courrier. L'affaire prend fin dès le 4 novembre 1917 et est classée car presque tous les documents retrouvés au domicile de Plateau datent de 1913 et n'attestent que des tentatives de complot d'avant-guerre abandonnées dès le début du conflit. Toutefois, contrairement à ce qu'affirme l'AF, les saisies d'armes ne sont pas négligeables : une cinquantaine d'armes à feu, 250 cannes plombées, des coups de poing américains et des nerfs de bœuf.
Le 5 novembre, le quotidien publie un encadré intitulé « La fin de l'absurde complot » et reproduit la lettre de Maurras envoyée à certains journaux pour rectifier l'information selon laquelle le juge d'instruction n'aurait pas rendu tous les documents saisis chez Maurras, Dimier et Plateau. Il affirme que « tout m'a été rendu intégralement, aussi bien ce qui avait été saisi à mon domicile particulier que ce qui avait été saisi dans les bureaux de l'*Action française. »*[964]
L'AF profite très rapidement de cette affaire pour se victimiser. Elle ouvre ainsi, dès le 7 novembre, des registres dans ses bureaux que les amis peuvent venir signer en signe de soutien.

Louis Dimier revient, dans ses *Mémoires*, sur l'existence ou non d'un complot à l'AF. Il explique que parler de cette affaire « c'était dire au public qu'en requérant contre nous la république s'était mise en défense contre un danger imaginaire, dont le simulacre faisait rire. Puis ce genre de riposte avait l'inconvénient de sentir à plein nez l'esprit conservateur, qui, depuis trente ans tournant en dérision la défense républicaine, ne s'est jamais avisé qu'il proclamait par-là l'inanité de sa propre attaque. Il n'y avait pas de complot, cela était trop vrai. Il n'y en avait jamais eu. La promesse d'y renoncer tant que durerait la guerre achevait d'en rendre le propos vain. »[965]
Quoi qu'il en soit, l'affaire des panoplies est finalement le seul épisode opposant frontalement l'AF et les autorités au cours du conflit.

---

963 Télégramme officiel du préfet à l'intérieur, 29 octobre 1917, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 559
964 MAURRAS Charles, « La fin de l'absurde complot », Quotidien d'*AF* du 5 novembre 1917
965 DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.268-269

Au final, le positionnement de l'AF au sein de l'Union sacrée témoigne d'une réelle atténuation de la propagande maurrassienne sans que l'on puisse toutefois considérer que cette dernière renonce à son antirépublicanisme consubstantiel. C'est toutefois l'antigermanisme qui est la matrice principale de la ligue au cours du conflit et c'est également sous couvert d'antigermanisme que l'AF dénonce certaines pratiques républicaines (politique culturelle, affaire du *Bonnet Rouge*).

L'AF est continuellement surveillée par les autorités. Cela étant, l'affaire des Panoplies, loin de « désarmer » la ligue, contribue en fait à la renforcer en lui offrant une caisse de résonance dans l'opinion publique.

Malgré tout, l'organisation militante de l'AF connaît de réelles difficultés même si elle parvient à maintenir des liens entre ses ligueurs et même à se réorganiser progressivement au fur et à mesure du conflit.

Chapitre 2 :

Structure, implantation et activités de la ligue pendant la guerre

I. Les adaptations de la ligue en temps de guerre

1) Une structure tournée vers la diffusion du quotidien

Le quotidien d'*AF* est largement lu et commenté avant-guerre et la guerre renforce sa position hégémonique au sein du milieu monarchiste et réactionnaire même si plusieurs ligueurs se plaignent des positions quelques fois trop gouvernementales défendues au cours du conflit.

Le 23 août 1914, le journal publie une lettre adressée par Henri Vaugeois à tous les présidents des sections d'AF et qui résume parfaitement l'orientation prise par la ligue :
« Pour la Propagande,
Cher Monsieur et Ami,
Beaucoup de nos ligueurs de province nous ont signalé, depuis quelques jours, l'extrême intérêt qu'il y aurait à rétablir, le plus tôt possible, la vente au numéro de l'Action française quotidienne (…).
Jamais, en effet, notre Action française n'a été plus vivement réclamée par des patriotes de toute opinion, dans les gares, dans les kiosques, chez tous les libraires et débitants de tabac, cartes postales et journaux, que depuis le jour où les événements ont commencé de justifier, de façon si éclatante, les prophétiques avertissements donnés depuis trois ans par Léon Daudet dans sa

campagne de l'*Avant-Guerre.*

A nos lecteurs habituels, à tous ceux du moins qui le peuvent, nous avons conseillé, comme le font tous nos confrères de la presse parisienne, de remplacer (provisoirement s'ils le veulent) l'achat au numéro par l'abonnement à court terme, de 3 à 6 mois, dont le service est assuré par la poste.

Toutefois, il demeure évident que la mise en vente publique, quotidienne, de l'Action française dans les vitrines des kiosques, débits et librairies, constitue un moyen de propagande, dont, en ce moment surtout, l'efficacité est incalculable et irremplaçable.

Décidés donc à réorganiser le plus vite possible, fût-ce par des moyens de fortune – par tous les moyens – cette mise en vente, nous venons vous prier instamment, Cher Monsieur et Ami, de nous y aider, en ce qui concerne votre ville ou votre région.

Le procédé reconnu le plus simple et le plus pratique (…) :

1) Dresser et nous envoyer la liste (avec noms et adresses exactes) de ceux des débitants ou libraires de votre voisinage qui, sur votre démarche personnelle, auront accepté de prendre ou de faire prendre, chaque jour, livraison à la poste ou en gare (…).

2) Vous tenir assidûment en rapport avec les débitants ainsi choisis par vous, et vous rendre compte des résultats obtenus, afin de nous les signaler, soit qu'il y ait lieu d'augmenter, de diminuer ou de suspendre les expéditions de numéros à mettre en vente (…).[966]

Le quotidien est ainsi au cœur des préoccupations de l'AF dès le mois d'août 1914 et l'est encore en 1918 comme le montre cette citation datée du 25 août : « L'utilité d'une propagande active et méthodique n'a jamais été plus certaine. Le pays souffre, agit, produit à proportion qu'il combat, et l'on peut dire qu'il réfléchit, dans la même mesure, chacun selon ses forces et selon ses moyens. A cet effort de réflexion générale, les Français royalistes n'ont pas le droit de se dérober. Ils tiennent leur place, très brillante, au combat. Ils doivent occuper aussi leur siège au conseil. La diffusion acharnée de l'*Action française* est à peu près leur seul moyen de tenir ce rang en l'absence de tout congrès, de toute réunion publique. »[967]

Un rapport des RG pour la période mai-juin-juillet 1916 résume la pensée de Maurras au sujet de la nécessaire distribution du quotidien : « Si, comme autrefois le journal « Le Soleil », « l'Action française » arrive après la guerre à un tirage quotidien de 150 000 ou 200 000 exemplaires, les affaires du parti seront en bonne voie. Il suffira d'un incident qui ne manquera de se produire (…) pour que la question du rétablissement de la monarchie soit posée devant l'opinion comme une question de salut public (…) »[968]

[966] Quotidien d'*AF* du 23 août 1914

[967] Quotidien d'*AF* du 25 août 1918

[968] Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police,

Dès le début du conflit, l'AF accuse les intermédiaires d'entraver la bonne distribution du journal comme l'explique une étude du mouvement royaliste datée de septembre 1915 : « Dans une série d'articles parus sous le titre « la vente au numéro », Henri Vaugeois a combattu l'action des intermédiaires entre la Librairie Hachette et les dépositaires du journal. Prenant pour type un nommé Block de Saint Etienne, il accuse ses intermédiaires de ne pas approvisionner les kiosques de journaux de la feuille royaliste. »[969]

C'est pour cela que, dès 1915, l'AF organise un service « d'inspecteurs bénévoles chargés de s'assurer de l'arrivée régulière des expéditions et d'en surveiller la vente ». Une note de police d'avril 1915 donne davantage d'informations sur le contexte de cette fondation : « En ce qui concerne le journal, considéré comme le propagateur essentiel des doctrines et des espérances du parti, le service des distributions en province avait grandement souffert durant les premiers mois de la guerre du fait sans doute du trouble apporté par la mobilisation aux transports par voie ferrée. Mais, pour les besoins de sa cause et de ses combinaisons, l'Action française prétendit que les difficultés qui entravaient les mouvements provenaient en réalité du mauvais vouloir des sous-dépositaires et des agents centraux de distribution, sabotant ses envois par parti pris politique. Par une organisation qui n'affecte d'être agressive à l'égard des intermédiaires que pour mieux stimuler le zèle des militants, Henri Vaugeois croit avoir assuré l'écoulement facile de l'organe royaliste en donnant mandat à certains affiliés, qui prennent en l'occurrence le titre d'Inspecteur bénévole de l'Action française. »[970]

Un rapport des RG du 1er mai 1915 explique que ce système « absorbe l'activité d'un certain nombre de militants qui, comme Cuillery de Paris, et Paul Nahon de Toulouse, parcourent la France en tous sens pour surveiller les dépositaires en préparant les voies et moyens à une diffusion toujours plus grande. »[971]

De plus, pour assurer une diffusion optimale du quotidien, le journal est envoyé, gratuitement, pour les blessés, dans les ambulances dès les premiers jours de la guerre. Toutefois, dès le 30 septembre 1914, la ligue explique qu'elle ne peut pas satisfaire toutes les demandes et met en place une souscription de 5 francs pour 3 mois. Tout au long du conflit, le service des « abonnements d'ambulance » fonctionne et l'AF appelle régulièrement à la solidarité pour permettre son activité.

En juin 1916, l'AF met en place un service d'abonnement de seconde lecture dont voici l'idée

Paris, BA 1893

969 Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

970 Note sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

971 Rapport des renseignements généraux du 1 mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

fondatrice : « Il suffirait à tous ceux de nos abonnés et de nos fidèles lecteurs qui voudront bien nous aider dans cette propagande, de mettre, après lecture, leur exemplaire sous une bande timbrée à deux centimes, en vente dans les bureaux de poste, et de l'envoyer à une adresse qui sera fournie par l'administration du journal »[972]

Ce service de seconde lecture fonctionne pendant toute la durée de la guerre et se maintient même après le conflit. En réalité, si ce dernier est officiellement créé en 1916, il semble déjà fonctionner au printemps 1915 comme le souligne un rapport des RG du 1er mai.[973]

A partir du mois de juillet 1916, l'AF demande l'aide de ses lecteurs en raison de la hausse du prix du papier : « Cette crise vitale coïncide avec une prospérité sans précédent. Et la solution de la crise est néanmoins si urgente que le seul parti convenable est aujourd'hui de prendre nos lecteurs pour témoins et confidents de l'inextricable difficulté. Ils peuvent la résoudre. Elle nous dépasserait sans leur aide. »[974]

Un rapport des RG explique que cette souscription témoigne de l'aisance avec laquelle « les hommes de l'Action française savent se procurer des fonds. » En effet, « la question du papier, pour pesante qu'elle soit à l'heure actuelle, dans la vie d'un journal, n'était pas, semble-t-il, étant donné l'étendue de ses ressources diverses, pour compromettre sérieusement l'existence de l'Action française, mais ses dirigeants ont saisi habilement l'occasion pour élargir leurs moyens financiers. »[975]

Dès le 23 juillet, l'AF publie une très longue liste de souscription sous le titre « L'AF et la crise du papier » : « Les réponses à notre appel ». Ces listes sont publiées quasi quotidiennement dans le journal et apportent, selon l'AF, la preuve d'un soutien sans faille de ses amis. L'AF affirme avoir reçu entre le 19 juillet et le 1er octobre 1916 la somme de 278 205 francs.

Les listes de souscription « L'AF et la crise du papier » sont publiées tout au long de 1916 et de 1917. Le 20 juillet 1917, l'AF assure avoir récolté un demi-million.[976]

Un rapport des RG de novembre 1916 explique que le succès de cette campagne de souscription a créé des jalousies en particulier parmi les présidents des comités royalistes de la Seine. Le duc d'Orléans aurait d'ailleurs reçu « des lettres injurieuses dans lesquelles on reprochait au prince de laisser les gens de l'Action française déshonorer le Parti royaliste par leur mendicité cynique

---

972 Quotidien d'*AF* du 1er juin 1916

973 Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

974 Quotidien d'*AF* du 19 juillet 1916

975 Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

976 Quotidien d'*AF* du 20 juillet 1917

(…) »[977] Le duc d'Orléans est semble-t-il resté sourd à ces attaques et l'AF a continué ses campagnes de souscription en incitant notamment ses ligueurs de province à organiser des tournées pour recruter des souscripteurs.

L'AF parvient donc facilement à récolter des fonds pendant le conflit mais elle parvient aussi à développer la diffusion de son journal.

En août 1915, il est fait état d'une augmentation du nombre de journaux vendus aux portes des églises malgré le départ de nombreux camelots et de nombreux acheteurs du journal.[978]

Malgré la mobilisation, l'AF a réussi à trouver de nouveaux camelots pour vendre le journal. Le rapport des RG du 1er mai 1915 considère qu'une dizaine d'étudiants d'AF ont accepté d'endosser ce rôle et que le 9 avril, 25 camelots vendaient l'AF sur les Grands Boulevards pour annoncer la parution du nouveau feuilleton de Daudet sur « La vermine du monde ».[979]

Par ailleurs, les progrès de vente du quotidien sont constants. Un rapport daté du 18 septembre 1915 affirme qu'il a été vendu, au cours du mois d'août 1915, 175 000 Actions françaises ce qui correspond à une augmentation de 48 000 numéros. De plus « pour Paris seulement, dans la dernière quinzaine d'août, il a été vendu 10 000 exemplaires de plus qu'à l'ordinaire. »[980] Ces chiffres doivent toutefois être minimisés si l'on en croit plusieurs autres sources.

Le rapport des RG du 1er mai 1915 avance les chiffres suivants : 38 000 exemplaires vendus en janvier 1915, 42 000 en mars et 65 000 en avril ainsi qu'un supplément de 500 abonnements pour le seul mois de février.[981]

L'étude sur le mouvement royaliste de septembre 1915 parle d'un tirage passé de 24 000 à 33 000 numéros et des listes de souscription pour la propagande atteignant 150 000 francs dans les 13 premiers mois de la guerre.[982]

Pour le dernier trimestre de 1915, un rapport des RG parle de 1400 abonnés nouveaux contre 415 pour la même période de l'année 1914.[983]

Un rapport de juillet 1916 fait état d'une vente de 50 000 numéros au 1er juin et de 45 000 numéros au 1er juillet.[984] Sur les 51 quotidiens cités dans ce rapport, on constate que l'Action française se hisse à la 20ème place en terme de nombre de numéros vendus.

---

977 Rapport des renseignements généraux du mois de novembre 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

978 Quotidien d'*AF* du 12 août 1915

979 Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

980 Note du 18 septembre 1915, Archives nationales Paris, F7 13 195

981 Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

982 Etude sur le mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

983 Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

984 Tirage des journaux quotidiens au 1er juillet 1916, Archives nationales Paris, F7 13 194

En octobre 1917, l'affaire des Panoplies lui permet de vendre 156 000 numéros contre 48 000 pour le mois précédent.[985]
En janvier 1918, le quotidien dresse un bilan des abonnements pour l'année 1917 et assure avoir gagné 10 516 nouveaux abonnés contre 3254 suppressions.[986]
En tout état de cause, si les chiffres divergent, tous les observateurs s'accordent sur un progrès de diffusion du journal. Selon Eugen Weber, « Marcel Proust, André Gide, le poète Joachim Gasquet, le jeune historien Augustin Cochin, Auguste Rodin, tous (lisent) et (admirent) le journal. »[987]
Et les progrès de diffusion du quotidien permettent à l'AF d'améliorer significativement sa situation financière.

Le quotidien fait ainsi bonne figure pendant la guerre mais il n'en demeure pas moins que les activités de la ligue sont considérablement réduites. Cette dernière n'en cesse toutefois pas d'exister : ainsi les ligueurs non-mobilisés, outre les diverses activités de propagande, cherchent également à maintenir le lien avec les mobilisés.

2) La recherche des disparus et le service de correspondance des blessés

L'AF souhaite dès le début du conflit maintenir les contacts au sein de la ligue. Dès le 2 septembre, le journal publie un appel aux sections dans lequel il demande des renseignements aux présidents et secrétaires sur les mobilisés et les lieux de mobilisation des ligueurs. De même, les camelots sont appelés à faire connaître leurs affectations. Il s'agit de tenter d'envoyer des nouvelles et de mettre en relation les ligueurs entre eux.

Au cours du mois d'octobre 1914, l'AF cherche à organiser un service de renseignements sur les disparus. Elle demande le concours des sections d'AF en rappelant que dans de nombreuses sections le président et le secrétaire sont absents et en espérant qu'un ligueur de bonne volonté accepte d'être le correspondant de la ligue.[988]
En novembre, l'AF explique que « pour éviter un trop grand nombre de demandes, nous avons résolu de n'accepter que les demandes de renseignements concernant les militaires qui ont été

985 Tirage des journaux au 1er novembre 1917, Service des RG, Archives nationales, Paris, F7 12 842
986 Quotidien d'*AF* du 1er janvier 1918
987 WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.132-133
988 Quotidien d'*AF* 27 septembre 1914

officiellement signalés à leurs corps comme « disparus » et ceux qui n'ont pas donné de nouvelles depuis le 31 août. »[989] Pour la publication d'un nom dans la liste, il faut acquitter un droit de 1 franc. La première liste de disparus est publiée le 21 novembre.
Ce service fonctionne grâce à quelques camelots non mobilisés qui ont reçu des communications par des amis « bien informés et dévoués » et qui ont utilisé les cadres de la ligue pour « pousser (les) enquêtes à travers les hôpitaux et les dépôts. » Néanmoins, le départ des derniers camelots oblige l'AF à fermer le service à compter du 15 septembre 1915[990].

L'AF cherche tout de même à continuer son œuvre de recherche des prisonniers. Le 1er octobre 1916, le comité des Hautes Pyrénées de Paris met à la disposition des sections des « brochures donnant des indications utiles pour la recherche des disparus et le secours aux prisonniers. »[991]

Outre la recherche des disparus, l'AF met en place un service de correspondance pour les blessés ; elle en appelle aux ligueurs de bonne volonté acceptant d'être les correspondants de la ligue dans toutes les provinces. En novembre 1914, on ne dénombre qu'une dizaine de correspondants dans quelques villes.
En 1915, on dénombre 113 villes, situées sur l'ensemble du territoire, bénéficiant des services d'un correspondant pour les blessés d'AF.
Ce service éveille d'ailleurs assez rapidement les soupçons des autorités. A l'été 1915, le ministre de l'intérieur charge les préfets de se renseigner sur les correspondants : « Je suis avisé que, tout en affichant le souci fort légitime de procurer aide et réconfort à ses membres soignés dans les hôpitaux militaires, l'Action française a vu là, en même temps, une excellente occasion de propager ses idées et de recruter de nouveaux adhérents. L'examen des listes révèle d'ailleurs qu'un grand nombre de « correspondants » sont connus comme d'actifs propagandistes de la cause royaliste. »[992]
En septembre 1915, une étude d'ensemble sur le mouvement royaliste conclut : « il fut démontré très vite que tout en affichant ce souci, la Ligue royaliste avait vu là une excellente occasion de propager ses idées et de recruter de nouveaux adhérents. Les préfets, invités à surveiller discrètement cette organisation ont envoyé des réponses dont plusieurs ne laissent aucun doute sur le caractère de « moyen de propagande » qu'est l'œuvre instituée par l'AF. »[993]

---

989 Quotidien d'*AF* 18 novembre 1914
990 Note des RG, 1er septembre 1915, Archives nationales Paris, F7 13 195
991 Quotidien d'*AF* du 1er octobre 1916
992 Lettre du directeur de la Sûreté générale « pour le ministre de l'Intérieur » au préfet de Meurthe-et-Moselle du 5 juillet 1915, Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, Nancy, 1 M 635 ; même lettre adressée au préfet de Gironde, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559
993 Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

Le service des correspondants des blessés se développe continuellement pendant le conflit. En novembre 1916, on dénombre 143 correspondants.
En novembre 1917, ils sont au nombre de 157.
La publication des listes des correspondants des blessés cesse à partir du mois de janvier 1918. Nous n'avons malheureusement retrouvé aucune explication, ni dans le journal, ni dans les archives.

3) La propagande dans l'armée

L'envoi du quotidien au front et dans les ambulances est une activité importante des sections provinciales de la ligue pendant le conflit. En octobre 1915, on peut ainsi lire dans le compte rendu d'une réunion d'AF : « Il est toujours question de la propagande sur le front et des résultats acquis dans les tranchées et les ambulances. Pour déjouer toute indiscrétion qui pourrait se produire à la Poste de Bordeaux, on demandera aux intéressés d'adresser la correspondance du front non plus à Calmes ni à Laville de Lacombe ou à tout autre royaliste notoirement connu et partout suspect, mais à des pseudonymes conventionnellement fixés. On évitera aussi de nommer les officiers généraux supérieurs et subalternes qui se sont lancés dans le mouvement de l'AF. »[994]

L'AF met en avant la nécessaire cohésion nationale. Elle appelle, dès le 2 octobre 1914, les lectrices et ligueuses d'AF à confectionner des vêtements chauds pour les soldats. L'administration d'AF se chargera de recevoir les vêtements et de les faire parvenir. Inversement à l'été 1915, l'AF se met à la recherche de vêtements d'été pour les soldats et appelle également à la solidarité.
La tradition de l'envoi des paniers de Noël pour les soldats débute en 1914 et perdure tout au long de la guerre.
Le 3 décembre 1914, l'AF publie cet appel de Mme Daudet : « Pour le réveillon de Noël de nos soldats »: « je viens demander aux lectrices d'Action française de bien vouloir m'aider à organiser des paniers de Noël. Je suis ambitieuse, je voudrai 100 de ces paniers, chacun d'eux étant pour 10 hommes. Chaque panier reviendra à 10 francs environ. »[995] La liste de souscription pour ces paniers est ouverte à compter du 6 décembre.
Dans ce « paquet du soldat » on retrouve également évidemment des exemplaires du quotidien et

[994] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 6 octobre 1915, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 559
[995] Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1914

des brochures de propagande.[996]

Les femmes ont également un rôle important à jouer dans le cadre de la propagande d'AF. Les ligueuses sont incitées à entrer à la Croix rouge. Les dames d'AF cherchent à participer aux services d'ambulance. L'AF est représentée dans le comité de secours national par Maurice Pujo. « Les ligueuses attachées comme infirmières aux formations sanitaires favorisent le trafic et servent de trait d'union entre les affiliés en traitement et ceux d'entre les royalistes, qui, du dehors, se tiennent à la disposition des blessés et des convalescents soit pour les visiter, soit pour leur rendre tout autre service. »[997]

L'AF ouvre aussi des souscriptions au cours du conflit pour aider les troupes : à partir du 18 décembre 1914, elle ouvre la liste « L'œuvre des jumelles ». Il s'agit de fournir du matériel ou de l'argent pour équiper les officiers et les sous-officiers. Cette souscription perdure pendant une partie de la guerre. Une étude de septembre 1915 affirme que l'AF aurait envoyé 400 paires de jumelles.[998] A partir du mois de septembre 1916, l'AF cherche à recueillir un maximum de livres afin de les envoyer au front pour occuper les soldats. Elle ouvre d'ailleurs une caisse de propagande pour l'envoi de livres gratuits aux soldats.

Au-delà des problèmes d'équipement, l'AF appelle à une solidarité plus spécifique à savoir l'accueil des permissionnaires. En juillet 1915, elle met en place « L'œuvre du billet de logement » pour « Les soldats permissionnaires sans famille »: « Nous prions que ceux de nos lecteurs qui pourraient accueillir et héberger, soit dans leurs maisons, soit dans un hôtel à leurs frais, pendant quatre jours, un permissionnaire, de bien vouloir nous en aviser. »[999]

Si tous ces projets semblent partir de l'intention louable d'assurer la cohésion nationale, ils ne sont pas moins perçus comme des pratiques de propagande par les autorités. L'étude sur le mouvement royaliste datée de septembre 1915 répertorie toutes ces pratiques comme autant de moyens de propagande dans l'armée. Elle donne également des informations plus précises sur les villes de Nantes et de Lyon : « A Nantes, le commandant de Kertanguy, correspondant des blessés pour cette ville, président de la section nantaise d'Action française, est à la tête d'une sorte de conseil d'administration, comprenant les différentes personnalités royalistes de la région, membres de la

[996] Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[997] Note sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[998] Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[999] Quotidien d'AF du 13 juillet 1915

société de secours aux blessés militaires, qui s'est chargé de l'organisation et de l'entretien de 4 hôpitaux auxiliaires. Un rapport du commissaire spécial de Nantes, daté du 12 août dernier signale la pression à laquelle sont soumis les blessés y séjournant : tracts, journaux royalistes, médailles leur sont distribués à profusion au cours de promenades organisées sous la conduite des dirigeants. »

« A Lyon, le correspondant désigné est M. Emile Salomon, bien connu pour être un propagandiste des plus actifs de la cause royaliste. Des lettres à lui adresser ne peuvent laisser aucun doute sur l'action qu'il encourage. On trouve en effet dans l'une d'elle les lignes suivantes : J'ignore si ce blessé est des nôtres mais dans le cas où il n'en serait pas, c'est pour nous, faire toujours de la besogne, que de nous rendre utiles à tous. Nous nous occupons très activement de cette visite dans les hôpitaux où nous répandons l'Action française. »[1000]

L'AF multiplie donc les activités de propagande dans l'armée. Et, c'est en mai 1917, qu'elle lance sa plus grande liste de souscription : la « part du combattant » liée à la parution de la brochure de Maurras du même nom.

Maurras y avait fait allusion pour la première fois au mois d'octobre 1916. Dans la préface de sa brochure « La part du combattant », il explique les bases de son raisonnement : « Envahie, décimée, spoliée, ravagée, la France n'a pas seulement droit à l'équivalent des maux de toute sorte qui lui ont été faits : il lui faut quelque chose d'analogue à ce qui est appelé en justice des dommages et intérêts. Il les lui faut proportionnels aux dommages, et donc très étendus. »[1001]

Le 10 mai 1917, l'AF justifie sa liste de souscription : « Rappelons sur quels principes repose l'idée dont Charles Maurras a été le promoteur. Cette guerre atroce doit être une guerre qui paie. Elle doit payer la nation et les individus. Plus que tout, les soldats combattants, ouvriers de la victoire et qui l'auront produite, en doivent retirer un prix matériel, tangible, évident. »[1002] Cette justification est publiée régulièrement tout au long de l'année 1917.

L'AF publie également ses listes de « souscription pour une caisse de primes militaires ». Ces dernières occupent une place importante dans le quotidien tout au long de l'année 1917. Parallèlement, elle met en vente un fascicule de propagande « La part du combattant ».

« La part du combattant » est véritablement le thème propagandiste privilégié à partir de mai 1917 et pas uniquement dans l'armée. Louis Jasseron explique par exemple que le groupe lyonnais d'AF de Lyon organise, à partir du mois de mai, une campagne de conférences dans les cercles

[1000] Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1001] MAURRAS Charles, *La part du combattant*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1917, p.6
[1002] Quotidien d'*AF* du 10 mai 1917

catholiques et paroissiaux dans le but de faire connaître la « part du poilu » de Maurras. De plus, « des tracts de propagande sont répandus à profusion dans les hôpitaux et les gares. »[1003]

La gauche s'inquiète de ces listes de souscriptions. Elle y voit une manière pour l'AF d'acheter l'armée pour accomplir son coup de force.
A l'été 1918, le gouvernement fait savoir que la question d'une indemnisation des combattants est à l'étude et que « les combattants bénéficieraient d'une prime de trois francs par jour. »[1004]
L'idée est toutefois rapidement oubliée dans les débats qui accompagnent la venue au pouvoir de Clemenceau.

En décembre 1917, L'AF lance une nouvelle souscription intitulée « Le million français contre les boches ». Le 23 décembre 1917, en une semaine, l'AF assure avoir récolté 85 330 francs.[1005]
Dès le début de l'année 1918, les sections d'AF encore en activité organisent des permanences pour récolter les souscriptions pour le million d'AF. C'est le cas de Lyon, de la fédération de la banlieue Ouest, de Chalon sur Saône, de Brest, de Montpellier...

4) Les groupes affiliés pendant la guerre

La Ligue de guerre d'appui

La diffusion du quotidien est l'enjeu principal de la ligue pendant le conflit mais cela ne l'empêche pas de tenter une nouvelle expérience structurelle et propagandiste avec, en 1917, la fondation de la ligue de guerre d'appui dite aussi de défense anti-allemande.
Un rapport publié le 29 juin 1917 nous donne plus de détails sur cette organisation : « Cette organisation, qui émane directement de l'Action française, a été fondée, il y a peu de temps, par le sieur Castillon-Duperrou, royaliste militant de la Charente et placée sous la présidence d'honneur du général Mercier, sénateur, ancien ministre de la Guerre. Elle fonctionne librement et n'a pas déposé ses statuts au bureau des Sociétés. Son siège est fixé rue de Rome dans les bureaux de l'Action française. D'après le prospectus édité à son sujet, la Ligue de guerre d'appui a pour objet de faire

[1003] Rapport de police daté du 14 mai 1917, Archives départementales du Rhône, 1 M 149
[1004] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.123
[1005] Quotidien d'*AF* du 23 décembre 1917

connaître au public la campagne de Léon Daudet contre l'espionnage allemand, grâce à la diffusion des numéros de l'Action française contenant les articles de cette campagne. »[1006]

La ligue de guerre d'appui fonctionne grâce au soutien des sections d'AF. Par ailleurs, dans chaque chef-lieu d'arrondissement, un comité régional doit être mis en place avec pour missions « d'apporter tous renseignements utiles à la campagne de Léon Daudet » et « de recueillir au moyen des carnets à souche comportant les bulletins, les cotisations des adhérents. »

L'AF affirme que tout bon citoyen doit s'inscrire à la Ligue de guerre d'appui et de Défense anti-allemande. Le taux annuel des cotisations est fixé comme suit : « membres adhérents, à partir de 3 francs ; membres titulaires, à partir de 6 francs ; membres honoraires, à partir de 50 francs ; et membres bienfaiteurs, à partir de 200 francs. »[1007]

Le comité central de la Ligue de guerre d'appui regroupe :
- Président : Etienne de Resnes, délégué du duc d'Orléans pour la région du Nord
- Vice-président : Castillon-Duperrou, ligueur d'AF
- Trésorier-général : comte de Rouvroy, président de la section d'AF du 7ème arrondissement.

Les autorités s'inquiètent rapidement de la naissance de cette nouvelle organisation affiliée à l'AF : « Sous l'apparence d'une œuvre patriotique et de défense nationale, la Ligue de guerre d'appui, apparaît, encore qu'elle n'ait donné aucunement sa mesure, comme une combinaison destinée d'une part à consolider et à étendre l'influence des tenants du royalisme, d'autre part, exercer une pression sur les pouvoirs publics, en particulier, sur le ministre de l'intérieur[1008]. (…) Il semble bien que la Ligue de guerre d'appui n'est autre qu'un nouvel instrument de combat dirigé contre le régime et ses dirigeants au gouvernement. »[1009]

<u>Les étudiants, dames et jeunes filles royalistes</u>

En plus de cette nouvelle structure, l'AF peut aussi s'appuyer sur les étudiants d'AF et les dames et jeunes filles royalistes. Très actifs avant la guerre, ces groupes témoignent d'une activité

[1006] Rapport sur la Ligue de guerre d'appui, juin 1917, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1007] Quotidien d'*AF* du 26 septembre 1918
[1008] Le ministre de l'intérieur est alors M. Malvy, qui sera contraint à la démission après les attaques de Daudet dans l'affaire du Bonnet Rouge, nous y reviendrons
[1009] Rapport sur la Ligue de guerre d'appui, juin 1917, Archives nationales, Paris, F7 13 195

de plus en plus intense au cours du conflit.

En 1914, les étudiants, lycéens, collégiens et camelots du roi cherchent à maintenir leurs activités grâce à des réunions des délégués des différents groupements à partir du mois de novembre.
Dès avril 1915, les « ligueurs, camelots du roi, étudiants, collégiens, dames royalistes, se sont soudés de nouveau sur certains points du territoire pour entreprendre une action d'ensemble qui se manifeste à la fois dans les milieux civils et militaires. »[1010]
A Paris, les étudiants continuent à tenir leur séance d'études du samedi mais, d'après un rapport des RG, « Louis Dimier, qui devait y faire une série de conférences, jugeant sans doute le nombre des auditeurs insuffisant, s'est borné à présider la plupart de ces réunions en engageant les étudiants à faire eux-mêmes, à tour de rôle, des causeries sur des sujets de leur choix. »[1011]

Les dames et les jeunes filles royalistes se distinguent essentiellement par leurs diverses activités liées à la solidarité d'AF. En juillet 1916, on apprend que depuis la mort de Vaugeois, le cercle des jeunes filles royalistes est placé sous la présidence de Maurras mais qu'aucune conférence n'a été faite depuis de longs mois.[1012]

Il est également important de noter que l'AF décide, au cours du mois de septembre 1915 de suspendre l'activité des camelots du roi. Une note datée du 1er septembre 1915 rapporte : « On a pris la décision, avant-hier, à la ligue d'Action française, de cesser jusqu'à nouvel ordre à dater du 15 septembre tout le service des camelots du roi. Le bureau de ce groupement ne fonctionne plus de même que le bureau spécial de la recherche des prisonniers de guerre. »[1013]

5) Les publications de l'Action française

La Nouvelle Librairie nationale

L'AF met en avant, au cours du conflit, l'activité de la Nouvelle librairie nationale. Le 24

[1010] Note sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1011] Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1012] Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1013] Note du 1er septembre 1915, Archives nationales Paris, F7 13195

janvier 1915, elle publie un compte rendu détaillé du travail de cette dernière depuis plus de deux ans. Elle est ainsi définie comme une « œuvre nécessaire à la propagation des doctrines d'AF. »
Un rapport des RG daté du 1er mai 1915 explique que la NLN est « en pleine prospérité ». Son chiffre d'affaire est en progression constante depuis sa création et encore plus depuis le début du conflit : de 100 000 francs à sa création, le chiffre d'affaire est estimé à 165 000 francs en 1915 et, sans doute, 200 000 francs en 1916.[1014]

La Nouvelle librairie nationale publie de nouveaux ouvrages tout au long du conflit. Nous en avons répertorié 22 :

- janvier 1915 : « Devant la douleur » de Léon Daudet
- mai 1915 : « Hors du joug allemand » de Léon Daudet (7000 exemplaires en 7 jours)
- juillet 1915 : « Les tronçons du serpent » de Louis Dimier et « Histoire de deux peuples » de Jacques Bainville
- octobre 1915 : « L'étang de Berre » de Charles Maurras
- janvier 1916 : « 1870. Les causes politiques du désastre » de Léon de Montesquiou et « L'Art de la guerre et le colonel Grouard » de G de Bourget
- à partir de février 1916 : « Devant l'ennemi – Les conditions de la victoire », compilation des articles de Charles Maurras pendant la guerre
- février 1916 : « Gambetta et la Défense nationale » par H Dutrait-Crozon.
- avril 1916 : « Le mémento de Montesquiou »
- juin 1916 : « Quand les Français ne s'aimaient pas, Chronique d'une renaissance -1855-1905) » de Charles Maurras
- avril 1917 : « Propos de musique et de guerre » par Camille Bellaigue
- avril 1917 : « La politique fédéraliste » par Henry Cellerier
- avril 1917 : « Vers un ordre social-chrétien » par M. de la Tour du Pin
- mai 1917 : « La part du combattant » par Charles Maurras
- juin 1917 : « Le mémento d'Henri Vaugeois »
- juin 1917 : « La morale de Kant dans l'université de France » par Henri Vaugeois
- juin 1917 : « Les maîtres de la contre-révolution au 19ème siècle » par Louis Dimier
- juin 1917 : « Comment est née la Révolution russe » par Jacques Bainville
- août 1917 : « Le Pape, la Guerre, la Paix » par Charles Maurras

[1014] Rapport des renseignements généraux du 1er mai 1915, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

- mai 1918 : « La guerre totale » par Léon Daudet
- octobre 1918 : « Histoire de trois générations » par Jacques Bainville
- novembre 1918 « Les chefs socialistes pendant la guerre » par Charles Maurras
- novembre 1918 « La réforme économique et sociale » par Georges Valois

La liste est longue preuve d'une activité assez remarquable de la Nouvelle Librairie nationale pendant la guerre. Activité qui inquiète d'ailleurs les autorités : « La Nouvelle librairie nationale a exposé par la plume de Maurras les progrès réalisés dans la vente des ouvrages royalistes. Parmi ceux-ci, « l'Avant-guerre » de Daudet a atteint son 25ème mille, « l'Enquête sur la Monarchie » en est à son dix-millième. D'autres ouvrages ont vu le jour (…) Tous paraissent avoir eu un certain succès. »[1015]

Les publications de la ligue

En plus des différents ouvrages publiés par la Nouvelle librairie nationale, la ligue d'AF continue l'impression de ses brochures et tracts habituels.

Elle propose également, régulièrement, de nouveaux moyens de propagande. En février 1916, elle publie un tract reproduisant un article de Maurras « Devant l'envahisseur, la politique nationale, la politique et la France »[1016] .

En mai 1916, elle propose une nouvelle brochure intitulée « Sommaire des idées de l'Action française »[1017] .

En décembre 1917, elle met en vente le texte complet du discours de Jules Delahaye à la chambre des députés sur « Malvy, le malvysme et les campagnes de Léon Daudet »[1018] .

En janvier 1918, elle édite, sous forme de tract, l'article de Maurras « Liberté et Autorité »[1019]

En mars 1918, elle édite, toujours sous forme de tract, les articles de Maurras et Bainville du 4 mars « La paix de sang. L'espérance est militaire »[1020]

En avril 1918, elle fait imprimer un nouveau tract « Appel aux classes ouvrières françaises »[1021]

En juin 1918, la ligue propose deux nouvelles publications : « La légende des 40 millions » et le

[1015] Etude sur le mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1016] Quotidien d'*AF* du 20 février 1916
[1017] Quotidien d'*AF* du 16 mai 1916
[1018] Quotidien d'*AF* du 5 décembre 1917
[1019] Quotidien d'*AF* du 4 janvier 1918
[1020] Quotidien d'*AF* du 15 mars 1918
[1021] Quotidien d'*AF* du 12 avril 1918

« Sommaire des idées d'Action française » par R du Lac.[1022]
En août 1918, l'AF édite une carte postale reproduisant le buste de Mme de Mac Mahon par Maxime Real del Sarte.[1023]

En parallèle, plusieurs sections élaborent leurs propres documents de propagande.
La section de Bordeaux imprime « Une affiche de l'Histoire de deux peuples » en 1915[1024] ainsi qu'un ouvrage de X. Lévrier « Les impôts, la dîme, les corvées »[1025] en 1918.
La section de Montpellier fait éditer un tract de propagande reproduisant l'affiche de la ligue[1026] ainsi qu'un tract reproduisant l'article de Daudet « Le tournant du bon moral »[1027]
La section de Lyon se spécialise dans l'édition de plusieurs cartes postales dès le début de la guerre.
La section de Toulouse édite une affiche de propagande en novembre 1916.[1028]
La section de la Mayenne fait publier, en septembre 1918, une brochure de Paul Tailliez « L'électorat et le suffrage »[1029]

A la lecture de ce matériel de propagande, on voit bien que l'AF maintient une réelle activité au cours du conflit.

Les conférences d'Action française : l'exemple de Lyon

La recension des conférences tenues par la section de Lyon témoigne également de cette réalité. Nous avons 39 conférences recensées : 7 sur la guerre et ses conséquences ; 5 sur l'Allemagne ; 10 conférences historiques ; 17 conférences idéologiques « habituelles ».
La guerre et ses conséquences :
- Joseph Labouré « Au lendemain de l'Union sacrée : Les catholiques et la République après la guerre »
- Marcel Grognot secrétaire de la sous-section des Brotteaux « La guerre et l'autorité »
- François Collet étudiant en droit « Le socialisme avant et pendant la guerre »
- Joseph Hours, étudiant en droit « La guerre et les illusions républicaines »

[1022] Quotidien d'*AF* du 20 juin 1918
[1023] Quotidien d'*AF* du 30 août 1918
[1024] Quotidien d'*AF* du 19 septembre 1915
[1025] Quotidien d'*AF* du 3 mai 1918
[1026] Quotidien d'*AF* du 4 septembre 1915
[1027] Quotidien d'*AF* du 28 février 1917
[1028] Quotidien d'*AF* du 21 novembre 1916
[1029] Quotidien d'*AF* du 14 septembre 1918

- M. Florentin Benoit d'Entrevaux du Vivarais royaliste « Soldat d'hier et d'aujourd'hui »
- M. Wieth « L'AF et les partis pendant la guerre »
- Albert Bayle avocat « La situation actuelle »

L'Allemagne :

- Joseph Passeron sur « Les intellectuels allemands d'après leurs manifestes »
- M. Achille Barbier « Pangermanisation et social-démocratie »
- M. de Wisth « Les Juifs et l'Empire allemand »
- Me de Vieth avocat au barreau de Paris « Les juifs et le pangermanisme »
- J. Thauvenet « Les illusions de la France sur l'Allemagne depuis la Révolution »

Conférences historiques :

- M. Emile Salomon secrétaire de la section « De l'hérédité; Le rôle passé et futur de la Maison de France »
- Jasseron sur « Les institutions d'AR »
- Georges Renaudin « Libéralisme et Révolution »
- M. Pittion-Rossillon « La vie de Joseph Michau poète et journaliste lyonnais »
- M. Diderich « Le Luxembourg »
- Emile Salomon « Julie de l'Espinasse et son temps »
- M. Rémy Lempereur de Saint Pierre, secrétaire des Syndicats agricoles du Sud-Est « La désertion des campagnes »
- M. Ravier du Magny « Les instituteurs »
- M. A Blanc « Le 18ème siècle et la Révolution d'après les souvenirs de la marquise de Créqui »
- « L'histoire de la corporation en France »

Conférences idéologiques :

- M. J Hours étudiant en droit; Louis Jasseron secrétaire des camelots « Un catholique peut-il vraiment être républicain ? »
- lecture par Joseph Labouré d'un travail de synthèse de Daudet sur l'affaire Ullmann
- M. Léonard sur « Le parlementarisme »
- M. Jacques Reynaud étudiant en lettres « Politique et utopies socialistes »
- Lacroix « Pourquoi nous sommes royalistes »
- Jasseron « Le régionalisme »
- Marcel Bertrand de Montpellier « Les campagnes de propagande »
- M. Louis « La classe ouvrière et la monarchie »
- Louis Jasseron « Espoir et confiance »
- M. Mallet « La continuité au point de vue social »

- « De l'ordre le progrès, développement de l'ordre »
- « Progrès et évolution, progrès et tradition »
- « La continuité au point de vue de l'éducation de l'esprit »
- « La continuité au point de vue politique »
- « Les cinq pouvoirs naturels, base de la constitution historique de la France ».
- M. Laurent Louis fondateur du groupe ouvrier de Tours « Notre façon de comprendre le syndicalisme »
- Max de Vieth « L'organisation de la profession et la représentation nationale »

La ligue persiste donc dans sa vocation de formation intellectuelle. Au cours de la guerre, elle ne pratique pas uniquement un « bourrage de crâne » propagandiste sur la guerre et l'ennemi allemand ; elle continue ses pratiques habituelles de formation intellectuelle et ce quelle que soit l'année étudiée.
La section de Toulouse confirme ces conclusions : « L'état de guerre nous prive de la présence du plus grand nombre de nos adhérents mobilisés et dont plusieurs ont déjà sacrifié leur vie à la Patrie ; cela ne peut nous détourner de notre œuvre de Salut national. Nos amis qui combattent, le sang de nos morts, nous tracent la voie du devoir. Notre tâche est de guider l'esprit public, de l'éclairer à la lumière de l'expérience des événements présents. Nous n'y faillirons pas, nos causeries hebdomadaires seront méthodiquement dirigées sur tous les points de nature à permettre à nos amis d'entreprendre une semblable éducation de l'opinion. »[1030]

Au final, il apparaît clairement que pendant le conflit, les services habituels de la ligue ne peuvent plus fonctionner que ce soit pour des raisons pratiques (départ des ligueurs au front) ou propagandistes (participation à l'Union sacrée). Ainsi, l'AF fait le choix de se concentrer sur la diffusion de son journal ce qui ne l'empêche pas de chercher à profiter des potentialités de propagande offertes par le temps de guerre (propagande dans l'armée, diffusion de matériel de propagande, ligue de guerre d'appui). De plus, pragmatique, elle a rapidement conscience de la nécessité de garder du lien entre ses membres ce qui facilite, à terme, la reprise d'une réelle activité.

[1030] Quotidien d'*AF* du 16 octobre 1915

II. La ligue d'Action française en province

1) 1914-1916 : une adaptation progressive au temps de guerre

En 1914, la désorganisation des sections est totale. 321 villes sont citées dans le quotidien en 1914 mais seules 23 au cours de la période août-décembre 1914. Ce chiffre est, à lui seul, un marqueur de l'impact du conflit sur la ligue d'AF.

Dès 1914, l'AF cherche à maintenir une activité mais il n'y a, bien évidemment, pas de comparaison possible, entre la vie de la ligue d'avant guerre et celle au cours du conflit.

Certaines sections cherchent toutefois à maintenir leurs réunions hebdomadaires ; c'est le cas, dès le début des hostilités, de la section de Lyon. Cette dernière conserve une activité assez importante : affichage pour la propagande du journal, conférences, édition d'une carte postale.

D'autres sections suivent l'exemple en organisant des réunions : Puteaux, Vitré, Arras, Nantes, Lorient...

L'Institut d'AF de Tours inaugure même, en décembre 1914, une série d'études avec Henri Vaugeois « L'écroulement de la Kultur allemande: les réactions de l'esprit français ».

Les messes pour les morts d'AF débutent également dans les premiers mois du conflit.

Au cours de l'année 1915, l'AF se réorganise progressivement. De plus, Henri Vaugeois, en « véritable commis voyageur de la propagande royaliste », multiplie ses visites dans l'Ouest, le Centre et le Midi de la France.

Une note de police d'avril 1915 résume la reprise de l'activité de la ligue d'AF en province : « A Lyon, la propagande a été reprise sous différentes formes (…) La section de Bordeaux n'est pas moins active (…) A Toulon, à Marseille, à Toulouse, à Castres, à Tarbes, à Nice, à Lorient, à Nantes, à Tours, ailleurs encore, on constate pareillement un renouveau d'activité qui se traduit par la tenue de réunions, de conférences, de causeries, de séances d'études et par l'emploi de moyens de propagande les plus propres à retenir l'attention, notamment par la mise en circulation dans des milieux divers d'ouvrages tendancieux sortant de la Nouvelle Librairie nationale, filiale de l'AF. Par ailleurs, des prêtres inféodés au parti se font les apôtres du mouvement en faisant, eux aussi, circuler dans leurs paroisses les numéros quotidiens de l'Action française qui leur sont adressés parfois à titre de propagande. D'autres militants se font expédier des brochures et des tracts qu'ils

déposent individuellement dans les trains, les cafés, les voitures et dans les endroits les plus fréquentés. »[1031]

Cette impression de reprise d'activités est confirmée par une étude sur l'Action française datée de septembre 1915 : « Et de fait, quelques sections, parmi les plus importantes, si elles n'ont pas repris leur vitalité d'antan, s'agitent de nouveau : Lyon, Bordeaux, Nantes, Angers, Saint Etienne tiennent leurs réunions où l'on se remue, discute comme par le passé. »[1032]

Au cours de l'année 1915, on peut souligner que l'AF essaie de conserver ses traditions d'avant-guerre. C'est en ce sens que plusieurs messes commémoratives de la mort de Louis XVI sont organisées en janvier (Paris, Marseille, Grenoble, Lyon, Angers, Evreux, Quimperlé).

C'est également en ce sens qu'une fête pour Jeanne d'Arc tente d'être organisée en mai 1915. Le cortège traditionnel est reporté mais l'AF envoie tout de même des fleurs aux trois statues de Jeanne d'Arc. Le journal publie un compte rendu de la journée de Jeanne d'Arc à Paris le 17 mai, de la journée de Reims le 24 mai et de celle de Rouen le 1er juin.[1033]

En 1915, les sections de Lyon, Bordeaux et Montpellier ont les activités de propagande les plus intenses : publications de brochures ou affiches, réunions hebdomadaires, conférences, messes.

Tout au long du conflit, les réunions de la section de Bordeaux font l'objet d'une étroite surveillance qui témoigne d'une réelle activité de propagande. Dès le mois de février 1915, une réunion, présidée par Raoul de Saint-Marc, conseiller municipal de Bordeaux[1034] avec Paul Courcoural, M. Laville de Lacombe président des camelots et Nel Ariès, réunit une cinquantaine de personnes et aborde la question de la propagande de l'idée royaliste « qu'il faut pousser par une active propagande » et notamment par la vente du journal. Au cours de cette réunion, le gouvernement républicain est, par ailleurs, âprement critiqué.[1035] Plusieurs réunions à caractère historique ont lieu au cours des premiers mois de 1915. Les thèmes abordés sont variés, la propagande est toujours encouragée (particulièrement au front par l'envoi de matériel de propagande) et ses succès sont régulièrement salués. La lecture des lettres du front permettent de renforcer la cohésion du groupe.[1036]

En août 1915, les conférences sont provisoirement suspendues en raison du départ de nombreux

---

[1031] Note sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

[1032] Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

[1033] Quotidiens d'*AF* du 17, du 24 mai et du 1er juin 1915

[1034] Ce dernier joue un rôle essentiel dans le maintien de l'activité d'AF à Bordeaux pendant le conflit. Directeur fondateur de la grande blanchisserie à vapeur de la Gironde. Ancien républicain et ardent anticlérical. Il devient royaliste au tournant du siècle après son exclusion du conseil municipal, en octobre 1899, pour injures contre le président de la République.

[1035] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 9 février 1915, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 559

[1036] Divers rapports de police mars, avril, mai, juin, juillet 1915, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 559

camelots au front. Elles sont alors remplacées par des causeries et comptes rendus des travaux ou des événements de la semaine.[1037]

La section d'Avignon donne, vraisemblablement un bon exemple de l'activité d'une section moyenne d'AF au cours de l'année 1915 : « Les quelques membres de la section d'Avignon qui n'ont pas été mobilisés, ne restent pas inactifs : soucieux de servir la patrie par la diffusion de la vérité, ils emploient leurs ressources à répandre l'Action française, faisant lire le journal que de nouveaux convertis propagent à leur tour. »[1038]

Un rapport daté du 8 août 1915 fournit de nombreux détails sur l'organisation du parti royaliste dans l'Ouest[1039] : « Ne tenant aucun compte du Pacte d'Union, conclu le 4 août 1914 par les différents partis politiques, les militants royalistes de la Loire-inférieure se sont livrés à une telle propagande depuis le début des hostilités, ils ont tellement intensifié leurs moyens d'action, qu'il devient indispensable de surveiller de près leurs agissements. L'organisation de ce parti est à ce point parfaite qu'il n'existe pour ainsi dire pas de villages dans notre département qui ne soit relié au comité central d'AF de Nantes par un ou plusieurs délégués. » Le rapport explique que le président du comité central dans la région, le commandant de Kertanguy est « l'un de ces monarchistes irréconciliables qui ne désarmeront jamais. » Ainsi, « la tactique employée par les monarchistes dans les 5 départements Bretons et en Vendée, est basée sur la connaissance exacte de la situation économique et politique de cette région dont on peut dire qu'elle est, en France, la dernière forteresse d'un régime à jamais déchu. Les paysans de l'Ouest, Bretons et Vendéens, imbus pour la plupart d'idées rétrogrades, sont une proie facile pour les chefs monarchistes qui n'épargnent aucun effort afin de les circonvenir. L'appui du clergé, tout puissant dans la région, leur est entièrement acquis. »

Le rapport explique également que l'organisation est « redoutable » en particulier dans les campagnes où « il faut être doué d'un très réel courage pour oser se proclamer républicain. » De même, dans les villes, « la situation, sans être aussi grave, est cependant digne d'attention » dans la mesure où l'AF multiplie les actions en direction des ouvriers.

Le rapport fournit une liste des 302 ligueurs d'AF de la région :

Arrondissement d'Ancenis = 44 ligueurs

Arrondissement de Châteaubriand = 55 ligueurs

[1037] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 29 août 1915, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 559

[1038] Quotidien d'AF du 20 juillet 1915

[1039] Rapport sur l'organisation du parti royaliste dans l'Ouest, 8 août 1915, Archives nationales Paris, F7 13 195

Arrondissement de Nantes = 96 ligueurs

Arrondissement de Paimboeuf = 28 ligueurs

Arrondissement de Saint Nazaire = 79 ligueurs

La conclusion prouve l'inquiétude des autorités : « En résumé, dans cette région tout au moins, la situation est grave. Il est nécessaire de ne pas perdre de vue des gens qui tenteront certainement un mouvement populaire dès le rétablissement de la paix. »

Ce rapport exagère sans nul doute la réalité de l'emprise de l'AF dans la région mais il permet tout de même de se rendre compte de la présence de la ligue sur le terrain. L'idée développée que l'AF est prête à renverser la République dès la signature de l'armistice, bien que totalement irréalisable, est tout de même fondée sur une inquiétude réelle liée à une présence tout aussi réelle sur le terrain.

Il est également intéressant de souligner que l'activité de la ligue à Paris est, quant à elle, quasi inexistante. La lecture du quotidien confirme les constatations faites par la note d'avril 1915 : « A Paris, le départ d'une nouvelle classe et l'appel des contingents non encore mobilisés, ont fait de nouveaux vides dans les organisations royalistes qui se reforment péniblement. (…) Aucune réunion de ligueurs ou de camelots du roi n'a été tenue ici dans ces derniers mois ; quelques affiliés vont seulement de temps à autre et sans but précis au siège central, 17 rue Caumartin. »[1040]

De même, un autre rapport de septembre 1915 étaye ces impressions : « Ce supplément de force et de vitalité est loin de compenser les pertes subies par l'Action française du fait de la mobilisation. (…) Et c'est à peine si, à Paris, pour la fête de Jeanne d'Arc, le 16 mai dernier, Pujo, non encore mobilisé à l'époque, a pu trouver une petite troupe de camelots du roi pour monter autour des statues de la « Reine de la Patrie » une « Garde d'honneur ». »[1041]

En 1916, toujours dans l'optique de maintenir ses traditions, l'AF organise ses messes à la mémoire de Louis XVI. On en compte une quinzaine (Paris, Vannes, Grenoble, Saint Etienne, Bordeaux, Saint Denis, Laval, Rouen, Nîmes, Tarbes, Clermont-Ferrand, Le Mans, Lyon, Versailles), soit tout de même le double de celles organisées en 1915.

En 1916, la section la plus active est toujours sans conteste celle de Lyon. Un rapport de police daté du 15 janvier 1916 décrit une réunion des camelots du roi avec Henri Vaugeois et note la présence d'une centaine de personnes dont une trentaine de femmes.[1042] Il ne s'agit pas uniquement des ligueurs d'AF mais la présence d'une centaine de personnes est tout de même notable en temps de

[1040] Note sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195

[1041] Etude du mouvement royaliste depuis le début du conflit, septembre 1915, Archives nationales, F7 13 195

[1042] Rapport de police du 15 janvier 1916, Archives départementales du Rhône, 1 M 146

guerre.

Les sections de Bordeaux, Toulouse, Marseille et Nogent le Perreux sont également actives au cours de l'année.

A Bordeaux, par exemple, les rapports de police font état de réunions hebdomadaires sous la présidence de Raoul de Saint-Marc avec la participation habituelle de Paul Courcoural.[1043] A la rentrée d'octobre 1916, un rapport fait état de la volonté de l'AF de « recruter beaucoup de jeunes et très jeunes gens, sans omettre les hommes âgés et murs. »[1044] Le journal d'AF rencontre également un réel succès à Bordeaux. Au cours de l'année, 95 000 numéros ont été vendus dans les kiosques de la ville sans compter la vente devant les églises. Nel Ariès affirme que « cet organe arrive en cinquième ligne comme vente à Bordeaux, après les grands journaux parisiens »[1045]

Plusieurs autres sections ont des activités notables en 1916 : Rouen, Angers, Montpellier, Chambéry, Nantes, Riom, Saint Germain en Laye.

On peut également noter l'organisation de réunions ponctuelles dans diverses villes : Vannes, Nîmes, Lorient, Laval, Saint Denis, Nancy, Saint Nazaire, Tours.

A Paris, en 1916, l'AF peine toujours à mobiliser des troupes. Un rapport des renseignements généraux fournit des détails sur la réalité de la situation de l'AF en donnant les chiffres des participants aux quelques réunions qui parviennent à se tenir :

- Section des 3 et 4èmes arrondissements : assistance entre 12 et 35 personnes.
- Section du 6ème arrondissement : environ 50 personnes.
- Section du 7ème arrondissement : de 25 à 60 personnes.
- Nogent le Perreux : pas plus de 15 personnes.[1046]

Le rapport explique que la seule réunion d'envergure a eu lieu sous les auspices de la section du 18ème arrondissement et a regroupé environ 300 personnes soit « le maximum certainement de ce que l'Action française peut actuellement mettre en ligne. » On est évidemment bien loin des milliers d'individus évoqués dans les manifestations d'avant-guerre.

Un autre rapport des RG explique qu'en septembre 1916, Maurras a cherché à organiser une sorte de « démonstration royaliste » en l'honneur de Léon de Montesquiou mais il n'a réussi à réunir que 500 personnes dont beaucoup présentes uniquement pour servir la mémoire de Montesquiou.[1047]

[1043] Divers rapports de police sur les réunions d'AF, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559

[1044] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 24 octobre 1916, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559

[1045] Rapport du préfet de la Gironde au ministre de l'Intérieur, 12 janvier 1917, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559

[1046] Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[1047] Rapport des renseignements généraux de novembre 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

Cela n'empêche toutefois par Henri Vaugeois d'affirmer, lors d'une réunion tenue à Lyon en janvier 1916, que la capitale est acquise aux idées de l'AF : « M. Vaugeois a ensuite entretenu l'assistance de la propagande qui sera faite après la guerre pour amener le pays à se prononcer sur le régime actuel en montrant au peuple le péril qu'il a couru et les bienfaits qu'une restauration monarchique lui apporterait notamment prospérité, grandeur de la France et sécurité dans la paix. L'orateur croit pouvoir affirmer que Paris est avec les monarchistes et exprimer l'espoir que la province suivra la capitale dans cette nouvelle orientation politique. »[1048]

2) 1917-1918 : une nouvelle prospérité

C'est en janvier 1917 que les locaux de l'AF déménagent rue de Rome. Eugen Weber y voit une marque de prospérité nouvelle.[1049] Cette conclusion est sans doute optimiste étant donné l'état réel de la ligue sur le terrain que nous venons de décrire mais il convient de souligner que la situation s'améliore au cours de l'année 1917.

Comme en 1915 et 1916, l'AF cherche à maintenir ses traditions. Les messes célébrées à la mémoire de Louis XVI sont plus nombreuses que les deux années précédentes. En mai 1917, l'AF essaie également de créer une émulation autour de la fête de Jeanne d'Arc.

Les sections les plus actives au cours de l'année 1917 sont toujours les mêmes : Bordeaux, Lyon, Lorient, Marseille, Toulouse, Angers.
A Bordeaux, lors de la messe pour Louis XVI, on dénombre « en tout 300 personnes environ dont 125 dames ou demoiselles. L'élément bourgeois dominait avec les négociants. »[1050] Lors d'une grande réunion d'AF en mai 1917 sur le thème « L'Allemagne, la guerre et les conditions de la paix », un rapport de police fait état de 600 personnes présentes, « toute la Ligue d'Action française, de nombreuses dames, quelques ecclésiastiques et quelques militaires, des infirmières, etc »[1051]
Au cours de l'année, la diffusion du quotidien continue à se développer, elle aurait même doublé selon Nel Ariès.[1052]

[1048] Rapport de police du 15 janvier 1916, Archives départementales du Rhône, 1 M 146
[1049] « La prospérité nouvelle se reflétait de façon plus symbolique sans doute dans des bureaux nouveaux et plus prestigieux. », Eugen Weber, op. Cit. p.133
[1050] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 24 janvier 1917, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559
[1051] Rapport de police du 19 mai 1917, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559
[1052] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 30 juin 1917, Archives départementales de Gironde,

Plusieurs sections parviennent à maintenir des réunions régulières : Nantes, Le Mans, Nîmes, Tarbes, Rouen, Limoges, Perpignan, Rennes, Versailles, Le Puy.
A Lyon, on peut considérer que la section fonctionne avec une trentaine de membres environ. C'est en tout cas ce qu'annonce un rapport de police daté du 14 mai 1917.[1053]

En 1918, la situation s'améliore pour la ligue qui parvient à se restructurer davantage.
Encore une fois, la section de Lyon se démarque des autres. Le 3 mai, le quotidien publie un résumé de son activité et de ses permanences :
Permanence quotidienne de 5 à 6 heures
Permanence du dimanche de 4 à 6 heures
Réunion hebdomadaire et causerie le jeudi à 8 h 30
Réunion mensuelle alternativement le jeudi et le dimanche sur convocation
Dames et jeunes filles royalistes : permanence et ouvroir le mercredi de 2 h 30 à 5 heures
Etudiants, lycéens et collégiens : permanence le jeudi de 3 à 6 heures, chaque quinzaine réunion sur convocation
Secrétariat régional : Louis Jasseron à disposition au local tous les jours de 3 à 6 heures.
Nous avons là les activités d'une section particulièrement active et bien organisée. Rappelons encore une fois que la section de Lyon était très active avant-guerre et bénéficie donc d'un fort potentiel militant.

Les sections de Bordeaux, Marseille, Toulouse, Lorient, Le Mans et Pau ont également des activités notamment intellectuelles assez intenses au cours de l'année 1918.
Un rapport de police souligne d'ailleurs au sujet de la messe pour Louis XVI à Bordeaux que, « bien que cette manifestation ait lieu tous les ans dans les mêmes circonstances, il semble que cette année un nombre plus considérable d'assistants s'étaient réunis. »[1054]

Plusieurs autres sections sont actives : Rouen, Rennes, La Roche sur Yon, Roanne, Laval, Perpignan, Nantes, Vannes.
De nombreuses sections d'AF ouvrent ou rouvrent leurs permanences afin de recevoir les

Bordeaux, 1 M 559
[1053] Rapport de police du 14 mai 1917, Archives départementales du Rhône, 1 M 149
[1054] Rapport du commissaire spécial au préfet de la Gironde, 21 janvier 1918, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 559

souscriptions pour le million d'AF ou pour la part du combattant : Montpellier, Saint Etienne, Rouen, Carcassonne, Castres, Amiens...

De plus, on observe la restructuration progressive de plusieurs secrétariats régionaux.
Dès le mois d'avril 1918, les secrétariats de la région de Lyon et de la région du Midi à Montpellier reprennent leurs activités. Parallèlement, des régions se réorganisent :

- « L'AF dans le Bugey » avec Oyonnax, Hauteville et Saint-Rambert de Bugey
- « L'AF dans le Charollais » avec Paray le Monial
- « L'AF en Beaujolais » avec Villefranche sur Saône
- « L'AF en Dauphiné » avec Grenoble, Pont de Chéruy et Romans – Bourg de Péage.[1055]
- En octobre 1918, Etienne de Resnes appelle les amis de l'AF du Nord, du Pas de Calais, de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme à se faire connaître dans un but de réorganisation.[1056]
- L'AF dans le Maine se réorganise également notamment autour de la section Laval qui publie un bulletin mensuel de la Mayenne et de la Sarthe.[1057]
- L'AF dans le Vivarais reprend ses activités par la (re)création de plusieurs sections : Largentière, Annonay, Aubenas, Privas, Viviers, Tournon. Cette fédération du Vivarais organise très rapidement une bibliothèque qui bénéficie à plusieurs centres de la région : Burzet, Lalevade, Les Assions, Les Vans, Montpezat, Ruoms, Saint Cirgues en Montagne.

3) « L'AF au champ d'honneur »

La ligue est, dans l'ensemble, désorganisée par la guerre, c'est un fait, mais cela ne semble pas l'empêcher de voir son nombre d'adhérents augmenter dès les premiers mois du conflit. D'après un rapport de police du 27 avril 1915, le nombre des ligueurs d'AF s'est accru de près de 7000 entre le 1er et le 24 avril 1915.[1058]
Cette augmentation, tout comme la reprise progressive de l'activité que nous venons de détailler, ne doit évidemment pas masquer la réalité de la situation de la ligue au sortir de la guerre. Cette dernière est décimée par le conflit. Toutes les sections ont perdu des ligueurs sur le champ de

[1055] Quotidien d'*AF* du 27 avril 1918
[1056] Quotidien d'*AF* du 29 octobre 1918
[1057] Quotidien d'*AF* du 7 décembre 1918
[1058] Rapport de police du 27 avril 1915, Archives nationales Paris, F7 13 195

bataille. Robert Havard de la Montagne l'exprime bien dans son Histoire de l'Action française : « Mais que de royalistes ne seront plus là pour le Te Deum de 1918 ! L'Action française a perdu Jules Lemaître (6 août 1914) et son fondateur Henri Vaugeois (11 avril 1916). Un autre de ses chefs, Léon de Montesquiou, a été tué le 22 septembre 1915, et Octave de Barral, président de la Fédération des sections de Paris et de la banlieue, le 5 août 1915. (…) Evoquons parmi les morts héroïques, le poète Lionel des Rieux, qui avait été l'un des correspondants de l'Enquête sur la Monarchie ; le poète Jean-Marc Bernard ; Emile Demesmay président de la section lyonnaise ; Henry Lagrange, Noël Trouvé, René d'Aubeigné, Jean de Terline, René Paillard, Jacques Baguenier-Désormeaux, les frères Ruellan, Raphaël Rosard, Léon et Théophile Funck-Brentano, François et Henri Guéneau de Mussy, André et Fernand d'Harmenon, Etienne, Max et Pierre Récamier, Jacques de Balorre, Henri Bannier, Henri Lacour, Gabriel Plateau, Jacques de Merlis, Serge Réal del Sarte, Léon Challamel, Jean de Pré de Saint-Maur, Amédée et Paul de Casteras, Bertrand d'Elbée, Théodore de Fallois, Emile Streif, Marcel, Philippe et Robert Helmlinger, René Péringuey, Henri Cellerier, Pierre de Pimodan, Ablert Delvaux de Chambord, Fernand Hernandez, Joseph Boissier, Fabrice Cléret, Jean de Barrau, Henri de Chabot... Il faut nous borner ; la glorieuse énumération remplirait des pages et des pages. »[1059]

Cette liste est intéressante et mérite d'être soulignée car la plupart de ces noms sont bien connus du lecteur de l'Action française. Lagrange, Trouvé, d'Aubeigné, Récamier, Lacour, Challamel sont des conférenciers habituels des sections de province et notamment de la section lyonnaise.[1060]

Les étudiants d'AF paient également un lourd tribu : sur 12 secrétaires généraux et adjoints, 10 sont morts pendant la Grande Guerre.[1061]

L'AF rend hommage à ses disparus que ce soit par la publication de « L'AF au champ d'honneur »[1062] ou par des messes organisées partout en France.

La publication de « L'AF au champ d'honneur » débute dès le début de la guerre et perdure encore une bonne partie de l'année 1919.

L'AF publie les noms des morts, blessés ou promus au champ d'honneur. Il y a très régulièrement une référence à la section d'affectation ainsi qu'aux relations familiales de l'homme en question. On comprend ainsi toute l'importance des réseaux de sociabilité d'AF.[1063]

[1059] HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française*, op. Cit. p.89

[1060] Voir MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* pp.144-163

[1061] Quotidien d'*AF* 14 juillet 1919

[1062] Ces listes ont ensuite donné naissance à l'ouvrage de MAURRAS Charles, *Tombeaux*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1921

[1063] Sur ce point, voir également GOUJON Bertrand, *Du sang bleu dans les tranchées*, Ed.Vendémiaire, Paris, 2015. Il a

Nous avons répertorié tous les noms lisibles au fil des mois dans le quotidien ainsi que les sections d'affiliation et les relations familiales.[1064]

Au final, nous possédons 1972 noms de ligueurs ou d'amis de l'AF morts au champ d'honneur.

Nous possédons les liens familiaux au sein de l'organisation d'AF pour 697 d'entre eux.

Plusieurs cas de figure se présentent : fils, frère, beau-frère, neveu, mari, gendre, cousin ou simplement une mention « famille d'AF ».

Nous possédons les sections d'affiliation de 1149 de ces hommes. Il convient tout de même de poser une limite quant à l'exhaustivité de cette étude. Cela étant, la cartographie qui en est tirée, reproduite en annexe n°2, prouve bien qu'aucun département n'est épargné et que, partout, la ligue doit renaître de ses cendres.

notamment dépouillé dans les archives Maurras, la correspondance de ce dernier avec les nobles au front.

[1064] La liste ainsi établie est reproduite en annexe n°2

Conclusions : L'influence de l'Action française à la fin de la Grande Guerre

En 1914, l'AF fait le choix de l'Union sacrée et s'attache à aseptiser sa propagande. Nous avons vu que les signes de bonne foi sont nombreux mais que l'AF peine tout de même à totalement camoufler son antirépublicanisme. Elle reste ainsi étroitement surveillée par les autorités. D'ailleurs, sa propagande dans l'armée est une réalité et les diverses organisations chargées d'assurer du lien entre les ligueurs ou de soutenir l'effort de guerre (service de correspondance des blessés, ligue de guerre d'appui) ne sont que des courroies de distribution pour la propagande maurrassienne. Pour l'AF , il faut faire corps devant l'ennemi mais il faut également préparer l'opinion publique à l'après-guerre.

L'AF renforce également sa dénonciation, débutée dès avant 1914, de la présence allemande en France. La campagne de propagande de Maurras et Daudet en 1917, dans le cadre de l'affaire du *Bonnet Rouge,* est sans conteste à l'origine d'une nouvelle popularité pour l'AF, comme l'explique Louis Dimier : « Ainsi aux yeux du parlement nous commençâmes de prendre une importance que la masse de ces gens-là nous avaient refusée. Brusquement notre ascenseur s'empara de tout un public nouveau. La peur que nous leur faisions reflua dans l'opinion, où le flot régulier de notre propagande produisait en la rejoignant l'aspect d'un océan de popularité. C'est alors, aux yeux d'un plus grand nombre, l'Action française parut plus forte. Pendant six mois un prestige de puissance l'environna dans le pays.[1065]

Cette analyse est confirmée par Jacques Prévotat : « Tout un courant de l'opinion nationale se rapproche du mouvement d'idées maurrassien et adopte ses vues en politique extérieure. »[1066] A partir de juin 1917, les articles de Daudet trouvent une audience auprès de lecteurs nouveaux, souvent républicains.

L'année 1917 représente clairement un tournant dans l'influence de l'AF sur l'opinion publique surtout après les arrestations de Duval et d'Almereyda. De plus, si l'opinion n'est pas unanimement convaincue de la trahison de Malvy, elle constate néanmoins que ce dernier ne traîne pas son accusateur devant un jury d'assises, comme Clemenceau l'avait fait lors de l'affaire Norton.[1067]

[1065] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.279

[1066] PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p. 31-32

[1067] KUPFERMAN Alfred, « *Le rôle de Léon Daudet et de l'Action dans la contre-offensive morale 1915-1918 », op.*

Cela étant, cette affaire n'est pas le point de départ de la croissance de l'influence de l'AF. Dès le début du conflit, elle peut se vanter de succès divers. L'encadré « Propagande ! Propagande ! Les amis de l'AF » continue à être publié très régulièrement pour ne pas dire quasi quotidiennement.
L'AF signale ainsi de nombreuses lettres de ligueurs, et notamment de ligueurs au front, expliquant l'importance et surtout la facilité de la propagande en temps de guerre.
Dès le 17 janvier 1915, on peut lire une lettre d'un jeune propagandiste : « Pour moi, comme vous le conseillez à tous, je fais de la propagande. Périlleuse en temps de paix, cette tâche est actuellement pour le soldat très facile. L'Action française ayant donné et donnant encore l'exemple du plus pur patriotisme, l'Action française ayant fait en matière de courage, des preuves admirables, il est aisé de la mettre entre les mains de ceux que n'intéresse plus la politique et qui ne sont inspirés que par l'amour de la France. »[1068]
Les lettres de soutien, de remerciement, de propagande se succèdent ainsi dans les colonnes du quotidien tout au long du conflit.
L'AF explique très simplement le succès de sa propagande : « De ces progrès, de ces succès, la cause est simple. On s'aperçoit que nous ne nous trompions pas et qu'en disant notre pensée, nous disions une pensée juste. »[1069].
Ce thème apparaît encore très clairement au cours du mois d'octobre 1917 dans une chanson de Maxime Brienne : « L'Action française avait raison ».[1070]

Force est de constater que ce succès revendiqué par l'AF est réel. Tout au long du conflit, le mouvement progresse. Les progrès du quotidien en des temps difficiles mais aussi les inquiétudes qui apparaissent dans les rapports de police et des RG le confirment.

Un autre succès propagandiste de l'AF au cours de conflit réside dans son nouveau rôle d'intercesseur en faveur du duc d'Orléans. Ce dernier, exilé, ne peut combattre dans l'armée française et il choisit Charles Maurras pour tenter de convaincre le gouvernement de le laisser rejoindre le front. Cet épisode permet à l'AF de supplanter « officiellement » les vieux comités royalistes. En effet, comme le rapporte une note d'avril 1915 : en « chargeant le leader de l'Action française du soin des démarches auprès du Gouvernement français, alors qu'il aurait pu trouver parmi ses vieux partisans des mandataires autrement qualifiés, le prince, qu'il l'ait voulu ou non, a

Cit. p.129
[1068] Quotidien d'*AF* du 18 janvier 1915
[1069] Quotidien d'*AF* du 10 juillet 1915
[1070] Quotidien d'*AF* du 25 octobre 1917

donné une sorte d'investiture aux gens d'Action française. »[1071]

En novembre 1914, Maurras publie un entretien avec le duc d'Orléans : « L'accueil si cordial du Prince, qui touche et conquiert tous ses visiteurs, frémit cette fois d'une émotion significative, dès les premiers mots, il veut bien nous témoigner quelle a été sa hâte de nous revoir pour avoir des nouvelles de ce qui lui tient à cœur. On sent qu'Il vit dans la fièvre de l'impatience et que ce soldat-né ronge cruellement le frein de l'inaction qui lui est imposée. »[1072]

Maurras rapporte alors le récit du duc d'Orléans dans sa tentative de prendre part aux combats. Il explique que la première requête à Viviani est refusée en raison de la loi d'exil et de l'impossibilité des membres de la Maison de France de combattre sous le drapeau tricolore. Le duc d'Orléans prend alors contact avec les rois Georges V et Albert Ier pour tenter de rejoindre les troupes anglaise ou belge. Mais ces derniers refusent également car leurs troupes stationnent en France et qu'il leur est impossible de passer outre la loi d'exil. Le duc d'Orléans essaie alors de s'enrôler incognito comme simple soldat en Angleterre mais il est immédiatement reconnu.

Le 15 décembre 1914, le duc adresse une lettre à Viviani et lui demande une suspension de la loi d'exil pendant la durée de la guerre. Le duc charge Maurras de lui servir d'intercesseur pour obtenir la réponse à sa requête.

Une première audience a lieu le 18 janvier 1915. Viviani explique à Maurras qu'il lui est impossible de suspendre la loi. Par ailleurs, il souligne que la demande du prince ne peut être introduite devant le Parlement car « elle est de nature à causer des dissensions et des divisions. »[1073] Maurras demande alors de faire lever l'obstacle qui empêche le duc de combattre dans les armées anglaise ou belge. Viviani répond, au cours d'une seconde entrevue datée du 3 février, qu'il est impossible pour le duc de combattre dans les armées belges et anglaises car elles stationnent en France mais que le gouvernement ne voit pas d'objection à ce que ce dernier rejoigne l'armée russe. Toutefois, cette tentative échoue également en raison, semble-t-il, du positionnement trop ambiguë de la France à ce sujet.

Maurras conclut alors : « Il y aura un Français de moins sur la ligne de feu des armées alliées. Il y aura aussi en moins dans l'histoire politique de la France un acte de patriotisme supérieur, qui aurait ajouté à l'honneur de cette année sans égale. »[1074]

Il convient toutefois de souligner que l'image brossée par Maurras d'un duc d'Orléans dévasté à l'idée de ne pas se battre pour la France est sans doute exagérée. En effet, un rapport des RG pour la période mai-juin-juillet 1916 note que le duc d'Orléans, toujours à Londres, « paraît beaucoup plus

---

[1071] Rapport sur l'attitude des royalistes pendant le 1er trimestre 1915, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1072] MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, Le parlement se réunit, op. Cit.* p.14
[1073] *Ibid* p.207
[1074] *Ibid* p.215

préoccupé de se divertir que soucieux de la politique. »[1075]

Maurras échoue dans ses négociations mais cette affaire est une preuve de plus du prestige de l'AF et plus particulièrement de Charles Maurras. De plus, l'intérêt propagandiste de cet épisode sur le long terme paraît assez évident.

Au final, malgré la saignée démographique liée à la Grande guerre, la ligue d'AF a su tirer profit du conflit. Comme le souligne Pierre Nora, la guerre et la victoire ont eu pour effet de « légaliser davantage l'existence du mouvement, et (de) l'intégrer plus profondément à la vie politique. On passe ainsi, par transition, du moment où, à la veille de la guerre, l'Action française a acquis le monopole de la représentation royaliste, au moment où, à la fin de la guerre, elle s'est octroyée une manière de représentativité nationale. »[1076]

[1075] Rapport des renseignements généraux pour la période mai-juin-juillet 1916, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[1076] NORA Pierre, « Les deux apogées de l'Action française », *Annales Economies, sociétés, civilisations*, 1964, volume 19, numéro 1, pp.127-141, p.132

Partie 3

La ligue d'Action française de 1918 à 1926

A la fin de la guerre, nous avons vu que le positionnement de l'AF sur l'échiquier politique est renforcé du fait de la disparition de ses concurrents et de l'adhésion d'un grand nombre de royalistes rassurés par le nouveau ton du journal ainsi que par la décision du duc d'Orléans d'accorder à l'AF l'exclusivité de sa représentation. De plus, l'AF est auréolée d'un véritable prestige lié à ses multiples campagnes patriotiques et religieuses au cours du conflit. Le *Canard enchaîné* du 16 juillet 1919 publie d'ailleurs une caricature du défilé de la Victoire montrant Clemenceau, Poincaré et Mandel sur la croupe d'un éléphant de Pyrrhus avec Daudet, Maurras, Gustave Hervé et Barrès qui suivent.[1077]

Pierre Nora considère que 1918 marque « l'apogée de la première partie du mouvement »[1078] mais aussi un « changement progressif d'orientation ».[1079] En effet, le 11 novembre, « c'est Clemenceau qui remporte la victoire et l'Action française compose alors avec la République. »[1080]

De 1918 à 1926, on assiste ainsi à deux phases successives de réorientation des matrices de l'engagement militant au sein de la ligue.

Au cours de la période 1918-1923, la (re)définition théorique s'opère en lien direct avec le contexte : révolution bolchevique, agitation révolutionnaire, relations avec l'Allemagne mais aussi avec l'Angleterre et les Etats-Unis, crise économique et financière, apaisement religieux, question de l'antisémitisme. De plus, le choix de se présenter aux élections et l'élection de Léon Daudet à l'Assemblée en 1919 entraîne un bouleversement au sein de la ligue qui glisse progressivement vers un conservatisme largement dénoncé par certains de ses membres.

L'année 1923 est ensuite une année charnière. L'AF semble au paroxysme de son influence politique au cours du mois de juin mais doit successivement faire face à l'assassinat de Marius Plateau en janvier et à la mort de Philippe Daudet en novembre. Ces affaires contribuent à réveiller l'agitation militante et l'élection du Cartel des Gauches en 1924 renforce cette évolution.

De 1924 à 1926, on assiste à la fois à un réveil brutal de l'agitation ligueuse (qu'il faut mettre en parallèle avec l'agitation communiste) mais aussi à un échec définitif de la tentative parlementaire de l'AF.

Au début des années 1920, la reprise est réelle au niveau de l'organisation et de l'implantation. En effet, l'AF parvient, en l'espace de quelques années, à refonder ses cadres parisiens et provinciaux mais également à se doter d'une organisation solide de secrétariats régionaux. De même, la

---

[1077] *Le Canard enchaîné* du 16 juillet 1919, cité par WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.147
[1078] NORA Pierre, « Les deux apogées de l'Action française », *op. Cit.* p.130
[1079] *Ibid* p.133
[1080] *Ibid* p.130

fondation de l'*Action française du dimanche* lui offre un nouveau terrain sociologique. Après avoir largement échoué à occuper le monde ouvrier avant-guerre, l'AF tente, avec plus ou moins de succès, de convaincre le monde agricole.

Enfin, c'est également au milieu des années 1920 que l'AF doit faire face à l'apparition de concurrences militantes. Les Jeunesses patriotes sont appelées à devenir les « meilleures ennemies » de l'AF et un jeu d'alliance-concurrence se noue rapidement. A l'inverse, la dissidence de Georges Valois et la fondation du Faisceau rencontrent rapidement l'échec mais elles ont des conséquences notables pour la ligue d'AF.

Ainsi, la période qui s'écoule de 1918 à 1926 est à la fois un moment de reprise organisationnelle, de réorientations théoriques et de naissance des concurrences militantes.

Chapitre 1 : Orientation et réorientation des matrices de l'engagement militant de 1919 à 1923

Au lendemain de la guerre, l'AF s'assigne un vaste programme d'action comme le rappelle Jacques Prévotat : « Rétablir la suprématie française en Europe à la faveur de la victoire, éliminer les forces de dissolution qui ont conduit à la guerre, lutter contre les ferments révolutionnaires nés de la révolution bolchevique, qui essaiment en France via l'Allemagne protestante, rendre aux forces saines la suprématie, restituer à l'Intelligence française toute sa place, et honorer l'Église catholique comme l'impose une longue tradition. »[1081]

I. Les troubles de l'immédiat après-guerre

1) L'agitation révolutionnaire et la question des étrangers en France

La crainte du bolchevisme

Si l'AF salue évidemment la victoire de la France, elle n'en est pas moins inquiète de la suite des événements. Dès le 12 novembre 1918, dans les colonnes du quotidien, Charles Maurras s'interroge : « Cependant, il subsiste une armée allemande. Elle tenait notre territoire. Elle va cesser de le souiller. Elle n'est donc pas notre prisonnière. Elle emporte ses armes et ses drapeaux. Que va-t-il sortir de ce qui lui reste de force ? La révolution est là. Sera-t-elle une force révolutionnaire, qui, maintenue à bonne distance de notre rempart, se déchaînera en Allemagne et achèvera nos bonheurs ? Ou bien, disciplinée, rangée aux ordres des nouveaux pouvoirs, constituera-t-elle une

[1081] PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.32

réserve d'énergie à la disposition de la République impériale qu'il est au moins sage de calculer. »[1082]
Dès le départ, Maurras et l'AF mettent au premier plan la question de l'Allemagne et de l'attitude à adopter vis à vis d'elle. Jacques Bainville dénonce, le 13 novembre, le « chantage au bolchevisme » mené par Ebert et ses acolytes : « Après avoir si longtemps flairé des pièges dans tous les actes des libéraux et des socialistes allemandes, il serait peu raisonnable de prendre ces remplaçants de Guillaume II pour des hommes dont les paroles méritent confiance. Avant leur arrivée au pouvoir, ils s'adressaient déjà à M. Wilson et à son esprit de justice. Ils ont continué depuis, sans compter que, dès l'ouverture des négociations d'armistice, ils ont entrepris de nous faire chanter au bolchevisme. Qu'on ne chante pas si vite. On en viendrait, par crainte, à faire ce que d'autres voudraient par sensiblerie : on ménagerait l'Allemagne au moment où nous avons pour premier intérêt de couper les ailes à sa future renaissance. (…) Tout est à craindre d'une Allemagne vaste et forte. Depuis qu'elle existe, c'est elle qui incarne l'anarchie. Le monde n'a jamais été tranquille que quand elle en a été dévorée à l'intérieur : ses divisions seules ont fait la sécurité des peuples qui ont le malheur de l'entourer. Quant à la contagion, elle ne pourrait venir que d'une Allemagne révolutionnaire encore assez forte pour agir au dehors. »[1083]
Ainsi, briser l'Allemagne est l'objectif fondamental de l'AF mais ce dernier, partagé par Barrès et dans une certaine mesure par Clemenceau, n'est pas la ligne directrice de la politique étrangère du gouvernement.[1084] De plus, pour l'AF, la crainte du bolchevisme en Allemagne n'est pas fondée dans la mesure où une révolution à Berlin « ne ferait qu'accélérer la désintégration du Reich ».[1085]

En revanche, l'AF, tout comme une partie du monde politique et de l'opinion publique, craint le bolchevisme sur le sol français.
Au début de l'année 1919, des grèves se déclenchent dans les transports publics et chez les cheminots puis chez les fonctionnaires ce qui contraint Clemenceau à faire une concession de taille au mouvement ouvrier en faisant voter la loi des 8 heures. Cette tentative n'empêche toutefois pas l'agitation sociale du 1er mai. En fait, comme le rappellent Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, cette agitation sociale, directement stimulée par la révolution russe et alimentée par les difficultés de la vie chère, prend de plus en plus nettement un caractère révolutionnaire.[1086] Néanmoins, les rivalités internes à la SFIO et à la CGT contribuent à affaiblir le mouvement.

Cette question du rapport entre l'agitation révolutionnaire en France et la Révolution russe est

[1082] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 12 novembre 1918
[1083] BAINVILLE Jacques, « Le chantage au bolchevisme », Quotidien d'*AF* du 13 novembre 1918
[1084] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.135
[1085] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.137
[1086] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1919*, Seuil, Paris, 1990, p.184

également mise en lumière par les problèmes liés à l'intervention française en Russie. A partir du mois de décembre 1918, la France envoie des hommes pour soutenir les généraux blancs qui combattent le gouvernement bolchevique. La flotte française mouille devant Odessa et une quarantaine de milliers d'hommes occupent la région avoisinante. Ils n'interviennent pas directement avec les généraux blancs mais cette aide logistique suscite tout de même de fortes réticences dans l'opinion publique redoutant de se voir entraîner dans un nouveau conflit. De plus, la majorité du monde ouvrier dénonce le soutien de la République à l'entreprise contre-révolutionnaire des généraux blancs.
En mars 1919, la mutinerie d'une partie de la flotte française de la mer Noire convainc le gouvernement de renoncer à cette entreprise et la France se rallie alors à la politique d'isolement de la Russie bolchevique par le « cordon sanitaire ».

Toutes les craintes liées à l'agitation sociale donnent un argument de taille à l'AF qui se positionne alors, avec succès, en rempart contre la menace de révolution.
La première souscription lancée par l'AF après-guerre s'intitule « Contre l'or bolchevik »[1087] . De même, l'AF dénonce régulièrement la présence d' « agents bolcheviks » en France. Après les manifestations du 1er mai 1919, Léon Daudet appelle à une expulsion massive des « révolutionnaires russes » : « Paris n'est pas Petrograd et les citoyens de chez nous, dont beaucoup sortent à peine d'une lutte de quatre ans contre l'envahisseur, ne sont pas d'humeur à se laisser soviétiser. »[1088]

Enfin, il est notable que la naissance du bolchevisme a provoqué une rupture totale des rapports entre l'AF et le syndicalisme révolutionnaire. Nous avons largement évoqué la question des tentatives de rapprochement d'avant-guerre ; désormais, la CGT est un ennemi revendiqué. La matrice « révolutionnaire » est ainsi modifiée en matrice « contre-révolutionnaire » avec pour toile de fond l'agitation héritée de la Révolution bolchevique. Georges Valois, dans son ouvrage *L'homme contre l'argent* paru en 1928, revient sur cette période et sur sa décision d'alors de rompre avec la tentative révolutionnaire : « En 1914, on pouvait encore croire à une évolution syndicaliste et révolutionnaire de l'Action française. La guerre arrêta net cette évolution. Presque tous les hommes capables de la conduire furent tués. (…) Du coup, et la terreur du bolchevisme aidant, à partir de la Révolution russe, l'Action française entra dans le conservatisme le plus archaïque. (…) Il y avait en France une tentative révolutionnaire. Elle était conduite par des ânes et par des hommes

[1087] Quotidien d'*AF* du 28 avril 1919
[1088] DAUDET Léon, « Fauteurs de guerre civile. Après le coup manqué », Quotidien d'*AF* du 4 mai 1919

parfaitement incapables de diriger l'économie nationale. Les socialistes avaient perdu la direction de l'esprit révolutionnaire. Dans ces conditions, je fus de ceux qui brisèrent l'alliance de 1910-1914 entre les syndicalistes révolutionnaires et l'Action française. Erreur ou bonne manœuvre ? Voilà le fait. Les événements eussent changé de sens si l'Action française avait fait des alliances avec la CGT de 1919 à 1921 ; il n'y a pas à revenir là-dessus. Je crois cependant que nous avons été guidés par un instinct sûr. De 1919 à 1921, il n'y avait pas de doctrine révolutionnaire constructive. Tout mouvement révolutionnaire courait le risque de passer sous le commandement de Moscou. Or le communisme russe était à cette époque exclusivement destructeur, Maître de l'économie européenne, il aurait provoqué des ruines irréparables. »[1089]
La crainte de l'agitation révolutionnaire marque clairement l'année 1919. Nous verrons un peu plus loin que cette tendance s'accentue encore au cours de l'année 1920.

Les étrangers en France : immigration et antigermanisme

Le déficit démographique lié à la fois aux pertes humaines, à un déficit des naissances durant la période du conflit et à un déclin démographique général a des répercussions directes sur les politiques menées par l'État qui favorise à la fois une politique nataliste mais aussi et surtout un recours massif à l'immigration. Comme le rappelle Frédéric Monier, alors qu'on compte 1 132 000 étrangers soit 2,7 % de la population totale en 1911 ; on en compte 2 800 000 en 1931 soit 6,96 %.[1090] Cette réalité est source d'inquiétudes pour les Français.

Ralph Schor propose un tableau comparatif très intéressant de la fréquence des thèmes relatifs à la politique, à l'économie et aux nationalités (Russes et Allemands) dans plusieurs journaux français dont l'*Action française.* On apprend ainsi que, dans le quotidien d'AF, entre 1919 et 1921, 39,3 % des articles sont relatifs aux questions politiques contre 21,3 % pour l'*Humanité*, 37,5 % pour le *Populaire*, 25,8 % pour *l'Œuvre*, 24,5 % pour le *Temps* et 28,3 % pour la *Croix*.
Les thèmes économiques représentent 13,8 % des sujets de l'*Action française*, 15,3 % de *l'Humanité*, 8,5 % du *Populaire*, 13,3 % de *l'Œuvre*, 22,8 % du *Temps*, 18,3 % de la *Croix*.
La question des russes représente 8,3 % des articles de l'*Action française*, 26,2 % de *l'Humanité*, 29 % du *Populaire*, 15,3 % de *l'Oeuvre*, 12,2 % du *Temps*, 18,8 % de la *Croix*. Enfin, la question des allemands : 19 % pour l'*Action française*, 6,4 % pour *l'Humanité*, 7,8 % pour

[1089] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928*, édition présentée par DARD Olivier, Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2012, p.88-89
[1090] MONIER Frédéric, *Les années 1920*, Librairie générale française, Paris, 1999, p.23-24

le *Populaire*, 13,2 % pour *l'Œuvre*, 3,5 % pour le *Temps*, 10,3 % pour la *Croix*.[1091]
A travers ces chiffres on comprend l'importance accordée par l'AF à la question des Allemands. Il existe ainsi une parfaite continuité idéologique entre les dénonciations d'avant-guerre, du temps de guerre et d'après-guerre sur ce sujet.

Dès la fin de la guerre, l'AF milite pour un démantèlement de l'Allemagne avec pour objectif d'assurer la sécurité de la France mais elle ne se contente pas de dénoncer les dangers de la politique extérieure menée par la République, elle dénonce également les dangers de la présence d'étrangers sur le sol français.

Comme l'explique Ralph Schor, « toutes les sources documentaires révèlent une grande sensibilité aux problèmes posés par la présence des étrangers en France »[1092] et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la présence d'étrangers, civils ou prisonniers de guerre, entretient des rancunes et réveille des craintes quant à la sécurité nationale. De même, l'appel aux travailleurs immigrés est souvent perçu comme une menace notamment durant les périodes de chômage. Au cours du premier semestre de 1919, le retour des démobilisés entraîne un engorgement provisoire du marché du travail ce qui contribue à exacerber la haine de l'étranger accusé, notamment par l'AF, de voler le travail des « Français de la guerre ». Divers remèdes sont alors préconisés : « taxes frappant les patrons employant des immigrés, priorité d'embauche réservée aux Français, rapatriement de la main d'œuvre coloniale, obligation de posséder la nationalité française pour occuper les emplois de responsabilité, limitation à un certain pourcentage de main d'œuvre étrangère pour les autres tâches. » Cela étant, le gouvernement se borne à freiner l'immigration jusqu'en juin 1919. A cette date, le besoin de main d'œuvre est tel qu'il rouvre les frontières.[1093]
Lors de la poussée de chômage de 1921, la controverse reprend et, de la même manière qu'en 1919, le gouvernement ferme provisoirement les frontières.
Ainsi, on comprend bien que les Français, influencés en partie par la presse de droite et d'extrême droite, ne voient pas d'un bon œil la présence d'étrangers sur le territoire national. Plus largement, si Les Français craignent la présence d'agitateurs politiques, ils s'inquiètent également d'une mainmise économique par l'intermédiaire de financiers, industriels ou commerçants étrangers. On en revient toujours à la problématique centrale de l'*Avant-guerre* à savoir la présence d'espions dans les sociétés étrangères comme Maggi-Kub.

[1091] SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers. 1919-1939, op. Cit.* p.70
[1092] *Ibid.*, p.69
[1093] *Ibid* p.81

Après-guerre, l'AF s'inquiète plus spécifiquement de l'attitude des Allemands dans les provinces récupérées d'Alsace et de Lorraine et accuse ces derniers de fomenter des grèves francophobes notamment par l'intermédiaire de la CGT, appelée par Maurice Pujo, la Confédération germanique du travail en mai 1919.[1094]

L'AF prend également ouvertement position contre la venue de travailleurs allemands pour aider à la reconstruction dans les territoires détruits par le conflit. Charles Maurras écrit en mars 1921 : « Recevoir quelques centaines de milliers de travailleurs allemands sur la bonne terre qu'ils ont pillée et rasée, serait d'abord faire le nid du plus élémentaire espionnage. Ce serait ensuite nous-mêmes, de nos propres mains, réveiller des convoitises que notre victoire insuffisamment claire n'a pu assoupir tout à fait. Ce serait, de plus, remettre entre les mains de nos destructeurs-restaurateurs (…) une sorte de titre de propriété historique : ces travaux qu'ils auraient été reconnus seuls capables d'entreprendre et de conduire à leur terme ne leur donneraient-ils pas des droits sur le produit final ? Enfin, (…) cette colonisation pacifique d'une partie du territoire français ne pourrait-elle amener ou faciliter un coup de main militaire ? »[1095]

Ce projet de participation des Allemands à la reconstruction est rapidement abandonné et Ralph Schor rappelle que « cette résistance à l'égard des prestations en nature offertes par les Allemands révélait une coalition de sentiments et d'intérêts qui causa un lourd préjudice à l'économie nationale. »[1096]

La matrice anti-germaniste est donc plus que jamais d'actualité en 1919. C'est même sans doute l'argument propagandiste majeur de la ligue dans l'immédiat après-guerre et c'est lui qui guide les revendications de l'AF lors des négociations du traité de Versailles.

2) Le « mauvais » traité de Versailles

C'est donc dans un contexte fragile de craintes et de tensions diverses[1097] que la France mène les négociations en vue du traité de Versailles autour de deux axes principaux : sécurité et réparations.

Au cours des négociations, le président américain Wilson cherche à imposer ses vues sur la paix européenne. Il y parvient d'ailleurs largement grâce à son hégémonie économique et financière.

[1094] Quotidien d'*AF* du 1er mai 1919
[1095] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 31 mars 1921
[1096] SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers. 1919-1939, op. Cit.* p.87
[1097] Nous n'avons pas encore évoqué la situation économique difficile de l'immédiat après-guerre ; nous y reviendrons.

Wilson l'écrivait d'ailleurs déjà en juillet 1917 à son secrétaire d'État chargé des affaires étrangères : « L'Angleterre et la France n'ont aucunement les mêmes vues que nous sur la paix. Quand la guerre sera finie, nous pourrons les forcer à suivre notre manière de penser car, à ce moment, ils seront, parmi d'autres choses, financièrement entre nos mains. »[1098]

Le programme américain pour la paix est exposé au Congrès dès le 8 janvier 1918 et est composé des fameux « quatorze points » devant être remplis pour rendre la paix possible.

Ce programme très démocratique, revendiquant notamment le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » mais aussi l'idée d'une « paix de justice reposant sur la victoire du droit démocratique », rencontre un réel succès dans une partie de l'opinion publique française comme l'explique notamment Pierre Miquel.

Ces principes sont évidemment très éloignés de ceux de l'AF qui dénonce violemment l'ingérence de Wilson.

C'est Clemenceau qui est chargé de défendre les intérêts français lors de la conférence de paix qui se réunit à Paris à partir du 18 janvier 1919. Si cette dernière regroupe les représentants des 27 Etats vainqueurs, les décisions les plus importantes sont prises par Wilson, Lloyd George et Clemenceau.

Clemenceau obtient carte blanche de la Chambre des députés pendant la durée des négociations diplomatiques et, fort de son prestige de père de la Victoire, cherche à défendre au mieux les intérêts français. Cela étant, il se heurte très vite à l'intransigeance des américains et des anglais et n'obtient, au final, qu'une paix de compromis dont la principale victoire réside dans le retour de l'Alsace-Moselle dans le territoire français. La France renonce à l'annexion de la Sarre en échange d'une intervention militaire immédiate des Américains et des Anglais contre toute agression allemande. La Sarre est placée sous contrôle de la SDN pour 15 ans au terme desquels les habitants de la région pourront choisir par plébiscite leur rattachement à la France ou à l'Allemagne. La rive gauche du Rhin occupée pour une durée de 5 à 15 ans par les alliés est définitivement démilitarisée. Le service militaire est aboli ; l'armée allemande est limitée à 100 000 hommes sans chars ni sous-marins ni avions ni artillerie lourde. En ce qui concerne les réparations, il est décidé la création d'une commission internationale chargée d'évaluer leur montant précis d'ici à 1921. L'Allemagne doit verser, en attendant, une sorte d'acompte de 25 milliards de marks-or dans les deux ans. Nous verrons que la question irrésolue des réparations est sans cesse mise en avant par l'AF et envenime à de nombreuses reprises les relations internationales au cours des années 1920.

Le traité de Versailles est signé le 28 juin 1919 dans la galerie des glaces du palais de Versailles et

[1098] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.53

est suivi du traité de Saint Germain en Laye signé avec l'Autriche le 10 septembre 1919 et de celui du Trianon signé avec la Hongrie le 4 juin 1920 qui consacrent l'éclatement de l'empire austro-hongrois et l'apparition de nouveaux Etats : Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Autriche, Hongrie et Pologne.

Tout au long des négociations, l'AF s'insurge de l'évolution des débats comme le souligne Maurras : « Ce traité se négociait en dépit du bon sens, sans égard ni aux travaux de la commission préparatoire qui avait fonctionné pendant la guerre sous la présidence de M. Charles Benoist, ni aux sages conseils de M. Jules Cambon. Personne ne voulait avoir égard à la constitution fédérative de l'Empire de Guillaume II. On mutilait, on irritait l'Allemagne, mais on en resserrait l'unité. Et c'est tout juste si, sur les instances et les menaces de l'Action française, il lui était interdit de réunir l'Autriche à son grand corps renforcé au centre, dangereusement égratigné aux extrémités. Autant, disions-nous, couper la queue d'un tigre et l'essoreiller, en lui administrant des toniques et des stupéfiants. »[1099]

L'AF considère ainsi que le traité de Versailles est « trop faible dans ce qu'il a de dur, trop dur dans ce qu'il a de faible » selon le mot de Bainville. Ce dernier dans son article « Dans la galerie des Glaces » daté du 29 juin 1919 explique son point de vue et son regret de voir l'unité de l'Allemagne maintenue. Ainsi, selon lui, l'Allemagne « épargnée dans son devenir, gardant, malgré sa défaite, la part la plus précieuse de sa victoire de 1870. (…) L'unité allemande, que les erreurs de la France ont faite autrefois, l'erreur des Alliés la cimente. Ils le regretteront un jour. »[1100]

Maurras, quant à lui, appelle toutefois les Français à ne pas se décourager : « Mais notre déception une fois ressentie jusqu'à l'amertume, il faut en faire de la force et non de la faiblesse. Rien ne serait plus désastreux que de nous asseoir dans la tristesse et l'abattement, au point où nous voilà. Des garanties nous manquent : au lieu de les pleurer, il faut les obtenir »[1101]. L'AF n'aura de cesse, dans les années d'après-guerre de réclamer le paiement des réparations et de rappeler l'erreur faite par les Alliés de conserver l'unité de l'Allemagne.

3) La matrice antisémite

Dans l'immédiat après-guerre, on assiste, à un repositionnement aussi notable qu'ambigu de

[1099] Charles Maurras cité par HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française, op. Cit.* p.92-93
[1100] BAINVILLE Jacques, « Dans la galerie des glaces », Quotidien d'*AF* du 29 juin 1919
[1101] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 29 juin 1919

l'AF sur la question juive.

Ainsi, dès la fin du conflit, l'idée du « Juif bien né » fait son apparition. Maurras consacre, le 28 octobre 1918, l'intégralité de son encadré « La politique » à un « héros juif d'Action française », Pierre David : « Son chemin ainsi accompli, tout seul, des confins de l'antimilitarisme jusqu'à ce degré de nationalisme intégral qui se donne et se sacrifie tout entier mérite de rester dans les souvenirs du peuple français comme exemple vivant de la fidélité à ses forces anciennes et d'une accueillante hospitalité aux éléments extérieurs. La nationalité se crée par l'hérédité, par la naissance : le mot le dit. Elle peut s'acquérir par de bons services rendus. »[1102]

L'évolution paraît radicale par rapport à sa position d'avant-guerre, mais, comme le souligne Laurent Joly, « cette ouverture aux « bons serviteurs », maintient une relation fondamentalement dissymétrique. L'atténuation théorique née de la Grande Guerre est d'abord et avant tout une légitimation de « l'antisémitisme d'Etat » : le « Juif bien né » est une pierre de plus à l'édification de la pensée maurrassienne, une confirmation de sa bienfaisance. Dans les faits, les Juifs n'ont le choix qu'entre la mort sacrificielle ou l'aliénation. »[1103]

Par ailleurs, l'AF porte désormais l'essentiel de ses critiques sur les « Juifs de l'extérieur ». Dans le quotidien du 9 mars 1920, la distinction entre les « Juifs d'Orient » et les « Juifs de France » est limpide. A propos des premiers, il écrit « que ces gens sont indésirables ; qu'ils apportent dans leurs haillons de la saleté, de la maladie, des intérêts et des sentiments révolutionnaires sans compter un esprit national *youdich* extrêmement vif et une inaptitude à peu près radicale à se laisser assimiler par notre sol et par notre ciel. » Et Maurras en appelle directement aux Juifs de France « ayant accompli avec vaillance leur devoir contre l'ennemi », « Juifs assimilés, de haute intelligence », afin qu'ils prennent ouvertement parti contre « l'invasion des juifs d'Orient ». En effet, d'après Maurras, ces derniers ne peuvent que ternir leur image et risquent également de tenter de les « ré-orientalisés ».[1104]

En fait, Maurras insiste vigoureusement sur le fait que le contexte a changé depuis les années d'avant-guerre. Le loyalisme et le patriotisme de certains Juifs sur le plan intérieur mais aussi et peut-être surtout, la révolution bolchevique sur le plan extérieur ont contribué à déplacer le « péril juif ».

La parution, en 1920, des *Protocoles des Sages de Sion* rencontre un succès important car ils

---

[1102] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 28 octobre 1918

[1103] JOLY Laurent, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944). », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 4/2012 (n° 59-4) , p.97-124, p.103

[1104] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 9 mars 1920

semblent confirmer le fameux « complot judéo-maçonnique » visant à conquérir le monde. Toutefois, il convient de souligner que Maurras et Bainville se montrent, dès le départ, assez sceptiques vis à vis du document alors que Daudet y croit fermement et en profite d'ailleurs pour relancer sa campagne de dénonciation des espions juifs-allemands en France. Devant les difficultés économiques et le non-paiement des réparations par l'Allemagne, le public apprécie les articles se référant au « complot international » et à une « banque juive », liée à l'Allemagne, qui aurait volé à la France les fruits de sa victoire. Ainsi, comme le rappelle Laurent Joly, 75 articles sur les Juifs sont publiés dans l'AF au cours de l'année 1921, ce qui en fait un des thèmes principaux du quotidien.[1105]

En août 1921, le *Times* révèle l'imposture des *Protocoles* ce qui « tarit d'un coup le filon judéo-complotiste »[1106] mais n'empêche pas Bainville d'affirmer que si « l'intérêt historique de la découverte est considérable. A (son) avis elle n'affecte pas le problème juif », car au bout du compte, « il n'y aura pas un Juif de moins à la tête de la République des Soviets. »[1107]

Laurent Joly affirme que près de 300 articles sont publiés dans l'AF tout au long des années 1920 sur la question juive mais que l'injure quotidienne se raréfie toutefois considérablement.

Dans son discours au 10ème congrès en 1923, Maurras redonne les principes de base de l'antisémitisme d'AF et on voit bien que ce dernier apparaît somme toute assez modéré : « Les principes posés à San Remo en 1899 par Mgr le duc d'Orléans n'ont pas bougé. Mais nos solutions proposées avant la guerre demandent une étude et une adaptation. Une solution a toujours été écartée par nous : c'est le boycottage, qui est un remède enfantin et chimérique. L'AF n'a jamais cherché à écarter les juifs de ses relations commerciales, parce que c'est l'impossible même. (…) La solution dépend de l'État plus que de la Loi, mais d'un Etat autoritaire et décentralisateur. Pour la nation, il faut lui recommander d'être en garde. Méfions-nous du Juif. C'est une précaution que les bons juifs comprendront très bien. »[1108]

D'ailleurs, certains « bons juifs » vont ouvertement revendiquer leurs liens avec l'AF. Comme le rappelle Eugen Weber, il est théoriquement, tout à fait possible d'être Juif et d'appartenir à la ligue dans la mesure où « les doctrines de Maurras (ne sont) qu'incidemment antisémites puisqu'elles

---

[1105] JOLY Laurent, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944). », *op. Cit.* p.106

[1106] *Ibid* p.107

[1107] BAINVILLE Jacques, « La politique », Quotidien d'AF du 19 août 1921

[1108] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1923

(sont) avant tout contre quelque chose ou quelqu'un qui (nuit) à la France. »[1109] Dès les origines, quelques Juifs sont ainsi fascinés par l'AF et souhaitent y adhérer. Eugen Weber fournit une liste de six Juifs affichant ouvertement leur compagnonnage avec l'AF après-guerre : les frères Georges et Pierre-Marius Zadoc, Raoul Charles Lehman, René Riquier, Louis Latzarus et surtout René Groos qui ira jusqu'à publier en 1923, à la Nouvelle librairie nationale, un ouvrage, violemment antisémite, intitulé, *Enquête sur problème juif.*

Néanmoins, comme le rappelle Catherine Nicault, ce phénomène reste assez limité et, selon elle, « les sympathisants israélites d'AF ne sont jamais que des individus isolés, désireux de pousser leur assimilation jusqu'à son terme ultime. »[1110]

Au final, il apparaît que la matrice antisémite n'est pas remise en cause au sortir de la guerre mais elle n'occupe plus, en particulier après 1921, la place prépondérante des années fondatrices. Si la venue des Juifs d'Orient est ouvertement critiquée dans des termes rappelant les dénonciations de l'affaire Bernstein, il n'empêche que l'AF fait une place particulière et ambiguë aux juifs ayant combattu pour la France.

Cette ambiguïté, souvent perçue comme une atténuation de l'antisémitisme d'AF est remise en cause par de nombreux ligueurs qui espèrent voir Maurras durcir ses positions.

Cette modification sensible du positionnement de l'AF en matière d'antisémitisme semble également être en partie liée aux nouvelles ambitions électorales du mouvement.

[1109] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.225

[1110] NICAULT Catherine, « Les « Français israélites » et la ligue d'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.* p.199

II. L'Action française et les élections de 1919

1) La campagne électorale

Des élections, le « devoir nouveau » des ligueurs

Lors des élections législatives de novembre 1919, le scrutin uninominal à deux tours dans le cadre de l'arrondissement est abandonné au bénéfice d'un mélange de scrutin de liste majoritaire et de représentation proportionnelle. De plus, la prime à la majorité est telle que les forces politiques ont tout intérêt à constituer des listes d'union.[1111]

C'est Adolphe Carnot président de l'Alliance démocratique qui lance officiellement un appel à la constitution d'un « Bloc national », coalition conservatrice dirigée contre les radicaux du centre gauche et le bolchevisme. Comme l'explique Eugen Weber, des nationalistes de divers horizons ont adhéré au Bloc et notamment Marcel Habert, l'ancien lieutenant de Déroulède et Maurice Barrès ; il semble même que Maurras y ait sérieusement songé mais les négociations tournent court et l'AF lance ses propres listes d'Union nationale avec le soutien du groupe de *La Croix* et des patriotes conservateurs.[1112]

L'AF accuse d'ailleurs directement Marcel Habert d'être responsable de l'éviction des royalistes du Bloc national.[1113] On a souvent accusé Millerand d'avoir volontairement refusé l'entrée de l'AF dans la coalition. En réalité, d'après Eugen Weber, la question du royalisme est assez secondaire et la non-participation de l'AF aux listes du Bloc national est davantage liée à des « considérations électorales plus vulgaires. »[1114]

Globalement, comme le rappelle Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, « le Bloc national, conçu à l'origine comme la poursuite en temps de paix de l'union sacrée, se réduit à l'alliance du centre droit et de la droite, avec l'intégration des nationalistes et des catholiques. »[1115] Dans la pratique la confusion est grande et l'AF encourage les électeurs « à mépriser les petites combinaisons des partis et le personnel de la triste Chambre périmée, pour élire « des hommes de valeur, actifs, courageux,

---

[1111] PINOL Jean-Luc, « Le temps des droites ? » dans SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites. Politique, op. Cit.* p.292

[1112] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.150-151

[1113] PUJO Maurice, « L'Action française et les élections », Almanach de l'Action française 1921, p.37

[1114] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.151

[1115] BECKER *Jean-Jacques et* BERSTEIN *Serge, Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.190

informés, ayant fait leurs preuves de science ou de perspicacité dans l'ordre politique et social ».[1116]

On peut considérer que la campagne électorale de l'AF débute le 24 juillet 1919 lorsque Charles Maurras publie dans le quotidien un article fondateur intitulé « L'Action française aux élections : Pour l'Union nationale ». Il y définit le « devoir nouveau » des ligueurs : « Nous comptons sur l'activité, l'intelligence, l'effort patriotique de nos amis. A eux de s'appliquer à la tâche pénible dans les conditions qui vont faire une preuve nouvelle de leur ténacité et de leur souplesse, de leur force et de leur bonheur. Nous ne leur avons pas toujours montré cette voie. Nous ne la leur montrerons pas toujours. Les circonstances exceptionnelles motivent une conduite qui est exceptionnelle aussi. Cette clause des variations nécessaires n'est pas improvisée non plus. Elle est inscrite depuis longtemps dans notre programme. (…) La devise de notre Action française est d'agir, d'avancer, de manifester par tous les moyens, mêmes légaux. »
Les comités directeurs de l'AF appellent ainsi les ligueurs à « faire connaître leurs projets de candidature, s'ils en ont (et nous leur saurons gré de surmonter scrupules et réserves pour nous exprimer ce qui est de leurs possibilités, de leurs chances, du milieu dans lequel elles seront courues, des concours de tout genre, matériels ou personnels, sur lesquels ils peuvent compter, des alliances qu'ils peuvent contracter, en un mot, de nous renseigner amplement, et autant que possible, complètement). »

L'AF ne fait pas partie du Bloc national mais cela ne l'empêche pas d'en appeler à « l'union nationale ». Maurras considère ainsi qu'il « est important que personne ne mette son insigne dans la poche. L'union nationale doit avoir la forme d'une fédération non d'une fusion. (…) Nous ne demandons pas aux républicains de renier ou d'oublier la République. Ils n'ont pas à se soucier de notre Monarchie. Le pacte fédératif doit stipuler les conditions communes de tout accord entre Français : patriotisme, ordre public, union sacrée, liberté religieuse, en y ajoutant (si l'on veut) la réforme administrative ou (parbleu!) la révision de la Constitution. Plus le programme sera court, meilleur il sera. »[1117]

Le programme de l'Action française

Le programme défendu par l'AF lors des élections de 1919 est parfaitement résumé dans un

[1116] PUJO Maurice, « L'Action française et les élections », *Almanach* de l'Action française 1921, p.36
[1117] MAURRAS Charles, « L'Action française aux élections. Pour l'Union nationale », Quotidien d'*AF* du 24 juillet 1919

article de Marie de Roux du 4 octobre 1919 :

« Pas d'amnistie pour les crimes contre la Patrie ; une loi nationale sur l'immigration.

Réduction considérable du temps de service militaire avec organisation du service par spécialisation, constitution de cadres de métier, de troupes spéciales de couverture et perfectionnement du matériel.

Priorité du combattant.

Part du combattant.

Encouragement aux familles nombreuses, répressions des crimes et de la propagande contre la natalité.

Réforme successorale.

Vote familial.

Réduction du nombre des ministères et des parlementaires.

Initiatives des dépenses réservées au Gouvernement.

Pouvoir coercitif de la Cour des Comptes.

Economie par une décentralisation allant nettement jusqu'au régionalisme et par le recours à l'initiative privée et l'industrialisation des services.

La réglementation et la police professionnelle aux professions intéressées.

Pour toutes les lois, collaboration du Conseil d'État (pour la technique législative) et des représentants des professions intéressées.

Encouragement par voie d'avances et garanties aux grands travaux d'utilité publique avec participation obligatoire des travailleurs aux bénéfices éventuels.

Rétablissement de l'ambassade au Vatican.

Règlement de la question religieuse par accord de l'État français avec le Saint-Siège.

Liberté d'enseignement et d'association par la suppression de toutes mesures d'exception, fondées sur la profession religieuse.

Proportionnelle scolaire.

Voilà un ensemble de mesures dont républicains nationalistes et républicains catholiques tomberont sans doute d'accord avec nous. Ils doivent espérer que ce programme peut se réaliser dans la République. Nous ne le croyons pas. Nous savons qu'au moins la réalisation en sera plus difficile, comme la Victoire a été infiniment plus coûteuse et moins bien utilisée ; mais, comme pour la Victoire, nous offrons notre concours le plus entier, prêts à tout pour servir, sauf à mentir à nos certitudes. »[1118]

[1118] DE ROUX Marie, « L'Action française aux élections. La nouvelle législative », Quotidien d'*AF* du 4 octobre 1919

Maurice Pujo affirme que ce programme est le seul à offrir « des solutions nettes et pratiques aux problèmes les plus urgents » car il ébauche « une réorganisation générale ».[1119]

Les candidats à Paris et en province

Le 30 octobre, le quotidien publie les « Listes d'Action française et d'Union nationale » à Paris :

Première circonscription (8, 9, 10, 17, 18, 19ème arrondissements) :

Bernard de Vésins

Paul Robain, avocat

Maxime Real del Sarte, statuaire

Jules Challamel, avocat

Marius Plateau ingénieur civil

Paul Olagnikr, avocat

Joseph Delest, publiciste

Frédéric Lagrange, commerçant

José Vincent, professeur

Henri Tissier

René Wasier, cheminot

Henri de Mauelant, inspecteur d'assurance

Deuxième circonscription (1, 2, 3, 4, 11, 12, 20ème arrondissements) :

Charles Sancerne, directeur de la Voix nationale

Général Clergerie

Emille Henno, industriel

Charles Baudier, ingénieur

René Pélissier, ingénieur agronome

Docteur Lucien Bernard, médecin chimiste

Auguste Rouillon, petit commerçant, membre et président de chambres syndicales, membre des commissions officielles du ravitaillement de la vie chère

Maxime Brienne, écrivain

Troisième circonscription (5, 6, 7, 13, 14, 15, 16ème arrondissements)

Léon Daudet

[1119] PUJO Maurice, « L'Action française et les élections », *Almanach* de l'Action française, 1921, p.39

Maurice Pujo

Me de Roux, avocat

Roger Lambelin, ancien conseiller municipal de Paris

Maurice Denis

Léon Prieur, avocat

Lucien Lacour, menuisier

François de la Motte

Docteur Le Feunteun, médecin

Joseph Armand, employé du Métropolitain

Jules Marieu, licencié en droit[1120]

4ème circonscription → banlieue (arrondissement de Sceaux et de Saint-Denis) :

Louis Dimier

Lieutenant Héricourt, publiciste

Docteur Fanton-Dandon

Commandant Dublaix

Hervé le Grand attaché d'agent de change

Achille Huguenin cheminot

Eugène Lamarre comptable

Georges Valicry-Radot homme de lettres

Joseph Petit agent d'assurances

André Guignard[1121]

La liste de la 4ème circonscription est retirée à la veille du scrutin en échange d'une promesse de soutien du Bloc national lors des élections municipales.

En province, des listes d'union nationale se forment et des ententes se nouent mais il est difficile de brosser un tableau exhaustif de la situation car le quotidien n'évoque que très peu les situations provinciales liées aux élections. Maurice Pujo explique d'ailleurs que la situation y est différente qu'à Paris car les amis de l'AF y ont rencontré « des sentiments moins étroits et moins égoïstes »[1122].
Dans l'Hérault, le Vaucluse, l'Ardèche et la Vendée, les monarchistes et les conservateurs se présentent sur les mêmes listes d'Union nationale.
Des ententes ont également lieu en Ille et Vilaine, dans le Cher, dans le Tarn et Garonne.

[1120] Quotidien d'*AF* du 30 octobre 1919
[1121] Quotidien d'*AF* du 3 novembre 1919
[1122] PUJO Maurice, « L'Action française et les élections », *op. Cit.* p.38

Des listes d'Union nationale (aux noms divers selon les départements) sont également présentées en Côtes du Nord, dans le Cher, dans les Basses Pyrénées, en Vendée, en Loire Inférieure, dans le Vaucluse, dans l'Indre, en Moselle, en Ardèche, en Gironde.[1123]

En province, la question de la participation aux élections renvoie directement à la crise royaliste du début des années 1910 et au positionnement alors « révolutionnaire » de l'AF. Si cette dernière a remporté la lutte contre les royalistes conservateurs, il n'en demeure pas moins que les « notables blancs » sont encore nombreux et voient d'un bon œil ce changement de positionnement global. Rapidement toutefois, des divergences se nouent autour de la question de la conduite à tenir vis à vis du gouvernement en place. Pour les plus virulents, la participation électorale ne doit servir qu'à augmenter la propagande ; pour les plus modérés, il est nécessaire de s'intégrer au jeu politique.

Dans l'Hérault, par exemple, André Vincent œuvre continuellement au rapprochement des tenants de ces deux conceptions. Comme l'explique Philippe Secondy, à la veille des élections, certains candidats n'affichent pas ouvertement leurs convictions monarchistes, ce qui heurte les ligueurs les plus intransigeants. Le comte Henri de Rodez-Bénavent est un parfait exemple de ces « notables blancs » qui s'adaptent au jeu électoral en composant même quelques fois avec des « notables rouges ». Avant 1919, il est fortement soutenu par les militants d'AF mais son positionnement évolue à partir de 1924 et les camelots œuvrent alors pour l'empêcher d'être élu.[1124]

Dans le Gard, en 1919, les sections d'AF soutiennent les candidats aux élections : le comte de Bernis, le baron Trinquelagne-Dions, Etienne de Seynes, le comte de Régis, Eugène Magne.[1125]

Dans le Sud-Ouest, Marc Agostino rappelle que, sur le plan électoral, l'implantation est faible en raison notamment de l'ambiguïté des rapports de l'AF au catholicisme. En 1919, l'AF présente une liste incomplète en Gironde avec Saint-Marc, Journu, Louit, de Sèze, Bord, Milleret mais des hommes comme Georges Mandel et André Ballande s'inscrivent sur la liste du Bloc national avec l'accord du cardinal Andrieu.[1126]

Dans le Nord également, la ligue est peu active sur le plan électoral. Jean Vavasseur-Desperriers rapporte que les candidats aux élections de 1914 et 1919 sont pour la plupart des personnalités de second ordre.[1127]

[1123] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.152

[1124] SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranées : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *op. Cit.* p.276-277

[1125] *Ibid* p.275-276

[1126] AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest : un terreau royaliste, un lien ambigu avec le catholicisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *op. Cit.* p.284-285

[1127] VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « « L'Action française dans le Nord : les variations d'une radicalité militante », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *op. Cit.* p.293

Au final, il apparaît clairement que la capacité réelle de la ligue au niveau électoral est très faible, ce qui ne l'empêche pas de tenter de mener une campagne somme toute tout à fait banale.

La campagne électorale

Les débats d'avant-guerre sur la laïcité, la fiscalité ou la durée du service militaire sont complètement obsolètes en 1919 et la campagne met en avant deux enjeux principaux : les rapports avec l'Allemagne et l'agitation bolcheviste. Nous avons déjà évoqué les analyses de l'AF sur l'une et l'autre de ces thématiques ainsi que la tentative de l'AF de se positionner en rempart contre le bolchevisme. Cela étant, il ne faudrait pas majorer l'influence réelle de l'AF dans ce débat en considérant qu'elle est seule à dénoncer l'agitation des bolchevistes. D'une manière générale, toute la classe politique s'en inquiète et notamment les socialistes qui voient dans le bolchevisme une « hideuse caricature » du socialisme. De même, on peut également rappeler la fameuse affiche de l'homme au couteau entre les dents, éditée par « l'Union des intérêts économiques » et qui représente « un moujik hirsute et mal rasé tenant dans un rictus effrayant un couteau entre les dents d'où dégoulinaient des gouttes de sang »[1128]. Cette affiche reste, dans la mémoire collective, un des symboles de la campagne, preuve de la place occupée par la question bolcheviste dans l'opinion publique de l'époque.

Afin de diffuser au mieux ses ambitions, l'AF met en place une véritable structure de propagande électorale. Dès la parution de l'article de Maurras, en juillet 1919, elle organise un service électoral avec pour directeurs le colonel de Vésins et Maurice Pujo et pour secrétaire Maurice Tissier de Mallerais. Ce dernier occupe une permanence quotidienne rue de Rome de 15 à 19h.[1129]
A partir du mois de septembre, l'AF met en place un service d'abonnement de propagande pour la période électorale. Le 25 septembre 1919, on peut lire dans le quotidien : « Les élections législatives, municipales, cantonales, sénatoriales vont se succéder pendant les mois d'automne et d'hiver. Au cours de cette période importante de la vie politique de la France, il est plus nécessaire que jamais de répandre les idées de salut et d'ordre public. L'Action française a décidé de consentir dès à présent à des prix spéciaux aux personnes qui voudront bien souscrire plusieurs abonnements de propagande, à servir directement par le journal aux adresses fournies par les souscripteurs ou laissées au choix de notre service électoral (cafés, hôtels, coiffeurs, particuliers). »[1130]

[1128] BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France 1917-1940*, Olivier Orban, 1987, p.29
[1129] Quotidien d'*AF* du 25 juillet 1919
[1130] Quotidien d'*AF* du 25 septembre 1919

Au mois d'octobre, la Nouvelle librairie nationale propose également des prix avantageux au cours de la période électorale.[1131]

Comme toujours, le matériel de propagande, fourni par le service des publications d'AF, est important :

Affiches :

« Les traîtres et les politiciens »

« Les vrais coupables »

Tracts :

« Programme » M. de Roux

« Tableau de chasse de Léon Daudet »

« Les vrais coupables »

« Les mensonges socialistes »

« Pourquoi l'AF participe-t-elle aux élections ? »

« Peut-on être honnête et député ? »

« Les guerres d'enfer »

« Pourquoi n'avons-nous pas préparé la guerre ? »

« La démocratie c'est la paix ? » Charles Maurras

« Les amis de la trahison »

« Il faut que l'Allemagne paie »

Brochures :

« Le parti socialiste et l'Allemagne » Tissier de Mallerais

« Comment les chefs socialistes ont prévu la guerre » P. Artois[1132]

A la fin du mois d'octobre, l'AF organise deux grandes journées « Pour le million de la défense nationale et la propagande électorale ». A cette occasion, le quotidien publie une liste des permanences ouvertes pour recevoir les souscriptions : 1 et 2ème arrondissements ; 3 et 4ème arrondissements ; 10ème arrondissement ; 14ème arrondissement ; 17ème arrondissement ; 18ème arrondissement ; 20ème arrondissement ; Antony, Sceaux ; Asnières ; Bezons ; Choisy le Roi ; Clichy ; Colombes ; Ermont-Eaubonne ; La Garenne-Colombes ; Ivry sur Seine ; Levallois-Perret ; Malakoff ; Meudon ; Neuilly sur Seine ; Rueil ; Saint Cloud ; Saint-Denis, Pierrefitte ; Saint Germain en Laye ; Versailles ; Vincennes ; Aix en Provence ; Amiens ; Angoulême ; Avignon ;

[1131] Quotidien d'*AF* du 6 octobre 1919

[1132] Quotidien d'*AF* du 9 novembre 1919

Bagnère de Bigorre ; Bar le Duc ; Beaune ; Béthune ; Béziers ; Biarritz ; Bordeaux ; Bourg ; Cambrai ; Cannes ; Castelnaudary ; Castelsarrasin ; Castres ; Cavaillon ; Châteauroux ; Clamecy ; Clermont-Ferrand ; Cognac ; Dax ; Digne ; Fougères ; Hauteville ; La Châtre ; La Gran Combe ; Laval ; La Rochelle ; La Tour Bas Eine (Pyrénées orientales) ; Le Mans ; Lille ; Lisieux ; Livezot ; Lorient ; Lourdes ; Lyon ; Marcigny ; Marseille ; Mauvezin sur Gupie (Lot et Garonne) ; Mézières-Charleville ; Moissac ; Montauban ; Nantes ; Nevers ; Nice ; Nîmes ; Orange ; Orléans ; Pamiers ; Pau ; Quimper ; Rennes ; Roanne ; Rodez ; Roubaix ; Rouen ; Saint Astier ; Saint Brieuc ; Saint Etienne ; Saint Gautier ; Saint Pierre sur Dives (Calvados) ; Tarbes ; Toulouse ; Tours ; Vannes ; Vichy ; Villers le Lac (Doubs).[1133]

Nous avons largement fait référence à la reprise progressive de l'organisation ligueuse à partir de 1917 et plus encore en 1918. La capacité à organiser des permanences dans près de 100 localités est un marqueur assez intéressant de la continuité de l'implantation de la ligue à Paris et en province.

Ainsi, l'AF participe à une campagne électorale « normale » et joue le jeu des réunions électorales. Le journal leur accorde d'ailleurs une place importante dès le début du mois de novembre tout particulièrement à Paris et en banlieue. L'AF dénonce régulièrement des attaques bolcheviques lors de ses réunions parisiennes et fait état de nombreuses violences en particulier lors des rencontres de quartiers.

L'AF dénonce également la grève des imprimeurs de Paris qui empêche les journaux de paraître du 11 novembre au 2 décembre. Selon elle, il s'agit d'une manœuvre du Bloc national pour créer « artificiellement l'opinion » que les candidats d'AF ont moins de chance que les autres.[1134]

En revanche, le journal ne se fait que très peu l'écho des activités liées aux élections en province. Il se contente le plus souvent de donner les listes d'union nationale mais sans donner davantage de détails ni même sans faire référence à la présence d'un de ses membres sur la liste. Il nous est ainsi difficile d'appréhender la réalité de la campagne électorale de 1919 hors de Paris car les archives départementales ne contiennent presque aucune information sur le sujet.

Cette réalité est sans doute liée au peu de succès rencontré par l'AF au niveau électoral. Certes, on peut considérer que l'AF choisit de laisser toute leur place aux journaux provinciaux, ce qui paraît d'ailleurs logique dans le cadre d'une élection législative. Cela étant, lorsque l'on connaît la propension de l'AF à publier ses réussites provinciales, on comprend mal un tel silence dans un moment si important de l'action politique, d'autant plus, qu'elle n'a jamais manqué de faire de la

[1133] Quotidien d'*AF* du 31 octobre 1919

[1134] PUJO Maurice, « L'Action française et les élections », *op. Cit.* p.40

publicité pour ses éventuels candidats lors des élections précédentes en 1910 et 1914.

Evidemment la participation de l'AF aux élections de 1919 est intéressante autant sur le plan théorique que sur le plan pratique. En effet, comme le rappelle Tissier de Mallerais au congrès de 1920, l'AF a développé un travail nouveau et conséquent en matière électorale : « constitution de dossiers électoraux, enquêtes par circulaires et par lettres, formation d'un comité central électoral, sous le patronage de personnalités particulièrement autorisées, ouverture et fonctionnement d'une caisse électorale distincte de la caisse de la Ligue. »[1135]
Ainsi, si l'AF était déjà intégrée, avant-guerre, peut être sans le vouloir, au répertoire d'actions collectives de la IIIème République, elle y pénètre encore un peu plus en 1919.

2) La Chambre bleue-horizon et le groupe des indépendants

Les élections de 1919 enregistrent un renouvellement important du personnel politique. Comme le rappelle Jean-Luc Pinol, alors qu'en 1914, 73 % des sortants étaient réélus, ils ne sont que 46 % en 1919. La victoire du Bloc national est nette en nombre de sièges : les députés élus sur les listes du Bloc national ou de l'extrême droite sont 450 sur les 626 sièges.[1136]
Plusieurs facteurs tendent à expliquer la victoire de la droite aux élections de 1919 :
- La grande discipline de la droite
- La volonté de lutter contre le bolchevisme
- Le vote favorable aux anciens combattants
- Le système électoral qui favorise les listes de rassemblement.[1137]

Charles Maurras considère que l'assemblée de 1919 est « une bonne assemblée » mais n'a toutefois pas réellement d'espoir dans la mesure où, selon son mot, « les bonnes assemblées ont coutume de tourner mal. Celle de 1789 a fait la Révolution ; celle de 1849, après avoir fait la grosse bêtise d'abolir le suffrage universel, a abouti au coup d'Etat du 2 décembre et à l'Empire de Sedan ; celle de 1871, qui fit d'excellentes lois de détail laissa s'établir la République ; celle de 1885 sombra dans le boulangisme et le panama ; celle de 1893, dans l'affaire Dreyfus, la plus pitoyable de nos

[1135] Rapport de Tissier de Mallerais au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920
[1136] PINOL Jean-Luc, « Le temps des droites ? », *op. Cit.* p.294
[1137] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.192

expériences après la Révolution. »[1138]

Si l'AF tente de faire bonne figure en saluant la victoire du Bloc national, il n'en demeure pas moins que ses propres résultats sont minces à Paris mais aussi en province : moins de 30 candidats proches de l'AF sont élus ce qui représente moins de 5 % d'une Chambre comptant 616 députés[1139]. Cette réalité est à peine masquée par l'arrivée tonitruante de Léon Daudet à la Chambre.

Jean Garrigues a brossé un portrait de groupe parlementaire des proches de l'Action française. Il repère tout d'abord le noyau dur à savoir Léon Daudet, Armand de Baudry d'Asson, Jacques de Juign, Henri de La Ferronays, le comte Hyacinthe de Gailhard-Bancel (député de l'Ardèche), le comte Charles Ginoux-Defermon (député de la Loire-Inférieure), le comte Jean de Bermond d'Auriac (député de Vendée), Pierre Joly dit Jurie-Joly (député du Gard), Jean La Cour Grandmaison (député de Loire inférieure), Xavier de Magallon d'Agens (député de l'Hérault), Eugène Magne (député du Gard), Ambroise Rendu (député de Haute-Garonne), Victor Rochereau (député de Vendée), Charles Ruellan (députée d'Ille et Vilaine), Etienne de Seynes (député du Gard), Xavier Vallat (député de l'Ardèche). »

Il ajoute ensuite les « compagnons de route » : Jean Ybarnégaray, Ferdinand Bougère et le marquis de Dion, Paul de Cassagnac (député du Gers), Raymond de Fontaines (député de Vendée), Henri Grousseau (député du Nord), Louis Guibal (député de l'Hérault), le comte Henri de Monti de Rézé (député de Mayenne), Edmond Petitflis (député des Ardennes), Henri de Rodez-Bénavent (député de l'Hérault), Georges de Talhouët-Roy (député des Deux-Sèvres), Alphonse Sevène (député du Morbihan).[1140]

Ces hommes, âgés pour la plupart d'une cinquantaine d'années, font partie de la catégorie des héritiers politiques et disposent ainsi d'un capital politique non négligeable. A cela s'ajoute, toujours d'après Jean Garrigues, un capital social lié notamment à la propriété foncière.

Le lieu d'élection de ces hommes n'est pas anodin dans la mesure où ils représentent pour la plupart « la tradition légitimiste de la France catholique de l'Ouest (…) et des poches « blanches » du Sud-Est. »[1141]

Comme députés, ils sont, logiquement, particulièrement présents dans les commissions liées aux enjeux des règlements de guerre et de la politique étrangère. Les députés-propriétaires siègent dans

---

[1138] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920

[1139] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.152

[1140] GARRIGUES Jean, « Le moment parlementaire de l'Action française : 1919-1924), dans LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.245

[1141] *Ibid* p.247

les commissions spécialisées dans l'Agriculture ou les Boissons. Les entrepreneurs participent à la commission du Commerce et de l'Industrie. Baudry d'Asson siège à la commission des Finances et le juriste Guidal participe à celle de la Législation civile et criminelle.[1142]

Ce groupe des Indépendants est largement dominé par la forte personnalité de Léon Daudet. Xavier Vallat, dans un portrait évidemment partisan, considère qu'il « est incontestable que Léon Daudet fut la personnalité la plus puissante de la Chambre bleue-horizon. C'est un fait que cet homme, isolé à l'extrême droite soutenu par quelques rares amis politiques, représentant une doctrine ignorée ou combattue par la presque totalité de la masse des électeurs, a joué au Parlement le rôle de chef de parti important et a pesé à l'occasion sur la destinée d'un cabinet. »[1143]
Robert Havard de la Montagne brosse, dans les mêmes termes élogieux que Xavier Vallat, le portrait de l'orateur Léon Daudet : « Ses saillies, sa bonne humeur dérident les plus revêches et la prodigieuse variété de ses dons excite une surprise où il entre de l'admiration. »[1144] S'il convient évidemment de minimiser ces descriptions partisanes, il n'empêche que les qualités oratoires de Léon Daudet sont largement reconnues de part et d'autre de l'hémicycle. Ferdinand Buisson, député radical, reconnaît un jour à propos d'une controverse académique sur les humanités gréco-latines que toute la Chambre l'applaudit.

A un niveau purement pratique, l'entrée de l'AF à la Chambre l'oblige à développer de nouvelles structures notamment à travers la création du Comité d'études législatives et sociales qui « étudie les projets de lois ou amendements possibles et propose les solutions qui paraissent les plus favorables aux différents problèmes posés soit au Parlement soit devant l'opinion publique.[1145] Il s'agit non pas d'un organe d'action électorale ou d'un bureau de travail parlementaire mais d'une « réunion d'études où règne le plus grand éclectisme quant au choix des sujets de discussion. »
Au 8ème congrès d'AF, M. Le Cour de Grandmaison explique que ce comité est nécessaire malgré « la répugnance très compréhensible de la plupart des amis de l'AF pour cette action, il faut reconnaître l'intérêt qu'il y a pour eux, dont la tactique est d'utiliser tous les moyens de chercher à tirer les conséquences du succès des patriotes aux dernières élections. »[1146]

[1142] *Ibid* p.247
[1143] VALLAT Xavier, *Le nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un homme de droite 1918-1945*, préface de Charles MAURRAS, Editions Les quatre fils Aymon, Paris, 1957, p.69
[1144] HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française, op. Cit.* p.96
[1145] *Almanach* de l'AF 1921, BNF Gallica
[1146] Rapport de M. Le Cour de Grandmaison au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 juin 1921

Au final, avec sa participation aux élections, l'AF se trouve à un tournant, comme le rappelle Olivier Dard : « rester hors du système ou s'y intégrer, bon an mal an. Elle fait alors le pari de pouvoir rester sur ses marges tout en tentant d'orienter l'esprit public et les débats sur ses positions. »[1147]

En mars 1920, lors du 7ème congrès d'AF, Maurras considère qu'« un résultat des six ans qui viennent de s'écouler a été de renverser les rapports de la violence et de la persuasion. Nous devons nous rendre compte de la préséance de la persuasion. »

Il donne alors la ligne directrice de son mouvement : « Il me semble que, devant l'incertitude de l'avenir, la politique de guerre reste encore la meilleure, à condition d'être énergiquement interprétée et appliquée. Avant tout, il faut servir. Il faut servir au premier rang. (…) Entendons-nous bien. Il faut comprendre la consigne. Il ne s'agit pas de mettre son drapeau dans sa poche. Nous sommes royalistes, nous le restons, et tout le monde doit le savoir. De notre discrétion momentanée, nous prétendons surtout tirer le droit de faire mieux écouter nos conclusions et notre enseignement de citoyens dévoués et désintéressés. Il y a encore à faire plus. Tout en restant inébranlablement strictement royalistes, il serait naturel de devenir en quelque sorte un élément de l'Etat. Le monde royaliste doit former l'un des ressorts de la résistance et de la reconstruction nationale jusqu'à ce qu'ayant remplacé les organismes vermoulus, les idées périmées, il forme le ressort central. »[1148]

En réalité, la participation aux élections de 1919 a des conséquences profondes sur la ligue et sur certains de ses adhérents. Louis Dimier, par exemple, s'il accepte de se présenter sur une liste d'AF, ne voit pas d'un bon œil l'évolution générale du mouvement au sortir de la guerre considérant notamment qu'il étend son influence au détriment de « l'intégrité de sa doctrine »[1149]. Il n'est d'ailleurs pas le seul à désapprouver l'évolution de la ligne directrice insufflée par Maurras.

[1147] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.136

[1148] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920

[1149] SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française, op. Cit.* p.47

III. L'année 1920

1) Les tensions du début d'année

Au début de l'année 1920, l'AF ne voit pas d'un bon œil le départ de Clemenceau et l'élection à la présidence de la République de Deschanel. Léon Daudet parle d'ailleurs, d'une « morne journée » et ajoute que cette dernière a été préparée en coulisse par « le chat bossu et déçu Aristide Briand ».[1150]

L'éviction de Clemenceau peut alors être interprétée comme une volonté de dépasser des méthodes de gouvernement jugées autoritaires, acceptables en temps de guerre mais qui n'ont pas de raison d'être en temps de paix.[1151] De plus, « si la Chambre a une majorité de droite, la France profonde demeure centriste et radicalisante »[1152] ce qui explique notamment le maintien d'une forte majorité centriste lors du renouvellement du tiers du Sénat en janvier 1920.

Quoi qu'il en soit, si l'AF dénonce violemment le gouvernement formé par Millerand et notamment la présence du radical Steeg à l'Intérieur, elle a du mal à attaquer la politique menée au cours de l'année 1920. Elle l'influence d'ailleurs dans une certaine mesure. Jean Garrigues considère qu'elle « joue un rôle d'aiguillon, de mouche du coche du Bloc national, dans deux directions principales : le nationalisme intransigeant et la fermeté sociale. »[1153]

Il ne faut cependant pas considérer la France de droite unie autour d'un projet de retour à l'ordre conservateur et réactionnaire. En effet, la politique menée par le Bloc national est essentiellement faite de compromis et, comme le rappelle Frédéric Monier, cette ligne de retour à l'ordre est souvent plus velléitaire que résolue[1154]. Cette lecture est d'ailleurs frappante à travers le procès Caillaux qui se déroule de février à avril 1920 devant le Sénat constitué en Haute-Cour.

Avant même l'ouverture du procès, l'AF stigmatise violemment le traître Caillaux et fait référence au « grand drame politique de la guerre ». Daudet explique notamment : « Ne vous y trompez pas : c'est le procès de la République qui commence. Caillaux a incarné le régime. Il en a été, pendant dix

---

[1150] DAUDET Léon, « Une morne journée, Quotidien d'AF du 18 janvier 1920
[1151] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.70
[1152] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.195
[1153] GARRIGUES Jean, « Le moment parlementaire de l'Action française : 1919-1924), dans LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.248
[1154] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.89

ans, non seulement le pivot financier, mais l'inspirateur, et toute l'équipe des politiciens de gauche, entre trente-cinq et soixante-dix ans (moins Clemenceau, de Selves, Barrère, Poincaré et Barthou) a subi sa loi. Acquis, sinon vendu à l'Allemagne, depuis 1907 environ, chef reconnu et autoritaire du parti radical-socialiste, qui tint la majorité parlementaire pendant trois législatures, il a cherché à orienter vers l'alliance allemande – c'est à dire vers la servitude, le dépècement et le tombeau – notre fier, noble et malheureux pays. »[1155]

Au cours du procès, aucune preuve de trahison n'est apportée, contrairement à ce qu'affirme bien sûr l'AF, mais « acquitter purement et simplement l'ancien président du Conseil reviendrait à mettre en question les finalités de la politique d'union sacrée ».[1156] Ainsi, la Haute Cour considère que la correspondance de Caillaux avec des « agents de l'ennemi » ou des « neutralistes avérés » a pu fournir à l'Allemagne des renseignements et le condamne à trois ans de prison (couverts par la préventive), cinq ans d'interdiction de séjour et dix ans de privation de ses droits civiques.

L'AF n'est absolument pas satisfaite de ce jugement et Daudet publie, le 24 avril 1920, un article intitulé ironiquement « Le conseil du Sénat aux traîtres futurs. Ayez soin de trahir en grand ! » : « La condamnation dérisoire, dont vient d'être frappé le traître le plus complet des temps modernes (…) condamne elle-même la juridiction politique de la Haute-Cour. (…) Moralité : en démocratie, en République, ce régime des partis, la trahison du temps de guerre est d'autant moins punie que le coupable est plus élevé dans la hiérarchie politique, que son crime a eu une portée plus considérable. »[1157]

Néanmoins, en condamnant Caillaux, les sénateurs ont donné satisfaction à une grande majorité de l'opinion publique qui « entend justifier *a posteriori* la lecture nationaliste de l'union sacrée. »[1158]

Ainsi, les premières semaines du Bloc national sont particulièrement critiquées par l'AF ce qui ne remet toutefois pas en cause le calme relatif demandé par Maurras à ses ligueurs (mars 1920) ; en effet, dès le début de l'année, l'AF appelle le gouvernement à se méfier des grèves politiques fomentées par le bolchevisme. Elle rencontre d'ailleurs un réel écho dans l'opinion de l'époque. En effet, si l'on se réfère aux résultats des élections de 1919, on peut estimer qu'entre 85 et 90 % des électeurs ont manifesté leur hostilité au bolchevisme.[1159]

[1155] DAUDET Léon, « Le grand drame politique de la guerre. La trahison de Joseph Caillaux », Quotidien d'*AF* du 15 février 1920

[1156] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.199

[1157] DAUDET Léon, « Le conseil du Sénat aux traîtres futurs. Ayez soin de trahir en grand ! », Quotidien d'*AF* du 24 avril 1920

[1158] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.199

[1159] BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France 1917-1940, op. Cit.* p.62

2) L'agitation révolutionnaire

L'agitation sociale du début de l'année 1920 est ainsi directement reliée à un complot révolutionnaire en vue d'un coup d'état bolcheviste. D'ailleurs, comme le rappelle Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, « l'ambiguïté est entretenue par les syndicalistes d'inspiration communiste qui mélangent de façon indissociable action politique et action revendicative. »[1160]

A l'occasion du 1er mai 1920, la stratégie syndicale mise au point est la suivante : « les cheminots devaient faire démarrer le mouvement en déclenchant une grève générale illimitée, puis la CGT lancer dans la bataille semaine après semaine de nouvelles « vagues d'assaut » - on n'est pas loin de la guerre ! - formées par les autres corporations ouvrières. »[1161]

L'AF titre le 2 mai : « Grave échec pour la CGT et les politiciens bolchevistes » et écrit notamment qu'« il a fallu des bandes de bolchevistes pour troubler cette journée. Comme l'an dernier, on y a vu moins d'ouvriers que de pillards et de rôdeurs de barrières. »[1162]
Evidemment, cette affirmation renvoie à toute l'ambiguïté du positionnement de l'AF par rapport au monde ouvrier en général. Si la rupture avec la CGT est totalement consommée après-guerre, le monde ouvrier n'en demeure pas moins un public cible pour l'AF.
Le 4 mai, Léon Daudet en appelle ouvertement à Millerand pour « en finir » avec l'agitation révolutionnaire : « Il faut en finir ! Il faut en finir ! Il faut en finir ! En ce moment, c'est le député qui parle et qui connaît le sentiment de quatre cent de ses collègues, d'accord avec l'unanimité du pays. Une poignée de misérables ou d'abrutis sabotent la France convalescente M. Millerand ! Vous avez le devoir de les fourrer dedans, le devoir strict, le devoir immédiat ; et vous avez pour vous l'occasion excellente, l'occasion unique et son unique cheveu : la lassitude infinie des syndiqués qu'on mène à la grève comme à l'abattoir, et qui, du fond du cœur, sans oser l'exprimer, joignent leurs instances de travailleurs et de bons Français à la nôtre ! »[1163] On voit encore une fois la volonté de ne pas critiquer ouvertement les ouvriers.
Dans les jours qui suivent, Daudet multiplie les appels à Millerand afin qu'il profite de l'occasion pour décapiter l'agitation révolutionnaire. Il participe activement aux débats à la Chambre relatifs

---

[1160] *Ibid* p.63
[1161] *Ibid* p.64
[1162] Quotidien d'*AF* du 2 mai 1920
[1163] DAUDET Léon, « Contre l'agitation révolutionnaire. Le tournant décisif », Quotidien d'*AF* du 4 mai 1920

notamment à la dissolution de la CGT. D'une manière générale, les pouvoirs publics font preuve d'une grande détermination dans leur lutte contre la grève. Ils inculpent soixante personnes de complot contre la sûreté de l'État, attaquent en justice la CGT, ordonnent plusieurs milliers d'arrestations pour entrave à la liberté du travail. En parallèle, on assiste à une forte réaction patronale avec près de 15 000 cheminots révoqués.[1164]
Finalement, le mouvement de grève échoue et l'ordre de reprise du travail est donné le 21 mai par la CGT.

Si l'AF, par l'intermédiaire de Léon Daudet, joue un rôle parlementaire au cours de ces événements, elle est également appelée à agir ouvertement dans la rue.
Au mois de mai 1920, on voit apparaître des Unions civiques qui revendiquent la vocation « d'assurer en cas de grève révolutionnaire la marche des services d'intérêt public. » Si ces dernières ne sont pas les organisations de choc de l'AF comme le pense l'*Humanité ;* Eugen Weber rappelle qu'elles n'en sont pas moins inspirées ou dirigées par un certain nombre de camelots du roi. Malheureusement, les sources manquent pour confirmer cette affirmation de Weber. D'ailleurs, si on apprend effectivement, le 8 avril 1920, dans les colonnes du quotidien, la création d'une Union civique à Paris (une initiative semblable suivra à Lyon) avec pour but de « préparer la mobilisation volontaire, en vue de mettre obstacle aux tentatives de grève générale et à l'arrêt des services d'intérêt public, »[1165] Maurras reste toutefois assez tiède quant à une éventuelle union avec les forces de l'AF. Il salue certes l'initiative mais en profite pour rappeler l'existence de la Main d'œuvre civique, organe affilié à l'AF, fondé dès mars 1919.

La Main d'œuvre civique a pour vocation d'accentuer les rapports entre les ligueurs et la direction d'AF en demandant aux ligueurs d'exposer « ce qu'ils font, ce qu'ils savent ce à quoi ils jugent pouvoir être utiles, sur quel thème ils se tiendraient prêt à répondre à nos consultations. » L'AF établit ensuite un registre, une sorte de « cadastre moral » qui aura pour but d'éclairer la direction de l'AF en la renseignant sur la position de ses amis.
L'intérêt de la main d'œuvre civique de l'AF dépasse largement les buts fixés à l'union civique républicaine d'avril 1920 ; il s'agit en effet de faciliter l'action électorale ; de permettre aux présidents des sections de connaître les ressources locales ; de renseignements sur les conflits du travail ; de favoriser la mise en contact avec des milieux sociaux ignorés jusqu'alors.[1166]
Ainsi, Maurras écrit en avril 1920 au sujet de l'union civique : « Nous ne refusons aucune

[1164] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.73
[1165] Quotidien d'*AF* du 8 avril 1920
[1166] Rapport sur la main d'œuvre civique au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 21 mars 1920

collaboration. Nous les demandons, nous les avons demandées toutes, et sur les bases les plus simples, les plus ouvertes, les plus larges et généreuses. Il reste à voir qu'une collaboration (ou labeur en commun) supposant au préalable le labeur de chacun, c'est au labeur élémentaire qu'il importe de veiller en premier lieu. Nous ne ferons pas une bonne armée avec de mauvais régiments ou de faibles brigades. Je demande à chaque ligueur d'Action française de s'appliquer de toutes ses forces à la pleine constitution de nos unités. »[1167]
Maurras cherche donc avant tout à défendre sa propre formation à savoir la main d'œuvre civique.

Au final, il semble clair qu'il ne faut pas majorer l'influence de l'AF au cours de cette agitation révolutionnaire du printemps 1920. C'est bien l'alliance des mesures de répression gouvernementale et patronale qui conduit à l'échec du mouvement de grève. Par ailleurs, cet épisode place également le thème de l'anticommunisme « au cœur de la France ». « En 1920, pour l'immense majorité des Français, le communisme est l'expression d'un nouvel antipatriotisme. La défaite des grèves de 1920, c'est bien une défaite du bolchevisme. »[1168]

L'échec de cette agitation révolutionnaire au printemps 1920 est pourtant lourd de conséquences notamment parce qu'elle accélère la division du mouvement ouvrier, effective lors du congrès de Tours du mois de décembre. Maurice Pujo écrit, au sujet de la scission, le 26 décembre : « Pour nous, nous ne voyons qu'avantage à voir le Congrès de Tours imposer la pure doctrine de Lénine : le virus socialiste isolé, perdant tout contact avec l'esprit national, n'en sera que plus inassimilable à la France. » En effet, pour Pujo, « les plus dangereux restent les politiciens : ces Blum, ces Longuet, ces Jouhaux, ces prétendus sages du socialisme, qui n'adhèrent pas aux conditions de Moscou, mais qui nous interdisent de nous défendre contre Moscou et contre Berlin. » Alors que les « communistes intégraux », « s'ils essayent de mettre en acte leur programme, ils se casseront le nez contre la nature des choses, la nature d'un vieux pays organique réfractaire aux théories qui ont pu être imposées aux masses amorphes de la Russie. »[1169]

Au cours de ce congrès, la présence de Clara Zetkin, vieille militante révolutionnaire allemande, puis l'arrestation d'un mystérieux Zalewski, émissaire de l'Internationale communiste, rapidement rebaptisé « Œil de Moscou » (finalement expulsé par les autorités) contribuent à entretenir la hantise du péril rouge.[1170] Le 30 décembre, Xavier Vallat interpelle M. Steeg à la Chambre en lui

[1167] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 8 avril 1920
[1168] BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France 1917-1940, op. Cit.* p.86
[1169] PUJO Maurice, « Le congrès socialiste », Quotidien d'*AF* du 26 décembre 1920
[1170] SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers. 1919-1939,* Publications de la Sorbonne, Paris, 1985, p.75-76

demandant comment Clara Zetkin a pu gagner Tours. Léon Daudet, quant à lui, en profite pour signaler la reprise des manœuvres boches en France.[1171]

Serge Berstein et Jean-Jacques Becker rappellent finalement qu' « avec le Congrès de Tours, la naissance du Parti communiste, la scission de l'ancien Parti socialiste et les réactions que ces événements ont provoquées, l'anticommunisme prend donc le relais de l'antibolchevisme. La différence est d'importance parce que ce dernier – même s'il a largement nourri l'anticommunisme – conservait une dimension essentiellement extérieure. L'anticommunisme, lui, est un phénomène principalement interne, même si, bien entendu, la critique de l'expérience soviétique n'en est pas une composante négligeable. »[1172]

3) L'apaisement religieux

La célébration de Jeanne d'Arc

Il est sans doute exagéré de considérer la politique menée par le Bloc national en 1920 comme réellement réactionnaire mais cette impression est en partie renforcée par « l'esprit d'entente et de réconciliation »[1173] qui règne entre l'Église et la République et ce, dès le lendemain du conflit.
En effet, dès le mois de mai 1919, il faut signaler la volonté du gouvernement de réunir, autour de la figure de Jeanne d'Arc, « tous les Français sans distinction d'opinion politique »[1174]. C'est en ce sens qu'est créé un comité d'anciens combattants sous la présidence d'honneur du général Garnier des Garrets. L'AF, fidèle à sa volonté de préserver l'union nationale, accepte d'abandonner ses prérogatives d'organisation à ce comité en assurant sa collaboration.
La manifestation a lieu le 18 mai 1919 et se déroule dans le calme le plus complet mais déçoit les espérances, comme le souligne Danielle Tartakowsky : la préfecture de police parle de 5630 participants mais souligne l'importance de la foule sur les trottoirs.[1175] Si l'AF évoque quant à elle des milliers de participants et 200 000 spectateurs, elle ne rend toutefois compte de l'événement qu'en 2ème page. Alors qu'avant-guerre, les comptes rendus des cortèges de Jeanne d'Arc

[1171] Quotidien d'*AF* du 31 décembre 1920
[1172] BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France 1917-1940, op. Cit.* p.106
[1173] PREVOTAT Jacques, *Etre chrétien en France au XXème siècle,* Editions du Seuil, Paris, 1998
[1174] Rapport de synthèse sur la fête de Jeanne d'Arc, mai 1919, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 408
[1175] Actualités Gaumont, mai 1919, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 408, cité par TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France, op. Cit.* p.26

occupaient invariablement les unes du journal. Ainsi, on constate déjà une certaine retenue quant à la célébration républicaine de la fête de Jeanne d'Arc.

Dès le 1er juin 1919, l'AF critique ouvertement la mauvaise organisation du comité : « Les épreuves de la guerre, qui ont uni tous les bons Français, permettaient, en cette année de victoire, de nationaliser définitivement le culte de Jeanne d'Arc. Nous nous y sommes prêtés de tout cœur, à l'occasion de la manifestation du 18 mai, en abandonnant à d'autres nos prérogatives traditionnelles d'organisateurs d'une fête que nous avions créées et en collaborant de tous nos efforts à un succès que nous rêvions sans pareil. Malheureusement, ces efforts furent paralysés (…) Notre tord fut de nous fier à un Comité, qui, bien que couvert par tel ou tel nom honorable, n'offrait aucune des garanties nécessaires dans la circonstance. »[1176]

L'année suivante, l'AF s'associe avec la Ligue des patriotes mais la fête n'enregistre pas davantage de succès[1177] alors même que les fêtes pour la canonisation de Jeanne d'Arc débutent à Rome, le 16 mai 1920, en présence de 80 parlementaires français conduits par un ambassadeur extraordinaire Gabriel Hanotaux. Les dames et jeunes filles royalistes organisent un voyage à Rome à l'occasion de la cérémonie. De même, les sections parisiennes sont appelées à manifester à l'occasion de sa fête. Il est toutefois intéressant de noter que l'AF relègue en seconde page son article relatif à la canonisation de Jeanne d'Arc et préfère s'intéresser en une à l'agitation révolutionnaire et à la CGT. Ainsi, face aux urgences de l'actualité, l'AF, pourtant cheville ouvrière de la défense de Jeanne d'Arc, n'accorde qu'une importance secondaire à sa canonisation. Peut-être se sent-elle alors devancée par les honneurs républicains ?

De même, lors du vote d'institution de la fête nationale de Jeanne d'Arc le 24 juin 1920[1178], l'événement n'est repris que dans une des sous-parties de l'habituel encadré « Politique » de Charles Maurras. Ce dernier considère toutefois qu'il s'agit du « premier acte véritablement national de la Chambre du 16 novembre. »[1179] Et pour cause, comme le souligne Danielle Tartakowsky, le fait d'instituer la fête de Jeanne d'Arc puis le 11 novembre (loi du 24 octobre 1922) en fêtes nationales, prive « le 14 juillet de son unicité » et confère « à la Patrie la place centrale autrefois dévolue à la République ».[1180] L'initiative devrait donc largement satisfaire l'AF mais, au final, on constate que cette dernière ne semble pas se réjouir outre mesure de l'éloge fait par la République à Jeanne d'Arc. Cela est sans doute lié au fait que Jeanne d'Arc représente, depuis l'épisode fondateur de l'affaire

[1176] PUJO Maurice, « La fête de Jeanne d'Arc », Quotidien d'*AF* du 1 juin 1919
[1177] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France, op. Cit.* p.26
[1178] Proposition de loi faite par Maurice Barrès
[1179] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 25 juin 1920
[1180] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997, p.62

Thalamas, une occasion de s'attaquer ouvertement à la République et à ses représentants accusés de négliger, voire d'entraver son culte. L'AF perd ainsi, de fait, un de ses arguments antirépublicains favori.

La politique d'apaisement religieux

Outre les nouveaux rapports entre la République et Jeanne d'Arc, la politique d'apaisement religieux se décline aussi et peut être surtout dans le dégel des relations diplomatiques avec le Vatican qui conduit à la nomination comme ambassadeur de Charles Jonnart président du parti républicain démocratique et social, le 16 mai 1921.[1181] Lors des débats sur l'ambassade au Vatican, Léon Daudet ne manque pas de porter un regard ironique sur l'attitude des républicains. Il note par exemple le 19 novembre : « Ces républicains sont comiques. Pendant cinquante ans, ils ont répété que la monarchie était le gouvernement des curés. Aujourd'hui, ils applaudissent Herriot, démontrant que la monarchie française fut tout le contraire. Ils me paraissent connaître l'histoire un peu à la façon de Varenne, de ce vieil austriophobe de Censeur Alexandre Varenne. »[1182]

Le 25 novembre 1920, Daudet prend la parole à la Chambre pour rappeler que « la politique anticléricale de la République est une politique allemande » ce qui ne manque évidemment pas de causer de violents incidents notamment avec Alexandre Varenne député socialiste du Puy du Dôme.[1183] Le 29 novembre 1920, l'AF publie un encadré rappelant les termes de Daudet à la Chambre et apporte des « preuves » à savoir des lettres de Gambetta, les aveux de Spuller et la correspondance de Bismarck avec son agent en France le comte Henckel de Donnersmarck. Le journal conclut : « La Chambre républicaine a pu crier, protester, rappeler à l'ordre Léon Daudet. Elle n'a pas essayé de discuter. Il n'avait dit que la vérité. »[1184]
Le 30 novembre 1920, la Chambre se prononce pour la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican par 397 voix contre 209. Cette décision est saluée par Maurras qui souligne tout de même une « anxiété dans la victoire » : « Cette mesure de haute politique, si sage, si humaine, comme elle vient tard ! Et s'il faut que le bon sens élémentaire chemine à pas si lents, si faibles et si courts, combien de siècles faudra-t-il pour réduire les erreurs fondamentales multipliées par les gouvernants de Paris ! »[1185]

[1181] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.90-91
[1182] DAUDET Léon, « Silhouettes parlementaires. La question de l'ambassade auprès du Vatican », Quotidien d'*AF* du 19 novembre 1920
[1183] Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1920
[1184] Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1920
[1185] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 1er décembre 1920

Ainsi, l'AF se retrouve dans une situation assez ambiguë : elle ne peut que saluer l'action de la République en faveur d'un apaisement avec l'Église, mais elle choisit de le faire relativement discrètement. D'ailleurs, cette politique de détente ne fait pas « les affaires » de l'AF car elle conduit à un « second ralliement » des catholiques au régime républicain et retire, de fait, à la ligue certains arguments qui faisaient sa force dans les milieux catholiques.

4) Le « Sedantag »

D'une manière générale, l'entente entre l'AF et la République reste donc très relative, comme le prouvent encore les débats à l'occasion du « Sedantag ».

En septembre 1920, la IIIème République fête ses 50 ans. Sous la pression de la droite et notamment de l'AF, le gouvernement renonce aux commémorations.

La position de l'AF à cette occasion est parfaitement résumée dans une affiche éditée par la section du Havre que l'AF regrette de n'avoir pas pu afficher partout en France faute de moyen :

« De 1871 à 1914, l'Allemagne n'a cessé de commémorer le 4 septembre, ce triomphe des armées prussiennes. Le Sedantag (jour de Sedan) était pour elle une fête nationale. Aujourd'hui, l'Allemagne, vaincue à son tour, ne célèbre plus le Sedantag. Mais il s'est trouvé des Français qui ont songé à renouer la tradition du gouvernement prussien : ils ont osé proposer à la France la célébration d'un cinquantenaire qui symbolise tout ensemble la guerre civile et la guerre étrangère ; la capitulation d'une armée française et l'insurrection devant l'ennemi. (…) A cette manifestation du parti de la défaite, les Français fils et petit-fils de Français ne s'associeront pas. Nous ne fêterons pas le Quatre Septembre parce que c'est l'anniversaire d'un jour de deuil, d'un désastre sans précédent dans nos annales. (…) Nous ne fêterons pas le Quatre Septembre parce que les victoires prussiennes de 1870 ont bâti l'unité allemande, détruit l'équilibre de l'Europe, déchiré le droit public fondé sur la foi des traités, imposé aux nations le service obligatoire et universel que la France des rois n'avait pas connu, créé les conditions qui ont enfanté la guerre de 1914. Des républicains patriotes, mais plus riches de préjugés que d'idées justes, ont pensé que notre victoire de 1918 avait purifié la République du vice de sa naissance. C'est indûment attribuer à la République ce qui n'appartient qu'à la France. »[1186]

Cette affaire du « Sedantag » prouve sans conteste l'influence que peut avoir l'AF sur la politique

[1186] Reproduction d'une affiche de la section du Havre, Quotidien d'*AF* du 5 septembre 1920

menée par le Bloc national ; importance qui ne faiblit pas au cours de l'année 1921, nous allons le voir.

Au final, on constate que « l'entente cordiale » entre l'AF et la République reste fragile et l'appel à la modération de Maurras en mars 1920 ne résiste pas à la réalité de la vie politique. D'ailleurs ce dernier, dans son discours au 8ème congrès d'AF de juin 1921 souligne que : « L'année 1920 fut critique, triste et douloureuse. Le monde politique s'est montré indécrottable de ses erreurs et de ses vices de pensée. »[1187]

[1187] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921

IV. Les déconvenues du Bloc national (1921-1923) et le programme de l'Action française

1) L'opposition farouche à Briand

Si l'épisode du « Sedantag » est un premier jalon au retour d'une opposition ouverte de l'AF, le retour de Briand à la présidence du Conseil en janvier 1921 est un véritable point de basculement. En juin 1921, Maurras est ainsi beaucoup moins « tempéré » qu'en 1920. Il explique notamment que « la France reste, hélas ! Une convalescente qu'il faut ménager. Mais elle n'a plus seulement, comme il y a un an, des médecins aveugles et ignorants, déjà bien dangereux ! Elle a un médecin qui l'empoisonne. Ceci nous dicte notre devoir. Il n'est plus temps d'être modérés, soyons « radicaux » ».[1188]

Briand est un personnage haï par l'AF et tout particulièrement par Léon Daudet et ce, depuis de nombreuses années. Ainsi, son retour au pouvoir est vivement dénoncé par l'AF. Le 18 janvier 1921, Léon Daudet publie un article intitulé « Devant les ténèbres aristidiennes. La confiance dans la nuit » où il brosse un portrait terrible de Briand : « Tout est ténébreux et oblique dans Aristide Briand : la voix, le regard, l'allure générale, la manœuvre oratoire, l'ensemble et le détail de la carrière. C'est l'homme des encoignures, des entretiens secrets, des fausses confidences, des promesses vaines, des mensonges effrontés. » Et il considère plus loin que « Briand va commencer son œuvre de ténèbres : l'exonération, par étapes, de l'Allemagne, au dehors ; le néocaillautisme, toujours par étapes, à l'intérieur. Chaque jour de durée de la présidence-quai d'Orsay de Briand marquera un nouvel abandon, une nouvelle liquéfaction de l'intérêt français. »[1189]

Briand arrive au pouvoir dans une période de tensions internationales. Depuis la fin de l'année 1919, le gouvernement français est confronté à de nombreuses difficultés concernant notamment l'application du traité de Versailles. En effet, le Sénat américain refuse de ratifier le traité ce qui entraîne, d'une part, l'absence des Etats-Unis à la SDN, et, d'autre part, la fin de la garantie militaire d'intervention immédiate en cas d'agression allemande. D'ailleurs, les Britanniques utilisant

[1188] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921

[1189] DAUDET Léon, « Devant les ténèbres aristidiennes. La confiance dans la nuit », Quotidien d'*AF* du 18 janvier 1921

l'argument du retrait des Américains ne garantissent plus leur intervention. Ainsi, la France se retrouve dans une situation délicate en termes de sécurité à long terme.

De plus, entre 1920 et 1921, le gouvernement français est dans l'obligation, sous la pression britannique, de réduire le montant des réparations alors même que les échéances de paiement ne sont pas remplies par l'Allemagne. En 1920, Millerand, sans avertir les Britanniques, fait occuper Francfort et Darmstadt pour protester contre l'entrée de l'Allemagne en zone démilitarisée. Briand également, n'en déplaise à ses détracteurs, mène une politique ferme en faisant occuper, le 8 mars 1921, Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort pour forcer le gouvernement allemand à accepter le montant des réparations.

En revanche, Briand, à la différence de Millerand, cherche systématiquement à associer les Britanniques aux négociations et c'est ce que dénonce ouvertement l'AF.

Maurras considère que pour redresser l'économie il ne faut pas que la politique française reste subordonnée à une alliance quelconque : « Nous pouvons tout *avec* les autres. *Sous* les autres nous ne pouvons rien. Mais si nous réussissons à faire en Europe centrale quelque chose d'utile *sans* les autres, dès lors nous serons en état de distribuer de telles primes que loin d'être isolés, comme on le redoute enfantinement, notre amitié sera recherchée de tous. Cette politique active au dehors est la clef de toute reconstruction au dedans. »[1190]

Jacques Bainville a une analyse identique de la situation : « L'année 1921 n'a pas été heureuse pour la France. Elle a marqué la suite d'un mouvement de chute qui n'a cessé de s'accélérer depuis l'armistice. A quoi cette décadence ininterrompue, venant à la suite d'une incontestable victoire, a-t-elle pu tenir ? Au fait que la France n'a pas de politique extérieure. » Et il continue : « Voyons ce qui s'est passé pour les réparations. C'est une histoire lamentable, celle d'un gouvernement qui ne savait pas ce qu'il voulait et qui a été manœuvré par ceux qui savaient vouloir. » Selon lui, le but de la politique extérieure française devrait se résumer en ces termes : « Reconstituer un équilibre, ne nous livrer ni au danger de la revanche allemande ni à l'esclavage de l'Angleterre telle est à la tâche. »[1191]

L'AF ne se contente pas de s'opposer « intellectuellement » à la politique menée par Briand au cours de l'année 1921 ; c'est également au cours de cette année qu'elle reprend une véritable activité de propagande. Certes, pas aussi active que ce qu'elle était en mesure de proposer avant-guerre mais tout de même suffisamment notable pour être étudiée en détails.

Si l'AF critique la politique de Briand dès son retour à la présidence du Conseil, c'est réellement en

[1190] MAURRAS Charles, « La politique générale », *Almanach* de l'Action française 1922
[1191] BAINVILLE Jacques, « La politique extérieure », *Almanach* de l'Action française 1922

octobre 1921 que débute une vaste campagne contre lui. L'AF édite plusieurs affiches et tracts : « Un singulier président du Conseil » ; « La vérité poursuivant Briand » ; « Briand ».

En décembre 1921, le journal publie une liste des localités où a eu lieu un affichage ou une distribution de tracts dans le cadre de la campagne Briand : Paris, Lésigny, Le Raincy, Chatou, Chevreuse, Saint Germain en Laye, Fontenay sous Bois, Fontenay aux Roses, Livry, Noisy le Sec, Malakoff, Saint Denis, Château-Thierry, Tourcoing-Roubaix, Arras, Oise, Soissons, Doullens, Gézaincourt, Rouen, Le Mans, Nantes, Saint-Nazaire, Ancenis, Rennes, Cholet, Batz, Werméréville, Charleville, Sedan, Reims, Ligny en Barrois, Melun, Châteaumeillant, Chartes, Bourges, Le Blanc, Decize, Clamecy, Bordeaux, Agen, Marmande, Bayonne-Biarritz, Bergerac, La Roche sur Yon, Barsac, Arcachon, La Teste, Gujan-Mestras, Belvès, Lyon, Châlon sur Saône, Mâcon, Autun, Crest, Oyonnax, Dortan, Lagnieu, Lure-Luxueil, Vy les Lure, Abelcourt, Aix les Bains, Beaune, Grenoble, Valence, Toulouse, Moissac, Perpignan, Céret, Prades, Saint Laurent de la Salanque, Rivesaltes, Villefranche de Rouergue, Marseille, Toulon, Montpellier, Avignon.[1192]

On retrouve trace de ces activités dans les archives départementales et, en particulier, à Bordeaux où de nombreux rapports de police décrivent la propagande des ligueurs d'AF en octobre et novembre 1921. On peut par exemple citer un rapport sur un jeune étudiant en pharmacie, « qui tirait une charrette sur laquelle étaient placés deux panneaux en bois reproduisant l'affiche injurieuse à l'égard de M. le président du Conseil, placardée récemment dans toute la France, et un pantin représentant la caricature de M. Briand, avec une ficelle faisant mouvoir les bras. »[1193] Des procès-verbaux sont également dressés contre les camelots distribuant des tracts. Divers rapports font état d'affichages à Libourne, Arcachon, à Cauderan et même à La Teste où l'affichage coïncide « avec le passage dans la ville de M. le sous-secrétaire d'État à la Marine Marchande, collaborateur de M. le Président du Conseil. » Les deux affiches ont été retirées, « la première lacérée par les soins du personnel de l'église », l'autre décollée par la police.[1194]

Ainsi, d'octobre à décembre 1921, l'AF a été capable de mobiliser ses sections dans des conditions comparables à l'époque de l'article 445 et a contribué au climat de suspicion qui mène à la chute du cabinet Briand en janvier 1922.

A la fin de l'année 1921, Lloyd George propose à la France un plan de stabilisation européenne et promet une garantie militaire britannique en échange d'une diminution des réparations demandée

[1192] Quotidien d'*AF* du 21 décembre 1921

[1193] Rapport du commissaire central au préfet, novembre 1921, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[1194] Rapport du commissaire de police de La Test, 3 novembre 1921, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

aux Allemands. Ce plan doit être discuté à la conférence de Cannes en janvier 1922. La politique de Briand est évidemment largement critiquée par la droite parlementaire mais également par une bonne partie de l'opinion nationale qui considère que l'amitié des Anglais en échange des réparations dues par les Allemands est bien trop chère payée.

C'est dans ce contexte que Léon Daudet propose, le 10 janvier 1922, une motion à la Chambre : « D'accord avec mes amis de la droite, je demande à la Chambre de vouloir bien décider qu'elle siégera demain pour délibérer sur la situation nouvelle et grave créée par le fait que le ministre des Affaires étrangères est en train de prendre à Cannes, des décisions en contradiction formelle avec les engagements antérieurs et les assurances données aux Chambres avant son départ.

1) Quant à la réduction de 200 millions de marks-or sur les rentrées de 1922 ;

2) Subordination des réparations à la reconstruction économique de l'Europe ;

3) Admission de Lénine et Rathenau à Gênes.

Délibérons, messieurs, rapidement, avant que nous soyons en présence du fait accompli. »[1195]

Le vote obtient 249 voix contre 334, ce qui satisfait largement Daudet qui considère que « jamais l'opposition contre Briand n'a réuni pareil chiffre de suffrages ».[1196] Cette affirmation est d'ailleurs fondée et il s'agit clairement du premier défit sérieux lancé contre la politique étrangère de Briand.[1197]

Briand regagne alors la capitale et présente sa démission. Décision évidemment saluée par l'AF[1198] qui ne manque pas de se féliciter de ce départ.[1199] Si on ne peut pas considérer que l'AF a fait chuter, à elle-seule, le ministère Briand, il n'empêche que le rôle de Daudet est réel, tout comme la forte pression nationale fomentée par la ligue qui continue d'ailleurs avec l'organisation, dès le 14 janvier, d'une grande réunion à la salle Wagram autour du thème « Briand en haute cour » suivi de l'édition, par les camelots d'Agen d'une affiche sur le même thème.[1200]

[1195] Journal officiel du 10 janvier 1922

[1196] Quotidien d'AF du 11 janvier 1922. Eugen Weber rappelle qu'au cours du scrutin suivant 72 votes se transforment en abstention ce qui donne le résultat généralement cité de 199-312.

[1197] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.143

[1198] Quotidien d'*AF* du 13 janvier 1922

[1199] Quotidien d'*AF* du 14 janvier 1922

[1200] Quotidien d'*AF* du 10 février 1922

2) Le retour de Poincaré et la question de la politique étrangère

L'AF est plutôt favorable au retour de Poincaré à la présidence du Conseil. D'ailleurs, dès le lendemain de l'élection de Briand à la Chambre en janvier 1921, Léon Daudet publie dans les colonnes du quotidien un article intitulé « Le funeste retour aristidien. En attendant le cabinet Poincaré »[1201]

De même, en décembre 1921, à l'occasion de sa visite dans la ville, la section de Bordeaux fait apposer une affiche intitulée « Ce que M. Raymond Poincaré pense de la République et de la Royauté » sur laquelle sont reproduits deux discours du 27 juin 1907 et du 12 avril 1912 dans lesquels les institutions républicaines sont critiquées.[1202] Evidemment, il s'agit d'une interprétation de l'AF, mais, le fait de chercher à faire de Poincaré une sorte de « chef royaliste » est symboliquement important.

La question de l'influence de Maurras et de l'AF sur Poincaré est discutée par l'historiographie. François Roth, dans sa biographie de Poincaré, ne fait pas de référence à Maurras en 1922 et 1923 et évoque la hargne antipoincariste de Daudet dans un pamphlet paru en 1930 intitulé *Le Nain de Lorraine*.[1203]

Jacques Bariéty explique quant à lui que « la politique étrangère de Poincaré en 1923 prend des développements qui sont ceux-là même qu'avait préconisés l'Action française ».[1204]

Eugen Weber puis Olivier Dard se réfèrent directement à la correspondance entre Maurras et Poincaré entre 1918 et 1925 pour mener une analyse plus fine de la relation entre les deux hommes. Dès 1919, Poincaré cherche à fournir à Maurras des explications de nature à justifier sa politique. Il semble même qu'à partir du printemps 1922, Maurras et Poincaré se soient rencontrés personnellement et que Poincaré, malgré son travail de président du Conseil fournit toujours des explications et renseignements à Maurras et, en retour, accueille favorablement son avis. On peut donc considérer, à la suite d'Eugen Weber, qu'il existe effectivement des liens assez étroits entre les deux hommes qui, s'ils « avaient été connus, auraient risqué d'embarrasser l'homme d'État républicain. » Cela étant, il n'y a rien de réellement déplacé dans cette correspondance dépouillée ; Poincaré n'a vraisemblablement jamais divulgué de secret d'État ou abusé de ses fonctions.

[1201] DAUDET Léon, « Le funeste retour aristidien. En attendant le cabinet Poincaré », Quotidien d'AF du 19 janvier 1921

[1202] Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1921

[1203] ROTH François, *Raymond Poincaré*, Fayard, Paris, 2000, p.383

[1204] BARIETY Jacques, *Les relations franco-allemande après la Première Guerre mondiale*, Editions Pedone, Paris, 1977, p.343

D'ailleurs, malgré l'existence de ces échanges, Weber rappelle que « rien de tout cela ne prouve à suffisance que Maurras ou Daudet, aient exercé une influence particulière sur Poincaré. »[1205]

En réalité, de 1916 à 1923, l'AF et Poincaré se trouvent dans le même camp dans la mesure où tous deux se méfient de l'Allemagne et sont partisans d'une politique rigoureuse de réparations. Il n'en faut pas plus aux adversaires de gauche pour accuser Poincaré de se laisser dicter sa politique étrangère par Maurras et l'AF. Le 2 juin 1922, le radical Herriot dénonce à la Chambre le « politique d'abord » qui régirait les vues du président du Conseil. Allusion évidente à Maurras.[1206]

Poincaré bénéficie d'un a priori favorable pour Maurras et l'AF mais, force est de constater qu'il les déçoit rapidement car il tarde à durcir la politique extérieure de la France vis à vis de l'Allemagne même après la signature du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie, le 16 avril 1922, en marge de la conférence de Gênes. Ce traité est à l'origine d'une émotion importante en France en particulier « parce qu'il prouve que l'Allemagne a retrouvé une certaine marge de manœuvre internationale. »[1207] L'AF considère alors que ses « appréhensions n'étaient que trop justifiées. »[1208]
Le 22 mai 1922, à l'issue de la conférence de Gênes, Maurras écrit dans le quotidien : « La troisième expérience Poincaré tourne mal. On le sait bien, personne ne le regrettera plus que nous. Dans l'état de la France et du monde, il serait criminel de désirer l'échec du bon parti ou du moins mauvais. Mais que faire quand l'intéressé se diminue lui-même à plaisir et par simple timidité, en des cas où un peu d'audace et de fermeté lui eût fait gagner sa partie, qui est la partie de la France. »
En réalité, si Maurras critique le manque de fermeté de Poincaré, l'homme, quant à lui, est relativement épargné : « Des intentions machiavéliques ont été prêtées à M. Poincaré. On a supposé que ses passions d'homme de gauche l'avaient porté à interdire une manifestation qui risquait d'accentuer le caractère « réactionnaire » de l'opinion française. (…) Mais nous ne le croyons pas. Nous inclinons plutôt à croire que le président du Conseil a été trompé par sa police, à l'Intérieur ou à la Préfecture, peut-être aux deux endroits. »[1209]
Jacques Bainville considère lui, à la fin de l'année 1922, que « les gouvernements seront punis de leur inertie et de leur faiblesse. »[1210]

[1205] Voir le détail de l'analyse d'Eugen WEBER, *L'Action française, op. Cit.* p.160-162 et d'Olivier DARD, *Charles Maurras, op. Cit.* p.141-142
[1206] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.141
[1207] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.215
[1208] DAUDET Léon, « L'alliance germano-russe à Gênes. Nous revoici en juin 1914 », Quotidien d'AF du 19 avril 1922
[1209] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'AF du 22 mai 1922
[1210] BAINVILLE Jacques, « Réflexions sur l'année 1922 pour 1923 », Almanach de l'Action française, 1923

Ainsi, l'occupation de la Ruhr est accueillie favorablement par l'AF. Le 11 janvier 1923, Poincaré déclare aux députés que « l'Allemagne ne nous a pas donné le charbon qu'elle nous devait. Il est naturel que nous allions le chercher maintenant sur le carreau des mines. »
Léon Daudet considère dès le 12 janvier que l'occupation de la Ruhr est un « événement politique d'une portée considérable »[1211] Cette dernière satisfait profondément les vues de l'AF en matière de politique extérieure car, décidée sans en référer aux Britanniques, elle a pour ambition première de devenir une pièce maîtresse dans de futures négociations diplomatiques mais aussi la vocation à assurer, à long terme, l'approvisionnement de la sidérurgie française en coke.

Dès le mois de janvier 1923, les civils allemands décident de mener une résistance passive qui conduit l'Allemagne au bord du gouffre économique, financier et politique.
Au cours de l'année 1923, l'AF reste favorable à la politique extérieure menée par Poincaré mais nous verrons que des tensions se font rapidement jour au niveau de la politique intérieure.

3) La crise économique et financière

Le contexte

De 1918 à 1920, la France subit une période économiquement très compliquée. Après la guerre, les Français aspirent à retrouver la société de la Belle-Epoque mais ils doivent alors affronter la hausse des prix et la pénurie. Le gouvernement prend des mesures pour tenter d'enrayer cette situation en faisant voter, en février 1919, une loi renforçant les sanctions en matière de spéculation et d'accaparement mais cela n'améliore pas réellement le quotidien des Français au moins jusqu'en 1920. La pénurie disparaît alors petit à petit mais la hausse des prix continue à s'aggraver.
De plus, la guerre laisse un lourd héritage monétaire et financier. L'État s'est considérablement endetté entre 1914 et 1918. La dette extérieure est égale à 39,5 milliards de franc-or, essentiellement dus aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. La dette intérieure est passée de 31 milliards en 1913 à 75 milliards en 1919 en raison de l'émission des emprunts de la défense nationale. Il existe également une « dette flottante » liée à l'émission quasi permanente de « bons de la défense nationale » à 3, 6

[1211] DAUDET Léon, « Essen-Ruhr et la politique générale », Quotidien d'*AF* du 12 janvier 1923

ou 12 mois portant 5 % d'intérêt. Ces derniers représentent environ 51 milliards.[1212]
La dette continue d'ailleurs d'augmenter après-guerre et double entre 1918 et 1924 si bien que le service de la dette passe de 23 % des dépenses publiques en 1920 à 44 % en 1924. Pour combler ce déficit, l'État a recours à la « planche à billets » et à l'emprunt ce qui alimente un courant inflationniste. Si cette politique permet de ne pas imposer une trop grande rigueur budgétaire, elle expose aussi et surtout le franc aux spéculations des marchés financiers internationaux et on constate que les monnaies anglo-saxonnes deviennent alors des valeurs refuges. Les deux graves crises monétaires de 1919-1921 et 1923-1924 sont les résultats de cette situation.
Plusieurs ministres tentent d'améliorer la situation mais tous échouent devant l'impopularité des réformes. De plus, l'opinion publique considère que c'est à l'Allemagne, par le biais des réparations, de payer la reconstruction d'après-guerre et de financer le relèvement économique de la France.

Les solutions proposées par l'Action française

En 1923, Jacques Bainville a une analyse lapidaire de la situation financière de l'Europe et de ses causes : « La faillite est aux portes de je ne sais combien d'Etats. Pourquoi donc ? Est-ce la guerre seule qui a obéré les finances, déprécié les monnaies, réduit des pays prospères à la pauvreté ? Non, la guerre a détruit beaucoup de richesses, c'est vrai. Mais elle a été suivie d'un fléau non moins destructeur qu'elle et qui est permanent. Elle a été suivie, dans plus de la moitié de l'Europe, soit de révolutions, soit d'un mouvement démocratique et socialiste. Voilà ce qui achève de tuer les peuples européens et de les tuer, cette fois, à petit feu. »[1213]
Ainsi, la première réponse apportée par l'AF est évidemment la réponse politique, mais ses auteurs évoquent également des propositions plus techniques.

Dans l'*Almanach* de 1922, « Mercure » rédige un article sur « Les finances ». Selon lui, un principe doit guider la réforme financière : « Il ne faut pas chercher à augmenter les recettes, mais diminuer résolument les dépenses. »
Comment ? « D'abord en restreignant les attributions de l'État, en le ramenant à son rôle strict. L'État n'a que faire d'acheter, de vendre, de transporter, de fabriquer. » Ensuite, « pour ce qui est des dépenses militaires, il s'agirait uniquement de savoir si nous avons l'intention de nous faire payer par l'Allemagne ou non. Si oui, elles sont légitimes et productives ; sinon, qu'on réduise l'armée à n'être qu'une gendarmerie. Mais nous sommes de ceux qui pensons que notre armée doit être

[1212] BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.223-224
[1213] BAINVILLE Jacques, « Réflexions sur l'année 1922 pour 1923 », *Almanach* de l'Action française, 1923

conservée dans sa pleine force, afin que les contraintes utiles puissent être exercées sur l'Allemagne, le jour où la France aura une politique générale française. »

« Pour ce qui regarde enfin l'intrusion de l'État dans les questions sociales, le principe de la diminution des dépenses doit la faire écarter avec rigueur. (…) L'État démocratique s'occupant d'hygiène et de moralité fait figure de grotesque. La police est de son ressort, non les mœurs ni l'enseignement, ni la lutte contre les maladies. »

« C'est volontairement que nous ne voulons pas parler du soi-disant remède qui consiste à émettre du papier-monnaie. Nous dirons seulement que cet expédient n'a en lui que la puissance de transformer une banqueroute ouverte et franche, en une banqueroute honteuse et frauduleuse, après avoir provoqué la ruine du commerce et de l'industrie. »

Il faudrait une « bonne politique monétaire – soit de dévalorisation du papier – soit de restriction lente de la circulation » pour assainir la situation financière.[1214]

C'est ensuite Georges Valois qui définit « La politique économique » de l'AF : « L'État démocratique, depuis plus d'un siècle, n'a pas eu de politique de production. Il a considéré que ce qu'il nommait la « liberté » résoudrait toutes les questions, et que ce qu'il pouvait faire de mieux était de laisser chacun « libre » de travailler à sa guise, sans autre but que celui de s'enrichir. (…) On a cessé d'aimer le travail pour le bien qu'il procure à la famille, à la société humaine ; on a aimé l'argent pour les jouissances qu'il permet aux individus. »

Devant les problèmes, l'État démocratique a « voulu s'occuper de tout : il a voulu réglementer, guider, surveiller, contrôler, il a voulu exploiter lui-même (…) » mais il a, d'après Valois, échoué en tout. Et il continue : « Si l'on veut se rendre compte de ce que peut donner un régime économique entièrement soumis à l'État, que l'on regarde la Russie bolchevique où Lénine et ses disciples n'ont rien fait d'autre que de porter à l'absolu l'étatisation économique : le système a valu aux peuples russes la ruine presque totale de leur économie nationale (…) »

Ainsi, Valois affirme : « Nous sommes également ennemis, en économie, de la « liberté économique » et de l'Etatisme. Mais nous ne nous plaçons pas au juste milieu. Nous nous plaçons au-dessus de ces deux conceptions, également fausses. Nous disons : L'État doit avoir une politique économique. Nous ajoutons : l'État ne doit pas faire le métier des producteurs, et il doit intervenir le moins possible dans la production, afin de ne point l'entraver, afin de ne point créer des fonctionnaires coûteux et superflus. »

« Comment procéderons-nous pour faire entrer ces deux conceptions dans la pratique sans faire intervenir l'État par les procédés connus jusqu'ici ? (…) En utilisant le syndicalisme étendu à toute

[1214] MERCURE, « Les finances », *Almanach* de l'Action française, 1922

la production. »[1215] Il fait ici évidemment référence à la Confédération de l'Intelligence et de la Production française.

Après-guerre, l'AF développe également un véritable plan d'action dans le monde agricole à travers notamment la création de *l'Action française du dimanche* qui devient, en 1925, *l'Action française agricole*. C'est Ambroise Rendu qui s'occupe spécifiquement de ces questions à l'AF. Dans son article de *l'Almanach* de 1922 il souligne que « les leçons de l'histoire exigent que les familles paysannes restent nombreuses et prospères pour peupler et cultiver le sol national et signe que ce serait folie d'orienter exclusivement vers le commerce et l'industrie les énergies et les activités françaises. » Il faut, « conserver à la terre la moitié au moins de la population française » L'urbanisation du pays est dénoncée et, d'après Rendu, « le premier coupable, c'est le code civil, imbu en certaines parties de principes révolutionnaires. Le partage obligatoire et systématique des terres détruit et disperse la famille rurale, annihile l'effort de chaque génération, brise l'instrument du travail en pulvérisant la cellule vivante qui correspond aux forces d'une famille normale et aux nécessités économiques de l'exploitation du sol. »
« Le deuxième coupable, c'est l'enseignement donné aux enfants de nos paysans. (…) L'instituteur, très souvent lui-même déserteur du champ familial, détourne systématiquement de la profession paternelle les plus intelligents de ses élèves pour en faire des candidats fonctionnaires. »
« La troisième erreur du régime républicain au point de vue agraire est sa haine avouée ou cachée de toute organisation professionnelle régionale, indépendante et responsable. »
Ainsi, pour l'AF, « le premier objet d'un programme agraire est de restaurer la cellule familiale, d'en augmenter le nombre et d'en assurer la durée » en réformant le code civil ; en exaltant la dignité de la profession rurale et en ressuscitant la vie régionale.[1216]

[1215] VALOIS Georges, « La politique économique », *Almanach* de l'Action française, 1922
[1216] RENDU Ambroise, « La politique agricole », *Almanach* de l'Action française, 1922

Au final, il apparaît clairement que les années d'immédiat après-guerre sont des années de réorientation et de redéfinition théorique en lien direct avec le contexte : révolution bolchevique, relations avec l'Allemagne mais aussi avec l'Angleterre et les Etats-Unis, crise économique et financière.

Cette réorientation théorique engendre une modification profonde des matrices de l'engagement militant au sein de la ligue :

- La matrice catholique est toujours centrale, évidemment, mais la politique d'apaisement religieux menée par le Bloc national ne fait pas vraiment les « affaires » de l'AF car cette dernière perd un certain nombre de ses arguments antirépublicains. La situation évolue toutefois à nouveau à partir de 1924 avec l'élection du Cartel des gauches.
- La matrice antidreyfusarde est laissée de côté dans l'immédiat après-guerre. L'Affaire n'est plus ni un vecteur d'adhésion, ni un vecteur de mobilisation.
- La matrice militante est largement modifiée eu égard à la participation de l'AF aux élections. La violence militante est, ainsi, pour un temps, abandonnée au profit d'une participation électorale qui ne rencontre toutefois pas le succès escompté.
- La matrice « révolutionnaire » subit un retournement complet de perspective. Si, avant-guerre, l'agitation révolutionnaire était encouragée par l'AF qui y voyait une possibilité de « coup de force » ; après-guerre, elle dénonce à la fois les dangers d'une agitation influencée par la révolution bolchevique et les conséquences d'une telle agitation sur un corps social profondément affecté par la guerre.
- La matrice antisémite est également en partie modifiée. Les conceptions de fond demeurent les mêmes, mais la participation des juifs de France à la guerre oblige Maurras à atténuer son discours à leur encontre.
- La matrice antigermaniste est évidemment sur le devant de la scène. Elle est, sans nul doute, l'argument principal de la ligue dans l'immédiat après-guerre.

Chapitre 2 : La réorganisation et la réimplantation de la ligue après-guerre

Au cours de notre précédente partie, nous avons eu l'occasion de détailler à la fois la profonde désorganisation de la ligue pendant la guerre mais aussi le nombre important des ligueurs disparus au champ d'honneur.

Nous avons également évoqué la capacité de la ligue à maintenir du lien entre ses militants et à tenter de profiter des circonstances du temps de guerre pour développer sa propagande. L'AF a ainsi su maintenir une forme de cohésion entre ses ligueurs ce qui explique la facilité et la rapidité avec laquelle elle se réorganise après-guerre dans un contexte qui lui est d'ailleurs favorable.

I. La restructuration de la ligue et le renforcement de son organisation de 1918 à 1926

1) La commission de propagande et la question des finances de l'Action française

La situation générale

L'Action française a continuellement rencontré des difficultés financières. Un rapport de police de 1925 souligne que, « depuis sa fondation, le journal « L'Action française » a eu des hauts et des bas, faillit disparaître à plusieurs reprises, mais fut toujours renfloué grâce au concours financier des grandes fortunes du Parti. Il faut d'ailleurs reconnaître que ses dirigeants sont passés maîtres dans l'art de lancer un appel de détresse et de provoquer, en invoquant un imaginaire péril intérieur ou extérieur, les largesses de ses partisans qui ont souscrit plus de quatre millions pendant

la guerre, plusieurs centaines de mille francs par la suite et qui viennent de fournir encore un effort exceptionnel de près de trois millions d'argent. »[1217]
Effectivement, l'AF dispose d'un capital de soutien financier non négligeable et ses listes de souscription « Contre l'or bolchevik » en 1919 ; pour les millions « Pour la reconstitution nationale » en 1920 et 1921 ; « pour conserver la victoire » à partir de décembre 1921 remportent de véritables succès.

Cela étant, l'AF connaît tout de même des difficultés financières quasi permanentes et c'est en partie pour cela qu'une commission de propagande est créée en juin 1920. Elle « est chargée de la gestion financière de toutes les organisations extérieures au journal proprement dit, notamment de la Ligue, de l'Institut, du Comité des conférences, de la propagande par affiches, tracts et brochures. En outre, cette commission s'occupe tout particulièrement des abonnements gratuits ou à prix réduits. »[1218]
Charles Maurras en est le président ; le capitaine de Boisfleury, le trésorier et Louis Gonnet, le secrétaire.
Au 9ème congrès en juin 1922, le travail de la commission est mis en avant malgré un déficit budgétaire en matière de propagande. En effet, l'AF a largement dépassé le budget prévu de 600 000 francs alors même que les rentrées d'argent ne s'élèvent qu'à 560 000 francs.[1219] Bernard de Vésins insiste donc sur la nécessité de développer les souscriptions en province notamment au moment des congrès régionaux.

Au 11ème congrès de novembre 1924, la situation financière de l'AF est toujours compliquée comme l'explique notamment Bernard de Vésins : « Pour équilibrer le budget de la propagande, nous avons été contraints d'avoir recours à l'impôt volontaire. Il est certes extraordinaire de voir une entreprise politique aussi magnifiquement et aussi généreusement soutenue. Cependant le poids de l'effort ainsi fait n'est supporté que par un très petit nombre de nos amis : exactement un sur dix. Il est nécessaire que chacun de nos amis comprenne la part de responsabilité qui est la sienne. »[1220]
C'est pour cette raison que la commission de propagande de l'AF envoie, au début de l'année 1925, une circulaire à l'ensemble des présidents de section afin d'expliquer pourquoi et comment organiser les contributions volontaires.[1221]
Le texte de 4 pages commence en ces termes : « La gravité croissante des menaces politiques,

[1217] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1218] « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'AF 1921, BNF Gallica
[1219] Rapport de Robert de Boisfleury au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 8 juin 1922
[1220] Rapport de Bernard de Vésins au 11ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 18 novembre 1924
[1221] Circulaire aux présidents de sections d'AF : « Pour nous conserver la victoire », Ville de Valenciennes, M 154/236, Archives départementales du Nord, Lille

financières, dont se préoccupent les patriotes, aussi bien que les lourdes charges assumées par l'ACTION FRANCAISE, lui donne un devoir de rappeler à tous ses amis que des ressources importantes sont nécessaires si l'on entend maintenir et développer une propagande dont l'efficacité n'est plus à démontrer. » Il est ensuite souligné qu'il ne s'agit pas de « l'existence matérielle du journal » mais « exclusivement de la propagande proprement dite » qui dépense 50 000 francs par mois. Ainsi, le concours demandé « a pour unique objet de subvenir aux nécessités de tout un ensemble de services moins connus, qui étaient naguère confondus avec les services du journal, mais qui en sont aujourd'hui indépendants ; et qui ne comportent par eux-mêmes que des recettes nulles ou tout à fait insuffisantes. » Il est notamment fait référence à l'Institut, aux secrétariats régionaux et au comité d'études législatives.

Les cotisations à la ligue servent à peine à assurer les services propres à cette dernière et il est donc nécessaire d'assurer d'autres rentrées d'argent afin de permettre les affichages, conférences et distribution de tracts, brochures et ouvrages divers. La circulaire insiste alors sur la nécessité de contrer la propagande bolcheviste : « Des sommes considérables sont, au su de tous, affectées par la propagande bolcheviste à la diffusion des idées révolutionnaires. Il faudrait que des sommes au moins équivalentes fussent mises à la disposition de l'Action française. »

La commission de propagande présente ensuite son organisation des contributions périodiques en notant qu'elle a souhaité les mettre en place avec « toute la souplesse possible » mais en insistant toutefois sur les nombreux avantages inhérents à des versements annuels ou semestriels. Les versements trimestriels ou mensuels sont également acceptés « avec la même reconnaissance ».

En ce qui concerne le recouvrement, l'AF propose plusieurs méthodes : dépôt direct aux guichets ; envoi par mandats poste ou chèque bancaire aux bureaux de l'AF ; envoi d'un mandat carte de versement au compte postal de l'AF ou, enfin, recouvrement opéré par poste à la diligence et aux frais de l'AF (méthode onéreuse et donc pas vraiment encouragée).

Au 12ème congrès de novembre 1925, Paul Robain semble satisfait de l'évolution des contributions volontaires même s'il insiste toujours sur la nécessité de les développer. En 1924 : 484 461 francs et 4638 souscripteurs ; en 1925 : 659 295 francs et 5084 souscripteurs. Il ajoute : « L'admirable, c'est que ces contribuables volontaires sont des Français peu fortunés » et il décrit :

14 versants plus de 3000 francs soit 0,3 %

116 versants de 1000 à 3000 francs soit 2,3 %

135 versants de 500 à 1000 francs soit 2,7 %

311 versants de 200 à 500 francs soit 6,1 %

1039 versants de 100 à 200 francs soit 20,4 %

1320 versants de 50 à 100 francs soit 26 %

2149 versants moins de 50 francs soit 42,3 %.[1222]

Robain insiste encore sur la nécessité d'obtenir plus d'argent car le budget annuel de la propagande dépasse 1,9 million de francs contre 1,4 million en 1924. De plus, il en appelle à la générosité des amis fortunés qui, selon lui, « ne font pas leur devoir ». Et il continue : « Nous devrions avoir beaucoup plus de souscripteurs à mille francs et plus. Quant au nombre total, ce n'est pas 5000 souscripteurs réguliers mais plus de 20 000, qui nous donnent au moins 3 millions par an. »[1223]

A l'été 1926, Maurras débute une tournée afin de récolter des fonds pour engager une nouvelle campagne de propagande au cours de l'hiver au sujet de la situation économique. Il semble que cette demande ait été accueillie assez froidement par les ligueurs. Une note des RG explique même que certains déclarent alors que « la maison de la rue de Rome devenait par trop commerciale »[1224] Malgré tout, l'AF parvient toujours à récolter de l'argent auprès de ses adhérents à Paris comme en province.

L'exemple du diocèse de Besançon

André Grenier propose une analyse très complète des finances de l'AF dans le diocèse de Besançon. Il explique notamment que « la lecture du courrier archivé renseigne sur les difficultés financières du mouvement local et sur le souci permanent des responsables de se procurer de l'argent pour assurer toutes les missions exigées par Paris et appuyer toutes les initiatives régionales. »[1225] En effet, les trois principaux dirigeants de l'AF dans la région, à savoir, Jules de Trévillers, Georges Bernard et Marcel Strieblen sont tous sans fortune personnelle. De même, Marguerite de Velna, responsable des jeunes filles royalistes dans le Doubs, est issue d'une famille modeste. En revanche, l'AF peut compter sur la fortune du comte de Saint-Seine, propriétaire terrien à Athesans et immobilier à Vesoul, président d'honneur de la section de Haute-Saône. Sa fille, Monique de Saint-Seine, suit, quant à elle, de très près les finances des jeunes filles royalistes tout comme Mme de Montrichard d'Oilliamson.

L'AF trouve aussi auprès de Laurent-Magrey, fabricant de dentelle à Luxueil, un soutien généreux.

[1222] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1925

[1223] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1926

[1224] Note des RG, 10 septembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

[1225] GRENIER André, *L'Action française dans le diocèse de Besançon, op. Cit.* p.397

Toutefois, comme le rappelle André Grenier, ces quelques riches donateurs n'interviennent « qu'en cas de péril grave ». Pour expédier les affaires courantes, il faut « taper » (du terme employé par les militants) « les amis les plus sûrs et les plus fidèles ».[1226]

Par exemple, Francis Raison écrit à Jules de Trévillers le 8 novembre 1925 : « Ramasse quelques sous pour la propagande à Vesoul et tape nos amis de passage chez toi. » Du département du Jura, Lucien Groche écrit également à Jules de Trévillers le 9 juin 1925 : « Il y a la question de la galette, j'en ai récolté un peu et je pense taper quelques ligueurs riches de la région. »

De même, les ligueurs semblent quêter allégrement dans les occasions propices et notamment à la sortie des églises en promettant notamment l'anonymat aux donateurs.

Les fêtes locales et tombolas jouent également un rôle dans le financement de la ligue. Comme le rappelle André Grenier, « les quelques très généreux dons et les cotisations ne suffisent pas à couvrir les frais d'une vraie campagne de propagande ». C'est pour cette raison que Marguerite de Velna organise, en 1926, une grande tombola.[1227] Elle commence à rechercher des lots auprès de certaines amies fortunées à la fin de l'été 1926 puis met en vente les carnets par l'intermédiaire de ses militantes en septembre. Elle rencontre de nombreuses difficultés notamment avec le fisc mais parvient tout de même à mener à terme son entreprise et à récolter un peu d'argent.

Le rôle des dames et jeunes filles royalistes

Dans le diocèse de Besançon, comme partout en France, les dames et les jeunes filles jouent un rôle très important pour les abonnements et les souscriptions diverses. Un rapport de police de 1925 souligne d'ailleurs cet aspect : « Leur mission consiste à propager et soutenir les doctrines royalistes, à assurer la diffusion du journal « L'Action française », à provoquer des abonnements et des souscriptions, contribuant elles-mêmes, par leurs dons d'argent à assurer le succès des souscriptions lancées à chaque instant par Charles Maurras et Léon Daudet. »[1228]

Gyp déclare ainsi de manière assez cynique que « la Normandie, le Poitou, la Vendée, marchent d'un seul homme » et que « de pauvres royalistes, souvent des femmes un peu sottes qui ne lisaient pas Maurras et qui, si elles l'avaient lu, ne l'auraient pas compris, répondaient aux appels des comités féminins de Paris, se privaient et privaient les leurs afin de souscrire. »[1229] Si la critique est transparente, elle renvoie cependant à une réalité à savoir le peu de moyens des ligueurs de province.

[1226] *Ibid* p.399
[1227] *Ibid* p.414
[1228] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1229] GYP, *Le Chambard*, p.57-58, cité par WEBER Eugen, *op. Cit.* p.220

En 1925, le rapport sur les dames d'AF fait état de 178 conférences et de 77 885 francs récoltés.[1230]
En 1926, les dames recueillent 206 611 francs pour la propagande de l'AF.[1231]
Les jeunes filles royalistes jouent également un rôle notable dans la diffusion du quotidien. En 1925, elles sont à l'origine de 10 318 abonnements nouveaux à l'AF quotidienne et de 2315 abonnements à l'AF du dimanche.[1232]
Cela étant, ces succès ne suffisent pas pour l'administration centrale. Une lettre circulaire de Mlle de Kerret, présidente des jeunes filles royalistes, en octobre 1925, appelle les jeunes filles de province à accroître les rentrées d'argent : « Malgré de très grands et sérieux progrès, notre budget reste encore très inférieur aux nécessités de la propagande. Je suis sûre qu'il me suffira de le dire à nos chères Présidentes pour qu'elles mettent plus de soins que jamais à organiser les ventes et fêtes locales. Je rappelle que tous les groupes doivent me verser à la caisse centrale les 3/4 de leurs recettes. »[1233]

Les problèmes financiers sont constants pour la ligue d'AF que ce soit au niveau national ou au niveau local. Il existe une différence notable entre l'impression que peuvent avoir les autorités des facilités qu'a l'AF à obtenir des souscriptions de la part de ses sympathisants et la réalité des finances d'une organisation militante qui dépense nettement plus que ce qu'elle gagne et qui est dans l'obligation quasi constante d'en appeler à ses riches militants pour renflouer ses caisses.

2) L'organisation nationale et régionale de la ligue

L'organisation générale

Après-guerre, on assiste à une rapide restructuration progressive de la ligue, sous l'égide, notamment, de Marius Plateau alors secrétaire général. Ce dernier est remplacé, après son assassinat en 1923, par Lucien Lacour puis pas Pierre Lecoeur. Bernard de Vésins est, quant à lui, toujours

[1230] Rapport sur les dames d'AF au 12 congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1925
[1231] Rapport sur les dames d'AF au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1926
[1232] Rapport sur les jeunes filles royalistes au 12 congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1925
[1233] GRENIER André, *L'Action française dans le diocèse de Besançon, op. Cit.* p.401

président de la ligue.

Au cours de l'année 1920, Marius Plateau se charge de rationaliser l'organisation de l'AF. Au 8ème congrès de juin 1921, il explique cette réorganisation : « La section doit comprendre au minimum 40 cotisants, un local ou permanence, réunir régulièrement son monde. Le centre est un groupement amical qui s'efforce de faire de la propagande par ses propres moyens. Enfin, il est souhaité que partout nous ayons des correspondants se connaissant entre eux. »[1234]
Au 9ème congrès en 1922, Plateau félicite le développement provincial de la ligue mais considère que l'organisation de cette dernière « est cependant loin d'être complète » et que l'idéal serait d'avoir un correspondant dans chaque commune.[1235]
Dans *l'Almanach* de 1923, l'AF dresse la liste des sections « ayant une permanence effective, c'est à dire, un local spécialement aménagé pour les réunions, la bibliothèque, la propagande ». On en dénombre, en province, 79.[1236] Elles sont 90 en 1924.[1237] Elles sont 101 en 1925 et en 1926.[1238] Ces chiffres sont nettement inférieurs à ceux des villes ayant été le lieu d'activités de propagande : en 1923, on dénombre 429 villes citées dans le quotidien ; en 1924, on en compte 540 ; en 1925, on atteint le chiffre de 629 villes.[1239] Cette différence spectaculaire témoigne de la capacité de la ligue à essaimer largement autour de ses sections.

Un rapport de police sur l'AF daté de 1925 estime les ligueurs à environ 45 à 50 000 individus sur l'ensemble de territoire et chiffre plus précisément les ligueurs de la Seine : 6500 ligueurs, 500 alliés, 900 camelots du roi, 300 étudiants, 500 dames et jeunes filles royalistes.[1240] Ces chiffres sont confirmés par un autre rapport daté également de 1925, conservé lui aux Archives nationales[1241], mais qui témoigne d'assez grandes similitudes de rédaction avec le rapport des Archives de la préfecture de police. Dans la mesure où aucun des deux documents n'est signé, il est impossible de trancher sur leur auteur. Une note des RG en date du 24 novembre 1924 évoque le chiffre de 15 000 membres pour le département de la Seine.[1242] Une autre note des RG datée du 22 juin 1925 fait référence à un chiffre de 13 500 adhérents dans le même département.[1243]

[1234] Rapport de Marius Plateau au 8ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921
[1235] Rapport de Marius Plateau au 9ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 8 juin 1922
[1236] « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'Action française 1923
[1237] « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'Action française 1924
[1238] « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'Action française 1925 et Almanach de l'Action française 1926
[1239] Il s'agit des chiffres hors arrondissements parisiens mais comprenant la banlieue parisienne et la province
[1240] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1241] Rapport de police sur l'Action française, mai 1925, Archives nationales, Paris, F7 13194
[1242] Note des RG, 24 novembre 1924, Archives nationale, Paris, F7 13 194
[1243] Note des RG, 22 juin 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 194

En réalité ces différents chiffres sont sans doute largement exagérés dans la mesure où Maurras, lui-même, parle, au début de l'année 1924, de 30 000 membres cotisants au niveau national. Et, il semble, comme le rappelle Eugen Weber, que les dirigeants de l'AF comme les observateurs, confondent diffusion du journal et soutien à la cause monarchique.[1244]

Les secrétariats régionaux

La fédération d'Action française de Paris et de la banlieue se réorganise assez rapidement après-guerre. En 1921, François de la Motte fait état d'une augmentation de 14 à 18 sections.[1245]
Au début de l'année 1924, la fédération de Paris et de la banlieue se scinde en fédérations secondaires : banlieue Ouest (président : commandant Dublaix) ; banlieue Est (président : Hervé le Grand) ; banlieue Nord (président : M. Cazalis) ; banlieue Sud (président : Jean Gazave)[1246] ; ce dédoublement est une preuve de la bonne implantation de l'AF et de son importante activité.

En province on assiste à la création des secrétariats régionaux avec pour buts « d'établir la liaison entre les sections de province, d'alléger la tâche du comité central et de traiter convenablement les questions se rapportant au mouvement général et à la propagande. »[1247]
Dans l'immédiat après-guerre, trois secrétariats régionaux sont créés : à Toulouse avec Alban Castelbert, à Lyon avec Louis Jasseron et à Lille avec Maurice Dupont. Au 7ème congrès d'AF de 1920, Bernard de Vésins confirme « l'utilité et la nécessité des secrétariats régionaux » et souhaite voir cette institution s'élargir.[1248]
En 1921, Louis Jasseron, secrétaire régional de Lyon, explique la fonction du secrétaire régional qui n'est, selon lui, qu'un « lieutenant » : « Si la façon de grouper les forces locales au mieux de leurs expériences, ils doivent faire approuver leur initiative par Paris. Le secrétariat régional n'est qu'un organe de renseignements. (…) Son utilité est de soulager le travail des bureaux centraux de la Ligue. »[1249]
Alban Castelbert à Toulouse et Maurice Dupont dans le Nord rapportent des progrès constants.
Au 8ème congrès, on apprend la création de nouveaux secrétariats régionaux avec notamment Jean Jamain en Poitou-Charentes qui rapporte les progrès de l'état d'esprit mais reconnaît qu'il « existe encore beaucoup de localités où l'Action française demeure totalement inconnue ». Cela étant, il

[1244] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.211
[1245] Rapport de François de la Motte au 8ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921
[1246] Rapport de Bernard de Vésins au 11ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 novembre 1924
[1247] Rapport de police, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1248] « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'AF 1921, BNF Gallica
[1249] Rapport de Louis Jasseron sur la région de Lyon au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 juin 1921

donne une raison en soulignant qu'il s'agit « de régions essentiellement agricoles, où les grands centres n'existent pour ainsi dire pas, et où l'on se trouve en butte à une grande lenteur de sentiment et d'action. »[1250]

En 1921 également, Elie Jacquet organise un secrétariat régional du Limousin.

En 1922, Emile Devaux à Bourges et J-A Brunel à Montpellier s'ajoutent à la liste des secrétaires régionaux.[1251]

En 1923, ils sont rejoints par le commandant Ariès à Lorient et André Feildel à Nantes.[1252]

En 1924, la région du Midi se scinde en deux avec J-A Brunel secrétaire de la partie Est à Marseille et Louis Sentupéry secrétaire de la partie Ouest à Montpellier.[1253]

La naissance et le développement de ces 10 secrétariats régionaux pourraient laisser penser que le siège central de la ligue décentralise une partie de ses prérogatives mais, en réalité, il n'en est rien. Comme le souligne Jasseron dès 1921, tout doit être approuvé par Paris. Il semble en fait que les sections aient moins de liberté d'adaptation qu'avant la guerre. D'ailleurs, en 1925, le quotidien rappelle la nécessité de faire approuver toutes les informations publiées dans les bulletins locaux des sections car, « tout ce qui engage la ligue politique de l'AF doit être soumis au préalable au siège central à Paris »[1254] De même, en 1926, Bernard de Vésins souligne dans les colonnes du quotidien « que les nominations des présidents de tous les groupes doivent être faites : pour la Ligue, par le président de la Ligue ; pour les Dames, par la présidente, Mme la comtesse de Lur-Saluces ; pour les Jeunes Filles, par la présidente générale, Mlle de Kerret. Il prie donc tous les présidents des sections des centres de propagande et tous les correspondants de vouloir bien s'assurer de l'agrément préalable des autorités compétentes avant de constituer un groupe. »[1255]

Les secrétaires régionaux d'Action française[1256]

Maurice Dupont, secrétaire régional de la 1ère zone :

Journaliste, ayant successivement collaboré au *Mémorial d'Amiens* et au *Nouvelliste de la Somme*, il entre en 1911, après la disparition de l'organe royaliste à *La Picardie*. Il en devient directeur en 1913. Il est fait prisonnier dès le début de la guerre et reste en captivité durant 49 mois.

1250 Rapport de Jean Jamain sur la région du Poitou-Charentes au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 juin 1921
1251 Rapport de Marius Plateau au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 8 juin 1922
1252 « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'AF de 1923
1253 « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'AF de 1924
1254 Quotidien d'*AF* du 9 novembre 1925
1255 Quotidien d'*AF* du 2 juillet 1926
1256 Notices biographiques publiées dans l'*Almanach* de 1924

André Feildel, secrétaire régional de la partie Sud-Ouest de la 3ème zone :
Originaire de Nantes, il a collaboré pendant 12 ans à *L'Espérance du peuple*, dirigé alors par son père. En 1907, Feildel entre à *La Gazette de France* puis, en 1911, à *L'Action française* comme secrétaire de rédaction.

Le commandant Ariès, secrétaire régional de Basse Bretagne :
Avant de prendre sa retraite, le commandant Ariès a tenu garnison pendant de nombreuses années en Bretagne et y possède de nombreuses sympathies qui expliquent sa nomination au poste de secrétaire régional.

Jean Jamain en Poitou et Charentes :
Né à Parthnay (Deux-Sèvres), licencié en droit, il se lance jeune dans la lutte politique régionale. Il est rédacteur en chef du *Petit Gâtinais* puis des *Tablettes des Deux-Charentes* mais aussi membre de l'Association professionnelle de la presse monarchique des Départements. Il assure la réorganisation de l'AF dans la région dès les lendemains de la guerre et prend donc logiquement la place de secrétaire régional.

Paul Courcoural à Bordeaux :
Jeune imprimeur, Paul Courcoural fonde, au Vigan, en 1893, un hebdomadaire royaliste *La massue.* Il entre en 1894 aux *Tablettes des Deux Charentes* à Rochefort et y reste pendant 20 ans. Courcoural est également le rédacteur d'un journal de doctrine *Aunis, Saintonge, Angoumois* et d'une *Enquête sur la Monarchie en pays charentais* préfacée par Henri Vaugeois. En janvier 1914, il devient rédacteur en chef du *Nouvelliste de Bordeaux.*

Elie Jacquet à Limoges :
Fondateur de la section limousine de l'AF, Elie Jacquet est rédacteur à la *Gazette du Centre.*

Louis Jasseron à Lyon :
Licencié en droit. Comme ancien secrétaire des camelots du roi de Lyon, il est condamné à plusieurs reprises, avant-guerre. Blessé dès le début de la guerre, il se charge de maintenir l'activité de la section lyonnaise. Le secrétariat régional de Lyon est fondé le 15 janvier 1918 avant même la fin de la guerre, preuve d'une vitalité toute particulière de la région.

Alban Castelbert à Toulouse :
Avant-guerre, Alban Castelbert est administrateur du *Midi royaliste*, hebdomadaire royaliste rayonnant sur 21 départements.

Jean-Austin Brunel dans le Midi :
Issu d'une famille d'avocats royalistes, il est un ami de la première heure de l'Action française. Il est un des fondateurs du groupe nîmois d'AF et se charge spécialement des camelots du roi.
Il devient correspondant du *Midi royaliste* et est un proche de Bruchard et Rouzaud. En 1911 et 1912, il est secrétaire général de la Fédération des groupes d'AF du Sud-Est.

M. Sicard en Algérie :
Président de la section d'Oran, il endosse le rôle de secrétaire régional à compter du 1er mars 1923.

Un élément apparaît essentiel à travers ces rapides portraits des secrétaires régionaux d'AF : leurs importantes attaches dans la presse. Tous ont collaboré à un moment ou à un autre avec les journaux royalistes de province. Cette constatation confirme notre analyse relative à l'importance de la presse dans l'implantation de l'AF en province.

3) L'*Action française* quotidienne

La diffusion du journal

Au lendemain du premier conflit mondial, la presse française est confrontée à de graves difficultés économiques. Le prix du papier flambe entre 1919 et 1921 et, de nouveau, dans la seconde moitié des années 1920. De plus, les différents frais d'édition et de fabrication augmentent dans un contexte inflationniste. Du coup, le prix des journaux augmente régulièrement : « déjà multiplié par quatre pour les quotidiens pendant la guerre, il l'est encore par deux et demi entre 1919 et 1938, passant de 20 à 50 centimes ».[1257]

Malgré tout, le quotidien d'AF rencontre un véritable succès dans l'entre-deux-guerres. Il tire à 60 000 exemplaires en 1920 et ce chiffre augmente régulièrement : un rapport de police nous

[1257] MARTIN Laurent, *La Presse écrite en France au XXème siècle*, Librairie générale française, 2005, p.71

apprend par exemple que l'AF tire, en janvier 1925, à 80 000 exemplaires alors qu'elle ne tirait qu'à 71 000 en octobre 1924.[1258]

A partir des travaux d'Eugen Weber[1259] et de nos propres sources, nous pouvons proposer le tableau suivant quant à la diffusion du quotidien :

[1258] Rappelons que le chiffre du tirage comprend à la fois les numéros vendus mais aussi le « bouillon » c'est à dire les invendus.

[1259] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.212

Année	Abonnements	Exemplaires vendus
1913	7600	20 000
1914	11 000	20 000
1915		24 à 33 000
1916		50 000
1917		156 000
1918		
1919		
1920	24 000	
1921	20 000	21 000 (pour les départements seulement)
1922		
1923	24 000	41 000
1924	29 000	45 000
Avril 1925	35 000	55 000
Août 1925	48 000	53 000
Août 1926	45 000	45 000

On assiste ainsi à une augmentation tout à fait notable de la diffusion du quotidien d'AF même s'il convient toujours d'être prudent notamment par rapport aux chiffres du nombre des abonnements dans la mesure où l'AF s'est spécialisée, nous l'avons déjà évoqué, dans la distribution d'abonnements gratuits de propagande pour des durées de 3 mois à un an.

Quoi qu'il en soit, la diffusion du journal est toujours la pierre angulaire des activités de la ligue dans l'entre deux-guerres.

En mars 1920, la direction de la ligue donne une ligne d'action pour la vente :

« 1) Désigner un inspecteur de la vente dans chaque section ;

2) Cet inspecteur, dûment accrédité, doit s'entendre au plus tôt avec le dépositaire de l'Action française, pour lui reprendre, à prix à déterminer, les exemplaires non vendus ;

3) Il fixera, en accord avec le dépositaire, le nombre de numéros à commander chaque jour ;

4) Chaque section prélèvera sur ses fonds destinés au journal le montant du rachat des invendus ;

5) Elle utilisera pour sa propagande les exemplaires ainsi rachetés. »[1260]

[1260] Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920

Au 9ème congrès de 1922, Lucien Moreau, dans son rapport sur l'*AF* quotidienne, note les progrès constants de diffusion notamment grâce à l'aide de l'Association des jeunes filles royalistes. Il met également en avant les meilleurs moyens de diffusion : « affichage des numéros du journal dans les kiosques, les cadres grillagés et les vitrines ; les souscriptions d'abonnements d'essai (…) enfin la surveillance de la mise en vente. »[1261]

En 1924, le quotidien d'AF connaît une crise en raison d'une mésentente entre ses directeurs et son imprimeur Lysis. Cela étant, l'AF affirme que la vente au numéro s'est accrue de 20 % malgré les problèmes d'impression. Néanmoins, la situation financière est toujours compliquée et Robert de Boisfleury explique que sans un apport de 150 000 francs d'ici au 31 décembre, l'AF devrait augmenter le prix de ses abonnements.[1262]

C'est à la suite de ce différend avec son imprimeur que l'AF fonde sa propre imprimerie comme le souligne un rapport de police daté de 1925 : « Pour être absolument maîtresse de ses mouvements, l'Action française a monté « l'Imprimerie française de l'édition » qui fonctionne rue du Laos 15, sous le couvert d'une société anonyme fondée en 1923 au capital de cinq millions de francs. »[1263]
Pour fonder sa propre imprimerie, l'AF a fait appel, comme à son habitude, à des souscriptions.
Dans les archives départementales du Nord, on apprend que plusieurs souscripteurs ont largement participé financièrement[1264] :
- MM. Derome Gaston et Ferdinand. Ces derniers, âgés respectivement de 55, 48 et 50 ans exploitent à Bavay une fabrique d'engrais chimiques occupant 110 ouvriers ou employés[1265]
- M. Chombart de Lauwe, propriétaire à Lille.
- MM. Halluin Robert et Edouard, industriels, membres actifs de la section de Roubaix.[1266]
- M. Eeckmann André, rentier.

Ainsi, l'AF n'est plus dépendante d'organisations extérieures pour imprimer son journal mais sa situation financière ne s'arrange pas pour autant. Jusqu'en 1925, le quotidien emprunte régulièrement dans la caisse de propagande de l'AF.
En mars 1925, dans la circulaire aux présidents de section visant à mettre en place les contributions

[1261] Rapport de Lucien Moreau au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 8 juin 1922
[1262] Rapport de Robert de Boisfleury au 11ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 19 novembre 1924
[1263] Rapport sur l'Action française, janvier 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1264] Demande de renseignements du ministre de l'intérieur au préfet du Nord, 20 janvier 1924, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242
[1265] Rapport du sous-préfet d'Avesnes au préfet du Nord à propos des frères Derome, 6 février 1924, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242
[1266] Divers rapports sur les frères d'Halluin, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242

volontaires, la commission de propagande affirme qu' « en l'état actuel des choses, et grâce à l'appui persévérant de tous les amis de l'ACTION FRANCAISE, il paraît certain que, dès l'année prochaine, les recettes de notre quotidien suffiront pour équilibrer toutes ses dépenses propres. »[1267]
En réalité, le budget du journal ne s'équilibre pas et il est nécessaire d'augmenter son prix, en novembre 1925, de 15 à 20 centimes à Paris et de 20 à 25 en province.[1268]
En 1926, le chiffre des abonnés reste constant malgré deux augmentations successives des tarifs. Cela étant, comme toujours, le budget du journal est en déficit et Robert de Boisfleury évoque la nécessité d'obtenir de nouveaux abonnés pour parvenir à l'équilibrer et ainsi arrêter de ponctionner dans le budget de la propagande.[1269]

Au final, malgré les progrès de sa diffusion, le quotidien d'AF connaît continuellement des difficultés financières. Difficultés qui n'entravent cependant pas son influence grandissante dans les années d'après-guerre.

Une influence croissante qui atteint sa limite

En abordant la question de la diffusion du journal, nous entrons dans un aspect particulièrement complexe de l'étude de l'AF à savoir la réalité de son influence. Il est, en effet, clair qu'il y a moins de ligueurs que de lecteurs et moins de lecteurs que de sympathisants mais il est difficile voire impossible de chiffrer le phénomène. Annie Kriegel, dans son étude sur les communistes français, distingue « les couronnes extérieures » comprenant à la fois les électeurs communistes et les lecteurs de la presse communiste et « le peuple communiste » constitué des militants et adhérents au Parti.[1270] Cette distinction est valable dans des termes finalement assez comparables pour la ligue d'AF.
Une augmentation de la diffusion du quotidien n'indique ainsi pas nécessairement une augmentation des militants d'AF mais plutôt une augmentation de ses sympathisants. Il est d'ailleurs intéressant de souligner qu'il existe une mésentente de fonds et de forme entre ces deux catégories. D'un côté les militants de la première heure, séduits par l'idée du coup de force et par les caractéristiques « révolutionnaires » de l'AF ; de l'autre, les sympathisants de l'entre deux-guerres, venus à l'AF pour des raisons essentiellement patriotiques et qui voient d'un bon œil « l'apaisement » de la ligue. C'est

[1267] Circulaire aux présidents de sections d'AF : « Pour nous conserver la victoire », Ville de Valenciennes, M 154/236, Archives départementales du Nord, Lille
[1268] Rapport de Robert de Boisfleury au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1925
[1269] Rapport de Robert de Boisfleury au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1926
[1270] KRIEGEL Annie, *Les Communistes français dans leur premier demi-siècle 1920-1970*, Seuil, Paris, 1985

la coexistence de ces deux réalités au sein du mouvement qui est à l'origine des premières dissensions au sein de la ligue.

Cette attirance pour l'AF au début des années 1920 est bien expliquée par Roger Martin du Gard qui la dénonce chez son ami le metteur en scène Jacques Copeau : « Copeau a pour l'Action française ce sentiment de sympathie irréfléchie de beaucoup d'hommes occupés, qui se sentent impuissants à débrouiller pour leur compte l'écheveau des problèmes actuels, qui sont très insatisfaits du régime présent, qui ont le goût profond des situations nettes, de l'ordre, de la direction, et qui sont prêts à adopter l'Action française parce que c'est le seul parti où ils trouvent réunis l'intelligence, la « qualité », des certitudes nettes, une doctrine qui tient et qui se défend et qui défend l'ordre, la distinction, etc. »[1271]

L'augmentation de l'influence de l'AF dans les années d'après-guerre est remarquable et remarquée. Comme le rappelle Eugen Weber, admirateurs et critiques reconnaissent son influence mais aussi sa capacité à intimider les autres journaux qui ne veulent pas risquer sa colère et reconnaissent que « ses adversaires (sont) les premiers à la lire »[1272] que ce soit pour se défendre de ses accusations ou par intérêt pour les débats d'idées continuellement déclinés dans ses colonnes. Laurent Martin le note également : le quotidien d'*AF* « exerce une forte influence sur les milieux intellectuels, y compris les plus hostiles à ses positions politiques. »[1273] On peut par exemple retenir le cas de Walter Benjamin qui, s'il ne reprend pas à son compte l'ensemble de la pensée maurrassienne, justifie toutefois son abonnement à un quotidien « remarquablement écrit » et dont la lecture lui procure une « puissante distraction ».[1274]

Le prestige de l'AF dépasse d'ailleurs les frontières : en Belgique, les forces catholiques et monarchistes sont liées à Maurras ; au Portugal son influence s'exerce par l'Integralismo Lusitano ; en Espagne par l'intermédiaire du poète d'Alicante Azorin et du journaliste José Maria Salaverria.[1275]

Cela étant, l'année 1926 est sans conteste une année charnière quant à l'influence de l'AF avant même la condamnation de décembre. Une note des RG, datée du 17 mai 1926 et évoquant la cérémonie royaliste à l'occasion du service funèbre du duc d'Orléans à Notre-Dame, est

---

[1271] MARTIN DU Gard Roger Martin, *Journal II*, 1919-1936, édition établie, présentée et annotée par SICARD Claude, Gallimard, Paris, 1993, p.48, cité par DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, PUF, Paris, 2002, p.97

[1272] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.217

[1273] MARTIN Laurent, *La presse écrite en France au XXème siècle*, *op. Cit.* p.75

[1274] BENJAMIN Walter, *Correspondance, t.1 : 1910-1928*, édition établie et annotée par SCHOLEM Gershom et ADORNO Theodor W, traduit par PETITDEMANGE Guy, Aubier-Montaigne, 1979, p.320, cité par DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, *op. Cit.* p.98

[1275] DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, Bruxelles, 2009 ; DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, *op. Cit.* p.97-98

particulièrement intéressante. Il est notamment souligné que la cérémonie a causé de la déception à l'AF notamment en raison du peu de personnes présentes : 6000 personnes assistaient à la cérémonie alors que les chiffres de 20 000 ou 30 000 circulaient. De plus, les participants étaient surtout des membres du « bottin mondain », « le peuple, la foule faisait défaut et quant aux provinces, leurs délégations, annoncées comme capables à elles seules de remplir Notre Dame, elles ont été un peu maigres. »[1276] Une autre note du 6 septembre 1926 nous apprend que « l'enthousiasme des camelots semble être à l'heure actuelle en décroissance. Les crieurs bénévoles du journal de la Ligue se font de plus en plus rares et c'est ainsi qu'une édition spéciale tirée à 5000 exemplaires n'a été vendue qu'à 800 numéros. »[1277] Nous reviendrons en détails sur les activités de la ligue au cours de la période à Paris et en province mais nous pouvons toutefois conclure que la période 1919-1926 est une période de forte influence pour l'AF mais que cette influence atteint ses limites en 1926 notamment en raison d'une concurrence croissante d'autres mouvements nationalistes.

4) L'appareil d'action intellectuelle

Au sortir de la guerre, le prestige intellectuel de l'AF ne transite pas seulement par son quotidien. Le manifeste « Pour un parti de l'intelligence » publié dans *Le Figaro* le 19 juillet 1919 est également « un marqueur de la pénétration de l'AF dans le monde intellectuel même si Maurras ne le signe pas. »[1278] Ce manifeste est en fait une réponse à la « Déclaration d'indépendance de l'Esprit » publiée le 26 juin dans l'*Humanité.* Les dirigeants de l'AF, Maurras en tête, ont alors parfaitement conscience de la conjoncture favorable à la propagande de leurs idées et cherchent à en profiter au maximum que ce soit par l'intermédiaire de la diffusion d'ouvrages ou de diverses publications nationales ou régionales.

Institut d'Action française, Nouvelle librairie nationale et librairie d'AF

L'activité de l'Institut d'AF, bien que ralentie pendant la guerre, n'a jamais totalement cessé et elle reprend rapidement de la vigueur après-guerre. A partir de mars 1923, la ligue édite une

[1276] Note des RG, 17 mai 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1277] Note des RG, 6 septembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1278] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.136

revue des Cours et Conférences de l'Institut qui rencontre un certain succès et compte, en 1926, 2000 abonnés.[1279]

Nous avons déjà évoqué l'activité importante de la Nouvelle librairie nationale au cours du conflit. Cette situation se confirme au sortir de la guerre et Georges Valois affirme que « l'expansion maintenant dépasse la France. »[1280] Cela étant, au 10ème congrès, Valois reconnaît que la NLN a connu de graves difficultés en 1920 et 1921 en raison de la crise de l'édition française.[1281]
A partir d'avril 1922, la NLN prend la direction de la librairie d'AF.[1282] La rupture de Valois en 1925 a des conséquences importantes sur l'organisation de l'édition au sein du mouvement d'AF. En effet, Valois conserve la tête de la Nouvelle librairie nationale qui se trouve ainsi détournée de son rôle d'édition vis à vis de l'AF. Cette dernière « récupère » toutefois la librairie d'Action française qui doit être entièrement réorganisée. D'ailleurs, le comte de Villaines, dans son rapport sur la librairie d'Action française au 13ème congrès de novembre 1926 explique qu'il a notamment fallu recréer toute la comptabilité car Valois a emporté les livres de gestion. Il faut donc attendre le mois de mai 1926 pour que la société de la librairie entre en fonction.[1283]

L'édition est une nécessité au sein de la ligue dans la mesure où l'AF insiste continuellement sur l'importance d'instruire ses ligueurs en particulier grâce à la propagande par le livre. Georges Valois explique ainsi en 1922 la nécessité de distinguer la brochure et le tract d'une part et le livre d'autre part : « En aucun cas, le tract et la brochure ne peuvent remplacer le livre qui est destiné à nous gagner les têtes pensantes, c'est à dire les chefs de file. La distribution ou la vente des brochures et des tracts constituent la préparation du terrain. Le tract est spécialement destiné à l'action de masse ou à créer un mouvement rapide dans une circonstance déterminée. Les brochures doivent être distribuées largement à l'issue des réunions. »[1284] Mais c'est bien les livres qui permettent aux ligueurs d'apprendre à maîtriser l'ensemble de la doctrine maurrassienne.
Dans son *Almanach* de 1923, l'AF fournit d'ailleurs une liste précise et organisée des livres « qu'il faut avoir lu » lorsque l'on est ligueur d'AF.
<u>I. Politique générale</u>
- De Maurras : *L'Enquête sur la Monarchie ; L'Avenir de l'intelligence ; Trois idées politiques.*
- De Daudet : *Le stupide XIXème siècle*

[1279] Rapport sur l'Institut d'AF au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1926
[1280] Rapport de Georges Valois au 7ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 mars 1920
[1281] Rapport de Georges Valois au 10ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1923
[1282] Rapport de Georges Valois au 9ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 9 juin 1922
[1283] Rapport du comte de Villaines au 13ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1926
[1284] Rapport de Georges Valois au 9ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 9 juin 1922

- Du marquis de la Tour du Pin : *Vers un ordre social-chrétien*

II. Politique extérieure et histoire

- De Maurras : *Kiel et Tanger*
- De Bainville : *L'Histoire de deux peuples ; L'Histoire de trois générations ; Les conséquences politiques de la paix.*

III. Politique religieuse

- De Maurras : *La Démocratie religieuse*

IV. Politique économique et financière

- De Valois : *L'Homme qui vient ; L'Economie nouvelle ; Intelligence et production* (écrit en collaboration avec Georges Coquelle) ; *La monnaie saine tuera la vie chère*
- De Coquelle : *Le Chef, dans l'usine et dans la cité*
- D'Arthuys : *Problème de la monnaie ; Comment éviter la banqueroute*

V. Littérature

- De Daudet : *Souvenirs ; Victor Hugo ; Zola ; Drumont ; Charcot ; Mistral ; Goncourt*
- De Valois : *D'un siècle à l'autre*

VI. Philosophie

- De Maritain : *Théonas*
- Du R.P Richard : *Le Probabilisme*
- Du R.P Garrigou-Lagrange : *Le Sensibilisme*
- De Daudet : *Hérédo*[1285]

La *Revue universelle*

En plus de ses habituelles techniques de propagande, l'AF souhaite profiter du contexte favorable de l'après-guerre pour se doter d'un nouveau support : « une revue qui prendrait place aux côtés du quotidien et des instances du mouvement sans s'y fondre et qui pourrait concurrencer avantageusement *La Nouvelle Revue française. »*[1286]

La revue est fondée à l'issue du congrès d'AF de mars 1920[1287]. Henri Massis explique que même si la *Revue universelle* n'est pas spécifiquement un organe d'Action française, cette dernière lui offre « l'hospitalité ». Le postulat de base de la nouvelle publication est le suivant : « Refaire l'esprit

[1285] « La bibliothèque des ligueurs d'Action française », *Almanach* de l'AF, 1923

[1286] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.137

[1287] Sur la *Revue universelle* voir RYAN Pascale, *La Revue universelle, 1920-1944*, mémoire de DEA d'histoire, Université de Versailles-Saint-Quentin, 1996

public en France par les voies de l'intelligence : tenter une fédération intellectuelle du monde par la pensée française. »

La Revue universelle se veut un moyen de « rassembler les forces de l'intelligence contre les puissances de dissolution, d'ignorance et d'argent qui menacent la raison et l'ordre de l'univers. » Elle a pour ambition de lutter contre « l'Internationale de la Révolution » qui a « des journaux, des revues qui répandent sa doctrine et soutiennent sa cause. Rien de méthodique n'a été essayé jusqu'ici pour mettre cette propagande en échec. L'attaque étant internationale, la défense doit également s'étendre aux nations. »

Henri Massis décrit finalement ce que sera la revue : « La *Revue Universelle* publiera les travaux littéraires, historiques, philosophiques et politiques des écrivains de la Renaissance intellectuelle et nationale et de leurs alliés naturels des pays étrangers. Dans une large partie consacrée à l'information, elle fournira des documents où ses lecteurs pourront discerner le sens et la portée des événements du monde entier. »[1288]

En réalité, comme le souligne Olivier Dard, « si le défi religieux semble dans un premier temps relevé, le projet littéraire tourne court. »[1289] Michel Leymarie a montré, par une étude précise des thèmes abordés et des auteurs publiés, que la *Revue universelle* manque le rendez-vous littéraire avec son temps[1290]. Elle reste complètement fidèle aux postulats néoclassiques et se rapproche ainsi davantage de la *Revue des deux mondes* que de l'*Action française.* C'est d'ailleurs ce qui explique que la *Revue universelle* ne semble pas attirer les lecteurs habituels de l'AF. En 1923, on apprend que seuls 10 % des abonnés de l'AF sont également abonnés à la *Revue universelle.*[1291]

En novembre 1924, Henri Massis affirme, que la *Revue universelle* a atteint un équilibre commercial. Néanmoins, pour maintenir ses prix, il lui faut étendre encore davantage sa diffusion.[1292]

En 1925, la revue récolte 1300 nouveaux abonnés et atteint le chiffre de 8000 abonnés et lecteurs.[1293] Ce qui ne l'empêche pas de connaître des difficultés financières et d'être dans l'obligation de porter à 75 francs le prix de l'abonnement.

[1288] Rapport d'Henri Massis au 7ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 mars 1920

[1289] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.137

[1290] LEYMARIE Michel, « Les Lettres dans la *Revue universelle* de 1920 à 1924 », dans LEYMARIE Michel, DARD Olivier, GUERIN Jean-Yves, *Maurrassisme et littérature, L'Action française, culture, société, politique, III*, Septentrion, Paris, 2012

[1291] Rapport d'Henri Massis au 10ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1923

[1292] Rapport d'Henri Massis au 11ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 21 novembre 1924

[1293] Rapport d'Henri Massis lu par Bernard de Vésins au 12ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1925

Au final, la *Revue universelle* ne remplit pas la mission qui lui est initialement dévolue. Un fait le prouve clairement : elle n'a jamais suscité de polémiques autour de ses prises de position à la différence de *Nouvelle Revue française* qu'elle devait concurrencer.[1294]

L'*Action française* du dimanche

En revanche, l'*Action française du dimanche*, dont le premier numéro paraît le 19 octobre 1919, remporte un succès notable pendant quelques années. Le rapport de police de 1925, déjà cité, souligne que c'est grâce aux succès des listes de souscription que l'AF peut diffuser cette nouvelle feuille.[1295]

En 1920, cet organe tire à 55 000 numéros et dispose de 8000 abonnés. D'après l'AF, son succès « vient de ce qu'il prend en main la défense des agriculteurs. Il s'agit en fait de défendre, selon la vieille politique royale, les intérêts ruraux, constamment sacrifiés par tant de politiciens du régime, qu'intéressent seules la flatterie de l'ouvrier turbulent et la servitude envers la finance ».[1296] Cette remarque est particulièrement intéressante car elle témoigne d'une modification importante de la propagande sociologique de l'AF après-guerre. Nous avons vu à quel point l'ouvrier était au cœur des ambitions de la ligue en particulier au cours de la période 1908-1914 ; après-guerre, la situation évolue, l'AF n'abandonne pas sa propagande dans le monde ouvrier (la création de la CIPF en est la preuve) mais elle place désormais également au cœur de ses préoccupations le monde rural.

Dans chaque numéro de l'AF du dimanche, on retrouve un article de Léon Daudet et un de Jacques Bainville où « les événements de la semaine écoulée sont commentés tout spécialement pour les agriculteurs. » Le journal contient également une revue de presse, une revue des faits marquants et de nombreux renseignements à l'usage des cultivateurs.[1297] Eugen Weber souligne que l'accent est très clairement mis sur l'information agricole et régionale.[1298]

Il faut noter que pour tenter de contrer cette propagande en milieu agricole, les socialistes lancent, au début de l'année 1920, *La Voix paysanne*, mais sans jamais rencontrer le même succès que l'AF.

En 1921, Georges Coquelle, dans son rapport sur l'*AF du dimanche* au 8ème congrès, fait référence à la volonté de diviser la France en trois régions qui recevront chacune une édition particulière.

[1294] DARD Olivier, *Charles Maurras*, *op. Cit.* p.138
[1295] Rapport sur l'Action française, janvier 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1296] Rapport sur L'AF du dimanche, Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920
[1297] « Les organisations de l'Action française », *Almanach* de l'AF de 1923
[1298] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.212

Toutefois, Coquelle reconnaît lui-même que cette division en trois régions « ne peut pas ne pas être arbitraire » car il a fallu tenir compte des nécessités postales et donc suivre la limite des départements. La méthode adoptée au final, « sépare les zones de culture viticole et celle où la vigne est inconnue. »[1299] Il faut finalement attendre 1923 pour qu'apparaissent deux éditions régionales : l'édition limousine et l'édition savoyarde.

En 1922, Lucien Moreau explique que l'*AF du dimanche* devrait prendre une nouvelle combinaison qui consiste à établir un journal mixte avec 2 pages de l'AF du dimanche et 2 pages du journal régional.[1300]

En 1923, Georges Coquelle fait état d'une augmentation de 5000 nouveaux abonnés avec une progression remarquable dans le territoire de Belfort, en Loire, dans les Ardennes, dans l'Aisne, dans le Rhône, en Loire-inférieure, en Vendée, en Seine et Oise, dans la Drôme, en Gironde et dans la Nièvre.[1301]

En 1924, le rapport au 11ème congrès comptabilise environ 23 000 lecteurs dont 18 887 abonnés.[1302] Ce chiffre ne satisfait pas l'AF qui appelle à une diffusion plus importante en cherchant notamment à augmenter les nouvelles régionales dans les colonnes du journal.

Le 6 décembre 1925, l'*AF du dimanche* devient l'*AF agricole*. Ambroise Rendu explique que « les paysans, devenus propriétaires, ont pris une autorité sociale de plus en plus grande. Il faut conquérir ces hommes et ces familles. » Le programme de l'*AF agricole* « suivra rigoureusement le principe « Politique d'abord » ».[1303] L'*AF agricole* est en réalité l'organe de la corporation de l'agriculture au sein de l'Union des corporations françaises.

Au cours de l'année 1925, l'AF met en place un service de propagande de l'*AF agricole* afin de trouver dans chaque arrondissement d'abord et dans chaque canton ensuite un délégué chargé de la propagande du journal.

A la fin du mois de novembre 1926, Ambroise Rendu, dans son rapport au congrès de l'Union des corporations françaises fait état de 27 000 abonnés et de la création de quatre nouvelles éditions régionales : *L'AF agricole Nord et Nord Est ; La Gazette de l'Ouest ; L'AF agricole franc-comtoise ; le Nouveau Berry.*[1304]

[1299] Rapport de Georges Coquelle au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921
[1300] Rapport sur l'*AF du dimanche* au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 8 juin 1922
[1301] Rapport de Georges Coquelle au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 21 juin 1923
[1302] Rapport sur l'*AF du dimanche* au 11ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 19 novembre 1924
[1303] Rapport d'Ambroise Rendu sur *l'AF agricole* au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1925
[1304] Rapport d'Ambroise Rendu au congrès de l'Union des corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1926

Les publications régionales ou locales

Nous avons eu l'occasion d'évoquer l'importance de la presse régionale dans l'implantation de la ligue ; nous avons également souligné la place toute particulière des journalistes dans les instances dirigeantes de la ligue au niveau régional. Il importe donc de nous attarder sur ces liens entre l'AF et un certain nombre de publications locales.

Eugen Weber rappelle qu'il est assez difficile de dire combien de journaux sont réellement « inféodés » à la rue de Rome. Il cite toutefois le *Soleil* de Nice, la *République lyonnaise*, La *Salut du Centre* (Clermont), Le *Salut national* (Limoges), *La Nouvelle Guyenne* (Bordeaux), *Le Courrier lorrain* et *Le National d'Alsace-Lorraine*, hebdomadaire bilingue publié par l'AF à Strasbourg.

De même, plusieurs journaux dont la parution a été interrompue pendant la guerre reparaissent à partir du début des années 1920 : Le *Clairon de l'Ardèche*, L'*Echo de Sologne*, Le *Courrier du Midi*, Le *National d'Artois* (Saint Omer), Le *Fanion picard* (Amiens), La *Gazette de l'Hérault* (Béziers), Le *Pays d'Orléans*, La *Restauration nationale* (La Rochelle), L'*Action algérienne* (Blida).

Des publications plus anciennes soutiennent également l'AF : Le *Nouvelliste de Bretagne*, le *Nouvelliste de Lyon*, l'*Express du Midi*, *Le Roussillon*, Le *Soleil du Midi*, Les *Tablettes des Deux-Charentes*, La *Nouvelle Bourgogne*, Le *Réveil National* à Versailles et le *Réveil* à Saint-Brieuc.

Si certains sont extrêmement importants localement, notamment L'*Express* de Toulouse, Le *Nouvelliste de Bretagne* et Le *Nouvelliste de Lyon*, il n'empêche, comme le souligne encore une fois Eugen Weber, qu'il ne faut pas surestimer la portée de cette accumulation de titres car la presse régionale de l'époque est innombrable et ces quelques dizaines de journaux se perdent dans la masse.[1305] De plus, l'entre-deux-guerres est marqué par une importante perte de vitesse des petits journaux de province qui sont progressivement réduits à des rôles de feuilles locales d'information.

La propagande et le service des conférences

Au cours du 10ème congrès d'AF en juin 1923, Bernard de Vésins décrit les moyens de propagande à mettre en œuvre par la ligue : ces derniers « varient suivant les milieux à atteindre : bibliothèques, affiches, brochures et tracts. Mais ce qui donne les meilleurs résultats, c'est l'influence individuelle et personnelle, la conférence suivie de discussions courtoises et par-dessus

[1305] *Ibid* p.214-216

tout, l'abonnement temporaire gratuit et l'envoi en seconde lecture. »[1306]

L'affichage apparaît toujours être un moyen de propagande privilégié. En septembre 1922, on apprend que 10 affiches sont disponibles et visent à être accolées partout en France : « L'anticléricalisme républicain » ; « Tartuffe-Sangnier » ; « Aux patriotes de tous les partis – Le programme de l'AF » (section de Toulouse) ; « La lettre du prince » [1307]; « Les guerres d'Enfer » (section de Tours) ; « L'anticléricalisme et les chefs socialistes » ; « Les vrais coupables » ; « Pour éviter la guerre » ; « Les royalistes et l'indemnité de la vie chère » ; « Les scandales républicains ».[1308]

C'est toutefois la pratique des conférences d'AF qui connaît le développement le plus notable dans l'entre-deux-guerres. Un service de conférence est alors créé, sous la direction de Paul Robain. En 1921, il propose deux actions à mettre en œuvre immédiatement : organiser les conférences en les groupant par région au cours de la même semaine ; au cours des réunions, prendre les adresses des personnes intéressées par l'AF pour leur faire parvenir des numéros gratuits du quotidien. Bernard de Vésins rappelle alors qu'il préfère à priori les conférences non publiques, « parce qu'on élimine ainsi des contradicteurs peu sérieux dont l'intervention violente est uniquement destinée à provoquer des protestations. »[1309]

Au cours de la période 1921-1926, le service de conférences de Paul Robain enregistre des progrès importants.[1310]

[1306] Rapport de Bernard de Vésins au 10ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 21 juin 1923

[1307] Cette affiche bénéficie d'une vaste campagne d'affichage au cours de l'été 1921 : voir *l'Almanach* de 1922 pour la reproduction de la lettre et le quotidien en juillet et août 1921 pour la campagne d'affichage.

[1308] Quotidiens d'*AF* du mois de septembre 1922

[1309] Quotidien d'*AF* du 23 juin 1921

[1310] Rapport de Paul Robain au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 9 juin 1922 ; Rapport de Paul Robain sur les conférences au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1923 ; Rapport de Jean Gazave pour Paul Robain sur les conférences au 11ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 21 novembre 1924 ; Rapport de Paul Robain sur les conférences au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1925 ; Rapport de Paul Robain sur les conférences au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1926

Année	Nombre de conférences organisées par le service de Paul Robain
1921	37
1922	85
1923	116
1924	136
1925	235
1926	828 (424 pour Paris et 404 pour la province)

En 1924, Jean Gazave évoque un manque important de conférenciers qui devrait être comblé par la création d'un centre d'études pratiques des conférenciers et propagandistes d'AF. Pour les travaux de ce centre, les membres se divisent en sections : philosophie politique, politique intérieure, politique extérieure, sciences économiques et sociales, arts et lettres.
En 1925, Jean Gazave rapporte que le centre connaît des succès intéressants et qu'il a notamment créé un bulletin qui publie des plans des conférences. Pour 10 francs, le conférencier s'abonne à une série de 6 plans et aux « mises à jour » qui les suivent. Les sujets traités au cours de l'année sont par ailleurs relativement nombreux : « Contre le communisme » (Pierre Robert) ; « Dictateur et Roi » (Calzant) ; « La République devant la banqueroute » (Nicolas) ; « Les journaux révolutionnaires de 1822 (Le Guen) ; « La République contre les catholiques » (d'Yvignac) ; « L'internationalisme et le romantisme » (Lestra) ; « L'Ecole laïque (Lestra) ; « La question alsacienne » (Heitz) ; « Les libertés municipales » (Delavenne) ; « L'Ecole unique » (Tiffon) ; « La main d'oeuvre étrangère » (Tiffon).[1311]

Ainsi, on assiste à un fort développement des conférences de propagande au cours de la période 1919-1926. Ces dernières étaient déjà importantes avant-guerre mais l'existence d'un service directement chargé de les organiser accentue le phénomène. Il faut également souligner que les secrétaires régionaux jouent un rôle essentiel dans la propagande d'AF car ils effectuent de très nombreuses tournées de propagande dans leurs régions respectives.

[1311] Rapport de Jean Gazave au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1925

Au final, l'appareil d'action intellectuelle de la ligue fonctionne bien dans les années d'après-guerre et bénéficie en plus d'un prestige nouveau qui se traduit notamment par une diffusion accrue du quotidien. Cela étant, si l'AF donne l'impression, à la faveur notamment de sa participation électorale, d'atténuer quelque peu la virulence de ses critiques, il ne faut toutefois pas considérer qu'elle délaisse ses organisations d'action à commencer par les camelots et les étudiants. Gyp, dans son roman de 1930, *Le coup du lapin* fait d'ailleurs une remarque très intéressante : « Les Camelots ne sont pas les seuls qui représentent la monarchie » remarque un personnage. On lui répond alors : « Oui, je sais, pour les vieilles dames et les naïfs, il y a Maurras et Daudet… mais pour les masses, seuls comptent les Camelots. »[1312]

5) Les organisations d'action

Les camelots et commissaires

Les groupes de camelots du roi se restructurent également dans les années d'après-guerre. Les inscriptions aux groupes des camelots du roi, interrompues pendant la guerre, sont rétablies à partir du 15 avril 1920. Les camelots sont alors chargés de collaborer « à tout ce que le gouvernement pourra et voudra faire contre les efforts de bouleversement social suscité par des étrangers menés par des politiciens. Et, s'il y a carence du gouvernement républicain, cette révolution qui vient, notre contre-révolution sautera dessus et l'étranglera… Le retour à la monarchie est écrit au terme évolutif de nos déchirements et de nos querelles. Nous rappelons cependant que la fonction essentielle d'un Camelot du Roi, la condition indispensable qui est imposée à son activité, reste la vente hebdomadaire régulière de l'Action française. (…) Etre Camelot du Roi n'est pas un titre honorifique, encore moins une fonction sociale. Aussi exigeons-nous comme seconde condition, que l'intéressé justifie de l'exercice d'une profession ou de moyens d'existence bien déterminés. Il faut en troisième lieu être inscrit à la Ligue d'Action française. Il faut avoir au moins 17 ans accomplis. »[1313]

Le comité directeur de la Fédération nationale des camelots du roi est constitué de : Maxime Real del Sarte, président ; Lucien Lacour, vice-président ; Pierre Lecoeur, secrétaire général ; Raymond

[1312] GYP, *Le coup du lapin*, p.315-316, cité par WEBER Eugen, *op. Cit.* p.209
[1313] Quotidien d'*AF* du 3 avril 1920

Estardy, secrétaire-adjoint ; André Guignard, trésorier ; Maurice Pujo, délégué des comités directeurs de l'AF.[1314]

En 1921, Marius Plateau est satisfait des progrès des camelots et rappelle leur physionomie : « Pas de limites d'ancienneté, ni d'avancement à l'ancienneté. La valeur prouvée seule vaut. Les classes sociales s'y mêlent, diverses, en une solide fraternité, en une amitié cordiale. »[1315]

L'assassinat de Plateau en 1923 est à l'origine, d'après Lucien Lacour, d'un important mouvement d'adhésion aux groupes des camelots et commissaires. Dans son rapport au 10ème congrès, il rappelle également la nécessité de la vente par les Camelots du roi car « elle accroît la propagande et donne à nos amis l'habitude de la rue ; elle assure la diffusion du journal ; elle a aussi pour conséquence une augmentation très sensible des adhésions à la Ligue. »[1316]
En 1925, le rapport sur les camelots et commissaires met en avant une augmentation remarquable de leur nombre mais précise toutefois que les commissaires sont encore trop peu nombreux en province alors même « qu'ils auraient pourtant un rôle utile à jouer dans les réunions. »[1317]

L'amalgame fait par les autorités entre camelots et commissaires est toujours d'actualité dans les années d'après-guerre. Il semble que les rapports de police aient du mal à discerner la différence organisationnelle entre les deux groupements.
Un rapport de police de 1925 explique ainsi que les camelots du roi « sont chargés de la vente du quotidien royaliste sur la voie publique, de la distribution des tracts, de l'apposition des affiches, et papillons de propagande, et doivent assurer la police dans les réunions ou intervenir à l'occasion dans les assemblées des partis adverses. Ils assument d'autre part un service de protection à l'égard des dirigeants de l'Action française et doivent être prêts à répondre, à toute heure, aux convocations lancées par le comité directeur. Les camelots du roi sont secondés par des commissaires d'Action française recrutés dans chaque arrondissement parmi les adhérents de la Ligue ceux-ci ont les mêmes obligations que les camelots, ils sont astreints à une discipline identique, mais ils sont dispensés de vendre le journal. »[1318]
Le rapport souligne ensuite que les camelots et commissaires sont organisés, à Paris, en 9 équipes plus une équipe spéciale chargée de la protection des dirigeants d'AF. Toutefois, si l'on se réfère à

[1314] Quotidien d'*AF* du 3 avril 1920
[1315] Rapport de Marius Plateau sur les camelots du roi au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 juin 1921
[1316] Rapport de Lucien Lacour sur les camelots du roi au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1923
[1317] Rapport de Pierre Lecoeur sur les camelots et commissaires au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1925
[1318] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 194

une note établie en 1926 par Pierre Lecoeur alors secrétaire général de la Fédération des camelots du roi, il semble bien que seuls les commissaires sont concernés par cette organisation quasi militaire. De plus, après-guerre, il n'y a plus de cloisonnement entre les commissaires recrutés parmi les ligueurs, les camelots ou les étudiants. « Il n'est tenu compte que du lieu de résidence, des qualités physiques et morales et de l'aptitude à l'action et au commandement. »[1319] Ainsi, il n'est pas nécessaire d'être camelot pour être commissaire. Cela étant, dans les faits, il est très probable que l'essentiel des commissaires d'AF sont recrutés parmi les camelots. Nous n'avons pas de données précises pour étayer cette hypothèse mais l'amalgame récurrent dans les rapports de police entre camelots et commissaires laisse évidemment penser que cet amalgame existe également en partie dans les faits.

En 1926, les commissaires ont particulièrement développé leurs effectifs à Paris. En effet, on passe de 8 à 26 équipes parisiennes entre 1925 et 1926.[1320] Une équipe est composée de 15 à 20 commissaires réguliers auxquels s'ajoutent les commissaires auxiliaires.[1321] Il est difficile de se prononcer sur le nombre de commissaires auxiliaires, en revanche, on peut considérer que le corps des commissaires réguliers passe d'environ 160 à 520 membres. Evidemment, l'activité de la ligue dans la rue explique cette importante structuration.

Les étudiants d'Action française

Les étudiants ont réussi à maintenir une certaine activité pendant la guerre, ce qui leur permet de se restructurer rapidement dans les années d'après-guerre à Paris particulièrement mais également en province à Lyon, Lille, Bordeaux, Toulouse, Le Mans, Angers, Limoges, Poitiers, Marseille.[1322]

A partir de 1920, les étudiants d'AF se dotent d'une fédération nationale mais aussi d'une revue *L'Etudiant français* qui remporte un vrai succès notamment au Quartier latin en tirant, en 1921, à 2300 exemplaires.[1323]

Dans son premier numéro, la revue explique son programme : « Faire d'abord mieux et plus

[1319] Note de Pierre Lecoeur sur l'organisation des commissaires d'Action française, 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 194

[1320] Rapport de Pierre Lecoeur sur les camelots et commissaires au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1926

[1321] Note de Pierre Lecoeur sur l'organisation des commissaires d'Action française, 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 194

[1322] Rapport sur les étudiants d'AF au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920

[1323] Rapport d'Emile Beau au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 juin 1921

largement connaître dans les Universités, la vie et l'activité de nos groupes, publier quelques-unes des principales conférences données par nos amis, discuter en camarades avec tous. Seule, la Fédération des Etudiants d'AF possède un organe qui d'Université en Université, permet aux étudiants d'échanger leurs idées. Car seule, l'AF, à l'heure actuelle, représente un système d'idées assez fort pour recevoir dans chaque Université en France l'adhésion complète d'une élite d'étudiants. Du reste, journal d'étudiants, nous ne négligerons aucune des questions professionnelles ou corporatives qui se posent à nous. (…) Pour terminer, disons que nous ne nous adresserons pas seulement aux étudiants français. Avec tous ceux qui, dans la jeunesse intellectuelle de l'Europe et du monde s'intéressent aux idées vraiment neuves qui viennent de France, nous nous efforcerons toujours de causer librement. »[1324]

A la fin de l'année 1920 et au cours de l'année 1921, plusieurs groupes d'étudiants d'AF fonctionnent ou sont en voie de réorganisation :

- à Paris, l'association fonctionne pleinement sous la direction de Maurice Pujo.
- à Angers, le cercle Joseph de Maistre, fondé en 1912, reprend ses conférences dès 1919 sous la présidence de Pierre de Villette.
- à Bordeaux, le groupe, fondé également en 1912, est réorganisé sous l'égide de M. Brel, étudiant en médecine. Les membres du comité sont tous étudiants en médecine.
- à Grenoble, le groupe des étudiants est fondé en 1920 et organise trois séries de conférences grâce à son président M. Joffre.
- au Mans, le groupe des étudiants est fondé en pleine guerre, en 1917, sous la présidence de G. Vitalis.
- à Lille, les étudiants se forment en 1910 et reprennent leurs activités dès 1919 avec Henri Couvain comme président.
- à Limoges, le groupe reprend également ses conférences bi-hebdomadaires dès 1919 sous la présidence de J. Meynier.
- à Lyon, le groupe des étudiants est fondé en novembre 1912 et regroupe un assez grand nombre de membres sous la direction d'Alexis Bourgeois.
- à Marseille, le groupe est réorganisé dès 1917 sous la présidence de Pierre Rouquette et dispose même d'une permanence hebdomadaire en plus des conférences habituelles.
- à Poitiers, les étudiants sont en cours de réorganisation sous l'égide de M. de Roux
- à Toulouse, le groupe est fondé en 1912-1913 et reprend rapidement ses activités après-guerre : une conférence contradictoire et publique par trimestre, cercles d'études tous les 15 jours et réunions

[1324] *L'Etudiant français*, novembre 1920

ordinaires de quinzaine pour traiter les sujets d'actualité.

- à Montpellier, le groupe d'étudiants mène une série de conférences.[1325]
- à Rennes, le groupe des étudiants est réorganisé au début de l'année 1921
- à Nantes, le groupe se reforme sous l'égide de M. Puget, étudiant en droit. Tous les membres du comité sont également étudiants à la faculté de droit.[1326]
- à Nancy, le groupe des étudiants est également reconstitué dès la fin de la guerre.[1327]
- à Dijon, une série de conférences est organisée en 1921.[1328]
- à Besançon, à Caen, à Clermont-Ferrand, à Strasbourg, des groupes s'organisent également au cours de l'année 1921.[1329]

Cette énumération des groupes d'étudiants d'AF dans toutes les villes universitaires ne doit toutefois pas masquer la réalité de leur influence en province. Le rapport d'Emmanuel Beau de Loménie au congrès de 1921 ne cache d'ailleurs pas ces difficultés : « La situation de tous ces groupes est très diverse. Tandis qu'à Paris, les Etudiants d'AF jouissent de toutes les facilités, encouragés, soutenus, dirigés qu'ils sont par la rue de Rome, en province, malheureusement, ils sont souvent livrés à eux-mêmes, et en butte à des difficultés nombreuses. » En effet, la plupart des groupes manquent d'argent, de plus, « ils trouvent autour d'eux, dans la ville, peu de personnalités pour diriger leurs travaux ; un trop grand nombre n'ont pas pu encore organiser la propagande parmi les lycéens et collégiens. »[1330]

L'activité des groupes d'étudiants se développe toutefois tout au long des années 20 si bien qu'en 1925, la fédération compte 26 groupes d'étudiants et 28 groupes de lycéens et collégiens[1331] mais le déséquilibre entre les activités des groupes de Paris et de province publiées dans la « chronique de nos groupes » de *L'Etudiant français* se renforce malgré tout au fil du temps.

Sur le terrain, les étudiants, outre les conférences d'études, sont également chargés de porter la controverse dans les réunions des adversaires. De plus, « un grand nombre d'étudiants inscrits aux commissaires et aux Camelots du Roi participent à la vente du journal et au service d'ordre des réunions. » Avec ces derniers, ils organisent également des manifestations ou contre-manifestations notamment au Quartier latin.[1332]

[1325] « Chronique de nos groupes », *L'Etudiant français*, novembre 1920 et 15 décembre 1920
[1326] « Chronique de nos groupes », *L'Etudiant français*, 15 janvier 1921
[1327] « Chronique de nos groupes », *L'Etudiant français*, 15 mai 1921
[1328] « Chronique de nos groupes », *L'Etudiant français*, 15 juin 1921
[1329] « Chronique de nos groupes », *L'Etudiant français*, 15 octobre 1921
[1330] Extrait du rapport d'E. Beau, secrétaire général de la Fédération des Etudiants d'AF, *L'Etudiant français*, 15 juillet 1921
[1331] Rapport de Georges Calzant au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1925
[1332] Extrait du rapport d'E. Beau, secrétaire général de la Fédération des Etudiants d'AF, *L'Etudiant français*, 15 juillet 1921

En 1921, l'AF fonde une association des étudiantes d'Action française sous la présidence de Mlle Sériot. De même, en décembre 1924, un groupe des infirmières d'AF est constitué. Pendant la première session de 1924-1925, 86 dames et jeunes filles royalistes ont acquis le diplôme régulier d'infirmières grâce aux cours organisés par ce groupe.

Les voyageurs de commerce

Les voyageurs de commerce ont également un rôle à jouer dans la propagande d'AF. En 1920, le rapport au congrès stipule que le groupe a récupéré 53 % de son effectif d'avant-guerre[1333]. En 1922, le chiffre d'avant-guerre est déjà dépassé.[1334]
En 1923, le nombre des membres de l'organisation augmente encore de 20 %. Lors du rapport du 10ème congrès d'AF, Charles Boulenger explique que « le travail fourni par les voyageurs est considérable ; chacun de ceux-ci est, à lui seul, un véritable centre de propagande ambulant : il répand le journal en tous lieux et expose les doctrines de salut public, en moyenne, à un millier de personnes par an, dans tous les milieux possibles, au cours de sa tournée. »[1335]
En 1925, Boulenger rapporte le chiffre de 50 000 membres de l'association des voyageurs de commerce, essentiellement des chefs d'entreprise.[1336] Malheureusement, nous ne disposons d'aucune source officielle pour appréhender la réalité de l'activité de ce groupe de propagande. Ce chiffre semble d'ailleurs assez fantaisiste étant donné qu'il s'agit presque des effectifs de l'ensemble de la ligue d'AF.

6) L'action économique et la figure de Georges Valois

Georges Valois est toujours, jusqu'en 1925, l'homme fort de l'AF sur les questions économiques. Nous précisons immédiatement que nous ne ferons qu'effleurer l'histoire extrêmement complexe des rapports entre l'AF et Valois, Valois et l'économie et plus largement l'AF et l'économie. Si ces thématiques sont évidemment essentielles, elles ne recouvrent que partiellement notre sujet et nous ne pouvons pas envisager de les traiter de manière approfondie. Sur

[1333] Rapport sur le groupe des voyageurs de commerce au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 20 mars 1920
[1334] Rapport sur le groupe des voyageurs de commerce au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 10 mars 1922
[1335] Rapport sur le groupe des voyageurs de commerce au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 23 juin 1923
[1336] Rapport sur le groupe des voyageurs de commerce au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1925

la figure de Georges Valois, tout d'abord, nous renvoyons aux travaux de ses biographes, Yves Guchet[1337] et Allen Douglas[1338] mais aussi à l'ouvrage dirigé par Olivier Dard, *Georges Valois, itinéraire et réceptions.*[1339] Georges Valois lui-même a écrit deux ouvrages essentiels à la compréhension de ses rapports avec l'AF : *D'un siècle à l'autre. Chronique d'une génération (1885-1920)*[1340] et *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928.*[1341]

Il est évidemment impossible de prendre au pied de la lettre les affirmations publiées par Valois dans son ouvrage *L'homme contre l'argent,* rédigé après sa rupture avec l'AF et donc particulièrement critique vis à vis d'elle, il n'empêche que certaines affirmations ne paraissent pas dénuées de vérité. Après la parution de son *Economie nouvelle* en 1920, Valois affirme qu'il s'établit une sorte de malentendu entre lui et l'AF : « je publiai mes articles, mes livres devant le public de l'Action française qui applaudissait et qui n'y comprenait rien. Et je travaillai avec des hommes complètement étrangers à l'Action française, des industriels sans parti, des radicaux, des socialistes. Une demi-douzaine d'hommes, appartenant à l'Action française, faisaient la liaison entre les deux mondes. Nous avions ainsi le sentiment que les deux mondes travaillaient de concert. En fait, il y avait séparation complète entre l'Action française et nous. Les gens de l'Action française applaudissaient l'expression écrite de la doctrine politico-économique que nous lancions. Ils se désintéressaient entièrement de l'action que nous menions, à laquelle ils ne comprenaient absolument rien. J'étais l'homme qui, par des moyens inconnus d'eux, gagnait à la cause des industriels et des ouvriers, c'est à dire de l'argent et des hommes. »[1342]

Il est sans doute exagéré d'affirmer que les membres de l'AF se désintéressent de l'action économique menée par Valois, le succès des Semaines puis de la campagne des Etats généraux sur lesquels nous reviendrons, militent dans le sens contraire. Mais la question économique est, sans conteste, le point faible de la doctrine maurrassienne. Olivier Dard décrit d'ailleurs la relation entre l'AF, Maurras et l'économie comme « un projet inabouti et équivoque. »[1343]

Cela étant et malgré de réelles difficultés de compréhension réciproque, l'AF offre, de 1919 à 1925, une place de choix à Valois notamment par l'intermédiaire de la publication hebdomadaire d'une page économique et sociale dans le quotidien.

1337 GUCHET Yves, *Georges Valois, l'Action française, le Faisceau, la République syndicale,* L'Harmattan, Paris, 2001

1338 DOUGLAS Allen, *From fascism to Libertarian Communism. Georges Valois against the Third Republic,* Oxford, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1992

1339 DARD Olivier (Dir.), *Georges Valois, itinéraire et réceptions,* Peter Lang, Berne, 2011

1340 VALOIS Georges, *D'un siècle à l'autre. Chronique d'une génération (1885-1920),* Nouvelle librairie nationale, Paris, 1922

1341 VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928, op. Cit.*

1342 *Ibid* p.53

1343 DARD Olivier, « Les milieux économiques et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.141

Lors du 7ème congrès d'AF, Valois revient sur sa vision de l'économie : « Nous proclamons, au nom de l'expérience et de la science : il est faux que, dans l'économie, il y ait des classes. Ce qui existe, ce qui est réel, ce qui vit, ce qui fait vivre, ce sont les groupes de producteurs. Il n'y a pas des Intellectuels, des Techniciens, des Patrons, des Ouvriers. Il y a des techniciens, des patrons et des ouvriers qui vivent d'une production donnée et ne vivent que par elle. (…) Et c'est pourquoi nous disons aux producteurs : Associez-vous d'abord sous le signe du Blé, ou du Vin, ou de la Laine, ou du Fer ou du Livre. Prenez conscience de ce qui vous unit et ensuite de ce qui vous distingue, au besoin de ce qui vous sépare, ou de ce qui vous oppose. Vous êtes d'abord Français et ensuite Provençal, Lorrain ou Breton, et ensuite laboureur ou producteur de blé, de laine ou de fer, et ensuite patron, technicien ou ouvrier. Que vos organisations soient d'abord françaises puis régionales puis professionnelles et enfin fonctionnelles. »[1344]

C'est en s'appuyant sur ces convictions que Valois fonde, le 21 mars 1920, la Confédération de l'intelligence et de la production française (CIPF) qui ambitionne de réaliser un double programme à savoir une organisation régionale et nationale des professions et une organisation régionale de l'économie. Le territoire est divisé en région et les professions classées en 26 groupes professionnels.

Valois explique qu'« à tous les degrés de la confédération, patrons, techniciens ou employés et ouvriers sont représentés en nombre égaux. Et, pour que cette représentation correspond exactement aux forces productives, les votes ont pour base la production assurée par les associations représentées, production qu'on peut évaluer, suivant les circonstances, en quantité ou en valeur commerciale. »[1345]

La confédération entend être « un organe de liaison générale des groupements syndicaux sur le plan de la production, de la création économique. »[1346]

Au niveau organisationnel, les producteurs qui adhèrent aux doctrines de la CIPF peuvent :

« 1) Donner leur adhésion individuelle à la CIPF ;

2) En même temps, prendre contact les uns avec les autres, dans le lieu où ils sont, ou dans la corporation à laquelle ils appartiennent. La Confédération, possédant les adhésions individuelles, qu'elle classe par villes et par corporations, facilitera ces contacts. »

[1344] Rapport de Georges Valois au 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 mars 1920

[1345] Organisation de la CIPF lors du 7ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 mars 1920

[1346] VALOIS Georges, « L'Economie nouvelle. La confédération de l'intelligence et de la production française. Son esprit et ses méthodes d'organisation », Quotidien d'*AF* du 29 mars 1920

Ensuite, à Paris, les producteurs d'une même corporation s'organisent en comité d'action économique chargé d'établir un programme d'action professionnelle et de le défendre dans le syndicat professionnel auquel ses membres appartiennent.
En province, « les producteurs qui adhèrent au programme de la Confédération constitueront d'abord un Comité d'action économique inter-corporatif par adhésions individuelles ; ils réuniront ensuite les renseignements sur chacune des corporations de leur ville et passeront enfin à la constitution des comités professionnels, en s'épaulant sur le Comité d'action inter-corporatif, qui travaillera en liaison avec le centre parisien. »[1347]

En ce qui concerne l'attitude de la confédération vis à vis des syndicats, trois cas de figure se profilent :
- « Il existe dans la corporation un syndicat patronal ou des syndicats ouvriers déjà solides. (…) Dans ce cas, on ne fondera pas de syndicat, mais l'on constituera des comités d'action sur le flanc des organisations existantes. »
- « Il existe dans la corporation des syndicats (patronaux et ouvriers) squelettiques sans influence, sans action. Dans ce cas, on fondera de nouveaux syndicats qui deviendront les syndicats officiels et qui adhéreront immédiatement à la Confédération. »
- « Il n'existe aucun syndicat, ni patronal, ni ouvrier, ou bien le syndicat patronal n'est qu'un cercle de bourgeois, le syndicat ouvrier un syndicat jaune ou un syndicat d'agitation révolutionnaire servant les intérêts ploutocratiques. Même tactique que dans le cas précédent. »

Le comité directeur de la CIPF est constitué de : Georges Valois président ; Bernard de Vésins agriculteur et Achille Huguenin cheminot vice-présidents ; Georges Coquelle ingénieur secrétaire général.
Valois explique la présence de Bernard de Vésins : « Bernard de Vésins ne cachait pas l'exaspération où le mettaient mes articles économiques. Je demandais les hauts salaires, la courte journée de travail. Il opposait à cela que la Restauration de la France de 1815 à 1830, s'est faite grâce aux restrictions dans le monde ouvrier. Naturellement, nous nous heurtions assez vivement. » Pour remédier à cette situation, Coquelle conseille à Valois de donner à de Vésins une place importante au sein de la CIPF. Valois note alors que « le remède fut souverain B. de Vesins cessa ses critiques. »[1348]
Evidemment cette analyse mérite d'être nuancée. En effet, si la CIPF n'est pas une organisation à

[1347] VALOIS Georges, « L'Economie nouvelle. La confédération de l'intelligence et de la production française. Son esprit et ses méthodes d'organisation », Quotidien d'*AF* du 29 mars 1920
[1348] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.56

proprement parler d'AF, elle n'en demeure pas moins patronnée par cette dernière. Ainsi, la présence du président de la ligue au sein du comité directeur de la CIPF est une preuve des liens entre les deux organisations même si, comme le rappelle Valois, la confédération n'est « pas destinée à propager la doctrine maurrassienne. »[1349] C'est d'ailleurs pour cela que Valois accuse Maurras de ne pas avoir soutenu la fondation de la CIPF. Cette impression a posteriori doit également être relativisée. En effet, comme le rappelle Olivier Dard, Valois a bénéficié d'un véritable soutien de Maurras qui dresse d'ailleurs de lui, à l'époque, un portrait très élogieux[1350]. De plus, la ligue d'AF a fortement relayé la nouvelle organisation que ce soit par l'intermédiaire de la mise en place d'abonnements spéciaux à l'AF du lundi ou par l'organisation de nombreuses conférences partout en France sur le thème de « L'économie nouvelle ». Une édition de propagande de l'ouvrage de Valois est d'ailleurs disponible à partir du mois de mars 1920.

Olivier Dard note ainsi que les débuts de la CIPF apparaissent encourageants, en particulier en province où l'AF dispose, nous l'avons déjà évoqué, de relais assez importants dans le domaine de l'industrie.

Georges Valois se fait également le principal prometteur de son organisation en se déplaçant régulièrement en province. Son premier déplacement a lieu dans le Nord. Le 2 avril 1920, le quotidien revient, en première page, sur cette manifestation dans un encadré intitulé : « La Confédération de l'intelligence et de la production française. Les conférences de Georges Valois. Premiers résultats, premiers succès ». Il est notamment dit que le succès de la séance d'inauguration du Cercle des Etudes économiques et sociales de Lille-Roubaix-Tourcoing dépasse toutes les espérances. La réunion, présidée par M. Nicolle président de la Société Industrielle du Nord, se déroule en présence de MM. Dubar, Guilbaut, secrétaire de la Chambre de commerce, Crespel, Wallaert père, Leblanc, Demesmay, Paul Allègre, Thiriez-Delesalle, Descamps, Vallas, doyen honoraire de la Faculté de droit, le docteur Lemière, Drillon.[1351]

A Nantes, un comité provisoire est fondé fin avril, après une visite de Georges Valois, sous l'égide de M. Babin-Chevaye, sénateur de la Loire-inférieure.[1352]

A Saint-Etienne, le 11 mai, Valois donne une conférence lors d'un dîner offert à l'hôtel des Ingénieurs par la Société d'Etudes économiques. Le 12 mai, il prend la parole devant les industriels de la rubanerie et à Saint-Chamond à l'Union des industriels. Le 14 mai, Valois et Coquelle sont à Lyon à la chambre de commerce pour inaugurer le comité lyonnais d'organisation de la CIPF. Le 16

[1349] *Ibid* p.57

[1350] DARD Olivier, « Les milieux économiques et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.144

[1351] Quotidien d'*AF* du 2 avril 1920

[1352] Quotidien d'*AF* du 27 avril 1920

mai, il est encore à Toulouse pour la naissance d'un autre comité de la CIPF.
Ainsi, comme le rappelle Olivier Dard, « les régions industrielles sont bien touchées mais la question se pose de la représentativité des acteurs concernés dans le tissu économique local ». Et la réponse s'avère assez nuancée. Dans le Nord et en Loire inférieure, la CIPF s'appuie sur des personnalités économiques connues et reconnues mais ce n'est pas le cas, par exemple, dans la région de Lyon.[1353]

Au congrès de 1921, le rapport sur la CIPF fait état de la nécessité de diffuser la *Production française*, organe mensuel de la confédération. Il est également dit qu' « il est bien plus aisé qu'on ne le croit de s'installer dans une profession » car, bien souvent, il suffit de « quelques hommes déterminés ».[1354] L'AF joue alors un rôle essentiel dans cette diffusion en province comme le prouve un rapport de police de Bordeaux en date du 3 novembre 1921 : « M. Courcoural (…) a envoyé une quantité considérable de brochures (…) aux syndicats affiliés à la Bourse du Travail, avec des bulletins d'abonnement au journal du parti. » Courcoural écrit : « Pour permettre à votre Syndicat de connaître et apprécier le point de vue où se place, eu égard à ces difficultés, la Confédération de l'Intelligence et de la Production française, ou CIPF, je vous adresse les derniers numéros du journal mensuel *La Production française* que publie cette organisation. » Il fournit également un numéro de l'*Economie nouvelle* de Valois afin de parfaire la propagande économique.[1355]

En réalité, malgré de réels efforts de toute part, la CIPF ne connaît jamais l'essor initialement espéré mais cela ne l'empêche toutefois pas d'organiser des « semaines » qui rencontrent, elles, un véritable succès et permettent à Valois de réussir à attirer des figures éloignées de l'AF.
A la fin de l'année 1920, la première est, logiquement, eu égard à la profession de Valois, la Semaine du Livre. Elle est rapidement suivie par une Semaine du Bâtiment puis une Semaine du Commerce extérieur, une Semaine des Transports, une Semaine du Vin.[1356]
Chacune de ces semaines est un réel succès dont la presse rend compte en particulier pour leur adéquation avec l'air du temps qui souhaite mettre sur le devant de la scène une représentation des professions face à l'État dans la même perspective que les Etats Généraux.[1357]

[1353] DARD Olivier, « Les milieux économiques et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.146
[1354] Rapport sur la CIPF lu par Rémi Wasier au 8ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 23 juin 1921
[1355] Rapport du commissaire central de Bordeaux au préfet à propos de la propagande de Paul Courcoural dans les Bourses de travail, 3 novembre 1921, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560
[1356] Rapport de Georges Valois au 9ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 12 juin 1922
[1357] CHATRIOT Alain, *La démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil national économique 1924-1940*, La Découverte, Paris, 2002

En 1923, Georges Valois tente également de fonder une Ligue du Franc-Or. Il explique : « Dès 1919, j'avais découvert le jeu caché de la dépréciation monétaire. Je l'expliquais dans mes chroniques de *l'Action française.* En 1920, je publiai un petit ouvrage, *La monnaie saine tuera la vie chère*, qui ouvrit la série de mes campagnes publiques pour la monnaie stable, lancée sous le nom de franc-or. Ma stupeur fut de constater que je n'avais à peu près aucun écho dans le pays, ni dans la presse. » Valois considère également qu'il n'a absolument pas été soutenu à l'AF : « J'étais même sourdement combattu. M. Jacques Bainville était inflationniste ; jamais il ne soutenait la discussion mais il faisait de l'inflationnisme dans les couloirs. Léon Daudet faisait des facéties sur le franc-or. Charles Maurras était hargneux à l'égard d'une doctrine monétaire qui n'avait sa source ni dans son *Enquête sur la monarchie* ni dans son *Kiel et Tanger* et, au surplus, il était complètement fermé à l'intelligence de ces questions. Quant aux Camelots du Roi, ils étaient tout à fait étrangers à des histoires qui n'aboutissaient pas à proclamer la monarchie, une fois l'an, autour des statues de Jeanne d'Arc. Il n'y avait guère que Lucien Moreau qui appuyât vraiment mes campagnes. » Et de conclure : « C'était décidément une folie que de mener mes campagnes monétaires dans le journal le moins moderne qui soit. »[1358] Evidemment, la description est violente, sans doute en partie exagérée, mais elle ne semble pour autant pas dénuer de toute vérité. A en croire un rapport de police de 1925, la tentative de fonder une « Ligue du Franc-Or », « qui devait se consacrer à un travail d'assainissement monétaire et au sauvetage du crédit de la France », « ne paraît pas avoir réussi à intéresser les gens de l'Action française ».[1359]

En fait, à partir du printemps 1923, la tentative d'organisation économique de Valois marque le pas. D'ailleurs, une lettre envoyée par la section d'AF de Lille à certains industriels de la ville en janvier 1924 confirme cette impression. Sur la question économique il est fait référence « au magnifique travail de réorganisation économique entrepris par Georges Valois et dont les conséquences directes ont été les Semaines Nationales – du Livre – de la Monnaie – des transports… etc. – qui ouvrent la voie à l'idée d'une convocation des Etats Généraux, seule, cette mesure permettra de réorganiser les finances du pays. »[1360] Il n'y a pas de référence à la CIPF ou à l'Union des corporations françaises naissante, preuve d'une implantation somme toute assez limitée qui n'a pas réussi à se pérenniser après les débuts prometteurs dans la région. Olivier Dard conclut d'ailleurs que « Valois et l'AF ont échoué dans leur tentative d'attirer pour les fédérer d'autres groupements et c'est donc sur ses seules forces que l'AF tente de développer une Union des corporations françaises ».[1361]

[1358] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.75-76
[1359] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1360] Rapport du commissariat central de la ville de Lille à propos d'une lettre envoyée par la section d'AF à certains industriels, 8 janvier 1924, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236
[1361] DARD Olivier, « Les milieux économiques et l'Action française », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT

Si Bacconnier[1362], en 1924, revendique le succès croissant de l'organisation, il n'en avoue pas moins que ses groupements ne possèdent pas les effectifs alignés par la CGT.[1363]

En 1925, au cours de son rapport au congrès de l'Union des corporations françaises, Firmin Bacconnier rappelle le programme de l'UCF :

« L'Union s'est assignée pour tâche l'institution d'une politique économique qui s'inspire des considérations suivantes :

a) La France est un pays agricole et elle doit le demeurer ; il faut que son blé nourrisse les Français et que son vin, son cidre et sa bière le désaltèrent ;

b) L'industrie française doit être construite : 1) en vue de l'équipement et du développement de l'agriculture métropolitaine et coloniale ; 2) en vue de l'exportation des produits qui serviront à payer, dans les pays producteurs, les matières premières qui nous manquent ;

c) L'agriculture et l'industrie doivent encourager les progrès de la haute culture, parce que l'intelligence est la mère de la production. (…)

d) La banque doit être organisée en fonction du développement de la production nationale.

Ces principes trouvent leur expression dans un programme qui peut être formulé ainsi :

1) Organisation des états professionnels sur la base de l'ajustement des intérêts ;

2) Coordination des forces économiques ;

3) Représentation des intérêts devant l'État. »[1364]

Il est intéressant de souligner à quel point la question de l'agriculture est au cœur des préoccupations de l'UCF. Il s'agit d'un repositionnement très notable sociologiquement parlant pour l'AF. En effet, si les ouvriers ne sont pas ouvertement délaissés, il n'empêche que les agriculteurs semblent désormais être les premières cibles de la propagande.

En réalité, l'Union des corporations françaises ne rencontre pas le succès escompté. Comme le souligne un rapport de police de 1925 : « Malgré les efforts de son fondateur et l'appui d'une publicité abondante, l'Union des corporations françaises n'a donné jusqu'ici que des résultats problématiques et les quarante groupements corporatifs qu'elle agite comme un succès, ne représentent en réalité qu'un chiffre insignifiant d'adhérents. »[1365]

Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.149

[1362] Bacconnier est alors réconcilié avec les dirigeants de l'AF.

[1363] BACCONNIER Firmin, « L'Union des corporations françaises », *Almanach* de l'AF de 1924

[1364] Rapport de Firmin Bacconnier au congrès de l'Union des corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1925

[1365] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

Au final, comme avant la guerre, l'AF ne parvient pas à réellement s'implanter économiquement malgré la figure incontournable de Georges Valois. Cela étant, nous verrons que, sociologiquement parlant, les ouvriers sont toujours représentés dans les rangs des ligueurs d'AF.

II. Réimplantation et implantation territoriale et sociologique

1) La question du recrutement

Georges Valois considère que le recrutement de l'AF est profondément modifié par la guerre. Il écrit qu'à partir de 1919, elle attire « vers elle tous ceux qui avaient peur du communisme, tandis que, avant-guerre, elle avait été sur le point de rallier tous les tempéraments révolutionnaires, capables de constituer un nouvel Etat contre la ploutocratie. »[1366] Cette remarque de Valois semble confirmée par une analyse de Paul Sérant qui souligne que « les nouveaux venus à l'Action française ignoraient sa doctrine initiale, et plus particulièrement le sens de ses principes monarchiques. A l'époque de sa fondation, l'Action française avait beaucoup moqué l'Action libérale de Jacques Piou, rassemblement de bourgeois timorés, d'honnêtes bien-pensants effrayés par n'importe quelle audace de pensée ou d'action : l'allure qu'elle prenait de plus en plus la faisait ressembler à ce mouvement dont elle recrutait d'ailleurs en partie les anciens adhérents. »[1367]

Nous avons largement évoqué dans notre première partie l'importance accordée avant-guerre au monde ouvrier. Il est bien sûr exagéré de considérer que l'AF néglige totalement la figure de l'ouvrier à partir de 1919. Les efforts de la CIPF et les publications de matériels de propagande spécifique au monde ouvrier prouvent le contraire. Cela étant, on observe un repositionnement sensible du positionnement sociologique de l'AF après-guerre. Tout d'abord, la figure de l'agriculteur est particulièrement mise en avant que ce soit avec la publication de *L'AF du dimanche* ou dans les statuts de l'Union des corporations françaises. Il s'agit d'une première nouveauté. Ensuite, l'AF revendique ouvertement ses succès de recrutement dans les classes moyennes.

En 1920, Plateau souligne que « la guerre n'a pas arrêté le recrutement. Malgré des pertes nombreuses, jamais (la ligue) n'a groupé autant de ligueurs. Or, notre recrutement n'est pas l'admission de hasard des socialistes. Nous exigeons la qualité de Français et faisons signer la déclaration catégorique d'adhésion à la monarchie. »[1368]
Sociologiquement parlant, « les rapports des présidents de province montrent que la propagande s'étend surtout dans les classes moyennes, les employés et que dans le clergé, le sillonisme et le

[1366] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.51
[1367] SERRANT Paul, *Les dissidents de l'Action française, op. Cit.* p.47
[1368] Rapport de Marius Plateau au 7ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 mars 1920

libéralisme perdent (au profit de l'AF) un considérable terrain. »[1369] En 1921, Plateau constate encore des succès de recrutement dans divers milieux et en particulier dans le clergé. Il explique toutefois que l'essentiel des nouveaux membres provient « des classes moyennes, citadines ou rurales. »[1370] En 1922, Plateau affirme que la ligue s'est accrue de 2000 nouveaux ligueurs et 520 alliés d'AF.[1371] En 1923, de Vésins affirme que la ligue fait de grands progrès dans « le clergé, dans les classes moyennes, dans les rangs des employés et des petits commerçants » et que « c'est chez l'employé et l'ouvrier que l'AF trouve les plus beaux dévouements »[1372] En 1924, l'AF revendique une augmentation importante de ses effectifs après l'assassinat de Plateau mais aussi après « la fin lamentable de la seconde expérience Poincaré. » Bernard de Vésins explique qu'encore une fois « l'immense majorité des nouveaux ligueurs et alliés appartient à la classe moyenne : prêtres, employés, fonctionnaires, soldats, de bourgeoisie ancienne ou récente. »[1373]

En 1925, Bernard de Vésins affirme que l'assassinat d'Ernest Berger a contribué à augmenter les effectifs de la ligue. De plus, il note encore une fois que « d'une manière générale, l'immense majorité des nouveaux adhérents appartient à la classe moyenne. »[1374]

Ainsi, comme le rappelle Eugen Weber, « au cours des années vingt, on voit l'Action française exprimer les griefs, les rancunes, les envies d'une classe en voie d'extinction : celle des petits rentiers, qui découvrent que les ouvriers mangent mieux qu'eux ; celle des petits propriétaires en train de perdre leur mise, tandis que les ouvriers d'usine, eux, gagnent de l'argent, les bons et solides propriétaires des campagnes et les cultivateurs menacés par la démocratie et la finance internationale ; « la classe des moyennes et petites gens » durement touchée par la double décime de Poincaré (…) ; les petits commerçants et leurs employés que menacent les grands magasins et la main d'œuvre étrangère ; le personnel de bureaux et des banques aux salaires insuffisants. »[1375]

Par ailleurs, comme le note André Grenier, « les militants sont convaincus qu'ils ne doivent recruter dans leur mouvement que des éléments dont la conduite morale est irréprochable et dont l'intelligence est attractive pour des esprits plus faibles. On est à la recherche d'une élite car tout le monde croit que la stratégie de l'intelligence doit l'emporter sur la loi du nombre. »[1376]

D'ailleurs, David Bensoussan souligne également que « l'influence d'une formation politique ne se réduit pas au nombre de ses militants ; leur situation sociale et leur capacité d'attraction peuvent

[1369] Rapport de Marius Plateau au 7ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 mars 1920
[1370] Rapport de Marius Plateau au 8ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921
[1371] Rapport de Marius Plateau au 9ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 8 juin 1922
[1372] Rapport de Bernard de Vésins au 10ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 21 juin 1923
[1373] Rapport de Bernard de Vésins au 11ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 novembre 1924
[1374] Rapport de Bernard de Vésins au 12ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1925
[1375] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.245
[1376] GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.420

pallier en partie l'insuffisance des effectifs. »[1377] C'est le cas pour l'Action française.

[1377] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres, op. Cit.* p.103

2) Réimplantation territoriale et sociologique de la ligue région par région

Paris et banlieue : une réimplantation solide

Un rapport de police, très détaillé, fournit des informations précieuses sur l'historique et la réalité de l'implantation de la ligue d'AF à Paris et dans sa banlieue en novembre 1924. Comme avant la guerre, il apparaît que l'influence de quelques militants actifs et volontaires a permis la réimplantation assez rapide après guerre.[1378]

Paris :

- 1er et 2ème arrondissements : la section est peu active pendant la guerre. En mars 1919, sous l'impulsion du camelot du roi Jules Keller puis de Lucien Dubech, une tentative de réorganisation a lieu mais sans résultat. Ce n'est qu'au mois d'octobre 1919 que quelques royalistes se regroupent autour de M. Laurençon puis d'Yves de Coniac. La section compte une soixantaine de membres mais ne montre pas une grande activité.
- 5ème arrondissement : complètement désorganisée par la mobilisation, elle ne parvient pas à maintenir une activité pendant la guerre malgré les tentatives de ligueurs non mobilisés comme M. Dusautoir ancien président du comité royaliste de Saint Omer. En juin 1920, les ligueurs tentent de se reconstituer mais doivent se rallier, dans un premier temps, à la section du 6ème arrondissement. En avril 1922, la section est définitivement refondée autour d'une trentaine de militants.
- 6ème arrondissement : bien que désorganisée par la mobilisation, elle parvient rapidement à maintenir une activité sous l'égide de son président José Vincent et se réorganise officiellement dès mars 1916.
- 7ème arrondissement : la section est reconstituée au début de 1916 par le comte de Rouvroy. En 1924, la section compte environ 100 membres.
- 8ème arrondissement : la section est totalement désorganisée par le conflit en raison notamment du départ de ses membres mais aussi de la mort au front du docteur de Grandmaison en février 1917. Il faut donc attendre novembre 1919 pour assister à une ébauche de réorganisation.
- 9ème arrondissement : au début de 1914, le commandant Jeannel fonde une section dans

[1378] Rapport de novembre 1924 sur l'organisation des sections d'Action française à Paris et en banlieue, Archives nationales, Paris, F7 13 194

l'arrondissement après la dissolution de « La Tradition ». Cette section est dispersée par le conflit et ce n'est qu'en avril 1921 que le militant Joseph Keller prend en charge sa réorganisation. Ses réunions regroupent depuis une quarantaine de personnes.

- 10ème arrondissement : la section est florissante avant la guerre sous la présidence du commandant Bullier et de Jean Lacroix mais ses éléments sont dispersés par la mobilisation. Pendant les hostilités, des essais de reconstitution sont tentés par un ligueur du 18ème arrondissement, Albert Hernandez puis par Lucien Dubech mais sans résultats. Ce n'est qu'en juillet 1921 que Frédéric Lagrange parvient à reconstituer la section qui compte rapidement près de 300 membres.
- 11ème arrondissement : la section est restée inactive pendant la guerre. Au mois de mars 1918, 6 ligueurs se rencontrent au siège de la permanence mais ce n'est qu'en mai 1919 que la section est refondée en fusionnant avec celle du 12ème arrondissement. En février 1920, les deux sections se séparent et les réunions du 11ème arrondissement regroupent une quarantaine de personnes. Celles de la section du 12ème réunissent une trentaine de personnes.
- 13ème arrondissement : la section est complètement désorganisée pendant la guerre. En octobre 1919, MM. Chastres père et fils, Joubert, Riasse, Pautrot et Larouze parviennent à regrouper une cinquantaine de membres.
- 14ème arrondissement : la section ne dispose plus que de quelques membres en 1914 mais l'exclusion de son président le docteur Guedin à la fin de l'année met son activité en sommeil. En mai 1919, la section se réorganise sous l'impulsion de Bardet, dit Maxime Brienne, René Bucquet et Pierre Lecoeur.
- 15ème arrondissement : la section est une des plus prospères avant-guerre mais elle doit interrompre son activité après la mobilisation de son président François de la Motte même si sa permanence reste ouverte tout au long du conflit. En décembre 1917, MM. Benaîtreau, Parent et l'abbé Coste entreprennent de réorganiser la section mais ce n'est qu'à partir de 1919 que les réunions reprennent avec régularité et sont fréquentées par une quarantaine de personnes. La section dispose également d'une bibliothèque.
- 16ème arrondissement : la section ne manifeste aucune activité pendant le conflit. Dans le courant de l'année 1920, quelques militants dont de Courtillioles d'Angleville, Baguenier-Desormeaux et Pelée de Saint-Maurice procèdent à sa reconstitution. La section compte environ 250 membres et dispose d'un cercle d'études.
- 17ème arrondissement : à la fin de 1916, M. Leplat tente de rallier les quelques royalistes non mobilisés de l'arrondissement mais ce n'est qu'en 1919 que M. Cornu-Langy réorganise réellement la section.

- 18ème arrondissement : la section maintient une faible activité pendant le conflit grâce à l'activité de l'épouse du comte Octave de Barral, son président, tué à l'ennemi. La permanence de la section est alors utilisée pour confectionner des paquets pour les soldats. A partir de mars 1916, des réunions sont régulièrement organisées. Après la guerre, la section prend le nom de « section Octave de Barral ».
- 19ème arrondissement : la section ne compte qu'une cinquantaine de membres. Elle n'est indépendante que depuis 1919 précédemment rattachée aux sections du 10ème ou du 20ème arrondissement.
- 20ème arrondissement : avant 1914, la ligue n'a pas de section dans l'arrondissement. C'est en 1921, à l'initiative de la rue de Rome, qu'une section voit le jour dans le 20ème arrondissement mais elle ne compte qu'une vingtaine d'adhérents.

Banlieue de Paris :

- Issy les Moulineaux : section fondée en 1908 et réellement active à partir de 1911, époque à laquelle elle compte environ 60 adhérents. Au début de 1920, la section se réorganise sous l'égide de MM. Dufeutrelle et Trioulet. La section dispose d'une permanence et d'un cercle d'études.
- Malakoff : section fondée en avril 1920 par les militants André Routy et Bernand Combe. Les réunions groupent une quinzaine de personnes. En juin, les ligueurs de Malakoff s'organisent en section et fondent une sous-section à Montrouge. La section n'a pas de permanence et les ligueurs se réunissent au café.
- Antony, Bourg la Reine, Hay les Roses, Sceaux, Fontenay aux Roses, Arcueil et Cachan : section d'AF fondée en 1920, qui regroupe à priori une vingtaine de membres et dispose d'une permanence.
- Asnières : faible activité avant la guerre. La section se réorganise à partir de 1923 sous l'influence de M. Le Forestier de Lesmadec mais ne dispose que d'une douzaine de militants.
- Saint-Denis, Pierrefitte : en 1919, deux jeunes militants Georges Saumade et Robert Bourin lancent un appel dans le quotidien afin de réorganiser la section d'AF. La réunion de réorganisation ne groupe qu'une quinzaine de personnes.
- Puteaux-Suresnes : pendant la guerre, le président de la section regroupe les présidents des sections avoisinantes et, ensemble, ils décident la création d'un groupe unique pour les communes de Saint-Cloud, Suresnes, Puteaux, Courbevoie, Bois-Colombes, Colombes et Levallois-Perret. Après-guerre, la section se réorganise progressivement et dispose d'une permanence dans un local mis gratuitement à sa disposition par le marquis de la Rance, ligueur d'AF. La section compte environ 40 membres.

- Vanves : la section existe avant-guerre sous la présidence d'Antoine Baumann. En avril 1921, Baumann adresse un appel aux royalistes de Vanves qui reste sans écho. Ce n'est qu'en 1923 qu'il parvient à regrouper un faible noyau de militants.
- Bois-Colombes : avant-guerre, la section compte un nombre restreint d'adhérents sous la présidence du docteur Charvet. Elle reprend une certaine activité en 1919 sous l'impulsion de quelques camelots de la localité notamment MM. Nicolle et Capdebose mais ne refonctionne normalement qu'en 1922.
- Levallois-Perret : avant-guerre, la section est présidée par M. Jean de Lorgeril parti en province depuis. Après l'armistice, le docteur Thiédu entreprend de réorganiser la section. En février 1924, la section fusionne avec celle de Clichy et compte une quarantaine de membres.
- Saint Ouen : aucune activité pendant la guerre. Fin 1919, Fernand Painvin, Pierre Lassort et Jean Rivière, militants d'avant-guerre entreprennent de regrouper les royalistes de la commune.
- Courbevoie, Bécon les Bruyères : avant-guerre, les ligueurs de Puteaux, Suresnes et Courbevoie formaient une seule section complètement désorganisée pendant la guerre. En octobre 1916, un vieux militant tente de réorganiser la ligue et parvient à grouper une trentaine de militants. La section dispose d'une permanence et d'une salle de culture physique.
- Neuilly sur Seine : la section compte une soixantaine d'adhérents avant-guerre et est l'une des plus fortes sections de la banlieue parisienne sous la présidence du baron Tristan Lambert. Ce dernier tente de maintenir une certaine activité pendant la guerre mais elle reste très faible. La section entreprend sa réorganisation dès la démobilisation ; des conférences et réunions ont lieu mensuellement mais elle ne reprend une réelle activité qu'à l'approche des élections de 1924 au cours desquelles elle parvient à récolter 22 nouveaux adhérents ce qui porte à une cinquantaine le nombre de ses membres. Néanmoins, après les élections, son activité diminue.
- Raincy, Villemonble : initialement réunie à la section de Nogent sur Marne, les ligueurs de Raincy, Villemonble décident de s'en séparer en janvier 1922. Ils fondent alors une section sous la présidence de Paul Granet.
- Nanterre : la section groupe une trentaine d'adhérents avant-guerre. C'est le commandant Dublaix qui tente, à partir de juin 1919, de réunir les ligueurs mais, malgré ses efforts, la section ne compte qu'une quinzaine de membres.
- Noisy le Sec et Bondy : en juillet 1919, les militants Henri Rigade et Roger Gindre tentent de reconstituer la section et parviennent à recueillir une quinzaine d'adhésions.
- Colombes : à la fin de la guerre, il ne reste que quelques ligueurs réunis autour de Pierre Bancel. Ce dernier cherche à regrouper les royalistes à partir de 1920 mais n'en recrutent qu'une quinzaine qui se réunissent régulièrement.

- Champigny, La Varenne, Saint-Maur : avant-guerre, les royalistes de ces communes sont groupés à ceux de Nogent sur Marne. Ce n'est qu'en juin 1923, que, sous l'impulsion de Robert Lemaire, ils forment leur propre section fréquentée par une quinzaine de membres.
- Charenton, Saint Maurice, Maisons-Alfort, Alfortville : peu après l'armistice, un essai de reconstitution est tenté par deux militants Graindorge et Coudert. La section est assez active à la veille des élections de 1919 mais moins fréquentée par la suite. Il faut attendre le mois d'avril 1924 et l'impulsion donnée par Henri Martin pour que la section soit réellement réorganisée avec une quinzaine de militants.
- Nogent sur Marne : en mai 1919, un essai de réorganisation est tenté par Jean Bonnardelle mais ce n'est qu'en janvier 1922 que la section est véritablement réorganisée autour d'une trentaine de personnes.

Au final, on constate à quel point la désorganisation est profonde à la fin de la guerre. Un seul facteur a pu justifier la continuité d'une activité à savoir la présence d'un noyau dur militant qui se limite régulièrement à un ou deux hommes. Ce sont également ces militants dévoués qui permettent la réimplantation plus ou rapide et plus ou moins facile de la ligue dans les années d'après-guerre. Il est intéressant de souligner que les situations varient énormément selon les sections étudiées d'où l'intérêt de cette description exhaustive de la réimplantation de l'AF à Paris et en banlieue. Si on ne peut pas transposer la réalité parisienne à la situation en province dans la mesure où d'autres facteurs spécifiques entrent en ligne de compte, il n'en demeure pas moins que les personnalités locales sont l'élément central du fonctionnement de la ligue. La capacité de la ligue à se réimplanter rapidement à Paris et en banlieue est également à mettre en corrélation avec l'influence croissante du communisme naissant. Nous verrons que les échauffourées entre camelots et communistes jalonnent l'histoire des années 1920, en particulier à Paris et en banlieue parisienne où l'implantation communiste est forte.

L'AF a évidemment pour ambition de recruter largement au sein de ses organisations mais, dans l'immédiat après-guerre, elle a avant tout besoin de reconstituer son vivier de dirigeants régionaux et de présidents de section. Marius Plateau rappelle en 1920, qu'« il n'est pas nécessaire pour présider une section d'*Action française*, ni d'avoir un nom connu dans le pays, ni d'y jouir d'une situation importante, ni d'avoir atteint un âge canonique, ni d'y exercer une profession relevée.[1379] En 1921, il insiste encore une fois sur l'importance des cadres car, dit-il, « c'est la réputation de nos

[1379] Rapport de Marius Plateau au 7ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 19 mars 1920

cadres qui donnera confiance en nous. »[1380]

Mais qui sont, sociologiquement, ces cadres de l'AF ?

Un rapport sur l'organisation des sections d'AF à Paris et en banlieue daté du 12 septembre 1925, nous donne des éléments intéressants.[1381] Sur les 66 membres des comités directeurs des sections de Paris, nous connaissons les professions pour 47 d'entre eux : 11 employés (23,4%) ; 6 comptables (12,8%) ; 3 ouvriers (6,4%) ; 3 anciens militaires (6,4%) ; 3 médecins (6,4%) ; 3 ingénieurs (6,4%) ; 2 étudiants (4,3%) ; 2 représentants ; 2 publicistes ; 1 employé chemin de fer (2,1%) ; 1 directeur d'assurances ; 1 rentier ; 1 négociant ; 1 journaliste ; 1 ancien commissaire de police ; 1 industriel ; 1 chef de service PLM ; 1 agent de change ; 1 ébéniste ; 1 assureur ; 1 vendeur.

Pour les comités directeurs des sections de la banlieue de Paris, nous avons moins d'informations. Sur les 60 noms répertoriés, nous avons les professions pour 12 d'entre eux : 4 employés ; 1 comptable ; 1 électricien ; 1 caissier ; 1 commerçant ; 1 représentant de commerce ; 1 publiciste ; 1 étudiant ; 1 mécanicien.

Dans tous les cas, il apparaît clairement que la diversité des profils socio-professionnels est importante. Cela étant, les employés semblent tout de même représenter une majorité relative. Ce qui tend à confirmer les remarques précédentes quant au recrutement de la ligue après-guerre.

[1380] Rapport de Marius Plateau au 8ème congrès d'Action française, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1921

[1381] Rapport sur l'organisation des sections d'AF à Paris et en banlieue, 12 septembre 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 194

Région du Nord : une réimplantation lente mais efficace

La ligue est complètement désorganisée par le conflit et ses cadres sont largement décimés. Il faut attendre l'année 1922 pour voir une réimplantation notable qui s'accentue particulièrement en 1925 avec la réorganisation de plusieurs sections (La Madeleine, Dunkerque, Haubourdin, Douai). Cela étant, comme le rappelle Jean Vavasseur-Desperriers, l'implantation présente toutefois des points faibles au niveau organisationnel : l'AF est peu active à Cambrai et Douai et elle apparaît tardivement à Hazebrouck.[1382]

Quoi qu'il en soit, l'AF dispose d'une visibilité certaine dans le département du Nord. Ses réunions sont largement suivies et elle dispose également de plusieurs feuilles régionales pour étayer sa propagande. Le *Nord patriote* a disparu en 1914 mais, après-guerre, les militants cherchent à diffuser *L'Echo*, bulletin de la 1ère zone, dont le rédacteur en chef est Maurice Dupont, secrétaire régional. De plus, preuve supplémentaire de la vitalité des sections du Nord, plusieurs d'entre elles ont leur propre feuille locale : *Le Fanion* à Lille ; *L'Eveil* à Lomme-Lambesart ; *Le Tocsin* à La Madeleine ; *L'Avenir de l'Escaut* à Valenciennes.[1383]

Par ailleurs, la sociologie des membres des comités directeurs des sections du Nord est bien connue grâce à la richesse des Archives départementales du Nord.

Un rapport du commissaire central de Lille sur les principaux membres de la section d'AF daté du 8 janvier 1924 nous fournit les informations suivantes :

- le comité directeur est constitué de 6 industriels, 2 négociants, 2 avocats, 1 ingénieur, 1 statuaire, 1 propriétaire, 1 lieutenant de vaisseau.
- les professions des principaux membres : 7 industriels, 4 avocats, 3 filateurs, 3 étudiants, 2 banquiers, 1 pâtissier, 1 architecte, 1 brasseur, 1 assureur, 1 agent de change, 1 ancien combattant, 1 doyen à la faculté libre de droit, 1 doyen à la faculté libre de sciences.[1384]

Un rapport du préfet du Nord sur la fondation d'une section à La Madeleine du 2 mars 1925 nous informe que le comité directeur est constitué d'un industriel comme président et d'un représentant et un architecte comme principaux membres de la section.[1385]

Un rapport du commissaire spécial au sous-préfet de Dunkerque au sujet de la nouvelle section d'AF en date du 1 août 1925 donne les professions des membres du comité :

[1382] VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.292

[1383] Voir notamment plusieurs numéros de ces feuilles locales, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/240

[1384] Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236

[1385] Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236

Président d'honneur : avocat

Président : directeur du consortium maritime franco-américain

Vice-président : épicier.[1386]

Un rapport du commissaire spécial au préfet du Nord au sujet de la section d'Haubourdin du 17 mars 1925 nous apprend que le président est un industriel et, parmi les principaux membres, sur les 4 noms cités, 3 sont des industriels.[1387]

Un rapport du commissaire de police de Douai au sous-préfet au sujet de l'inauguration de la permanence des camelots du roi daté du 14 mars 1924 nous informe que les membres du comité directeur des camelots sont un agent d'assurance et un avocat.[1388]

Un rapport du commissaire central de Valencienne au sous-préfet du 9 octobre 1922 nous donne des informations sur les membres de la section :

Paul Desorbaix, né en 1883, avocat, président de la section et président de l'association des mutilés de guerre. Parmi les membres du comité on retrouve : 2 notaires, 1 médecin, 1 garçon épicier, 1 agent technique à l'office de reconstitution industrielle, 1 employé.[1389]

Le rapport souligne également que, mis à part, M. Ottaviani, qui fait montre d'une réelle activité de propagande, tous les membres de l'AF, y compris M. Desorbaix, « tous catholiques très pratiquants, sont connus comme des personnes paisibles. » Un autre rapport du 20 octobre confirme cette impression et considère que le groupe d'AF « n'existe, à proprement parler, que nominalement et en façade. » De plus, ses membres sont jugés « respectueux de l'autorité gouvernementale et paraissent surtout mus par le souci de défendre les idées catholiques et cléricales. »[1390]

A la lecture de ces différents rapports, on comprend à quel point le milieu du patronat de l'industrie a pu jouer un rôle prépondérant dans l'implantation et le fonctionnement de la ligue en particulier après-guerre. La ligue a également réussi à recruter parmi les milieux populaires comme le prouvent encore une fois les différents rapports de police précités.

Au final, comme le souligne Jean Vavasseur-Desperriers, « malgré l'inexistence d'une base électorale, la ligue reposait sur une base militante, en partie populaire, et sur des réseaux de notables bien établis dans les milieux dirigeants. »

Parmi ces dirigeants locaux, on retrouve notamment les frères d'Halluin à la tête d'une entreprise

---

1386 Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236

1387 Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236

1388 Archives départementales du Nord, Lille, M 154/239

1389 Archives départemenales du Nord, Lille, M 154/242

1390 Rapport du sous-préfet de Valenciennes pour le préfet du Nord, 20 octobre 1922, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242

familiale. Bernard d'Halluin, né en 1895, est le président de la section de Roubaix[1391]. Edouard d'Halluin, né 1898, participe également activement à la vie de la ligue.[1392] Robert d'Halluin, enfin, né en 1887, n'assiste pas aux réunions d'AF mais lui accorde des subsides.[1393]

[1391] Rapport sur le président de la section de Roubaix, M. Bernard D'Halluin, 15 août 1922, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242

[1392] Rapport du commissaire de police de Roubaix sur Edouard d'Halluin, 30 janvier 1924, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242

[1393] Rapport du commissaire de police de Roubaix sur Robert d'Halluin, 30 janvier 1924, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/242

Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest : une réimplantation qui s'appuie toujours sur le monde des notabilités catholiques

David Bensoussan considère que « l'Action française s'appuie en Bretagne sur une mouvance royaliste d'origine aristocratique qui la dépasse largement mais au sein de laquelle elle constitue le pôle de référence indiscutable. Aussi peut-on tirer le constat a priori paradoxal d'une organisation faiblement présente sur le plan militant mais dont l'audience est très forte dans le monde catholique régional. »[1394]

Lorsqu'André Feildel prend, en 1923, la tête du secrétariat régional de la patrie Sud-Ouest de la 3ème zone, à savoir les départements de la Loire-inférieure, d'Ille et Vilaine et du Maine et Loire, il dresse un tableau assez sombre de la réalité de l'implantation de l'AF : « une section assez active à Nantes, une section fantôme à Ancenis, celle de Saint-Nazaire était quasi morte (…). En Ille et Vilaine, une section pas très influente à Rennes, une section en décomposition complète, en parfait sommeil à Saint-Malo et une section pas très active à Redon. »[1395]

L'activité de la ligue se développe toutefois avec l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches, en s'appuyant notamment sur le mécontentement des milieux catholiques quant aux projets de la majorité politique en matière religieuse. C'est en ce sens que l'on peut comprendre la parution, à partir de mai 1924 de *La Gazette de l'Ouest*, hebdomadaire régional de l'AF.

David Bensoussan a établi une cartographie détaillée de l'implantation de la ligue en 1926-1927 à partir des archives d'André Feildel. Il dénombre une section de plus de 400 militants, à Nantes. Une autre de plus de 100 militants à Rennes et diverses sections dont il est difficile de connaître la réalité numérique : Brest, Quimper, Lorient, Vannes, Saint-Nazaire, Malestroit, Redon, Morlaix, Saint-Brieuc, Dinan, Saint-Malo, Fougères, Ancenis. De même, on compte plusieurs centres de propagande comprenant vraisemblablement moins de 40 cotisants (selon la règle de Plateau) : Saint Pol de Léon, Landerneau, Douarnenez, Audierne, Concarneau, Pont-Aven, Châteaubriant, Lannion, Guingamp. Ainsi, s'il est difficile de percevoir la réalité organisationnelle effective de l'AF sur le

[1394] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*, *op. Cit.* p.103

[1395] Mémoires d'André FEILDEL, cités par REIGNIER Stéphane, « André Feildel, secrétaire régional de la IIIème zone de la Ligue d'Action française (1870-1952) », mémoire de maîtrise, UHB, 1986, p.164, cité par BENSOUSSAN David, *op. Cit.* p.104

terrain, on peut considérer entre 1500 et 2000 le nombre de ligueurs ou alliés dans la région.[1396]

Sociologiquement, en 1926, sur les 15 présidents de section, 7 sont des aristocrates avec une place importante aux militaires de carrière puisque 3 sont issus des cadres de l'armée.
Cette impression est confirmée par la liste des correspondants de la ligue en Bretagne publiée dans le quotidien à l'occasion des vacances estivales en juillet 1926. Sur les 26 noms, nous disposons des indications des professions pour 12 mais les autres sont issus de la noblesse et domiciliés dans divers châteaux du département, ce qui témoigne encore une fois de l'importance déjà évoquée de la noblesse traditionnelle dans les effectifs de l'AF en Bretagne. Pour les 12 professions citées, on comptabilise : 2 libraires, 1 ouvrier, 1 épicier, 2 pharmaciens, 4 officiers (3 commandants et 1 colonel), 1 directeur d'hôtel, 1 agent d'assurance, 1 commerçant.[1397]
Dans le département des Côtes du Nord, la composition sociologique des 370 abonnés au quotidien *L'Action française*, en 1925, est la suivante : 33 % d'aristocrates fonciers, 30 % d'ecclésiastiques, 12 % de commerçants, 8 % de professions libérales, 7 % de militaires et fonctionnaires, 5 % de cultivateurs. Ce dernier chiffre est particulièrement intéressant dans la mesure où les cultivateurs représentent la majorité de la population du département.[1398] David Bensoussan propose deux analyses pour expliquer cette sous-représentation : d'une part le peu d'intérêt des dirigeants de la ligue envers le monde paysan (argument que nous devons nuancer dans la mesure où nous avons largement évoqué la question de *L'Action française du dimanche* et les nouveautés propagandistes qui en découlent) ; d'autre part, le faible intérêt de « l'aristocratie foncière pour mener des campagnes de propagande au sein d'une paysannerie avec laquelle elle entretient des relations hiérarchiques peu propices au développement d'une sociabilité politique commune. » Ce qui différencie sans conteste ces catégories agricoles au sens large (du propriétaire au paysan) des catégories industrielles et bourgeoises déjà en partie évoquées (les patrons et ouvriers fréquentent vraisemblablement plus facilement les mêmes sections dans les villes industrielles du Nord notamment).

En revanche, « l'attraction de la doctrine maurrassienne reste prépondérante au lendemain de la guerre parmi l'aristocratie légitimiste bretonne qui voit aussi dans les aspirations décentralisatrices de l'AF l'expression de ses préoccupations régionalistes » et « l'intensité des relations entre le monde royaliste breton et l'AF donne ainsi à celle-ci un poids politique et social bien plus

[1396] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres, op. Cit.* p.105
[1397] Quotidien d'*AF* du 12 juillet 1926
[1398] Données fournies par Jacques DABOUDET à partir des archives d'Alain RAISON DU CLEUZIOU, premier président de la section de Saint-Brieuc, citées par BENSOUSSAN David, *op. Cit.* p.107

considérable que ses simples effectifs militants (…) parce qu'à travers ces milieux royalistes elle se trouve projetée au cœur de la notabilité catholique. »[1399]

Ces liens très étroits entre l'AF et le monde catholique se mesurent à plusieurs niveaux. On peut tout d'abord noter la complaisance de bon nombre d'organes de presse catholique et particulièrement du *Nouvelliste de Bretagne* à l'égard des doctrines maurrassiennes.[1400] De plus, l'AF occupe une place privilégiée parmi le clergé breton. Place acquise par son prestige doctrinal (condamnation du Sillon, nationalisme intégral pendant la guerre) mais aussi par une « action tenace et répétée de séduction auprès des clercs ». Jacques Daboudet souligne que dès sa création en 1908, la section de Saint-Brieuc se charge d'envoyer de nombreux abonnements gratuits auprès de l'évêché et des curés de paroisse. Si bien qu'en 1925, 112 prêtes sont abonnés et notamment 28 prêtres enseignants sur les 84 que compte le diocèse. De même, au grand séminaire de Nantes, les adhérents à l'Association Saint-Louis (ligue royaliste de prières affiliée à l'AF) sont, en novembre 1926, 85 sur un effectif légèrement inférieur à 200.[1401]

Au final, David Bensoussan conclut que l'influence sociologique de l'AF en Bretagne est bien supérieure à ses simples effectifs militants grâce à ses relais dans la notabilité catholique régionale et dans le clergé. « Cette situation s'explique par l'importance de la nostalgie royaliste dans ces milieux, par leur opposition plus ou moins explicite au modèle politique républicain, par leur imprégnation d'une culture politique traditionaliste et par leur volonté de préserver l'identité catholique et rurale des populations bretonnes. »[1402]

[1399] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale, op. Cit.* p.109
[1400] *Ibid* p.109-110
[1401] DABOUBET Jacques, cité par BENSOUSSAN David, *op. Cit.* p.111
[1402] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale, op. Cit.* p.113

Région de l'Est : une réimplantation basée sur l'idée nationaliste

Un rapport de la Sûreté générale de décembre 1924 fournit des informations importantes quant à l'organisation de la section lorraine d'AF.[1403] Le but poursuivi évoqué dans ce rapport est particulièrement intéressant car il n'y a aucune référence au rétablissement de la monarchie : « Imposer aux alliés le respect des droits de la France, la laisser librement assurer sa défense et mettre l'Allemagne vaincue hors d'état de l'envahir – Faire payer l'Allemagne vaincue et rendre gorge aux mercantis, réduire les folles dépenses de l'État que dévorent les parasites, accorder aux combattants les avantages justes dont ils sont privés depuis longtemps, éviter les économies ruineuses qui, en affaiblissant l'armée, l'invasion, la marine mettraient la France à la merci de l'invasion – Affranchir la France des financiers dont la fortune est faite de la ruine du peuple, de ceux notamment qui s'opposent à l'assainissement de notre monnaie, seul moyen de ramener le prix de la vie à un taux normal – Mettre un terme aux nouveaux impôts, qui, de plus en plus, accablent les contribuables. »

Le rapport fait état d'environ 150 membres ayant « une assez grande influence dans les partis de droite ». Un autre rapport signale 180 membres, camelots compris.[1404] Une sous-section fonctionne régulièrement à Lunéville mais reste « de peu d'importance ».[1405]

Les archives départementales de Meurthe et Moselle nous permettent d'avoir des informations sur les profils socio-professionnels des principaux membres de la section lorraine :

- Pierre Xardel, né en 1887, avocat à la cour, demeurant à Malzeville.
- Pierre Arthuys, né en 1892, ingénieur, demeurant à Nancy. Président du groupe lorrain des étudiants d'AF.
- Pierre Riethmuller, né en 1866, employé de commerce, demeurant à Nancy. Secrétaire-trésorier de la section lorraine d'AF.
- Charles-Paul de Faultrier, né en 1887, rentier. Fondateur de la section lorraine d'AF.
- Jean Terreaux, né en 1890, avocat.
- Vicomte du Fou, né en 1867, rentier. Président du groupe lorrain d'AF.
- Maurice Cochinaire, né en 1896, sculpteur-marbrier.

[1403] Rapport de la Sûreté générale, 16 décembre 1924, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[1404] Notice de renseignements sur la ligue d'AF, 1924, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[1405] Notice de renseignements sur la sous-section de Lunéville, 1924, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

- Paul-Charles Henriet, né en 1864, industriel. Président de la sous-section de Lunéville
- Jules-Henri Dargent, né en 1869, chef d'équipe de manœuvres à l'usine Diétrich. Secrétaire de la sous-section de Lunéville.
- Georges Dominique, né en 1903, ébéniste. Trésorier de la sous-section de Lunéville.
- René Oriot, né en 1888, gérant de l'hôtel des Vosges à Lunéville.[1406]

Il est encore une fois intéressant de souligner que les profils socio-professionnels sont variés. Il ne semble pas y avoir de prédominance d'une catégorie sociale sur une autre. De même, on constate que sur les 11 membres cités, 5 ont une trentaine d'années ; 4 la quarantaine et 2 la vingtaine.

[1406] Diverses notices de renseignement de la sûreté générale sur les ligueurs de la section lorraine, 1924, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

Région du Sud-Ouest : une réimplantation réussie

Comme le rappelle Marc Agostino, si, pendant la guerre, des actions de propagande sont attestées en Charente, « la traduction du nationalisme en patriotisme/catholicisme a cependant vite connu des limites en particulier à Bordeaux. » De même, dans les Landes, le mouvement ne perce pas réellement. Il dispose néanmoins, en 1921, du soutien de la *Semaine religieuse* et de la bienveillance de l'évêque. Le journal l'*Avant-garde* défend également les thèses de l'AF jusqu'à sa disparition en 1924. La *Nouvelle Chalosse* est proche du mouvement mais l'indifférence religieuse de la « Grande Lande » engendre des difficultés constantes et une périodicité de plus en plus espacée. Dans le Lot-et-Garonne, malgré l'existence du *Paysan de la Garonne*, l'AF n'influence pas vraiment les masses. En Dordogne, elle s'appuie sur un réseau de châtelains et sur plusieurs petits groupes dont celui de Bergerac. De plus, le clergé est assez proche du mouvement et l'évêque, jusqu'en 1921, soutient la ligue. En Charente, l'AF recrute parmi les négociants, les artisans mais n'a que peu d'influence malgré l'activité du banquier responsable du mouvement.
En revanche, en Charente inférieure, en Haute-Saintonge et dans la zone La Rochelle/Rochefort, l'évolution est assez nette. En particulier dans la zone La Rochelle/Rochefort où des « militants peu nombreux et actifs – artisans, commerçants, médecins – donnent un visage neuf au mouvement. »[1407]

Nous avons déjà évoqué l'échec cuisant rencontré par l'AF lors des élections de 1919 en Gironde. Cette réalité est à mettre en parallèle, comme le note Marc Agostino, avec les ambiguïtés inhérentes à la relation entre l'AF et le catholicisme, nous y reviendrons largement. En effet, les suffrages des catholiques portent, dans le département, sur la liste du Bloc national où figurent, avec l'accord du cardinal Andrieu, Georges Mandel, André Ballande et l'industriel Paul Glotin.
Cela étant, l'AF démontre tout de même une véritable vitalité dans les années d'après-guerre notamment grâce à Paul Courcoural, secrétaire régional et à Nel Ariès, sculpteur, converti à l'AF par Maxime Real del Sarte. Dès 1919, les groupes des étudiants et des lycéens et collégiens d'AF reprennent leurs activités.[1408]
En 1921, la section étend son influence jusqu'à Arcachon où se trouve alors une section d'une quinzaine de membres dont le secrétaire est un agent d'assurance. Les principaux membres sont

[1407] AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.283-284
[1408] Divers rapports de police sur les réunions de ces groupes, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

quant à eux : un rentier, un entrepreneur architecte et un chef de bureau de la Société générale. A Gujan-Mestras, un centre de propagande fonctionne sous la présidence d'un comptable et compte 7 membres : 2 marins, 1 marchand de poisson, 1 chauffeur, 1 cultivateur et un employé à l'usine de wagonnage. Le rapport de police souligne toutefois que « la propagande de la ligue ne semble pas avoir aucune chance de succès dans cette région où les habitants font peu de politique active et se préoccupent surtout de leurs intérêts personnels. »[1409]

Malgré tout, l'AF est en mesure de réunir, dès janvier 1922, un congrès régional regroupant 1200 personnes parmi lesquelles, « en partie sensiblement égales : bourgeois, rentiers ou propriétaires ; commerçants ; étudiants. 3/5 hommes, 2/5 femmes. Que 2 ecclésiastiques et quelques grands seigneurs. »[1410]

En 1925, Nel Ariès fonde *La Nouvelle Guyenne* qui, forte de 4000 exemplaires et 2000 abonnés, est largement répandue à Bordeaux chez les dentistes, médecins, hôtels, coiffeurs. L'AF rencontre également un succès croissant dans le monde catholique notamment après l'élection du Cartel qui favorise les adhésions à l'AF. D'une manière générale, si les chrétiens sociaux restent nombreux, il n'en demeure pas moins qu'une bonne partie du clergé s'intéresse à l'AF.

En septembre 1926, Marc Agostino donne le chiffre de 8000 adhérents en Gironde dont 100 étudiants.[1411]

De même, comme le souligne Patrick Brunot, après-guerre, « les sections béarnaises deviennent plus importantes et intensifient leur action politique tandis que les sections basques accroissent leur influence. »[1412] La section de Bayonne-Biarritz se scinde et chaque section a sa propre structure. La presse régionale est assez active. En 1924, un journal hebdomadaire paraît à Saint-Jean de Luz en accord avec l'*AF du dimanche.* Son nom est *Argia* (qui signifie lumière en basque). Il paraît du 16 mars 1924 au 22 mars 1931. Il comporte trois pages imprimées à Paris et une page imprimée à Saint-Jean de Luz destinée aux informations locales.

Par ailleurs, plusieurs autres journaux ont toujours une réelle vitalité : *Le Courrier de Bayonne*, *Le Patriote*, *L'Indépendant.* En revanche, *Le Mémorial des Pyrénées*, doyen de la presse départementale, végète pendant plusieurs années puis cesse de paraître en 1925.[1413]

En 1922, le commissaire de police de Pau estime que « le groupement royaliste de Pau compte

---

[1409] Rapport du commissaire spécial d'Arcachon au préfet de la Gironde, 22 novembre 1921, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[1410] Rapport de police du 29 janvier 1922, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[1411] AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.284-285

[1412] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses-Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.* p.76

[1413] *Ibid* p.79-83

environ 350 membres et ajoute-t-il, la grande majorité est composée de jeunes gens. »

Les présidents successifs de la section de Bayonne sont :

Jean Laxague, avocat

Emmanuel Carrière, médecin-inspecteur de la marine en retraite

Jacques Carostarzu, industriel

Félix Violi, pharmacien

Léon Despons, antiquaire

Les présidents successifs de la section de Biarritz sont :

Augustin Lacombe, rentier

M. de Laborie, industriel

Le président de la section de Saint-Jean de Luz est Elie de Sèze, avocat ayant d'abord appartenu au barreau de Bordeaux puis à celui de Bayonne

Le président de la section de Mauléon-Soule est M. Gorre, industriel.

Le président du centre de propagande d'Hasparren est Emile Bellecare, médecin.

Le président de la section de Pau est le docteur Larrieu, chirurgien.

Par ailleurs, de 1920 à 1925, « les réunions d'Action française jouissent d'un large auditoire de religieux. »[1414] Patrick Brunot souligne que « l'Action française intéresse une très grande partie du clergé et des notables. Ils sont à l'AF de sentiment et de lecture journalistique, car ils ignorent les livres philosophiques de Maurras tels qu'*Anthinea* ou le *Chemin du Paradis*, la plupart d'entre eux n'est agrégée à aucune organisation. Ils lisent pratiquement tous le journal *L'Action française. »*[1415] Ces remarques renvoient à la problématique de la distinction entre lecteur et militant d'AF déjà rapidement évoquée.

Ainsi, les religieux participent à l'entreprise d'AF par la lecture du quotidien mais pas uniquement. Patrick Brunot cite l'exemple de l'abbé Mathieu, futur évêque de Dax qui fait, de 1920 à 1925, un cours d'économie politique au grand séminaire de Bayonne. Ce cours est inspiré par Charles Gide mais aussi par les écrits de Georges Valois. De plus, devenu directeur du Grand séminaire en 1923, l'abbé Mathieu prend l'habitude d'offrir à ses élèves des abonnements gratuits à l'AF.[1416]

Ainsi, les rapports entre l'AF et le monde catholique paraissent au beau fixe dans la première moitié des années 1920. Nous reviendrons d'ailleurs sur la défense active des catholiques menée par l'AF après l'élection du Cartel des gauches en 1924.

[1414] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses-Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.* p.84

[1415] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses-Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.* p.92

[1416] *Ibid* p.92

Région de Lyon : une réimplantation réelle mais des difficultés territoriale et sociologique

Lyon est l'une des principales sections provinciales de la ligue. Elle est la section la plus citée dans le quotidien dans les années d'après-guerre. Ainsi, comme le souligne Henri Hours, « à première vue, Lyon pouvait apparaître comme une place forte de l'Action française. Organisation abondante et charpentée, munie d'un permanent appointé ; équipe de conférenciers rayonnant de Lyon à Mâcon, Roanne, Saint Etienne, Valence et même Montélimar ; local où se succédaient incessamment réunions et permanences ; vingt équipes de camelots et commissaires se retrouvant chaque mois ; cercles et associations encadrant militants et sympathisants jusqu'en des activités les moins politiques (conférences littéraires et historiques ouvertes à un large public) ; enfin, un hebdomadaire bien vivant, *La République lyonnaise*, dont le titre exprimait l'orientation régionaliste de stricte observance maurrassienne. » En fait, « à y regarder de plus près, la force réelle du mouvement se révèle moins impressionnante, notamment par son faible poids social, en un temps où les notables avaient encore de l'importance. »[1417] En effet, après avoir dressé la liste des noms cités à des titres divers dans *La République lyonnaise* (auteurs, listes de souscription, présences aux fêtes et manifestations, etc.), Henri Hours s'aperçoit du très petit nombre de familles connues de la bourgeoisie lyonnaise malgré la participation active de quelques personnalités isolées telles que Henri et Pierre de La Perrière. Cela étant, il convient de souligner qu'au-delà des maurrassiens convaincus, l'AF bénéficie également « d'une sympathie largement diffuse » et qu' « en cette nébuleuse, se (trouvent) tous les degrés de relations à l'Action française, depuis l'adhésion consciente et active jusqu'à l'indifférence polie en passant par la sympathie. »[1418]

Henri Hours explique la faible représentation des catégories bourgeoises au sein de l'AF à Lyon par un certain dédain lié à la présence parmi les militants actifs d'une majorité de personnes aux origines sociales modestes. Ainsi, la « société » lyonnaise, si elle paraît réellement intéressée par les doctrines de l'AF, n'est pas vraiment engagée au sens militant du terme.

De plus, contrairement aux situations bretonnes ou bordelaises, l'AF n'a jamais véritablement rallié la bourgeoisie catholique de la ville. La tradition catholique libérale et républicaine est enracinée depuis longtemps à Lyon. De plus, le catholicisme social y est en progression dans la première moitié des années 1920. D'ailleurs, en 1926, l'AF n'a plus la prédominance absolue chez les étudiants catholiques.

[1417] HOURS Henri, « La condamnation de l'Action française vue de Lyon », *Bulletin Charles Maurras*, n°26, avril-juin 2005, pp.3-13, p.3

[1418] *Ibid* p.4

Le diocèse de Besançon est assez éloigné géographiquement de la ville de Lyon mais il appartient tout de même à sa région d'AF. Il est donc intéressant d'étudier la réalité de l'implantation sociologique de la ligue dans ce territoire agricole. André Grenier propose une analyse très fine des adhérents et des lecteurs de l'AF dans les années 1920.

Au 1er septembre 1924, la section de Haute-Saône et du Territoire de Belfort est constituée de 333 ligueurs. Au 1er septembre 1925, elle en compte 529 et nous disposons de renseignements sociologiques sur les 196 nouveaux membres de l'AF :

- Agriculteurs : 104
- Industrie : 3 patrons, 22 ouvriers et 9 employés
- Commerce : 16 patrons, 4 ouvriers et 12 employés
- Propriétaire : 6
- Profession libérale : 5
- Divers : 15[1419]

Ainsi, l'AF parvient à recruter largement dans le monde agricole, ce qui constitue sans conteste une nouveauté sociologique. Cela étant, dans la mesure où il s'agit de deux départements essentiellement agricoles, cette conclusion ne saurait être systématisée. D'ailleurs, en Bretagne, région également agricole, l'AF ne semble pas convaincre ces milieux comme l'a souligné David Bensoussan.

Dans les départements de Haute-Saône et du Territoire de Belfort, les défections sont insignifiantes : 8 entre 1924 et 1925. Dans le département du Doubs, on assiste en plus à une augmentation importante du nombre des ligueurs : de 180 à 800. Ces chiffres bien que partisans semblent réalistes eu égard à la très forte activité de propagande de Marguerite de Velna déjà évoquée.[1420]

En Haute-Loire, en revanche, l'AF ne se réimplante que difficilement après-guerre. Nous avons déjà souligné, après Auguste Rivet que l'implantation n'est pas très dense dans le département avant 1914. Il en est de même après-guerre. De 1919 à 1939, les seules manifestations publiques sont deux conférences de Bernard de Vésins au Puy et à Yssingeaux. Il y a toutefois des conférences d'études assez régulières. De plus, « Malzieu[1421] et quelques autres animent et inspirent des initiatives religieuses, politiques, sociales dans lesquelles ils sont assistés de non-royalistes et même de républicains affichés. » Après 1919, lui-même et ses amis occupent des postes clés dans les œuvres catholiques : « la présidente du comité féminin du Jubilé de 1921 est la comtesse de

[1419] GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.439-440
[1420] *Ibid* p.442
[1421] Joseph Malzieu, principale figure d'AF en Haute-Loire dès 1906, voir Partie 1.

Polignac, femme du président des comités royalistes de Haute-Loire ; Joseph Merle est secrétaire de la section gymnique des Œuvres ; Gautheron, président des « Hommes chrétiens du Collège », Malzieu, Malaval, Vissaguet, viennent fréquemment parmi les jeunes gens des Cercles catholiques. Malzieu est à la tête de l'Union des hommes catholiques dans la grande campagne de 1925-1926. Quand l'Evêque constitue, en 1922, « l'office du contentieux des œuvres catholiques », sur six membres laïcs, quatre sont d'Action française. »[1422]

En Haute-Loire, l'AF peut également compter sur le soutien de deux publications locales à savoir *L'Avenir de la Haute-Loire* et *La Gazette d'Yssingeaux*.[1423] Cette presse reproduit notamment des articles de l'*AF* quotidienne et de ses leadeurs en particulier Jacques Bainville.

[1422] RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire (1906-1945) », *op. Cit.* p.165

[1423] En 1926, Auguste Rivet s'interroge sur la possibilité de retenir le chiffre d'un électeur sur cinq atteint par la presse sympathisante d'AF.

Région du Midi : une réimplantation permise par l'impulsion d'hommes nouveaux

Comme le souligne Gérard Gaudin, la Grande Guerre décime les sections provençales d'AF : 46 morts à Marseille, 9 à Aix en Provence, 14 à Maillane, 13 à Saint Rémy de Provence. Cela étant, « les années 1919-1922 voient une « réaction » du mouvement sous l'impulsion de quelques hommes nouveaux »[1424] notamment Louis Dromard[1425], le docteur Gilles[1426] et le docteur Roubion[1427]. Ils sont rejoints, en avril 1920, par un avocat de 36 ans, Marcel Viel, « survivant des orateurs nîmois d'avant-guerre ». La réorganisation des camelots et commissaires est quant à elle confiée à Jules Servent, un employé de Marseille.

Les dames et les jeunes filles royalistes se réorganisent également progressivement dans les années d'après-guerre sous l'impulsion de Marguerite de Ribbe, nommée déléguée régionale en 1919.

A partir de 1924, la section de Marseille lance un bulletin mensuel intitulée l'*Ordre marseillais* paraissant sur 4 pages avec pour gérant Dromard et pour rédacteur Henri Lavalade. En 1925, le bulletin élargit son champ d'action et devient l'*Ordre provençal*. Il tire à un millier d'exemplaires et vit grâce à la générosité des amis de l'AF.

En 1922, le rapport de Brunel au congrès d'AF évoque au moins 40 ligueurs à Cavaillon sous l'égide de Charles Fraisse, commandant dans la réserve et confiseur dans le civil. Apt et le Lubéron sont animés par Jean Barruol. A Avignon, on dénombre 75 ligueurs et un groupe actif de camelots et étudiants confiés à Henri Lavalade, cheminot et Xavier Larue, journaliste. A Arles, la section se reconstruit grâce à l'avocat M. Doutreleau. A Saint-Rémy, on compte 50 ligueurs sous la présidence du marquis de Lagoy. A Nice, la section se développe grâce à Georges Sauvan, propriétaire terrien et à Prosper Capdevielle, avocat avec l'appui du comte d'Estienne d'Orves. La section de Toulon se réorganise à partir de 1923 sous l'impulsion d'Antoine Richard, rentier et du capitaine de frégate en retraite Félix Ollivier. A Draguignan, Brignoles et Hyères, des ligueurs se regroupent autour du baron de Rasque de Laval, du colonel des Portes de la Fosse et du comte de David-Beauregard.[1428]

Au final, au début de 1927, on dénombre 22 sections en Provence dont trois (Avignon, Toulon et

---

[1424] GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.261

[1425] Né en 1878, fils d'un monteur de boîtes de montre, très catholique. Il sort de Saint-Cyr en 1900 mais démissionne dès 1903 pour des raisons personnelles. Il descend ensuite dans le Sud et devient courtier en graines oléagineuses à Marseille.

[1426] Né en 1860 à Marseille

[1427] Né en 1873 à Aups dans le Var

[1428] GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.262-263

Nice) dépassent les 100 adhérents et la section de Marseille atteint les 600 militants.[1429]

Dans l'Hérault, la ligue est également très bien implantée. Philippe Secondy, estime, en 1928, que 46 sections sont opérationnelles.[1430] Roland Andréani évoque particulièrement le dynamisme de trois arrondissements : Nîmes-Uzès, Le Vigan et Alès grâce à l'activité des camelots du roi.[1431]
L'Eclair de Montpellier reste toujours « la principale courroie de transmission du maurrassisme en Languedoc et en Provence ». Par ailleurs, d'autres hebdomadaires complètent « l'appareil de propagande » : *Le Midi royaliste ; La Gazette du Languedoc ; La Gazette de l'Hérault ; Le Midi nouveau.*[1432]

[1429] *Ibid* p.264
[1430] SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.273
[1431] ANDREANI Roland, « Milieux catholiques d'Action française et Camelots du roi dans le Gard avant 1914 », *Actes du 96ème congrès national des sociétés savantes*, Toulouse, 1971 « France du Nord et France du Midi », Histoire moderne et contemporaine, Tome 1, Paris, BNF, 1976, p.255-265
[1432] SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.274

Algérie : l'importance des personnalités locales

Pierre Gourinard a étudié précisément l'implantation de l'AF en Algérie au lendemain de la Grande Guerre, ce qui nous permet d'avoir de précieuses informations complétées et vérifiées par la lecture du quotidien qui publie régulièrement des convocations et des comptes rendus de diverses réunions en Algérie en particulier à partir de 1922.
Notons toutefois que l'AF est déjà présente en Algérie avant la Grande Guerre. En effet, la liste des camelots par département de 1912 fournit des noms pour les villes d'Alger, Oran et Constantine.[1433]

Comme le souligne Pierre Gourinard, « au lendemain de la première guerre mondiale, l'Action française naît dans un milieu peu politique, où les clientèles importent beaucoup plus que la fidélité aux doctrines. »[1434] En effet, le royalisme ne peut s'appuyer sur aucune implantation préalable si ce n'est quelques familles fidèles au légitimisme. Très rares sont les maurrassiens d'avant 1914 si ce n'est le docteur Plantier à Blida et Louis Comte à Sidi-Bel-Abès.[1435]
En revanche, comme partout ailleurs, le mouvement d'AF se constitue grâce à quelques personnalités actives comme Paul Sicard en Oranie[1436] (futur secrétaire général de la région d'Algérie), Me Maurice Roure[1437] dans l'Algérois et, un peu plus tard, le docteur Guillaume dans le Constantinois.
Les premiers groupements apparaissent en Oranie puis, en 1920, Maurice Roure fonde un groupe à Blida et se met en rapport avec Alger.
Le rôle de Paul Sicard apparaît incontestable dans la réussite de l'implantation de l'AF. Il est à la fois introduit dans les milieux agricoles et dans ceux des anciens combattants et il fait preuve, tout comme Maurice Roure, de réelles qualités d'organisateurs. Nous verrons que les groupes d'AF d'Algérie continuent leur développement dans les années 1930 notamment par l'intermédiaire de diverses publications nouvelles.

Les ligueurs d'AF appartiennent à différentes catégories sociales. « Si la grande colonisation est peu représentée, les agriculteurs moyens sont plus nombreux. » Par ailleurs, « à Alger, les représentants

[1433] Dossier « Liste des camelots établie par département 1912 », Archives nationales, Paris, F7 14 783
[1434] GOURINARD Pierre, « L'Action française en Algérie (1918-1942) », dans les Actes du 4ème colloque Maurras, « Connaissance et tradition dans la pensée maurrassienne », Aix en Provence, Institut d'Etudes politiques, 29, 30, 31 mars 1974, pp.67-75, p.67
[1435] Louis Comte appartient à la section d'Alès dès 1908. Il s'établit en Algérie après la guerre pour raisons professionnelles.
[1436] Paul Sicard, officier de marine, il quitte le service pour s'installer en Algérie afin de gérer les propriétés de son épouse.
[1437] Maurice Roure a découvert l'AF pendant la guerre et a notamment rencontré à Montpellier Arnavielle.

et employés sont nombreux. Il existe une base populaire, quelques ouvriers, mais la moyenne bourgeoisie domine. Les professions libérales sont nombreuses. Avocats et médecins côtoient quelques membres de l'enseignement ».[1438]

Cela étant, une note des RG du 17 juin 1926, explique qu'un président d'une section algérienne de passage à Paris se plaint rue de Rome des difficultés « à faire comprendre aux indigènes les doctrines du parti royaliste. » De plus, il évoque l'action de la Ligue des Droits de l'homme qui entrave la propagande de l'AF.[1439]

[1438] GOURINARD Pierre, « L'Action française en Algérie (1918-1942) », *op. Cit.*p.68
[1439] Note des RG, 17 juin 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

Alsace-Moselle : une réelle prise en compte des potentialités d'implantation dans les départements retrouvés

Nous avons eu l'occasion d'évoquer la gestion de l'affaire de Saverne par l'AF et remarqué que cette dernière n'a pas eu de retentissement militant à Paris comme les provinces. Effectivement, si l'opinion publique se satisfait largement du retour de l'Alsace et de la Moselle dans le territoire national, elle n'en demeure pas moins très ignorante de la réalité de la situation dans ces provinces retrouvées.

En revanche, l'AF prend rapidement la mesure des potentialités offertes par ces départements et l'instabilité qui y règne. Dès 1920, Maurice Pujo publie *Problèmes d'Alsace et de Lorraine* qui se fonde sur une enquête extrêmement complète. François-G Deyfus souligne que « mieux que tous les autres partis nationaux, l'Action française pouvait comprendre le problème alsacien, car la réintégration de l'Alsace posait un certain nombre de problèmes, en particulier le problème régional auquel seule l'Action française avait véritablement et sérieusement réfléchi. »[1440]

Que propose l'AF face aux problèmes du réajustement de l'Alsace-Moselle à la France ? Pujo souligne dans son étude qu'on « a cru qu'il serait possible d'apporter tel quel à l'Alsace et à la Lorraine notre régime actuel, cela n'est pas possible. Aussi, laissons-lui sa religion, sa langue maternelle, son école confessionnelle. Effaçons les différences de traitements entre les fonctionnaires indigènes et ceux de l'intérieur. En fait, ce ne sont pas des fonctionnaires dont l'Alsace-Lorraine a besoin, ce sont des soldats. Ils y représentent la France et l'ordre. Un pouvoir fort, de préférence militaire, exerçant les droits définis de l'État, mais s'en tenant à ce domaine. »[1441]

Ces prises de position de l'AF face au problème de la législation et de l'école en Alsace sont largement reprises par les parlementaires du Bas-Rhin. L'AF, elle-même, imprime une partie de sa propagande en langue allemande ; elle organise également des tournées de conférences dans les deux langues. Par ailleurs, la ligue se structure progressivement et des sections apparaissent en Alsace et en Moselle. Pour faciliter la compréhension de la situation, nous choisissons de distinguer l'Alsace et la Moselle qui ont chacun un centre de gravité propre à savoir respectivement Strasbourg et Metz.

[1440] DREYFUS François-G, « L'Action française en Alsace », Actes du 3ème colloque Maurras, IEP Aix en Provence, 4, 5, 6 avril 1972, pp.55-68, p.55

[1441] *Ibid* p.58

Moselle

En Moselle, la ligue est présente dès le début des années 1920, toutefois des luttes internes compliquent sa bonne implantation jusqu'en 1925. D'ailleurs, on ne retrouve pas de mention de l'AF dans les rapports mensuels des commissaires spéciaux de Metz, Thionville ou Château-Salins en 1920 et 1921. C'est bien l'agitation communiste qui est au centre des attentions.[1442]

Un rapport de police d'octobre 1925 souligne le regain de vitalité de la section messine d'AF depuis quelques semaines après une année de calme relatif. En effet, après la venue de Léon Daudet en octobre 1924, des dissensions sont apparues au sein du comité directeur en raison de l'attitude de son président Marmier. L'instituteur Junique succède à Marmier mais se retire également après avoir, semble-t-il dilapidé des dizaines de milliers de francs. « Depuis lors, délaissé par le comité central de Paris et sans directives, l'activité de la section de Metz était des plus réduites. Certains militants, comme Cabanes fils, Arnould etc.… ont continué néanmoins la propagande pour le recrutement de nouveaux adhérents. » Ce n'est qu'en octobre 1925 que le mouvement se réorganise réellement : des sections et des sous-sections sont constituées dans les principaux centres et localités : Boulay, Saint-Avold, Thionville, Hayange, Hagondange (une centaine de ligueurs), Château-Salins, Forbach.[1443]

Il est encore une fois intéressant de remarquer à quel point l'AF dépend de ses dirigeants : une mésentente à la tête d'une section peut entraîner plusieurs mois de baisse d'activités propagandistes.

Un rapport de police de 1926 fait état d'une activité de l'AF de plus en plus intense : « La propagande tenue qui s'étend sur tout le département, recrute journellement de nouveaux adhérents. » Le nombre des camelots du roi pour l'agglomération messine s'élève à 580, groupés en 20 équipes avec à la tête de chacune un chef. Les ligueurs et alliés d'AF pour la même zone sont plus de 3000.[1444]

En décembre 1926, l'activité est également intense dans l'arrondissement de Sarreguemines et un rapport du commissaire spécial nous apprend que la propagande est couronnée de succès car, depuis le mois d'août, l'AF a doublé ses militants dans l'arrondissement passant de 150 à 300.[1445]

[1442] Rapports mensuels ou bi-mensuels de commissaires spéciaux : Château-Salins (avril et août 1920), Thionville (juillet 1921), Metz (février 1920, septembre 1921), Archives départementales de Moselle, Metz, 301 M 54

[1443] Rapport du commissaire central sur l'activité de la ligue d'AF, 26 octobre 1925, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

[1444] Rapport du commissaire spécial Wagner sur l'AF à Metz, 23 juin 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

[1445] Rapport du commissaire spécial de Sarreguemines au directeur des services généraux de police d'Alsace et de

Les archives départementales nous fournissent également des renseignements précieux sur la sociologie des militants d'AF dans le département.

Lors d'un affichage d'AF à Metz, en janvier 1926, on apprend que les camelots sont : 1 ajusteur, 1 comptable, 1 employé de bureau, 1 représentant et 1 sans profession. Preuve encore une fois, d'un recrutement populaire des camelots du roi.[1446]

Un autre rapport du commissaire spécial de Thionville du 27 décembre 1926, nous informe que la sous-section d'Hettange-Grande comporte une quinzaine de membres : 4 employés, 2 facteurs, 1 rentier, 2 cultivateurs, 1 receveur des PTT, 2 cafetiers.[1447]

Dans un rapport de police daté du 10 mars 1925, on apprend que les sections de Thionville, Hayange et Moyeuvre sont principalement alimentées par des ligueurs travaillant au sein des entreprises de Wendel.[1448] Toutefois, la sous-section de Thionville est présidée par M. Tobias, horloger, mais, « le cerveau de cette organisation est M.Kappes, professeur d'histoire au collège avec comme collaboratrice sa femme. »[1449]

Nous disposons également de diverses notices de renseignements des militants de Metz :

- Georges Laugel, président de la section de Metz d'AF : Né en 1898, adjoint au directeur de l'office supérieur des assurances sociales de Moselle.[1450]
- Jean Gillet, membre de la section de Metz : Né en 1884 à Puttelange, il est employé comme rédacteur à la préfecture de Metz depuis l'armistice. Il adhère à l'AF mais, le rapport n'est pas en mesure d'affirmer qu'il assiste aux réunions.[1451]
- Charles Collignon, membre de la section de Metz : Né en 1890 en Moselle. Après avoir travaillé successivement comme agent d'assurance, valet de chambre puis employé dans une droguette, il fait depuis 1 an, la représentation pour une fabrique de brosses. Il est connu et populaire à Metz pour ses multiples interpellations notamment lors des réunions électorales de 1924.[1452]
- Gaston Lecat, membre de la section d'AF de Metz : Né en 1870 dans la Marne. A son arrivée à

Lorraine du 20 décembre 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

1446 Procès verbal de la ville de Metz, 9 janvier 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

1447 Rapport du commissaire spécial de Thionville au directeur des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine du 27 décembre 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

1448 Rapport du commissaire spécial au directeur des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine, 10 mars 1925, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

1449 Rapport du commissaire spécial de Thionville au sous-préfet, 2 novembre 1924, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

1450 Notice de renseignements sur Georges Laugel, président de la section de Metz d'AF, 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

1451 Notice de renseignements sur Jean Gillet, membre de la section de Metz d'AF, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

1452 Notice de renseignements sur Charles Collignon, membre de la section de Metz d'AF, 28 octobre 1924, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

Metz, il a installé une école qui donne des cours de dactylographie, de sténographie et de comptabilité. Il est lui-même comptable assermenté et travaille dans différentes entreprises. « Il est bien noté dans les milieux bourgeois ». Il prend régulièrement la parole dans les réunions d'AF et dans celles des adversaires.[1453]

- Victor Sacksteder, membre de la section d'AF de Metz : Né en 1875 à Metz. Il est à la tête d'un commerce d'ornements religieux aux affaires assez fluctuantes. Il est l'un des fondateurs de la section d'AF de Metz et assiste aux réunions depuis leurs origines.[1454]

Au final, on constate que l'AF a réussi à s'implanter de manière assez satisfaisante en Moselle même s'il ne faut pas surestimer la réalité de son influence sur l'opinion publique.

Alsace

Un rapport de police daté du 14 avril 1919 stipule que l'AF « se livre actuellement à une propagande politico-religieuse en Basse-Alsace. (…) Les desservants des communes ont déjà reçu des tracts par lesquels ils sont invités à se réunir et à se concerter pour la défense de leurs intérêts, défense pour laquelle l'Action française se donne comme spécialement qualifiée. »[1455]

La section de Strasbourg est fondée en avril 1920 par le comte de Chaumont-Quitry. La même année, il fonde un cercle amical de camelots du roi dont le secrétaire est Edmond Cauchois, inspecteur général à la direction de la banque d'Alsace et de Lorraine.

Le comte de Chaumont-Quitry est nommé, en 1922, directeur à la société générale alsacienne de la banque à Mayence. On affirme d'ailleurs « que le comité directeur de l'Action française, aurait provoqué la nomination à Mayence, du comte de Chaumont-Quitry, pour permettre à ce dernier, qui est officier de réserve, de faire une propagande royaliste discrète auprès des officiers de l'armée du Rhin. »

Il est remplacé à la présidence de la section de Strasbourg par Marcel Valot, ingénieur.

La propagande d'AF se renforce après les élections législatives de 1924 et Valot organise un groupe de jeunes d'AF sous la présidence de Pierre Vitry. Dans le Haut-Rhin, Fernand Faure, antiquaire, se

[1453] Notice de renseignements sur Gaston Lecat, membre de la section de Metz d'AF, 28 octobre 1924, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

[1454] Notice de renseignements sur Victor Sacksteder, membre de la section de Metz d'AF, 28 octobre 1924, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

[1455] Rapport du commissaire spécial directeur des services de police au commissaire de la République à Strasbourg, 14 avril 1919, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

livre à une active propagande en particulier à Colmar et Sélestat.[1456]

En Alsace, l'AF joue un rôle important dans la lutte contre les autonomistes. Albert Marty considère, par exemple, que le Cartel des Gauches a cherché à profiter des autonomistes pour introduire les lois laïques en Alsace.[1457]
Les ligueurs et camelots agissent alors sur le terrain contre les autonomistes. Michel Kremmper parle de véritable machination organisée par les préfets, autorisant les manifestations autonomistes puis laissant les camelots les disperser « sous le regard passif de la gendarmerie à cheval ».[1458]
L'AF cherche également à contrecarrer leur propagande en éditant un *Almanach de l'Action française* en dialecte et en allemand, en multipliant les réunions et conférences et en travaillant activement à la fondation de nouvelles sections.

Un rapport de police de septembre 1925 fait état de 160 ligueurs et 75 étudiants à Strasbourg alors que le département de l'Alsace en regroupe près de 1500 (dames et jeunes filles comprises). Les sections d'AF les plus importantes se trouvent alors dans le Haut-Rhin.
M. Denisane est désigné comme le principal organisateur de l'AF dans la région en tant que secrétaire régional. Il est secondé par M. Armbruster, rédacteur au *National d'Alsace ;* par M. Gerber, employé des PTT, trésorier de la section de Strasbourg et par M.Eschbach secrétaire de la même section.[1459]
Le président de la section de Strasbourg est Jean de Seyne, né en 1894, ingénieur aux usines de construction mécanique de Graffenstaden. Il est décrit comme « très réservé » et ne se livrant « à aucune propagande auprès du personnel et de ses collègues. » Il est en fait désigné par M. Denisane pour devenir président de la section de Strasbourg.[1460]
Un groupe de jeunes filles royalistes, composé d'une quarantaine de membres, recrutées parmi les étudiantes de l'Université de Strasbourg, les employées des PTT et les employées de banque, fonctionne régulièrement avec à sa tête Mlle Acker, rentière.[1461]

[1456] Rapport du commissaire spécial au préfet du Bas-Rhin, 15 décembre 1924, Archives départementalesdu Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862
[1457] MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.302
[1458] KREMMPER Michel, *Aux sources de l'autonomisme alsacien mosellan 1871-1945*, Ed. Yoran, Fouesnant, 2015, p.119
[1459] Rapport du commissaire spécial au préfet du Bas-Rhin, 9 septembre 1925, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862
[1460] Rapport du commissaire spécial au préfet du Bas-Rhin sur Jean de Seyne, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862
[1461] Rapport du commissaire spécial au préfet du Bas-Rhin, 21 août 1925, Archives départementales du Bas Rhin, Strasbourg, 121 AL 862

En février 1926, une grande réunion d'AF a lieu à Mulhouse et le rapport de police fait état d'environ 1500 personnes parmi lesquelles « des industriels, des commerçants, des gens de la bonne société et des employés »[1462]

En juin 1926, lors de la venue de Daudet à Strasbourg, la surveillance des autorités est particulièrement intense. A la grande réunion d'AF, un rapport de police comptabilise 3000 auditeurs parmi lesquels « beaucoup de femmes » et « un certain nombre de prêtres en soutane sur laquelle plusieurs portaient ostensiblement les insignes royalistes, fleurs de lys, d'Action française. »[1463] Après la réunion, Daudet se rend sur la place Kléber pour déposer une gerbe de fleurs, 200 personnes l'attendent, le commissaire de police est surpris par l'ordre militaire qui règne dans les rangs de l'AF : « Un ordre de dispersion est donné, je ne sais par qui, est aussitôt exécuté avec une discipline surprenante. Les drapeaux sont roulés et les groupes s'égaillent dans toutes les directions. En quelques minutes, la place se vide sans aucun incident. »[1464]
Deux arrestations de camelots ont tout de même lieu pour coups sur un agent cycliste (un électricien et un étudiant en textile).[1465] De plus, il semble qu'un manifestant « infiltré » dans le cortège ait été frappé d'un coup de canne par un camelot.[1466]

Les autonomistes tentent de prendre leur revanche deux mois plus tard, en organisant, le 22 août, une grande réunion publique avec le soutien des communistes. Albert Marty raconte que « toutes les associations patriotiques locales s'unirent sous le commandement de Jacques Denisane (…). Elle décidèrent que la réunion des autonomistes n'aurait pas lieu. »[1467]
Le correspondant du *Journal des Débats*, Paul Bourson rédige un compte-rendu de l'événement : « Il pouvait être deux heures et quart de l'après-midi lorsque les autonomistes se présentèrent pour entrer dans la salle. Ils marchaient par quatre. La tête du cortège était composée de solides gaillards arborant des insignes moscovites et tenant en main des cannes impressionnantes. Environ 150 autres communistes suivaient cette avant-garde, véritable *stosstrupp.* Derrière eux venaient d'autres membres du *Heimatbund* arborant un ruban blanc-rouge. (…) La tête de colonne communiste vint se heurter résolument au barrage. Les premiers communistes avaient à peine fait usage de leurs

[1462] Rapport de police du 11 février 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673
[1463] Rapport du commissaire chef de la sécurité au commissaire central, 27 juin 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673
[1464] Rapport du commissaire de police Chignardet, 27 juin 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673
[1465] Rapport du commissaire spécial de Strasbourg au directeur des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine du 27 juin 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673
[1466] Rapport du commissaire de police Wurth, 27 juin 1926, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673
[1467] MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.303

cannes que royalistes, fascistes, engagés volontaires et anciens combattants passaient à la riposte. Ce ne fut pas long. Force m'est de reconnaître que j'ai rarement assisté à un nettoyage aussi rapide et aussi complet. (…) Si le meeting ne s'est pas tenu dans la grande et vaste salle des Catherinettes, où il devait avoir lieu, et ce, quoique les portes fussent grandes ouvertes, cela provient de ce que 500 Alsaciens, appartenant aux groupements d'Action française, du Faisceau, des anciens combattants et des engagés volontaires avaient dressé, dès avant l'heure de l'ouverture, un solide barrage devant le local et que le mot d'ordre était : « *On ne passe pas !* Les ligueurs d'*Action française* formaient les trois-quarts de la troupe commandée par Jacques Denisane ».[1468]
Il est ici intéressant de souligner l'alliance existant entre différents groupements nationaux, y compris, le Faisceau, alors même que les relations avec l'AF sont extrêmement tendues au cours de l'année 1926, nous le verrons.

Pour assurer sa propagande dans la région, l'AF diffuse largement le *National d'Alsace* qui devient rapidement le *National d'Alsace et de Lorraine*. Le premier numéro daté du 25 décembre 1924 commence en ces termes : « Aux menaces de guerre religieuse et de guerre étrangère, aux menaces de banqueroute et de révolution que déchaîne sur nous tous la République. *Le National d'Alsace* vous dira le remède. C'est le retour à la monarchie traditionnelle en la personne de Monseigneur le duc d'Orléans. »[1469]
En mai 1925, on apprend la constitution d'une société anonyme alsacienne d'action nationale, au capital de 100 000 francs versés par 93 actionnaires avec pour but « la composition, l'impression et la vente du journal royaliste *le National d'Alsace*.[1470]

Ainsi, à la lecture de ces différents rapports de police, on peut constater que l'AF est relativement bien implantée en Alsace et en Moselle en particulier à partir de 1924-1925. Il n'en découle pas pour autant une influence majeure sur l'état d'esprit des populations. En effet, nous avons dépouillé de manière systématique les rapports généraux de police de 1918-1925 et nous n'avons pas retrouvé de signalement de l'AF et de son activité. En revanche, le neutralisme et le bolchevisme sont, sans conteste, les deux mouvements les plus suivis et surveillés.[1471]

[1468] Cité par *Ibid* p.303-304
[1469] DREYFUS François-G, « L'Action française en Alsace », *op. Cit.* p.60
[1470] Rapport du commissaire spécial au préfet du Bas-Rhin, 1 mai 1925, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 121 AL 862
[1471] Rapports généraux de la police 1918-1925, 121 AL 855 ; Rapports, enquêtes et informations de police générale 1920-1925, 121 AL 856 ; Rapports de police divers, 157 AL 100 ; Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg

L'AF à l'étranger

Nous avons évoqué l'influence importante de l'AF en France, au sortir de la guerre. A l'étranger également, « il apparaît que le premier conflit mondial et ses suites ont coïncidé avec une croissance de son expansion. »[1472] Les analyses de l'AF sur l'Allemagne et notamment celles de Bainville, si elles ne rencontraient que peu d'écho avant la guerre, se trouvent mises sur le devant de la scène pendant le conflit et après.

C'est le cas notamment en Belgique où, comme le rappelle Eric Defoort, « la première grande chance pour la pénétration maurrassienne se présente pendant la guerre, véritable temps fort dans l'élaboration de la doctrine nationaliste belge. »[1473] Il souligne en effet que « le nationalisme belge édifie son programme de politique extérieure sur le caractère inévitable de la guerre, l'incompatibilité de nature entre la notion d'État souverain et de neutralité imposée, neutralité inapte à être une barrière contre les envahisseurs. Les bases doctrinales de ce programme sont largement alimentées par l'Action française. »[1474]

Après guerre, on assiste ainsi à la fondation de mouvements qui se réclament officiellement de la filiation avec Maurras. C'est le cas notamment de la Légion nationale, organisation d'anciens combattants, née à Liège en mai 1922 qui titre sa publication éponyme « organe du nationalisme intégral ».[1475] Les années 1925-1926 permettent des transferts culturels intenses entre la France et la Belgique. « Aux imprécations des ligues françaises contre le Cartel des gauches correspond l'agitation entretenue en Belgique contre le gouvernement Poullet-Vandervelde, premier gouvernement « de gauche » du pays. »[1476]

Le nationalisme apparaît ainsi comme un des vecteurs de la diffusion de la doctrine maurrassienne hors de France. Olivier Dard rappelle également l'importance de la matrice catholique, en particulier dans le cas belge. Nous aurons l'occasion d'y revenir en abordant l'importance de la Belgique dans le déclenchement du processus de condamnation de l'AF en 1926.

Le régionalisme et le fédéralisme apparaissent comme une troisième matrice de transfert culturel. En Suisse, par exemple, le maurrassisme est envisagé comme un moyen de rénover le fédéralisme

---

[1472] DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », *op. Cit.* p.91

[1473] DEFOORT Eric, « L'Action française dans le nationalisme belge 1914-1918 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, Archives, VII, 1-2, pp.113-152, p.113

[1474] *Ibid* p.124

[1475] BALACE Francis, « Ligues françaises, ligues belges : à la recherche d'éphémères alliances (1920-1940) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques, op. Cit.* p.184

[1476] *Ibid* p.183

helvétique.

Partout où le maurrassisme est faible, il parvient tout de même à se faire connaître par le biais de la matrice esthétique à travers les notions de culture et de classicisme. C'est le cas notamment aux Pays-Bas où la pénétration reste faible mais aussi en Espagne.

Enfin, la dernière courroie de transmission des idées maurrassiennes est sans conteste la jeunesse intellectuelle. Les liens et correspondances entre Maurras et de nombreux jeunes gens belges, suisses, roumains ou canadiens prouvent son influence dans ces milieux.[1477]

Au final, il apparaît sans conteste que « les années vingt sont une période d'expansion pour l'AF à l'étranger qui devient un point de référence pour ses partisans mais aussi pour leurs adversaires puisque de Bruxelles (*Le XXème siècle)* à Bucarest (*Cuvântul),* les intellectuels libéraux ou socialistes dénoncent souvent ces organes comme des décalques locaux du quotidien de la rue de Rome. »[1478]

Si la pénétration intellectuelle de la doctrine maurrassienne est certaine, il est plus difficile d'appréhender la structuration de la ligue hors de France. Les sections de Genève, Lausanne, Bruxelles sont toujours actives et divers comptes rendus de réunions sont publiés dans le quotidien mais rien ne nous permet d'affirmer un réel dynamisme ligueur dans ces pays.

[1477] Sur tous ces points voir partie « Les vecteurs de pénétration du maurrassisme : de différentes façons d'être maurrassien » dans l'article DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », *op. Cit.* pp.97-113

[1478] DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », *op. Cit.* p.96

Après-guerre, on assiste à une réorganisation rapide de la ligue d'AF : les anciennes structures se remettent en fonction et sont complétées par de nouvelles organisations à savoir la commission de propagande et les secrétariats régionaux.

L'influence intellectuelle de l'AF engendre la naissance de la *Revue universelle* tandis que sa nouvelle ambition d'agir dans les populations agricoles l'incite à se doter d'une revue spécifique à savoir *L'Action française du dimanche* qui devient *L'Action française agricole.* Sociologiquement, l'AF modifie d'ailleurs sensiblement son recrutement en « délaissant » dans une certaine mesure le monde ouvrier et en plaçant au cœur de ses préoccupations les classes « moyennes » et agricoles.

Le quotidien reste toujours au centre de l'édifice ligueur et connaît un réel succès de diffusion ; ce qui n'empêche toutefois pas la ligue d'être continuellement en manque d'argent et de multiplier les demandes de souscription.

Les camelots du roi, les commissaires et les étudiants d'AF retrouvent également une certaine vigueur, tout particulièrement au milieu des années 1920.

En province, la ligue semble bénéficier d'un contexte favorable : elle se réimplante facilement sur ses anciennes bases et s'implante également en Algérie et en Alsace-Moselle mais elle ne parvient jamais à lancer réellement le grand mouvement économique envisagé par Valois à travers la CIPF puis l'UCF.

Chapitre 3 : Les années 1923-1926 : entre désaveu politique et violence militante

I. Le tournant de l'année 1923

1) Les premiers échecs d'après-guerre

La candidature de Maurras à l'Académie française

L'année 1923 débute de manière favorable pour l'AF qui voit ses volontés de représailles à l'égard de l'Allemagne satisfaites par l'occupation de la Ruhr. De plus, la question de l'influence, réelle ou supposée, de Maurras sur Poincaré est toujours au centre des débats ce qui contribue à accentuer la caisse de résonance des idées maurrassiennes dans l'opinion publique.

Cela étant, dès 1922, on assiste à un premier échec qui, s'il n'est pas majeur pour le mouvement en lui-même, est tout de même représentatif du décalage qui existe entre les dirigeants et les ligueurs d'AF : il s'agit de la première candidature de Maurras à l'Académie française à l'été 1922. A cette époque, Eugen Weber souligne que Maurras exerce « une vaste influence intellectuelle, sans cesse croissante » car, la publication de ses livres constitue « toujours un véritable événement littéraire » et que même ses adversaires politiques aiment « à faire étalage de leur impartialité en louant ses œuvres non politiques. »[1479] Mais, malgré tout, l'opinion générale est que la candidature de Maurras est politique. Ainsi, Anatole France, pourtant bien disposé à l'égard de l'homme déclare : « Sa candidature est visiblement politique. C'est le défi délibéré d'un partisan qui veut planter son drapeau sous la Coupole. Je ne donnerai pas ma voix à la réaction. »[1480] C'est ainsi que Célestin Jonnart, vieux politicien républicain, obtient son élection à l'Académie. D'ailleurs, la virulence des attaques de l'AF contre Jonnart et ceux qui le soutiennent joue vraisemblablement contre Maurras. De même, les camelots s'amusant à déguiser un âne en académicien et à le promener sur toute la

[1479] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.165
[1480] *Paris-Midi* du 3 juillet 1922, cité par WEBER Eugen, *op. Cit.* p.165

Rive gauche n'améliorent pas son positionnement tout comme la publication dans le quotidien des 10 bulletins, normalement secrets, pour Maurras. Au contraire, Eugen Weber considère que toutes ces attitudes ont sans doute contribué à retarder de près de 15 ans son entrée à l'Académie.
Il ne s'agit là que de « tempêtes dans les tasses de thé de la Littérature »[1481] mais cet épisode n'en est pas moins marquant de ce décalage, sans cesse croissant, entre les aspirations des dirigeants du mouvement (Maurras en tête) et celles de ses militants.

L'échec des Etats généraux

Au cours de 1923, l'AF connaît une autre désillusion militante avec son échec dans l'organisation des Etats généraux. La ligue, notamment par l'intermédiaire de Bernard de Vésins, est mise en mouvement après la grande réunion à la salle Wagram du 18 décembre 1922. Georges Valois affirme qu'au cours du mois de janvier, un premier programme est envoyé à près de 50 000 personnes et qu'une dizaine de grands comités provinciaux sont amorcés.[1482] En réalité, nous n'avons pas trouvé, dans les différents centres d'archives départementales visités, de traces d'une quelconque structure liée à l'organisation des Etats généraux, pas même dans le Nord, d'où est originaire Eugène Mathon, l'un des principaux organisateurs de l'événement.
Toutefois, de nombreuses réunions et conférences sont organisées à Paris et en province sur le sujet, en particulier au cours du mois de janvier : Malakoff, Tours, Tarbes, Bordeaux, Toulouse, Colombes, Cholet, Châteauroux, La Rochelle, Le Mans, Roubaix, Nice, Nancy, Rouen, Enghien-Montmorency, Vincennes, Saint Mandé, Valenciennes, Pamiers, Saint-Denis, Neuilly, Rennes, Saint Omer, Nevers, Moulins, Arras, Talence, Saint Brieuc, Lille, Saint Junien, Alais, Carcassonne, Marmande, Brive, Dôle, Tourcoing, Reims.[1483]
Georges Valois, Bernard de Vésins et Joseph Delest se déplacent en province pour parler de la future tenue des EG mais les secrétaires régionaux organisent également de nombreuses rencontres.
Georges Valois considère que l'assassinat de Plateau met un terme à la campagne de propagande pour les EG mais le dépouillement systématique du quotidien nous prouve le contraire. En effet, les réunions sont aussi nombreuses en mars qu'en janvier et il faut attendre le mois d'avril pour assister à un ralentissement du nombre de rencontres sur le sujet.[1484]
C'est ensuite au mois de juin que le comité pour la convocation des Etats généraux décide la tenue d'une assemblée de notables qui se tient le 18 octobre 1923 et rassemble « plus de cinq cent

[1481] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.166
[1482] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.96
[1483] Quotidiens d'*AF* décembre 1922 ; janvier, février, mars, avril 1923
[1484] Quotidiens d'*AF* du mois de mai 1923

personnes, dans la salle dans Ingénieurs civils. » Au bureau, on retrouve Eugène Mathon, Mac Leclerc, Bernard de Vésins, Martin-Mamy, Paul Robain, Auguste Cazeneuve, Ambroise Rendu, Georges Valois et Jacques Arthuis.[1485] Valois considère que la réunion est une réussite mais le peu de place que lui accorde le journal milite dans le sens contraire. D'ailleurs, Yves Guchet souligne qu'au sein du comité Etienne Bernard-Précy sabote le travail de Valois « agissant ainsi en représentant des conservateurs d'Action française. »[1486]

Un rapport de police de 1925 note qu'en ce qui concerne le Comité national pour la convocation des Etats généraux, « tendant à soustraire les Français à la tutelle des partis politiques par la réalisation d'une nouvelle représentation nationale, où tous les intérêts moraux, spirituels, régionaux, économiques, agricoles, commerciaux ou industriels auraient leur place. Là encore, les gens de l'AF, malgré les efforts de M. Mathon, industriel à Roubaix et ceux de Bernard de Vésins et Georges Valois, paraissent avoir perdu leur temps, l'idée ayant été accueillie sans emballement. »[1487]
Toutefois, dans une lettre-circulaire envoyée par la section de Lille en 1924, on peut encore lire que « seule la convocation des Etats généraux permettra de réorganiser les finances du pays ».[1488] Ainsi, si l'agitation militante autour des EG fait long feu, la mesure en elle-même continue à être revendiquée en certaines occasions.

Quoi qu'il en soit, cette déconvenue dans l'organisation des Etats généraux apparaît être un premier signe de fragilité pour l'AF.

2) L'assassinat de Marius Plateau

« Une balle allemande a tué Marius Plateau. La femme Berton qui l'a assassiné avait essayé d'atteindre Daudet et Maurras. Le crime est flagrant – Les inspirateurs connus – Nous exigeons leur châtiment. » La première page du quotidien du 23 janvier 1923 est entièrement consacrée à l'assassinat de Marius Plateau par l'anarchiste Germaine Berton.[1489]
L'AF en appelle évidemment « Aux combattants et patriotes » : « Dans les circonstances créées par

[1485] Quotidien d'*AF* du 19 octobre 1923
[1486] GUCHET Yves, « Georges Valois. Bilan d'un itinéraire », dans DARD Olivier (Dir.), *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, *op. Cit.* p.13
[1487] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1488] Lettre circulaire envoyée par la section d'AF de Lille aux industriels, janvier 1924, Archives départementales du Nord, M 154/236
[1489] Quotidien d'*AF* du 23 janvier 1923

l'assassinat de Marius Plateau, les combattants, les patriotes ont le devoir de se grouper autour de « l'Action française ». Le crime est commis contre la Patrie : c'est le premier acte des germano-bolchevistes contre l'action de la France en Allemagne. Il faut empêcher les actes qui sont projetés. Il faut opposer les forces nationales unies aux agents de l'Allemagne, des Soviets et de la Finance internationale. »

L'assassinat de Plateau a des répercussions énormes à Paris et en province. Le 26, le quotidien annonce que toutes les réunions d'AF sont supprimées en signe de deuil jusqu'aux obsèques. Les messes en l'honneur de ce dernier se multiplient partout.[1490] Les sections de province s'organisent également pour envoyer des délégations lors des funérailles parisiennes. Par exemple, la section de Bordeaux envoie plusieurs de ses membres avec une « superbe couronne acquise par souscription. »[1491]

Les obsèques donnent lieu à une véritable démonstration de force de la part de l'AF qui revendique pas moins de 500 000 personnes dans le cortège du 27 janvier.[1492] Le chiffre est évidemment exagéré mais le nombre de participants est vraisemblablement très important. *Le Matin* parle d'une « immense colonne avançant dans les rues pendant plusieurs heures. »[1493]

Si l'AF en appelle à des répercussions sévères, elle ne s'en prend toutefois pas au gouvernement de Poincaré et n'en profite pas pour attaquer la République comme elle l'aurait sans doute fait en d'autres circonstances. Léon Daudet écrit, en effet, le 29 janvier : « S'il y avait eu, avant-hier, à la tête du gouvernement, un Briand, ou un sous-Briand, c'eût été – par l'interdiction du cortège, ou tout autre voie oblique – la guerre civile, avec toutes ses conséquences. (…) La présence aux affaires d'un président du Conseil républicain, mais patriote, et sa connaissance de la situation, ont évité la catastrophe. »[1494]

Léon Daudet n'attaque donc pas frontalement le gouvernement et se borne à dénoncer les « boches » et les « bolchevistes ». A l'inverse, certains camelots semblent considérer que les représailles se doivent d'être plus musclées. C'est en tout cas ce qu'affirme Georges Valois qui considère que l'AF signe « sa déchéance après la mort de Plateau » car « elle avait déclaré que, si l'un des siens tombait assassiné, un de ses adversaires au moins serait immédiatement frappé par elle. » Or, comme le raconte Valois, « le jour de l'assassinat de Plateau, il y eut trois exécutions décidées. Il y avait des volontaires. Après les obsèques, il n'y avait plus qu'une exécution. Mais on

---

1490 Quotidiens d'*AF* janvier et février 1923

1491 Rapport du commissaire spécial de Bordeaux au préfet de la Gironde, 4 février 1923, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

1492 Quotidien d'*AF* du 28 janvier 1923

1493 *Le Matin* du 28 janvier 1923

1494 DAUDET Léon, « Après les obsèques », Quotidien d'*AF* du 29 janvier 1923

étudiait plusieurs coups. Les jours passaient. Les volontés fléchissaient. On suivait jour par jour, chez chacun des chefs en vue, le progrès de l'angoisse à la pensée des représailles qui suivraient les représailles pour venger Plateau. »[1495] Ainsi, Valois met en exergue le décalage entre la volonté de passage à l'acte des ligueurs et la retenue des dirigeants. Evidemment, le témoignage de Valois est tout à fait partial mais il n'en témoigne pas moins d'une réalité de plus en plus perceptible au sein de la ligue.

Après la mort de Plateau, l'AF renforce la sécurité autour de ses dirigeants. Un rapport de police de 1925, nous apprend qu'elle a acheté « une quarantaine de pistolets automatiques à l'armurerie Saint-Hubert. » Toutefois, ces pistolets sont rapidement revendus à des camelots et, en 1925, le rapport estime qu'il reste 7 ou 8 revolvers, rue de Rome, chargés d'assurer la sécurité du personnel de service.[1496]

Au final, si l'AF n'organise pas d'assassinat politique de représailles, la mort de Plateau réactive sans conteste un potentiel militant jusqu'alors assez aseptisé. Les camelots multiplient les actes violents dans les rues de Paris et s'attaquent notamment aux bureaux et à l'imprimerie de l'*Œuvre* et de l'*Ere nouvelle*, leurs ennemis les plus constants à l'époque. Eugen Weber voit dans ces manifestations une erreur car, dit-il, « la fureur des Camelots déchaînés est trop vilaine à voir » et cela coûte à l'AF « la sympathie dont elle avait pu s'assurer dans l'opinion. »[1497]

3) Le grand débat de juin 1923

Malgré tout, l'influence de l'AF n'est pas immédiatement remise en cause et les attaques répétées contre elle sont sans conteste la preuve d'une importance réelle dans l'opinion publique. Le 25 mai 1923, un anarchiste entre dans les bureaux de l'AF et tire une balle dans le plafond. L'AF affirme alors que ce dernier voulait tuer Maurras et fait, comme en janvier après l'assassinat de Plateau, le parallèle avec la situation politique du pays considérant que l'attentat survient le lendemain « du jour où le Sénat républicain, en élargissant les traîtres communistes, avait rendu l'espoir à l'anarchie germano-policière. »[1498]

[1495] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.98-99
[1496] Rapport de police sur l'Action française, 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1497] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.163
[1498] Quotidien d'*AF* du 26 mai 1923

Il ne faut que quelques jours aux camelots pour se venger et, le 31 mai, ils interviennent violemment dans une réunion de gauche organisée pour protester contre la politique allemande de Poincaré : « Moutet secoué – Sangnier purgé – Viollette enluminé »[1499]. On ne sait pas quel a été le rôle des dirigeants de l'AF, en particulier Daudet et Maurras dans le déclenchement de ces violences mais ils les soutiennent après coup. Léon Daudet, notamment, publie le 2 juin, un « avertissement » dans lequel il souhaite prévenir « les responsables de l'ordre public de notre ferme volonté de ne plus tolérer, d'où qu'elle vienne, aucune excitation, directe ou indirecte, au meurtre de l'un des nôtres, à l'un de ces « attentats individuels » où la policière Berton, ses amis, ses guides, ses apologistes, voient et prônent le débat d'un « acte collectif » ».[1500]
Cet épisode marque le début d'une quinzaine de jours de forte agitation parlementaire à l'origine d'un repositionnement notable de la majorité au pouvoir.

A plusieurs reprises depuis la fin de la guerre, les radicaux ont voté avec le Bloc national en prolongement de l'Union sacrée. Evidemment, l'entente est très précaire et, après les événements de juin 1923, les radicaux forcent le ministère à choisir entre eux et les royalistes. Leur chef, Edouard Herriot, exhorte le gouvernement à dénoncer les agissements des camelots du roi[1501]. Les paroles de Marc Sangnier sont caractéristiques de l'opinion de la grande majorité des parlementaires de gauche à cette époque : « De plus en plus, dans le pays – je ne dis pas à la Chambre – on se figure que le Gouvernement tient à ne pas mécontenter l'Action française (M. Jules Uhry : - C'est exact!) Et à ne pas se désolidariser trop publiquement d'elle. (Très bien ! Très bien ! À gauche et à l'extrême-gauche.) Je ne dis pas que ce soit la réalité, mais dans le pays presque tout le monde finit par le croire. (Applaudissements) (…) Un trop grand nombre de nos collègues semblent redouter les campagnes de presses de l'*Action française…* beaucoup craignent de dire publiquement ce qu'ils pensent de certaines activités de l'Action française qui, je vous assure, sont terriblement inoffensives… ils craignent – Oh ! Comme ils ont tort ! - je ne sais quelles représailles… L'importance que l'on donne à l'Action française est très factice, et je crois bien pouvoir dire que l'audace de cet homme provient de la lâcheté d'un trop grand nombre des autres. »[1502]
Le gouvernement tente, dans un premier temps, de rassurer, en affirmant sa détermination à combattre quiconque attaquerait la République.
C'est finalement la droite qui va accélérer les choses par l'intermédiaire de Jean Ybarnégaray, député du pays basque, siégeant au côté de Daudet dans le groupe des indépendants. Ce dernier demande

[1499] Quotidien d'*AF* du 1er juin 1923
[1500] DAUDET Léon, « Avertissement », Quotidien d'*AF* du 2 juin 1923
[1501] Sur la figure d'Edouard Herriot, voir BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne*, Presses de la fondation des sciences politiques, 1985
[1502] JO du 1er juin, Marc Sangnier, p.2298, cité par WEBER Eugen, *op. Cit.* p.168-169

une explication sur « la position que le Gouvernement se proposait d'adopter dans la lutte déjà chaude entre la gauche et le Bloc national. »
Le 15 juin, Poincaré prend enfin la parole à la Chambre : « Nous ne voulons ni de rétablissement monarchique, ni de révolution, ni de je ne sais quel gouvernement oligarchique, modelé sur les Soviets, nous voulons l'ordre dans la liberté. La France, après les expériences qu'elle a faites au cours du dernier siècle, ne reviendra pas en arrière. Elle ne reviendra pas à une monarchie qui ne répond plus aux aspirations françaises. » Tous les Républicains y compris les radicaux applaudissent à cette remarque mais Poincaré explique ensuite qu'il désavoue formellement la lutte des classes et qu'« une majorité de gouvernement n'est donc pas possible avec ceux qui professent ces doctrines ou ceux qui se flattent de pactiser avec eux. »[1503]

Cette séance du 15 juin est ainsi particulièrement importante dans la législature du Bloc national car les radicaux votent officiellement contre le gouvernement de Poincaré. La tentative de préserver une forme d'Union sacrée est donc définitivement abandonnée. Evidemment, le cheminement des radicaux vers la scission a déjà commencé depuis plusieurs mois notamment après l'occupation de la Ruhr mais, comme le souligne Eugen Weber, « la rupture décisive intervient à la suite des sévices exercés par les Camelots qui (obligent) les députés à prendre position »[1504]. Certes, l'AF n'est pas la seule responsable de la désintégration du Bloc, « mais, comme en 1917, elle (sert) de catalyseur et fournit l'excuse de poids, l'excuse indiscutable à la scission. »[1505]

Au cours de l'été 1923, l'AF cherche à se faire accepter par la coalition de droite comme remplaçante des radicaux. Déjà en mai, Léon Daudet milite pour une participation active au gouvernement. Il écrit dans la colonne du quotidien le 26 mai : « Ni Millerand, ni Poincaré ne semblent se douter de l'appoint considérable (…) que serait pour la politique nationale, qui est la leur, la participation de la droite au gouvernement. Nous pourrions accomplir là une besogne d'assainissement, rapide et complète, dont la nécessité apparaît à tous les patriotes, et même aux meilleurs collaborateurs de Poincaré, mais que les républicains sont gênés d'accomplir ; car il s'agit de sévir contre d'anciens copains, ou contre de vieilles créatures, pourries, mais enracinées, de Combes et de Caillaux. »[1506]
En réalité, les dirigeants de l'AF ne semblent pas s'accorder parfaitement sur la question du positionnement politique du mouvement au cours de l'été 1923. Comme le souligne Olivier Dard,

[1503] Quotidien d'*AF* du 16 juin 1923
[1504] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.171
[1505] *Ibid* p.172
[1506] DAUDET Léon, « La Gauche du Sénat contre la Patrie », Quotidien d'*AF* du 26 mai 1923

« si l'idée d'un « Bloc des droites » qui remplacerait le Bloc national semble séduire Daudet, elle laisse Maurras plus sceptique. »[1507]

D'ailleurs, ce dernier, lors du 10ème congrès d'AF, qui se tient quelques jours après le grand débat du 15 juin, rappelle sa volonté de renverser la République. Il met tout d'abord en garde ses amis contre des appréciations telles que : « l'AF se modère, l'AF se ranime, etc. » car, dit-il, « ce sont des potins qui n'ont rien de commun avec la vérité politique » et il continue : « Nous ne sommes pas caractérisés par une attitude mais par la volonté de renverser la république et de faire la monarchie. Les moyens les plus différents peuvent très bien jouer ensemble. »[1508]

« Pour finir la question : mais quand ? Maurras rappelle qu'il avait indiqué, l'année dernière, la date de 1925. Nous avons fait, depuis un an, de tels progrès que nous avons été remarqués par des gens qui nous ignoraient, notamment à l'étranger : une revue américaine *Current History* croit pouvoir calculer la restauration monarchique en France pour 1932 : 1932, c'est bien loin ! Mais l'augure d'un observateur éloigné doit nous encourager à maintenir nos prévisions. Soyons prêts pour 1925. »[1509]

La situation économique de la France, à l'été 1923, paraît d'ailleurs favorable à un coup de force. La hausse des prix est à l'origine d'une nouvelle vague d'agitation sociale. Les dockers et les travaux publics se mettent en grève au mois d'août, les employés des magasins parisiens à l'automne, les mineurs et les fonctionnaires en novembre. En décembre, la police elle-même se met en grève. Pour faire face à ces problèmes, le gouvernement demande les pleins pouvoirs et se voit encore une fois accusé de jouer le jeu de l'AF. C'est d'ailleurs les 26 voix des indépendants menés par l'AF qui permettent à Poincaré d'obtenir la majorité. Toutefois, comme le rappelle Eugen Weber, « si utile que fût leur concours, les royalistes n'en étaient pas pour autant les bienvenus dans l'alliance des droites. »[1510] Nous verrons qu'ils se présenteront ainsi seuls aux élections de 1924.

[1507] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.142

[1508] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 21 juin 1923

[1509] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 10ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 22 juin 1923

[1510] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.175

4) La mort de Philippe Daudet[1511]

Le 27 novembre 1923, une notice rédigée par Charles Maurras annonce la mort de Philippe Daudet sans en donner les causes.[1512] Il faut attendre le 2 décembre pour que la thèse du meurtre soit affirmée dans les colonnes du quotidien : « Une vengeance atroce : Philippe Daudet a été assassiné ».[1513]

Philippe Daudet, âgé de 14 ans, quitte son domicile parisien le 20 novembre pour une nouvelle fugue. Sa première date de 1920 et il se serait rendu, à l'époque, jusqu'à Marseille. Cette fois, il part pour Le Havre où il essaie d'embarquer pour le Canada mais échoue, faute d'argent. Il décide donc de rentrer à Paris et se rend dans les bureaux du *Libertaire* affirmant, semble-t-il, vouloir éliminer un adversaire des anarchistes proposant même les noms de Poincaré, Millerand ou Léon Daudet. Les anarchistes tentent alors de le décourager. Comme le rappelle Eugen Weber, « les anarchistes de 1920 (ont) peu de chose en commun avec leurs prédécesseurs de lanceurs de bombes de jadis ; ils (sont) individualistes, pacifistes, anti autoritaires, et sans le sou. Leurs principaux ennemis ne se (trouvent) plus autant parmi les bourgeois qu'aux extrêmes de la société bourgeoise : les nationalistes agressifs dont les royalistes (sont) le symbole le plus militant, et les communistes qui (essaient) de soumettre la gauche à la dictature moscovite. »[1514]
Ils offrent toutefois l'hospitalité à Philippe Daudet mais, a priori, personne ne lui donne de cible. Ce dernier parvient à se procurer une arme, vraisemblablement le 23. Le 24, il se rend au magasin de Le Flaoutter qui, en plus d'être anarchiste, est également indicateur de police, et lui annonce son intention d'assassiner Poincaré, Millerand ou Léon Daudet. La police est immédiatement prévenue mais ne parvient pas à prendre Philippe sous surveillance et ce dernier se suicide dans un taxi conduit par un certain Bajot.

Dans un premier temps, personne ne doute de la thèse du suicide. D'ailleurs, dans sa lettre au procureur de la République du 1er décembre 1923, Léon Daudet écrit : « J'ai dit, dans la nuit du 25 au 26, à Monsieur le Substitut du Procureur de la République, que je ne croyais pas à l'assassinat de mon fils et qu'il me paraissait inutile de procéder à une autopsie. Les renseignements qui n'ont cessé

[1511] Il nous impossible de suivre au jour le jour le déroulement de cette affaire. Pour un exposé plus détaillé, nous renvoyons à OUDIN Bernard « L'affaire Philippe Daudet », en annexe de son édition *Léon Daudet, souvenirs et polémiques*, Robert Laffont, Paris, 1992, pp. 1335-1347 ; BREVAL René, *Philippe Daudet a bel et bien été assassiné*, Editions du Scorpion, Paris, 1969

[1512] Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1923

[1513] Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1923

[1514] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.192

d'affluer à l'*Action française* singulièrement confirmés par le numéro que vient de publier le *Libertaire*, paraissent établir, au contraire, que mon fils a été assassiné à la suite d'une atroce machination. »[1515]

En effet, le 1er décembre, le *Libertaire* publie un article sur ce mystérieux visiteur souhaitant rejoindre la cause anarchiste et affirme qu'il s'agit de Philippe Daudet en publiant un mot laissé pour sa mère : « Ma Mère chérie, Pardon pour la peine immense que je te fais mais, depuis longtemps déjà, j'étais anarchiste. Maintenant, ma cause m'a appelé et je crois qu'il est de mon devoir de faire ce que je fais. Je t'aime beaucoup. Philippe. PS : Embrasse bien les gosses de ma part. » De plus, le *Libertaire* est également en possession d'une liasse de poèmes rédigés par Philippe. L'AF affirme que ces poèmes « émanent d'un homme fait et ayant certes plus d'instruction et de culture que n'en avait notre pauvre petit Philippe. » Et le journal affirme formellement que Philippe Daudet n'était pas anarchiste et qu'il ne s'agit que d'un mensonge du *Libertaire.*[1516]

Le 2 décembre, *Le Libertaire* titre : « La mort tragique de Philippe Daudet, anarchiste. Léon Daudet, son père, étouffe la vérité ».[1517] Au même moment, divers journaux, sans parler d'assassinat, évoquent le mystère autour de la mort du jeune homme.[1518]

Dans les jours qui suivent, Daudet et l'AF modifient totalement leur prise de position initiale et le quotidien multiplie les titres chocs sur l'affaire : « L'assassinat de Philippe Daudet. Le sang innocent »[1519] ; « Premières lueurs sur le crime »[1520] ; « Les assassins ont menti »[1521] ; « Les papiers de la victime »[1522] ; « Les assassins aux abois »[1523] ; « La victime a été dévalisée »[1524] ; « Le sac est saisi chez un anarchiste »[1525] ; « Les criminels se contredisent »[1526] ; « Que savait la Sûreté générale ? »[1527] ; « La Sûreté générale savait tout »[1528], « L'aveu de l'anarchie policière »[1529] En parallèle, Maurice Pujo se charge de rédiger un encadré sur les circonstances de la mort de Philippe Daudet dans lequel il revient quotidiennement sur les avancées de l'enquête.

Malgré toute la publicité qu'en fait l'AF, il semble bien que le public se désintéresse assez vite de l'affaire. Une note d'un correspondant de décembre 1923 signale en effet que « l'opinion moyenne

---

1515 Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1923
1516 *Idem*
1517 *Le Libertaire*, 2 décembre 1923, Archives nationales, Paris, F7 12 865
1518 *Le Matin*, *L'Oeuvre*, 2 décembre 1923, Archives nationales, Paris, F7 12 865
1519 Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1923
1520 Quotidien d'*AF* du 4 décembre 1923
1521 Quotidien d'*AF* du 5 décembre 1923
1522 Quotidien d'*AF* du 6 décembre 1923
1523 Quotidien d'*AF* du 7 décembre 1923
1524 Quotidien d'*AF* du 8 décembre 1923
1525 Quotidien d'*AF* du 9 décembre 1923
1526 Quotidien d'*AF* du 10 décembre 1923
1527 Quotidien d'*AF* du 12 décembre 1923
1528 Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1923
1529 Quotidien d'*AF* du 16 décembre 1923

est que « l'Action française » et « Le Libertaire » font une « affaire répugnante ».[1530] D'ailleurs, très vite, l'immense majorité de la presse parisienne rejoint la thèse du suicide.[1531]

Quoi qu'il en soit, l'AF croit dur comme fer à la thèse du complot policier à l'origine de la mort de Philippe Daudet : la Sûreté découvre la présence de Philippe Daudet parmi les anarchistes et envisage de compromettre le garçon afin d'avoir un moyen de pression sur son père mais le projet échoue pour une raison inconnue et Philippe est tué puis placé dans le taxi de Bajot.
Mais, au final, malgré toutes les incohérences de la déposition de Bajot et du dossier en général, la théorie de Daudet ne tient pas devant la justice et, le 14 novembre 1925, il est condamné à un emprisonnement de 5 mois et à une amende de 1500 francs. Joseph Delest, gérant de l'AF est condamné à 2 mois de prison et 300 francs. Ensemble, ils doivent payer à Bajot 25 000 francs de dommages et intérêts.[1532]

La mort de Philippe Daudet est un événement marquant pour la ligue d'Action française. En décembre 1923, plusieurs rapports des RG parlent d'une « émotion considérable dans les milieux d'Action française ».[1533]
Cette histoire a une place particulière dans la mythologie ligueuse. Elle est d'ailleurs renforcée, contextuellement parlant, par le fait qu'au même moment se joue le procès de Germaine Berton pour le meurtre de Marius Plateau[1534]. L'AF suit avec intérêt les débats qui conduisent à l'acquittement de cette dernière le 24 décembre 1923. Le 25, le journal titre « Le crime du jury » et dénonce un système entièrement corrompu : « Le procès tout entier a montré qu'entre des policiers politiques, des politiciens de carrière et des criminels de droit commun, il n'y avait que des différences indiscernables, tout ce monde touche et communique de toutes parts. »[1535]
La mobilisation dans l'affaire Philippe Daudet continue d'ailleurs pendant plusieurs années et le journal publie régulièrement des articles sur cette affaire en rappelant ses arguments qui contredisent la thèse du suicide. En 1931, l'affaire rebondit d'ailleurs brièvement après la déposition de M. Goldsky affirmant que Philippe Daudet a été tué dans la boutique de Le Flaoutter avant d'être placé dans le taxi de Bajot.[1536] Au même moment, un dénommé Achour s'accuse du meurtre.[1537] Cela

[1530] Note d'un correspondant, 6 décembre 1923, Archives nationales, Paris, F7 12 865
[1531] Note d'un correspondant, 11 décembre 1923, Archives nationales, Paris, F7 12 865
[1532] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.197
[1533] Note des RG, 3 décembre 1923, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1583
[1534] Voir sur ce point BOURSON Pierre-Alexandre, *Le grand Secret de Germaine Berton*, Publibook, Paris, 2009 affirme que Philippe Daudet était l'amant de Germaine Berton et qu'il se serait suicidé, persuadé que cette dernière allait être condamnée à mort pour l'assassinat de Marius Plateau.
[1535] Quotidien d'*AF* du 25 décembre 1923
[1536] Note des RG, 12 juin 1931, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1583
[1537] Divers rapports, mai-juin 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 980

étant, le jugement de 1931 relaxe encore une fois Bajot et condamne Daudet aux dépens.[1538]

L'année 1923 « offre » ainsi à l'AF deux « martyrs » de taille ; elle marque également une transition pour la ligue qui est alors, au sommet de son influence. A partir de juin, ses dirigeants cherchent à se faire accepter officiellement comme partenaire du Bloc national alors qu'une partie de ses militants souhaitent avant tout en découdre et raviver l'idée fondatrice du coup de force. L'élection du Cartel des gauches en mai 1924 change clairement la donne et l'AF entre alors dans une période de turbulences qui atteint son apogée avec la condamnation pontificale de 1926.

[1538] Jugement de l'affaire Bajot-Daudet, 20 juillet 1931, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1583

II. Le désaveu politique : 1924-1925

1) Les élections de 1924

Le contexte de la campagne électorale de 1924 est radicalement différent de celui de 1919. A l'époque, la question de la poursuite de l'Union sacrée occupe les esprits et personne n'ose la remettre réellement en cause. En 1924, en revanche, la rupture entre les radicaux et le Bloc national est consommée[1539] ; d'ailleurs, « le principal ciment du Cartel des gauches étant l'hostilité à la majorité sortante du Bloc national, la coupure droite-gauche domine l'affrontement électoral, même si aucun des deux camps ne représente une unité sans faille. »[1540] « Pleine de confiance en elle-même, la Droite (commet) la même erreur que ses adversaires en 1919 : elle (jette) dans la bataille des forces séparées, en ordre dispersé. »[1541]

Le programme de l'AF et sa campagne électorale

Comme en 1924, l'AF se présente officiellement aux élections et participe activement à la campagne électorale qu'elle débute au milieu du mois de mars. Le 13, le quotidien publie en première page : « Notre programme électoral : Action française et Union nationale révisionniste ». L'AF s'adresse aux « patriotes français » et utilise l'exemple de l'Italie fasciste et des réussites de Mussolini pour prouver le bien-fondé de ses ambitions : « Vous ne pouvez l'oublier, et l'exemple de l'Italie le montre depuis deux ans ; quelques hommes résolus suffisent pour imposer à un Parlement *toutes* les mesures que peut exiger la sécurité de la nation. *Il dépend aujourd'hui de vous,* patriotes français, d'envoyer à la Chambre ces quelques hommes » chargés de lutter contre « les convulsions qui suivent *la vie trop chère et l'avilissement de la monnaie »* et une menace de « *guerre pire que celle dont nous sortons. »*
« L'action de Mussolini et de ses faisceaux a suffi pour tout rétablir. En quelques mois, c'en était fait de la ruineuse politique des partis, des vieilleries anticléricales, des menées de la CGT. (…) Que

[1539] Pour une analyse précise de la période du Cartel, nous renvoyons à JEANNENEY Jean-Noël, *Leçons d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926),* Editions du Seuil, Paris, 1977 ; DUBOIS Jean-Etienne, *Leçon d'histoire pour une droite dans l'opposition : Les mobilisations de droite contre le Cartel des gauches dans la France des années 20,* Thèse de doctorat, sous la direction de MATHIAS Bernard, Université de Clermont-Ferrand, 2013
[1540] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.242
[1541] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.176

s'est-il passé pendant ces deux années ? Simplement ceci : aux intrigues parlementaires, aux incohérences, au « chacun pour soi » de la lutte des partis, se sont substituées, avec une décision arrêtée d'assurer *l'intérêt de tous*, la méthode, l'autorité, la continuité de vues, tout ce que permet le seul fait *d'une dictature*, tout ce qui manquait encore à l'Italie de 1921, tout ce qui continue à manquer à la France d'aujourd'hui. »
Au final, le programme de l'AF repose sur la nécessité absolue pour la France d'élire un chef « au moins pour la durée de la présente crise » qui « seul pourra faire en France l'équivalent de ce qui s'est fait en Italie. »[1542]

Dès la publication du programme, l'AF s'attache à mettre en place les structures nécessaires à l'action et notamment un « fonds électoral immédiat » chargé de recevoir les souscriptions pour la campagne. Léon Daudet rappelle alors que « réunions, affiches, locations, permanences, tout cela coûte TERRIBLEMENT CHER. Il nous faut de puissantes ressources, pour obtenir de puissants résultats. »[1543]
Au même moment, les permanences parisiennes se mettent en place avec, dans le 1er secteur, Joseph Delest ; dans le 2ème, Firmin Bacconnier ; dans le 3ème, Jean Gazave et dans le 4ème, Eric Duthal assisté de Jacques Minotte, Henri Martin, Georges Trioulet et Paul Launay.
Les réunions électorales parisiennes se succèdent également à compter de cette date. Comme toujours, l'AF parvient à récolter rapidement des fonds. Le 17 avril, on apprend que le total des souscriptions atteint 1 095 570 francs.

Pour sa propagande électorale, l'AF cherche évidemment à mettre en avant, en la majorant, l'action de Léon Daudet à la Chambre. Ainsi, lors d'une réunion au manège du Panthéon, Maurice Pujo prononce un long discours sur « Le rôle de Léon Daudet à la Chambre de 1919 », immédiatement reproduit dans le quotidien.[1544] Les deux principaux faits d'armes de Daudet sont le départ de Briand en 1921 et l'occupation de la Ruhr.

Tout au long des mois d'avril et mai 1924, les comptes rendus des réunions parisiennes se succèdent dans le quotidien, en revanche, comme en 1919, le journal ne se fait que très peu l'écho des campagnes électorales de ses amis de province.

[1542] Quotidien d'*AF* du 13 mars 1924
[1543] DAUDET Léon, « Pour un fonds électoral immédiat », Quotidien d'*AF* du 16 mars 1924
[1544] Quotidien d'*AF* du 14 avril 1924

Les candidats à Paris et en province

Premier secteur : liste d'Action française et d'Union Nationale révisionniste

Bernard de Vésins

Maxime Real del Sarte, statuaire

Paul Olagnier, avocat à la cour d'appel.

Joseph Delest, gérant de l'*Action française*

René Le Feunteun, docteur en médecine

Paul Dreyer-Dufer, pharmacien

Gustave Gouet, monteur-mécanicien

Jean Pitrau, comptable

Henri Robin, ancien capitaine de vaisseau

Louis Saint-Aubin, docteur en médecine

Roger Sémichon, industriel

Alexandre Vodable, négociant

Albert Galli, employé de commerce.

Deuxième secteur : liste de réconciliation et d'action nationales

M. de Roux, ancien bâtonnier, docteur en droit

Eugène Altazin, négociant

Georges Arnaud, industriel

Marcel Azaïs, homme de lettres

Firmin Bacconnier, rédacteur à l'*Action française*

Docteur Paul Boyer

Lieutenant-colonel Calté

André Deloye, industriel

Marcel Moreau, ingénieur des Arts et Manufactures

Jacques Pointe, sous-intendant militaire en retraite

Jean Toubée, employé de commerce

Troisième secteur : liste de réconciliation et d'action nationales

Léon Daudet

Amiral Schwerer

Maurice Pujo, rédacteur à l'*Action française*

Charles Le Goffic, homme de lettres

Roger Lambellin, ancien conseiller municipal de Paris

Frédéric Plessis, ancien professeur à la Sorbonne, homme de lettres

Jean Gazave, attaché d'agent de change

Edmond Ausseur, industriel

François Chanot, ancien directeur de la police municipale

Docteur Joseph Récamier, chirurgien en chef de l'hôpital Saint-Michel

Henri Baguenier-Desormeaux, imprimeur

Théodoric Legrand, directeur de l'*Instituteur français*

Lucien Lacour, industriel

Quatrième secteur : Action française et Union nationale révisionniste

Georges Valois, éditeur

Louis Latzarus, homme de lettres

Pierre Héricourt, rédacteur à l'*Action française*

Commandant Eugène Dublaix

François de la Motte

Fr. Van den Broek, industriel

Pierre Dumas, rédacteur à l'*Action française économique et sociale*

Louis de Saint-Roman, industriel

Pierre Gayet, pharmacien honoraire

Raymond Batardy

Docteur Georges Bitterlin, ancien conseiller municipal de Joinville le Pont

Albert Corbière, ingénieur des Arts et Manufactures

René Renauld, avocat

Pierre Vallet, professeur

J.B. Bonnardelle, négociant

Henri Gaulons, principal clerc d'avoué

Henri Bottard, métallurgiste

Louis Chevalier, ancien professeur

Marius Bancel, négociant, conseiller municipal de Colombes.[1545]

Il est très intéressant de souligner que, mis à part, les dirigeants de l'AF, les listes sont radicalement

[1545] Quotidien d'*AF* du 19 avril 1924

différentes de celles de 1919. Elles sont également plus fournies. Sociologiquement, la majorité des candidats appartiennent au monde du journalisme et des lettres (23,2%) et au monde de l'industrie et du négoce (19,6%). Pour le reste, on comptabilise 7 % d'employés, 7 % de professions médicales et 5 % d'avocats. Ces chiffres sont intéressants car ils témoignent d'une différence sensible entre le recrutement majoritaire de la ligue et ses candidats aux élections.

En province, la situation est plus complexe qu'à Paris et les candidats d'AF n'ont pas reculé devant des alliances électorales. Nombreux sont les proches de l'AF à se présenter ou à soutenir les listes républicaines notamment de Concorde nationale. Il est d'ailleurs très compliqué d'appréhender la réalité de la situation électorale de l'AF en province. Les archives départementales ne fournissent pas plus d'informations que le quotidien sur la question ce qui tend évidemment à prouver un défaut d'implantation particulièrement fort en la matière. L'élection de 1924 prouve encore une fois que la structure ligueuse n'est pas adaptée à l'action électorale.

L'échec et ses conséquences

Les élections du 11 mai 1924 ont donné lieu à une forte participation électorale avec un taux d'abstention à 17 % contre 29,3 % en 1919. En se fondant sur la moyenne des suffrages obtenus, on obtient les chiffres suivants :
Conservateurs et Action française : 328 003
Union républicaine et Concorde nationale : 3 190 831
Républicains de gauche et radicaux nationaux : 1 020 229
Cartel des gauches : 2 644 769
Socialistes SFIO : 749 647
Communistes : 875 812
Divers : 89 235[1546]

La droite est donc majoritaire en terme d'addition de voix, mais, comme le rappelle Jean-Luc Pinol, « la prime à la majorité qui avait servi la coalition du Bloc en 1919 avantagea maintenant le Cartel des gauches »[1547].
Les sièges sont ainsi répartis :
Parti communiste : 26

[1546] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929*, *op. Cit.* p.245
[1547] PINOL Jean-Luc, « Le temps des droites », dans SIRINELLI Jean-François, *op. Cit.* p.301

Socialistes SFIO : 104

Républicains-socialistes : 44

Radicaux-socialistes : 139

Gauche radicale : 40

Démocrates de gauche : 14

Gauche républicaine démocratique : 43

Républicains de gauche : 38

Union républicaine démocratique : 104

Non-inscrits : 29[1548]

L'AF et ses amis n'ont obtenu que 328 003 voix, soit un peu plus du tiers des voix obtenues par les communistes.

A Paris, dans les deux premiers secteurs, le vote royaliste est comparable à celui de 1919 mais, dans le troisième secteur, on observe une diminution de près de 20 % et, dans le quatrième, de 14 %.

Eugen Weber propose une comparaison des voix obtenues par les principaux partis dans les 3 secteurs parisiens afin d'appréhender la place réelle des royalistes dans la politique électorale parisienne :

	Union nationale	Cartel	Communistes	Action française
1er secteur	67 641	42 769	41 120	7979
2ème secteur	56 356	49 701	40 781	6027
3ème secteur	61 416	56 010	43 506	13 513

Ainsi, « dans la circonscription la plus favorable de la ville, la plus nationaliste de France, le troisième secteur de la Seine, l'Action française, misant sur le nom de Daudet, réussit à l'emporter sur son ennemi libéral Marc Sangnier, mais elle reste loin derrière les autres partis, y compris les communistes. »[1549] D'ailleurs, Daudet, figure marquante de la législature de 1919, n'est pas réélu.

En province, l'échec est tout aussi palpable malgré la solidité des bastions royalistes du Nord, de la Vendée et de la Loire-inférieure. En Loire-inférieure, par exemple, 4 des députés réélus ont des sympathies pour l'AF sans y être toutefois affiliés.

En revanche, en Haute-Garonne, Ambroise Rendu est évincé, tout comme Charles Ruellan en Ille et Vilaine. L'effondrement est particulièrement rude dans le Midi. Les trois députés royalistes de l'Hérault sont battus, tout comme Isidore Méritan dans le Vaucluse. Dans le Gard, un seul député

[1548] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.246

[1549] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.177

royaliste se maintient contre quatre en 1919.

Au final, comme le rappelle Eugen Weber, ces résultats prouvent l'inefficacité de l'AF en matière électorale : l'organisation et l'expérience manquent, tout comme « l'enthousiasme pour ces efforts spéciaux dont beaucoup de membres (contestent) l'intérêt. »[1550]
Lucien Rebatet est particulièrement virulent dans son analyse de l'échec de 1924 : « L'équipée électorale de 1924 n'avait pas seulement coûté à l'Action française un piteux échec, mais surtout son secret. Elle pouvait bien organiser maintenant généreusement ces foules pour son compte-rendu du lendemain matin : la République avait fait dans les urnes le recensement précis de ses fidèles. Bien peu de monde, en somme, pour tant de bruit et d'ambitions. »[1551]

L'échec électoral est mal vécu par les militants, comme le souligne une note des RG de juillet 1924[1552] : « L'Action française a été profondément atteinte par son effondrement électoral. Les adhérents qui avaient fourni des fonds de propagande (plus de deux millions) ont été nombreux à manifester leur mécontentement. Le tirage de Journal a baissé dans des proportions importantes. (…) Les résultats de la vente sont désastreux. (…) A l'intérieur même des organisations d'AF, le mécontentement est vif. Un grand nombre de « camelots » et de « commissaires » considèrent qu'ils ont été roulés par les politiciens du parti. Dans les sections de province, le mouvement de désaffection est peut-être plus marqué encore. »
L'échec électoral a assurément mécontenté certains des militants de la ligue. Cela étant, si l'on étudie la réalité de sa vie après l'élection du Cartel, on s'aperçoit que le retour à une opposition avouée a plutôt renforcé la structure ligueuse. Plusieurs études provinciales tendent d'ailleurs à le confirmer. Gérard Gaudin écrit au sujet de la Provence que, « dans cette phase d'expansion, les élections de mai 1924 (…) sont plutôt un facteur favorable dans la mesure où elles ne peuvent que décevoir tous ceux qui pensaient avoir trouvé en 1919 une « bonne République conservatrice » ».[1553]
David Bensoussan confirme que, dans le cas breton, « les années 1924-1926 constituent un moment de renouveau pour l'Action française qui peut s'appuyer sur la radicalisation en cours des milieux catholiques suite aux projets religieux de la nouvelle majorité politique. »[1554]
Nous reviendrons plus en détails sur les activités de la ligue sous le Cartel pour voir que l'AF

[1550] *Ibid* p.178
[1551] REBATET Lucien, *Les décombres*, Les éditions Denoël, Paris, 1942, p.113
[1552] Note des RG, juillet 1924, Archives départementales du Nord, M 154/237. La note n'est pas située géographiquement dans le Nord et sa lecture laisse penser qu'il s'agit d'un rapport d'ensemble sur la situation de l'AF
[1553] GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.263
[1554] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, *op. Cit.* p.104

parvient à transformer sa déception électorale en une nouvelle réalité militante et à renouer, dans une certaine mesure, avec ses habitudes d'avant-guerre. Ce mouvement de « re-radicalisation » a d'ailleurs débuté dès 1923.

Ainsi, les élections de 1924 sont à l'origine de deux séries de conséquences distinctes pour l'AF : d'une part, l'échec engendre des déceptions et des rancunes à l'égard des dirigeants du mouvement mais, d'autre part, la victoire du Cartel des gauches apporte de nouvelles possibilités de mobilisation et un retour à une opposition militante plus violente.

L'évolution du discours de l'AF après 1924

Louis Jasseron, secrétaire régional de la région de Lyon, écrit un article le 25 mai 1924, dans *Les Chroniques*, organe mensuel de la fédération des sections d'AF de l'arrondissement de Villefranche, sur « La leçon des élections » : « Ils nous connaissent bien mal, ceux qui, depuis le 12 mai, viennent à nous avec des condoléances. Certes l'échec de Daudet à Paris et de plusieurs de nos amis en province nous a peinés profondément, beaucoup plus d'ailleurs pour la France dont ils auraient défendu les droits sacrés que pour notre satisfaction de partisans. Il faut le répéter sans se lasser : *l'Action française n'est pas un parti.* Daudet était à la Chambre pour détruire le Parlementarisme. L'échec qu'il vient de subir et qui l'en écarte ne change absolument rien à la raison d'être de l'Action française, rien non plus à sa pure et claire doctrine que cet échec confirme d'une façon éclatante. Alors que les libéraux de tout poil ont tout perdu le 11 mai, nous n'avons perdu, nous, que quelques postes avancés. (…) On nous assure de plusieurs côtés que certaines personnalités déçues par le scrutin du 11 mai parlent d'organiser un fascisme français. Attention ! Pas de bêtises. Qu'une réaction de l'opinion soit indispensable, c'est clair. Que dis-je, elle est déjà faite. Quant à la transposer dans le domaine des faits, ça, c'est une autre affaire et qui nous regarde. Sur ce point, nous avons fait nos preuves. Nous aurions tout à craindre d'une agitation inconsidérée, au service des rancunes et des rancœurs des politiciens blackboulés. Qu'ils se taisent et rentrent dans l'ombre pour méditer sur les sottises de leur législature. (…) Mais, qu'on se le dise bien, l'Action française ne laissera pas le Bloc des gauches mener la France au désastre. Par tous les moyens, elle y est décidée. Pour le moment la consigne est : propagande, propagande intensive. » »[1555] Jasseron considère ainsi qu'il ne faut pas agir dans l'urgence de la déception mais plutôt attendre et se repositionner.

[1555] JASSERON Louis, « La leçon des élections », *Les Chroniques Politiques et régionales*, organe mensuel de la fédération des sections d'Action française de l'arrondissement de Villefranche, 25 mai 1924, BNF Gallica

Toutefois, après mai 1924, les discours des dirigeants de l'AF, Maurras en tête, sont rapidement bien plus violents.

En novembre 1924, Maurras évoque d'ailleurs la possibilité de renverser la République en 1925 : « L'année 1925 peut être une année décisive. Le danger est pressant et que d'illusions sont détruites ! La « bonne République », elle est finie, après la seconde expérience Poincaré. Notre vérité, chacun en a le soupçon. Que faut-il pour précipiter tous les éléments fuyants autour de l'axe monarchique ? L'événement. Il faut donc qu'on nous sente prêts et de taille à nous emparer de cet événement quand il se présentera. Et qu'on nous sache assez nombreux pour décourager les velléités ennemies. » (…) « Depuis 1914, jusqu'à mai 1924, on a pu faire semblant de croire que la République pouvait conduire une politique nationale. Mais les hommes mêmes qui ont collaboré au salut du pays se déshonorent aujourd'hui de leurs propres mains. » »[1556]

En 1925, la République est toujours debout et Maurras écrit alors : « Le 11 mai 1924 a marqué la fin de la politique que nous avions suivie depuis la guerre. Nous avions soutenu, encouragé, poussé tout ce qui était entrepris de favorable aux intérêts majeurs du pays par les patriotes républicains au pouvoir. Mais ceux-ci sont tombés après avoir sacrifié leur raison d'être qui comportait la monarchie. (…) Dès lors, que faire ? On pouvait compter sur trois faits à peu près certains : le Cartel s'engraisserait, le Cartel mécontenterait, le Cartel se diviserait. Une politique sage devait donc chercher d'abord à utiliser ces faiblesses prévues en créant parmi nous le maximum de force et d'union. »[1557]

2) L'échec de Daudet à l'élection sénatoriale du Maine et Loire en 1925

Après l'échec de 1924, l'AF n'abandonne pas immédiatement ses ambitions parlementaires comme le prouve la candidature de Daudet à l'élection sénatoriale du Maine et Loire en 1925. Il se présente après la mort de Jules Delahaye, sénateur royaliste. Sur la proposition de Dominique Delahaye, frère du défunt, le congrès des conservateurs angevins désigne Léon Daudet comme seul candidat de toutes les droites contre le Cartel des gauches. *L'Ouest Eclair* de l'abbé Trochu,

[1556] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 11ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 18 novembre 1924

[1557] Discours de Charles Maurras sur la politique de l'Action française au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1925

déclenche alors une campagne violente contre Daudet et la section départementale de la Fédération nationale catholique. Il réclame d'autres candidats en affirmant : « Il y a environ 600 anticartellistes en Maine et Loire. Le Congrès n'en réunit que 307. Sur ces 307, Daudet n'eut que 158 voix. Il ne représente donc que 158 voix sur 600. Sa désignation n'a pas de signification. »

Cette affaire a un écho important à l'échelle locale mais aussi à l'échelle nationale. Lucien Romier écrit, par exemple dans *Le Figaro :* « Jusqu'alors, la règle politique, d'accord avec le bon sens, telle qu'on l'observe dans tous les partis sérieux et dans tous les pays se trouvait respectée. Mais elle devait être bientôt violée, et d'une manière qu'il faut reconnaître comme funeste, dût-on, en le disant, chagriner des amis. Après que l'assemblée officielle des conservateurs eut pris sa décision, et que les concurrents très estimés de M. Léon Daudet eurent fait acte public de discipline, on suscita plusieurs autres candidatures, conservatrices ou modérées, en révolte contre cette décision. Ainsi, on pensait simplement faire pièce à la personne du candidat désigné. En réalité, on offensait l'assemblée des conservateurs, on semblait discréditer le geste des candidats qui s'étaient régulièrement présentés, puis inclinés, et on jetait la division parmi les forces d'ordre de l'Anjou. Nous pensons que le fait est grave du point de vue national et du point de vue local. Du point de vue national, c'est l'exemple de l'indiscipline donné à tous les patriotes dans le pays ; c'est la justification de toutes les combinaisons bâtardes ; c'est la suspicion et la rancune semées entre les représentants des diverses nuances. Du point de vue local, c'est le triomphe assuré, un jour ou l'autre, aux forces de gauche en Anjou. Comment ? La chose est simple. M. Léon Daudet ayant été désigné par le comité conservateur, aucun de ses concurrents ne peut être élu par le gros des voix conservatrices. Pour réussir, l'un ou l'autre de ses concurrents a besoin de l'appoint des voix de gauche. Autrement dit, on fait du Cartel l'arbitre de la situation. Or, quelle résistance un candidat élu avec l'appoint décisif des voix de gauche pourrait-il opposer à la pression des influences officielles et à la propagande des groupes avancés en Anjou ? Vraiment aucune. Cet élu serait le prisonnier de la préfecture. Il n'y a pas de faute de tactique qui soit plus sévèrement jugée dans tous les partis. »[1558]

Au premier tour de l'élection, Léon Daudet (338 voix) bat le candidat du Cartel (275 voix) et devance tous les autres candidats : Manceau (278 voix), Gesbron (29 voix), de Cathelineau (4 voix). Mais Manceau se maintient au second tour et « fait appel à tous les Angevins *sans distinction de partis* ». Il est finalement élu au 3ème tour. Ce qui déclenche évidemment une série de critiques et pas uniquement dans les rangs de l'AF. Chacun y va de son mot, considérant que le Cartel a réussi son coup et parvient, en plus de faire échouer Daudet, à diviser les catholiques.

[1558] Lucien Romier cité par MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.* p.286-287

Dans la *Correspondance hebdomadaire de la Presse catholique*, par exemple, le colonel Keller écrit que « l'indiscipline des électeurs du Maine et Loire n'a pas seulement visé un homme ; elle a visé et elle a atteint en la personne d'un chef toute une fraction et une large fraction des forces qui étaient venues loyalement à la Fédération catholique. En s'attaquant à M. Léon Daudet, elle s'est attaquée à l'Action française tout entière. Elle a rouvert volontairement et sciemment l'ère des divisions non pas seulement sur un point du territoire, mais dans la France entière. »[1559]

Après l'échec, l'AF dénonce ouvertement un complot fomenté par Paris pour empêcher le retour de Daudet au Parlement. Maurice Pujo considère, en effet, que « cet immense effort où collaboraient l'*Ouest-Eclair* et son Trochu, le Cartel, la Ligue Millerand, l'argent de Billiet et la Sûreté générale, avait été unifié par Abraham Schrameck »[1560].

En réalité, il semble plutôt que les notables provinciaux et les politiciens des petites villes n'aient pas voulu « qu'un brandon de discorde les (représente) au Sénat. » Il faut rappeler que le congrès des conservateurs angevins a désigné Daudet 3 jours avant la publication de la lettre à Schrameck. Sans doute, la décision aurait été différente quelques jours plus tard[1561]. De plus, les échos de l'affaire ne séduisent évidemment pas les provinciaux qui se méfient « de tout discours sentant la poudre, et (veulent) des hommes solides, discrets, qui sauraient s'occuper de leurs intérêts à Paris. »[1562]

Il est toutefois difficile d'appréhender toutes les nuances de cette affaire car nous ne disposons que des sources partisanes de l'AF. Cela étant, il faut surtout en retenir ses conséquences au niveau politique pour l'AF. Après cet échec, Léon Daudet ne cherchera plus à se faire réélire. Le « moment parlementaire de l'AF » est définitivement clos. Mais l'AF ne renonce pas pour autant à toute implication électorale.

Au contraire, en juillet 1925, Charles Maurras donne officiellement l'ordre à ses ligueurs de ne plus voter pour les candidats libéraux. Si l'on se réfère à l'exemple, très finement étudié par André Grenier, du diocèse de Besançon, on s'aperçoit que cette décision est accueillie avec enthousiasme. Dans une lettre adressée à Jules de Trévillers, Francis Raison écrit « Voilà Daudet étendu par les manœuvres dégoûtantes des libéraux. Il n'y a pas à s'indigner. Ces gens-là sont des salauds et il n'y a qu'à suivre l'ordre de Maurras. Ne plus voter pour ces hypocrites fielleux et plein de fourberie. Il faut absolument en donner conseil à nos amis et conseil absolu. Je crois que nos amis électoraux tels

[1559] Colonel Keller cité par MARTY Albert, *op. Cit.* p.289
[1560] PUJO Maurice, « Les tristes dessous de l'élection de Maine-et-Loire », Quotidien d'*AF* du 8 août 1925
[1561] DUBOIS Jean-Etienne, *Leçon d'histoire pour une droite dans l'opposition : Les mobilisations de droite contre le Cartel des gauches dans la France des années 20*, *op. Cit.* p.314
[1562] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.187-188

Buyer, Grenier, etc. vont regimber car ils sont AF mais partisans du jeu idiot de l'élection. Mais il faut qu'ils obéissent comme tout le monde à Maurras. Ou on les videra. L'ordre de Maurras sera plus impératif encore au moment des élections. Nous les embêterons ces imbéciles de libéraux. Nous pouvons leur causer des échecs cuisants. Ne nous en privons pas. Les curés crieront ; tant pis. Pas de quartier pour ces animaux-là, j'ai un dégoût du libéralisme au-delà de toute expression. Je veux m'employer à leur faire une guerre sans merci. Ils auront beau nous supplier au nom de la Patrie et de la Religion de voter pour eux rien à faire nous ne marcherons plus. »[1563]

On le voit, l'affaire de Maine-et-Loire a des répercussions fortes au sein de la ligue mais aussi des conséquences importantes quant au positionnement politique de l'AF. La tentation de voter « pour le moins mauvais » ne doit plus guider les militants.
Lors des élections cantonales de 1925, l'AF cherche ainsi à gêner autant que possible les libéraux notamment en alignant des candidats ou en choisissant de soutenir certains candidats indépendants. Elle parvient, par exemple, à faire empêcher dans le diocèse de Besançon, l'élection de 3 libéraux ce qui représente pour elle un succès. André Grenier souligne qu'il s'agit d'une preuve de la « force politico-électorale de l'AF » mais une force qui ne peut s'exercer que par un vote négatif, un vote sanction, ce qui limite évidemment considérablement le champ d'action.[1564]

Dans les Basses-Pyrénées, lors des élections municipales de Pau de 1925, l'entrée en dissidence de l'AF a des répercussions notables. Trois listes se présentent : liste de conciliation, dite liste de concentration ; liste radicale et liste d'AF qui ne comprend que 20 noms. Le ballotage est général. Au second tour, l'AF n'a aucun élu. Patrick Brunot souligne que l'AF retourne alors à « des formes d'action peu conformes à l'orthodoxie parlementaire. »[1565] Il s'agit à nouveau de se placer résolument en dehors du champ électoral. Cette fois encore, elle parvient à gêner, dans une certaine mesure, le déroulement des élections.

Malheureusement, les sources manquent pour détailler d'autres cas de ce type. Toutefois, on peut tout de même affirmer qu'à partir de cette date on assiste à un basculement du positionnement politico-électoral de l'AF. Si les élections législatives de 1924 sont une immense déception, c'est l'échec de 1925 qui est à l'origine d'un abandon définitif des ambitions parlementaires de l'AF. Se sentant également flouée par ses anciens alliés, l'AF cherche à gêner les élections locales et y

[1563] Lettre de Francis Raison à Jules de Trévillers du 30 juin 1925, cité par GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.495
[1564] GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.532
[1565] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées », *op. Cit.* p.90

parvient dans certains cas.

Le basculement de 1924-1925 engendre également une période de radicalité militante.

III. Les matrices de l'engagement militant au milieu des années 1920

Au niveau de la mobilisation, un élément est particulièrement notable à partir de l'élection du Cartel, à savoir l'utilisation de la rue par les forces de droite. Danielle Tartakowsky souligne que depuis la guerre, la droite « n'a usé de la rue qu'à des fins identitaires. Dès juillet (1924), elle renoue avec des manifestations à finalités politiques »[1566].

1) La matrice catholique

Au moment des élections, le Cartel des gauches a largement axé sa campagne sur le retour à l'application intégrale des lois laïques. Un rapide examen des professions de foi des listes du Cartel permet d'appréhender les enjeux.

Dans l'Aisne, on peut lire : « Les Républicains, attachés au principe de laïcité, ont assisté avec désolation au rétablissement d'un ambassadeur au Vatican et au retour d'un Nonce à Paris ; ils ont vu, dans leurs provinces, par quelles manœuvres le Bloc national minait l'Ecole publique : aucun Républicain ne votera pour lui. »

Dans les Basses-Alpes, la liste d'Union républicaine et socialiste souligne : « Réaction cléricale. Les congrégations sont rentrées et se sont réinstallées en violation des lois. On a agenouillé la République devant le Pape. On a laissé insulter les éducateurs du peuple. On a fermé les écoles laïques dans bon nombre de petites communes, au bénéfice de l'école cléricale. On a réduit le nombre des instituteurs, toujours pour favoriser indirectement les écoles libres. »

Dans la Drôme, la liste du Bloc des gauches s'exclame : « (…) Le Bloc des gauches, c'est la laïcité ! C'est la défense de l'école laïque, mère de la démocratie ; c'est la liberté de conscience pour tous, mais c'est le respect absolu de la loi de séparation, le retrait immédiat de l'ambassade auprès du Vatican, la lutte contre la Congrégation, éternelle ennemie de la République. »

Dans le Cantal, la liste du Cartel des gauches affirme être « pour la liberté de pensée, par le maintien intégral des lois laïques, notamment la loi de Séparation, et le développement de l'école

[1566] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968, op. Cit.* p.108

laïque. »[1567]

Ces quelques extraits permettent de comprendre à quel point le Cartel se positionne en fervent défenseur des lois laïques du début du siècle et souhaite permettre leur remise en vigueur pure et simple. Cela étant, à la surprise d'Herriot, qui pense simplement restaurer la loi républicaine, cette tentative se heurte à de réelles réticences.

Concrètement, la déclaration ministérielle d'Herriot comporte quatre séries de mesures : la fin du régime spécial en matière de culte en Alsace-Lorraine, la suppression de l'ambassade de France au Vatican, la dissolution des congrégations non autorisées dont le retour avait été toléré et le refus de création de nouvelles associations diocésaines.[1568]

L'émotion, provoquée par ces propositions, dans le monde catholique est intense. Elle débute en Alsace-Lorraine mais se propage rapidement partout en France. L'AF cherche immédiatement à se positionner comme chef de file de l'opposition. Le 24 juillet, Bernard de Vésins écrit : « Les circonstances étant telles et le ministère essayant de passer aux actes, comment résister ? Nous répondrons ce que nous avons toujours répondu depuis qu'existe l'Action française : par tous les moyens et sur tous les terrains. Cette idée a fait depuis vingt ans quelques progrès dans les cerveaux. On nous dirait qu'il se forme des groupements de prêtres et de religieux ayant fait la guerre que nous n'en serions pas étonnés.[1569] C'est dans l'air. Tous les Français trouveront naturel que d'anciens soldats ne soient pas d'humeur à se laisser chasser de la terre qu'ils ont arrosée de leur sang. Mais cela regarde ceux qui ont l'honneur de porter la soutane ; notre devoir à nous est autre : leur prêter main forte en toute occasion. Pour cela il n'est pas nécessaire d'attendre la formation d'une vaste association englobant quatre-vingt-six départements. *Il faut et il suffit* que tous ceux qui sont à portée d'une maison religieuse et qui ont quelque courage, se groupent, prennent contact, étudient les moyens de résistance les plus efficaces, de concert avec la maison qui est menacée et ensuite qu'ils tâchent d'étendre leur groupement de façon qu'au jour où il faudra passer à l'action, la décision soit rapidement transmise, la concentration nombreuse et le succès d'autant plus facile. »[1570]

Bernard de Vésins appelle à agir localement car, dit-il, « toute organisation également centralisée et qui tenterait de donner des ordres d'exécution à toute la France arrivera trop tard, si la résistance locale ne surgit pas d'elle-même à la première apparition du péril. » Cette remarque est intéressante car elle semble en fait être une tentative de l'AF de se positionner en chef de l'opposition catholique

---

[1567] Ces extraits sont empruntées au *Recueil des professions de foi (*Barodet) pour les élections de 1924 et reproduits dans REMOND René, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, Paris, 1999, p.249-251

[1568] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.261-262

[1569] La référence à la Défense des religieux anciens combattants, fondée par le père jésuite Doncoeur et Dom Moreau le 2 août 1924, avec le mot d'ordre est « Nous ne partirons pas ! » est évidente.

[1570] VESINS de Bernard, « La résistance des catholiques français », Quotidien d'*AF* du 24 juillet 1924

en mettant à la disposition de cette dernière des organisations locales existantes à savoir les sections d'AF. La suite de l'article tend d'ailleurs à le prouver : « Nous prions donc nos amis de donner tous leurs efforts à unir sérieusement les éléments actifs et courageux qui voudraient se joindre à eux. »[1571]

Cela étant, si l'AF cherche, de manière quelque peu subversive, à prendre la tête de la résistance, elle n'en appelle pas moins ses militants à s'engager ouvertement dans les organisations de défense religieuse comme le prouve un extrait du bulletin de la ligue du 20 septembre 1924 qui met en garde les ligueurs contre les sollicitations de certains groupements politiques mais précise : « Nous ne saurions trop engager nos amis à favoriser, à renforcer et à soutenir les ligues, œuvres ou associations qui ont entrepris récemment de défendre les droits des religieux et des prêtres combattants, le patrimoine de l'Eglise et la restauration de l'enseignement religieux en France. »[1572]

En province, au cours des manifestations, les catholiques peuvent ainsi compter sur le soutien de l'AF que ce soit pour le service d'ordre ou pour gonfler les effectifs militants. Par exemple, en juillet 1924, l'AF apporte son concours à une manifestation contre la politique religieuse d'Herriot à Pau (20 000 manifestants) puis à Orthez où se rendent l'abbé Bergey, curé de Saint Emilion et député de Gironde, le général de Castelnau et Mgr Gieure évêque de Bayonne.[1573] Les manifestations se succèdent ensuite à Luçon (30 000 personnes), au Mans (15 000), à Angers, à Rodez (40 000), à Carcassonne, à Toulouse, à Nantes (60 000).[1574]

L'AF cherche également à agir sur le monde catholique par ses brochures. La seconde édition de la brochure du commandant Dublaix intitulée « Un apologiste du catholicisme : Charles Maurras » en est la preuve. Lors de sa parution en juin 1924, le journal publie un appel aux sections de province : « Signalons à nos amis de province, l'intérêt qu'il y aurait à faire placer en vitrine quelques exemplaires de cette excellente brochure, dans les principales librairies de leur ville, particulièrement dans les librairies à clientèle catholique. »[1575]

En novembre 1924, une autre brochure reproduisant les articles parus dans le quotidien entre le 24 juillet et le 5 septembre, paraît sous le titre « La résistance des catholiques français »[1576]. En décembre 1924, l'AF met en circulation un tract intitulé « Catholiques réfléchissez ».[1577]

[1571] VESINS de Bernard, « La résistance des catholiques français », Quotidien d'*AF* du 5 septembre 1924
[1572] Quotidien d'*AF* du 20 septembre 1924
[1573] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.* p. 94
[1574] VESINS de Bernars, « Chronique catholique », Almanach de l'Action française 1926, BNF Gallica
[1575] Quotidien d'*AF* du 30 juin 1924
[1576] Quotidien d'*AF* du 2 novembre 1924
[1577] Quotidien d'*AF* du 4 décembre 1924

Les événements de novembre 1924 et la crainte d'une révolution communiste ouvrent une perspective d'union au sein des mouvements de droite en général et, plus particulièrement, au sein des mouvements catholiques. Ainsi, en février 1925, la *Fédération nationale catholique*[1578] est fondée par le général de Castelnau[1579] qui souhaite « rassembler les catholiques afin de défendre les intérêts de la religion face à ce qu'il interprète comme une offensive maçonnique visant à la déchristianisation de la France. »[1580] Ce mouvement se veut extraparlementaire dans ses objectifs et ses moyens d'action, se place sous la direction d'un comité national et est structuré en comités diocésains.[1581]

Les résultats de la campagne entreprise par Castelnau et Bergey en 1925 sont impressionnants : Saint Brieuc (30 000), Rennes (45 000), Nantes (80 000), Laval (25 000), Angers (50 000), Vannes (45 000), Toulouse (35 000), Le Puy (25 000), Poitiers (25 000), Saint Laurent sur Sèvre (60 000), Notre Dame sur Chêne (20 000).[1582]

La campagne de Castelnau et Bergey a pour point d'orgue le 11 mars 1925 lorsque les cardinaux et archevêques de France publient un manifeste qui s'oppose clairement à la politique religieuse du Cartel mais aussi plus largement à l'État laïque dans son ensemble (laïcité de l'enseignement, divorce, spoliation du clergé, ostracisme des congrégations, athéisme de l'État et des institutions, conception selon laquelle la religion ne serait qu'une affaire privée).

L'ampleur de l'opposition cléricale mais aussi la figure du général de Castelnau, à la tête à la fois de la FNC et de la Ligue des Patriotes, conduit Herriot à envisager l'existence d'un complot rassemblant tous les ennemis de la République, cléricaux, réactionnaires et même capitalistes. Cette crainte le conduit à faire marche arrière. En janvier 1925, il annonce que le Concordat ne sera pas appliqué en Alsace-Lorraine. De même, malgré le vote par l'Assemblée, il tarde à demander au Sénat la ratification de la suppression des crédits de l'ambassade du Vatican qui seront d'ailleurs finalement maintenus.

Au final, il est clair que l'AF a pu jouer un rôle dans cette réaction cléricale mais, pas plus qu'au moment des inventaires, cette prise de position ne lui assure pas un soutien ferme et définitif du monde catholique.

Un rapport de police daté de janvier 1925 souligne que l'AF « n'a pas réussi à faire dévier le mouvement catholique, et des hommes comme l'archevêque de Paris et l'évêque de Versailles ont

---

[1578] Sur son histoire voir BONAFOUX Corinne, *La Fédération nationale catholique, 1924-1944*, thèse de doctorat sous la direction de BERSTEIN Serge, IEP, Paris, 1999

[1579] Ce dernier est également depuis la mort de Maurice Barrès en 1923 le président de la Ligue des Patriotes.

[1580] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.262

[1581] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1928, op. Cit.* p.109

[1582] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* 80-81

mis les catholiques en garde contre un mouvement d'action politique, dynastique ou de parti. »[1583]

L'abbé Bergey, qui a mis sur pied une structure spécifique, « les Volontaires catholiques », semble toutefois avoir une meilleure opinion de l'AF. Il note ainsi le 30 mai 1925 : « L'AF a soulevé les critiques de quelques-uns, je ne suis pas de ceux-là car sans elle, bien des atteintes au cœur de la France auraient été portées qui grâce à son énergie ont été évitées. On la voit toujours à l'avant-garde quand il s'agit des intérêts supérieurs vitaux du pays. »[1584]

Néanmoins, la fondation de ces organisations catholiques (FNC en tête) va à l'encontre des projets de réactions spontanées encouragés par l'AF. D'ailleurs, comme le souligne une note des RG de mai 1926, Castelnau cherche à adopter une position « non Action française » et c'est donc avec surprise que l'on apprend que le cardinal Dubois (proche de la FNC) a accepté de prononcer le service funèbre que les royalistes organisent pour le duc d'Orléans et qu'ils envisagent comme une manifestation politique.[1585]

En fait, comme le souligne Jean Philippet, « les rapports entre l'Église et l'Action française ne sont pas au beau fixe. L'essor de la FNC de Castelnau et sa soumission à la hiérarchie de l'Église, les échecs électoraux répétés de l'Action française montrent à Rome que son principal soutien se situe hors des « nationalistes intégraux ». C'est donc autour des nationalistes catholiques non-maurrassiens que s'organise la réaction au Cartel (…) ».[1586]

Jacques Prévotat confirme que les années 1924-1925 constituent un tournant dans l'histoire des relations entre l'AF et les catholiques car c'est à ce moment que se jouent les origines immédiates de la condamnation de 1926. Peu à peu la position de Pie XI évolue dans un sens hostile à l'AF grâce à deux interventions principales : celle de l'aumônier général, le père Corbillé et du président de l'Association catholique de la jeunesse française, Charles Flory et celle du père Desbuquois, directeur de l'Action populaire, nous y reviendrons.[1587]

Ainsi, comme avant-guerre, la matrice catholique est, comme toujours, aussi fondamentale qu'ambiguë au sein de l'AF. La condamnation de 1926 change, évidemment, profondément la donne.

[1583] Rapport de police de janvier 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[1584] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.* p. 94

[1585] Note des RG, 14 mai 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

[1586] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligueurs. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* 87

[1587] Pour les détails sur l'affaire nous renvoyons au chapitre 11 « Le tournant des années 1924-1925. Les origines immédiates de la condamnation », dans PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* pp.233-259

2) La question économique

Les difficultés économiques constituent la toile de fond du contexte de l'époque. Radicaux et socialistes, politiquement associés dans la majorité, n'ont absolument pas la même conception des choses. C'est d'ailleurs l'action des socialistes qui ruine la politique financière du Cartel. A son arrivée au pouvoir, le problème immédiat à résoudre est celui de la dette flottante qui menace en permanence les finances de l'État. Pour s'assurer d'un minimum de sécurité, le gouvernement doit obtenir la confiance des souscripteurs, or, « cette confiance passe par le truchement des établissements bancaires » et « les banquiers n'éprouvent que méfiance envers le Cartel »[1588].
De plus, Herriot, en faisant appel aux avances de la Banque de France, et en y ayant d'ailleurs recours systématiquement au printemps 1925, se met à la merci des régents de la Banque de France qui recrutent dans les grands milieux d'affaires industriels et bancaires, hostiles au Cartel.[1589]

Au début de l'année 1925, la pression se fait de plus en plus forte sur Herriot qui choisit alors de se rallier à la proposition socialiste de Blum à savoir un prélèvement sur le capital qui permettrait d'assainir la situation financière et monétaire. Serge Berstein considère qu'il ne s'agit pas d'une conversion brutale du dirigeant radical aux vues socialistes mais plutôt d'une manœuvre politique lui permettant de ne pas tomber sur « une question technique, condamné en quelque sorte par le Parlement pour faute de gestion, mais comme héros de la coalition de gauche, sur une question politique, en tentant d'imposer au pays la politique financière de prélèvement sur le capital dans laquelle la gauche se reconnaît. »[1590]

Le gouvernement Herriot tombe en avril 1925 mais, jusqu'en juillet 1926, la majorité cartelliste reste en place. Le président Doumergue fait successivement appel à Paul Painlevé puis à Aristide Briand, tous deux républicains-socialistes, mais moins liés à la SFIO. Les deux se heurtent à l'inimitié d'Herriot qui conserve une forte influence sur le Cartel.
Paul Painlevé est nommé président du Conseil le 17 avril 1925. Il adopte une ligne politique plus centriste et cherche à neutraliser les radicaux en nommant comme ministre des Finances Joseph Caillaux, récemment amnistié de sa condamnation en Haute-Cour. A partir de cette nomination, Caillaux devient le rival principal d'Herriot et, « pendant deux ans, le combat à fleurets mouchetés

[1588] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.264-265
[1589] Sur ce point, nous renvoyons aux travaux très précis de JEANNENEY Jean-Noël, *Leçons d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926),* Editions du Seuil, Paris, 1977 et *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir (1914-1940),* Editions du Seuil, Paris, 1976
[1590] BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne, op. Cit.* p.133

Herriot-Caillaux domine la vie du Parti radical et pèse sur la survie des gouvernements. »[1591] La nomination de Caillaux est une réelle manœuvre politique de Painvelé qui cherche alors à rassurer les financiers et à s'assurer le soutien des socialistes qui considèrent que la présence de Caillaux, ancienne victime de la droite, au gouvernement, symbolise l'injustice réparée.

Caillaux est, en effet, une des cibles privilégiées de l'AF depuis plusieurs années. Sa nomination, tout comme celle de Steeg ou de Briand, mécontente fortement les dirigeants de la rue de Rome même si Maurras reconnaît lui-même, le 19 avril que le cabinet de Painlevé semble être à droite : « Prenez garde que le cabinet qui vient d'être constitué se trouve être aussi à droite que possible, aussi à droite que le permet la composition de la Chambre. Que cette préoccupation ait naturellement acculé les sergents recruteurs à se contenter de valeurs morales assez souillées (Briand), de valeurs politiques oblitérées (Caillaux), de valeurs personnelles défraîchies ou perdues (Painlevé, Steeg, Schrameck), cela peut montrer en passant quelle est l'usure du régime et quel est l'épuisement de son personnel : alors même qu'il tente de viser les meilleurs, qu'il s'essaye à gagner leur confiance pour obtenir du crédit, le monde républicain est contraint d'employer un vieil outrage à la pudeur, chassé du pouvoir en 1922, pour ses tripotages de Cannes, succédant à ses abandons de Washington, un condamné de la Haute Cour frappé en 1919 pour intelligences avec l'ennemi, un malheureux zozo ayant donné la mesure de son aveuglement, de son incapacité et de sa passion à l'automne de 1917, un Juif de police et de couloirs sénatoriaux qui recommandent seules ses tractations secrètes, ses donnant donnant avec la Sûreté générale, sans compter les malheureux comme Steeg et Daniélou, qui, de notoriété publique, doivent tout aux gages d'infamie jetés à leur nouveau parti en trahison de leurs coteries d'autrefois. »[1592] Le tableau est ainsi complet et personne ne trouve grâce aux yeux de Maurras.

En plus de critiquer ouvertement le personnel républicain, l'AF développe aussi une active propagande de dénonciation de la situation économique. En juin 1924, elle lance une campagne contre « la Chambre de la banqueroute et de la guerre ».[1593]
L'AF s'attache à critiquer régulièrement les politiques économiques mises en œuvre dans les colonnes du journal, mais il faut attendre le mois de décembre 1925 pour assister à une campagne de propagande, cette fois plus importante, relative aux questions économiques. L'affichage de « La République c'est la guerre » et « La République c'est la banqueroute » débute alors avec un écho assez notable en province. Le 10 janvier, le bulletin hebdomadaire de la ligue souligne que plusieurs

[1591] BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations 1914-1929, op. Cit.* p.270
[1592] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'AF du 19 avril 1925
[1593] Quotidiens d'*AF* du mois de juin 1924

ligueurs ont eu des ennuis avec la police suite à cet affichage : dans le 20ème arrondissement, les affiches ont été lacérées et un ligueur a été arrêté et poursuivi pour atteinte au crédit de l'État ; dans les Basses-Pyrénées, à Labastide-Clairence, 2 affiches ont été lues par environ 300 personnes avant que les gendarmes ne viennent les décoller ; à Lagnieu dans l'Ain, une enquête est ouverte ; à Montélimar, le correspondant de la ligue est convoqué par la police ; à Pouzin, le maire fait décoller les affiches ; à Saint-Pourçain sur Sioule, l'affiche est lacérée ; à Guéméné-sur-Scorff (Morbihan), l'affichage a produit une grosse impression, tout comme à Sully sur Loire.[1594] Les exemples publiés par l'AF sont intéressants car ils sont loin des grands centres urbains habituellement félicités pour leur propagande. Cela prouve vraisemblablement le succès de cette campagne de propagande. Les affiches restent d'ailleurs en vente tout au long de l'année et l'AF édite également des tracts « Appel aux contribuables ».

L'AF dénonce continuellement la situation économique catastrophique mais elle ne propose pas grand-chose de concret pour améliorer les choses. Nous avons vu que les expériences de la CIPF puis de l'UCF ne donnent pas réellement de résultats. De plus, la rupture avec Valois en novembre 1925 accentue encore le décalage entre l'AF et les milieux économiques. Eugen Weber souligne que dans ce domaine, les dirigeants de l'AF sont gênés par « un extrême manque d'imagination » : « Daudet, animé par des sentiments jacobins, puissant mais désordonné, effleurait parfois le rôle essentiel joué par les puissances d'argent, mais ses explosions restaient sans lendemain et en tout cas tournaient aisément à l'antisémitisme le plus vain. Bainville et Bacconnier étaient totalement conservateurs, chacun à sa manière. Quant à Maurras, ses idées économiques ne devaient jamais dépasser le niveau du bourgeois provincial qu'il resta toujours à certains égards. »[1595]

Les premiers mois de l'année 1926 sont marqués par une instabilité ministérielle extrêmement forte. C'est finalement sur fond de crise financière que se joue, en juillet 1926, le naufrage définitif du Cartel. Le président Doumergue, exaspéré, veut en finir définitivement avec l'expérience cartelliste. Il contraint donc Herriot à former un nouveau gouvernement afin de « crever l'abcès ». Dès sa constitution, le gouverneur de la Banque de France, Moreau, adresse à Herriot une mise en demeure l'obligeant à faire un choix délicat : « présider à la faillite des finances publiques ou se faire renverser par les Chambres en leur révélant le caractère catastrophique de la situation financière. (…) La séance de la Chambre se déroule dans une atmosphère de fièvre

[1594] Quotidien d'AF du 10 janvier 1926
[1595] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.246

passionnée. Un véritable vent de panique entretenu par la presse d'extrême droite qui se déchaîne contre Herriot et lance de véritables appels au meurtre, souffle sur le pays. » A la Bourse, le franc s'effondre ; des manifestations ont lieu partout en France ; après le vote de défiance de la Chambre, Herriot et son gouvernement doivent attendre plusieurs heures avant de quitter le Palais-Bourbon pour ne pas être pris à partie par la foule amassée. Au final, « l'expérience de la gauche au pouvoir qu'Herriot préparait longuement depuis 1919 s'achève donc par un véritable fiasco. » Cette faillite du Cartel relève de « l'incompatibilité des vues socialistes et radicales sur la gestion financière du pays. »[1596]

3) La matrice anticommuniste

La propagande anticommuniste

Outre les inquiétudes liées à la situation financière du pays, une grande partie de l'opinion s'inquiète également de l'agitation communiste au milieu des années 1920.
Serge Berstein et Jean-Jacques Becker notent qu' « à partir de 1921, c'est une situation totalement inédite que doit affronter l'opinion publique française face au phénomène communiste. Dans une nation où existe une puissante cohésion, voici qu'apparaît un corps étranger qui affirme sans ambages son refus d'accepter les règles communément admises, les règles du jeu tacitement acceptées, tout ce qui fait le ciment d'une société. »[1597] Ainsi, si le modèle proposé est évidemment complètement différent, le positionnement de l'AF et celui du parti communiste dans la société sont finalement assez semblables ; ce qui explique sans doute les heurts souvent violents qui opposent camelots et communistes.

Dans les années 1920, l'une des idées les plus communément admise est que le Parti communiste est le parti de l'étranger et qu'il agit pour les intérêts de Moscou et de l'Allemagne. La virulente campagne des communistes contre l'occupation de la Ruhr en 1923 apporte ainsi, selon ses opposants au premier rang desquels on retrouve l'AF, la preuve de la collusion entre les communistes et l'Allemagne. Cette campagne est d'ailleurs à l'origine, après l'arrestation de Marcel Cachin et de plusieurs autres membres de la Fédération nationale des Jeunes communistes, du

[1596] BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne, op. Cit.* p.150-151
[1597] BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, op. Cit.* p.111

premier grand procès intenté au Parti communiste pour « provocation adressée à des militaires pour les détourner de leurs devoirs, dans un but de propagande anarchiste. » Les poursuites sont finalement abandonnées mais, la plus grande partie de l'opinion publique semble toutefois se reconnaître dans les réquisitions du procureur général qui décrit « une secte de comploteurs, acharnés à ruiner la France au profit d'un projet ourdi par l'étranger »[1598]

Cette image très négative des communistes est encore renforcée par leur campagne contre la guerre du Rif en 1925. La révolte d'Abd-el-Krim éclate en février 1921 dans une zone montagneuse du Maroc sous protectorat espagnol. En avril 1925, les partisans de la République rifaine arrivent en zone française entraînant le soulèvement des populations frontalières. Après la démission du maréchal Lyautey, résident général, le gouvernement de Painlevé, soutenu par la majorité du Cartel, décide d'envoyer une armée de 100 000 hommes sous les ordres du maréchal Pétain qui remporte finalement la guerre, au printemps 1926, après une année d'intenses combats.
Au cours de cette affaire, les communistes mènent une virulente campagne de propagande qui conduit à des heurts violents avec la police en particulier à l'automne 1925.
Evidemment, l'AF dénonce violemment toute cette campagne qu'elle considère, comme toujours, pilotée depuis Moscou et l'Allemagne.

La propagande anticommuniste souligne également « le caractère effroyable de la révolution que préparent les communistes ».[1599] L'exemple de la conférence de l'Amiral Schwerer à Saint-Nazaire, en janvier 1925, est particulièrement parlant de cette volonté de l'AF d'entretenir l'angoisse communiste. Il fait notamment référence à l'existence d'un carnet noir sur lequel figurent tous ceux qui doivent être massacrés au grand soir de la Révolution communiste (aussi bien des membres de la classe modeste que de la classe bourgeoise).[1600]
L'AF participe ainsi activement à la vaste campagne anticommuniste du milieu des années 1920 mais, force est de constater qu'elle n'est ni seule, ni à la tête de ce rassemblement qui s'étend de l'extrême droite à la gauche radicale voire socialiste. C'est sans doute pour cela qu'elle essaie de se distinguer en considérant qu'elle est directement victime des agissements communistes. En 1925, Léon Daudet écrit : « Nous avons vu depuis deux ans les meilleurs d'entre nous tomber sous les balles d'assassins ou de fous armés par le Parti communiste. Le plan bolcheviste se déroule implacablement : il a pour but d'abattre, avant l'heure fixée pour l'offensive révolutionnaire, les

[1598] *Ibid* p.170
[1599] *Ibid* p.126
[1600] Rapport du commissaire de police du 1er arrondissement de Saint-Nazaire au commissaire central, 11 janvier 1925, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130

hommes qui, par leur caractère, leur courage, leur intelligence et leur autorité seraient capables de grouper autour d'eux les énergies éparses de la nation, de tenir tête à l'anarchie et de vaincre l'insurrection. Et nous avons vu les pouvoirs publics, la justice elle-même hésiter à rechercher les vrais coupables, à punir ceux qui avaient inspiré le crime et armé la main des assassins, quand l'exécutant lui-même, couvert par de si puissantes complicités, ne bénéficiait pas d'une scandaleuse impunité. »[1601]

L'AF cherche également « à assimiler à un complot communiste tout événement de la vie politique qui a un caractère de contestation et accuser le gouvernement qui l'a toléré de complicité active. »[1602] Ainsi, elle a, par l'intermédiaire de la question communiste, un argument de taille pour agir dans une opinion publique.

Au cours de la période 1924-1926, l'AF se positionne systématiquement en rempart contre l'agitation communiste. En janvier 1926, elle essaie encore de répandre « le bruit que les premiers jours de février verraient des tentatives d'émeutes des bandes communistes et que, pour s'opposer à celles-ci, les camelots du roi seraient mobilisés. En fait, les dirigeants de l'Action française souhaitent de tout cœur que se produisent des troubles dont ils tireraient parti au profit de leur politique. »[1603]

En effet, l'AF cherche toujours à se positionner en rempart contre l'agitation révolutionnaire. C'est ainsi qu'elle mobilise ouvertement sa main d'œuvre civique en cas de grève : « Les dirigeants de l'Action française craignent le déclenchement d'une grève générale qui pourrait être déclarée le 15 février courant. Aussi, les employés de la Rue de Rome ont-ils reçu l'ordre de classer soigneusement les feuilles de la Main d'œuvre civique. L'Action française n'hésiterait pas, dit-on, à mettre à la disposition des Compagnies de Chemin de fer, des Transports en commun, des Postes et Télégraphes. »[1604]

Les grandes campagnes de propagande menées par les communistes au milieu des années 1920 heurtent l'immense majorité de l'opinion tout comme le choix des actions provocatrices et spectaculaires. Par ailleurs, la propagande communiste bénéficie aussi de la surestimation systématique par la droite de l'ampleur de la menace.

[1601] DAUDET Léon, cité par BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, op. Cit.* p.184

[1602] BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, op. Cit.* p.184

[1603] Note d'un informateur du 13 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

[1604] Note d'un informateur du 13 février 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

La panthéonisation de Jaurès et ses conséquences militantes

Cette surestimation est particulièrement frappante en novembre et décembre 1924 au moment de la panthéonisation de Jaurès.

La cérémonie, qui se veut fastueuse, est fixée par le gouvernement Herriot au 23 novembre 1924. Cette dernière ne rassemble pas réellement la gauche, en revanche, elle choque profondément la droite notamment en raison de la forte participation communiste. Danielle Tartakowsky rappelle, en effet, que « le cortège communiste, à nouveau toléré, est surmonté de 180 drapeaux rouges dépourvus d'inscription et de 300 pancartes portant « Guerre à la guerre par la révolution prolétarienne », « Instituons la dictature du prolétariat » et « Aux ligues fascistes opposons les centuries prolétariennes ». Il défile entre la haie de spectateurs qui ont voulu voir « jusqu'au bout », tire profit de cette situation en les agrégeant progressivement à ses rangs et réunit ainsi 12 000 manifestants selon la préfecture et 200 000 selon *l'Humanité.* »[1605]

Maurice Pujo écrit, le 24 novembre, dans le quotidien : « On peut douter que le gouvernement qui a dû traverser nos boulevards à l'ombre des drapeaux de l'Anarchie, que l'armée a été obligée de les saluer, soient très fiers de leur journée. Cette journée, où la République a donné au désordre un rang officiel, pèsera sur ses destinées, et les pitoyables ministres bourgeois devaient s'en rendre compte à entendre résonner derrière eux, comme une casserole à la queue de leur cortège, les chants et les hurlements de la Révolution. »[1606] Ainsi, c'est bien l'importance de la manifestation communiste qui interpelle l'AF qui la voit comme une préfiguration de la Révolution communiste.

Notons que l'AF a choisi d'organiser en parallèle de la panthéonisation de Jaurès un hommage à Marius Plateau qui réunit tous les dirigeants du mouvement au cimetière de Vaugirard. Le journal fait état d'une immense foule encadrée par les commissaires mais ne se risque à aucune estimation, preuve, vraisemblalement, d'une réussite assez nuancée.[1607]

La cérémonie de panthéonisation de Jaurès a des répercussions notables dans l'histoire des manifestations de rue en France. « En quelques semaines, (elle) permet à tous d'affirmer de nouveaux rapports à la rue. CGT et SFIO souscrivent à cet usage légitimant de l'espace public qu'est toute célébration nationale et s'y associent jusqu'à s'y fondre. Le parti communiste réussit une manifestation propre à satisfaire les tenants de puissantes manifestations-processions aussi bien que les partisans de la conquête de la rue dès lors qu'elle résume en elle ces conceptions contradictoires.

[1605] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1928, op. Cit.* p.110-111

[1606] PUJO Maurice, « Le revanche du drapeau tricolore. L'hommage des patriotes parisiens à Marius Plateau », Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1924

[1607] Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1924

La droite émue par l'ampleur et l'ordre inattendu de cette « saturnale révolutionnaire » interpelle le gouvernement mais se dote presque aussitôt de moyens propres à favoriser son intervention sur ce terrain. »[1608] Nous reviendrons en détails sur l'apparition sur le devant de la scène des Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger, du Faisceau de Georges Valois et, dans une certaine mesure, des « Volontaires catholiques » de l'abbé Bergey mais aussi sur les rapports d'aide et de concurrence entre ces nouveaux mouvements militants et l'AF. La droite parlementaire cherche également à agir en fondant la Ligue Républicaine Nationale (ligue Millerand). La Fédération nationale catholique de Castelnau profite aussi du contexte. Par ailleurs, on assiste à « une véritable éruption de toutes sortes de groupements nouveaux qui se situent au confluent de l'action politique et de la défense religieuse. »[1609] L'AF reste très prudente vis à vis de ces organisations et conseille à ses ligueurs de prendre garde aux organisations politiques qui cherchent à recruter dans ses rangs.

Un autre point apparaît important après l'épisode de novembre 1924 à savoir la rupture du consensus national, évoqué pour les années 1919 et 1920, autour du rejet du bolchevisme. A partir de ce moment, les cartellistes sont renvoyés dans le camp des révolutionnaires. D'ailleurs, le principal objectif de la droite à cette époque, plus que de rétablir une union sacrée contre le danger communiste, semble plutôt être de « couper les dirigeants cartellistes, et singulièrement Herriot, de leur électorat, en les présentant non seulement comme les fourriers de la révolution bolchevique, des nouveaux Kerensky, mais bel et bien comme des complices actifs, des émules de Lénine. »[1610]
Au cours du mois de décembre 1924, on craint réellement une tentative de coup de force communiste. L'AF est d'ailleurs, cette fois, suivie par plusieurs autres journaux qui relayent ses inquiétudes : *Le Matin, Le Temps, L'Echo, La Liberté, L'Avenir, Le Quotidien.* Jean Philippet souligne que « la peur du communisme qui s'empare alors de toute la bourgeoisie, du moins de la bourgeoisie parisienne, n'est ni surfaite, ni artificielle. »[1611]

Après sa rupture avec l'AF, Valois considère qu'il y a eu, en 1924, « rassemblement des combattants devant un faux péril communiste ». Il est ainsi particulièrement critique vis à vis de l'attitude des dirigeants de l'AF au cours de cet épisode mais il n'en demeure pas moins un témoin privilégié des événements et sa description apporte donc certains éclairages intéressants.
Il note notamment qu'en décembre, « les informations devinrent tout à fait folles. Tous les jours, des

[1608] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1928, op. Cit.* p.119-120
[1609] Voir PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.65-66 : la ligue de défense sociale à Amiens ; la Ligue civique d'Annecy ; la Ligue d'Union catholique à Nîmes, la Ligue de Défense Patriotique, Religieuse et Sociale à Argentan ; la Ligue stéphanoise d'action à Saint Etienne…
[1610] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.69
[1611] *Ibid.* p.55

dizaines de personnes apportaient les renseignements les plus extraordinaires. Tout concordait à prouver que les communistes faisaient des préparatifs fiévreux : ils faisaient des exercices de tir dans la banlieue, ils avaient des mitrailleuses, ils avaient des dépôts d'armes, ils avaient des quantités énormes de sacs à terre dans tel et tel district, chaque combattant de l'armée rouge avait son livret de mobilisation ; enfin, on apprit que les communistes avaient déposé, en différents points de la route nationale de Paris à Metz, des scies et des haches pour abattre les arbres et rendre impossible l'arrivée des dragons et des chars d'assaut. »[1612]

L'AF publie quotidiennement ces informations et appelle à la mobilisation pour la défense de l'ordre[1613]. Cela étant, Georges Valois écrit également que « plus les nouvelles devenaient inquiétantes, plus l'Action français faisait appel aux volontaires pour défendre la patrie en danger, plus l'angoisse croissait, et moins l'Action française donnait d'ordre. Maurras et Pujo en étaient à terrifier leur public avec des histoires d'offensive communiste nocturne brusquée, et pas un ligueur n'avait reçu un ordre quelconque pour sa place de combat. »[1614] Il est vrai qu'aucune information n'est publiée dans le bulletin de la ligue au sujet d'une quelconque organisation de la mobilisation. Toutefois, on peut considérer que les chefs de l'AF, conscients du caractère brûlant de la situation, n'auraient pas donné d'ordre par le biais du journal mais par des canaux plus discrets. Malheureusement, les archives départementales ne fournissent pas d'informations sur ce mois de décembre 1924. Il est donc impossible de conclure quant à la réalité de la mobilisation de l'AF dans les circonstances que nous venons d'établir.

Un rapport de police de janvier 1925 semble toutefois confirmer que la ligue parvient à mobiliser grâce à la crainte du « péril communiste » : « Dans la campagne menée depuis quelques temps par les feuilles d'opposition qui, comme « la Liberté », « l'Avenir » ou « l'Eclair » mènent l'assaut contre le gouvernement radical, l'Action française s'est, tout simplement, distinguée en jouant au « péril communiste » et en spéculant sur les inquiétudes des masses, troublées par l'annonce à jour fixe d'un mouvement révolutionnaire. Ce faisant, l'Action française travaillait pour sa propagande et pour sa caisse. La preuve en est le succès de sa souscription en cours qui atteint 2 800 000 francs. On observe aussi les effets de ces manœuvres dans le recrutement de ses organisations dont l'effectif s'est sensiblement accru ces derniers temps. »[1615]

Cette campagne de décembre 1924 contribue sans nul doute à inquiéter l'opinion publique. Le rapport de police de janvier 1925 précité nous apprend notamment qu'il a été observé une

[1612] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928, op. Cit.* p.149-150
[1613] Voir Quotidiens d'*AF* du mois de décembre 1924
[1614] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent. Souvenirs de dix ans 1918-1928, op. Cit.* p.150
[1615] Rapport de police de janvier 1925, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

augmentation importante des ventes d'armes dans les semaines précédentes et que cette constatation est sans doute liée à la campagne « contre le péril communiste » de l'AF et de plusieurs journaux de droite.

Cette campagne a d'ailleurs des conséquences en haut lieu dans la mesure où le gouvernement ordonne la perquisition des locaux des communistes et de l'école de propagande de Bobigny ainsi que l'arrestation des principaux dirigeants. Herriot est alors accusé par la gauche d'agir pour apaiser l'opinion de droite et il répond qu'il sait que, dans les milieux royalistes, on conseille de se préparer au combat mais qu'il n'est pas décidé à interrompre ces préparatifs.[1616]

Les violences entre camelots et communistes

Déjà en 1922, nous disposons d'exemples d'altercations entre camelots et communistes comme, par exemple, à Tourcoing. Un rapport du commissaire central de la ville au préfet du Nord témoigne « d'incident entre les communistes et les camelots du roi » : environ 150 communistes arrivent sur la Grand Place où une cinquantaine de camelots vendent le journal. Aux cris communistes « A bas la calotte », les camelots répondent « Vive la calotte ». Les camelots décident ensuite de suivre le cortège mais un barrage de police les interrompt.[1617]

A Lille, en janvier 1925, l'agitation socialiste et communiste lors de la venue de Léon Daudet est intense. Dans un rapport du commissaire central au préfet du Nord, on apprend que les socialistes organisent une imposante manifestation à l'occasion de la présence de Daudet dans la ville et que les communistes appellent également à se rassembler. Le commissaire souligne que « le danger de désordre ne semble devoir surgir que des éléments communistes qui, malgré les précautions prises, arriveraient à se glisser dans les groupes socialistes. » A l'inverse, « les dirigeants de l'Action française, à Lille, ont recommandé à leurs adhérents de se rendre à la conférence sans arme et même sans canne, de façon à marquer qu'ils n'ont nullement l'intention de provoquer leurs adversaires et qu'étant libres de leurs idées, ils entendent être traités en citoyens libres. »[1618]

Le parti communiste organise une campagne d'affichage : « Classe ouvrière debout ! Contre la canaille Daudet – Contre le fascisme assassin des cinq ouvriers de Douarnenez, contre les fauteurs de vie chère, de chômage et de misère. »[1619]

[1616] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.181

[1617] Rapport du commissaire central de Tourcoing au préfet du Nord, 4 juin 1922, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/239

[1618] Rapport du commissaire central de Lille au préfet du Nord, 29 janvier 1925, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/239

[1619] Rapport du commissaire central de Lille au préfet du Nord, 29 janvier 1925, Archives départementales du Nord,

Au final, aucun incident notable n'est à signaler, ce qui permet à l'AF de titrer le 2 février, « Léon Daudet acclamé à Lille : Une réunion triomphale – Aucun incident – Le fiasco de la mobilisation révolutionnaire. »[1620]

En avril 1925 a lieu l'embuscade de la rue de Damrémont au cours de laquelle plusieurs ligueurs des Jeunesses patriotes sont tués par des communistes. Nous reviendrons en détails sur cet épisode dans notre prochain chapitre. Il est, en effet, nécessaire de bien appréhender les relations entre l'AF et les JP pour comprendre cette affaire et ses implications militantes.

Les violences continuent tout au long de l'été 1925. Elles ne semblent pas s'apaiser en 1926. A Paris, en avril 1926, les camelots interviennent violemment dans une réunion communiste à la salle des Sociétés savantes : « Le signal de l'assaut a été lancé par Alain de la Rochefordière, assisté de de La Rocque de Séverac père. Le premier, Alain de la Rochefordière s'élança sur la tribune, armé d'un coup de poing américain et d'une canne de combat. (…) Tous les camelots du roi étaient armés, soit d'une canne de combat, soit d'une matraque en caoutchouc, ou encore d'un coup de poing américain. »[1621]
En mai 1926, ce sont les camelots qui sont attaqués par les communistes lors de la vente du journal.[1622]
En mai toujours, des communistes cherchent à empêcher une réunion à Villeneuve Saint-Georges. Ils attendent les camelots à la sortie de la gare et les escortent en les huant jusqu'à la salle de la réunion. L'ordre est assuré à l'extérieur par la police et les gendarmes.[1623]
En septembre 1926, l'AF renforce ses mesures de sécurité autour de son imprimerie par crainte d'une intervention communiste : 12 camelots et commissaires assurent les gardes de nuit.[1624]

Au final, il apparaît clairement que les violences sont très régulières mais elles ne sont pas pour autant systématiques. Par exemple, l'AF semble presque se réjouir de certains succès électoraux des communistes car elle considère que « plus vite arrivera le régime communiste, plus vite reviendra la monarchie qui doit lui succéder inévitablement. »[1625] Elle laisse également certaines réunions se tenir sans chercher à intervenir. C'est en tout cas ce qu'indique une note des RG du 3 juin 1926 qui

Lille, M 154/239
[1620] Quotidien d'*AF* du 2 février 1925
[1621] Note des RG, 19 avril 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1622] Note d'un correspondant du 4 mai 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1623] Note d'un correspondant du 5 mai 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1624] Note des RG, 30 septembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1625] Note des RG, 29 mars 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

explique qu'une réunion communiste doit avoir lieu sur le sujet de la non-participation à la contribution volontaire et que l'AF choisit de ne rien faire « heureuse même de pouvoir s'armer de ce précédent pour organiser à son tour quelques réunions du même genre. »[1626]

La matrice anticommuniste, qui rejoint d'ailleurs la question de la violence militante, est ainsi absolument essentielle à la compréhension du militantisme d'AF au milieu des années 1920. Cela étant, elle n'est pas seule sur ce terrain et la concurrence est de plus en plus intense dans la seconde moitié des années 1920.

4) La violence militante

En 1926, Pierre Lecoeur écrit l'histoire des camelots du roi depuis leurs origines et il est tout à fait notable que la majorité de l'exposé soit consacré aux activités des camelots avant 1914. Il reconnaît d'ailleurs que : « les Commissaires d'Action française d'aujourd'hui n'ont pas eu les mêmes occasions que leurs devanciers de manifester dans la rue »[1627]. En réalité, s'il ne faut certes pas exagérer la réalité de la violence d'AF au milieu des années 1920, il convient tout de même de souligner que le contexte de tensions politiques et de forte crainte à l'égard de l'agitation communiste entraîne une période d'intense activité ligueuse qui s'accompagne de nombreuses violences. D'ailleurs, il faut rappeler que « le culte de la violence est si ancré dans la culture de l'Action française que pratiquement tous les récits d'anciens jeunes rédigés plusieurs décennies après[1628], surtout dans les années trente, en font un passage obligé de leurs « années Maurras ». On s'y vante d'avoir participé à des bagarres. Le sentiment d'appartenance à la bande s'en trouve renforcé. »[1629] Ainsi, la question de la violence est toujours essentielle à la compréhension d'une certaine sociabilité d'AF tout particulièrement au Quartier latin.

[1626] Note des RG, 3 juin 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

[1627] « Les camelots du roi » par Pierre Lecoeur, Almanach de l'AF 1926

[1628] Plusieurs ouvrages sont cités par Guillaume GROS : CHARBONNEAU Henri, *Les mémoires de Porthos* ; MONNIER Pierre, *A l'Ombre des grandes têtes molles* ; BENOUVILLE de Pierre, *Avant que la nuit ne vienne* ; LEGER François, *Une Jeunesse réactionnaire* ; ARIES Philippe, *Un Historien du dimanche* ; GIRARDET Raoul, *Singulièrement libre.* Plusieurs autres ouvrages insistent également sur ce point : DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française* ; HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française ;* MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même.*

[1629] GROS Guillaume, « Les Jeunes et l'Action française (1914-1939), dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société, politique, op. Cit.* p.222

L'affaire Scelle

En mars 1925, l'AF a l'occasion de prouver une fois de plus son influence sur le monde étudiant à Paris et en province. La nomination de Georges Scelle, professeur de Droit à l'Université de Dijon et chef de cabinet du ministre du Travail dans une chaire de la Faculté de Droit à Paris, provoque une flambée d'indignation et de violences dans les milieux étudiants parisiens puis provinciaux. Cette désignation est considérée comme un exemple de favoritisme politique et les étudiants d'AF en profitent pour agiter le Quartier latin en prenant la tête d'un large mouvement de dénonciation. Tout au long du mois de mars, la tension est croissante. Le 28 mars, une grande manifestation empêche le cours de Georges Scelle et l'AF titre : « Le cours fantôme de M. Georges Scelle. La victoire du Quartier latin. Les étudiants s'emparent de la Faculté de droit – L'émeute dans la rue – Les communistes au service de François Albert, sont sauvés par la police – Plus de cent blessés, 36 arrestations – Le triomphe des étudiants patriotes. »[1630]
L'affaire prend des proportions politiques importantes avec notamment Ybarnégaray qui s'exprime à la Chambre pour défendre le mouvement étudiant. Jules Uhry lui répond « Il est aussi dans la ligne de l'Action française ». Ybarnégaray rétorque alors « Cela veut dire qu'il y a cinq mille étudiants d'Action française ». Herriot est également d'avis que les troubles ont été fomentés et entretenus par l'AF et déclare : « Si nous ne résistons pas à un mouvement de cette nature, nous nous trouverons à l'avenir impuissants devant la pression insolente de ce groupe. »[1631]

Le lendemain de cette interpellation, l'Association générale des Etudiants de Paris lance un avis de grève générale. Le 3 avril, 15 000 étudiants manifestent au Quartier latin et la grève se répand partout en province : Lyon, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Rouen, Rennes, Montpellier, Nantes, Limoges, Strasbourg, Poitiers, Grenoble, Alger, Clermont-Ferrand, Angers, Lille, Nancy.[1632]
Les associations étudiantes ont finalement gain de cause et Scelle est démis de ses fonctions. Au final, il ne faut certes pas majorer le rôle de l'AF au cours de cet épisode mais la volonté gouvernementale de faire de l'AF le chef de file des événements est tout de même une preuve de l'influence, au moins supposée, de cette dernière sur le Quartier latin. Il y a sans doute derrière cette attitude une manœuvre politique destinée à « récupérer » les étudiants républicains en utilisant le repoussoir de l'AF mais cette affaire traduit tout de même une implantation estudiantine non négligeable.

[1630] Quotidien d'*AF* du 29 mars 1925
[1631] JO du 31 mars 1925 voir aussi Quotidien d'*AF* du 1er avril 1925
[1632] Quotidien d'*AF* du 4 avril 1925

Cette affaire n'est pas le fait unique de l'AF mais elle lui permet de renouer avec ses activités habituelles d'avant-guerre à savoir la mobilisation étudiante. Cela étant, l'essentiel de la violence militante de l'AF dans les années 1920 ne se situe pas au Quartier latin mais bien sur le terrain de l'action politique contre les communistes et contre les représentants de la République.

L'assassinat d'Ernest Berger, la lettre à Schrameck et le bouillonnement militant des années 1925-1926

Quelques jours après l'affaire de la rue Damrémont, alors même que les manifestations du 1er mai et de Jeanne d'Arc sont interdites, camelots et Jeunesses patriotes décident de maintenir leurs processions. Il s'en suit une bataille d'une rare violence au cours de laquelle 118 policiers et 150 membres de l'AF sont blessés dont certains grièvement. Plus de 200 personnes sont arrêtées.[1633] L'année suivante, mêmes circonstances et mêmes violences. Les rapports de police et notes des RG soulignent d'ailleurs que les camelots sont tous très fiers de ces combats.[1634]

Le 26 mai 1925, c'est donc dans un contexte déjà particulièrement tendu qu'Ernest Berger, trésorier de l'AF, est assassiné par une anarchiste qui souhaitait tuer Charles Maurras.
L'AF y voit un complot mené par la police secrète. Léon Daudet écrit, le 30 mai, un article intitulé « Assassinats concertés et connexes. La Bonnefoy double la Berton » : « Nous avons aujourd'hui la conviction que la Berton visait Plateau, et non un autre ; que la Bonnefoy visait Berger, et non un autre, et que, pour la première comme pour la seconde, « Maurras » et « Daudet » n'étaient là que comme dérivatifs à l'enquête ultérieure. La Berton avait d'ailleurs averti Berger, comme second de Plateau, que son tour viendrait et qu'elle se vengerait de lui : qu'elle vengerait, sur lui, la police politique dont elle était l'émissaire secrète. La Bonnefoy reprend, les pas dans les pas, le sinistre bobard de la Berton : « J'en voulais à Daudet et à Maurras... » (…) La Bonnefoy a ajouté qu'elle s'était trompée et qu'elle regrettait amèrement d'avoir tué Berger, au lieu de Maurras qu'elle visait, et avec qui elle l'avait confondu. C'EST LA REPETITION EXACTE, AU COMMISSARIAT, DES PROPOS DE LA BERTON EN COUR D'ASSISES. »[1635]

L'assassinat d'Ernest Berger engendre une très forte ébullition dans les rangs de l'AF. Une lettre d'un ligueur de Lyon envoyée à Maurras le 3 juin 1925 montre la tension extrême au sein de la ligue à ce

[1633] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.186
[1634] Divers rapports sur la manifestation Jeanne d'Arc, mai 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1635] DAUDET Léon, « Assassinats concertés et connexes. La Bonnefoy double la Berton », Quotidien d'*AF* du 30 mai 1925

moment : il dit notamment que les communistes « disent partout qu'on peut tuer sans crainte de représailles « les gens de l'Action française » » et il souhaite participer à la vengeance des morts de l'AF : « Sans doute il ne faut pas donner dans le piège tendu par les séides de Caillaux et des juifs, mais, d'autre part, l'AF ne sera jamais aussi forte que lorsqu'elle sera crainte. »[1636]

Au cours de cette période, le gouvernement choisit de durcir sa politique vis à vis du port des armes. Le 5 juin, le quotidien dénonce « un coup de force policier » après la fouille et l'arrestation de 36 ligueurs dans une réunion de la section du 18ème arrondissement.[1637]

Charles Maurras se fait alors l'écho de cette profonde agitation en rédigeant une lettre ouverte à M. Morain, préfet de police et une autre à Abraham Schrameck, ministre de l'Intérieur.
Dans la première, il revendique le port nécessaire d'une arme eu égard aux multiples violences et aux tentatives d'assassinat à son encontre. Il conclut en ces termes : « Aucun Français de cœur n'abandonnera son pays à la horde anarchiste qu'un infâme régime soudoie, manœuvre, couvre et appuie par tous les moyens. Aussi longtemps que ces idées, ces mœurs, ces personnels règneront, notre légitime défense fera du port de revolver non pas un droit, mais un devoir. »[1638]

Les ligueurs d'AF sont alors particulièrement surveillés par les autorités comme le prouve une note d'informateur répertoriant 67 camelots de la capitale et de la banlieue détenteurs d'un revolver, d'une matraque ou d'un coup de poing américain.[1639] Cette liste n'est vraisemblablement pas exhaustive mais elle témoigne d'une inquiétude réelle de la police à l'égard de l'armement des ligueurs d'AF.

Dans la seconde lettre, Maurras se montre particulièrement virulent, accusant Schrameck d'être l'instigateur « du guet-apens de la rue Hermel » mais aussi de faciliter la révolution communiste en désarmant les « bons citoyens » de l'AF et des JP. Maurras réutilise également la matrice antisémite : « De vous, rien n'est connu. Mais vous êtes le Juif. Vous êtes l'Etranger. Vous êtes le produit du régime et de ses mystères. Vous venez des bas-fonds de police, des loges et, votre nom semble l'indiquer, des ghettos rhénans. (…) Votre race, une race juive dégénérée, car il y a des Juifs bien nés qui en éprouvent de la honte, la race des Trotsky et des Krassine, des Kurt Eisner et des Bela Kuhn, vous a chargé maintenant d'organiser la révolution dans notre patrie. Mais cela se voit un peu trop. (…) C'est sans haine comme sans crainte que je donnerai l'ordre de verser votre sang de

[1636] Lettre d'un ligueur lyonnais à Maurras, 3 juin 1925, Archives nationales, Paris, 576 AP 19, citée par JOLY Laurent, « L'Action française et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale », *op. Cit.* p.111
[1637] Quotidien d'*AF* du 5 juin 1925
[1638] MAURRAS Charles, « Lettre ouverte à M. Morain, préfet de police », Quotidien d'*AF* du 9 juin 1925
[1639] Note des RG, 18 juillet 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 194

chien s'il vous arrive d'abuser de la force publique pour ouvrir les écluses du sang français sous les balles et les poignards de vos chers bandits de Moscou. Ce jour-là, les plus lâches des spectateurs ne pourront même dire que je vous aie causé le moindre mal, car vous l'aurez voulu, vous vous le serez fait à vous-même, vous aurez commis le forfait que je vous engage à vous épargner. »[1640]
La menace de mort est explicite. Immédiatement, Schrameck porte plainte et Maurras est condamné, en juillet 1925 à deux ans de prison et 1000 francs d'amende. Il fait appel et sa peine sera finalement ramenée, en février 1927, à un an de prison avec sursis.

Malgré la virulence de ses propos, il est intéressant de souligner que Maurras cherche également à canaliser les éléments les plus agités de sa ligue : « J'ai cru de mon devoir de m'interdire ce signe et d'arrêter cette colère. Qu'il soit ou non de la police, l'anarchisme professionnel sait tuer pour un oui ou pour un non. Les citoyens civilisés savent que la peine de mort ne doit être appliquée qu'à des criminels homicides et en des circonstances où la culpabilité certaine apparaît dans une évidence irrésistible. Nous avions de graves soupçons et des indices sérieux sur les vrais instigateurs de l'assassinat de Plateau. Mais ce n'étaient que des probabilités, et l'enquête judiciaire qui les eût précisés a été tuée dans l'œuf. (…) »[1641]
Ainsi, comme le rappelle Laurent Joly, « aussi terrible puisse-t-elle apparaître, la « lettre à Schrameck » reste dans les bornes de la violence symbolique, théorisée et mise en pratique à l'AF depuis les années 1910. Maurras prend à témoin ses lecteurs, attise leur antisémitisme, tout en canalisant leur violence. Certes, la dialectique maurrassienne est dangereuse ; elle ne met pas à l'abri de l'initiative d'un admirateur exalté. Mais le directeur politique de *L'AF* est tellement convaincu de maîtriser sa parole et les effets de celle-ci que cette idée ne lui vient même pas à l'esprit. »[1642]
D'ailleurs, force est de constater, qu'il a toujours été écouté et qu'aucun de ses ligueurs n'a jamais franchi la ligne malgré des discours violents répétés au fil des mois.
François Brigneau, dans son ouvrage *Mon après-guerre* fait directement référence à ces affaires et explique pourquoi il n'a jamais été maurrassien en montrant que l'AF « bien qu'elle s'en défende avec vivacité, a commis des fautes tactiques très graves, dont celle qui consiste à menacer toujours et à frapper rarement. »[1643]
Maurice Pujo le confirme d'ailleurs lui-même indirectement : « Même pendant la paix nous n'avons jamais cessé d'être attentifs aux circonstances extérieures ou intérieures ; elles nous ont fait souvent

[1640] MAURRAS Charles, « Lettre ouverte à Abraham Schrameck, ministre de l'intérieur, Quotidien d'*AF* du 9 juin 1925
[1641] Idem
[1642] JOLY Laurent, « L'Action française et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale », *op. Cit.* p.112
[1643] WAGNER Georges-Paul, *Maurras en justice*, Clovis, Etampes, 2002, p.54

refuser des campagnes réclamées inconsidérément par l'opinion. Disposant du dévouement sans bornes de nos amis, n'hésitant jamais à l'employer à fond pour un intérêt national sérieux, nous n'avons pas voulu les lancer dans des manifestations inutiles ; nous avons chaque fois fixé une limite, scrupuleusement observée, à leur violence. »[1644]

Malgré tout, en janvier 1926, le colonel Larpent espère toujours faire croire à un passage à l'acte imminent : « On a reproché à l'Action française de ne pas avoir vengé ses morts : PLATEAU, Philippe DAUDET, BERGER. Nous ne l'avons pas tenté, en effet, nos troupes étaient trop faibles ; mais à l'heure actuelle, nous sommes en force et prêts à marcher. C'est notre comité directeur qui lancera l'ordre de marcher sur l'indication qui lui en sera donnée par Maurras. (…) Ce moment approche. L'heure propice ne tardera pas à sonner. Les affaires ne paraissent-elles pas tourner à notre avantage ? Nos dirigeants entreront bientôt à l'Elysée à la tête des troupes de l'Action française. »[1645]
En novembre 1926, Léon Daudet déclare au cours d'une réunion au Cirque de Paris : « Je me moque de la police républicaine. Comme je sais qu'il y a ici au moins un membre de la police politique, peut être plusieurs, je m'adresse à eux afin qu'ils puissent dire à leurs supérieurs que si Maurras était blessé ou touché, on ne pourra nous tuer tous deux ensemble, je donnerai immédiatement des ordres pour que tous les ministres de la république fussent de suite assassinés et comme j'ai l'habitude d'être obéi ce sera chose faite. »[1646]

Ces discours sont également accompagnés d'actes symboliques pour entretenir l'idée de l'imminence d'un coup de force comme le prouve la circulaire relative aux « sentinelles » envoyée aux sections de province en janvier 1926. La mission des sentinelles consiste à « surveiller une rue donnée, un carrefour, une sortie de métro. Surveiller les mouvements aux fenêtres, sur les toits, sur les trottoirs, etc. Empêcher de circuler sur tel trottoir. Donner l'alarme. » La consigne générale donnée aux sentinelles est de « se dissimuler, ou prendre l'aspect neutre du badaud. Ecouter et regarder. Porter sans délai tout renseignement recueilli au chef de poste. »[1647] Cette organisation a pour but de faciliter le passage à l'acte le jour où un coup de force serait tenté.
Ainsi, la crainte d'un complot de l'AF est réelle comme le prouve une note des RG du 8 janvier 1926 : « On croit devoir signaler notamment que le colonel Larpent reçoit beaucoup de visiteurs et tout particulièrement des officiers en civil ou en tenue ; lieutenants ou capitaines. Il paraît probable

[1644] PUJO Maurice, *Les camelots du roi*, *op. Cit.* p.28
[1645] Rapport d'un correspondant à propos d'une réunion de la section d'AF du 12ème arrondissement, janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1646] Note des RG, 10 novembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1647] Circulaire sur l'emploi des sentinelles, janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

que le colonel cherche à se renseigner sur l'état d'esprit actuel de l'armée en vue de l'organisation éventuelle d'un coup de force. »[1648]

Un autre rapport de police du 13 janvier 1926 : « Le colonel Larpent et le commandant Robin reçoivent toujours de nombreux officiers en civil. Leur allure militaire et leurs rubans ou rosettes rouges ne permettent aucun doute à cet égard. Il est toujours impossible de connaître le sujet des conversations échangées. »[1649]

L'AF inquiète mais le passage à l'acte n'a jamais lieu. C'est bien là que réside l'un des principaux arguments des dissidents de l'AF.

Georges Valois quitte l'AF pour cette raison et il propose une vision, certes très critique, mais non dénuée de fondement, des rapports entre l'AF et le coup de force. Il considère par exemple qu'en 1919, « l'Action française était seule à pouvoir employer le sentiment de la victoire. Elle ne le fit pas. Le sentiment de la victoire demeura au cœur des Français sans prendre forme, sans expression, et comme une puissance sans emploi possible. »[1650]

Valois souligne également que si le coup de force marque l'AF aux yeux du public, « elle ne fit rien du tout pour le préparer. (…) En vingt ans, on a le temps de préparer un coup de force. Il y a vingt ans que l'Action française l'a annoncé. Elle ne l'a pas fait. Et elle ne le fera jamais, je puis vous dire avec une entière certitude qu'elle a toujours tout fait pour briser ceux qui l'y poussaient, ou qui la poussaient à une action effective. »[1651]

C'est bien cet écart, de plus en plus profond, entre les thèses répétées inlassablement dans les colonnes du quotidien et la pratique réelle du mouvement qui est l'argument principal des dissidents d'AF dans les années 1920.

[1648] Note d'un correspondant du 8 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1649] Rapport de police du 13 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1650] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.50
[1651] *Ibid* p.86

Chapitre 4 : Dissidences et concurrences

I. L'éternel paradoxe entre « activisme » militant et royalisme conservateur

1) Les principales causes de dissidence

Il importe immédiatement de souligner, après Michel Leymarie, qu'il est impossible de « considérer globalement, en un seul ensemble, les désaccords et les ruptures » propres à chaque dissident d'AF.[1652] Il ne faudrait pas donner l'impression d'une dissidence collective tant les facteurs personnels sont essentiels à la compréhension de chaque rupture. Cela étant, plusieurs facteurs semblent se distinguer[1653] : le caractère de Maurras et son entourage ; l'organisation du mouvement et du journal[1654] et surtout la déception face à ce que Lucien Rebatet a appelé « l'inaction française ».[1655]

A propos du caractère de Maurras, nous rappelons ici une note des RG de juillet 1910 déjà citée dans notre premier chapitre : « La discipline outrancière, l'obéissance passive qu'il (Maurras) rêvait d'imposer à ses groupes d'action dépourvus de la moindre initiative et réduits par lui au rôle de simples agents d'exécution de ses ordres, l'autoritarisme absolu qu'il entendait exercer, paraissaient excessif à ses amis mêmes et insupportable à ses groupes. Daudet et Pujo, plus d'une fois, eurent à protester tant en leur nom qu'au nom de leurs troupes, mais Maurras, dont l'entêtement est inouï, restait plus sourd que jamais – c'est le cas de la dire ! - à toutes leurs réclamations. »[1656]
Cette analyse est confirmée par divers récits de dissidents d'AF. Emmanuel Beau de Loménie écrit

[1652] LEYMARIE Michel, « Dissidents et critiques des années vingt », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.374
[1653] *Ibid* p.378-379
[1654] Pour les questions organisationnelles, nous renvoyons à notre chapitre 2 et aux développements, notamment, sur les difficultés financières permanentes.
[1655] REBATET Lucien, *Les décombres, op. Cit.* p.111
[1656] Note des RG, 7 juillet 1910, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1342

notamment que Maurras « se révélait pénétré d'un amour-propre terriblement susceptible, de gendelettre. »[1657]

Louis Dimier écrit : « Par malheur, pour en fixer le succès, celui qui s'en servait manquait de trois choses : la sensibilité du cœur, l'estime des hommes et le goût de la vérité. »[1658]

L'entourage de Maurras n'est pas épargné par la critique. Valois, par exemple, déteste Maurice Pujo et Maxime Real del Sarte. Du premier, il raconte que lors d'une réunion entre Pujo, Moreau et lui, au moment des manifestations communistes de fin 1924, Pujo était « à moitié couché dans un fauteuil, sirotant son calvados » et « paraissait aussi intéressé aux affaires publiques qu'un hippopotame de jardin public. Il ne s'animait que pour défendre ses prérogatives de chef de l'action. »[1659] Maxime Real del Sarte, quant à lui, est décrit comme « un des fléaux de l'Action française ; effroyablement bavard, et mauvaise langue, sa manie est d'entrer en relations avec tous les hommes politiques que l'Action française injurie. On lui répond, naturellement, et on le manœuvre. »[1660] Evidemment, ces portraits au vitriol renvoient à des mésententes internes, propres à toutes les organisations politiques.

Si l'on suit le raisonnement de Jean Philippet, « l'Action française (a) été une école politique d'un genre unique par sa culture intransigeante et rigoureuse, au centre de laquelle la violence des mots, la fureur de l'invective, la véhémence des attaques mais aussi le dogmatisme rigide entretiennent la flamme de la révolte dans un exercice littéraire que Maurras et les siens tiennent comme le plus beau des beaux-arts. »[1661] Toutefois, nous l'avons déjà dit, l'écart entre la violence revendiquée et la violence réelle est énorme et c'est dans cette réalité que réside la principale raison des dissidences d'AF. Edouard Berth[1662] écrit ainsi : « Nos néo-royalistes sont vraiment des intellectualistes outranciers qui se figurent pouvoir restaurer une France monarchique par la seule puissance de la dialectique. »[1663]

Georges Valois note également que « l'Action française a (une) tare depuis son origine. C'est l'école politique du verbalisme. Maurras la transforma en groupe royaliste de 1900 à 1905, par une aptitude au verbalisme qui dépassait celle des fondateurs. Vers 1907, il fit la théorie du coup de force. Autre

---

[1657] BEAU DE LOMENIE Emmanuel, *D'une génération à l'autre*, « Réponse à Henri Massis », Paris, *Cahiers de la Quinzaine*, XXIII, 8 octobre 1933, p.13, cité par LEYMARIE Michel, *op. Cit.* p.378

[1658] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française*, *op. Cit.* p.329

[1659] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent*, *op. Cit.* p.151

[1660] *Ibid* p.125

[1661] PHILIPPET Jean, « Maurras et les Maurrassiens ou la violence considérée comme l'un des beaux-arts », dans François Audigier et Pascal Girard (Dir.), *Se battre pour ses idées, La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Editions, Paris, 2011, p.38

[1662] Qui a rejoint le camp communiste après la guerre tout comme Georges Sorel

[1663] BERTH Edouard, *Guerre des Etats ou guerre des classes*, Librairie Marcel Rivière, Paris, 1924, p.243, cité par LEYMARIE Michel, *op. Cit.* p.383

abus verbal. Quand on veut faire un coup de force, la première chose à faire, c'est de ne pas le dire. »[1664]

Le rapport de l'AF à l'action est bien au cœur de la question de dissidence au sein de la ligue. Déjà avant-guerre, l'exclusion d'Henri Lagrange pour « indiscipline » renvoie à une incapacité de l'AF à gérer ses militants les plus « activistes ». Lagrange meurt pendant la guerre et bénéficie, à ce titre, d'une réhabilitation au sein du mouvement par la plume de Maurras lui-même qui rédige la préface de l'ouvrage *Henri Lagrange. Vingt ans en 1914, études politiques et littéraires, portraits et polémiques, lettres de guerre.*[1665]

2) L'exemple de Louis Dimier

L'exemple de Louis Dimier est particulièrement représentatif des dissensions internes à la ligue. Sa rupture avec le mouvement est directement liée aux trois arguments précédemment évoqués. S'il dit, en effet, très tôt à Valois : « Mon pauvre ami, (…) mais il n'y a personne à l'Action française qui s'occupe à faire la monarchie. »[1666], sa rupture est toutefois actée après une mésentente personnelle avec Maurras au sujet d'un problème organisationnel au sein de l'administration du journal.

Louis Dimier est attiré par la doctrine d'AF dès sa fondation. Il est alors professeur dans l'enseignement libre et surtout catholique convaincu. Comme le rappelle Paul Serant, « la position de Maurras et de certains de ses amis dans ce domaine n'était donc pas la sienne. »[1667]
Dimier note d'ailleurs lui-même : « Mais il y avait un point délicat, celui de l'irréligion, professée, enseignée au sein de l'Action française, depuis ses commencements, par ses chefs les plus écoutés. Il a fait couler des flots d'encre, suscité vingt attaques, autant d'apologies. (…) Ces propos révoltaient le sentiment catholique. Ils n'offensaient pas moins le bon sens et l'histoire ; de plus, ils portaient le cachet de défi intellectuel qui signale les petites revues. A tout homme raisonnable, il fallait de bons nerfs ; à des catholiques engagés avec ceux qui les professaient, il en fallait de plus forts encore, *robur et aes triplex,* pour les supporter ; mais il ne fallait que cela. C'était révoltant,

[1664] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.85
[1665] LAGRANGE Henri, *Vingt ans en 1914, études politiques et littéraires, portraits et polémiques, lettres de guerre,* préface de MAURRAS Charles, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1920
[1666] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.91
[1667] SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française,* Copernic, Paris, 1978, p.37

c'était inepte, mais cela ne touchait pas notre action, qui ne visait autre chose que la réforme de l'État, qui n'avait affaire de l'Église que dans ses rapports avec l'État, qui ne considérait dans les mœurs que ce que les lois de l'Église et de l'État doivent être d'accord pour régler. Toute vie intérieure, toute croyance, toute estimation de valeurs morales au sein de la discipline que l'Église impose, étaient à part de notre action commune. Rien n'empêchait donc de s'y rallier. »[1668]
C'est donc bien la question de l'action que Louis Dimier place au cœur de son adhésion à la ligue. Il est d'ailleurs très tôt au cœur de la machine d'Action française. En 1906, il est directeur de l'Institut d'AF puis rédacteur du journal chargé de la politique catholique et enfin administrateur du journal.[1669]

Après la guerre, Dimier ne comprend pas la position de Maurras qui « estimait que la guerre avait reculé notre objet… Quatre années passées dans les camps avaient été pour tous l'occasion de réfléchir ; le soldat dans les tranchées avait discuté de toutes choses et du gouvernement ; une restauration ne pouvait plus espérer passer dans l'indifférence, elle serait discutée et partout combattue. Il fallait donc, avant de la faire, recommencer à la prêcher. »[1670] Dimier pense le contraire. Il considère que si l'AF entreprend de restaurer la monarchie, elle entraînera l'adhésion d'un grand nombre de Français.[1671] Ainsi, il ne pardonne pas la déviation vers « un royalisme purement théorique ».[1672]

Cela étant, c'est bien une querelle personnelle avec Maurras qui emporte sa décision de quitter l'Action française. Louis Dimier ne parvient pas à convaincre Maurras de la nécessité de rationaliser l'organisation du quotidien, notamment au niveau des finances. Maurras le met alors à la porte de l'administration du journal tout en souhaitant le conserver comme rédacteur ce que Dimier refuse. Il écrit alors : « Malgré les claires explications que j'avais données de mon départ, je suppose que nos amis n'en avaient pas bien compris les causes. Ils n'y voyaient qu'une querelle de personnes ; derrière cette querelle ils n'apercevaient pas la question même de notre action. Son but ajourné, ses mœurs incorrigibles, étaient désormais entre elle et moi. » Et il conclut : « Rien ne leur a manqué, ni les hommes, ni l'argent, ni les événements ; cependant ils n'ont pas abouti. Leur critique reste ; peut-être en inspirera-t-elle d'autres qui feront ce dont ils étaient incapables. »[1673]

[1668] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.28-30
[1669] LEYMARIE Michel, « Dissidents et critiques des années vingt », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.374
[1670] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.304
[1671] SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française, op. Cit.* p.43
[1672] *Ibid* p.44
[1673] DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française, op. Cit.* p.355

Au final, comme le rappelle Eugen Weber, « les dirigeants d'Action française, en dépit de ce qu'ils affirmaient, se trouvaient, socialement et psychologiquement, du côté de l'ordre établi. Il est exact qu'ils haïssaient cet ordre ; mais après-guerre, il apparut que leurs amis détestaient encore bien plus le changement. Un mouvement qui s'accroche obstinément à l'ordre établi, un mouvement qui a besoin d'argent pour survivre, un mouvement qui abhorre la République mais ne conçoit aucun moyen de la renverser, un mouvement qui décourage les actions précipitées et range sous cette rubrique presque toutes les formes d'action – un tel mouvement se trouve obligatoirement placé dans l'incapacité, bientôt, de distinguer la position de réactionnaire (qu'il approuvait, bien entendu) et celle du conservateur pur et simple. »[1674]

Ce paradoxe insoluble à l'AF laisse d'ailleurs une place à d'autres expériences ligueuses au milieu des années 1920.

[1674] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.245-246

II. Naissance des concurrences : la Légion et les Jeunesses patriotes

Comme le souligne Robert Soucy, l'année 1924 est un tournant dans les rapports de force au sein de la droite nationaliste. L'AF n'est plus, à partir de cette date, le seul centre d'agitation. On assiste, en effet, aux naissances successives de la Légion, des Jeunesses patriotes et du Faisceau qui contestent le rôle de chef de file endossé depuis de longues années par l'AF. Autre point important, ces groupements se disent républicains et non royalistes, ils constituent ainsi une menace beaucoup plus grave que l'AF pour la IIIème République.[1675]

Plus largement, la problématique des échanges entre la ligue d'Action française et les autres ligues nationalistes nécessite la prise en compte des concepts de réseaux et de transferts culturels.[1676] Appliqués à notre objet, ils permettent de traiter d'un point trop souvent délaissé dans l'étude sur les ligues c'est à dire les porosités qui peuvent exister entre elles, tant sur le plan des acteurs que des thèmes ou des méthodes.

1) La Légion

Un mois après l'élection du Cartel, Antoine Rédier fonde la Légion. Ce dernier, rédacteur en chef de la *Revue française*, ancien combattant et auteur de *Méditation dans les Tranchées*, *Capitaine* et *Les femmes de guerre*, bénéficie du soutien notamment financier du général de Castelnau.

Rédier accuse le Cartel de vouloir favoriser l'avènement d'un régime communiste et affirme que ses ligueurs sont qualifiés pour « barrer la route à tous les mouvements révolutionnaires » car dit-il, « nous avons appris à nous battre pendant la guerre. On nous a appris à nous servir d'un couteau. Pour sauver notre malheureux pays, disposé comme il l'est à une guerre civile et attendant une guerre qui s'impose : s'il est nécessaire de descendre dans les rues, nous y serons. »[1677]

Cela étant, comme le rappelle Robert Soucy, il y a un fossé considérable entre les aspirations de la

[1675] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933*, Presses Universitaires de France, Paris, 1989, p.45
[1676] Voir ESPAGNE Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, PUF, Paris, 1999
[1677] Rapport de police du 26 mai 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 208

Légion et sa force réelle. C'est pour cela qu'il appelle ouvertement à l'alliance avec les autres mouvements nationaux. Il loue d'ailleurs l'AF et ses idées mais considère que cette dernière ne sera jamais le point de ralliement de tous les nationalistes en raison de son royalisme.[1678]
A la différence de l'AF, Rédier affirme également que ses ligueurs peuvent appartenir à la Légion et à une autre organisation nationaliste simultanément.[1679]

Géographiquement, c'est en province que la Légion puise le plus gros de ses effectifs, essentiellement dans les villes du Nord, de l'Ouest et du Sud-Ouest. En 1926, la police estime qu'elle regroupe environ 10 000 membres et que son journal du dimanche, *Rassemblement*, est diffusé à 15 ou 20 000 exemplaires. En septembre 1925, la Légion a des sections à Strasbourg, Lyon, Roubaux, Le Havre, Rouen, Angers, Saumur, Cholet, Châteauneuf-sur-Sarthe, Enghien les Bains et Marseille mais ne parvient pas à réellement s'implanter à Paris.[1680]

En réalité, la Légion n'a jamais réellement été un mouvement d'envergure mais bien davantage une sorte de « pépinière » pour les Jeunesses patriotes.[1681] Ses tentatives répétées mais continuellement avortées d'organiser une véritable alliance au sein de la nébuleuse nationaliste témoignent de la réalité des rapports entre toutes ses ligues au milieu des années 1920 : capables de s'entendre ponctuellement mais incapables de s'allier durablement.

2) Les Jeunesses patriotes

Nous possédons une histoire extrêmement précise des Jeunesses patriotes et de leur dirigeant Pierre Taittinger grâce à la magistrale thèse de Jean Philippet.[1682]

La naissance des Jeunesses patriotes

Au milieu des années 1920, la Ligue des Patriotes est en grande difficulté : « La mort de Barrès la laisse en grand état de faiblesse : sa puissance est devenue négligeable, son poids politique

[1678] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.57
[1679] *Ibid* p.59
[1680] Voir divers rapports de police cité par SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.66-67
[1681] Rapport de police du 6 septembre 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 208
[1682] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Raoul Girardet, 1999

nul, mais son prestige reste intact. Elle fait désormais partie des institutions de la République et c'est parmi ses grands notables qu'elle va chercher les successeurs de Barrès : Millerand devient ainsi sur l'initiative de Gauthier de Clagny et de Le Menuet, président d'honneur de la Ligue et tandis que son comité directeur est invité à adopter un nouveau programme d'action. » La fondation d'un groupe de jeunes participe à cet élan de renouveau au sein de la vieille ligue nationaliste. C'est, en fait, une manière de « donner libre court à l'appétit d'action des jeunes nationalistes en les écartant en même temps des commandes de la LDP pour ne les laisser qu'entre les mains exclusives d'une figure emblématique de l'ordre, un soldat et un catholique, Castelnau que l'on finit par nommer président en exercice. »[1683]

La réunion constitutive des Jeunesses patriotes a lieu le 10 avril 1924. En plus de marquer la naissance du groupe, elle marque également l'entrée en scène du jeune député Pierre Taittinger qui fut le chef du mouvement jusqu'à sa défaite finale.[1684]

A l'arrivée au pouvoir d'Herriot, les JP ne sont « qu'un petit groupe inconnu du public avec pour chef de file un jeune député dont la renommée est encore à faire. »[1685] Il faut attendre le mois de novembre 1924 pour assister à un tournant décisif dans l'histoire de la jeune ligue. Comme nous l'avons déjà évoqué, « coup sur coup, l'amnistie des « traîtres » Malvy et Caillaux, le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon et la démonstration de force communiste qui s'ensuit, la relance de la question religieuse et scolaire modifient complètement le climat politique. »[1686] Et ce climat, s'il a été favorable à un développement des activités d'AF, nous l'avons vu, est également favorable à un développement rapide de l'organisation des JP.

Par un hasard du calendrier, l'Assemblée générale de la Ligue des Patriotes se tient le lendemain de la panthéonisation de Jaurès. Au cours de cette réunion, Pierre Taittinger galvanise les troupes par un discours de combat, dénonçant le danger révolutionnaire et en appelant aux « hommes désireux d'agir », « aux hommes qui se battent ».[1687]
Le lendemain de l'assemblée, le 25 novembre, Taittinger interpelle le gouvernement sur la « mobilisation générale des forces communistes » et la « véritable saturnale révolutionnaire » qui vient, selon lui, d'avoir lieu. Le texte est rejeté par 196 voix contre 318 mais et l'ordre du jour du dirigeant socialiste reflète le même rapport de forces, preuve que Taittinger a su entraîner toute

[1683] *Ibid* p.44-45
[1684] *Ibid* p.45-46
[1685] *Ibid* p.51
[1686] *Ibid* p.53
[1687] *Ibid* p.58

l'opposition de la Chambre pour ce vote.
Toutefois, les JP « ne semblent pas avoir connu un essor formidable dans les mois qui suivirent le transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, en raison d'une notoriété insuffisante et d'un manque de relais en province, mais la réaction provoquée par l'événement ainsi que le discours très dur que Taittinger avait prononcé à cette occasion à la Chambre, avaient tout de même amené l'adhésion de plusieurs centaines de jeunes gens décidés à s'organiser et à descendre dans la rue pour répliquer à l'action par l'action. »[1688]

L'AF et les JP : entre concurrence et alliance

Les JP ont évidemment essayé de recruter dans les rangs des organisations nationalistes préexistantes à commencer par l'Action française. Cette dernière ne fait d'ailleurs pas référence à la fondation des JP en avril 1924 ni au discours combatif de Taittinger à l'AG de novembre.
En septembre 1924, l'AF appelle même ouvertement ses ligueurs à se méfier des autres organisations politiques cherchant à recruter dans ses rangs : « Les ligueurs d'Action française appartiennent à une organisation politique dont le but est précisément de détruire les causes dont tous les bons Français déplorent et redoutent aujourd'hui les effets. Leur devoir politique est donc de concentrer tous leurs efforts à l'intérieur de l'Action française et de ne pas les disperser dans différents groupements politiques. Cette ligne de conduite n'implique aucune hostilité à l'égard des autres groupements patriotes avec lesquels, cela va sans dire, l'Action française ne demande qu'à collaborer pour le salut national. […] Nos amis s'abstiendront donc de donner suite aux sollicitations individuelles dont ils pourraient être l'objet, et ils nous les signaleront. »[1689]

Les camelots du roi sont, assez logiquement, courtisés par la nouvelle ligue, en effet, ils sont considérés, comme l'explique Jean Philippet comme des « experts reconnus de l'action directe » et « servent de modèle à la fois sur les plans conceptuel et culturel. » Il s'agit en fait d'une véritable culture politique ligueuse que les JP cherchent alors à récupérer avec plus ou moins de succès.[1690]
Cela étant, ces derniers vont, très vite, créer leur propre mythologie notamment après l'embuscade de la rue Damrémont.[1691]

[1688] *Ibid* p.86
[1689] Quotidien d'*AF* du 20 septembre 1924
[1690] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.510
[1691] Cet épisode a été étudié très précisément par Jean Philippet grâce, notamment, au dossier d'instruction : voir pp.200-225

Dans la nuit du 23 au 24 avril 1925, plusieurs embuscades menées par des communistes conduisent à la mort de 4 militants des JP et à de nombreux blessés. Si les implications ne semblent plus aujourd'hui faire le moindre doute, à l'époque, droite et gauche s'opposent violemment. La gauche se rallie à l'explication fournie par les communistes qui dit que « par leur défilé martial dans les rues de ce quartier ouvrier, les Jeunesses patriotes ont donné l'impression, que l'on peut comprendre, de vouloir agresser les communistes. »[1692] Pour la droite, il s'agit du premier acte d'une vague de violence révolutionnaire. En fait, tout au long du procès de cette affaire, Taittinger cherchera à se positionner en victime et en rempart contre le communisme alors les communistes se présenteront comme seuls défenseurs des ouvriers.[1693]

L'AF va, comme toujours, encore plus loin, stigmatisant, un « guet-apens communisto-policier » décidé par le nouveau ministre de l'Intérieur, Abraham Schrameck accusé d'être « un spécialiste de ce genre de traquenards. C'est pourquoi il a été choisi par Painlevé, Briand et Caillaux pour leur ministère de détente… de détente de browning. Ce cabinet, panaché de trahison, débute dans le sang. Il finira dans la guerre civile, ou la guerre étrangère, ou les deux. C'est le cabinet de la Tueuse. »[1694] Le 26 avril, Léon Daudet intitule son article du jour « Sous le signe de Caillaux et de Schrameck. République d'assassins ».[1695] Le même jour, l'AF appelle ses ligueurs et alliés à assister en corps aux funérailles des victimes. Un rapprochement s'esquisse alors entre toutes les droites : lors des obsèques, Maurras, Daudet et Pujo marchent dans le cortège aux côtés de Maurice Quentin, président du Conseil municipal de Paris, du général de Castelnau, de Millerand, de Taittinger et de tout l'état-major de la Ligue républicaine nationale.[1696] Cela étant, l'AF ne manque pas de souligner qu'avec les membres de l'Action française, « le défilé prend soudain une allure plus martiale encore ! »[1697]

L'alliance, évidemment relative, des associations de la droite nationaliste et, tout particulièrement, de l'AF et des JP, persiste encore pendant quelques semaines. Le 29 avril, les JP se rendent nombreux à une réunion à Luna-Park pour « témoigner de leur volonté de marcher la main dans la main avec la grande organisation nationale qu'est l'Action française. »[1698] L'entente est toujours d'actualité le 10 mai lors du cortège traditionnel de Jeanne d'Arc, normalement interdit, mais que

---

[1692] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.210
[1693] *Ibid* p.218
[1694] Quotidien d'*AF* du 25 avril 1925
[1695] DAUDET Léon, « Sous le signe de Caillaux et de Schrameck. République d'assassins », Quotidien d'*AF* du 26 avril 1925
[1696] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.222
[1697] Quotidien d'*AF* du 27 avril 1925
[1698] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.222

Maurice Pujo appelle à respecter « malgré le juif Schrameck et le traître Caillaux ».[1699]
Cette manifestation est un véritable triomphe pour les ligues nationalistes et particulièrement pour les JP qui font figure de héros. L'AF souligne également que « le cortège traditionnel a été triomphal » et donne le chiffre de 50 000 parisiens présents.[1700]

L'assassinat d'Ernest Berger à la fin du mois de mai donne une occasion de plus aux ligues nationalistes de se retrouver. Les funérailles de ce dernier sont à l'origine d'un grand rassemblement à Paris où l'on retrouve, outre les habituels représentants des sections de province (assez peu nombreux pour l'occasion, il faut le souligner), un certain nombre de personnalités issues des rangs des autres mouvances nationalistes :
Jeunesses patriotes (Henry Provost, vice-président ; Jean-Paul Besançon, trésorier général)
Légion (Jacques Arthuys président des Légions, d'Humières et Trogou, délégués généraux)
Ligue républicaine nationale (Gustave Delavenne et Jacquinot de la section universitaire)
Ligue des Patriotes (général de Castelnau, Marcel Habert, Arsène Cruchon…)
Délégation des Fascis italiens en France.[1701]
C'est ainsi l'ensemble de la nébuleuse ligueuse de droite qui est représentée aux obsèques de Berger, si bien que Maurras félicite la tenue d' « obsèques véritablement nationales »[1702].

Cette série d'incidents et d'attentats, si elle se conclut par la fameuse lettre à Schrameck précédemment évoquée, n'en a pas moins profondément remué l'opinion de droite : l'unité des « nationaux » est clairement à l'ordre du jour. Le 1er juillet 1925, les JP annoncent d'ailleurs officiellement leur fusion avec la Légion d'Antoine Rédier. L'entente sera toutefois de courte durée vu que la Légion rejoindra un temps le Faisceau de Valois avant de le quitter également.
Il est possible que des négociations aient aussi eu lieu entre les dirigeants d'AF et les JP. D'ailleurs, le 23 juin 1925, lors d'une réunion à Nantes, Taittinger affirme que lorsqu'il faudra descendre dans la rue, ses troupes de combat fusionneront avec celles de l'AF.[1703]

Cela étant, en novembre 1925, lors du 12ème congrès d'AF, Maurice Pujo rappelle l'impossibilité d'appartenir à différents groupements nationalistes. Il explique qu'après les événements de novembre 1924, « il était utile de mobiliser les éléments qui n'appartenaient pas et n'auraient pu appartenir aux organisations existantes, mais les nouveaux groupements, en se fondant, ne faisaient

[1699] Quotidien *d'AF* du 30 avril 1925
[1700] Quotidien *d'AF* du 11 mai 1925
[1701] Quotidien d'*AF* du 31 mai 1925
[1702] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 31 mai 1925
[1703] Note des RG, 24 juin 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 233

pas la distinction : ils faisaient appel à tous. Et, il faut bien le dire, certains de nos amis, en province, ont eu tendance à répondre à ces appels, non qu'ils voulussent nous quitter, mais parce qu'ils s'imaginaient qu'ils pouvaient appartenir à plusieurs groupements à la fois. Nous avons fait paraître, dans le journal, des notes pour leur faire comprendre que, dans le domaine de l'action, on ne reçoit pas deux consignes. »

Pujo dénonce également ce qu'il appelle « la nuée de « l'union » » c'est à dire, « celle qui nous est proposée lorsqu'on voudrait que, quand le premier venu monte sur une borne et lance des appels enflammés aux patriotes de tous les partis, on quitte aussitôt des rangs solides pour aller se grouper, comme des badauds, autour de lui. Nous l'avons déjà dit : cette union-là, c'est la confusion et le désordre. »

Il remet également en cause la qualité des troupes des nouvelles organisations et rappelle que l'AF est une vieille organisation, « formée progressivement au cours de nombreuses campagnes, avec leurs cadres sélectionnés et éprouvés, leurs traditions, leur discipline. » Il souligne alors qu'il « ne peut pas en être ainsi dans les groupements nouvellement formés. Pour avoir tout de suite des adhérents, on accepte ceux qui se présentent. Pour les attirer, on leur confie tout de suite des secrets dont ils se pareront dans le monde pour faire les importants. (…) Dans ces conditions, il y aurait un grave danger à faire cette union étroite qu'on désirerait entre nos groupements et ces groupements nouveaux, un grave danger à en faire des vases communicants par lesquels nos secrets nous quitteraient pour aller Dieu sait où. » Au final, Pujo affirme : « Nous avons toujours dit à ceux qui nous la proposaient : Soyons bon amis, mais restons distincts ! Restons distincts pour demeurer bons amis. (…) De la sorte, quand les circonstances l'indiqueront, nous pourrons toujours causer ; nous pourrons faire des accords momentanés, déterminés et limités pour la défense d'une cause strictement commune. Nous pourrons même, sans accord préalable, combattre les uns à côté des autres et nous soutenir, parce que, devant l'adversaire, l'union se fait seule. Mais nous ne voulons pas de traité, nous ne voulons pas de parlotes stratégiques ni de plan de campagne. »[1704]

La situation semble toutefois avoir changé au printemps 1926 à la faveur d'un contexte économique dramatique et de fortes tensions entre l'AF et le Faisceau de Valois. Une note des RG du 17 mai 1926 fait ainsi référence à un appel de Maurras aux « partis d'ordre, à tous les partis nationaux pour former avec lui, en ce moment très critique, un grand parti français uniquement préoccupé du salut du pays. » Cet appel n'aboutit pas, la note souligne ainsi que les ligues nationales de la République ne souhaitent pas s'entendre avec l'AF car elles n'ont pas l'impression que cette dernière « soit une

[1704] PUJO Maurice, « Les conditions de l'action », Rapport présenté au 12ème congrès d'AF, novembre 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 198

force, une force électorale surtout. A Paris, on convient qu'elle a su grouper 7 à 8000 tapageurs, à l'occasion batailleurs, capables de manifester dans la rue et de donner ainsi l'illusion aux royalistes qu'ils sont actuellement un grand et puissant parti, mais on nie absolument dans ces ligues, que ce parti ait de solides racines dans le pays, qu'elles s'y étendent de plus en plus, enfin qu'elles puissent souffrir la moindre comparaison avec celles des partis nationaux. »[1705]

Au final, l'étude des relations entre l'AF et les JP au cours de la période 1924-1926 révèlent une réelle ambiguïté. Tout en cherchant à se distinguer de la nouvelle ligue, l'AF comprend assez vite qu'elle représente une force nouvelle sur l'échiquier politique et adopte donc une attitude relativement conciliante à son égard.

[1705] Note des RG, 17 mai 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

III. La dissidence de Georges Valois : le Faisceau

La situation est en revanche très différente avec Georges Valois[1706]. La rupture avec ce dernier est particulièrement violente et ses conséquences sont profondes au niveau de la théorie (perte du principal interlocuteur avec les milieux économiques) et au niveau de la pratique ligueuse (renvoi à l'idée du coup de force).

1) Du *Nouveau siècle* au Faisceau : les étapes de la rupture

Comme le rappelle Yves Guchet, de 1919 à 1925, les relations entre Maurras et Valois se tendent progressivement. Nous avons vu que la conception de la question économique est très différente chez les deux hommes mais c'est bien la question de l'action qui entraîne la dissidence de Valois.

Après l'échec aux élections de 1924, Valois considère qu'il est temps de galvaniser la nation grâce aux anciens combattants. Cependant, pour réussir cet effort, il lui faut sortir de l'étiquette monarchiste qui compliquerait les adhésions. Valois cherche d'ailleurs à se rapprocher de tous les combattants, y compris les communistes comme le prouve son rapprochement avec Marcel Delagrange, maire communiste de Périgueux.[1707] Cela étant, cette tentative n'aboutit pas. Comme le souligne Valois, « il était difficile d'obtenir des résultats lorsque, chaque matin, l'Action française demandait la peau des communistes, et le Parti communiste la peau de l'Action française. »[1708]

Valois n'en abandonne pas pour autant son combat en marge de l'AF et fonde, le 26 février 1925, un hebdomadaire, *Le Nouveau Siècle*.

Eugen Weber affirme que « la rue de Rome soutint à fond Valois » car elle y voit « un moyen d'influencer un public hors de sa portée sans cela. »[1709] En réalité, si cette entreprise n'est pas, dans un premier temps, dénoncée par Maurras, elle n'est pas réellement soutenue non plus. Pour preuve, nous ne trouvons aucune référence à la nouvelle revue dans les colonnes du quotidien si ce n'est le

[1706] Sur l'itinéraire politique de Valois, voir également : DOUGLAS Allen, *From Fascism to Libertarian Communism : Georges Valois against the Third Republic*, University of California Press, 1993

[1707] GUCHET Yves, « Georges Valois. Bilan d'un itinéraire », dans DARD Olivier (Dir.), *Georges Valois. Itinéraire et réceptions*, *op. Cit.* p.13-14

[1708] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent*, *op. Cit.* p.160

[1709] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.239

1er mars dans *l'Action française économique et sociale* sous la plume de Valois lui-même. Il écrit alors : « Dans le désordre des esprits, l'esprit du combattant s'est affirmé de nouveau. Le combattant était un homme qui avait acquis, pendant la guerre, le dégoût de la basse politique. On l'avait réincorporé dans les partis après la guerre. Il s'en évade aujourd'hui. Il veut se replacer dans les conditions où il a combattu pour saisir la victoire. Il se fait une politique, celle qui était la sienne pendant la guerre : un chef, et la fraternité entre tous les soldats et tous les partis. (…) Voilà sa loi. C'est pour la formuler, pour la proclamer, qu'une jeune équipe de combattants et de civils qui ont l'esprit de la victoire ont fondé *Le Nouveau Siècle.* (…) A l'entrée de cette maison nouvelle, où j'ai l'honneur de travailler avec d'ardents camarades, on ne demande pas au camarade qui se présente s'il est partisan de la constitution actuelle ou d'une constitution révisée. On lui demande s'il veut rentrer dans la famille des Français qui mettent la victoire au-dessus de tout, et qui en veulent les conditions. »[1710]

Au printemps 1925, Valois fonde ses légions (à ne pas confondre avec la Légion de Rédier) recrutées parmi les anciens combattants. Lors de la cérémonie officielle, les dirigeants de l'AF sont présents, preuve que les rapports, s'ils ne sont vraisemblablement plus amicaux, sont toujours au moins cordiaux. Parmi les chefs des légions, on retrouve Maurice de Barral, responsable de plusieurs organisations d'anciens combattants et membre du Parti révolutionnaire fasciste ; Marcel Bucard, futur chef des Francistes ; Emile Fels, fondateur du Syndicat des Journaux de Combattants ; Jacques Arthuys, officier de la Première Guerre Mondiale et co-fondateur, pendant la Deuxième, de l'Organisation Civile et Militaire. Ces différents noms témoignent de l'écho du mouvement de Valois dans les milieux des anciens combattants.

En revanche, comme le note Jean Philippet, Taittinger est resté à l'écart de la création du Faisceau. « Il discerne immédiatement le but poursuivi par Valois : couper les états-majors politiques (ceux de l'AF, des JP et des autres ligues), de leurs troupes en mettant en avant le nom de leurs dirigeants passés au Faisceau ».[1711] D'ailleurs, très vite, Rédier rompt son alliance avec Taittinger pour rejoindre Valois. Cela étant, « le départ de Rédier rend leur homogénéité aux Jeunesses patriotes en les replaçant dans l'axe du nationalisme plébiscitaire qui était le leur à l'origine. »[1712]

La rupture de Rédier est toutefois symptomatique d'un réel mouvement d'adhésion à l'entreprise de Valois au détriment de l'AF et des JP. Parmi les dirigeants du nouveau mouvement, on retrouve notamment Franz Van den Broeck d'Obrenan, ancien proche du duc d'Orléans et de l'AF ; Serge André, co-directeur de la revue *l'Opinion* entre 1919 et 1923 qui comptait plusieurs membres de

[1710] VALOIS Georges, « L'économie nouvelle. IV. Un nouveau siècle », Quotidien d'AF du 1 mars 1925
[1711] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.241
[1712] *Ibid* p.252

l'AF dans son équipe ; Eugène Mathon, industriel du Nord, proche de l'AF ; Valentin Smith, conférencier d'AF au début des années 1920. De plus, beaucoup de membres de l'équipe du *Nouveau Siècle* ont eu « des liens directs ou indirects avec l'AF » notamment Georges Brunet, ancien employé de la Nouvelle librairie nationale ou Léopold Marcellin ; tous deux, « très représentatifs d'une grande partie des membres du journal » : « des anciens combattants très profondément nationalistes et conservateurs sur le plan social. »[1713]
Ainsi, les porosités aussi bien intellectuelles que militantes entre l'AF et le futur Faisceau paraissent évidentes.

Malgré l'ambiguïté de la situation, jusqu'à l'été 1925, les rapports restent assez courtois même si Valois critique l'absence de représailles de l'AF après l'assassinat d'Ernest Berger : « L'Action française n'eut aucune réaction. Devant la tombe de Berger, on prononça les paroles traditionnelles : Nous te vengerons ! Personne n'y crut. C'était fini. »[1714]
Valois raconte ensuite qu'au cours de l'été, Maurice Pujo cherche à convaincre Léon Daudet de l'implication de son fils aîné dans la mort de Philippe. Les relations se tendent également avec Maurras qui le soupçonne (à juste de titre) de comploter en vue d'un coup de force. En réalité, l'ambition de Valois est alors claire : il veut « entraîner toute l'Action française dans un mouvement révolutionnaire » car s'il la considère « pour gouverner par des hommes parfaitement résolus à ne pas agir », elle est tout de même « une force indispensable contre la ploutocratie. »[1715]
En fait, les principales causes de friction semblent financières et essentiellement liées à la personne de François Coty. Ce dernier a largement contribué au financement du *Nouveau Siècle* mais il se retire en septembre 1925 en raison des polémiques avec l'AF. De même, Eugène Mathon, figure de l'AF du Nord de la France, estime la tentative de rapprochement avec les communistes absurde.
Valois trouve alors de nouveaux financements pour le lancement de son *Nouveau Siècle quotidien* avec les industriels van den Broeck d'Obrenan et Serge André mais, dès le départ, le lectorat fait défaut. A Paris, le 7 décembre 1925 : 10 000 numéros reçus dans les kiosques, 4244 vendus ; le 12 décembre : 5000 reçus, 1870 vendus.[1716]

Le passage de l'hebdomadaire au quotidien semble avoir été une raison importante dans la rupture entre Valois et l'AF.
Georges Valois raconte que la rupture a lieu lors d'une réunion, tenue le 5 octobre chez Lucien

[1713] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.157-158
[1714] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.171
[1715] *Ibid* p.178
[1716] GUCHET Yves, *Georges Valois. L'Action française. Le Faisceau. La République*, L'Harmattan, Paris, 2001, p.209

Moreau et réunissant Maurras, Daudet, Moreau et Robert de Boisfleury. Maurras accuse Valois de mener une politique personnelle et de demander de l'argent aux amis de l'AF. Il lui demande de renoncer à publier le *Nouveau Siècle.* Valois refuse et donne sa démission de toutes ses fonctions : de membre des comités directeurs de l'Action française, de membre du Conseil d'administration de l'Action française, de président de l'Union des corporations françaises, d'administrateur-délégué de la *Revue Universelle*, de membre du Conseil d'administration de l'Imprimerie française de l'Edition, de rédacteur en chef de l'*Action française économique et sociale.*[1717] Il conserve toutefois la Nouvelle Librairie nationale, ce qui porte un coup relativement important à l'AF qui perd sa maison d'édition, nous l'avons déjà évoqué.

Le 11 novembre 1925 se tient la réunion constitutive du Faisceau. L'organisation du Faisceau repose sur un principe essentiel : elle « est organisé(e) de haut en bas, suivant l'expérience de la guerre, et non de bas en haut, à la manière des organisations électorales. Pas de comités locaux – mais à leur place des délégués responsables. Le Directoire délègue ses pouvoirs au Délégué général. Celui-ci organise le Faisceau avec l'aide de services et de délégués locaux désignés par lui à Paris (dans chaque arrondissement) et en province par région. Chacun est responsable devant son chef direct et révocable. »

Le Faisceau est constitué de quatre grandes sections :

- Le Faisceau des Combattants qui regroupe les légionnaires (« combattants authentiques de la Guerre 1914-1918 ou des guerres coloniales qui l'ont suivie ») et les aspirants (Français de plus de 20 ans ayant fait leur service militaire mais pas la guerre).

« Légionnaires-combattants et aspirants-légionnaires sont groupés dans chaque unité sous la direction d'un chef qui, à chaque échelon, est nommé par l'autorité supérieure et responsable devant elle. (…) Le BUT des Légions est d'imposer une politique digne de la Victoire dont le premier acte est « la conquête de l'Etat » ».

- Les Jeunesses fascistes qui rassemblent les jeunes de moins de vingt ans, « groupés dans des unités distinctes, mais rattachées aux Légions, sous le commandement de Légionnaires-combattants. Ces jeunes gens sont utilisés pour la propagande, les distributions de tracts et de journaux, les services d'ordre et comme agents de liaison. »

- Le Faisceau civique, « dans lequel peuvent entrer ou simplement s'inscrire les Français n'appartenant à aucune des catégories précédentes ou ne voulant pas y entrer, et les Françaises. » Leur activité « doit être orientée avant tout sur les plans : recrutement, propagande, rassemblement de fonds. »

[1717] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.184-186

- Le Faisceau des corporations : « organisation sur le plan corporatif dans laquelle entrent : paysans, ouvriers, employés, commerçants, techniciens, chefs d'entreprises. »[1718]
La parenté avec le fascisme italien est évidente, non seulement au niveau de la doctrine et de l'organisation mais aussi au niveau du « style des militants » qui portent les fameuses chemises bleues.

Dans un premier temps, le quotidien ne fait aucune référence à la fondation du Faisceau de Valois. C'est lors du congrès d'AF en novembre 1925 que les attaques, d'abord assez légères, commencent.

2) La guerre fratricide entre l'AF et le Faisceau

La gestion de la rupture par les dirigeants d'AF

Lors du 12ème congrès d'AF, en novembre 1925, Bernard de Vésins revient sur la rupture d'avec Georges Valois. Ses explications sont intéressantes et nous en citons donc de larges extraits : « Personne aux Comités directeurs n'a demandé ni souhaité le départ de Georges Valois. (…) Nous étions trop désireux de continuer avec lui cette collaboration pour que l'on puisse mettre en avant des motifs individuels tirés des caractères, des intérêts ou de l'ambition de qui que ce soit. Le désaccord s'est révélé essentiel et il portait sur un autre point : c'est celui de la méthode. Nous n'avons jamais cru et nous ne croyons pas encore que le désir d'action engendre nécessairement l'action utile et que l'impatience ou l'agitation doivent l'emporter sur la préparation et sur la raison. Nous ne croyons pas non plus et nous ne croirons jamais qu'il faille d'abord aller vite, quitte à rectifier plus tard les erreurs de direction. (…) De plus, les impatiences des troupes ne doivent pas être confondues avec le désir de se battre et nous n'oublions pas cette grande leçon de la guerre : l'insuffisance dans la préparation n'est pas compensée par la bravoure des assaillants. Georges Valois n'a pas partagé sur ces points notre manière de voir. Il nous l'a dit. Il a répété publiquement et jusqu'à l'étranger qu'à son sens l'Action française, école doctrinale, avait rendu son plein effet, qu'elle restait la grande inspiratrice du mouvement de rénovation française, mais qu'elle ne semblait pas devoir en être l'instrument et que celui-ci serait l'ensemble des combattants animés par l'esprit de la Victoire. »

[1718] Note pour les adhérents : précisions sur l'organisation du Faisceau et directives pour la propagande, non daté, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 442

Bernard de Vésins donne ensuite l'instruction aux ligueurs de ne pas appartenir aux Légions sans avoir démissionné au préalable de la ligue.[1719]

Maurice Pujo dans son rapport sur « Les conditions de l'action », déjà évoqué, explique que certains ligueurs d'AF pensaient qu'ils pouvaient adhérer au Faisceau[1720] « en tant qu'anciens combattants, tout en restant dans nos organisations, en tant que ligueurs d'AF. Nous les avons détrompés. En effet, ce groupement dit de combattants se proposant un but politique, il ne fallait pas se payer de mots : l'incompatibilité était la même, c'est à dire absolue. »
D'ailleurs, Pujo critique l'idée même de tenter de regrouper les anciens combattants car il considère que « les combattants, comme classe, comme catégorie dans la nation, cela n'existe plus. (…) Les combattants ne connaissent plus la solidarité des tranchées : ils la sacrifient partout à la solidarité des partis dont les cadres ont été repris. » Pour Pujo, « les éléments actifs de la cause nationale » appartiennent, depuis 15 ans, à l'AF. Elle les a recrutés « par la justesse et la force de sa pensée ». « Dès avant la guerre, l'Action française avait rassemblé à peu près tout ce qu'il y avait de disponible pour l'action dans la population patriote de Paris. Depuis la guerre, l'Action française a réveillé des éléments nouveaux qui ont accru sa puissance en nombre et en qualité. »[1721]
On le voit, Pujo dénonce l'organisation de Valois de manière assez évidente mais pas encore réellement violente. Nous verrons que la situation s'envenime toutefois rapidement au cours du mois de décembre.

Par ailleurs, la rupture avec Valois interroge de nombreux ligueurs comme le prouve une lettre adressée aux centraux d'AF par le comité directeur le 2 janvier 1926 : « Vous avez sans doute eu à répondre ces dernières semaines à beaucoup de questions sur l'affaire Valois. On vous a fait le fameux reproche en forme de dilemme : ou l'AF a soutenu Valois sans l'estime et elle trompait le public, ou elle a été dupe jusqu'à ce qu'il l'ait quittée, et elle n'est pas forte. Les explications données par Maurras remettent parfaitement les choses au point. Il faut bien remarquer que l'AF n'a exécuté Valois qu'après la démission de celui-ci. C'est lui qui a pris l'initiative de la séparation. L'AF connaissait si bien Valois qu'elle a su l'employer pendant de longues années aux fonctions auxquelles il était propre. Comme vulgarisateur des doctrines économiques contre-révolutionnaire, Valois rendait de bons services. On n'avait pas tort de le laisser les rendre. Sur le terrain de l'action, Valois n'était ni sûr ni brave. On avait donc raison de lui refuser le commandement qu'il

[1719] Discours de Bernard de Vésins au 12ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1925
[1720] Le nom du groupe n'est pas cité mais la référence est évidente
[1721] PUJO Maurice, « Les conditions de l'action », Rapport présenté au 12ème congrès d'AF, novembre 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 198

désespérait. »[1722]

De même, au sein de la ligue, l'attitude plus en plus virulente des dirigeants de l'AF vis à vis de Valois semble très vite jugée excessive par certains ligueurs qui considèrent que ces derniers ont tort de provoquer des violences au cours des réunions du Faisceau.[1723] Une note des RG datée du 5 février 1926 explique que « certains militants royalistes, et non des moindres, trouvent que les deux directeurs de « l'Action française » exagèrent un peu leur campagne contre Georges Valois, notamment lorsqu'ils l'accusent de faire le jeu de la police politique. On dit même rue de Rome que Bernard de Vésins trouverait que la polémique entreprise manque de dignité. »[1724]

En dehors de la ligue également le conflit est régulièrement décrié comme le prouve une lettre adressée par un fidèle du catholicisme social à Georges Valois : « Aux yeux des catholiques et des patriotes qui, comme moi, ne croient pas que toute vérité vienne de la rue de Rome et n'espèrent pas non plus le succès d'un mouvement rénovateur inspiré en France du fascisme italien (vous en répudiez, je le sais, l'imitation servile, mais votre dénomination seule entretient une équivoque très difficile à dissiper), c'est toutefois une grande faiblesse que vous n'ayez paru vous aviser de l'esprit d'intrigue et de faction installé depuis longtemps autour de Maurras et, malheureusement, favorisé par lui, que lorsque vous avez eu personnellement à en souffrir. (…) Nous avons aujourd'hui dans votre cas un nouvel exemple de la prédilection avec laquelle l'Action française, du haut du mamelon où elle a pu grouper une petite troupe d'intellectuels et de hobereaux, mitraille ceux qui, dans la plaine, en contact avec le gros des forces adverses, pourraient être ses alliés naturels. L'acharnement qu'elle met à démolir, les uns après les autres, tous les hommes susceptibles de devenir, à un titre quelconque, des chefs pour les partis d'opposition, dès lors qu'ils manifestent à son égard quelque indépendance, est, semble-t-il, chez elle, un besoin incoercible. Nous ne saurions oublier nous, catholiques sociaux ou catholiques tout court, la façon ignoble dont, avant vous, elle a traité Henri Bazire, puis Georges Goyau, dont, cet été encore, elle cherchait à saboter l'effort de la Fédération nationale catholique et y aurait réussi sans l'inébranlable fermeté du général de Castelnau (…). Par son action électorale, pour laquelle elle n'était point faite, et qui non seulement n'ajoute rien à son prestige intellectuel mais l'obscurcit au contact de fâcheuses contingences, s'achève ce qu'un de ses anciens admirateurs appelait récemment devant moi le « processus de desiccation » d'une doctrine, qui, mieux utilisée, pouvait rendre de réels services et n'aurait pas rallié tant d'esprits vigoureux si

[1722] Circulaire adressée aux centraux d'AF par le comité directeur le 2 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1723] Note des RG, février 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1724] Note des RG, 5 février 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

elle n'avait présenté des parties saines. Aujourd'hui encore, les désastreuses conséquences de ses directives pratiques sont en quelque mesure neutralisées par l'honnêteté foncière d'un grand nombre de ses adhérents. Mais on n'apercevra qu'avec le recul du temps quelle a été depuis un quart de siècle l'influence négative exercée par l'Action française (notamment quand on pourra faire l'historique de sa politique religieuse et de ses rapports avec la hiérarchie ecclésiastique), au mépris de sa devise et des traditions royales qu'elle prétend restaurer. »[1725] Cette longue lettre permet à la fois d'appréhender la lecture faite par une partie de l'opinion de la querelle entre Valois et l'AF mais doit également être replacée dans le contexte d'un renouveau des critiques à l'encontre de l'AF au sein du monde catholique.

Au final, la création du Faisceau apparaît être un nouveau tournant dans l'histoire des ligues de l'entre-deux-guerres. Elle met ces dernières (AF comprise) devant leur rapport extrêmement ambigu à l'antiparlementarisme. En effet, à la différence des autres, Valois déclare avec insistance qu'aucun de ses membres ne peut être député et apparaît ainsi, en un sens, « plus pur » que les autres.[1726] De plus, la naissance du Faisceau donne « le signal d'une vague de violence, d'abord purement verbale ; elle oppose non seulement fascistes et antifascistes, mais aussi à l'intérieur d'une droite ligueuse engagée dans un processus de surenchère, partisans et adversaires de Valois. Après des explications orageuses, on ne tardera pas à en venir aux mains et parfois même aux pistolets. »[1727]

Les conséquences militantes

La rupture avec Valois a de réelles conséquences sur la ligue d'AF même s'il est difficile de chiffrer les départs de l'AF pour le Faisceau. Si l'on suit les analyses d'Yves Guchet, il semble que le phénomène ne soit pas très important numériquement parlant. Il souligne notamment que Valois s'est montré incapable de recruter à la fois les ouvriers et les bourgeois.[1728]
Robert Soucy apporte lui des chiffres plus précis : entre décembre 1925 et avril 1926, 1800 membres de l'AF rejoignent le Faisceau rien qu'à Paris. Dès avril 1926, le Faisceau devance l'AF dans la région parisienne avec 15 127 membres contre 13 500.[1729] L'influence du Faisceau augmente également en province et notamment dans le Nord comme le rapporte une note des RG du 15 juin

[1725] Lettre de Maurice Maussard à Georges Valois, 18 janvier 1926, cité par VALOIS Georges, *Contre le mensonge et la calomnie. Les campagnes de l'Action française. Mes réponses. Mes accusations*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1926, p.183-185
[1726] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.162
[1727] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.254
[1728] GUCHET Yves, « Georges Valois. Bilan d'un itinéraire », *op. Cit.* p.15
[1729] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.161

1926.[1730] Dans le Sud-Ouest, 30 % des membres de l'AF passent au Faisceau.[1731] Il est toutefois difficile de se faire une idée précise des chiffres des départs de l'AF vers le Faisceau. Les archives départementales ne nous apportent pas d'informations sur ce sujet pour confirmer ou infirmer les impressions qui ressortent des rapports de police parisiens.

La menace que représente le Faisceau pour l'AF ne s'arrête d'ailleurs pas à sa capacité à recruter dans ses rangs, elle recrute également directement dans les mêmes couches sociales que celles visées par l'AF : industriels, banquiers, hommes d'affaires, propriétaires terriens, commerçants des classes moyennes, employés de bureau.

Au cours des premières semaines suivants la rupture, les dirigeants de l'AF semblent chercher à « temporiser » sans entrer dans une attitude ouvertement hostile à Valois. La situation change après l'attaque de la réunion du Faisceau universitaire par les étudiants d'AF le 14 décembre 1925.[1732] A partir de cette date, les violences entre militants sont régulières et s'accompagnent d'une campagne de dénonciation au cours de laquelle l'AF accuse Valois « d'être en rapport avec la police, d'avoir volé les listes d'adresses de l'Action française au profit de son mouvement, d'avoir indûment conservé la Nouvelle Librairie nationale, d'émarger aux fonds secrets, et enfin d'être à la solde d'un gouvernement étranger, le gouvernement italien. »[1733]

Tout au long de l'année 1926, les articles se succèdent dans l'AF révélant une multitude de détails sur la « trahison de Gressent-Valois », en voici quelques exemples : « Valois embêté par Gressent »[1734], « La trahison de Gressent dit Valois »[1735], « La bourrique Valois en pleine lumière »[1736], « Gressent dit « Valois » se démasque »[1737], « Comment se place la trahison de Gressent « Valois » »[1738], etc...

En août, l'AF appelle tous ses présidents de sections à répandre la rumeur que « l'argent de la souscription, en ce moment ouverte par les dirigeants du « Faisceau », provient, en sa presque totalité, du Ministère de l'intérieur. »[1739]

En novembre 1926, une note des RG signale que « les polémiques engagées depuis la fondation du Faisceau entre *Le Nouveau Siècle* et l'*Action française* affectent depuis quelques jours un ton particulièrement vif. Du côté de l'Action française, on accuse M. Georges Valois d'être à la solde du

[1730] Note des RG, 15 juin 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1731] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.161
[1732] Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1925
[1733] SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française, op. Cit.* p.28
[1734] Quotidien d'*AF* du 21 janvier 1926
[1735] Quotidien d'*AF* du 3 février 1926
[1736] Quotidien d'*AF* du 3 avril 1926
[1737] Quotidien d'*AF* du 21 avril 1926
[1738] Quotidien d'*AF* du 1er juin 1926
[1739] Note des RG, 8 août 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

Gouvernement de M. Mussolini, de prendre ses mots d'ordre à l'Ambassade d'Italie, et par ailleurs d'être l'agent officieux de la Sûreté Générale. Du côté du Faisceau on oppose à ces accusations les dénégations les plus formelles et on somme les adversaires d'apporter la preuve ou de se rétracter. »[1740]

Par ailleurs, comme le raconte Valois lui-même, partout en province, les camelots « agissaient en agents provocateurs. Pendant toute cette période où le franc tombait jour après jour et où nous menions l'offensive quotidiennement contre les assassins de la monnaie, l'Action française fut entièrement occupée à lutter contre nous. »[1741]

Il convient toutefois de rappeler que ligueurs d'AF et membres du Faisceau ont également pu, en certaines circonstances, se battre côte à côte. L'exemple de l'Alsace, déjà évoqué, permet de nuancer l'impression de guerre généralisée entre les deux mouvements même si des exemples de ce type ne semblent pas très nombreux.

Après la fondation du Faisceau, des réunions sont organisées partout en France et, à chaque fois, les camelots cherchent à intervenir : à Bordeaux, Lyon, Paris, Rouen, Reims, Soissons, Amiens, Saint Etienne, Orléans,[1742] Mulhouse, Strasbourg, Metz[1743].

Valois organise également un grand rassemblement fasciste à Verdun le 21 février 1926. L'AF, à cette occasion, nomme Valois, « le pou »[1744]. Cette réunion est toutefois un succès pour le Faisceau qui réunit alors près de 4000 légionnaires.[1745]

A Paris, les violences sont nombreuses au cours de l'année 1926. Une note des RG du 26 janvier 1926 nous apprend ainsi que le comité directeur des camelots veut mobiliser « toutes les équipes disponibles afin de saboter la réunion du Faisceau universitaire. »[1746] Le 27 janvier 1926, des heurts ont lieu au Quartier latin : « On dit que les gens de l'Action française aurait mis en circulation, à cette occasion, une accusation tenue en réserve, à savoir que c'est par le fils aîné de Valois que Philippe Daudet aurait été mis en relation avec les milieux anarchistes. »[1747] Cette rumeur circule en réalité depuis l'été 1925, nous l'avons vu.

[1740] Note des RG, 15 novembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1741] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.243
[1742] *Ibid* p.239
[1743] *Ibid* p.243
[1744] Quotidien d'AF du 22 février 1926
[1745] Rapport du 21 février 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 209, cité par TARTAKOWSKY Danielle, *op. Cit.* p.141
[1746] Note des RG, 26 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1747] Note des RG, 26 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

Dans sa lutte contre Valois, l'AF a le soutien des Jeunesses patriotes. En janvier 1926, une note des RG rapporte que « L' « Action française » et « La Liberté », avec le groupe Taittinger, viennent d'entreprendre une active propagande dans le but de désunir le « Faisceau de Paris », et s'attacher à eux non seulement les Etudiants de Paris, mais encore, et surtout, les effectifs, qui jusqu'alors s'étaient ralliés à la personne de Georges Valois. »[1748] Le 21 avril, les JP organisent une cérémonie funèbre en hommage aux victimes de la rue de Damrémont et invitent les membres de l'AF à y assister. Le 29 avril, des membres des JP assistent, en uniforme, à une réunion d'AF à Paris. Des tensions apparaissent toutefois au mois de décembre 1926 après que Taittinger ait appris que l'AF cherchait à recruter dans les rangs des JP, nous y reviendrons.

Tout au long de l'année 1926, la tension ne diminue pas entre ligueurs d'AF et membres du Faisceau. Une note des RG du 11 juin 1926 évoque une tentative avortée de l'AF de gêner une réunion fasciste mais aussi l'ambition de cette dernière d'organiser une « manifestation probablement retentissante » au moment de l'Assemblée nationale du Faisceau à Reims. La note rappelle que « les esprits de la rue de Rome sont tellement remontés contre ce qu'ils appellent l'influence démagogique grandissante dans les sphères bien pensantes du fascisme de Georges Valois qu'il faut s'attendre à de nouveaux incidents de plus en plus violents entre les gens de la rue de Rome et ceux de la rue d'Aguesseau »[1749].

En novembre 1926, un « coup de main » est organisé par le Faisceau dans les bureaux de l'AF : « Une vingtaine d'individus firent irruption par l'entrée située 12 rue de Rome. L'un d'eux tint en respect le concierge en le menaçant d'un revolver et tous gravirent l'escalier jusqu'au premier étage. Ayant frappé à la porte donnant accès aux bureaux de la rédaction, un garçon de service vint ouvrir ; ils le repoussèrent brutalement, lui déchirant son veston, et firent irruption dans le local aux cris de « Chez Maurras ». A ce moment, M. Daudet était présent dans les locaux, ainsi que M. Pujo et cinq ou six rédacteurs. Les assaillants pénétrant dans le bureau de M. Maurras, absent de Paris, y brisèrent le matériel. Un ligueur, M. Jeantet, qui se trouvait au téléphone fut l'objet de violences. Une rixe éclata aussitôt après, dans les salles de rédaction, au cours de laquelle le personnel de l'Action française utilisa comme projectiles tous les objets mobiliers qui lui tombaient sous la main. Selon ce même personnel des coups de feu auraient été tirés par les assaillants, à quoi les rédacteurs de l'Action française ripostèrent en faisant usage de leurs revolvers. Aucun d'eux ne fut blessé. L'un, au moins, des agresseurs fut atteint. (…) Les dégâts matériels commis dans les locaux sont assez

[1748] Note des RG, 5 janvier 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1749] Note des RG, 11 juin 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

considérables. »[1750]

Après cette descente violente dans les locaux de la ligue, il est intéressant de souligner que les dirigeants n'appellent pas aux représailles. Il semble d'ailleurs que les ligueurs et camelots soient également d'avis de ne pas répondre immédiatement mais d'attendre pour « montrer ce que l'Action française est capable de faire. »[1751]

Cet épisode de novembre 1926 est clairement le paroxysme de la violence entre l'AF et le Faisceau. Notons également que Valois a alors porté plainte contre l'AF dans le cadre de la violente campagne de dénonciation contre lui menée par le quotidien. Il remporte son procès mais cela n'empêche pas son mouvement de rapidement décliner à partir de 1927. Le *Nouveau Siècle* quotidien redevient alors hebdomadaire et disparaît en 1928. Comme le rappelle Paul Sérant, « cet échec avait plusieurs causes. La violente campagne de l'Action française contre Valois impressionnait vivement les sympathisants de celle-ci et l'ensemble des « nationaux ». Le style paramilitaire, l'uniforme que Valois imposait à ses militants paraissaient ridicules à beaucoup de gens. D'autre part, l'opinion publique se méfiait d'un mouvement s'inspirant trop directement d'un régime politique étranger. »[1752]

De plus, le retour de Poincaré et la stabilisation de la situation économique compromettent également les plans de Valois. Ce dernier doit alors rapidement faire face à des dissidences dont celle de Philippe Lamour, un des fondateurs du mouvement.

3) La résurgence des tensions au sein du monde royaliste

C'est à la faveur des événements entre l'AF et le Faisceau que la situation se tend à nouveau entre l'AF et le duc d'Orléans puis le duc de Guise.

Dès le début des attaques de l'AF contre le Faisceau, en février 1926, le duc d'Orléans envoie une lettre à Maurras dans laquelle il fustige l'attitude du mouvement maurrassien qu'il accuse de semer la division parmi les nationalistes.

L'AF ne prête pas réellement attention à ces conseils et continue sa campagne contre Valois malgré le départ, en février 1926, du comte Bertrand de Lur-Saluces, représentant du duc d'Orléans à Bordeaux et président des Comités royalistes de Gironde, de l'AF pour le Faisceau. Dans sa lettre de démission, adressée à Maurras, il écrit : « Je pars… laissant derrière moi mon cœur et mon argent. Pourtant, je n'ai aucun regret car je crois que, pour renverser le régime, il est tout d'abord nécessaire

[1750] Note des RG, 15 novembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1751] Note des RG, 16 novembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1752] SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française, op. Cit.* p.31

d'avoir une dictature qui permettra à notre parti de prendre le pouvoir par la suite. Les formations de combat acceptées par l'Action française ne correspondent plus aux besoins du moment. »[1753]

Après la mort du duc d'Orléans, le duc de Guise accède à la « prétendance ». Comme le souligne Bruno Goyet, les Guise donnent alors « l'image de princes bien peu intégrés dans la haute société parisienne. (…) Depuis 1908, ils vivent au Maroc. »[1754] Il semble d'ailleurs que le duc a longuement hésité à accepter la prétendance car il ne souhaitait pas abandonner son existence tranquille entre la France et le Maroc. Il faut ainsi attendre une dizaine de jours pour que le duc de Guise revendique officiellement les droits de la Maison de France par un manifeste publié depuis Palerme : « Chef de la Maison de France par la mort de Mgr le duc d'Orléans, j'en revendique tous les droits, j'en assume toutes les responsabilités, j'en accepte tous les devoirs. Je remercie tous ceux dont l'affection et le dévouement ont adouci les quarante années d'exil de Celui que Dieu vient de rappeler à lui. Exilé moi-même à mon tour, ainsi que mon fils, je leur demande de reporter sur nous leur fidélité et leur attachement. Je compte sur la discipline de chacun pour atteindre le but de tout Français : la grandeur et la prospérité de notre chère patrie. »[1755]

Au printemps 1926, pendant plusieurs semaines, un doute plane sur une possible évolution des rapports entre la Maison de France et l'AF. Plusieurs notes des RG expriment les inquiétudes de la rue de Rome, liées au positionnement du duc de Guise comme héritier. En effet, « la famille de Guise n'aurait qu'une sympathie assez limitée pour l'Action française et cela pourrait avoir une importance pour le regroupement des forces royalistes. »[1756]

Dans les milieux royalistes, on s'interroge alors sur une éventuelle nouvelle direction imprimée au parti. Le duc de Guise laissera-t-il faire les leaders d'AF comme son prédécesseur alors même qu'il n'adhère pas forcément aux méthodes de ces derniers ? Il semble en fait, à la plupart, « que le nouveau prétendant cherchera à brider un peu l'Action française mais qu'il n'ira pas jusqu'à rétablir contre elle, (…) les comités royalistes qu'elle avait fini par supplanter. » L'AF apparaît en effet trop puissante pour que le duc de Guise puisse envisager de s'en séparer.[1757]

Une autre note souligne d'ailleurs que « dans les groupes politiques du centre, comme dans ceux de gauche, on ne considère pas que la mort du duc d'Orléans puisse avoir une importance politique et

---

[1753] Lettre du comte de Lur-Saluces, 9 février 1926, Archives nationales, Paris, F7 13208, cité par SOUCY Robert, *op. Cit.* 159-160

[1754] GOYET Bruno, *Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999). Le prince impossible*, Editions Odile Jacob, Paris, 2001, p.28-29

[1755] Quotidien d'*AF* du 7 avril 1926

[1756] Note des RG, 30 mars 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

[1757] Note des RG, 8 avril 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

l'on est généralement d'avis qu'elle ne changera rien, non plus, à l'attitude de combat de l'Action française. »[1758]

Il n'empêche que des manœuvres sont tentées au printemps 1926 pour chercher à convaincre le duc de Guise de la nécessité de « rétablir un bureau politique avec un grand comité, de telle sorte que l'Action française ne soit plus qu'une de ses organisations et que ses chefs n'incarnent plus en quelque sorte le royalisme. »[1759] Ces manœuvres n'aboutissent pas et le duc de Guise choisit de conserver l'organisation royaliste approuvée par le duc d'Orléans et maintient tous les représentants en fonction à Paris et en province. Cela étant, il mécontente tout de même les dirigeants de l'AF par une maladresse rapportée par une note des RG du 30 avril : « Le duc de Guise, en effet, cherchant à tenir la balance égale entre les uns et les autres, a maintenu la « confiance royale » aussi bien à M. de la Loge d'Ausson, président des Comités royalistes de la Seine (vieux royaliste) qu'à Maurras et à l'Action française (néo-royalistes). Mais, en voulant plaire aux deux groupes qui ne sympathisent aucunement entre eux, il a, comme il arrive souvent en pareil cas, mécontenté gravement l'un d'eux au lieu de rétablir la paix. A l'Action française, en effet, on a enregistré comme un avantage pris par M. le La Loge d'Ausson sur M. Maurras, la lettre officielle que l'Action française a publiée sans commentaire et par laquelle le duc de Guise remerciait le président des Comités royalistes de la Seine de son dévouement au duc d'Orléans et à sa cause et le maintenait dans ses fonctions, enfin lui annonçait qu'il l'appellerait bientôt pour lui donner ses instructions. Or, si M. Maurras et ses amis Pujo et Bainville ont été reçus déjà par le prince, c'est qu'ils sont allés le voir à Naples d'eux-mêmes et sans y avoir été mandés, après leur pèlerinage à la tombe du duc d'Orléans. Eux, ils n'ont reçu aucune lettre du prétendant. »[1760] Ainsi, on le voit, la crise royaliste de 1910-1911 n'est pas complètement oubliée même si les comités royalistes apparaissent être, en 1926, « une vieille survivance d'un système abandonné ».

Les relations entre l'AF et le duc de Guise ne semblent d'ailleurs pas s'améliorer avec le temps comme le prouve une note des RG du 14 juillet 1926 qui souligne que « Mgr le duc de Guise aurait à nouveau fait connaître aux dirigeants royalistes de la rue de Rome, qu'il entendait mettre sur un même pied d'égalité tous les français qui, sur le terrain exclusivement national, voulaient travailler au salut du pays, et qu'il réprouvait hautement toutes les violences échangées entre patriotes. »[1761]

Cela étant, il fournit tout de même des fonds à l'AF et intervient personnellement auprès de plusieurs riches amis au cours de l'été 1926 afin qu'ils participent à la campagne de propagande de

[1758] Note des RG, 1er avril 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1759] Note des RG, 13 avril 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1760] Note des RG, 30 avril 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1761] Note des RG, 14 juillet 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

l'AF liée à la crise économique.

En septembre, des tensions ressurgissent, d'après une note des RG : « De source autorisée, on déclare qu'au point de vue politique, le nouveau prétendant au trône de France s'est prononcé d'une façon toute catégorique en faveur du Faisceau de Georges Valois. Cette nouvelle a jeté la consternation dans le monde d'Action française et, dit-on, tout va être mis en œuvre pour éviter qu'elle ne soit connue des troupes qui adhèrent à la rue de Rome. (…) Il n'est pas besoin de dire que la haine des Chefs d'Action française contre leur ancien collaborateur, Valois, a atteint le paroxysme, car, bien entendu, on le rend responsable de la situation. »[1762] Un peu plus tard, en novembre 1926, lorsque le duc de Guise adresse à Valois une lettre dans laquelle il déclare que « l'Action française est un groupement indépendant qui échappe à son autorité », ce dernier s'empresse de le communiquer à tous les journaux parisiens.[1763]

Au final, la querelle entre l'AF et Valois, si elle n'est pas la seule raison de la résurgence des tensions entre royalistes, fournit tout de même une nouvelle occasion à la controverse. Nous verrons que la condamnation de l'AF à la fin de l'année 1926 marque une nouvelle étape dans les dissensions entre le mouvement maurrassien et la maison de France.

[1762] Note des RG, 22 septembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1763] Note des RG, 17 novembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

Conclusion : L'Action française, au cœur de la nébuleuse ligueuse du milieu des années 1920

Nous avons précédemment évoqué la modification profonde des matrices de l'engagement militant au sein de la ligue d'AF au cours de la période 1919-1923.

A partir de 1923 et, plus encore en 1924-1925, l'AF cherche à s'assurer un certain nombre de positions sur l'échiquier politique mais elle doit faire face à de nouveaux groupements qui la concurrencent sur tous ses terrains de prédilection :

- La matrice catholique, si elle retrouve une réelle vigueur après l'élection du Cartel des gauches, ne permet pas à l'AF de capitaliser sur la question religieuse en raison de l'apparition de puissants mouvements catholiques comme la DRAC ou la FNC.
- Les questions économiques, évidemment au cœur des débats eu égard à la situation financière du pays, ne sont absolument pas à l'avantage de la ligue d'AF bien incapable de réfléchir à ces problèmes avec un regard moderne surtout après le départ de Georges Valois.
- La matrice anticommuniste (à laquelle s'est attachée la matrice antigermaniste) apparaît absolument essentielle à la compréhension de l'engagement militant au sein de la ligue d'AF après-guerre. Cela étant, si l'AF est, en 1919, aux yeux d'une partie non négligeable de l'opinion, un rempart nécessaire au péril communiste, la situation change profondément en 1924-1925 avec l'apparition de groupements nationalistes appelés à un avenir plus ou moins important mais capables tout de même de gêner l'AF dans son recrutement.
- La question de la violence militante, enfin, qu'elle soit réelle (bagarres avec les communistes et avec les autres ligues nationalistes) ou théorique (lettre à Schrameck), apparaît être intrinsèquement liée à la période 1924-1926 au cours de laquelle la France connaît une poussée ligueuse qui préfigure les années 1934-1936.

Au final, au cours des années 1919-1926, l'AF peut se vanter d'une influence dans l'opinion publique même si elle ne parvient jamais à la concrétiser en réalité électorale.

En revanche, elle se retrouve également face à deux nouvelles réalités qui s'accentuent au fil des années : d'une part, elle ne résout toujours pas son éternel paradoxe entre « activisme » militant et royalisme conservateur ; d'autre part, elle est désormais largement concurrencée au sein de la nébuleuse ligueuse de droite.

Notons ici que nous n'évoquerons pas immédiatement la délicate question du positionnement de l'AF dans le champ du fascisme des années 1920-1930. En effet, il nous semble nécessaire d'appréhender cette question sur le long terme et pas uniquement au cours de la période fondatrice 1924-1926. Nous nous contenterons donc dans l'immédiat d'évoquer la place particulière qu'occupe l'AF parmi les nouvelles ligues nationalistes du milieu des années 1920.

L'AF est intégrée au milieu ligueur de l'époque en ce sens qu'elle représente un modèle militant si ce n'est ouvertement revendiqué, du moins discrètement utilisé ; mais elle reste toutefois continuellement en marge et ne veut en aucun cas perdre le contrôle de ses ligueurs. D'ailleurs, d'une manière générale, les ligues nationalistes ne parviennent pas à réellement s'entendre et l'union temporaire de la Légion et des JP, rapidement dissoute, en apporte la preuve.
Ainsi, comme le note Robert Soucy, « ironiquement, même à l'intérieur de la droite nationaliste, manifestement au service absolu de l'harmonie nationale, il n'était pas aisé d'obtenir un consensus permettant d'agir. Chaque ligue avait peur de perdre ses partisans et son autonomie au profit des autres. En cela elles ressemblaient de façon frappante aux hommes politiques de la Troisième République qu'elles accusaient d'être divisés. »[1764]

De plus, l'AF revendique ouvertement sa spécificité par rapport aux autres ligues nationalistes. Le discours de Maurice Pujo au congrès de novembre 1925 est en ce sens particulièrement parlant. Il dénonce le recrutement à la hâte et le peu d'expérience des nouvelles ligues nationalistes. Il donne également l'ordre très ferme à ses ligueurs de n'adhérer à aucune autre organisation nationaliste, nous l'avons déjà souligné. Il marque également la différence de l'AF en soulignant que les nouvelles ligues « sourient de nos dix-sept années de manifestations et de succès partiels. Ils se moquent de nos bagarres à coup de poing et à coups de canne. Ils emploieront, eux, le revolver et la mitrailleuse. Soit ! Mais encore faudra-t-il avoir des hommes à qui les mettre en mains. Nos manifestations, nos bagarres ont eu cette utilité de nous créer des troupes, ces troupes vers lesquelles les stratèges civils de tout poil louchent avec quelque envie. (…) Je vois beaucoup de discours sur l'action, je vois toute une littérature de l'action ; je vois une histoire de l'action et des esprits hypnotisés sur le fascisme du pays voisin dont on commence l'imitation par la chemise. Nous, dans la mesure de nos moyens, qui sont ce qu'ils sont, nous n'écrivons pas l'histoire, nous ne la parlons pas, nous nous efforçons de la faire et c'est l'histoire de notre pays. »[1765]

[1764] SOUCY Robert, *Le fascisme français 1924-1933, op. Cit.* p.59
[1765] PUJO Maurice, « Les conditions de l'action », Rapport présenté au 12ème congrès d'AF, novembre 1925, Archives nationales, Paris, F7 13 198

L'AF revendique ainsi une expérience de longue date qui lui permet de se distinguer de ses concurrentes. Elle est d'ailleurs clairement un précurseur en ce sens qu'elle a créé un modèle militant spécifique, celui des camelots du roi ; mais elle est aussi à l'origine de l'apparition de cette concurrence car elle n'a jamais été en mesure de résoudre son conflit originel entre activisme militant et royalisme conservateur. Fondée en réaction aux idées trop conservatrices de la Ligue de la Patrie française, elle voit un certain nombre de ses militants la quitter pour les mêmes raisons et ouvrir ainsi des perspectives à de nouvelles tentatives organisationnelles.

Evidemment, les possibilités d'entente varient entre les organisations et nous avons évoqué successivement les cas des JP et du Faisceau. Toutefois, si la haine est réelle entre l'AF et le Faisceau, il n'empêche que c'est bien avec l'organisation de Valois que les porosités militantes ont été les plus importantes.

Partie 4

La ligue d'Action française face à la condamnation pontificale (1926-1929)

La condamnation pontificale de l'Action française a donné lieu à une abondante littérature[1766]. Il ne s'agit pas pour nous de réécrire son histoire déjà magistralement étudiée par Jacques Prévotat dans son ouvrage sur les catholiques et l'Action française.[1767] Pour autant, il est nécessaire d'en brosser un portrait assez détaillé afin d'appréhender les tenants et les aboutissants de cette crise sans précédent dans l'histoire de la ligue. Ainsi, un suivi chronologique des événements au cours des années 1926 et 1927 permet de comprendre les implications des différents acteurs et de réfléchir au sens de cette condamnation.

Cela étant, si les aspects intellectuels et politiques sont essentiels à la compréhension de l'affaire, notre approche tend davantage à mettre en lumière et en perspective les conséquences militantes et structurelles de la condamnation. Conséquences qui s'entendent à trois niveaux principaux.

Tout d'abord, à un niveau, assez difficilement perceptible, à savoir dans le for intérieur des militants catholiques. Les témoignages du déchirement des ligueurs au cours de cette affaire sont nombreux mais les situations sont toujours spécifiques et leur étude nécessite une prise en compte de contextes extrêmement variés. Nous nous bornerons donc à donner des pistes de réflexion et des schémas généraux.

Une deuxième série de conséquences militantes réside dans la capacité de la ligue à réorienter son discours et à rebondir grâce à d'autres matrices de l'engagement militant. A partir de 1927, l'axiome « politique d'abord » prend ainsi toute son ampleur.

Enfin, les conséquences militantes de la condamnation s'entendent aussi à un niveau purement organisationnel et d'implantation territoriale. L'historiographie considère en règle générale que 1926 marque le début d'une sorte de décadence lente et progressive de la ligue d'AF. Nous verrons qu'en réalité, les situations sont assez contrastées selon les régions envisagées.

[1766] Liste non exhaustive : Etudes maurrassiennes, sous la direction de NGUYEN Victor, *Non possumus. La crise de l'Action française*, tome 5, 2 volumes, 1986 ; « Un acte sans précédent : La levée de la condamnation de l'Action française », avec la collaboration des professeurs Balaca, Bouscau et Dard, de MM. Angelelli, Dickès et Prévost, de M. l'abbé de Tanoüarn, Editeur Les Amis de Jehanne, 2011 ; CHIRON Yves, POULAT Emile, *Pourquoi Pie XI a-t-il condamné l'Action française ?* Editions BCM, Niherne, 2009 ; DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'Église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'Action française », *Genèses* 3/2012 (n° 88) , p.68-88 ; GANNAT P., *La condamnation de l'Action Française par le Vatican à travers son journal (août 1927-mars 1928),* sous la direction de L. GIRARD, mémoire de maîtrise histoire, Paris IV, 1979 ; LAUDOUZE André, *Dominicains français et Action française, 1899-1940: Maurras au couvent*, Editions ouvrières, Paris, 1989 ; PREVOST Philippe, *La condamnation de l'Action française, une affaire politique. Je persiste et je signe.*, Centre d'études contemporaines, Paris, 2009 ; BOYER J., *L'Eglise et l'Action Française dans l'Hérault de 1926 à 1939,* sous la direction de G. CHOLVY, mémoire de maîtrise histoire, Montpellier, 1970 ; LASSERRE B., *Le catholicisme girondin et la condamnation de l'Action française*, Mémoire IEP de Bordeaux, 1974

[1767] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* pp.195-522

Chapitre 1 :

La condamnation pontificale et ses conséquences intellectuelles

Si les soubresauts de cette affaire et les jeux de pouvoir et d'influence entre les différents acteurs sont complexes, il n'empêche que la question centrale, posée aux catholiques d'AF est très simple : « est-il légitime de séparer en Maurras le système politique et la philosophie ? En l'adoptant comme maître en politique, comment les catholiques peuvent-ils être certains de ne pas se laisser contaminer par sa philosophie ? ».[1768]

I. Les origines de la condamnation

1) L'influence de l'Action française dans les milieux catholiques et l'affirmation d'un courant hostile au nationalisme intégral

Nous avons déjà évoqué la question des relations de l'AF au monde catholique dans les années d'avant-guerre, pendant le conflit et dans l'immédiat après-guerre en soulignant notamment le caractère toujours polymorphe de ces dernières. Nous avons vu qu'au cours du conflit et dans les années d'après-guerre, l'AF renforce ses positions dans le monde catholique à la faveur d'un contexte qui lui est favorable. En effet, comme le souligne Jacques Prévotat, « la période qui suit la guerre ne se prête pas à l'expression des divergences et des oppositions. Non seulement la volonté d'union sacrée se poursuit, mais encore l'initiative d'une rupture spectaculaire n'est pas souhaitée. »[1769]

En novembre 1922, l'enterrement de la mère de Maurras permet de comprendre jusqu'où vont les

[1768] *Ibid* p.275
[1769] *Ibid* p.210

sympathies catholiques pour l'AF. Mgr Penon, évêque de Moulins, ancien professeur et « mentor » de Maurras à Aix, conduit le deuil avec Charles Maurras et André Vincent, représentant du duc d'Orléans. Mgr Rivière, archevêque d'Aix dit la messe accompagné de Mgr Penon.[1770] De plus, 5 autres évêques et 3 archevêques envoient leurs condoléances, tout comme les abbés de Solesmes et de Saint-Martin-de-Ligugé et de nombreux membres du clergé séculier ou régulier.[1771]

Eugen Weber signale également les cas du cardinal Mercier, archevêque de Malines, de Mgr Ernest Richard, archevêque d'Auch, de Mgr Jean-Victor Chesnelong, archevêque de Sens. Il note de plus qu'un observateur hostile aurait affirmé au début des années 1920 que « presque tous les cardinaux et tous les archevêques titulaires de France étaient des sympathisants royalistes. »[1772]

En réalité, si l'influence de l'AF dans les milieux catholiques est réelle, il ne faut toutefois pas la surestimer. En effet, comme le souligne Jacques Prévotat, il existe une réelle « disproportion entre la représentation de l'Action française, le poids qu'on lui prête, et la réalité ». En effet, les évêques nommés pendant la dernière année du pontificat de Benoît XV sont Lecomte à Amiens, Florent du Bois de La Villerabel à Annecy, Champavier à Marseille et Gaillard à Meaux. Seul l'évêque d'Annecy penche nettement pour l'école de Maurras. En 1920, les promotions de Rivière de Périgueux à Aix en Provence et d'André du Bois de La Villerabel d'Amiens à Rouen concernent des prélats proches de l'AF mais les nominations de cette même année inclinent vers une autre orientation.[1773]

Par ailleurs, nous avons vu toute l'ambiguïté des rapports entre l'AF et les organisations catholiques qui naissent en réaction à l'élection du Cartel en 1924. De même, au milieu des années 1920, on assiste à l'affirmation d'une opposition catholique libérale qui prend de l'ampleur et rallie de plus en plus à sa cause par l'intermédiaire notamment de la revue d'Alphonse Lugan, *Le Mouvement des faits et des idées* et de l'*Ouest-Eclair* de l'abbé Trochu.

Le Mouvement des faits et des idées dont le premier numéro paraît en mars 1923 a pour ambition de « débarrasser les catholiques de l'emprise de l'Action française en leur signalant de mois en mois le grave péril doctrinal encouru par ceux qui la suivent (…) »[1774]. *L'Ouest-éclair* de l'abbé Trochu a sensiblement les mêmes objectifs et mène ouvertement la controverse contre l'*Action française,* notamment au printemps 1923, en mettant sur le devant de la scène un thème nouveau mais qui

[1770] Quotidien d'*AF* du 7 novembre 1922
[1771] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.255
[1772] CANET-FONTAINE Louis, *Saint-Siège, Action française et Catholiques intégraux,* 1928, p.44, cité par WEBER Eugen, *op. Cit.* p.256
[1773] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* pp.212-213
[1774] *Ibid* p.215

devient très vite central dans la dénonciation de l'AF : la pornographie des romans de Léon Daudet.[1775]

Plus largement, la lutte contre l'emprise de l'AF touche à un aspect extrêmement complexe à savoir la lutte contre le néo-thomisme qui s'organise notamment, après la guerre, autour de la figure du philosophe Maurice Blondel.

Un autre aspect du conflit de la papauté avec l'AF au milieu des années 1920 vise son nationalisme. Comme le souligne Jacques Prévotat, « l'effort a été lent à se mettre en route et ne s'est affirmé que peu à peu. Le rôle de la papauté a souvent été déterminant : il a en effet poussé les partisans catholiques du rapprochement entre les peuples à agir. »[1776]

Au début de l'année 1923, Maurice Vaussard lance une « enquête sur le nationalisme » qui répond à un but précis : « alerter l'opinion catholique d'un danger grave qui la menace : la substitution pratique d'une religion, commandée avant tout par l'impératif nationaliste, à une religion catholique dont le fondement est l'universalisme. »[1777] Pour lutter contre cette réalité, Vaussard fonde, le 1er juin 1925, un nouveau périodique mensuel, le *Bulletin catholique international.*

Cette entreprise de Vaussard ouvre sans conteste une brèche dans l'emprise de l'Action française sur les esprits. Brèche qui s'élargit le 4 octobre 1924, avec la fondation de *La Vie catholique*, par Francisque Gay qui a pour but, à long terme, de « briser l'amalgame entre l'Église et la droite. »[1778]

2) Le tournant des années 1924-1926

L'affaire belge

Un des faits révélateurs de l'évolution de la situation réside dans la parution (et ses conséquences diverses) d'une enquête des *Cahiers de la Jeunesse catholique belge.* L'épisode, étudié par Francis Balace, relève d'une affaire politique belgo-belge mais constitue une des origines immédiates de la condamnation de l'AF.[1779]

[1775] *Ibid* p.216
[1776] *Ibid* p.226-227
[1777] *Ibid* p.230
[1778] *Ibid* p.233
[1779] BALACE Francis, « Les origines de la condamnation de l'Action française : une affaire politique belgo-belge ? », dans *Un acte sans précédent : la levée de la condamnation de l'Action française*, Editeur Les Amis de Jehanne, 2011, pp.31-69

Au printemps 1925, l'Association catholique de la Jeunesse belge lance cette enquête : « Parmi les écrivains des 25 dernières années, quels sont ceux que vous considérez comme vos maîtres ? » Sur les 450 votes émis : Maurras 174, Bourget 123, Barrès 91. Puis viennent Bordeaux, Psichari, Bazin, Bloy, Lotti, les frères Tharaud, Maritain, etc.[1780]
La satisfaction est grande dans le camp maurrassien ce qui contribue encore à accentuer le mécontentement de ses opposants démocrates-chrétiens emmenés notamment par l'avocat Passelecq qui dénonce les thèses bismarckiennes défendues par Maurras.

Les positions des adversaires catholiques de l'AF en Belgique recueillent évidemment l'adhésion des adversaires français de Maurras. Le jésuite belge Charles, missiologue en milieu ouvrier et l'avocat Passelecq sont parmi les premiers abonnés au mensuel créé par Alphonse Lugan. De même, l'abbé Jules Pierre entre rapidement en contact avec les milieux démocrates belges.[1781]

Francis Balace insiste sur l'importance du contexte politique belge dans la compréhension de cet épisode. En effet, après les élections législatives du 5 avril 1925, on assiste à une crise ministérielle de 73 jours avant que le catholique flamand Prosper Poullet et le leader socialiste Emile Vandervelde réussissent, le 17 juin 1925, à mettre sur pied une combinaison asymétrique ne regroupant que les éléments démocrates-chrétiens flamands et les socialistes. La formation de ce gouvernement contribue à radicaliser les positions et à diviser les catholiques entre « droite » et « gauche ». Dès le mois d'août, Passelecq s'engage à fond contre les influences maurrassiennes et publie du 16 au 23 septembre en feuilleton son *Pour bien connaître le système de Charles Maurras.* Le texte sort immédiatement en brochure et est largement diffusé en France. Deux professeurs de Lille, Maurice Gand et l'abbé Tiberghien la répandent au sein de l'ACJF ; le père Debuquois la distribue au sein de l'Action populaire ; Alphonse Lugan se rapproche de l'abbé Trochu qui propose d'en imprimer 50 000 exemplaires et de la diffuser dans 20 départements.[1782] Au final, la diffusion atteint une ampleur quasi-nationale grâce à l'aide des réseaux démocrates-chrétiens et des catholiques sociaux.[1783]

Quelques mois plus tard, en février 1926, paraît à Liège une brochure du père Paul Dabin, intitulée

---

[1780] *Ibid* p.42-43
[1781] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* pp.239-240
[1782] BALACE Francis, « Les origines de la condamnation de l'Action française : une affaire politique belgo-belge ? », *op. Cit.* p.39-41
[1783] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* pp.245

Charles Maurras, maître de la jeunesse catholique ? Réponse de l'opinion belge. La publication de cette brochure, quelques jours après l'émeute du 9 février[1784], s'inscrit toujours profondément dans le contexte politique belgo-belge et participe à une volonté d'apaisement des tensions entre catholiques conservateurs et démocrates-chrétiens en cherchant à exalter le « message social » de l'Église.[1785]
En fin de compte, « ce qui va être extraordinaire, c'est que les adversaires français de Maurras vont s'emparer de l'enquête du Père Dabin, (…) pour en faire une somme doctrinale destinée aux catholiques français. »[1786] Et ainsi fournir « au Cardinal Andrieu des arguments pré-cuisinés et prêts à l'emploi. »[1787]
Pour Francis Balace, c'est donc « l'histoire de la politique intérieure belge qui seule permet d'expliquer la montée en puissance de l'agitation anti-Maurras et la genèse de la brochure, et donc *in-fine* la condamnation par le Cardinal Andrieu d'abord, le Vatican ensuite. »[1788]

L'attaque de l'Association catholique de la Jeunesse française

L'agitation venant de Belgique se double d'une agitation intense dans les milieux démocrates-chrétiens français. Nous avons déjà brièvement évoqué le tournant des années 1924-1925 dans les relations entre l'AF et l'Église avec notamment une modification sensible du positionnement du pape Pie XI à la faveur de l'influence de l'aumônier général de l'Association catholique de la Jeunesse française, le père François Corbillé, de son président, Charles Flory et du père Desbuquois, directeur de l'Action populaire.
Au début de l'année 1926, le climat est ainsi nettement moins favorable à l'école maurrassienne alors même que cette dernière doit faire face à la fois à la bruyante dissidence de Georges Valois, aux accusations de Louis Dimier[1789] mais aussi à une attaque frontale de l'ACJF.

Le 31 janvier 1926, lors du conseil fédéral de l'ACJF, Georges Bidault, jeune agrégé d'histoire, prononce un rapport intitulé « L'ACJF et les mouvements politiques de jeunesse »[1790] dans lequel il

[1784] Le 9 février 1926, la remise au Musée royal de l'armée des drapeaux et étendards de plusieurs régiments abolis, est à l'origine de violentes manifestations d'officiers en civil, d'anciens combattants et de membres des ligues nationalistes belges (Action Nationale, Légion Nationale, Association nationale des Combattants du Front, Faisceau belge...)
[1785] BALACE Francis, « Les origines de la condamnation de l'Action française : une affaire politique belgo-belge ? », *op. Cit.* p.49
[1786] *Ibid* p.55
[1787] *Ibid* p.46
[1788] *Ibidem*
[1789] Qui a quitté la ligue en 1920 et publie, par l'intermédiaire de la Nouvelle librairie nationale conservée par Valois, ses mémoires au début de 1926.
[1790] BIDAULT Georges, « L'ACJF et les mouvements politiques de jeunesse », Librairie de la jeunesse catholique, Paris, 1926

dénonce de manière extrêmement claire la doctrine du « politique d'abord » : « Si nous poursuivons notre examen de ce qui, dans l'attitude de la jeunesse actuelle, mérite observation ou correction, voici que nous rencontrons une maxime aujourd'hui parvenue à la plus haute fortune. Eprise, à vrai dire, de politiques très diverses, toute une génération répète : « politique d'abord ». De cette formule lapidaire, on a donné d'innombrables exégèses, certaines d'une admirable ingéniosité. Le mot est d'ailleurs susceptible d'interprétations diverses. Une seule est exclue, celle justement qui pourrait nous satisfaire, celle qui reclasserait la politique à son rang véritable ; mais aucun artifice de dialectique ne pourra jamais nous faire admettre que « politique d'abord » signifie « politique ensuite ». En quelque sens dès lors qu'on l'entende, cette formule n'est pas la nôtre.

Si « politique d'abord » veut dire « politique tout de suite » et dès le jeune âge, nous répondons qu'avant de faire de la politique il importe d'en apprendre les premiers éléments et qu'il faut s'informer d'abord des principes moraux qui la dominent.

Si « politique d'abord » veut dire que la politique doit être première dans le temps, que des moyens politiques, seuls nécessaires, seuls efficaces, s'imposent pour atteindre des fins chrétiennes, nous répondons que le Christ n'a pas besoin que son règne soit instauré par César.

Si « politique d'abord » veut dire que la politique doit être première en importance et dignité, que la cité terrestre passe avant la cité céleste, nous répondons qu'il est écrit : Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice.

Encore une fois, en quelque sens que ce soit, cette formule n'est pas la nôtre. »[1791]

Comme le rappelle Jacques Prévotat, le conseil fédéral vote à l'unanimité les conclusions de Bidault ce qui constitue une véritable rupture dans l'histoire des liens de l'ACJF avec les ligues politiques. Certains ligueurs d'AF semblent considérer cet épisode comme un abandon voire une trahison. Un ligueur de Melun écrit ses hésitations à Charles Flory qui lui répond : « C'est à vous qu'il appartient de juger si les divergences que nous avons cru constater ne sont pas telles qu'elles vous empêchent de nous continuer votre concours. »[1792]

Il est toutefois difficile d'appréhender la réalité de la réception de cette affaire dans les rangs de la ligue d'AF en raison du caractère lacunaire des sources. Il est tout de même intéressant de remarquer que le quotidien n'apporte aucune réponse au réquisitoire de Bidault ce qui prouve une fois de plus l'ambiguïté avec laquelle l'AF gère ses relations au monde catholique.

Au final, dès le début de l'année 1926, la situation est de plus en plus difficile pour l'AF dans le monde catholique et il est clair que l'opinion du pape évolue alors sensiblement.

[1791] *Ibid* p.18-19

[1792] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.250

L'AF cherche à réagir et publie, sous la plume du colonel Larpent, un fascicule intitulé « Pour connaître Charles Maurras. Réponse à des diffamateurs »[1793]. Ce dernier entend reprendre point par point les arguments de Passelecq et ramène la controverse sur le plan politique. Comme le souligne Olivier Dard, « la démarche de Larpent est donc aussi bien celle d'une réfutation en forme de réquisitoire contre l'avocat belge que comme une délégitimation de sa qualité à parler d'une pensée qu'il connaîtrait peu et souvent de seconde main. »[1794]

Il est très intéressant de souligner que le quotidien ne fait pas de publicité pour cette brochure dans ses colonnes, ce qui est assez surprenant lorsque l'on connaît son habitude à régulièrement rappeler les publications de l'AF disponibles (brochures, affiches, tracts). Cette absence témoigne encore fois de la difficulté pour l'AF à réagir dès le début de cette affaire. Peut-être cette brochure n'a pas vocation à être distribuée au sein de la ligue d'AF mais doit uniquement servir à répondre, comme son sous-titre l'indique, aux diffamateurs de Charles Maurras.

[1793] LARPENT colonel, « Pour connaître Charles Maurras, réponse à des diffamateurs », Librairie d'Action française, Paris, 1926

[1794] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.155

II. D'août à décembre 1926 : de l'avertissement à la condamnation

1) La lettre du cardinal Andrieu

Au cours du printemps 1926, le Saint Siège souhaite mettre en garde la jeunesse catholique contre le danger qui la menace en suivant l'Action française. Il cherche alors, parmi les cardinaux français, un candidat pour remplir cette mission.

C'est l'archevêque de Bordeaux, Paulin Andrieu qui est finalement choisi. Ce dernier, comme le rappelle Jacques Prévotat, témoigne, tout au long de sa carrière épiscopale, d'un zèle manifeste au service de la papauté.[1795] « Aux origines de l'intervention du cardinal Andrieu une influence semble avoir été prépondérante, celle d'un religieux jésuite à l'âme ardente, au tempérament exceptionnel et actif, le père Antoine Dieuzayde. »[1796] Cela étant, il est difficile d'appréhender précisément la place du père Dieuzayde auprès du cardinal Andrieu dans la question de l'AF. « Il faut, semble-t-il, ramener son rôle à celui d'un informateur et peut-être aussi d'un pédagogue qui, autant par les conversations que par les notes transmises, a pu réussir à convaincre et à orienter la pensée du cardinal Andrieu. »[1797]

C'est le 25 août 1926 que *L'Aquitaine. Bulletin religieux de l'archidiocèse de Bordeaux* publie la lettre du cardinal Andrieu qui prend pour prétexte de répondre à une question posée par un jeune groupe de catholique au sujet de l'AF. Jacques Prévotat a parfaitement montré le « manque d'information sérieuse préalable et une relative précipitation » dans la genèse de ce document, s'appuyant quasi-exclusivement sur la brochure de Passelecq (donc un document à charge contre Maurras).[1798]

La lettre débute par ces termes : « Vous me demandez si l'on peut suivre, en toute sûreté de conscience, l'enseignement donné, dans leur Institut et dans leurs diverses publications, par les dirigeants de l'Action française. La question est délicate, mais je n'essaierai pas de l'éluder, car je dois la vérité à tous, à plus forte raison aux jeunes, puisqu'ils portent en eux l'avenir. Je dois la vérité

[1795] Sur la figure du cardinal Andrieu, voir PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.263-266
[1796] *Ibid* p.267
[1797] *Ibid* p.269
[1798] *Ibidem*

à tous, et je la dirai avec toute la franchise nécessaire, au risque de causer quelque surprise à des hommes dont j'admire le talent, mais dont les doctrines m'épouvantent. »

Le problème selon Andrieu est que « les dirigeants de l'Action française ne s'occupent pas seulement de la politique qui discute sur la forme du pouvoir et de la politique qui en règle l'exercice. Ils étudient, devant leurs élèves, bien d'autres problèmes qui relèvent directement du magistère ecclésiastique et dont les membres de l'Église enseignée – seraient-ils prêtres, princes ou dirigeants de l'Action française – ne peuvent traiter, si l'Église enseignante, représentée par le Pape et les Evêques, ne les y autorise par une délégation délivrée à la suite d'un examen constatant leur capacité et leur orthodoxie ».

Et, en matière d'orthodoxie, la conclusion de la lettre d'Andrieu sur la doctrine de l'AF est sans appel : « Athéisme, agnosticisme, antichristianisme, anticatholicisme, amoralisme de l'individu et de la société, nécessité, pour maintenir l'ordre en dépit de ces négations subversives, de restaurer le paganisme avec toutes ses injustices et toutes ses violences, voilà, mes chers amis, ce que les dirigeants de l'Action française enseignent à leurs disciples et que vous devez « éviter d'entendre » ».[1799]

En fait, la lettre du cardinal Andrieu, malgré ses faiblesses, a le mérite de poser pour la première fois ouvertement la question centrale de la controverse à savoir celle de l'articulation entre le domaine politique et le domaine religieux et les limites de chacun. Cette lettre est ainsi le point de départ « officiel » de la crise entre l'AF et le Saint-Siège.

Elle représente, sans aucun doute, un véritable choc dans les rangs de l'AF mais également au-delà comme le prouve la lettre du préfet de Gironde au ministre de l'intérieur en date du 1er septembre : « Cette lettre qui est une prétendue réponse à une question posée par un groupe de jeunes catholiques au sujet de l'Action française, me paraît appelée à un certain retentissement et soulève dans mon département une assez vive émotion dans les milieux d'Action française. Il est difficile en effet de se montrer plus courtoisement dur pour les dirigeants de ce journal et de leur signifier plus nettement leur éviction du monde catholique. Pour une fois, depuis que je suis Préfet de la Gironde, je me trouve d'accord avec le Cardinal Andrieu, pour des motifs différents des siens, il est vrai, mais qui n'en aboutissent pas moins à des conclusions identiques. Si tout le clergé adoptait la même attitude vis à vis de l'Action française celle-ci aurait vécu. »[1800]

[1799] Réponse de S.E le Cardinal-Archevêque de Bordeaux à une question posée par un groupe de jeune catholiques au sujet de l' « Action française », *L'Aquitaine. Bulletin religieux de l'archidiocèse de Bordeaux*, 25 août 1926, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 9 septembre 1926

[1800] Lettre du préfet de Gironde au ministre de l'intérieur, 1er septembre 1926, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 560

La lettre du cardinal Andrieu surprend les dirigeants de l'AF en vacances. C'est Robert Havard de la Montagne qui assure l'intérim du journal à Paris et rédige un papier qui paraît dans le numéro du 1er septembre. Le ton est pondéré mais ferme : « Les catholiques d'Action française ont le droit et le devoir d'élever une protestation respectueuse, mais ferme. Ils ont premièrement le devoir de dire que Maurras n'a jamais propagé son incroyance. Cette doctrine, il l'a écrit, lui est particulière. » Il s'agit donc, pour Havard de la Montagne, de rigoureusement distinguer la question politique et la question religieuse en considérant que l'une n'influence pas l'autre. Il rappelle également la liberté des catholiques à s'exprimer au sein de l'AF : « Les catholiques d'Action française ont le devoir d'affirmer qu'ils y ont la liberté la plus complète de soutenir et de répandre les principes et la vérité de leur foi. » Enfin, il cherche à mettre en avant le rôle de l'AF dans la défense de l'Église : « Un vicaire disait un jour à son curé : « - Des incroyants qui défendent l'Église, quel scandale ! » - Eh ! Que voulez-vous donc, Monsieur l'abbé, répondit le bon prêtre, voulez-vous qu'ils la persécutent ? » Depuis l'avènement de la République, la France est coupée en deux : ceux qui ne croient pas oppriment ceux qui croient. La plupart des reproches qu'on adresse à Maurras semblent indiquer que son tort est de ne pas rentrer dans la règle du jeu. »[1801]

Le 2 septembre, Maurras répond lui-même dans un article intitulé « Réflexions ». Il dénonce la mise en cause entière de l'Action française alors même que les livres critiqués sont les siens et rappelle qu'en ce qui concerne son œuvre littéraire et philosophique, « toutes les explications ont été fournies, il y a treize ans » et que « l'acte favorable du Pape Pie X qui reste l'honneur de (sa) vie laissa aux catholiques d'Action française toute la paix dont ils étaient dignes. » Maurras rappelle ensuite le soutien du cardinal de Cabrières à Montpellier ou du Cardinal Sevin à Lyon et souligne ensuite que sa méthode critique rencontre « le catholicisme le plus strict » et donne pour preuve la conversion d'Henri Vaugeois du spinozisme au catholicisme par son intermédiaire.[1802] Maurras se défend donc mais prend garde de tenir le débat éloigné de toute analyse politique.

C'est Bernard de Vésins qui va fournir une première interprétation politique dans une lettre à Maurras datée du 2 septembre : « Mon premier mouvement a été de prendre le train ce soir pour être à Paris demain. Puis, quand j'ai eu lu de nouveau *L'Aquitaine* tout haut, j'ai trouvé le texte si fou que j'ai fini par me dire que je n'aurai rien à faire à Paris de mieux que ce qui avait été fait : protestation auprès du cardinal et réponse si mesurée et juste en soi. Le cardinal est malade et très affaibli. On en a profité pour lui faire signer des absurdités. La source, c'est le P. Dieuzayde s.J,

[1801] Quotidien d'*AF* du 1er septembre 1926
[1802] MAURRAS Charles, « Réflexions », Quotidien d'*AF* du 2 septembre 1926

démocrate ardent, qui nous déteste et, en dessous, Mandel et Ballande que nous avions mis à l'Index aux élections du 11 mai 1924. Ils ont cherché là une revanche et se savent appuyés à Rome par le cardinal Cerretti. Mais vraiment le câble est trop visible et tout cela tournera bien pour nous à tous les points de vue. »[1803]

Le colonel Larpent va nettement plus loin que de Vésins dans un article publié le 3 septembre sous le titre « Que veut-on ? » : « Dès le lendemain de l'Encyclique sur le Sillon, libéraux, démocrates, catholiques « de gauche » avaient décidé qu'il fallait, à tout prix, en guise de représailles, obtenir la condamnation de l'Action française. Les intrigues ont commencé sous Pie X, et l'on sait que le grand et saint Pape y opposa un refus formel. Elles se sont poursuivies sous Benoît XV. Elles devaient atteindre, sous le règne de Pie XI, leur point culminant. Le moment est venu de dévoiler cette machination. Derrière tant de haines accumulées, il n'y a pas autre chose que la politique. Le vrai, le seul péché de l'Action française, c'est le péché de Monarchie. Mais il est difficile de porter ouvertement la querelle sur ce terrain. C'est par des voies obliques qu'on s'efforce de nous atteindre et de peser sur Rome. (…) Tel est le plan, dont les dessous briandistes, policiers et sous-policiers nous sont connus à merveille. Les conjurés savent que l'*Action française* n'est pas lue au Vatican, en raison de la multiplicité des services que comporte le gouvernement de l'Église universelle et du petit nombre de fonctionnaires qui ploient déjà sous un fardeau immense. Ils comptent sur leurs impostures pour la faire juger et condamner. » Pour Larpent, les ennemis de l'Église en France considèrent l'AF comme « la principale forteresse de résistance » et ainsi « frapper l'Action française serait leur procurer, à eux d'abord, un triomphe, et ce serait ensuite assurer la prédominance de cette politique de concessions, d'humiliations et de faiblesses qui se nomme le libéralisme. En attendant, les attaques des libéraux visent à paralyser notre tâche. Pendant que nous travaillons, ils intriguent. C'est leur métier. Mais la nécessité où ils nous mettent de nous défendre, nous fait perdre un temps qui serait mieux consacré au salut du pays. »[1804]

En fait, on voit bien que, dès l'origine, on assiste à deux types de réactions au sein de l'AF : « l'une, attentiste et souple, l'autre, animée d'une volonté belliqueuse. »[1805]

Evidemment, la lettre du cardinal Andrieu fournit des armes aux opposants de l'AF. *Le Nouveau Siècle* de Valois se délecte de la polémique tout comme *L'Ouest Eclair* de l'abbé Trochu. Cela étant,

[1803] Lettre de Bernard de Vésins à Charles Maurras du 2 septembre 1926, citée par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.282
[1804] LARPENT Georges colonel, « Que veut-on ? », Quotidien d'*AF* du 3 septembre 1926
[1805] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.282

dans un premier temps, jusqu'à la publication de la lettre du pape apportant son soutien au cardinal Andrieu, l'opinion reste relativement immobile face à la controverse.

2) La crise se noue : septembre 1926

La prise de position rapide du pape

Le 5 septembre, *L'Osservatore Romano,* journal du Vatican, publie la lettre du cardinal Andrieu et, le 8 septembre, le pape Pie XI adresse une lettre de soutien au cardinal. Dès lors, le conflit prend une toute autre ampleur.

La lettre du pape ne cite pas Maurras mais nomme l'Action française : « Votre Eminence énumère et condamne avec raison (dans des publications non seulement d'ancienne date) des manifestations d'un nouveau système religieux, moral et social, par exemple, au sujet de Dieu, de l'Incarnation, de l'Église et généralement du dogme et de la morale catholiques principalement dans leurs rapports nécessaires avec la politique, laquelle est logiquement subordonnée à la morale. En substance, il y a dans ces manifestations des traces d'une renaissance du paganisme à laquelle se rattache le naturalisme que ces auteurs ont puisé (inconsciemment, croyons-nous) comme tant de leurs contemporains, dans l'enseignement public de cette école moderne et laïque, empoisonneuse de la jeunesse, qu'eux-mêmes combattent souvent si ardemment. »[1806]

Le coup est rude pour l'AF même si la lettre de Pie XI reste « modérée et équilibrée ».[1807] D'ailleurs, dans un premier temps, le pape ne parle pas ouvertement de « condamnation ». En fait, au départ, « en pasteur soucieux de tirer le bon grain de l'ivraie, il s'interroge sur la profondeur du mal et la pénétration du danger. Il ne veut pas, par des déclarations inconsidérées ou des ruptures brutales, précipiter les choses et exclure prématurément des fidèles dévoués à l'Église, ce qui ne l'empêche pas de dénoncer fermement le danger. »[1808]

[1806] Lettre de S.S Pie XI au Cardinal Andrieu du 5 septembre 1926, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 9 septembre 1926
[1807] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.285
[1808] *Ibid* p.306

La stratégie de défense de l'Action française

Le 9 septembre, le quotidien publie la lettre du pape au cardinal Andrieu ainsi que la lettre initiale du cardinal Andrieu. Elles sont suivies d'une adresse des dirigeants catholiques de l'Action française[1809] au cardinal : « Notre stupeur devant ces griefs ne peut être exprimée : ils sont la contradiction précise, rigoureuse, absolue, de nos convictions les plus sacrées, les plus profondes, les plus carrément affichées, comme le savent tous ceux qui nous approchent. Ils nous montrent que Votre Eminence a été trompée sur notre compte par nos ennemis les plus haineux. »[1810] Voilà l'explication initialement proposée par les dirigeants de l'AF : l'origine de la crise provient de la jalousie des ennemis de l'AF devant ses succès croissants.

Une véritable stratégie de défense se met immédiatement en place, comme en 1913-1914. Une note des RG du 18 septembre 1926 nous apprend que : « Tous les présidents des sections d'Action française de Paris et de province feront remplir un questionnaire relatant les affiliations aux œuvres catholiques et paroissiales de tous leurs adhérents sans aucune exception. Les dirigeants royalistes manifestent vraiment des inquiétudes, en ce qui concerne l'attitude du Saint-Siège à leur endroit et, dans l'intimité, ils ne cachent pas qu'ils s'attendent sous peu à des démissions de militants notoires. L'Action française se propose, dit-on, d'envoyer au Saint-Siège une nouvelle supplique de tous les catholiques adhérents à leur parti, lesquels affirmeront, à nouveau, leur fidélité à la foi catholique. On ajoute, du reste, que si les Chefs de l'Église persistaient dans leur attitude actuelle, les dirigeants d'Action française n'en continueraient pas moins leur action. »[1811]

Bernard de Vésins, en tant que président de la Ligue joue un rôle essentiel dans la stratégie de défense de l'AF. Considérant que les lettres d'Andrieu et du pape témoignent toutes deux d'une réelle ignorance de la réalité, il propose l'envoi d'un mémoire explicatif au pape. Ce projet, partiellement abandonné, est remplacé par l'envoi d'une adresse au pape le 16 septembre. Cette adresse semble avoir plu à Rome mais de Vésins fait l'erreur de la publier alors que, selon les convenances, seul le pape avait le droit de décider ou non de le faire.

[1809] Léon Daudet co-directeur politique, Georges Larpent secrétaire générale de l'AF, Pierre Lecoeur secrétaire de la Ligue d'AF, Maxime Real del Sarte fondateur et président de la Fédération nationale des Camelots du Roi et des Commissaires d'AF, Etienne de Resnes président du Conseil d'administration d'AF et président d'honneur de la Ligue, Paul Robain chef du Service des conférences, trésorier de la Commission de propagande, Marie de Roux, président du comité d'études législatives et sociales de l'AF, Bernard de Vésins président de la Ligue d'AF, Georges Calzant secrétaire générale des étudiants d'AF.

[1810] Adresse à S.E le cardinal Andrieu des dirigeants catholiques de l'Action française, 8 septembre 1926, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 9 septembre 1926

[1811] Note des RG, 18 septembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

Elément important, l'adresse de de Vésins est publiée le 19 septembre dans l'encadré de la ligue d'AF et non en première page comme ce fût le cas pour les textes précédemment cités. Cela prouve que la question a largement dépassé les sphères intellectuelles de l'AF et concerne désormais toute la ligue. D'ailleurs le texte le souligne : « Au nom de mes amis signataires de l'adresse à Son Eminence le cardinal archevêque de Bordeaux et au nom des milliers de ligueurs, catholiques pratiquants et dévoués, dont j'ai l'honneur d'être le chef politique comme président de la Ligue d'Action française ; je dépose humblement aux pieds de Votre Sainteté une solennelle protestation de notre foi entière aux dogmes de l'Église catholique et de notre soumission à son Chef. »[1812]

Parallèlement à cette tentative de conciliation de Bernard de Vésins, on voit également apparaître, à la suite notamment du colonel Larpent mais aussi de l'amiral Schwerer, une ligne de défense plus dure qui place ouvertement la question politique au cœur de la controverse.

Une note des RG du 24 septembre, en même temps qu'elle minimise l'impact de la lettre d'Andrieu, nous signale également des discussions afin d'utiliser le contexte à des fins de propagande : « La lettre du Cardinal Andrieu ne semble pas avoir eu toute l'importance à laquelle on pouvait s'attendre sur les adhérents à l'Action française et en particulier sur les abonnements au journal. Aucun de ces abonnements n'a été dénoncé jusqu'à maintenant et bien au contraire, il en arrive de nouveaux un peu chaque jour. La question s'est posée entre MM. Ergal et de Laprade d'exploiter cette lettre au profit de la Ligue. M. de Laprade suggère un rapprochement des milieux ouvriers par voie de réunions et de conférences au début desquelles il serait dit en substance : « Vous voyez bien que nous ne sommes pas des cléricaux, puisque bien au contraire les curés se dressent contre nous. Nous sommes des révolutionnaires à notre façon etc... ». M. Ergal ne croit pas beaucoup au succès d'une campagne de propagande auprès des travailleurs. »[1813]
Il est assez difficile d'appréhender la réalité de cette information car les sources manquent. Des discussions diverses ont évidemment eu lieu mais force est de constater que la volonté d'empêcher la condamnation est bien la priorité dans les rangs de l'AF au cours de l'automne 1926 même si, ni Maurras ni Daudet, n'est prêt à se retirer de la direction politique du journal afin d'y placer un catholique notoire en espérant satisfaire le pape.

[1812] Adresse du président de la Ligue d'Action française à S.S Pie XI, 16 septembre 1926, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 19 septembre 1926
[1813] Note des RG, 24 septembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

Les maladresses de l'Action française

D'ailleurs les maladresses se succèdent. Comme le rappelle Jacques Prévotat, dès le début du conflit, les faits et gestes de l'AF sont scrutés à Rome comme le prouvent les exemplaires du quotidien conservés dans la Bibliothèque vaticane et quotidiennement annotés pour le deuxième semestre de 1926 et l'année 1927.[1814]

Après la publication précoce de l'adresse de de Vésins, la publication des listes de souscriptions pour l'action nationale recueillies entre le 7 et le 13 septembre provoque également une vive réaction au Vatican.

Parmi les souscripteurs, on retrouve plusieurs nominations intéressantes pour notre sujet : « Pour réfuter certaines calomnies de certains catholiques démocrates. Un étudiant d'AF de l'Anjou vendéen », « Pour la propagande et la diffusion des idées catholiques », « Abbé Rocher », « Pour Dieu, pour le Roi, pour la Patrie », « Un tertiaire de Saint-François indigné des calomnies dirigées contre l'AF », « Vive le Roi, Vive l'AF et ses chefs. Un catholique, ligueur d'AF », « comtesse Rzewuska, catholique convaincue », « Un prêtre parisien pour le salut de la France chrétienne », « Comme protestation contre la manœuvre perfide des faux chrétiens qui ont trompé le cardinal Andrieu. F. A Falleur », « Hommage et reconnaissance à nos dirigeants d'AF, les plus fermes soutiens de l'Église, M. Bisse », « A l'AF, le plus vaillant champion et le plus solide appui de toutes les nobles causes, et dont la lecture n'a jamais fait de mal à aucun catholique. Au contraire ! », « Pour aider à lutter contre nos ennemis. Un modeste fonctionnaire, membre du tiers ordre de Saint François », « Un professeur libre à la suite de la lettre du cardinal Andrieu », « Jean Lefèvre Pontalis, ramené à la foi catholique par l'AF », « JBM indigné de la guerre injuste qu'on fait à l'AF », « Pour endiguer les flots de haine déchaînés contre l'AF. Un étudiant de la faculté de droit de Paris », « Suite à la lettre du cardinal Andrieu », « En réponse à l'appel de Maurras, beau défenseur de la foi. Commandant de Maistre », « Abbé Chayé », « Un catholique grand invalide de guerre », « Un prêtre du diocèse d'Arras », « Pour la politique religieuse de nos Rois et Vive Maurras ! », « Plus on attaque l'AF, plus il faut lui envoyer de munitions. H. de Beugny d'Hagerme », « Victor Sallon, catholique et ligueur d'AF », « Dr Louis Goubin, catholique d'AF », « P.A catholique et ligueur quand même ! », « Jean Coménie, catholique, AF », « Suite à la lettre du cardinal Andrieu », « Un catholique qui déplore les injustes accusations contre l'AF », « Un catholique pratiquant », « Un Poitevin élevé dans un milieu laïque et devenu catholique pratiquant grâce à Maurras », « Pour répandre la brochure du colonel Larpent sur Maurras », « Un prêtre bordelais, royaliste d'AF ».[1815]

[1814] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.291

[1815] « Pour l'action nationale », 21ème liste de souscription, publiée dans le quotidien d'AF du 16 septembre 1926, total de cette liste : 41 477 francs ; pour un total de 519 396 francs.

Il est très intéressant de répertorier toutes ces citations car elles présentent la plupart des arguments utilisés par l'AF dans sa défense : injustice d'une attaque menée par les ennemis libéraux de l'AF, lien inextricable entre l'AF et la religion catholique et conversion au catholicisme par le biais de l'AF. La présence notable des prêtres dans cette liste est également un argument.

La souscription « Comme protestation contre la manœuvre perfide des faux chrétiens qui ont trompé le cardinal Andrieu » est très mal perçue à Rome et est à l'origine d'un nouvel article dans *L'Osservatore Romano* qui dénonce le double langage de l'AF et exprime « le douloureux étonnement » de constater l'utilisation « d'expressions désobligeantes pour le cardinal, et, conséquemment aussi, d'une manière implicite, pour le souverain pontife qui a approuvé sa lettre ».[1816]

Dès le 18 septembre, un post-scriptum inséré à la fin de la chronique politique de Maurras souligne que : « C'est par inadvertance qu'il a été inséré jeudi dans nos listes de souscription quelques paroles qui ne correspondent ni au sentiment de nos amis ni à la ligne observée par l'Action française. Des ordres formels avaient été donnés. L'erreur s'explique par la réduction du personnel à cette époque de l'année. L'AF »[1817]

Cela étant, la liste publiée le 23 septembre, si elle ne cite plus le cardinal Andrieu, regroupe des citations du même type ainsi qu'une allusion assez ambiguë : « En l'honneur de Jeanne d'Arc et de Pie X ».[1818] Qui a pu être interprétée de diverses manières par la papauté…

Cette réaction notable des membres de l'AF qui revendiquent ouvertement leur foi catholique en même temps que leur appartenance à la ligue conduit le pape à préciser sa position.

Le 25 septembre 1926, Pie XI prononce un discours devant une délégation de frères mineurs franciscains qui « peut être lu comme un démenti des contre-feux mis en place par l'AF »[1819] : « Le Saint Père tient à déclarer avant qu'il a écrit cette lettre poussé uniquement par la conscience de la responsabilité formidable, écrasante et consolante en même temps, qu'Il porte à toutes les âmes. Au sujet donc de cette lettre, il y en a qui semblent ne pas comprendre ce que le pape a voulu dire. Eh bien ! Il suffit qu'ils relisent ce que le pape a écrit, qu'ils le relisent tranquillement, sans préventions et avec cette dévotion filiale dont le pape ne veut absolument pas douter, et tout sera compris ! D'autres semblent supposer on ne sait quelles mystérieuses arrière-pensées diplomatiques ou

[1816] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.292
[1817] Quotidien d'AF du 18 septembre 1926
[1818] « Pour l'action nationale », 22ème liste de souscription, publiée dans le quotidien d'AF du 23 septembre 1926
[1819] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.158

politiques. Il n'en est pas du tout ainsi. Le pape a fait cela comme Il fait tout ce qui est du ressort de Son ministère apostolique, dans le but exclusif d'accomplir Son devoir, qui est de procurer la gloire de Dieu, le salut des âmes, d'empêcher le mal et de procurer le bien en dehors et au-dessus de tout parti politique, la grande règle qu'il ne cesse de rappeler toujours, à tous, et qu'il suit le premier. D'autre encore ont l'air de répéter aussi dans cette circonstance la vieille formule : qu'il faut en appeler du pape mal informé au pape bien informé. L'expression a vieilli, mais le monde se répète toujours. Il faut dire, au contraire, hautement, en toute assurance, que la première chose que le pape a faite, avec toute la conscience de Sa responsabilité, et même avec le risque d'arriver en retard, a été de bien s'informer, de bien s'éclairer et de ne prendre aucune résolution avant d'être sûr que dans Son geste il n'y eût rien qui ne fût conforme à la vérité, à l'à-propos et à l'opportunité. Voilà ce que le Saint-Père déclare en recommandant aux pèlerins de le répéter et de le répandre dans la plus large mesure possible. »[1820]

3) Les controverses d'octobre et novembre 1926

L'échec des tentatives de conciliation

Cette déclaration pontificale est extrêmement importante car elle dénonce tous les arguments utilisés par l'AF pour sa défense. Cela étant, malgré la succession des avertissements, un certain flou demeure. Le pape n'a pas donné l'ordre de quitter l'AF et a maintenu la liberté des opinions de chacun. Ainsi, « la solution la plus communément adoptée consiste à protester de son entière soumission au pape et à la hiérarchie pour tout ce qui touche à la foi et à la morale, mais à conserver son indépendance en matière politique. »[1821] Tout au long de l'automne 1926, la situation, bien que de plus en plus défavorable à l'AF, reste assez ouverte et permet à cette dernière de multiplier les tentatives de conciliations comme, par exemple, avec la publication de la brochure de Maritain, le 2 octobre 1926, intitulée, « Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques ». Il y réaffirme l'autonomie du politique et du religieux : « Il serait déraisonnable de vouloir tout lier dans

[1820] Cité par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.295-296

[1821] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.295-298

un homme comme dans un traité de géométrie ».[1822]

Maritain propose également une solution concrète : « Pourquoi les catholiques d'Action française ne s'organiseraient-ils pas entre eux, au sein même de leur parti, en un groupement spécial, religieux et non politique, ayant pour objet non pas l'action politique mais la formation religieuse, l'étude de la doctrine catholique, des enseignements des papes, de la théologie dogmatique et morale – groupement constitué non par des sections politiques mais par des cercles d'études, dirigés par des théologiens, et directement contrôlés par l'autorité ecclésiastique ? Ainsi serait publiquement garanti le maintien de l'intégrité de la doctrine et de la morale chrétiennes parmi la jeunesse catholique adhérente à l'Action française et la possibilité pour elle de compléter et de redresser les enseignements, opinions ou exemples reçus de certains de ses maîtres politiques. »

Cette proposition est immédiatement rejetée par Maurras qui y voit un obstacle à sa domination intellectuelle.[1823] Cela étant, des tentatives de création de cercles d'études animés par des théologiens experts ont tout de même lieu notamment grâce à l'activité de Bernard de Vésins qui multiplie les prises de contact dans les milieux ecclésiastiques.

Les sections d'AF de province semblent également se mobiliser à l'image de celle de Bordeaux, ville épicentre de la crise, qui « fait signer à tous ses adhérents une lettre collective qui doit être adressée au pape et au cardinal Andrieu dans laquelle l'Action française proteste de son attachement et de sa fidélité à la foi catholique. Cette lettre laisserait entendre que les autorités ecclésiastiques auraient mal interprété les doctrines de l'Action française, relatives à la religion catholique. »[1824] Ce type d'initiative se retrouve dans de nombreuses sections d'AF si l'on en croit les dires des comités directeurs.[1825]

En fait, il est assez difficile d'appréhender la réalité de la réception de cette controverse au sein des milieux d'AF. Les notes des RG divergent en effet. Ainsi, le 28 octobre, on peut lire : « Malgré les affirmations des dirigeants de l'Action française qui prétendent que le nombre des adhérents augmente sans cesse, il est certain qu'à la suite du conflit survenu avec les autorités catholiques, le recrutement royaliste a subi un temps d'arrêt. C'est ainsi qu'aux réunions d'ouverture des sections de Paris et banlieue, on remarquait cette année un nombre d'assistances bien moins élevé qu'en 1925. »[1826] Toutefois, une autre note du 29 octobre souligne que « la querelle de l'Action française et

---

[1822] MARITAIN Jacques, *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, Plon, Paris, 1926, p.12

[1823] Il rappelle alors l'existence de l'association Saint-Louis qui a une existence plutôt confidentielle car elle n'est jamais citée dans les CR des congrès d'AF et quasiment jamais dans le quotidien.

[1824] Rapport du commissaire central au préfet de la Gironde, 8 octobre 1926, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[1825] Voir CR congrès d'AF de novembre 1926

[1826] Note des RG, 28 octobre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198

des autorités ecclésiastiques aura eu pour résultat de faire ressortir que de nombreux royalistes font passer leurs convictions politiques avant leur foi religieuse. Ils paraissent n'attacher aucune importance aux remontrances faites à Maurras, qui reste malgré tout le « maître » ».[1827]

Au final, toutes les démarches de conciliation n'aboutissent pas. En effet, « le pape, réservé dans un premier temps sur l'opération (de de Vésins), s'y déclare franchement hostile, position qui ne saurait être isolée de son durcissement croissant contre l'AF (…) »[1828]
La perspective d'une condamnation se rapproche donc dangereusement au cours du mois de novembre notamment avec la controverse entre le quotidien d'AF à l'*Osservatore Romano.* La parution de deux articles, les 10 et 14 novembre, qui utilisent ouvertement le terme de « condamnation » et qui considèrent la ligue et le journal comme des foyers de corruption de la jeunesse, marque un nouveau pallier dans le conflit.
Il est intéressant de souligner que l'AF ne signale pas cette controverse à ses lecteurs. Elle reste alors dans sa ligne de conduite : obéissance au pape pour ce qui dépend de la foi mais indépendance en matière politique.

Le 13ème congrès d'Action française

Le 13ème congrès d'AF se tient du 23 au 27 novembre et lui permet d'affermir sa position et sa défense même si on observe toujours deux positionnements sensiblement différents dans ses rangs. En effet, si Bernard de Vésins reste prudent, l'amiral Schwerer proclame ouvertement la distinction entre le politique et le religieux.
Bernard de Vésins s'exprime en ces termes à l'ouverture du congrès : « Dans les questions où la politique touche à la religion catholique, notre règle constante a été la suivante : Quand se présente une question où l'Église catholique est intéressée, le premier devoir est de s'enquérir de ce que l'Église pense d'elle-même et de tenir cette pensée pour une règle que l'État doit respecter. Or, l'Église a parlé récemment, elle a averti les fidèles, particulièrement les jeunes gens, d'un danger qu'ils couraient à suivre « aveuglément » les dirigeants de l'Action française « dans les choses qui regarderaient la foi ou la morale ». Les catholiques ayant une part de direction dans l'Action française ont aussitôt publié leur soumission aux ordres du Souverain Pontife et fourni la solennelle affirmation de leur foi catholique. Ils ont été suivis par des milliers et des milliers de Ligueurs dont nous avons les signatures. Le journal *L'Action française* a donné dans leur intégralité les documents

[1827] Note des RG, 29 octobre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1828] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.160

officiels venus de Rome ; il n'en a rien caché à ses lecteurs. Mais les dirigeants de l'Action française *dans leur unanimité* ont décidé de corroborer par des actes les affirmations de ceux d'entre eux qui sont catholiques pratiquants. Ils avaient été précédés sur ce point par l'initiative prise par nos amis de Tours, de Toulouse, d'Albi, de Nevers, qui avaient spontanément été trouvé le pasteur de leur diocèse pour lui demander les moyens de se conformer dans leurs groupes particuliers aux avertissements du Souverain Pontife. Mais cela leur était extérieur ; ce n'était pas suffisant. En conséquence, ils ont décidé, unanimement encore, de rétablir à l'Institut d'Action française la chaire du *Syllabus*, qui n'avait été interrompue que pour des causes accidentelles. Des démarches ont été faites officiellement auprès de S.E. le cardinal archevêque de Paris, des supérieurs ou provinciaux de différents ordres religieux à Paris afin d'obtenir d'eux que des théologiens séculiers ou réguliers soient autorisés à venir exposer à l'Institut d'Action française la doctrine catholique sur les points qui paraîtront à ces théologiens particulièrement utiles à développer pour éclairer nos adhérents, surtout les jeunes, et les prémunir ainsi contre les dangers que le Souverain Pontife a signalés. En faisant cela, nous restons fidèles à nos principes constants. Rien ne nous tient plus au cœur que la Vérité. »[1829]

Evidemment, on peut nuancer ces affirmations et rappeler que le quotidien a volontairement dissimulé la controverse avec l'*Osservatore Romano*. Cela étant, le ton de de Vésins reste extrêmement nuancé et cherche à éviter toute provocation en acceptant l'intervention de l'Église dans le domaine où la politique touche à la religion. Ce qui n'est pas le cas, nous allons le voir, de l'amiral Schwerer qui revendique un cloisonnement quasi-étanche entre politique et religieux.

Il est également très intéressant de souligner que, pour la première fois, le compte-rendu du congrès signale la réunion générale de l'Association Saint-Louis. Cette association, censée accueillir les catholiques d'AF, est mise sur le devant de la scène au moment de la crise avec le Vatican car Maurras considère qu'il n'est pas nécessaire d'organiser de nouveaux groupes spécifiques aux catholiques en raison de l'existence de cette association, assez marginale jusqu'alors.

Le président de l'association, le chanoine Richard, oncle de Marius Plateau, rappelle lors de la réunion de novembre 1926 que l'AF est « un mouvement politique qui s'est assigné pour but de débarrasser la France du mauvais régime dont elle est victime et de lui rendre son gouvernement traditionnel. Pour cette œuvre de salut national, des catholiques français se sont associés à des incroyants qui, bien loin de vouloir, comme nos dirigeants actuels, détruire l'Église, la respectent, la jugent nécessaire à la grandeur du pays et entendent lui faire rendre sa pleine liberté d'action. Cette association, les ligueurs catholiques ont-ils le droit de la faire ? Oui, car elle est de droit naturel.

[1829] Déclarations de Bernard de Vésins au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1926

Présente-t-elle quelques dangers ? Elle peut en présenter. Et si l'autorité religieuse le craint, il est de son droit et de son devoir de les signaler. C'est ce qu'elle vient de faire. Les catholiques d'Action française ont répondu aussitôt aux désirs du Saint-Père en lui adressant les magnifiques déclarations que l'on sait. Libres sur le terrain national, ils restent sur toutes les questions touchant à la foi et à la morale pleinement soumis à l'autorité religieuse. Ils sont donc en règle avec elle. Et leur conscience peut être parfaitement tranquille. (…) »[1830]

Ce discours du chanoine Richard est repris par l'amiral Schwerer : « Si, dans quelques âmes catholiques des hésitations avaient pu exister encore au sujet de la ligne de conduite à tenir, il me semble qu'elles ont dû disparaître pour tous ceux qui ont eu la joie d'entendre l'émouvante allocution de M. le chanoine Richard et les directives qu'il leur a données avec toute l'autorité qui s'attache à sa personne et à son caractère. (…) Si pour des raisons dont il est le seul juge, le Saint-Père estime que dans nos groupements d'AF nous devons élever une cloison étanche entre le domaine religieux et le domaine politique et qu'au sein de ces groupements nous ne devons plus jamais nous occuper des questions religieuses ou philosophiques, nous n'aurons évidemment, nous catholiques, qu'à nous conformer aux désirs du Saint-Père. Dans le domaine religieux, nous resterons entièrement soumis à l'autorité religieuse du Pape ; dans le domaine politique, nous continuerons à suivre les directives politiques des grands Français, des hommes d'intelligence et de conscience droite que sont nos chefs. »
L'amiral Schwerer fait également ouvertement référence à une possible condamnation et, s'il affirme ne pas avoir à fixer de ligne de conduite aux catholiques d'AF, il exprime toutefois son lien indissoluble avec l'AF : « Mais, Français, je ne me bornerais pas à rester fidèle à l'Action française. Je lui serais plus dévoué, plus attaché encore si possible, parce que les épreuves imméritées qui atteignent une famille doivent, si les membres de cette famille ont l'âme haute, resserrer encore les liens qui les unissent et parce que, fils de France, je n'ai pas le droit d'abandonner l'Action française qui seule peut sauver ma mère. »[1831]

Léon Daudet, lors du banquet de clôture du congrès, est extrêmement virulent et affirme qu' « il ne permettra pas à un journal étranger, l'*Osservatore Romano*, pour ne pas le nommer, qui joue de l'équivoque de ses relations, indéterminées avec le Vatican, de reproduire des accusations fausses et des diffamations émanées de ce milieu de maîtres chanteurs et d'assassins qu'est la Sûreté générale de Paris. Il ne permettra pas davantage ces diffamations à la pourpre qu'à l'hermine de la Cour de

[1830] Discours du chanoine Richard lors d'une réunion de l'Association Saint-Louis, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1926
[1831] Discours de l'amiral Schwerer au 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1926

cassation. »[1832]

En fin de compte, le 13ème congrès d'AF, s'il ne masque pas les divergences de positionnement sur la séparation entre politique et religieux au sein de l'AF, a toutefois contribué à resserrer les rangs autour des chefs de la ligue comme le prouve le discours de clôture de Bernard de Vésins : « Ce congrès s'est ouvert dans une atmosphère où planait quelque inquiétude. Ce congrès est fini. Il s'est fini, vous le sentez tous, dans une atmosphère plus légère et nos cœurs se sentent remplis d'une nouvelle allégresse. (*Oui ! Oui!)* Pourquoi ? Parce que nous venons de reconnaître ensemble, une fois de plus que nous avions fait une *œuvre solide*, pierre par pierre, lentement amassées… Les pauvres imbéciles républicains ne se doutent pas de la vanité de leurs agressions contre notre édifice ! Parce que nous avions mis à nu les pauvres bases du leur, ils se sont rués à l'assaut de notre long travail qui avait retrouvé les assises de la France. (…) Maintenant, vous allez rentrer dans vos provinces. Organisez-vous de telle façon que vos groupes constituent autant de récifs sur lesquels les vagues révolutionnaires viendront se briser. Je vous le redemande. Je sais que vous n'y faillirez pas ! *(longue ovation).* Surtout ne vous laissez pas émouvoir par la rage trop naturelle de nos ennemis. Il y a vingt ans, la situation pour nous était peut-être plus grave, nous étions si faibles alors! Nous l'avons néanmoins surmontée ! Si aujourd'hui la rage de l'adversaire se fait plus violente, c'est qu'il sent croître son impuissance à nous abattre. (…) »[1833]

4) Décembre 1926 : la condamnation

Le durcissement définitif des positions

Evidemment, le CR du congrès de l'AF est mal accueilli par l'*Osservatore Romano.* Dans un article du 9-10 décembre, le journal insiste sur les divergences entre de Vésins et Schwerer et considère que le second est « dans une grave erreur dogmatique, condamné par la proposition XXIV du *Syllabus* de Pie X ».[1834]

[1832] Discours de Léon Daudet au banquet de clôture du 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1926
[1833] Discours de Bernard de Vésins au banquet de clôture du 13ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1926
[1834] Cité par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.317

Parallèlement, les démarches entreprises par Bernard de Vésins pour obtenir l'intervention de théologiens à l'institut d'AF se heurtent à un refus pur et simple de l'autorité pontificale. Le cardinal Dubois, archevêque de Paris, écrit à de Vésins le 30 novembre : « J'ai bien examiné la question que vous avez bien voulu me poser. Les derniers documents publiés par l'Osservatore Romano ne me permettent pas d'envisager comme pratique la solution par vous indiquée. D'ailleurs, l'affaire est d'ordre trop général pour qu'elle puisse être tranchée définitivement par l'autorité diocésaine de Paris. »[1835]

Aucune autre réponse ne parvient au président de la ligue mais une circulaire de la nonciature aux archevêques de France annonce que : « Sa Sainteté ne trouve pas opportun que les révérendissimes Ordinaires accordent aux différents groupements d'Action française constitués dans les diocèses de France des aumôniers chargés de veiller sur la doctrine et la morale de ces groupements. »[1836]

Ainsi, la situation apparaît de plus en plus tendue. Le 15 décembre, le quotidien publie un grand article intitulé « Rome et la France. Réponse à des diffamations de presse » dans lequel plusieurs auteurs de l'AF s'attaquent violemment à l'*Osservatore Romano* tout en rappelant leur soumission au pape : « Il faut cependant admirer que ces messieurs osent, d'un cœur si léger, essayer de faire entendre que leurs responsabilités à eux, n'engagent rien de moins avec eux que l'autorité supérieure de l'Église. Est-ce par là qu'ils croient montrer ce dévouement au Saint-Siège qu'ils voudraient si gratuitement dénier à tout autre ? (…) La parole du Pape a été reçue à l'Action française avec les sentiments d'une soumission filiale ou d'un respect profond. Cette parole n'y a pas été discutée, mais obéie. Elle signalait un péril qu'elle avait le droit de signaler. Elle demandait des précautions vigilantes, des mises en garde sérieuses. Pour y correspondre, des mesures ont été prises. D'autres ont été proposées. Des sections entières de la ligue d'Action française sont allées demander à leurs évêques des conseillers théologiques. Nos comités directeurs ont soumis à l'autorité leur projet de relever la chaire de politique religieuse (ou du *Syllabus)* à notre Institut. Que ces démarches soient accueillies ou, comme l'*Osservatore* l'annonce avec allégresse, qu'elles soient rejetées, ce sont des actes. »

L'AF insiste ainsi sur les efforts entrepris mais ne compte rien lâcher en ce qui concerne sa primauté en matière de politique : « Nous réclamons le droit de trouver bons les arguments politiques de Maurras, comme les démonstrations astronomiques de Galilée. Ces vérités d'ordre naturel, expérimental, s'imposent à nous et personne ne peut rien contre elles. L'Église, du reste, n'a pas

[1835] Lettre du cardinal Dubois, archevêque de Paris à Bernard de Vésins, 30 novembre 1926, reproduite dans *L'Action française et le Vatican. Les pièces d'un procès*, préface de Charles Maurras et Léon Daudet, Flammarion, Paris, 1927, p.88-89

[1836] *L'Action française et le Vatican, op. Cit.* p.89

d'intérêt, pensons-nous, à ce que ses fidèles fassent figure de citoyens diminués, ligotés dans leur activité nationale, réduits à recevoir du dehors leurs consignes politiques. Le Souverain Pontife a la garde des intérêts universels de la chrétienté : les intérêts politiques particuliers à la France échappent par leur nature même, à sa sollicitude, et c'est nous, Français, qui en avons seuls le grave souci. (…) Nous n'admettons point, par exemple, qu'un nonce du Pape se mêle de nos affaires intérieures et intervienne dans des questions électorales. S'il se construit dans les sphères ecclésiastiques un vaste plan de paix européenne et mondiale où la France soit sacrifiée, nous sommes là pour nous y opposer. Nous ne croyons ni à Locarno, ni à la Société des Nations, ni au désarmement de l'Allemagne, qui ne sont pas encore devenus, que nous sachions, des dogmes de foi. »[1837]

Le 18 décembre, c'est Charles Maurras lui-même qui prend la plume dans un article intitulé « « Politique d'abord » ou le vrai et le faux ». Il y écrit : « Notre Politique d'abord est née de cette constatation, tout empirique, d'un obstacle politique à la restauration religieuse, morale, militaire, sociale, etc. On peut prétendre que cet obstacle n'existe pas. S'il existe, on ne peut pas dire que notre formule soit inexacte, à moins d'en outrer et d'en fausser la signification – ce dont on ne se prive pas. »[1838]
Maurras attaque également « les philoboches de l'*Osservatore Romano* » et souligne que « Léon Daudet et moi, nous avons l'estime des honnêtes gens de notre pays : nous pouvons mépriser les insultes d'un journal allemand de langue italienne. »
Ainsi, on le voit, la ligne de défense de l'AF se durcit sensiblement dans ces articles du 15 puis du 18 décembre.

Une ultime tentative de conciliation a toutefois encore lieu : il s'agit d'une adresse des parlementaires français d'obédience royaliste au pape. « Le reproche de fond adressé à la papauté est celui de s'abaisser à recourir à un journal, *L'Osservatore Romano*, pour faire connaître ses désirs. » La réponse du Vatican (connue le 31 janvier 1927 soit après la condamnation), « réaffirme la souveraine liberté de la papauté de se faire entendre comme bon lui semble, y compris par le biais de la presse. »[1839]
Ainsi, l'adresse, arrivée d'ailleurs à Rome tardivement, le 19 décembre, veille de l'allocution consistoriale, n'a eu aucune incidence sur l'évolution de la situation.

[1837] « Rome et la France. Réponse à des diffamations de presse », Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1926
[1838] MAURRAS Charles, « « Politique d'abord » ou le vrai et le faux », Quotidien d'*AF* du 18 décembre 1926
[1839] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.327

L'allocution consistoriale du 20 décembre 1926

L'allocution en consistoire secret, réunit les cardinaux en vue des nouvelles nominations mais permet aussi et peut être surtout au pape de brosser un tour d'horizon de la conjoncture internationale et ainsi de s'adresser au monde.
L'allocution *Misericordia Domini* du 20 décembre 1926 est la première à accorder autant de place à la France mais aborde également la question mexicaine ainsi que les rapports entre l'Église et le régime fasciste d'Italie.[1840]

Sur la question de l'AF, Pie XI est extrêmement ferme : « Nous avons déjà déclaré à plusieurs reprises et sans ambiguïté ce que Nous en pensions. Nous ajoutons néanmoins, s'il en est encore dont l'esprit réclame de nouveaux éclaircissements, qu'en aucun cas il n'est permis aux catholiques d'adhérer aux entreprises et en quelque sorte à l'école de ceux qui placent les intérêts des partis au-dessus de la religion et veulent mettre la seconde au service des premiers ; il n'est pas permis non plus de s'exposer ou d'exposer les autres, surtout les jeunes gens, à des influences ou des doctrines constituant un péril tant pour l'intégrité de la foi et des mœurs que pour la formation catholique de la jeunesse. Dans le même ordre d'idées – car Nous ne voulons omettre aucune des questions ou des demandes qui Nous furent adressées – il n'est pas permis non plus aux catholiques de soutenir, de favoriser, de lire des journaux dirigés par des hommes dont les écrits, en s'écartant de nos dogmes et de notre doctrine morale, ne peuvent pas échapper à la réprobation et dont il n'est pas rare que les articles, les comptes rendus et les annonces offrent à leurs lecteurs, surtout adolescents ou jeunes gens, maintes occasions de ruine spirituelle. Pour tous ces motifs, et aussi pour ôter tout prétexte à équivoques et fausses interprétations, telles qu'il s'en est produit en divers lieux, et tout récemment, dans le journal en cause, sans aucun respect et avec une audace dépassant les bornes, Nous comptons, avec une confiance absolue, que Nos vénérables frères de France, cardinaux, archevêques et évêques, selon les obligations de leur charge pastorale, ne se contenteront pas de rapporter à leurs diocésains Notre pensée et Notre volonté paternelle, mais les leur expliqueront dans un commentaire aussi lumineux que fidèle. »[1841]

Le propos est limpide et ne nécessite aucune interprétation. Certains parlementaires royalistes envisagent alors de sacrifier Maurras ou Daudet à la direction du journal pour satisfaire la papauté

[1840] *Ibid* p.328-329
[1841] Reproduit dans *Ibid* p.329-330

mais ni l'un ni l'autre n'acceptent cette solution. Dans l'immédiat, l'AF prépare sa réponse, publiée le 24 décembre.

III. Les conséquences intellectuelles de la condamnation

1) La défense de l'Action française

« Non possumus »

Le 24 décembre, l'AF publie en premier page du quotidien son « Non possumus ». En réalité, il n'y a pas de nouvel argument par rapport aux différents articles déjà cités au cours du conflit l'opposant à l'*Osservatore Romano.*

L'AF rappelle encore sa « bonne volonté » et ses tentatives de proposer « à l'autorité ecclésiastique des satisfactions légitimes ». Tentatives qui ont reçu une fin de non-recevoir.

L'AF édulcore ensuite quelque peu l'évolution de la controverse depuis la lettre du cardinal Andrieu en ne rappelant que la reconnaissance initiale, accordée par le pape, de la liberté politique.

L'article souligne également que « Maurras a toujours professé la subordination de la sociologie et de la politique à la morale » et dénonce les attaques du pape, sans toutefois les nommer, contre Daudet et Maurras : Léon Daudet a rendu « à l'Église comme à la France les services les plus éclatants, notamment contre les lois laïques ; de telles haines en sont nées qu'on lui en a tué son enfant !… Quant à Charles Maurras, chacun sait ce qu'il a fait d'inespéré pour ressusciter en France avec l'idée de la monarchie, l'idée de la reconnaissance et du respect auxquels a droit chez nous l'Église. »

Plus loin, l'injustice est clairement dénoncée : « Ne nous arrêtons pas à l'injustice cruelle qui est faite à Daudet, à Maurras, à l'Action française, à tous ces catholiques français, à tout ce clergé français, à tout cet épiscopat français qui, dans une pénible crise, n'ont cessé de montrer la clairvoyance, la mesure et l'honneur français. Nous avons, quant à nous, supporté patiemment, avec l'injustice et l'erreur, de véritables injures et, parce que l'erreur provenait de très haut, nous évitions même de la rectifier explicitement : nous contentions de la saisir et de la mettre à nu d'après les petits écrits inspirés et dérivés de lamentables méprises. Il s'agit pour nous de continuer à servir, non de récriminer. »

Pour l'AF, cette crise n'a qu'une ambition à savoir celle de « décapiter l'AF et, en même temps, engager les catholiques à s'unir sur le terrain républicain (…) Il ne s'agit plus de morale ni de foi, il s'agit de politique. »

Le message est très clair : « Courage ! Si vous voulez toujours ce qui vous a unis à nous, ce n'est pas de notre côté que vous trouverez la moindre faiblesse. L'Action française continue. Personne n'a le droit de lui demander de changer ni son but national, ni sa méthode légitime, ni ses chefs. Personne ne l'obtiendra. Le respect du Saint-Siège, la reconnaissance des droits de l'Église catholique sont parmi les articles essentiels de ce qu'enseigne l'Action française et aussi bien les incroyants que les croyants. Mais, nous l'avons déjà dit, le pape régnant n'est pas à l'abri de l'erreur humaine dans les questions politiques et si l'Église a la promesse de la vie éternelle, les hommes d'église, - l'histoire entière le prouve – peuvent être mal renseignés, se laisser circonvenir par des influences malhonnêtes, s'engager dans des entreprises nuisibles – car tout cela s'est produit au cours des âges. Ces affirmations, dont quelques-uns affecteront de se scandaliser, ne sont pas scandaleuses, elles sont banales : tout le monde dans l'Église sait bien qu'il en est ainsi. Le Dictionnaire d'apologétique consulté satisfait, là-dessus, à tous les scrupules. »

Au final, l'article distingue les prises de position des catholiques et des incroyants même si les conclusions sont les mêmes.

Les dirigeants catholiques expliquent que : « Ce temps, nous ne l'avons pas fait. Cette crise nationale, nous ne l'avons pas créée que le cas de conscience auquel on nous a réduits. Si dur que soit le devoir qui en résulte pour nous, c'est le devoir. Nous le remplissons. Le cœur meurtri, mais sans faiblesse, nous l'accomplirons jusqu'au bout. Nous ne trahirons pas notre patrie. *Non possumus.* »

Les incroyants, quant à eux, soulignent que : « Leur respect demeure le même, leur invincible déférence n'est pas ébranlée. Mais placés entre la plus haute des convenances et le plus pressant des devoirs, ils ne peuvent pas hésiter : *Non possumus.* »[1842]

Comme le rappelle Jacques Prévotat, « le caractère provocateur de l'article provient en partie du titre. Rien de plus frappant pour l'opinion, rient de plus clair aussi. Le mot se réfère à une scène de la primitive Eglise ainsi racontée dans les Actes des Apôtres. Pierre et Jean, arrêtés, comparaissent devant le Sanhédrin qui leur interdit formellement « d'ouvrir la bouche et d'enseigner au nom de Jésus » : « Mais Pierre et Jean, prenant la parole, leur dirent : « S'il est juste devant Dieu de vous écouter plutôt que Dieu, à vous d'en juger ; car *nous ne pouvons pas*, nous, ne pas parler de ce que nous avons vu et entendu » »[1843]

Quelques jours après la publication de cet article, le 31 décembre, les *Acta apostolicae sedis*

[1842] « Non possumus », Quotidien d'*AF* du 24 décembre 1926

[1843] Cité dans PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.334

publient le décret de la congrégation du Saint-Office qui condamne certaines œuvres de Maurras et le journal *L'Action française.* C'est bien la condamnation du quotidien qui paraît être le plus grave pour l'AF. Comme le souligne Eugen Weber, « les livres de Maurras à l'Index, c'était embarrassant déjà mais le journal était d'une importance décisive pour le mouvement tout entier. Si les catholiques obéissaient à l'interdiction, l'Action française mourrait. »[1844]

Cherchant toujours à se défendre, le quotidien d'*AF* publie, le 5 janvier 1927, une lettre du cardinal Andrieu à Maurras, datée de 1915, et faisant référence au roman *L'étang de Berre* qu'Andrieu décrit comme « un monument de piété tendre » et remercie Maurras de défendre « l'Église avec autant de courage que de talent ». Maurras souhaite ainsi signaler l'évolution surprenante de son opinion sur l'AF.[1845]

Le 7 janvier, le quotidien cherche à expliquer cette évolution en se demandant si « les sentiments de S.E le cardinal Andrieu n'auraient-ils pas été rebroussés et révolutionnés par une mauvaise lecture ? » Et pour preuve, il publie une comparaison entre le texte de la lettre d'Andrieu et la brochure de Passelecq. Il s'agit toujours de chercher à discréditer les accusations contre l'AF et à leur conférer une connotation politique.[1846]

Ensuite, le 8 janvier, Léon Daudet publie un article intitulé « Machination contre la France, machination contre l'AF » qui replace l'affaire de la condamnation au cœur d'un complot politico-religieux.[1847]

C'est finalement le 9 janvier que Charles Maurras s'exprime en première page du journal et fait connaître à tous la condamnation pontificale de l'AF : « Je ne puis laisser à personne le soin de publier et de présenter au public les deux documents qui, hier, nous sont arrivés de Rome par le ministère de la Croix. »[1848] Il prend alors officiellement acte de la condamnation et répond personnellement, sans se cacher derrière la signature « L'Action française ».

L'AF publie le décret du 29 décembre 1926 ainsi que la lettre du pape au cardinal Andrieu datée du 5 janvier 1927 dans laquelle il cherche à se placer dans la ligne d'action de Pie X en considérant qu'il « finit là où Pie X a commencé ».[1849]

[1844] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.267
[1845] Quotidien d'*AF* du 5 janvier 1927
[1846] Quotidien d'*AF* du 7 janvier 1927
[1847] DAUDET Léon « Machination contre la France, machination contre l'AF », Quotidien d'*AF* du 8 janvier 1927
[1848] « Rome et la France. L'Action française condamnée – Les documents et les faits », Quotidien d'*AF* du 9 janvier 1927
[1849] Lettre de Pie XI au cardinal Andrieu du 5 janvier 1927, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 9 janvier 1927

Maurras, s'il affirme respecter la parole du pape, n'en dénonce pas moins « la germanophilie devenue maîtresse de quelques avenues et antichambres du Vatican. »[1850] Cet argument reste l'un des principaux tout au long des années de séparation.

D'autres membres de l'AF condamnent la main de la franc-maçonnerie dans cette nouvelle attitude de l'Église. En janvier 1927, le révérend père jésuite de Pully, aumônier du Cercle Olivaint écrit à l'un de ses amis : « Jamais peut-être les Maçons n'ont été aussi puissants que maintenant. Le gouvernement en met partout, à tous les carrefours de la vie nationale. Et devant cette Maçonnerie puissante, plus de barrages ! Le Faisceau se meurt ; la Ligue Millerand s'éteint, vaincue aux élections sénatoriales ; Taittinger est évincé de *La Liberté* où il pouvait combattre ; l'opposition Marin au Parlement est impuissante ; et débile est Castelnau qui avoue, dans l'intimité, qu'il ne peut rien faire. Aussi le désespoir des Patriotes est tragique, car l'AF pour eux est le dernier rempart un peu sérieux et résistant de l'ordre social et national menacé. »[1851]

Les tracts diffusés dans les milieux d'AF

Dès l'automne 1926, des tracts anonymes circulent dans les milieux d'AF et appellent les ligueurs à la résistance.

Le 9 janvier 1927, un tract reproduisant une discussion entre Bernard de Vésins et 3 théologiens commence à circuler. Les théologiens cherchent à lever les scrupules du président de ligue et appellent ouvertement à la résistance : « Votre devoir est de maintenir *L'Action française telle qu'elle est et quoi qu'il arrive. Je suis maître en théologie* (le plus haut grade en cette matière), et je vous dis que votre *devoir est de résister jusqu'au bout.* - Et si on nous excommunie ? - Cela ne changerait rien à ce que je viens de vous dire. Vous avez un devoir à remplir et ce n'est pas à vous d'en changer la délimitation. Ce n'est pas parce que le devoir est plus douloureux que nous devenons maîtres de le modifier. Or, en accomplissant le devoir, vous servez votre patrie, *mais vous servez aussi l'Église.* En vous opposant à une extension illégitime du pouvoir pontifical dans des matières qui ne sont pas de son ressort, vous combattez une erreur, qui lui serait gravement préjudiciable. Votre devoir est de résister. *Je suis maître en théologie et je vous le dis devant mon supérieur.* Vous pouvez évidemment vous en aller et vous retirer dans vos terres mais je vous dis qu'alors *vous*

[1850] Quotidien d'*AF* du 9 janvier 1927

[1851] Lettre du RP de Pully, aumônier du Cercle Olivaint et du Cercle Laënnec à Paris à un élève du Séminaire français de Rome, 17 janvier 1927, Archives privées, citée par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes (1919-1944), op. Cit.* p.304

n'aurez pas fait votre devoir. »[1852]

Cette consultation a vraisemblablement beaucoup circulé en particulier dans les groupes de dames d'AF particulièrement touchées par la crise.

En février 1927, un long tract de 4 pages, rédigé par « un religieux », est mis en circulation. Ce dernier affirme accepter la condamnation de certains ouvrages de Maurras mais se rebelle contre celle du quotidien et cherche à démonter toute l'argumentation du cardinal Andrieu. Il conclut en ces termes : « Mais alors que vaut devant la conscience, cette condamnation de l'AF basée sur les accusations fausses, contenues en masse dans la lettre de S.E le Cardinal de Bordeaux, 27 août 1926 ?

Que vaut cette condamnation qui ne veut pas atteindre une doctrine politique, mais qui l'atteint tout de même et doctrine précisément opposée à celle de celui qui condamne sans appel ?

Le cas est extrêmement grave, il s'agit de la vie ou de la mort de mon pays.

La plus élémentaire prudence va me dicter mes conclusions.

Ces remarques de bon sens, ces doutes si fortement justifiés, me donnent un motif très suffisant de lire l'AF. Je dois pleinement connaître son mouvement politique, en ce moment de l'histoire de France plus que jamais, et je dois le soutenir.

Je lirai donc l'AF en toute sûreté de conscience.

La ligue d'AF est purement politique, et par conséquent elle n'est pas condamnée ; j'y adhère, et à cause de cela, la raison est suffisante, je lis son organe, le journal ; au milieu des difficultés actuelles dans la vie de la Patrie, et dans la confusion des idées politiques, c'est une nécessité.

Je lirai donc l'AF en toute sûreté de conscience.

L'AF veut vivre, justement parce que ses pires ennemis qui le sont aussi bien souvent, de la France, veulent la tuer.

Je fais miennes les si nettes déclarations de Bernard de Vésins, dans sa lettre du 14 janvier 1927, à Charles Maurras. Je n'ai jamais demandé à l'AF une direction religieuse, qu'elle n'a jamais voulu me donner du reste, mais seulement un programme et une doctrine politique.

Je m'en tiens là et j'y reste.

Je désire ardemment le triomphe de nos idées ; je demande à Dieu son secours car, comme le dit aussi de Vésins dans sa même lettre « le succès contre le gouvernement maçonnique, dit républicain, rendrait à l'Église la liberté au lieu de l'oppression. »[1853]

[1852] Extrait des papiers Charles Maurras, cité par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.357

[1853] « A propos de la condamnation d'Action française. Quelques notes de bon sens. « Nul ordre ne peut aller contre la vérité et la conscience », Archives nationales, Paris, F7 13 207

Deux autres tracts intitulés « Cas de conscience. Après sa mise à l'Index, peut-on lire en toute tranquillité de conscience *L'Action française ?* Réponse d'un prêtre » et « Le drame de *L'Action française »* reprennent une argumentation similaire et circulent également dans les milieux royalistes. Toutes ces publications cherchent à convaincre les ligueurs de la nécessité de continuer la lecture du journal.

Fin février, un tract, reproduisant la lettre d'un curé-doyen aux Evêques, permet quant à lui d'appréhender les nombreuses tensions qui secouent alors le monde catholique.

Ce curé souligne que « dans cette malheureuse affaire de l'*Action française* le grabuge augmente tous les jours, à la grande joie des ennemis de la religion, mais à la consternation de ceux qui, en contact immédiat et journalier avec les âmes, ont pour mission de circonscrire les dégâts. Il faut pourtant en finir et par des moyens idoines, non par des commentaires ou considérants, plus ou moins conformes à la vérité historique ou théologique, qui ne sont que de l'huile sur le feu.

Vous expliquez et justifiez la condamnation portée contre ce journal en disant que « toute question politique est une question morale », relevant, par conséquent, de l'autorité religieuse. Non, ce n'est pas exact. Il y a, en grand nombre, des problèmes de politique pure intérieure ou extérieure, qui peuvent indifféremment être résolus dans un sens ou dans l'autre, sans que la loi morale ou les droits de l'Église soient atteints. (…)

Il ne s'agit pas de reconnaître que la politique n'est point au-dessus de la religion, que ce n'est pas chose plus importante, plus estimable, plus urgente. Il s'agit de savoir si l'*Action française* a enseigné le contraire, si elle a commis ce blasphème, cette hérésie. C'est une question de fait. On l'en accuse, elle s'en défend. On la condamne, elle proteste de son innocence. (…)

Ici, où sont les textes ? Quelles citations nous a-t-on apportées ?

On ne les demande pas au Souverain Pontife, cela va sans dire. Il n'a pas à justifier ses décisions. Du moins ce n'est pas l'usage.

Mais ces textes, ces justifications, les évêques, les théologiens, les historiens ont le devoir de les fournir aux fidèles. (…)

Vénérables Pères, vous êtes assis sur des trônes trop élevés au-dessus de la foule pour entendre ses murmures. De grâce, daignez écouter ceux qui sont dans la mêlée et qui en connaissent toutes les angoisses.

Si les textes justificateurs sont introuvables, alors il sera démontré que l'une ou l'autre donnée du procès est controuvée. Et il y aura lieu à révision. Qu'on se rassure. Ce ne sera pas la fin du monde

pour autant. On a vu cela plus d'une fois. »[1854]

A travers ce tract, il s'agit de mettre en lumière la réalité du terrain, dans les paroisses, opposée à celle soi-disant vécue par les évêques « assis sur des trônes trop élevés ». L'argument est nouveau et mérite d'être signalé.

Le curé en appelle également ouvertement à un travail approfondi des théologiens et des historiens.

Le fruit de ce travail est publié dans un nouveau tract, imprimé à Bordeaux en avril 1927, sous le titre « Une heure avec les Théologiens, les Moralistes et les Historiens de l'Eglise ».

Ce tract légitime la non-obéissance au pape et donne aux fidèles une ligne de conduite.

« Sur l'étendue du pouvoir pontifical », il est dit « qu'il est évident que si le Pape, consciemment ou non, approuvait, encourageait, prescrivait des actes mauvais, prohibait des actes bons, sa décision, son approbation, seraient iniques et donc sans valeur. »

« Sur les questions morales (politiques ou religieuses) », à la question « le Souverain Pontife, tout en ayant le droit d'intervenir sur ce terrain (politique), au nom de la morale et de la religion, n'a pas le droit d'y faire n'importe quoi ? », la réponse apportée est la suivante : « Reconnaître ce droit d'intervention illimité reviendrait à attribuer au Pape une *souveraineté terrestre universelle,* à faire de lui *le Roi temporel du monde.* Quelques Papes du moyen-âge, un Innoncent III, un Boniface VIII, ont pu avoir de telles prétentions ; elles n'en sont pas moins exorbitantes et Léon XIII les a solennellement désavouées dans son Encyclique *Immortale Dei. »*

Sur « la conduite pratique », le tract affirme « qu'il n'est permis en aucun cas de *se révolter* contre l'Autorité spirituelle, ni de lui *manquer de respect*, mais parfois il peut être licite de *résister* à ses injonctions abusives. » D'ailleurs, la résistance « *n'est pas une désobéissance*, car là où il n'y a pas d'ordre légitime, il ne saurait y avoir désobéissance. »

Une dernière question sur les sacrements et les peines spirituelles permet de rappeler qu'il ne fait aucun doute qu'une peine spirituelle peut être prononcée « injustement et invalidement » et que l'on n'est, dès lors, pas obligé « en conscience de se conformer à une sentence pénale entachée de nullité. »[1855]

Ce tract est extrêmement intéressant car il nous permet d'appréhender précisément la ligne de conduite donnée par la ligue à ses militants dans le cadre de ce conflit.

Il convient de souligner un point essentiel sur ces différentes publications : toutes restent anonymes

[1854] « Lettre d'un Curé à Nos Seigneurs les Evêques », février 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 207

[1855] « Une heure avec les Théologiens, les Moralistes et les Historiens de l'Eglise », imprimé à Bordeaux en avril 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 207

et, comme le souligne Jacques Prévotat, il est assez difficile d'identifier les auteurs.[1856] De plus, ces tracts ne sont pas officiellement imprimés et mis en vente par la ligue d'AF. Nous ne retrouvons pas de traces de leur diffusion dans les colonnes du quotidien à l'exception du tract imprimé par la section de Bordeaux. Il s'agit sans doute pour l'AF de leur donner une certaine objectivité, qui serait immédiatement mise en doute en cas de publication « officielle ».

En revanche, la ligue publie « officiellement », en mars 1927, sous forme de tract, la lettre adressée par Charles Maurras à Pie XI le 12 octobre 1926. Dans cette lettre, Maurras cherche encore à convaincre le pape de sa bonne foi : « Dans cette armée bien française, même les incroyants se font une haute idée de l'Église, ils élèvent au Siège romain des sentiments de piété et de gratitude naturelles et historiques, sociales et nationales : comment admettraient-ils qu'il soit possible de demander en vain justice à Votre Sainteté ? ».[1857] En publiant ce tract en mars 1927, alors que la condamnation est entérinée, il s'agit évidemment de se victimiser en dénonçant l'attitude hostile de la papauté. La publication du tract « Sous la terreur », quelques semaines plus tard, participe à cette tentative.

Au final, tous ces tracts, officiels ou non, permettent d'appréhender la défense de l'AF alors que la crise avec Rome est à son paroxysme dans les premiers mois de 1927.

La ligne de défense de l'AF dans la durée

D'une manière générale, de la condamnation de décembre 1926 à la réconciliation finale, l'AF conserve une ligne de défense générale qui « consiste à plaider de façon plus ou moins acrimonieuse qu'une injustice a été perpétrée à laquelle ses membres, en tant que catholiques et en tant qu'hommes, avaient le droit de résister. »[1858]
A la fin du mois de juin 1927, l'AF publie *Les Pièces d'un procès. L'Action française et le Vatican.* Comme le souligne Olivier Dard, cette publication est à la fois une « source imprimée majeure pour comprendre la crise » mais aussi « une arme de combat et de conquête de l'opinion publique. »[1859] L'objectif est clair : démontrer que l'AF est innocente. L'argumentation fonctionne et le livre est

[1856] Sur ce sujet, voir PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.360-361
[1857] Lettre de Charles Maurras à Pie XI, 12 octobre 1926, publiée dans le Quotidien d'*AF* du 20 février 1927
[1858] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.272. Sur ce point, voir également GANNAT P., *La condamnation de l'Action Française par le Vatican à travers son journal (août 1927-mars 1928),* sous la direction de L. GIRARD, mémoire de maîtrise histoire, Paris IV, 1979
[1859] DARD Olivier, *Charles Maurras, op. Cit.* p.168

vendu à près de 40 000 exemplaires jusqu'à l'automne 1927. En guise de réponse, Jacques Maritain publie son *Primauté du spirituel* en août 1927.

L'article du commandant Dublaix, intitulé « Rome et l'Action française », publié dans *l'Almanach* de 1928, nous permet de synthétiser la ligne de défense de l'AF.[1860]

Il est tout d'abord question des services rendus par l'AF pour « la défense des églises, lors des Inventaires sacrilèges (1906) ; Thalamas, insulteur de Jeanne d'Arc, définitivement chassé de la Sorbonne (1909) ; des pièces anticléricales (*Après moi. Le Foyer)* éliminées de l'affiche du Théâtre Français ; le culte public de sainte Jeanne d'Arc instauré dans Paris, au prix de trois années de lutte et de dix mille jours de prison (1909, 1910, 1911) ; les cortèges de la sainte maintenus en 1925 et 1926, malgré l'interdiction gouvernementale et les brutalités policières ; les processions protégées dans maintes paroisses, (…), etc. »

Les dirigeants de l'AF et tout particulièrement Charles Maurras sont également présentés comme de grands défenseurs de la cause catholique.

Il est ensuite question du conflit qui débute avec la publication de la lettre du cardinal Andrieu en août 1926. Dublaix est ici particulièrement virulent : « Nous dirons sans ambages que la « Réponse de l'archevêque de Bordeaux aux jeunes catholiques de son diocèse » est un magma d'erreurs grossières et de monstrueuses faussetés. Et nous parlons ainsi sans craindre de manquer au respect dû à un prince de l'Église, car le cardinal Andrieu n'est pas l'auteur véritable du factum qu'il a signé. » Evidemment, l'auteur dénonce ici la brochure de Passelecq.

Dublaix évoque ensuite la lettre de Pie XI ainsi que les tentatives de conciliation de l'AF. Il souligne que certains membres de l'épiscopat ont ouvertement espéré que le conflit en reste là. Mais « certaines autorités ne voulaient pas de cette paix. Pour des raisons politiques très apparentes, on avait résolu de tuer l'Action française. On s'y employa de son mieux. »

L'Osservatore Romano et sa campagne de dénonciation de l'AF sont ici clairement dénoncés : « Certaines feuilles démocrates font croire à leurs lecteurs que l'*Osservatore Romano* est l'organe officiel du Saint-Siège. Il n'en est rien. (…) Les justes ripostes de l'*Action française* aux articles diffamatoires de l'*Osservatore* n'étaient donc pas des attaques contre le Saint-Siège ni contre le Pape, elles éveillèrent néanmoins des colères qu'on vit monter et grandir » et qui aboutirent à la condamnation pontificale.

Dublaix reconnaît évidemment la condamnation de Pie XI mais n'accepte pas que cette dernière soit considérée comme émanant des prédécesseurs : « Aucune condamnation n'a été portée, par un prédécesseur de Pie X, contre des ouvrages de Maurras. Le procès-verbal lui-même reconnaît que

[1860] DUBLAIX Eugène, « Rome et l'Action française », *Almanach* de l'Action française, 1928

Pie X et Benoît XV se sont formellement refusés à promulguer la mise à l'Index de ces ouvrages. »
De plus, Dublaix note : « Retenons surtout l'aveu officiel que le journal l'*Action française est mise à l'Index en raison d'articles de polémique récents* et non pas pour des motifs de doctrine et de morale ». Le ton de cet article de Dublaix est vif et tranche en partie avec celui des articles publiés au cours de la crise. Evidemment, la fermeté des mesures mises en place au début de l'année 1927 a contribué à énerver les milieux les plus fervents d'AF.

2) Le profond désarroi des catholiques d'Action française

Le durcissement de la position de l'Eglise

L'annonce de la condamnation laisse les ligueurs d'AF totalement abasourdis et la plupart ne savent pas comment réagir d'autant plus que l'attitude de l'épiscopat et du clergé reste un temps assez ambiguë. Nous reviendrons sur ses conséquences dans notre troisième chapitre en tenant compte des différences sensibles entre les régions.
Dès le départ, il convient de ne pas sous-estimer la violence de la mise à l'Index du journal. Comme le souligne Jacques Prévotat, « quel lecteur peut accepter d'être brutalement privé de son journal quotidien ? »[1861]
Cela étant, le ralliement progressif de l'épiscopat aux positions pontificales et le durcissement progressif de la position de l'Église à l'encontre des membres de l'AF obligent les ligueurs à faire un choix.
Au cours de l'année 1927, la crise entre l'AF et le Vatican atteint son paroxysme et le quotidien publie de nombreux articles dénonçant l'entourage du pape mais aussi ceux qui font le choix d'abandonner la cause nationale. Rome cherche quant à elle à faire respecter ses décisions et durcit sa position à l'égard des récalcitrants clercs ou laïcs.

Le pape, conscient du succès des idées d'AF parmi l'épiscopat français, cherche rapidement à le reprendre en main[1862]. Jacques Prévotat a parfaitement étudié l'évolution de la situation de l'automne

[1861] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.467
[1862] Sur la question de place des évêques dans l'histoire de la condamnation d'AF voir, DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'Église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'Action française », *Genèses* 3/2012 (n° 88) , p.68-88

1926 jusqu'à la fin de l'année 1927.

L'AF bénéficie d'un réel soutien parmi l'épiscopat, les nombreuses réticences rencontrées par le pape lors de la controverse puis après la condamnation en sont la preuve. En janvier 1927, les évêques de France réagissent de façon désordonnée. Le pape souhaite ainsi très rapidement une adhésion franche de l'épiscopat français à ses directives mais, force est de constater, que les tergiversations des uns et des autres sont nombreuses et contribuent à accroître l'agacement du Vatican.

Il faut ainsi attendre le 9 mars 1927 pour que soit publiée, dans *La Croix*, la fameuse déclaration collective de l'épiscopat : « Aussi, nous, évêques de France, croyons-nous de notre devoir de pasteurs et de Français d'intervenir aujourd'hui par une déclaration collective et solennelle, pour faire écho à la voix du Souverain Pontife, défendre sa pensée contre les interprétations calomnieuses, rétablir la vérité outragée et témoigner enfin, par une solennelle attestation, que l'épiscopat français reste fidèle à sa mission patriotique, même et surtout quand il lutte avec le Pape pour la sauvegarde des principes qui sont à la base de la civilisation chrétienne.

C'est avec un sentiment de profonde tristesse que nous voyons aujourd'hui, en France, des catholiques qui se disent sincères blâmer et rejeter les actes les plus légitimes du Souverain Pontife. L'intérêt politique – comme l'intérêt tout court – aveugle souvent les esprits les plus lucides ; mais la saine théologie dissipe facilement, d'un clair rayon, les nuages amoncelés pour voiler la vérité.

L'école d'Action française a été condamnée, le journal *L'Action française* est mis à l'*Index ;* pourquoi ?

Parce que cette école reconnaît pour principaux maîtres et chefs des hommes qui, par leurs écrits, se sont mis en contradiction avec la foi et la morale catholiques ; parce que cette école a pour base des erreurs fondamentales desquelles résulte ce que le Saint Père appelle un « système religieux, moral et social » inconciliable avec le dogme et la morale. »[1863]

Il est essentiel de souligner que les évêques signataires, apportant leur soutien au pape, sont nettement majoritaires. Cela étant, « l'opposition donne, malgré son faible nombre, l'impression d'être proportionnellement supérieure à sa force réelle » pour deux raisons : « elle a donné des gages au maurrassisme et ne veut pas se dédire » et « étant majoritairement composée d'archevêques, elle domine l'Assemblée des cardinaux et archevêques. »[1864]

A la fin de l'année 1927, on peut toutefois considérer que la position pontificale est globalement acceptée, ainsi, « il importe de faire justice de la légende d'un épiscopat tout entier acquis à la cause

[1863] Déclaration des cardinaux, archevêques et évêques de France au sujet des récentes décisions du Saint-Siège, 9 mars 1927, citée dans *L'Action française et le Vatican, op. Cit.* pp.151-160, p.152-153

[1864] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.387

de l'Action française. »[1865] Nous reviendrons dans le détail sur les divers positionnements des évêques de province dans notre partie sur les conséquences de la condamnation sur l'implantation de la ligue.

La résistance des catholiques d'AF et d'une partie de l'épiscopat conduit le pape à mettre en place des sanctions canoniques. La Sacré Pénitencerie prévoit des sanctions visant les prêtres (« au for interne, une *monition*, c'est à dire un avertissement dont la levée n'est possible que si le scandale est réparé ; au for externe, une *correction* ou réprimande ») et les catholiques d'AF (ceux qui « continuent de lire *L'Action française* ou d'y être abonnés ou de militer en son sein, ne devront pas recevoir l'absolution au confessionnal (for interne) et, au for externe, ils seront considérés comme des pécheurs publics, c'est à dire écartés des sacrements et exclus des groupements catholiques ».[1866] Nous verrons que ces mesures ont été, au départ, diversement appliquées selon les diocèses ou les paroisses. Cela étant, nous verrons également qu'à plus ou moins long terme, la quasi-totalité du clergé se soumet au pape et fait appliquer les mesures contre l'AF.

Le déchirement des catholiques d'AF

Au début de la crise, à l'été 1926, il semble que de nombreux ligueurs d'AF n'aient pas réellement pris la mesure de la gravité de la situation. Ensuite, immédiatement après la condamnation de décembre, on assiste à un resserrement des rangs des ligueurs derrière leurs chefs, un peu partout en province.

Une note des RG du 31 décembre 1926 nous signale ainsi que « de nombreuses rentrées d'argent ont débarrassé les dirigeants de la rue de Rome du souci que leur causaient les échéances de fin d'année. (…) Parmi les personnes qui sont venues apporter leur obole au siège de l'Action française se trouvaient plusieurs abbés et on ne manque pas de faire remarquer que leur empressement prouve qu'ils espèrent que Maurras l'emportera dans la lutte qu'il a engagée avec le Pape. D'ailleurs la plupart des souscripteurs ne cachent pas qu'ils ne verseront plus d'argent au denier du culte et aux œuvres paroissiales. »[1867] L'analyse rapide des listes de souscription témoigne d'ailleurs de cette réalité dans la durée. L'AF, comme à son habitude, ouvre une chronique intitulée « La fidélité française »[1868] qui devient, en mars 1927, après l'interdiction des sacrements, « Sous la Terreur ».

[1865] *Ibid* p.395
[1866] *Ibid* p.492
[1867] Note des RG, 31 décembre 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 198
[1868] Qui rappelle celle ouverte lors de la crise royaliste de 1910-1911

Elle multiplie les adresses de fidélité de la part de ses sections ou de ses ligueurs. Les arguments avancés sont toujours globalement les mêmes : critiques de Pie XI accusé d'être à la solde des Francs-Maçons ou des Allemands ; critiques de l'ingratitude pontificale envers un mouvement qui a continuellement défendu l'Église ; devoir sacré de défense de la patrie.

Malgré cette volonté de faire bonne figure, il n'empêche que « la déchirure entre deux fidélités également aimées et respectées, nourrit, chez la plupart de ces catholiques sincères, une vive souffrance. »[1869]

Jean de La Varende le met en scène dans son ouvrage sur *Les manants du roi.* A propos de la condamnation, il écrit : « Etait-il possible qu'on en fût là ! Le divorce inexpiable prononcé ? L'association ancienne des Fleurs de Lys et de la Croix n'existait plus ? Ce mélange presque divin des autorités, où l'ordre royal atteignait la conscience religieuse, où la religion s'appuyait sur l'oint du Seigneur, qui créait une sorte d'obéissance chaleureuse et purifiante : le merveilleux accord se trouvait périmé, dissous ? Les ancêtres de l'homme qui souffraient dans cette nuit muette n'avaient jamais séparé les deux puissances, et, quand ils mouraient pour le roi, ils croyaient que Dieu prenait sa part de leur martyre… et il fallait choisir maintenant, puisque Rome avait condamné l'*Energie nationale !* »[1870]

« Des événements politiques s'accrochaient à la décision pontificale : tout *semblait* se passer comme si les hommes de gauche et ceux d'Eglise eussent conclu un marché profitable : « Abandonne-moi l'*E.N.*, je te rendrai tes moines... » Cela *n'était pas ;* Galard ne *voulait pas* que ce fût, mais le seul doute était abominable… Le doute était permis. L'Église réservait ses bonnes grâces à des gens, auxquels un vrai honnête homme ne pouvait donner la main... »

Plus loin, on peut lire l'immense désarroi qui a animé nombre de ligueurs d'AF : « Lui, Galart, pouvait-il abandonner les royaux dans leur bataille mortelle – mortelle car on tuait du ligueur comme on voulait – lui dont les grands-parents avaient tout sacrifié au loyalisme, dont les mânes inconsolés rôdaient encore autour des croix, sur les landes. Alors abandonner l'Église… Des deux côtés, irréparable désastre moral. Et, du point de vue de son esprit, peut-être encore plus affreux de quitter le royalisme actif ; il ne s'agissait pas de soi, d'assurer son salut, d'être pieusement égoïste… (…) Son choix était fait ; donc l'homme devait s'y habituer, se souvenir qu'il était hors l'Église, lutter contre l'effroi, le noir abandon (…). »[1871]

[1869] PREVOTAT Jacques, *L'Action française, op. Cit.* p.66

[1870] DE LA VARENDE Jean, *Les manants du roi 1793-1950,* Préface de DELON Patrick, Via Romana, Versailles, 2013, p.141

[1871] *Ibid* p.143

Le témoignage de Mme Demargne de Rochefort complète le récit précédent : « Notre situation comme catholiques militants est désespérante. (…) Depuis la condamnation de notre cher journal, nous sommes ou dans l'agitation et la rébellion, ou dans la consternation. Mon mari ne dort plus. Il a comme tous les ligueurs d'ici, faisant partie de l'*Union des catholiques*, donné sa démission. Il s'est également retiré du comité des Ecoles libres, dont il était membre. Nous les damnés, nous retirons des œuvres paroissiales. Mais quelle lutte de conscience ! Nos archiprêtres parlent de nous refuser l'absolution. Pourtant nous ne voulons pas cesser de lire l'*Action française*. Nous sommes avec Maurras pour la France. »[1872]

Louis de Buyer, ligueur de Besançon, choisit également de démissionner des œuvres catholiques et donne ses arguments au cardinal Binet en juillet 1929 : « Je vais me permettre d'exposer à V.E. pourquoi, sans me mentir à moi-même, je ne puis donner ma démission de la ligue d'AF. Si l'AF telle qu'elle a été condamnée à juste titre par St-Père était celle à laquelle j'appartiens, il y a trois ans que je l'aurai quittée avec le plus profond dégoût et une illusion de plus perdue sur l'inanité des entreprises humaines. L'AF à laquelle j'adhère est heureusement toute différente de celle-là ; elle existe depuis 25 ans et sa doctrine politique n'a pas encore changé que je sache ; n'ayant pas été condamnée, je continue et continuerai d'y adhérer avec la plus grande tranquillité de conscience. »[1873]

De nombreux ligueurs ne peuvent envisager de rompre avec l'Église mais n'envisagent pas pour autant de quitter l'AF. Tel est le cas de Madame Marie Brillaud, ligueuse de Parthenay, qui écrit le 28 décembre 1926 : « Du côté moral, on peut dire qu'on a aussi passé de tristes moments : consciences troublées, affolées il y a de quoi ! Et pourtant jamais je ne croirai que nous sommes dans notre tort ; qu'une fidélité en condamne une autre ; au contraire, pour moi tout se tient, et si on était juste en tout, véridique à fond, il n'y aurait jamais de ces tristes choses. »[1874] Dès janvier 1927, elle choisit de « résister jusqu'au refus d'absolution » (16 janvier 1927) mais ne risquera pas ce refus. Tout se passe bien pour elle jusqu'au début de 1928, lorsque le curé de Parthenay durcit sa position. Elle se rend alors à Secondigny pour se confesser mais le curé de Parthenay la dénonce à celui de Secondigny. Elle se rend alors à Niort où personne ne la connaît.[1875] Marie Brillaud adopte

---

[1872] Lettre de Mme Demargne à Marie de Roux, 12 janvier 1927, citée par VALETTE Jacques, « La condamnation de l'Action française dans la Vienne », Actes du cinquième colloque Maurras « Non possumus. La crise religieuse de l'Action française », IEP Aix en Provence, 1976, p.482-483

[1873] Lettre de Louis de Buyer au cardinal Binet, 2 juillet 1929, citée par GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.311

[1874] VIGUERIE de Jean, « La condamnation de l'Action française. Ses répercussions dans les Deux-Sèvres. Le témoignage de Marie Brillaud, dans Actes du cinquième colloque Maurras « Non possumus. La crise religieuse de l'Action française », *op. Cit.*, p.533

[1875] *Ibid* p.535

ainsi une position d'équilibriste entre ses deux convictions également aimées. Elle ne souhaite toutefois pas aller jusqu'à la rupture avec l'Église et choisit donc des subterfuges pour continuer à appartenir à l'AF et à l'Église. D'une manière générale, tout au long de la crise, l'AF a su trouver des prêtres amis prêts à donner l'absolution en cachette. Ce qui n'empêche pas la terrible réalité des enterrements civils pour ses membres.

Si l'AF bénéficie clairement d'un soutien dans ses rangs au cours de ce conflit, la réalité est toutefois beaucoup plus nuancée que ne l'affirme le quotidien. Jacques Prévotat l'a parfaitement montré à travers une étude minutieuse de la correspondance de Maurras au cours du mois de janvier 1927. Il note notamment que sur les 35 lettres de prêtres reçues par Maurras entre le 10 et le 30 janvier 1927, 18 lui annoncent renoncer à leur abonnement au quotidien, soit plus de la moitié.[1876]
De même, parmi les lettres des laïcs, sur les 129 lettres reçues par Maurras entre le 10 et le 31 janvier 1927, 29 lui annoncent un désabonnement, soit 22 %.[1877]
Si le désabonnement ne signifie pas nécessairement un rejet pur et simple de la doctrine maurrassienne, il n'empêche que le geste est fort et témoigne clairement d'un positionnement comme « Catholique d'abord ». Alfred Jeanneret, habitant de Besançon, explique : « C'est avec une profonde douleur que je me vois dans la nécessité de vous écrire au sujet de l'AF. Après la lettre de Mgr l'archevêque qui a été lue en chaire par notre curé… et commentée d'une manière scandaleuse, je me vois dans l'obligation de ne plus lire l'AF. Etant le seul dans la paroisse qui la reçoive, il a dit qu'à ceux qui continueraient à la lire, il refuserait l'absolution. Ayant 3 enfants fréquentant le catéchisme, je ne puis rentrer en révolte avec lui et montrer à mes enfants un scandale. Je viens donc vous demander de ne pas renouveler mon abonnement qui expire le 31 janvier courant. Vous pourrez le servir à d'autre auquel il servira plus, car je reste de cœur avec vous. Je suis royaliste depuis mon enfance. J'ai été élevé dans l'amour et le respect de la monarchie. Je vous rappelle avec quelle vénération mon père me parlait du comte de Chambord. (…) »[1878]

On le voit, le conflit qui anime les catholiques d'AF à l'occasion de la condamnation pontificale est extrêmement profond et ne peut se comprendre de manière unilatérale tant les contextes personnels ont pu influencer le choix de chacun.
Cela étant, un point est essentiel pour l'histoire de la ligue : à l'occasion de cette affaire, elle perd sa matrice militante catholique. Nous verrons qu'elle parvient rapidement à rebondir à la faveur du

[1876] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.351-353
[1877] *Ibid.* p.355-356
[1878] Lettre d'Alfred Jeanneret à Marguerite de Velna, 18 janvier 1927, citée par *Ibid* p.241

contexte diplomatique international mais il n'empêche que la rupture est profonde intellectuellement parlant car les matrices des ligueurs deviennent alors exclusivement politiques.

3) Les conséquences sur la vie intellectuelle française

Ainsi, la condamnation pontificale de 1926 a des conséquences militantes importantes mais elle a également des conséquences intellectuelles que ce soit au sein de l'AF ou sur ses marges.
Olivier Dard, dans son ouvrage sur les relèves des années 1930, a souligné le rôle de la condamnation de l'AF dans l'éclosion de la « Jeune Droite » des années 30.[1879] Il ne s'agit évidemment pas ici, pour nous, de répéter sa démonstration mais simplement d'en rappeler certaines conclusions afin d'appréhender le caractère fondamental de cet épisode.

Cette importance se comprend au regard de l'influence grandissante de l'AF depuis la fin du premier conflit mondial. Comme le souligne Olivier Dard, « plus encore peut-être que le prestige intellectuel de l'AF, c'est sans doute sa position de carrefour au sein du nationalisme et du catholicisme qui fascine les futurs tenants de la « Jeune Droite » ».[1880] Cette position lui permet ainsi d'acquérir progressivement une aura dépassant largement ses rangs. Nous l'avons déjà évoqué à travers les progrès du quotidien mais aussi à travers les succès de la *Revue Universelle.*
La condamnation a donc de lourdes conséquences : elle brise l'élan prometteur de l'AF mais elle engendre également, entre autres, « la mise en forme d'un nouveau projet idéologique (…) et la promotion de nouvelles relèves issues pour parti des liens noués depuis 1924. »[1881]

Deux ouvrages semblent particulièrement notables dans l'éclosion d'un nouveau projet idéologique au cours des années 1926-1928. D'une part, *Un Nouveau Moyen Age* de Nicolas Berdaieff paru chez Plon en 1927 et d'autre part *Défense de l'Occident* qui paraît quelques mois plus tard chez Plon également. Cet ouvrage de Massis, qui reprend et développe le thème, récurrent au cours des années 20, de la nécessaire défense de l'Occident face à l'Orient, le consacre en tant que « chef de file reconnu de jeunes écrivains qui doivent sur fond de condamnation de l'Action française réorienter leur engagement religieux et politique en fonction de cet événement capital (…) »[1882] Henri Massis

[1879] DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30,* chapitre 5 « La préhistoire de la « Jeune Droite » des années trente », *op. Cit.* pp.95-130
[1880] *Ibid* p.98
[1881] *Ibid* p.106
[1882] *Ibid* p.109

(rejoint alors par Georges Bernanos) reste dans le giron maurrassien.
A la différence de Jacques Maritain, qui a pourtant cherché à défendre Maurras au cours du conflit l'opposant à la papauté, mais se range finalement du côté de Rome. Tout comme *La Gazette française*, fondée en 1924 par Amédée d'Yvignac, qui, si elle est accusée par Maritain d'être « ligoté(e) par Maurras », n'en affirme pas moins sa soumission au pape dès le mois de février 1927. A l'inverse, un intellectuel comme Jean de Fabrègues voit son engagement maurrassien se radicaliser après la condamnation tout en cherchant, dans un premier temps, à concilier sa foi catholique et sa fidélité maurrassienne.

Au final, il apparaît clairement que la condamnation pontificale de 1926 a de grandes répercussions sur la vie intellectuelle française en ce sens qu'elle favorise un repositionnement notable de plusieurs figures centrales du futur mouvement spiritualiste des années 1930 qui ont tous fait leurs premières armes dans le sillage du maurrassisme.

Depuis le moment même de sa proclamation, la condamnation de l'AF n'a cessé d'alimenter les controverses et de faire l'objet de polémiques.

Jacques Prévotat a parfaitement montré l'importance des enjeux doctrinaux en même temps que le rôle essentiel de Pie XI à chaque étape du processus de condamnation. Nous ne développerons pas davantage ces aspects qui interrogent aussi bien les rapports de la morale et de la politique que la problématique complexe du thomisme et de son interprétation.

En fait l'étude chronologique de cette crise révèle surtout une incapacité mutuelle à se comprendre. Comme le souligne François Huguenin, « le but de Pie XI et sa méthode étaient hermétiquement fermés à la compréhension de l'Action française et vice-versa. En résumé « politique d'abord » contre catholique d'abord ».[1883]

Pour d'autres historiens comme Emile Poulat, il ne s'agit pas d'un débat sur l'orthodoxie catholique.[1884] Selon lui, la question politique est essentielle à la compréhension de ce dossier. Cet argument, central dans la défense de l'AF nous l'avons vu, n'est pas dénué d'intérêt. En effet, la papauté soutient alors fermement la politique d'apaisement de Briand. Elle a condamné l'occupation de la Ruhr et soutenu l'élaboration du traité de Locarno. Ainsi, on peut penser qu'elle s'est attaquée à l'AF qui représente un obstacle au ralliement des catholiques à cette politique.

Enfin, il est clair que le rôle de plus en plus important joué par l'AF auprès de la jeunesse en générale et de la jeunesse catholique en particulier a contribué à inquiéter la papauté. Comme le souligne Eugen Weber, d'après le pape, l'AF « compromettait l'Église, divisait les catholiques, détournait la jeunesse et le clergé de la simple action catholique pour l'entraîner à l'action politique. » De plus, elle « alliait en un mouvement hors du contrôle ecclésiastique des croyants et des incroyants. »[1885]

Quoi qu'il en soit, loin de ces sphères intellectuelles ou politiques, la condamnation de l'AF a de graves répercussions sur la vie personnelle des ligueurs et c'est cet aspect qui est au cœur de notre sujet. Nous avons vu à quel point la matrice catholique a été importante depuis la naissance de la ligue en 1905 que ce soit comme facteur d'adhésion ou de mobilisation. A partir de 1927, il n'est plus possible de vivre dans un même élan ses convictions catholiques et monarchistes. Les déchirures personnelles et familiales sont alors extrêmement profondes.

L'incompréhension est d'autant plus grande qu'aucun document d'ordre doctrinal (mise à part la

[1883] HUGUENIN François, *L'Action française, op. Cit.* p.382

[1884] POULAT Emile, « Le Saint-Siège et l'Action française. Retour sur une condamnation », dans CHIRON Yves et POULAT Emile (Dir.), *Pourquoi Pie XI a-t-il condamné l'Action française ?,* Cahiers de Niherne, Editions BCM, 2009, p.28

[1885] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.285

déclaration des évêques de mars 1927) n'a vu le jour. Une encyclique sur le nationalisme est longuement évoquée mais elle n'aboutit pas et il faut attendre la fin de l'année 1927 pour voir la publication de l'ouvrage commandé par le pape à Maritain, *Pourquoi Rome a parlé.*

Malgré tout, force est de constater que l'AF parvient rapidement à se remobiliser autour de matrices militantes désormais strictement politiques.

Chapitre 2 :

Les matrices de l'engagement militant à la fin des années 1920

I. La « réorientation » militante après la condamnation (1926-1927)

1) Le tournant de 1926-1927

Dans son article du 1er janvier 1927, Léon Daudet jette un « coup d'œil sur 1926 » : « En dépit de tous les assauts (…) l'AF est plus forte, plus rayonnante que jamais. Notre congrès a dépassé nos espérances qui, pourtant, n'étaient pas petites. Un courrier immense et enthousiaste, des apports d'argent considérables – ils ne le sont jamais assez, tant la propagande marche à pas de géant ! - des adhésions de plus en plus nombreuses, nous rapprochent visiblement du but. Il ne nous manque plus que la circonstance. Mais ou elle sortira des événements, ou nous saurons bien la créer. »

Dans sa rhétorique, il parvient à lier l'ensemble des protagonistes s'opposant à l'AF : de Briand à Herriot en passant par Passelecq et « les germanomanes de l'*Osservatore Romano* », tous semblent s'entendre.

En politique extérieure, pour l'AF, « l'année 1926 aura été une année de trahison, d'une trahison qui porte le nom de Briand. (…) Il aura joué, en 1926, le Caillaux de 1911, avec les mêmes complicités que Caillaux. Sa seule originalité aura consisté à faire alliance avec les germanomanes de l'*Osservatore Romano* (…) Les étapes de cette trahison (…) s'appellent Locarno, Bierville et Thoiry.

Elles ont mené la France aux bords de l'abîme. (…) Nous tenons le fil de ces intrigues et nous les tenons solidement. (…) Ce n'est pas la documentation qui nous manque ; non plus mensongère comme celle du Belge germanisant Passelecq, truqueur et fabricant de textes faux. »
En politique intérieure, « il n'y a plus ni députés, ni sénateurs (…) Il y a un troupeau de porteurs de bulletins blancs, tournés vers la cote des changes et la remontée de notre devise. (…) »
Et Daudet continue sur un thème qui lui est cher : « Dans le courant de cette même année, nous avons acquis des lumières nouvelles sur l'assassinat patent de notre petit Philippe. (…) Nous savons maintenant que l'assassinat concerté de Philippe était, dans l'esprit des bourreaux, le prélude de l'assassinat du père de Philippe. Un écrou de la machination effroyable a craqué et Philippe seul a été tué. Il sera vengé, ainsi que Plateau et que Berger, rudement et complètement vengé. »
Pour finir, Daudet explique « passer pour mémoire sur la trahison du policier et escroc Gressent dit « Valois ». »[1886]
Cet article de Daudet est intéressant car il cherche à camoufler la réalité de la situation de l'AF et surtout, il ne fait pas référence à la condamnation pontificale de la fin du mois de décembre.

En fait, c'est un fait bien connu de l'historiographie de l'AF, l'année 1926 est une année charnière dans l'histoire du mouvement maurrassien. Nous avons déjà évoqué le conflit violent qui oppose l'AF au mouvement de Valois et qui est presque passé sous silence dans l'article de Daudet. Evidemment, cette guerre fratricide dévalorise les deux mouvements et contribue d'ailleurs sans doute à favoriser les autres mouvements existants notamment les Jeunesses patriotes. Cette concurrence militante est une nouveauté dans l'histoire de l'AF et doit être considérée à la mesure de ses conséquences pour la ligue, nous l'avons déjà souligné.
Par ailleurs, d'août à décembre 1926, le conflit ouvert entre l'AF et la papauté accroît encore la tension au sein du mouvement. Tension qui atteint son paroxysme dans les premiers mois de l'année 1927. Cela étant, il convient de garder à l'esprit que, si tous les catholiques avaient quitté l'AF en décembre 1926, comme le voulait alors le pape, l'AF serait morte. Or, il n'en est rien. Ce qui prouve bien la puissance de l'engagement militant au sein de la ligue et l'importance des sentiments maurrassiens pour ses membres.

Cela étant, la période de stabilisation permise par Poincaré n'est pas favorable au phénomène ligueur dans son ensemble. Jean Philippet s'interroge en ces termes : « Les ligues nationales servent-elles encore à quelque chose quand les révolutionnaires cèdent du terrain et qu'après avoir prêché une forme assez rude de sauvetage national, le pays s'est trouvé sans leur concours un

[1886] DAUDET Léon, « Coup d'oeil sur 1926 », Quotidien d'AF du 1er janvier 1927

sauveur qui lui convient : un homme d'ordre, certes, mais un modéré, un homme d'autorité et non un dictateur à la manière du Duce ? »[1887]

Si la question ne manque évidemment pas d'intérêt, force est de constater que, ni les JP, ni l'AF ne disparaissent à cette époque. Toutes deux, à travers des redéploiements militants certes radicalement différents, parviennent à s'adapter au contexte.

2) Le positionnement de l'AF dans le contexte politique et diplomatique des années 1926-1927

La période qui s'écoule du retour de Poincaré aux affaires en juillet 1926 jusqu'à l'été 1929 est un moment de stabilisation. Les difficultés persistantes qui ont miné le Bloc national puis le Cartel des gauches, notamment les difficultés économiques, sont enfin résolues. Par ailleurs, la politique de Briand tend à rendre « tangible, sur fond de prospérité et de stabilité européennes, l'espoir d'une réelle détente diplomatique, spécialement entre la France et l'Allemagne. » Enfin, l'absence de grands mouvements de protestation émanant de la rue facilite le travail de Poincaré et contribue à donner le sentiment que ce dernier est soutenu par l'opinion.[1888]

Le retour de Poincaré

Le retour de Poincaré au pouvoir à l'été 1926 consacre l'avènement d'une « union nationale » qui exclut toutefois sur la gauche, socialistes et communistes et, sur la droite, les nationalistes intransigeants. Force est de constater que l'opinion de l'AF sur Poincaré est extrêmement différente de ce qu'elle était en 1923. Le 24 juillet, Léon Daudet publie un article sur « Le cas de Poincaré » : « L'homme qui nous a valu, par sa pleutrerie et son aveuglement, les élections du dimanche noir 11 mai 1924, apparaîtrait, aux effarants crétins des deux palais (Bourbon et Médicis), comme le sauveteur possible de ce qu'il reste du franc et le réanimateur d'une confiance morte. » Le ton de Daudet est particulièrement acerbe dans cet article : « Ceci pour son intelligence, qui est moyenne, limitée à la lettre – comme chez tous les dévots du code – et incapable d'être vivifiée par l'esprit. On ne saurait attendre de Poincaré, ni un mouvement généreux, ce qui encore ne serait rien, ni un effort intellectuel au-dessus de son trantran. » Daudet fait ensuite référence aux deux affaires qui

[1887] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes (1919-1944), op. Cit.* p.298
[1888] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.133

expliquent son opinion négative : « La première affaire, celle de la Ruhr, d'ordre général, me permit de mesurer le mélange d'astuce et d'aigreur qui fait le fond de ce fourbe petit bonhomme. » La deuxième affaire concerne la mort de Philippe Daudet. Léon Daudet affirme que Poincaré a tenté de couvrir certains protagonistes de l'affaire qu'il considère comme un assassinat.[1889]

L'opinion de l'AF n'est évidemment pas meilleure sur le gouvernement : « Poincaré a constitué hier son cabinet. C'est un grand ministère d' « union nationale » se sont écriés les zozos qui encombrent les milieux parlementaires et qui sont naturellement portés à s'ébaudir. En somme, c'est un ministère de « concentration républicaine » selon la vieille formule, dans lequel les radicaux qui l'encombrent ont bien voulu admettre Marin et Bokanowski. Ce n'est qu'un habit d'Arlequin. »[1890] Deux jours plus tard, Daudet titre « Poincaré ou le nouveau Cartel » et assène que « Poincaré est un homme de gauche ».[1891] Le lendemain, il réitère et affirme qu'Herriot est « sur les genoux de Poincaré »[1892]. En réalité, Daudet met effectivement en lumière l'ambiguïté du positionnement des radicaux sur l'échiquier politique de l'époque. En effet, ces derniers effectuent, tout au long de l'entre-deux-guerres, un jeu de bascule s'alliant selon les circonstances aux socialistes et aux communistes ou tendant vers le centre droit comme ici en 1926.

Dans un autre ordre d'idées, le retour de Poincaré au pouvoir a également pour conséquence de redynamiser les droites parlementaires et de contribuer à « catalyser le déclin des formations extra-parlementaires de droite ».[1893]

D'une manière générale, comme le souligne Frédéric Monier, « cette convergence politique, des gauches modérées et des droites parlementaires autour de Poincaré, (…) permet de comprendre le caractère consensuel et ambivalent des mesures prises par le gouvernement en 1926-1927. Quitte à simplifier, on peut dire que la politique financière et budgétaire du gouvernement Poincaré est d'inspiration libérale, que la politique étrangère menée par Briand est, à l'inverse, proche de celle de la gauche, tandis que le combat engagé par les pouvoirs publics contre des formations dites extrémistes, communistes, autonomistes alsaciens, voire monarchistes d'Action française, révèle l'aspiration de la majorité à maintenir, ou à rétablir, un ordre politique et social qualifié de national et républicain. »[1894]

[1889] DAUDET Léon, « Le cas de Poincaré », Quotidien d'*AF* du 24 juillet 1926
[1890] « Fin de la crise ministérielle. Poincaré a formé son grand ministère », Quotidien d'*AF* du 24 juillet 1926
[1891] DAUDET Léon, « Poincaré ou le nouveau Cartel », Quotidien d'*AF* du 26 juillet 1926
[1892] DAUDET Léon, « Le nouvel attrape-nigauds. Herriot sur les genoux de Poincaré », Quotidien d'*AF* du 27 juillet 1926
[1893] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.137
[1894] *Ibid* p.137-138

La politique économique du gouvernement Poincaré

La politique économique menée par le gouvernement Poincaré contribue sans nul doute à relever les finances de la France. D'une part, sa réputation rassure les milieux financiers et, d'autre part, les mesures drastiques, présentées dès le 27 juillet, provoquent un retournement de situation : augmentation des impôts, réformes administratives, création d'une caisse autonome d'amortissement de la dette publique.

Evidemment, l'AF n'adhère pas à cette politique : « La déclaration ministérielle est assez imprécise, mais suffisamment pleine de menaces, particulièrement en ce qui concerne l'État héritier. Elle parle d'impôts nouveaux, directs et indirects, mais ne souffle pas mot de la cession des monopoles. Si c'est là le produit de treize cerveaux républicains de choix, on est en droit d'en conclure que toute la science financière des ministres de ce régime pourrait bien se résumer en un seul mot : expédients. »[1895]

Dès le mois de juillet 1926, l'AF fait distribuer un tract intitulé « Prendre l'argent où il est : aux Monopoles ! » : « Il faut prendre l'argent où il est a dit un député socialiste. Et bien ! L'argent n'est pas chez le contribuable. Il est entre les mains de l'État, possesseur d'une fortune énorme et qui refuse d'en sacrifier la moindre parcelle au salut public, afin d'en réserver les privilèges à lui et à ses amis. (…) Pas un impôt de plus ! Pas un emprunt. Tant que l'État n'aura pas céder ses monopoles. »[1896]

En août 1926, les camelots collent « tout particulièrement dans les urinoirs et le métropolitain », des papillons « La République c'est la banqueroute. »[1897]

La politique étrangère de Briand

La politique économique est ainsi critiquée par l'AF mais c'est bien la politique étrangère d'apaisement menée depuis plusieurs mois par Briand qui est au cœur de toutes les attentions.

La première étape du rapprochement franco-allemand réside dans les accords de Locarno signés, le 16 octobre 1925, par Aristide Briand et Gustav Stresemann. Cet accord entérine, moyennant certaines compensations dans le statut des réparations, la reconnaissance, par l'Allemagne, de ses

[1895] « A la Chambre. La rentrée de Poincaré. Il a obtenu 358 voix contre 131 pour la discussion de ses projets financiers. Mais combien en restera-t-il pour les voter ? », Quotidien d'*AF* du 28 juillet 1926

[1896] « Prendre l'argent où il est : aux monopoles », juillet 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 207

[1897] Note des RG et exemplaire du papillon « La République c'est la banqueroute », 31 août 1926, Archives nationales, Paris, F7 13 207

frontières occidentales et donc l'amputation de l'Alsace-Lorraine au profit de la France et des cantons d'Eupen et de Malmédy au profit de la Belgique. A travers cette signature, Stresemann espère, à terme, obtenir une égalité de droit, au plan international avec les puissances victorieuses de 1918.

Cette ambition est évidemment dénoncée par l'AF. Maurras écrit ainsi : « La conférence de Locarno, qui restaure les Hohenzollern et assure l'évacuation de la rive gauche du Rhin, a déclaré la paix au monde. (…) Il n'y aura pas de guerre, en effet. Guerre suppose résistance. Qui ne résiste pas ne se bat pas. Qui ne se bat pas n'est ni tué ni blessé. Qui ne se bat pas est seulement asservi, dépouillé, abreuvé de coups de pied quelque part et, finalement, exercé, encadré et enrégimenté pour des guerres futures où il sera blessé, mutilé, ensanglanté, tué au profit de l'agresseur-envahisseur (…). »[1898]

L'AF publie d'ailleurs une brochure consacrée aux accords de Locarno : « Locarno ! Paix ? Ou guerre ? ».[1899]

Ces préventions de l'AF n'empêchent pas la politique de Briand de se développer et l'année 1926 couronne ses premiers efforts par l'entrée de l'Allemagne à la SDN, sous le patronage de la France. Jacques Bainville écrit alors : « L'Allemagne a été admise à l'unanimité à la Société des Nations. Personne n'en sera surpris. Il y avait une conspiration générale pour introduire le loup dans la bergerie. (…) On a tenu à remettre l'Europe dans un état aussi semblable que possible à celui où elle était en 1914. Nous y sommes. Joli progrès. Joli résultat pour cinquante et un mois de tuerie, un million et demi de Français sacrifiés et une dette de trois cent milliards. »[1900]

Le 10 septembre 1926, Briand prononce son célèbre discours à la tribune de l'assemblée de la SDN dans lequel il constate que les différends entre les Etats n'ont certes pas disparus mais que, dorénavant, « c'est le juge qui dira le droit. Comme les individus, qui s'en vont régler leurs difficultés devant le magistrat, nous aussi nous réglerons les nôtres par des procédures pacifiques. Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! »[1901]

Ironiquement, l'AF souligne dans son numéro du 11 septembre que « devant un Stresemann calme et réservé, M. Briand joue les grandes amoureuses. »[1902] Dans ce même numéro, Léon Daudet critique violemment « l'oubli en douze ans. Du 8 septembre 1914 au 8 septembre 1926 ».[1903]

[1898] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 17 octobre 1925

[1899] VERDAVAINNE G., « Locarno ! Paix ? Ou guerre ? », Archives nationales, Paris, F7 13 207

[1900] BAINVILLE Jacques, « L'Allemagne entre dans la Sociétés des Nations. On a ce qu'on voulait », Quotidien d'*AF* du 9 septembre 1926

[1901] Cité dans MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.140-141

[1902] Quotidien d'AF du 11 septembre 1926

[1903] DAUDET Léon, « L'oubli en douze ans. Du 8 septembre 1914 au 8 septembre 1926 », Quotidien d'*AF* du 11 septembre 1926

L'AF diffuse des tracts et des papillons de propagande mettant en lumière les dangers liés à la politique de Briand : « La guerre rôde ! », « La guerre qui revient », « Vor einem neuen Krieg » (affiche en langue allemande)[1904]
Cela étant, son activité paraît assez faible au cours de cette période. Une note d'un correspondant, en date du 17 novembre 1927, souligne que « l'activité politique de la ligue est réduite à sa plus simple expression, au point que parmi les militants d'aucuns expriment l'avis qu'il faut faire à tout prix quelque chose. »[1905]

L'AF se positionne ainsi, assez logiquement, dans une critique acerbe et continue de la politique étrangère menée par Briand. Cela étant, elle est alors relativement esseulée dans la mesure où cette politique répond, d'une part aux possibilités réelles du pays (la France n'a plus les moyens de la politique de puissance défendue par l'AF), et, d'autre part, au fort sentiment pacifiste que l'on retrouve à la fois dans la société française mais aussi parmi les anciens combattants.[1906] De plus, l'apaisement des relations franco-allemandes permet un dégel des relations économiques entre les deux pays sur fonds de stabilisation politique et de prospérité retrouvée.[1907]

3) L'affaire Daudet-Delest

Au défilé de Jeanne d'Arc, en 1927, le contingent de l'AF est, aux dires de tous, et notamment des communistes, particulièrement impressionnant. Ces derniers, comme toujours, y voient une preuve des liens entre l'AF et Poincaré même s'ils ne peuvent ignorer le refroidissement des relations précédemment évoqué.[1908] D'ailleurs, un mois après cette manifestation, Léon Daudet est sommé de faire les 5 mois de prison auxquels il a été condamné en 1925 pour avoir diffamé Bajot dans le cadre de sa campagne sur la mort de son fils.

Dès l'annonce, l'AF contre-attaque et, le 2 juin, le quotidien titre « L'assassinat de Philippe Daudet. On ne mettra pas la vérité en prison ». Il est alors indiqué que « Léon Daudet dépose une plainte

[1904] Dossier « affiches et tracts 1927 », Archives nationales, Paris, F7 13 207
[1905] Note d'un correspondant, 17 novembre 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1906] Sur ce point, voir les travaux de PROST Antoine, *Les Anciens combattants et la société française*, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 3 volumes, 1977
[1907] Exemple de la création de l'Entente internationale de l'acier en septembre 1926
[1908] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.301

contre les faux témoins de la Cour d'assises »[1909] qu'il accuse d'avoir utilisé une « prétendue lettre de Philippe, à moi adressée, par moi reçue, et fournissant la preuve du « suicide » »[1910]

Cette tentative n'aboutit pas et, le 10 juin, Léon Daudet et Joseph Delest se barricadent rue de Rome. Le journal publie le 11 un descriptif des opérations de protection de Daudet : « A huit heures, les commissaires d'AF qui avaient passé la nuit étaient relevés et des équipes nouvelles venaient prendre leur service, tenant garnison à tous les étages. En même temps, on organisait les travaux de défense : madriers, chevaux de frise, fils barbelés. Les antichambres et les abords des portes offrent de solides barrières qu'on ne franchira pas facilement. Des sentinelles ont d'ailleurs été placées aux moindres issues. »[1911] L'opération est ainsi prise très au sérieux par les membres de l'AF, beaucoup moins par l'opinion publique qui semble s'en amuser.
Le 12 juin, le journal accuse la police d'avoir provoqué de « violentes et sanglantes bagarres » et s'interroge : « Qui a donné ces ordres sauvages à la police ? Sarraut ? Barthou ? Poincaré ? »[1912] Le 13, l'AF persiste : « Pour réduire le père du petit Philippe. Les agents assomment les Parisiens. Veut-on des morts ? »[1913]
Il faut finalement l'intervention du préfet de police Jean Chiappe pour convaincre Daudet de se rendre. Daudet lui adresse une lettre : « Monsieur le préfet, dans des circonstances inhumaines vous me tenez un langage humain. Je ne veux pas, pour une cause non politique, où le salut national n'est pas directement intéressé, faire couler un sang précieux et laisser se déchaîner une guerre civile qui, vous le savez, pourrait s'étendre à tout le pays. Non ! Je me rends ! Je me rends pour la France et la mémoire de mon enfant chéri… J'ai derrière moi la force et le dévouement de mes amis. Leur conflit avec la police pourrait occasionner les pires malheurs : je préfère me rendre. Il y a ici, dans les rangs de vos hommes et parmi mes amis, des jeunes gens qui ont des parents ; je ne veux pas que d'autres subissent le sort de mon fils, assassiné, ni que d'autres parents souffrent ce que j'ai souffert… Monsieur le préfet, je me rends au cri de « VIVE LA FRANCE ! » »[1914]
L'AF sauve ainsi l'honneur et Daudet et Delest rejoignent la prison de la Santé.

Le journal n'en continue pas moins sa campagne de dénonciation de l'injustice soi-disant perpétrée contre Daudet. Dès le 15 juin, l'AF cherche à émouvoir en publiant notamment une lettre de Madame Alphonse Daudet à M. Poincaré : « Ainsi ajoutant une nouvelle iniquité aux iniquités

[1909] Quotidien d'*AF* du 2 juin 1927
[1910] « Vers la nouvelle révision. La pièce secrète – Sevestre – Noguères », Quotidien d'AF du 4 juin 1927
[1911] Quotidien d'*AF* du 11 juin 1927
[1912] Quotidien d'*AF* du 12 juin 1927
[1913] Quotidien d'*AF* du 13 juin 1927
[1914] Quotidien d'*AF* du 14 juin 1927

précédentes, vous avez fait arrêter mon admirable fils ! Il n'y a pas longtemps, je relisais la lettre émue et pleine d'affection pour moi et les miens que vous m'adressiez après la mort de mon mari et, me reportant à cette époque où, jeune ministre, vous étiez l'ami de notre maison, je ne peux pas croire possible que ce soit vous, le même, qui ayez fait cela. Mon expérience de la vie (…) m'enseigne que l'injustice est un déséquilibre : elle entraîne tôt ou tard dans son mystérieux rétablissement les hommes qui l'ont déchaînée. Puisse-t-elle ce jour-là épargner ceux que vous aimez ! »[1915] Poincaré répond à cette lettre dès le lendemain et provoque d'ailleurs la colère de l'AF en rappelant les « abominables calomnies » que Daudet a versé sur lui et les siens « depuis quelques années ».[1916] L'AF rappelle alors que « tant que Léon Daudet a été libre et a disposé de sa plume dans son journal, M. Poincaré s'est tu. Mais vingt-quatre heures après que, par ses soins, Léon Daudet a été mis en prison, M. Poincaré retrouve la parole (…) ».

Comme d'habitude, en pareilles circonstances, les télégrammes de soutien affluent de toutes les régions de France. Le 16 juin, le duc de Guise signale sa peine de savoir Daudet emprisonné « pour avoir défendu la mémoire de (son) fils ».[1917] De nombreuses sections de province envoient des adresses d'encouragement. L'AF publie également, dans les jours qui suivent, de nombreuses lettres de protestations dans un encadré intitulé « L'indignation nationale ».
De grandes réunions de protestation ou d'apologie de la vie et de l'œuvre de Daudet sont, en outre, organisées à Paris et en province : Perpignan[1918], Cambrai, Reims, Saint-Maximin la Sainte Baume, Tourcoing[1919], Nancy[1920], Colmar, Troyes[1921], Marseille, Strasbourg[1922], Bordeaux[1923]...
Des papillons de propagande sont distribués à Paris : « République pourrie ! Justice pourrie ! »[1924]. A Lille, des papillons « A bas la République protectrice des assassins ! Vive le roi » sont accolés sur les portes des maisons.[1925]

Depuis la Santé, Daudet et Delest sont toujours en contact avec l'administration du journal. Daudet continue d'ailleurs à publier des articles qu'il signe « Un père de famille ». D'une manière générale, leur captivité n'est pas très pénible mais il semble toutefois que l'injustice ressentie par Daudet est

[1915] Lettre de Madame Alphonse Daudet à M. Poincaré, 13 juin 1927, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 15 juin 1927
[1916] Lettre de M. Poincaré à Madame Alphonse Daudet, 14 juin 1927, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 16 juin 1927
[1917] Quotidien d'*AF* du 16 juin 1927
[1918] Quotidien d'*AF* du 22 juin 1927
[1919] Quotidien d'*AF* du 23 juin 1927
[1920] Quotidien d'*AF* du 24 juin 1927
[1921] Quotidien d'*AF* du 25 juin 1927
[1922] Quotidien d'*AF* du 28 juin 1927
[1923] Rapport de police du 7 juillet 1927, Archives départementales de Gironde, 1 M 560
[1924] Papillon de propagande, 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 207
[1925] Rapport du préfet du Nord au ministre de l'intérieur, 28 juillet 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 207

alors trop lourde. De plus, il imagine être en danger et soupçonne des tentatives d'empoisonnement.
C'est ce qui explique l'évasion rocambolesque du 25 juin 1927 racontée dans les colonnes du quotidien : « Hier, il était midi un quart, on reçoit à la Santé un appel téléphonique. Le cabinet du ministre de l'Intérieur demandait le directeur, M. Catry. Celui-ci étant à déjeuner, on alla le chercher. La conversation suivante s'engagea alors :
- Le directeur de la Santé ? Ici le cabinet du ministre de l'Intérieur. Ne quittez pas : M. le ministre va vous parler.
On entendit la cantonade : Monsieur le ministre, vous êtes en communication avec la prison de la Santé.
Après une pause, une nouvelle voix se fit entendre. Nous devons avouer qu'elle n'avait pas du tout l'accent de Carcassonne.
- Vous êtes M. Catry, directeur de la Santé ? Ici, M. Sarraut, ministre de l'Intérieur. Je sors du conseil des ministres. Nous venons de prendre une mesure d'une certaine importance : c'est pourquoi j'ai tenu à vous en avertir moi-même. Nous avons décidé de libérer immédiatement MM. Daudet, Delest et Sémart. Mais, nous ne voulons pas que ces mesures de grâce servent de prétexte à des manifestations dans la rue. Le meilleur moyen me paraît être de relâcher les prisonniers avant que le bruit ne s'en répande, c'est à dire sans délai. L'heure du déjeuner est, à ce point de vue, la plus favorable. Faites donc immédiatement les opérations de la levée d'écrou. Je sais que ce n'est pas régulier, mais, sur notre ordre, vous avez opéré ainsi, il y a huit jours, pour le communiste Girardin. On régularisera ensuite… Vous ferez d'abord sortir MM. Daudet et Delest, puis, quelques instants après, Sémart. Vous pouvez faire en sorte que ces messieurs soient sortis d'ici une demi-heure ?
- Cela se peut.
- Je vais quitter le ministère, mais vous voudrez bien téléphoner à mon cabinet quand ce sera exécuté. Vous m'avez bien compris ? Je puis compter sur vous ?
- Oui, monsieur le ministre.
- Merci mon ami.
M. Catry raccrocha le récepteur ; mais un instant après, il le détacha de nouveau en demandant le ministère de l'Intérieur. Avec une sage méfiance, il voulait vérifier l'authenticité de la communication. Il faut dire qu'une douzaine de lignes téléphoniques desservent le ministère de l'Intérieur. A cet instant précis, onze de ces lignes étaient occupées par des personnes qui, de différents points de Paris, demandaient les divers services. Quand elles avaient reçu leurs communications, ces personnes n'avaient rien à dire, mais elles les gardaient tout de même. Une seule ligne était libre et, au bout de cette ligne, comme au bout des onze autres d'ailleurs, il y avait… un Camelot du Roi.

Oui hier, entre midi et une heure, un Camelot du Roi a pu s'introduire au ministère de l'Intérieur et, seul dans ce ministère, a réussi à être, devant un appareil téléphonique, la voix qui donne les ordres…

Le directeur de la Santé demanda :

- Allô, le cabinet du ministère ?

- Oui. Ici le secrétariat particulier.

- Je viens de recevoir de monsieur le ministre un coup de téléphone dont je voudrais avoir la confirmation…

Ici, le « secrétariat particulier » lui coupa la parole :

- Je sais, il s'agit de l'élargissement de MM. Daudet, Delest et Sémart. Nous sommes au courant : vous pouvez agir en toute sécurité.

- Ah ! Bien ! C'est que, malgré tout, je me méfiais. Je pouvais être victime d'une mystification.

- Non, non, c'est exact, et vous êtes complètement couvert. Voilà déjà bien du retard.

- Il s'agit bien de MM. Daudet, Delest et Sémart.

- Mais oui, tous les trois. Faites vite ! J'attends votre compte-rendu.

- Bien, monsieur, c'est entendu. »[1926]

Daudet et Delest parviennent s'évadent donc de prison en juin 1927. Cet épisode mérite d'être raconté autant pour son caractère rocambolesque que pour ses conséquences sur l'opinion publique. L'évasion de Daudet et Delest, habilement menée par les camelots, fait rire la France entière et beaucoup pensent alors « Tout de même, cette Action française, elle a du monde partout. »[1927] Elle conduit également à l'arrestation de Maurice Pujo, incarcéré à la fin du mois de juin.[1928]

Immédiatement, le ministre de l'Intérieur envoie l'ordre à ses préfets de mobiliser la police afin d'arrêter Daudet et Delest. Plusieurs pistes sont envisagées. On les pense éventuellement cachés chez Robert de Boisfleury en Gironde.[1929] D'autres pistes sont suivies dans diverses villes de province.[1930] En réalité, Daudet et Delest sont passés en Belgique et s'installent, pour deux ans, dans les faubourgs de Bruxelles.

Un mois après son évasion, Daudet adresse une lettre à Louis Barthou, reproduite sous forme de tract et distribué par la ligue, dans laquelle il assure être prêt à regagner la Santé si une instruction

[1926] Quotidien d'*AF* du 26 juin 1927
[1927] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.303
[1928] Quotidien d'*AF* du 30 juin 1927
[1929] Note du ministre de l'intérieur au préfet de Gironde, 16 juillet 1927, Archives départementales de Gironde, 1 M 560
[1930] Voir rubrique « A la recherche de Léon Daudet » publiée dans le quotidien

loyale est ouverte sur la mort de son fils et si les membres désignés par son enquête sont mis en disponibilité jusqu'à la fin de l'affaire.[1931]

Au cours des deux années d'exil, la surveillance de la frontière belge notamment dans le département du Nord est importante. En août, une note de la sûreté générale rappelle « la nécessité de ne perdre de vue à aucun moment l'éventualité du retour en France de Léon Daudet et Joseph Delest, actuellement réfugiés à Bruxelles et qui se disent en mesure de franchir l'une de nos frontières quand et comme il leur plaira. »[1932] De 1927 à 1929, les multiples rapports de police conservés aux Archives départementales du Nord attestent de cette surveillance.[1933]

Il faut attendre le 30 décembre 1929 pour que le Président Doumergue signe la grâce de Daudet. Ce dernier rentre alors à Paris dès le 2 janvier 1930.[1934]

L'absence de Daudet a vraisemblablement eu des conséquences sur la vitalité de la ligue. En effet, à cette époque, force est de constater que l'AF s'est tenue, selon le mot d'Eugen Weber, « exceptionnellement tranquille »,[1935] même si elle continue à s'opposer ouvertement, par les tracts et les affiches, à la politique de Poincaré et Briand.

[1931] Rapport du commissaire central de Metz au préfet de la Moselle et tract reproduisant la lettre de Léon Daudet à Louis Barthou, août 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 207

[1932] Note du directeur de la Sûreté générale, 16 août 1927, Archives départementales du Nord, M 154/242

[1933] Dossier Daudet-Delest, Archives départementales du Nord, M 154/242

[1934] Rapport du commissaire spécial au secrétaire général du ministre de l'intérieur, 2 janvier 1930, Archives départementales du Nord, M 154/242

[1935] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.304

II. Un nouvel essor propagandiste à partir de la fin de l'année 1928

Les élections législatives des 22 et 29 avril 1928 consacrent la victoire de l'union nationale mais aussi, et peut-être surtout, le triomphe personnel de Poincaré qui s'attache, au cours des années 1928-1929, à liquider les dernières séquelles du conflit. En matière économique, c'est la fameuse « stabilisation Poincaré » qui, par la loi monétaire du 25 juin 1928, opère une forte dévaluation du franc, qui perd 80 % de sa valeur d'avant-guerre. Cette politique se heurte toutefois à l'opposition d'une partie de la droite favorable à l'idée d'une revalorisation progressive de la monnaie. En matière diplomatique, la politique de Briand est à son apogée mais est de plus en plus critiquée.

1) L'agitation militante au Quartier latin : l'affaire Hanau-Hennessy

En octobre 1928, la situation de l'AF ne semble pas très florissante comme le souligne une note des RG expliquant que les dirigeants de la Ligue et notamment Maurras ont refusé des autorisations aux présidents des sections de Paris afin d'organiser de grandes réunions de rentrée. L'argument invoqué étant alors le manque d'argent.[1936]

Malgré tout, c'est bien à la fin du mois d'octobre 1928 qu'on assiste à une réelle reprise de l'agitation militante d'AF. Les camelots se retrouvent sur le devant de la scène en octobre après avoir interrompu la cérémonie d'inauguration de la statue d'Emile Combes à Pons en Charente. Au cours de la manifestation, un camelot est mortellement blessé ce qui permet à l'AF de crier au scandale et de titrer « Le combisme assassin »[1937]. Outre l'impact médiatique, cet épisode permet à l'AF de retrouver une certaine vitalité ; vitalité renforcée par les scandales politico-financiers de la fin de l'année 1928.

Au cœur de ces scandales, on retrouve Marthe Hanau, fondatrice, en 1925, d'une feuille financière *La Gazette du Franc* qui s'impose rapidement par la qualité de ses intervenants économistes ou politiques. A travers son journal, elle prodigue des conseils financiers aux épargnants en incitant à

[1936] Note des RG, 24 octobre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[1937] Quotidien d'*AF* du 29 octobre 1928

acheter des actions de ses propres relations d'affaires. Après avoir fondée l'Agence Interpresse, elle émet des titres à 8 % de taux d'intérêts mais les acquitte non pas sur le bénéfice d'opérations réelles mais sur le produit des futures souscriptions. Cette escroquerie s'écroule à la fin de l'année 1928 éclaboussant au passage de nombreux hommes politiques, essentiellement issus du Cartel.
L'AF se saisit évidemment du scandale : « L'héritage le moins contesté de la guerre, tel que nous l'avons recueilli du traité de Versailles et après des renoncements successifs, c'est, après la misère, l'horreur des conflagrations. Des escrocs se sont trouvés pour mettre ce sentiment en actions et parts syndicataires. Déjà, les politiciens avaient corrompu le souvenir des souffrances de la guerre pour l'exploiter à des fins de domination personnelle. Marthe Hanau devait surajouter l'escroquerie financière à l'escroquerie politique. »[1938]

L'AF cherche également à éclabousser le ministre de l'agriculture Jean Hennesy dans cette affaire. Les étudiants d'AF se mobilisent au Quartier latin pour réclamer sa démission :
« Camarades, Depuis trop longtemps la République donne au peuple français le spectacle honteux de son infamie et de ses scandales. Aujourd'hui encore celui de la *Gazette du Franc* vient s'ajouter aux précédents. Grâce à l'appui d'hommes politiques qui sont les plus importants du régime la bande Hanau-Bloch drainait l'or de l'épargne française. La jeunesse intellectuelle ne restera pas indifférente devant de tels forfaits. Elle ne permettra pas que certains complices, parce que parlementaires ou ministres ne soient pas inquiétés et qu'au moment où les Dumay et les Anquetil sont inculpés, leur commanditaire, Jean Hennessy, qui a bénéficié lui aussi de l'argent volé par la mère Hanau reste au ministère. »[1939]

Le 18 décembre 1928, les étudiants d'AF pénètrent dans le ministère de l'agriculture aux cris de « Conspuez Hennessy ». Plusieurs ligueurs sont alors arrêtés et l'AF dénonce des incarcérations abusives : « Par une mesure absolument illégale ceux-ci (les étudiants d'AF) furent maintenus plus d'un jour et une nuit dans les divers postes de Paris, où la craintive prudence de la police les avait dispersés. » Le Quartier latin reste très agité dans les jours qui suivent et la police s'attelle à empêcher les manifestations des étudiants. Une note des RG du 21 décembre nous apprend par exemple que « la préfecture de police avait pris des mesures pour empêcher les étudiants de parvenir à leurs fins. (…) A partir de 17h30, les étudiants sont venus en plus grand nombre au Quartier latin et principalement Boulevard Saint-Michel et place de la Sorbonne, mais sans jamais être en nombre considérable. Ceux d'entre eux qui, par leur attitude ou leur stationnement

[1938] SANT'ANDREA N, « L'affaire de la Gazette du Franc », *Almanach* de l'AF de 1930, pp.157-165
[1939] Appel des étudiants d'Action française, décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 195

prolongés, témoignaient de leurs intentions de prendre part à la manifestation ont été appréhendés et conduits dans les postes voisins. Une seule manifestation bruyante s'est produite. Vers 18h, boulevard Saint-Michel, une dizaine d'étudiants se sont mis soudain à crier « Conspuez Hennessy ». Ils ont été arrêtés aussitôt. » Au total, on dénombre 49 arrestations.[1940]

En janvier, l'AF organise un banquet dit « de réparation », aux « victimes d'Hennessy, le voleur », et notamment à Gabriel Jeantet, secrétaire général du groupe des étudiants d'AF de Paris. Environ 200 personnes (500 selon l'AF), essentiellement des étudiants, assistent à ce banquet en présence de Charles Maurras, Bernard de Vésins, Joseph Delest, Georges Calzant, Maurice Pujo. A la sortie de la réunion, des bagarres éclatent avec la police et donnent lieu à une dizaine d'interpellations.[1941]
Le 19 janvier, une grande manifestation est encore organisée avec en tête des pancartes à l'effigie d'Hennessy et de Dumay (ancien directeur du *Quotidien)* entourées de 4 faux gendarmes. Dix arrestations sont opérées et l'AF accuse la police de nombreuses violences sur ses camelots à cette occasion : « Mis au violon, on les amenait, l'un après l'autre, au bureau du commissaire. Pour cela, on les faisait passer entre deux rangées d'agents qui les bourraient au passage de coups de poing et de coups de pied. »[1942] Une enquête est ouverte par l'inspection générale des services de la préfecture de police qui contredit évidemment cette version des faits et rappelle que « les sept camelots qui ont été arrêtés sur les Grands boulevards y avaient provoqué une bagarre scandaleuse que la police municipale avait le devoir de faire cesser dans le plus bref délai. Les agents n'ont pas manqué à ce devoir : les manifestants ayant résisté avec opiniâtreté, gardiens de la paix et gradés ont dû employer la force physique pour vaincre cette résistance ; les manifestants ont donc, cela est certain, gardé les traces de cette énergique intervention qu'ils avaient eux-mêmes provoquée en n'hésitant pas à se livrer à des violences envers les agents de l'autorité, dont onze ont été contusionnés et quatre assez grièvement blessés par eux. (…) Mais il est certain que les inculpés n'ont pas, malgré les affirmations produites, été frappés au poste. »[1943]

L'affaire Hennessy a également des répercussions en province. Dès le 16 janvier 1929, on apprend que des papillons de dénonciation du ministre de l'agriculture ont été distribués à Angoulême.[1944] En février 1929, l'AF parvient même à faire annuler un déplacement d'Hennessy à Pau. Une note nous

[1940] Note des RG, 21 décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1941] Note des RG « Au sujet d'un banquet organisé par l'Action française », 16 janvier 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1942] Quotidien d'*AF* du 21 janvier 1929
[1943] Rapport de l'inspecteur général des services de la préfecture de police, 9 février 1929, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1851
[1944] Rapport du préfet de la Charente au ministre de l'intérieur, 16 janvier 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 207

informe qu'une campagne d'affichage « contre le voleur » a eu lieu dans la ville et que le voyage du ministre est annulé.[1945]

Cette affaire mérite donc d'être soulignée car elle prouve que l'AF est encore capable de manifester notamment au Quartier latin. Cela étant, force est de constater que la capacité de mobilisation est bien inférieure à ce qu'elle a pu être par le passé. Si l'on repense aux heures fondatrices de l'affaire Thalamas, on constate évidemment que les forces en présence sont bien inférieures en 1929. D'ailleurs, le résultat est un échec, reconnu à demi-mot par Ernest Huant dans *l'Almanach* de 1930 : « Certes ! Hennessy s'est désespérément cramponné à son maroquin agricole et Poincaré n'a pu se résoudre à se débarrasser d'un escroc républicain. Mais la vigoureuse campagne des étudiants d'AF a complètement éclairé l'opinion sur les responsabilités du régime dans le krach de la mère Hanau. »[1946]

2) L'opposition à la politique étrangère de Briand

Outre l'agitation du Quartier latin, l'AF profite du contexte diplomatique pour accroître sa propagande.

En matière de politique étrangère, la diplomatie de Briand, nous l'avons dit, suscite de plus en plus de critiques à droite. Le pacte Briand-Kellogg, qui met la guerre « hors la loi » cherche à ramener les Etats-Unis dans le concert diplomatique européen. Mais, cette volonté de s'entendre avec les EU implique une acceptation du règlement des dettes de guerre contractées par la France. Début 1929, Poincaré demande ainsi à la Chambre de ratifier les accords de 1926 sur les dettes de guerre dues par la France aux Etats-Unis. Le débat est particulièrement houleux, l'opinion publique est extrêmement réservée quant au paiement de ces dettes. L'AF profite de ce contexte pour impulser une virulente campagne d'opposition contre la politique du gouvernement mais aussi contre l'attitude des Jeunesses patriotes accusées d'amollissement et d'opportunisme.

La campagne « Ne ratifions pas » se développe progressivement au printemps 1929. Charles Maurras explique par exemple, le 30 mai, qu'il faut à tout prix être vigilant car, « si l'on a le malheur

[1945] Note des RG, 26 février 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 207. Il n'est pas explicitement noté que l'annulation résulte de la campagne d'affichage mais c'est une interprétation plus que vraisemblable.

[1946] HUANT Ernest, « Le Quartier latin contre le ministre voleur Jean Hennessy », *Almanach* de l'AF de 1930, pp.165-171, p.168

de ratifier, le seul mot qui viendrait des terres de l'ouest par-dessus les abîmes et les brumes, le même mot qui ne cesserait, ne faiblirait, ni ne varierait serait le mot « Payez » qui, je crois, là-bas, se prononce dans le trait d'une seule syllabe. »[1947]

L'AF participe également, avec son organisation Marius Plateau[1948] à l'organisation de grandes réunions de propagande. Le 21 juin, environ 10 000 personnes assistent à la réunion « Ne ratifions pas » au Cirque de Paris en présence de Joseph Darnand, héros de guerre ; de M. Rossignol, président de l'Union nationale des combattants ; de M. Bloch, secrétaire général de l'Association générale des mutilés de guerre ; de Pierre Héricourt, secrétaire général de l'Association Marius Plateau ; de M. Le Faivre, ministre plénipotentiaire ; de M. Verdurand, industriel, collaborateur de la *Revue hebdomadaire ;* de Jean Dijon, président de l'Association générale des étudiants de Paris ; de Marie de Roux et de Bernard de Vésins.[1949]

Par l'intermédiaire du Comité universitaire d'opposition à la ratification des dettes l'AF parvient ainsi à redéployer son influence sur la jeunesse universitaire parisienne. Le 5 juillet, le comité organise une grande réunion, salle Bullier, rassemblant à la fois des étudiants et des anciens combattants, au cours de laquelle, intervient Louis Marin, président de la Fédération républicaine.[1950] Sa présence, comme celle d'Henri Haye, également de la Fédération républicaine ou de Franklin-Bouillon des radicaux nationaux, prouve que l'AF parvient, dans une certaine mesure, à récupérer un peu de son influence auprès des groupements nationaux qui avait été mise à mal par la condamnation pontificale et les violences avec le Faisceau. Cela étant, force est de constater, au regard notamment des comptes rendus des réunions, que l'AF n'est pas réellement le chef de file de cette campagne de propagande. D'ailleurs l'opposition à la ratification des dettes dépasse largement le spectre des organisations nationalistes comme le prouvent les débats houleux à la Chambre.

Il faut ainsi attendre le 20 juillet 1929 pour que la loi soit ratifiée avec seulement 8 voix d'écart.

Dès lors, l'AF fulmine : « Huit voix de majorité pour un texte de loi qui consacre la servitude de la France vis à vis de l'Amérique pour soixante-deux ans ! Huit voix qui ont peut-être été achetées hier dans les couloirs du Palais-Bourbon ! Telle est l'autorité de l'acte criminel par lequel la République vient de livrer la France ! »[1951]

Parallèlement, en août 1929, le plan Young est définitivement ratifié par la conférence de La Haye. Ce plan prévoit qu'en échange « d'une reconnaissance définitive des réparations et d'un plan à long

[1947] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 30 mai 1929
[1948] Qui groupe les Anciens combattants, nous y reviendrons
[1949] Quotidien d'*AF* du 21 juin 1929
[1950] Quotidien d'*AF* du 6 juillet 1929
[1951] « L'issue du débat sur les dettes. La ratification est votée à 8 voix de majorité », Quotidien d'*AF* du 21 juillet 1929

terme garantissant leur paiement à la France, l'Allemagne obtiendrait en premier lieu l'évacuation anticipée de toutes les zones occupées par l'armée française en Rhénanie et, en second lieu, la fin de la mise sous tutelle économique de ses chemins de fer, au profit de la commission internationale des réparations. »[1952] Une fois encore, l'AF ne cache pas son mécontentement. Maurras écrit le 2 septembre 1929 : « Il n'y a pas une tête froide, pas un œil clair pour le nier, Briand nous précipite aux suprêmes folies. L'évacuation de Mayence, les négociations amorcées pour la Sarre ne signifient qu'une chose : armure, bouclier, vêtement, tout est arraché, déchiré, la poitrine française est mise à nu, et Briand dit aux Boches : - Par ici. Là. Très bien. Voilà un endroit où frapper. C'est l'endroit. Le traître l'a vu. Il est trop ignorant de la géographie et de l'histoire pour l'avoir aperçu tout seul. Mais il est entouré d'un si grand nombre d'intrigants internationaux et d'agents allemands que le renseignement a dû lui parvenir par dix mille voies. Il s'est jeté dessus. Il s'y est rué. Car toute sa passion est là. Aristide Briand est *l'ennemi de la victoire. »*[1953]

L'AF se déchaîne alors contre Briand qui est, depuis le départ de Poincaré, en juillet, président de Conseil.

La campagne est assez rapide car, le 22 octobre 1929, les députés, sous l'impulsion de Louis Marin et de quelques autres, parviennent à renverser Briand lors de la présentation des accords devant le Chambre. Il est remplacé par André Tardieu qui parvient, quelques mois plus tard, sans trop de mal, à faire voter le texte.

On observe donc à partir de l'automne 1928, une reprise de l'agitation militante d'Action française mais sans que cette dernière ne parvienne à réellement inquiéter les autorités. En effet, si l'opposition existe au cours des années 1928-1929, il faut rappeler que la France d'alors se porte bien. L'économie bénéficie d'une période d'apogée entre les graves crises du début des années 1920 et la grande dépression des années 1930 qui se profile. L'impression qui ressort de cette période est bien celle d'une modernisation et d'un réel dynamisme même si certains archaïsmes persistent. Cette accalmie économique incite évidemment l'opinion publique à accepter la politique menée par Poincaré. C'est d'ailleurs ce choix que fait Taittinger à la tête des Jeunesses patriotes.

[1952] MONIER Frédéric, *Les années 1920, op. Cit.* p.154
[1953] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 2 septembre 1929

III. L'Action française et ses concurrents

1) Le déclin rapide du Faisceau

La virulente campagne de presse menée par l'AF contre le Faisceau a contribué à l'affaiblir mais ce sont bien « les circonstances économiques et politiques, et non les rivalités entre ligues, qui sont la raison fondamentale du déclin du Faisceau. »[1954] Le retour au pouvoir de Poincaré porte un coup brutal à la propagande de Valois pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, en juillet 1926, Valois donne l'impression d'avoir laissé passer une occasion en or de renverser la IIIème République ce que certains de ses membres les plus activistes, ne lui pardonnent pas. En effet, « un des thèmes favoris de la propagande du Faisceau était que Maurras et Taittinger étaient durs dans leurs propos mais mous dans leurs actions » alors que Valois promettait de mener à terme rapidement le coup de force. Au fil du temps, de nombreux légionnaires s'impatientent et critiquent de plus en plus ouvertement la politique de Valois.

Ensuite, le positionnement de ce dernier quant à l'attitude à adopter à l'égard de Poincaré est très ambigu. En effet, « soutenir Poincaré inconditionnellement revenait à nier la raison d'être du Faisceau ; le rejeter complètement aliénerait de nombreux sympathisants conservateurs. »[1955]

Enfin, c'est le redressement économique mené par Poincaré qui conduit le mouvement de Valois à l'échec.

Dès la fin de l'année 1926, le Faisceau se trouve dans une situation extrêmement compliquée. Valois est accusé de ne pas avoir profité du contexte de l'été 1926, de ne pas être assez virulent vis à vis de Poincaré voire de bénéficier de financements de ce dernier. Ainsi, en 1927, le Faisceau est clairement mort politiquement même s'il subsiste encore jusqu'en 1928.

Valois envisage même un moment de se présenter aux élections législatives ce qui représente la trahison suprême pour les membres les plus révolutionnaires du mouvement.

En fait, il semble bien que dès 1927, Valois commence progressivement à « pencher à gauche » ce qui accentue l'ambiguïté de son positionnement et accélère l'échec du Faisceau.

De plus, « pour beaucoup de ceux qui constituaient la clientèle des ligues sous le Cartel, il ne faut pas contrarier par une agitation aussi brouillonne qu'inutile et dangereuse, l'œuvre de redressement

[1954] SOUCY Robert, *Le fascisme français, 1924-1933, op. Cit.* p.258
[1955] *Ibid* p.261

financier entreprise par l'ancien président de la République. »[1956]

Ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut rechercher les concurrents de l'AF même si cette dernière n'abandonne pas la dénonciation des agissements de Valois qui demeure un thème récurrent dans les colonnes du quotidien.

2) L'Action française et les comités royalistes

Nous avons déjà évoqué les tensions au sein du monde royaliste au cours de l'année 1926. La condamnation pontificale de décembre 1926 offre au prétendant une occasion de relancer ses propres organisations et de s'aménager un espace politique propre, en dehors du champ maurrassien.[1957]

Plutôt que de soutenir la création d'une nouvelle organisation monarchiste, le duc de Guise préfère réactiver les vieux Comités royalistes chargés principalement d'exécuter les directives du prince et de faire fructifier le capital électoral et parlementaire du monarchisme. Nous avons déjà étudié les luttes d'influence entre ces comités et les sections d'AF. A partir de 1928, le prétendant essaie de transformer les comités en relais pour les monarchistes catholiques inquiets après la condamnation. En 1929, il envoie des consignes à ses délégués afin de connaître l'état de la presse de droite dans les départements mais aussi l'état des troupes royalistes non affiliées à l'AF. En 1932, il lance, au moins sur le papier, une réorganisation des vieux cadres royalistes. La France est divisée en 13 régions, en dehors de Paris, à la tête desquelles se trouve un délégué coiffant les présidents des comités départementaux. Les royalistes indépendants sont appelés à adhérer à ces comités. Leur but est de rappeler l'existence de l'idée monarchique et leur principale activité de rédiger des rapports politiques au prince.[1958]

Ainsi, « la condamnation pontificale permet au prétendant de relancer ses propres organisations et en même temps l'en empêche, pour des considérations de décence et d'opportunité. Le prince doit jouer habilement, en ménageant un laps de temps convenable entre toute action partisane propre et les retombées directes de la condamnation, s'il ne veut pas se voir accusé de se soumettre au Vatican et de participer à la condamnation. Il s'agit pour lui de n'apparaître prisonnier d'aucun des deux camps. (…) La gêne du prétendant est grande, ses louvoiements troublent son image. C'est sa

[1956] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.303
[1957] GOYET Bruno, *Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999). Le prince impossible*, *op. Cit.* p.173
[1958] *Ibid* p.176

propre stratégie qui est en jeu. Comment pourrait-il songer à affirmer son caractère dynastique et sa position diplomatique en se coupant du Vatican et en se mettant ainsi au ban de l'Europe conservatrice ? Comment pourrait-il développer les aspects politiques du système rituel de la prétendance, en se coupant de l'AF et en renvoyant une bonne partie des troupes mobilisées par elle tous les 21 janvier et tous les 8 mai ? (…) Tout au long des années 1930, le souci de la condamnation et de son report les anime. Leur action est toujours, sous quelque aspect que ce soit, une réponse à la situation créée, une tentative pour profiter de l'espace ménagé par la condamnation dans le champ monarchique et catholique, tout en maintenant assez de distance entre le mouvement condamné et eux, afin de se prémunir contre toute retombée de la condamnation. »[1959]

On le voit les relations entre l'AF et le prétendant sont toujours extrêmement ambiguës et complexes. Pour l'heure, la rupture ne peut être envisagée ; elle n'empêche toutefois pas les manœuvres en tout genre notamment celles du comte de Paris, fils du duc de Guise, plus intéressé par la politique que son père et surtout avide d'action.

3) Les Jeunesses patriotes

L'évolution républicaine des JP et le début des tensions avec l'AF

A la différence du Faisceau condamné à disparaître rapidement, les Jeunesses patriotes, elles, s'adaptent très vite au contexte et parviennent même à accroître leur influence.
Dès le départ, les JP soutiennent fermement le retour de Poincaré mais continuent à dénoncer ouvertement la politique étrangère de Briand notamment en ce qui concerne la question du règlement des dettes américaines. En réalité, comme le rappelle Jean Philippet, « cette attitude de demi-opposition (…) renforce la Ligue au moment même où le rapport des forces se modifie au sein de la droite nationaliste. Elle éloigne les nationalistes attachés à une défense intransigeante de la politique de la Victoire du monopole protestataire de l'Action française et permet, en sus, de conserver les ligueurs en état de mobilisation sur un thème qui est au cœur de leurs préoccupations, celui des relations avec l'Allemagne et du règlement de la victoire. »[1960]

[1959] *Ibid* p.176-177
[1960] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.302

Les JP profitent également de l'affaiblissement de l'AF lié à sa condamnation en particulier dans les milieux catholiques conservateurs. A cette époque « le centre de gravité à l'intérieur de la droite nationaliste (se déplace) à l'avantage de ceux qui ne professent pas le maurrassisme. »[1961]
Lors de leur congrès de novembre 1926, les JP se dotent d'un projet commun qui s'affirme de plus en plus « républicain, réformiste et révisionniste », tout en restant violemment opposé à Briand et aux communistes.[1962] Elles profitent également du déclin de la Ligue républicaine nationale de Millerand et deviennent progressivement la seule organisation de masse de la droite nationaliste.
Elles passent alors « insensiblement d'une phase protestataire à une phase légaliste de l'action politique, sans pour autant provoquer le mécontentement d'hommes qui s'étaient rassemblés dans la perspective d'un « chambardement » du régime parlementaire. » D'ailleurs, ces changements de mode d'actions préfigurent clairement leur intégration complète au système politique parlementaire qui sera définitive avec les élections législatives de 1928.[1963]

A l'occasion de ces élections, les JP travaillent de concours avec le Centre de propagande des républicains nationaux fondé par Kerillis, journaliste de l'*Echo de Paris.* Cela étant, les liens entre les deux organisations ne sont jamais institutionnalisés sans doute pour ne pas rebuter les nouveaux adhérents qui ont quitté l'AF pour rejoindre les JP après la condamnation.
Par ailleurs, les JP n'interviennent pas dans la campagne électorale comme un parti politique, elles ne cherchent pas à constituer une force parlementaire mais elles fournissent des hommes, des candidats et des militants.[1964]
L'essentiel de leur propagande électorale s'axe contre les radicaux, c'est à dire autour de l'évocation des souvenirs du Cartel : 11 mai, transfert des cendres de Jaurès, attentat de la rue Damrémont, faillite du franc, chutes des ministères, crise religieuse. Leur activité au moment de la campagne de 1928 est extrêmement intense. Jean Philippet souligne que « jamais, depuis les grandes heures du Cartel, la Ligue n'avait connu une telle activité. Des sections en demi-sommeil depuis de nombreux mois se mettent en mouvement, les ligueurs s'activent, les militants les plus léthargiques retrouvent le chemin des permanences et des salles de réunions. Les adhésions abondent. »[1965]

Malgré tout, des dissensions importantes existent au sein de la ligue. Il est en effet important de souligner l'évolution sensible du positionnement de Taittinger et de la ligue depuis sa naissance en 1924. Issus de la grande tradition protestataire de la droite plébiscitaire, les JP assument au départ

[1961] *Ibid* p.306
[1962] *Ibid* p.312
[1963] *Ibid* p.314-315
[1964] *Ibid* p.333
[1965] *Ibid* p.340-341

un bonapartisme antiparlementaire et un nationalisme venant de Barrès, Déroulède ou Boulanger. En 1928, à la faveur de l'Union nationale, elles s'inscrivent ouvertement dans un projet de construction d'un grand parti de droite. Taittinger explique d'ailleurs lors d'une réunion de décembre 1928 : « Nous avons composé avec les puissants du jour, mais on peut voir dans quelles conditions. Nous avons eu une autre attitude au moment du Cartel. Nous entendons collaborer au redressement du pays. Notre mouvement a pour objet la défense des grands intérêts nationaux et si le gouvernement ne fait pas une mauvaise politique, nous ne nous acharnerons pas systématiquement contre telle idée ou contre telle personnalité. »[1966]

Evidemment, cette évolution fournit des arguments de dénonciation à l'AF et l'hostilité entre les deux groupements se manifestent de plus en plus ouvertement.

A partir de la rentrée universitaire 1928-1929, les rapports entre les étudiants d'AF et les phalangeards[1967] sont de plus en plus tendus. Les manifestations contre Hennessy précédemment évoquées contribuent à accroître les dissensions. L'AF souhaite clairement provoquer une cassure entre l'aile la plus intransigeante des JP (emmenée notamment par un des dirigeants des Phalanges universitaires, Pighetti de Rivasso) et Taittinger. Contre toute attente, cette perspective est loin de déplaire au dirigeant des JP « qui cherche vraisemblablement à rompre avec les nationalistes intégraux pour se débarrasser à bon compte de ces ultras dont il a longtemps retenu les excès. »[1968]

En janvier 1929, Taittinger met au clair sa stratégie dans une série d'éditoriaux. Le 13 janvier 1929, il écrit : « Nous croyons (…) que tout est à réparer, à consolider, à assainir chez nous. De profondes modifications sont nécessaires dans l'ordre politique, des améliorations dans l'ordre économique et surtout dans l'ordre social. Des réformes ? Oui, mais pas de chambardement. Perfectionner ? Oui. Bouleverser s'il le faut. Mais sans détruire de but en blanc ce qui – que cela plaise ou non – représente l'armature d'un Etat de cent-millions d'hommes, métropole et colonies comprises ; c'est à dire les INSTITUTIONS EXISTANTES. »[1969]

Cette prise de position ne peut qu'engendrer une virulente opposition de l'AF. Taittinger est alors persuadé que les camelots souhaitent aller à l'affrontement notamment au Quartier latin. Une note des RG datée du 8 janvier 1929 semble le confirmer : « Les Jeunesses patriotes mécontents de voir les camelots du roi venir en aussi grand nombre sous les fenêtres de leur siège social, vendre leur journal, ont alerté une vingtaine de membres des Phalanges universitaires qui vendront, ce soir, à

[1966] Compte-rendu de la préfecture de police, 1 décembre 1928, cité par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.350

[1967] Groupes d'étudiants des Jeunesses patriotes

[1968] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.354

[1969] TAITTINGER Pierre, « 1929, L'année des JP », Le *National*, 13 janvier 1929, cité par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.355

partir de 16h30, « le National », devant l'église. Jusqu'à présent, les Jeunesses patriotes n'ont pas l'intention de créer des incidents, mais il ne fait pas de doute que s'ils sont provoqués par les camelots du roi, ils leur répondront et que des coups pourront être échangés. »[1970]

La tension est ainsi croissante au moment de l'ouverture du congrès des Phalanges universitaire en février 1929. Le contexte paraît favorable à l'aile la plus extrémiste. En effet, le 9 janvier, Roger de Saivre, commissaire général des Phalanges, proche de Taittinger, est poignardé par un étudiant indochinois d'obédience communiste. Il est très affaibli en février lorsque s'ouvre le congrès des Phalanges universitaires. L'occasion est ainsi trop belle pour Pighetti de Rivasso « d'essayer d'en profiter pour entraîner les étudiants dans la voie d'une opposition à la politique parlementariste de Taittinger. »[1971] C'est au cours de son discours qu'il fait naître le scandale en regrettant notamment ouvertement qu'il lui ait été interdit de dire aux congressistes « de ne pas rester inactifs à cette œuvre de nettoyage public, entreprise par une organisation amie et que les partis d'ordre ne se décident pas à suivre l'Action française dans l'œuvre de salubrité publique qu'elle accomplit. » Il fait également référence à la question de la vengeance des morts de la rue Damrémont et de l'attaque de Roger de Saivre ce à quoi Taittinger rétorque que l'AF n'a jamais vengé ses morts (Plateau, Berger, Daudet) et estime d'ailleurs qu'elle a eu raison de se fier à la justice républicaine.

Cette tentative est un échec et conduit Pighetti de Rivasso à démissionner de la direction des Phalanges universitaires non sans adresser une lettre aux Phalangeards : « Les critiques contre le Parlement, comme si autrefois elles n'avaient pas été siennes, Taittinger voulut les anéantir par une phrase sonore, mais suffisamment vague pour qu'on en retînt simplement que le Parlement existait en Italie, en Espagne et dans le monde entier.
Nous le savons bien, mais il y a Parlement et Parlement, comme nous l'a appris le programme initial des JP.
Faisant de l'esprit facile sur son indignation de voir un Malvy président de la commission des finances, Taittinger crut excuser la passivité des députés patriotes en s'écriant : « Si nous devions cracher au visage de tous les gens qui nous dégoûtent, nous n'aurions pas assez de salive. Il est d'ailleurs, quand on est au Parlement, des nécessités, des contingences que vous ignorez. »
Nous n'ignorons pas qu'il est « des nécessités, des contingences » à respecter lorsqu'on est parlementaire, à l'affût de postes « confortables ». Nous savons que pour être président de la commission des colonies, il faut cultiver les appuis les plus compromettants, surtout lorsque, aux

[1970] Note des RG, 8 janvier 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1971] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.359

heures de la franchise on s'était écrié comme Taittinger en 1926, au Cirque d'Hiver : « Nous ne voulons plus de commissions parlementaires se substituant au gouvernement. »
A fortiori, pour devenir ministre, que ne doit-on sans doute pas renier ? C'est parce que nous connaissons ces contingences que, toujours, nous avions regretté que Taittinger fut parlementaire ; mais nous faisions confiance à sa loyauté.
Nous constatons maintenant que le président des Jeunesses Patriotes ne peut ignorer les intérêts du député.
Faut-il servir la carrière politique d'un homme qui transforme la ligue dont il est président, en officine électorale et qui prend les patriotes pour les gardiens de ses intérêts personnels.
Je ne le crois pas. »[1972]
Le style de l'attaque correspond fort bien aux méthodes habituelles de l'AF même si cette dernière ne se fait pas immédiatement l'écho de cette rupture. Elle marque sans conteste un tournant dans l'histoire des JP qui laissent alors derrière elle sa frange « ultra ». Toutefois, cette affaire n'entraîne que peu de démissions ce qui tend à prouver que Taittinger a largement réussi son repositionnement politique.

A la suite de cette rupture, l'AF entame une campagne de dénonciation contre Taittinger, d'autant plus en colère que la présence du cardinal Dubois à une réunion des JP le 4 mars semble indiquer la prise de position de l'Église dans la controverse.
Le 11 mars 1929, Maurras s'attaque à la question. Il rappelle les propos de Taittinger sur l'AF, mis, selon lui, dans sa bouche, par Kerillis : « Les Jeunesses patriotes saluent et aiment les patriotes où qu'ils se trouvent. Mais je suis bien obligé de dire que, si quelques-uns des hommes qui emploient leur grand talent et leur grand prestige à essayer VAINEMENT depuis de longues années de démolir le régime, s'étaient au contraire essayés à l'améliorer, si ces hommes étaient avec nous et nous aidaient de toutes leurs forces dans notre tâche de reconstruction nationale, la France ne serait pas où elle en est. » Maurras note alors que les Jeunesses patriotes sont devenues « les Jeunesses patriotes républicaines et l'on compte les utiliser de plus en plus dans le service électoral. Jeunesses patriotes, républicaines, parlementaires, ministérielles, électorales. C'est le titre complet. Je ne sors pas des faits. » Maurras dénonce également fermement l'attitude de Taittinger dans l'affaire Hennessy.
Cela étant, si Maurras critique cette évolution parlementaire, il ne rompt pas pour autant avec Taittinger et les JP. En faisant référence à « la crise de droite », il écrit : « Aujourd'hui, que (nous)

[1972] Lettre de Pighetti de Rivasso adressée aux phalangeards le 19 février 1929, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1953, citée par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.365

voyons-nous ? Des groupes conservateurs aux prises : les groupes que forment MM. De Kérillis et Taittinger, et les journaux du Consortium, d'une part, les amis de M. Coty, et ses puissants journaux de l'autre. Nous avons dû, sur des points de détail, nous séparer des uns et des autres. Cependant, sur l'ensemble, nous ne pouvons hésiter à reconnaître l'identité absolue des objectifs. Il nous est impossible de nous associer aux chimères de M. de Kérillis sur l'amélioration de la République parlementaire, nous ne comprenons rien (mais rien!) aux mouvements de M. Taittinger. Ni sur les dettes américaines, ni sur la constitution américaine, nous ne sommes de l'avis de certains collaborateurs de M. Coty. Mais qu'est cela, quand, en fait, notre commun programme social, national, religieux, coïncide sur tous les points ! » Maurras rappelle tout de même qu'« électoralement, l'avenir est démocratique » et que « parlementairement, il est socialiste, communiste, anarchiste ». Ainsi, selon lui, s'il « est juste d'essayer de préparer sur un certain nombre de points, pour un certain nombre de sièges, des réussites partielles, susceptibles d'aider à l'action extérieure, autant il est dangereux d'affirmer à la France patriote et conservatrice qu'elle est en état de vaincre sur ce terrain comme l'autre. Non. Ce terrain est mauvais pour elle. Ce terrain est miné. L'adversaire y bénéficie d'avantages historiques et de puissants facteurs naturels dont l'équivalent n'existe pas pour nous. »[1973]

On le voit, Maurras critique ouvertement l'évolution de Taittinger mais cherche à ménager les membres de son organisation qu'il souhaite bien sûr ramener dans le giron de l'AF.

Taittinger répond, le 17 mars 1929, dans le *National*, en réaffirmant sa ligne politique républicaine.

Le 20 mars, Maurras revient encore une fois sur « l'évolution de Taittinger » et affirme : « Très désireux de ne point envenimer le débat entre des Français qui pourraient et devraient s'entendre pour collaborer, je m'en tenais à un problème d'évolution. » Evidemment, les propos qui suivent témoignent de la violence de la critique : « Oui ou non, Taittinger et, par lui, ses Jeunesses évoluent-ils à gauche ? Oui ou non, est-il devenu constitutionnel ? Et, s'il en est ainsi, cette évolution est-elle compréhensible ? Le public ami des Jeunesses patriotes la comprend-il ? Et cette impossibilité de comprendre n'explique-t-elle pas des difficultés, des tiraillements, des scissions dont le congrès des Jeunesses a retenti et aussi la presse ? La réponse de Taittinger sera-t-elle mieux comprise ? Je crains que non. » Il continue plus loin en soulignant que « des Jeunesses patriotes, mais imposant avec leur programme de patriotisme celui du républicanisme, du parlementarisme, du ministérialisme, c'est quelque chose de neuf, et sur quoi il importe d'attirer l'attention. » Encore une fois, Maurras accuse Taittinger d'avoir couvert Hennessy. Mais, il parle toujours d'alliance entre

[1973] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 11 mars 1929

tous les patriotes vers un « objectif commun ».[1974]

Cette controverse entre Maurras et Taittinger est intéressante car elle témoigne d'une attitude encore assez ambiguë du dirigeant de l'AF. Ce dernier prend toutes les précautions pour ne pas rompre ouvertement avec les Jeunesses patriotes. L'ambition est claire : il s'agit de récupérer des militants : à la fois ceux qui sont partis à cause de la condamnation mais aussi ceux qui ne voient pas d'un bon œil « l'évolution de Taittinger ».

L'opposition virulente entre l'AF et les JP au tournant des années 1930

A la fin de l'année 1929 et encore plus au printemps 1930, l'évolution du positionnement de Taittinger conduit à un durcissement du discours de Maurras. La décision de ratifier les accords de La Haye est considérée comme une trahison suprême pour l'AF.
D'ailleurs, certains membres des JP n'adhèrent que difficilement, voire pas du tout, à cette ligne politique impulsée par leur chef. En octobre 1929, alors qu'il se trouve en visite en Algérie, les Phalanges universitaires font imprimer une affiche contre l'évacuation de la Rhénanie et réussissent même à faire publier le texte dans le *National*. En même temps, le colonel Faye, président intérimaire des JP en l'absence de Taittinger, fait adhérer la ligue au comité contre l'évacuation de la Rhénanie et l'abandon de la Sarre fondée par le général Mordacq.
A son retour, Taittinger fait marche arrière, provoquant la fureur des opposants à la politique de La Haye.[1975] Par la suite, au cours des mois suivants, les discours de Taittinger deviennent de plus en plus prudents à ce sujet, preuve d'un revirement aussi délicat que réel, qui aboutit au vote de ratification des accords en mars 1930.

Dès lors, Maurras s'en prend ouvertement à Taittinger. Le 4 avril 1930, Maurras s'interroge sur « le chef des « Jeunesses patriotes » et la Patrie ». Il écrit : « Qu'on le veuille ou non, il se pose une question des Jeunesses patriotes. Autant il nous est possible et facile d'admettre que les membres de ces organisations et ces organisations elles-mêmes soient indécises sur le moyen constitutionnel de sauver la Patrie ou même croient à l'excellence du moyen républicain, autant il est trouvé scandaleux, révoltant, que le nom de la Patrie puisse être réduit à servir d'enseigne ou de couverture aux tractations de politiciens. »[1976]

[1974] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 20 mars 1929
[1975] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.826
[1976] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 4 avril 1930

Le 5, Maurras accentue sa dénonciation contre Taittinger en titrant « le chef des « Jeunesses patriotes » contre la Patrie » : « M. Pierre Taittinger, avec ses alliés de gauche, adopte, on le voit, un programme de « composition » qui aboutit à la même décomposition que les abandons ou les rabais consentis par les Charles Dumont et les Henry Bérenger, à la suite des Briand, des Millerand et des Poincaré, car tout ce monde-là et toute cette politique-là se tiennent et cela tient très bon et cela tient très ferme, mais contre la patrie. De bonnes âmes pouvaient espérer d'André Tardieu la réaction nécessaire. Cela ne s'est pas produit, le groupe Marin s'est divisé et le président des Jeunesses patriotes s'est rangé du mauvais côté. »[1977]

Dès lors, l'AF cherche à prouver que de nombreux membres des JP ne suivent pas la ligne voulue par Taittinger en publiant des lettres de protestations sous divers titres : « Le chef des JP contre la Patrie », « Un chef jugé par ses soldats », « Le chef des JP jugé par ses soldats », « Une lueur dans le « crépuscule du patriotisme », « Un prétendu chef de Jeunesses Patriotes », « Variations intéressées », « Leurs Nuées », « « L'avenir » d'une trahison », « Hontes, défaites et misères. », « Tant pis pour M. Taittinger ! », « Crime et sanction ».[1978]
Par ailleurs, les tensions sur le terrain sont régulières comme le prouve un compte-rendu d'une réunion d'étudiants d'AF de Clermont-Ferrand : « M. Riolet, grand leader des Jeunesses patriotes, chercha ensuite à se mettre en valeur en parlant contre les socialistes ; mais il ne put le faire qu'avec un visible embarras. Il fut vigoureusement rappelé à l'ordre par notre ami Palauzi. M. Sicard, commandant des Phalanges universitaires, essaya alors de tirer d'affaire M. Riolet, mais ce fut en vain. Et la séance fut levée dans un tollé d'éclats de rire. »[1979]
La rupture est ainsi consommée, pour plusieurs années, entre l'AF et les JP.

Au final, les attaques de l'AF ont des conséquences assez minimes sur le recrutement des JP. Comme le rappelle Jean Philippet, en avril 1930, pour 10 démissions et 50 refus de renouvellement d'adhésions, le *National* reçoit, en six semaines, 1196 abonnements nouveaux et la ligue enregistre 3786 adhésions nouvelles.[1980] Ainsi, « il y a là un phénomène qui se reproduira quelques années plus tard au profit des Croix de feu ou du PSF et qui prouve que le courant nationaliste plébiscitaire est toujours plus puissant lorsqu'il s'enracine dans le consensus républicain, qu'il adopte une attitude

[1977] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 5 avril 1930
[1978] Quotidiens d'*AF* des 4, 5, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 20, 22, 27 avril 1930
[1979] Quotidien d'*AF* du 20 avril 1930
[1980] Ces chiffres, donnés par le *National* à des fins de propagande, sont peut être surestimés mais restent, selon Jean Philippet, dans l'ordre du possible, voir PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.384

modérée, que quand il cède aux poisons de la protestation populiste. »[1981]

Au cours de la période 1927-1929, malgré les soubresauts provoqués par la condamnation et malgré un contexte globalement défavorable aux adversaires du régime, l'AF parvient à maintenir une réelle agitation militante. Elle profite, comme à son habitude, des « affaires » de corruption politique et cherche toujours à mettre en garde l'opinion publique contre la politique étrangère menée par Briand.

A la fin de la décennie, l'AF se retrouve à nouveau quasiment seule dans le camp des opposants nationalistes à la IIIème République. En effet, l'évolution républicaine des Jeunesses Patriotes engendre leur repositionnement notable, bien que temporaire, sur l'échiquier politique.

Ainsi, au tournant du siècle, intellectuellement parlant, l'AF est dans une position qu'elle affectionne. Elle est l'opposant le plus virulent à la République et développe un argumentaire victimaire dans le cadre de la condamnation pontificale. Mais qu'en est-il de sa situation organisationnelle ? L'implantation de la ligue en province a-t-elle souffert de la condamnation pontificale ? En d'autres termes, la réaction intellectuelle de l'AF que nous venons d'évoquer est-elle entendue par la base ?

[1981] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.384

Chapitre 3 :

Les conséquences de la condamnation sur l'organisation territoriale et sociologique de la ligue d'AF

I. L'organisation de la ligue d'AF après la condamnation

1) L'aggravation des problèmes financiers

Les difficultés financières existent depuis le début de l'existence de la ligue. Au 14ème congrès de 1927, comme pour les années précédentes, Paul Robain, président de la commission de propagande, en appelle à la générosité des adhérents. Il félicite les réponses toujours nombreuses aux appels de Maurras mais considère qu'il faut développer les versements réguliers car « l'année 1928, avec les dangers imminents dont elle est grosse, exigera de nous un redoublement d'action, donc de dépense. »[1982]

En 1927, dans son rapport, Robain s'attache à ne pas trop dévaloriser la situation financière de la ligue. Cela étant, cette dernière est loin d'être satisfaisante comme le rappelle une note d'un correspondant datée du 17 novembre 1927 : « La situation financière de l'Action française est actuellement fort mauvaise, sinon périlleuse. Sur les 800 000 francs recueillis pour le journal à l'occasion de la Saint-Louis, 300 000 francs ont pris le chemin de la Belgique et 500 000 francs,

[1982] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927

aujourd'hui dépensés, ont été attribués à la Ligue. En résumé, il ne reste plus rien en caisse et s'il n'arrive pas de grosses subventions avant la fin du mois, l'échéance sera dure. »[1983]

En 1928, au 15ème congrès, Paul Robain estime qu'il faudrait recueillir 4 millions de francs pour la propagande alors que depuis le mois de février, l'AF n'a recueilli que 1,7 million de francs.[1984] Il semble en effet que l'AF éprouve des difficultés à obtenir de l'argent au cours de l'année 1928. Une note des RG du 22 septembre 1928 en explique les raisons : « L'Action française a pris depuis longtemps l'habitude d'adresser à ses amis des appels dans lesquels elle les presse de lui envoyer des fonds, faute de quoi, dit-elle, son œuvre serait menacée dans son existence même. Pendant longtemps, ces appels ont obtenu du succès, surtout quand ils étaient lancés par M. Maurras. Néanmoins, quelque temps après l'Action française recommençait à crier misère. Aussi parmi ses amis eux-mêmes ne croyait-on plus à cette misère ou bien attribuait-on celle-ci à une administration déplorable, à une gabegie véritable qui venait trop facilement à bout des millions. C'est un peu à cause de cet état d'esprit de beaucoup de ses amis politiques que l'Action française, reprenant son antienne habituelle, éprouve, sérieusement cette fois-ci, des difficultés dans sa recherche d'un nouveau million qu'il lui faut absolument (…) » Les difficultés financières sont cette fois bien réelles et l'informateur rappelle la diminution sensible des cotisations, souscriptions et subventions. Le colonel Larpent s'en inquiète en privé et reconnaît que son autorité ne suffit pas à obtenir de l'aide. L'éloignement de Maurras, l'exil de Daudet et les attaques de l'Église sont ainsi au cœur des préoccupations.[1985]

Au 16ème congrès en 1929, la situation semble s'être encore aggravée. En effet, si Paul Robain remercie les généreux donateurs, il rappelle comme toujours que « les recettes ne couvrent pas les dépenses, ce qui explique les fréquents appels de Charles Maurras. » Il insiste donc sur l'importance des contributions volontaires annuelles afin de fournir un budget régulier à l'AF. Robain évoque également la nécessaire compression des dépenses des organismes dépendant de l'AF.[1986] L'amiral Schwerer explique alors que ces économies obligent l'AF à réduire « au moins momentanément, les moyens d'action ».[1987] Cet aveu est une réelle nouveauté pour l'AF et semble être la preuve d'un ralentissement certain des progrès du mouvement. En effet, si les difficultés financières existent

[1983] Note d'un correspondant, 17 novembre 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1984] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928
[1985] Note des RG, 22 septembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 195
[1986] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 16ème congrès d'AF, 27 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1929
[1987] L'Amiral Schwerer sur la commission de propagande au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928

depuis la naissance de la ligue et plus encore du quotidien, c'est la première fois, en 1929, que les comités directeurs reconnaissent la nécessité d'amoindrir les moyens de propagande.

Ainsi, il apparaît clairement que les difficultés financières de la ligue s'accentuent à la fin des années 1920. On ne peut toutefois pas y voir une conséquence directe de la condamnation même s'il apparaît évident que cette dernière est un des facteurs du tarissement progressif des rentrées d'argent. L'AF perd en effet ses liens privilégiés avec une partie du clergé qui souscrivait volontiers aux appels de Maurras. Si dans les listes de souscription, un certain nombre de dons anonymes laissent penser que les rapports ne sont pas rompus, il n'empêche que la rigueur de l'Église complique considérablement les liens au fur et à mesure que s'aggrave la crise.

2) L'organisation générale de la ligue

La condamnation n'a pas de conséquence immédiate sur l'organisation générale de la ligue pas plus que sur ses dirigeants.

Le comité de la ligue d'AF est constitué en 1927 de :

Président d'honneur : amiral Schwerer

Président : colonel Bernard de Vésins

Vice-président : François de la Motte

Secrétaire : Pierre Lecoeur[1988]

Il n'y a donc aucune modification dans la direction de la ligue immédiatement après la condamnation. Nous reviendrons évidemment sur le départ de Bernard de Vésins au début des années 1930.

L'organisation des secrétariats régionaux n'est pas bousculée non plus :

- Maurice Dupont dans la 1ère zone (région Nord)
- Le commandant Ariès (partie Ouest) et André Feildel (partie Est) dans la 3ème zone (région Ouest)
- Jean Jamain (Poitou et Charentes) et Paul Courcoural (partie Sud) dans la 6ème zone
- Elie Jacquet dans la 7ème zone (région du Massif central)
- Louis Jasseron dans la 8ème zone (Lyon)

[1988] « La ligue d'Action française », Almanach de l'AF de 1928, BNF Gallica

- Alban Castelbert dans la 9ème zone (Toulouse)
- J-A Brunel dans la 10ème zone (Midi) assisté de 3 présidents départementaux : Louis Sentupéry dans le Gard, le commandant de Portalon dans l'Hérault et le commandant Dromard pour la fédération provençale (Vaucluse, Bouches du Rhône, Var, Alpes maritimes, Basses-Alpes).
- Paul Sicard pour la 11ème zone (Algérie).

On assiste également à l'apparition « d'agent de liaison général » dans de nouvelles zones :
- Jacques Denisane dans la 4ème zone (Alsace-Lorraine)
- Raoul Rebuffet dans la 5ème zone (région de la Loire)[1989]

En 1927, Bernard de Vésins affirme que l'excédent des gains sur les pertes dépasse les 7000 membres. Il souligne notamment que sur les dix semaines qui précèdent le congrès, la ligue a enregistré 83 démissions contre 803 adhésions. Il signale également que parmi les nouveaux adhérents, « l'immense majorité n'est pas composée de gens hostiles ou indifférents au catholicisme » mais qu'il s'agit de personnes « dans la douloureuse impossibilité de sacrifier leur devoir envers la France à des sentences portées par une autorité respectable. »[1990]
D'une manière générale, au cours de l'année 1927, la ligue continue à progresser. Le fort développement entamé, nous l'avons vu, dans les années précédentes ne semble pas stoppé par la condamnation.

Un rapport de police de juin 1927 évoque le chiffre de 50 000 ligueurs d'AF en France dont 10 000 à Paris et dans le département de la Seine.[1991] Le chiffre est ainsi comparable à celui des années précédentes même si l'approximation est très large.

La situation semble évoluer à partir de 1928. Bernard de Vésins reconnaît un recul d'activités qu'il place sur le compte d'une « atonie générale » liée à la tenue des élections législatives mais affirme que la ligue a tout de même recruté 2000 nouveaux adhérents au cours de l'année.[1992] A la lecture des CR de province, on constate toutefois que la situation est très diverse selon les endroits. L'AF est ainsi bien obligée, pour la première fois, de reconnaître des difficultés dans diverses régions.

[1989] « Les secrétariats régionaux », *Almanach* de l'AF de 1928, BNF Gallica
[1990] Rapport de Bernard de Vésins sur la ligue d'Action française au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927
[1991] Rapport de police sur l'Action française, juin 1927, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[1992] Rapport de Bernard de Vésins sur la ligue d'AF au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928

En 1929, Bernard de Vésins affirme à nouveau que la ligue a enregistré 2000 nouvelles adhésions. Il convient évidemment d'être prudent vis à vis de ce chiffre qui se répète curieusement entre 1928 et 1929.

D'ailleurs, un rapport des RG de juin 1929 présente les difficultés de l'AF : « On ne peut pas nier que les dirigeants de la rue de Rome aient à leur disposition à Paris et dans quelques grandes villes de province, des équipes de jeunes gens, dévoués et disciplinés, cependant si ces derniers sont capables de manifester dans la rue et le cas échéant de se mesurer avec les forces de police, ils sont, vu leur petit nombre, dans l'impossibilité d'assurer le succès durable d'un coup de main. D'ailleurs on a pu se rendre compte ces derniers temps que les effectifs de l'Action française étaient en décroissance, aussi bien en province que dans la région parisienne, les manifestations royalistes sont moins suivies que par le passé, les réunions de sections sont délaissées et les camelots ne répondent plus comme par le passé aux convocations. (…) Mais quoiqu'ils prétendent et bien qu'ils fassent leur possible pour remédier à la situation et cacher leurs pertes, les dirigeants de l'Action française n'arrivent pas à dissimuler le mal que leur a causé leur différend avec Rome qui a tari le recrutement que leur assuraient les œuvres paroissiales. L'éloignement prolongé de Daudet, critiqué par nombre de ligueurs, n'est pas non plus sans avoir exercé une influence néfaste sur l'organisation royaliste. »[1993]

Ainsi, on a l'impression que le développement du mouvement ralentit à partir de 1928-1929 alors même que la propagande reprend de manière un peu plus sensible nous l'avons vu.

La lecture des listes de groupes d'AF publiées dans les *Almanachs* confirme cette analyse même s'il est toutefois difficile de se faire une idée précise du nombre de sections. Nous avons vu qu'en 1926, l'*Almanach* de l'AF citait 101 sections. En 1927, il en cite 173 dont 140 pour la province en rappelant qu'il s'agit des sections ayant une permanence effective.[1994] La même année on répertorie 409 villes de province dans le quotidien.[1995]

La situation change en 1928 : *l'Almanach* publie une description extrêmement précise de la ligue en détaillant les fédérations parisiennes et provinciales et en comptabilisant pas moins de 603 villes (sections ou correspondants) dont 431 pour la province[1996]. En réalité, il est clair que l'AF cherche alors à faire nombre. D'ailleurs, en 1928, on ne répertorie plus que 344 villes de province dans le quotidien.

[1993] Rapport du Directeur-Adjoint, chef du Service des Renseignements généraux et des Jeux au Préfet de police, 20 juin 1929, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[1994] *Almanach* de l'AF de 1928, BNF Gallica

[1995] Nous ne comptabilisons pas les sections de Paris et banlieue

[1996] *Almanach* de l'AF de 1929, BNF Gallica

En 1929, l'*Almanach* fournit le chiffre total de 618 sections ou correspondants dont 466 pour la province.[1997] La même année, on ne dénombre que 330 villes de province dans le quotidien.

Au final, s'il est difficile de comparer strictement les chiffres dans la mesure où le traitement de l'information n'est plus le même, il n'empêche que l'érosion de l'implantation en province semble réelle. D'ailleurs ce changement dans les listes de sections publiées dans les *Almanachs* témoigne vraisemblablement de cette volonté de camoufler les difficultés. La comparaison des chiffres des *Almanachs* et du quotidien est ici frappante. Cela étant, nous verrons que de nombreuses nuances existent entre les différentes régions d'AF.

3) L'action intellectuelle

L'Action française quotidienne

A partir de la condamnation, la situation du quotidien d'*AF* est de plus en plus critique et les pertes de lecteurs sont importantes. Comme le rappelle Eugen Weber, en décembre 1925, les kiosques et les vendeurs en écoulaient près de 60 000 numéros. En décembre 1926, les ventes tombent à 40 000 numéros et continuent à diminuer l'année suivante pour osciller entre 31 000 et 33 000 jusqu'au début des années 1930. Ainsi, si l'on considère que la proportion d'invendus par rapport au tirage total reste stable (environ 30%), on peut dire que l'*Action française* perd près de la moitié de ses lecteurs au numéro entre 1925 et 1928.[1998]

Et, facteur aggravant, le nombre d'abonnés diminue également fortement au cours de la même période.

En novembre 1927, Robert de Boisfleury reconnaît que le journal a perdu des abonnements à la faveur de la crise religieuse mais affirme que les soumissions « sont purement extérieures ». Pour preuve, il lit une lettre d'un aveugle de guerre, obligé de se faire lire le journal par sa femme, sœur de jésuite qui se fait un scrupule de le lui lire : « Dans ces conditions, afin d'éviter tout froissement dans mes relations familiales, je me vois dans la nécessité à mon regret de ne pas renouveler mon abonnement. »

Boisfleury insiste toutefois sur le fait que le nombre croissant des nouveaux abonnés compense les

[1997] *Almamach* de l'AF de 1930, BNF Gallica
[1998] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.278-279

pertes et que « le relèvement s'accélère depuis le printemps dernier dans de nombreuses régions où la persécution n'a produit des effets appréciables qu'à ses débuts. » La conclusion du rapport est sans appel : « Le journal a résisté victorieusement à l'effroyable tempête de calomnies et de rage dont il a été assailli. Il continuera avec fermeté, sans haine et sans colère, sur la voie royale du salut national. »[1999]

Une note d'un correspondant en date du 15 décembre 1927 confirme la perte des abonnés mais fournit une autre explication : « Une explication peut être donnée à cette défaveur dans le fait que l'administration de la feuille royaliste ne se préoccupe aucunement du point de vue matériel et laisse les rédacteurs fignoler leurs articles, de telle sorte que le tirage est toujours effectué en retard. Il en résulte que les Messageries Hachette ont déjà servi les autres journaux quand l'Action française sort de presse. De même les envois par poste sont effectués de telle façon qu'ils arrivent le plus souvent à destination par le courrier de l'après-midi. »[2000]

En 1928, le bilan fait par Robert de Boisfleury au congrès semble favorable mais il signale tout de même une anomalie à savoir que de nombreux ligueurs ne sont pas abonnés.[2001]

Au cours des premiers mois de 1929, Robert de Boisfleury affirme que le nombre d'abonnements au journal a progressé. Cela étant, au cours du 16ème congrès, Boisfleury parle de la nécessité de chercher « une nouvelle « matière abonnable » dans des milieux nouveaux. »[2002]

Au final, que ce soit pour des causes religieuses ou en raison de la mauvaise gestion du journal[2003], les lecteurs de l'*AF* diminuent fortement dans les dernières années de 1920. Evidemment, le contexte général défavorable à la propagande royaliste joue également un rôle dans cette évolution.

L'Action française agricole

Dès le début des années 1920, l'AF accorde une place importante au monde de l'agriculture. La mise sur le devant de la scène de la Corporation française de l'agriculture témoigne de cette

[1999] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'AF au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927

[2000] Note d'un correspondant, 15 décembre 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 195

[2001] Rapport Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928

[2002] Rapport Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1928

[2003] Déjà largement évoquée et critiquée par Louis Dimier au début de la décennie

réalité. Cette dernière a d'ailleurs son propre congrès en novembre 1927, en marge du congrès de l'Union des corporations françaises et de celui de l'AF.

Bernard de Vésins estime que « cette corporation n'est pas du tout destinée à se substituer aux organisations existantes. Elle poursuit la formation d'une élite rurale animée de l'esprit corporatif et qui s'attache à faire prévaloir cet esprit dans les divers groupements professionnels. Son ambition est d'exercer dans la profession agricole, un rôle de *modérateur*, rôle qui lui est rendu facile par le fait que l'un des traits essentiels de cette profession est le *respect des usages locaux. »*[2004]

En 1927, les moyens d'action sont « encore modestes, mais ils ont le grand mérite d'exister » : le journal l'*Action française agricole*, devenu l'organe officiel de la corporation ; les tracts et les affiches sur les sujets d'actualité agricole ; grâce à une entente avec le journal l'AF, les membres de la Corporation française de l'agriculture, moyennant une cotisation minimum de 20 francs par an, bénéficient du service de l'*Action française agricole*, des renseignements agricoles, de la vérification de leurs feuilles d'impôts et du service d'escompte de l'UCF.

En 1927, les abonnements à *L'Action française agricole* sont en hausse dans 38 départements et on compte toujours 4 éditions régionales : *l'AFA du Nord-Nord-Est ; l'AFA Franc-Comtoise ; le Nouveau Berry ; la Gazette de l'Ouest.*

Un service de propagande fonctionne également sous la direction de Mme Trouvé qui chapeaute des délégués provinciaux au nombre de 406 (contre 316 en 1926).[2005] Au cours de l'année, elle a distribué 334 abonnements d'un an, 851 abonnements de 6 mois et 1734 abonnements de 3 mois.

L'année 1927 est ainsi une année de prospérité pour le journal agricole malgré le départ d'Ambroise Rendu.

En 1928, le chiffre des abonnés s'accroît dans 17 départements. Le service de propagande distribue 1507 abonnements d'un an (un donateur a souscrit lui seul 1000 abonnements), 1183 abonnements de 6 mois et 800 de 3 mois.[2006]

En 1929, la situation se complique ; le rapport sur l'*AF agricole* ne masque pas les difficultés : si de nombreux abonnements nouveaux sont enregistrés, le chiffre est bien inférieur à celui escompté lors du dernier congrès. Les propagateurs de l'*AFA* rencontrent « sur leur route de grands obstacles dont chacun devine la nature. » Par ailleurs, le service de propagande a été durement éprouvé par la mort de Mme Trouvé. Tout cela explique vraisemblablement le très court CR du congrès de l'Union de la

[2004] Rapport de Bernard de Vésins au Congrès de la corporation française de l'agriculture, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1927

[2005] Rapport de M. Regnault au Congrès de la corporation française de l'agriculture, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1927

[2006] Rapport de M. Barthe au Congrès de la corporation française de l'agriculture, Quotidien d'*AF* du 21 novembre 1928

corporation française de l'agriculture en 1929.[2007]
La situation ne s'arrange pas en 1930. Eugen Weber explique que des subsides maintiennent le journal en vie jusqu'à l'été 1931 où il cesse subitement de paraître, sans avertissement, « nouvelle victime de la crise économique. »[2008]

Les publications régionales et les bulletins locaux

Au cours de l'année 1927, un gros effort est tenté par les fédérations régionales pour créer des éditions régionales : *La Nouvelle Guyenne, l'Ordre provençal, le Salut national, le Salut du Centre, le Courrier lorrain, la République lyonnaise, le Soleil de Nice, le National d'Alsace-Lorraine.* Auxquels il faut ajouter de multiples bulletins locaux. Dans le Nord, par exemple, les sections d'Avesnes, de Roubaix et de La Madeleine ont constitué des feuilles locales et un bulletin général *l'Echo* sert d'organe de liaison à toutes les sections de la zone.[2009]

Les organes régionaux et les bulletins locaux sont extrêmement importants dans le cadre de la propagande d'AF. En 1928, le commandant Choiseul fait remarquer que le journal local est un auxiliaire indispensable car « il va là où le grand journal ne peut pénétrer, parce que trop cher. » Cela étant, Bernard de Vésins rappelle toutefois que si « ces organes peuvent rendre des services très grands, (…) il ne faut pas qu'ils absorbent toute l'activité des sections. On les considérera comme bons s'ils vivent d'eux-mêmes ou moyennant de légers sacrifices, autrement dit s'ils correspondent à un besoin dans une région donnée. Mais il convient de ne pas les faire pousser comme une plante de serre. Ce serait un luxe inutile. »[2010] Ces remarques du président de la ligue sont évidemment à rapprocher des difficultés financières de plus en plus perceptibles de l'AF.

L'Institut et la librairie d'AF

En 1927, Pierre Constans souligne que la *Revue des Cours et Conférences de l'Institut d'AF* mérite un plus grand essor. Il insiste pour que les secrétaires régionaux fassent en sorte que toutes les sections s'y abonnent.[2011] En 1928, le rapport de Constans note que la revue a connu des

[2007] C-R du congrès de l'Union de la corporation française de l'agriculture, Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1929
[2008] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.214
[2009] Rapport au 14ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 27 novembre 1927
[2010] Rapports sur les organes régionaux et les bulletins locaux au 15ème congrès d'AF, 23 novembre 1928, Quotidien d'*AF* 24 novembre 1928
[2011] Rapport de Pierre Constans sur la *Revue des cours et conférences* au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927

embarras depuis deux ans en raison du petit nombre des cours donnés par l'Institut[2012]. Ainsi, si les séances de l'Institut continuent à attirer le public, il semble qu'il faille nuancer ce succès eu égard au petit nombre de séances.
L'année 1929 est considérée, par l'AF, comme une année de rajeunissement de l'Institut avec une administration réorganisée, un programme élargi et de nouveaux conférenciers.[2013]

En ce qui concerne la Librairie d'AF, en 1927, Lucien Moreau explique que les problèmes de la librairie sont toujours essentiellement liés à la gestion de Valois. Malgré tout, le chiffre d'affaires progresse.[2014]
En 1928, les résultats de la librairie sont en progrès. Au 15ème congrès d'AF, Mlle Mallet « rappelle que la librairie d'Action française est outillée pour procurer dans les délais les plus courts, aussi bien les ouvrages de Charles Maurras, de Léon Daudet, de Jacques Bainville et de tous les auteurs de l'Action française, que les volumes de fond et toutes les nouveautés des éditeurs. Elle peut également transmettre tous les abonnements aux revues et publications périodiques. Le catalogue établi spécialement à l'intention du public de l'Action française ne donne qu'un aperçu de ce que la librairie peut fournir à ses clients. »[2015]
En 1929, la situation de la librairie semble stable même si elle « a eu à souffrir, cette année, de la crise de mévente qui pèse sur tout le commerce de la librairie. »[2016]

L'Institut et la Librairie sont deux des vecteurs de transfert de la propagande intellectuelle de la ligue d'AF. A la lecture des CR des congrès, on a le sentiment que leur activité stagne quelque peu et n'a, en tout cas, plus le succès des années précédentes. Nous n'avons toutefois pas de sources d'archive permettant de confirmer ou d'infirmer cette impression.

Le service des conférences

En revanche, pour ce qui est du service des conférences, la comparaison des chiffres avant et

[2012] Rapport de Pierre Constans sur la *Revue des cours et conférences* au 15ème congrès d'AF, 23 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1928
[2013] Rapport de Pierre Constans sur l'Institut et la *Revue des cours et conférences* au 16ème congrès d'AF, 29 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 30 novembre 1929
[2014] Rapport de Lucien Moreau sur la Librairie d'Action française au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927
[2015] Rapport de Mlle Mallet sur la Librairie d'AF au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928
[2016] Rapport de Mlle Mallet sur la Librairie d'AF au 16ème congrès d'AF, 27 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1929

après 1926 est sans appel et témoigne clairement d'un ralentissement de la propagande.
En 1926, le service organise encore 828 conférences, 424 à Paris et en banlieue et 404 en province.

En 1927, Paul Robain ne fournit pas le nombre de conférences organisées par son service mais il appelle, comme toujours, à les multiplier : « Pour y aider, on avait pensé à répandre des plans de conférence élaborés par un groupe de nos amis parisiens. L'expérience a montré que mieux vaudrait la diffusion dans nos sections d'un recueil périodique de documents actuels. Il commence de paraître, sous le nom de *Bulletin de documentation mensuel.* » Au congrès de 1928, on apprend que 9 fascicules ont été publiés.
Robain propose également qu'à chaque fois que la ligue organise une réunion importante en province, la section provoque une assemblée des ligueurs pour « organiser la contribution volontaire, base de tout. »[2017]

En 1928, le service donne 656 conférences à Paris et banlieue et 172 en province. Si le nombre de conférences est en augmentation à Paris et en banlieue entre 1926 et 1928, la différence entre celui de la province est frappante : 404 conférences en 1926 et 172 en 1928.
Les principaux conférenciers de l'année sont : Joseph Delest (38 conférences), Jean Gazave (33 conférences), Paul Robain (27), amiral Schwerer (26), Pierre Bécat (18), docteur Guérin (13), commandant Dublaix (11), Paul Gaudeffroy (10), colonel Larpent (8), Louis de Saint-Roman (8), colonel de Froidefond (7), Roger Sémichon (4), Pierre Héricourt (3), Pierre Tuc (3), Jean Le Guen (2), François de la Motte (2), Marie de Roux (2), Philippe Leuray (1), Jacques Hauteluce (1).
L'AF cherche continuellement à recruter de nouveaux conférenciers et essaie de mettre sur pied de solides équipes dans toutes les régions de France. Dans l'ensemble, force est de constater qu'elle y parvient. Les secrétaires régionaux associés régulièrement à d'autres personnalités ne sont ainsi pas en reste dans la tenue des conférences : Maurice Dupont (14), commandant Beau (13), MM. Feildel et Ariès (13), M. Jacques Denisane (21), M. Rebuffet (11), MM. Jamain et Courcoural (23), M. Jacquet (13), M. Jasseron (20), M. Castelbert (10), commandant Dromard (34).[2018]

En 1929, le service des conférences donne 630 conférences à Paris et banlieue et 172 en province : 14 dans la région Nord, 8 dans le Nord Ouest, 9 dans l'Ouest, 10 dans l'Est, 9 dans la Loire, 28 dans le Sud-Ouest, 7 dans le Massif central, 22 dans la région de Lyon, 27 dans la région de Toulouse, 31

[2017] Rapport de Paul Robain sur le service des conférences au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927
[2018] Rapport de Paul Robain sur le service des conférences au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928

dans la région du Midi et 7 en Algérie.[2019]

Le nombre des conférences organisées en province connaît une diminution brutale après la condamnation pontificale. Cette réalité confirme nos remarques précédentes sur l'implantation de la ligue mais aussi sur la différence entre Paris et la province.

4) Les organisations d'action

Les dames et les jeunes filles royalistes

Avant la condamnation de 1926, les dames et jeunes filles royalistes sont, certes, régulièrement évoquées, mais n'occupent pas une place réellement privilégiée dans la nébuleuse d'AF. Après 1926, elles sont ouvertement mises sur le devant de la scène. Lors des congrès d'AF, les rapports les concernant précèdent ceux de la ligue ou des camelots. Bernard de Vésins explique : « Nous avons voulu rendre hommage à la fermeté et au courage avec lesquels les groupes féminins qui poursuivent la propagande royaliste en France ont, durant le cours de cette année, consolidé, développé, fortifié leur progrès et leur action. Ceux qui s'imaginaient que ces auxiliaires si précieux de la propagande royaliste seraient aisément influencés par des manœuvres déconcertantes ou des calomnies habilement répandues, ceux qui les croyaient même accessibles à la terreur, auront été cruellement détrompés ».[2020]
Les femmes sont évidemment considérées comme les plus vulnérables vis à vis de la crise religieuse. Il s'agit donc pour la ligue de prouver sa force en évoquant son succès parmi ces dernières.

En 1927, dans son rapport, la vicomtesse de la Besse, au nom de la comtesse de Lur-Saluces, présidente des groupes de dames royalistes, « remercie les présidentes, secrétaires et adhérentes du courage qu'elles ont montré pendant la période douloureuse que nous vivons depuis quinze mois ». Elle indique que 85 groupes nouveaux ont été formés et que le nombre d'adhérentes a été multiplié d'un tiers[2021]. Le rapport publié dans le journal est extrêmement précis, preuve d'une volonté de

[2019] Rapport de Paul Robain sur le service des conférences au 16ème congrès d'AF, 27 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1929
[2020] Propos de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927
[2021] Rapport de la vicomtesse de la Besse sur les dames royalistes et d'Action française au 14ème congrès d'AF, 23

camoufler les conséquences de la crise religieuse. En réalité, les informations données se bornent à des références aux progrès des organisations et de la propagande mais sans aucune donnée chiffrée ou exemple précis d'activité.
En 1927 également, Mlle de Kerret, présidente des jeunes filles royalistes déclare que l'association « a tenu sous l'orage avec une tranquille énergie. Presque toutes nos présidentes ont été vraiment à la hauteur, quelques-unes héroïques. Atteintes de la façon la plus cruelle, elles sont restées à leur poste, le cœur brisé mais l'âme très haute. » La présidente signale quelques 700 nouvelles adhérentes et affirme que les ventes ont donné des résultats supérieurs aux années précédentes.
Les informations, fournies par zone d'AF, sont comparables à celles des dames royalistes et témoignent de progrès partout en France.[2022]

En 1928, les dames royalistes semblent toujours se développer. On apprend ainsi la constitution de 31 nouveaux groupes et la mise à l'honneur de 20 anciens « pour leur vitalité très fructueuse ».[2023]
En revanche, les jeunes filles royalistes sont en difficulté malgré les 510 nouvelles adhésions. Mlle de Kerret explique que « les menaces sont devenues d'horribles coups » et que « par mariage, par vocations religieuses, les groupes de jeunes filles royalistes ont subi des pertes. »[2024]

En 1929, l'activité des dames d'AF est toujours assez notable et le rapport au 16ème congrès semble aller dans le sens d'un développement continu.[2025] Encore une fois, Mlle de Kerret est plus nuancée et « regrette que certains groupes se soient contentés de « tenir » » même si, « le plus grand nombre a continué de « marcher » ». Elle affirme que « le recrutement est bon, malgré les persécutions dont la rigueur augmente le mérite des Jeunes filles royalistes. Les abonnements d'essai pourraient donner des résultats meilleurs si l'on suivait mieux les personnes touchées. »[2026]

Ainsi, il est clair que la condamnation pontificale a des conséquences sur les groupements féminins. Nous manquons malheureusement de sources pour établir un descriptif précis et dans la durée. Cela étant, si une source partisane comme l'AF reconnaît certaines difficultés, on peut considérer qu'elles

novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927

[2022] Rapport de Mlle de Kerret sur les jeunes filles royalistes au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927

[2023] Rapport de la vicomtesse de la Besse sur les dames royalistes et d'Action française au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928

[2024] Rapport de Mlle de Kerret sur les jeunes filles royalistes au 15ème congrès d'AF, 21 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1928

[2025] Rapport de la victomresse de la Besse sur les dames royalistes au 16ème congrès d'AF, 27 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1929

[2026] Rapport de Mlle de Kerret sur les jeunes filles royalistes au 16ème congrès d'AF, 27 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1929

sont réelles et sans doute plus importantes que celles évoquées.

Les camelots et commissaires

En 1927, le comité directeur de la fédération des camelots du roi est constitué de : Maxime Real del Sarte, président ; Lucien Lacour, vice-président ; Pierre Lecoeur, secrétaire général ; André Guignard, trésorier ; Philippe Roulland ; Gaston Baetz et François de la Motte. Ainsi, les instances dirigeantes des camelots ne sont pas plus bouleversées que celles de la ligue.
En revanche, le colonel Larpent apporte quelques modifications à l'organisation des équipes de camelots et commissaires afin de les rendre plus homogènes : « A l'heure actuelle, les camelots du roi et commissaires d'Action française du département de la Seine et d'une partie de Seine et Oise, sont répartis en 28 équipes, formant 8 groupes de combat. Ceux-ci comportent 2, 3 ou 4 équipes formées par arrondissements ou par quartiers. Ces groupes sont placés sous la direction de chefs de groupe, qui sont secondés par des délégués ou chefs d'équipes. (…) Le nombre total des camelots du roi et commissaires pour la Seine s'élève à un millier environ. Lorsqu'ils sont investis d'une mission ou alertés pour une démonstration, ces derniers sont toujours porteurs d'une matraque ou d'une canne et parfois d'un revolver. »[2027]

A la lecture des CR des différents rapports au congrès d'AF à partir de 1927, on a le sentiment qu'il y a une réelle redistribution des missions entre les camelots et les commissaires. Les camelots semblent désormais avoir pour unique rôle la vente du quotidien alors que les commissaires sont appelés à largement dépasser leurs prérogatives initiales de service d'ordre.
En 1927, le CR du rapport de Pierre Lecoeur sur les camelots du roi, publié dans le quotidien est extrêmement succinct. Ce dernier affirme que le nombre des camelots du roi a augmenté tant à Paris qu'en province et signale qu'entre octobre 1926 et juillet 1927, les camelots ont vendu 108 704 numéros de l'AF.[2028]
En revanche, le développement des commissaires d'AF, déjà évoqué en 1925-1926, se poursuit en 1926 et 1927 notamment en province. De nouveaux groupes sont créés à Cannes, Toulon, Louviers, Montpellier, Châlons sur Marne. De nouvelles fédérations sont constituées : en Provence, dans le Nord, dans le Sud-Ouest (Bigorre, Béarn, Pays Basque, Landes).[2029]

[2027] Rapport de police sur l'Action française, juin 1927, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2028] Rapport de Pierre Lecoeur sur les camelots du roi au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2029] Rapport de Pierre Lecoeur sur les commissaires d'AF au 14ème congrès d'AF, 25 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1927

Maurice Pujo appelle au développement des groupes de commissaires : « Tous nos amis doivent s'incorporer dans nos groupes, soit parmi les commissaires réguliers, qui s'astreignent aux gardes et aux services de chaque jour, soit parmi les commissaires auxiliaires. » Le discours de Pujo est intéressant car il témoigne clairement d'une mise sur le devant de la scène de l'organisation des commissaires. L'ambition, d'ailleurs ouvertement revendiquée, est bien de former une troupe capable de réagir vite en cas de coup de force : « Il n'y a rien de plus indispensable, rien de plus urgent que d'avoir partout, au plus tôt, pour les circonstances qu'on peut prévoir prochaines, des troupes d'élite préparées et adaptées à leur tâche, et elles ne peuvent l'être que dans le cadre de nos commissaires qui ont fait leurs preuves ».[2030]
Bernard de Vésins, en conclusion des différentes prises de parole sur les commissaires d'AF, insiste sur le rôle désormais central de ces derniers : « Le recrutement des Commissaires d'AF est un devoir absolu pour tous les présidents de section. C'est le moyen le plus efficace de servir la cause de l'AF et de la France. C'est le complément de coordination et d'organisation des éléments d'Action française. »[2031]

En 1928, Pierre Lecoeur reconnaît que les mesures des évêques ont gêné la vente du quotidien à la sortie des églises mais que les camelots ont tout de même vendu « un chiffre considérable de numéros ». Il admet également qu'en province, « la vente au numéro et les autres formes d'activité des Camelots du Roi rencontrent de très difficiles obstacles. »[2032]
En revanche, les groupes de commissaires semblent continuer à se développer même si le rapport de Lecoeur ne signale que peu de chiffres ou de faits réels mais uniquement des remarques qualitatives sur les progrès de l'implantation.[2033]

En 1929, Pierre Lecoeur est remplacé par Philippe Roulland comme secrétaire général de la fédération nationale des camelots du roi.[2034] D'après un rapport des RG, il s'agirait d'une tentative de redressement de la situation car Roulland est « réputé plus actif » que Lecoeur.[2035] Il semble également que ce changement de poste soit lié aux prémices de la grande dissidence de 1930.

[2030] Discours de Maurice Pujo sur les commissaires d'AF au 14ème congrès d'AF, 25 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1927
[2031] Discours de Bernard de Vésins sur les commissaires d'AF au 14ème congrès d'AF, 25 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1927
[2032] Rapport de Pierre Lecoeur sur les camelots du roi au 15ème congrès d'AF, 23 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1928
[2033] Rapport de Pierre Lecoeur sur les commissaires d'AF au 15ème congrès d'AF, 23 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1928
[2034] Lecoeur est nommé secrétaire général des comités directeurs d'AF.
[2035] Rapport du directeur-adjoint, chef du service des renseignements généraux et des jeux au préfet de police, 20 juin 1929, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

C'est donc Roulland qui évoque l'année au cours du 16ème congrès et il rappelle la nécessité de recruter davantage de camelots pour la vente. Maurice Pujo souligne lui l'importance de développer les fédérations régionales de camelots. En ce qui concerne les commissaires, il reconnaît que ces derniers n'ont pas eu beaucoup d'occasions d'agir mais en ont profité pour renforcer leurs forces.[2036]

Cette période 1927-1929 est ainsi très intéressante dans l'histoire des camelots du roi et des commissaires. On assiste à un glissement organisationnel et opérationnel : les simples camelots ne sont plus les premières troupes de choc de la ligue. Les commissaires, organisés militairement, sont ceux qui doivent agir en priorité. Les camelots sont chargés de renforcer les équipes de commissaires en cas d'action. Le point commun entre les camelots et les commissaires est toutefois toujours le même : ils sont « l'élément combattant du Parti » : « Ils doivent recruter des adhérents sûrs, assister à toutes les réunions et manifestations organisées par la section pour en assurer le service d'ordre ; appuyer leur action mutuelle dans la vente du journal l'AF. En ce qui concerne les manifestations, une tactique spéciale leur est recommandée : se conformer strictement aux ordres de leurs chefs ; se séparer en deux groupes assistant aux démonstrations ; l'un comme acteur, l'autre comme spectateur, de façon à pouvoir manoeuvrer facilement et prendre entre eux deux leurs adversaires surpris. »[2037]

La naissance des cercles de jour en 1927 témoigne de cette même volonté de militariser l'activité en étant en mesure de mobiliser rapidement les militants en vue d'une tentative de coup de force.

Les cercles de jour

Les cercles de jour sont une « nouveauté » militante au sein de l'AF. Cela étant, ils ne sont pas une réaction à la condamnation dans la mesure où leur fondation a été décidée après les manifestations de l'été 1926 qui ont vu l'écroulement du Cartel.
Nous verrons que l'expérience des cercles de jour fait long feu mais leur existence témoigne tout de même d'une volonté, au moins revendiquée, de garder les militants sur le qui-vive.
Le caractère confidentiel de ces cercles explique qu'il n'y ait aucune référence lors des congrès. Ce sont les rapports de police et des renseignements généraux qui nous permettent d'appréhender leur création.

[2036] Rapports sur les camelots et commissaires au 16ème congrès d'AF, 29 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 30 novembre 1929
[2037] Rapport du commissaire spécial de Saint Etienne au directeur de la Sûreté générale, Saint Etienne, 14 décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 194

Une note du 13 avril 1927 nous apprend ainsi qu'après la manifestation du Palais Bourbon de juillet 1926, « les dirigeants de l'Action française exprimèrent à diverses reprises leur regret de n'avoir pu mobiliser à cette occasion les troupes royalistes en vue d'une démonstration d'envergure. Ils furent ainsi amenés à constater les imperfections de l'organisation des sections de la Ligue et l'impossibilité où ils se trouvaient de réunir, rapidement, sur un point donné, dans le courant de la journée, un nombre suffisant de partisans. Pour remédier à cette situation, le Colonel Larpent fut donc chargé de mettre au point un système de mobilisation de jour en tenant compte non plus du domicile des Ligueurs, mais du lieu de leur emploi. Dans ce but il fonda les « cercles » ou « sections de jour » distincts des groupements locaux déjà institués. Ces cercles sont des sortes de cellules groupant les Ligueurs, commissaires et camelots du roi travaillant dans un même établissement ou dans un rayon déterminé assez restreint. A la tête de chacun de ces cercles se trouve un délégué, lequel en cas d'alerte et sur ordre du Comité directeur doit prévenir immédiatement et par les moyens les plus rapides quatre sous-délégués placés sous ses ordres. A leur tour, ces derniers doivent alerter d'urgence chacun six à dix affiliés du Cercle à leur lieu de travail. Dans ce but ils sont munis d'une liste d'adresses. Un premier lieu de rendez-vous est fixé à proximité par exemple de la permanence de la section. Le rassemblement opéré le délégué indique aux ligueurs un point de concentration non loin du lieu choisi pour la démonstration. Ils doivent s'y rendre par les moyens les plus rapides et c'est seulement à leur arrivée que leur sont communiquées les instructions de détails sur l'opération à exécuter ; toutes ces précautions sont prises pour éviter des indiscrétions. »

En juin 1927, on dénombre 28 cercles à Paris : Saint-Louis ; Saint-Martin ; Royal-Turenne ; Montmorency-Le Temple ; Prince Henri-Rivoli ; Vendée-Vieille du Temple ; Batz-Cléry ; Choiseul Bourse ; Nationale Louvois ; Jeanne d'Arc-Europe ; Champs Elysées-Artois-La Trémoille ; Royale-Malesherbes ; Aumale-Chateaudun ; Berger-Les Halles ; duc d'Enghien-Hauteville ; La Tour d'Auvergne-Maubeuge ; Royal des Deux-Gares ; Louis XI-Parmentier ; Plateau-Clichy ; Riquet de Barral-Montcalm-Comte d'Artois ; Bourbon-Vauban-Maurras ; Mille Auguste-Chanzy-St Antoine ; Bièvre-Tolbiac-Lahire-Clisson ; Champagne-Reine-Blanche.

« Les militants faisant partie des cercles doivent obéir en tous lieux et moments à leurs délégués ; ils sont tenus d'observer la discrétion la plus absolue au sujet de l'existence des cercles et, en cas d'arrestation, ils ne doivent donner aucun renseignement concernant les noms et adresses de leurs camarades. »

Une première mobilisation du cercle « Montmorency-Le Temple » a eu lieu en novembre 1927 au moment du retour de Briand de Genève. Environ 40 membres ont pris part à la manifestation.

« Les dirigeants de l'Action française se déclarent satisfaits des résultats obtenus par le colonel Larpent. Celui-ci estime qu'il pourrait, le cas échéant, réunir en peu de temps, près d'un millier d'hommes. »

En cas de mobilisation de nuit, ce sont toujours les présidents et secrétaires de section qui doivent avertir les ligueurs. Là encore, des essais de mobilisation ont eu lieu récemment dans plusieurs sections et les résultats ont semblé satisfaisants.[2038]

En 1927, on a donc l'impression que l'AF organise ses troupes en vue d'un réel passage à l'acte. Les essais de mobilisation peuvent être perçus comme une manière de tenir les troupes en haleine.
Cela étant, nous avons vu que les manifestations de l'AF en 1927 et 1928 sont peu nombreuses et même au moment du regain d'activité de l'automne 1928, elles restent relativement rares par rapport aux périodes précédentes.
D'ailleurs, un rapport des RG de juin 1929 évoque les cercles de jour et nous apprend qu'il n'y a eu aucune mobilisation d'essai de ces groupes depuis 1927,[2039] ce qui pose, comme toujours dans l'histoire de la ligue, la question du passage de la théorie à la pratique ; des écrits, aux actes.
Ainsi, après des débuts prometteurs, cette organisation vouée à la mobilisation des ligueurs ne semble pas survivre sur le long terme. Certes, les occasions manquent, nous l'avons déjà largement évoqué, mais ce n'est vraisemblablement pas la seule explication. Les difficultés croissantes de la ligue à partir de 1927 expliquent sans doute aussi le peu de réussite dans la mobilisation militante.

Les étudiantes, étudiants, lycéens et collégiens d'AF

Au cours de l'année 1927, les étudiantes d'AF ont développé sensiblement leur propagande après avoir, le 16 janvier 1927, renouvelé leur serment de fidélité à l'AF. Le 3 décembre 1927, le groupe compte 120 membres et est dirigé par le docteur Pauline Sériot.[2040] En 1928, le groupe est

[2038] Rapport sur « La nouvelle organisation des ligueurs et camelots d'Action française », 13 avril 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 194
[2039] Rapport du directeur adjoint des renseignements généraux au préfet de police, 20 juin 1929, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2040] Rapport du docteur Pauline Sériot, lu par Mlle de la Lombardière au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927

toujours en croissance.[2041]

En juin 1927, un rapport de police comptabilise 280 étudiants d'AF à Paris.[2042] Jacques Prévotat signale le cas de 5 étudiants ayant envoyé leur démission à Charles Maurras. Ils lui écrivent : « Il y a chez ceux qui vous suivent une hypnose à quoi vous échappez. Vous ne sauriez croire à quel point vos pensées et vos mots d'ordre sont abrutis et déformés par des cerveaux qu'une formation, une force ou un courage insuffisants desservent et qui marquent le pas avec discipline bien moins par vertu que par lâcheté. (…) Il se trouve qu'à votre insu sans doute, mais réellement cependant, votre œuvre serve d'opium et de poison. »[2043]
Il est difficile de connaître le nombre d'étudiants d'AF concernés par ce positionnement en rupture. Les étudiants d'AF affirment n'avoir perdu qu'1 % de leur effectif à l'occasion de la crise religieuse.[2044] En février 1927, plusieurs étudiants royalistes parisiens envoient en effet une adresse de soumission à Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique.[2045]

Jusqu'en 1927, l'agitation militante au Quartier latin est au cœur des pratiques des étudiants d'AF. A l'inverse, le rapport de Georges Calzant au 14ème congrès rappelle que l'activité intellectuelle doit être au centre des activités des étudiants : « A la base de la propagande se trouve l'étude de la doctrine. Aussi tout groupe d'étudiants doit-il avoir à sa disposition une bibliothèque où les œuvres de nos maîtres figurent en plusieurs exemplaires. Les groupes devront donner des conférences d'étude chaque quinzaine et une conférence de propagande chaque mois. La permanence doit être ouverte plusieurs fois pas semaine. Enfin les rapports avec la Ligue doivent être fréquents, l'étudiant d'AF doit être Camelot du Roi et commissaire. »[2046]
En province, les progrès de la fédération nationale des étudiants d'AF sont importants et on constate la fondation de 16 fédérations régionales : Paris, Lille, Rouen, Caen, Rennes, Nantes, Angers, Orléans, Poitiers, Toulouse, Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand, Nancy, Dijon.

En 1928, le secrétaire général des étudiants d'AF, Georges Calzant est nommé vice-président de la fédération et est remplacé par Félix Duraud.

[2041] Rapport du docteur Pauline Sériot, lu par Mlle Gaillard au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2042] Rapport sur « La nouvelle organisation des ligueurs et camelots d'Action française », 13 avril 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 194
[2043] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.354-355
[2044] Rapport de Georges Calzant sur les étudiants d'AF au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2045] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.355
[2046] Rapport de Georges Calzant sur les étudiants d'AF au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927

Au cours de cette année, les étudiants organisent davantage leur propagande intellectuelle en fondant notamment un « cercle d'études politiques » dirigé par Charles Maurras en plus du « cercle d'études économiques et sociales » présidé par Firmin Bacconnier. Quatre groupes d'études ont été fondés : un groupe diplomatique, un groupe historique, un groupe politique et un groupe financier.[2047]

En 1929, Georges Calzant affirme lors du 16ème congrès que « la persécution n'a « eu » personne, pas même les collégiens. » Il reconnaît toutefois qu'elle « a souvent contraint nos amis à changer leurs méthodes de propagande ». Par ailleurs, il se doit de taire les noms de nombreux amis de province dans son rapport.[2048]

Ainsi, si la condamnation a pu avoir des conséquences ponctuelles sur l'organisation des étudiants d'AF, force est de constater que cette dernière parvient à se maintenir. Les manifestations de l'hiver 1928-1929 en sont la preuve. Cela étant, l'influence générale de ces derniers, notamment au Quartier latin, est en perte de vitesse, concurrencée, nous l'avons vu par des Jeunesses patriotes alors en pleine ascension.

Les voyageurs de commerce

La section des voyageurs de commerce n'a pas souffert de la condamnation. En 1927, le progrès du groupe des voyageurs de commerce est important. Son président, M. Boulanger, signale un gain de 170 membres. Le Bulletin des voyageurs de commerce est paru 10 fois au cours de l'année et les membres de l'association ont distribué 20 000 tracts et 105 000 papillons.
En 1928, le groupe compre 800 membres soit 70 de plus qu'en 1927.[2049]
En 1929, le bulletin de l'organisation paraît 6 fois et les membres distribuent pour 1500 francs de tracts et brochures et récoltent 150 abonnements au quotidien et environ 30 à l'*AFA* mais Charles Boulenger « estime que ce n'est pas assez, l'abonnement de propagande étant l'une des fonctions principales de la section. »[2050]

[2047] Rapport de Georges Calzant sur les étudiants d'AF au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2048] Rapport de Georges Calzant sur les étudiants d'AF au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1928
[2049] Rapport de Charles Boulenger sur le groupe des voyageurs de commerce au 15ème congrès d'AF, 23 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1928
[2050] Rapport de Charles Boulenger sur le groupe des voyageurs de commerce au 16ème congrès d'AF, 29 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 30 novembre 1929

5) L'Union des corporations françaises

Lors du congrès de 1927, les objectifs de l'Union des Corporations françaises sont rappelés : « Le but immédiat poursuivi par l'UCF est la diffusion dans le monde de la production d'une doctrine, celle de l'organisation des professions et des métiers dont on trouve les formules dans l'œuvre de René de la Tour du Pin. Diffusion d'une doctrine, et non pas organisation de syndicats ou de corporations. »[2051] L'évolution est frappante si l'on repense au programme de la CIPF de Georges Valois au début des années 1920. D'ailleurs Chaboche explique que comme l'Union « sait l'impossibilité de réaliser, sous le régime politique actuel, des corporations viables, elle entend, pour l'instant du moins, limiter ses efforts à la conquête des élites dans tous les métiers et dans toutes les classes sociales. » Evidemment, l'AF accuse alors Georges Valois d'être responsable de cet échec et d'avoir mené, la CIPF puis l'UCF dans « une voie sans issue ».[2052]

Roger Sémichon évoque quant à lui la propagande dans les milieux ouvriers et souligne la fondation d'une section de propagandistes destinée à prendre la parole quand un centre fait appel à leurs services.[2053]

Pierre Chaboche affirme dans son rapport qu'en deux ans, les centres d'action se sont largement développés : de 3 en 1925 à 15 en 1927 plus 11 en formation.[2054] En 1928, il est fait état de 89 villes.[2055]

En 1929, l'UCF dispose de plusieurs organismes :

- Des organismes corporatifs : « groupements professionnels destinés à faire pénétrer l'idée corporative dans une ou plusieurs professions d'un même métier. Ces groupements disposent pour certains de leur propre publication : *Le Rail, Le Bâtiment français, l'Ingénieur français, Le Médecin.*[2056]
- Des organismes régionaux : « qui propagent la doctrine corporative dans les diverses catégories de

[2051] Discours d'ouverture de Pierre Chaboche au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1927

[2052] « L'union des corporations françaises. Son but – Ses moyens – Ses services », *Almanach* de l'AF de 1929, BNF Gallica

[2053] Rapport de Roger Sémichon sur « La propagande dans les milieux ouvriers » au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1927

[2054] Rapport général de Pierre Chaboche au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 22 novembre 1927

[2055] Rapport général de Pierre Chaboche au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 20 novembre 1928

[2056] « L'union des corporations françaises. Son but – Ses moyens – Ses services », *Almanach* de l'AF de 1929, BNF Gallica

producteurs d'une même localité ou d'une même région. »

- Des écoles de propagandistes : ce sont les Cercles de La Tour du Pin « qui s'attachent à former des orateurs qualifiés pour les auditoires populaires. » Fondé le 23 mai 1928, ses membres sont divisés en deux catégories : les orateurs et les documentaires. A chaque réunion, les documentaires sont chargés de présenter « de courts rapports sur des questions d'actualité ou sur des points de doctrine. Par ce moyen, les orateurs ont une documentation à jour et peuvent ainsi donner à leurs publics des précisions capables de renforcer leur argumentation. »[2057]

La liaison entre ces différentes organisations est assurée par le journal *La Production française* et l'Union des corporations édite en outre une série de brochures, les *Cahiers de la corporation* ainsi que des tracts[2058] : « Les bases de la doctrine corporative », « Pour incorporer le Prolétariat à la Nation », « L'ABC du syndicalisme » par Firmin Bacconnier.

L'UCF propose également plusieurs services :

- L'office de placement : en 1928, Jean de Lorgeril affirme que 600 personnes auraient été placées grâce ses services.[2059] Le chiffre est environ le même en 1929.[2060]
- Le service d'escompte, « réservé aux adhérents de l'UCF, leur procure sur leurs achats certaines réductions qui leur permettent de payer, pour ainsi dire, sans s'en apercevoir, cotisations, tracts, brochures, etc... »
- Le bureau spécial d'assurances qui met à la disposition de ses membres « l'examen gratuit des polices de tous genres ; la conclusion de toute affaire nouvelle ».
- Le service de renseignements fiscaux
- Le service de relations commerciales et office de consultations techniques qui « a pour but de mettre en rapport nos amis du commerce et de l'industrie et de leur faciliter les relations d'affaires. »
- L'union coopérative automobile
- Des œuvres sociales, notamment une colonie de vacances.[2061]

L'accumulation de ces organismes divers ne doit pas masquer la réalité de l'influence de l'AF dans les milieux économiques. Elle a toujours été faible, elle l'est toujours à la fin des années 1920, peut-

[2057] Rapport de Roger Sémichon sur le Cercle de La Tour du Pin au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 20 novembre 1928

[2058] Rapport général de Pierre Chaboche au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1929

[2059] Rapport de Jean de Lorgéril sur l'office de placement au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 20 novembre 1928

[2060] Rapport de Jean de Lorgéril sur l'office de placement au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'*AF* du 26 novembre 1929

[2061] « L'union des corporations françaises. Son but – Ses moyens – Ses services », *Almanach* de l'AF de 1929, BNF Gallica

être même encore plus.

Si elle peine à avoir une influence économique à Paris, c'est encore plus vrai en province, nous le verrons.

II. Les conséquences de la condamnation sur l'implantation territoriale et sociologique de la ligue

L'épiscopat et le clergé ont joué un rôle important dans l'implantation de la ligue au début du siècle. Après la condamnation, c'est encore l'attitude de ces derniers qui va, dans une large mesure, accentuer ou au contraire tempérer les conséquences de la crise sur les milieux d'AF. En effet, comme l'a montré Magali Della Sudda, « la condamnation de 1926 place l'évêque au centre du dispositif de mise en conformité des pratiques des laïcs aux directives pontificales. L'évêque est chargé de faire appliquer la jurisprudence de la Sacrée Pénitencerie apostolique. C'est à lui qu'incombe le choix des sanctions pour établir la conduite légitime en matière religieuse et, dans le cas de l'AF, politique. »[2062]
Il semble, au départ, que de nombreuses autorisations de lecture du journal aient été accordées et qu'elles deviennent ensuite plus rares en raison du durcissement de Rome. Lors d'une audience accordée à l'archevêque de Paris le 24 février 1927, le pape affirme que désormais les autorisations de lecture du journal relèveront de sa seule autorité.[2063]

Si nous pouvons brosser un tableau assez complet des attitudes adoptées par les évêques de France[2064], il est malheureusement plus difficile d'appréhender les réactions des simples curés de paroisse. Des exemples existent de réels soutiens à l'AF ; à l'inverse d'autres exemples montrent que certains curés ont dénoncé des ligueurs et/ou des curés favorables à l'AF. Chaque paroisse est bien spécifique et il est bien entendu impossible de toutes les étudier ; cela étant, nous allons essayer de donner des tendances générales dans chaque région d'AF.

D'une manière générale, grâce à l'étude des conséquences de la condamnation de 1926 région par région, nous allons tenter d'appréhender une question fondamentale et peu évoquée par l'historiographie à savoir celle de la place des pratiques religieuses parmi les pratiques militantes de l'AF. Et, plus largement, réinterroger le rôle de la matrice catholique dans l'engagement militant au sein de la ligue en fonction des régions de France.

[2062] DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'Église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'Action française », *op. Cit.* p.69
[2063] *Ibid* p.475-476
[2064] Grâce à la thèse de PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.*

Paris et banlieue : maintien de l'implantation mais renouvellement des dirigeants

Au moment de la condamnation, l'archevêque de Paris choisit de publier la décision du pape et l'accompagne d'une explication s'attachant à décrire les aspects disciplinaires de la crise. Les évêques de Versailles et de Meaux se rallient également. A Versailles et à Paris la fermeté vis à vis de l'AF est très vite appliquée. L'archevêque de Paris décide d'ailleurs de se réserver les permissions de l'Index et n'en accorde aucune.

Malgré tout, nous avons vu que, dans l'ensemble, en 1927, la ligue continue à progresser. C'est particulièrement vrai pour Paris et sa banlieue. Ainsi, lors du congrès de novembre 1927, François de la Motte expose un bilan encourageant sur l'activité de la fédération des sections de Paris et de la banlieue : 250 000 tracts distribués, 3500 affiches accolées, des conférences suivies dans toutes les sections.[2065]

En 1928 et 1929, la situation semble toujours être favorable dans la fédération de Paris et banlieue. Pour preuve, le service des conférences organise de très nombreuses réunions : 656 en 1928 et 630 en 1929 (contre 172 conférences en province). D'une manière générale, à la fin des années 1920, il semble bien que le déséquilibre entre Paris et la province augmente.[2066]

La fédération de Paris et de la banlieue est présidée par François de la Motte et est scindée en plusieurs fédérations locales :

- La fédération de la banlieue Nord, présidée par le docteur Paul Guérin, qui regroupe 26 sections et centres de propagande.
- La fédération de la banlieue Est, présidée par Hervé le Grand, qui regroupe également 26 sections et centres de propagande et dispose également de 20 correspondants référencés.
- La fédération de la banlieue Ouest, présidée par Paul Dorange, est constituée de 24 sections et centres de propagande et de 8 correspondants.
- La fédération de la banlieue Sud, sous la présidence de Pierre Galli, regroupe 13 sections et centres de propagande et 5 correspondants.[2067]

Ainsi, on constate que l'organisation d'ensemble n'est pas réellement impactée par la condamnation pontificale. Mais qu'en est-il de ses membres ? Il est difficile de se faire une idée précise, en

[2065] Rapport de François de la Motte sur la fédération des sections de Paris et de la banlieue au 14ème congrès d'AF, 23 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 24 novembre 1927

[2066] Quotidiens d'*AF* 1927, 1928, 1929.

[2067] « La fédération de Paris et de banlieue », *Almanach* de l'AF de 1929, BNF Gallica

l'absence de sources, de la réaction des ligueurs de base. Nous pouvons toutefois comparer les listes des présidents de sections avant et après la crise et répertorier les désaffections.[2068] Pour les sections de Paris, on dénombre 7 changements de président entre 1925 et 1928 sur 17 sections[2069] (sections des 1er et 2ème arrondissements, sections des 3ème et 4ème arrondissements, section du 5ème, section du 7ème, section du 11ème, section du 14ème, section du 15ème), soit près de 42 %. Evidemment, on ne peut pas considérer que la condamnation est la seule explication de ce mouvement important à la direction des sections mais il est évident qu'elle a joué un rôle.

[2068] Comparaison établie à partir d'un rapport de novembre 1924 sur l'organisation des sections d'Action française à Paris et en banlieue (Archives nationales, Paris, F7 13 194) et de la liste publiée dans l'Almanach d'AF de 1929

[2069] En ne comptant pas la nouvelle section du 9ème arrondissement

Région du Nord : des difficultés importantes

Dans la région Nord, les réactions ecclésiastiques au moment de la crise sont extrêmement diverses. L'archevêque de Cambrai, Mgr Chollet, réagit violemment après la lettre d'Andrieu. Il écrit ainsi au P. Le Floch, le 11 septembre 1926 : « La lettre du cardinal Andrieu était sollicitée depuis longtemps par Mgr Cerretti qui l'avait d'abord demandée à un autre cardinal qui s'est dérobé. C'est un acte plus politique que religieux. Doublée de la lettre du pape et venant au lendemain de la bénédiction accordée à Bierville, c'est la chose la plus déconcertante. Que faire dans ces conjonctures, faudra-t-il dire aux jeunes gens de l'Action française de se mettre sous la direction de G. Valois et de Sangnier ? Je ne vois pas ce que la foi et la vie chrétienne y gagneraient. Hélas ! Trois fois hélas ! »[2070]

En janvier 1927, il est l'un des dix évêques à ne pas publier la décision du pape par sympathie ouverte pour l'AF. L'évêque de Lille, quant à lui, publie la décision sans réelle conviction bien qu'il ne soit pas un soutien avéré de l'AF. A l'inverse, l'évêque de Beauvais publie la condamnation et l'accompagne même d'une solide explication doctrinale. L'évêque d'Arras s'attache à expliquer la condamnation en insistant sur l'aspect disciplinaire. Il est, dès le départ, un opposant hostile à l'AF.

Malgré cette diversité de situations locales, il n'empêche qu'au cours de l'année 1927, des progrès sont enregistrés partout grâce à l'action notamment de Maurice Dupont : 40 nouvelles adhésions, 200 000 tracts répandus, 80 000 francs recueillis, 800 abonnements de propagande, plusieurs bulletins mensuels créés dans diverses sections.

En 1928, le rapport sur la situation de la ligue dans la région est plus nuancé et on apprend que la 1ère zone « est une de celles qui ont été le plus durement atteintes par la crise ». Cela étant, l'activité de Maurice Dupont est toujours saluée et des progrès sont enregistrés dans les 7 fédérations que compte la zone : Aisne, Ardennes, Nord, Oise, Pas de Calais, Somme et Marne.[2071]

En 1929, le rapport au congrès ne signale aucune information particulière si ce n'est que la ligue se porte bien dans la région Nord.[2072]

Ainsi, à la lecture des rapports au congrès d'AF, on a le sentiment que la ligue n'a pas été réellement impactée par la condamnation. Pourtant, il convient de largement nuancer cette impression. D'ailleurs, Jean Vavasseur-Desperriers signale des signes d'essoufflement précoces dans le Nord et

[2070] Citée par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.368
[2071] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2072] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929

distingue trois catégories de facteurs explicatifs, d'ordre générationnel, d'ordre social et d'ordre religieux. Il rappelle à juste titre que l'implantation de l'AF dans le Nord s'est appuyée sur des hommes de valeur en particulier Gustave Théry et le docteur Guermonprez, tous deux très âgés à la fin des années 1920 et ne jouant plus de rôle dans la vie de la ligue.

Au niveau religieux, avant même la condamnation, les tensions sont vives entre l'AF et l'ACJF notamment après l'arrivée d'André Danchin à la tête de l'ACJF de Lille. Ce dernier marque nettement ses réserves sur l'appartenance à l'AF et à l'ACJF. Ainsi, les tensions entre militantisme d'AF et militantisme catholique sont de plus en plus fortes.

Au niveau économique et social enfin, l'AF souffre de son incapacité à concrétiser ses doctrines sociales[2073]. Nous avons déjà évoqué toute l'ambiguïté des rapports de l'AF avec le monde économique. Evidemment, le départ fracassant de Georges Valois n'a pas amélioré le scepticisme des militants d'AF à ce sujet. Malgré tout, l'Union des corporations françaises se maintient dans la région. En 1927, lors du congrès de l'UCF, M. Lemaître-Leroux rend compte des résultats dans le centre ouvrier d'Halluin[2074]. En un an, le centre compte 171 adhérents : 13 industriels, 8 commerçants, 9 contremaîtres, 32 employés, 109 ouvriers. Il souligne notamment l'importance de « rendre des services aux personnes que l'on veut amener à l'UCF. (…) Pour que les idées deviennent motrices, il faut que leur diffusion soit accompagnée de réalités tangibles. »[2075]

Les résultats de cette activité sont toutefois extrêmement faibles. Un rapport de police de janvier 1930 nous apprend ainsi qu'une réunion de l'UCF d'Halluin n'a regroupé qu'une soixantaine de personnes alors même que son organisateur espérait en accueillir plusieurs centaines.[2076] De même, la fondation de l'Union corporative de l'automobile n'a aucune conséquence dans le département du Nord.[2077] Un rapport du préfet du Nord en date du 28 octobre 1930 signale d'ailleurs que « la propagande de l'Union des corporations françaises, groupement d'Action française, n'a obtenu jusqu'à présent que des résultats négligeables dans le Nord où l'existence de cette organisation est presque généralement ignorée. »[2078]

La condamnation pontificale semble avoir également des conséquences importantes sur l'activité de la ligue dans la région. A en croire un rapport du préfet du Nord daté du 22 octobre 1930, l'influence

---

[2073] Sur tous ces points voir VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.302-304

[2074] Sur la ville d'Halluin, voir HASTINGS Michel, *Halluin la rouge, 1919-1938,* Septentrion, Lille, 1991

[2075] Rapport de M. Lemaître-Leroux sur le groupe ouvrier d'Halluin au congrès de l'Union des Corporations françaises, Quotidien d'AF du 22 novembre 1927

[2076] Rapport du commerce de police d'Halluin au préfet du Nord, 21 janvier 1930, Archives départemenales du Nord, Lille, M 154/236

[2077] Divers rapports de Dunkerque, Lille, Roubaix, Cambrai, 1930, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

[2078] Rapport du préfet du Nord au Président du Conseil, 28 octobre 1920, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

de l'AF « est devenue tout à fait restreinte depuis les difficultés survenues entre les dirigeants et le Vatican (…). Leur propagande est d'ailleurs très peu active habituellement et en tout cas elle ne rencontre pas le moindre succès parmi la population ouvrière. » Au niveau organisationnel, la ligue semble également en difficulté : « Il y a quelques années, la section d'Action française de Lille, pour donner plus d'impulsion à sa propagande, avait divisé Lille et sa banlieue en six secteurs et sous-secteurs possédant chacun un siège. L'interdit du Pape ayant provoqué de nombreuses démissions, cette organisation a été supprimée. La section de Lille ne compte plus aujourd'hui que 110 ligueurs. Le groupe des commissaires d'Action française n'existe plus et celui des camelots du roi (…) est réduit à sa plus simple expression. »[2079] L'AF ne dispose plus que de 3 colporteurs pour vendre le journal. Les dames et les jeunes filles ne groupent plus qu'une vingtaine d'adhérentes et l'organisation ne montre aucune activité. Les étudiants d'AF, qui groupaient autrefois près de 150 membres, ne comptent plus qu'une dizaine d'adhérents. Le quotidien ne dispose plus que de 40 abonnés et la vente diminue continuellement. De même, le tirage du *National des Flandres et d'Artois* a diminué de 3500 à 1700 exemplaires.

A Roubaix, la section ne compte plus que 15 membres et 35 numéros du journal y sont vendus : « L'activité de cette section est en quelque sorte nulle depuis deux ans. »

A Tourcoing, on ne compte plus qu'une dizaine de membres et la vente de 28 numéros du journal : « L'activité de cette section est également nulle. »

A Lomme, la section a 12 membres. A Halluin, 12 membres également. La section de La Madeleine est quant à elle dissoute.

« Ainsi l'influence de l'Action française dans le Nord a décru très sensiblement depuis les démêlés de ce groupement avec le Vatican. Son importance est devenue négligeable dans cette région. »[2080]

Les étudiants d'AF semblent également en difficulté même si une réunion des étudiants de Lille en février 1929 regroupe tout de même une centaine de personnes.[2081] De plus, il semble que ces derniers cherchent alors à se faire discrets et à mener une propagande individuelle.

A noter que les dirigeants de l'AF restent globalement les mêmes avant et après la crise ce qui témoigne tout de même du maintien d'une élite militante.[2082]

[2079] Un rapport de police du 26 janvier 1929 nous apprend ainsi que 237 camelots du roi de Lille, Roubaix et Tourcoing ont démissionné en raison de la condamnation de Rome, Archives départementale du Nord, Lille, M 154/239

[2080] Rapport du préfet du Nord au Président du Conseil, 22 octobre 1930, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

[2081] Rapport du commissaire spécial au préfet du Nord, 14 février 1929, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/238

[2082] Rapport du préfet du Nord au Président du Conseil, 22 octobre 1930, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

Région du Nord-Ouest : l'hostilité des autorités ecclésiastiques

Dans la région Nord-Ouest, deux évêques adoptent des positions radicalement opposées face à l'AF : celui de Rouen et celui d'Evreux.

En janvier 1927, l'évêque de Rouen fait partie de la dizaine d'évêques à ne pas publier la décision du pape par sympathie pour l'AF. Sa position reste d'ailleurs ferme car il se montre très hostile à la rédaction de la déclaration collective des évêques de France réclamée par le pape au printemps 1927. A la fin de l'année 1927, malgré la reprise en main de la papauté, il reste un défenseur acharné de l'AF.

Les évêques de Coutances, de Laval et de Le Mans, quant à eux, publient la décision en janvier 1927 sans réelle conviction mais sans être forcément des soutiens avérés de l'AF.

A l'inverse, l'évêque d'Evreux la publie et invoque des motifs disciplinaires pour expliquer le soutien au pape. Dès le départ, il adopte ainsi une position de fermeté vis à vis de l'AF.

D'après les rapports au congrès d'AF, il semble qu'en 1927, les sections de la région se développent et on assiste à la constitution d'une fédération départementale de la Mayenne.[2083] En 1928, des progrès sont toujours notables mais le rapport souligne toutefois que « la peur de se compromettre chez les commerçants et la terreur chez les catholiques arrêtent les affirmations nettes et les concours. »[2084] En 1929, on apprend que « le mouvement d'AF se heurte, dans le département de l'Eure, à l'hostilité persistante des autorités ecclésiastiques et aussi à la malveillance déclarée de la Ligue patriotique des française ». Dans les autres départements de la région, la ligue fait des progrès.[2085]

En 1929, dans le département de la Manche, l'AF doit faire face à une diminution importante de ses effectifs. La section de Cherbourg qui ne comptait déjà qu'une cinquantaine de membres en 1926, en compte désormais 10 environ. A Avranches en revanche, le commandant Millet est susceptible de déployer une grande activité mais les réunions de la section ne semblent toutefois pas très suivies. En Mayenne également, « le parti d'Action française, qui englobait autrefois toute la noblesse du département, a été abandonné par un très grand nombre de ses membres, qui ont docilement suivi les directives pontificales. »[2086]

[2083] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2084] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2085] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929
[2086] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

Région de l'Ouest : des conséquences assez nuancées

Comme ailleurs, les réactions ecclésiastiques à la condamnation sont diverses dans la région de l'Ouest. Comme le rappelle David Bensoussan, « si l'on ne peut pas faire de l'ensemble des prélats bretons des sympathisants actifs de l'Action française (…) tous ont en commun une profonde hostilité au libéralisme politique et aux valeurs qui fondent l'État républicain. »[2087] Ainsi, après la publication de la lettre d'Andrieu, tous cherchent l'apaisement entre l'AF et la Papauté. La déclaration du cardinal Charost, évêque de Rennes, publiée les 27 novembre et 4 décembre 1926, dans laquelle il fait ouvertement l'éloge des services rendus à l'Église et à la Patrie par l'AF, est symptomatique de la réelle complaisance des évêques bretons vis à vis du mouvement maurrassien. Cela étant, si l'évêque de Quimper semble un temps bienveillant à l'égard de l'AF, il rallie vite l'intransigeance du pape et évolue vers la fermeté vis à vis de cette dernière.

A l'inverse, en janvier 1927, Mgr Le Fer de la Motte, évêque de Nantes, fait partie de la dizaine d'évêques à ne pas publier la décision du pape par sympathie pour l'AF. L'évêque de Rennes, lui, se soumet au pape mais à contre cœur en continuant à soutenir l'AF ; il est d'ailleurs très hostile à la rédaction de la déclaration collective des évêques de France réclamée par le pape au printemps 1927. Nantes et Rennes restent, à la fin de l'année 1927, des soutiens pour l'AF.

Mgr Charost, évêque de Rennes, choisit toutefois la voie du ralliement à la papauté après avoir été reçu par le pape en novembre 1927. En rentrant, il aurait déclaré à des dames royalistes lui demandant d'intervenir en faveur de l'AF : « Je ne tiens pas à finir mes jours au Mont-Cassin ».[2088] Preuve, s'il en faut, de la fermeté exemplaire de Pie XI dans la gestion de ce dossier.

Mgr Le Fer de la Motte, évêque de Nantes est, quant à lui, plus indécis. Il accorde d'ailleurs largement des autorisations de lecture du quotidien ce qui ne manque pas d'agacer le pape. En novembre 1927, le nonce demande à Mgr Le Fer de la Motte d'éclaircir les choses quant au trop grand nombre d'autorisations de lecture (environ 400 d'après le nonce) accordées par l'évêque. Ce dernier répond en affirmant que seules 192 permissions ont été délivrées et qu'un certain nombre d'entre elles le sont pour un an. Il s'agit clairement d'un mensonge ; en effet, comme l'a rappelé David Bensoussan, les archives diocésaines contiennent un petit carnet qui nous renseigne précisément sur le nombre et l'identité des permissionnaires de l'Index. Ils sont en réalité 385 et la durée des permissions n'est pas d'une année mais *sine die.* Parmi les permissionnaires, on retrouve sans surprise, les membres de la noblesse locale (158 patronymes à particule).[2089]

[2087] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale, op. Cit.* p.115
[2088] PAILLAT Claude, *Dossiers secrets de la France contemporaine. La victoire perdue 1920-1929, op. Cit.* p.380
[2089] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale, op. Cit.* p.123-124

La condamnation pontificale touche de plein fouet le monde des notables catholiques bretons, recrues privilégiées de l'AF dans la région, et remet en cause « des conceptions politico-religieuses qui trouvaient dans la pensée maurrassienne une traduction lumineuse »[2090]. De plus, la condamnation de l'AF est d'autant plus mal vécue qu'elle donne l'impression que le courant démocrate-chrétien est désormais plus en phase avec la papauté. Dans cette région où les conflits et les antagonismes au sein des milieux catholiques sont virulents, on comprend mieux l'impact de la décision pontificale. Dès lors, l'*Ouest-Eclair* cherche à remettre en cause l'union des droites qui a permis à l'AF de maintenir une influence politique importante alors même que son poids électoral est faible.

Ainsi, il ne faut pas sous-estimer l'impact de la condamnation sur l'implantation de l'AF dans l'Ouest de la France. Si en 1927, André Feildel, secrétaire régional de la ligue affirme, lors du congrès, que « l'année a été vraiment bonne », qu'un peu partout l'implantation de l'AF se développe et que le chiffre des adhérents nouveaux compense celui des départs,[2091] dès 1928, les choses changent et le rapport au congrès est tout à fait différent. Pour la Basse-Bretagne, il est dit que « dans ce pays très clérical où les évêques des trois diocèses se montrent hostiles et où le clergé est féru de démocratique plus ou moins chrétien, il était à prévoir que la condamnation de notre mouvement devait avoir une répercussion plus profonde que dans d'autres régions. » En revanche, dans l'Est de la région, l'année 1928 semble avoir été une année de « réorganisation et de consolidation intérieure ».[2092] En 1929, la situation reste assez comparable à l'année précédente même si certains progrès sont soulignés.[2093] Ces progrès évoqués par l'AF semblent d'ailleurs réels car, si les ligueurs d'AF sont rapidement rattrapés par l'intransigeance pontificale et que des sections comme Saint Malo voient leur activité extrêmement réduite, « le phénomène est cependant loin d'être uniforme et ne joue pas forcément dans l'immédiat puisque l'on observe la persistance de l'action propagandiste et même un net volontarisme dans les années 1928-1931 ».[2094]
Cela étant, de nombreux rapports de police concordent également à montrer que des ligueurs d'AF, notamment à Nantes, quittent alors l'AF pour rejoindre les Jeunesses patriotes.[2095] Si l'antagonisme est toujours resté relativement courtois entre les deux groupements, il est relativement ancien. Déjà

[2090] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*, *op. Cit.* p.128
[2091] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2092] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2093] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929
[2094] BENSOUSSAN David, « L'Action française en Bretagne », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société et politique*, *op. Cit.* p.320
[2095] Divers rapports de police, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130

en février 1926, le commandant de Kertanguy, président de la section nantaise, demande à Daudet de venir visiter la section après qu'une réunion de Taittinger ait contribué à une fuite d'effectif de l'AF vers les JP.[2096]
Malgré tout, en 1929, l'AF est toujours bien implantée en Loire-Inférieure et compte 1300 membres actifs (500 ligueurs, 330 étudiants, 200 dames, 100 jeunes filles, 80 commissaires, 20 camelots) et 2000 sympathisants.[2097]

La condamnation pontificale est un coup de tonnerre dans le monde catholique breton, comme partout ailleurs, mais ses conséquences militantes ne sont pas immédiatement dramatiques. Nous verrons que le conflit entre l'épiscopat breton, finalement totalement rallié au pape, et l'AF devient plus virulent dans les années 1930 avec l'arrivée de Mgr Mignen comme évêque de Rennes.

[2096] Rapport du commissaire spécial de Nantes, 24 février 1926, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130
[2097] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

Région de l'Est : une ligue en sommeil

Le cardinal Luçon, archevêque de Reims est une figure majeure de l'histoire de la condamnation d'AF. Comme président de l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France et doyen de l'épiscopat, il endosse clairement un rôle de médiateur et est chargé de faire appliquer les décisions du pape. A titre, personnel, tout porte à croire que « sa position traduit celle de la moyenne de l'épiscopat. (…) C'est un homme scrupuleux et hésitant, dont toute l'attitude semble commandée par le désir de bien faire, sans heurter ni blesser les hommes. »[2098] Son obéissance vis à vis de la papauté est toutefois évidente et il adopte rapidement une attitude de fermeté vis à vis de l'AF.

Après la condamnation, ce dernier, tout comme les évêques de Châlons, de Langres, de Metz, de Nancy et de Strasbourg publient la décision du pape et invoquent essentiellement des motifs disciplinaires pour expliquer le soutien au pape. Ainsi, dans l'Est, aucun soutien à l'AF ne semble repérable dans les différents diocèses.

En 1927, d'après les CR du congrès d'AF, les progrès sont importants notamment en Alsace où le nombre de ligueurs a augmenté de plus de moitié. Le développement est méthodique en Meurthe et Moselle et les progrès constants en Haute-Marne et dans l'Aube.[2099] En 1928, le rapport au congrès reconnaît que « la question religieuse d'une part, et d'autre part la propagande allemande ont quelque peu gêné le recrutement ». Cela étant, l'organisation de la ligue semble tout de même se développer.[2100] En 1929, le rapport affirme que la situation se modifie « dans un sens favorable » à l'AF.[2101]

En réalité, les conséquences de la condamnation sont réelles dans la région. La vie des permanences est en sommeil, il est d'ailleurs quelques fois difficile de les assurer. Jérémy Koeppel affirme que l'AF assure sa cohésion essentiellement grâce aux fêtes qui rythment l'année (fête des rois, fête de Jeanne d'Arc, fête de la Saint-Jean) plus que grâce aux habituelles conférences de doctrine : ainsi, « ce n'est pas la réflexion qui prime mais le sentiment ».[2102]

Un rapport du sous-préfet de Lunéville au préfet de Nancy daté de janvier 1929, nous apprend également, que dans l'arrondissement de Lunéville, les groupements d'AF ont tous souffert de la

---

[2098] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.369

[2099] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927

[2100] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928

[2101] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929

[2102] KOEPPEL Jérémy, *L'Action française en Lorraine (1919-1939),* Mémoire de M1, Université Paul Verlaine, Metz, 2007, p.63

condamnation et de la mise à l'Index du journal. Ainsi, à Baccarat, le journal « qui était lu par la plupart des employés de la Cristallerie, ne compte plus aujourd'hui que 4 ou 5 abonnés ».[2103]
A Nancy, en janvier 1929, l'AF réunit environ 400 personnes lors d'une conférence de Bernard de Vésins et Joseph Delest.[2104] En janvier 1926, 1200 personnes étaient présentes pour une conférence de l'amiral Schwerer et Paul Robain dont un tiers membres d'autres partis et une quinzaine de communistes.[2105] On peut ainsi estimer à environ 800 le nombre des sympathisants d'AF présents à cette réunion. La comparaison des chiffres de 1926 et 1929 est ainsi frappante. Evidemment, cette comparaison n'offre qu'un exemple isolé avec toutes les limites que cela implique. Cela étant, le chiffre de 400 personnes pour une conférence de Bernard de Vésins et Joseph Delest apparaît somme toute assez faible. Un rapport de 1929 confirme d'ailleurs que l'activité des sections d'AF de Meurthe et Moselle est nulle même si à Nancy l'AF cherche à développer son influence dans les milieux universitaires. De même, en Moselle, si la section de Metz groupe toujours environ 1000 adhérents, « on constate dans le département un recul assez sérieux dans le développement de l'AF depuis son différend avec le Vatican ».[2106]

En Alsace, la condamnation entraîne une diminution des effectifs et de l'audience de l'AF qui tente alors de réagir en entreprenant un « effort sérieux pour l'organisation de ses amis de la profession médicale ». Des banquets réguliers de médecins regroupant une quarantaine de personnes à Strasbourg sont organisés à la fin des années 1920.[2107]

Les groupes d'AF dans la Marne marquent également le pas. Un rapport de la Sûreté générale de décembre 1928 nous signale que l'AF compte environ 230 membres dans le département répartis dans plusieurs sections : Reims (55), Chalons (52), Epernay (35), Vitry (36), Sainte Menehould (25), Sézanne-Montmirail (27). Le groupe de Reims est décrit comme peu actif et ayant peu d'influence sur les masses.[2108]
La condamnation pontificale semble bien être la cause de ces difficultés. Un autre rapport souligne en effet que « depuis les ordres transmis par l'évêché, les jeunes camelots ont déserté les parvis et

[2103] Rapport du sous-préfet de Lunéville au préfet de Nancy, 30 janvier 1929, Archives départemenales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635
[2104] Rapport de la Sûreté générale, Nancy, 22 janvier 1929, Archives départemenales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645
[2105] Rapport de la Sûreté générale du 10 janvier 1926, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645
[2106] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980
[2107] DREYFUS François-G, « L'Action française en Alsace », Actes du 3ème colloque Maurras, *op. Cit.* p.60-61 ; voir également : UNTEREINER Etienne, *L'Action française en Alsace : réaction de l'opinion alsacienne face à la condamnation du mouvement par le Saint-Siège,* Université de Strasbourg, 1978
[2108] Rapport du commissaire spécial de Reims au directeur de la Sûreté générale, Reims, 26 décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 194

leurs placards ne sont plus collés dans les édicules où l'on pouvait ordinairement les lire. Pour la même raison les prêtres ont quitté les sections qu'ils animaient et avec eux sont partis tous ceux qui craignaient les sanctions religieuses (…). J'ajoute que depuis plus d'un an aucune assemblée générale n'a été tenue dans le secteur par les ligueurs et que lors de leur dernier banquet, présidé par l'amiral Schwerer, 62 personnes seulement (sur 250 invitations), y ont assisté. Quant à l'influence des camelots du roi dans notre région, elle est de plus en plus modeste et pour ainsi dire aujourd'hui négligeable. »[2109]

Nous ne disposons que de peu d'information sociologique pour étudier les conséquences de la condamnation. Cela étant, un rapport de police de janvier 1929 au sujet de la fête des rois organisée par la section de Nancy nous informe que « très peu de membres de la noblesse y ont assisté »[2110]. Il est bien sûr impossible de tirer des conclusions générales de cet exemple isolé mais il témoigne sans doute d'une évolution sociologique dans les rangs de l'AF liée à la condamnation de 1926.

[2109] Rapport du commissaire spécial de Châlons sur Marne au directeur de la Sûreté générale, Châlons sur Marne, 15 décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 194

[2110] Rapport de police du 11 janvier 1929, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

Région de la Loire : une implantation toujours faible

En juillet 1926, l'évêque de Chartres, Mgr Harscouët est très clairement favorable à l'AF. Des quatre journaux reçus à l'archevêché, *La Croix, l'Action française, Le Figaro et le Nouveau Siècle*, il a gardé les trois premiers et renvoyé le dernier. L'archevêque de Tours, Mgr Nègre, est, quant à lui, extrêmement virulent à l'égard du cardinal Andrieu et attribue sa lettre à une « dépression physique et morale consécutive à une opération chirurgicale. »[2111] En janvier 1927, ni l'évêque de Chartres, ni celui de Tours, ne publient la décision du pape. L'évêque de Tours est d'ailleurs très hostile au travail de rédaction d'une adresse collective des évêques français réclamée par le pape au printemps 1927. A la fin de l'année 1927, il est toujours un soutien de l'AF malgré la reprise en main de l'épiscopat français par le pape.

L'évêque de Bourges se soumet au pape mais sans grande conviction et reste un soutien de l'AF. L'évêque de Nevers publie également la condamnation à contre cœur mais sans être un soutien avéré. A l'inverse, l'évêque de Sens la publie et l'accompagne d'une solide explication doctrinale. Il mène d'ailleurs rapidement une politique de fermeté vis à vis de l'AF. L'évêque de Blois invoque, quant à lui, essentiellement des motifs disciplinaires pour expliquer le soutien au pape.

D'après les rapports au congrès, en 1927, la Nièvre reste à la tête des départements de la région. Dans le Loir et Cher, les résultats sont jugés remarquables ; dans le Loiret, le nombre des ligueurs a doublé ; dans le Cher, dans l'Yonne et dans l'Indre la propagande se développe malgré les difficultés.[2112] En 1928, les progrès semblent continuer dans la région grâce à une « réaction à peu près unanime de nos amis contre la persécution personnelle qui les a visés. »[2113]

En 1929, certaines sections sont en progrès mais on apprend tout de même que le centre de Romorantin dort un peu « pour ne pas faire de la peine aux curés, qui sont si gentils. » Décision évidemment critiquée par Bernard de Vésins.[2114]

L'implantation de l'AF dans la région reste somme toute assez limitée. Un rapport nous signale ainsi qu'en 1929, la section de Bourges ne compterait que 100 à 130 ligueurs.[2115]

[2111] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.368
[2112] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2113] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2114] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929
[2115] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

Région du Sud Ouest : des conséquences limitées

Le cardinal Andrieu est évidemment un des principaux opposants à l'AF et cherche à faire appliquer de manière extrêmement rigoureuse la condamnation. L'évêque d'Agen choisit également, dès janvier 1927, de publier la décision du pape et d'y ajouter une solide explication doctrinale. Dès le départ, il adopte une attitude franchement hostile à l'AF.

L'évêque d'Angoulême invoque essentiellement des motifs disciplinaires pour expliquer le soutien au pape, tout comme les évêques de Limoges et de Poitiers. L'évêque de Poitiers est resté toutefois un soutien de l'AF et les directives pontificales n'ont été appliquées dans son diocèse qu'avec mollesse. A l'inverse, l'évêque de Bayonne rallie rapidement la cause des opposants à l'AF et adopte une politique de fermeté vis à vis d'elle. Il en est de même de l'évêque de La Rochelle.

Malgré une intransigeance quasi unanime vis à vis de l'AF, la situation reste satisfaisante d'après les rapports au congrès de la ligue. L'année 1927 a donné lieu à une activité féconde : la section de Bordeaux gagne par exemple 200 ligueurs. Les sections de Royan, Sainte Foy la Grande, Arcachon et La Réole sont également en progrès. En Dordogne, dans le Lot et Garonne et dans les Basses-Pyrénées, l'AF se développe mais la situation est plus difficile dans les Landes. La section de Poitiers enregistre une augmentation de ses membres de près de 50 %. La fédération de Vendée compte 100 nouveaux ligueurs. En Indre et Loire, la seule section de Tours enregistre 60 nouvelles adhésions.[2116]

L'année 1928 est plus compliquée. Dans la partie Nord, Jean Jamain décrit « une année d'attente » : « La question religieuse a gêné la propagande dans les milieux catholiques, mais, par ailleurs, comme on pensait que nous voulions rétablir le « gouvernement des curés », on reste surpris de la persécution que nous endurons et doucement on se laisse approcher. » Les nouvelles adhésions comblent toutefois « les démissions arrachées par la terreur. » Dans la partie Sud, la situation n'a pas empiré en raison de la crise religieuse.[2117]

Jamain souligne que l'année 1929 a été une « année d'attente qui a préparé et rendu possible une marche en avant ». La situation semble ainsi évoluer favorablement par rapport à l'année précédente. Pour la partie Sud, Paul Courcoural affirme que « les recrues nouvelles ont largement compensé les départs, d'ailleurs consentis à regret sous l'effet d'une pression formidable qui ne se relâche pas. »[2118]

[2116] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2117] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2118] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929

Si l'on se réfère à d'autres sources ou recherches historiques, il semble en effet que la condamnation n'ait pas entraîné de conséquences désastreuses sur l'implantation de l'AF dans la région.

Jacques Valette rappelle qu'elle n'a eu « que des effets très atténués dans les milieux royalistes du Poitou et des régions voisines. Certes, elle a provoqué les mêmes tourments de conscience, que ceux qui affligeaient les Ligueurs d'autres régions. Mais, ici, des mécanismes ont joué, amortissant les effets du drame psychologique et permettant à l'*Action française* locale de survivre. »[2119] Il fait référence à la modération de l'évêque de Poitiers qui n'a appliqué les directives romaines en matière de sacrement qu'avec mollesse : un seul refus d'obsèques religieuses et quelques mariages célébrés sans solennité. Mais, dans l'ensemble, l'évêque se borne à simplement rappeler l'obligation du principe d'obéissance au pape. Valette évoque également comme facteur explicatif, la prudence du marquis de Roux, figure bien connue de l'AF, qui conseille l'attentisme et la modération aux membres de l'AF. Il conseille à ses amis de rester à la tête des organisations catholiques. Cela étant, la plupart de ces derniers quittent les œuvres catholiques.

Marc Agostino souligne que « les foyers de la « façade atlantique » résistent à la condamnation, mais perdent leur influence. » A La Rochelle, les débats avec l'évêque, opposant résolu de l'AF, sont vifs mais n'empêchent pas un maintien d'influence de l'AF. La ligue tente également de profiter des enterrements civils et des mariages *in nigris* pour manifester leur mécontentement.[2120]
Un rapport de 1929 souligne d'ailleurs que « le parti d'Action française compte différentes sections dans le département de la Charente Inférieure, qui font preuve de quelque activité. »[2121]

Dans le Lot et Garonne, un rapport de la Sûreté générale de 1928 nous donne de bonnes indications sur l'implantation de la ligue. Quatre sections sont comptabilisées :
- Agen : section présidée par le marquis de Saint Exupéry, représentant du prince. Environ 50 adhérents.
- Marmande : section présidée par Bernard de Blaye, propriétaire. Environ 150 membres.
- Nérac : section présidée par M. de Gelas, rentier. Environ 30 membres.
- Villeneuve sur Lot : section présidée par M. de Godhail, propriétaire. Environ 60 membres.

Si l'implantation semble réelle, en revanche, le rapport stipule bien qu' « en ce qui concerne la

[2119] VALETTE Jacques, « La condamnation de l'Action française dans la Vienne », Actes du cinquième colloque Maurras « Non possumus. La crise religieuse de l'Action française », *op. Cit.*, p.477
[2120] AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir), *op. Cit.* p.287
[2121] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

propagande exercée par la Ligue d'Action française en Lot et Garonne, elle est pratiquement nulle ; cette organisation, qui n'a jamais eu beaucoup d'influence dans le département, semble avoir reçu un grand coup, tout au moins au point de vue pécuniaire, depuis que le journal « l'Action française » a été excommunié par le Pape. » Toutefois, au cours de l'année 1928, le rapport souligne tout de même l'organisation de plusieurs réunions de propagande notables.[2122]

En Charente, en 1929, l'implantation de la ligue reste assez faible mais « elle se livre cependant depuis quelque temps à une propagande qu'elle intensifie de plus en plus ». Il en est de même en Dordogne où « les milieux d'Action française déploient une assez forte activité et l'intensité de leur action a nettement augmenté dans le courant de l'année 1928. » Les ligueurs sont environ 300 en Dordogne en 1929.[2123]

Plus au Sud, dans les Basses Pyrénées, Patrick Brunot signale qu'une bonne partie du clergé basque peut être considéré comme sympathisant d'AF. Au début de la crise, ils sont d'ailleurs nombreux à rester fidèles à l'AF en espérant que tout s'arrange rapidement. Par ailleurs, la condamnation n'a aucune conséquence sur les abonnements au quotidien, y compris parmi le clergé.[2124] Cela étant, l'évêque de Bayonne, Mgr Gieure adopte rapidement une attitude franchement hostile à l'AF. Rentré de Rome en mai 1927, il s'attache notamment à reprendre en main son clergé. Le 8 janvier 1928, il publie dans son *Bulletin religieux* un avis interdisant aux prêtres d'écrire désormais dans le *Courrier de Bayonne.* Le 25 mars 1928, il publie un avertissement épiscopal contre le journal l'*Argia*, journal d'AF. Au final, malgré toutes les sympathies, le clergé diocésain se soumet presque entièrement aux directives du pape.[2125] La ligue survit toutefois dans le département et parvient à mobiliser ses militants à de nombreuses reprises.

La ville de Bordeaux est l'épicentre de la crise, nous l'avons vu. L'intransigeance du cardinal Andrieu est évidemment exemplaire. Il ne semble toutefois pas immédiatement suivi par l'ensemble de son clergé comme nous l'apprend un rapport du préfet de Gironde en date du 9 janvier 1927 : « Une partie du clergé girondin ne suit pas son Cardinal Archevêque et continue à soutenir en sous main l'Action française. Parmi les jeunes prêtres surtout, et notamment ceux qui ont fait la guerre, il paraît y avoir une révolte contre le mot d'ordre venu de Rome (…) ».[2126]

[2122] Rapport du commissaire spécial au directeur de la Sûreté générale, Agen, 16 décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 194
[2123] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980
[2124] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.*, p.102
[2125] *Ibid* p.104-105
[2126] Rapport du préfet de Gironde au ministre de l'Intérieur, 9 janvier 1927, Archives départementales de Gironde,

Cela explique sans doute l'ordonnance de rappel publiée dans l'*Aquitaine* le 4 février 1927.[2127] L'AF, extrêmement mécontente de la situation ouvre alors une liste de souscription qui récolte, en une semaine, près de 200 000 francs uniquement « parmi une vingtaine de familles bordelaises qui réservaient habituellement leurs offrandes à l'Église catholique ».[2128]

En juin 1927, le congrès régional des sections de l'AF réunit environ 500 personnes, 300 membres pour Bordeaux et 200 pour la région. Le nombre est ainsi sensiblement identique à celui des années précédentes.[2129] En mars 1928, une réunion d'AF en présence de Joseph Delest et Robert Dufourg réunit près de 1800 personnes.[2130]

En décembre 1929, un rapport de police nous apprend que la « mise à l'index » de l'AF « n'a pas, comme on aurait pu le supposer, provoqué une diminution des effectifs royalistes en Gironde. Les journaux *L'Action française* et *La Nouvelle Guyenne* ont toujours le même nombre de lecteurs, à quelques unités près. On compte pour le premier 350 à 375 exemplaires vendus par jour dans le département, le second est tiré à 1400 exemplaires en moyenne. Ces chiffres sont les mêmes que ceux des années précédentes. (…) D'autre part, les camelots du roi montrent toujours la même activité (…) »[2131]

Malgré tout, un autre rapport de janvier 1930 souligne que la section d'AF de Gironde compte 6000 adhérents et 10 000 sympathisants environ, chiffres jugés inférieurs à ceux des années précédentes[2132] (8000 ligueurs estimés en 1926).

Au final, il est intéressant de souligner que l'AF parvient à maintenir de solides positions en Gironde après la condamnation. Le nombre important d'obsèques civiles témoigne d'une fidélité réelle des catholiques à l'égard de la doctrine maurrassienne. Cela étant, comme toujours, il ne faut évidemment pas sous-estimer le profond désarroi des catholiques d'AF. D'ailleurs, si la condamnation n'a pas détruit le mouvement, elle annonce tout de même le début d'un lent déclin dans la région, plus perceptible dans le milieu rural qu'à Bordeaux même.[2133]

Bordeaux, 1 M 560

[2127] *L'Aquitaine, Semaine religieuse de l'archidiocèse de Bordeaux,* 4 février 1927, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[2128] Rapport du commissaire central au préfet de Gironde, 22 février 1927, Archives départentales de Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[2129] Rapport du commissaire central au préfet de Gironde, 20 juin 1927, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 560

[2130] Rapport du commissaire spécial au préfet de Gironde, 21 mars 1928, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2131] Rapport du commissaire central au préfet de Gironde, 11 décembre 1929, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2132] Rapport du commissaire spécial au préfet de Gironde, 23 janvier 1930, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2133] AGOSTINO Marc, « L'Action française dans le Sud-Ouest », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir), *op. Cit.* p.288

Région du Massif central

En janvier 1927, l'évêque de Moulins, Mgr Penon, fait partie de la dizaine d'évêque à ne pas publier la décision du pape par sympathie pour l'AF. A l'inverse, l'évêque de Clermont-Ferrand publie la décision et l'accompagne d'une solide explication doctrinale. L'évêque de Puy, quant à lui, publie la décision mais se borne à justifier l'adhésion aux injonctions pontificales par des motifs disciplinaires. Il en est de même des évêques de Saint-Flour et de Tulle.

Les rapports au congrès d'AF signalent une situation satisfaisante dans la région. En 1927, l'AF affirme que le conflit avec Rome a permis une « véritable affluence de ligueurs nouveaux » notamment dans la Haute-Vienne et dans le Puy-du-Dôme.[2134] En 1928, les sections se maintiennent et tous les départements de la zone ont travaillé efficacement grâce aux deux organes hebdomadaires, le *Salut national et le Soleil d'Auvergne.*[2135] En 1929, Elie Jacquet note que « des adhésions nouvelles ont été enregistrées dans toutes les sections et que les défections ont été pour ainsi dire nulles. »[2136]

[2134] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2135] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2136] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929

Région de Lyon : une situation dans l'ensemble satisfaisante malgré des nuances locales

Après la lettre du cardinal Andrieu, l'archevêque de Lyon, le cardinal Maurin, apporte son soutien à l'AF et souhaite officiellement que « l'affaire en reste là ». En janvier 1927, il publie la décision du pape mais ne semble se rallier qu'à contre cœur et reste favorable à l'AF. D'ailleurs, il se montre hostile au travail de rédaction de la déclaration collective de l'épiscopat français réclamée par le pape au printemps 1927. A la fin de l'année 1927, il demeure un soutien de l'AF. L'évêque d'Annecy, Florent de La Villerabel est également particulièrement mécontent de la situation. Le 15 décembre 1926, il écrit au P. Le Floch : « Une condamnation en règle ? Ah ! Quel malheur ce serait ! L'effet serait désastreux, alors que nous sommes menacés de maux infiniment plus graves, dont personne ne souffle mot ! »[2137] Après la condamnation, les évêques d'Annecy et de Chambéry choisissent d'ailleurs, par sympathie pour l'AF, de ne pas publier la décision du pape. A la fin de l'année 1927, ils sont toujours, tous deux, des soutiens avérés de l'AF malgré la reprise en main de l'épiscopat par le pape.

L'évêque de Besançon, quant à lui, se soumet au pape mais sans réelle conviction et reste un soutien de l'AF. Il accorde d'ailleurs assez facilement des autorisations de lecture du quotidien. A sa mort, en juin 1927, il est remplacé par un prélat qui fait appliquer les sanctions contre l'AF beaucoup plus sévèrement.

L'évêque d'Autun publie la condamnation et invoque essentiellement des motifs disciplinaires pour expliquer le soutien au pape tout comme les évêques de Belley, de Grenoble, de Saint-Claude, de Tarentaise, de Valence et de Viviers. Ainsi, comme partout, les réactions de l'épiscopat sont diverses même si à terme, la soumission au pape l'emporte partout.

D'après les rapports au congrès, en 1927, la section de Lyon est reprise en main par son nouveau président le colonel de Corn qui organise 7 secteurs de propagande. En Haute-Loire en revanche, la situation est difficile. De même, dans le Vivarais, fortement éprouvé par la crise religieuse. L'Ain, la Saône et Loire et la Côte d'Or sont en progrès.[2138] En 1928, Louis Jasseron « fait ressortir le contraste entre la mollesse de quelques ligueurs qui adoptent la confortable position d'attente et la merveilleuse ardeur de ceux qu'aucun obstacle ne saurait arrêter. » Des progrès sont toutefois notables et la 8ème zone a répondu avec générosité aux appels à souscription.[2139] En 1929, la zone

[2137] Citée par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.372
[2138] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2139] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928

semble en progrès.[2140]

Dans sa thèse sur l'AF dans le diocèse de Besançon, André Grenier a utilisé un grand nombre de correspondances. Ces dernières sont très précieuses et nous renseignent sur l'état d'esprit qui règne dans les milieux d'AF au moment de la condamnation. Une lettre d'une dame royaliste pour Marguerite de Velna datée du 27 janvier 1927 est, en ce sens, extrêmement intéressante : « D'abord, pour Besançon voici un mois que les feuilles de propagande ont été lancées. Et je n'ai guère reçu que la moitié des réponses que j'attendais. (…) J'avais préparé pour les adhérentes de la montagne le travail que vous m'aviez demandé ; mais étant donné les événements et d'après les instructions de Mlle de Seine, je crois qu'il vaut mieux essayer de les éclairer un peu et surtout leur rappeler que l'AFA n'est pas condamnée. Mlle Lombart est bien découragée. Elle a demandé à Mlle de Kerret de la conseiller ; mais je crois bien qu'elle cesse toute propagande ; elle reçoit l'argent des abonnements de propagande mais n'ose pas l'envoyer à Mlle de Cabrière. (…) J'ai maintenant la permission de lire l'AF puisque Mlle de Kerret l'a obtenue des Présidentes, vice-présidentes, ligueuses et toutes celles qui s'occupent de propagande. »[2141] Cette lettre nous montre l'indécision régnant dans les milieux d'AF. La propagande continue mais l'incertitude de certains ligueurs est évidente.

D'ailleurs le nombre des abonnés diminue, notamment dans les régions de montagne. Georges Bernard responsable du département du Doubs signale ainsi en juillet 1927, une perte de 50 % des abonnés mais le départ de seulement 3 ou 4 ligueurs immédiatement remplacés.[2142] En novembre 1927, Marie-Rose Hintzy rapporte le mal causé par la mise à l'index dans les milieux d'AF notamment à la campagne. Quelques mois plus tard, au cours de l'année 1928, Marguerite de Velna souhaite organiser une réunion de propagande mais Marie-Rose Hintzy le lui déconseille fortement arguant « qu'il n'y aurait absolument personne. »[2143] Ainsi, on assiste à un véritable coup de frein à la propagande d'AF qui se confirme au fil des mois suivant la condamnation à mesure que le clergé devient de plus en plus légaliste. Effectivement, nous l'avons déjà évoqué, la mort de Mgr Humbrecht, remplacé par le cardinal Henri Binet, entraîne une période de réelles tensions entre la hiérarchie catholique et certains insoumis notoires. André Grenier en rapporte plusieurs dont l'enterrement civil du Vicomte Robert Dugon, maire d'Andelarre, le 22 septembre 1930[2144] et le mariage d'Auguste Simonin et de Jeanne Saumande le 31 août 1929, interrompu en raison du port

[2140] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929

[2141] Lettre de Manon Hosotte à Marguerite de Velna, 26 janvier 1927, citée par GRENIER André, « L'Action française dans le diocèse de Besançon », *op. Cit.* p.233-234

[2142] Lettre de Georges Bernard à Marguerite de Velna, 10 juillet 1927, citée par *Ibid* p.240

[2143] Lettres de Marie-Rose Hintzy à Marguerite de Velna, 20 novembre 1927 et 15 juillet 1928, citées par *Ibid* p.242-243

[2144] Il s'agit à priori du seul enterrement civil enregistré dans le diocèse de Besançon

d'un insigne prohibé.
Au final, les conséquences de la condamnation de l'AF dans le diocèse de Besançon sont nombreuses et ont des répercussions sur la vie de la ligue. Si les dirigeants régionaux de la ligue restent fidèles, il est plus difficile de chiffrer les désaffections des simples ligueurs notamment dans les campagnes. Elles ont toutefois vraisemblablement été assez nombreuses.

A l'inverse, en Haute-Loire, Auguste Rivet souligne que la condamnation n'a pas de retentissement immédiat. D'ailleurs, malgré toutes les interdictions, beaucoup de prêtres restent fidèles à leurs convictions et continuent à lire le journal même s'il s'agit « moins de dévotion monarchique que d'indiscipline ecclésiastique. »[2145] Directement, l'AF est peu touchée, sans doute parce qu'elle n'est pas très puissante, mais elle est frappée dans ses moyens indirects d'expression et d'action et notamment dans la diffusion de *L'Avenir*, qui connaît de réelles difficultés dans les années 1930, nous le verrons.

A Lyon, l'AF bénéficie d'une réelle complaisance du cardinal Maurin. Ce dernier n'a jamais appliqué les sanctions canoniques. Les ligueurs d'AF trouvent ainsi facilement des églises pour se confesser et communier, les mariages religieux de ligueurs reconnus sont nombreux (4 en 1927, 6 en 1928, 9 en 1929, 13 en 1930), les enterrements religieux sont également toujours accordés.[2146] Jacques Prévotat ne signale d'ailleurs aucun enterrement civil dans le diocèse.[2147]
Nous manquons de sources pour étudier l'implantation de la ligue à Lyon après la crise mais deux événements semblent plaider en faveur d'une situation assez satisfaisante. D'une part, la naissance de *La République lyonnaise* le 10 juin 1927, bimensuel qui devient hebdomadaire à partir du 24 juin 1928 et, d'autre part, la fondation de la fédération des commissaires de la région lyonnaise créée en juillet 1928 sous la présidence d'Emile Brun.[2148]
En 1929, on apprend que « la section de la région lyonnaise, qui est très importante, a montré ces temps derniers et plus particulièrement en novembre et décembre 1929, une activité particulière ».[2149]

La situation semble également satisfaisante dans les arrondissements de Saint Etienne et de

[2145] Rapport du chanoine Lallement à l'évêque, 12 septembre 1938, cité par RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire (1906-1945) », *op. Cit.* p.172
[2146] HOURS Henri, « La condamnation de l'Action française vue de Lyon », *Bulletin Charles Maurras*, n°26, avril-juin 2005, p.6
[2147] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.499
[2148] Organisation de l'Action française à Lyon 1927-1930, d'après *La République lyonnaise*, citée par HOURS Henri, « La condamnation de l'Action vue de Lyon », *op. Cit.* p.14
[2149] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

Montbrison. Un rapport de la Sûreté générale de 1928 nous détaille précisément l'organisation de l'AF[2150] : la fédération forézienne compte environ 650 à 700 membres sous la présidence du comte Raoul de Mazenod, rentier. Elle est constituée des sections de :

- Saint Etienne : environ 300 adhérents.
- Saint-Chamond : environ 100 membres sous la présidence de Paul Soichey, comptable.
- Montbrison : environ 100 adhérents sous la présidence de M. Couturier, minotier.
- Une section en cours de formation à Feurs.
- Une section de commissaires (76 membres) présidée par M. Jean Verdier employé de la compagnie PLM, qui forment les 9ème, 10ème et 11ème équipes des commissaires d'AF de la fédération du lyonnais.
- Une section de camelots du roi (31 membres)
- Deux groupes de dames et jeunes filles à Saint Etienne et Saint Chamond
- Un groupe de l'UCF (70 membres) à Saint Etienne

« Ces différentes sections et groupes font plus ou moins preuve de vitalité en donnant des réunions privées de propagande ; seules les sections de dames et jeunes filles sont peu actives. »

La vente du journal est d'environ 300 exemplaires quotidiens (150 abonnés et 150 acheteurs au numéro).

En avril 1929, une note des RG souligne que l'AF n'a pas d'activité visible dans la région mais que la réorganisation se poursuit et surtout que les commissaires d'AF se réunissent régulièrement et semblent se préparer à une éventuelle mobilisation.[2151]

En 1929, l'activité semble également reprendre dans le département de l'Isère et la section de Vienne compte une centaine d'adhérents.[2152]

Ainsi, il apparaît que l'AF témoigne d'une réelle vitalité dans ce département. Si le nombre de militants reste évidemment faible, il n'empêche que l'AF est en mesure de structurer et de réformer ses groupements dès la fin de l'année 1928, ce qui tend à prouver, comme à Lyon, que la condamnation n'a pas stoppé net l'élan organisationnel de la ligue.

[2150] Rapport du commissaire spécial de Saint Etienne au directeur de la Sûreté générale, Saint Etienne, 14 décembre 1928, Archives nationales, Paris, F7 13 194

[2151] Note des RG, 9 avril 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 199

[2152] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

Région de Toulouse

Après la lettre du cardinal Andrieu, l'archevêque d'Auch publie un véritable éloge de l'AF, « une école qui est devenue un ardent foyer de patriotisme, de respect profond pour l'Église, pour son auguste chef et la hiérarchie catholique »[2153] Après la condamnation du pape, il choisit de se soumettre en publiant la décision mais à contre cœur et reste un soutien de l'AF. Il se montre d'ailleurs très critique au moment de la rédaction de la déclaration collective de l'épiscopat français réclamée par le pape au printemps 1927. A la fin de l'année 1927, il est toujours un partisan avéré de l'AF.

L'évêque de Montauban est également un ardent défenseur de la cause d'AF et considère que le pape a été manipulé par deux cardinaux de son entourage. Il décide, en janvier 1927, de ne pas publier la décision du pape dans ses *Semaines religieuses.* Il se montre très réticent lors du travail de rédaction de la déclaration collective de l'épiscopat français réclamée par le pape au printemps 1927 et va même jusqu'à refuser de la signer. A la fin de l'année 1927, il est toujours un soutien de l'AF.

A l'inverse, l'évêque de Toulouse publie la condamnation et l'accompagne d'une solide explication doctrinale. Il se révèle très vite être un ferme opposant à l'AF tout comme l'évêque de Pamiers qui insiste, dès janvier 1927 sur l'aspect disciplinaire de la condamnation et donne d'ailleurs rapidement des consignes extrêmement fermes à ses curés, les invitant à remplir leur rôle de « docteurs et de pasteurs ».

Les évêques de Cahors, de Rodez et de Tarbes choisissent également de soutenir le pape.

D'après les rapports au congrès, l'année 1927 enregistre 654 adhésions nouvelles. Les progrès sont satisfaisants en Languedoc, dans l'Aude, dans le Lot, dans le Tarn, dans le Tarn et Garonne et dans les Pyrénées orientales (300 ligueurs supplémentaires) mais restent assez modestes dans l'Ariège.[2154]

En 1928, l'AF semble parvenir à maintenir ses positions et à en développer de nouvelles malgré les « bruyantes tentatives de division ». Le nombre des ligueurs s'est accru, 3 nouveaux centres sont créés et 11 correspondants recrutés.[2155] En 1929, le nombre des ligueurs, tout comme celui des alliés, s'est accru d'après le rapport d'Alban Castelbert.[2156]

Nous manquons malheureusement de sources pour nuancer ou préciser ces affirmations.

[2153] *La Semaine religieuse de l'archidiocèse d'Auch,* 9 octobre 1926, cité par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.368

[2154] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927

[2155] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928

[2156] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929

Région du Midi : une réelle résistance militante

Dès le début de la crise, l'archevêque d'Aix, Mgr Rivière, est un ardent défenseur de l'AF. C'est lui qui est chargé, après la lettre du cardinal Andrieu, de présenter au pape une lettre de Maurras. Il est également chargé de présenter une lettre du P. Pègues témoignant de la bienveillance de Pie X à l'égard de l'AF. Mgr Rivière décide de ne pas la présenter de peur de mettre le pape en contradiction avec son prédécesseur. Il n'apporte donc que la lettre de Maurras et cette dernière n'obtient pas de réponse, nous l'avons vu. Après la condamnation de décembre, Mgr Rivière attend jusqu'à la mi-janvier pour publier le texte dans sa *Semaine religieuse.*

L'archevêque d'Avignon est quant à lui extrêmement découragé et considère que la condamnation « porte le dernier coup au cœur des catholiques. »[2157] Il décide d'ailleurs de ne pas publier la décision du pape en janvier 1927. Il se montre également très critique au moment de la rédaction de la déclaration collective de l'épiscopat français réclamée par le pape au printemps 1927.

A la fin de l'année 1927, les évêques d'Aix et Avignon restent des soutiens de l'AF. Dans le diocèse d'Aix en Provence, les ligueurs parviennent ainsi à obtenir assez facilement des dérogations pour la lecture du journal.

L'évêque de Nîmes se soumet à la décision du pape mais à contre cœur et continue à soutenir l'AF.

A l'inverse, l'évêque de Nice choisit de rapidement publier la décision du pape en janvier 1927 et l'accompagne d'une solide explication doctrinale. Il est, dès le départ, un adversaire hostile à l'AF. Tout comme l'évêque de Montpellier. Dans une « ordonnance épiscopale » datée du 9 février 1927, ce dernier explique sa détermination à obtenir l'obéissance de ses prêtres et affirme que toutes les autorisations de lecture de l'AF sont caduques. Les enterrements civils sont d'ailleurs nombreux dans son diocèse.

L'évêque de Gap est, lui, plus nuancé, il publie la décision mais invoque essentiellement des motifs disciplinaires pour expliquer le soutien au pape. L'évêque de Mende se rallie également mais à contre cœur.

En ce qui concerne l'implantation de la ligue, le rapport au congrès de 1927 explique que « dans ce département, les sanctions ecclésiastiques ont été appliquées sans ménagement, aucune rigueur n'a été épargnée à nos amis. » Malgré tout, l'AF enregistre des progrès notamment à Montpellier et Béziers. Le département de l'Hérault a envoyé 100 000 francs en réponse aux appels de Maurras ; le

[2157] Lettre adressée au P. Le Floch, 22 décembre 1926, citée par PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française, op. Cit.* p.374

département du Gard a vu la création de 39 nouveaux centres ; en Lozère et dans la Drôme, les progrès sont en revanche, lents ; une fédération provençale a été créée sous la présidence du commandant Dromard, président de la section de Marseille ; la section des Bouches du Rhône a recruté près de 300 nouveaux adhérents et a envoyé 100 000 francs aux appels de Maurras ; la section d'Aix se développe également ; dans les Alpes maritimes et dans le Vaucluse, de nouvelles adhésions sont enregistrées.[2158]
En 1928, de réels progrès sont observables dans le Gard. Les Alpes maritimes gagnent près de 2000 ligueurs. A Marseille, on dénombre 18 démissions contre 138 adhésions.[2159]
En 1929, la situation semble progresser partout même si le rapport reconnaît que dans l'Hérault, l'année et le recrutement ont été durs.[2160]

A la lecture des CR des congrès, on a ainsi l'impression que le mouvement n'est pas réellement impacté par la condamnation et que, dans l'ensemble, le noyau militant est assez peu touché par la crise. Cela étant, comme le souligne Gérard Gaudin, « c'est tout un environnement favorable dans le milieu catholique qui s'effrite peu à peu »[2161] .

L'évêque de Montpellier, Mgr Mignen soutient fermement le pape et souhaite appliquer les mesures avec fermeté. Il se heurte alors à la fois à une partie de son clergé sensible au dessein maurrassien mais aussi à de nombreux militants de l'AF[2162]. Parmi tous les affrontements, Philippe Secondy rapporte celui qui s'est joué au sein de l'*Eclair de Montpellier,* courroie de distribution des idées d'AF. Après la condamnation, au sein du conseil d'administration, deux personnalités s'opposent. Alexandre de Vichet, le directeur de la rédaction du journal depuis 1881 préconise la modération et souhaite respecter les directives de l'Église afin de ne pas se mettre à dos une partie du lectorat catholique. Il s'oppose à André Vincent qui défend la position de l'AF. Après plusieurs mois de conflit, les 544 actionnaires choisissent la motion de Vincent ce qui prouve bien « l'enracinement des thèses de l'Action française au sein de la noblesse. »[2163]

Dans le Gard, Mgr Girbeau, s'il se soumet au pape, ne prend pas une attitude trop hostile. Le 31

[2158] Rapport de Bernard de Vésins au 14ème congrès d'AF, 24 novembre 1927, Quotidien d'*AF* du 25 novembre 1927
[2159] Rapport de Bernard de Vésins au 15ème congrès d'AF, 22 novembre 1928, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1928
[2160] Rapport de Bernard de Vésins au 16ème congrès d'AF, 28 novembre 1929, Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1929
[2161] GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.265
[2162] Sur ce point voir BOYER J., *L'Eglise et l'Action Française dans l'Hérault de 1926 à 1939,* sous la direction de G. CHOLVY, mémoire de maîtrise histoire, Montpellier, 1970
[2163] SECONDY Philippe, « Le Languedoc méditerranéen », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.277-278

mars 1927, après le décret de la Sacrée Pénitencerie, Louis Sentupéry envoie sa lettre de démission des œuvres catholiques et encourage les ligueurs à faire de même. Dans les jours qui suivent, les démissions affluent à l'évêché de toutes les sections du département : Alès, Uzès, Le Vigan, Bessèges. A Aigues-Mortes, tous les ligueurs donnent leurs démissions des œuvres catholiques si bien que la Congrégation des Pénitents se vide presque complètement de ses adhérents. Des membres du comité royaliste du Gard démissionnent également à l'instar du général Nayral de Bourgon. Si l'évêque cherche alors à dissocier les membres du comité royaliste des membres de l'AF en affirmant que les premiers ne seront jamais radiés des listes paroissiales, il n'empêche que la division ne se fait pas et que l'accord reste complet entre le comité royaliste et l'AF.[2164]

A partir de la fin de l'année 1927, les refus d'absolution et de communion se multiplient. La *Semaine religieuse* durcit plusieurs fois le ton après des manifestations au moment des enterrements civils et notamment celui d'Emile Cazalet en 1929. Le contexte est extrêmement tendu dans le département. Pierre Gourinard, qui utilise un témoignage personnel de Louis Sentupéry, rapporte qu' « à l'intérieur même du Clergé, des prêtres dressés contre l'Action française, espionnent leurs confrères et surveillent les mourants pour leur arracher in extremis un reniement de leurs convictions. »[2165]

L'implantation de la ligue dans le Gard ne semble toutefois pas souffrir de la condamnation. Un rapport de la Sûreté générale du 22 janvier 1929 nous apprend ainsi que « dans les quatre arrondissements du Gard, il existe des groupements d'Action française qui ont des ramifications dans les chefs lieu de canton et dans bon nombre de communes. » Cela étant, les communes n'ont pas de réelle activité et les membres se contentent d'assister aux réunions données dans la région.

Le rapport dénombre plusieurs sections : Nîmes, Aigues-Mortes, Aimargues-Aubais-Beaucaire, Calvisson, Chusclan, Générac, Marguerittes, Saint-Gilles-Remoulins, Sommières, Uzès, Le Vigan, Sumène, Alès, Anduze (18 membres), Barjac (20 membres), Bessèges (40 membres), Génolhac (16 membres), Grand Combe (36 membres), Lédignan (20 membres), Saint Ambroix (60 membres y compris dames et jeunes filles), Saint Jean du Gard (8 membres), Vezénobres (8 membres). Si le recrutement dans l'arrondissement d'Alès est jugé assez difficile en raison de la grande présence ouvrière, le rapport conclut tout de même qu' « il n'est pas douteux que les groupements d'Action française doivent actuellement retenir l'attention du gouvernement ».[2166]

Dans les Bouches du Rhône, le diocèse d'Aix en Provence est sans conteste un foyer de

[2164] GOURINARD Pierre, « La condamnation de l'Action française dans le Gard », dans les Actes du 5ème colloque Maurras « Non possumus », La crise religieuse de l'Action française, IEP Aix en Provence, 1976, p.230-231

[2165] *Ibid* p.234

[2166] Rapports des commissaires spéciaux d'Alès et de Nîmes au directeur de la Sûreté générale, Nîmes, 22 janvier 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 194

contestation. A l'inverse, à Marseille, l'évêque en appelle à la soumission à Rome : « Le Saint-Père a parlé. Il nous l'a dit, il a parlé pour remplir un grave devoir de sa lourde charge. Il ne nous reste qu'à obéir. » Les principaux dirigeants de l'AF envoient, en guise de réponse, une adresse à l'évêque en rappelant leur fidélité à l'autorité souveraine du Saint-Père dans le domaine de la foi et de la morale mais en se déclarant « fermement résolus à poursuivre leur action politique jusqu'à l'établissement du Roi Très Chrétien sur le trône de ses pères. »[2167]

Jusqu'en 1929, les effets de la crise ne semblent pas très sérieux. S'il est comme toujours difficile d'appréhender statistiquement les lourdes conséquences morales de cette dernière, il n'empêche qu'au niveau de son implantation, la ligue ne semble pas avoir beaucoup souffert.

En mai 1927, une grande réunion de propagande a lieu à Barbentane en présence de Léon Daudet et réunit, d'après *Le Matin* près de 20 000 personnes.[2168]

En fait, jusqu'en 1929, les censures ecclésiastiques n'ont pas été appliquées avec beaucoup de rigueur. Comme le souligne Gérard Gaudin, « beaucoup de membres du clergé local – soit par sympathie, soit par simple esprit de charité – hésitent à poser des questions gênantes à leurs « ouailles » ». Cela étant, plusieurs évolutions notables sont déjà observables dans les liens entre l'AF et le monde catholique : plus d'ecclésiastiques aux réunions d'AF, plus de camelots du Roi pour encadrer les réunions de la FNC, la démission de plusieurs responsables des groupements catholiques.[2169] A partir de 1929, la situation évolue vers davantage de fermeté avec notamment plusieurs refus d'enterrements religieux.

En 1929, l'AF est également toujours bien installée dans les Alpes-maritimes. Un rapport sur son influence dans l'armée signale ainsi que « le groupement d'AF de Nice est aussi important par le nombre que par la qualité de ses adhérents. Imbus des théories de Maurras, convaincus que seuls les principes d'autorité peuvent sauver le pays, ils sont les adversaires farouches et systématiques du régime républicain. (…) D'autre part, leur hostilité contre Monseigneur Ricard, évêque de Nice et le haut clergé local, s'accentue de plus en plus. On compte toutefois peu d'hommes d'action parmi eux. »[2170]

[2167] GAUDIN Gérard, « La condamnation de l'Action française en Provence », dans les Actes du 5ème colloque Maurras « Non possumus », La crise religieuse de l'Action française, *op. Cit.* p.198-199

[2168] *Le Matin*, 30 mai 1927, Archives nationales, Paris, F7 13 195

[2169] GAUDIN Gérard, « La condamnation de l'Action française en Provence », dans les Actes du 5ème colloque Maurras « Non possumus », La crise religieuse de l'Action française, *op. Cit.* p.201

[2170] Enquête par département sur « Action française et Défense nationale », 1929, Archives nationales, Paris, F7 13 980

Algérie

Dans l'ensemble, les répercussions de la crise sont moins dures en Algérie qu'en métropole. Malgré tout, il convient de souligner l'attitude extrêmement tranchée de l'évêque d'Oran Mgr Durand pourtant issu d'une famille royaliste. Les évêques d'Alger et de Constantine sont plus tempérés.

Aux considérations doctrinales se joignent très tôt des arguments personnels après que Maurice Pujo ait affirmé que Mgr Durand recevait du Gouvernement général de l'Algérie des sommes destinées à servir d'indemnités à des prêtres décédés ou inexistants. Le jugement déboute Pujo et affirme que l'évêque ne reçoit aucun salaire de l'État en vertu de la loi de 1905.[2171]

[2171] GOURINARD Pierre, « Note sur la condamnation de l'Action française en Algérie », dans les Actes du 5ème colloque Maurras « Non possumus », La crise religieuse de l'Action française, *op. Cit.* p.237

L'AF à l'étranger

En ce qui concerne le rayonnement de l'AF à l'étranger, il est clair que la condamnation affaiblit le mouvement là où le maurrassisme s'était principalement fondé sur la base du catholicisme, c'est à dire, en particulier en Belgique[2172] et au Canada français.[2173]

En Belgique, par exemple, la Légion nationale prend ses distances avec l'AF au nom du nationalisme. De même, l'Action nationale de Pierre Nothomb et ses Jeunesses nationales, qui recrutent essentiellement parmi les étudiants de Louvain et des collèges catholiques, mettent Maurras « dans un placard temporaire ».[2174]

Cela étant, la condamnation ne brise pas le rayonnement de l'AF à l'étranger. D'ailleurs, la mise en lumière, par l'AF, des rapports entre Maurras et l'étranger semble être une manière de faire face à la crise de la condamnation et ainsi présenter avantageusement la situation. C'est en ce sens que l'on peut lire l'article de Bernard de Vaulx dans *l'Almanach* de 1928 : « Le rayonnement de la pensée de Charles Maurras et l'influence de l'Action française hors de France ».[2175] Pour étayer son propos, Bernard de Vaulx interroge divers écrivains étrangers : le belge Adrien de Meeüs, le suisse Eddy Bauer, le péruvien Francisco Garcia Calderon, le mexicain Carlos Pereyra. Un dernier témoignage non-signé vient du Canada.

L'auteur tire plusieurs conclusions de ces témoignages. La première est que « loin d'éloigner les intelligences et les cœurs de la France, la lecture de Charles Maurras, la connaissance approfondie de ses idées les en rapprochent. (…) L'on remarquera ensuite le caractère à peu près uniquement politique des réponses que nous avons reçues. Si elles abordent, par instant, le terrain religieux, c'est pour constater un accord certain entre le catholicisme et la pensée de Charles Maurras. »

Bernard de Vaulx souligne que « la doctrine de Charles Maurras a un caractère universel. Partout où l'homme a souci d'être homme et de connaître les conditions spirituelles et sociales du genre humain, il ne peut que s'en bien trouver de la connaître et de l'adapter. Charles Maurras a donné à

[2172] Sur le sujet de la Belgique, voir VANDERPELEN Cécile, « La condamnation de Charles Maurras : une crise majeure dans l'histoire des catholiques belges de langue française ? », dans POMEYROLS Catherine et HAUSER Claude, *op. Cit.* pp.59-76

[2173] DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », dans *Un acte sans précédent. La levée de la condamnation de l'Action française, op. Cit.* pp.114-128

[2174] BALACE Francis, « Ligues françaises, ligues belges : à la recherche d'éphémères alliances (1920-1940) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques, op. Cit.* p.184-185

[2175] DE VAULX Bernard, « Le rayonnement de la pensée de Charles Maurras et l'influence de l'Action française hors de France », Almanach de l'AF, 1928, BNF Gallica

ces notions vitales : l'autorité, l'ordre, les disciplines, la tradition, qu'une stupide idéologie avait tenté de discréditer, une nouvelle vigueur et une nouvelle jeunesse qui séduisent et charment des esprits de toutes les races. (…) Ainsi pensent de nombreux esprits, jeunes et plus âgés à travers le monde. »

Cette enquête permet à l'AF de « se rassurer » quant à son influence en dehors de France même après la condamnation pontificale. Nous verrons qu'elle développe d'ailleurs son organisation à l'étranger par le biais de correspondants au début des années 1930.

Conclusions : Les conséquences de la condamnation pontificale sur l'Action française

Nous avons longuement évoqué les conséquences intellectuelles de la condamnation pontificale au sein de l'AF mais aussi sur ses marges. L'ampleur des débats autour de cette affaire témoigne de son importance à la fois au niveau politique mais aussi doctrinal.
De même, il ne faut pas sous-estimer le profond désarroi vécu par les militants catholiques obligés de choisir entre leur foi et leur fidélité à la ligue.

Cela étant, malgré la perte de sa matrice catholique, l'AF n'a jamais perdu le fil directeur de sa mobilisation même si le contexte de la stabilisation Poincaré n'est pas favorable à des actions d'envergure. Les matrices de l'engagement militant deviennent à cette époque exclusivement politiques. Elles l'ont d'ailleurs toujours majoritairement été, ce qui explique la capacité d'adaptation de la ligue après sa condamnation pontificale.
La politique extérieure menée par la France dans la deuxième moitié des années 1920 lui fournit un prétexte continu à la dénonciation du régime. Elle parvient ainsi à s'adapter en utilisant la politique étrangère de Briand comme principale matrice d'adhésion et de mobilisation au sein de la ligue. C'est d'ailleurs dans ce contexte que les relations entre l'AF et les JP se dégradent fortement en raison du choix gouvernemental de Taittinger.

Enfin, au niveau organisationnel, la condamnation tend à aggraver les difficultés financières de la ligue ce qui ne l'empêche pas de chercher à mobiliser ses militants grâce à la fondation des cercles de jour en 1927.
Par ailleurs, force est de constater que les conséquences de la condamnation sur l'implantation territoriale de la ligue en province sont assez contrastées.
A Paris et en banlieue, la situation ne semble pas bouleversée. De même, dans le Sud-Ouest et dans le Midi, bastions provinciaux par excellence, la ligue parvient à se maintenir dans des proportions toutefois légèrement diminuées. Dans la région de Lyon, la situation est également satisfaisante mais les nuances locales, déjà évoquées, se renforcent au désavantage de la ligue. Dans l'Ouest, la condamnation est un coup de tonnerre dans le monde des notabilités catholiques mais n'engendre pas une désaffection généralisée et les conséquences sont assez nuancées.

Dans les régions de la Loire, du Massif-Central et de Toulouse, nous manquons de sources pour étayer notre argumentaire mais l'implantation reste, à priori, assez moyenne comme avant la condamnation.
Enfin, les régions les plus impactées par la crise semblent être les régions du Nord, du Nord-Ouest et de l'Est. Les sources signalent partout des difficultés importantes et une ligue d'AF presque en sommeil.

Finalement, la condamnation pontificale permet de réinterroger la place de la matrice catholique parmi les matrices militantes de l'AF. Nous avons eu l'occasion, au cours de notre propos, de nous y attarder à plusieurs reprises en soulignant à chaque fois le caractère ambigu des rapports entre l'AF et le monde catholique. Cette ambiguïté n'est toutefois pas perçue par l'immense majorité des catholiques d'AF qui vivent dans un même élan leurs convictions royalistes et catholiques et personne ne s'interroge, au sein du mouvement maurrassien, sur l'inadéquation entre le catholicisme et les idées agnostiques de Maurras.
Ainsi, les pratiques religieuses sont intrinsèquement liées à la vie quotidienne des sections d'AF. Cela étant, si elles sont habituelles, elles ne sont pas centrales. Les messes accompagnent les manifestations d'AF, elles ne sont pas une occasion de manifester. De plus, si l'on devait hiérarchiser les matrices de l'engagement militant en fonction de leur importance relative dans la mobilisation au sein de l'AF, la matrice catholique ne serait jamais prédominante. Avant 1914, les matrices antidreyfusarde et antisémite sont essentielles. Après la guerre, ce sont les matrices anticommunistes et antibriandistes qui deviennent centrales. Ainsi, la matrice catholique représente une sorte de « valeur ajoutée » mais elle n'est jamais véritablement au cœur des pratiques militantes de la ligue.
On ne peut toutefois pas considérer que l'AF a simplement utilisé les arguments catholiques à des fins de propagande, comme Pie XI a pu l'affirmer. La sincérité de l'engagement catholique d'un grand nombre de ligueurs d'AF est confirmée par le désarroi immense vécu au moment de la condamnation.

Partie 5

La ligue d'Action française dans les années 1930

Notre découpage chronologique peut ici paraître assez arbitraire. En effet, il est évident que les effets de la condamnation pontificale ne s'arrêtent pas au tournant de la décennie. D'ailleurs, l'importance propagandiste des enterrements sans prêtre témoigne du contraire. Malgré tout, au début des années 1930, le choix est fait pour la majorité des militants. Certains sont partis, d'autres sont restés et il est clair que la capacité de la ligue à se maintenir, directement après la condamnation, n'est pas remise en cause quelques années plus tard même si des changements d'évêques contribuent à durcir la position de l'Église dans plusieurs diocèses.

Les dernières années de la décennie 1920 n'ont pas favorisé l'épanouissement de la ligue d'AF. Elle parvient à se maintenir et à développer une activité propagandiste mais elle n'est plus dans la situation favorable des années 1923-1926 et doit faire face à la stabilisation de la période Poincaré qui ne permet pas des actions propagandistes de grande envergure.
Les difficultés sont encore aggravées au tournant des années 1930 par l'arrivée en France de la crise économique.
La crise engendre irrémédiablement une opposition grandissante au régime sur laquelle l'AF tente de capitaliser. Elle cherche à être à la pointe de l'opposition aux gouvernements successifs, en particulier après le retour d'Herriot en 1932, mais aussi à dénoncer le péril nazi. Cela étant, elle doit alors faire face à plusieurs difficultés majeures. Tout d'abord, ses propres difficultés financières qui l'obligent à diminuer ses moyens de propagande pour assurer la survie de son journal. Ensuite, les dissidences internes qui renvoie à la question de l'incapacité de l'AF à préparer le coup de force et au vieillissement des dirigeants de la ligue jugés incapables de permettre le retour de la monarchie. Enfin, l'AF doit également se positionner face à l'émergence d'une nouvelle flambée ligueuse au cours de l'année 1933 et notamment au développement de plus en plus spectaculaire des Croix-de-feu.

Cette flambée ligueuse engendre le 6 février 1934. Malgré l'importance symbolique de l'événement, force est de constater que le 6 février est un échec pour la droite nationaliste. En effet, loin de permettre un rassemblement des forces nationalistes, il permet surtout un rassemblement des forces de l'opposition socialiste et communiste : s'il n'est pas l'acte de naissance du Front populaire, il contribue sans nul doute à accélérer sa genèse.

Au cours des années 1934-1936, l'AF tente, comme toujours, avec plus ou moins de succès, d'être sur tous les fronts : dénonciation des politiques intérieures et extérieures, tentative de

rassemblement des forces ligueuses au sein du Front national, regain de violences militantes.

Ce regain d'activité est accompagné d'un regain d'attractivité de la ligue qui connaît alors, en province, une période marquée par une certaine reprise d'implantation.

Malgré tout, la dissolution de 1936 sonne le glas de la ligue d'AF qui est incapable de maintenir un maillage militant en province malgré des tentatives diverses.

Chapitre 1 :

Les matrices de l'engagement militant au début des années 1930

I. L'AF et la politique intérieure française

1) La crise économique et les solutions de l'AF

Au cours des années 1920, les questions économiques ont été de grandes matrices de mobilisation et l'AF n'a jamais manqué l'occasion de dénoncer la « République de la banqueroute » et d'utiliser les difficultés économiques pour sa propagande.

La crise économique, débutée aux Etats-Unis en 1929, atteint tardivement la France. Comme le rappelle Olivier Dard, au tournant de la décennie, la France enregistre en apparence d'excellents résultats (indice de la production industrielle à son apogée, chômage quasi inexistant, état des finances tout à fait satisfaisant)[2176] mais la situation est, dans l'ensemble, plus nuancée et certains indicateurs sont inquiétants dès 1929 (indice des prix du gros, indice du cours des valeurs, tassement des exportations).

La presse française n'est d'ailleurs pas indifférente à la crise américaine de l'automne 1929[2177] mais elle est rapidement rassurée par les discours politiques, à l'instar de celui de Tardieu, qui, en décembre 1930, se félicite des bons résultats de l'économie française.

L'AF est en revanche, très rapidement inquiète de l'évolution de la situation. Dans son *Almanach*

[2176] DARD Olivier, *Les années 30*, *op. Cit.* p.13

[2177] Sur ce point voir notamment SCHOR Ralph, « Les Etats-Unis vus de droite. La crise américaine de 1929 à travers la presse française de droite », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 42-4, octobre-décembre 1995, pp.568-576

pour l'année 1931, Firmin Bacconnier décrit en détail l'année économique et ses conclusions sont les suivantes : « Le tableau que nous venons de brosser paraît assez sombre et pourtant nos chances de redressement sont immenses. Nous pouvons échapper tout au moins dans une certaine mesure à la pression des marchés internationaux à la condition de pratiquer une politique économique protectionniste, qui nous mettrait en situation de reconquérir l'indépendance économique que nous a fait perdre la politique du « laisser faire » et du « laisser passer ». Mais la politique protectionniste se tournerait contre le consommateur, si ses bons effets étaient annulés par l'inflation fiscale qui est la cause principale du gonflement du prix des choses : donc politique de dégrèvements fiscaux que l'obligation de la surenchère rend pratiquement impossible aux régimes démocratiques. Enfin, s'il est vrai qu'une main-d'oeuvre médiocre, même mal payée, est toujours bon marché. Elle permet dans tous les domaines de battre la concurrence et d'accroître la richesse de la nation : donc politique corporative qui permette à nos industries nationales de recruter toute la main-d'oeuvre dont elles ont besoin. »[2178]

L'optimisme des gouvernants, encore de rigueur en décembre 1930 est rapidement abandonné, en particulier à partir du 21 septembre 1931, date de la dévaluation de la livre anglaise. Maurras explique alors : « Il y a probablement plus d'artificiel qu'on ne veut le croire dans la crise aiguë qui s'ouvre à Londres : la manière dont ces hommes qui soumettaient tout à l'empire de l'or renoncent à tout critère de l'or au moment où cet or est entassé hors de chez eux, en France et en Amérique, leur âpre ardeur à dévaloriser ce qui était tenu pour le type de toutes les valeurs est certainement faite pour éveiller plus que le doute critique, une méfiance que les faits très prochains peuvent vérifier ». Maurras en appelle également à l'exemple italien : « Sachons le siècle où nous vivons, le pays que nous habitons. Pour le rendre un jour habitable, il faut commencer par le voir à travers des principes vrais et non déformants, il faut continuer en vouant à la vérité politique enfin reconnue toute l'énergie, toute la puissance, toutes les facultés d'action dont nous disposons. *Ah ! Jeunesse ! Jeunesse !* Quelle chanson vient d'Italie ! C'est elle qui a raison ; car la force, l'action au service de l'ordre et de l'autorité peuvent tout ranimer, revivifier dans notre pays. »[2179]
Ainsi, si le regard de Maurras est accusateur à l'encontre des Anglais, il témoigne également d'une réelle inquiétude quant à l'évolution de la situation française. D'ailleurs, au tournant de 1931-1932, les indicateurs économiques sont inquiétants. A cette époque, des groupes de réflexion, comme X-Crise, apparaissent avec pour ambition de réfléchir aux causes du problème et aux moyens d'y remédier.

[2178] BACCONNIER Firmin, « L'année économique », *Almanach* de l'AF 1931, BNF Gallica
[2179] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 22 septembre 1931

L'AF propose également des solutions. Dans *l'Almanach* de 1932, Firmin Bacconnier revient sur l'année économique et sociale et, après avoir montré que « le Gouvernement de la République conduit ce pays à la banqueroute et à la ruine », il évoque les causes et les remèdes à la crise économique. Selon lui, la surproduction n'est qu'une cause secondaire et le principal problème est la diminution du pouvoir d'achat des populations rurales. « Cette situation prendrait fin bien vite si une politique de déflation fiscale permettait à l'industrie nationale de vendre moins cher ses produits, et par là même de transformer en bénéfices les pertes que subissent les agriculteurs. Ces derniers auraient alors des possibilités d'achat plus étendues, et ils pourraient à leur tour ranimer l'activité industrielle. »[2180]

En 1933, Bacconnier persiste sur la même voie du nécessaire (re)développement de la force agricole. Il rappelle que la France est rentrée plus tardivement dans la crise économique parce que sa population rurale représente encore 45 % de la population totale et considère qu' « il y a crise parce que la plupart des pays ont accroché leur prospérité à l'excès de développement industriel. Le retour à la santé économique implique l'équilibre de la force agricole et de la force industrielle. »[2181]

La crise économique est la toile de fond du contexte du début des années 1930 en France, comme à l'étrange : le contexte économique est absolument essentiel à la compréhension des réalités politiques intérieures et extérieures de cette époque.

2) Les manifestations antirépublicaines en 1930-31

L'AF contre les gouvernements

L'instabilité ministérielle est forte au début des années 1930 ce qui offre autant de possibilités de manifestations à l'AF. Cela étant, un rapport de police de 1932 signale qu'au cours de la période 1928-32, l'AF, « sans cesser ses attaques contre les hommes au pouvoir et le régime républicain, s'est cependant montrée moins violente et moins agressive que sous les premiers ministères de la Législature 1924-28. Dans ses manifestations, elle s'est plutôt attaquée à certains membres des Ministères qu'au gouvernement lui-même. M. Briand, comme toujours, MM. Steeg,

[2180] BACCONNIER Firmin, « L'année économique et sociale », *Almanach* de l'AF 1932, BNF Gallica
[2181] BACCONNIER Firmin, « L'année économique », *Almanach* de l'AF 1933, BNF Gallica

Hennessy, Barthou, à leur passage au pouvoir, ont été l'objet de démonstrations particulières ayant nécessiter des mesures de protection ou de répression. »[2182]

Dès la constitution du 5ème ministère Poincaré en novembre 1928, les modérés constituent l'épine dorsale du gouvernement alors quitté par les radicaux. Après le retrait de Poincaré de la vie politique en juillet 1929, la domination des modérés s'affirme encore lors de la constitution des ministères suivants et notamment des trois ministères présidés par André Tardieu.[2183] Tardieu forme son premier gouvernement le 3 novembre 1929. Au cours de la législature 1928-1932, il cherche à créer un grand parti conservateur afin de mettre un terme aux alliances radicaux-modérés nécessaires pour gouverner. « Admirateur du monde anglo-saxon, il verrait volontiers la France s'engager dans la voie du bipartisme, ce qui imposerait une réforme du mode de scrutin, avec l'adoption du scrutin uninominal à un tour et une frontière claire entre majorité et opposition. »[2184] En réalité, son modèle est en contradiction même avec le parlementarisme de la IIIème République ce qui explique notamment les rapports extrêmement difficiles entre Tardieu et le parti radical.
Au congrès de Grenoble d'octobre 1930, les radicaux se regroupent à nouveau derrière Edouard Herriot avec un projet de concentration mais à direction radicale. Ils ont rapidement l'occasion de le tester après le renversement de Tardieu, le 4 décembre 1930 par le Sénat et son remplacement par le radical Steeg. Ce dernier est une bête noire de l'AF, protestant, radical-socialiste, il lui fournit une occasion de descendre dans la rue. Pierre Lecoeur raconte : « Le dimanche 18 janvier, sur les grands boulevards, à Paris, les Camelots du roi manifestaient dans les cinémas et, à l'Aubert Palace, ouvraient dans l'écran où se reflétait la binette de Steeg, une large déchirure. »[2185] Cela étant, comme le souligne une note des RG du 26 décembre 1930, « l'hostilité de Daudet et Maurras et de leurs collaborateurs à l'égard du nouveau ministère, si ardents dans leurs articles, est cependant modérée à côté de celle qu'ils expriment de vive voix. » La note s'interroge également sur la réalité de la menace émanant de l'AF dans la mesure où si cette dernière « projette réellement quelque coup, il est singulier qu'on en parle ouvertement dans ses groupes de camelots et d'anciens combattants, au risque de permettre aux adversaires d'être prévenus de ces menaces. »[2186]

Quoi qu'il en soit, Steeg tombe dès la fin du mois de janvier 1931 et c'est Pierre Laval qui est chargé de former un nouveau gouvernement. Les radicaux ont alors un choix à faire : s'intégrer à la

---

[2182] *Ibidem*
[2183] PINOL Jean-Luc, « Le temps des droites ? », dans SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites, 1. Politique, op. Cit.* p.308
[2184] DARD Olivier, *Les années 30*, Librairie générale française, Paris, 1999, p.26
[2185] LECOEUR Pierre, « L'activité de l'AF en 1931 », *Almanach* de l'AF 1932, BNF Gallica
[2186] Note des RG, 26 décembre 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199

majorité de droite ou entrer dans l'opposition. Ils choisissent la seconde et refusent de participer au gouvernement Laval.

Si Steeg est ouvertement attaqué ; la bête noire de l'AF en 1930 et 1931 reste sans conteste Briand. En octobre 1930, une centaine de camelots et commissaires se rendent à la gare de Lyon pour l'accueillir à son retour de Genève. 43 arrestations sont opérées mais un des chefs de groupe de la ligue, Robert Bourin, parvient à s'approcher de Briand et l'apostrophe en ces termes : « Misérable Briand, tu nous ramènes la guerre ».[2187] Evidemment l'*Almanach* de 1932 fait de ce dernier un véritable héros de l'AF.[2188] Il semble toutefois que Roulland n'ait pas été totalement satisfait de cette manifestation contre Briand et, s'il félicite le geste de Bourin, il reproche également à quelques chefs et sous-chefs d'équipes de ne pas avoir su retenir leurs hommes et de ne pas avoir suffisamment conspué Briand.[2189]

Au printemps 1931, l'AF joue un rôle direct dans son échec à l'élection présidentielle. Les camelots et étudiants d'AF ont bruyamment manifesté à Paris au cours du mois de mai 1931 contre la candidature de Briand.

L'AF affirme même avoir été le chef de file des manifestations. Maurras raconte : « Le jeudi 7 mai, une colonne très compacte part du Quartier latin et va vers la Chambre où l'on commence à discuter de l'Anschluss : cent cinquante arrestations. Des patriotes, des hommes d'ordre. Oui, mais d'Action française, tous : de nos groupes d'étudiants. (…) Le samedi 9 mai, sur les grands boulevards, Briand est conspué toute l'après-midi. (…) Patriotes. Hommes d'ordre. Ouis, mais étudiants d'Action française, étudiants immigrés en masse sur la rive droite. Là encore, les arrêtés font foi. (…) Le mardi 12, nouvelle manifestation, nouvelles arrestations. Oui, mais au Quartier latin, oui mais d'étudiants d'Action française ».

Dans la nuit du 11 au 12, un premier affichage a lieu : « Aristide Briand, candidat de l'Allemagne. Sera-t-il demain président de la République ? » ; dans la nuit du 12 au 13, second affichage « Votez pour Aristide Briand. Candidat de Blum, de Malvy et du nonce ».

Les camelots du roi ont également été glisser sous la porte de tous les parlementaires un papillon avec l'inscription « Prends garde à toi si Briand est élu »[2190]

Toutes ces manifestations sont confirmées par un rapport de police qui signale également que si

---

[2187] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2188] LECOEUR Pierre, « L'activité de l'AF en 1931 », *Almanach* de l'AF 1932, BNF Gallica

[2189] Note des RG, 4 octobre 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199

[2190] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 14 mai 1931

Briand avait été élu, l'AF prévoyait des manifestations de grande envergure.[2191]
Eugen Weber rapporte que l'AF envoie « des camelots par groupe de deux ou trois « travailler » les membres du Parlement dont le vote pour le 13 (semble) encore douteux. » Ils auraient eu pour ordre de « les poursuivre nuit et jour, dans la rue, à la Chambre, chez eux (…) pour les avertir des conséquences désastreuses d'un vote en faveur de Briand. »[2192]
Ainsi, l'AF affirme être la cause de l'échec de Briand. Dans un communiqué des comités directeurs des camelots du roi daté du 14 mai 1931, on peut lire : « Ils (les camelots et commissaires) ont assuré l'échec de la candidature Briand. Ils étaient prêts à mettre avec leur coutumière abnégation « La violence au service de la raison ». Leurs chefs sont fiers de cette victoire et comptent sur eux. »[2193]
Il est évidemment difficile de savoir dans quelle mesure exacte la campagne de propagande de l'AF a contribué à faire échouer Briand. Si les rapports de police signalent les événements du mois de mai, ils n'évoquent toutefois pas une corrélation entre ces derniers et l'échec de Briand.[2194]

A l'inverse, en février 1932, l'AF manifeste bruyamment contre le renversement de Laval par le Sénat. Evidemment, on ne peut pas considérer que l'AF ait été un soutien de Laval ou de Tardieu mais leur politique est logiquement plus acceptable pour l'AF que celle d'Herriot ou de Steeg. Ainsi, « les royalistes prirent une part prépondérante aux violentes et nombreuses manifestations organisées sur divers points de la Capitale et notamment aux abords du Luxembourg par la jeunesse des écoles pour protester contre la chute du Cabinet Laval provoquée par le Sénat. »[2195]
Le 20 février, Tardieu parvient à constituer un ministère auquel Laval appartient. Un certain nombre d'observateurs estiment que l'AF a joué un rôle dans le retour de Tardieu au pouvoir même s'il est difficile de préciser son rôle exact[2196]. Il faut toutefois rappeler que l'AF accueille avec une certaine froideur le cabinet Tardieu. Maurras parle en effet d'un « cabinet de pompe et d'ostentation »[2197].

Quoi qu'il en soit, si l'on ne peut pas réellement considérer que l'AF, à elle seule, fait et défait les gouvernements successifs, il n'empêche que la ligue peut se gratifier d'une réelle vigueur dans le champ de la politique intérieure française. Le retour d'Herriot au pouvoir en 1932 ne fait

[2191] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2192] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.335
[2193] Communiqué du comité directeur des camelots du roi, Quotidien d'AF du 14 mai 1931
[2194] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2195] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2196] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.338
[2197] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 21 février 1932

qu'accentuer la mobilisation des ligueurs, nous le verrons.

La dénonciation des scandales républicains

A l'instabilité gouvernementale âprement critiquée par l'AF, s'ajoutent, au même moment, des affaires politico-financières qui lui permettent de développer encore davantage sa propagande antirépublicaine.

Le scandale de la *Gazette du Franc* de 1928 a attiré l'attention de l'opinion publique sur les liens entre les hautes sphères économiques et gouvernementales. Un nouveau scandale secoue ce monde en novembre 1930, lorsque trois membres du cabinet Tardieu, dont le ministre de la Justice, Raoul Péret, se trouvent obligés de démissionner en raison d'un scandale les reliant au banquier Oustric.
En 1926, alors qu'il est ministre des Finances, Péret rend le service à Oustric de faire coter en bourses de Paris les actions d'une entreprise italienne. Les services du ministère des Finances s'y opposent mais Péret passe outre et obtient comme récompense un poste de conseiller légal de la banque Oustric. L'affaire en reste là mais, en 1930, une enquête judiciaire est ordonnée en raison des graves difficultés financières de la banque. Une fois encore, Péret, alors ministre de la Justice, tente d'intervenir pour Oustric. Cette fois, l'AF saute sur l'occasion et dénonce un nouvel exemple de corruption parlementaire.[2198] Léon Daudet écrit : « Une chose est certaine. Le cas de Raoul Péret était, cette fois, parfaitement net. Ce garde des Sceaux, complice d'un voleur, qui le payait par enveloppes mensuelles, et qui pressait sur ses magistrats pour que ceux-ci renonçassent à poursuivre ce voleur, ce garde des Sceaux est un misérable qui devrait aller en prison rejoindre son patron Oustric. (…) La Haute-Cour en a jugé différemment. Elle a lavé Raoul Péret. Je tiens pour certain que nous le verrons de nouveau Ministre, Garde des Sceaux, qui sait, il sera peut-être, si le régime dure encore un peu, Président du Conseil. Souvenez-vous de ma prophétie et dites-vous que : C'est çà, la République ! »[2199]

L'AF retrouve ainsi un de ses arguments de mobilisation de prédilection contre le régime. Il en est de même en février 1931, à l'occasion de la représentation d'une pièce sur l'affaire Dreyfus.
Le 15 février, le journal titre « Le régime Dreyfus-Oustric sous les huées ». Hubert de Lagarde rapporte que les camelots ne sont intervenus pour la première fois que le 14 février afin de laisser le temps au public parisien de juger « impartialement de la valeur et de l'opportunité de cette pièce. »

[2198] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.332
[2199] DAUDET Léon, « Moralité de l'affaire Oustric », *Almanach* de l'AF 1932, BNF Gallica

Les camelots du roi ont ainsi exprimé « le dégoût du public français ».[2200]

Les camelots interrompent les séances, comme à l'époque de la pièce de Bernstein. Aux cris, ils ajoutent également des boules puantes. Hubert de Lagarde se félicite d'ailleurs de cette méthode : « Les émissions de gaz délétères avaient donné d'excellents résultats. Lors de la fameuse représentation du 18 février, les dreyfusards les plus enthousiastes n'avaient pu « tenir le coup », et, de l'aveu même de la direction de l'Ambigu, les remboursements de places s'étaient élevés à 1200 francs. »[2201]

Cette manifestation du 18 février donne lieu à une centaine d'arrestations et à de nombreux blessés.[2202]

La pièce est finalement interrompue dès le 4 mars et le journal en profite pour vanter « la victoire des camelots du roi »[2203]. Maurras, le 6 mars, loue leur réussite et, même s'il rend hommage « au courage civique des Croix de Feu (…) et d'un certain nombre d'autres citoyens », c'est avant tout les camelots et étudiants d'AF qui méritent les louanges : « Seuls, ils ont ouvert le combat. Seuls, ils ont livré et soutenu les premières batailles. Seuls, ils ont dressé, varié, adapté les dispositifs qui, de jour en jour, surtout de soir en soir, ont abouti à l'effondrement ennemi. »[2204]

A la fin du mois de mars, la pièce reprend sous haute surveillance ce qui n'empêche pas les remous et une nouvelle utilisation des gaz lacrymogènes dans le théâtre.[2205]

Un rapport de police confirme que « près de 200 royalistes furent arrêtés pour troubles d'une représentation, jets de boules puantes, refus de circuler, outrages et coups aux agents » et qu'il fallut « des forces de polices considérables (…) pour les mettre en échec. »[2206]

Les années 1930-1931 offrent donc des occasions de manifester nombreuses dans le champ des affaires politiques intérieures ; nous verrons qu'elles se cumulent avec les questions de politique extérieure. La situation, loin de s'apaiser en 1932-1933, ne fait que s'aggraver progressivement. Jean Philippet écrit à propos de l'arrivée au pouvoir d'Herriot : « Personne ne se doute que la formation de ce nouveau gouvernement marque le début d'un nouvel avant-guerre. Non que la politique qu'il va suivre se distingue fondamentalement de celle de ses prédécesseurs, (…) et pourtant en l'espace de quelques mois, l'histoire va basculer, une fracture se produire et, de nouveau, les nuages de

---

[2200] LAGARDE de Hubert, « La pièce boche de l'Ambigu. Les Camelots dur roi mettent en musique l' « Affaire Dreyfus » », Quotidien d'*AF* du 15 février 1931

[2201] LAGARDE De Hubert, « L'Affaire Dreyfus à l'Ambigu », *Almanach* de l'AF 1932, BNF Gallica

[2202] Quotidien d'*AF* du 19 février 1931

[2203] Quotidien d'*AF* du 5 mars 1931

[2204] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 6 mars 1931

[2205] Note des RG, 28 mars 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 951

[2206] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

l'orage s'amonceler à l'horizon. »[2207]

3) Les élections de 1932 et le gouvernement d'Herriot

L'AF et les élections de 1932

En février 1932, Tardieu constitue son 3ème ministère et cherche toujours à réunir sous sa direction le centre droit et la droite. A la veille des élections d'avril 1932, les Français ont le choix entre trois grands blocs : le centre-droit et la droite de Tardieu, le parti radical d'Herriot et le parti socialiste SFIO.

A cette époque, l'AF attaque aussi bien les candidats de gauche que ceux de droite. Elle est même plus virulente contre les hommes de droite car elle juge leur action plus « pernicieuse ».[2208]

Le 12 avril 1932, Léon Daudet écrit : « Oui la prochaine consultation électorale est importante, en raison même de l'éruption volcanique qui fait trembler le sol allemand depuis le 14 septembre 1930. Mais, en cette heure critique, ce qui importe surtout, c'est l'échec des hybrides, des prétendus conservateurs, prêts derechef à tout livrer, comme ils ont toujours tout livré, à l'adversaire et ennemi de gauche. Si nous nous en tenons à Paris :

Pas une voix d'AF à Paul Reynaud.

Pas une voix d'AF à Kerillis.

Pas une voix d'AF à Charles Pichon.

Pas une voix d'AF à Taittinger.

Par une voix d'AF à Lerolle.

Car ces hommes-là, sinistres larves, ne sont bons qu'à pactiser, pour leur élection et après, avec Blum, fourrier d'Hitler. Ce sont les plus sournois, partant les plus dangereux, des ennemis de la patrie et de l'humanité. »[2209]

Au final, l'AF prend « une part assez active, quoique limitée aux luttes électorales », mais ne présente pas de candidat.[2210]

[2207] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1200

[2208] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2209] DAUDET Léon, « D'Hitler à Léon Blum », Quotidien d'*AF* du 12 avril 1932

[2210] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

Pendant la période électorale, l'AF fait abondamment distribuer des tracts à Paris et en province :
- « Votez pour moi ! Votez pour moi ! Votez pour moi ! » : « La démocratie, c'est la foire d'empoigne ; pas de surveillance, pas de responsabilité. Personne pour empêcher le pillage, personne pour coffrer et pendre les voleurs. Si vous en avez assez de ces méthodes mortelles, vous nous aiderez à restaurer l'autorité, la justice, l'économie dans l'État, les libertés dans vos communes et dans vos métiers et à rétablir partout les responsabilités. Vive le Roi ! »
- « La Paix » : La politique républicaine est définie, selon le mot de Millerand, comme une « politique qui nous mène à la guerre sous le drapeau de la paix »[2211]

Les résultats des élections signent une victoire pour la gauche radicale et socialiste mais surtout un échec cuisant pour Tardieu. L'AF parvient de son côté à faire échouer Kerillis et s'en félicite ouvertement.
En fait, « les électeurs de 1932 en choisissant nettement Edouard Herriot contre André Tardieu n'ont pas seulement choisi une autre équipe pour sortir le pays de la crise. Ils ont incontestablement renouvelé leur soutien « au modèle républicain » traditionnel et aux institutions qui satisfont alors une majorité de Français. »[2212]
Le 3 mai 1932, Maurras écrit : « Un corps électoral qui tient à ses sous, qui en a perdu les 4/5 au Cartel de 1924 et qui recommence en 1932 est certainement un collège à qui la mémoire, cet œil de l'esprit, a fini par manquer. Un corps électoral qui tient à l'indépendance, à la liberté, à la vie, qui a été soulagé de près de deux millions d'unités florissantes, qui a subi l'occupation de dix départements, qui a dû payer des milliards et des milliards de dépenses de guerre pour s'être donné le luxe de voter, en avril 1914, contre *« la folie des armements »*, ce corps électoral, s'il recommence en 1932, est évidemment un collège déchu de toutes les clartés de l'intelligence. Nous avons dédié notre effort à l'intelligence du pays. Nous ne l'avons jamais crue capable de la moindre lucidité dans l'accomplissement de la fonction électorale. Pourquoi ? Parce que tout aveugle, parce que tout corrompt cette fonction-là. La responsabilité de cette corruption et de cette démence remonte d'abord aux institutions, mais, immédiatement après elles, aux démagogues. L'un d'eux, ce volumineux et dangereux farceur d'Edouard Herriot faisait plaisir à voir, ces dernières saisons. On ne pouvait se tromper sur son état d'âme. Le misérable était à l'affût du pouvoir qui, pour lui, compte seul. »[2213]
Maurras a évidemment un regard acerbe sur l'évolution de la situation. D'ailleurs, le gouvernement

[2211] *Ibidem*
[2212] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.31
[2213] MAURRAS Charles, « Pour notre anniversaire. Sur l'argent et les élections ? Quarante-troisième article », Quotidien d'*AF* du 3 mai 1932

d'Herriot et son rapide échec confirme ses inquiétudes.

Le gouvernement Herriot de 1932

En 1932, comme le rappelle Serge Berstein, « la tactique d'Edouard Herriot révèle une volonté attestée de mener au pouvoir la politique du radicalisme seul, en refusant tout engagement contraignant. Il fait ainsi coup double : il évite d'effrayer les milieux d'affaires qui l'ont fait tomber en 1925 et 1926 en se liant trop étroitement aux socialistes ; il se met à l'abri de toute surenchère de ceux-ci en évitant d'être dépendant des seuls suffrages de la SFIO pour ce qui concerne sa majorité parlementaire. »[2214]

Ainsi, Herriot rejette sans concession les conditions, contenues dans les *Cahiers de Huyghens*, imposées par les socialistes comme préalable à toute alliance.

Le gouvernement qu'il forme en 1932 tient d'ailleurs à l'écart les membres de l'aile gauche de son parti. Les postes clés sont tenus par l'aile centriste ou l'aile droite du parti radical.

Cette nouvelle expérience gouvernementale est un échec cuisant. La raison principale est simple : Herriot peut régulièrement compter sur l'appui des modérés dans la mise en œuvre de sa politique mais ce soutien provoque la colère des socialistes mais également d'une partie du parti radical qui n'accepte pas qu'un gouvernement de gauche gouverne avec l'appui de la droite.

Les tensions sont évidentes en ce qui concerne la politique étrangère, nous y reviendrons dans notre prochaine partie mais elles sont encore plus importantes en matière de politique financière.

Début juillet, Germain-Martin, ministre des Finances prépare un projet qui prévoit plus de 2 milliards de francs d'économies. La commission des finances de la chambre rejette de nombreuses mesures notamment la diminution de 5 % du traitement des personnels administratifs mais Herriot fait tout de même voter ses projets financiers le 11 juillet 1932. Ce texte est rejeté par les socialistes et une partie des radicaux (12 votent contre et 32 s'abstiennent) et il bénéficie de l'appui d'une partie du centre droit (Flandin) et de l'abstention de figures de proue de la droite parlementaire (Reynaud, Tardieu).[2215]

Charles Maurras ironise évidemment sur la situation : « Quant à la majorité de gouvernement, c'est, à proprement parler, une majorité de rechange. On a eu, hier, le spectacle qu'ont offert bien souvent les Chambres successives et qu'il n'est pas besoin de commenter longuement. Un ministère radical fait voter par les socialistes les parties de son programme qu'il a en commun avec eux et par les

[2214] BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne, op. Cit.* p.181
[2215] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.42-43

modérés le reste. Il y a toujours des modérés pour se rallier à ces belles combinaisons : ils allèguent qu'en maintenant les radicaux au pouvoir, ils barrent la route aux socialistes ; ils ne voient pas qu'en réalité ils leur ouvrent la voie, puisqu'ils préparent le pays au régime socialiste. »[2216]

Au fil des semaines, la situation est de plus en plus tendue au sein du parti radical et le congrès de Toulouse de novembre 1932 met en exergue l'opposition virulente entre Herriot et l'aile gauche de son parti menée par Gaston Bergery. Si les conclusions du congrès attestent du succès personnel d'Herriot, en revanche, les textes votés par les militants traduisent les idées de gauche du parti. Ainsi, au lendemain du congrès, Herriot est enfermé dans une impasse. Il est renversé, en décembre 1932, sur la question des dettes interalliées par 402 voix contre 187[2217].

La mobilisation de l'AF n'est d'ailleurs pas étrangère à sa chute. Le 10 décembre, des étudiants d'AF et phalangeards des JP procèdent à plusieurs distributions de tracts contre le paiement des dettes aux E-U. Le 12 décembre, de nombreuses violences ont lieu aux abords de la Chambre des Députés qui discute des dettes interalliées ; 500 arrestations sont opérées parmi lesquelles de nombreux militants royalistes. Le 13 décembre, des colonnes se forment, conduites par les dirigeants des organisations d'AF mais ne parviennent pas à rejoindre le Palais Bourbon ; de nouvelles bagarres éclatent ; 400 arrestations dont le plus grand nombre concernent des camelots du roi et étudiants d'AF.[2218]

Malgré cette forte mobilisation, Herriot propose tout de même d'honorer l'échéance du 15 décembre 1932 alors qu'il sait très bien que l'opinion publique, et une très large majorité des députés radicaux sont hostiles à tout paiement qui ne serait pas couvert par des versements des réparations. Il est donc, sans surprise, renversé le 14 décembre.[2219]

Encore une fois, si l'AF affirme qu'il s'agit d'une « nouvelle victoire », on ne peut évidemment pas considérer qu'elle a, à elle seule, fait tomber le gouvernement Herriot. Cela étant, les observateurs s'accordent à lui attribuer un rôle important. Nicolas Lerouge dans *La République* estime que le point de vue des royalistes l'a emporté. Xavier de Magallon considère que près de 80 votes ont été déterminés par les manifestations des royalistes. Dans l'*Informateur,* Gaston Cagniard écrit : « Une fois de plus, l'Action française s'est révélée la seule force d'opposition en France, la seule force organisée capable d'une action énergique dans l'intérêt national. »[2220]

[2216] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 13 juillet 1932
[2217] BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne, op. Cit.* p.192-193
[2218] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2219] BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne, op. Cit.* p.193
[2220] Cités par WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.342-343

4) L'année 1933 et l'agitation économique

La chute d'Herriot ne résoud pas les problèmes de la majorité de néo-cartel. Paul-Boncour, non-radical mais proche du parti, est appelé à former un nouveau gouvernement finalement assez semblable à celui d'Herriot. Il s'effondre dès la fin du mois de janvier à la suite d'un vaste mouvement de protestation contre la politique du ministre des Finances Henry Chéron.

Les étudiants d'AF se font les promoteurs d'un mouvement de protestation contre le décret de M. Chéron qui suspend pendant une année le recrutement des fonctionnaires. « Après avoir procédé à de multiples distributions de tracts et organisé des manifestations, ils tournèrent le Ministre des Finances en ridicule en le représentant sous la forme d'un cochon. » Le 14 janvier, les camelots et étudiants lancent des œufs sur les gardiens de la paix puis échouent à se rendre au ministère des Finances ; 16 arrestations sont opérées. Le 17 janvier, les étudiants vendent au Quartier latin des petits cochons en métal aux cris de « Qui veut le portrait de Chéron » puis accrochent au-dessus de la porte d'entrée de la Faculté de droit une peinture représentant un cochon avec la tête de Chéron. Les gardiens de la paix chargés d'enlever l'effigie sont accueillis aux cris de « Mort aux vaches » et font l'objet de jets d'oeufs. Toujours le 17, environ 200 étudiants se rendent chez Lucien Lacour qui a suspendu à sa fenêtre un cochon en carton. Au cours de cette manifestation Henri Charbonneau et Jean-Pierre Guichard sont arrêtés. Des manifestations ont encore lieu les 18 et 19 janvier et, le 21 janvier, l'AF organise une grande manifestation contre le ministre des finances au cours de laquelle 42 arrestations sont opérées. Le 24 janvier encore, 3 manifestants d'AF sont arrêtés aux abords du ministère des finances. Le 26, une centaine de camelots et étudiants se rendent à la Sorbonne à la recherche d'étudiants socialistes ; ne les ayant pas rencontrés, ils se déplacent sur le Boulevard Saint Michel et sont rejoints par les Phalangeards des JP.[2221]

Le gouvernement de Paul-Boncour est renversé dès le 28 janvier 1933. Le 30, c'est Edouard Daladier qui est nommé président du Conseil. Ce dernier représente l'aile gauche du parti radical mais ne souhaite pas plus qu'Herriot s'allier avec les socialistes. Il propose toutefois 5 portefeuilles aux socialistes que ces derniers finissent par accepter en subordonnant toutefois leur participation à l'acceptation des *Cahiers de Huyghens.* Daladier s'y refuse en justifiant que les propositions des *Cahiers de Huyghens* sont incompatibles avec le programme du parti radical. Ce revirement peut surprendre mais, comme l'a montré Serge Berstein, la proposition des cinq portefeuilles était une

[2221] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

simple proposition formelle et Daladier n'a jamais réellement envisagé de faire entrer des socialistes au gouvernement.[2222]

Evidemment l'AF est critique mais Daladier n'est toutefois pas violemment attaqué. Maurras écrit : « Quelque réputation d'honnêteté et d'énergique patriotisme que se soit faite M. Daladier, nous redoutons de sa part un étatisme un peu buté (il l'a montré aux chemins de fer), une complaisance fâcheuse pour d'anciens collègues tels que M. Paul-Boncour qu'il est en train de replacer au Quai d'Orsay, et enfin sa fidélité au dogme du Cartel. »[2223] Daudet écrit lui « que ce soit Chautemps, matois mais sans caractère, Daladier, plus brutal et plus net, ou un autre radical qui soit appelé à former le cabinet, ce cabinet ne durera pas. »[2224] D'ailleurs, comme le souligne Olivier Dard, « on saisit mal ce qui pourrait permettre à Daladier de réussir là où ses prédécesseurs ont échoué car les données sont les mêmes. »[2225]

Daladier parvient tout de même à maintenir son gouvernement pendant près de 9 mois ce qui ne doit pas masquer la réalité de la dégradation de la situation politique et diplomatique française liée à l'arrivée au pouvoir d'Hitler mais aussi à une nouvelle phase d'agitation ligueuse.

Au début de l'année 1933, l'agitation ligueuse prend notamment une forme nouvelle à travers les associations de contribuables. L'AF agit alors de concours avec ces dernières. Henry Charbonneau évoque d'ailleurs leur infiltration par l'AF. Plusieurs arguments tendent à le prouver. Comme l'a montré Jean Philippet, Louis Large, secrétaire général de la Fédération nationale des Contribuables est un sympathisant d'AF.[2226] De plus, les camelots et commissaires sont appelés à organiser les services d'ordre lors des grandes réunions de la Ligue des contribuables comme le 28 janvier, où les commissaires cherchent, à la sortie de la salle Magic-City, à prendre la tête de plusieurs colonnes de manifestants.[2227]

A partir de cette date, l'agitation se communique à toute la France. Chaque dimanche, on assiste à plusieurs réunions de protestation. Le 12 février, par exemple : 3000 contribuables à Niort, 2000 cultivateurs à Vervins, 4000 cultivateurs à Vienne, 3000 anciens combattants à Nîmes, des contribuables à Clermont-Ferrand, des conducteurs de camions à Saint-Brieuc.[2228] Dans l'Ouest, Henri Dorgères développe ses talents d'orateur devant des foules en colère.

[2222] BERSTEIN Serge, *Histoire du parti radical, Tome 2, Crise du radicalisme,* Presses de la Fondation nationale de Sciences politiques, Paris, 1982

[2223] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 30 janvier 1933

[2224] DAUDET Léon, « L'insoluble », Quotidien d'*AF* du 30 janvier 1933

[2225] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.45

[2226] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1221

[2227] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2228] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.344

L'AF félicite évidemment « le réveil de la France » mais elle ne s'y associe pas. Elle décrit les événements sans affirmer la présence de ses membres. Il semble toutefois que des ligueurs d'AF aient été envoyés en province pour aider les paysans à lutter contre les saisies du fisc.[2229] Cela étant, il faut largement nuancer l'idée d'un noyautage par l'AF de ces associations. Georges Gaudy écrit ainsi dans l'*Almanach* de 1934 : « L'instinct de la conservation les commande. Leur action déclenchée par des nécessités violentes est dans bien des cas purement physique comme celle de l'homme qui nage s'il tombe à l'eau ou de celui qui se met en garde s'il est surpris pas un agresseur. Mais la position qu'ils doivent prendre et où les voilà installés, mais la direction que prend nécessairement leur effort menace le régime. Ils constituent des forces qui concourent à ébranler et à renverser une construction politique désormais condamnée. Il est amusant d'entendre certains d'entre eux crier : *Vive la République !* Il était singulier d'écouter les paysans de Bronfay se réclamer de leurs ancêtres de 1789. Ils démoliront qu'ils s'en doutent ou non le régime qui les opprime en l'acclamant par un illogisme qui ne peut nous surprendre, comme les autres ont sapé la monarchie en criant : Vive le roi ! Mais ceux-ci ont déchaîné sur la patrie les maux qui nous oppressent et dont ceux-là travaillent à la délivrer. Les premiers mois de l'année 1933 auront vu les prodromes d'une révolution. »[2230]

Quoi qu'il en soit, s'il est difficile de connaître le rôle exact joué par les ligueurs d'AF dans ces mobilisations, il n'empêche que l'AF cherche à en profiter en publiant le manifeste du duc de Guise qui stigmatise la politique économique de la République et se positionne en sauveur potentiel de la situation : « En 1933, les Français travaillent un jour sur trois au profit du fisc, mais l'ETAT, qui avait 10 ministres en 1880, en a 29 aujourd'hui. Les besoins d'argent que l'État s'est créé le portent à mettre les mains sur toutes les forces encore libres de l'activité nationale, à fonder des offices nouveaux, à préparer d'autres monopoles, à confisquer les héritages. Ses concessions périlleuses à l'ETATISME INTERNATIONAL de Genève l'amènent à sacrifier nos agriculteurs, nos industriels, nos commerçants et à subir de honteux rabais sur la défense du pays. (…) IL FAUT QUE VOUS SACHIEZ CE QUE L'ON VOUS DISSIMULE AVEC SOIN : Anciens combattants, pensionnés, fonctionnaires, satisfaction pourrait être donnée à vos justes revendications, et vous Contribuables, vos feuilles d'impôts pourraient être réduites dans des proportions énormes ; cela, sans recourir à des emprunts socialistes qui feraient l'inflation et la vie chère. Il suffirait que l'État restituât à l'initiative privée, réorganisée sous sa surveillance, avec un scrupuleux RESPECT de tous les DROITS ACQUIS, des services tels que : une bonne part de l'Enseignement, les Assurances

[2229] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1221
[2230] GAUDY Georges, « Révolte des Français », *Almanach* de l'AF de 1934, BNF Gallica

sociales, les Chemins de fer, les Téléphones, sans parler des Allumettes, des Tabacs et de tant d'affaires qu'il gère mal et qui ne le regardent en rien. (…) QU'EST CE QUI S'OPPOSE A CE RETOUR D'ACTIVITE PROSPERE ? UNIQUEMENT le règne des partis, le régime électif sur lequel est fondé l'État républicain et, derrière ses factions, la Finance internationale qui les subventionne et les manœuvre à son profit. (…) A cette heure critique, pour une opération chirurgicale telle que la séparation de l'Etatisme et de l'État, une DICTATURE s'impose, mais CELLE DE LA MONARCHIE, non celle des Partis, non celle d'un élu des Partis, où se retrouverait toute la corruption du Parlementarisme avec le despotisme en plus, et qui donnerait vite un nouveau tour de vis à la vieille machine de la centralisation qui vous asservit et vous dépouille. LA MONARCHIE N'EST PAS UN PARTI. Elle ne naît pas des querelles électorales. (…) Je représente les principes qui rendront à l'État la plénitude de l'IMPARTIALITE, de l'INDEPENDANCE et de la STABILITE. »[2231]

La publication de ce Manifeste ne passe pas inaperçu. *Le Petit Bleu, l'Ordre, Le Journal des Débats, Le Temps, La Liberté, L'Echo de Paris, La République,* tous le cite et/ou l'analysent.[2232] Elle permet à l'AF d'accroître sa popularité et surtout de se positionner une fois de plus en garant de l'opposition au régime. Maurice Muret dans *La Gazette de Lausanne* écrit : « Les jeunes gens sont royalistes en 1933, comme leurs grands-pères, républicains sous le Second Empire »[2233]. Quelque soit la réalité de cette affirmation, il n'empêche que, comme toujours, l'AF sait profiter des périodes de crise. Au cours de l'année 1933, l'opinion publique est profondément ébranlée par l'instabilité politique et financière ce qui permet le développement d'un vaste mouvement antiparlementaire mais aussi une nouvelle phase de développement des ligues, nous y reviendrons.

A la fin de l'année, la valse des ministères reprend. Le 24 octobre 1933, le gouvernement Daladier chute, sanctionné par un vote conjugué de la droite et des socialistes contre sa politique économique. Il est remplacé par Albert Sarraut, renversé de la même manière le 23 novembre.
C'est Camille Chautemps, proche d'Herriot, qui est alors appelé à former un gouvernement. Il y parvient et réussit même à faire voter un projet financier susceptible de résorber le déficit le 12 décembre 1933.

[2231] Manifeste du duc de Guise, 30 janvier 1933, Quotidien d'*AF* du 2 février 1933
[2232] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.345
[2233] Cité par *Ibid* p.345

5) La matrice anticommuniste

Au début des années 1930, la matrice anticommuniste reste une matrice fondamentale de l'engagement et de la mobilisation au sein de la ligue d'AF. D'une manière générale, la situation déjà évoquée au cours des années 1920 n'est pas modifiée avant 1934. L'anticommunisme est encore partagé par une large partie de l'opinion publique nationale et occupe dans cette dernière « une place sans commune mesure avec son poids réel »[2234]

D'ailleurs, lors des élections de 1932, les communistes appliquent scrupuleusement la tactique « classe contre classe » et les résultats sont extrêmement mauvais : 8,4 % des suffrages exprimés pour 12 élus.[2235] Cela étant, à cette époque, le parti parvient tout de même à amorcer une remontée grâce à son solide noyau dirigeant, à son appareil perfectionné et à un essor sensible des organisations auxiliaires telles que l'ARAC.

Les communistes cherchent toujours à accroître leur influence en bravant ouvertement le pouvoir et les valeurs de la société ; cette méthode n'est finalement pas très éloignée de celle de l'AF. Ainsi les échauffourées entre les camelots et les communistes restent réguliers à cette époque, à Paris et en province.

En février 1930, c'est à Lyon que des heurts opposent les deux organisations au moment de la vente du quotidien ; en mars, à Alfortville et Maisons-Alfort. En mars toujours, des camelots et ligueurs de Bordeaux vont siffler dans un cinéma l'ancien communiste Torrès. En avril, des communistes assistent à une réunion de la section du 20ème arrondissement en espérant provoquer un incident. Ils sont vigoureusement exclus par les commissaires.[2236]

Les violences entre les vendeurs du *Populaire*, organe socialiste, et les camelots du roi sont très régulières. Par exemple, en février 1933, une centaine de communistes s'attaquent à cinq royalistes qui doivent se réfugier dans un débit où les gardiens de la paix viennent les délivrer. Quelques jours plus tard, ce sont les étudiants d'AF qui s'en prennent aux vendeurs du *Populaire* au Boulevard Saint Michel.[2237] Les exemples de ce type sont extrêmement fréquents et rappelés de manière souvent détaillée dans les rapports de Pierre Lecoeur.[2238]

[2234] BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, op. Cit.* p.161
[2235] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.59
[2236] LECOEUR Pierre, « La vie et l'activité de l'AF en 1930 », *Almanach* de l'AF 1931, BNF Gallica
[2237] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2238] Voir *Almanachs* de l'AF 1931, 1932, 1933, 1934, BNF Gallica

En novembre 1932, des groupements de gauche organisent une manifestation en l'honneur de Jaurès. Les camelots interviennent violemment et frappent à coup de canne les passants porteur d'églantine. Sept arrestations sont opérées pour violence. Quelques jours plus tard, une bagarre éclate entre camelots et vendeurs du *Populaire* après un article annonçant que « les socialistes ne laisseraient pas le pavé du roi aux décerveleurs de la camelote royale et des jeunesses patriotes ».[2239]

Au final, il n'y a pas de réel renouvellement de la matrice anticommuniste au début des années 30 : les discours, comme les pratiques restent les mêmes que celles fondées dans les années 20. A l'inverse, à la même époque, la matrice antisémite tend à se revigorer.

6) Le renouveau de la matrice antisémite

Nous avons déjà évoqué l'atténuation, certes relative, de l'antisémitisme d'AF au cours des années 1920 avec notamment l'apparition du concept de « Juif bien né » mais, comme le rappelle Laurent Joly, « exprimé ou non au grand jour, sous des formes codées que les lecteurs comprennent, le préjugé antisémite n'est jamais bien loin. »[2240]

Au début des années 30, une ambiguïté réelle persiste au sujet de l'antisémitisme d'AF. Les manifestations contre la pièce sur l'affaire Dreyfus au théâtre de l'Ambigu ne suffisent pas à relancer une campagne antisémite dans les colonnes du quotidien, à l'instar de l'épisode Bernstein de 1911. Maurras reste dans l'ensemble assez modéré et il distingue nettement son antisémitisme de celui d'Hitler : « L'antisémitisme français est un antisémitisme d'État : aussi mêlé qu'on le veuille de préjugés, d'instincts, de saine tradition ou d'aversions discutables, c'est, comme notre nationalisme, une doctrine politique, de défense pure. (…) Le Juif est un agent révolutionnaire. (…) Contre cet agent de révolutions, si habile à se conserver, une société a le droit et le devoir de se tenir sur ses gardes. Il n'y a personne qui puisse empêcher cela. Toute l'histoire moderne le manifeste. (…) L'antisémitisme allemand procède d'autres principes. Je le définirais un antisémitisme de peau, mais, comme il convient à l'esprit germain, dûment maximé, théorisé, généralisé, et qui, formulé comme une doctrine absolue et pour l'éternité. (…) Déduire l'antisémitisme de la structure du sang

[2239] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2240] JOLY Laurent, « D'une guerre à l'autre. L'*Action française* et les Juifs, De l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *op. Cit.*p.110-111

juif, du nez juif, c'est intervertir purement et simplement l'ordre des facteurs historiques et sociaux : au juste, c'est substituer une pseudo-science, arbitraire et toute en chiqué à la ferme prudence de notre Empirisme organisateur. »[2241]

Cela étant, à partir du printemps 1931, à la faveur de la crise économique, les bagarres se multiplient entre les militants de la Ligue internationale contre l'antisémitisme et les camelots du roi.[2242]

Un rapport de police du 25 avril 1931 nous signale en effet que, tous les dimanches depuis environ un mois, des incidents regrettables se produisent au carrefour Vieille du Temple entre les camelots du roi et la population du quartier. Le rapport souligne même que « ces incidents ont failli tourner à l'émeute, et d'émeute à pillage par ces temps difficiles de chômage, il n'y a pas loin. » Il explique que « les camelots arrivent vers 10 heures, criant l'Action française, journal royaliste, directeur Léon Daudet, dans la rue et à l'intérieur des cafés et magasins juifs de préférence. D'où provocations et rixes, aussi inutiles pour l'un ou l'autre camp. »[2243]

Evidemment ces incidents sont utilisés par les deux camps à des fins propagandistes. Chacun assurant que l'agression vient des autres.

Comme le rappelle Ralph Schor, l'antisémitisme reprend une importance incontestable dans l'opinion publique au cours des années 1930. Il signale notamment trois phases successives dans la parutions des publications antisémites entre 1930 et 1939 :

- 1930-1933 : période de calme relatif
- 1934-1936 : temps du réveil
- 1937-1939 : affirmation et déferlement.[2244]

Dans le cas spécifique de l'AF, à partir de 1932, l'antisémitisme redevient plus fréquent dans le quotidien sous la plume en particulier du colonel Larpent ou de Léon Daudet. D'ailleurs, si l'AF se montre extrêmement inquiète de l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, elle n'en approuve pas moins les premières mesures adoptées contre les Juifs en Allemagne. Léon Daudet fournit une analyse qui ne résiste pas à l'étude historique mais qui mérite d'être citée car elle témoigne encore une fois de la

---

[2241] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'AF du 27 octobre 1930

[2242] Voir DEBONO Emmanuel, *Aux origines de l'antiracisme. La LICA (1927-1940)*, préface de BERSTEIN Serge, CNRS Editions, Paris, 2012

[2243] Rapport de police, 25 avril 1931, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1815

[2244] SCHOR Ralph, *L'antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Editions complexes, Paris, 1992 et 2005, p.27-28

volonté de l'AF de dénoncer conjointement Allemands et Juifs[2245]. Faisant référence au 1er avril 1933 date à laquelle les nazis organisent un immense boycott des commerces, des cabinets d'avocats et des médecins juifs, Daudet écrit : « Deux faits essentiels dominent ce drame ethnique et politique :
1) L'Allemagne, cherchant la cause principale de sa défaite, que son orgueil lui défendait d'imputer aux défaillances de son grand état-major, a rencontré le socialisme de l'Internationale n°II, dit d'Amsterdam, et son infiltration généralisée dans l'État. A la racine de la doctrine malfaisante et de cette infiltration, elle a trouvé Israël ;
2) Au moment de l'affaire Dreyfus, de 1894 à 1906, l'Allemagne avait travaillé de connivence avec Israël et un certain nombre de politiciens français (notamment Waldeck-Rousseau), à l'anéantissement du IIème Bureau de Renseignements et du grand état-major français. L'Allemagne connaissait ainsi, mieux que personne, les procédés scélérats employés pour cette forme particulière de guerre civile où Israël, grâce à la trahison seconde et forfaiture de notre Cour de cassation l'emporta. (…) Les Français n'ont jamais considéré, dans cette affaire, que le cas particulier de Dreyfus. Mais les Allemands, qui tenaient les ficelles, avec Israël, de cette véritable conjuration, prélude de l'offensive de 1914, avaient suivi, jour par jour, et constaté la puissance redoutable de leur allié juif, aujourd'hui considéré par eux comme la racine de leurs maux. Le duel juif-allemand actuel est ainsi un choc en retour et, comme l'on dit, une incidence historique. »[2246]
Quelques mois plus tard, à l'été 1933, lorsque Léon Blum appelle à un boycott spirituel et matériel de l'Allemagne nazie, Daudet évoque le spectre d'une « croisade pour Israël »[2247].

Au cours de l'hiver 1933-1934, l'affaire Stavisky aurait pu donner l'occasion à une campagne antisémite mais il n'en est rien. Le président du Conseil, Camille Chautemps, interroge d'ailleurs ses préfets le 3 janvier 1934 en ces termes : « On me signale que les sections départementales d'Action française, appuyée par un nouveau groupe « le Francisme », seraient décidées à provoquer des manifestations publiques et agressives d'antisémitisme sur certains points du territoire. »[2248] Le 5 mars, le commissaire divisionnaire de la police spéciale de Lille répond au préfet en affirmant qu' « au cours des derniers événements, la section d'Action française a organisé différentes manifestations et réunions. A aucun moment, il n'a été question d'antisémitisme. Les tracts et affiches de ce parti n'ont fait aucune allusion sur ce sujet. »[2249]

[2245] Il s'agit là évidemment d'un des leitmotivs de Léon Daudet
[2246] DAUDET Léon, « Le duel juif-allemand », Quotidien d'*AF* du 3 avril 1933
[2247] GALIMI Valeria, *L'antisemitismo in azione. Pratice antiebraiche nella Francia degli anni Trenta*, Edizioni Unicopli, Milan, 2006, p.219-223, cité par JOLY Laurent, « D'une guerre à l'autre. L'*Action française* et les Juifs, De l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *op. Cit.*p.113
[2248] Note du président du Conseil aux préfets, 3 janvier 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237
[2249] Rapport du commissaire divisionnaire de la police spéciale à Lille au préfet du Nord, 5 mars 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

Au final, il est clair que la matrice antisémite se renouvelle au début des années 1930 que ce soit dans les discours ou dans les actes de l'AF. L'antisémitisme a toujours été intrinsèquement lié à la doctrine maurrassienne mais, au cours des années 1920, il n'est plus à proprement parler un vecteur d'adhésion ou de mobilisation au sein de la ligue. A partir des années 1930, à la faveur de la crise économique, il redevient un vecteur de mobilisation qui reste toutefois secondaire.

En conclusion, il apparaît qu'en terme de politique intérieure l'AF cherche à profiter de toutes les occasions d'opposition offertes par la crise économique et l'instabilité gouvernementale. Elle parvient d'ailleurs à mobiliser et à faire parler d'elle très régulièrement ce qui tend encore une fois à prouver que les conséquences de la condamnation de 1926 n'ont pas été aussi radicales que ce qu'on aurait pu croire.

Les matrices antirépublicaine, antiparlementaire, anticommuniste, antisémite, combinées aux attaques contre la politique économique et financière des gouvernements successifs permettent à l'AF de maintenir ses troupes en haleine. Ces matrices sont d'ailleurs complétées, voire régulièrement supplantées par une deuxième série de vecteurs de mobilisation, liées cette fois à la politique extérieure de la France.

II. Les questions de politique extérieure

La situation internationale et surtout la question de « l'éternelle Allemagne » est une thématique absolument essentielle au début des années 30 et ce, de manière d'autant plus significative que la montée en puissance d'Hitler est source de grandes inquiétudes pour l'AF qui cherche à mettre en garde continuellement ses lecteurs contre cette nouvelle menace.

1) La dénonciation de la politique extérieure française

Le 27 mars 1930, l'évacuation de Mayence est votée par 527 voix contre 38. Dans les jours qui suivent, la propagande de l'AF à Paris est à son maximum. Le 29, l'AF fait tomber des milliers de papillons de propagande sur la capitale grâce à un avion piloté par un camelot du roi ; les étudiants d'AF distribuent des tracts au Quartier latin ; près de 70 arrestations ont lieu aux abords du Palais Bourbon[2250]. Cela n'empêche pas l'ensemble du projet de loi ratifiant les accords de La Haye d'être voté, le 29.

L'AF titre le 30 mars : « Le crime contre la France et contre la Patrie ». Au cours des semaines qui suivent, elle s'en prend évidemment à la politique républicaine mais également, à Pierre Taittinger qui a choisi de ratifier le traité.

En avril 1930, la ligue édite une affiche intitulée « Le Parlement contre la Patrie et contre la paix » qu'elle fait accoler à Paris et en province. Des tracts et des affiches sont également mis en circulation par diverses sections provinciales : Fédération provençale[2251], La Rochelle[2252], Faucigny, Meaux, Charleville-Mézière[2253], Loches[2254]

L'AF organise plusieurs grandes réunions de propagande en province à Lyon, Marseille, Montpellier[2255]. Joseph Delest entame, à la fin du mois d'avril, une tournée de conférences en province sur « Le plan Young et l'évacuation de la Rhénanie ». Fin mai, une grande réunion de propagande est organisée à Antony en présence de tous les dirigeants d'AF (y compris Maurras). Les rapports de police et notes des RG signalent tous l'importance propagandiste de cet événement.

[2250] Quotidien d'*AF* du 30 mars 1930
[2251] Quotidien d'*AF* du 13 avril 1930
[2252] Quotidien d'*AF* du 20 avril 1930
[2253] Quotidien d'*AF* du 27 avril 1930
[2254] Quotidien d'*AF* du 25 mai 1930
[2255] LECOEUR Pierre, « La vie et l'activité de l'AF en 1930 », *Almanach* de l'AF 1931

Une note des RG du 21 mai souligne que « si la fête et la manifestation que l'Action française organise pour dimanche prochain à Antony n'obtient pas un gros succès, ce ne sera pas faute d'avoir été préparées. Cette journée est, en effet, depuis plus d'une semaine l'unique souci de M. Pujo et de ses amis. On ne parle plus que d'Antony dans toutes les réunions de section où la consigne est de faire un devoir aux ligueurs non seulement d'être tous à cette manifestation, mais d'y amener le plus possible d'amis et de connaissances. »[2256]
Au cours de la réunion, les conférenciers haranguent la foule afin de mettre en garde les 5500 assistants contre le danger de la politique extérieure du gouvernement.[2257] Le succès est donc en demi-teinte lorsque l'on sait que l'AF a fait imprimer 55 000 invitations.[2258]

Après l'évacuation anticipée de la Rhénanie, l'AF ne manque pas une occasion de rappeler l'erreur impardonnable commise par le gouvernement. Dans son *Almanach* pour 1931, Pierre Lecoeur écrit ainsi : « L'année 1930 marquera parmi les dates funestes de l'histoire de notre pays. Elle aura vu l'abandon anticipé des territoires rhénans par les armées françaises. Ainsi, pour servir les illusions pacifistes d'un ministre gâteux aura été avancée l'heure où les barbares se rueront de nouveau vers les vallées fertiles de notre malheureuse Patrie. Prévenir les Français des malheurs que prépare une politique d'abandons, suivie gaiement par le gouvernement de M. Tardieu, telle aura été, au cours de l'année qui s'achève, la tâche principale de l'*Action française*. »[2259]

En réalité, en 1930, l'espoir d'une paix durable est toujours réel. En septembre 1929, Briand lance un projet d'union européenne suivi d'un mémorandum rendu public le 17 mai 1930. A cette occasion, la France est accusée par l'Allemagne de vouloir exercer une hégémonie sur l'Europe. Malgré tout, une commission d'études pour l'union européenne est tout de même fondée par la SDN le 17 septembre 1930. L'AF ironise quant à la réalité des rapports diplomatiques à cette époque : « Les idées de Briand aboutissent toujours, en fin de compte, à compliquer les choses plutôt qu'à les simplifier. C'est un fait qu'une bonne partie de l'assemblée regarde dorénavant l'autre avec un esprit de suspicion plus ou moins prononcé. (…) On peut dire que la solution adoptée sauve peut être la face – Briand le croit du moins – mais elle ne satisfait réellement personne. Jolie politique ! »[2260]
En fait, le regard critique de l'AF n'est pas infondé. La tentative de Briand se heurte très rapidement à la dégradation de la situation et à l'impact de certaines annonces comme l'union douanière

[2256] Note des RG, 21 mai 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[2257] Rapport du Directeur des Renseignements généraux et des Jeux au Préfet de police, 25 mai 1930, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1851
[2258] Note des RG, 17 mai 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[2259] LECOEUR Pierre, « La vie et l'activité de l'Action française en 1930 », *Almanach* de l'AF 1931, BNF Gallica
[2260] « A la SDN. Dans le panier de crabes », Quotidien d'*AF* du 18 septembre 1930

germano-autrichienne (perçue comme une première étape de l'Anschluss) en mars 1931. Finalement, la mort de Briand en mars 1932 entraîne la dissolution de cette instance.

D'une manière générale, la situation internationale se complique au cours de l'année 1931. En effet, à l'été 1931, l'aggravation de la situation économique allemande conduit le président Hindenburg a solliciter le président des Etats-Unis Herbert Hoover qui propose un moratoire général de toutes les dettes intergouvernementales pour la période du 1er juillet 1931 au 20 juin 1932. Le gouvernement français, présidé par Pierre Laval accepte cette solution mais souhaite lier la suppression des réparations à l'abolition des dettes interalliées. Le congrès américain rejette toute idée de diminution de la dette.

Pour l'AF, l'année 1931 représente « le triomphe de l'hypocrisie » : « Jamais l'*Internationalisme*, l'esprit *pan-européen*, la *fraternité des peuples* n'ont connu pareille vogue en Europe et dans le monde. Journaux, revues, déclarent que nous touchons à la terre promise. La haine et la guerre ont été mises hors la loi. Mais, jamais, en réalité, on n'aura vu grandir avec une telle rapidité les pires menaces des pires catastrophes. »[2261]

En juin 1932, une conférence internationale s'ouvre à Lausanne afin de discuter d'une éventuelle réactualisation du plan Young. Edouard Herriot refuse l'idée d'une annulation pure et simple des réparations mais se montre favorable à un paiement final de ces dernières, fixées à trois milliards de marks-or. La question des dettes interalliées est le second grand volet de la conférence. Herriot souhaite, comme Laval en 1931, faire accepter comme préalable à tout accord sur les réparations, l'annulation des dettes interalliées. Les Américains refusent tout accord officiel et proposent un simple accord « officieux » qui prévoit « qu'en ce qui concerne les gouvernements créditeurs [des réparations] la ratification [des accords de Lausanne] ne sera pas effectuée avant qu'un règlement satisfaisant ait été obtenu entre eux et leurs propres créanciers. » Les Français acceptent également « l'accord de confiance » proposé par les Britanniques pour mettre en œuvre « une meilleure méthode de relations européennes. »[2262] Cette conférence de Lausanne prouve sans conteste la faiblesse de la position diplomatique de la France.

Par ailleurs, Herriot échoue également dans ses négociations lors de la conférence de désarmement. Après avoir refusé à la fois le principe de négociations franco-allemandes et le plan de désarmement proposé par Hoover qui prévoyait une diminution de près d'un tiers des armements existants, Herriot demande au ministre de la Guerre de préparer un « plan constructif français ». Ce dernier

[2261] LECOEUR Pierre, « L'activité de l'AF en 1931 », *Almanach* de l'AF 1932, BNF Gallica
[2262] DARD Olivier, *Les années 30*, *op. Cit.* p.35-36

s'axe autour de trois points :
- assistance automatique en cas d'agression ;
- les forces terrestres des états d'Europe continentale doivent être organisées comme des armées de service à court terme et à effectif limité ;
- la question de l'égalité des droits doit trouver sa solution progressive par l'égalisation des statuts militaires (ce dernier point est une concession de taille du gouvernement français).

Ce plan constructif français ne satisfait absolument pas le haut commandement militaire. Le maréchal Pétain ou le général Weygand se montrent d'ailleurs très critiques mais, pour Herriot, « la défense d'un pays ne réside pas seulement dans ses soldats et ses canons mais dans l'excellence de sa position juridique »[2263]. Quoi qu'il en soit, Herriot échoue à faire accepter ce programme et finit même, dans la nuit du 10 au 11 décembre 1932, par donner son accord sur un texte qui reconnaît « l'égalité des droits dans un système qui assurerait la sécurité de toutes les nations ».[2264]

Léon Daudet est évidemment particulièrement virulent au sujet de la politique diplomatique d'Herriot : « Finalement, le peu qui restait des réparations a péri là-bas. Les eaux du lac Léman ont noyé pour toujours ce frêle lambeau de notre victoire. Herriot est ensuite entré à Paris pour crever le plafond, toutes Chambres réunies, comme en 1924-1926. Auparavant, il avait, il est vrai signé son « accord de confiance » avec Ramsay Mac Donald. Cet accord a l'air d'une de ces déclarations à la vie, à la mort, que les pochards échangent mutuellement, sur le comptoir, à la fin d'une journée bien arrosée : « Mon vieux, c'est juré, on est copains, et si qu'on me dirait du mal de toi, gy que je te le répète aussitôt. » A quoi le chef du chômage britannique : « Good fellow, ïe souis friend with you. Stop. Si quelqu'un voulait mal à vous, take care que je loui détache un swing » »[2265]

En réalité, Daudet n'est pas très loin de la vérité ; en effet, comme le rappelle Jean-Baptiste Duroselle, « Herriot a « lâché » sur les réparations et sur « l'égalité des droits » et n'a obtenu aucune compensation autre que verbale »[2266].

A la fin de l'année 1932, c'est d'ailleurs toujours sur l'épineuse question des réparations et des dettes que tombe Herriot, nous l'avons déjà évoqué.

L'arrivée au pouvoir d'Hitler en janvier 1933 aurait pu permettre une clarification de la politique diplomatique française, mais il n'en est rien, nous le verrons.

[2263] Cité par *Ibid* p.39
[2264] *Ibid* p.40
[2265] DAUDET Léon, « Après les élections de mai », *Almanach* de l'AF 1933, BNF Gallica
[2266] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence, 1932-1939,* Imprimerie nationale, 1979,

Au final, en matière de politique étrangère, il est évident que pour l'AF, l'Allemagne reste l'ennemi principal de la France et la première règle consiste à empêcher son relèvement. Pour se faire, la question est de savoir sur qui s'appuyer. Evidemment pas sur la Russie, en proie au communisme. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne auraient pu être des alliés mais leur volonté permanente de réduire les réparations afin de relancer l'économie allemande se heurte évidemment aux ambitions défendues par l'AF. Il reste donc l'Italie de Mussolini que Maurras ne manque jamais de féliciter pour son régime d'ordre. L'idée d'une lutte entre germanisme et latinité est d'ailleurs un thème récurrent dans la rhétorique de l'AF.

2) L'analyse du nazisme et l'arrivée au pouvoir d'Hitler

L'analyse du nazisme

Le 30 avril 1930, le quotidien d'*AF* débute la publication d'une série d'articles consacrés au parti socialiste national allemand. Ces articles sont issus des informations envoyées par « un étranger » qui a eu « l'occasion d'observer de près l'activité » du parti d'Hitler. L'AF souligne immédiatement : « On ignore trop en France la puissance de ce groupement qui, s'opposant au socialisme marxiste aussi bien sous la forme social-démocrate que sous la forme communiste, unit dans son programme les revendications sociales aux revendications nationales, ce qui lui a permis de bénéficier des forces populaires qui se méfiaient des nationalistes purs. Le premier article de ce programme est d'ailleurs l'abolition des traités de Versailles et de Saint-Germain. »[2267]
L'informateur développe une description assez poussée du parti national-socialiste et de sa propagande en particulier dans les milieux ouvriers et paysans. La conclusion de son rapport est lapidaire : « On a tendance en France à considérer la *Reichswehr* (l'armée régulière allemande de 100 000 hommes) comme le plus grave des dangers menaçant la France. » En réalité, le danger vient, sans conteste, des SA et SS qui « s'agrandissent chaque jour, grossis d'une part de tous ceux qui se sont détachés du *Stahlhelm* nationaliste et du *Rotfront* communiste, et de l'autre des jeunes gens qui vont à eux, par conviction personnelle ou poussés par leurs parents. Afin de demeurer souples et aptes à l'exécution immédiate des ordres de leur chef Hitler, les SA's locaux font chaque quinzaine un exercice de nuit, presque toujours sans armes, et s'exercent au tir, dans des cercles. Les

[2267] « Sous la croix gammée. Le parti socialiste national allemand », Quotidien d'*AF* du 30 avril 1930

SA's et SS's, qui sont inspectés à intervalles réguliers, comptent plus de 300 000 hommes disséminés dans tout l'Empire. On doit considérer l'activité du parti socialiste national comme un des plus grands dangers pour la France, d'autant plus qu'il possède la sympathie de la *Reichswehr*. C'est là le point sur lequel il faut insister. Quand le parti socialiste national aura déclenché par ses SA's et SS's, il sera aidé par la *Reichswehr*. Tout au moins celle-ci ne fera rien pour empêcher le parti socialiste national de triompher. Que pourra la *Schupo* (la police) à elle seule, ou même aidée de la *Reichsbanner* et peut-être par le *Rotfront* ? Pas grand-chose. »[2268]

L'AF dénonce donc précocement le danger représenté par le parti d'Hitler. Elle y voit, dès le départ, une représentation de cette « Allemagne éternelle », revancharde, constamment dénoncée par les maurrassiens. Après les élections allemandes de septembre 1930 qui donnent 6,5 millions de voix au parti national-socialiste, Léon Daudet écrit : « Le résultat des élections allemandes est celui que nous avions prévu et annoncé depuis deux ans et que préparait l'évacuation de Mayence. (…) D'ici un mois, avec la réunion de 100 000 « Casques d'acier » en Rhénanie évacuée, nous pouvons nous trouver en face d'un ultimatum allemand exigeant la révision du Traité de Versailles, en ce qui concerne le couloir polonais et le plébiscite en Alsace-Lorraine, plébiscite soigneusement préparé par les soins du cardinal Gasparri. Ou la Pologne résistera, ou elle se soumettra, perdant ainsi sa nationalité. Ou nous accepterons, ou nous résisterons. Telle est l'alternative amenée par la politique de M. Briand, acceptée par M. Poincaré. »[2269]

Les élections de novembre 1932 voient un recul du parti nazi. L'AF considère que ce recul s'explique par « l'inertie du parti qui a accepté passivement les mesures prises contre lui. »[2270]
Quoi qu'il en soit, en France, cette nouvelle est accueillie avec soulagement ; Léon Blum écrit ainsi dans *Le Populaire* des 8-9 novembre qu'Hitler est « désormais exclu (…) de l'espérance du pouvoir ».[2271] La surprise est donc d'autant plus grande en janvier 1933 lorsque Hitler est nommé chancelier.

L'arrivée au pouvoir d'Hitler et la politique diplomatique de la France en 1933

Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, l'AF critique l'inertie de la France et rappelle qu'elle a commencé à mettre en garde contre le régime nazi dès l'année 1930. Maurras écrit le 31 janvier

[2268] « Sous la croix gammée. Le parti socialiste national allemand », Quotidien d'*AF* du 3 mai 1930
[2269] DAUDET Léon, « La guerre pour demain ? », Quotidien d'*AF* du 16 septembre 1930
[2270] « Les élections allemandes », Quotidien d'*AF* du 7 novembre 1932
[2271] Cité par DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.46

1933 : « Depuis (1930), Hitler a eu des hauts et des bas, mais, jusqu'à ces derniers temps, il fallait avouer que des succès généraux compensaient toujours, et même au-delà, ses reculs partiels. Ces reculs avaient bien paru s'accroître ces temps derniers, et notre presse servile, nos journaux de mangeoire et de râtelier, en avaient tiré leurs conclusions intéressées sur le fatal reflux de l'esprit de guerre allemand. Résultat : Hitler est devenu chancelier du Reich. Rien que ça ! Appelons ce résultat par son nom : c'est la dernière en date des conséquences de la politique briande, de ses concessions et de ses capitulations à jet continu. Cette saleté, cette indignité, cette absurdité n'a du reste pas fini de porter ses fruits qui sont déjà amers, qui le seront de plus en plus. *« L'atmosphère de paix »* dont elle prétendait envelopper l'Europe en reçoit de nouvelles charges d'électricité homicide. Sainteté ! Eminences ! Grandeurs ! Paternités ! Ne serait-il pas temps d'avouer que, faillibles comme nous tous en matière politique, vous vous êtes cruellement, lourdement et risiblement, trompées ? »[2272]

Dans les jours qui suivent, les articles sur le sujet se succèdent dans le journal. L'AF rappelle quotidiennement qu'elle avait raison depuis 1930, que l'arrivée au pouvoir d'Hitler n'est que le résultat de la politique de Briand et qu'Hitler va irrémédiablement remettre en cause l'ordre européen.

Léon Daudet écrit le 1er février 1933 : « Voici Hitler dans le fauteuil de Bismarck. Le « chef de bande » du *Petit Parisien*, le « peintre en bâtiment » du *Journal*, le « maboul » du *Matin* est aujourd'hui, avec son programme guerrier, le maître absolu, en l'absence de *Kronprinz*, d'un pays de 70 millions d'habitants, qui ne rêve que plaie et bosse. Les bonnes gens de chez nous ne se doutent pas qu'ils ne sont séparés d'une guerre d'extermination que par une feuille de papier cigarette. »[2273]

Le 3 février, c'est Jacques Bainville qui écrit : « La dernière carte de ceux qui avaient prétendu que la vague hitlérienne reculait et allait mourir, c'est de prétendre que le chef des nazis n'a été appelé au pouvoir que pour y montrer sa nullité. Hitler n'est sans doute ni Jules César, ni Bonaparte, ni Bismarck, ni Mussolini. Il y a un métier dans lequel il n'est pas nul. C'est celui de remueur de foules. Pourquoi, chancelier, ne continuerait-il pas à le faire ? »[2274]

En fait, la réalité de la menace que constitue Hitler pour la France en 1933 n'est pas sans nuances. Klaus Hildebrand a montré que pour comprendre la politique nazie vis à vis de la France, il faut sortir d'une approche bilatérale et garder à l'esprit que la France n'est pas au cœur des préoccupations d'Hitler, à la différence de l'URSS. Il souligne également que l'analyse doit tenir compte de la chronologie car le regard d'Hitler sur la France est fonction de la puissance de cette

[2272] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 31 janvier 1933
[2273] DAUDET Léon, « Hitler et l'oeuvre de Briand », Quotidien d'*AF* du 1er février 1933
[2274] BAINVILLE Jacques, « L'« En avant » du chancelier Hitler », Quotidien d'*AF* du 3 février 1933

dernière qui diminue inexorablement au cours des années 30.
Ainsi, les Français ont trois options face à Hitler : une guerre préventive (totalement impossible à faire accepter à l'opinion quand bien même les gouvernants auraient eu conscience de la réalité du danger) ; un rapprochement avec l'Allemagne sur fond d'antisoviétisme (ce qui aurait compromis l'entente avec la Grande-Bretagne) ; une entente avec la Grande-Bretagne et une politique d'*appeasement* (option finalement retenue par la France).[2275]

Au début de l'année 1933, les travaux de la conférence du désarmement reprennent en présence de l'Allemagne. La France ne parvient toujours pas à faire accepter son « plan constructif » aux Anglais.
Parallèlement, la tension diplomatique franco-allemande s'accroît au mois de mars lorsqu'un détachement de nazis occupe pendant 36 heures des baraques désaffectées dans la zone démilitarisée de la rive droite du Rhin. L'AF saute évidemment sur l'occasion de dénoncer une nouvelle fois la politique belliqueuse d'Hitler. Maurras écrit le 12 mars : « On est locarnien ou on ne l'est pas. Si l'on ne croit pas aux garanties de Locarno, il faut opposer aux actes des actes, dont le moindre doit consister à garnir immédiatement la frontière, que les ouvrages Maginot soient prêts ou qu'ils ne le soient pas. Mais, si l'on a eu le malheur de croire en Locarno, la chute immédiate, manifeste, incontestable de ce ridicule papier prescrit un acte de constatation solennel ayant valeur d'abrogation, mettant le point final à cette politique extérieure *unique* (…) »[2276].
Pour une fois, l'AF n'est pas isolée dans sa dénonciation de l'affaire. L'incident est mineur, certes, mais il déclenche un sursaut d'union nationale qui entraîne un resserrement derrière le président du Conseil Daladier. Ce sursaut s'estompe néanmoins très vite à la faveur de l'enlisement des négociations diplomatiques qui conduisent à un nouvel ajournement de la conférence sur le désarmement en juin 1933.

A l'été 1933, la menace allemande se précise : la production d'avions de combat et de chars d'assaut est lancée. L'Allemagne tente de le camoufler en multipliant les déclarations pacifistes mais les informations fournies par les services de renseignement français sont formels. Dès lors, la France a deux solutions : s'entendre avec l'Allemagne ou parvenir à s'assurer des alliances contre elle.
Des projets d'entente franco-allemande ont été élaborés mais cette solution paraît toutefois vite exclue en raison de l'impossibilité de la faire accepter à la Chambre mais aussi de la volonté de préserver l'entente avec la Grande-Bretagne.

[2275] HILDEBRAND Klaus, « Hitler's policy towards France until 1936 », dans HILDEBRAND Klaus, *German Foreign Policy from Bismarck to Adenauer. The limits of statecraft*, Unwin Hyman, Lonfon, 1989, pp.121-149,
[2276] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'AF du 12 mars 1933

La France cherche donc à s'entendre avec la Grande-Bretagne mais l'échec est comme toujours au rendez-vous. Des négociations avec l'Italie sont également tentées, sans succès.
En octobre 1933, dès la réouverture de la conférence de désarmement, Hitler annonce le retrait de l'Allemagne. Cette décision aurait pu renforcer l'entente entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis mais il n'en est rien. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis entrent dans une phase d'isolement au grand désarroi de la France.

Ainsi, au cours de l'année 1933, les gouvernants français se montrent « inconsistants devant ce premier coup de semonce hitlérien »[2277]. Evidemment, l'AF se plaît à critiquer la faiblesse de la politique diplomatique française et lutte avec beaucoup de vigueur contre le pacifisme.

3) La matrice antipacifiste

Dans ce contexte d'instabilité diplomatique, la lutte contre le pacifisme est au coeur de la mobilisation de la ligue. L'AF est critique dans les colonnes de son journal mais elle est également active dans la rue.

La mobilisation de rue

En 1930 et 1931, Briand, comme symbole de la politique pacifiste, est évidemment toujours violemment attaqué[2278], nous l'avons déjà évoqué, mais l'AF trouve également des occasions de manifester au moment de diverses réunions pour la paix.
Ainsi, en novembre 1930, les camelots et étudiants empêchent la tenue d'une réunion de la Ligue des Droits de l'Homme sur le sujet « L'Allemagne et nous ».[2279]
En 1931, les ligueurs sont toujours actifs à Paris et en province. En décembre, par exemple, les ligueurs de Lyon huent Pezet ; à Challans, Joseph Delest fait voter une motion contre la politique des organisateurs dans une réunion de Marc Sangnier et les camelots investissent la tribune aux chants de la Royale ; à Perpignan, les camelots empêchent la tenue d'une conférence pacifiste.[2280]

[2277] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.54
[2278] Le 2 octobre 1930, un camelot du roi, Robert Bourin, est arrêté après avoir menacé Briand à la sortie de son train aux cris de « Infâme Briand, tu nous ramènes la guerre »
[2279] Quotidien d'*AF* du 29 novembre 1930
[2280] LECOEUR Pierre, « La vie et l'activité de l'AF en 1932 », *Almanach* de l'AF 1933, BNF Gallica

En novembre 1931, le « moment de gloire » des nationalistes contre la politique pacifiste a lieu lorsque les camelots, ligueurs et étudiants, de concours avec les croix de feu, les jeunesses patriotes et les membres de la ligue des patriotes, sabordent le Congrès de la paix au Trocédaro. Un rapport de police signale que « de connivence avec les Croix de feu, les camelots du roi s'y rendirent en nombre et après s'être au préalable procurés des places, se livrèrent à une obstruction violente qui provoqua des pugilats. »[2281]

Le 28 novembre, Maurras félicite « une admirable manifestation d'union nationale »[2282]. Au cours de la réunion, les camelots du roi parviennent à s'emparer de la tribune. La presse nationaliste parle de « la Victoire du Trocadéro » alors que l'*Oeuvre* s'offusque contre « un coup de force fasciste ». Cette accusation est d'ailleurs balayée, en décembre, lors de l'examen de l'affaire par la Chambre : Pierre Laval, alors président du Conseil, écarte les protestations de la gauche ce qui ne manque pas de satisfaire Maurras qui écrit le 9 décembre : « Il nous reste à nous frotter les mains et à rire. En intervenant victorieusement l'autre vendredi, aidés des Croix de Feu et de quelques « Jeunesses patriotes », les Camelots du Roi, Commissaires et Ligueurs d'Action française, Etudiants d'Action française, les membres de l'Association Marius Plateau ont aménagé le débat officiel au cours duquel M. Laval a dû prendre position comme défenseur de l'ordre et de la patrie ! »[2283]

En 1932 et 1933, les violences et manifestations entre royalistes et pacifistes sont régulières[2284] :

- 5 janvier 1932, à Argenteuil : camelots et commissaires interviennent dans une réunion pacifiste (8 arrestations et 3 condamnations).
- 15 janvier, au Quartier latin : échauffourées provoquées par les royalistes contre des vendeurs de journaux pacifistes (2 blessés et 2 arrestations)
- 18 janvier : intervention de pacifistes dans une réunion des étudiants d'AF de Toulouse.
- 21 janvier, les camelots provoquent des heurts à la sortie d'une réunion de la Ligue internationale des combattants de la Paix.
- 8 mars : à Arles, les camelots interviennent dans une réunion organisée par la Ligue internationale des femmes pour la paix.
- 26 mai : des camelots parviennent à engendrer la dissolution d'une réunion pacifiste à Gagny.

[2281] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2282] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 28 novembre 1931

[2283] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 9 décembre 1931

[2284] Chronologie établie à partir du rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893 et de l'article de LECOEUR Pierre, « L'activité de l'Action française en 1932 », *Almanach* de l'AF de 1933, BNF Gallica

- 3 juillet : un avion largue des tracts pacifistes au dessus d'une réunion d'AF à Noisy le Grand. Il essuie 150 coups de revolver.
- 28 août : des jeunes royalistes se rendent à Bierville dans une réunion pacifiste et y lancent des fumigènes et des pétards.
- 19 février 1933 : une cinquantaine de camelots et commissaires de Paris se rendent à Charenton dans une réunion pacifiste.
- 4 mars 1933 : nouvelle manifestation contre un rassemblement pacifiste.

L'importance accordée à la mobilisation antipacifiste explique dans une large mesure le développement et la mise sur le devant de la scène d'un vaste programme militaire.

Le programme militaire de l'AF

En 1930, la majorité de l'opinion publique s'accommode de la décision d'évacuer la Rhénanie. En fait, les dirigeants politiques, comme la majorité des Français comptent toujours sur l'armée pour faire respecter la position française[2285]. Cette dernière est toujours imposante (les effectifs entretenus sur le budget de 1931 s'élèvent à 527 000 officiers et soldats) ce qui agace d'ailleurs les Anglo-Saxons dans un contexte international de paix. L'armée française impose le respect mais elle n'en souffre pas moins de graves carences notamment organisationnelles. Trois ministères distincts (Guerre, Marine, Air) se disputent jalousement leurs prérogatives. De plus, l'état des matériels pose de sérieux problèmes : stocks non renouvelés, matériels pas modernisés.[2286]

L'AF propose une réforme profonde de l'armée expliquée par le général Lavigne-Delville :
« Il nous faut d'abord une force militaire « expéditionnaire » immédiatement prête qui devra :
a) Pouvoir s'opposer victorieusement et définitivement à toute irruption de la force militaire du pays le plus menaçant (…).
b) Pouvoir agir comme frein pour empêcher toute tentative hostile qui, immédiatement ou non (…) menacerait la paix européenne ;
c) Etre éventuellement un des arguments importants de la SDN le jour où son action se préciserait autrement que par le règlement modeste de difficultés que l'ancienne diplomatie avait l'habitude de liquider.

[2285] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.19
[2286] VAISSE Maurice, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930 – 17 avril 1934,* Publications de la Sorbonne, Pédone, Paris, 1982

Il faut ensuite une armée d'allogènes. Je dis « ensuite » car il ne faut pas compter sur elle immédiatement en cas d'hostilité européenne : on ne peut être à la fois au moulin colonial et au four… de la couverture. Puis elle n'aura de valeur que par ses cadres métropolitains et à condition qu'elle soit protégée elle-même contre les périls communistes, bolchevistes, etc.
Enfin en cas d'invasion, une organisation générale de toutes les forces du pays. Un pays menacé dans son existence même se doit de défendre lui-même tous moyens réunis. Cette mobilisation générale, couverte par l'armée de métier doit gagner de vitesse, sinon de puissance, l'organisation nationale adverse la plus menaçante. Là surtout le temps doit travailler pour nous. »

L'AF met au cœur de son projet le retour à une armée de métier tout en reconnaissant que les seuls engagements et rengagements ne peuvent suffire à couvrir les besoins estimés à 350 000 hommes. Le général Lavigne-Delville parle donc de faire appel au contingent mais en trouvant « des compensations qui diminuent les charges civiques des citoyens acceptant une durée de service supérieure. » Il fait alors référence à « l'inscription maritime » qui impose « un service militaire plus long et plus dur que les autres en vue d'un privilège accordé à la profession de marins que l'État a intérêt à protéger. »
En ce qui concerne la charge militaire, « à répartir proportionnellement entre tous les Français, la famille nombreuse ne donnera pas plus que la famille réduite. Par exemple, s'il faut obtenir 2 ans de services, le fils unique les fera intégralement ; dans une famille de 4 enfants chaque fils ne ferait que 6 mois. »[2287]

Le projet militaire de l'AF est évidemment attaqué. La *Dépêche de Rouen* écrit ainsi : « Si nous écoutions l'*Action française*, la France serait dans un état permanent de mobilisation générale. Ce serait trop exténuant ! M. Maurras estime que nous n'aurons jamais assez de généraux, jamais assez de canons, jamais assez de soldats. »[2288] En réalité, si l'on se réfère à l'exposé de Lavigne-Delville, cette critique peut paraître exagérée. En revanche, il est clair que la politique des compensations défendues par l'AF auraient été rapidement intenable financièrement parlant.

[2287] LAVIGNE-DELVILLE général, « La Défense Nationale », *Almanach* de l'AF 1931, BNF Gallica
[2288] Cité dans le quotidien d'*AF* du 25 décembre 1930

Au final, il est évident que la matrice antigermaniste, couplée à l'antipacifisme, est toujours au cœur du militantisme d'AF que ce soit en tant que vecteur d'engagement ou vecteur de mobilisation.

Plus largement, la faiblesse diplomatique de la France est également un des facteurs explicatifs de la nouvelle flambée ligueuse qui agite la France en 1933. Elle se double d'une dénonciation de plus en plus forte des institutions parlementaires et de leur incapacité à régler la crise économique et les problèmes diplomatiques.

Si la République est jugée incapable, par l'AF, de régler la situation économique et financière, l'AF est également jugée, par certains de ses militants, incapable de renverser la situation et c'est ce qui explique la grande dissidence de 1930.

III. La grande dissidence de 1930

1) La crise interne de 1930

La ligue d'AF face à la grande dissidence

Au début de l'année 1930, l'AF se trouve en proie à des luttes intestines que l'historiographie retient sous le nom de « grande dissidence ».
Un rapport de 1932 explique que « les causes en sont mal connues ; toutefois il semble que le secrétaire général de la ligue, Pierre Lecoeur, ait été accusé par certains de ces derniers (les dirigeants dissidents) d'être un indicateur de police. Soutenu par M. Charles Maurras, Léon Daudet, Maurice Pujo, l'amiral Schwerer, Maxime Real del Sarte, alors qu'il était combattu par Bernard de Vésins, (illisible), les Drs Guérin et Martin, Lecoeur a réussi à confondre ses accusateurs. Ceux-ci ont alors démissionné. La ligue a vu ainsi partir des militants de la première heure comme le colonel Bernard de Vésins et François de la Motte Gourlez, et des plus jeunes comme les Drs. Martin et Guérin, André Real del Sarte, le colonel Colté, Sémichon, Chaboche, de Lorgeril, Maurice Dardelle, Hervé le Grand, Pierre Galli, Jean Gazave, etc. Ceux-ci ont constitué un groupement de dissidents qui a pris le titre de « Fédération royaliste de la Seine » qui, si elle n'a pas pris une grande extension, a enlevé cependant à la Ligue d'Action française un certain nombre d'adhérents. »[2289]
A l'été 1932, l'affaire rebondit encore lorsque Roulland, secrétaire général des camelots du roi, quitte à son tour l'AF pour rejoindre la dissidence.[2290]

La dissidence de 1930 entraîne donc le remplacement du président de la ligue, Bernard de Vésins par l'amiral Schwerer. Il est toutefois assez difficile d'appréhender les réelles raisons de la rupture de Bernard de Vésins. Nous avons vu à quel point il s'est engagé dans la défense de l'AF au moment de la condamnation pontificale. En réalité, s'il est resté fidèle à la ligue en 1926, la déchirure entre le maurrassien et le catholique est immense et il est possible, qu'en 1930, il ait simplement « profité de l'occasion » pour rompre.[2291]
Son départ est mal accepté notamment en province. Une note des RG de mars 1930 signale ainsi

[2289] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2290] Notes des RG, 22 juillet et 24 septembre 1932, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[2291] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.307

que « d'après les confidences faites par l'amiral Schwerer à ses amis, l'accueil qui lui a été réservé (au moment de sa tournée de conférences en province) laissait à désirer, de nombreux ligueurs se seraient en effet plaints du départ de Bernard de Vésins et auraient déploré les divergences qui se sont produites au sein du Comité directeur. »[2292]

Les papiers du docteur Aversenq, président de la section de Toulouse, contiennent des correspondances extrêmement intéressantes qui permettent d'appréhender la gravité de la situation de la ligue à l'époque.

Le 7 février 1930, un ligueur parisien soutien des dissidents, Jean Delvolvé, écrit à Aversenq afin d'obtenir son soutien : « Vous pensez déjà certainement que le départ de Vésins et de Guérin est un malheur. Vous le penseriez aussi certainement de celui de Martin si vous le connaissiez. Mais ce qui est plus grave c'est que cela entraîne une désorganisation et un marasme inquiétant. (…) Vous avez comme moi, le sentiment que les départs de Vésins, La Motte, Guérin, sont en soi et au simple point de vue de leur valeur, lamentables. Vous penserez comme moi qu'il est inquiétant de voir le comité directeur présidé par un vieillard de 75 ans, assisté du plus grand esprit du siècle mais dont la surdité lui enlève la moitié de ses contacts avec les hommes et infirme d'autant son jugement sur les hommes qui l'approchent ; de voir ce comité composé de gens âgés et dont aucun n'a eu avec nos organisations de propagande un contact réel (sauf Pujo et c'est lui une grande cause du mal. Encore Pujo ignore t-il tout à fait la province). Ce qui est plus grave encore, c'est que cette situation a été créée par une décision où l'on a préféré Lecoeur jugé incapable il y a cinq mois de rester secrétaire général de la Ligue, à Vésins et à Guérin (…) Cela est encore plus étonnant quand on sait la part de vérité qu'il y avait dans le fondement des accusations de Martin et de Guérin. S'ils n'ont pas prouvé la culpabilité de Lecoeur, c'est vrai, ils ont prouvé du moins que Lecoeur ne pouvait pas rester à son poste ayant reçu de la police un service trop important. Et cela vous montre (…) ou vous laisse pressentir ce qu'il y a de dramatique dans cette crise, où l'on a préféré à des chefs écoutés un matraqueur qui n'a pas les mains libres. (…) A mon avis, il faut donc exercer une pression très forte sur Maurras pour que tout soit rétabli dans l'ordre, Vésins, de la Motte, Guérin, Martin, à leurs postes. Il ne faut pas se le dissimuler ; ce sera très difficile à obtenir ; mais je crois que le président de la section de Toulouse peut, par lui-même, par les organisations voisines, exercer une action utile. Si je me permets de vous écrire ceci, mon cher Docteur, c'est que je crois la débâcle certaine. Je me demande par quel mystère Maurras a pu être acculé à une pareille décision. Quant à la façon dont une pression peut-être exercée utilement, voici les solutions envisagées :

1) Démissionner : je n'en suis pas encore partisan, car il faut rester maître de nos organisations.

[2292] Note des RG, 18 mars 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199

2) Ecrire à Maurras des représentations extrêmement énergiques et lui montrer le désarroi qui va résulter de ces événements ; le menacer de s'en aller.
3) Dans l'un ou l'autre cas, mettre ou faire mettre le prince au courant. »[2293]

Ainsi, on le voit, la situation de la ligue est extrêmement tendue. Nous ne connaissons pas la teneur de la réponse qu'Aversenq a envoyé à Delvolvé mais, le 12 février, ce dernier envoie un nouveau courrier dans lequel il regrette ne pas avoir convaincu le président de la section toulousaine. Delvolvé réexplique également les défauts d'organisation de l'AF et considère que l'AF n'est plus en mesure de faire la monarchie.[2294]
Quoi qu'il en soit, le 13 février 1930, le docteur Aversenq envoie une lettre à l'amiral Schwerer pour réaffirmer sa filiation à l'AF et appeler ses amis à « rester dans leurs groupes » : « Veuillez répéter à tous nos amis, comme je le leur ai déjà dit, que je les engage vivement à rester dans leurs groupes. A ce point, j'ai lu une adresse des Etudiants qui ne me paraît pas répondre à l'état d'esprit où je voudrais les voir. Leur jeunesse est leur excuse, mais dites-leur bien de ma part qu'il vaut mieux s'agiter moins et attendre avec confiance d'y voir clair. »[2295]

Le 14 février, l'amiral Schwerer répond à Aversenq pour le remercier de son soutien et fait directement référence à des « manœuvres policières et peut être maçonniques dont Martin, Guérin et de La Motte ont été les instruments tout à fait inconscients. » Il rappelle également que Vésins était, dans un premier temps, en accord avec l'expulsion de Guérin et Martin et qu'il a fait savoir à la dernière minute son choix de démissionner. Cette affirmation tend à confirmer que le départ de Vésins répond à des facteurs complexes.[2296]
En revanche, les origines de la crise au sein de l'AF semblent plus lisibles.

Les origines de la crise

Au cours d'une réunion du groupe dissident du 18ème arrondissement, Guérin explique que « les membres seront recrutés parmi les démissionnaires de la Ligue. Ils resteront toujours fidèles

[2293] Lettre de Jean Delvolvé au docteur Aversenq, président de la section de Toulouse, 7 février 1930, Archives départementales de Haute-Garonne, Toulouse, 1 J 64
[2294] Lettre de Jean Delvolvé au docteur Aversenq, président de la section de Toulouse, 12 février 1930, Archives départementales de Haute-Garonne, Toulouse, 1 J 64
[2295] Lettre du docteur Aversenq à l'amiral Schwerer, 13 février 1930, Archives départementales de Haute-Garonne, Toulouse, 1 J 64
[2296] Lettre de l'amiral Schwerer au docteur Aversenq, 14 février 1930, Archives départementales de Haute-Garonne, Toulouse, 1 J 64

aux doctrines de Maurras et seront à l'avant garde du mouvement royaliste. »[2297] Cette dissidence de 1930 n'est donc en aucun cas une remise en cause doctrinale du maurrassisme mais bien une remise en cause des chefs de la ligue. Guérin le confirme d'ailleurs : « J'estime que les cadres de l'Action française ont besoin d'être rajeunis, car parmi les dirigeants actuels, certains ne sont plus à la hauteur de leur tâche, d'ailleurs c'est également l'avis du duc de Guise et de son fils le comte de Paris. Je reproche aux chefs de l'Action française de n'avoir pas fait grand-chose pour empêcher le vote de la ratification du Plan Young et je déplore qu'ils se soient bornés à lancer des tracts par avion ou à en faire distribuer dans les rues. »[2298]
Cette explication de Guérin renvoie à la fois à l'éternel débat au sein de l'AF de l'écart entre la violence rhétorique et la violence pratique et à un nouvel aspect à savoir l'aspect générationnel.

Au 17ème congrès d'AF en décembre 1930, l'amiral Schwerer réaffirme l'ambition de l'AF à agir « par tous les moyens » : « L'Action française n'est ni un salon, ni un cercle, ni un parlement. L'Action française est un groupe de combat composé de volontaires qui, le jour où ils entrent dans ce groupe, doivent être bien décidés à lutter ensemble de toutes leurs forces et par tous les moyens légitimes pour renverser la République et ramener le Roi. Ils doivent être prêts, pour atteindre ce but, à tous les sacrifices. Ils doivent combattre en parfaite union avec leurs compagnons de lutte et se soumettre à une discipline nécessaire. S'ils ne sont pas bien décidés à le faire, mieux vaut qu'ils quittent l'Action française. Car, dans la situation vraiment critique, presque tragique même où se trouve notre pays, il faut que chacun de nous soit bien décidé à marcher à fond. »[2299]
Ce discours est évidemment directement adressé aux dissidents de la ligue. Cela étant, il est clair qu'au début des années 1930 la ligue d'AF n'est absolument plus en mesure de fomenter un coup de force. Tous les observateurs s'accordent à lui reconnaître une capacité de mobilisation mais personne ne craint alors pour la pérennité des institutions républicaines.

Le deuxième élément explicatif de cette dissidence est intéressant car nouveau : il s'agit de la question générationnelle.
Comme le rappelle Jean-Luc Pinol, au début des années 1930, « revues, manifestes, organisations éphémères témoignent (d'un) bouillonnement idéologique. Dans ces laboratoires, se croisent le plus souvent des hommes jeunes, nés au tournant du siècle (…). La nouvelle génération qui anime ces combats ne vibre pas au même rythme que les parlementaires. Le divorce générationnel est particulièrement accentué lors des élections de 1932, puisque est alors atteinte l'acmé de la sur-

[2297] Note des RG, 11 avril 1930, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1895
[2298] *Ibidem*
[2299] Discours de l'amiral Schwerer au 17ème congrès d'AF, 1 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1930

représentation de la génération 1871-1880. Cette génération correspond précisément à celle des pères des jeunes gens engagés dans la rénovation idéologique et qui sont nés au début du XXème siècle. »[2300] Cette réalité est également vraie dans les rangs de l'AF.

Si l'on se réfère à une liste des individus arrêtés au cours d'une manifestation d'AF de décembre 1928 ; tous sont nés entre 1904 et 1911.[2301] La force agissante de l'AF est donc largement incarnée par une nouvelle génération de jeunes hommes. Génération qui n'a pas connu l'affaire Thalamas et qui souhaite avoir ses propres heures de gloire. La capacité d'attraction de Maurras sur ces jeunes est une évidence, d'ailleurs, on le rappelle, la doctrine n'est pas réellement remise en cause ; cependant il faut parvenir à galvaniser cette jeunesse autrement que par des discours virulents.

2) Les conséquences de la crise

Au final, après la dissidence de 1930, comme au moment de celle de Valois, le mouvement continue « sans changement, purgé une fois de plus de ses éléments vraiment actifs (ou purgée des « cerveaux brûlés ») »[2302]. Cela étant, les conséquences de la dissidence sont loin d'être négligeables. Un rapport de police de juin 1932 signale qu'elle a porté un grave préjudice à l'AF au même titre que la condamnation pontificale.[2303] De plus, comme le souligne une note des RG de juin 1931, cette affaire a contribué « dans une large mesure à affaiblir l'organisation royaliste non seulement au point de vie des effectifs mais surtout au point de vue des ressources financières. »[2304]
Nous verrons également que des dissensions apparaissent dans plusieurs sections provinciales mais aussi au sein de l'Union des corporations françaises.

Cette affaire a donc de graves conséquences militantes mais elle a également des conséquences intellectuelles, entraînant notamment le départ de Jean de Fabrègues. Ce dernier, s'il approuve l'exclusion de Guérin et Martin après leur dénonciation de Lecoeur, n'accepte pas que leurs partisans soient châtiés à coup de canne dans les locaux du journal. Il dénonce le fait qu'un « groupe

[2300] PINOL Jean-Luc, « Le temps des droites ? », dans SIRINELLI Jean-François, *Histoire des droites, 1. Politique, op. Cit.* p.310
[2301] Liste des individus arrêtés au cours d'une manifestation organisée par l'Action française, 21 décembre 1928, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1851
[2302] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.307
[2303] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2304] Note des RG, 5 juin 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 199

d'hommes (…) qui n'ont pour titres que quelques batailles de rues autrefois, ou des services de police intérieure se sont emparés du pouvoir à l'AF. » Ce constat est doublement préjudiciable selon lui : d'une part, il éloigne l'AF de sa « vraie besogne », « le retour du roi » et d'autre part, il implique que la violence ne soit plus au service de la raison et que l'esprit ne soit plus maître.[2305]

Fabrègues quitte l'AF et ses publications pour fonder, en avril 1930, la revue *Réaction.* Cette affaire ne serait qu'un épiphénomène si elle ne s'inscrivait pas dans l'arrivée sur le devant de la scène de toute une génération de jeunes intellectuels de droite, formés à l'école du maurrassisme mais qui ne s'engagent pas dans les rangs de la ligue. Ainsi, l'orthodoxie maurrassienne stricte est remise en cause par ces jeunes hommes qui prennent des distances avec Maurras dans trois domaines principaux : la littérature, la question religieuse et le rapport à l'économie et au social.[2306]
Au sein même de l'AF, Jean Philippet évoquent l'apparition de certaines divergences intellectuelles, notamment parmi les étudiants. Il explique qu'une partie de ces derniers « semblent plus disposés que leurs aînés à remettre en cause l'intransigeance des nationalistes à l'égard de l'Allemagne. Leur germanophobie n'est peut-être, selon le mot de Jean-Pierre Chevénement qu'un « vernis léger qu'ils (tiennent) de leur éducation maurrassienne »[2307]. »[2308] Cet argument pourrait expliquer l'évolution de certains membres de l'AF au cours du second conflit mondial.
En fait, comme le souligne Jeannine Verdès-Leroux, au début des années 1930, l'AF ne suffit plus aux jeunes générations nationalistes qui pourtant l'avaient rejointe : « Maurras restait sans réponse à leurs interrogations angoissées sur le communisme, sur la révolution, sur le futur proche ; le fascisme, le national-socialisme les troublaient, les hypnotisaient sans les séduire, leur faisaient peur aussi parfois et redoublaient leur impatience. »[2309]

La grande dissidence de 1930 a également pour conséquences de donner une nouvelle occasion au prétendant de « recruter » en dehors de l'AF. Le comte de Paris affirme ainsi dans ses *Mémoires :* « Je pris, à partir de cette date (1930), l'habitude d'écouter avec la plus grande attention les confidences des dissidents du mouvement et ils se succédèrent, de ce fait dans mon bureau. »[2310]
En réalité, la maison de France, à l'instar de son comportement lors de la condamnation, adopte une attitude fluctuante, incapable de choisir entre les camps rivaux. Ce positionnement, toujours

[2305] Lettre de Jean de Fabrègues à Charles Maurras, citée par DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30, op. Cit.* p.117
[2306] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.65-66
[2307] CHEVENEMENT Jean-Pierre, *La droite nationaliste devant l'Allemagne*, Mémoire de l'IEP de Paris, 1960, p.24
[2308] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.1211
[2309] VERDES-LEROUX Jeannine, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération*, Gallimard, Paris, 1996, p.71
[2310] HENRI COMTE DE PARIS, *Mémoires d'exil et de combat*, Ateliers Marcel Jullia, Paris, 1979, p.89

ambiguë, préfigure évidemment les difficultés du milieu des années 1930 qui conduisent à la rupture avec l'AF.

Au final, la grande dissidence de 1930 est sans conteste une grave crise dans l'histoire de la ligue d'AF. D'autant plus qu'à peine remise de cette affaire, elle doit faire face à une nouvelle flambée ligueuse à l'image de celle des années 1924-1925.

IV. L'Action française et la nouvelle flambée ligueuse de 1933

Au tournant de la décennie, toutes les familles politiques connaissent des difficultés plus ou moins marquées, à gauche, comme à droite. Ces difficultés conjoncturelles ou structurelles sont renforcées par un mouvement de fond qui se développe à partir des élections de 1932 et qui prend de l'ampleur au cours de l'année 1933 : l'antiparlementarisme et la nouvelle poussée ligueuse.

1) Les Jeunesses patriotes

Nous avons déjà évoqué les rapports de l'AF et des Jeunesses patriotes depuis le milieu des années 20. Nous avons vu qu'au cours de la législature 1928-1932 les JP ont rejoint l'orthodoxie républicaine et se sont ainsi attirés les foudres de l'AF.

En 1932, l'affaire des dettes américaines scelle la réconciliation entre l'AF et les JP. Cette réconciliation s'opère notamment par l'intermédiaire des organisations d'étudiants. Comme le souligne Jean Philippet, pour les JP, « le moment Tardieu n'aura été qu'une parenthèse : quatre ans après, de Saivre s'aligne sur les positions de Pighetti de Rivasso. »[2311]

En janvier 1933 lors des manifestations contre Chéron, les phalangeards conduits par de Saivre rejoignent les étudiants d'AF. D'ailleurs, cette agitation ne concerne pas que les activistes, la droite dite modérée y participe également. Depuis le début de 1933, Louis Marin multiplie les protestations à la Chambre contre « l'embastillage des contribuables » et l'abus des impôts.[2312]

L'entente entre JP et AF a toutefois ses limites et une réelle concurrence existe avec, en jeu, l'influence dans les associations de contribuables. Le président de la Fédération des contribuables, le baron d'Anthouard assiste au premier rang à la grande réunion des JP du 23 janvier 1933 en faveur de la constitution d'un Front National. De plus, à l'image des commissaires d'AF, les JP sont appelés à fournir le service d'ordre aux « contribuables », ce qui peut conduire à des heurts entre les deux ligues comme à Angers en mars 1933 où des coups sont échangés entre JP et camelots.[2313]

[2311] *Ibid* p.1211

[2312] MARIN Louis, « Byzance », *La Nation*, 11 mars 1933, p.145-146, cité par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1220

[2313] *Ibid* p.1217-1218

Ainsi, l'entente entre l'AF et les JP n'est plus impossible mais elle dépend évidemment des circonstances et chaque organisation cherche à défendre son territoire.

2) Les Croix de feu

Fondée en 1927 par l'écrivain Maurice Hanot dit d'Hartoy, grâce aux subsides de François Coty, l'Association nationale des Combattants de l'avant et des Blessés de guerre cités pour action d'éclat ou Association des Croix-de-feu, se borne au départ à recruter d'anciens soldats émérites. Comme le rappelle Albert Kéchichian, « les Croix-de-feu sont entrés en politique pour rappeler la dette de sang, que les civils et les embusqués auraient contractée envers les poilus. Au nom de ce devoir de vigilance, ils se sont arrogés un droit de remontrance contre les conciliations diplomatiques d'Aristide Briand. Croyant éradiquer des subversions communiste et pacifiste, les Croix-de-feu ont aussi servi d'adjuvants militants aux gouvernements modérés. Mais cette milice supplétive est restée marginale, faute d'une menace crédible. »[2314] C'est la prise de pouvoir du lieutenant-colonel de La Rocque en 1929 qui lui permet d'entrer dans une nouvelle dimension. Vice-président en 1930 puis président en 1931, il contribue dans une large mesure à l'élargissement de la base militante de l'organisation. Les effectifs passent d'une dizaine de milliers en janvier 1930 à environ 25 000 en janvier 1933 puis à près de 100 000 à la fin de l'année. Le colonel a voulu élargir le recrutement en créant en 1932 le groupe des Fils et Filles de Croix-de-feu puis en juin 1933, le Regroupement national autour des Croix-de-feu qui, remodelé en septembre 1933, avec les Fils et Filles de Croix-de-feu, engendre la Ligue des Volontaires nationaux.[2315]

En novembre 1931, de La Rocque participe activement à la « victoire du Trocadéro » avec les JP et l'AF mais ne souhaite en aucun cas une alliance avec les autres ligues nationalistes.
En février 1933, le président général de la ligue interdit à tous les présidents de section « d'accepter le contact avec aucun chef de groupement local, d'aucune association ayant, si peu que ce soit, un caractère politique, si ce contact a un autre but que celui de participer à des fêtes commémoratives ou patriotiques ».[2316] Ces consignes sont rappelées en mai 1933 prenant prétexte d'un risque

[2314] KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes. Travail, famille, patrie,* Champ-Vallon, Seyssel, 2006, p.375
[2315] MACHEFER Philipper, *Ligues et fascismes en France 1919-1939,* Presses universitaires de France, Paris, 1974, p.22
[2316] ASP La Rocque, carton 1 dossier 1, février 1933, cité par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger*

d'infiltration d'éléments douteux. Ainsi, de La Rocque n'est absolument pas favorable à la constitution d'un Front national tel que souhaité par Taittinger. Il affirme que les Croix-de-feu ne suivront personne mais que ce sont les autres qui devront suivre.

Nous avons déjà évoqué le positionnement de l'AF face aux autres ligues au milieu des années 20 et son refus de voir ses membres s'affilier à toutes autres organisations politiques. A l'origine, les ordres de l'AF sont différents par rapport aux Croix-de-feu, les ligueurs sont même encouragés à adhérer à la ligue de de La Rocque. Les raisons de ce soutien sont méconnues mais il semble bien que jusqu'à la fin de l'année 1933, l'AF ait clairement sous-estimé cette concurrence. De plus, les frères de de La Rocque sont de fidèles royalistes, liés, un temps à l'AF, ce qui a pu laisser espérer aux dirigeants de la ligue, un soutien réciproque.[2317]

3) La Solidarité française

C'est François Coty[2318] qui est à l'origine de la naissance de cette ligue, fondée dans le sillage de son quotidien L'*Ami du Peuple.*

Cette association « a pour objet l'étude et la solution des problèmes se rattachant à toutes questions économiques, financières, politiques et sociales. Elle réalise cet objet par tous les moyens légaux, notamment par des publications, réunions, conférences, par la création d'œuvres sociales et de bienfaisance, ainsi que par la coopération éventuelle avec des initiatives personnelles, des œuvres ou groupements similaires même déjà existants. »[2319]

Le programme de la ligue ressemble énormément à celui des JP : élection du président de la République au suffrage universel, Parlement composé de deux chambres n'assurant que le travail législatif avec effectif réduit, vote familial, création d'une cour suprême, large recours au référendum. Au niveau économique, il met toutefois un peu plus l'accent sur le corporatisme.[2320]

En quelques semaines la ligue enregistre des milliers d'adhésions. Alfred Kupferman rapporte que

et les Jeunesses patriotes, *op. Cit.* p.1224

[2317] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.347-348

[2318] Nous avons déjà évoqué le financement de l'AF mais aussi du Faisceau par François Coty, le milliardaire parfumeur, déçu des deux précédentes ligues, il donne ensuite de l'argent aux Croix-de-feu avant de financer la Solidarité française et le Francisme.

[2319] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. CATALAN, « Préparation de la manifestations du 6 février 1934, BNF Gallica, p.8

[2320] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1227

du 24 mars au 14 mai 1933, on comptabilise 72 000 adhésions ; du 14 au 19 mai, 20 000 adhésions ; du 22 au 28 mai, 60 000 adhésions. Ainsi, au 1er juillet 1933, la ligue dépasse les 200 000 adhérents. A la fin de l'année le rythme ralentit et il reste environ 135 000 membres en juillet 1934.
Kupferman souligne que l'on reste en général moins d'un an à la Solidarité et parle d'un mouvement de « passe-volants », des déçus de toutes les ligues qui pensent trouver mieux ailleurs. En réalité, la période de grande recrutement de la ligue précède sa phase organisationnelle. De plus, les membres de la Solidarité, s'ils adoptent l'apparence extérieure de militants fascistes (chemise bleue, botte, ceinturon), sont en fait assez peu engagés et beaucoup sont même payés pour assister aux réunions.[2321]

La première grande réunion de la Solidarité française a lieu le 28 juin 1933 et rassemble près de 4000 personnes encadrées par un service d'ordre issu des JP. Les JP sont d'ailleurs régulièrement associés aux manifestations de la SF mais cette dernière se distingue toutefois à la fois par son violent antisémitisme et par l'uniforme utilisé par ses militants.

L'AF n'évoque pas cette réunion de juin 1933 ; d'ailleurs, d'une manière générale, elle n'évoque que très rarement les autres ligues nationalistes de l'époque.

4) Le Francisme

Sous le terme de « francisme » on distingue à la fois le groupe de Marcel Bucard et celui d'Henry Coston.

En août 1933, Bucard définit son francisme en ces termes : « Notre francisme est à la France ce que le fascisme est à l'Italie. Il ne nous déplaît pas de l'affirmer. »[2322] A travers le francisme, on est face au seul mouvement réellement fasciste en France dans l'entre-deux-guerres. Sa doctrine est « antiparlementaire, anticommuniste et anticapitaliste. Elle préconise le retour à la terre, la joie de vivre, l'honneur, l'héroïsme, la jeunesse, le chef surtout. »[2323]
Son but est de « conquérir le pouvoir, arrêter la course à l'abîme où nous emportent les luttes

[2321] KUPFERMAN Alfred, « François Coty journaliste et homme politique », Thèse de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, tome II, p.201
[2322] Cité par MACHEFER Philippe, *Ligues et fascismes en France 1919-1939, op. Cit.* p.15
[2323] *Ibidem*

fratricides des partis et des classes et l'exploitation scélérate des dissentiments entre les peuples. Rendre à la France le sens de la grandeur et construire l'avenir. Etablir la vraie paix. »[2324]

La ligue est officiellement fondée en novembre 1933 ; l'AF n'y fait aucune référence.

Le francisme se développe dans la région parisienne, le Midi et l'Est au cours de l'année 1934. Le 1er Congrès franciste de la 14ème région réunit à Metz en octobre 1934, 240 délégués. D'une manière générale, cette ligue recrute peu et restera toujours un fascisme sans troupes.

Les liens entre l'AF et le francisme ne semble pas avérés. Une circulaire du président du Conseil aux préfets datée de janvier 1934 cherche à s'enquérir de « l'activité des sections d'Action française, appuyées par le nouveau groupe « Le Francisme » ». La réponse du commissaire spécial de Metz est sans appel : « Aucune « indication » permettant d'escompter un futur mouvement agressif et combiné de ces deux mouvements dans notre région, n'a été recueilli à ce jour. »[2325] Sachant par ailleurs que le mouvement franciste semble s'être bien développé en Alsace et en Lorraine[2326], on peut supposer que les rapports entre les deux ligues n'ont jamais été effectifs.

Le francisme de M. Coston a, quant à lui, un programme essentiellement de « lutte contre le communisme, les juifs et la franc-maçonnerie ». Il « n'est pas formel sur la force politique de l'État : monarchie, république : il ne vise que la reconstitution d'un Etat ou plutôt à la création d'un Etat national « totalitaire », sans réformer la Constitution de 1875 ». Cette organisation a des effectifs insignifiants.[2327]

L'année 1933 voit ainsi naître de nouvelles ligues à travers la Solidarité française et le Francisme. La première rencontre un fort succès initial avant de rapidement péricliter ; la deuxième ne parvient jamais à recruter les troupes nécessaires à la menée de son projet fasciste.

A partir de 1932, les Jeunesses patriotes reviennent dans le champ des opposants résolus à la politique gouvernementale et se réconcilient de fait avec l'AF.

Les Croix-de-feu rencontrent un succès tout à fait important en 1933-1934 et choisissent un

[2324] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. CATALAN, « Préparation de la manifestations du 6 février 1934, *op. Cit.* p.15

[2325] Rapport du commissaire spécial de Metz au préfet de la Moselle, 18 janvier 1934, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

[2326] Rapport du Garde des Sceaux, vice-président du Conseil, chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine au Ministre de l'Intérieur, 24 juin 1934, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

[2327] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. CATALAN, « Préparation de la manifestations du 6 février 1934, *op. Cit.* p.15-16

positionnement très ambigu par rapport aux autres ligues nationalistes, nous y reviendrons au moment du 6 février 1934.

Au milieu de tous ces mouvements, l'AF reste active et respectée. A la différence des années 1924-1925, où elle mettait en garde ses ligueurs contre toute affiliation à une autre organisation politique ; en 1933, elle fait le choix de ne tout simplement pas évoquer ces autres organisations. Le congrès de décembre 1933 est en ce sens extrêmement frappant : pas une ligne n'évoque les rapports de la ligue d'AF avec les autres ligues de l'époque. Cela ne veut évidemment pas dire que les liens n'existent pas ; il semble même qu'elle ait, un temps, encouragé l'entrée de ses militants aux Croix de feu.

Quoi qu'il en soit, l'AF parvient une fois de plus à tirer son épingle du jeu et son rôle central lors des émeutes du 6 février prouve qu'elle reste un pilier incontournable de l'agitation nationaliste à cette époque. Elle peut d'ailleurs toujours compter sur une organisation et une implantation solides en province.

Au final, au début des années 1930, on assiste à une modification extrêmement profonde du climat général. La crise est partout ; elle n'est pas seulement économique ; elle est d'abord morale. Comme le souligne Jean Philippet, « la France ne croit plus à sa supériorité, à sa force et à sa sécurité ; le pays n'est plus un îlot de prospérité et de paix dans une Europe troublée ; désormais ce qui se passe à l'extérieur concerne les Français au premier chef. Le succès des nationaux-socialistes allemands n'y est naturellement pas étranger : la montée des nazis vers le pouvoir a été observée en France avec autant d'attention que d'inquiétude ; à partir de 1932, politiques intérieure et extérieure s'enchevêtrent dans un ensemble inextricable de causes et d'effets qui se conjuguent et s'influencent mutuellement. Le contraste entre le nationalisme intransigeant de l'Allemagne et de l'Italie et le pacifisme briandiste qui forme encore la trame politique du Quai d'Orsay est trop marqué pour ne pas sécréter l'angoisse de voir revenir à bref délai les orages d'acier d'un nouveau conflit. »[2328]

Un rapport de police daté de mars 1933 fournit un résumé parfait de la situation de la ligue au début de la décennie : « De tout ce qui précède il résulte que l'Action française s'efforce de profiter de toutes les occasions que lui offrent la crise actuelle, la politique intérieure et la politique extérieure pour créer de l'agitation et se poser en champion du droit, en redresseur de torts. Toutes les manifestations dans lesquelles elle lance ses partisans n'offrent pas un caractère de gravité qui puisse faire craindre que l'ordre soit sérieusement troublé, ni le régime menacé. Cependant ses agissements renouvelés à l'égard de certaines organisations sont de nature à créer un état

[2328] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1256-1257

d'énervement et à motiver des représailles qui, elles-mêmes, pourraient être suivies de nouvelles expéditions punitives. A ce titre, elle mérite d'être très sérieusement tenue en observation. »[2329]

[2329] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

Chapitre 2 :

Le 6 février 1934

I. La mobilisation de l'AF en janvier 1934

1) L'affaire Stavisky

L'affaire Stavisky débute le 24 décembre 1933. La police arrête le directeur du Crédit municipal de Bayonne, Tissier, pour avoir émis de faux bons de caisse d'un montant de 200 millions. L'enquête révèle que le député-maire de Bayonne, le radical Garat, est impliqué dans ce scandale. Il est emprisonné.

En remontant à la création du Crédit municipal de Bayonne, les enquêteurs retrouvent le nom du célèbre escroc, Alexandre Stavisky, israélite d'origine russe, établi en France depuis 1898 et naturalisé en 1920.

Stavisky a déjà été poursuivi à plusieurs reprises pour abus de confiance, détournements, chèque sans provision... Il est connu pour son habileté à s'infiltrer dans les couloirs du pouvoir et à utiliser les négligences du personnel politique à son avantage. On découvre ainsi que Stavisky a pu créer le Crédit municipal de Bayonne grâce à des soutiens parlementaires et notamment au sein du parti radical.

La presse de droite, avec, à sa tête, l'Action française, s'empare évidemment de ce scandale et en fait le symbole de l'instabilité et de la corruption d'un régime qu'il faut détruire.

Dès le 3 janvier, elle titre en première page: « Les complices politiques de l'escroc Stavisky » et publie deux lettres de M. Dalimier datées de juin et septembre 1932 (il était alors ministre du travail

dans le cabinet Herriot) qui présentent « les avantages de sécurité que présentait l'émission des bons du Crédit municipal de Bayonne ».[2330]

Le 4 janvier, c'est le président du Conseil qui est ouvertement mis en cause : « M. Camille Chautemps, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, personnage ténébreux et courtois, est un CHEF DE BANDE. J'entends le mot au sens complet : bande de voleurs et d'assassins éventuels des deux sexes, qui vont du garde des Sceaux Dalimier à Stavisky, Hayotte, Dubarry, directeur de la Volonté et Xavier Guichard, sans compter une centaine de personnages secondaires dans les coulisses, sénateurs et députés, maîtres chanteurs comme Sartori et autres, qui vivent des rapines de la bande, sous la haute protection de magistrats dont le type achevé et le chef véritable du Parquet, le procureur Pressard, beau-frère et homme à tout faire de Camille Chautemps »[2331]

Dès lors, le scandale prend une autre dimension : il devient politique. Même le très radical *Quotidien* s'en prend, le 9 janvier, en des termes très vifs à Chautemps et considère qu'il faut « un gouvernement entièrement épuré » en remplacement de celui « qui a laissé monter l'affaire Stavisky ». Le 10, le journal considère même que « le chef de gouvernement, le gouvernement tout entier (a été) de près ou de loin mêlé aux affaires d'une époque de corruption ».[2332]

2) Les contacts entre l'AF et le manoir d'Anjou

Dès ses débuts, cette affaire intéresse au plus au point la maison de France et, en particulier, le comte de Paris, fils du duc de Guise, qui y voit une occasion de passer enfin à l'action. Ce dernier échafaude tout un plan, persuadé que la révélation de nouveaux scandales pourrait emporter l'opinion publique. Il croit alors pouvoir compter sur Dorgères, le chef du parti agraire, sur Charles Nicolle, secrétaire du Comité de Salut économique et même sur le colonel de la Rocque[2333]. Selon lui, il faut faire un sérieux effort d'organisation pour être prêt le moment venu et c'est pour cette raison qu'il prend l'initiative de convoquer les chefs de l'AF le 6 janvier.

Il raconte dans ses *Mémoires :* « Dès le mois de janvier, j'avais enregistré la montée du mécontentement populaire, j'en avais tenu informé le duc de Guise et l'avais pressé de convoquer d'urgence, au manoir les principaux chefs de l'Action française. Ils se rendirent à la convocation de mon père, et, d'entrée de jeu, la réunion fut houleuse. Nul doute que la France traversait l'une des

[2330] Quotidien d'*AF* 3 janvier 1934
[2331] Article de Léon Daudet, Quotidien *AF* 4 janvier 1934
[2332] *Le Quotidien* 9 et 10 janvier 1934
[2333] Son frère, Pierre de La Rocque le pense en tout cas

crises les plus sérieuses de son histoire. A tout instant, sous le poids des scandales, le régime pouvait basculer. A l'occasion des troubles, et sous la réserve de ne pas, par son intervention, accroître les malheurs du pays, l'Action française avait-elle une chance de provoquer un rétablissement monarchique ? A l'époque, je ne le croyais pas. Tout au plus, Maurras et ses compagnons pouvaient-ils aider au rassemblement des forces vives de la nation autour de quelques principes : renouveau politique, honnêteté morale et intellectuelle, grandeur de la France. Même si l'idée monarchique, par certains aspects, correspondait à diverses aspirations populaires, peu de gens étaient préparés à accepter la restauration. (…) En dépit de mes doutes sur l'éventualité d'une solution favorable à notre retour en France, j'estimais, en ce début crucial de l'année 1934, qu'il convenait de mettre Maurras et ses amis devant leurs responsabilités. Nul doute que, à bout de souffle, le régime pouvait être renversé. Il suffisait de tenir la rue. L'Action française y régnait en maître. Alors, se décidait-elle ou non? Il m'apparut vite que le mouvement s'était engourdi dans son opposition systématique à la République. Brillant, romanesque, séduisant, il n'avait sans doute pas sérieusement envisagé, en aucun moment, la prise du pouvoir. Son combat incessant, sa fronde, son impertinence lui suffisaient. (…) C'est au cours de cette réunion avec mon père, Maurras, Pujo et Schwerer que tout s'est débattu. D'abord, le vieux maître, sur un ton relativement courtois, a fait remarquer que, seuls, ceux qui se trouvaient sur place étaient capables d'appréhender une situation insurrectionnelle et qu'il fallait donc leur faire entièrement confiance. Puis, Pujo avait pris la parole. Il n'y allait pas par quatre chemins. Selon lui, nous n'y entendions rien, mon père et moi, et nous n'avions tout simplement qu'à nous remettre à ceux qui savaient et qui pouvaient tout à la fois. Avec l'approbation complète de mon père, je tirai la conclusion de ces propos : « A vous de jouer, mais nous vous jugerons à vos résultats. Vous exigez l'entière responsabilité. Nous tirerons les conclusions de votre action et prendrons à notre tour, les décisions que nous jugerons bonnes. »[2334]

Ainsi, les dirigeants de l'AF rentrent à Paris avec un blanc-seing pour agir, non pas pour aboutir, dans l'immédiat, à une restauration monarchique mais bien pour provoquer une liaison avec les autres ligues. L'échec est évidemment cuisant car, « si la dynamique protestataire, alimentée par un courant populaire chaque jour plus affirmé, pousse graduellement les chefs des ligues à lancer leurs troupes dans les manifestations (…) c'est surtout pour éviter de laisser à l'AF le contrôle de la rue et plus encore la maîtrise des plus activistes de leurs membres. »[2335]

[2334] HENRI COMTE DE PARIS, *Mémoires d'exil et de combats, op. Cit.* p.101-102
[2335] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.1666

2) L'agitation parisienne de janvier 1934

Les manifestations parisiennes

Le 7 janvier, l'AF, par l'intermédiaire de Maurice Pujo, appelle donc à la manifestation : « Aux Parisiens » : « […] Un scandale éclate montrant que la pauvre épargne publique, dont le régime prétendait assurer la protection à si grands frais, est livrée par les pouvoirs mêmes qui en avaient la garde aux rafles colossales d'un métèque escroc. […] Il n'y a plus, pour les honnêtes gens dépouillés, de recours auprès d'une magistrature et d'une police complice des malfaiteurs. Il faut que, pour défendre leurs biens avec la propreté du pays, ces honnêtes gens se dressent pour faire eux-mêmes la tâche. Au début de cette semaine qui verra la rentrée du Parlement, nous engageons les Parisiens à se tenir prêts à venir en foule autour du Palais Bourbon et aux cris de « A bas les voleurs ! » exiger la justice et l'honneur »[2336]

Le suicide de Stavisky, le 9 janvier, lui permet d'étayer encore davantage son argumentaire. Les dirigeants républicains ne sont plus uniquement des voleurs mais également des assassins. D'ailleurs cette mise en doute de la version officielle ne se retrouve pas que dans les colonnes de l'*AF : l'Humanité*, *Le Populaire*, *L'Echo de Paris*, *Le Quotidien* et même le *Canard enchaîné* ont des doutes ou parlent ouvertement d'assassinat.

La première manifestation a lieu le 9 janvier 1934 à l'occasion de la rentrée des Chambres. Les rapports évoquent environ 2000 manifestants ; 132 arrestations dont 8 étrangers ; 10 agents blessés. Un incident particulier est souligné à savoir l'interpellation de M. Sarraut, ministre de la Marine, à la sortie de la Chambre.[2337]

Le 11 janvier, l'AF publie un nouvel appel à la mobilisation : « Aux Parisiens » : « Mardi, un certain nombre d'entre vous se sont joints aux Camelots du roi et aux ligueurs d'AF pour faire entendre dès le premier moment, aux abords du palais Bourbon, contre les voleurs et les assassins du régime, la voix de la justice et de l'honneur. Ce soir, à la sortie des bureaux et des ateliers, pendant qu'un

[2336] Quotidien d'*AF* 7 janvier 1934

[2337] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », BNF Gallica, p.2

ministère déshonoré, s'adressant à des parlementaires vendus, essaiera de tromper les Français et de sauver les coupables, vous viendrez, beaucoup plus nombreux, crier votre mépris de ces mensonges et réclamer, avec la lumière entière, le coup de balai vengeur. »[2338]

Au cours de la manifestation, l'AF est, cette fois, rejointe par les JP[2339] et les ligueurs de la Solidarité française. Au total, 4000 manifestants selon la police et une violence accrue : déprédations nombreuses, plaques de fer brisées, bancs arrachés, mutilation d'arbres, kiosques renversés, tentative d'effraction au Ministère des Travaux publics. 238 arrestations sont opérées et 22 agents blessés.[2340]

Le 12 janvier, l'AF choisit d'annuler sa manifestation en raison d'une pluie diluvienne. Eugen Weber s'interroge sur cette décision : « Le geste paraissait étrange. Tout se passait comme si la pluie avait fourni un excellent prétexte pour suspendre une affaire que l'on n'avait plus en main. Comme l'AF ne reculait pas devant la difficulté, c'était sûrement qu'elle ne voulait pas s'aliéner la police et dresser contre elle des hommes avec qui elle aurait préféré s'entendre. »[2341]

Maurice Pujo fournit, lui, une toute autre explication : « Un des avantages de journées comme l'incomparable manifestation d'avant-hier est de nous donner l'autorité nécessaire pour préciser et nuancer notre action. Après les preuves d'énergie et de force données en cette soirée par les camelots du roi, ils peuvent, pour de bonnes raisons, s'abstenir un jour pour agir mieux le lendemain. Hier, pas un seul d'entre eux n'avaient pu être découragé par le temps affreux qui avait sévi tout l'après-midi et qui n'avait fait que s'aggraver vers le soir. Mais il était à prévoir que beaucoup de patriotes parisiens, que nous pouvions espérer entraîner, ne songeraient qu'à rentrer chez eux. Dans ces conditions, plutôt que de faire moins bien que la veille dans le même genre, nous avons voulu faire autre chose. »[2342]

A partir de la mi-janvier, les attaques à la Chambre, menées notamment par Philippe Henriot, sont violentes. A l'inverse, entre le 13 et le 19 janvier, les manifestations de rue n'ont plus la même ampleur, ce qui laisse croire que l'affaire pourrait finir par s'apaiser.

[2338] Quotidien d'*AF* du 11 janvier 1934

[2339] Le 13 janvier, Roger de Saivre exprime la position des JP : « L'affaire Stavisky est terminée. Faire la lumière, c'est livrer au grand public des dizaines de fripons de la politique, du journalisme et de la haute banque. Stavisky est un des meilleurs ouvriers de la Révolution. Grâce à ce filou d'envergure, la vieille bâtisse où se réfugient encore les tenants d'un régime de stupre et d'horreur, commence à s'ébranler sur ses bases. Par milliers, les jeunes attendent impatients. Il faut qu'on le sache, notre heure sonnera bientôt. Quand elle sera venue nous serons sans pitié. »

[2340] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.3

[2341] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.*, p.359

[2342] Quotidien d'*AF* du 13 janvier 1934

Les 19 et 20 janvier, les rapports de police signalent quelques centaines de manifestants d'AF et quelques étudiants JP sur les grands boulevards. Aucun incident n'est signalé mais 32 arrestations sont opérées.[2343]

L'AF parvient à relancer la mobilisation à partir du 22 janvier. Ce jour-là, deux manifestations différentes ont lieu : sur la rive gauche, l'AF provoque de nombreuses violences avec 261 arrestations. Sur la rive droite, on assiste à une manifestation contre la baisse des traitements des fonctionnaires orchestrée par les communistes. Bilan : 310 arrestations.[2344]

A compter du 22 janvier, l'AF appelle quotidiennement à la manifestation : « Les Français », « Les honnêtes gens », « Les bons citoyens », « Les amis », tous doivent se rassembler pour demander « le départ d'un ministère disqualifié et la fin d'un régime déshonoré. »[2345]
Le 23 janvier, l'AF, la Fédération des contribuables et la Solidarité française manifestent (environ un millier de manifestants AF et Solidarité française et quelques centaines de la Fédération des contribuables). Si les rapports évoquent moins de déprédations, il faut tout de même rappeler les 347 arrestations et 13 agents blessés.[2346]

Le 26 janvier, une manifestation peu importante des JP et de la Solidarité française a lieu sur les grands boulevards et provoque 28 arrestations.

Le 27 janvier, 2000 manifestants issus de l'AF, des JP et la SF provoquent de nombreuses dégradations : kiosques incendiés, conduites de gaz sectionnées, cafés envahis. Pour la première fois, les pompiers mettent des lances en batterie. 317 arrestations sont signalées et 83 agents blessés.[2347]
Albert Marty, dans son ouvrage *L'Action française racontée par elle-même*, revient sur cet épisode : « (La foule) applaudissait les chefs de l'AF qui, les premiers et longtemps les seuls, avaient dénoncé les scandales, crié la vérité, exigé la justice. On avait beau répéter : ce sont des royalistes, des

---

[2343] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.3
[2344] *Ibid* p.4
[2345] Quotidien d'*AF* des 22, 23, 24, 25 janvier 1934
[2346] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.4
[2347] *Ibid* p.5

réactionnaires, des excités, des fous ! L'AF n'effrayait plus, on n'avait plus peur de se compromettre en allant à elle. »[2348]

Eugen Weber confirme cette impression de succès : « L'AF avait les honneurs de la journée, aux dires de chacun. […] Chiappe devait confirmer plus tard devant la commission parlementaire que le 27 en particulier, on descendait dans la rue pour manifester en faveur de l'Action française. »[2349]

La manifestation du 27 janvier entraîne la chute du gouvernement Chautemps. C'est Edouard Daladier qui devient alors président du Conseil. L'AF n'est bien évidemment pas satisfaite. Elle affirme que le gouvernement « Chautemps-Stavisky » est remplacé par un gouvernement « Daladier-Malvy ». Elle parle ensuite, à partir du 5 février, d'un « coup d'Etat maçonnique » : « Le gouvernement Daladier nous ramène au « régime abject » - ce régime où le joug maçonnique assurait la sécurité de la pire corruption politique, mais dont les flots de boue devaient, en 1914, amener des flots de sang […] Les bons Français et les honnêtes gens envoient à ces protecteurs des escrocs l'expression de leur dédain »[2350]

Le 28, l'AF provoque donc une manifestation sur les grands boulevards mais de peu d'intensité.[2351] Elle est alors seule car, dans l'ensemble, le gouvernement Daladier bénéficie d'un accueil assez favorable. Daladier affirme vouloir former « un gouvernement de redressement et d'autorité républicain » et c'est exactement ce que souhaite l'opinion ébranlée depuis des mois par la crise et l'instabilité gouvernementale. L'arrivée de François Pieri et de Jean Fabry a de quoi séduire à la fois les anciens combattants et la droite. Les JP font preuve d'un certain attentisme après la constitution de ce gouvernement. Ainsi, comme le rappelle Jean Philippet, « rien ne laisse présager un embrasement »[2352]. Et pourtant, en moins d'une semaine, la situation bascule du tout au tout.

L'AF, chef de file des manifestations

L'AF a été le fer de lance des manifestations parisiennes jusqu'à la fin du mois de janvier. Pour se faire, elle a cherché à mobiliser toute la population et pas uniquement ses ligueurs. C'est d'ailleurs pour cela qu'il n'y a pas de référence au Roi ou à la Monarchie dans les appels successifs à

[2348] MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même, op. Cit.*, p.313
[2349] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.364
[2350] Quotidien d'*AF* du 5 février 1934
[2351] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.5
[2352] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1344

la manifestation.

Henry Charbonneau explique ce choix : « Notre cri de ralliement était toujours « A bas les voleurs », auquel nous n'osions encore ajouter un autre qui nous brûlait les lèvres cependant mais qui aurait risqué d'effrayer d'autres manifestants « A bas la République, Vive le Roi »[2353]

Maurice Pujo se félicite ainsi de la capacité de l'AF à mobiliser la population : « Nous n'avions pas de masses à mobiliser directement, mais des milliers de jeunes gens. Les équipes de camelots du roi, manifestant aux points et aux moments opportuns, avaient suffi pour rassembler autour d'eux la foule des patriotes émus. »[2354]

La propagande de l'AF trouve effectivement un écho non négligeable au sein de l'opinion. « Certes, les scandales financiers auxquels des parlementaires se trouvent mêlés de près ou de loin n'ont pas manqué depuis l'armistice […] Mais pour la première fois depuis le scandale de Panama, cette critique radicale du parlementarisme trouve des échos profonds dans l'opinion publique. »[2355] L'AF le comprend très vite et titre régulièrement ses articles « La République de Panama ». Elle cherche à replacer le scandale dans une succession d'affaires de Panama à Stavisky en passant par Hanau et Oustric. Le rapport de M. Amat devant la commission d'enquête confirme l'écho du mouvement dans la population : « Une partie de la population parisienne a, dès le début de ces manifestations montré des sentiments sympathiques aux manifestants. Elle s'est mêlée à eux de plus en plus nombreuse, surtout à l'heure de sortie des ateliers. »[2356]

En revanche, si l'AF a été en mesure de largement mobiliser à Paris, elle n'a pas cherché à mettre en place un plan de propagande et de mobilisation pour ses sections de province. Si des manifestations spontanées s'organisent, nous n'avons, en effet, aucune trace d'un mouvement concerté organisé depuis la capitale.

[2353] CHARBONNEAU Henry, *Les mémoires de Porthos*, Les éditions du Clan, Paris, 1967, p.95-96

[2354] MAURRAS Charles, *La Contre-révolution spontanée, op. Cit.* p.208

[2355] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit*, p.1311-1312

[2356] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.19

3) L'agitation en province avant le 6 février

On observe toutefois des initiatives propres à certaines sections de province. Le 11 janvier, les camelots et les étudiants manifestent à Dijon, Marseille et Lyon. A Lyon, on peut noter la distribution d'un faire-part mortuaire des autorités républicaines politiques et policières.[2357]

Le 13 janvier, à Rennes, les camelots lancent des tracts sur l'affaire Stavisky. Le même jour, à Lille, les camelots et les commissaires manifestent tandis qu'à Caen, un député est pendu devant la statue de Louis XIV avec l'inscription « A bas les voleurs, les députés à la lanterne ! »[2358]

Le 16 janvier, à Montpellier, les étudiants d'AF organisent une grande réunion avec André Vincent et Paul Robain qui font référence aux scandales républicains et sont acclamés par la foule.[2359]

Le 18 janvier, la section de Nancy s'agite à son tour ; avec les Jeunesses patriotes, la Solidarité nationale et la Fédération des contribuables, elles participent à une « Union sacrée contre la canaille ».[2360] Les camelots du roi nancéens semblent particulièrement agités. Des rapports de police signalent ainsi diverses manifestations de protestation contre l'affaire.[2361] Le 24 janvier, 24 arrestations sont d'ailleurs opérées.

Le 23 janvier, à Marseille, les camelots distribuent des tracts « République d'escrocs »[2362]

Le 26 janvier, des manifestations ont à nouveau lieu à Nancy, Lyon et Nice.[2363]

Le 31 janvier, les camelots de Reims vendent l'AF aux cris de « A bas les voleurs ! Lisez l'AF »[2364].

La section de Bordeaux s'active également dans le cadre de cette affaire. Le 24 janvier, elle organise une grande réunion avec Joseph Bories et Joseph Delest contre le « scandale républicain ».[2365] Cela étant, la grande manifestation qui se tient à Bordeaux à la fin du mois de janvier 1934, n'est pas liée à l'affaire Stavisky. Il s'agit d'une manifestation d'automobilistes contre l'impôt sur la circulation au cours de laquelle des membres de l'AF et de la Ligue des contribuables provoquent des troubles aux cris de « A bas les voleurs ».[2366] Evidemment l'événement est à replacer dans le contexte mouvementé de ce début d'année mais il prouve également que les Français ne sont pas entièrement tournés vers l'affaire parisienne.

[2357] Quotidien d'*AF* du 11 janvier 1934
[2358] Quotidien d'*AF* du 13 janvier 1934
[2359] Quotidien d'*AF* du 16 janvier 1934
[2360] Quotidien d'*AF* du 18 janvier 1934
[2361] Rapports de police des 24 et 28 janvier 1934, Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, Nancy, 1 M 635
[2362] Quotidien d'*AF* du 23 janvier 1934
[2363] Quotidien d'*AF* du 26 janvier 1934
[2364] Quotidien d'*AF* du 31 janvier 1934
[2365] Affiche d'annonce de la réunion à la salle de l'Alhambra, Archives départementales de la Gironde, Bordeaux, 1 M 561
[2366] Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale au préfet du Nord, 30 janvier 1934, Archives départementales du Nord, Lille, 1 M 561

En parallèle à ces tentatives de manifestations, on peut souligner l'édition de divers matériaux de propagande. La fédération provençale publie trois affiches sur le sujet : « Sans argent », « Tous pourris »[2367] et « Leurs solutions (référence aux solutions du cartel des droites et du cartel des gauches) … L'AF exigée »[2368]

La fédération de l'Oise édite quant à elle un tract au début du mois de février « Le gouvernement de la crapule. Bande de voleurs, de traîtres, d'assassins. Au centre : Jean-Louis Malvy »[2369]

La section de Metz édite un tract et une affiche « Français, l'heure est tragique »[2370]

Si ces initiatives sont à souligner, elles demeurent toutefois relativement isolées. De plus, dans les jours qui suivent l'édition de ces matériaux de propagande, il n'y a aucune référence à leur utilisation.

Il faut d'ailleurs remarquer que d'autres publications, non liées à l'affaire, voient le jour au même moment : la section de Voiron publie « Avis aux chômeurs » en référence à la crise économique[2371] ; la fédération lorraine « La République mène la France à la guerre » ; la section de Dijon « Notre force est d'avoir raison ».

De même, le 4 février 1934, la section du Mans lance le concours de la meilleure affiche de propagande royaliste : « Il s'agit de faire une affiche claire, vigoureuse, attirante, capable de faire saisir en peu de mots la malfaisance du régime républicain et la nécessité d'une restauration monarchique. Les concurrents pourront faire largement allusion aux événements et scandales actuels. Mais il leur est recommandé de chercher à faire une affiche de portée générale plus que de simple actualité. »[2372]

Cette volonté de faire « une affiche de portée générale plus que de simple actualité » signale que l'AF ne veut pas systématiser sa propagande sur le sujet et ne semble pas réellement se projetter dans un processus de « coup de force ». En effet, si tel était le cas, elle aurait placé les événements au coeur de sa propagande.

Les initiatives propagandistes relatives à l'affaire Stavisky et ses répercussions politiques sont ainsi propres aux sections. Une seule initiative est prise par la ligue elle-même. Il s'agit de la publication d'une « affiche d'actualité » : « La ligue mettra en vente la semaine prochaine une affiche d'actualité sur le scandale de Bayonne […] Une bande format quart de colombier est destinée à la compléter

[2367] Quotidien d'*AF* du 24 janvier 1934
[2368] Quotidien d'*AF* du 28 janvier 1934
[2369] Quotidien d'*AF* du 3 février 1934
[2370] Quotidien d'*AF* du 4 février 1934
[2371] Quotidien d'*AF* du 5 février 1934
[2372] Quotidien d'*AF* du 4 février 1934

par les sections dont le député a voté la confiance le 12 janvier au ministère Chautemps. Le nom du député laissé en blanc est à remplir par les sections »[2373]
Le 24 janvier, le quotidien affirme que l'affiche est en vente mais il n'y a plus ensuite de référence à cette dernière alors qu'habituellement, l'AF rappelle quotidiennement la mise en vente de ses affiches de propagande.

D'une manière générale, au cours du mois de janvier, les sections d'Action française de province mais aussi, celles de Paris et de sa banlieue, continuent leurs activités habituelles. Preuve en est, le maintien des célébrations pour la fête des rois. Le 11 janvier, le quotidien publie une liste de 22 villes dans lesquelles se déroulent des célébrations pour la fête des rois les 13 ou 14 janvier.[2374]
De même, s'il se tient quelques conférences relatives à l'affaire Stavisky dans les sections au cours des mois de janvier et février, il n'y a pas de mouvement propagandiste systématique en ce sens. Les conférences données par les sections ont toujours des thèmes divers. Le 11 janvier, à Caen, lors de la réunion hebdomadaire des camelots et étudiants, on assiste à une causerie sur « Les conspirations royalistes de 1798 à 1804 »[2375]. Le 19 janvier, la section du 5ème arrondissement donne une réunion avec Maxime Real del Sarte et Lucien Lacour sur « Hitler, les Soviets et la Scandinavie ». Le même jour, à Cannes, Joseph Delest se demande « Comment éviter la banqueroute et sauver la paix »[2376]
Le 20 janvier, à La Réole, Paul Courcoural prononce une causerie sur « Le capitalisme »[2377]
Le 4 février, une grande journée royaliste a lieu à Amiens pour les noces d'argent des organisations d'AF de Picardie en présence d'Etienne de Resnes, du baron de France, du docteur Farcy, de Lucien Lacour, de Maurice Dupont, de l'amiral Schwerer, de Charles Maurras. Il est intéressant de remarquer que « les événements actuels » sont évoqués mais ne sont pas au cœur de la manifestation.[2378]

L'ampleur des manifestations provinciales est, on le voit, assez variable. Si elle reste réduite dans l'ensemble elle a pu toutefois prendre des proportions assez importantes dans certaines grandes villes comme Bordeaux, Nancy ou Lille. Mais, dans tous les cas, il s'agit d'initiatives propres aux sections provinciales et pas d'un mouvement de propagande décidé par Paris.

[2373] Quotidien d'*AF* du 18 janvier 1934
[2374] Quotidien d'*AF* du 11 janvier 1934
[2375] Quotidien d'*AF* du 30 janvier 1934
[2376] Quotidien d'*AF* du 14 janvier 1934
[2377] Quotidien d'*AF* du 15 janvier 1934
[2378] Quotidien d'*AF* du 5 février 1934

II. Le 6 février 1934 et ses suites à Paris et en province

1) La manifestation parisienne du 6 février 1934

La préparation

Au début du mois de février, avec l'arrivée au pouvoir de Daladier, on a le sentiment que la situation s'apaise mais, en l'espace de quelques jours les événements se précipitent et conduisent à l'émeute du 6 février. Nous avons vu à quel point l'opinion publique a été travaillée, tout au long du mois de janvier, à la fois par les violentes campagnes de presse dans le cadre de l'affaire Stavisky mais aussi par les manifestations violentes quasi quotidiennes dans les rues de la capitale et dans certaines villes de province. Le « mouvement administratif » décidé au début du mois de février par Daladier est clairement le déclencheur de la manifestation du 6.

Les mutations sont nombreuses mais celle qui retient l'attention de tous est celle du préfet de police Chiappe qui refuse sa nomination au Maroc.
Chiappe est en place depuis 1927 et fait preuve, depuis cette date, d'une hostilité farouche à l'égard des communistes. En soit, cette attitude ne serait pas un problème si le préfet de police n'avait pas en même temps des ennemis déclarés chez les socialistes et même dans les rangs des radicaux. Ainsi, aux yeux des communistes et des socialistes, le renvoi de Chiappe prend valeur de symbole. Pour les socialistes, la décision de Daladier leur paraît « être le test qui décidera de leur position future. »[2379] Cela étant, dans un premier temps, ni Daladier ni son ministre de l'intérieur Eugène Frot ne semblent envisager le renvoi de Chiappe. La situation évolue toutefois rapidement et, dans la nuit du 2 au 3 février, Daladier prend la décision de reconstituer le Cartel et offre « la tête de Chiappe » aux socialistes.[2380]
La presse de droite s'offusque évidemment mais elle n'est pas la seule. Georges de la Fouchardière écrit dans *L'œuvre* le 5 février : « Voyez les méfaits d'une politique imbécile. Ils ont débarqué le seul homme capable de maintenir l'ordre à une époque d'effervescence populaire qui a dépassé le stade de l'émeute et presque atteint celui de la révolution. Nos dirigeants semblent avoir choisi. Il va

[2379] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.1361
[2380] *Ibid* p.1385

se passer des choses… Et il n'est pas besoin d'être prophète pour affirmer que ces choses se passeront en dehors des passages cloutés. »[2381]

Chiappe, lui-même, dénonce la décision de sa mutation et affirme son incompréhension devant cette décision. A ce moment, l'AF projette sur lui l'espoir de le voir devenir leur Monck. Maxime Real del Sarte entre en relation avec Horace de Carbuccia pour qu'il entraîne Chiappe du côté des manifestants. L'AF est alors persuadée que rien n'est possible si la police défend le régime. Chiappe ne marchera toutefois pas dans ce qu'il considère être une « aventure ».[2382]

Son limogeage entraîne la démission immédiate de Fabry et Piétri et le gouvernement perd ainsi son ouverture à droite et se met à dos, par la même occasion, les associations d'anciens combattants. Le rapport de M. Catalan devant la commission d'enquête explique l'importance de cette décision pour deux raisons principales :
« 1) Le groupement des Croix-de-feu, qui n'avait pas encore pris part à aucune manifestation d'ensemble, entra dans le mouvement ; l'Union nationale des combattants, qui avait décidé primitivement de manifester et avait sursis l'exécution de sa décision, fixa tout à coup sa manifestation au 6 février, jour de la présentation du Gouvernement devant les Chambres.
2) La foule, déjà surexcitée, devint subitement accessible à tous les entraînements en présence du déni de justice qui lui était signalé. »[2383]

Ainsi, le 5 février, la situation dans la rue s'aggrave brusquement avec cette entrée en scène des Croix de feu. Environ 4000 membres de cette organisation manifestent des Champs Elysées à la Place de la Madeleine mais sans provoquer de heurts.[2384]
Le 6 février, l'UNC, les Croix de feu, l'ARAC et les Décorés au péril de leur vie appellent à la manifestation. Cette participation des Anciens combattants modifie évidemment sensiblement la situation et rend plus complexe le maintien de l'ordre. Aucun agent de police ne souhaite avoir à matraquer un héros de guerre. Cela étant, comme le soulignent MM. Dormann et Salette dans leur rapport devant la commission d'enquête, il ne semble y avoir eu d'entente entre les différents groupements d'anciens combattants et les autres groupements politiques. En effet, « aucune trace n'a pu être décelée ni dans les documents mis à la disposition de la Commission ni dans les différentes

[2381] FOUCHARDIERE de la Georges, « Trop vite et peu fort », *L'Oeuvre*, 5 février 1934
[2382] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1671
[2383] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. CATALAN, « Préparation de la manifestations du 6 février 1934, *op. Cit.* p.65
[2384] *Ibid* p.5-6

dépositions, soit de fonctionnaires, soit de dirigeants d'associations, soit d'autres témoins. Il semblerait même, au contraire, que les associations d'anciens combattants opéraient jalousement chacune pour son compte personnel. »[2385]

Du côté des ligues, les appels à la mobilisation pour le 6 février sont également lancées. L'AF appelle encore à manifester « Contre les voleurs ! Contre le régime abject »[2386]. Le 5, elle fait abondamment distribuer le tract « La République, c'est la guerre ! »[2387]
La Solidarité française et les JP appellent à manifester pour « La Patrie en danger » ; les Croix-de-feu se mobilisent également contre « un gouvernement asservi au drapeau rouge (qui) tente de vous réduire en esclavage ».

[2385] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : MM. DORMANN et SALETTE, « La participation des Associations d'anciens combattants à la manifestation du 6 février 1934 », BNF Gallica, p.22
[2386] Quotidien d'*AF* du 6 février 1934
[2387] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. CATALAN, « Préparation de la manifestations du 6 février 1934, *op. Cit.* p.115

L'émeute du 6 février

Groupements	Lieux	Heures
Action française	Devant la Chambre	A la sortie des ateliers et des bureaux
Solidarité française	Sur les boulevards entre Richelieu-Drouot et l'Opéra	19 h
Jeunesses patriotes	Place de l'Hôtel de Ville	19 h
Front universitaire	Boulevard Saint Michel	18 h 30
Phalanges universitaires des JP	Boulevard Saint Michel	18 h
Fédération des contribuables	Invite ses adhérents à se joindre à tous les mouvements qui auront lieu dans Paris, selon leurs affinités politiques, préférences personnelles ou leurs facilités de déplacement	18 h
Croix-de-feu	Ordres verbaux	
Union des combattants et mutilés corses	Se joindre aux anciens combattants	
ARAC	Rond point des Champs Elysées	20 h
Association nationale des officiers combattants		
UNC	Champs Elysées	20 h

Les forces en présence apparaissent ainsi nombreuses lors des manifestations du 6 février mais elles ne disposent évidemment pas d'un commandement unifié ce qui explique le peu de cohérence des événements. La situation place de la Concorde résume parfaitement cette réalité. Le rapport de Pierre Appell au nom de la commission d'enquête est en ce sens éclairant.[2388]

Au regard du tableau précédent, nous voyons bien qu'aucune organisation n'a choisi la place de la Concorde comme lieu de réunion ; malgré tout, dès 16 heures, « comme on savait que les diverses organisations résolues à manifester avaient comme but final la Chambre (…) la place, qui n'était nullement gardée, fut remplie de monde. » Pour la plupart, il s'agit simplement de curieux mais des

[2388] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. APPELL, « La soirée du 6 février à la Concorde », BNF Gallica

membres de diverses ligues et des communistes semblent également s'y trouver.

A partir de 18 heures, la foule devient plus dense et plus violente. Les renforts arrivent rapidement mais restent continuellement insuffisants. « Les premières charges sont faites à poings nus ; mais devant le nombre croissant des manifestants et aussi la violence de certains d'entre eux les agents chargent bientôt au bâton, les cavaliers sabre au clair. »[2389] La situation continue toutefois à s'aggraver et une première sommation est faite au coin du terre-plein des Champs-Elysées. Deux autres séries de sommations sont tentées sans succès.

A 19 h 30, la colonne de la Solidarité française arrive place de la Concorde. Forte de près de 1500 hommes, elle espère forcer le barrage et se rendre jusqu'à la Chambre. C'est à ce moment que s'effectuent les premiers tirs des forces de l'ordre. La désorganisation est alors totale parmi les manifestants qui reculent jusqu'à 100 mètres du pont. Dès lors, la place de la Concorde prend des allures de tableau d'émeute, totalement occupée par la foule. Les manifestants, exaspérés par les tirs, ne cessent plus de crier « Assassins ! Assassins ! ». A 20 h 15, l'incendie du Ministère de la Marine engendre des flammes de 4 à 5 mètres. Au même moment, des opérations de déblayage s'effectuent sur la place mais beaucoup de manifestants se sont réfugiés sur les terrasses des Tuileries et continuent à cribler de projectiles les cars qui amènent les renforts.

De 20 h 45 à 22 heures, la situation connaît une accalmie en raison du passage de la colonne des anciens combattants. Les anciens combattants reviennent sur la place de la Concorde après avoir eu une collision assez dure avec la police rue du Faubourg Saint Honoré. Il semble alors que ces derniers soient « dans des dispositions d'esprit (…) différentes de celles dont (ils) avaient fait preuve à leur premier passage. »[2390] De nouveaux tirs du côté des forces de l'ordre puis des tirs du côté des manifestants. A 23 h 30 les manifestants deviennent plus agressifs, les coups de feu sont plus rapprochés, « une masse composée des éléments les plus divers, camelots du roi, jeunesses patriotes, membres de la solidarité française, communistes, éléments sans étiquette politique apparente, éléments troubles se livre à des violences exaspérées contre le service d'ordre. »[2391] Il faut finalement attendre près de 2 heures du matin pour que le service d'ordre parvienne à évacuer la place.

Le bilan des émeutes est extrêmement lourd : du côté des forces de l'ordre : 1 mort et 92 blessés hospitalisés ; du côté des manifestants : 14 morts et 236 blessés hospitalisés.[2392] Les troupes d'AF sont les plus touchées avec 4 morts, ce qui tend bien à prouver que ces dernières ont été « le noyau de la turbulence » selon le mot d'Eugène Frot.

[2389] *Ibid* p.5
[2390] *Ibid* p.13
[2391] *Ibid* p.14
[2392] *Ibid* p.16

De nombreuses critiques ont évidemment été faites contre le maintien de l'ordre allant du mauvais commandement à la dénonciation de brutalités inutiles. Il est bien sûr compliqué de brosser un tableau définitif des événements tant les récits des participants sont divers et souvent contradictoires. Cela étant, il est clair que la violence a été extrêmement forte d'un côté comme de l'autre. Le rapport de M. Appell est sans appel : « Le nombre des blessures du service d'ordre, des témoignages multiples, prouvent que certains manifestants se sont montrés extrêmement violents et se sont volontairement livrés contre les agents et les gardes à d'innombrables voies de fait pouvant entraîner des blessures graves. »[2393] De la même manière, « il est malheureusement certain que le service d'ordre a commis des brutalités inutiles. Des isolés qui ne manifestaient pas ont été frappés ; des blessés à terre ont reçu des coups de bâton blanc. Ces brutalités sont aussi bien le fait des agents de police que des gardes républicains ou des gardes mobiles. »[2394]

Quoi qu'il en soit, les événements du 6 février ont profondément marqué les contemporains. Daladier, qui avait initialement décidé de faire front après avoir assuré son investiture dans un tumulte exceptionnel le 6 au soir, démissionne le 7 février. Il est remplacé par Gaston Doumergue qui constitue un gouvernement d'union nationale investi à une large majorité (402 voix contre 125).

2) L'échec du 6 février et les justifications de l'AF

L'enseignement essentiel de ces événements réside dans le discrédit encore accru de la République parlementaire mais aussi du parti radical. En fait, il apparaît évident que la majorité issue des élections de 1932 est dans l'incapacité de gouverner. Il fallait trouver une issue au blocage institutionnel et l'issue a été trouvée dans la rue et dans l'action violente des ligues. Le rapport général de la commission d'enquête du 6 février affirme même que la République a été mise en danger par les événements.[2395] En réalité, il convient de largement nuancer cette affirmation. Comme le rappelle René Rémond, à l'échelle des ligues, le 6 février n'aura été qu'une manifestation ayant dégénérée en violences sans prendre de caractère réellement insurrectionnel. Une émeute

[2393] *Ibid* p.60
[2394] *Ibid* p.59
[2395] RUCART Marc, Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues, BNF Gallica, pp.54-74

violente, étendue, spectaculaire, qui a fait couler le sang mais qui n'a pas suffit à ébranler la République.

En ce qui concerne l'AF, l'un des points essentiels des événements réside dans l'attitude des dirigeants de la ligue. Le soir du 6 février, Léon Daudet s'apprête à dîner lorsqu'il reçoit un coup de téléphone lui annonçant la mort de Maxime Real del Sarte (il n'est en réalité que blessé). Il se rend alors en toute hâte rue de Boccador où il retrouve Maurras, Robain, Lecoeur et de Roux. Daudet souhaite agir mais Maurras le convainc de la nécessité de travailler à l'édition du journal pour le lendemain. Pujo et Calzant restent introuvables pendant que Maurras et Daudet rédigent leurs articles pour le 7 février.
Cette attitude prouve sans conteste qu'à aucun moment, les chefs de l'AF n'envisagent de réellement tenter un coup de force contre la République. Plusieurs raisons expliquent cette attitude et tout d'abord une certaine clairvoyance quant à la réalité de la situation : il n'y a ni entente entre les ligues ni chef « providentiel » à proposer à la foule en colère.

Ensuite, l'AF justifie son attitude par sa crainte d'être utilisée dans un complot politique orchestré par Eugène Frot. Maxime Real del Sarte écrit : « Quelques jours avant la nuit tragique, je rencontrai dans un dîner, qui n'avait aucune étiquette politique, M. Chatenet, député de gauche de Seine et Oise qui, me dit-on, désirait me connaître, et qui se fit présenter à moi avec beaucoup d'amabilité. Tout de suite, il me parla de la situation présente et de la nécessité de faire la dictature. Il ajouta que le seul homme capable de le faire était M. Eugène Frot, dont il me vanta les qualités exceptionnelles, mais que ce dernier ne pouvait la faire sans nous, Camelots du roi, qui venions de prouver, dans la journée du 27 janvier, sous la conduite de Maurice Pujo, que nous tenions la rue. »[2396]
Evidemment, ces accusations sont immédiatement dénoncées par le principal mis en cause, M. Chatenet, qui adresse une lettre au directeur de l'AF : « Je demeure légèrement interloqué par la publication, dans votre numéro de ce jour, d'une lettre de M. Maxime Real del Sarte qui me met en cause. Si je comprends bien le signataire de cette lettre, j'aurai rien fait moins qu'essayer de m'interposer entre M. Eugène Frot et les Camelots du roi pour leur permettre de monter ensemble, le 6 février dernier, à l'assaut du régime ! Je ne prends pas la peine d'affirmer que c'est faux. Je dis seulement que c'est de la plus haute fantaisie. »[2397]

[2396] Lettre de Maxime Real del Sarte publiée dans le Quotidien d'*AF* du 10 mars 1934
[2397] Lettre de M. Chatenet adressée au Direction de *L'Action française*, reproduite dans RUCART Marc, Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues, Annexes, Tome 1, p.369

Devant la commission d'enquête, le 26 mars, Maxime Real del Sarte réaffirme sa position : « Pour moi, il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il y avait, ce jour, une tentative certaine de coup de force qui devait asseoir les institutions républicaines avec plus de force, sous la férule d'un homme. Et il était simple d'imaginer que nos cadavres, des cadavres royalistes, c'est à dire des gens qui sont les ennemis de la République, devaient tout normalement faire comprendre qu'on avait sauvé la République et que, pour que cela ne recommence pas, il était nécessaire de la doter d'un peu plus de force pour l'avenir ».[2398]

Maurice Pujo confirme cette version : « C'est vers 18 heures que Maxime Real del Sarte nous a apporté une information qui établissait qu'un guet-apens de gauche était tendu, qu'il y avait du complot dans l'air. Et ce complot était de gauche. Il s'agissait d'attirer les Camelots du roi sur un certain champ de tir et d'avoir de belles victimes à offrir à la République afin d'avoir à la sauver une fois de plus et de lui donner l'autorité de sauveur de régime. »[2399]

En réalité, cette soi-disant tentative de Frot d'obtenir l'aide de l'AF n'est pas invraisemblable. Il semble d'ailleurs que ce dernier ait également tenté, en vain, d'approcher le colonel de La Rocque.[2400]

Quoi qu'il en soit, au soir du 6 février, la troupe d'AF est vaillante mais son commandement est lamentable ce qui renvoie encore et toujours à la question de l'écart entre la violence théorique et la violence réelle de l'AF. La violence des ligueurs d'AF signale une fois de plus la volonté d'en découdre dans les rangs de l'organisation mais cette mobilisation n'est ni systématisée ni réellement encadrée à Paris comme en province.

3) L'après 6 février

L'après 6 février pour l'AF à Paris et en province

Au cours des événements la question de l'arrestation des dirigeants de l'AF s'est très rapidement posée mais un flou persiste sur la gestion de la situation. Dans la nuit du 6 au 7 février,

[2398] Audition de REAL DEL SARTE Maxime dans RUCART Marc, Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues, Annexes, Tome 1, p.995

[2399] Audition de PUJO Maurice dans RUCART Marc, Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues, Annexes, Tome 2, p.1768

[2400] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1372-1373

on envisage « vaguement »[2401] l'arrestation de Maurras, Daudet et Pujo. La situation est différente pour les trois individus : pour Maurras, il est légalement possible de décerner un mandat car la peine encourue est supérieure à deux ans de prison ce qui n'est pas le cas pour Pujo et Daudet.[2402] Toutefois, la crainte d'incidents au moment de l'arrestation de Maurras décourage la menée de cette dernière.

Le 7 au matin, 20 arrestations « préventives » sont effectuées à la sortie des locaux de l'AF rue de Boccador. La liste des ligueurs à arrêter a été rédigée par M. Noedts commissaire à la direction des renseignements généraux à la Préfecture de police.[2403] Des tentatives sont également faites au domicile de MM. Le colonel de Massignac, Joseph Delest, Wilkin, Bourrin, Lacour, Lecoeur, Charbonneau, Maurras et Pujo mais, à 11 h 45, l'ordre de surseoir aux arrestations ou plutôt aux « invitations à se rendre à la Préfecture de police » tombe. Tous les ligueurs sont relaxés dans la soirée du 7 février.

En fait, d'une manière générale, les poursuites judiciaires dans le cadre des événements du 6 février sont inexistantes pour l'AF ou pour les autres ligues.

Le 7 février, la menace d'une nouvelle manifestation est un des arguments qui incite Daladier à démissionner. Cela étant, si le 6 la direction des opérations était déjà chancelante, elle l'est encore davantage le 7. Le numéro de l'AF du 7 février est évidemment entièrement consacré aux événements mais aucun appel à la mobilisation n'y figure.

De plus, les dirigeants de la ligue sont tous dispersés. Maurras dort. Daudet est chez lui. Pujo est introuvable. D'autres dirigeants se retrouvent le matin chez Paul Robain puis chez l'Amiral Schwerer. Georges Calzant tente de provoquer une émeute au Palais de Justice.

Dans la soirée du 7 février, malgré la démission de Daladier, la situation est toujours extrêmement agitée. Les manifestants instruits des événements de la nuit précédente ne sont pas venus les mains vides. La violence n'est pas mieux organisée que la nuit précédente ; la confusion et l'excitation sont extrêmes.

D'une manière générale, les troupes de l'AF semblent absentes des événements du 7 février mais il est assez difficile de savoir avec précision qui sont les émeutiers de cette soirée. Les anciens combattants sont restés chez eux, les JP agissent en ordre dispersé « abandonnés par leurs chefs qui songent principalement à exploiter les résultats politiques obtenus dans la journée », les émeutiers

---

[2401] Le terme est employé dans le rapport de la commission d'enquête

[2402] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : MM. PIOT et De NADAILLAC, « Les décisions du Gouvernement au lendemain du 6 février 1934 et la journée du 7 sur la voie publique », BNF Gallica, p.7

[2403] *Ibid* p.9

« ressemblent à une troupe dispersée, éclatée, encore assoiffée de bataille, prisonnière d'une frénésie de l'émeute. »[2404]

Pourtant, au cours de la journée du 7 février, le retour à l'union nationale change complètement le décor : « la droite rentre dans l'ordre, les ligueurs n'auront plus qu'à réfréner leurs vélléités activistes et à laisser la rue à d'autres troupes : celles des forces de gauche, ébranlées par la violence du choc, qui se mettent en mouvement. »[2405]

Après le 6 février, il est clair que l'AF, comme les autres organisations nationalistes, ne parviennent pas à mobiliser leurs sections provinciales.

Cela étant, les autorités continuent à les craindre. Au cours du mois de février, les préfets demandent diverses enquêtes sur la situation de l'AF, des JP, de la SF et de la Fédération des contribuables dans leurs départements. Dans le Nord, à Dunkerque, il ressort que « les militants locaux ont applaudi à l'action combative des organisations centrales, et cet exemple a stimulé leur zèle individuel, sans toutefois susciter de manifestations collectives. » De plus, les chefs locaux des différentes organisations, se rendant compte de leur faiblesse numérique, ont cherché à conclure une entente mais sans aboutir en raison du républicanisme des Croix-de-feu et de la Solidarité.[2406]

Dans les rapports de surveillance, une attention particulière est également accordée à la présence de militaires lors des réunions d'AF et des JP. En mars 1934, 6 officiers font l'objet d'un rapport après avoir assisté à une réunion d'AF à Lunéville.[2407]

L'après 6 février dans les rangs de la gauche

Après le 6 février, la mobilisation de rue est très clairement à gauche. Les craintes à l'égard d'un éventuel « complot fasciste » se diffusent dans l'opinion. L'idée d'un complot ne résiste pas à l'analyse historique mais cette crainte engendre une multiplication de manifestations à Paris et en province qui atteignent leur apogée le 12 février lorsque se déroulent des scènes de fraternisation entre socialistes et communistes. Ce jour là, la grève générale est décidée par la CGT avec pour but de « dresser la classe ouvrière française contre un mouvement qui apparaissait en France et qui à ses yeux avait un caractère fasciste. » Cette grève est considérée comme « la manifestation la plus

[2404] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1611
[2405] *Ibid* p.1613
[2406] Rapport du sous-préfet de Dunkerque au préfet du Nord, 27 février 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234
[2407] Rapport du commissaire spécial de Nancy au préfet de Meurthe-et-Moselle, 29 mars 1934, Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, Nancy, 1 M 645

importante qui ait été organisée en France par les syndicats ouvriers. »[2408]

Comme l'Action française, la CGT veut rassembler. Elle modifie donc sa propagande habituelle pour ne parler que de défense républicaine : « Pour atteindre toute la gauche, la CGT assigne au mouvement du 12 février des objectifs susceptibles de réaliser son unité. Pas question de révolution, ni même de revendication. La misère et le chômage ne sont mentionnés que comme fond de tableau. La grève se situe d'emblée sur le terrain de la défense républicaine. »[2409]

En revanche, la CGT choisit de mobiliser la province. Des télégrammes sont envoyés. Antoine Prost considère que la grève du 12 février est un succès. « Sans compter Paris et sa banlieue, 346 localités au moins ont été le théâtre de meetings ou de défilés. »[2410] On est loin de la vingtaine de villes concernées par l'agitation d'AF au cours du mois de janvier et au moment du 6 février.

L'agitation de province reste d'ailleurs majoritairement le fait des organisations de gauche. En effet, d'après le recensement de Danielle Tartakowsky sur les manifestations en province entre le 13 février 1934 et le 5 mai 1936, 83% des manifestations à finalité politique sont menées par des organisations de gauche.[2411]

C'est notamment le cas à Bordeaux où, de février à mai 1934, sur les 11 manifestations de rue, une seule est l'oeuvre de la Fédération des contribuables. Il faut attendre le 5 mai 1934 pour qu'un rassemblement Croix-de-feu ait lieu et le 13 mai pour une manifestation de l'AF et des JP.[2412]

En fait, le 12 février est une date aussi essentielle que le 6, car, comme le rappelle Jean Philippet, « en structurant tout de suite l'opinion en deux fronts antagonistes, le 12 février empêche la synthèse fasciste de se former, comme elle a pu le faire en Italie. (…) Le fascisme français qui est peut être né le 6 février meurt le 12. »[2413]

[2408] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. FAURE, « Les manifestations du 12 février 1934 – La grève générale », BNF Gallica, p.3

[2409] PROST Antoine, « Les manifestations du 12 février 1934 en province » dans BOUVIER Jean (Dir.), *La France en mouvement 1934-1938*, Champ-Vallon, Seyssel, 1986, p.25

[2410] *Ibid*, p.20

[2411] TARTAKOWSKY Danielle, « Stratégies de la rue 1934-1936 » dans BOUVIER Jean (Dir.), *La France en mouvement 1934-1938, op. Cit.* p.33

[2412] Rapport de la police municipale sur les services d'ordre janvier-juin 1934, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 442

[2413] *Ibid* p.1939

III. Les événements de janvier et février 1934 au regard de l'histoire des ligues nationalistes

1) Un complot contre la République ?

Les périodes de crise et de manifestations violentes sont toujours propices aux rumeurs et théories du complot[2414]. D'ailleurs le rapport de la commission d'enquête sur les événements du 6 février est formel : la République a été en danger pour plusieurs raisons : « La République était en danger parce qu'il y avait atteinte à ses principes, à ses institutions et à ses lois » ; « La République était en danger parce qu'il y avait menace contre l'indépendance du Parlement » ; « La République était en danger parce qu'il y avait atteinte portée au principe du suffrage universel. »[2415]

Cette interprétation des événements mérite toutefois d'être largement nuancée.

La question d'une entente entre les ligues à l'assaut de la République a alimenté de nombreuses rumeurs et est à l'origine du vaste mouvement de protestation des groupements de gauche socialistes et communistes déjà évoqué. Mais, cette idée ne résiste pas à l'analyse historique. Déjà, comme le rappelle Jean Philippet, « « L'esprit des années trente » n'est pas un bloc : c'est un vaste conglomérat de tensions, d'aspirations, de sentiments et même d'idées contradictoires, liés seulement par un refus global de ce qui est. L'expression d'un malaise, et non pas des solutions pour y porter remède. »[2416] Ainsi, l'entente entre ces diverses aspirations, revendiquée par des mouvements tout aussi divers, apparaît impossible. Nous avons déjà évoqué le fait que les manifestations de janvier ont eu pour principale conséquence « de convaincre l'état-major des autres ligues qu'il leur fallait tenir en main leurs troupes, s'ils ne voulaient pas laisser l'initiative aux Camelots. »[2417]

Ensuite, dans les faits, le 6 février n'est clairement pas une conspiration contre la République. La démonstration de Serge Berstein reste à tout point de vue incontestable.[2418]

Le 9 janvier, l'AF paraît avoir agi seule, en dehors de tout autre groupement. « Dans la plupart des

[2414] Sur ce point voir notamment MONIER Frédéric, *Le complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, Editions La Découverte, Paris, 1998

[2415] RUCART Marc, Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues, *op. Cit.*, pp.54, 61 et 66

[2416] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1346

[2417] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.371

[2418] BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, Gallimard-Julliard, Paris, 1975

autres manifestations, nous trouvons réunis des éléments appartenant à plusieurs groupements soit sur le même point, soit dans des quartiers différents. (…) *Y a-t-il eu entente entre quelques groupements mêlés à ces manifestations ? »*[2419]

Devant la commission d'enquête le 6 mars, M. Perrier déclare : « Le point qui vous intéresse principalement est sans doute de savoir s'il n'y a pas eu une sorte de cartel entre les divers groupements. D'après les documents recueillis, je crois pouvoir répondre négativement. Mais *il est certain qu'il y a eu des accords particuliers pour certaines journées* et certaines manifestations. » : Accord entre les JP et la SF pour le 11 janvier ; accord entre la Fédération des contribuables, l'AF et la SF pour le 23 janvier, Accord entre l'AF, les JP et la SF pour le 27 janvier.[2420]

Cela étant ces accords ne signifient pas pour autant une entente réelle. Comme le souligne M. Guichard, directeur général de la police municipale, devant la commission d'enquête : « Ces partis peuvent s'entendre pour faire du bruit, mais le jour où ils réussiraient, ils seraient en désaccord le lendemain. Il n'y a pas complot entre des diverses fédérations. »

C'est d'autant plus vrai pour l'AF. M. Noedts, commissaire à la direction des renseignements généraux à la Préfecture de police, souligne notamment que si les liens entre JP et SF sont nombreux, « en ce qui concerne l'Action française, ses contacts avec les autres organisations sont de circonstances. D'abord, le but n'est pas commun. L'Action française a pu se servir, en différentes occasions, d'une autre organisation : La fédération nationale des syndicats de contribuables. »[2421]

Cela étant, M. Noedts explique que cette entente existe car « la question politique ne joue pas à la Fédération des contribuables. La question Action française joue dans la limite où il y a M. Sinclair comme délégué et peut-être deux ou trois jeunes gens à tendances royalistes autour de lui. C'est tout. »[2422]

Du côté des Croix de feu, le colonel de La Rocque cherche à préserver à tout prix son indépendance vis à vis des autres ligues et en particulier de l'AF. Il écrit ainsi à l'amiral Schwerer qu'il est républicain, qu'il n'a aucune raison de déclarer la guerre à l'AF mais qu'il est obligé « non seulement de tenir sa distance pour conserver aux Croix-de-feu leur individualité, mais d'observer une prudence d'autant plus grande du fait du nom qu'il porte. »[2423]

[2419] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.12

[2420] *Ibid.* p.12-13

[2421] Nous avons déjà évoqué ces rapports entre l'AF et la Fédération des contribuables

[2422] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.15-16

[2423] Cité par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.1437

En ce qui concerne Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, force est de constater que ce dernier, à son retour d'Afrique, se montre extrêmement tiède quant au rapprochement opéré entre l'AF et les JP sur le terrain. Il résiste ainsi pendant un long moment « à l'idée d'une manifestation aux abords du Palais-Bourbon, sentant que la dynamique de ces démonstrations (établit) un rapport de forces favorable à la ligue royaliste, mieux organisée, plus déterminée et bénéficiant de l'influence de son quotidien. Il envoie instruction sur instruction aux sections de province qui sont devenues un peu remuantes pour leur demander de suspendre toutes manifestations avec l'Action française. »[2424]

Au final, il apparaît évident que le spectre du complot des ligues contre la République ne tient pas. L'entente s'est réalisée sur le terrain mais il n'y a pas eu de plan concerté de mobilisation.
Xavier Vallat confirme cette analyse : « Non la manifestation du 6 février ne fut pas un complot ; elle ne fut que le sursaut d'indignation d'un peuple honnête contre des mandataires qu'il découvrait pourris jusqu'à la moelle. On ne s'y trompa d'ailleurs pas dans le monde, et j'entends encore un homme politique étranger me dire : « La France est étonnante ! C'est le seul pays qui ait fait une émeute parce qu'il apprenait que ses gouvernants étaient corrompus. » »[2425]

C'est bien l'utilisation propagandiste de cette affaire en particulier par les radicaux et les socialistes qui a conduit à la naissance de ce mythe du 6 février 1934.

2) La rupture avec la culture manifestante des années 20

Comme le souligne le député Amat dans son rapport à la commission d'enquête, les manifestations « ont présenté un caractère d'exceptionnelle gravité. En dehors des cris, des chants, des coups de sifflets, phénomènes rituels de toute manifestation, nous constatons qu'une nouvelle tactique a été adoptée. Les manifestants ne résistent pas devant le service d'ordre. Ils se replient à l'arrivée de la police, mais se reforment au plus tôt et reviennent aussi violents. Ce qui retient encore davantage l'attention, ce sont les déprédations qui systématiquement se commettent sur tous les points et à peu près à chaque manifestation, bris de toutes sortes, grilles des arbres arrachées, jetées sur la chaussée et fixées dans les rails ; kiosques brûlés, conduites de gaz détériorées, arbres

[2424] *Ibid* p.1663-1664
[2425] Xavier Vallat, *Le nez de Cléopâtre, Souvenir d'un homme de droite, 1918-1945,* préface de Charles Maurras, Edition « Les Quatre fils Aymon », Paris, 1957, p.115

arrachés ou mutilés, cafés saccagés. »[2426]

Les événements du 6 février 1934 sont également intéressants en ce sens qu'ils provoquent une rupture avec les cultures manifestantes des droites des années 1920. Comme le rappelle Danielle Tartakowsky, « les démonstrations de droite s'appuyaient, traditionnellement, sur des masses organiques, préalablement rassemblées dans le cadre de leurs structures d'encadrement. Elles les distinguaient soigneusement du « public » en déployant un puissant système de marquage : convocations nominales, uniformes, marche au pas, matérialisation de l'espace du défilé clairement distinct de l'espace du public, etc. Elles visent cette fois, la « levée en masse » et s'adressent à tous. »[2427]

[2426] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. AMAT, « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février », *op. Cit.* p.17

[2427] TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968, op. Cit.* p.284

Ainsi, les événements de janvier et février 1934 sont d'une extrême importance dans l'histoire des ligues nationalistes en général et de l'AF en particulier. L'hiver 1933-34 apparaît être « le révélateur de la fracture béante entre l'esthétique de la violence des intellectuels qui dirigent l'AF et la pratique de la violence. »[2428] Henry Charbonneau, ligueur d'AF au cours de ces journées le confirme : « L'Action française a-t-elle pris alors conscience de l'ampleur du mouvement qu'elle a déclenché et qu'elle anime avec violence ? Oui et non ! Nos maîtres sentent bien qu'ils sont en train de porter un coup redoutable à la République. […] Mais ils ont toujours cru – ou su – qu'ils n'avaient pas en main les armes suffisantes pour régler un bon coup son compte à la « gueuse ». Nos maîtres sont d'ailleurs trop vieux pour conspirer vraiment. Ils ont connu trop d'échecs. Ils se sont fait trop d'ennemis. […] » Et de conclure en ces termes : « au fond l'Action française, tout en parlant perpétuellement du « coup de force », ne l'a jamais préparé rationnellement. »[2429]

Le 6 février 1934 est également une date importante dans l'histoire de la IIIème République et plus particulièrement dans celle du parti radical. Serge Berstein a parfaitement montré que l'incertitude domine tous les acteurs de cette journée, des ligueurs aux membres du gouvernement. Cela étant l'abdication des hommes au pouvoir, « matériellement vainqueurs » au soir du 6 février, au cours de la journée du 7, confère à cet événement une signification essentielle à savoir « l'abdication de la République parlementaire » qui conduit irrémédiablement à un effondrement de la République radicale incapable de faire face à la crise conjoncturelle et structurelle que traverse la France.[2430]

A partir du 12 février 1934, la gauche entre dans un processus de profond bouleversement qui conduit à l'élection de Léon Blum en juin 1936. A chaque étape de ce processus, la thématique antifasciste est essentielle. Plus largement, comme le note Maurice Agulhon, « l'idée ou le spectre du bonapartisme se réveillent, derrière l'apparence d'antifascisme »[2431].

[2428] PHILIPPET Jean, « Maurras et les Maurrassiens ou la violence considérée comme l'un des beaux-arts », dans François Audigier et Pascal Girard (Dir.), *Se battre pour ses idées, La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, *op. Cit.* p.43

[2429] CHARBONNEAU Henry, *Les Mémoires de Porthos*, *op. Cit.* p.101

[2430] BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, *op. Cit.*, p.250-251

[2431] AGULHON Maurice, *Coup d'État et République*, Presses de Sciences politiques, Paris, 1997, p.68

Chapitre 3 : Les matrices de l'engagement militant en 1934-1936

I. Les questions de politique intérieure

1) Les gouvernements de 1934 à 1936

L'AF réserve un accueil assez tolérant au gouvernement de Gaston Doumergue.[2432] C'est toutefois le scepticisme qui l'emporte rapidement et Maurras écrit le 10 février : « Que le cabinet manque de splendeur, qu'il soit marqué du signe de la déception, que sa grisaille conformiste et monotone convienne aussi peu que possible aux aspirations de Paris, nous ne nous arrêtons pas à cette évidence : nous demandons très simplement comment pourra marcher le véhicule, quand sur des sujets essentiels, qui sont dans la nature des choses et qu'on n'en expulse pas, la nature des coursiers sera de tirer les uns à hue, les autres à dia ? M. Sarraut, M. Chéron feront sans doute de la défense républicaine à cœur joie. L'état du monde demanderait au Quai d'Orsay un redoublement d'activité compétente en vue d'un redressement urgent : qu'y peut faire un avocat, comme M. Barthou, qui n'y est en rien préparé ? A le supposer animé des meilleures intentions, notre France reste chargée de payer ses frais d'apprentissage en diplomatie ! »[2433]

Nous avons vu à quel point la réforme de l'État est une question essentielle pour l'opinion publique des années 1930. Après le 6 février, elle est la grande affaire du gouvernement Doumergue et permet un consensus révisionniste qui rassemble les anciens combattants, la grande presse et de multiples cercles de réflexion.

De cette mouvance sort un projet, intitulé *Plan du 9 juillet 1934*, rédigé en quelques semaines par un groupe d'une vingtaine de personnes emmené par Jean Coutrot et Louis Vallon. Ce texte propose plusieurs pistes de réforme : revendication d'un « gouvernement de fait », sacralisation de la

[2432] Quotidien d'*AF* du 8 février 1934
[2433] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 10 février 1934

hiérarchie, de la compétence, de l'économie dirigée et construction d'un homme nouveau. Mais l'État, envisagé par les juilletistes, a clairement une dimension de dictature technicienne qui lui empêche d'obtenir un soutien réel de la part des forces de gouvernement.[2434]

De toute manière, la tentative révisionniste fait long feu et, dès l'automne 1934, Doumergue voit se dresser contre lui un Front républicain constitué de Léon Blum, des radicaux et surtout de l'Alliance démocratique qui décide lors de son congrès de novembre 1934 de lâcher le président du Conseil.

Le gouvernement est donc renversé le 8 novembre 1934 et, avec lui, l'espoir d'une véritable réforme de l'État.

Léon Daudet dénonce la situation en écrivant le 9 novembre : « (…) si Doumergue et le maréchal Pétain s'en vont, toutes possibilités de conciliation ayant échouées, les complications de toute sorte, politiques, financières, diplomatiques, de politique intérieure et extérieure, qui vont surgir inévitablement, contraindront à les rappeler avant peu, et la situation du 7 février se retrouvera ainsi, considérablement aggravée par le *bis in idem.* »[2435]

Cela étant, si Maurice Pujo regrette que Doumergue n'ait pas été défendu, il ajoute que ce n'était pas à l'AF de le faire : « Je n'entends pas par-là que le 6 février eût dû recommencer et qu'il eût fallu encore que le sang coulât. Je dis qu'il fallait montrer que la force nationale qui avait mis en fuite le cabinet des fusilleurs était toujours là. Les politiciens de gauche, en perpétrant leur mauvais coup contre M. Doumergue n'avaient pas d'autre crainte. Ils vivaient, et à bon droit, dans la terreur de la rue. Pourquoi certains les ont-ils rassurés ? L'hiver dernier, quand on manifestait au cri de « A bas les voleurs ! », quand seule une question morale et nationale était posée, l'Action française a pu prendre l'initiative et la tête du mouvement. Elle ne le pouvait pas ces jours-ci quand il s'agissait de défendre l'homme qui était la dernière carte de la République, et M. Doumergue, lui-même, ainsi compromis, ne nous en aurait su aucun gré. C'était aux anciens combattants et aux patriotes républicains de marcher en avant. Le lieutenant-colonel F. de la Rocque, président des Croix-de-feu, peut publier aujourd'hui de belles lettres d'adieu à celui qui s'en va et encombrer les journaux de ses déclarations et de ses promesses. Il avait une belle occasion d'apporter une aide pacifique à M. Doumergue et il l'a manquée. »[2436]

Cet article de Pujo signale à la fois la sympathie de l'AF pour Doumergue mais aussi les mauvais rapports entre les maurrassiens et le colonel de la Rocque, nous y reviendrons.

Quoi qu'il en soit, le départ de Doumergue met un terme à cette tentative de réforme des

---

[2434] Sur le groupe du 9 juillet, voir DARD Olivier, *Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète,* Presses universitaires franc-comtoises, Besançon, 1999, pp.149-200

[2435] DAUDET Léon, « De quelques erreurs tragiques », Quotidien d'*AF* du 9 novembre 1934

[2436] PUJO Maurice, « M. Doumergue n'a pas été défendu », Quotidien d'*AF* du 9 novembre 1934

institutions, pourtant nécessaire.

Le gouvernement de Pierre-Etienne Flandin est constitué dans la nuit du 8 au 9 novembre 1934. Encore une fois, l'AF n'est pas virulemment opposée à ce nouveau ministère mais reste extrêmement sceptique quant à l'évolution de la situation. Maurras écrit le 10 novembre : « On s'accorde à loger le nouveau ministère un peu à droite du précédent. On s'accorde à concevoir que, dès lors, il n'est là qu'à un titre d'intérimaire. C'est une transition. Les gauches doivent passer dessus, comme sur un pont. C'est possible, et même probable. Dans la zone parlementaire, il suffit d'aller un peu à droite pour sentir baisser la chaleur animale et ralentir toutes les fonctions de la vie. »[2437]

Le gouvernement de Flandin est dominé par les radicaux et l'Alliance démocratique dans la plus pure tradition de la concentration républicaine. Encore une fois, l'échec est cuisant ; en effet, si les radicaux sont, dans un premier temps, satisfaits de la politique flandiniste, l'approche des élections municipales complique l'échiquier politique. Les mesures économiques prises par le gouvernement et notamment la suppression du prix minimal du blé mécontentent le monde paysan qui est un des piliers électoral des députés radicaux. Les radicaux sont donc de moins en moins enclin à s'entendre avec les modérés. La poussée à gauche aux élections les conduit à refuser la délégation du pouvoir à Flandin qui quitte le gouvernement le 30 mai 1935.

L'AF considère que la chute est méritée : « M. Pierre-Etienne Flandin est tombé, comme il devait tomber. Ses faux appuis se sont dérobés, comme il était naturel. Les vrais, il les avait découragés, honnis, repoussés. Sa politique extérieure, sa politique militaire, sa politique intérieure, sa politique financière, avaient formé autant de défis au bon sens. »[2438]

Après la chute de Flandin, Fernand Bouisson tente de fonder un ministère mais n'est pas investi par la Chambre (à 264 voix contre 262). Léon Daudet s'en amuse : « A la veille du 6 février, j'écrivais ici qu'on en arriverait à des cabinets de quelques heures, puis, sans doute, de quelques minutes. La chute instantanée du ministère Bouisson donne raison à cette prévision. La photographie de ces pauvres diables de ministres, rayonnants de joie et gonflés de leur importance, n'avait pas achevé de sécher sur les rotatives, qu'elle était remplacée par l'image de leurs dos navrés et de leurs postérieurs déçus. »[2439]

Après l'échec de Bouisson, François Piétri tente, sans y parvenir, de fonder un gouvernement. C'est finalement Pierre Laval qui est appelé à la présidence du Conseil. Ce dernier parvient à faire « un cabinet de dosage » selon le terme peu élogieux employé par Daudet. Flandin, Marin et Herriot soulignent les contours de sa majorité et les radicaux sont toujours aux commandes des postes clefs.

[2437] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 10 novembre 1934
[2438] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 31 mai 1935
[2439] DAUDET Léon, « La décomposition accélérée », Quotidien d'*AF* du 6 juin 1935

La présence de Marcel Reignier aux Finances exaspère l'AF qui y voit une « aberration » en même temps qu'une énième manœuvre politique « pour désarmer le clan Blum et l'aile d'extrême gauche des radicaux. »[2440] Cela étant, les valoisiens sont des alliés extrêmement difficiles pour Laval car leur participation au gouvernement ne les empêche pas de manœuvrer en faveur de la constitution d'un Front populaire. D'ailleurs, c'est bien la défection d'Herriot en janvier 1936 qui conduit à la chute de son ministère. Il est remplacé par le gouvernement Sarraut qui nomme un gouvernement de trêve dans l'attente des élections législatives.

Ainsi, après le 6 février, les gouvernements se succèdent et se ressemblent finalement beaucoup. L'année 1934 se distingue des deux suivantes par une réelle tentative de réforme de l'État menée par Gaston Doumergue. Les années 1935 et 1936 voient, quant à elles, un enlisement croissant de la situation politique intérieure. L'élection du Front populaire en 1936 met finalement un terme à une dizaine d'années d'hégémonie politique du parti radical. Comme l'analyse Serge Berstein, « jusqu'en 1936, la souplesse doctrinale et l'hétérogénéité de la composition du parti lui permettent de constituer l'axe de majorités divergentes, axées tantôt vers la gauche (au lendemain des consultations électorales de 1924 et 1932), le plus souvent vers le centre (formule qui a la préférence des dirigeants radicaux et permet de maintenir l'unité d'un parti divers), quelque fois vers la droite (lors des expériences d'union nationale) »[2441]. Le parti radical se veut alors une formation de large rassemblement. En 1937, lorsqu'il rejette son rôle de force d'appoint au sein du Front populaire, il devient le représentant d'une petite bourgeoisie urbaine et rurale dont les intérêts sont opposés à ceux des ouvriers. Le bouleversement politique qui se joue entre 1934 et 1936, ouvert par la crise du 6 février 1934, est ainsi extrêmement profond.

2) La matrice anticommuniste

On a souvent considéré que le 6 février marque la naissance du Front populaire. En réalité, le changement d'orientation des communistes est lié à un changement de la politique imposée par Moscou qui souhaite désormais un rapprochement avec les socialistes. En juillet 1934, communistes et socialistes signent un pacte d'unité d'action comprenant notamment une alliance défensive contre le fascisme français et international et la politique de déflation. A l'automne 1934, Maurice Thorez

[2440] DAUDET Léon, « Une aberration. Le F. : Régnier aux finances », Quotidien d'*AF* du 8 juin 1935

[2441] BERSTEIN Serge, *Histoire du Parti radical, Crise du radicalisme*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1982, p.595

propose la constitution d'un « Front populaire pour le pain et la liberté contre le fascisme et la guerre » étendu au parti radical.

L'année 1934 marque ainsi très clairement un tournant dans l'histoire du communisme français. Comme le soulignent Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, « entre juin et octobre 1934, le Parti communiste opère un renversement total de ses positions, brûlant ce qu'il avait adoré, portant au pinacle ceux pour qui il n'avait la veille que haine ou mépris. »[2442] Son changement de position se confirme encore au cours de l'année 1935.

Après la chute du gouvernement Flandin en mai 1935, les radicaux éprouvent de la lassitude à l'idée d'un nouveau gouvernement d'union nationale (le 7 juin, 72 députés radicaux votent pour Laval et autant s'abstiennent). En juin 1935, Daladier est présent aux côtés de Maurice Thorez et de Léon Blum dans une réunion à la Mutualité et se prononce en faveur du Front populaire. Le 19 juin, le bureau du Parti radical donne son accord pour la participation des radicaux à une manifestation réunissant socialistes et communistes le 14 juillet et choisit Jean Zay (partisan affiché du Front populaire) comme rapporteur de politique générale du futur congrès du parti radical. Le congrès, qui a lieu le 27 octobre 1935, accepte la tactique de Front populaire.

Au cours des années 1934-1936 on assiste donc à une période de légitimation des communistes dans le champ de la politique républicaine. Encore infréquentables en 1933, « les communistes deviennent à présent respectables, et ce d'autant plus que la France amorce sur le plan diplomatique un rapprochement avec l'URSS. »[2443]

Evidemment, l'AF est extrêmement critique quant à l'évolution de la situation et ne cesse de dénoncer le « Front commun » des radicaux, socialistes et communistes. A l'inverse les ligueurs et camelots d'AF sont également des cibles pour les communistes.

Le 11 avril 1934, ces derniers pénètrent dans une réunion privée de l'AF. Les camelots, se considérant en état de légitime défense, font usage de leurs armes et un communiste est tué. L'AF se justifie en affirmant qu'il s'agit du « premier adversaire qui tombe sous les coups des Camelots du Roi » et que « toute la responsabilité de cette mort que l'AF fut la première à déplorer, retombe sur ceux qui, en faisant courir le bruit de la venue de Léon Daudet, excitèrent leurs partisans et donnèrent prétexte à leur odieuse agression contre nos amis. »[2444]

Les batailles de rue sont nombreuses entre camelots et communistes à l'image du 25 juin 1934, lorsque les camelots interviennent après un meeting organisé par « le Front commun ».[2445]

[2442] BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France, Tome 1. 1917-1940, op. Cit.* p.238

[2443] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.81

[2444] « L'Action française en 1933-1934 », *Almanach* de l'AF 1934, BNF Gallica

[2445] « L'Action française en 1933-1934 », *Almanach* de l'AF 1934, BNF Gallica

Le 3 février 1935, des camelots vendent l'AF devant l'église du Pecq et sont attaqués par des communistes. Marcel Langlois, chef du groupe des camelots, reçoit un violent coup à la tête qui conduit à son décès quelques heures plus tard.[2446]

La matrice anticommuniste reste donc fondamentale dans la mobilisation militante de l'AF au cours des années 1934-1936. On assiste d'ailleurs à une escalade dans la violence avec des morts dans les deux camps.

3) L'influence de l'AF sur l'opinion

Au milieu des années 1930, et malgré toutes les dissidences et remises en cause, force est de constater que Maurras attire toujours notamment car il incarne « l'expression d'un refus, d'impatiences, de malaises, d'une rancune abstraite, généralisée, furieuse. »[2447] Et ces sentiments, aussi confus soient-ils, sont particulièrement développés dans la société française de l'époque.

Après le 6 février, l'AF concentre ainsi sa propagande sur la nécessité d'obtenir des sanctions contre les responsables du massacre. Le 9 févier, Daudet publie un article intitulé « Sanctions nécessaires » dans lequel il exhorte Doumergue à la sévérité à l'encontre des « ministres responsables de la tuerie », « des agents d'exécution de cette tuerie » et des « hauts fonctionnaires (…) qui ont dirigé, encouragé ou toléré ces atrocités. »[2448]

Dans les semaines qui suivent le 6 février, les tensions sociales sont extrêmement fortes et la droite bénéficie d'une forte influence sur l'opinion comme le prouve l'affaire Albert Prince. A la fin du mois de février 1934, le juge Albert Prince est retrouvé mort (ligoté et drogué) sur une voie ferrée non loin de Dijon où il s'était rendu pour rencontrer un mystérieux témoin. Le 22 février, l'AF titre « Un témoin assassiné. Qu'ont-ils à cacher ? » et précise déjà qu'il s'agit d'un « crime maçonnique et policier » chargé de « sauver les complices de Stavisky ».[2449]

Effectivement Albert Prince, ancien chef de la section financière du parquet de Paris, accusé de négligence, avait annoncé des révélations sur la responsabilité de son chef, Pressard. Ces révélations ne seront jamais connues, les preuves jamais apportées mais il n'en faut pas plus à l'AF pour

[2446] « L'Action française en 1934-1935 », *Almanach* de l'AF 1936, BNF Gallica
[2447] VERDES-LEROUX Jeannine, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération, op. Cit.*, p.48
[2448] DAUDET Léon, « Sanctions nécessaires », Quotidien d'*AF* du 9 février 1934
[2449] Quotidien d'*AF* du 22 février 1934

déchaîner sa propagande et dénoncer la « logique dans le crime » : « après avoir assassiné Stavisky, dans les conditions audacieuses que l'on sait, la Sûreté générale – aile marchande de la Maçonnerie – a assassiné le conseiller Prince, qui avait dans les mains toutes les preuves de l'INFAMIE, et non pas seulement de l'indignité, de Pressard, beau-frère de Camille Chautemps. »[2450] L'opinion publique est évidemment ébranlée par ce nouveau fait divers quelques jours à peine après le 6 février. Daudet considère même que la France est à l'aube d'une véritable guerre civile et propose à Doumergue une solution très surprenante : « Président Doumergue, je vais vous faire une loyale proposition qui assainira l'atmosphère et écartera SUREMENT la guerre civile, vers laquelle nous allons à grand pas, comme nul n'en peut plus douter ! Prenez moi, à la place de Chéron, comme garde des Sceaux. Nul n'y trouvera à redire en un pareil moment. J'ai d'assez beaux états de service civique, sur lesquels je ne reviens pas. Je sais OU C'EST, comprenez-vous. Je ne ferai que le nécessaire mais le nécessaire sera fait. Le seul fait que vous m'aurez installé place Vendôme rassurera la population parisienne… et la calmera… Croyez-m'en, vous êtes au bord du gouffre, et ce n'est pas Sarraut qui vous en tirera. »[2451]

Cette proposition sonne évidemment comme une provocation mais elle révèle toutefois, une fois de plus, le peu d'entrain des dirigeants de l'AF à l'égard d'un renversement réel et immédiat de la République. D'ailleurs, un rapport des RG de mars 1934 le confirme : « Il est exact que l'Action française continue, comme par le passé, à faire de gros efforts pour intensifier sa propagande. Il ne semble pas toutefois qu'elle soit disposée, pour le moment du moins, à procéder à une mobilisation générale de ses troupes, dont les effectifs sont trop minimes pour qu'un coup ait des chances de succès. Du reste, les dirigeants de l'organisation royaliste, qui ne l'ignorent pas, se contentent de tenir leurs amis en haleine en leur assurant que l'avènement de la monarchie est proche, et en lançant continuellement des bruits « d'alertes » ou de « mobilisation » prochaines. Cette attitude leur permet d'obtenir, des membres de la Ligue, les ressources nécessaires pour intensifier leur propagande, et couvrir les gros frais de celle-ci. »[2452]

L'enquête sur la mort d'Albert Prince penche très rapidement vers la thèse du suicide mais personne n'ose l'affirmer ouvertement tant la tension est forte dans l'opinion. Eugen Weber rapporte d'ailleurs la déclaration de Jean Prouvost, directeur « progressiste » de *Paris-Soir :* « Un suicide, c'est la perte de deux cent mille lecteurs, il me faut un assassinat. »[2453]

[2450] DAUDET Léon, « Un nouveau crime de la Sûreté générale. Pour sauver Pressard et terroriser Lescouvé », Quotidien d'*AF* du 23 février 1934

[2451] *Idem*

[2452] Rapport du Directeur des Renseignements généraux et des Jeux au préfet de police, 16 mars 1934, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2453] Cité par WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.386

Il est, en réalité, difficile de conclure dans cette affaire : la « méthode » choisie pour un suicide paraît incompréhensible mais la thèse de l'assassinat ne semble pas tenir davantage.
Quoi qu'il en soit, cette histoire prouve l'influence de la droite, et, plus spécifiquement de l'AF sur l'opinion. Daudet affirme alors que le journal gagne continuellement des lecteurs au détriment de ceux qui mettent en doute la thèse de l'assassinat.[2454]

A la fin de l'année 1934, la propagande de la ligue trouve encore un écho important au moment de l'attentat contre le roi Alexandre de Yougoslavie dans lequel Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères trouve la mort. L'AF titre le 10 octobre 1934 « Le roi Alexandre assassiné. La responsabilité de Sarraut et de la Sûreté » et invite les Français à se « retourner vers le gouvernement de la République, vers son ministre de l'Intérieur, vers sa police, chargés de la sécurité de nos hôtes, et de leur demander : « Comment avez-vous permis cela ? Comment avez-vous laissé infliger cette honte au sol national ? ». Maurras profite également de la mort de Barthou pour rappeler ses erreurs en matière de diplomatie et notamment son ambition de signer un pacte franco-soviétique.[2455]
Très rapidement, l'AF accuse indifféremment les communistes et la Sûreté générale et ne publie jamais les résultats de l'enquête stipulant que l'attentat a été commis par des « nationalistes » serbes. Ainsi, cette affaire permet d'étayer son argumentaire contre la Sûreté générale mais aussi de mettre sur le devant de la scène la question des négociations franco-soviétiques âprement critiquées.

L'influence de l'AF au cours de cette période se mesure enfin à la place qui lui est accordée dans la presse concurrente. *Le Temps*, *l'Humanité*, *Le Populaire*, *L'Aube*, tous signalent régulièrement les succès de l'AF.[2456]
En 1935, l'élection de Jacques Bainville à l'Académie française sur le fauteuil vacant de Raymond Poincaré est une preuve de plus de la reconnaissance réelle du mouvement maurrassien dans l'opinion et dans les sphères intellectuelles.
Cela étant, si le positionnement antirépublicain de l'AF peut rencontrer des sympathies dans le contexte troublé de l'époque, il ne faut pas considérer que l'opinion se déclare massivement en sa faveur. Elle apprécie ses critiques acerbes de la corruption du régime mais préfère « de beaucoup l'escamotage à la révolution et les potions lénifiantes à toute tentative de médication drastique. »[2457]

[2454] *Ibid* p.385-386
[2455] Quotidien d'*AF* du 10 octobre 1934
[2456] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.393
[2457] *Ibid* p.397

II. Les questions de politiques extérieures

1) L'année Barthou (1934)

L'AF et tout particulièrement Léon Daudet déteste Barthou de longue date. C'est en effet lui qui a engagé la procédure aboutissant à son incarcération en 1927.[2458]

Cela étant, sa politique étrangère au cours de l'année 1934 apparaît être, d'après le terme de Jean-Baptiste Duroselle, « une brève période d'incontestable redressement sur le chemin de la décadence »[2459]. Plusieurs principes de base guident la politique de Barthou pendant ses quelques mois au Quai d'Orsay. Tout d'abord, l'ennemi prioritaire de la France est l'Allemagne. Ensuite, « la sécurité domine tout », selon son propre terme, et, faute de sécurité collective, il faut conclure des alliances. La Grande-Bretagne reste, comme toujours depuis la fin de la guerre, assez peu fiable ce qui conduit Barthou à se rapprocher de l'Italie mais aussi de l'URSS. Farouchement anticommuniste, il considère toutefois que le rapprochement avec l'URSS est la seule alliance réaliste.

Barthou demeure néanmoins impuissant face à deux problèmes majeurs : l'isolement économique de la France et la question du réarmement de l'Allemagne. Sur la question du réarmement, il cherche à défendre une position conciliatrice visant à favoriser l'ouverture de négociations mais se heurte à Tardieu, soutenu par Doumergue, Pétain et Herriot, qui se déclarent opposés à une convention assimilée à une conciliation sans contreparties crédibles. Finalement, la note du 17 avril 1934, bien que minutieusement corrigée par Barthou, défend une ligne assez dure qui condamne l'idée de conversations directes avec l'Allemagne et la nécessité de revenir à la procédure de la conférence de Genève.

L'AF, par l'intermédiaire de Bainville, s'interroge : « On répond, si nous comprenons bien, que la France reste prête à signer une convention pourvu que ce document ne commence pas par légaliser le réarmement de l'Allemagne conjugué avec l'affaiblissement d'autres pays. Cependant, le réarmement de l'Allemagne n'est pas à faire. Il n'est même pas fait. Il se fait tous les jours. Quelle sorte nouvelle de convention peut-on imaginer ? La réponse française a un avantage certain qui est un avantage moral. C'est du redressement. Encore faut-il que la portée et l'effet n'en soient pas atténués ou abolis, tant au dedans qu'au dehors, par la perspective de reprendre des pourparlers pour

[2458] Sur ce point voir DAUDET Léon, *Le Garde des Sceaux Louis Barthou*, Editions du Capitole, Paris, 1930
[2459] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.88-89

une convention qui portera désormais sur quoi ? »[2460]

Quoi qu'il en soit, le retentissement de cette note du 17 avril est considérable et globalement approuvé en France, où la rente remonte.[2461] Pour Barthou, c'est une délivrance ; en effet, la position de la France étant désormais clarifiée, il peut s'atteler à renforcer le pays par l'intermédiaire de diverses alliances. Il visite alors les « petits alliés » potentiels (Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) avec plus ou moins de succès et s'attelle, au projet de rapprochement franco-soviétique.

A la fin de l'été 1934, l'état des relations internationales est passablement modifié en particulier au moment de l'entrée de l'URSS à la SDN le 18 septembre. Barthou est alors en bonne voie dans ses négociations mais il meurt en octobre 1934 et, avec lui, sa politique de redressement alors relativement bien engagée. Les années 1935-1936 seront marquées, nous le verrons, d'un enlisement croissant des relations internationales.

L'idée de s'allier avec l'URSS est évidemment diversement perçue en France. Jean-Baptiste Duroselle distingue 4 grandes tendances sur ce sujet :

- Le parti communiste français, évidemment tout à fait favorable à un rapprochement avec l'URSS.
- La gauche pacifiste. Le rapprochement entre radicaux, socialistes et communistes débute à peine et les divergences sont encore nombreuses mais la question de la sécurité collective permet à tous d'envisager l'entente voire l'alliance avec l'URSS.
- La droite réaliste, extrêmement critique quant au régime soviétique mais très inquiète de l'évolution de la situation en Allemagne et donc prête à envisager l'alliance russe.
- La droite irréconciliable au premier rang de laquelle évidemment l'AF.

En août, J. Le Boucher, qui assure l'intérim de Bainville pendant les vacances, met en exergue l'un des arguments essentiels des opposants au traité : « Traiter avec les Soviets, ce n'est pas signer un accord avec un peuple, mais avec un parti qui a renié toutes les signatures de la nation russe et s'en est fait gloire. »[2462]

En septembre, lors des négociations pour l'entrée de l'URSS à la SDN, Léon Daudet publie une série d'articles extrêmement violents contre Barthou : « L'actuel ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, est un érotomane connu, classé, soigné, retombé, donc un déséquilibré, susceptible d'effondrement et de panique, comme on le vit lors de mon évasion de la Santé, (…). Il ne faut pas s'étonner qu'un individu de cette sorte commette en politique des insanités. L'alliance soviétique,

[2460] BAINVILLE Jacques, « Pas celle-là mais laquelle ? », Quotidien d'*AF* du 19 avril 1934
[2461] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.97
[2462] LE BOUCHER J., « France et Soviets », Quotidien d'*AF* du 6 août 1934

l'introduction des bourreaux de la Russie et de la famille impériale à la Société de Genève est une insanité encore supérieure à l'introduction de l'Allemagne à la même Société, en 1926. »[2463]

Le 19 septembre, après l'entrée officielle de l'URSS à la SDN, Daudet se déchaîne contre l'éventualité d'une alliance franco-soviétique : « L'alliance franco-soviétique, imaginée par Herriot pour parer aux conséquences de *son* évacuation de la Ruhr, et réalisée par Barthou-chien, nymphomane classé, et la créole déliquescente Saint Léger-Léger, cette alliance insane nous coûtera cher : d'abord une propagande communiste intense dans nos colonies, et notamment dans l'Afrique du Nord, où nos affaires ne vont déjà pas si bien. Puis, au jour prochain de la guerre russo-japonaise, la perte de l'Indochine. (…) Mais un autre péril résultera de cette alliance monstrueuse : l'alliance, ouverte et officielle, de notre police de Sûreté générale, dite « nationale » par antiphrase, association de traîtres, de voleurs et d'assassins, et de la Guépéou russe, qui n'est autre que l'ancienne Tchéka, elle aussi débaptisée pour les besoins de la cause. »[2464]

L'AF est violemment opposée à toute entente avec l'URSS qu'elle accuse d'ailleurs d'opportunisme considérant que l'Armée rouge manque de bons spécialistes d'état-major et souhaite bénéficier d'instructeurs français.[2465]

Après l'attentat contre le roi de Yougoslavie qui coûte également la vie à Barthou en octobre 1934, l'AF met en cause les communistes et la Sûreté nationale, accusant cette dernière d'avoir été prévenue en amont mais de ne rien avoir fait.[2466] Comme à son habitude, elle dénonce « un complot international » et en appelle à mettre « à bas le front commun des voleurs et des assassins ! ». Maurras écrit : « Tout donne à penser que l'on a affaire à une vaste conspiration : conspiration de terroristes, appuyée par une conspiration de politiciens légalitaires (ou prétendus tels), et ceux-ci ont dû mettre au courant un nombre, assez élevé, de leurs camarades. » Plus loin, il stigmatise la présence des métèques en France : « Toute la République est constituée sur le gouvernement des Métèques comme sur le concours des criminels de droit commun. L'ouverture des frontières à la lie de l'univers est un effet. La cause en est liée à la conception de la démocratie révolutionnaire, où le Français n'est pas spécialement chez lui en Terre française, où tout citoyen du monde doit être réputé bienvenu sans apport, ni stage, ni garantie. »[2467]

[2463] DAUDET Léon, « Barthou, l'alliance soviétique et Genève », Quotidien d'*AF* du 10 septembre 1934
[2464] DAUDET Léon, « L'alliance de la Sûreté générale et de la Guépéou », Quotidien d'*AF* du 19 septembre 1934
[2465] DAUDET Léon, « Qu'est-ce que l'alliance franco-soviétique ? », Quotidien d'*AF* du 10 octobre 1934
[2466] Quotidien d'*AF* du 11 octobre 1934
[2467] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 13 octobre 1934

2) L'instabilité de 1935

Après la mort de Barthou, c'est Pierre Laval qui est nommé ministre des Affaires étrangères. Il rassure l'opinion et semble être un continuateur potentiel de la politique de Barthou mais une différence de fond le sépare de son prédécesseur : son rapport à la guerre. « Envisageable dans l'optique de Barthou, elle est impensable pour le briandiste qu'est Laval. »[2468] De plus, il est opposé au principe des alliances et considère que pour éviter la guerre, la France doit être la principale puissance diplomatique européenne. Ce qui explique sa politique « de petits pas », détaillée par Jean-Baptiste Duroselle.[2469]

En janvier 1935, la Sarre choisit par référendum entre trois possibilités : rattachement à l'Allemagne, rattachement à la France ou maintien de statut international. Le résultat du vote est sans appel et même l'AF reconnaît « la victoire allemande ». Jacques Bainville publie un article intitulé « Le triomphe et le désastre » dans lequel il fustige la démocratie « libérale ou socialiste (…) battue dans la Sarre à plates coutures » et considère que « La Société des Nations y est humiliée. L'esprit international y subit un désastre. Enfin, Hitler, que l'on bafouait déjà, que l'on disait fini, malade, à bout de souffle et de course, remporte un triomphe supérieur à ce qu'il avait espéré et à ce que l'on avait craint. Voilà ce que signifie cette proportion écrasante des 90 % des voix en faveur de l'Allemagne hitlérienne. (…) Le pouvoir hitlérien est affermi, nul ne peut le contester. Il se trouvera des gens pour croire que le succès l'inclinera à la modération. C'est se tromper du tout au tout. Le plébiscite de la Sarre apporte, pour des esprits allemands, l'accès aux fameuses « possibilités indéfinies ». C'est un précédent qui ouvre un droit. »[2470]
Force est de constater que l'analyse de Bainville est prémonitoire. En effet, dès le mois de mars 1935, Hitler, renforcé par le scrutin de la Sarre, fait promulguer une loi qui rétablit le service militaire obligatoire et fixant les effectifs de l'armée allemande à 36 divisions. L'AF considère à juste titre que « l'Allemagne déchire le traité de Versailles ».[2471]
Cela étant, les réactions ne sont pas extrêmement fortes. Les Français proposent de soumettre une plainte au Conseil de sécurité de la SDN et sont appuyés par les Italiens alors que les Anglais se dérobent.

D'ailleurs, depuis le mois de janvier 1935, les relations entre la France et l'Italie s'améliorent

[2468] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.93
[2469] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* pp.125-152
[2470] BAINVILLE Jacques, « Le triomphe et le désastre », Quotidien d'*AF* du 16 janvier 1935
[2471] Quotidien d'*AF* du 17 mars 1935

considérablement. Le 7, des accords sont signés portant sur des concessions territoriales de la France à l'Italie, sur le désistement « économique » de la France en Ethiopie (clause tenue rigoureusement secrète), sur le statut des Italiens de Tunisie, sur l'indépendance de l'Autriche et sur une consultation immédiate en cas d'officialisation du réarmement allemand.[2472]
L'AF salue cet accord : « Que vaut l'accord de Rome ? Sérieusement, il vaut mieux qu'un désaccord. On a assez souvent, assez longtemps demandé le rapprochement. Nous l'avons demandé nous-même. Maintenant qu'il est fait, nous ne cracherons pas dessus. »[2473]

Jusqu'à l'été 1935, les relations semblent au beau fixe avec l'Italie mais la question éthiopienne vient assombrir « l'idylle commençante »[2474] et l'alliance ne sera jamais officiellement établie entre les deux pays.

De même, les relations vis à vis de l'URSS sont également ambivalentes. Comme le rappelle Jean-Baptiste Duroselle, Laval, en tant qu'ancien révolutionnaire, n'est pas rebuté à l'idée de signer un pacte avec l'URSS. Cependant, « le révolutionnaire est devenu un homme de droite, et le traité qu'il prépare ne sera signé qu'après avoir été émasculé de tout ce que Barthou aurait voulu y mettre. »[2475] C'est ainsi que le 2 mai 1935, est signé un « chef d'oeuvre de galimatias » dans lequel « n'importe quel spécialiste du droit international peut (…) trouver, quelle que soit la situation, vingt échappatoires possibles. »[2476] Et Bainville le note bien lorsqu'il s'amuse du renvoi systématique de la signature du traité : « Ou bien l'assistance mutuelle, automatique et impérative, avec tous ses risques et tous ses dangers ; ou bien la faculté réciproque d'une défection, d'un Brest-Litovsk, à l'abri des lois de la Société des Nations. On n'échappe pas à cette alternative, et c'est elle qui paralyse les signatures. »[2477]

La politique menée par Barthou vis à vis de l'URSS gênait énormément les Britanniques. A l'inverse, Laval, rentre dans le rang, « c'est à dire que malgré des objectifs passablement différents, il suit la tradition de l'Entente franco-anglaise. »[2478]

A la fin de l'année 1935, la situation internationale est bouleversée par l'affaire d'Ethiopie. En

---

[2472] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.132-133
[2473] BAINVILLE Jacques, « Le premier pas », Quotidien d'*AF* du 8 janvier 1935
[2474] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.138
[2475] *Ibid* p.139
[2476] *Ibid* p.142
[2477] BAINVILLE Jacques, « L'alternative de l'alliance », Quotidien d'*AF* du 2 mai 1935
[2478] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.143

septembre 1935, Français et Anglais se rencontrent pour discuter d'éventuelles compensations dissuasives au bénéfice de l'Italie mais le 2 octobre, Mussolini brusque les choses en lançant l'attaque contre l'Ethiopie. La France adopte une position d'équilibriste entre l'Angleterre et l'Italie ; les premiers souhaitant des sanctions contre les seconds.

L'AF exhorte le gouvernement à ne pas appliquer de sanctions à l'égard de l'Italie car « les sanctions seraient la guerre ». Léon Daudet écrit : « Nous ne voulons pas de la guerre, par ordre de nos amis anglais, par ordre de la Maçonnerie, par ordre de cette exécrable Société des Nations, qui a transformé en menace de guerre européenne une simple expédition coloniale »[2479]
Si Laval soutient le gouvernement anglais dans sa politique de sanctions, il veille, par le pacte Laval-Hoare à ce que ces dites sanctions soient inopérantes.

C'est dans ce contexte qu'est publié, le manifeste « Pour la défense de l'Occident », préparé par le maurrassien Henri Massis et accompagné d'une liste de 64 signataires dont 12 académiciens.
Ce texte cherche à défendre les ambitions de l'Italie : « Aussi ne voit-on pas sans stupeur un peuple, dont l'empire colonial occupe un cinquième du globe, s'opposer aux justifiables entreprises de la jeune Italie et faire inconsidérément sienne la dangereuse fiction de l'égalité absolue de toutes les nations, ce qui lui vaut en l'occurrence l'appui de toutes les forces révolutionnaires qui se réclament de la même idéologie pour combattre le régime intérieur de l'Italie et livrer du même coup l'Europe aux bouleversements désirés. »
Le manifeste cherche également à mettre en garde contre un « conflit fratricide » qui « ne serait pas seulement un crime contre la paix, mais un attentat irrémissible contre la civilisation d'Occident, c'est à dire contre le seul avenir valable qui, aujourd'hui comme hier, soit ouvert au genre humain. Intellectuels, qui devons protéger la culture avec d'autant plus de vigilance que nous profitons davantage de ses bienfaits, nous ne pouvons laisser la civilisation choisir contre elle-même. »[2480]
Notons que face à cette offensive de la droite intellectuelle, la gauche s'organise et publie également un manifeste qui s'inscrit essentiellement dans une optique antiraciste.

Pour l'AF, la mobilisation dépasse le cadre de la réflexion. Les ligueurs d'AF organisent des cortèges partout en France pour faire pression sur le gouvernement et l'appeler à rester neutre. Plus de 500 000 tracts « Contre les assassins qui veulent la guerre » sont également distribués partout en France.

[2479] DAUDET Léon, « Pas de sanctions ! », Quotidien d'*AF* du 4 octobre 1935
[2480] Manifeste « Pour la défense de l'Occident », publié dans le quotidien d'*AF* du 4 octobre 1935

Charles Maurras multiplie les menaces contre les partisans des représailles contre l'Italie si bien que la Chambre en profite pour voter, le 10 janvier 1936, une loi qui enlève certaines attaques de presse à la juridiction des Assises pour les remettre au tribunal correctionnel, jugé moins indulgent. Cette loi, connue sous le nom de loi Maurras, n'assagit évidemment pas son « initiateur ». Le 13 janvier, il réitère ses appels aux meurtres : « Et nous avons prié les bons Français de prendre note des 140 assassins de la paix, assassins de la France, d'en découper la liste, de la mettre dans un coin de leur portefeuille, au besoin de l'apprendre par cœur, afin de savoir où frapper, où frapper ferme et fort, le jour où des folies criminelles aboutiraient à déterminer le massacre. »[2481]

L'AF se vante du succès de sa mobilisation dans son *Almanach* de 1936 : « La voix de l'AF sera entendue et la France ne livrera ni un homme ni un sou pour la guerre, en dépit des provocations bellicistes du Front populaire. L'AF aura, une fois de plus, servi la cause de la France et la cause de la paix. »[2482] On le voit, les attaques de l'AF se portent davantage contre « l'ennemi de l'intérieur » que contre l'Angleterre même si Maurras n'en considère pas moins que les volontés de représailles des Anglais sont insensées.

3) Le « drame rhénan » de 1936

Au début de 1936, Laval est attaqué dans trois domaines : sa complaisance à l'égard de l'agression italienne en Ethiopie, son indulgence à l'égard des ligues et sa politique économique de déflation. Il est renversé et remplacé par le gouvernement Sarraut, nous l'avons vu.
Au niveau international, Sarraut est alors confronté à une série d'épreuves au seuil de l'année 1936 : l'affaire des sanctions dans la guerre d'Ethiopie, la ratification du pacte franco-soviétique à la Chambre et l'éventualité d'un coup de force hitlérien sur la zone démilitarisée de Rhénanie.[2483]

Nous avons évoqué la signature du pacte franco-soviétique en mai 1935. Au début de 1936, les discussions sur la ratification du traité à la Chambre génèrent des débats importants mais, d'une manière générale, la presse de droite et notamment l'AF reste relativement « isolée dans son combat contre un texte qu'elle dénonce au nom d'un anticommunisme de principe et de la perspective d'une

[2481] MAURRAS Charles, « Doutes et questions », Quotidien d'*AF* du 13 janvier 1936
[2482] « L'Action française en 1934-1935 », *Almanach* de l'AF de 1936, BNF Gallica
[2483] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.153

remilitarisation de la Rhénanie par l'Allemagne à titre de représailles. »[2484]

Elle ne se trompe d'ailleurs pas en dénonçant ce risque. Le pacte franco-soviétique est effectivement très mal accueilli par les dirigeants du Reich qui y voient une « alliance d'encerclement » et, en guise de représailles, Hitler ordonne la remilitarisation de la Rhénanie qui fait « l'effet d'un coup de foudre » sur l'opinion.[2485] L'AF titre le 8 mars, « La République a assassiné la Paix » et rappelle ses nombreux avertissements quant à la politique diplomatique menée par la France depuis Briand. Maurras s'interroge : « Que devons-nous faire ? D'abord être nous-mêmes ? Etre d'abord fidèles à nous, à nos intérêts essentiels. Par conséquent, nous délivrer des alternatives fallacieuses dont nous accablent les deux tribus des Vendus et des Imbéciles qui sont établies au gouvernement. Nous n'avons pas à marcher contre Hitler avec les Soviets. Nous n'avons pas à marcher avec Hitler contre les Soviets. Entre ces deux Kamtchatkas de sotte démence, il y a l'étendue, l'immense étendue des intérêts occidentaux et de leur mise en garde. C'est cette garde là qui compte. C'est la nécessité de la fortifier. C'est la règle d'or de l'armement matériel et moral, et surtout politique. C'est la nécessité de constituer, au plus tôt, un gouvernement capable d'armer ; par conséquent de renverser la République. »[2486]

En réalité, le gouvernement, s'il semble envisager un temps une riposte armée, choisit finalement la voie de la SDN et donc, d'une certaine manière, l'attentisme. De toute façon, il faut bien avoir à l'esprit que l'opinion publique française est alors profondément pacifiste. Même l'AF ne veut pas la guerre. Maurras l'écrit clairement le 10 mars : « Et d'abord, pas de guerre. Et d'abord, nous ne voulons pas la guerre. »[2487]

La France propose à Genève des sanctions économiques à l'égard de l'Allemagne mais ces dernières sont refusées par les Anglais. Après l'association des Allemands aux débats, la situation s'enlise et, finalement, la négociation s'arrête dans l'indifférence d'ailleurs de la France préoccupée par ses élections.[2488]

Au final, d'après les analyses de Stephen A. Schucker, les dernières chances de contenir l'hitlérisme ont été gâchées dans les premières années de la décennie 1930 pour trois causes majeures : « le manque de réalisme des Anglo-Américains durant la conférence du désarmement, la politique de déflation suivie en France et dont les conséquences financières ont obéré la politique d'armement et, enfin, une absence de perspective surplombante qui a conduit à perturber les relations amicales

[2484] DARD Olivier, *Les années 30, op. Cit.* p.102
[2485] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.164
[2486] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 8 mars 1936
[2487] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 10 mars 1936
[2488] DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939, op. Cit.* p.176-177

entre la France et la Grande-Bretagne, ainsi qu'entre l'Italie et les deux autres durant la guerre d'Ethiopie. »[2489]

[2489] DARD Olivier, *Les années 30*, *op. Cit.* p.107

III. L'Action française et les autres organisations nationalistes

De 1934 au début de l'année 1936, alors que la gauche rassemble ses forces, les ligues semblent « paralysées par les ministères conservateurs dont l'existence même (rassure) et (fait) qu'il (est) impossible de convaincre la classe moyenne et la haute bourgeoisie de la nécessité d'une action ».[2490] Ce qui ne les empêche toutefois pas de tenter de s'entendre. Conscientes que leur division est dans une large mesure à l'origine de l'échec du 6 février, elles fondent un Front national. L'AF n'y participe pas officiellement mais est, officieusement, au cœur du dispositif.

1) Le discours de Maurice Pujo du 16 mars 1934

Le 16 mars 1934, une grande réunion des étudiants d'AF se tient à la salle Bullier et rassemble près de 8000 personnes.[2491] Maurice Pujo y prononce un discours essentiel dont nous citons de larges extraits.[2492]

Il rappelle tout d'abord que « l'Action française a toujours proclamé le primat de l'intelligence » et que « c'est à ce point de vue qu'il faut se placer particulièrement lorsqu'on parle aux Etudiants d'Action française ». Pujo vante les mérites de l'AF qui a empêché que le scandale Stavisky, « après avoir provoqué (…) un certain remue-ménage de presse (s'apaise) et (soit avalé) comme les autres par le scepticisme et le découragement universels. » Il affirme : « Ce qui a donné à l'affaire toute sa portée, c'est notre décision de passer du terrain de la discussion à celui de l'action. (…) Il a fallu la méthode de l'Action française, son opportunité, sa rapidité, sa persévérance, pour amener le mouvement au degré d'ampleur où on l'a vu. (…) Je me garde d'oublier que, dès les premiers jours, les « Jeunesses patriotes » et la « Solidarité française » s'étaient spontanément jointes à nous. Je sais avec quelle vaillance ces compagnons se sont battus aux côtés des ligueurs d'Action française et des Camelots du roi. Ce n'est pas leur faire tort que de réclamer l'honneur qui nous appartient de l'initiative et de la conduite de la campagne. (…) Dans cette circonstance, notre tâche à nous a été faite : c'est Monk qui a tardé. Parce que Monk ne s'est pas dressé, le sang français a coulé le 6 février. Si Monk continue à tarder, nous serons condamnés à l'affreuse et peut-être stérile guerre

[2490] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.391
[2491] Quotidien d'*AF* du 17 mars 1934
[2492] Discours reproduit dans le quotidien d'*AF* du 18 mars 1934

civile. Mais Monk finira bien par se décider. »

A propos du 6 février, Pujo rappelle que « ce qui sera réuni autour du Palais-Bourbon, ce sera vraiment le peuple français dans ses éléments les plus sains, les plus généreux et les meilleurs (…). Hélas ! Ce peuple français, ce peuple honnête et droit, uni par le cœur, est encore divisé par la pensée. Les parlementaires plaisantent lorsqu'ils cherchent un complot de droite. Il ne pouvait pas y avoir de complot puisque nous nous divisons en royalistes, bonapartistes et républicains de nuances diverses » ; de plus « si c'était un assaut contre le régime, ce n'était qu'un assaut moral et ce ne pouvait être que cela. Pour être un assaut réel, il manquait d'abord aux assaillants les armes nécessaires pour affronter les revolvers des agents, les mousquetons, les fusils-mitrailleurs ou les pistolets-mitrailleurs de la garde mobile (…) Non, ce n'était pas un assaut : si c'en avait été un, et s'il avait été donné par les Camelots du roi, ce n'est pas 20 morts, c'est 500 au bas mot sacrifiés inutilement que la République aurait pu mettre à son tableau. Comme ces morts auraient été royalistes, elle n'en aurait pas été fâchée et MM. Daladier et Frot, qui menaient, eux, le vrai complot, le sale complot de la défense des voleurs et de la dictature de gauche, auraient triomphé. (…) Mais, plus encore que les armes, ce qui manquait aux manifestants du 6 février, pour renverser le régime, c'était une prévision commune de celui qu'ils établiraient à la place. (…) La journée du 6 février, comme la campagne qui l'a précédée, prend sa place, sa place glorieuse, sa place importante entre toutes dans la suite des événements qui, l'un après l'autre, non seulement éclairent les Français sur le régime, mais remontant la pente de 150 ans, les amènent à comprendre qu'il n'y a qu'une base qui ne soit pas décevante pour fonder l'ordre français : la Monarchie. Mais en attendant, on réclame l'union. Eh bien ! Nous ne sommes pas, nous ne serons pas sourds à ces appels. Oui, nous voulons l'union, nous la voulons seulement dans la clarté et la loyauté. Nous sommes prêts à faire alliance avec des républicains, des bonapartistes, des patriotes de toute origine et de tout groupement dont nous apprécions le patriotisme et la vaillance en respectant leurs qualités de bonapartistes ou de républicains. (…) Cette union est indispensable si, comme on l'annonce, nous allons bientôt avoir à faire face à une offensive socialo-communiste dans laquelle la franc-maçonnerie menacée met son dernier espoir. Oui, ce jour-là, nos camarades des Anciens Combattants, des Jeunesses patriotes, de la Solidarité française nous trouveront à leurs côtés, animés du même coeur pour repousser la horde hideuse s'avançant pour détruire notre patrimoine national. Mais nous voulons garder aussi la liberté de propagande et de mouvement qui nous est nécessaire pour achever de montrer à nos compatriotes la voie du salut durable, du salut permanent qu'ils cherchent depuis si longtemps. »

Ce long extrait est absolument essentiel à la compréhension du positionnement de l'AF dans la nébuleuse ligueuse de l'après 6 février 1934. La modification est importante si l'on repense au

discours de Pujo sur « les conditions de l'action » de novembre 1925 dans lequel il marque très clairement la différence de l'AF et des autres ligues. L'expérience du 6 février apparaît être le point de départ d'une réelle tentative d'union des ligues nationalistes.

2) La constitution du Front national

Dans les négociations en vue de la constitution d'un Front national unissant les ligues nationalistes et les mouvements d'anciens combattants, c'est le maréchal Lyautey qui est à la manœuvre. Dans les jours qui suivent le 6 février, il rencontre la plupart des chefs des « groupements d'ordre » et travaille à leur coordination.

Une note des RG de juillet 1934 revient sur les discussions de février-mars 1934 : « Lorsque, après les événements de février, MM. Ybarnégaray, Taittinger et quelques autres nationaux conçurent le projet de constituer un « front national », qui grouperait toutes les ligues, les partis de droite et du centre, et le plus grand nombre possible d'associations d'anciens combattants, ce fut au maréchal Lyautey qu'ils offrirent la présidence du comité qui serait créé pour établir la liaison entre toutes ces associations et assurer leur unité d'action. Le projet comportait, en effet, des mouvements d'ensemble. Le maréchal approuva l'idée et accepta la présidence du futur comité. Puis il s'occupa personnellement de l'entreprise, ce fut chez lui, rue Bonaparte, que se tinrent les principales réunions et que furent convoqués plusieurs chefs ou présidents d'organisations nationales et d'associations d'anciens combattants. Le maréchal constata que le projet de ce vaste groupement n'obtiendrait pas la faveur générale des nationaux, divisés par des questions politiques et des rivalités de chefs. Cependant il s'entêta. Il voulait absolument réaliser cette coalition nationale et prétendait y réussir malgré tout. Les difficultés ne l'avaient jamais rebuté, disait-il, il savait les surmonter. Mais, comme il supportait mal les oppositions, il fit sentir son mécontentement à ceux qui critiquaient le projet, et prit même dans les discussions – où il laissait à peine parler les autres – un certain ton de commandement qui déplût beaucoup et contribua un peu à gâter une affaire déjà très compliquée par elle-même. Bref, en dépit de tous ses efforts, le maréchal ne put établir l'accord, l'union, entre les chefs des organisations qu'il avait convoqués. Il échoua notamment quand il proposa l'entente au colonel de La Rocque (Croix-de-feu) et à M. Maurras (Action française). »[2493]
Une autre note de février 1934 souligne toutefois que de la Rocque « paraît accepter l'idée d'inviter

[2493] Note des RG, 30 juillet 1934, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1941

l'Action française à se faire représenter dans ce comité » mais c'est Ybarnégaray qui s'y oppose et ne souhaite y associer que l'Association Marius Plateau.[2494] En fait, jusqu'à la fin du mois de février, sans doute sous la pression de ses hommes, de La Rocque donne l'impression d'adhérer à l'idée du Front national mais, brusquement, il change d'avis arguant son refus de perdre son indépendance même lorsqu'on lui propose la présidence du Front national.

Le 7 mai 1934, les JP et la Solidarité française signent un accord en vue de la constitution du Front national. L'Association Marius Plateau y adhère également ce qui permet à l'AF de faire venir un représentant au comité directeur mais l'AF n'y est pas officiellement associée sans doute dans l'espoir de convaincre de La Rocque et ses Croix-de-feu. Ce dernier n'y adhère toutefois jamais tout comme l'UNC qui avait dans un premier temps soutenu le projet.

Malgré tout, l'AF joue un rôle important au sein du Front national. Une note des RG souligne que Maurras se serait mis d'accord avec Lyautey pour faire intervenir des Camelots en accord avec les troupes du Front national.[2495]

L'AF reconnaît elle-même apporter son concours. Pierre Tuc, dans l'*Almanach* de 1936 écrit : « En présence de l'audace croissante des révolutionnaires et de la carence du gouvernement, les ligues patriotes se rapprochent les unes des autres. Le *Front national*, dont M. Charles Trochu devient le secrétaire-général, commence à affirmer sa force. L'Action française lui donne son concours. Seuls les Croix-de-feu sont tenus à l'écart par leur chef, au grand regret de nombre d'entre eux. »[2496]

De plus, l'influence idéologique de l'AF sur la droite nationaliste est alors très forte et, comme le souligne Eugen Weber, « bien qu'elle fût, paradoxalement, condamnée à l'isolement, l'Action française se trouva alors presque l'incarnation de ce qui pouvait être l'esprit du temps. »[2497]

En octobre 1934, le Front national réunit 17 associations dont les Décorés au péril de leur vie, l'Association Nationale des Officiers combattants, l'Association Nationale des Camarades de combat, la Fédération des Contribuables de la Seine, la Ligue de l'Appel du Peuple, la Ligue des Chefs de Section, la Société des Officiers de complément de France et l'Union Nationale des Anciens Combattants Coloniaux.[2498]

Lors du cortège traditionnel de Jeanne d'Arc en mai 1935, le Front national se joint aux troupes de l'AF. Le 14 juillet 1935, il se rallie à la décision prise par l'AF d'assister à la revue des troupes « en

---

[2494] Note des RG, 24 février 1934, Archives nationales, Paris, F7 13 309, citée par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1950

[2495] Note des RG, 19 mars 1934, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2496] TUC Pierre, « L'année politique », *Almanach* de l'AF 1936, BNF Gallica

[2497] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.388

[2498] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes*, *op. Cit.* p.1954

s'abstenant de toute initiative qui pourrait provoquer une intervention des forces de l'ordre »[2499]

A Paris et en province, les associations patriotiques assistent régulièrement aux réunions de l'AF,[2500] même les Croix-de-feu. En effet, si de La Rocque a réussi à imposer l'indépendance d'action à Paris, en province, « l'union à la base entre toutes les forces nationalistes est fréquente. »[2501] D'ailleurs, dans de nombreuses sections provinciales des Croix-de-feu, des dissensions apparaissent sur l'attitude à adopter vis à vis des autres ligues. Jean-François Colas a parfaitement étudié la situation des droites en Lorraine dans les années 1930 et montre que de février 1934 à septembre 1935, les Croix-de-feu participent à des réunions, cérémonies ou manifestations avec les JP, les ligueurs d'AF ou de la Solidarité française. D'ailleurs, à cette époque, les phénomènes d'appartenance multiple sont avérés et les militants passent régulièrement d'une ligue à l'autre en fonction du dynamisme de tel ou tel dirigeant local.[2502]

Après le 6 février, les Croix-de-feu sont à la pointe de l'offensive militante contre l'agitation de gauche. De la Rocque « se lance alors dans des rassemblements massifs, confidentiels et organisés par cortèges de voitures, afin de prouver aux adversaires « marxistes » qu'ils n'ont pas le monopole de l'intimidation et que son mouvement dispose des moyens de garantir lui-même sa propre sécurité. C'est ainsi qu'il commande à ses hommes de mimer le branle-bas de combat, pour prouver leur résolution à riposter aux provocations. »[2503]

Toute cette agitation militante ne doit cependant pas masquer la réalité de la situation de ces organisations. Leurs implantations restent, en effet, assez faibles. Aude Chamouard et Gilles Morin ont dépouillé une enquête nationale datée de l'été 1935 relative à « l'activité déployée par les diverses organisations et ligues politiques de droite et de gauche »[2504]. Cette enquête permet d'esquisser un panorama national des ligues en 1935 mais aussi de répondre à la question : les ligues paraissent-elles encore dangereuses aux préfets à cette époque ?[2505]
Nous apprenons ainsi que l'Action française compterait 42 600 membres (il manque toutefois les

[2499] Note des RG, 5 juillet 1935, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1861
[2500] « L'Action française en 1934-1935 », *Almanach* de l'AF de 1936, BNF Gallica
[2501] KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes, op. Cit.* p.189
[2502] COLAS Jean-François, *Les droites en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, Thèse de l'Université Paris X, 2002, p.155-159
[2503] KECHICHIAN Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes, op. Cit.* p.194
[2504] Enquête conservée aux Archives de Fontainebleau. Nous n'avons pas y accéder en raison de l'inaccessibilité de la salle de lecture puis de la fermeture annoncée du site. Nos derniers contacts avec les archives nous annoncent que l'ensemble des documents sera disponible au site de Pierrefitte sur Seine d'ici 4 ans...
[2505] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République, op. Cit.* p.232-250

rapports des départements de la Seine et des Bouches du Rhône où l'implantation est forte) ; les Croix-de-feu, 85 730 membres ; la Solidarité française, 11 149 ; le Francisme de Marcel Bucard, 7800 ; les Jeunesses patriotes, 12 200.[2506]

En réalité, seules l'AF et les Croix-de-feu ne sont pas à l'état groupusculaire en province et sont présentes dans la quasi totalité des départements (94 % pour l'AF, 92 % pour les Croix-de-feu). D'une manière générale, les Croix-de-feu disposent de plus grosses fédérations que l'AF : elles affichent plus de 500 membres dans 57 % des départements contre 24 % pour l'AF.

Malgré cette implantation notable, force est de constater que les ligues n'inquiètent pas réellement les autorités dans la mesure où leur capacité de mobilisation est relativement faible. « L'impression dominante est indéniablement la faiblesse de leur action et de leur rayonnement, à l'exception des Croix-de-feu. »[2507]

Ainsi, en 1935, alors que l'AF est généralement décrite « comme une coterie noble sans but politique ni organisation »[2508] , les Croix-de-feu bénéficient d'une capacité d'attraction de plus en plus en forte ce qui invite évidemment à s'interroger sur les rapports entre les deux groupements.

3) L'AF et les Croix-de-feu

Après le 6 février, les Croix-de-feu connaissent un développement spectaculaire notamment en attirant à eux les membres d'autres ligues. Elles parviennent à refléter « l'opinion des classes moyennes, conscientes de plus en plus que quelque chose (ne va) pas, désireuses d'ordre, d'intégrité, d'énergie, mais répugnant à la violence et aux mesures radicales. » Ainsi, c'est bien « leur inaction, le soir du 6 février, et leur collaboration avec des gouvernements variés, leur modération apparente, leur respect de la légalité » qui expliquent dans une large mesure leur succès.[2509]

Le succès des Croix-de-feu se joue également au détriment de l'AF. Nous avons déjà évoqué les critiques de Pujo au moment du renversement de Doumergue en novembre 1934 mais les tensions entre les deux organisations sont beaucoup plus anciennes.

Le 18 février 1934, *Le Petit Var,* quotidien radical-socialiste de Toulon publie un article sous la signature du bureau des Croix-de-feu toulonnais qui attaque l'AF. Le 21 février, l'amiral Schwerer

[2506] *Ibid* p.234
[2507] *Ibid* p.241
[2508] *Ibid* p.243
[2509] WEBER Eugen, *L'Action française, op. Cit.* p.378-379

écrit à de La Rocque : « Je suis convaincu qu'un pareil article, venant après des manifestations auxquelles avaient participé dans un même esprit tous les groupements patriotiques, ne saurait avoir votre approbation, et que vous jugerez utile de désavouer le bureau de Toulon. S'il n'en était pas ainsi, je me verrais, à mon grand regret, dans l'obligation de prier les ligueurs d'AF de Toulon qui appartiennent en même temps aux Croix-de-feu de donner leur démission de ce dernier groupement. »[2510]

N'ayant pas eu de réponse, Schwerer réécrit le 17 mars. Cette lettre mérite d'être citée car elle témoigne de l'évolution des rapports entre l'AF et les Croix-de-feu : « Au moment où les communistes et les socialistes s'organisent et s'arment en vue d'un mouvement révolutionnaire qui amènerait la guerre civile et une nouvelle invasion allemande ; au moment où les auteurs de la tuerie du 6 février s'apprêtent à verser de nouveau le sang des bons Français pour établir une dictature de gauche, destinée à sauver du châtiment qu'ils méritent des voleurs et des assassins, il est, me semble-t-il, nécessaire que tous les patriotes, tous les honnêtes gens, tous les groupements nationaux, quelles que soient leurs préférences politiques, se prêtent un mutuel concours pour défendre la France menacée dans ses libertés, dans son honneur, dans son existence même. L'Action française, ardemment royaliste parce qu'elle a démontré que seul le rétablissement de la Monarchie peut sauver le pays, n'hésitera cependant jamais à tendre la main à tous ceux qui, plaçant les intérêts de la patrie au-dessus des intérêts des partis, lutteront pour défendre la France menacée par les ennemis de l'intérieur. J'ai non seulement autorisé, mais même encouragé nos ligueurs à adhérer au groupement des Croix-de-feu, parce que, d'après vos déclarations et d'après ses statuts, ce groupement avait pour but de réunir des anciens combattants ayant vaillamment défendu leur pays pendant la guerre et décidé à continuer à le défendre. La politique devait être bannie de l'organisation. Toutes les opinions étaient admises pourvu qu'elles fussent « françaises » et nos nombreux amis qui ont adhéré aux Croix-de-feu n'ont jamais caché en y entrant leurs opinions royalistes. Cependant, voici qu'à Paris un vice-président d'une section Croix-de-feu est « démissionné » par le président sans que celui-ci puisse invoquer un autre motif que ses opinions royalistes. En province, plusieurs de nos amis sont considérés pour le même motif par le chef local comme ne faisant plus partie des Croix-de-feu. De ces faits et de certaines déclarations que vous avez faites publiquement, il semble résulter que le groupement des Croix-de-feu est devenu un groupement non plus national mais républicain. » Et Schwerer conclut son propos par deux questions :

« 1) Pour faire partie du groupement des Croix-de-feu, faut-il maintenant faire une profession de foi

[2510] Lettre de l'amiral Schwerer au colonel de La Rocque, 21 février 1934 reproduite dans le Quotidien d'*AF* du 26 mars 1934

républicaine ?
2) Les Croix-de-feu ont-ils maintenant comme but la défense du régime républicain ? »[2511]

La rupture semble désormais inévitable. La réponse du colonel de La Rocque, datée du 24 mars 1934, que l'AF refuse de publier car elle est signée du secrétaire des Croix-de-feu et non du colonel lui-même (ce qu'elle considère comme un manque de respect), met encore de l'huile sur le feu. Elle explique que le colonel n'a pas répondu car il a pour principe de ne pas répondre à ceux qui l'attaquent et cite les articles de l'AF des 27 décembre 1932 et 1er février 1934 comme preuves.[2512]
L'AF prend acte de la réponse dans son numéro du 28 mars mais affirme qu'elle « n'a jamais attaqué les Croix-de-feu, pour qui elle ne professe qu'admiration et sympathie. »[2513] D'ailleurs, il est vrai que *l'AF*, dans ces articles, n'attaque pas l'organisation mais bien son chef. Le 1er février 1934, elle écrit ainsi : « Nous n'avons jamais ménagé les éloges aux Croix-de-feu, et nous avons pour ces poilus la plus vive sympathie. On ne peut que constater qu'ils ont été conduits et maintenus sur une voie de garage par celui qui se dit leur chef et qui a la prétention de se poser en sauveur de la patrie. »[2514]

On le voit, la mésentente entre l'AF et le colonel est déjà ancienne et, de La Rocque, dans une circulaire interne qui fait suite à cette polémique, accentue la rupture avec les royalistes : « Ceux qui, à la fois membres de l'Action française et des Croix-de-feu, croient aux attaques de l'Action française et restent aux Croix-de-feu, sont disqualifiés. Ceux qui ne croyant pas aux attaques de l'Action française y restent, alors que leur Chef aux Croix-de-feu est insulté par celle-ci, sont également disqualifiés. »[2515]
Ainsi, si la guerre reste larvée et ne donne pas lieu à de réelles bagarres comme ce fût le cas avec les membres du Faisceau, il n'empêche que l'entente entre les deux organisations est impossible et interdit, de fait, le développement d'un véritable Front national même si la situation reste, un temps encore, plus nuancée en province.

L'AF cherche continuellement à dénigrer le colonel de la Rocque. Encore en mai 1935, Maurice Pujo proclame dans un discours que les Croix-de-feu ne sont rien d'autre que « l'Action française sans le Roi » « dont le chef, né royaliste, n'a qu'une peur : c'est qu'on le croit fidèle à cette

[2511] Lettre de l'amiral Schwerer au colonel de La Rocque, 17 mars 1934 reproduite dans le Quotidien d'*AF* du 26 mars 1934
[2512] PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses Patriotes, op. Cit.* p.1947
[2513] Quotidien d'*AF* du 28 mars 1934
[2514] « A l'appel du colonel de La Rocque, la jeunesse du Quartier latin répond au cri de « Vive le Roi ! », Quotidien d'*AF* du 1er février 1934
[2515] Citée par PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes, op. Cit.* p.1947

conviction, qui, en guise de programme, aligne par bribes quelques propositions de Maurras en les dépouillant soigneusement de leur lien logique, multiplie les déclarations de loyalisme républicain et proclame publiquement – pour le désavouer dans l'intimité – que le progrès est à gauche. »[2516]

Après le 6 février 1934, la situation de l'AF au sein de la nébuleuse nationaliste est extrêmement paradoxale : le maurrassisme exerce toujours une importante influence idéologique mais en même temps son postulat monarchique joue le rôle de repoussoir pour toutes les organisations d'obédience républicaine. Le développement extrêmement rapide des Croix-de-feu signifie également une concurrence militante de plus en plus exacerbée.
Au même moment, l'AF doit aussi faire face à un nouveau positionnement de la Maison de France par l'intermédiaire du comte de Paris.

4) L'AF et les princes

Nous avons vu que le comte de Paris a profité de la condamnation pontificale pour tenter de relancer les comités royalistes. Depuis le début des années 1930, il cherche également à profiter des dissidences internes à l'AF pour tenter de s'aménager un espace politique.
Nous avons évoqué le blanc-seing offert aux dirigeants de l'AF au moment de l'affaire Stavisky. « Si l'échec de l'émeute semble donner raison à la prudence de Maurras, elle confirme aussi le comte de Paris dans son intention de chercher d'autres moyens d'action que ceux du maurrassisme classique. »[2517]
En juin 1934, le duc de Guise investit son fils à la direction de la propagande de la Maison de France ; il commence à se décharger de ses responsabilités politiques sur son fils.

En janvier 1934, paraît le premier numéro de *Questions du jour.* Les négociations entre l'AF et le comte de Paris au sujet de cette publication ont été serrées mais Maurras a obtenu gain de cause, il est encore incontournable dans le monde royaliste.
Rapidement, le comte de Paris souhaite toucher un public plus vaste et lance la publication de *Courrier royal.* « Ce journal devient rapidement la pointe du combat du prince contre l'AF, sa pointe la plus sensible, celle de la rivalité éditoriale, insupportable pour Maurras car elle touche au

[2516] PUJO Maurice, « Le chemin de la victoire », discours prononcé au banquet des étudiants d'AF le 19 mai 1935, *Almanach* de l'AF de 1936, BNF Gallica
[2517] GOYET Bruno, *Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999), op. Cit.* p.185

cœur même du dispositif de son mouvement. » Les négociations pour arriver à un accord sur cette publication sont extrêmement tendues mais le comte de Paris fait alors savoir à Maurras que la situation est dorénavant inversée : « la jeunesse est désormais du côté du prétendant et le conservatisme, qui était au début du siècle le fait des traditionalistes, c'est Maurras qui en est désormais le tenant contre le bouillonnement activiste du comte de Paris. »[2518]
Dans un premier temps, *Courrier royal* n'empiète toutefois pas sur le territoire de *L'Action française.* A partir de l'été 1935, la publication prend de plus en plus d'assurance et cherche à secouer le joug maurrassien. Cela étant, dès 1936, la Maison de France se retire financièrement de l'aventure ce qui oblige le comte de Paris à abandonner ses ambitions journalistiques.
Nous ne connaissons pas avec certitude les raisons de ce désengagement. Sans doute la lourdeur de la charge cumulée à une stagnation des abonnements explique cette décision.[2519]

Quoi qu'il en soit, cette agitation du comte de Paris, par l'intermédiaire de ses publications ou par la tentative de relance des comités royalistes, ne manque pas d'inquiéter l'AF. D'autant plus que sur le terrain, les problèmes liés à la double appartenance semblent réapparaître. Nous n'avons pas retrouvé de trace de ces difficultés dans les archives départementales, ce qui tend sans doute à minimiser leur importance. Cela étant, Bruno Goyet évoque le cas du dirigeant du groupe de Luxeuil qui aurait des contacts avec la Maison de France sans en référer à ses supérieurs ce qui provoquerait une certaine anarchie dans le groupe. En fait, ce qui exaspère les hommes de l'AF, « c'est l'inexistence des Comités, derrière leurs cadres. Leurs troupes sont en fait celles de l'AF ».[2520]

Au fil des mois, les tensions sont de plus en plus vives. En mars 1935, *le Revue du XXème siècle* de Jean de Fabrègues publie un article de P. Franco intitulé « De Bruxelles à Palerme » qui fait un bilan très négatif de l'action de l'AF et qui appelle la prise de pouvoir d'une nouvelle génération : « Si les premiers furent surtout des intellectuels, les seconds seront surtout des hommes d'action (…). Il leur faudra abandonner la vanité d'avoir beaucoup lu, beaucoup étudié, car le sens trop poussé de l'analyse raffinée, des subtilités psychologiques tue immanquablement l'action. Il faut de jeunes âmes ardentes, des corps sains, une parole facile, la discipline personnelle d'un militaire, l'attitude devant la vie d'un chef, d'un organisateur, de quelqu'un qui manie de l'humain. »[2521]
L'attaque contre l'AF est ici transparente. En fait, le prince pense que les maurrassiens sont dépassés et tentent d'utiliser « le bouillonnement social qui semble annoncer la mort de la pratique

[2518] *Ibid* p.186
[2519] *Ibid* p.192
[2520] *Ibid* p.196
[2521] *Ibid* p.197

traditionnelle de la politique. » C'est ainsi sous la bannière du corporatisme que le comte de Paris lance sa première initiative partisane en marge de l'AF.[2522]

En 1936, les tensions s'intensifient. Le comte de Paris parvient à détacher sa mère, pourtant fervente soutien de Maurras, de l'AF.
L'AF publie alors un tract rappelant « L'indépendance nécessaire de l'AF » : « Cette position d'un parti royaliste indépendant des princes, menant la lutte de Leur seul intérêt, mais sous sa seule responsabilité, lutte et action dont tous les bénéfices seraient pour la Cause monarchique, mais dont les Princes n'auraient pas à connaître certains éclats utiles, certaines campagnes violentes et nécessaires, certaines vivacités de ripostes indispensables, certains échecs mêmes, cette position, dis-je, a d'abord été mal comprise par le Bureau politique de Paris, prisonnier de ces vieilles habitudes d'esprit, tandis que Mgr le duc d'Orléans, après quelques hésitations bien naturelles qui n'ont pas duré longtemps, avec sa haute intelligence et sa vision claire des réalités, a compris et admis *la nécessité d'une AF indépendante* et en a imposé la reconnaissance aux organisations qu'Il conservait sous sa dépendance directe. »
En réalité, le prince ne vise à aucun moment l'indépendance de l'AF mais plutôt sa prépondérance sur le monarchisme français.

La rupture débute donc dès l'année 1936. Un rapport de police nous apprend que Maurras cesse ses visites régulières au manoir d'Anjou et que le quotidien diminue fortement ses communiqués consacrés au princes.[2523] De même, en avril, l'AF engage ses ligueurs « à ne pas faire partie d'autres organisations se proposant, directement ou indirectement, un but politique, si proche qu'il pût être de celui de l'AF ». Georges Calzant, secrétaire général de la Fédération des camelots du roi interdit à ses camelots « de s'occuper ou de prêter main forte aux salauds du *Courrier royal* ».[2524]

La tactique de l'AF est alors de jouer la carte du duc de Guise contre le comte de Paris et Maurras réaffirme régulièrement sa soumission au duc. Mais, le comte de Paris dispose d'un réel ascendant sur son père et, pour couper court aux rumeurs, ce dernier publie en mai 1937, une mise au point : « Je couvre donc entièrement mon fils, qui, à la tête des organisations de la Maison de France et de son organe le *Courrier royal*, s'attache avec autant d'attentions que de fermeté, avec, aussi, une efficacité qui a frappé jusqu'à nos adversaires les plus résolus, à ne laisser passer aucune occasion de rappeler et de prouver par ses actes que Nous voulons être à tous et non seulement à quelques-

[2522] *Ibid* p.198
[2523] Rapport de police du 2 avril 1936, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1896
[2524] Rapport de police du 21 avril 1936, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1896

uns. »[2525]

Le comte de Paris s'attache dès lors à mettre en place une organisation assez similaire à celle de l'AF avec notamment des camelots chargés de la vente de son journal.

L'AF riposte en interdisant à ses membres de se réabonner à *Courrier royal* et en donnant des consignes de boycott du journal. Ces consignes vraisemblablement largement suivies entraînent un déclin rapide du journal du comte de Paris. De plus, tout au long des premiers mois de 1937, alors que la guerre larvée devient ouverte, les départs des collaborateurs du *Courrier royal* se succèdent. L'action de l'AF contre le comte de Paris est sans conteste un succès et c'est ce qui conduit la Maison de France à la rupture officielle à la fin de l'année 1937.

Le 22 novembre 1937, un manifeste du duc de Guise affirme que : « Il me reste enfin à dissiper un malentendu ; une grave confusion dans l'opinion publique et même parmi les royalistes tend, en effet, à croire que l'Action française est notre interprète. Il est certain que l'idée monarchique a été défendue, souvent avec bonheur et non sans efficacité, par les membres de l'Action française. Je sais leur admirable dévouement et leurs sacrifices si souvent obscurs. Mais l'Action française, qui est un parti, a toujours agi sous sa propre responsabilité, avec la pleine indépendance qu'elle n'a cessé de revendiquer depuis sa création. Elle n'a jamais été ni une émanation ni un organe de la Maison de France ; n'étant pas soumise à notre autorité, elle ne saurait nous engager. D'autre part si sa doctrine politique postule le régime démocratique, les enseignements de son école, par contre, se sont révélés incompatibles avec les traditions de la Monarchie française. (…) La Monarchie est respectueuse de la personne humaine, paternelle, juste, accueillante à tous, c'est à dire que par sa nature même elle est au-dessus des partis et étrangère à leurs luttes qu'elle désapprouve. »[2526]

Le coup est rude pour l'AF qui se contente toutefois, comme à son habitude, de dénoncer l'entourage des princes et d'affirmer qu' « un désaccord, un malentendu peuvent avoir leur temps. Ils finissent nécessairement à céder à la vérité, à la nature des choses dans laquelle sont inscrites la vraie doctrine et la vraie tactique. »[2527]

En réalité, c'est bien le comte de Paris qui échoue dans sa tentative initiée après la condamnation de se créer un espace politique propre. L'hégémonie maurrassienne est bien trop ancrée dans le monde royaliste pour pouvoir être réellement inquiétée par ces soubresauts, certes ennuyeux pour l'AF, mais qui ne semblent pas remettre en cause l'orthodoxie des fidèles.

[2525] *Courrier royal*, n°101, p.1
[2526] Manifeste du duc de Guise, 22 novembre 1937, Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1937
[2527] Quotidien d'*AF* du 23 novembre 1937

En tout état de cause, l'AF est, au cours de cette période, confrontée à des problèmes bien plus délicats à commencer par la dissolution de sa ligue en février 1936.

IV. Occuper la rue

Avec le soutien ou non des autres organisations nationalistes, l'AF cherche toujours à occuper la rue au cours de la période.

1) Les enterrements sans prêtre

Les enterrements sans prêtre sont les conséquences les plus visibles des sanctions prises par l'Église et une occasion importante, pour l'AF, de manifester sa force militante. Nous renvoyons à la liste établie par Jacques Prévotat qui répertorie 121 obsèques civiles entre 1927 et 1940.[2528] Nous avons vu que, progressivement, l'ensemble de l'épiscopat français se soumet à la décision pontificale ; cela étant, les mesures réellement répressives restent diversement appliquées selon les évêchés.
En réalité, ce n'est pas tant la proportion ou la cartographie des répressions qui nous intéressent ici mais bien l'utilisation propagandiste qu'en fait l'AF.

Par l'intermédiaire du journal, l'AF se fait très régulièrement l'écho des mesures prises à son encontre partout en province dans un encadré, systématiquement publié en première page, sous le titre « Sous la terreur ».

Les enterrements sans prêtre sont l'occasion pour l'AF de tenter de prouver son influence. Malgré les menaces, les obsèques sans clergé sont toujours organisées dans les mêmes conditions partout en France : le cercueil porté devant l'église, le « Credo » récité par les assistants, le cortège jusqu'au cimetière et le *de Profundis* sur la tombe avant l'inhumation.
L'AF a pour habitude de faire déplacer les ligueurs de toutes les sections proches du lieu du décès. Par exemple, en avril 1931, lors des obsèques d'un ligueur de Névian, dans le diocèse de Carcassonne, on retrouve des militants de Narbonne, Lézignan, Carcassonne, Névian, Coursan, Cuxac, Sallèle, Saint-Nazaire, Ginestas, Tourouzellz, Ferrald, Boutenac, Azille, Saint André de Roquelongue, Canet, etc.[2529]

[2528] PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation 1899-1939, op. Cit.* p.501-502
[2529] « Sous la Terreur », Quotidien d'*AF* du 5 avril 1931

Il s'agit sans conteste pour l'AF de faire nombre afin de dénoncer des « incompréhensibles rigueurs ». Les obsèques civiles constituent ainsi une nouvelle forme de mobilisation spécifique aux années 1927-1936. Elles ne donnent pas lieu à des violences militantes mais elles permettent à l'AF d'occuper la rue.

2) Les violences militantes

Si le 6 février 1934 est sans conteste un échec militant pour les ligues nationales, il n'en demeure pas moins que ces dernières bénéficient dans les semaines et les mois qui suivent d'une réelle attractivité militante.

Cela étant, l'année 1934, si elle est témoin de nombreux affrontements entre les camelots et les communistes, ne donne pas lieu à d'autres coups d'éclat militant si ce n'est, le 10 juin 1934, à Sannois, lorsque les camelots du roi conspuent l'ancien préfet de police Bonnefoy-Sibour.[2530]

En 1935, les violences de rue sont à nouveau plus nombreuses malgré l'interdiction des cortèges et rassemblements sur la voie publique. L'AF cherche à profiter de la date anniversaire du 6 février en créant une atmosphère de fièvre au Quartier latin. C'est en ce sens que l'on peut analyser la grande réunion des étudiants d'AF le 29 janvier.[2531] Après cette réunion, les étudiants d'AF tentent d'organiser des troubles en se mettant en grève contre « l'invasion des métèques »[2532] sans toutefois rencontrer un réel succès.

Le Front national souhaite provoquer un grand rassemblement patriotique pour le 6 février. Un communiqué est ainsi envoyé à l'AF : « Le Front national réunissant toutes les associations sans exception[2533] qui ont eu des morts le 6 février 1934 a, de ce fait, un devoir particulier à remplir pour commémorer le sacrifice. Ce devoir est de défiler, dans le calme, le recueillement et la dignité, devant les familles des Morts, aux lieux mêmes où ils sont tombés. Les dirigeants des Ligues ayant eu des morts et du Front national ont pris l'engagement solennel de donner à cette manifestation un caractère exclusif de piété. »[2534]

Le 6 février, le président du Conseil Flandin se rend à un service funèbre à la mémoire des morts. A cette occasion, Alain de la Rochefordière, jeune camelot, lui crie : « Flandin, ignoble individu, ta

[2530] Quotidien d'*AF* du 11 juin 1934
[2531] Reproduction des conférences de Daudet et Pujo, Quotidiens d'*AF* des 30 et 31 janvier 1935
[2532] Quotidien d'*AF* du 1er février 1935
[2533] Cette tournure est intéressante et prouve bien les porosités importantes entre le Front national et l'AF
[2534] Quotidien d'*AF* du 30 janvier 1935

place n'est pas ici. Elle est parmi les assassins. Tu viens souiller la mémoire de nos morts. »[2535] Il est condamné à un an de prison et gracié avant la fin du mois.
Des messes anniversaires ont lieu partout en France à l'occasion du 6 février sauf à Toulouse où l'archevêque refuse de laisser dire la messe ce qui provoque de vives contestations dans les rangs de l'AF qui rappelle que seuls 4 des tués appartenaient à la ligue condamnée par le pape.[2536]

Au même moment ont lieu les obsèques de Marcel Langlois, commissaire d'AF tué par un communiste. Encore une fois, le discours « vengeur » de Maurras prouve son incapacité à envisager le passage à l'acte : « Alors vengeance ! Nous ne serions pas si attentifs à de sanglantes mémoires, nous ne répéterions pas si constamment l'appel à nos ombres si notre existence n'était dominée par cette tâche de réparation nécessaire. Cela ne veut rien dire ni d'aveugle ni de brutal, ni de stérile. La juste vengeance exige en tout premier lieu la victoire, et c'est la victoire que nous devons d'abord aux sacrifices de nos héros. »[2537]

En avril 1935, le ministre de l'Intérieur envoie une note aux préfets en leur demandant de rester vigilant sur l'action des ligues et en détaillant leur mode d'action depuis l'interdiction des manifestations. Il explique que l'agitation « se traduit principalement par l'organisation de meetings dans les salles fermées ou autres lieux privés. Il arrive que les chefs des ligues en cause n'annoncent pas à l'avance le lieu et l'heure des manifestations. Les adhérents sont convoqués à des « points de départ » déterminés, et transportés rapidement par convois automobiles à l'endroit où se tient le meeting. Cette manière d'opérer, qui donne aux rassemblements l'aspect de « mobilisation », est destinée à frapper les imaginations et à entretenir la confiance des troupes et de leurs chefs. Elle peut, à la longue, en suscitant des imitateurs ou en provoquant des réactions, jeter l'inquiétude dans la population et même faire naître des désordres. »[2538]
L'inquiétude de l'opinion est également accentuée par des articles de presse comme celui du *Populaire* du 28 janvier 1935 sur « Les formations de combat du mouvement royaliste et leurs procédés d'alerte ». L'auteur affirme notamment que « dès 1927-1928, un réseau de TSF (postes émetteurs et récepteurs) avait été créé par les chefs de l'Action française » ce qui renseigne, selon lui, « sur le caractère militaire de cette organisation ».[2539]

En juin 1935, les camelots se distinguent à nouveau par des violences contre les locaux du *Petit*

[2535] « L'Action française en 1934-1935 », *Almanach* de l'Action de 1936, BNF Gallica
[2536] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 6 février 1935
[2537] MAURRAS Charles, « La politique », Quotidien d'*AF* du 8 février 1935
[2538] Note du ministre de l'Intérieur aux préfets, 13 avril 1935, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234
[2539] *Le Populaire*, 28 janvier 1935, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236

journal. Une note des RG nous apprend qu'« une cinquantaine de jeunes gens venus individuellement de plusieurs directions au carrefour Lafayette-Cadet, se sont livrés contre le Petit Journal à une manifestation courte mais violente. Tandis que certains d'entre eux poussaient des cris hostiles à ce journal, d'autres s'emparaient d'un guéridon à la terrasse d'un café voisin et le projetaient sur une grande glace de la devanture du hall du Petit journal qui fut brisée. (…) Profitant du désarroi causé par leurs attaques, les perturbateurs ont pu disparaître, dans la direction des Grands Boulevards, avant l'arrivée du car de Police Secours. Certains des manifestants, qui empruntèrent la rue Cadet, brisèrent au passage quelques vitres à la façade du « Grand Orient de France ». » En début de soirée, environ 60 manifestants se rassemblent à nouveau et provoquent des désordres qui conduisent à plusieurs arrestations.[2540]
Ces incidents, sans être d'une gravité extrême, contribuent toutefois à marquer les esprits et à donner l'impression d'une forte activité militante.

Au cours de l'hiver 1935-1936, l'AF connaît une réelle vigueur militante. Dans le contexte des tensions liées à la guerre d'Ethiopie, l'AF s'en prend violemment au professeur de la faculté de droit, Gaston Jèze dénoncé pour avoir été « embauché à grand frais par le Négus et par l'Angleterre » et pour avoir osé « intervenir au nom de l'Abyssinie, à la tribune de la Sociétés des Nations. »[2541] Evidemment, le cours de Jèze est une occasion idéale pour l'AF d'agiter le Quartier latin en même temps qu'elle mène sa violente campagne contre les sanctions à l'Italie. Les grèves et violences sont nombreuses jusqu'au mois de mars et entraînent même la fermeture temporaire de la faculté de droit à la mi-janvier. La province s'agite également. Si le journal d'AF suit régulièrement les événements, on ne peut toutefois pas considérer qu'il en fait ses gros titres. En effet, les compte-rendus demeurent assez succincts.[2542] Ce qui s'explique sans doute par l'actualité internationale extrêmement chargée et qui nécessite une analyse précise.
Au final, l'affaire Jèze s'achève au mois de mars après le transfert des cours incriminés dans l'immeuble du musée pédagogique de la rue d'Ulm. A ce moment, tout le monde considère qu'il s'agit d'une victoire des nationalistes.

Entre temps, tout a changé dans le camp de l'Action française. Le 13 janvier 1936, au cours de l'enterrement de Jacques Bainville, un groupe se revendiquant d'Action française prend violemment à partie Léon Blum, son épouse et Georges Bonnet député socialiste. Dans les heures qui suivent, le Conseil des Ministres décrète la dissolution de l'Action française, des Camelots et des Etudiants

[2540] Note des RG, 6 juin 1935, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1861
[2541] Quotidien d'*AF* du 10 janvier 1936
[2542] Quotidiens d'*AF* janvier 1936

d'AF.[2543]

Au final, si, d'une manière générale, l'agitation de l'AF reste visible au cours des années 1934-1936, il ne faut tout de même pas la majorer. Raoul Girardet le confirme d'ailleurs : « Nous ne faisions jamais très mal : un œil poché constituait un vrai titre de gloire. Rien de plus faux que l'image de l'Action française « tenant » le Quartier latin, le dominant par la terreur ».[2544]

[2543] Cf Partie 5 Chapitre 4
[2544] GIRARDET Raoul, ASSOULINE Pierre, *Singulièrement libre*, Perrin, Paris, 1990, p.35

Après le 6 février 1934, l'AF bénéficie d'une influence dans l'opinion publique mais cette influence est moins le fait de sa doctrine propre que de sa tentative de s'affilier aux autres ligues nationalistes par l'intermédiaire du Front national. Si elle n'est pas ouvertement acceptée dans l'organisation, il n'en demeure pas moins que les porosités sont nombreuses. A l'inverse, les rapports de l'AF avec le colonel de la Rocque sont mauvais et les articles acerbes contre le chef des Croix-de-feu nombreux. D'ailleurs, il est important de souligner que c'est bien les Croix-de-feu, adeptes d'une politique somme toute modérée dès avant le 6 février 1934, qui sortent « vainqueurs » de cette période de « confrontation ».

Les actions violentes restent une méthode de mobilisation importante pour la ligue d'AF et les altercations entre camelots et communistes jalonnent toute la période. Cela étant, l'AF semble alors plus occupée par le développement de sa propagande liée à l'instabilité intérieure et surtout à la politique diplomatique de la France.

Ainsi, après le 6 février et jusqu'à la dissolution de la ligue en février 1936, l'AF prouve comme toujours sa capacité à développer sa propagande intellectuelle mais reste finalement assez peu active à un niveau strictement militant.
Le déclin de l'AF semble alors irrémédiable et s'explique en partie par l'incapacité structurelle de la ligue à penser son rapport au coup de force. Les dissidences des années 1920 et des années 30 en sont la preuve.
Jeannine Verdès-Leroux met également en avant un autre argument pour expliquer ce déclin à savoir l'anachronisme et l'inadéquation « d'une doctrine forgée, et close, au début du siècle » qui n'a pas réellement intégrée le profond bouleversement engendré par la révolution bolchevique[2545] ; ou, comme l'affirme Georges Valois, qui s'est repliée sur un conservatisme de plus en plus étroit en raison d'une crainte viscérale du bolchevisme.[2546]

La dissolution intervient ainsi sur une ligue en perte de vitesse, concurrencée, nous l'avons vu par des organisations nationalistes nombreuses et attractives pour une opinion publique qui ne souscrit plus depuis longtemps à l'idée d'un retour à la monarchie.

[2545] VERDES-LEROUX Jeannine, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération, op. Cit.*, p.47
[2546] VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, op. Cit.* p.20-21

Chapitre 4 :

L'organisation et l'implantation territoriale et sociologique de la ligue d'AF de 1930 à 1936

I. L'organisation de la ligue

1) Des difficultés financières insolubles

En 1930, Paul Robain revient sur la compression du budget mais déclare tout de même qu'il faut se « garder des économies ruineuses » et faire appel, comme toujours, aux souscriptions. Il salue l'augmentation de ces dernières mais reconnaît qu'il faudrait qu'elles doublent pour couvrir les dépenses.[2547]

En 1931, la question d'argent est toujours « pressante » et nécessite une diminution des budgets de l'Institut d'AF. Ainsi, deux ans après avoir réduit les moyens d'action, l'AF se résout à réduire les moyens de son prestigieux organe de propagande intellectuelle. Paul Robain encourage également le développement des contributions volontaires dans les sections et le recours à l'abonnement plutôt qu'à l'achat au numéro pratiqué par les deux tiers des ligueurs.[2548] De plus, l'amiral Schwerer reconnaît à demi mots que les groupes qui ont répondu à l'appel à souscription de Maurras « ne sont pas très nombreux ».[2549] Cette affirmation est corroborée par une note des RG de juin 1931 qui

[2547] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 17ème congrès d'AF, 1er décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1930

[2548] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 18ème congrès d'AF, 9 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 10 décembre 1931

[2549] Intervention de l'amiral Schwerer au 18ème congrès d'AF, 10 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 11 décembre 1931

explique que les dirigeants de l'AF « constatent avec regret que leurs souscripteurs habituels ne répondent plus avec autant d'empressement qu'autrefois. »[2550]

En 1932, la situation financière de l'AF n'est pas plus facile mais l'AF utilise cette fois la crise économique comme principale explication à la situation. Paul Robain souligne en effet, qu' « il en est de nos budgets, comme de bien des budgets privés en ce temps de crise. » Comme chaque année, Robain exhorte les ligueurs à s'abonner au journal.[2551]

Une note des RG de juillet 1932 souligne encore une fois que les ligueurs en ont assez des demandes constantes d'argent et jugent les dirigeants de l'AF trop dépensiers.[2552]

En 1933, 1934 et 1935, les rapports au congrès d'AF sur la commission de propagande sont extrêmement succincts. Paul Robain rappelle simplement la nécessité de développer les contributions volontaires mais les détails sur la situation financière de l'AF ne sont pas publiés.

Tout au long de l'année 1935, Maurras multiplie les appels aux dons et Boisfleury justifie ces demandes constantes : « A l'origine de cet état de choses, il y a des causes, les unes d'ordre moral, les autres d'ordre matériel. Des premières, nous avons peu de chose à dire, car vous connaissez comme nous les intrigues nées au lendemain de notre succès du 6 février… Contre elles nos amis ont réagi et continuent à réagir ainsi qu'il convient… Dans l'ordre matériel, il ne faut pas oublier que les amis sur lesquels l'AF peut compter se recrutent presque exclusivement dans les fortunes moyennes et petites atteintes par la crise financière avec une particulière vigueur... »[2553] Voici donc les justifications que l'AF fournit pour expliquer ses difficultés. Comme toujours, elle se dit victime d'un complot et, comme toujours depuis le début de la crise économique, elle profite de cet état de fait pour expliquer sa situation.

Un élément est en revanche nouveau en 1935 : Boisfleury parle de la « lassitude de quelques-uns » face à ces appels répétés de Maurras. Le fait est ancien nous l'avons déjà évoqué mais c'est la première fois que l'AF reconnaît ouvertement ce mécontentement de ses membres face aux demandes constantes de fonds.

En s'appuyant sur les listes de souscriptions[2554], Eugen Weber a brossé le tableau ci-après où il note les totaux des souscriptions par zone d'AF pour le premier trimestre de chaque année indiquée. Il

---

[2550] Note des RG, 3 juin 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 199

[2551] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 19ème congrès d'AF, 30 novembre 1932, Quotidien d'*AF* du 1er décembre 1932

[2552] Note des RG, 11 juillet 1932, Archives nationales, Paris, F7 13 199

[2553] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'AF au 22ème congrès d'AF, 11 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 12 décembre 1935

[2554] L'analyse est extrêmement délicate dans la mesure où ces dernières sont en partie truquée. Weber considère toutefois que l'on peut supposer que les éléments d'erreurs sont identiques d'une année sur l'autre et que les listes de souscription indique ainsi le rythme de progression du mouvement.

rappelle toutefois que les retards de publication entraînent la publication au début d'une année des chiffres de l'année précédente.[2555]

	1928	1930	1934	1936
Zone 1 (Nord)	12 809	12 941	10 671	11 293
Zone 2 (Normandie)	31 588	3297	90	4662
Zone 3 (Bretagne)	12 320	8953	7309	8927
Zone 4 (Est)	12 249	42 820	2865	5267
Zone 5 (Nord-Ouest)	11 332	5584	413	4363
Zone 6 (Sud-Ouest)	118 302	17 344	5933	10 164
Zone 7 (Centre)	6440	983	0	5076
Zone 8 (Lyon)	39 093	31 216	8375	34 308
Zone 9 (Toulouse)	16 785	8140	4381	12 721
Zone 10 (Midi)	41 898	21 160	14 559	48 210
Totaux (francs)	**312 760**	**159 860**	**55 787**	**147 567**

Les totaux représentés dans ce tableau sont éloquents encore plus lorsque l'on sait que le total de 1928 est inférieur de moitié à celui qu'il était en 1925. Ainsi, les appels quasi quotidiens de Maurras à la souscription en 1935 ne sont que la conséquence d'une situation financière réellement dramatique. D'ailleurs, il remporte un certain succès si l'on se réfère à la colonne 1936, qui représente essentiellement le dernier trimestre de 1935, et qui signale une certaine reprise de l'effort de souscription.

2) L'organisation générale de la ligue d'AF

Le rapport de M. Catalan à la commission d'enquête sur les événements du 6 février nous permet de disposer d'un descriptif à priori assez juste de l'AF au début des années 1930. Il signale environ 60 000 adhérents en France dont 8300 à Paris et banlieue.[2556]

[2555] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.405

[2556] Rapport au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues : M. CATALAN, « Préparation de la

Groupements	Fondation	Nombre à Paris	Nombre total
Action française	1905	8300	60 000
Solidarité française	1933	80 000	180 000
Jeunesses patriotes	1924	6400	90 000
Fédération des contribuables	1928		700 000
Français (Bucard)	1928	300	1500
Croix de feu (tous groupements)	1927	21 000	140 000
Association nationale des officiers combattants	1930	?	1000

Il apparaît clairement que l'AF représente, en 1934, une force militante sur laquelle il faut compter d'autant plus qu'elle dispose, malgré les difficultés, de relais partout en France. En 1929, *l'Almanach* de l'AF cite 618 villes abritant au moins un correspondant d'AF.[2557]

En 1930, l'*Almanach* détaille 857 sections ou correspondants dont 730 pour la province[2558] alors qu'au cours de cette année, on ne relève plus que 259 villes de province citées dans le journal pour des activités de propagande.

En 1931, on dénombre 811 villes dans les *Almanachs*.[2559]

En 1932, on compte 758 villes dans les *Almanachs*.[2560]

En 1933, on assiste à une augmentation avec 921 communes répertoriées dans les *Almanachs*[2561]

En 1934, on dénombre 880 sections ou correspondants dans les *Almanachs* .[2562]

En 1935, on compte 935 villes dans les *Almanachs*.[2563]

Ces chiffres doivent évidemment être analysés avec précaution mais ils signalent tout de même une implantation réelle en province même s'il faut distinguer implantation et activités comme le prouvent les divers rapports au congrès d'AF.

manifestation du 6 février 1934 », BNF Gallica, p.6

2557 « La ligue d'Action française », *Almamach* de l'AF de 1930, BNF Gallica

2558 *Almanach* de l'AF de 1931, BNF Gallica

2559 « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'AF de 1932, BNF Gallica

2560 « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'AF de 1933, BNF Gallica

2561 « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'AF de 1934, BNF Gallica

2562 « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'AF de 1935, BNF Gallica

2563 « La ligue d'Action française », *Almamach* de l'AF de 1936, BNF Gallica

En 1930, l'amiral Schwerer, président de la ligue d'AF, revendique dans son rapport au 17ème congrès des « progrès incontestables » dans le recrutement en affirmant que les adhésions nouvelles à la ligue sont supérieures de 15 % à celles de l'an dernier, et depuis juillet, de 50 %.[2564] Evidemment, ces affirmations, vraisemblablement surévaluées, ne sont pas vérifiables. De plus, il convient de souligner que le rapport de Schwerer ne comporte que des informations générales mais aucun CR des activités de la ligue. Par ailleurs, les rapports des secrétaires régionaux ne sont pas évoqués alors même qu'ils étaient largement détaillés les années précédentes. Ils ne seront d'ailleurs plus jamais publiés dans les colonnes du journal ce qui tend à signaler des problèmes notables dans la mesure où l'AF ne manque jamais une occasion de mettre en scène ses succès.
D'ailleurs, si l'on en croit une note des RG d'octobre 1930, la situation n'est pas très florissante dans les rangs de l'AF et les dirigeants auraient donné l'ordre aux camelots de se rendre chez les anciens ligueurs afin de savoir si ces derniers sont des dissidents ou s'ils ne se rendent plus aux réunions par simple négligence.[2565]

Au cours du congrès de 1931, l'amiral Schwerer traite de la question des relations entre les présidents de section, les présidents de fédération et les secrétaires régionaux. Il affirme d'abord sa confiance à l'égard des secrétaires régionaux et appelle à une « décentralisation assez grande » dans la mesure où les secrétaires régionaux connaissent parfaitement le programme d'action du siège central.
Cette volonté de décentralisation renvoie sans doute au problème rencontré par l'AF en 1931, du recrutement des nouveaux membres des bureaux des sections. Une note des RG rapporte le discours du président de la section du 14ème arrondissement qui déclare qu'il en a assez « d'être placé entre le marteau et l'enclume » et que malgré tous ses efforts, « les adhérents s'éloignent de plus en plus et les résultats de la propagande sont à peu près nuls. »[2566]
Cette affirmation est corroborée par une autre note du 3 octobre qui explique que les dirigeants de l'AF ont décidé de supprimer les permanences de quartier installées dans les cafés afin de camoufler la faiblesse des effectifs.[2567]

En 1932, la propagande de l'AF est tournée vers les élections puis vers l'opposition à Herriot ; les difficultés de la ligue sont toujours réelles et la propagande marque le pas.

[2564] Rapport de l'amiral Schwerer sur la ligue d'AF au 17ème congrès d'AF, 4 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 5 décembre 1930
[2565] Note des RG, 21 octobre 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[2566] Note des RG, 2 octobre 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[2567] Note des RG, 3 octobre 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 199

En 1933, l'amiral Schwerer salue le succès de la propagande autour du manifeste du duc de Guise mais ne cache en rien les difficultés de la ligue, rappelant que « quelques sections sommeillent dans une nonchalance et une indifférence entières à l'égard de la propagande, leur grand devoir. Leurs membres désirent le coup de balai, mais souhaitent que ce soit le voisin qui le donne. Des ligueurs de cette sorte ne tiennent pas l'engagement qu'ils ont pris en toute liberté. (…) Quelles sont les difficultés qui expliquent en partie de telles défaillances ? La plupart de nos sections souffrent d'une grande impécuniosité. Beaucoup n'ont de ressources que le porte-monnaie du président. » Cela étant, « nombre de sections ont le feu sacré. Quant aux dormeurs, l'amiral déclare qu'il exigera leur démission si, avant un mois, ils ne se sont pas réveillés. A l'approche du dernier assaut, ne nous encombrons pas de traînards et de trembleurs. » On le voit l'attaque est extrêmement virulente, preuve des difficultés réelles de la ligue.

Schwerer rappelle ensuite que chaque section doit adapter sa propagande en fonction du contexte et ne pas considérer que seules les grandes réunions de propagande comptent, « il y a aussi et surtout les petites, la propagande individuelle, la diffusion du journal, les visites dans les villages, les tracts, les affiches. »[2568]

Ainsi, la situation de l'AF à la fin de l'année 1933, soit quelques semaines avant le 6 février, est délicate et les problèmes financiers, organisationnels et propagandistes semblent se développer de toutes parts.

En revanche, à la fin de l'année 1934, la ligue a sans conteste bénéficié de l'ébullition post-6 février. L'amiral Schwerer affirme que le secrétariat a enregistré 3 fois plus d'adhésions qu'au cours de l'année précédente.[2569]

Néanmoins, comme lors du congrès de 1933, les dirigeants appellent les ligueurs à remplir « toute la tâche qu'ils ont acceptée » et, le cas échéant, à démissionner pour entrer dans l'Alliance d'AF.[2570]

Le même conseil est rappelé en 1935. D'ailleurs, nous verrons qu'au cours de l'année 1935, de nouvelles dissidences viennent ébranler la ligue d'AF, dans la fédération de Paris mais aussi à Lille.

Ainsi, malgré une organisation somme toute toujours bien structurée, l'AF rencontre des difficultés de mobilisation au début des années 1930 qui s'expliquent autant par la crise économique que par les difficultés propres à l'organisation.

[2568] Rapport du l'amiral Schwerer sur la ligue d'AF au 20ème congrès d'AF, 13 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1933

[2569] Rapport de l'amiral Schwerer sur la ligue d'AF au 21ème congrès d'AF, 12 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1934

[2570] Rapport de M. Cazenove de Pradines sur la fédération parisienne au 21ème congrès d'AF, 12 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1934

3) L'action intellectuelle

L'AF quotidienne

Au 17ème congrès de 1930, Boisfleury contredit son affirmation de 1929 : « Nous avions constaté l'an dernier, un fléchissement du nombre de nos abonnés. Ce fléchissement qui avait continué dans les premiers mois de 1930, s'est arrêté au début de l'été. » Cela étant, Boisfleury rappelle qu' « en ce qui concerne la persécution religieuse, rien n'est changé. Les illusions d'apaisement auxquelles s'abandonnaient certains de nos amis ont été dissipées ; le grignotage ecclésiastique continue. La nonciature fait toujours peser sur les diocèses un régime de terreur auquel, bon gré mal gré, nos évêques se soumettent avec la plus passive docilité, cependant que beaucoup de prêtres ne cachent pas toujours qu'ils en sont excédés. »[2571]

C'est en 1931 que les locaux du journal déménagent de la rue de Rome à la rue de Boccador, dans « un local plus vaste, où l'installation des services sera plus pratique et procurera de plus grandes facilités de travail ». La question financière semble avoir décidé ce choix ; en effet, Robert de Boisfleury explique que le déménagement permet de faire une économie de 50 % sur le loyer notamment en raison des « prétentions vraiment exorbitantes du propriétaire de la rue de Rome ».
En qui concerne la vie matérielle du quotidien, Boisfleury souligne que la situation est relativement stable depuis l'année précédente avec cependant « une augmentation appréciable de la vente au numéro. » Comme en 1930, il dénonce la persécution religieuse qui « ne s'est pas ralentie » et est décrite comme « plus sournoise, moins brutale » mais toujours « acharnée ».[2572]
En 1932, Boisfleury est satisfait car, pour la première fois depuis 1926, on assiste à une augmentation du nombre des abonnés. Il salue les initiatives de propagande des jeunes filles royalistes mais également de plusieurs ligueurs de province que ce soit dans la vente, les abonnements ou l'utilisation des invendus et des bouillons.[2573]
A l'été 1932, la vente dominicale du quotidien est d'ailleurs maintenue pendant les vacances en

[2571] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 17ème congrès d'AF, 4 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 5 décembre 1930
[2572] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 18ème congrès d'AF, 9 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 10 décembre 1931
[2573] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 19ème congrès d'AF, 30 novembre 1932, Quotidien d'*AF* du 1er décembre 1932

raison des circonstances politiques.[2574]

En 1933, des progrès sont toujours constatés ; ils ne suffisent pas à assurer l'équilibre financier mais sont tout de même notables. En 1932, les abonnements sont en baisse dans 18 départements ; ils ne sont plus que 8 en 1933 (Ardèche, Ardennes, Ariège, Aveyron, Eure, Lozère, Bas-Rhin et Sarthe. En 1932, 22 départements sont stationnaires ; ils ne sont plus que 11 en 1933 (Hautes-Alpes, Cantal, Drôme, Hérault, Haute-Saône, Isère, Loire, Landes, Lot, Meuse, Oise et Orne). Mis à part ces 19 départements, des progrès sont constatés partout ailleurs même si pour certains, les progrès ne sont que de quelques unités. Quoi qu'il en soit, le journal d'AF profite très clairement du contexte extrêmement mouvementé de l'année 1933, nous l'avons déjà évoqué. Les chiffres le prouvent.[2575]

En 1934, le journal continue à progresser en particulier en janvier et au moment du 6 février. En janvier 1934, l'*Action française* tire à 40 000 exemplaires alors que *Le Figaro* et *Le Populaire* (aux tirages habituellement supérieurs), ne tirent respectivement qu'à 8090 et 13 495.[2576]

Dans son rapport au 21ème congrès, Robert de Boisfleury affirme que « les recettes d'abonnement des 10 premiers mois de 1934 dépassent de 700 000 francs les recettes des mois correspondants de 1933. Pour la même période, les recettes de vente au numéro, recettes qui ne sont pas des bénéfices, sont supérieures de presque 2 millions et l'augmentation de la publicité approche du demi-million. La moyenne de la vente au numéro reste à peu près doublée et nous avons en moyenne 10 000 abonnés de plus. » Dans les départements, seuls la Haute-Loire, le Puy-du-Dôme, la Corrèze, le Tarn et la Mayenne ont subi une diminution d'abonnements. La Sarthe, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres sont restés stationnaires. Partout ailleurs les progrès sont importants : Paris (513 abonnés supplémentaires), Seine (180), Seine et Oise (91), Seine et Marne (60), Ille et Vilaine (33), Gironde (200), Lille (118), Moselle (116), Meurthe et Moselle (100), Bas-Rhin (50), Haut-Rhin (116), Vosges (60), Haute-Saône (70), Belfort (33), Rhône (80), Ardèche (80), Isère (50), Vaucluse (60), Bouches du Rhône (60), Var (35), Alpes Maritimes (40), Gard (105), Hérault (90), Aude (163), Haute-Garonne (60), Tarn et Garonne (52), Hautes-Pyrénées (41), Gers (35), Somme (65), Seine Inférieure (107), Oise (71), Aisne (100), Loire (44), Yonne (44), Algérie (290), Maroc (77), Hautes-Alpes et Ariège (chiffre a doublé).[2577]

La situation de 1934 reste assez exceptionnelle et, dès 1935, le chiffre d'affaire diminue à nouveau même si on assiste à une reprise à la fin de l'année avec la vigoureuse campagne de Maurras contre

---

[2574] Note des RG, 11 juillet 1932, Archives nationales, Paris, F7 13 199

[2575] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 20ème congrès d'AF, 13 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1933

[2576] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.408

[2577] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 21ème congrès d'AF, 12 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1934

les sanctions à l'Italie. Robert de Boisfleury affirme que le chiffre d'affaire n'a diminué « que » de 70 000 par rapport aux 2 051 000 francs de 1934. Cela étant, comme à chaque congrès, il est question de la nécessité d'augmenter la vente et les abonnements et de la lutte nécessaire contre les invendus.[2578]

L'Institut et la Librairie d'AF

En 1931, la diminution du budget de l'Institut a évidemment des conséquences sur les programmes des enseignements proposés mais les rapports au congrès cherchent à masquer l'érosion en affirmant que « l'année scolaire 1931-1932 n'a pas été inférieure en intérêt et en agrément aux années précédentes. »[2579] Cela étant, sa survie et le maintien régulier des cours témoignent tout de même d'une capacité d'attraction toujours réelle de la doctrine maurrassienne.

En ce qui concerne la Librairie d'AF, la crise économique a évidemment des répercussions importantes et les difficultés sont continues à l'exception de l'année 1934. En 1930, si le chiffre d'affaires de la Librairie d'AF est jugé satisfaisant, les frais généraux pèsent toutefois « lourdement sur un budget qu'une vente plus développée améliorera ».[2580]
En 1931, « la librairie d'AF se défend contre la crise générale. »[2581] En 1932, « la crise commerciale, qui s'est lourdement aggravée pendant les 12 dernièrs mois, ne pouvait manquer de faire sentir son influence sur le chiffre d'affaires de la librairie. Mais, comme la fidélité de la clientèle ne s'est pas démentie, la perte a été moindre qu'on le redoutait (…) »[2582]
En 1934, le chiffre d'affaire de la Librairie a doublé : elle profite, elle aussi, des suites du 6 février.[2583] Mais, dès 1935, les difficultés renaissent et les rentrées d'argent diminuent à nouveau.[2584]

Quoi qu'il en soit, le maintien de ces deux organisations malgré des difficultés économiques de plus en plus fortes, prouve comme toujours l'importance essentielle accordée par les dirigeants de l'AF à

[2578] Rapport de Robert de Boisfleury sur le quotidien d'*AF* au 22ème congrès d'AF, 11 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 12 décembre 1935
[2579] Rapport de M. Rouillé sur l'Institut d'AF au 19ème congrès d'AF, 1er décembre 1932, Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1932
[2580] Rapport de M. Rouillé sur la Librairie d'AF au 17ème congrès d'AF, 3 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 4 décembre 1930
[2581] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande au 18ème congrès d'AF, 9 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 10 décembre 1931
[2582] Rapport sur la Librairie d'AF au 19ème congrès d'AF, 1er décembre 1932, Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1932
[2583] Rapport sur la Librairie d'AF au 21ème congrès d'AF, 14 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1934
[2584] Rapport de M. Rouillé sur la Librairie d'AF au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1935

l'étude et la diffusion de la doctrine maurrassienne.

Le service de conférences

Au 17ème congrès de 1930, le rapport sur le service de conférences est extrêmement succinct et il n'y a pas de chiffrage précis comme les années précédentes. Cela ne suffit pas à affirmer un recul des tournées de conférences mais on peut tout de même s'interroger dans la mesure où l'AF ne manque jamais une occasion de les mettre en avant.[2585]

Au congrès de 1932, on apprend que 171 conférences ont été données en province en 1931 et seulement 151 en 1932. Paul Robain rapporte : « La diminution de nos ressources, qui explique cette différence, explique aussi que nous n'ayons pu, en dehors du rassemblement de Noisy, organiser ces grandes réunions en plein air qu'il est souhaitable de préparer pour 1933, et principalement dans les régions que cette propagande extraordinaire n'a pas encore touchées. »[2586]

En 1933, Paul Robain affirme que le service des conférences a organisé près de 700 conférences à Paris et en province sans que le chiffre des conférences parisiennes et des conférences provinciales ne soit détaillé.[2587]

En 1934, Paul Robain évoque une activité continue et salue l'initiative de nouveaux conférenciers qui ont permis de décharger le service central. Il rappelle également la nécessité pour les sections de s'adresser au service des conférences et non directement aux conférenciers.[2588]

En 1935, Paul Robain signale une recrudescence de l'activité avec un plus grand nombre de conférences à Paris, dans la banlieue et en province mais ne donne aucun chiffre pour le prouver.[2589]

Tout au long de la période, le service des conférences fonctionne mais il apparaît clairement que si les conférences parisiennes se maintiennent ; les conférences provinciales se raréfient après la condamnation de 1926. Nous avons déjà évoqué cette diminution qui ne semble pas s'inverser au début des années 1930.

[2585] Rapport de Paul Robain sur le service de conférences au 17ème congrès d'AF, 3 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 4 décembre 1930

[2586] Rapport de Paul Robain sur le service de conférence au 18ème congrès d'AF, 1er décembre 1932, Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1932

[2587] Rapport de Paul Robain sur la commission de propagande et le service des conférences au 20ème congrès d'AF, 14 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1933

[2588] Rapport de Paul Robain sur le service des conférences au 21ème congrès d'AF, 14 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1934

[2589] Rapport de Paul Robain sur le service des conférences au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1935

4) Les organisations d'action

Les camelots du roi et commissaires

Les camelots du roi et commissaires, sont, comme les ligueurs, constitués sous la base d'une division territoriale. Dans la région parisienne, ils sont répartis en 7 groupes eux-mêmes divisés en un certain nombre d'équipes d'une trentaine de membres[2590]. L'organisation est donc toujours la même qu'à la fin des années 1920 même si on compte un groupe de moins qu'en 1927.[2591]

En revanche, en province, une nouvelle organisation se met en place en 1931 : les généralités qui englobent les fédérations départementales ou provinciales. En 1932, on en dénombre 11 qui coïncident en partie avec les régions d'AF :

- Généralité du Nord (Nord, Pas de Calais, Oise, Aisne, Somme)
- Généralité du Nord-Est (Marne, Haute-Marne, Aube, Ardennes)
- Généralité de l'Est (Fédérations de Lorraine, de l'Alsace et de la Franche Comté)
- Généralité du Sud-Est (Fédérations de l'Allier, de l'Isère et de Bourgogne)
- Généralité de Provence (Bouches du Rhône, Vaucluse, Var)
- Généralité du Languedoc (Tarn et Garonne, Tarn, Aude, Roussillon, Haute-Garonne, Gard, Montpellier-Lodève, Biterrois)
- Généralité du Sud-Ouest (Gironde, Landes, Hautes et Basses Pyrénées, Gers)
- Généralité du Centre-Ouest (Aunis, Saintonge,Vendée, Touraine, Angoumois, Poitou, Anjou)
- Généralité de Centre et Maine (Loiret, Eure et Loir, Loir et Cher, Nièvre, Cher, Mayenne). Cette généralité ne comporte qu'une seule équipe à Orléans.
- Généralité de Bretagne (Ille et Vilaine, Cotes du Nord, Finistère, Morbihan)
- Généralité de Normandie (Seine Inférieure, Eure, Calvados, Orne, Manche).

Les fédérations sont elles-mêmes divisées en groupes et les groupes en équipes. L'équipe constitue l'unité la plus usitée.[2592]

[2590] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2591] Rapport de police sur l'Action française, juin 1927, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2592] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

Un rapport de police de mars 1933 nous fournit des précisions sur l'organisation des camelots et leur mobilisation : « Depuis peu, on a décidé à l'Action française que chaque équipe, composée de 12 à 15 camelots du roi ou commissaires, devait être nantie de trois revolvers confiés aux plus anciens et aux plus expérimentés. Au reste, depuis quelques mois, les chefs de groupe ont adopté un moyen discret pour désigner dans leur convocation les objets que les camelots et commissaires doivent emporter. Ainsi le mot « bleu » veut dire venez avec une canne ; le mot « blanc », avec une matraque et le mot « rouge » avec un revolver. » Les camelots et commissaires zélés sont particulièrement félicités et obtiennent divers cadeaux de la part de leurs chefs (livres, photographies, avancement en qualité de sous-chefs ou chefs d'escouade). Les chefs « leur recommandent, en cas d'arrestation, d'user de la plus grande discrétion, de ne rien répondre au commissaire de police sans le secours d'un avocat. » A Paris, on dénombre vraisemblablement 5 à 600 « jeunes gens particulièrement dévoués ».[2593] D'autres rapports signalent des chiffres allant de 1500 à 6000 hommes à Paris et en banlieue. Cet écart important peut s'expliquer par une vitalité des camelots et commissaires les faisant apparaître plus nombreux qu'ils ne le sont en réalité.[2594]

Au début des années 1930, les cercles de jour existent toujours sur le papier, mais, comme le souligne un rapport de police de 1932, « ce système n'a guère fonctionné qu'une ou deux fois et l'on peut considérer qu'à l'heure actuelle cette méthode de mobilisation est tombée en désuétude. »[2595]

Cette organisation, a priori extrêmement structurée, ne doit pas masquer des difficultés plus ou moins notables de mobilisation au cours de la période.

En 1930, la fédération nationale des camelots du roi et commissaires est en progrès d'après le rapport au congrès d'AF.[2596] Cela étant, une note des RG signale qu'en septembre 1930, Roulland, insatisfait des chiffres de la vente du quotidien, aurait laissé éclaté sa colère en criant que « les camelots de maintenant n'étaient que des lavettes » et qu'il « allait épurer leurs groupements et rayer les mous et les paresseux. » Il semble que Roulland ait alors été rappelé à l'ordre par Maurras et Larpent.[2597]

En 1931, le rapport de Philippe Roulland est extrêmement précis et semble témoigner d'une certaine vigueur de l'organisation partout en France. Toutes les fédérations de province sont évoquées et

[2593] Rapport de police « Au sujet des manifestations organisée par l'Action française », mars 1933, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2594] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.406

[2595] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

[2596] Rapport de Philippe Roulland sur les camelots et les commissaires au 17ème congrès d'AF, 5 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 6 décembre 1930

[2597] Note des RG, 18 septembre 1930, Archives nationales, Paris, F7 13 199

leurs activités sont saluées. Cependant, en lisant attentivement, on ne peut que s'interroger sur un certain ralentissement de la mobilisation : « Les sections ne doivent pas craindre de demander aux Camelots le plus souvent possible d'effectuer des affichages, des distributions de tracts ou des ventes de journaux. De même, toutes les réunions qui nécessitent la convocation des commissaires entretiennent une activité sans laquelle il est impossible aux chefs de bien connaître et d'entraîner leurs hommes. La principale chose à éviter dans une organisation d'action comme est notre Fédération nationale, c'est de trop laisser se ralentir une activité qui doit, certes, être judicieuse et politique, mais qui est *absolument indispensable.* Cet inconvénient, qui provient souvent, nous le savons, de la situation financière des organisations d'AF est celui qui empêche le plus le recrutement, l'entraînement et le fonctionnement des Camelots du Roi et des Commissaires d'Action française. Aussi, nous insistons tout spécialement auprès des présidents de fédérations et de sections pour qu'ils veuillent bien faire tout ce qu'il leur sera possible pour y remédier ».[2598] Cette longue citation, si elle ne reconnaît pas ouvertement une diminution de l'activité, ne laisse toutefois qu'assez peu de doutes quant à la réalité de la situation en particulier en province. Comme toujours dans l'histoire de la ligue, il y a un décalage entre la violence revendiquée et la violence réelle. Au début des années 1930, les plus actifs camelots et commissaires sont frustrés du peu d'actions d'envergure proposées par leurs chefs. D'ailleurs, Eugen Weber le rappelle, à cette époque, « bien des démonstrations de Camelots n'étaient que des tentatives délibérées en vue d'occuper les troupes. »[2599]

En 1932, les groupes de camelots et commissaires de province témoignent d'une vigueur militante. Les campagnes d'affichages et de distribution de tracts succèdent aux interventions diverses dans les réunions des adversaires. L'AF a bien sûr profiter de la campagne électorale puis du retour d'Herriot au pouvoir pour manifester ouvertement son opposition ce qui explique ce léger regain.[2600]
Cela étant, elle doit faire face, deux ans après le départ de de Vésins, au départ de Roulland qui semble rejoindre les dissidents de 1930. Une note des RG de juillet 1932 nous signale ainsi que l'AF cherche à faire courir des rumeurs sur Roulland afin de le discréditer et d'éviter que ses troupes ne le suivent dans la dissidence.[2601]
En novembre 1932, on apprend que si quelques départs ont été signalés après le départ de Roulland, « depuis deux mois des adhésions nouvelles sont venues compenser ces départs » notamment des

[2598] Rapport de Philippe Roulland sur les camelots et les commissaires au 18ème congrès d'AF, 11 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 12 décembre 1931
[2599] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.407
[2600] Rapport sur les camelots et commissaires au 19ème congrès d'AF, 2 décembre 1932, Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1932
[2601] Note des RG, 22 juillet 1932, Archives nationales, Paris, F7 13 199

« mécontents des Jeunesses patriotes ».[2602]

Lors du 21ème congrès d'AF, Georges Calzant, successeur de Roulland, affirme que « l'année 1933-1934 a été celle sans doute où l'activité des Camelots du Roi se sera la plus confondue avec la vie de l'Action française. »[2603] Evidemment, quand on repense aux diverses manifestations de l'année 1933 puis, à celles de janvier et au 6 février 1934, il est clair que les camelots et commissaires ont occupé une place absolument centrale dans l'arsenal propagandiste de l'AF.
En revanche, après le 6 février 1934, les militants les plus actifs ne peuvent qu'être déçus de l'évolution de la situation. En 1935, le rapport au congrès signale que l'activité des camelots est toujours réelle partout en province mais ne fournit pas de chiffres pour la détailler.[2604]

Les étudiant(e)s, lycéens et collégiens d'AF

Au début des années 1930, la Fédération nationale des étudiants, lycéens et collégiens d'AF est toujours bien organisée et dispose d'un bi-mensuel *L'Etudiant français* qui tire à 2000 exemplaires. A Paris, on dénombre environ 400 membres et des groupes sont institués dans la plupart des villes étudiantes de province : Aix, Alès, Alger, Avignon, Bordeaux, Caen, Dijon, Lyon, Montpellier, Marseille, Nantes, Nancy, Nîmes, Orléans, Poitiers, Rouen, Saint-Jean d'Angély, Lille.[2605] A Paris, l'AF dispose également d'un groupe d'étudiantes composé d'une soixantaine de membres.

Les étudiants sont toujours mobilisés, en particulier à Paris où ils joignent leurs forces à celles des camelots et commissaires. D'ailleurs, un groupe de « commissaires étudiants » est constitué au début des années 1930. Ces hommes sont choisis « parmi les adhérents les plus sûrs » et « sont chargés d'aller porter la contradiction dans les réunions des partis adverses ou même de saboter celles-ci. »[2606]

Dans son rapport au 17ème congrès en 1930, Georges Calzant évoque les objectifs des étudiants

[2602] Note des RG, 4 novembre 1932, Archives nationales, Paris, F7 13 199
[2603] Rapport de Georges Calzant sur les camelots et commissaires au 21ème congrès d'AF, 13 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1934
[2604] Rapport de Georges Calzant sur les camelots et commissaires au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1935
[2605] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2606] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893

mais aussi les projets à venir mais sans réellement aborder les activités de l'année. Sans doute, peut-on y voir une marque d'un certain ralentissement que l'on retrouve d'ailleurs dans tous les groupes en 1930.[2607] D'ailleurs, une note des RG de janvier 1931 affirme que les dirigeants des étudiants d'AF de Paris ne sont pas satisfaits de leur propagande au Quartier latin et que les effectifs du groupe ont fortement diminué.[2608]

A la fin de l'année 1931, la situation semble s'être améliorée et le rapport de Bernard van de Velde revient sur les diverses activités du groupe en particulier au Quartier latin et affirme que « l'activité des étudiants d'AF s'est accélérée ».[2609] Georges Calzant, quant à lui, félicite la propagande des étudiants partout en province.[2610]

De 1932 à 1935, les groupes d'étudiants se portent toujours bien autant au travers de leurs activités intellectuelles que manifestantes.[2611] Leur action se confond avec celle des camelots du roi mais, comme le rappelle Georges Calzant, leur rôle « est surtout l'étude de la doctrine et sa propagande. »[2612]

Les dames royalistes et d'Action française et les jeunes filles royalistes

Les dames et jeunes filles royalistes jouent un rôle de plus en plus important à mesure que s'accroissent les problèmes financiers de l'AF. Leur rôle principal est en effet de récolter des fonds que ce soit par l'intermédiaire des abonnements au journal ou par liste de souscriptions.

En 1930, les rapports au congrès signalent une activité a priori satisfaisante dans toutes les régions que ce soit pour les dames ou les jeunes filles royalistes.[2613] Il en est de même en 1931.[2614] Mlle de Kerret, présidente de l'association des jeunes filles royalistes souligne que « la courageuse et très ardente activité de certains groupes venant très heureusement compenser la demi-somnolence de

[2607] Rapport de Georges Calzant sur les étudiants d'AF au 17ème congrès d'AF, 4 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 5 décembre 1930

[2608] Note des RG, 28 janvier 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 199

[2609] Rapport de Bernard van de Velde sur les étudiants d'AF de Paris au 18ème congrès d'AF, 10 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 11 décembre 1931

[2610] Rapport de Georges Calzant sur la fédération nationale des étudiants d'AF au 18ème congrès d'AF, 10 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 11 décembre 1931

[2611] Rapports sur la fédération nationale des étudiants d'AF aux 19ème et 20ème congrès d'AF, 1er décembre 1932 et 14 décembre 1933, Quotidiens d'*AF* du 2 décembre 1932 et du 15 décembre 1933

[2612] Rapport de Georges Calzant sur les étudiants d'AF au 21ème congrès d'AF, 13 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1934

[2613] Rapports de la vicomtesse de la Besse et de Mlle de Kerret au 17ème congrès d'AF, 3 décembre 1930, Quotidien d'*AF* du 4 décembre 1930

[2614] Rapports de la vicomtesse de la Besse et de Mlle de Kerret au 18ème congrès d'AF, 10 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 11 décembre 1931

certains autres. »[2615]

En 1932, l'activité des jeunes filles royalistes à Paris et en province semble se maintenir. L'amiral Schwerer rappelle que « le groupement des Jeunes filles royalistes est absolument autonome et indépendant de la Ligue. Je prie MM. Les présidents de sections de ne jamais l'oublier ; mais la preuve est faite maintenant, et bien faite, que deux groupements autonomes, indépendants l'un de l'autre, mais unis par la communauté de but, par l'attachement à la même cause, peuvent travailler en étroite collaboration chacun dans sa sphère, chacun par ses moyens propres en plein accord, en pleine union, et aussi, c'est indispensable, avec bonne grâce, cordialité et bonne humeur. »[2616] Cette intervention est extrêmement intéressante car elle témoigne de tensions si ce n'est de rivalités entre les groupements d'AF. Malheureusement, nous n'avons pas retrouvé de traces dans les archives témoignant de ces mésententes en particulier entre les ligueurs et les associations de dames et jeunes filles.

En 1933, l'association des Jeunes filles royalistes continue à se développer malgré les difficultés et Mlle de Kerret, la présidente, affirme que le recrutement a été meilleur que les années précédentes et rappelle l'action des jeunes filles : « L'Association ne fait rien d'éclatant ; mais sans arrêt, inlassablement, en dépit de tous les obstacles et des persécutions, les groupes poursuivent sans bruit une besogne qui n'est pas sans efficacité, préparant le terrain où des sections d'AF ont pu s'épanouir. »[2617]

Comme les autres organisations d'AF, les groupes de dames et jeunes filles royalistes profitent de l'année 1934 pour accroître leurs activités et leur recrutement.[2618]

En 1935, l'activité des jeunes filles royalistes est toujours satisfaisante. Les abonnements enregistrés par ces dernières représentent une somme de 223 957 francs auxquels s'ajoutent 5000 francs versés par la caisse centrale et 12 155 francs versés par les groupes de province pour répondre aux appels de Maurras.[2619] Les dames se portent bien également avec un enregistrement de 937 nouvelles adhésions, la création de 6 groupes et 8 sous-groupes.[2620]

[2615] Rapport de Mlle de Kerret sur les jeunes filles royalistes au 18ème congrès d'AF, 11 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 12 décembre 1931

[2616] Intervention de l'amiral Schwerer après le rapport sur les Jeunes filles royalistes au 19ème congrès d'AF, 2 décembre 1932, Quotidien d'*AF* du 3 décembre 1932

[2617] Rapport de Mlle de Kerret sur les jeunes filles royalistes au 20ème congrès d'AF, 14 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1933

[2618] Rapport de Mme de Largentaye sur les dames royalistes d'AF au 21ème congrès d'AF, 12 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1934

[2619] Rapport de Mlle de Kerret sur les jeunes filles royalistes au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1935

[2620] Rapport de Mme de Largentaye sur les dames royalistes et d'AF au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1935

Les voyageurs et représentants de commerce

Au début des années 1930, l'association bat de l'aile. Les rapports au congrès sont extrêmement succincts et ne donnent aucune information chiffrée précise se contentant de saluer de « beaux résultats ».[2621]

En 1932, les effectifs de l'association se sont accrus mais « trop faiblement » d'après le rapport de son président, M. Boulenger. Cela étant, comme pour toutes les autres difficultés, l'AF les impute à la crise économique. Boulenger explique ensuite que « la section des voyageurs et représentants d'AF doit être le gros fournisseur de listes d'adresses pour abonnements de propagande. » Car ils parviennent à « dénicher des sympathisants qui sont ignorés des royalistes locaux. »[2622]

En 1933, la section des voyageurs et représentants de commerce éprouve toujours des difficultés. Son président souligne que la crise économique « conduit les maisons à restreindre les frais généraux en mettant moins de voyageurs en route et en écourtant les voyages », ce qui explique, selon lui, le fait que les prévisions en augmentation d'effectifs n'ont pas été atteintes.[2623]

En 1934, la section profite du contexte et 70 nouvelles adhésions sont enregistrées.[2624] En 1935, 50 nouvelles adhésions sont encore enregistrées et M. Boulenger affirme que le nombre des voyageurs et représentants de commerce a doublé depuis 1926.[2625]

Les instituteurs d'AF

En 1933, l'AF fonde un groupe des instituteurs d'AF qui se donne pour tâche de « mettre les révolutionnaires en échec dans le corps enseignant primaire ; rénover à l'école le patriotisme. » Dans son rapport au 21ème congrès d'AF, M. Franco affirme : « Non, nous ne faillirons pas à notre tâche – si la République nous paie, nous n'oublions pas qu'avant la République il y a la France – nous n'oublions pas non plus qu'avant de collaborer avec les politiciens il nous faut collaborer avec les pères de famille – et lorsque des heures graves sonneront, nous irons plus loin encore, nous saurons prendre nos responsabilités et nous trouver là où il y aura du danger, là où il faudra se battre

[2621] Rapport de Charles Boulenger sur les voyageurs et représentants de commerce au 18ème congrès d'AF, 10 décembre 1931, Quotidien d'*AF* du 11 décembre 1931

[2622] Rapport de Charles Boulenger sur les voyageurs et représentants de commerce au 19ème congrès d'AF, 1er décembre 1932, Quotidien d'*AF* du 2 décembre 1932

[2623] Rapport de Charles Boulenger sur les voyageurs et représentants de commerce au 20ème congrès d'AF, 14 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1933

[2624] Rapport de Charles Boulenger sur les voyageurs et réprésentants de commerce au 21ème congrès d'AF, 14 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1934

[2625] Rapport de Charles Boulenger sur les voyageurs et représentants de commerce au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1935

et peut-être périr, pour que vive la France, pour que vive le Roi. »[2626]

5) L'Association Marius Plateau

Fondée en 1930, l'Association Marius Plateau regroupe les anciens combattants d'AF et a pour buts :

« 1) Renouer et entretenir entre les anciens combattants français les liens étroites de camaraderie qui les unissaient pendant la guerre 1914-1918 ;

2) Maintenir et revivifier l'esprit de la victoire, c'est à dire lutter contre la politique d'Aristide Briand, qui sait, lui, comme pas un, se servir de certains anciens combattants pour contresigner sa politique d'abandon ;

3) Honorer la mémoire des frères d'armes tombés ou disparus au champ d'honneur ;

4) Venir en aide aux camarades dignes d'intérêt, en leur facilitant les moyens de trouver un emploi. »

Elle se compose de :

« 1) Membres actifs appartenant à l'une des organisations de l'Action française et pouvant faire la preuve, soit par leurs citations, soit par leurs bulletins d'hôpitaux ou encore par leur carte de combattant délivrée dans les conditions prévues par la loi, qu'ils ont fait partie d'une unité combattante ;

2) Membres honoraires, comprenant les veuves, ascendants et enfants des combattants morts ou disparus au champ d'honneur. »

« L'association a une section par département, à la tête de laquelle est placé un bureau nommé par le Comité directeur et comprenant : un président, un trésorier, un secrétaire et deux conseillers. »

Son Comité directeur est composé de :

- Georges Gaudy, président
- amiral Schwerer, Maurice Pujo et Maxime Real del Sarte, vice-présidents
- Pierre Héricourt, secrétaire général
- Marcel Guitton, secrétaire général-adjoint
- Adolphe Hergès, trésorier.

[2626] Rapport de M. Franco sur les instituteurs d'AF au 21ème congrès d'AF, 13 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1934

- Georges Bernanos, Binet-Valmer, Robert Bourin, Georges Calzant, de Cazenove de Pradines, Jacques Delebecque, Joseph Delest, Bernard Denisane, Lucien Lacour, colonel Georges Larpent, Dr Raymond Tournay, membres.[2627]

Au 1er janvier 1931, l'association accepte des membres sympathisants, qui, « pour des raisons très sérieuses, ne peuvent être inscrits à l'Action française, mais à titre tout à fait exceptionnel et sous la garantie personnelle du chef de l'organisation d'Action française qui proposera l'adhésion. »[2628]

La fondation de l'association Marius Plateau ne peut se comprendre que dans le contexte de la naissance puis du développement de l'association des Croix-de-feu du colonel de la Rocque. Evidemment, l'AF ne revendique pas la volonté de les concurrencer mais la chronologie est suffisamment lisible pour pouvoir l'affirmer.
L'AF a également conscience du fait que le mouvement combattant est un mouvement de masse. Comme le souligne Antoine Prost, dans la France des années 1930, « un peu moins d'un homme sur deux est un Ancien Combattant, et la moitié adhère à une association. Le mouvement combattant regroupe donc près du quart de l'électorat. »[2629] De plus, il est alors à son apogée et bénéficie d'une influence notable dans l'opinion publique.
Tous ces facteurs expliquent la tentative de l'AF de fonder une association spécifique aux Anciens combattants en offrant même, nous l'avons vu, une porte d'entrée éventuelle pour les non-affiliés à la ligue.

Malgré tout, dès 1932, l'association semble rencontrer des problèmes de recrutement. Dans la Seine, elle ne compte que 400 membres environ.[2630] Georges Gaudy, lors du 19ème congrès d'AF de décembre, souligne que « les combattants d'Action française ont vu cette année leur nombre s'accroître. Mais les progrès sont loin d'être satisfaisants. » En effet, il remarque que toutes les cotisations de 1932 ont été payées dans seuls trois départements : Meurthe et Moselle, Ille et Vilaine et Hautes Pyrénées. Gaudy reconnaît d'ailleurs que « l'association Marius Plateau ne peut rivaliser par le nombre avec les grandes associations de combattants qui recrutent leurs adhérents dans tous les milieux politiques et qui ne se montrent pas toujours aussi exigeantes que nous sur le passé militaire de leurs membres. »[2631]

[2627] « L'association Marius Plateau », *Almanach* de l'AF de 1932, BNF Gallica
[2628] Voir CR au 17ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 7 décembre 1930
[2629] PROST Antoine, *Les Anciens Combattants 1914-1940*, Gallimard, Paris, 1977 (édition de 2014), p.100
[2630] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2631] Rapport de Georges Gaudy sur l'association Marius Plateau au 19ème congrès d'AF, 1er décembre 1932, Quotidien

En 1933, le rapport au congrès se borne à évoquer quelques actions de l'Association Marius Plateau mais reste assez succinct.[2632] Il en est de même en 1934, le rapport reste vague sur la réalité de l'implantation et des éventuels succès de l'association.
En 1935, Gaudy souligne encore une fois que l'Association Marius Plateau « ne peut rivaliser avec des sociétés comme l'UNC ou l'Union fédérale. » Cela étant, il rappelle que si l'action de ces groupements semble plus continue et plus fréquente que celle de l'Association Marius Plateau, ce n'est qu'une apparence car « l'Action française ne cesse, par la plume de ses écrivains et par la voix de ses orateurs, de défendre les intérêts particuliers aux combattants (…) »[2633]

Il apparaît finalement que l'association Marius Plateau n'a jamais représenté une force réelle au sein de la nébuleuse maurrassienne. Cela étant, elle a tout de même un rôle important dans la mesure où c'est elle qui adhère au Front national après le 6 février 1934. De même, en 1936, elle n'est pas dissoute et devient donc une sorte de refuge pour des ligueurs d'AF en déshérence.

6) L'Union des corporations françaises

L'Union des corporations françaises est particulièrement touchée par la grande dissidence de 1930. En effet, comme le signale une note des RG d'août 1930, « à la suite de dissentiments survenus parmi les dirigeants de la Ligue d'Action française qui furent suivis de plusieurs radiations, une scission se produisit au sein de l'Union des corporations françaises. Le 15 juillet 1930, son président, M. Pierre Chaboche, approuvé par la plupart des membres du Comité directeur, MM. Bernard de Vésins, Calte, etc. fit transférer le siège et les archives de l'Union, du 10 rue du Havre à la Maison des Producteurs, 47 Boulevard Haussmann (…). Les dirigeants de l'Action française qui avaient, en fait, la haute-main sur cette organisation, jugèrent que cette scission ne manquerait pas de leur être très préjudiciable et entreprirent immédiatement de reconstituer l'Union des Corporations françaises, afin de jeter la confusion parmi les adhérents et de profiter de cette circonstance pour conserver au profit de l'Union, la plupart des organisations provinciales non-averties de cette scission. »[2634]

d'*AF* du 2 décembre 1932

[2632] Rapport de Georges Gaudy sur l'association Marius Plateau au 20ème congrès d'AF, 14 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1933

[2633] Rapport de Georges Gaudy sur l'Association Marius Plateau au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1935

[2634] Note des RG sur la « Société dite « Union des corporations françaises » », 18 août 1930, Archives nationales, Paris, F7 14 784

Le groupe fidèle à l'AF, rue du Havre, se réorganise alors sous la présidence de Jacques Delafon.[2635]
Les groupements qui composent l'Union des corporations françaises de la rue du Havre sont :
- L'Union corporative automobile (300 à 400 adhérents)
- L'Union corporative des comptables
- La corporation des assurances
- La corporation du bijou
- La corporation des employés de banque et de bourse
- L'union corporative des représentants et voyageurs de commerce et de l'industriel
- L'union corporative des ingénieurs
- L'union corporative des mines
- Le groupe médical d'Action française.

L'AF cherche également à pénétrer le milieu ouvrier par l'intermédiaire des cercle « La Tour du Pin » mais, comme le note un rapport de police, « ses efforts semblent bien stériles ».[2636]
L'UCF dispose d'un journal hebdomadaire, *La Production française* qui tire à 4000 exemplaires.[2637]

D'une manière générale, l'accumulation des groupements ne doit pas masquer la réalité de l'influence de l'AF dans les milieux économiques : « Si elle possède quelques cadres, constitués par des patrons, ses troupes sont insignifiantes. » Le seul groupe qui semble disposer d'une certaine importance est l'Union corporative automobile présidée par Lucien Lacour. En effet, cette dernière dispose de relais partout en province.[2638]

Ces difficultés transparaissent largement dans les rapports aux congrès qui finissent d'ailleurs par quasiment disparaître des colonnes du quotidien.
En 1930, le rapport au congrès expose des généralités tout en taisant la réalité de la situation et en se contentant d'évoquer des progrès et ajoutant immédiatement que les résultats sont insuffisants.[2639]
En 1932, Lucien Lacour, président de l'Union corporative automobile, reconnaît que la « réorganisation corporative ne sera possible que lorsque les conditions politiques seront favorables. »[2640]

[2635] Firmin Baconnier ne fait pas parti des dissidents et est toujours membres de l'association de la rue du Havre
[2636] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2637] Rapport de police « Historique de l'Action française », juin 1932, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2638] Rapport du directeur des Renseignements généraux au préfet de police, 16 mars 1934, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1893
[2639] Rapport sur la Corporation française de l'agriculture, Quotidien d'AF du 3 décembre 1930
[2640] Rapport de Lucien Lacour sur l'Union corporative automobile au Congrès de l'Union des corporations françaises, 29 novembre 1932, Quotidien d'*AF* du 30 novembre 1932

En 1933, M. Dijon, secrétaire général de l'UCF affirme que l'Union groupe 3000 adhérents ce qui lui paraît satisfaisant[2641]. En réalité ce chiffre est assez dérisoire et prouve une fois de plus l'incapacité de l'AF à agir dans les milieux économiques.

[2641] Rapport de M. Dijon sur l'Union des corporations françaises au Congrès de l'Union des corporations françaises, 12 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 13 décembre 1933

II. L'implantation territoriale et sociologique de la ligue

1) Le redéploiement sociologique après le 6 février

En 1931, l'amiral Schwerer affirme que c'est dans les milieux modestes que l'AF dispose de ses plus importants soutiens. Il rappelle également que « les royalistes d'Action française savent fort bien, eux, que ce n'est ni par des moyens électoraux, ni par des conversations de salons, ni par la résignation, ni par les œuvres charitables, ni en flattant nos ennemis que nous ramènerons le Roi. Nous n'y arriverons qu'en constituant au milieu des masses amorphes un groupe solide décidé à tout pour renverser le régime. »[2642]

Charles Maurras ne dit rien d'autre dans son discours au 20ème congrès d'AF en 1933. Il rappelle que l'AF s'étant assignée la tâche de conquérir à la fois les élites et la masse se trouve devoir « poursuivre une politique conservatrice et une politique révolutionnaire » ce qui ne représente aucun problème selon lui car, « il n'y a pas la moindre contradiction à vouloir conserver le bien et à vouloir renverser le mal. » Il continue toutefois en resserrant son discours sur la nécessité de convertir les élites : « La conquête des élites a été, pendant les premières années de l'Action française, notre grande préoccupation. Par là nous avons commencé et, je crois bien nous finirons, car, au début, ce sont les élites qui changent les idées et qui modifient l'opinion, puis ce sont elles qui, à l'heure critique, interviennent pour créer le petit événement duquel tout dépend. (…) Tout cela, dit Maurras, n'est certainement pas pour diminuer les vertus de la foule. Le rôle des élites est de rendre à la foule l'immense service de la conduire ; le rôle de la foule est de rendre à l'élite le service égal de rendre efficaces ses pensées et ses volontés. »[2643]

L'échec du 6 février 1934 contribue à renforcer ce glissement. Au 21ème congrès de décembre 1934, Georges Calzant rapporte : « Certains pessimistes prétendaient que l'Action française ne réussirait jamais à remuer ce qu'ils appellent « les masses ». Ces mêmes pessimistes, les « raisonnables » comme ils s'appellent, prétendront aujourd'hui que l'Action française a manqué de faire un coup d'État. Certes, le régime a tremblé, mais la vérité est que l'occasion ne s'est pas présentée. Demain, espérons-le, l'occasion, la vraie, se présentera et nous ne la laisserons pas

[2642] Exposé de la situation générale par l'amiral Schwerer au 18ème congrès d'AF, Quotidien d'*AF* du 10 décembre 1931
[2643] Discours de Charles Maurras sur la politique générale de l'AF au 20ème congrès d'AF, 14 décembre 1933, Quotidien d'*AF* du 15 décembre 1933

échapper car nous aurons su gagner à la vérité politique ceux qu'il faut avoir gagnés (…) »[2644] Et, « ceux qu'il faut avoir gagnés », ce sont les élites, comme le souligne Maurice Pujo dans son discours au banquet des étudiants d'AF le 19 mai 1935 : « Sous prétexte que ce but (le rétablissement de la monarchie) n'est pas encore atteint, certains royalistes voudraient vous faire changer de route. Si jeunes et nouveaux venus qu'ils puissent être, ils ne diffèrent pas de ceux qui lançaient à nos débuts l'accusation que, depuis trente cinq ans, les faits n'ont cessé de démentir : l'Action française canapé de doctrinaires dont le succès ne dépassera jamais un petit cercle. Ce qui empêchera l'AF d'aboutir, vous dit-on, c'est précisément cette doctrine dont elle poursuit la logique avec intransigeance et par laquelle elle heurte et effraye les gens au lieu de les amadouer en utilisant leurs préjugés et même leurs erreurs. L'AF a cru à la force de l'idée : il fallait croire en celle du sentiment et ne solliciter que lui. L'AF s'est adressée aux élites en comptant sur elles pour propager la vérité politique de proche en proche, puis pour s'emparer du pouvoir quand elles auraient gagné les positions nécessaires : il fallait au contraire « descendre au peuple », comme disait jadis le baron Pié, s'adresser aux « masses », comme on dit aujourd'hui, et, sans coup de force peut-être, sans casse ni sang versé, la Monarchie populaire aurait été réalisée par acclamation. Bref, l'AF a voulu passer le Roi *par en haut ;* il ne pourra passer que *par en bas.* Messieurs, je pourrais répondre que, s'il est vrai qu'une doctrine peut gêner un candidat et l'empêcher d'être élu au scrutin d'arrondissement et même au scrutin de liste, toutes les grandes révolutions, qu'elles fussent religieuses ou politiques, n'ont été faites que par des doctrines (…) »
Pujo souligne ensuite que « la popularité de la Monarchie a été méthodiquement détruite par notre peuple par les doctrines fausses des XVIIIème et XIXème siècle » mais que la Monarchie redeviendra populaire « après la restauration, lorsque, de nouveau, elle aura fait éprouver ses bienfaits. »[2645]

Au 22ème congrès de 1935, François de Lassus donne les consignes suivantes aux ligueurs d'AF : « Vous n'êtes pas une masse. Vous ne devez pas être une masse. Vous êtes une élite. Vous devez être une élite dont le rôle est de remuer la masse et de la conduire. Vous êtes la seule organisation politique en France à avoir une doctrine éprouvée, des buts précis, la force et l'audace mises au service de la raison. »[2646]

[2644] Rapport de Georges Calzant sur les camelots et commissaires au 21ème congrès d'AF, 13 décembre 1934, Quotidien d'*AF* du 14 décembre 1934

[2645] PUJO Maurice, « Le chemin de la victoire », discours prononcé au banquet des étudiants d'AF le 19 mai 1935, *Almanach* de l'AF de 1936, BNF Gallica

[2646] Rapport de François de Lassus sur la ligue d'AF au 22ème congrès d'AF, 11 décembre 1935, Quotidien d'*AF* du 12 décembre 1935

D'une manière générale, on observe au début des années 1930 un redéploiement sociologique de la ligue sur sa catégorie originelle : les élites.
L'AF est consciente de la capacité d'attraction des autres ligues sur un public qu'elle a, en partie, échoué à convaincre du bien-fondé de ses ambitions et c'est sans doute pour cela qu'elle choisit, au cours de la période, de se recentrer sur le coeur de son action à savoir la diffusion de sa doctrine en particulier parmi les « élites ». Le glissement est ici notable : avant guerre, l'AF a cherché activement à pénétrer les milieux ouvriers ; dans les années 1920, elle a développé sa propagande vers les milieux agricoles dans le sillage de l'*Action française agricole* ; dans les années 1930, elle se concentre à nouveau, comme aux premières heures du mouvement, sur les élites.

Cette volonté de convaincre les élites se retrouve notamment dans l'ouverture en novembre 1935, d'une série de banquets médicaux à Lyon, Montpellier, Nice et Paris.
Au même moment, l'AF cherche activement à faire pénétrer sa doctrine parmi « les élites des professions libérales » : dîner d'ingénieurs, banquet d'architectes, banquet de la Bourse et de la Finance, banquet des avocats.[2647]

Cela étant, ces ambitions venues « d'en haut » sont-elles en adéquation avec la réalité sociologique de la ligue sur le terrain ? La réponse est nuancée.

[2647] « L'Action française en 1934-1935 », *Almanach* de l'Action française de 1936, BNF Gallica

2) L'implantation territoriale et sociologique par région d'AF

Paris et banlieue : entre dissidence et maintien de l'influence

En 1931, M. de Cazenove de Pradines, le nouveau président de la fédération parisienne (qui remplace François de la Motte démissionnaire au moment de la « grande dissidence »), débute son rapport au 18ème congrès en exhortant ses ligueurs à fréquenter plus assidûment les permanences et à se rendre aux réunions de section où la présence est jugée insuffisante. Cela étant, si les réunions habituelles des sections ne sont pas très fréquentées, les autres manifestations d'activité de l'Action française témoignent tout de même d'un élan certain comme on a pu le constater au moment de l'affaire du théâtre de l'Ambigu.[2648]

En 1932, M. de Cazenove de Pradines déclare qu'il veut que les 150 sections de la Fédération parisienne soient actives et agissantes : « Les temps sont passés des adhésions platoniques. » Il rappelle également les difficultés de l'année écoulée et notamment l'aggravation de la crise économique qui a conduit de nombreux ligueurs à faire des travaux du soir « qui leur enlèvent leurs dernières heures de liberté. »[2649]

Le congrès de 1934 accorde une place particulière aux ligueurs de la fédération parisienne. En effet, le 12 décembre, l'AF organise une réunion des cadres de la Fédération parisienne afin de permettre à tous les ligueurs ne pouvant pas assister aux séances du congrès d'entendre les directives du comité directeur[2650].

Lors de son rapport sur la fédération parisienne de la Ligue au 22ème congrès de 1935, M. de Cazenove de Pradines rappelle le rôle des ligueurs d'AF et souligne que « c'est à l'organisation et à l'encadrement qu'il convient d'attacher le plus d'importance. Au moment où l'on voit affluer vers l'Action française beaucoup de bons Français auxquels les événements récents ont ouvert les yeux, il faut que tout soit organisé pour les recevoir et les utiliser ».[2651] En revanche, il n'évoque pas la

[2648] Rapport de M. de Cazenove de Pradines sur la fédération de Paris et banlieue au 18ème congrès d'AF, 9 décembre 1931, Quotidien d'AF du 10 décembre 1931

[2649] Rapport de M. de Cazenove de Pradines sur la fédération de Paris et banlieue au 19ème congrès d'AF, 1 décembre 1932, Quotidien d'AF du 2 décembre 1932

[2650] Réunion des cadres de la Fédération parisienne, 12 décembre 1934, Quotidien d'AF du 15 décembre 1934

[2651] Rapport de M. Cazenove de Pradines sur la fédération parisienne au 22ème congrès d'AF, 12 décembre 1935, Quotidien d'AF du 13 décembre 1935

dissidence d'une centaine de membres de la fédération de Paris et banlieue au cours de l'année 1935 à l'origine plus tard de la dissolution de la ligue et de la naissance de la Cagoule.

Ainsi, la situation de la ligue à Paris et en banlieue de 1930 à 1936 est assez paradoxale. Nous avons vu qu'elle parvient à mobiliser ses militants à l'occasion de diverses manifestations en 1933 et 1934 et qu'elle inquiète toujours les autorités de part son influence notable sur l'opinion à l'occasion en particulier de l'affaire Stavisky. Malgré tout, sur l'ensemble de la période, les rapports des dirigeants de la ligue se rejoignent pour dénoncer les « adhésions platoniques » de nombreux ligueurs.

Région du Nord : un regain de vitalité

La ligue d'AF connaît d'assez grandes difficultés dans la région Nord à la fin des années 1920. En revanche, comme le rappelle Jean Vavasseur-Desperriers, une reprise s'amorce en 1933 et se poursuit jusqu'en 1936.[2652] Toutefois la reprise ne se traduit pas par un développement de l'implantation de la ligue.[2653]

En 1930, on dénombre 10 groupes dans le Pas de Calais ; 5 groupes dans l'Aisne ; 5 groupes et 1 correspondant dans l'Oise ; 16 groupes et 4 correspondants dans le Nord ; 6 groupes dans la Somme ; 3 groupes et 1 correspondant dans les Ardennes.

En 1935, on compte 11 sections et 5 centres de propagande dans le Pas de Calais ; 4 sections et 11 centres de propagande dans l'Aisne ; 7 sections et 7 centres de propagande dans l'Oise ; 17 sections et 7 centres de propagande dans le Nord ; 4 sections et 2 centres de propagande dans la Somme ; 3 sections et 2 centres de propagande dans les Ardennes.

Quoi qu'il en soit, la région Nord reste un bastion de l'AF au milieu des années 1930. Aude Chamouard et Gilles Morin évoquent l'importance de cette région et fournissent les chiffres de 1860 adhérents dans le département du Nord, 450 dans le Pas de Calais et 550 dans l'Aisne.[2654]

L'activité est en progrès dans la région après 1934. Les réunions d'AF rencontrent davantage de succès au début des années 1930 et le décollage se produit réellement en 1933 : 100 participants en janvier, 200 en avril, 550 en mai et 1500 en novembre.[2655]

Divers rapports de police affirment qu'après le 6 février et jusqu'à la dissolution de 1936, l'AF témoigne d'une « certaine activité » : « Chaque fois que l'occasion s'en présentait, manifestation ou réunion, (elle) s'associait aux autres groupements de droite, notamment avec la « Solidarité française » ».[2656]

[2652] VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.307

[2653] Les chiffres sont issus des *Almanachs* de 1931 et 1936. En 1930, il n'y a pas de distinction entre section et centre de propagande alors que la différence est faite en 1935. Cela étant, il y a une similitude entre les villes répertoriées avec un « correspondant de la ligue » en 1930 et celles répertoriées avec un centre de propagande en 1935. La comparaison des chiffres nécessitent comme toujours une certaine prudence mais il nous semble que l'évolution témoigne tout de même de l'implantation de la ligue.

[2654] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.237

[2655] VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.307

[2656] Rapport de police du 28 février 1936, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

Elle cherche ainsi à profiter, avec plus ou moins de succès selon les communes de l'élan du 6 février 1934. Le 27 février 1934, le sous-préfet d'Avesnes écrit au préfet que les organisations royalistes sont peu développées dans son arrondissement et que les événements du début du mois ont été sans répercussions. Cela étant, il souligne que le groupe de Fourmies, commune voisine, a organisé une réunion le 25 février en présence de Joseph Delest et de 240 personnes « appartenant aux classes moyennes ».[2657]

Le même jour, le sous-préfet de Dunkerque rappelle que le groupe de droite le plus ancien est celui d'AF qui regroupe 60 adhérents et que l'association des Croix de feu à Dunkerque a doublé ses militants en l'espace de quelques mois passant de 150 à 300. Son rapport fait également état d'une recrudescence de l'activité des ligues dans le sillage de l'affaire Stavisky : « Les militants locaux ont applaudi à l'action combative des organisations centrales, et cet exemple a stimulé leur zèle individuel, sans toutefois susciter de manifestations collectives. » En revanche, les ligues n'ont pas réussi à s'entendre dans le cadre d'une action collective car les chefs des Croix de feu et de la Solidarité ont affirmé leurs principes républicains.[2658]

A Douai, la situation est différente et le calme règne. Depuis 1930, les groupes de camelots de Douai, Orchies et Somain ne manifestent aucune activité.[2659]

En 1934, la section de Lille est active et regroupe près de 500 membres dont plusieurs officiers de réserve. Les dames et jeunes filles royalistes comptent une soixantaine d'adhérentes et les étudiants près de 250.[2660] A noter qu'un rapport de 1930 affirmait que les étudiants d'AF n'étaient plus qu'une dizaine. Ce fort développement signale sans conteste une reprise notable. D'ailleurs l'AF est toujours un mouvement qui compte parmi les ligues de la ville sachant qu'en 1934, la Solidarité française compte 350 membres et les JP, 500.

Elle prouve d'ailleurs son influence en juillet en réunissant 600 personnes au cours d'une manifestation, interdite à Lille par les autorités préfectorales, qui est finalement organisée à Lambersart sous la présidence du général de Pardonneaux et en présence de Joseph Delest et Paul Robain.[2661]

[2657] Rapport du sous-préfet d'Avesnes au préfet du Nord, 27 février 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2658] Rapport du sous-préfet de Dunkerque au préfet du Nord, 27 février 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2659] Rapport du sous-préfet de Douai au préfet du Nord, 27 février 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2660] Rapport non daté, dossier 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2661] Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale à Lille au préfet du Nord, 5 juillet 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236

En 1935, l'agitation semble quelque peu retombée et les organisations d'AF marquent à nouveau le pas sur divers points du département. A Lille, on note par exemple une diminution du nombre d'adhérents depuis 1934 passant de 500 à 350.[2662]

Au cours de l'année 1935, l'AF de Lille connaît d'ailleurs une dissidence emmenée par l'un de ses membres les plus influents, M. Brackers d'Hugo, un avocat extrêmement actif au sein de la ligue dans les années 1920. Ce groupe prend le nom d'Union royaliste, regroupe près de 95 membres et « manifeste une grande activité pour le recrutement de ses membres. »[2663] Nous ne disposons malheureusement pas d'informations sur les raisons de cette dissidence qui a toutefois lieu au même moment que celle de Paris autour de Filliol. En revanche, un rapport de police de 1936 nous apprend que l'organisation a été dissoute dès septembre 1935 à la demande du duc de Guise.[2664]

L'AF doit également faire face, comme partout en France, à la concurrence de plus en plus forte des Croix-de-feu qui ont « tendance à prendre de l'extension » partout dans le département.[2665] A Lille, en juillet 1935, on dénombre 2500 cotisants qui augmentent « journellement » et qui manifestent une « propagande intense ».[2666] A Roubaix, au même moment, les Croix-de-feu sont près de 1000 et la section est décrite comme « très agissante ».[2667]

Sociologiquement, en 1934, les industriels sont toujours représentés dans les sections du Nord. La section de Fourmies compte une vingtaine de membres composée d'industriels ou de directeurs d'usines.[2668] A Lille, les principaux membres de la section sont industriels, propriétaires, avocat ou médecin.[2669]

En 1936, la situation sociologique de la ligue a évolué. Jean Vavasseur-Desperriers signale un certain replis de « l'encadrement notabiliaire supérieur, provenant des milieux des facultés catholiques de Lille ou de l'« aristocratie » du textile ».[2670]

A Avesnes, nous avons vu qu'en 1934 les organisations royalistes sont peu développées ; en revanche, nous disposons d'une liste de 60 adhérents à l'Action française parmi lesquels :

Négociant-commerçant-courtier : 13

[2662] Cela étant la comparaison des chiffres est toujours délicate

[2663] Divers rapports sur les groupements d'AF du Nord, 1935, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2664] Rapport de police du 28 février 1936, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

[2665] Divers rapports sur les Croix-de-feu, 1935, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2666] Rapport de police du 6 juillet 1935, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2667] Rapport de police du 3 juillet 1935, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2668] Rapport du sous-préfet d'Avesnes au préfet du Nord, 27 février 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/234

[2669] Rapport sur l'Action française, 1er octobre 1934, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

[2670] VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, « L'Action française dans le Nord », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.309

Employé : 11

Ingénieur : 7

Médecin : 4

Rentier : 4

Ouvrier : 4

Sans emploi : 4

Industriel : 3

Comptable : 2

Retraité : 1

Aviateur : 1

Notaire : 1

Etudiant : 1

Avocat : 1

Imprimeur : 1

Journaliste : 1

Colonel en retraite : 1[2671]

Cette liste tend à confirmer l'analyse proposée par Jean Vavasseur-Desperriers quant à l'évolution sociologique des militants d'AF. Evidemment, ce simple exemple ne permet pas de tirer des conclusions définitives mais il signale tout de même une évolution intéressante.

Au début des années 1930, la ligue d'AF dans le Nord connaît un nouvel essor en particulier entre 1934 et 1936. Elle témoigne alors d'une activité notable et ses groupes recrutent à nouveau dans divers milieux en particulier parmi les classes moyennes. Il convient toutefois de nuancer cette reprise notamment en raison d'une concurrence de plus en plus forte des Croix-de-feu mais également des dissidences internes qui compliquent, comme toujours, son activité.

Il faut également signaler qu'après le 6 février, la section d'AF des Ardennes semble bénéficier d'un nouvel élan dans sa propagande. Un rapport de janvier 1934 souligne que « l'activité des quelques camelots du Roy connus, est presque nulle et leur propagande qui est loin de s'étaler publiquement, ne s'est pas encore traduite par des résultats tangibles. »[2672] En revanche, après le 6 février, les rapports se multiplient détaillant plusieurs affichages et distributions de tracts.[2673]

[2671] Liste des adhérents à l'Action française domiciliés dans l'arrondissement d'Avesnes, 1936, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/237

[2672] Rapport du commissaire spécial de Charleville-Mézières au préfet des Ardennes, 19 janvier 1934, Archives départementales des Ardennes, Charleville-Mézières, 1 M 21

[2673] Divers rapports février-avril 1934, Archives départementales des Ardennes, Charleville-Mézières, 1 M 21

Région du Nord-Ouest : statu quo

Nous manquons de sources pour aborder l'évolution de la situation dans le Nord-Ouest. Nous avons toutefois évoqué un maintien de l'implantation et de l'activité après la condamnation. Il semble que cela soit toujours le cas au tournant de la décennie.

En 1930, on dénombre en Mayenne, 3 groupes et 1 correspondant ; dans le Calvados, 6 groupes et 3 correspondants ; en Seine-Inférieure, 4 groupes et 9 correspondants ; dans l'Eure, 9 groupes et 8 correspondants ; dans la Manche 4 groupes et 1 correspondant ; dans la Sarthe, 1 groupe et 2 correspondants ; dans l'Orne, 5 groupes et 1 correspondant.

En 1935, on retrouve en Mayenne, 1 section et 3 centres de propagande ; dans le Calvados, 5 sections et 10 centres de propagande ; en Seine-Inférieure, 6 sections et 24 centres de propagande ; dans l'Eure, 5 sections et 10 centres de propagande ; dans la Manche, 3 sections et 3 centres de propagande ; dans la Sarthe, 1 section et 3 centres de propagande ; dans l'Orne, 2 sections et 1 centre de propagande.

Ainsi, la situation semble partout assez stable même si l'on observe un développement assez important des centres de propagande en Seine-inférieure. Cela étant, il faut rappeler qu'il est difficile de définir ce qu'est un « centre de propagande » et il est fort possible qu'il ne s'agisse que de quelques adhérents ou même d'un simple correspondant de la ligue. De plus, une forte implantation ne signifie pas nécessaire forte activité et nous devons donc être prudents quant à nos conclusions sur cette région.

Région de l'Ouest : sanctions épiscopales et concurrence des Croix-de-feu

Les conséquences de la condamnation pontificale ne sont pas immédiatement dramatiques dans la région en raison notamment d'une certaine bienveillance de l'épiscopat.
L'implantation de la ligue reste stable dans la région au début des années 1930.
En 1930, on dénombre en Loire inférieure, 4 groupes ; dans les Côtes du Nord, 2 groupes et 2 correspondants ; dans le Finistère, 4 groupes et 2 correspondants ; en Ille et Vilaines, 4 groupes et 2 correspondants ; dans le Morbihan, 2 groupes et 1 correspondant ; en Maine et Loire, 4 groupes.
En 1935, on compte en Loire inférieure, 3 sections et 1 centre de propagande ; dans les Côtes du Nord, 2 sections et 4 centres de propagande ; dans le Finistère, 3 sections et 8 centres de propagande ; en Ille et Vilaines, 4 sections et 2 centres de propagande ; dans le Morbihan, 2 sections et 4 centres de propagande ; en Maine et Loire ; 4 sections et 4 centres de propagande.

Comme dans le Nord, l'AF parvient toujours à mobiliser. Le quotidien affirme que 15 000 personnes acclament Léon Daudet, l'amiral Schwerer et Marie de Roux le 31 mai 1931 à Nantes.[2674] Un rapport de police fait état quant à lui de 4000 personnes présentes.[2675] Dans tous les cas, il s'agit d'une foule importante ce qui témoigne de la persistance d'une audience de l'AF.
L'avènement de Mgr Mignen en 1931 à la place de Mgr Charost « influe fortement sur la situation tant le nouvel archevêque de Rennes entend mettre un terme à toute complaisance. »[2676] Les sanctions canoniques sont alors appliquées avec beaucoup de zèle au grand désarroi des ligueurs d'AF. L'implantation de la ligue connaît de grandes difficultés ; David Bensoussan parle même d'une « quasi-disparition de la ligue ».[2677]
En plus des difficultés liées à la « persécution religieuse », elle doit faire face au développement des Jeunesses patriotes et des Croix-de-feu. Un rapport de police du 27 février 1934 nous apprend ainsi que les camelots de Nantes ne sont que 60 environ alors que les JP sont évaluées à 700.[2678] Il semble toutefois que les relations entre l'AF et les JP soient alors cordiales et les militants organisent leurs ventes côte à côte.[2679] Le 6 février, camelots et JP organisent même une manifestation au cours de

---

[2674] Quotidien d'*AF* du 1er juin 1931
[2675] Rapport de police du 4 février 1934, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130
[2676] BENSOUSSAN David, « L'Action française en Bretagne », dans LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société et politique, op. Cit.* p.321
[2677] *Ibidem*
[2678] Rapport du commissaire central de Nantes, 27 février 1934, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130
[2679] Rapport du commissaire central de Nantes, 4 février 1934, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130

laquelle le chef des camelots, Guy Baty, étudiant en médecine, est arrêté.[2680]

A l'inverse, l'AF souffre de plus en plus de la concurrence des Croix-de-feu[2681] qui connaissent, comme dans le Nord, un développement rapide et massif en 1935-1936.[2682]

[2680] Rapport du commissaire central de Nantes, 27 février 1934, Archives départementales de Loire-Atlantique, Nantes, 1 M 130

[2681] Voir cartographie « L'implantation des ligues en 1936 » dans BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres, op. Cit.* p.494

[2682] BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique et rurale. Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres, op. Cit.* p.493-495

Région de l'Est : une reprise après le 6 février

La crise religieuse a eu des conséquences assez notables dans la région de l'Est. Malgré tout, l'implantation de la ligue reste stable entre 1930 et 1935 et se développe même dans l'Aube et en Alsace.

En 1930, on dénombre dans les Vosges, 6 groupes et 1 correspondant ; en Meurthe et Moselle, 5 groupes ; en Meuse, 1 groupe et 1 correspondant ; en Moselle, 5 groupes ; dans la Marne, 6 groupes et 1 correspondant ; en Haute-Marne, 1 groupe et 1 correspondant ; dans le Territoire de Belfort, 2 groupes, dans l'Aube, 4 groupes ; dans le Bas-Rhin, 3 groupes ; dans le Haut-Rhin, 4 groupes.

En 1935, on a dans les Vosges, 6 sections et 5 centres de propagande ; en Meurthe-et-Moselle, 5 sections ; en Meuse, 4 centres de propagande ; en Moselle, 7 sections et 1 centre de propagande ; dans la Marne, 6 sections et 1 centre de propagande ; en Haute-Marne, 3 sections et 1 centre de propagande ; dans le Territoire de Belfort, 1 section ; dans l'Aube, 1 section et 13 centres de propagande ; dans le Bas-Rhin, 4 sections et 10 centres de propagande ; dans le Haut-Rhin, 5 sections et 9 centres de propagande.

La région Est reste d'ailleurs une place forte de l'AF en 1935 comme le soulignent Aude Chamouard et Gilles Morin : Moselle (1685 adhérents), Meurthe et Moselle (700 adhérents), Haut Rhin (700 adhérents), Bas Rhin (300 adhérents).[2683]

Au début des années 1930, la région est cependant en difficultés et les succès propagandistes sont peu nombreux. En janvier 1930, Maxime Real del Sarte s'y rend pour la fête des rois. Il est reçu par 150 camelots et ligueurs[2684]. Rappelons qu'en janvier 1929, l'AF réunit environ 400 personnes lors d'une conférence de Bernard de Vésins et Joseph Delest[2685], chiffre déjà très inférieur à celui de janvier 1926, où 1200 personnes étaient présentes pour une conférence de l'amiral Schwerer et Paul Robain.[2686]

En décembre 1931, la réunion de rentrée des étudiants d'AF de Nancy n'accueille que 45 personnes.[2687] En janvier 1932, à l'occasion de la fête annuelle d'AF, 150 personnes assistent à une

[2683] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.237

[2684] Rapport du commissaire de police, chef de la Sûreté au commissaire central de Nancy, 20 janvier 1930, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2685] Rapport de la Sûreté générale, Nancy, 22 janvier 1929, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2686] Rapport de la Sûreté générale du 10 janvier 1926, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2687] Rapport du commissaire de police, chef de la Sûreté au commissaire central de Nancy, 4 décembre 1931, Archives

réunion privée à Nancy en présence du général Lavigne-Delville.[2688]

A la veille du 6 février 1934, la section de Metz reste très peu active. Un rapport de police du 18 janvier 1934 signale que « la section d'Action française de Metz s'est bornée jusqu'à présent, en fait d'activité, à apposer en ville de nombreuses affiches de propagande. D'autre part, une réunion de ses adhérents tenue le jeudi 11 janvier 1934, (…) groupait 25 personnes, dont plusieurs femmes. »[2689] Si l'on repense aux chiffres précédemment évoqués de 3000 ligueurs et alliés et 580 camelots du roi dans le département en 1926, on ne peut que constater une érosion très forte de l'implantation de la ligue en Moselle qui ne semble d'ailleurs pas s'améliorer après le 6 février.

En revanche, en Alsace, l'AF connaît un « nouveau départ » dès avril 1930 avec la disparition du *National d'Alsace* au profit de *La Province d'Alsace.* La mobilisation contre l'évacuation de la Rhénanie a également des répercussions particulières dans les départements alsaciens.[2690]

L'activité reprend à Nancy à partir de 1933, notamment après le passage de Charles Maurras qui réunit près de 1300 personnes à l'occasion d'une grande réunion privée.[2691] Les réunions d'AF à Nancy en 1933 réunissent environ 300 personnes soit le double de celles de 1930-1932.
Des manifestations ont lieu en janvier 1934 et de nombreuses arrestations sont opérées.[2692]
En mars 1934, un rapport du commissaire spécial de Metz souligne que le « parti révolutionnaire » de la ville cherche à créer un front anti-fasciste en réponse aux réunions de l'AF et des francistes du début du mois.[2693]
L'agitation après le 6 février accentue ainsi la reprise du mouvement y compris hors des grandes villes de la région. En juillet 1934, une réunion privée à Lunéville réunit 200 personnes (sur 450 convocations) et donne lieu à une manifestation des communistes.[2694]
En décembre 1934, une réunion privée de la fédération de Lorraine réunit 1300 personnes parmi lesquelles des JP et membres d'autres groupes de droite.[2695]

---

départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2688] Rapport du commissaire de police, chef de la Sûreté au commissaire central de Nancy, 18 janvier 1932, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2689] Rapport du commissaire spécial de Metz au préfet de Moselle, 18 janvier 1934, Archives départementales du Bas-Rhin, Strasbourg, 98 AL 673

[2690] DREYFUS François-G, « L'Action française en Alsace », Actes du 3ème colloque Maurras, *op. Cit.*p.61

[2691] Rapport de police du 9 janvier 1933, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2692] Rapport du commissaire central de Nancy au préfet de Meurthe et Moselle, 24 janvier 1934, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[2693] Rapport du commissaire spécial de Metz, 12 mars 1934, Archives départementales de Moselle, Metz, 301 M 56

[2694] Rapport du commissaire de police de Lunéville, 3 juillet 1934, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2695] Rapport de police, 11 décembre 1934, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

En mars 1935, un rapport de police nous apprend que la section de Briey est divisée en deux sous-sections : celle de Jarny avec une soixantaine de membres et celle de Joeuf qui en compte une centaine. Il est, de plus, noté que « les membres de cette section déploient une grande activité, mais plutôt en ordre dispersé, chaque adhérent cherchant à recruter, surtout des sympathisants, dans les éléments catholiques, cheminots ou employés des mines. »[2696]

A Lunéville, en 1935, la mobilisation est toujours notable et une soirée-conférence du mois d'avril regroupe encore 150 assistants.[2697]

En octobre 1935, à l'occasion de la campagne de propagande contre les sanctions dans la guerre d'Ethiopie, l'AF s'agite, notamment à Nancy, où une centaine de militants manifeste aux cris de « A bas les sanctions ».[2698] L'AF participe également à une réunion du Front national avec des membres des JP et de la SF et vote un ordre du jour commun fustigeant le recours aux sanctions contre l'Italie.[2699]

A l'inverse, à Hagondange, en août 1935, le rapport mensuel du commissaire de police au préfet de la Moselle fait référence aux francistes et aux Croix-de-feu mais pas à l'AF ce qui contribue à nuancer l'idée d'une reprise généralisée.[2700]

Le profil sociologique des ligueurs d'AF dans l'Est ne semble pas avoir évolué. A l'occasion des manifestations de janvier 1934, de nombreuses arrestations sont opérées parmi lesquelles on retrouve :

Etudiant : 12 (32%)

Ouvrier : 6 (16%)

Commerçant-commercial-représentant de commerce : 5 (13%)

Assureur : 3 (8%)

Employé : 1

Sans profession : 2

Médecin : 1

Comptable : 1

Chauffeur : 1

Garçon de café : 2

[2696] Rapport de police du 23 mars 1935, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[2697] Rapport de police du 3 avril 1935, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2698] Rapport du commissaire central au préfet de Meurthe et Moselle, 20 octobre 1935, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[2699] Rapport de police du 12 octobre 1935, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 645

[2700] Rapport du commissaire de police d'Hagondange au préfet de la Moselle, 20 août 1935, Archives départementales de Moselle, Metz, 301 M 59

Ingénieur : 1

Cuisinier : 1

Instituteur : 1

Marchand de journaux : 1[2701]

En octobre 1935, à l'occasion des manifestations contre les sanctions, on retrouve parmi les militants :

Employé : 5

Représentant : 4

Ouvrier : 3

Etudiant : 2

Agent d'affaires : 2

Ingénieur : 1

Imprimeur : 1

Sans profession : 1[2702]

Ainsi, on voit bien que les employés et commerçants sont toujours au coeur de la vie de la ligue.

Au final, on assiste, comme dans le Nord, à une certaine reprise militante au cours de l'année 1933 et plus encore après le 6 février 1934 sans pour autant observer un développement notable de l'implantation. L'AF parvient vraisemblablement à s'entendre avec les autres groupements nationaux et participe, de fait, à « l'alliance » du Front national. Elle recrute toujours dans l'Est parmi sa catégorie de prédilection : les classes moyennes.

Elle doit toutefois faire face à la concurrence des Croix-de-feu qui se développent rapidement dans la région et dont les fédérations dépassent les 1000 adhérents par département en 1935.[2703]

[2701] Rapport du commissaire central de Nancy au préfet de Meurthe et Moselle, 24 janvier 1934, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[2702] Rapport du commissaire central au préfet de Meurthe et Moselle, 20 octobre 1935, Archives départementales de Meurthe et Moselle, Nancy, 1 M 635

[2703] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.236

Région de la Loire : une implantation toujours faible

Nous avons évoqué l'allusion de Bernard de Vésins en 1929, au centre de Romorantin qui dort un peu « pour ne pas faire de la peine aux curés, qui sont si gentils. »
Dans les années 1930, tous les départements de la région connaissent une légère baisse d'implantation qui n'est pas compensée par une reprise de l'activité.

En 1930, on dénombre dans le Cher, 8 groupes ; dans le Loiret, 5 groupes et 3 correspondants ; dans le Loir et Cher, 4 groupes ; dans l'Indre, 4 groupes ; en Indre et Loire, 3 groupes et 2 correspondants ; en Eure et Loire, 2 groupes ; dans l'Yonne, 3 groupes ; dans la Nièvre, 5 groupes.
En 1935, on compte dans le Cher, 4 sections et 2 centres de propagande ; dans le Loiret, 3 sections ; dans le Loir et Cher, 3 sections ; dans l'Indre, 4 sections ; en Indre et Loire, 1 section et 3 centres de propagande ; en Eure et Loire, 3 sections ; dans l'Yonne, 3 sections et 2 centres de propagande ; dans la Nièvre, 3 sections.

Région du Sud Ouest : un bastion toujours solide

Les organisations d'AF parviennent à maintenir de solides positions dans le Sud Ouest à la fin des années 1920 malgré la condamnation pontificale. Dans les années 30, si des difficultés apparaissent, la propagande reste relativement continue en particulier à Bordeaux. L'implantation, quant à elle, se maintient partout.

En 1930, on dénombre en Gironde, 7 groupes et 2 correspondants ; en Dordogne, 6 groupes et 1 correspondant ; dans les Deux-Sèvres, 4 groupes et 3 correspondants ; en Charente Inférieure, 5 groupes et 6 correspondants ; en Charente, 4 groupes et 2 correspondants ; dans le Lot et Garonne, 3 groupes et 4 correspondants ; en Vendée, 4 groupes et 4 correspondants ; dans les Landes, 1 groupe et 5 correspondants ; dans les Hautes Pyrénées, 3 groupes ; dans les Basses Pyrénées, 5 groupes et 1 correspondant ; dans la Vienne, 2 groupes et 2 correspondants.

En 1935, on compte en Gironde, 9 sections et 1 centre de propagande ; en Dordogne, 7 sections ; dans les Deux-Sèvres, 3 sections et 4 centres de propagande ; en Charente Inférieure, 6 sections et 2 centres de propagande ; en Charente, 5 sections ; dans le Lot et Garonne, 6 sections ; en Vendée, 5 sections et 9 centres de propagande ; dans les Landes, 2 sections et 2 centres de propagande ; dans les Hautes Pyrénées, 2 sections et 2 centres de propagande ; dans les Basses Pyrénées, 5 sections et 1 centre de propagande ; dans la Vienne, 3 sections et 1 centre de propagande.

La région du Sud-Ouest demeure ainsi un bastion de la ligue d'AF en 1935.[2704]

Dans les Basses Pyrénées, nous avons souligné que l'intensification des sanctions religieuses a des conséquences sur la mobilisation de l'AF même si elle ne disparaît pas complètement. Au moment des événements du 6 février, il se vend d'ailleurs 700 exemplaires du journal par jour à Bayonne (contre 80 en temps ordinaire)[2705]. Cela étant, comme partout, ce sont les Croix-de-feu qui bénéficient le plus de la période. Patrick Brunot remarque d'ailleurs que si les adultes demeurent en grande partie fidèle à l'AF, les jeunes n'y vont plus.[2706]

En Gironde, un rapport de police de janvier 1930 évaluait les ligueurs à 6000 et les sympathisants à 10 000. En janvier 1931, il est question de 3000 ligueurs, 250 camelots et 8000 sympathisants.[2707]

[2704] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.237

[2705] BRUNOT Patrick, « La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées de 1900 à 1950 », *op. Cit.*, p.106

[2706] *Ibidem*

[2707] Rapport de police sur le parti d'Action française dans le département de la Gironde et son action pendant l'année 1930, 13 janvier 1931, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

Evidemment, il est difficile de comparer strictement ces chiffres même s'ils semblent indiquer une érosion du recrutement de la ligue. Au cours de l'année 1930, l'AF parvient tout de même à mobiliser ses adhérents à plusieurs reprises : 500 personnes en mars à une réunion de MM. De Roux, Ruellan et Cazave ; 400 personnes pour la fête des rois à Bordeaux ; 100 ligueurs et 50 dames pour le cortège de Jeanne d'Arc ; 3000 personnes aux obsèques civiles du comte de Marcellus.

En 1931, les effectifs n'ont pas changé (3000 membres, 250 camelots, 8000 sympathisants[2708]) mais l'AF tente de relancer sa dynamique avec le remplacement de Nel Ariès par Louis Laville de Lacombe à la présidence de la section de Bordeaux. La nomination de ce dernier « donne satisfaction à la majorité des Ligueurs et des Camelots de Bordeaux, qui avaient exprimé le désir d'avoir un président plus jeune et plus actif. »[2709] Des instructions sont également envoyées aux camelots et commissaires par le siège central du parti les incitant à « faire de l'obstruction à toutes les manifestations pacifistes et communistes. »[2710] Au cours de l'année 1931, la section de Bordeaux fait preuve d'une assez grande activité : conférences régulières, pressions électorales, fête de Jeanne d'Arc, réunions privées à Bordeaux et dans diverses communes voisines, mobilisation des dames et jeunes filles et des étudiants.

A la fin de l'année 1931, les dirigeants de la section décident de suspendre l'activité de propagande en raison de la crise économique.[2711] Cette décision semble faire long feu. Pendant la période électorale, l'AF envoie des orateurs porter la contradiction dans presque toutes les réunions publiques. Au cours de l'année 1932, son activité est toujours notable : plusieurs réunions rassemblent plus de 1000 personnes (Daudet en avril, Delest en juin, Delest à nouveau en février 1933). De plus, les effectifs de la ligue restent sensiblement les mêmes.[2712]

A l'occasion des événements de janvier et février 1934 la section de Bordeaux est très mobilisée et de nombreuses arrestations sont opérées parmi les ligueurs d'AF.[2713]

Malheureusement, nous ne disposons pas de sources nous permettant d'évoquer la période 1934-1936. Aude Chamouard et Gilles Morin affirment que la région du Sud Ouest reste un bastion de la ligue d'AF en 1935 et rapportent le chiffre de 2000 adhérents pour la Gironde, ce qui correspond

[2708] Rapport de police sur le parti d'Action française dans le département de la Gironde et son action pendant l'année 1931, 13 avril 1932, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2709] Rapport du commissaire central de Bordeaux au préfet de la Gironde, 28 janvier 1931, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2710] Rapport du commissaire spécial de Bordeaux au préfet de la Gironde, 15 janvier 1931, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2711] Rapport de police sur le parti d'Action française dans le département de la Gironde et son action pendant l'année 1931, 13 avril 1932, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2712] Rapport de police sur le parti d'Action française dans le département de la Gironde et son action pendant l'année 1932, 7 avril 1933, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2713] Divers rapports de police, janvier et février 1934, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

tout de même à une diminution depuis 1933.[2714]

Au début des années 1930, l'AF parvient ainsi à toujours mener une activité de propagande qui, si elle n'inquiète pas réellement les autorités, nécessite tout de même une surveillance continue. *La Nouvelle Guyenne* est d'ailleurs publiée régulièrement et permet de faire connaître les idées de l'AF même si, comme le souligne plusieurs rapports de police, le journal n'est lu « que par les membres et les sympathisants de la Ligue (et) n'a aucune influence en Gironde. Peu connue du public, sa trésorerie semble limitée et elle ne paraît pas atteindre le but pour lequel elle a été créée. »[2715]

Comme partout ailleurs, l'AF doit faire face dans la région à la concurrence des Croix-de-feu, particulièrement bien implantées dans le Sud Ouest en 1935 avec des densités autour de 500 membres par fédérations de la Gironde aux Pyrénées.[2716]

[2714] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.237

[2715] Rapport de police sur le parti d'Action française dans le département de la Gironde et son action pendant l'année 1932, 7 avril 1933, Archives départementales de Gironde, Bordeaux, 1 M 561

[2716] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.236

Région du Massif central

A la fin des années 1920, la ligue d'AF semble en progrès partout dans la région. Au début des années 1930, l'implantation se maintient ou se développe partout si ce n'est dans le département de la Haute-Vienne.

En 1930, on dénombre dans l'Allier, 5 groupes ; en Corrèze, 3 groupes et 1 correspondant ; dans la Creuse, 1 groupe et 2 correspondants ; dans le Cantal, 1 groupe ; en Haute Vienne, 5 groupes et 8 correspondants ; dans le Puy du Dôme, 3 groupes.
En 1935, on compte dans l'Allier, 5 sections et 2 centres de propagande ; en Corrèze, 1 section et 4 centres de propagande ; dans la Creuse, 4 sections et 5 centres de propagande ; dans le Cantal, 1 section ; en Haute Vienne, 4 sections et 2 centres de propagande ; dans le Puy du Dôme, 2 sections et 5 centres de propagande.

Région de Lyon : une implantation maintenue mais des difficultés locales nombreuses

La condamnation a des conséquences plus ou moins fortes dans la région de Lyon. Le diocèse de Besançon est très impacté par la crise religieuse alors que la ville de Lyon s'en sort plutôt bien. Au début des années 1930, la situation évolue toutefois lentement dans un sens défavorable à l'AF même si les conséquences sur son implantation ligueuse ne sont pas immédiates.

En 1930, on dénombre ainsi dans le Rhône, 5 groupes et 1 correspondant ; dans l'Ain, 4 groupes et 1 correspondant ; en Côte d'Or, 3 groupes ; dans le Doubs, 1 groupe ; dans le Jura, 2 groupes et 2 correspondants ; en Ardèche, 16 groupes ; dans l'Isère, 5 groupes et 4 correspondants ; en Savoie, 4 groupes ; en Haute-Savoie, 5 groupes et 3 correspondants ; dans la Drôme, 6 groupes et 1 correspondant ; en Haute-Saône, 4 groupes ; en Saône et Loire, 7 groupes et 3 correspondants ; en Haute-Loire, 2 groupes ; dans la Loire, 6 groupes.
En 1935, on compte dans le Rhône, 3 sections et 3 centres de propagande ; dans l'Ain, 4 sections ; en Côte d'Or, 3 sections ; dans le Doubs, 1 section et 1 centre de propagande ; dans le Jura, 2 sections et 2 centres de propagande ; en Ardèche, 7 sections et 3 centres de propagande ; en Isère, 5 sections et 2 centres de propagande ; en Savoie, 3 sections et 1 centre de propagande ; en Haute-Savoie, 8 sections et 4 centres de propagande ; dans la Drôme, 8 sections et 1 centre de propagande ; en Haute-Saône, 2 sections et 5 centres de propagande ; en Saône et Loire, 6 sections et 6 centres de propagande ; en Haute-Loire, 2 sections ; dans la Loire, 6 sections et 7 centres de propagande.

L'implantation de la ligue se maintient donc partout dans la région. Cela étant, des difficultés locales se développent un peu partout. En Haute-Loire, la crise se noue autour du journal *L'Avenir,* d'obédience maurrassienne, dirigé par Chardonnal. L'abbé Gidrol parvient, dès 1927, à faire admettre au Puy et à Paris que *L'Avenir* est un journal d'AF. Une polémique s'en suit jusqu'en 1932 qui entraîne l'interdiction par l'évêque de la réunion de l'Association des Anciens du Petit séminaire de la Chartreuse, dont Chardonnal est le secrétaire et qu'il soupçonne d'être une succursale d'AF. Le 22 août 1932, dans un communiqué, l'évêque fait à ses prêtres « une obligation de conscience de ne s'occuper ni de la vente ni de la propagande » de *L'Avenir* et demande aux catholiques « de ne rien faire pour favoriser la diffusion d'une feuille qui tend à établir et à maintenir l'indiscipline dans les

rangs catholiques. »[2717] Le journal disparaît finalement en 1936 et est remplacé par *La Liberté* dont le comité ne comprend aucun membre de l'AF.

Au final, comme le note Auguste Rivet, « le bilan de l'Action française en Haute-Loire se terminerait donc par un constat d'échec. Le programme et les méthodes de l'Action française ne sont pas très séduisants pour une population plus chauvine que nationaliste, profondément modérée et d'un utilitarisme un peu court qui lui fait prendre tous les intellectuels pour des utopistes. Le lien entre l'Action française et la Haute-Loire pouvait être le catholicisme : c'est la carte que joue Malzieu de 1906 à 1926. (…) Malzieu s'est imposé (aux catholiques) comme un porte-parole plus que comme un maître, et, après la condamnation, ils lui ont conservé leur estime, mais pas au point de le suivre dans la voie royale et solitaire où il s'était engagé. »[2718]

A Lyon, la situation évolue également lentement mais fermement dans un sens défavorable à l'AF. Henri Hours a justement rappelé que le cardinal Maurin est souvent passé, à tort, pour un partisan de l'AF. Jusqu'à sa mort, en 1936, il « s'efforça de coiffer d'une organisation commune, ou tout au moins de faire travailler ensemble, les mouvements catholiques anciens, nés de l'esprit de Pie X, et les nouveaux, nés de l'esprit de Pie XI. (…) Ces efforts avaient pour conséquence de pousser l'Action française un peu plus loin dans les marges : les bonnes relations qui s'établissaient entre les mouvements catholiques ne pouvaient que favoriser, par la force des choses, les tendances qui se trouvaient dans le droit fil du courant général de l'Église et dont la position dans l'organisation diocésaine était forte. Un monde prenait fin. »[2719]

La région lyonnaise est également, au milieu des années 1930, une place forte de la ligue du colonel de la Rocque ce qui contribue encore à compliquer le recrutement de l'AF.[2720]

[2717] *Semaine religieuse*, 26 août 1932, citée par RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire », *op. Cit.* p.173-174

[2718] RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire », *op. Cit.* p.176-177

[2719] HOURS Henri, « La condamnation de l'Action française vue de Lyon », *op. Cit.* p.13

[2720] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.236-237

Région de Toulouse

La situation de la ligue dans la région de Toulouse à la fin des années 1920 est satisfaisante selon les dires du secrétaire régionale Alban Castelbert. Au début des années 1930, l'implantation de la ligue se maintient partout dans la région.

En 1930, on dénombre en Haute Garonne, 2 groupes et 5 correspondants ; dans l'Aveyron, 3 groupes et 6 correspondants ; dans l'Ariège, 3 groupes et 5 correspondants ; dans le Gers, 2 groupes et 7 correspondants ; dans l'Aude, 10 groupes et 25 correspondants ; dans le Tarn et Garonne, 4 groupes et 1 correspondant ; dans les Pyrénées orientales, 23 groupes et 4 correspondants ; dans le Lot, 2 groupes et 3 correspondants ; dans le Tarn, 7 groupes et 6 correspondants.
En 1935, on compte en Haute-Garonne, 5 sections et 4 centres de propagande ; dans l'Aveyron, 3 sections et 4 centres de propagande ; dans l'Ariège, 2 sections et 5 centres de propagande ; dans le Gers, 3 sections et 9 centres de propagande ; dans l'Aude, 11 sections et 25 centres de propagande ; dans le Tarn et Garonne, 6 sections et 7 centres de propagande ; dans les Pyrénées orientales, 26 sections et 4 centres de propagande ; dans le Lot, 2 sections et 4 centres de propagande ; dans le Tarn, 8 sections et 4 centres de propagande.

L'implantation de la ligue reste donc stable voire se développe légèrement dans les premières années de la décennie. Nous manquons malheureusement de sources pour mettre en regard l'implantation et l'activité.

Région du Midi : une présence forte malgré des tensions religieuses

L'implantation de la ligue dans la région du Midi ne semble pas connaître de difficultés dans la première moitié de la décennie 1930 même si les tensions entre le clergé et l'AF sont nombreuses et quelques fois virulentes.

En 1930, on dénombre dans l'Hérault, 40 groupes et 1 correspondant ; dans les Alpes maritimes, 4 groupes et 2 correspondants ; dans les Hautes Alpes, aucun groupe ; dans les Basses Alpes, 2 groupes et 8 correspondants ; dans les Bouches du Rhône, 14 groupes et 10 correspondants ; dans le Gard, 16 groupes et 30 correspondants ; en Corse, 1 groupe ; dans le Vaucluse, 9 groupes et 1 correspondant ; dans le Var, 5 groupes et 8 correspondants ; en Lozère, 4 groupes.

En 1935, on compte dans l'Hérault, 36 sections et 38 centres de propagande ; dans les Alpes maritimes, 7 sections ; dans les Hautes Alpes, 1 centre de propagande, dans les Basses Alpes, 1 section et 12 centres de propagande ; dans les Bouches du Rhône, 15 sections et 13 centres de propagande ; dans le Gard, 30 sections et 34 centres de propagande ; en Corse, 2 sections et 1 centre de propagande ; dans le Vaucluse, 8 sections et 8 centres de propagande ; dans le Var, 5 sections et 15 centres de propagande ; en Lozère, 3 sections.

La région du Midi est toujours une place forte de la ligue d'AF en 1935 avec notamment 2200 adhérents dans l'Hérault et 13 000 dans le Gard.[2721]

Nous avons évoqué l'intransigeance de plus en plus grande de Mgr Girbeau, dans le Gard, au tournant de la décennie. Cette réalité pousse Louis Sentupéry à demander aux présidents des sections de lui faire savoir lorsqu'un ligueur est mourant afin de s'assurer, en allant chercher des curés dans les diocèses voisins d'Aix et d'Avignon, que ces derniers reçoivent les derniers sacrements. Plusieurs militants d'AF refusent, sur leur lit de mort, de renoncer à leur appartenance à la ligue : Paul-Emile Amand (mort en 1929), Mme Emile Gounin, Mlle de Chastelier, Louis Milliarède, Auguste Héral, comte de Digoine, Antonin Valentin. La succession d'obsèques civiles prouvent à la fois la profondeur des convictions maurrassiennes mais aussi l'intransigeance de Mgr Girbeau.[2722]

Au début des années 1930, la section de Nice est l'enjeu d'une dissidence. Un rapport de police nous

[2721] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.237

[2722] GOURINARD Pierre, « La condamnation de l'Action française dans le Gard », *op. Cit.* p.235-236

apprend qu'en mars 1931, les dirigeants de la section sont en froid avec le comité directeur de Paris et que le président, Joseph Darnand, a d'ailleurs démissionné.[2723] Ce dernier est convoqué à Paris dans le cadre de cette affaire pour s'expliquer devant les dirigeants du mouvement inquiets de sa grogne. Il rétorque ne pas avoir d'argent. L'AF lui envoie un mandat de mille francs et il comparaît devant Maurras et Daudet. Maurras lui ayant demandé « que dit-on de nous en province », Darnand rétorque « que vous êtes de vieux cons », et Daudet s'esclaffe « et dire qu'on lui a envoyé de l'argent pour venir nous dire cela ! ».

A la même époque, le docteur Jean Faraut, antisémite fanatique, crée à Nice « Les Chevaliers du Glaive », auxquels Darnand adhère.

Cette situation explique évidemment « le peu d'activité de la section de Nice », en mars 1931.[2724]

En Provence, à partir de 1929, la situation évolue vers davantage de fermeté des autorités épiscopales[2725]. Malgré tout, au début des années 1930, l'AF parvient toujours à mobiliser ses troupes dans la région. En avril 1932, près de 400 personnes assistent à une conférence de M. de Roux à Aix en Provence.[2726]

En septembre 1932, à l'occasion du banquet annuel offert par la section d'AF de Martigues à Charles Maurras en présence de Léon Daudet, 175 représentants de diverses sections de France sont présents.[2727]

En janvier 1934, le quotidien d'AF affirme que : « Edouard Herriot quitte Aix-en-Provence sous les huées » : « Dimanche, une équipe de camelots de Marseille était allée à Aix vendre des journaux sous la direction de Servent. Vers 15 heures, ayant écoulé au milieu d'une population sympathique tous leurs exemplaires, ils s'apprêtent à regagner Marseille quand, sur le cours Mirabeau, une magnifique voiture s'arrêta. A l'intérieur, se prélassait le gros Herriot. Nos amis le reconnurent vite et, au cri ironique de « Vive Herriot » provoquèrent un rassemblement. L'ancien président du conseil, délicieusement chatouillé par cette manifestation, baissa la vitre, montra un visage épanoui et salua. A cet instant, une bordée de sifflets et de cris « A Moscou ! » le frappa en pleine figure. Son chauffeur faisant le plein d'essence, il lui fallut, pendant plusieurs minutes, subir les huées de la foule. »[2728] En réalité, d'après le commissaire de police d'Aix, « la vérité est toute différente de

---

[2723] Rapport de police du 5 mars 1931, Archives nationales, Paris, F7 13 202

[2724] *Idem*

[2725] Voir également BARILLER D., *L'Action Française en Provence (1927-1939) : du zénith au crépuscule*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Marc MICHEL, IEP Aix-en-Provence, 1988

[2726] Lettre du commissaire de police d'Aix en Provence au sous-préfet, 9 avril 1932, Archives départementales des Bouches du Rhône, site d'Aix en Provence, 1 Z 24

[2727] Lettre du commissaire de police de Martigues au sous-préfet d'Aix au sujet du banquet annuel de la section d'AF, 17 septembre 1932, Archives départementales des Bouches du Rhône, site d'Aix en Provence, 1 Z 24

[2728] Quotidien d'*AF* du 9 janvier 1934

l'exposé du journal. Voici les faits qui se sont produits : après avoir déjeuné à l'hôtel du Roy René, M. Herriot est allé en automobile accompagner Mme Herriot à l'autocar partant du cours Mirabeau pour Marseille. Reconnu à son arrivée, il a été l'objet d'une manifestation sympathique de la part de divers promeneurs qui l'ont reconnu et ont crié « Vive Herriot ». Un petit groupe de 6 ou 7 camelots du roi venus de Marseille pour vendre l'Action française et qui attendaient le car pour leur retour ont lancé quelques cris hostiles dominés par les acclamations des Partisans de l'ancien président du conseil. Cette manifestation a été rapide et est passée pour ainsi dire inaperçue. »[2729]

Quelque soit la réalité de cet épisode, il témoigne tout de même de la mobilisation des camelots du roi dans la région.

Au cours de l'été 1934, l'AF prouve encore une fois sa capacité mobilisatrice en réunissant près de 10 000 partisans à Roquemartine (15 à 20 000 selon l'AF).[2730]

En septembre 1934, 180 personnes assistent au banquet en l'honneur de Maurras organisé par la section de Martigues.[2731] En janvier 1935, plusieurs centaines de fidèles acclament la duchesse de Guise dans la propriété du comte et de la comtesse d'Estienne d'Orves.[2732]

Au final, il est clair qu'au début des années 1930, l'AF bénéficie toujours d'une implantation et d'une activité notable dans la région du Midi même si elle doit faire face à la concurrence des Croix-de-feu de mieux en mieux implantées avec les grosses fédérations de l'Hérault, du Gard et des Alpes maritimes (respectivement 1200, 1100 et 1000 adhérents).[2733]

[2729] Rapport du commissaire de police d'Aix en Provence au sous-préfet, janvier 1934, Archives départementales des Bouches du Rhône, site d'Aix en Provence, 1 Z 24

[2730] « L'Action française en 1933-1934 », *Almanach* de l'AF de 1935, BNF Gallica

[2731] Lettre du commissaire de police de Martigues au sous-préfet d'Aix en Provence, 15 septembre 1934, Archives départementales des Bouches du Rhône, site d'Aix en Provence, 1 Z 24

[2732] GAUDIN Gérard, « L'Action française en Provence », dans LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques, *op. Cit.* p.266

[2733] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les ligues d'extrême droite en France au miroir des autorités préfectorales : implantation et représentations (été 1935) », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie, *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* p.236

Algérie

La condamnation pontificale n'a pas eu une influence majeure sur les sections d'AF d'Algérie. Au contraire, elles connaissent un développement notable au début des années 1930 notamment grâce à l'influence du commandant Paul Sicard, très introduit dans les milieux agricoles et dans les associations d'anciens combattants.

En 1929, on dénombre 9 sections en Algérie : Alger, Oran, Mostaganem, Sidi-Bel-Abès, Tlemcen, Constantine, Bône, Philippeville.[2734] En 1930, la ligue dispose en outre d'un correspondant à Sétif[2735]. En 1932, un nouveau groupe apparaît à Saida.[2736]

En 1933, on assiste à un développement notable de l'implantation d'AF. La ligue est organisée par départements : Alger, Oran et Constantine et on dénombre 7 nouveaux correspondants dans le département d'Oran.[2737] Le développement de la ligue persiste en 1935 et 1936.

On remarque à la même période la naissance de groupes de camelots et d'un groupe d'étudiants d'AF à Alger.

Comme le rappelle Pierre Gourinard, « l'Action française s'est donc insérée dans la vie quotidienne algérienne et a dû apporter quelque chose de nouveau, dans la mesure où elle n'était pas tributaire des rivalités de clans. Elle véhiculait une doctrine qui s'est développée par l'imprimé. »[2738]

Ainsi, au début des années 1930, les ligueurs d'AF d'Algérie sont mobilisés. Comme le note Jean-Paul Angelelli, le centenaire de la souveraineté de l'Algérie en 1930 entraîne un regain d'intérêt pour les questions algériennes notamment dans la presse mais aussi dans l'opinion publique ce qui permet une certaine mobilisation de l'AF.[2739]

C'est toutefois au moment du 6 février 1934 que les sections d'Algérie connaissent leur plus intense activité. Les commémorations du 6 février en 1935 et 1936 donnent également lieu à des manifestations houleuses.[2740]

Au cours de cette période, les dirigeants nationaux visitent les sections algériennes. De 1935 à 1939,

---

[2734] « La ligue d'Action française, 11ème zone », *Almanach* de l'Action française 1929, BNF Gallica

[2735] « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'Action française 1930, BNF Gallica

[2736] « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'Action française 1932, BNF Gallica

[2737] « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'Action française 1933, BNF Gallica

[2738] GOURINARD Pierre, « L'Action française en Algérie (1918-1942) », dans les Actes du 4ème colloque Maurras, *op. Cit.* p.69

[2739] ANGELELLI Jean-Paul, « L'opinion française et l'Algérie de 1930, à travers la presse et le livre », Thèse de doctorat d'histoire, Nanterre, 1973

[2740] GOURINARD Pierre, « L'Action française en Algérie (1918-1942) », dans les Actes du 4ème colloque Maurras, *op. Cit.* p.71

Lucien Lacour, Paul Robain, Maxime Real del Sarte, Michel Latoud réunissent à chaque fois près de 2000 auditeurs.[2741]

La dissolution n'a d'ailleurs pas d'impact sur l'implantation de la ligue et cette dernière change simplement de dénomination.

[2741] *Ibid* p.73

L'AF à l'étranger

En 1930, l'AF dispose de correspondants en Angleterre, Belgique, Espagne, Egypte, Suisse et Argentine.[2742]

En 1932, l'AF se structure notamment en Belgique avec la naissance d'un groupement des Amis de l'Action française sous la présidence du comte de La Rocque de Séverac, frère du colonel, et de Charles Anciaux. A Liège, l'AF dispose également d'un groupe sous la présidence du docteur Drossart.[2743]

En 1934, de nouveaux correspondants de l'AF sont répertoriés au Canada et au Brésil.[2744]

De plus, comme le rappelle Olivier Dard, « ces contacts formalisés ne sont pas les seuls à devoir être pris en compte. Au milieu des années trente, l'influence de l'AF se mesure aussi à travers les polémiques suscitées par l'étiquetage maurrassien. »[2745] L'exemple des accusations portées par la hiérarchie catholique espagnole contre la revue monarchique l'*Accion Espanola*, fondée par des intellectuels marqués par l'AF, est en ce sens parlante.

La dissolution de la ligue n'empêche pas le maintien des relations de l'AF avec l'étranger. Maurras suscite d'ailleurs un fort engouement dans la seconde moitié des années 30 à la faveur de son emprisonnement puis de son entrée à l'Académie française. Comme le souligne Francis Balace au sujet de l'influence de l'AF en Belgique, « Maurras, jadis abandonné pour éviter des censures ecclésiastiques, est rentré en grâce. D'une part, le bruit s'accrédite qu'il a enfin été touché par la foi et fera sa paix avec Rome. De l'autre, certains le voient désormais moins, depuis la rupture avec le Duc de Guise et le Comte de Paris, comme un théoricien *royaliste* que comme la seule personnalité capable de s'imposer à la tête d'un regroupement – style Front de la Liberté ou Front national – de tous les ennemis du Front Populaire et de ses successeurs. La Rocque étant décevant, Bucard discrédité et Doriot trop ambigu, c'est Maurras qui va être célébré avec ardeur par la LN, et plus encore par les théoriciens de la *Revue de l'ordre corporatif (…). »*[2746]

A la fin de la décennie, « la levée de l'Index sur le journal le 15 juillet 1939 achève de conforter la

---

[2742] « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'Action française de 1931

[2743] « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'Action française de 1933

[2744] « La ligue d'Action française », *Almanach* de l'Action française de 1935

[2745] DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », dans *Un acte sans précédent. La levée de la condamnation de l'Action française, op. Cit.* pp.117

[2746] BALACE Francis, « Ligues françaises, ligues belges : à la recherche d'éphémères alliances (1920-1940) », dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques, op. Cit.* p.195

remontée de Maurras. »[2747]

[2747] DARD Olivier, « L'impact international de l'Action française de l'avant 1914 aux lendemains du second conflit mondial », dans *Un acte sans précédent. La levée de la condamnation de l'Action française, op. Cit.* pp.119

Au final, malgré le coup d'éclat du 6 février 1934, force est de constater que la période 1930-1936 est compliquée pour l'AF.

La lecture des CR des congrès année après année atteste d'une modification sensible à la fois de l'état d'esprit et de la réalité de la vie de la ligue qui transparaît notamment à travers une évolution des propos tenus au cours du 17ème congrès. Si l'AF revendique évidemment toujours des progrès et des succès, force est de constater que les dirigeants des diverses organisations affiliées cherchent à camoufler les difficultés derrière des discours assez formatés et sans informations précises. L'exemple du congrès de 1930 est en ce sens frappant.

La situation de la ligue ne semble guère s'améliorer en 1931. Une nouvelle coupe budgétaire doit être faite, cette fois, du côté de l'Institut d'AF. De même, la mobilisation provinciale connaît certaines difficultés qui ne s'arrangent pas en 1932 et 1933. A la fin de l'année 1933, l'amiral Schwerer exhorte ses ligueurs à la propagande sous peine d'être exclus de la ligue, ce qui prouve bien la réalité de la situation de la ligue d'AF.

En revanche, en 1934, la ligue a sans conteste profité de l'ébullition post-6 février. Cela étant, dès 1935, les problèmes et tout particulièrement les problèmes financiers redeviennent extrêmement urgents.

En province, l'implantation de la ligue se maintient entre 1930 et 1936 même si elle doit faire face à un essoufflement de sa propagande de manière plus ou moins marquée selon les régions. Nous avons déjà évoqué les différents facteurs explicatifs à cette situation : maintien d'une forte « persécution » religieuse ; crise économique ; concurrence d'autres ligues ; décalage entre la violence théorique et la violence réelle de l'AF. Tous ces éléments se combinent de diverses manières selon les régions.

III. La dissolution de la ligue et ses conséquences

1) La dissolution

En 1931, le livre de Curzio Malaparte, *La technique du coup d'État* est traduit en France. Il devient alors un refuge pour tous les déçus de « l'inaction française » qui pensent que seule une action insurrectionnelle de type subversive et secrète peut triompher dans un Etat « libre et organisé »[2748]. Parmi ces déçus, on retrouve évidemment ceux de la grande dissidence de 1930 mais également un certain nombre de jeunes gens, restés fidèles à l'AF, et plus particulièrement la 17ème équipe de camelots du roi de Paris. En 1935, ils envoient un long mémoire à Pujo, Calzant et Real del Sarte, intitulé, *Mémoire sur l'immobilisme*, les accusant de laisser le mouvement dépérir. Les 97 signataires du mémoire rédigé par Deloncle et Corre sont aussitôt exclus de la ligue. Comme en 1930, les éléments les plus activistes sont renvoyés. Encore une fois, l'AF est incapable de réfléchir au décalage, peut être encore aggravé après le 6 février 1934, entre la violence théorique et la violence réelle au sein de la ligue. Les « petites empoignades locales »[2749] ne suffisent pas à calmer les ambitions réellement « révolutionnaires » de certains militants. C'est d'ailleurs ce qui conduit ces hommes à attaquer violemment Léon Blum en février 1936 et à fournir une occasion rêvée au gouvernement de dissoudre la ligue.

Depuis le 6 février 1934, « la défense antifasciste fait jouer une peur collective plus ancienne, celle du coup d'État bonapartiste qui, parce que enracinée dans une culture politique, prend le statut de repoussoir républicain fondamental. »[2750] C'est notamment ce qui explique cette volonté permanente de désarmer et de dissoudre les ligues nationalistes.
Dès janvier 1935, plusieurs projets de loi sont à l'étude et, à la veille du congrès radical de 1935, un décret-loi de Laval impose que « les associations et groupements qui organisent des manifestations armées dans la rue, qui revêtent le caractère de groupes de combat ou de milice privée, qui tentent de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à la forme républicaine du gouvernement soient dissous par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur et après avis du Conseil d'État. »[2751]

[2748] MALAPARTE Curzio, *La technique du coup d'État*, Grasset, Paris, 1931
[2749] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.407
[2750] MONIER Frédéric, *Le complot dans la République*, *op. Cit.* p.259
[2751] *Ibid* p.262

Le 6 décembre 1935, le député nationaliste Ybarnégaray met au défi les parlementaires de gauche de voter le « désarmement » de toutes les milices paramilitaires. Il s'agit évidemment de s'attaquer aux communistes mais la maladresse est énorme. L'AF, dans son numéro du 7 décembre, stigmatise « la comédie de l'union » et affirme : « Nous ne marchons pas ». Maurras profite évidemment de cet épisode pour dénoncer violemment l'ensemble de l'édifice parlementaire : « nos députés de droite et de gauche sont réunis, sont agglutinés par le bon plaisir d'un pouvoir anonyme et collectif, donc sans contrôle ni limite. »[2752]

Après des débats houleux à la Chambre, la proposition est définitivement entérinée par la loi du 10 janvier 1936 et est très vite mise à l'oeuvre.

A l'occasion des obsèques de Jacques Bainville le 13 février 1936, l'AF organise une grande manifestation à Paris. La foule est évidemment au rendez-vous et, en fin de cortège, on retrouve le groupe des exclus de 1935. La voiture de Léon Blum, accompagné du député socialiste Georges Monnet et de son épouse, est violemment prise à parti par les dissidents de l'AF. Comme le remarque Eugen Weber, l'incident aurait pu tourner au tragique sans l'intervention de quelques ouvriers.[2753]

Lorsque la nouvelle parvient au Palais Bourbon, la colère des politiciens est extrêmement forte et leur réaction ne se fait pas attendre. Le jour même, le Conseil des ministres décrète la dissolution de l'Action française, des Camelots et des Etudiants d'AF. Cette décision est évidemment bien accueillie dans les milieux socialistes et communistes même si ces derniers considèrent que la mesure est insuffisante et qu'il aurait fallu étendre la dissolution aux autres organisations de droite.[2754] Le comité du rassemblement populaire organise d'ailleurs une grande manifestation à Paris en réplique à l'agression de Blum.[2755]

Le 14 février, l'AF revient sur l'affaire et évoque « un crime de lèse-majesté » : « Léon Blum en voiture, ayant voulu traverser le boulevard à l'heure du passage du cortège est houspillé par la foule et très légèrement blessé. Sarraut en profite pour dissoudre les organisations d'AF – 8 inculpations fantaisistes pour « suspicion » de coups et blessures – Charles Maurras est inculpé de provocation au meurtre. »[2756]

Le 15 février, l'AF publie une lettre de l'amiral Schwerer qui s'offusque contre la décision : « La Ligue n'est ni une organisation paramilitaire ni une organisation de combat dans le sens que les

[2752] MAURRAS Charles, « Doutes et questions », Quotidien d'*AF* du 7 décembre 1935
[2753] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.401
[2754] Note des RG, 15 février 1936, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1862
[2755] Note des RG, 17 février 1936, Archives de la préfecture de police, Paris, BA 1862
[2756] Quotidien d'*AF* du 14 février 1936

Guernut et Cie donnent à cette expression. Sa dissolution n'est pas seulement une iniquité, elle est aussi une stupidité. Les tyrans qui ont toujours à la bouche le mot de liberté, alors qu'ils s'efforcent de supprimer les rares libertés qui nous restent encore, peuvent évidemment, en s'appuyant sur la magistrature, la police et les forces armées dont ils disposent, persécuter tous les bons citoyens ; mais il y a des choses qu'ils ne peuvent faire. » Il appelle également les militants d'AF à continuer la propagande : « Il y a également beaucoup d'honnêtes gens qui, trompés par une presse en partie vendue, ignorent tout de la véritable situation du pays. Ce sont eux que vous devez vous efforcer d'éclairer par la parole, les écrits et surtout par votre action personnelle. On peut dissoudre la Ligue : on ne dissoudra pas vos âmes. Vous savez que seul le renversement du régime et le retour du Roi peuvent assurer le salut de la France. Chacun de vous travaillera donc de toutes ses forces à éclairer nos compatriotes et à leur montrer la voie du salut. (…) On vous dit que la Ligue est dissoute ; le journal vit et grandit ; il servira de lien entre vous. »[2757]
On le voit, immédiatement après la dissolution, l'AF se recentre, comme à chaque moment de crise, sur son quotidien.

Elle tente toutefois un recours devant le Conseil d'État. Dans une lettre au président du Conseil, l'amiral Schwerer explique que « les décrets de dissolution s'appuient sur une loi qui ne peut s'appliquer à la Ligue d'Action française. Celle-ci, qui comprend parmi ses membres beaucoup de femmes et de jeunes filles, n'est pas en effet une organisation paramilitaire ni une organisation de combat. Les ligueurs qui ont été tués ou blessés le 6 février 1934 n'avaient pas la moindre arme sur eux, et si certains des nôtres ont été assassinés par des adversaires politiques, nous n'avons jamais, nous, attaqué personne à main armée. Je ne puis me résoudre à croire qu'il n'y a plus en France de justice indépendante ; c'est pourquoi je veux espérer que ces décrets seront annulés. »[2758]

Le recours est rejeté le 4 avril. Le 5, le quotidien affirme toutefois que « L'Action française est indissoluble » et note : « Le Conseil d'État a confirmé les trois décrets Sarraut. Et l'on s'en f… ! » : « Dissous par décret et maintenus par arrêt dans la dissolution, on ne s'imagine pas à quel point cette situation n'arrive pas à nous émouvoir. Nous avons beau nous tâter, nous ne nous sentons pas morts du tout. Pas même blessés. »[2759]
Maxime Real del Sarte affirme quant à lui qu'on « ne peut pas dissoudre des affections qui ont pour lien l'unique amour de la France. Sous le signe de Jeanne d'Arc qui nous a réunis, nous, la jeunesse de France, nous demeurerons au service des grandes idées maurrassiennes et je resterai votre chef,

[2757] Lettre de l'amiral Schwerer, 14 février 1936, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 15 février 1936
[2758] Lettre de l'amiral Schwerer au président du Conseil, 6 mars 1936, reproduite dans le quotidien d'*AF* du 7 mars 1936
[2759] Quotidien d'*AF* du 5 avril 1936

quoi qu'il arrive. Votre chef dans la rue s'il faut. Parce qu'il n'est pas nécessaire d'une organisation frappée par la loi pour descendre dans la rue quand le devoir et l'honneur l'ordonnent. »[2760]

2) Les attaques contre l'AF en 1936

Parallèlement à la dissolution, la pression des autorités sur l'AF ne faiblit pas et Maurras se voit condamné, le 21 mars, à 4 mois de prison pour provocation au meurtre.
Au même moment, elle doit aussi faire face à une violente campagne de dénonciation menée par un de ses anciens membres, Emile Brun[2761], et largement relayée par l'*Humanité.*

A la fin du mois de février 1936, Brun prend contact avec les autorités afin de monnayer des informations relatives à une organisation d'AF nommée les « services spéciaux ». Il affirme alors que ces services ont été créés en 1930 par les camelots du roi et sont divisés sur l'ensemble du territoire français en généralités.[2762] « Ils comprennent à la base des agents qui s'ignorent les uns les autres et qui sont recrutés dans tous les milieux. Ils ont pour mission de fournir tous renseignements d'ordre politique, économique ou militaire intéressant l'activité du pays. Ils doivent s'introduire comme fonctionnaires dans l'administration afin de pouvoir renseigner l'AF. (…) Les « S.S » d'AF ont pour but de préparer l'occupation des Pouvoirs publics par ce parti politique en organisant un coup d'état grâce à des achats d'armes et au dévouement des gens fidèles à la cause et placés près des personnalités politiques. » Brun affirme également que tous les documents sur les services spéciaux sont conservés au domicile de ses chefs et notamment Gaston Baetz. Il évoque également diverses livraisons d'armes au début des années 1930 et plusieurs dépôts partout en France.[2763]

Evidemment ces informations intéressent au plus haut point les autorités qui ordonnent des enquêtes partout en France pour vérifier les informations.
Brun affirme qu'il a quitté l'AF après un désaccord sur des questions de gestion financière. Il est décrit par un rapport de police comme se trouvant « dans une situation financière très précaire ». Il affirme toutefois qu'il ne veut pas considérer cette affaire comme une question d'argent, mais souhaite tout de même obtenir environ 20 000 francs de compensation aux dommages matériels qui

[2760] Une lettre de Maxime Real del Sarte aux camelots du roi, Quotidien d'AF du 5 avril 1936
[2761] Président de la fédération des camelots du roi du Lyonnais au milieu des années 1920 ; habitant à l'époque à Cours.
[2762] Cette modification de l'organisation des camelots au niveau national au début des années 1930 est avérée, nous l'avons évoqué.
[2763] Note du 29 février 1936, Archives nationales, Paris, F7 14 782

lui seraient causés par ses révélations.[2764]

Les résultats de l'enquête menée par les autorités afin de vérifier les informations de Brun sont plutôt minces. En effet, même si, les divers rapports « ont permis d'obtenir la confirmation que les personnes désignées par l'informateur, militaient ou avaient milité dans les rangs du groupement de l'Action française, mais en raison de la nature même de ces recherches, il n'a pas été possible aux Services de polices intéressés, de recueillir des renseignements précis sur les faits de ventes, d'achats, de transports et de détention d'armes. »[2765]

L'affaire ne s'arrête toutefois pas là et Emile Brun, mécontent de n'être pas entendu par la police, transmet des documents à l'*Humanité* qui ne manque évidemment pas l'occasion de les publier en multipliant les titres chocs : « L'Action française « dissoute » reste une armée de guerre civile »[2766] ; « Pour fusiller la « Gueuse » ! Canons de 37, mitrailleuses, fusils, pistolets achetés par les services secrets d'Action française sont depuis des années aux mains des camelots du roi »[2767] ; « Fleur de Lys – Croix gammée – Tête de mort ! M. Pujo avoue. Nous prouvons ! »[2768] ; « 4 mitrailleuses, 500 revolvers, 25 000 cartouches ont été livrés à l'AF par l'armurier Bertrand »[2769].
L'Humanité interpelle ainsi quotidiennement le gouvernement en les exhortant à agir contre ces « services spéciaux ».
L'AF rétorque évidemment par le biais de son journal et dénonce « les complots électoraux » « où l'*Humanité* se fait escroquer à son tour »[2770], « où les Soviets perdent leur argent »[2771], « où « l'Huma » se contente de peu »[2772], « où « l'Huma » lit à l'envers »[2773], « où « l'Huma » perd son papier »[2774], « où « l'Huma » nous mène en bateau »[2775], « où « l'Huma » nous instruit mais ne dit pas tout »[2776], « où « l'Huma » nous décore ».[2777]

[2764] Rapport du commissaire spécial au contrôleur général des services de police administrative, 29 février 1936, Archives nationales, Paris, F7 14 782
[2765] Rapport du commissaire chef de la 2ème section au contrôleur général des services de police criminelle, 28 mars 1936, Archives nationales, Paris, F7 14 782
[2766] *L'Humanité*, 27 mars 1936
[2767] *L'Humanité*, 28 mars 1936
[2768] *L'Humanité*, 29 mars 1936
[2769] *L'Humanité*, 31 mars 1936
[2770] Quotidien d'*AF* du 28 mars 1936
[2771] Quotidien d'*AF* du 29 mars 1936
[2772] Quotidien d'*AF* du 30 mars 1936
[2773] Quotidien d'*AF* du 31 mars 1936
[2774] Quotidien d'*AF* du 1er avril 1936
[2775] Quotidien d'*AF* du 2 avril 1936
[2776] Quotidien d'*AF* du 3 avril 1936
[2777] Quotidien d'*AF* du 4 avril 1936

De nouvelles enquêtes de police ont lieu dans les mois qui suivent mais ne mènent à rien.
Au final, il semble difficile de se prononcer sur la réalité de l'existence de ces « services spéciaux ». Nous ne retrouvons pas de traces dans les archives autres qu'au moment de cette affaire et notre connaissance de la réalité de la situation de la ligue en 1930 nous invite à être prudent. Cela étant, il n'est pas impossible que dans l'optique de redynamiser la propagande, ce service ait réellement existé, dans la suite des « cercles de jours » de 1927 mais sans avoir une importance structurelle particulièrement notable.
En ce qui concerne l'armement, nous avons vu qu'il ne fait aucun doute que les camelots et commissaires sont, pour beaucoup, armés. En revanche, il est difficile de croire à une vaste campagne d'approvisionnement en armes au début des années 1930 lorsque l'on connaît la situation financière de l'AF à cette époque.
Quoi qu'il en soit, cette affaire nous renseigne surtout sur un contexte extrêmement tendu pour l'AF à cette époque.

3) Implantation et activités après la dissolution[2778]

Dès le 14 février 1936, des mesures fermes sont prises par les autorités dans le cadre de la dissolution de la ligue. Une note confidentielle du président du Conseil aux préfets donne la marche à suivre : « Je vous rappelle que votre mission devra s'exercer selon les cas, soit par des mesures préventives de police administrative, soit par le soin de déférer à l'Autorité judiciaire les délits qui pourraient parvenir à votre connaissance. (…) Vous ferez assurer une surveillance efficace des locaux où se réunissaient habituellement les Groupements qui viennent d'être dissous, et de ceux où ils pourraient éventuellement se réunir, de façon à empêcher les rassemblements qui s'y formeraient et permettre aux autorités compétentes de constater les délits qui s'y commettraient. Vous ferez procéder à l'enlèvement des emblèmes et des insignes désignant les lieux de réunion des Groupements dissous. Vous ne manquerez pas d'empêcher par tous les moyens, les manifestations individuelles ou collectives préparées par les anciens membres de ces Groupements ainsi que les réunions et démonstrations de toute nature. »
Les contrevenants risquent, d'après la loi du 10 janvier 1936, un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et une amende de 16 à 5000 francs.
La note précise enfin que « le gouvernement n'entend pas que son geste puisse être considéré

[2778] Notons immédiatement que les quelques éléments fournis ci-après ne sont que des pistes d'études et n'ont pas prétention à l'exhaustivité

comme platonique, il veut, de la manière la plus formelle, qu'il soit mis fin à une agitation préjudiciable au Pays, il compte sur votre vigilance et votre action pour que ses instructions reçoivent, sans délai, la plus stricte application. »[2779]

D'une manière générale, comme le soulignent Aude Chamouard et Gilles Morin, la police surveille les locaux de l'AF à Paris et en province mais « n'a guère l'occasion de sévir. » A l'exception de Grenoble, où 200 camelots tentent de manifester le 14 février, force est de constater que partout, les membres de l'AF s'exécutent.[2780]

Dans l'urgence, les ligueurs tentent d'utiliser les organisations non-dissoutes (dames et jeunes filles royalistes et Association Marius Plateau en particulier) pour maintenir une activité.
C'est notamment le cas dans le Nord, où l'AF se réunit sous le couvert de l'Association Marius Plateau. Un rapport de police nous apprend ainsi qu'il « ne fait aucun doute que les membres de l'ancienne ligue d'Action française ont réussi à tourner les prescriptions du décret de dissolution en faisant leurs réunions sous les auspices d'autres formations de droite : Association Marius Plateau, Dames royalistes. C'est d'ailleurs dans les rangs de ces deux groupements qu'ils ont pris part au cortège organisé le 10 mai courant, à l'occasion de la Fête de Jeanne d'Arc. »[2781]
Evidemment, cet exemple n'est pas transposable partout en province dans la mesure où l'Association Marius Plateau ne dispose pas des mêmes relais que la ligue. Cela étant, après la dissolution, on observe un peu partout la créaction de cercles locaux qui tentent de continuer l'Action française sans créer de structure nationale : « ces cercles, centres ou comités, voire sociétés d'archéologie dans la Loire et ailleurs, officiellement consacrés à l'étude et à la propagande de l'AF, ou à l'action culturelle, ne souscrivent généralement pas de déclarations en préfecture. Parfois, les animateurs n'occupaient pas de fonctions dirigeantes à l'AF avant la dissolution, mais dans de nombreux autres cas leurs structures copient celles des anciennes organisations locales de l'AF. Ils sont autonomes vis à vis de la direction de l'AF, mais de grandes rencontres associent des responsables du journal parisien. »[2782]
Cette tentative de réorganisation a vraisemblablement un succès non négligeable si l'on en croit des

---

[2779] Note du président du Conseil aux préfets, 14 février 1936, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236
[2780] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les effets de la dissolution des ligues en 1936 : le cas de l'Action française », dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République, op. Cit.* p.254
[2781] Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale de Lille au préfet du Nord, 14 mai 1936, Archives départementales du Nord, Lille, M 154/236
[2782] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les effets de la dissolution des ligues en 1936 : le cas de l'Action française », dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République, op. Cit.* p.254-255

rapports de police qui évoquent le chiffre de 60 000 partisans de l'AF en 1939. Chiffre comparable à celui des membres de la ligue avant la dissolution. L'AF parvient d'ailleurs à maintenir plusieurs bastions : Bouches du Rhône, Rhône, Ille et Vilaine, Loire-Inférieure, Région parisienne, Nord-Pas de Calais.[2783]

L'activité de l'AF se développe également dans le cadre de la campagne électorale puis de l'élection du Front populaire. Au moment des élections, l'AF donne des règles simples : quand un candidat « national » était opposé au Front populaire, il y avait lieu de voter pour lui ; quand deux candidats nationaux se présentaient l'un contre l'autre, on devait se faire délivrer par l'un et l'autre une déclaration formelle et publique « dans le sens de la politique nationale et économique qui est la nôtre » ; quand deux candidats de Front populaire se trouveraient face à face, on s'abstiendrait ».[2784]

L'élection du Front populaire, puis la dissolution des ligues nationalistes (Croix de feu, Jeunesses patriotes, Francistes) en juin 1936, contribuent à renforcer un rapprochement initié après le 6 février 1934 au sein du Front national.

Au final, comme le soulignent Aude Chamouard et Gilles Morin, après la dissolution, « deux processus apparemment contradictoires sont en cours. D'une part, la présence des anciens mentors de l'AF et de leurs troupes de choc dans le Front national banalise le discours royaliste à droite et offre une tribune à ses animateurs dans un contexte de politisation très forte et dans des milieux élargis. » Mais, d'autre part, on observe également « une dispersion militante et une dilution de l'Action française dans les droites extrêmes. »[2785]

Ces processus se renforcent encore avec la dissolution des autres ligues d'extrême droite en juin 1936 (Croix-de-feu, Solidarité française, Jeunesse patriote, Francisme). Ces mesures, comme le souligne Frédéric Monier, ont joué à la fois le rôle de « catalyseur et d'un tamis » : « Catalyseur, dans la mesure où la dissolution pousse à la reconstitution de ces associations politiques sur d'autres bases »[2786] à l'instar bien sûr du Parti social français de de La Rocque. Mais aussi un tamis « séparant ceux qui acceptent cette mesure et l'orientation politique plus légaliste qui en découle, de ceux qui, la refusant, entament un processus de fuite en avant dans l'activisme et la clandestinité ».[2787] Cet activisme s'incarne dès l'automne 1936 dans la Cagoule dont le noyau central

---

[2783] *Ibid* p.258-259
[2784] Quotidien d'*AF* du 5 avril 1936
[2785] CHAMOUARD Aude, MORIN Gilles, « Les effets de la dissolution des ligues en 1936 : le cas de l'Action française », dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République, op. Cit.* p.265
[2786] MONIER Frédéric, *Le complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule, op. Cit.*, p.265
[2787] *Ibid* p.266

est le Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR).[2788]

[2788] Sur le sujet voir BOURDREL Philippe, *La Cagoule*, Albin Michel, Paris, 1992 et FREIGNAUX Frédéric, « La Cagoule : enquête sur un complot d'extrême droite », *L'Histoire*, n°159, octobre 1992, p.6-17

Conclusion : L'Action française et le 6 février 1934

Au tournant des années 1930 le contexte économique et diplomatique est bouleversé par la crise économique et, quelques années plus tard, par l'accession au pouvoir d'Hitler. L'AF profite de ce contexte pour développer son habituelle propagande antirépublicaine. Le retour au pouvoir d'Herriot en 1932 accroît encore sa violence théorique.

Malgré tout, l'organisation et l'implantation de la ligue connaissent des difficultés au début de la décennie. Les problèmes financiers obligent la ligue à ralentir sa propagande afin d'assurer la survie du quotidien.

L'implantation de la ligue se maintient mais le ralentissement significatif des tournées de conférences engendre une diminution importante du maillage propagandiste de l'AF.

De plus, l'AF doit faire face à la grande dissidence de 1930 qui provoque une véritable onde de choc au sein de la ligue. D'ailleurs, les dirigeants du mouvement dénoncent ouvertement et régulièrement les ligueurs « en sommeil » en allant même jusqu'à les menacer d'exclusion.

L'AF ne semble donc pas être dans une situation facile lorsque se déclenchent les événements du 6 février 1934. Elle l'est d'autant moins qu'une nouvelle flambée ligueuse menace sa position au sein de la nébuleuse nationaliste. Malgré tout, elle devient le chef de file des manifestations parisiennes tout au long du mois de janvier 1934 et joue un rôle important le 6 février. Elle demeure toutefois incapable de mobiliser ses sections provinciales mais également de s'allier avec les autres ligues nationalistes ce qui explique l'échec final du 6 février 1934.

Cette incapacité à mobiliser les départements dans un mouvement cohérent et structuré renvoie évidemment au déséquilibre important d'implantation et d'activités entre Paris et la province.

Au cours des années 1934-1935, l'implantation de l'AF profite d'un contexte d'ébullition nationaliste mais elle doit aussi faire face à l'émergence extrêmement rapide des Croix-de-feu de de la Rocque.

Ainsi, encore une fois, l'AF occupe une place particulière sur l'échiquier politique de l'époque. Elle

semble en difficulté mais parvient tout de même à mobiliser ses troupes parisiennes le 6 février 1934. Elle est toujours implantée partout en province mais doit s'adapter à la concurrence des Croix-de-feu. Elle participe officieusement au Front national en lui insufflant une partie de sa culture politique mais ne peut y adhérer officiellement en raison de l'intransigeance républicaine du colonel de la Rocque. Elle est donc à la fois un moteur lors des événements et un frein à l'alliance des mouvements nationalistes.

En 1936, la ligue ne se relève pas de sa dissolution. Elle ne peut envisager la transformation en parti politique à l'image du Parti social français de de la Rocque. Elle est donc contrainte à des tentatives dispersées de maintien d'activités qui se soldent finalement par une disparition assez rapide.

Conclusions

I. Organisations, implantation et sociologie

1) Aspects organisationnels

Fondée au tournant du XXème siècle, l'Action française est issue d'une dissidence de la Ligue de la Patrie française qu'elle juge alors trop conservatrice. Elle puise dans un héritage ligueur allant de l'ancienne Ligue des Patriotes à la Ligue antisémitique et se positionne en concurrente directe des vieux comités royalistes.
Une des caractéristiques les plus spécifiques et les plus novatrices de l'AF réside dans l'importance accordée à l'instruction de ses ligueurs. Ainsi, les premières organisations fondées ont pour vocation de développer l'aspect intellectuel de la lutte militante (Institut d'AF, Etudiants d'AF).
L'année 1908 est un premier tournant dans l'histoire de l'AF. La fondation du quotidien le 21 mars puis, à l'automne, la naissance des camelots du roi contribuent à modifier considérablement la physionomie de l'AF et à accroître son influence.
A la même époque, la nébuleuse d'AF prend progressivement forme avec la naissance des groupes de dames et jeunes filles royalistes, des voyageurs de commerce et de divers groupes professionnels.

Dès la fondation de l'AF, ses rapports avec les comités royalistes s'avèrent tendus et la crise royaliste de 1910-1911 marque le paroxysme des tensions entre les deux organisations. La victoire de l'AF en 1911 lui permet d'asseoir son organisation et son implantation à Paris et en province. A la veille de la guerre, l'AF est ainsi bien installée et en progrès partout en France.

La guerre brise les cadres de la ligue même si cette dernière parvient à maintenir une bonne diffusion de son journal ainsi que des liens entre ses militants par l'intermédiaire de divers services

fondés à l'occasion (service de recherche des disparus, service de correspondance des blessés, organisation de la propagande dans l'armée).
Après guerre, elle reconstitue son organisation sous l'impulsion notamment de Marius Plateau. En province, la naissance des secrétariats régionaux participe à ce renouveau. De même, la commission de propagande, fondée en 1920 sous la houlette de Paul Robain, tente de gérer les finances de l'AF. Cela étant, les difficultés financières jalonnent toute l'histoire du mouvement ; difficultés à peine compensées par les demandes quasi permanentes de souscriptions.
Malgré tout, dans les années 1920, l'AF développe son arsenal militant par l'intermédiaire notamment de nouvelles publications (*Revue Universelle, Action française du dimanche)* mais aussi par le biais de l'action économique au sein de la Confédération de l'Intelligence et de la Production française (CIPF) puis de l'Union des Corporations françaises (UCF). Ces tentatives d'influer sur le monde économique sont toutefois des échecs notamment après la rupture de Georges Valois en 1925.

Les organisations d'AF sont partout en progrès lorsque survient, en décembre 1926, la condamnation pontificale. Cette dernière n'a toutefois pas de conséquence immédiate sur l'organisation de la ligue qui parvient d'ailleurs à continuer sa croissance au cours de l'année 1927. L'AF tente d'ailleurs de maintenir la mobilisation grâce à la fondation des cercles de jour chargés de faciliter une éventuelle mobilisation. Cela étant, la condamnation a de sérieuses conséquences sur le long terme en tarissant notamment les rentrées d'argent.

Au tournant des années 1930, à la faveur de la crise économique, les difficultés financières paraissent insolubles et obligent l'AF à puiser, en 1929, dans le budget de propagande de la ligue, puis, en 1931, dans le budget de l'Institut, afin d'assurer la survie du quotidien.
Les rouages de l'organisation de l'AF continuent toutefois de bien fonctionner à Paris et en province ce qui explique l'influence de l'AF au moment du 6 février 1934. Le mouvement maurrassien bénéficie d'ailleurs d'un certain regain d'attractivité après le 6 février mais la dissolution de 1936 détruit définitivement sa structure militante.

2) L'implantation territoriale de la ligue

Nous avons évoqué les facteurs qui ont favorisé l'implantation de la ligue en province : le

rôle des personnalités régionales, le soutien d'un clergé potentiellement favorable à l'AF, un terreau royaliste et/ou nationaliste à revivifier et l'attitude de la presse régionale vis à vis de l'AF.
D'une manière générale, toutes les régions françaises ont connu une implantation de la ligue :

Paris et sa banlieue constituent invariablement un bastion de l'AF. Les groupes sont nombreux et bien implantés tout au long de l'histoire du mouvement. D'ailleurs, au fil des années, on assiste à un renforcement du déséquilibre entre Paris et sa banlieue et la province autant d'ailleurs en terme d'implantation que d'activités militantes.
Le cœur de l'activité de la ligue est ainsi sans conteste à Paris et les dirigeants, s'ils évoquent une certaine décentralisation des prérogatives vers la province, n'en insistent pas moins sur la nécessaire remontée des informations au siège central parisien. C'est toutefois au sein de la Fédération de Paris et de la banlieue qu'a lieu la « grande dissidence » de 1930 révélatrice des difficultés croissantes de l'AF.

Dans le Nord, l'AF a pu compter sur le soutien de personnalités locales dans les mondes de l'industrie et des facultés catholiques. Elle a réussi à s'implanter avec un certain succès parmi les ouvriers de diverses localités. La condamnation a des conséquences assez notables dans la région mais, au début des années 1930, l'AF connaît un regain de vitalité accéléré par l'effervescence post-6 février. Au final, quel que soit les soubresauts de l'histoire de la ligue dans la région Nord, elle reste invariablement un bastion de l'AF.

Dans le Nord-Ouest et l'Ouest, la situation est plus contrastée. En effet, le terreau politique aurait pu être tout à fait favorable à l'AF mais cette dernière n'a jamais bénéficié d'une implantation extrêmement forte dans la région. Cela étant, des groupes existent partout et les sections de Nantes, Rouen ou Rennes sont importantes tout au long de l'histoire de la ligue. L'AF a su en partie pénétrer le monde des notabilités catholiques de l'Ouest ce qui explique les conséquences notables de la condamnation pontificale tout particulièrement après l'arrivée de Mgr Mignen à Rennes en 1931 qui entend mettre un terme à toute complaisance vis à vis du mouvement maurrassien.

Dans l'Est, la ligue est assez peu implantée avant guerre. Les choses changent sans conteste durant l'entre-deux-guerres à la faveur notamment d'un réel travail d'implantation dans les départements retrouvés. La condamnation pontificale engendre un fort ralentissement de l'activité d'AF dans la région. De 1933 à 1936, elle bénéficie toutefois d'un regain de vitalité et la région Est est d'ailleurs un bastion important de l'AF au moment de la dissolution.

La région du Sud-Ouest a constitué invariablement un véritable bastion de l'AF. Au Nord de la région, c'est Marie de Roux qui a joué un rôle essentiel dans le développement de la section de Poitiers. A Bordeaux et dans ses environs, c'est le comte Eugène de Lur-Saluces qui a contribué à son développement en même temps qu'au rapprochement entre l'AF et les comités royalistes. Pendant la guerre, la section de Bordeaux parvient à maintenir une activité continue et se réorganise assez vite dans les années 1920. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la condamnation pontificale, alors même que l'épicentre de la crise est l'archevêché de Bordeaux, n'entraîne pas un effondrement de la structure de l'AF dans la région. Les effectifs diminuent, certes, mais l'activité se maintient continuellement et connaît même un regain après le 6 février.

La région de Lyon constitue également une place forte de la ligue bien qu'il faille différencier l'implantation de l'AF dans la ville de Lyon de celle dans les campagnes de Haute-Saône ou de Haute-Loire. La condamnation pontificale est d'ailleurs diversement perçue selon les départements. A Lyon, l'AF ne semble pas immédiatement en souffrir alors que les démissions sont nombreuses dans le diocèse de Besançon. Quoi qu'il en soit, sur le long terme, la situation devient de plus en plus contrastée pour la ligue d'AF même si elle reste bien implantée dans la région au moment de la dissolution.

La région du Midi est le principal bastion de l'AF en province. Pour son implantation, elle s'est appuyée sur le traditionnel Midi blanc, ainsi que sur un soutien réel de l'épiscopat (Mgr Cabrières de Montpellier) mais a également su recruter des dirigeants motivés et de qualité. Ces derniers ont organisé réunions, conférences et manifestations diverses. La condamnation ne détruit pas les cadres de la ligue et il est clair qu'au début des années 1930 l'AF dispose toujours d'un fort potentiel militant dans tous les départements.

A l'inverse, la région de Toulouse connaît une implantation assez moyenne ; l'importance de la Fédération catalane ne doit pas masquer une situation finalement assez contrastée. De même, les régions de la Loire et du Massif central n'ont jamais connu de forte implantation de la ligue d'AF.

Au final, plusieurs facteurs ont contribué à l'implantation et au maintien de l'AF en province, le plus important étant la présence de dirigeants motivés et de conférenciers avertis. Ces équipes ont contribué à favoriser puis à maintenir l'émulation des sections. Après guerre, la réorganisation provinciale de la ligue s'opère autour de la figure, désormais centrale, du secrétaire régional. La

condamnation pontificale touche un mouvement en plein essor et on observe des nuances dans les conséquences de cette dernière en fonction notamment de l'attitude de l'épiscopat et du clergé.
Enfin, la naissance des concurrences (JP puis surtout Croix-de-feu) a contribué à affaiblir l'AF en particulier à partir du milieu des années 1930.

3) La sociologie des ligueurs d'AF

Il est impossible, faute de sources, de dresser un tableau exhaustif de la sociologie des ligueurs d'AF. De plus, les différences locales sont assez importantes. Cela étant, des tendances apparaissent à travers le croisement des diverses listes ou rapports de police dépouillés aux AN et aux AD et des informations publiées dans le journal. Au moment de son implantation, l'AF a su s'appuyer sur une noblesse catholique provinciale qui a largement financé ses activités. Cela étant, son originalité réside dans l'ouverture à toutes les couches sociales et surtout dans la revendication de cette ouverture. Nous avons vu que les cadres de la ligue sont régulièrement issus des professions libérales (journaliste, avocat, médecin). De même, les ligueurs sont issus des classes moyennes (employés, commerçants…) ou populaires (ouvrier notamment).
Un chiffrage précis est difficile, notamment pour la période d'avant 1914. Au cours de l'entre-deux-guerres, on peut considérer le chiffre de 50 000 ligueurs (dont au moins 8000 dans la région parisienne) comme vraisemblable.

Avant-guerre, l'AF a axé sa propagande sur le monde ouvrier. Les cadres de l'industrie ont été des soutiens dans plusieurs régions, notamment dans le Nord, mais les ouvriers ont également rejoint les rangs de la ligue en particulier ceux des groupes de camelots du roi. La tentative de rencontre entre l'AF et le syndicalisme révolutionnaire dans les années 1910 représente le paroxysme de cette volonté de recrutement sociologique.

Durant les années 1920, l'ancrage sociologique ne paraît pas réellement modifié et les classes moyennes sont toujours bien représentées dans les sections d'AF. En revanche, si la propagande vis à vis du monde ouvrier n'est pas officiellement abandonnée, force est de constater que l'AF convoite à l'époque davantage le monde paysan. La vie agricole est alors glorifiée dans les colonnes de l'*Action française du dimanche* puis de *l'Action française agricole*.

La condamnation pontificale de 1926 a évidemment des conséquences sociologiques en ce qui concerne toute une frange de la notabilité catholique provinciale qui se déchire alors entre fidélité à l'AF ou au Pape.
De plus, la naissance des concurrences (Jeunesses patriotes dans les années 1920 puis surtout Croix-de-feu dans les années 1930) représente un danger important dans le recrutement provincial.
Cela explique sans doute la volonté de l'AF de se reconcentrer, dès le début des années 1930, sur son discours originel, à savoir un discours élitiste qui semble s'adresser aux franges les plus aisées de la population : ingénieurs, médecins, architectes, métiers de la bourse et de la finance, avocats. Il s'agit de faire passer la Monarchie « par le haut » selon les termes de Maurice Pujo.

Sociologiquement, un autre point est notable dans l'histoire de la ligue d'AF : la question générationnelle. Elle a été évoquée au moment de la grande dissidence de 1930 mais il est important de souligner qu'elle est structurante de la vie de la ligue au tournant des années 1930 notamment en ce qui concerne le rapport à la violence militante. D'une manière générale, l'impact théorique de Maurras est énorme, même sur les jeunes générations, mais il n'est pas perçu comme un chef d'action. Pas plus d'ailleurs que Maurice Pujo ou Léon Daudet qui appartiennent également à la première génération d'AF. En fait, l'AF s'est montrée incapable de renouveler sa caste dirigeante et donc de permettre une éventuelle « promotion » au sein de l'organisation des militants les plus méritants.

II. Les matrices de l'engagement militant et leurs évolutions

1) Les matrices antirépublicaine, antiparlementaire et antidreyfusarde

L'AF est née dans le contexte de l'affaire Dreyfus. Ainsi, la matrice antidreyfusarde est intrinsèquement liée à l'engagement originel des militants de la ligue.
Avant-guerre, elle est sans doute le vecteur d'adhésion et de mobilisation le plus important. En effet, les campagnes de propagande autour des Appels au Pays, de la lettre de Cuignet, de la tentative d'assassinat de Dreyfus par Gregori, du talisman 445, des attaques contre les statues dreyfusardes rythment les années d'avant-guerre. De même la publication quotidienne, dans l'encadré de la ligue,

du « talisman 445 » prouve à quel point cette thématique est primordiale dans l'engagement militant.
Cela étant, dès le début de la Grande Guerre, l'Union sacrée impose l'arrêt immédiat de ces campagnes de dénonciation qui ne seront jamais reprises après guerre.
Ainsi, la matrice antidreyfusarde est indissociable des vecteurs d'engagement initiaux au sein de la ligue mais tend progressivement à disparaître à la faveur d'une modification du contexte politique et diplomatique.

En revanche, il est évident que l'antirépublicanisme et l'antiparlementatisme restent consubstantiels de la vie du mouvement maurrassien. L'instabilité ministérielle est continuellement critiquée ; de même, tous les scandales éclaboussant le personnel républicain sont utilisés à des fins de propagande et de mobilisation (l'affaire du *Bonnet Rouge*, Hanau, Hennessy, Oustric et, bien sûr, Stavisky).
De la même manière, l'AF prend violemment à partie les différents dirigeants républicains et, tout particulièrement, Aristide Briand. La politique diplomatique de ce dernier au cours des années 1920 donne lieu à de nombreuses manifestations de l'AF. Cela étant, il n'est pas le seul à être violemment critiqué : Steeg ou Herriot bénéficient également de portraits au vitriol dans les colonnes du quotidien.

Malgré un antiparlementarisme sans cesse revendiqué, l'AF tente tout de même l'aventure électorale en 1919 puis en 1924-1925. L'élection de Daudet à la Chambre des députés en 1919 masque à peine des résultats mauvais partout en province. La débâcle est totale en 1924 lors des élections législatives et encore plus après l'échec de Daudet à l'élection sénatoriale du Maine et Loire en 1925. Cela étant, ces tentatives de l'AF interrogent sur une éventuelle évolution conservatrice du mouvement maurrassien au moins dans la première moitié des années 1920.

2) Les matrices « révolutionnaire » et anticommuniste

Avant-guerre, la volonté d'influencer le monde ouvrier conduit l'AF à une tentative d'entente avec le syndicalisme révolutionnaire. Des liens sont ainsi avérés entre Maurras et Sorel et l'AF tente de s'entendre avec la CGT. Cela étant, ces tentatives ne sont pas fructueuses et la Révolution bolchevique bouleverse totalement l'échiquier politique. La matrice « révolutionnaire » est

désormais renversée et l'AF dénonce continuellement la Révolution bolchevique et les risques qu'elle fait peser sur la stabilité de la France.

La naissance du Parti communiste en 1920 offre à l'AF un nouvel adversaire et les bagarres violentes jalonnent les années d'entre-deux-guerres.
Dans un premier temps, la matrice anticommuniste joue en faveur de l'AF. En effet, la crainte de la subversion communiste est extrêmement forte dans l'opinion publique notamment au milieu des années 1920. Cela étant, les communistes acquièrent peu à peu une certaine respectabilité qui les conduira évidemment à rejoindre le Front populaire au milieu des années 1930.

3) La matrice antigermaniste

Que ce soit dans les années qui précèdent la Première guerre mondiale ou dans les années d'entre-deux-guerres, la matrice antigermaniste est importante, comme vecteur d'adhésion ou du mobilisation.
Avant-guerre, elle est essentiellement un vecteur de propagande intellectuelle (*Kiel et Tanger, L'Avant-guerre)* mais ne conduit pas à de réelles manifestations si l'on excepte le cas de l'affaire Ruyssen à Bordeaux.
Durant l'entre-deux-guerres, toutes les occasions de dénoncer la politique diplomatique de Briand vis à vis de l'Allemagne sont utilisées. Au tournant des années 1930, les débats sur les dettes et les réparations entraînent une forte mobilisation des sections d'AF.
De même, la ligue se mobilise contre les manifestations pacifistes et trouve alors le soutien des autres organisations nationalistes.

4) La matrice antisémite

L'antisémitisme est un des piliers du militantisme d'AF même s'il convient de remarquer plusieurs périodes spécifiques. Avant guerre, l'intense propagande liée à l'affaire Dreyfus contribue à le placer parmi les vecteurs d'adhésion et de mobilisation prépondérants au sein de la ligue. L'affaire Bernstein de 1911 fournit une échappatoire violente à la théorie antisémite de l'AF. C'est

également dans les années d'avant-guerre que Maurras théorise son concept d'antisémitisme d'État différent, rappelons-le, de l'antisémitisme racial en vogue dans les années 1930.

La participation des Juifs aux combats de la Grande Guerre oblige l'AF à réfléchir au concept de Juif bien né et l'incite à atténuer en partie sa littérature antisémite. Au cours des années 1920, l'antisémitisme ne disparaît certes pas mais il est largement relégué au second plan que ce soit comme vecteur d'adhésion ou de mobilisation.

Dans les années 1930, à la faveur de la crise économique, l'argument antisémite redevient plus fréquent dans les colonnes du journal. De même, des actes de violences entre Juifs et camelots font à nouveau les gros titres des journaux.

5) La matrice catholique

Pour l'AF, la matrice catholique est aussi essentielle qu'ambiguë. Initialement, Maurras a voulu lier son nationalisme intégral à une forme de catholicisme intégral. Les membres de l'AF, pour beaucoup catholiques, ont trouvé dans la ligue un moyen de vivre conjointement leur foi et leur conviction politique.

L'AF a également su pénétrer le monde du clergé et a obtenu des soutiens notables parmi les évêques de France. Avant-guerre, la condamnation pontificale du Sillon contribue à accentuer l'image d'une collusion entre l'Église et l'AF.

Cela étant, dès le départ, l'agnosticisme de Maurras pose problème et ses détracteurs (membres pour beaucoup de l'Association catholique de la Jeunesse française) cherchent à le faire condamner. Après avoir une première fois échoués en 1914, ils obtiennent gain de cause en 1926.

Dès lors, les situations personnelles vécues par nombre de militants sont terribles. Certains choisissent de rester fidèle à l'AF au risque de se voir refuser les sacrements religieux (ce qui permet d'ailleurs une utilisation propagandiste des enterrements civils) ; d'autres choisissent la fidélité au pape et quittent la ligue. Quoi qu'il en soit, la condamnation de 1926 est lourde de conséquences sur le long terme.

L'AF dénonce tout au long des années 1930, les « persécutions religieuses » et répète inlassablement que Maurras, bien que non-croyant, a toujours défendu les intérêts de l'Église et, qu'à la différence des non-croyants républicains, l'AF ne s'est jamais attaquée à l'Église et a toujours

pris sa défense. Ces arguments sont fondés mais il ne faut évidemment pas oublier que Maurras avait également de l'Église une vision « utilitaire » et qu'il avait conscience du rôle potentiel de courroie de distribution de la propagande royaliste qu'elle pouvait jouer.

6) La question de la violence militante

De la même manière que la matrice catholique, la question de l'utilisation de la violence militante à des fins de propagande est aussi essentielle qu'ambiguë dans l'histoire de la ligue d'AF.
L'AF est née d'une dissidence de la Ligue de la Patrie française qu'elle juge trop conservatrice. Avant la Première guerre mondiale, elle cherche ainsi à se positionner dans une forme d'activisme militant dont le camelot du roi devient le symbole connu de tous. A cette époque, ses faits d'armes sont nombreux : Affaire Thalamas, manifestations contre le Foyer, attaques contre les statues républicaines, gifle de Lacour à Briand, affaire Bernstein. Ces coups d'éclat font la publicité de l'AF et de ses idées.

Pendant la guerre et dans les premières années de l'après-guerre, les actions violentes sont atténuées voire abandonnées au profit de l'Union sacrée puis de l'entrée en politique de l'AF. D'ailleurs, en 1923, de nombreux militants voient d'un mauvais œil l'absence de représailles après les morts de Marius Plateau et de Philippe Daudet.

La situation évolue à nouveau après l'élection du Cartel en 1924 et surtout après la panthéonisation de Jaurès en novembre. La crainte de la subversion communiste engendre un bouillonnement militant en 1924-1925. A l'inverse, les années 1926-1929, avec la stabilisation Poincaré, ne favorisent pas la violence de l'AF même si cette dernière cherche à maintenir la pression sur ses militants avec la création, en 1927, des cercles de jour, qui doivent faciliter la mobilisation en cas de coup de force.
En réalité, il ne s'agit que de poudre aux yeux. Les cercles ne sont jamais mobilisés après 1927.

Au tournant des années 1930, la crise économique contribue à redonner des occasions de passage à l'acte. En 1933, on assiste à une nouvelle flambée ligueuse qui préfigure l'émeute du 6 février 1934.
Le 6 février est évidemment un fait d'arme dans la martyrologie de l'AF. Cela étant, si l'événement a été largement utilisé à des fins propagandistes, autant à droite qu'à gauche, il convient de souligner

que l'AF n'a jamais envisagé de réellement tenter un coup de force. Pas plus en 1934 qu'à aucun moment de son histoire. C'est d'ailleurs un des principaux arguments des dissidents de l'AF (Dimier en 1920, Valois en 1925, la « grande dissidence » de 1930 et la dissidence du 17ème arrondissement de 1935).

Au final, si l'on en revient à la définition de la ligue proposée par Serge Berstein (caractère limité des objectifs, antiparlementarisme, choix de formes d'action directe), on s'aperçoit que l'AF ne répond pas à ces caractéristiques. D'ailleurs, l'historien le note lui-même, « l'Action française n'est ligue que pour manifester son caractère radicalement antirépublicain et le goût de ses membres pour l'action directe. Mais par l'élaboration d'un projet global de société, par sa volonté de réflexion intellectuelle, elle est avant tout une école de pensée et l'embryon d'un parti nationaliste. »[2789]

III. L'AF au sein de la nébuleuse ligueuse et nationaliste de la IIIème République

L'AF, ligue ou parti, est sans conteste un mouvement important sous la IIIème République. Le maurrassisme irrigue alors de nombreux débats intellectuels tandis que les camelots du roi semblent progressivement incarner l'image du ligueur nationaliste. C'est en ce sens qu'il faut tenter de comprendre ses liens avec les autres organisations nationalistes.

1) Les comités royalistes et la Maison de France

Les relations avec les comités royalistes mais aussi avec la Maison de France ont eu des conséquences importantes sur la ligue d'AF.

Dès la fondation de la ligue, et encore plus après celle des camelots du roi, les relations sont tendues entre les deux mouvances royalistes. Les comités royalistes voient d'un mauvais œil l'agitation militante des ligueurs d'AF. Ils acceptent mal de voir leur hégémonie sur le monde royaliste

[2789] BERSTEIN Serge, « La ligue », dans SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites en France, Cultures, tome 2, op. Cit.* p.84

ébranlée par l'arrivée de ces jeunes « activistes ».
Dès lors, la Maison de France adopte un positionnement extrêmement fluctuant à l'égard de l'AF.
La crise royaliste de 1910-1911 marque la victoire de la jeune génération qui obtient alors, pour un temps, le soutien du duc d'Orléans. Soutien encore accentué lors du premier conflit mondial alors que le duc charge Maurras de jouer le rôle d'intercesseur entre lui et le gouvernement.
Après guerre, les tensions entre royalistes semblent apaisées mais, dès 1926, elles ressurgissent à la faveur de la dissidence de Georges Valois. Le duc d'Orléans critique la virulence des attaques de Maurras et l'accuse de créer la discorde au sein du monde nationaliste.
Le duc d'Orléans meurt en 1926 et est remplacé par le duc de Guise. Des manœuvres sont alors tentées pour convaincre le nouveau prétendant de la nécessité de refonder un puissant bureau politique. Cette tentative n'aboutit pas et le duc de Guise maintient, pour un temps, sa confiance aux dirigeants d'AF même s'il désapprouve à plusieurs reprises les violences entre l'AF et le Faisceau.
La condamnation pontificale change en partie la donne et le duc de Guise tente alors de relancer ses propres organisations.
Au début des années 1930, le comte de Paris, fils du duc de Guise, cherche à profiter des dissidences internes à l'AF pour s'aménager un espace politique.
A la veille du 6 février 1934, lorsque la France est secouée par les soubresauts de l'affaire Stavisky, les dirigeants de l'AF sont convoqués au manoir d'Anjou. Le comte de Paris a conscience que seule l'AF est capable de mobiliser les troupes en vue d'un éventuel coup de force mais il est également persuadé, à raison, que cette dernière n'est pas réellement prête à agir.
Au cours de l'année 1934, et particulièrement après le 6 février, le comte de Paris est de plus en plus actif politiquement et il est même investi, en juin 1934, de la direction de la propagande de la Maison de France. Les relations entre lui et l'AF sont de plus en plus mauvaises sur fond, notamment, de concurrence éditoriale. Dès 1936, la rupture est patente et sera effective en novembre 1937.

Ainsi, l'histoire des relations entre l'AF, la Maison de France et les comités royalistes est extrêmement fluctuante. Le duc d'Orléans, puis le duc de Guise ou même le comte de Paris ont conscience de la force militante de l'AF mais ne veulent pas pour autant sacrifier leurs prérogatives personnelles au profit du maître du nationalisme intégral.

2) Le Faisceau

Au cours des années qui suivent le premier conflit mondial, l'AF tend, dans une certaine mesure, à se respectabiliser. Cette évolution lui permet sans nul doute d'acquérir davantage de force dans l'opinion publique mais elle contribue également à agacer nombre de ses partisans au premier desquels, Georges Valois.

Ce dernier critique violemment l'absence de représailles après les morts de Plateau, Philippe Daudet ou Berger et considère que les dirigeants de l'AF ne sont pas en mesure et surtout n'ont pas l'intention de préparer un coup de force.

Nous avons vu les étapes de la rupture et le succès assez rapide de l'organisation de Valois qui se réclame alors ouvertement du fascisme italien.

La guerre fratricide entre l'AF et le Faisceau est particulièrement violente et les bagarres entre militants jalonnent toute l'année 1926.

La période de stabilisation permise par le retour au pouvoir de Poincaré en 1926 contribue à affaiblir rapidement et irrémédiablement l'organisation de Valois. De plus, la violente campagne de presse entamée par Maurras porte également ses fruits.

Au final, la brève période d'existence du Faisceau ne permet pas de réellement porter atteinte à l'influence forte de l'AF sur le monde nationaliste mais elle témoigne tout de même de l'accentuation progressive des tensions au sein du mouvement maurrassien et sur ses marges.

3) Les Jeunesses patriotes

A la différence du Faisceau, les Jeunesses patriotes s'installent durablement dans le paysage politique français au prix de plusieurs adaptations successives.

Fondée en avril 1924 dans le giron de la vieille ligue des Patriotes, les JP profitent du contexte extrêmement troublé après la panthéonisation de Jaurès.

Au cours de l'année 1925, les relations entre l'AF et les JP sont extrêmement ambiguës. L'affaire de la rue Damrémont et l'assassinat d'Ernest Berger contribuent à rapprocher les militants des deux groupements qui s'unissent notamment pour les enterrements. Cela étant, en novembre 1925, Maurice Pujo évoque les « nuées de l'union » et insiste sur l'interdiction pour les ligueurs d'AF

d'appartenir à une autre organisation nationaliste.
A la fin des années 1920, les tensions entre AF et JP sont de plus en plus fortes en raison du positionnement de plus en plus républicain et pro-gouvernemental de Taittinger. Cette évolution n'est d'ailleurs pas unanimement appréciée dans les rangs des JP ce qui provoque la rupture de Pighetti de Rivasso en 1929. Maurras cherche alors à profiter de l'occasion pour récupérer des militants déçus ; il attaque donc de plus en plus violemment Taittinger mais sans jamais critiquer les membres des JP.
En 1932, les débats houleux sur les dettes américaines permettent un nouveau rapprochement entre l'AF et les JP. Au cours de l'année 1933, les deux organisations participent conjointement à de multiples manifestations. Il n'y a toutefois pas d'entente formelle. Pas plus en 1933 qu'au moment du 6 février 1934.
Entre 1934 et 1936, les JP participent au Front national. L'AF n'y adhère pas officiellement mais y joue un rôle majeur.

Les relations entre l'AF et les JP sont donc fluctuantes. Les ligueurs des deux organisations ont eu l'occasion de descendre ensemble dans la rue notamment dans leur lutte contre les communistes ou au moment du 6 février 1934. Cela étant, il n'y a jamais d'alliance officielle entre les deux ligues.

4) Les Croix-de-feu

La situation de l'AF vis à vis des Croix-de-feu est assez différente. L'organisation des Croix-de-feu est fondée en 1927 mais c'est l'arrivée à sa tête du colonel de la Rocque qui contribue à la faire changer de dimension. A l'origine, l'AF incite ses membres à adhérer aux Croix-de-feu.
Au début des années 1930, les Croix-de-feu participent d'ailleurs avec les JP et l'AF à diverses manifestations patriotiques. Cela étant, le colonel de la Rocque a toujours souhaité conserver son entière autonomie à l'égard des autres ligues nationalistes.
Cette décision se comprend d'une part en raison du fort succès militant qu'il rencontre (il n'a donc pas besoin des autres) et, d'autre part, en raison de sa volonté d'afficher un républicanisme solide (ce qui l'oblige à éviter tout rapprochement avec l'AF).
En 1935, au moment de la constitution du Front national, de la Rocque empêche l'adhésion de l'AF en promettant la sienne mais n'y adhère toutefois jamais.
Sur le terrain, les Croix-de-feu sont des concurrents immédiats pour la ligue d'AF qui rencontre des

difficultés partout où le mouvement du colonel prend de l'ampleur.
Comme pour les JP, l'AF n'attaque pas directement les militants mais plutôt le positionnement de leur chef.

5) Récupérations et rejets

Au final, il apparaît clairement que l'AF occupe une place extrêmement particulière au sein de la nébuleuse ligueuse et nationaliste du début du XXème siècle.
Nous avons vu qu'elle récupère une part de l'héritage des ligues nationalistes du tournant du siècle (Ligue des Patriotes, Ligue de la Patrie française, Ligue antisémite) mais elle contribue également à renouveler la culture politique de son temps et irrigue de ce fait l'histoire du phénomène ligueur sous la IIIème République. Le renouvellement est à la fois intellectuel (l'importance de l'instruction des militants est une nouveauté au sein de la ligue d'AF) mais aussi factuel de part son rapport à la violence militante. Le camelot du roi incarne ainsi, pour un temps, dans l'imaginaire collectif, le ligueur nationaliste.

En ce qui concerne les rapports entre les ligues, au milieu des années 1920, l'AF, forte de son influence croissante, insiste et revendique sa spécificité. Elle refuse « les nuées de l'union ». Au lendemain du 6 février 1934, la situation est radicalement bouleversée et l'AF cherche à s'affilier au Front national. Ce changement de cap est clairement à mettre en relation avec des difficultés organisationnelles de plus en plus importantes notamment au niveau financier.

Quoi qu'il en soit, l'histoire de l'AF au sein de la nébuleuse ligueuse et nationaliste de son temps est bien l'histoire d'une attraction-répulsion réciproque. L'attraction des autres ligues pour les méthodes de l'AF est évidente ; la répulsion pour le projet tout autant.

IV. La controverse sur le fascisme français

Il est impossible d'achever ce travail sans une réflexion sur le débat extrêmement houleux qui a traversé et traverse encore l'historiographie sur le fascisme. Il n'est toutefois pas question, ici, de développer avec précision toutes les étapes et les réflexions souvent contradictoires mais plutôt d'en donner quelques jalons.

1) Les termes du débat

Au tournant des années 1970, les grandes théories globalisantes ont la faveur du public et ouvrent la voie aux travaux de Zeev Sternhell[2790]. Pour simplifier, disons que ce dernier considère que la France est le berceau du fascisme en Europe et Vichy représente sa plus pure réalisation. Evidemment son analyse est contestable et contestée par de nombreux historiens français et étrangers dont René Rémond et Serge Berstein.

En réalité, si la querelle historiographique est, certes, virulente, c'est bien la publication de *Histoire et Lumières, Changer le monde par la raison*[2791] en 2014 qui entraîne une réelle crispation des historiens français en raison notamment des attaques ad nominem et de la dénonciation d'un soi-disant « mandarinat carriériste » parmi les historiens français accusés de ne pas vouloir remettre en cause l'idée d'une « allergie française au fascisme ». Ces derniers publient alors, en guise de réponse, *Fascisme français ? La controverse.*[2792]

Nous n'évoquerons pas les nombreux problèmes de méthode historique mis en lumière notamment par Serge Berstein et nous bornerons à souligner que l'analyse de Zeev Sternhell pose deux grandes séries de questions : celle des origines théoriques du fascisme (avant ou après la Grande Guerre) et celle du lien entre l'idéologie et la pratique politique.

D'une manière générale, la plupart des historiens s'accordent à considérer que la Grande Guerre a

[2790] *La droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme,* Editions du Seuil, Paris, 1978 et *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France,* Editions du Seuil, Paris, 1983. Notons que les recherches de Zeev Sternhell sur les rapports entre la nébuleuse nationaliste et notamment l'AF et le monde du syndicalisme révolutionnaire sont précieuses et de qualité. C'est bien davantage sa vision globalisante du fascisme qui pose question

[2791] STERNHELL Zeev, *Histoire et Lumières : changer le monde par la raison,* Albin Michel, Paris, 2014

[2792] BERSTEIN Serge, WINOCK Michel (Dir.), *Fascisme français ? La controverse,* CNRS Editions, Paris, 2014

été une matrice absolument essentielle dans la genèse de l'idéologie fasciste. Sternhell, quant à lui, considère que cette dernière provient en droite ligne de la rencontre entre le nationalisme et le syndicalisme révolutionnaire, en France, au début du XXème siècle.

Emilio Gentile, spécialiste reconnu du fascisme italien, souligne que « rien n'empêche de définir comme « fasciste » toute idéologie, apparue avant ou après la naissance du mouvement fasciste en Italie, qui essaie de faire la synthèse entre le nationalisme et le socialisme ; mais, en ce cas, peut-être serait-il historiquement et philologiquement plus correct d'employer le mot « national-socialisme » qui, d'un point de vue historique, semble avoir un droit de primogéniture par rapport au mot « fascisme » »[2793]. Il continue en affirmant que « soutenir, comme le fait Sternhell, qu'au moment de l'armistice de 1918 le « fascisme mussolinien a déjà tous ses contours. Il a en tout cas déjà intégré les idées du syndicalisme révolutionnaire » revient à affirmer que l'idéologie fasciste n'a pas subi de mutations substantielles après la phase originelle du « fascisme sansépolcriste », époque où elle était en effet plus proche du syndicalisme national. Mais cela équivaut à dire que, dans son essence, l'idéologie fasciste était libertaire, individualiste, anti-étatiste, comme l'était, précisément, l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire ! En toute cohérence avec cette interprétation, il faudrait alors affirmer également que la militarisation et la sacralisation de la politique, l'État totalitaire et la subordination intégrale de l'individu et des masses à la communauté nationale organisée dans l'État totalitaire – en somme, les principaux piliers du fascisme-parti et du fascisme-régime – furent des éléments *non essentiels* de l'idéologie fasciste ».[2794]

On en vient ainsi à une deuxième série de remarques et nous citons à nouveau une réflexion de Jean-François Sirinelli et Eric Vigne : « si des liaisons existent, bien sûr, entre le ciel des pures idées et la glèbe du débat politique au quotidien, imprégnée par les cultures politiques, celles-ci apparaissent toutefois davantage comme un dégradé, et donc une forme altérée et amendée, de ces idées que comme leur simple décalque. En d'autres termes, ces cultures politiques se souviennent des « idées » tombées de l'empyrée mais leur teneur provient d'une alchimie plus complexe »[2795]

Rapportée à l'histoire du fascisme, cette remarque permet d'affirmer qu'il est extrêmement risqué de tenter d'analyser l'idéologie fasciste en faisant abstraction du fascisme-parti et du fascisme-Etat. On ne peut étudier la théorie en faisant abstraction des actes qui en découlent et, inversement, on ne peut comprendre les actes sans interroger les matrices théoriques qui les guident. Cette évidence est au cœur des enjeux de l'histoire culturelle.

[2793] GENTILE Emilio, « Qu'est ce que le fascisme ? », dans BERSTEIN Serge, WINOCK Michel (Dir.), *Fascisme français ? La controverse, op. Cit.* p.162

[2794] *Ibid* p.164

[2795] SIRINELLI Jean-François, VIGNE Eric, « Des cultures politiques », dans SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites en France. Cultures, Tome 2,* Gallimard, Paris, 1992, p.1

2) L'AF et le fascisme

Evidemment, l'AF est au centre de ces débats depuis leurs origines. En effet, dès 1963, l'historien allemand Ernst Nolte publie *Der Fascismus in seiner Epoche*, dans lequel il met sur le même plan le national-socialisme allemand, le fascisme italien et l'Action française. S'il reconnaît que « le petit groupement politique de Maurras ne peut guère être comparé (…) à un mouvement de masse victorieux, qui a exercé un pouvoir absolu durant une vingtaine d'années (…) » ; en revanche, la doctrine d'AF doit, être envisagée par rapport au fascisme « comme un modèle qui attirait vers lui le mouvement d'une doctrine moins cohérente et moins conséquente, sans qu'elle en eût été la cause. »[2796]

En réalité, il ne faut pas sous-estimer la spécificité du nationalisme maurrassien[2797]. Comme le rappelle Georges-Henri Soutou, ce dernier « est profondément original dans l'Europe de son temps : il est un nationalisme de regret, de regret de l'unité romaine et chrétienne perdue, il est défensif et culturel, il n'est ni impérialiste ni raciste, en tout cas pas au sens pangermaniste ou nazi. Il affirme des valeurs universelles. Et, d'après le versant de Jacques Bainville, il est conservateur, et, dès que faire se peut, dès que la « société d'épouvantement mutuel » peut être régulée, il est beaucoup moins incompatible que les autres avec le maintien d'un certain ordre européen traditionnel. »[2798]

Cela étant, l'AF n'a jamais caché son admiration pour le régime de Mussolini. C'est d'ailleurs ce qui conduit les observateurs amicaux ou hostiles de l'époque à pointer du doigt les ressemblances entre les nationalistes intégraux et les fascistes italiens.[2799] Il est d'ailleurs exact que le nationalisme italien dans ses premières années subit fortement l'influence de Maurras et de Vaugeois.[2800]
En revanche, si les dirigeants de l'AF saluent l'évolution de la situation en Italie, ils ne considèrent pas que la situation est transposable en France. Maurice Pujo l'écrit d'ailleurs dans son ouvrage sur les camelots du roi en justifiant l'absence de coup de force et en rappelant la nécessité de convaincre par la raison avant tout autre chose : « Chez nous, si l'on est prêt à saisir la vanité d'une pensée qui

[2796] NOLTE Ernst, *Fascismes et totalitarisme*, Edition établie par COURTOIS Stéphane, Robert Laffont, Paris, 2008, p.252-252
[2797] SOUTOU Georges-Henri, « La spécificité du nationalisme maurrassien dans l'Europe de son temps », dans GIOCANTI Stéphane, TISSERAND Axel (Dir.), *Maurras*, Le Cahier de l'Herne, Paris, 2011, pp.282-291
[2798] *Ibid* p.290
[2799] WEBER Eugen, *L'Action française*, *op. Cit.* p.156
[2800] *Ibid* p.157

ne se résout qu'en discours, on n'est pas davantage disposé à admettre une action qui n'apparaîtrait pas comme clairement légitimée par la pensée. (…) L'Action française royaliste laisse aux derniers bonapartistes la tradition de la force pour la force qui n'a d'ailleurs conduit qu'à des aventures politiques pires que le régime actuel. »[2801]

Ainsi, la différence d'emploi de la force chez les fascistes italiens, les nazis allemands et les camelots du roi français est évidente. Et il s'agit bien là d'un des vecteurs essentiels du fascisme-parti et du fascisme-Etat.

Il convient toutefois de remarquer, comme nous l'avons fait à de nombreuses reprises au cours de notre développement, qu'il existe sans nul doute une différence de positionnement entre les dirigeants de l'AF et une partie plus ou moins importante des militants de la ligue aux ambitions réellement « fascisantes ».

La question du rapport au peuple est également un point de différenciation entre l'AF et le fascisme. En effet, nous avons vu que cette dernière engage un processus contraire à celui des autres ligues des années 1930. Alors que les Croix-de-feu deviennent un mouvement de masse, et s'engagent donc dans une voie ouverte par le fascisme italien et le national-socialisme allemand, l'AF se recentre sur ses élites allant jusqu'à soutenir l'idée que la monarchie ne redeviendrait populaire qu'une fois remise en place. On est donc bien loin, ici, du rapport au peuple prôné par le fascisme.

Au final, quels que soient les points de convergence (question de l'autorité, de « l'homme fort »), il est tout de même impossible de définir l'AF comme un mouvement fasciste.

D'ailleurs, si l'on élargit la réflexion, on peut remarquer qu'il n'existe pas de grand mouvement fasciste en France à l'image des organisations existantes en Italie ou en Allemagne. En fait, comme le rappelle Raoul Girardet, la réalité politique du fascisme français se situe davantage dans une « imprégnation fasciste » du nationalisme français que dans une réelle nomenclature des groupements considérés comme fascistes.[2802]

Il semble donc nécessaire de réinterroger le fonctionnement de la nébuleuse nationaliste française au regard de cette attraction pour le fascisme afin de tenter d'expliquer pourquoi la France n'a pas connu de réelle synthèse fasciste.

Outre le fort consensus républicain dont peut se prévaloir la IIIème République et qui est sans doute l'argument principal empêchant la genèse d'un grand fascisme français, René Rémond a, très tôt, montré l'imperméabilité des droites françaises à l'idéologie totalitaire en raison notamment de

[2801] PUJO Maurice, *Les camelots du roi, op. Cit.* p.19-20

[2802] GIRARDET Raoul, « Notes sur l'esprit d'un fascisme français 1934-1939 », *Revue française de science politique,* volume 5, n°3, juillet-septembre 1955, pp.529-546

l'importance du courant plébiscitaire.

Il ne faut sans doute pas oublier non plus le rôle qu'a pu jouer l'Action française. L'historiographie s'accorde à lui décerner un impact idéologique majeur sur les droites de l'entre-deux-guerres. En revanche, il nous semble que l'impact de sa ligue est sous estimée. Il est clair que cette dernière joue un rôle moindre par rapport au quotidien dans le rayonnement de l'Action française.[2803] Cela étant, nous avons bien montré à quel point la ligue d'Action française a été au cœur d'enjeux divers au sein de la nébuleuse nationaliste de l'entre-deux-guerres.

Dans les années 1920, elle refuse la fusion et brandit l'étendard de ses années d'expérience pour affirmer sa spécificité. De même, c'est bien l'influence militante de la ligue d'AF qui empêche le développement d'une première expérience se revendiquant ouvertement du fascisme italien : le Faisceau de Valois. A l'inverse, dans les années 1930, alors qu'elle voudrait rejoindre le Front national, elle en est empêchée par l'intransigeance républicaine du colonel de la Rocque. Ainsi, l'AF a empêché la fusion des éléments nationalistes en France

Il n'est donc pas interdit de nous demander dans quelle mesure la spécificité maurrassienne de la ligue d'Action française n'a pas été un argument supplémentaire dans l'impossibilité de la genèse d'une grande synthèse fasciste à la française.

[2803] Sur ce point voir DARD Olivier, « La part de la ligue dans l'identité et le rayonnement de l'Action française », dans DARD Olivier, SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, *op. Cit.* pp.152-177

Sources et bibliographie

Sources

Archives nationales : site de Pierrefite sur Seine

F7 12 861 : Surveillance du parti royaliste. Notes de police (1900-1912). A noter : Surveillance des proscrits royalistes à Bruxelles – Rapports avec Jules Guérin – Notes sur des non-royalistes : Barrès, Driant, Drumont, etc – Rivalité de l'Action française avec l'Action libérale – Groupe royaliste de Marseille (1900-1912)

F7 12 842 : Dossier de journaux (1895-1922) : Tirages des quotidiens (1910, 1912, 1917)

F7 12 846 : Affaire du *Bonnet Rouge*. Renseignements sur le journal et ses collaborateurs, procédures, projet d'Anquetil de relancer le titre en 1922 (1913-1926). A noter : notes de police sur le projet de condamnation de l'Action française à Rome (1915).

F7 12 853 : Surveillance des prétendants et des comités (1888-1911) dont polémique entre l'*AF* et le *Gaulois* 1910-1911 – Bureau politique du duc d'Orléans 1910

F7 12 862 : Action française. Notes de police, affaire Thalamas, congrès (1899-1911)

F7 12 863 : Action française. Notes de police, presse, congrès (1912-1922)

F7 12 864 : Camelots du roi. Notes de police, presse, affaire de la rue des Ecoles (1909-1913)

F7 12 865 : Affaire Philippe Daudet. Notes de police et coupures de presse (1924-1925)

F7 12 866 : Grâce de Léon Daudet. Pétitions diverses (1929)

F7 12 878 : Action libérale populaire (1902-1912)

F7 12 950 : Papiers du chef de cabinet, Marron et du secrétaire général J. Chiappe (1925-1927) – Papiers du cabinet du ministre (1932-1936)

F7 13 194 : Action française : Dossier du duc de Montpensier frère du duc d'Orléans, prétendant au trône d'Albanie – Notes d'ensemble sur l'organisation des effectifs (1910-1927) – Organisation des sections de Paris et banlieue (1924-1926) – Organisation des sections de province (1928-1929) – Chiffre de tirage du journal L'*Action française* (1916-1927) – Journal de caisse de la ligue d'AF

novembre 1921-29 avril 1922 – Notices diverses sur militants et surveillants de certains ligueurs (1920-1929) – 12ème, 14ème et 15ème congrès (1925, 1927, 1928)

F7 13 195 : L'Action française pendant la guerre 1914-1918 – Notes d'ensemble – Notes politiques et brochures – Les royalistes et les syndicats (1908-1914) – Notes sur l'activité de l'AF (1924-1929)

F7 13 196 : non communicable en raison de l'état des documents

F7 13 197 : Affaires judiciaires « Action française » - Affaire de menaces de mort contre Charles Maurras à l'occasion de la lettre adressée par lui à M. Schrameck – Agression de l'Action française par le Faisceau (1926-1927) – Affaire Bayot – Daudet (1927) – Affaires diverses (1927) – Activité de l'Action française en Seine et Oise. Notes et presse (1907-1925)

F7 13 198 : Activité de l'Action française. Département de la Seine (1926)

F7 13 199 : Activité de l'Action française. Département de la Seine (1928-1932)

F7 13 200 : Activité de l'Action française. Classement départements A-Y 1er semestre 1926

F7 13 201 : Activité de l'Action française. Départements A à Moselle inclus (les autres manquent) 2ème semestre 1926

F7 13 202 à F7 13 205 : Activité de l'Action française. Départements A à Y (1928-1932)

F7 13 206 : Activités diverses et propagande – Camelots du roi (1924-1929) – Institut d'AF (1929-1930) – Union des Corporations françaises (1927) – Dames royalistes (1928) – Documents nationaux (1929) – Propagande diverse (1928-1929)

F7 13 207 : Action française – Presse – Affaire G. Valois contre Maurras – Presse relative à l'AF (1927-1932) – Affiches et tracts (1921-1929)

F7 13 241 : Groupes divers (1912-1935) : dont Mouvements dissidents de l'Action française (1930-1931)

F7 13 951 : Renseignements sur l'affaire de l'Ambigu 1930

F7 13 980 : Affaires liées à l'Action française (1917-1936) : Lettres de l'Action française au directeur de la Sûreté sur les sujets suivants : affaire Parat dit Clairet, trafic de stupéfiants ; menaces contre Léon Daudet venant d'anarchistes soudoyés par Caillaux ; manifestations anarchistes contre l'AF (1917) – Campagne de l'AF contre les Renseignements généraux, coupures de presse (1923) – Affaire Philippe Daudet (1923) – Evasion et fuite en Belgique de Léon Daudet (1927) – Indiscrétion commises au ministère de l'Intérieur au profit de l'AF (1936)

F7 13 983 : Bleus de la préfecture de police et de la Sûreté (1936) – Grèves de juin 1936 – Rôle de la politique dans les comités directeurs des centres d'aviation populaire (1936). Les bleus portent sur la situation politique et financière, les syndicats et les grèves, les réunions, l'Allemagne et surtout divers partis politiques : Solidarité française, Action française, Croix de feu, Franciste, Jeunesses patriotes, associations patriotes et antifascistes, Partis communiste et socialiste, Front populaire.

F7 14 614 : Rapports entre l'Église et l'État (1919-1937) dont L'Action française et l'Église (1926-1927)

F7 14 782 : Activité et incidents : dossiers d'enquêtes (1921-1932). Organisation secrète dite des services spéciaux : dossiers de renseignements et d'enquêtes (1936). Charles Maurras : dossier individuel (1912-1936) – Tracts et affiches

F7 14 783 : Activité et membres des Camelots du Roi : listes nominatives, fiches individuelles, rapport, correspondance (1912-1935)

F7 14 784 : Union des corporations françaises et journal « Production française » : notes, rapports (1927-1940)

F7 14 789 : Anarchistes, antimilitaristes et Camelots du roi : statistiques (1913)

F7 15 345 : Action française : notes d'informations, brochure (1946)

Archives de la préfecture de police, Paris

BA 1341 : Dossier Action française 1908

BA 1342 : Dossier Action française 1909-1910

BA 1343 : Dossier Action française 1911

BA 1534 : Manifestations et fêtes de Jeanne d'Arc 1906-1913

BA 1583 : Dossier Philippe Daudet

BA 1642 : Dossier manifestation à la Comédie française contre Henry Bernstein 22 février – 2 mars 1911

BA 1661 : Dossier Marius Plateau

BA 1815 : Antisémitisme, comité antisioniste de France, mouvement entre camelots du roi et juifs, propagande antisémite 38-39, front antijuif 1938

BA 1851 : Manifestations d'Action française 1920-1936

BA 1861 : Manifestation organisée par l'Action française aux abords du Petit Journal et du Grand Orient (juin-juillet 1935)

BA 1862 : Manifestation organisée par le Front populaire (agression de Blum, juin 36). Manifestations diverses des membres des ligues dissoutes et du Front populaire

BA 1893 : Partis orléanistes, royaliste. Historique 1914-1934. Action française 1908-1946. Cercle Henri IV

BA 1894 : Ligues d'Action française ; sections de Paris et de banlieue. Camelots du roi. Différend entre l'Action française et le Vatican. Cercle d'études historiques, économiques et sociales. Dissolution des ligues d'Action française, camelots du roi et étudiants d'AF (coupures de presse)
BA 1895 : Différentes associations liées à l'Action française
BA 1896 : Action française : dissolution des ligues d'AF, camelots du roi et étudiants d'AF
BA 1941 : Parti national populaire

Bibliothèque nationale de France

Rapports de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934 et jours suivants, ainsi que toutes les responsabilités encourues :

RUCART Marc, *Rapport général fait au nom de la commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934,* Imprimerie de la Chambre des Députés, Paris, 1934 (tome de conclusions et 3 tomes d'annexes)
AMAT M., « Les manifestations sur la voie publique en janvier 1934 et jusqu'au 6 février »
CATALAN, « Préparation de la manifestation »
APPEL Pierre, « La soirée du 6 février 1934 à la Concorde »
AMAT, de FRAMOND, GARDIOL, « Les victimes des journées du 6 au 12 février 1934 »
DORMANN et SALETTE, « La participation des Associations d'anciens combattants à la manifestation »
FAURE, « Les manifestations du 12 février 1934 – La grève générale »

Archives départementales

Archives départementales du Nord (Lille)

M 154/12 : Propagande – Royalistes et Bonapartistes – Manifestations – Rapports et affiches 1903-

1906

M 154/23 : Affaire des ligues 1899

M 154/32 : Brochures et placards – Affaire Dreyfus. Propagande de l'Action française. 1907

M 154/234 : Ligues. Généralités. Enquêtes 1934-1935. Activité des ligues après leur dissolution (enquête 1936-1937)

M 154/235 : Action française : période antérieure à 1914

M 154/236 : Action française : période 1919-1939. Généralités (congrès, comités, affaires diverses). Manifestations du 7 février 1934 à Lille. Dissolution

M 154/237 : Action française : enquêtes préfectorales : 1924, 1930, 1934, 1936

M 154/238 : Action française : étudiants, FUN

M 154/239 : Action française : réunions 1922-1939

M 154/240 : Action française : presse : journaux et brochures. L'Echo, Parlons Franc, Le National d'Artois, Les Documents nationaux, L'Action française, Le Tocsin, Le Fanion, L'Eveil

M 154/241 : Action française : propagange : tracts et affiches

M 154/242 : Action française : dossiers individuels : André, Vailliez, Chombart de Lauwe, Coissard (dit Jean Decois), Léon Daudet, Joseph Delest, Derome, Dhalluin (R. et E.), Eeckmaan, Flament, Fritsch, Guillemand, D'Halluin, Ottaviani, Pruvost, Turpin.

Archives départementales du Rhône (Lyon)

1 M 146 : Correspondance du cabinet, affaires réservées → novembre 1915 – janvier 1916

1 M 149 : Correspondance du cabinet, affaires réservées → mai 1917 – décembre 1917

1 M 185 : Fêtes, cérémonies, voyages officiels → 1926 – 1930

4 M 155 : Maintien de l'ordre 1810-1930

4 M 260 : PV de réunions des partis politiques 1906 – 1925

4 M 261 : PV de réunions des partis politiques 1926-1939

4 M 362 et 363 : Dossiers individuels de suspects 1912 – 1936

4 M 633 : Associations politiques dont royaliste 1870 – 1925

Archives départementales de Gironde (Bordeaux)

1 M 442 : Manifestations diverses 1933-1936 dont incidents provoqués par l'AF 1934 ; manifestations des partis de gauche et d'extrême droite, 1934 ; Action française, armement, 1934 ;

rapports sur l'opinion publique à l'égard des gouvernements successifs 1934-1936

1 M 467 : Etats mensuels des journaux politiques du département ; enquêtes sur quelques journaux locaux (renseignements sur leurs directeurs et rédacteurs en chef) 1907/1940

1 M 557 : Parti royaliste : banquets, coupure de presse ; numéros du *Nouvelliste de Bordeaux*, de la *Jeunesse royaliste de Bordeaux ;* Almanach de la Jeunesse royaliste 1889 ; association illicite, « Le procès des royalistes à Bordeaux, tribunal correctionnel, audience du 15 décembre 1899 ». 1899/1904

1 M 558 : Action française : activités des groupes ouvriers, dames royalistes, jeunes filles royalistes, officiers ; souscription en faveur de Lucien Lacour contre « l'or juif » 1910 ; congrès régional janvier 1913 ; manifestations contre Ruyssen professeur à la faculté des Lettres, pacifiste 1913. 1905/1913

1 M 559 : Action française : 1914-1918 dont perquisitions 1917

1 M 560 : Rapports d'ensemble 29 novembre 1921 ; congrès régional janvier 1922 ; controverse avec le cardinal Andrieu 1926-1927. 1919/1927

1 M 561 : Rapports sur l'action de l'AF dans le département en 1930-32 ; divers rapports de 1928 à 1938

1 M 562 : Camelots du roi 1909/1915

1 M 563 : Camelots du roi : listes et notices individuelles 1909/1928

Archives départementales des Bouches du Rhône (site d'Aix en Provence et Marseille)

Site d'Aix en Provence :

1 Z 6 : rapports mensuels du sous-préfet au préfet (1869-1911)

1 Z 7 : rapports mensuels du sous-préfet au préfet (1933-1939)

1 Z 18 : rapports de police et correspondance administrative (1901-1914)

1 Z 19 : rapports de police et correspondance administrative (1914-1924)

1 Z 21 : surveillance de la presse, interdiction des journaux (1932-1941)

1 Z 22 : lettre du ministre de l'Intérieur au préfet, instructions relatives à la sécurité publique (1932-1939)

1 Z 24 : rapports de police et de gendarmerie (1932-1939)

1 Z 28 : rapports du commissariat central ; tableau sommaire des arrestations, crimes et délits ;

surveillance des explosifs (1919-1941)

Site de Marseille :

8 Fi 298/3 ; 8 Fi 554/1 ; 8 Fi 560/1 ; 8 Fi 562/12 ; 8 Fi 1 6 1158 ; 8 Fi 572 ; 8 Fi 577 ; 8 Fi 579 ; 8 Fi 586 ; 8 Fi 596 ; 8 Fi 617 ; 8 Fi 625 ; 8 Fi 634 ; 8 Fi 645 ; 8 Fi 658 ; 8 Fi 673 ; 8 Fi 688 => diverses affiches de la ligue d'Action française

Archives départementales de Meurthe et Moselle (Nancy)

1 M 603 : rapports généraux des préfets de Meurthe et Moselle 1871-1935
1 M 635 : dossier sur les royalistes et l'Action française 1882-1935
1 M 636 : partis réactionnaires et nationalistes (1873-1917)
1 M 645 : dossier sur l'Action française, les camelots du Roi 1906-1935

Archives départementales de Moselle (Metz)

301 M 54 : rapports mensuels ou bi-mensuels de commissaires spéciaux : Château-Salins (avril et août 1920), Thionville (juillet 1921), Metz (février 1920, septembre 1921)
301 M 55 : rapports trimestriels du préfet, des sous-préfets et commissaires spéciaux : situation économique (1927-1938)
301 M 56 : rapports mensuels du commissaire spécial de Metz : situation économique, état d'esprit de la population, propagande antimilitariste et espionnage, incidents politiques, manifestations, états numériques relatifs à la situation ouvrière (juillet 1932-mars 1934)
301 M 59 : rapports mensuels sur la situation politique et économique : commissaire spécial de Sarreguemines (août 1934) ; commissaire de police d'Hagondange (août 1935)
301 M 60 : états des journaux et des imprimeries (1919) ; censure de la presse (1919) ; journaux sous séquestre ou supprimés (1919-1939)
301 M 80 : associations politiques diverses : Ligue française ; Ligue Lorraine ; Ligue des droits des indigènes Nord-Africains ; Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté ; Ligue française de l'enseignement ; Ligue maritime et coloniale française ; Amis du Francisme (1938) ;

Rassemblement universel pour la paix, section mosellan ; Front lorrain. (1920-1938)

Archives départementales du Bas-Rhin (Strasbourg)

Fonds Valot :

98 AL 673/2 : rapports de police sur les réunions et activités des partis politiques 1925-1939

98 AL 698 : sémitisme et antisémitiqme

98 AL 672 : activités des partis autonomistes

Gouvernement d'Alsace-Lorraine 1807-1918 :

27 AL 781 : surveillance des journaux et périodiques paraissant hors d'Alsace-Lorraine -1879-1917)

Fonds du commissariat général de la République :

121 AL 91 : rapports d'administration générale adressés au commissaire général par les autorités civiles et militaires 1919, 1926

121 AL 102 : compte-rendus et rapports, notes et informations de presse sur les affaires politiques régionales et locales, la situation des partis, des syndicats, l'état de l'opinion publique, les élections

121 AL 855 : rapports généraux de police 1918-1925

121 AL 856 : rapports, enquêtes et informations de police générale 1920-1925

121 AL 857 : rapports, enquêtes notamment manifestation anti-allemande à Strasbourg avril 1921

121 AL 862 : la ligue d'Action française (1919-1925)

157 AL 100 : divers rapports de police

Archives départementales de Haute-Garonne (Toulouse)

M 693/20 : Action française (octobre 1917 – juin 1918)

Archives privées :

1 J 64 : Action Française - Papiers du Docteur Aversenq, président de la section toulousaine

d'Action Française : notes et correspondance concernant l'extension de l'Express du Midi, notamment lettre de M. de Palaminy (1925) ; lettre à Pie XI (1926) ; allocutions du Dr. Aversenq (1927, 1929) ; correspondance relative au conflit né entre le Comité de la Ligue et le Comité des Camelots du Roi, notamment lettre du Colonel de Vesins, président de la Ligue (1930).

Archives départementales des Ardennes (Charleville-Mézières)

1 M 21 : Partis et réunions politiques, mouvements sociaux et syndicats – Parti communiste et Action française : réunions politiques, chômeurs de Mohon, Mézières, Revin, affaire Lareppe. Marche de la faim, dissolution des liguers (1924-1934)

Archives départementales du Territoire de Belfort

1 M 170 : surveillance générale : rapports de police, affiches politiques et syndicales (1913-1939)
1 M 174 : camelots du roi

Archives départementales de la Loire-Atlantique (Nantes)

1 M 130 : mouvements et partis politiques : camelots du roi et Action française (1909-1938)

Sources imprimées

Presse

Dépouillement systématique de *L'Action française* à partir du 21 mars 1908 et de la Revue *L'Action française* depuis 1898.

Dépouillement d'autres publications affiliées à l'AF : *La Revue universelle, l'Etudiant français, la Production française, l'Action française agricole,* diverses autres publications et bulletins locaux

Dépouillement d'autres publications : *Le Gaulois, Le Figaro, Le Populaire, L'Humanité, L'Echo de Paris.*

Brochures d'AF

BEAUMONT Marcel, « La haute police et ses crimes »
DUTRAIT-CROZON, « Précis de l'affaire Dreyfus »
LEMAITRE Jules, « Lettres à mon ami »
MAURRAS Charles « Les idées royalistes sur les partis, l'État, la Nation »
MONTESQUIOU Léon (de), « Les origines et la doctrine de l'Action française »
PUJO Maurice, « Les conditions de l'action »
ROUX Marie (de), « La vérité politique »
SAINT-MAURICE, « Le duc d'Orléans, sa doctrine, son programme »
Un catholique, « Les préjugés contre l'Action française »
VERDAVAINNE, « Ce que l'Action française propose aux Français »

Ouvrages théoriques

- BARRES Maurice, MAURRAS Charles, *La République ou le Roi*, Librairie Plon, Paris, 1970
- DAUDET Léon, *L'Avant-guerre. Etudes et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'Affaire Dreyfus*, Nouvelle librairie nationale, 1916
- DUTRAIT-CROZON Henri, *Précis de l'Affaire Dreyfus*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1924, réédition
- MAURRAS Charles, *Dictionnaire politique et critique (4 tomes),* complément établi par les soins de Jean PELISSIER, Cahier Charles Maurras, Paris

– MAURRAS Charles, *Au signe de flore. Souvenirs de vie politique. L'affaire Dreyfus. La fondation de l'Action française 1898-1900*, Les œuvres représentatives, Paris, 1931
– MAURRAS Charles, *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance 1890-1905*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916
– MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, la France se sauve elle-même, de mi-juillet à mi-novembre 1914*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916
– MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, Le parlement se réunit, de mi-novembre 1914 à fin août 1915*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916
– MAURRAS Charles, *Les conditions de la victoire, Ministère et parlement, de septembre à fin décembre 1915*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916
– MAURRAS Charles, *Kiel et Tanger. La République française devant l'Europe. 1895. 1905. 1913. 1921*, Bibliothèque des œuvres politiques, Versailles, 1918

Mémoires des protagonistes

– BARRES Maurice, *Chronique de la Grande Guerre XII 24 avril – 7 Août 1918*, Librairie Plon, Paris, 1938
– CHARBONNEAU Henry, *Les Mémoires de Porthos*, Editions du Clan, Paris, 1967
– DAUDET Léon, *L'hécatombe, récit et souvenirs politiques 1914-1918*, Nouvelle librairie nationale, Paris, 1923
– DIMIER Louis, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1926
– GIRARDET Raoul, ASSOULINE Pierre, *Singulièrement libre*, Perrin, Paris, 1990
– GRAMONT de Alfred, *L'ami du prince. Journal inédit*, texte édité et présenté par MENSION-RIGAU Eric, Fayard, Paris, 2011
– HAVARD de la MONTAGNE Robert, *Histoire de l'Action française*, Amiot-Dumont, Paris, 1950
– HAVARD de la MONTAGNE Robert, *Chemins de Rome et de France, Cinquante ans de souvenirs*, Nouvelles Editions latines, Paris, 1956
– MARTY Albert, *L'Action française racontée par elle-même*, Nouvelles Editions latines, Paris, 1968

– MASSIS Henri, *Maurras et notre temps*, La Palatine, Paris-Genève, 1951
– PUJO Maurice, *Les camelots du roi*, Flammarion, Paris, 1933
– REBATET Lucien, *Les décombres*, Les éditions Denoël, Paris, 1942
– REBATET Lucien, *Les mémoires d'un fascite, Les décombres 1938-1940*, Pauvert, Paris, 1976
– Colonel de la ROCQUE, *Pourquoi je suis républicain*, Introduction de Serge BERSTEIN, Seuil, Paris, 2014
– VALLAT Xavier, *Le nez de Cléopâtre... Souvenirs d'un homme de droite 1918-1945*, Editions « Les quatre fils Aymon », Paris, 1957
– VALOIS Georges, *L'homme contre l'argent, Souvenirs de 10 ans 1918-1928*, édition présentée par Olivier DARD, Presses universitaires du Septentrion, Paris, 2012
– WETTERLE Emile, *L'Alsace et la guerre*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1919

Bibliographie

Instruments de travail

- BEGUIN Michel et PUMAIN Denise, *La représentation de données géographiques, Statistiques et cartographie*, Armand Colin, Paris, 2007
- BENOIST de Alain, *Charles Maurras et l'Action française. Une bibliographie*, Editions BCM, Niherne, 2002
- BERSTEIN Serge, *La IIIème République. Les noms, les thèmes, les lieux*, M.A Editions, 1978
- BERSTEIN Gisèle et Serge, *Dictionnaire historique de la France contemporaine. Tome 1 : 1870-1945*, Editions Complexes, Paris, 1995
- DROUIN Michel (Dir.), *Dictionnaire de l'Affaire Dreyfus*, Flammarion, Paris, 1994
- DUCLERT Vincent, PROCHASSON Christophe (Dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Flammarion, Paris, 2002
- DUMOLARD Pierre, DUBUS Nathalie et CHARLEUX Laure, *Les statistiques en géographie*, Belin, Paris, 2003
- JOLY Bertrand, *Dictionnaire biographique et géographique du nationalisme française (1880-1900)*, Honoré Champion, Paris, 2005
- LECOMTE Bernard, ULANOWSKA Patrick, *Le dictionnaire politique du 20ème siècle*, Le Pré au clerc bibliothèque politique, Paris, 2000
- MARZANO Michela (Dir.), *Dictionnaire de la violence*, PUF, Paris, 2011
- POUJOL Geneviève et RORNER Madeleine, *Dictionnaire biographique des militants XIX-XXème siècle: de l'éducation populaire à l'action culturelle*, Préface de Maurice AGULHON, L'Harmattan, Paris, Montréal, 1996
- SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXème siècle*, Presses universitaires de France, Paris, 1995
- VAISSE Maurice, *Dictionnaire des relations internationales au XXème siècle*, Colin, Paris, 2000
- ZANIN Christine et TREMELO Marie-Laure, *Savoir faire une carte, Aide à la conception*

et à la réalisation d'une carte thématique univariée, Belin, Paris, 2003

Ouvrages conceptuels

- BANTIGNY Ludivine, BAUBEROT Arnaud (Dir.), *Hériter en politique. Filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIXè-XXIème siècle)*, PUF, Paris, 2011
- BERNADOU Vanessa, BLANC Félix, LAIGNOUX Raphaëlle et BOA BASTOS Francisco (Dir.), *Que faire du charisme ? Retours sur une notion de Max Weber*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014
- BOUVIER Jean (Dir.), *La France en mouvement 1934-1938*, Champ-Vallon, Seyssel, 1986
- BRAUD Philippe, *Violences politiques*, Le Seuil, Paris, 2004
- CHAGNOLLAUD Dominique, *Science politique*, Dalloz, Paris, 2006
- CHAUVAUD Frédéric (Dir.), *La dynamique de la violence. Approches pluridisciplinaires*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2010
- COLAS Dominique, *Sociologie politique*, Presses universitaires de France, Paris, 2006
- COULANGEON Philippe, *Sociologie des pratiques culturelles*, La Découverte, Paris, 2010
- CUSSET Pierre-Yves, *Le lien social*, Armand Colin, Paris, 2007
- ESPAGNE Michel, *Les transferts culturels franco-allemands*, PUF, Paris, 1999
- FERRARY Michel et PESQUEUX Yvon, *L'organisation en réseau, mythes et réalités*, PUF, Paris, 2004
- GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, Paris, 1986
- GUINCHARD Jean-Jacques, *Max Weber: vie, oeuvres, concepts*, Ellipses, Paris, 2006
- LAGROYE Jacques, *Sociologie politique*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1993
- LAGROYE Jacques (Dir.), *La politisation*, Belin, Paris, 2003
- LECOMTE Jean-Philippe, *L'essentiel de la sociologie politique*, Gualino, Paris, 2010
- LECOMTE Jean-Philippe, *Sociologie politique*, Gualino, Paris, 2005
- LECUYER Georges, *Histoire des idées politiques*, Dalloz, 14ème édition, Paris, 2001
- LEMIEUX Vincent, *Les réseaux d'acteurs sociaux*, PUF, Paris, 1999

– MATONTI Frédéric, *Le comportement politique des Français*, Armand Colin, Paris, 1998
– MICHAUD Yves, *Violence et politique*, Gallimard, Paris, 1978
– MUSSO P., *Critique des réseaux*, PUF, Paris, 2003
– OFFERLE Michel, *Les partis politiques*, PUF, Paris, 1987
– OFFERLE Michel, *Sociologie de la vie politique française*, La Découverte, Paris, 2004
– OFFERLE Michel, *Un homme , une voix? Histoire du suffrage universel*, Gallimard, Paris, 1993
– POMBENI Paolo, *Introduction à l'histoire des partis politiques*, Préface de Pierre ROSANVALLON, PUF, Paris, 1992
– TILLY Charles, TARROW Sidney, *Politique (s) du conflit, De la grève à la Révolution*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 2008

Ouvrages contextuels

– BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Seuil, Paris, 1990
– BERSTEIN Serge, *La France des années 1930*, Armand Colin, Paris, 2002
– BERSTEIN Serge, *Les cultures politiques en France*, Seuil, Paris, 1999
– BERSTEIN Serge, RUDELLE Odile (Dir.), *Le modèle républicain*, PUF, Paris, 1992
– CARON François, *La France des patriotes*, Fayard, Paris, 1985
– CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIXème siècle: essai d'histoire comparée*, Editions du Seuil, Paris, 2001
– CHARON Jean-Marie, *La presse quotidienne*, La découverte, Paris, 2005
– COCHET François, *La Grande Guerre. Fin d'un monde, début d'un siècle*, Perrin, Paris, 2014
– DELLA SUDDA Magali, *La citoyenneté avant le vote*, Belin, Paris, 2011
– DELLA SUDDA Magali, « La politique malgré elles. Mobilisations féminines catholiques en France et en Italie (1900-1914)», *Revue française de science politique* 1/2010 (Vol. 60) , p. 37-60
– DUROSELLE Jean-Baptiste, *La décadence 1932-1939*, Imprimerie nationale, Paris, 1979
– JEANNENEY, *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du*

XXème siècle, Fayard, Paris, 1981

- JOLY Bertrand, *Histoire politique de l'affaire Dreyfus,* Fayard, Paris, 2014
- KAYSER Jacques (Dir.), *La presse de province sous la IIIème République,* Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n°92, Librairie Armand Colin, Paris, 1958
- LEVEQUE Pierre, *Histoire des forces politiques en France, 1880-1940, 2 volumes,* Colin, Paris, 1994
- MANCERON Gilles et NAQUET Emmanuel(Dir.), *Etre dreyfusard hier et aujourd'hui,* Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2009
- MARTIN Laurent, *La Presse écrite en France au XXème siècle,* Librairie générale française, Paris, 2005
- MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la IIIème République, 1870-1940,* Seuil, Paris, 1984
- MIQUEL Pierre, *L'affaire Dreyfus,* PUF, Paris, 2003
- MOLLIER Jean-Yves, *Le camelot et la rue. Politique et démocratie au tournant des XIXème et XXème siècles,* Fayard, Paris, 2004
- ORY Pascal, *L'histoire culturelle,* PUF, Paris, 2004
- POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle,* Seuil, Paris, 2004
- POIRRIER Philippe (Dir.), *L'Histoire culturelle: un «tournant mondial» dans l'historiographie?,* Editions universitaires de Dijon, 2008
- REMOND René (Dir.), *Pour une histoire politique,* Seuil, Paris, 1988
- REMOND René, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours,* Fayard, Paris, 1976, réédition utilisée 1999
- RENOUVIN Pierre et DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales,* Armand Colin, Paris, 1991
- RIOUX Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire culturelle de la France. 4 tomes (Moyen-Age; De la Renaissance à l'aube des Lumières; Lumières et Liberté, Les dix-huitième et dix-neuvième siècles; Le temps des masses, Le vingtième siècle),* Seuil, Paris, 1998
- ROTH François, *Alsace-Lorraine, histoire d'un pays perdu, De 1870 à nos jours,* Editions place Stanislas, Nancy, 2010
- ROTH François, *La vie politique en Lorraine au Xxème siècle,* Presses universitaires de Nancy – Editions serpenoise Metz, 1985

– SCHOR Ralph, *L'opinion française et les étrangers 1919-1939*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1985
– TENZER Nicolas, DELACROIX Rodoplhe, *Les élites et la fin de la démocratie française*, PUF, Paris, 1992
– VALENTIN J-M, BARIETY J, GUTH A. (Dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales*, Presses universitaires de Nancy, 1987
– WIEVIORKA Olivier et PROCHASSON Christophe, *La France du XXème siècle, Documents d'histoire*, Editions du Seuil, Paris, 1994
– WINOCK Michel, *La Belle Epoque, La France de 1900 à 1914*, Perrin, Paris, 2002
– WINOCK Michel, *La fièvre hexagonale, Les grandes crises politiques 1871-1968*, Seuil, Paris, 1987
– WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Seuil, Paris, 1997

Histoire des forces partisanes

– Numéro spécial de la Revue « Vingtième siècle », « Les engagements du 20ème siècle », octobre – décembre 1998, Presses de sciences po, Paris
– ANGENOT Marc, *Les grands récits militants des 19ème et 20ème siècles, Religions de l'humanité et sciences de l'histoire*, L'Harmattan, Paris, 2000
– BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles (Dir.), *Histoire des gauches en France*, 2 volumes, La Découverte, Paris, 2004
– BERNARD Mathias, *La dérive des modérés: la Fédération républicaine du Rhône sous la IIIème République*, L'Harmattan, Paris et Montréal, 1998
– BERSTEIN Serge, *Edouard Herriot ou la République en personne*, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1985
– BERSTEIN Serge, *Histoire du Parti radical*, 2 tomes, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1982
– ENGELS Jens Ivo, MONIER Frédéric, PETITEAU Nathalie (Dir.), *La politique vue d'en bas, Pratiques privées et débats publics 19ème-20ème siècles*, Armand Colin Recherches, 2011
– FAUVET Jacques, *De Thorez à de Gaulle. Les forces politiques en France. Etudes et*

géographies des divers partis, Paris, 1951

- FLEURY Laurent, *Max Weber,* QSJ, PUF, Paris, 2011
- FLEUTOT François-Marin, LOUIS Patrick, *Les royalistes. Enquête sur les amis du Roi aujourd'hui,* Albin Michel, Paris, 1989
- FURET François, *Penser le XXème siècle,* Robert Laffont, Paris, 2007
- GOGUEL François, *Géographie des élections françaises sous la IIIème et la IVème République,* Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, n°159, Armand Colin, Paris, 1970
- JANET-VENDROUX Evelyne, « Jacques Piou et l'Action libérale populaire (1901-1914) », Doctorat de l'Université Paris X, sous la direction de LE BEGUEC Gilles, 2012
- JEANNENEY Jean-Noël, *Leçons d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926),* Editions du Seuil, Parois, 1977
- JEANNENEY Jean-Noël, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir (1914-1940),* Editions du Seuil, Paris, 1976
- KRIEGEL Annie, *Les Communistes français: essai d'ethnographie politique*, Seuil, Paris, 1968
- KRIEGEL Annie, *Les Communistes français dans leur premier demi siècle 1920-1970,* Seuil, Paris, 1985
- KRIEGEL Annie, *Communismes au miroir français, Temps, culture et sociétés en France devant le communisme,* Gallimard, Paris, 1974
- KRIEGEL Annie, « Le parti communiste français sous la IIIème République (1920-1939). Evolution de ses effectifs », *Revue française de science politique,* Volume 16, n°1, 1966, pp.5-35
- LABORIER Pascale, TROM Danny (Dir.), *Historicités de l'action publique,* PUF, Paris, 2003
- LACOSTE Yves (Dir.), *Géopolitiques des régions françaises, Tome 1 : La France septentrionale,* Fayard, Paris, 1986
- LACOSTE Yves (Dir.), *Géopolitiques des régions françaises, Tome 2 : La façade occidentale,* Fayard, Paris, 1986
- LACOSTE Yves (Dir.), *Géopolitiques des régions françaises, Tome 3 : La France du Sud-Est,* Fayard, Paris, 1986
- LASCOUMES Pierre, *Une démocratie corruptible, Arrangements, favoritisme et conflits*

d'intérêts, Seuil, Paris, 2011

- LEDENT David, *Norbert Elias: vie, oeuvres, concepts*, Ellipses, Paris, 2009
- MENSION-RIGAU Eric, *Aristocrates et grands bourgeois. Education, traditions, valeurs*, Plon, Paris, 1994
- MIQUEL Pierre, *Poincaré*, Fayard, Paris, 1961
- MONIER Frédéric, *Le complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, La Découverte, Paris, 1998
- MONIER Frédéric, *Corruption et politique: rien de nouveau?*, Armand Colin, Paris, 2011
- MONTIGNY Guillaume, *Maurice Halbwachs: vie, oeuvres, concepts*, Ellipses, Paris, 2005
- OUDIN Bernard, *Aristide Briand*, Perrin, Paris, 1987
- POUJOL Geneviève, « La dynamique sociale des associations », *Les Cahiers de l'animation*, n°39, 1983-1, pp.57-78
- PROST Antoine, *Les anciens combattants 1914-1940*, Gallimard, Paris, 2014 (1977)
- ROTH François, *Les modérés dans la vie politique française: 1870-1965*, colloque universiré Nancy-2, 1998
- SANSON Rosemonde, *L'Alliance républicaine et démocratique. Une formation du centre (1901-1920)*, Presses universitaires de Rennes, 2003
- SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, présenté par Pierre MILZA, Librairie Armand Colin, 1913 pour le texte d'A. Siegfried, Imprimerie nationale éditions, 1995
- SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre deux-guerres*, Fayard, Paris, 1988
- TURETTI Laurence, *Quand la France pleurait l'Alsace-Lorraine, 1870-1914, Les « provinces perdues » aux sources du patriotisme républicain*, La Nuée Bleue, Strasbourg, 2008
- UNGER Gérard, *Aristide Briand. Le ferme conciliateur*, Fayard, Paris, 2005

Les droites et l'extrême droite

- BENSOUSSAN David, *Combats pour une Bretagne catholique. Les droites bretonnes dans*

l'entre deux guerres, Paris, Fayard, 2006

- BERNARD Mathias, *La guerre des droites. Droite et extrême droite en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Odile Jacob, Paris, 2007
- BERSTEIN Serge et WINOCK Michel (Dir.), introduction de JEANNENEY Jean-Noël, *Fascisme français. La controverse*, CNRS Editions, Paris, 2014
- BERSTEIN Serge, BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France. Tome 1 : 1917-1940*, Olivier Orba, 1987
- BURRIN Philippe, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery (1933-1945)*, Seuil, Paris, 1986
- CHAVARDES Maurice, *Une campagne de presse : la droite française et le 6 février 1934*, Flammarion, Paris, 1970
- CHIAPPE Jean-François, avec la collaboration d'Eric VATRE, *Histoire des droites françaises. DE 1889 à la condamnation de l'Action française. Tome II*, Editions du Rocher, Paris, 2001
- COLAS Jean-François, *Les droites nationales en Lorraine dans les années 30 : acteurs, organisations, réseaux*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris X-Nanterre, 2002
- COCHET François, DARD Olivier (Dir.), *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, Riveneuve Editions, Paris, 2009
- DARD Olivier, *Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète*, Presses universitaires franc-comtoises, Besançon, 1999
- DARD Olivier, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, PUF, Paris, 2002
- DARD Olivier, *Le corporatisme dans l'aire francophone*, Peter Lang, Bern, 2011
- DARD Olivier, *Doctrinaires, vulgarisateurs et passeurs des droites radicales au XXème siècle (Europe/Amériques)*, Peter Lang, Bern, 2012
- DARD Olivier, *Supports et vecteurs des droites radicales au XXème siècle (Europe/Amériques)*, Peter Lang, Bern, 2013
- DOBRY Michel, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la « Révolution fasciste » », Revue française de sociologie, n°30, 1989, p.511-533
- GENTILE Emilio, *Qu'est ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Gallimard, Paris, 2004 pour la traduction française
- GOURINARD Pierre, *Les Royalistes en Algérie de 1830 à 1962, De la colonisation au drame*, préface de Pierre DIMECH, Collection Xénophon, Atelier Fol'fer, 2011
- GIRARDET Raoul, *Le nationalisme français, 1871-1914*, Seuil, Paris, 1983

– JANKOWSKI Paul, *Cette vilaine affaire Stavisky. Histoire d'un scandale politique*, Fayard, Paris, 2000
– KERSHAW Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Gallimard, Paris, 1995
– LOUBET DEL BAYLE Jean-Louis, *Les non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la vie politique française*, Seuil, Paris, 2001
– MILZA Pierre, *Fascisme français, passé et présent*, Flammarion, Paris, 1987
– MOSSE Georges L., *La révolution fasciste. Vers une théorie générale du fascisme*, Seuil, Paris, 2003
– NOLTE Ernst, *Fascisme et totalitarisme*, Edition établie et présentée par COURTOIS Stéphane, Robert Laffont, Paris, 2008
– NOLTE Ernst, *La guerre civile européenne. National-socialisme et bolchevisme 1917-1945*, Perrin, Paris, 2011 pour l'édition utilisée
– NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIXème et Xxème siècle). Discours publics, humiliations privées*, Fayard, Paris, 2007
– ORY Pascal, *Du fascisme*, Perrin, Paris, 2003
– RÉMOND René, *Les Droites en France*, Aubier, Paris, 1982
– REMOND René, *La droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, Paris, 1954
– SIRINELLI Jean-François (Dir.), *Histoire des droites en France. 3 tomes*, Gallimard, Paris, 1992
– SCHOR Ralph, *L'antisémitisme en France dans l'entre deux guerres*, Editions complexes, Bruxelles, 1992 et 2005
– SOUCY Robert, *Le Fascisme français, 1924-1933*, PUF, Paris, 1992
– SOUCY Robert, *Fascismes français? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Editions Autrements, Paris, 2004
– STERNHELL Zeev, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Editions du Seuil, Paris, 1983
– STERNHELL Zeev, *La droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines du fascisme français*, Gallimard, Paris, 1997
– VAVASSEUR-DESPERRIERS Jean, *Les droites en France*, PUF, Paris, 2006
– VERDES-LEROUX Jeannine, *Refus et violences, Politique et littérature à l'extrême droite des années trente aux retombées de la Libération*, Gallimard, Paris, 1996
– WINOCK Michel, *Histoire de l'extrême droite en France*, Seuil, Paris, 1994

– WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France,* Seuil, Paris, 2004

Le phénomène ligueur en France et à l'étranger

– ANDRIEU Claire, LE BEGUEC Gilles, TARTAKOWSKY Danielle (Dir.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2001
– ANIZAN Anne-Laure, «La Ligue de la République, un pont entre socialisme et radicalisme ?», dans CASTAGNEZ Noëlline et MORIN Gilles (Dir.), *Socialistes et radicaux. Querelles de famille*, OURS et Presses de Sciences Po, 2008
– AUDIGIER François et GIRARD Pascal (Dir.), *Se battre pour ses idées, La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve Editions, Paris, 2011
– BALACE Francis, *De l'avant à l'après-guerre: l'Extrême droite en Belgique francophone*, De Boeck Université, Bruxelles, 1993
– BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, Gallimard-Julliard, Paris, 1975
– COURTOIS Charles-Philippe, «Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises: L'Action française, La Relève et La Nation (1917-1939)», IEP Paris et Université du Québec à Montréal, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Fernande Roy (Montréal) et de Jean-François Sirinelli (Paris), 2007 et 2008
– DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, site de Metz, 2008
– DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur en Europe et aux Amériques*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire, site de Metz, 2011
– DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Charles Maurras et l'étranger, l'étranger et Charles Maurras: l'Action française, culture, politique, société*, Peter Lang, Bruxelles, 2009
– DARD Olivier, « De la rue de Rome au Canada français: influences ou transferts? », Revue Mens
– DEFOORT Eric, « L'Action française dans le nationalisme belge 1914-1918 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, Archives, VII, 1-2, pp.113-152
– DUMONS Bruno, *Les Dames de la Ligue des Femmes Françaises (1901-1914)*, Editions du Cerf, Paris, 2006

– FILLIEULE Olivier, TARTAKOWSKY Danielle, *La manifestation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013
– JOLY Bertrand, *Nationalistes et conservateurs en France 1885-1902*, Les Indes Savantes, Paris, 2008
– KECHICHIAN Albert, *Les Croix de feu à l'âge des fascismes. Travail, Famille, Patrie*, Champ-Vallon, Seyssel, 2006
– MACHEFER Philippe, *Ligues et fascismes en France (1919-1939)*, Presses universitaires de France, Paris, 1974
– NAQUET Emmanuel, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Serge Berstein, 2005
– NOBECOURT Jacques, *Le colonel de la Rocque 1885-1946 ou les pièges du nationalisme chrétien*, Fayard, Paris, 1996
– PHILIPPET Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes (1919-1944)*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Raoul Girardet, 2000
– RIOUX Jean-Pierre, *Nationalisme et conservatisme. La Ligue de la Patrie française 1899-1904*, Editions Beauchesne, Paris, 1977
– RYAN Pascale, *Penser la nation. La ligue d'action nationale 1917-1960*, Leméac, Montréal, 2006
– SEVILLA Nathalie, *La Ligue de l'enseignement - Confédération générale des œuvres laïques, 1919 - 1939*, IEP Paris, thèse de doctorat d'histoire, 2004
– STERNHELL Zeev, « Anatomie d'un mouvement fasciste en France. Le Faisceau de Georges Valois », *Revue française de Sciences politiques*, n°1, 1976, pp.5-40
– TARTAKOWSKY Danielle, *Manifester à Paris 1880-2010*, Champ-vallon, Paris, Seyssel, 2010
– TARTAKOWSKY Danielle, *Les manifestations de rue en France 1918-1968*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1997

L'Action française

– Etudes maurrassiennes. Collectifs, édités par Victor NGUYEN, Aix en Provence, Centre

Charles Maurras, 1972-1986 :

- Tome 1 : *Charles Maurras et la vie française sous la IIIème République*, Actes du 1er colloque Maurras, IEP Aix en Provence, 6 au 8 décembre 1968, 1972
- Tome 2 : *Tendances et perspectives des études maurrassiennes*, Actes du 2ème colloque Maurras, IEP Aix en Provence, 31 mars, 1 et 2 avril 1970, 1973
- Tome 3 : Actes du 3ème colloque Maurras, IEP Aix en Provence, 4, 5 et 6 avril 1972, 1974
- Tome 4 : Actes du 4ème colloque Maurras, IEP Aix en Provence, 29, 30, 31 mars 1974, 1980
- Tome 5 : *Non possumus. La crise de l'Action française*, 2 volumes, Actes du 5ème colloque Maurras, IEP Aix en Provence, 9 au 12 avril 1976, 1986

– « Un acte sans précédent : La levée de la condamnation de l'Action française », avec la collaboration des professeurs Balaca, Bouscau et Dard, de MM. Angelelli, Dickès et Prévost, de M. l'abbé de Tanoüarn, Editeur Les Amis de Jehanne, 2011

– BERNE M., *Le Militantisme d'Action Française*, sous la direction de Pascal PERRINEAU, mémoire IEP, Paris, 1992

– CAKIROGLUS-DELMAS B., *Les Monarchistes révolutionnaires. Recherche sur l'aile gauche de l'Action Française 1896-1914*, sous la direction de J. OZOUF, thèse doct.3e cycle histoire, Paris VIII, 1977

– CALLAIS François, « La jeunesse royaliste. Préfiguration de l'Action française », dans *Histoire, économie et société*, 1991, n°4, pp.561-589

– CAPITAN Colette, *Charles Maurras et l'idéologie d'Action française: étude sociologique d'une pensée de droite*, Editions du Seuil, Paris, 1972

– CHIRON Yves, « La rédaction de l'*Action française* en 1931 », Bulletin Charles Maurras, avril-juin 2004, n°22

– CHIRON Yves, *La vie de Maurras*, 2ème édition 1999 et son Bulletin Charles Maurras, Etudes. Documents. Notes critiques.

– CHIRON Yves, POULAT Emile, *Pourquoi Pie XI a-t-il condamné l'Action française ?* Editions BCM, Niherne, 2009

– CHOLLET C., *Nationalisme et syndicalisme révolutionnaire en France avant 1914*, mém.3e cycle IEP, Paris, 1972

– DARD Olivier, « Jeunesse, élites et Action française » dans BOUNEAU Christine et LE MAO Caroline, *Jeunesse(s) et élites, Des rapports paradoxaux en Europe de l'Ancien*

Régime à nos jours, Presses universitaires de Rennes

- DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Jacques Bainville, Profils et réceptions*, Peter Lang, Bruxelles, 2010
- DARD Olivier et GRUNEWALD Michel (Dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Peter Lang, Bruxelles, 2009
- DARD Olivier (Dir.), *Georges Valois, Itinéraire et réceptions*, Peter Lang, Bruxelles, 2011
- DARD Olivier, *Charles Maurras, Le maître et l'action*, Armand Colin, Paris, 2013
- DECHERF Dominique, *Bainville, l'intelligence en histoire*, Editions de Bartillat, Paris, 2000
- DELLA SUDDA Magali, « Les transformations de l'exercice de l'autorité épiscopale dans l'Église catholique en France à la lumière de la condamnation de l'Action française », *Genèses* 3/2012 (n° 88) , p.68-88
- FABREGUES Jean, *Charles Maurras et son Action française: un drame spirituel*, Librairie académique Perrin, Paris, 1966
- FROTIER de la COSTE P., *Le mouvement et les idées de l'Action Française des origines à nos jours*, sous la direction de J. ROUVIER, mémoire DEA de sciences politiques, Paris II, 1986
- GANNAT P., *La condamnation de l'Action Française par le Vatican à travers son journal (août 1927-mars 1928)*, sous la direction de L. GIRARD, mémoire de maîtrise histoire, Paris IV, 1979
- GAUTIER Jean-Paul, *La Restauration nationale*, Syllepse, Paris, 2002
- GIOCANTI Stéphane, *Maurras, le chaos et l'ordre*, Flammarion, Paris, 2006
- GIOCANTI Stéphane, TISSERAND Axel (Dir.), *Maurras*, Le Cahier de l'Herne, Paris, 2011
- GOYET Bruno, *Charles Maurras*, Presses de sciences po, Paris, 2000
- GOYET Bruno, *Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999). Le prince impossible*, Editions Odile Jacob, Paris, 2001
- GROS Guillaume, *Philippe Ariès (1914-1984), un traditionaliste non conformiste. De l'Action française à l'école des hautes études en sciences sociales*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2008
- HUGUENIN François, *A l'école de l'Action Française. Un siècle de vie intellectuelle*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1998
- HUGUENIN François, *L'Action française*, Perrin, Paris, 2011
- JOLY Laurent, *Naissance de l'Action française*, Grasset, Paris, 2015

– JOLY Laurent, « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite. », *Revue historique*, n° 639, mars 2006, pp. 695-718
– JOLY Laurent, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944). », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 4/2012 (n° 59-4) , p. 97-124
– JOLY Laurent, *Xavier VALLAT, Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'Etat, 1891-1972*, Grasset, Paris, 2001
– LACROIX F., *Les monarchistes : histoires, sociologie, déviances*, sous la direction de M. CROISAT et D. LABBE, mémoire de l'IEP de Grenoble, 1987
– de LAGARDE O., *Hubert de Lagarde, de l'Action Française à la Résistance, itinéraire d'un patriote méconnu*, sous la direction d'Alain SORBARA, mémoire de l'IEP Toulouse, 1996
– LAUDOUZE André, *Dominicains français et Action française, 1899-1940: Maurras au couvent*, Editions ouvrières, Paris, 1989
– LESTEVEN M., *Dix ans d'A.F. (1930-1940)*, mémoire de l'IEP d'Aix en Provence, 1981
– LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société, politique*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008
– LEYMARIE Michel, DARD Olivier, MC WILLIAM Neil, *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique III*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2010
– LEYMARIE Michel, DARD Olivier (Dir.), *Maurrassisme et littérature. L'Action française. Culture, société, politique IV*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2012
– MAILLOT François, *Léon Daudet, député royaliste*, Albatros, Paris, 1991
– NOLTE Ernst, *Le fascisme dans son époque, L'Action française*, traduit de l'allemand par Paul STEPHANO, Julliard, Paris, 1970
– NORA Pierre, « Les deux apogées de l'Action française », *Annales ESC*, n°1, janvier-février 1964, pp.127-141
– NGUYEN Victor, *Aux origines de l'Action française, Intelligence et politique à l'aube du XXème siècle*, Fayard, Paris, 1991
– PORTIER N., *L'AF à la conquête de la jeunesse et de l'Université*, sous la direction de Serge BERSTEIN, mémoire de l'IEP Paris, 1991
– PREVOST Philippe, *La condamnation de l'Action française, une affaire politique. Je*

persiste et je signe., Centre d'études contemporaines, Paris, 2009

- PREVOTAT Jacques, *L'Action française*, Presses universitaires de France, Paris, 2004
- PREVOTAT Jacques, *Les catholiques et l'Action française: histoire d'une condamnation: 1899-1939*, préface de REMOND René, Fayard, Paris, 1994
- REMOND René, « L'Action française, une synthèse de traditions ? » dans *La droite en France de 1815 à nos jours*, Aubier, Paris, 1954
- RENARD Paul, *L'Action française et la vie littéraire (1931-1944)*, Editions du Septentrion, Paris, 2003
- RENOUVIN Bertrand, *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*, Diffusion SNPF, Paris, 1982
- RONSENBLATT Brooke Stacey, *Manipulating History : The Camelots du Roi's campaign to quash Dreyfusard monuments*, M.A Thesis, University of Maryland, 2005
- SAINT-PAUL A., *L'Action Française en 1910*, sous la direction de L. GIRARD, mémoire de maîtrise histoire, Paris IV, 1976
- SERANT Paul, *Les dissidents de l'Action française*, Copernic, Paris, 1978
- SOUTOU Georges-Henri et MOTTE Martin (Dir.), *Entre la vieille Europe et la seule France. Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Economica, Paris, 2009
- SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français, 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Beauchesne, Paris, 1994
- STERNHELL Zeev, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Fayard, Paris, 2000
- WAGNER Georges-Paul, *Maurras en justice*, Clovis, Etampes, 2002
- WEBER Eugen, *L'Action française*, Fayard, Paris, 1962

Approches régionales

- BARILLER D., *L'Action Française en Provence (1927-1939) : du zénith au crépuscule*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Marc MICHEL, Aix-en-Provence, 1988
- BOUDON J., *Les débuts de l'Action française en Gironde (1900-1914)*, Mémoire de l'IEP de Bordeaux, 1969
- BOYER J., *L'Eglise et l'Action Française dans l'Hérault de 1926 à 1939*, sous la direction de G. CHOLVY, mémoire de maîtrise histoire, Montpellier, 1970

– BRUNOT P., *La droite traditionaliste dans les Basses Pyrénées,* Mémoire de l'IEP de Bordeaux, 1969
– COLLOT Pascal, « L'Action française en Haute-Saône », publié dans le supplément au n°44 de Haute-Saône Salsa, p.91-96, 2001
– DABOUDET Jacques, *La section d'Action française de Saint-Brieuc, à travers les papiers personnels d'Alain Raison du Cleuziou,* Mémoire de maîtrise, Rennes, 1973
– DENIS M., *Les royalistes de la Mayenne et le monde moderne (XIXe-XXe siècles),* sous la direction de L. GIRARD, thèse de doctorat d'Etat, Paris IV, 1976
– DREYFUS François-G, « L'Action française en Alsace », Actes du 3ème colloque Maurras 4, 5, 6 avril 1972, IEP Aix en Provence
– DROUILLARD B., *L'Action française à travers la presse bordelaise (1926-1931),* Mémoire de l'université de Bordeaux 3, 1995
– FABRE de RIEUNEGRE A., *Recherches sur l'Action Française en Gironde (1919-1939),* sous la direction de G. DUPEUX, mémoire de DES histoire, Bordeaux, 1966
– GOURINARD Pierre, « L'Action française en Algérie (1918-1942) », Actes du quatrième colloque Maurras 29, 30, 31 mars 1974, IEP Aix en Provence
– GRENIER André, *L'Action française dans le diocèse de Besançon,* thèse de doctorat en sciences politiques, Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille, 1988
– HENCHES Caroline, « Le National d'Alsace et de Lorraine, organe du nationalisme intégral et les problèmes alsaciens (1924-1930) », Chantiers Historiques en Alsace, 2000
– HOURS Henri, « La condamnation de l'Action française vue de Lyon », Bulletin Charles Maurras, avril-juin 2005, n°26
– JAMESSE Gwenaëlle, « L'organisation d'une section d'Action Française: l'exemplarité poitevine? » dans DARD Olivier et SEVILLA Nathalie (Dir.), *Le phénomène ligueur sous la IIIème République,* Centre régional universitaire lorrain d'histoire, site de Metz, 2008
– KOEPPEL Jérémy, « L'Action française en Lorraine (1919-1939) », Mémoire de Master 1, Université Paul Verlaine, Metz, 2007
– LASSERRE B., *Le catholicisme girondin et la condamnation de l'Action française,* Mémoire IEP de Bordeaux, 1974
– LEYMARIE Michel et PREVOTAT Jacques (Dir.), *L'Action française, culture, société, politique,* Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008:
- Marc AGOSTINO, « L'Action française dans le Sud-Ouest: un terreau royaliste, un

lien ambigu avec le catholicisme »
- David BENSOUSSAN, « L'Action française en Bretagne, entre renouveau et enterrement du royalisme »
- Gérard GAUDIN, « L'Action française en Provence »
- Philippe SECONDY, « Le Languedoc méditerranéen: une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme »
- Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, « L'Action française dans le Nord: les variations d'une radicalité militante »

– RIVET Auguste, « L'Action française en Haute-Loire (1906-1945), Actes du 3ème colloque Maurras 4, 5, 6 avril 1972, IEP Aix en Provence
– VALETTE Jacques, « La condamnation de l'Action française dans la Vienne », Actes du 5ème colloque Maurras des 9, 10, 11, 12 avril 1976, IEP Aix en Provence
– VIGUERIE de Jean, « La condamnation de l'Action française. Ses répercussions dans les Deux-Sèvres. Le témoignage de Marie Brillaud », Actes du 5ème colloque Maurras des 9, 10, 11, 12 avril 1976, IEP Aix en Provence
– UNTEREINER Etienne, *L'Action française en Alsace : réaction de l'opinion alsacienne face à la condamnation du mouvement par le Saint-Siège*, Université de Strasbourg, 1978

Table des matières

Remerciements....1
Introduction....3
I. De l'étude du maurrassisme à l'étude de la ligue d'Action française....3
1) L'historiographie de l'Action française....3
2) La « ligue » d'Action française....5
3) Une démarche pluridisciplinaire....7
II. Les sources....10
1) Les sources imprimées....10
2) Les Archives nationales et Archives de la préfecture de police....11
3) Les Archives départementales....12
III. Thématiques et enjeux d'études....14
1) Modes d'organisation et implantation territoriale et sociologique....14
2) Les matrices de l'engagement militant....15
3) L'AF au sein de la nébuleuse royaliste et nationaliste de son temps....16
Partie 1....20
La ligue d'Action française de 1905 à 1914....20
Chapitre 1 :....23
Naissance, structuration et organisation de la ligue d'Action française avant 1914....23
I. Quels modèles pour la ligue d'Action française ?....24
1) L'héritage des ligues nationalistes....24
2) La nébuleuse royaliste au tournant du siècle....27
La situation du parti royaliste et des comités en province....27
L'expérience des Jeunesses royalistes....29
II. La naissance de l'Action française et sa doctrine....31
1) La fondation du mouvement intellectuel d'Action française....31
2) Charles Maurras à l'AF : influence et doctrine....33
III. La fondation de la ligue d'Action française et le développement des structures chargées de l'instruction (1905-1908)....39
1) La fondation de la ligue d'Action française....39
2) Définition et organisation des sections d'Action française....43
Les sections d'Action française....43
La question de la décentralisation à l'échelle de la ligue....45
3) Les étudiants et l'Institut d'AF....47
Les étudiants d'Action française....47
L'Institut d'Action française....50
IV. La fondation du quotidien et le développement des structures d'action (1908-1910)....53
1) La fondation du quotidien d'AF....53
2) La fondation des camelots du roi....58
Les tensions entre nationalistes....58
Les camelots du roi....59
3) Les dames et jeunes filles royalistes....63
4) Le développement des groupes professionnels affiliés à la ligue....65
Le groupe médical corporatif....67
Le cercle d'études corporatistes....68
La question du monde ouvrier....68
V. Le renforcement de la structure ligueuse à partir de 1910-1911....70
1) La victoire de l'Action française sur les comités royalistes....70
Les rapports entre l'AF et les comités avant la crise....70

La crise royaliste de 1910-1911....72
2) Le développement des structures de la ligue d'Action française....79
L'organisation nationale....79
Les organisations à visée intellectuelle....81
Les organisations d'action....83
Chapitre 2 :....85
Implantation territoriale et sociologique de l'Action française (1905-1913)....85
I. La géographie politique et la société française au début du siècle....85
1) La géographie politique de la France....85
2) La société française du début du XXème siècle....87
II. Implantation territoriale et sociologique de la ligue par région....90
Paris et banlieue : centre névralgique de la ligue....91
Région du Nord : une implantation réussie....92
Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest : un succès mitigé malgré un terreau favorable....96
Région de l'Est : une implantation difficile....98
Région de la Loire : une présence assez faible....99
Région du Sud-Ouest : un bastion solide....100
Région de Toulouse : une bonne implantation....105
Région du Massif central : une présence faible....106
Région de Lyon : une bonne implantation en ville et des succès dans les campagnes....107
Région du Midi : le « Midi blanc » face au « Midi rouge »....111
L'AF à l'étranger....115
Conclusions....116
L'implantation territoriale et l'activité de la ligue....116
L'implantation sociologique....117
Chapitre 3 : Les matrices de l'engagement militant au sein de la ligue d'Action française avant 1914....122
I. La matrice catholique....123
1) L'alliance avec les catholiques et ses ambiguïtés....123
2) L'Action française et le Sillon....126
3) L'Action française et les inventaires....131
4) La propagande dans les milieux catholiques et les pratiques religieuses de la ligue....135
La propagande à destination du clergé....135
La propagande à destination des catholiques....137
Les pratiques religieuses de la ligue....141
II. Les matrices antirépublicaine et antidreyfusarde....143
1) Antirépublicanisme et antiparlementarisme....143
2) 1906-1907 : les trois « Appels au pays »....145
3) Gregori, Cuignet et le talisman « 445 »....151
4) Les attaques contre les statues républicaines....156
III. Occuper la rue et les consciences....158
1) Occuper la rue....158
L'affaire Thalamas....159
A partir de 1909, les camelots se rassemblent autour de l'action violente....164
La rétribution du militantisme....172
La question du coup de force et de la violence militante....173
2) Un militantisme intellectuel et mondain....176
Les pratiques intellectuelles....176
Les pratiques mondaines....181
3) Les pratiques électorales....184

IV. La matrice « révolutionnaire » : l'AF et le prolétariat....189
1) La question théorique....189
2) Les premiers rapprochements entre l'Action française et le monde ouvrier....191
L'Action française et le syndicalisme jaune....191
L'Action française et l'Accord social....192
Les événements de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges et leurs conséquences....194
3) La propagande dans les milieux ouvriers après 1908....198
Le rôle de Georges Valois....198
Terre libre, l'Amicale royaliste et le Cercle Proudhon....200
Une influence en demi-teinte....202
V. La matrice antisémite....205
1) L'antisémitisme, un des piliers du militantisme d'Action française....205
2) « L'antisémitisme d'Etat » de l'Action française....208
L'affaire Bernstein (1911)....208
Le procès de Maurras face au juge Worms (1913)....213
VI. La matrice antigermaniste....215
1) Le contexte politique et diplomatique....215
2) L'antigermanisme ou la dénonciation du « péril allemand »....217
L'affaire Andler....217
Kiel et Tanger....220
L'Avant-guerre : la dénonciation du « péril allemand »....221
....223
3) La question de l'Alsace-Lorraine....224
L'affaire Ruyssen....224
L'affaire de Saverne, un RDV manqué ?....226
Conclusions : L'Action française à la veille de la guerre....230
Partie 2....234
La ligue d'Action française dans la Grande Guerre....234
Chapitre 1 :....237
Le positionnement de l'Action française au sein de l'Union sacrée....237
I. L'Union sacrée : efforts réels mais entorses habituelles....237
1) Les efforts concédés par l'AF....237
2) La matrice catholique....241
3) La défense du classicisme contre la politique culturelle de la République....243
II. Les campagnes de dénonciation de l'espionnage allemand....245
1) La toute-puissance de la matrice antigermaniste....245
2) La campagne du Bonnet rouge....247
III. L'Action française face aux autorités....251
1) La surveillance « passive » : 1915-1916....251
2) Les actions de police (1916-1917) et l'affaire des Panoplies....254
Chapitre 2 :....258
Structure, implantation et activités de la ligue pendant la guerre....258
I. Les adaptations de la ligue en temps de guerre....258
1) Une structure tournée vers la diffusion du quotidien....258
2) La recherche des disparus et le service de correspondance des blessés....263
3) La propagande dans l'armée....265
4) Les groupes affiliés pendant la guerre....268
La Ligue de guerre d'appui....268
Les étudiants, dames et jeunes filles royalistes....269
5) Les publications de l'Action française....270

La Nouvelle Librairie nationale....270
Les publications de la ligue....272
Les conférences d'Action française : l'exemple de Lyon....273
II. La ligue d'Action française en province....276
1) 1914-1916 : une adaptation progressive au temps de guerre....276
2) 1917-1918 : une nouvelle prospérité....281
3) « L'AF au champ d'honneur »....283
Conclusions : L'influence de l'Action française à la fin de la Grande Guerre....286
Partie 3....290
La ligue d'Action française de 1918 à 1926....290
Chapitre 1 : Orientation et réorientation des matrices de l'engagement militant de 1919 à 1923 293
I. Les troubles de l'immédiat après-guerre....293
1) L'agitation révolutionnaire et la question des étrangers en France....293
La crainte du bolchevisme....293
Les étrangers en France : immigration et antigermanisme....296
2) Le « mauvais » traité de Versailles....298
3) La matrice antisémite....300
II. L'Action française et les élections de 1919....304
1) La campagne électorale....304
Des élections, le « devoir nouveau » des ligueurs....304
Le programme de l'Action française....305
Les candidats à Paris et en province....307
La campagne électorale....310
2) La Chambre bleue-horizon et le groupe des indépendants....313
III. L'année 1920....317
1) Les tensions du début d'année....317
2) L'agitation révolutionnaire....319
3) L'apaisement religieux....322
La célébration de Jeanne d'Arc....322
La politique d'apaisement religieux....324
4) Le « Sedantag »....325
IV. Les déconvenues du Bloc national (1921-1923) et le programme de l'Action française. .327
1) L'opposition farouche à Briand....327
2) Le retour de Poincaré et la question de la politique étrangère....331
3) La crise économique et financière....333
Le contexte....333
Les solutions proposées par l'Action française....334
Chapitre 2 : La réorganisation et la réimplantation de la ligue après-guerre....338
I. La restructuration de la ligue et le renforcement de son organisation de 1918 à 1926.....338
1) La commission de propagande et la question des finances de l'Action française....338
La situation générale....338
L'exemple du diocèse de Besançon....341
Le rôle des dames et jeunes filles royalistes....342
2) L'organisation nationale et régionale de la ligue....343
L'organisation générale....343
Les secrétariats régionaux....345
Les secrétaires régionaux d'Action française....346
3) L'Action française quotidienne....348
La diffusion du journal....348

Une influence croissante qui atteint sa limite....352
4) L'appareil d'action intellectuelle....354
Institut d'Action française, Nouvelle librairie nationale et librairie d'AF....354
La Revue universelle....356
L'Action française du dimanche....358
Les publications régionales ou locales....360
La propagande et le service des conférences....360
5) Les organisations d'action....363
Les camelots et commissaires....363
Les étudiants d'Action française....365
Les voyageurs de commerce....368
6) L'action économique et la figure de Georges Valois....368
II. Réimplantation et implantation territoriale et sociologique....377
1) La question du recrutement....377
2) Réimplantation territoriale et sociologique de la ligue région par région....380
Paris et banlieue : une réimplantation solide....380
Région du Nord : une réimplantation lente mais efficace....386
Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest : une réimplantation qui s'appuie toujours sur le monde des notabilités catholiques....389
Région de l'Est : une réimplantation basée sur l'idée nationaliste....392
Région du Sud-Ouest : une réimplantation réussie....394
Région de Lyon : une réimplantation réelle mais des difficultés territoriale et sociologique 397
Région du Midi : une réimplantation permise par l'impulsion d'hommes nouveaux....400
Algérie : l'importance des personnalités locales....402
Alsace-Moselle : une réelle prise en compte des potentialités d'implantation dans les départements retrouvés....404
Moselle....405
Alsace....407
L'AF à l'étranger....411
Chapitre 3 : Les années 1923-1926 : entre désaveu politique et violence militante....414
I. Le tournant de l'année 1923....414
1) Les premiers échecs d'après-guerre....414
La candidature de Maurras à l'Académie française....414
L'échec des Etats généraux....415
2) L'assassinat de Marius Plateau....416
3) Le grand débat de juin 1923....418
4) La mort de Philippe Daudet....422
II. Le désaveu politique : 1924-1925....426
1) Les élections de 1924....426
Le programme de l'AF et sa campagne électorale....426
Les candidats à Paris et en province....428
L'échec et ses conséquences....430
L'évolution du discours de l'AF après 1924....433
2) L'échec de Daudet à l'élection sénatoriale du Maine et Loire en 1925....434
III. Les matrices de l'engagement militant au milieu des années 1920....439
1) La matrice catholique....439
2) La question économique....444
3) La matrice anticommuniste....447
La propagande anticommuniste....447

La panthéonisation de Jaurès et ses conséquences militantes....450
Les violences entre camelots et communistes....453
4) La violence militante....455
L'affaire Scelle....456
L'assassinat d'Ernest Berger, la lettre à Schrameck et le bouillonnement militant des années 1925-1926....457
Chapitre 4 : Dissidences et concurrences....462
I. L'éternel paradoxe entre « activisme » militant et royalisme conservateur....462
1) Les principales causes de dissidence....462
2) L'exemple de Louis Dimier....464
II. Naissance des concurrences : la Légion et les Jeunesses patriotes....467
1) La Légion....467
2) Les Jeunesses patriotes....468
La naissance des Jeunesses patriotes....468
L'AF et les JP : entre concurrence et alliance....470
III. La dissidence de Georges Valois : le Faisceau....475
1) Du Nouveau siècle au Faisceau : les étapes de la rupture....475
2) La guerre fratricide entre l'AF et le Faisceau....479
La gestion de la rupture par les dirigeants d'AF....479
Les conséquences militantes....482
3) La résurgence des tensions au sein du monde royaliste....486
Conclusion : L'Action française, au cœur de la nébuleuse ligueuse du milieu des années 1920 490
Partie 4....493
La ligue d'Action française face à la condamnation pontificale (1926-1929)....493
Chapitre 1 :....495
La condamnation pontificale et ses conséquences intellectuelles....495
I. Les origines de la condamnation....495
1) L'influence de l'Action française dans les milieux catholiques et l'affirmation d'un courant hostile au nationalisme intégral....495
2) Le tournant des années 1924-1926....497
L'affaire belge....497
L'attaque de l'Association catholique de la Jeunesse française....499
II. D'août à décembre 1926 : de l'avertissement à la condamnation....502
1) La lettre du cardinal Andrieu....502
2) La crise se noue : septembre 1926....506
La prise de position rapide du pape....506
La stratégie de défense de l'Action française....507
Les maladresses de l'Action française....509
3) Les controverses d'octobre et novembre 1926....511
L'échec des tentatives de conciliation....511
Le 13ème congrès d'Action française....513
4) Décembre 1926 : la condamnation....516
Le durcissement définitif des positions....516
L'allocution consistoriale du 20 décembre 1926....519
III. Les conséquences intellectuelles de la condamnation....521
1) La défense de l'Action française....521
« Non possumus »....521
Les tracts diffusés dans les milieux d'AF....524
La ligne de défense de l'AF dans la durée....528
2) Le profond désarroi des catholiques d'Action française....530

Le durcissement de la position de l'Eglise....530
Le déchirement des catholiques d'AF....532
3) Les conséquences sur la vie intellectuelle française....536
Chapitre 2 :....540
Les matrices de l'engagement militant à la fin des années 1920....540
I. La « réorientation » militante après la condamnation (1926-1927)....540
1) Le tournant de 1926-1927....540
2) Le positionnement de l'AF dans le contexte politique et diplomatique des années 1926-1927....542
Le retour de Poincaré....542
La politique économique du gouvernement Poincaré....544
La politique étrangère de Briand....544
3) L'affaire Daudet-Delest....546
II. Un nouvel essor propagandiste à partir de la fin de l'année 1928....552
1) L'agitation militante au Quartier latin : l'affaire Hanau-Hennessy....552
2) L'opposition à la politique étrangère de Briand....555
III. L'Action française et ses concurrents....558
1) Le déclin rapide du Faisceau....558
2) L'Action française et les comités royalistes....559
3) Les Jeunesses patriotes....560
L'évolution républicaine des JP et le début des tensions avec l'AF....560
L'opposition virulente entre l'AF et les JP au tournant des années 1930....566
Chapitre 3 :....569
Les conséquences de la condamnation sur l'organisation territoriale et sociologique de la ligue d'AF....569
I. L'organisation de la ligue d'AF après la condamnation....569
1) L'aggravation des problèmes financiers....569
2) L'organisation générale de la ligue....571
3) L'action intellectuelle....574
L'Action française quotidienne....574
L'Action française agricole....575
Les publications régionales et les bulletins locaux....577
L'Institut et la librairie d'AF....577
Le service des conférences....578
4) Les organisations d'action....580
Les dames et les jeunes filles royalistes....580
Les camelots et commissaires....582
Les cercles de jour....584
Les étudiantes, étudiants, lycéens et collégiens d'AF....586
Les voyageurs de commerce....588
5) L'Union des corporations françaises....589
II. Les conséquences de la condamnation sur l'implantation territoriale et sociologique de la ligue....592
Paris et banlieue : maintien de l'implantation mais renouvellement des dirigeants....593
Région du Nord : des difficultés importantes....595
Région du Nord-Ouest : l'hostilité des autorités ecclésiastiques....598
Région de l'Ouest : des conséquences assez nuancées....599
Région de l'Est : une ligue en sommeil....602
Région de la Loire : une implantation toujours faible....605
Région du Sud Ouest : des conséquences limitées....606

Région du Massif central....610
Région de Lyon : une situation dans l'ensemble satisfaisante malgré des nuances locales 611
Région de Toulouse....615
Région du Midi : une réelle résistance militante....616
Algérie....620
L'AF à l'étranger....621
Conclusions : Les conséquences de la condamnation pontificale sur l'Action française....623
La ligue d'Action française dans les années 1930....625
Chapitre 1 :....628
Les matrices de l'engagement militant au début des années 1930....628
I. L'AF et la politique intérieure française....628
1) La crise économique et les solutions de l'AF....628
2) Les manifestations antirépublicaines en 1930-31....630
L'AF contre les gouvernements....630
La dénonciation des scandales républicains....634
3) Les élections de 1932 et le gouvernement d'Herriot....636
L'AF et les élections de 1932....636
Le gouvernement Herriot de 1932....638
4) L'année 1933 et l'agitation économique....640
5) La matrice anticommuniste....644
6) Le renouveau de la matrice antisémite....645
II. Les questions de politique extérieure....649
1) La dénonciation de la politique extérieure française....649
2) L'analyse du nazisme et l'arrivée au pouvoir d'Hitler....653
L'analyse du nazisme....653
L'arrivée au pouvoir d'Hitler et la politique diplomatique de la France en 1933....654
3) La matrice antipacifiste....657
La mobilisation de rue....657
Le programme militaire de l'AF....659
III. La grande dissidence de 1930....662
1) La crise interne de 1930....662
La ligue d'AF face à la grande dissidence....662
Les origines de la crise....664
2) Les conséquences de la crise....666
IV. L'Action française et la nouvelle flambée ligueuse de 1933....669
1) Les Jeunesses patriotes....669
2) Les Croix de feu....670
3) La Solidarité française....671
4) Le Francisme....672
Chapitre 2 :....676
Le 6 février 1934....676
I. La mobilisation de l'AF en janvier 1934....676
1) L'affaire Stavisky....676
2) Les contacts entre l'AF et le manoir d'Anjou....677
2) L'agitation parisienne de janvier 1934....679
Les manifestations parisiennes....679
L'AF, chef de file des manifestations....682
3) L'agitation en province avant le 6 février....684
II. Le 6 février 1934 et ses suites à Paris et en province....687
1) La manifestation parisienne du 6 février 1934....687

La préparation....687
L'émeute du 6 février....690
2) L'échec du 6 février et les justifications de l'AF....692
3) L'après 6 février....694
L'après 6 février pour l'AF à Paris et en province....694
L'après 6 février dans les rangs de la gauche....696
III. Les événements de janvier et février 1934 au regard de l'histoire des ligues nationalistes 698
1) Un complot contre la République ?....698
2) La rupture avec la culture manifestante des années 20....700
Chapitre 3 : Les matrices de l'engagement militant en 1934-1936....703
I. Les questions de politique intérieure....703
1) Les gouvernements de 1934 à 1936....703
2) La matrice anticommuniste....706
3) L'influence de l'AF sur l'opinion....708
II. Les questions de politiques extérieures....711
1) L'année Barthou (1934)....711
2) L'instabilité de 1935....714
3) Le « drame rhénan » de 1936....717
III. L'Action française et les autres organisations nationalistes....720
1) Le discours de Maurice Pujo du 16 mars 1934....720
2) La constitution du Front national....722
3) L'AF et les Croix-de-feu....725
4) L'AF et les princes....728
IV. Occuper la rue....733
1) Les enterrements sans prêtre....733
2) Les violences militantes....734
Chapitre 4 :....739
L'organisation et l'implantation territoriale et sociologique de la ligue d'AF de 1930 à 1936….739
I. L'organisation de la ligue....739
1) Des difficultés financières insolubles....739
2) L'organisation générale de la ligue d'AF....741
3) L'action intellectuelle....745
L'AF quotidienne....745
L'Institut et la Librairie d'AF....747
Le service de conférences....748
4) Les organisations d'action....749
Les camelots du roi et commissaires....749
Les étudiant(e)s, lycéens et collégiens d'AF....752
Les dames royalistes et d'Action française et les jeunes filles royalistes....753
Les voyageurs et représentants de commerce....755
Les instituteurs d'AF....755
5) L'Association Marius Plateau....756
6) L'Union des corporations françaises....758
II. L'implantation territoriale et sociologique de la ligue....761
1) Le redéploiement sociologique après le 6 février....761
2) L'implantation territoriale et sociologique par région d'AF....764
Paris et banlieue : entre dissidence et maintien de l'influence....764
Région du Nord : un regain de vitalité....766
Région du Nord-Ouest : statu quo....770

Région de l'Ouest : sanctions épiscopales et concurrence des Croix-de-feu.....771
Région de l'Est : une reprise après le 6 février.....773
Région de la Loire : une implantation toujours faible.....777
Région du Sud Ouest : un bastion toujours solide.....778
Région du Massif central.....781
Région de Lyon : une implantation maintenue mais des difficultés locales nombreuses. .782
Région de Toulouse.....784
Région du Midi : une présence forte malgré des tensions religieuses.....785
Algérie.....788
L'AF à l'étranger.....790
III. La dissolution de la ligue et ses conséquences.....793
1) La dissolution.....793
2) Les attaques contre l'AF en 1936.....796
3) Implantation et activités après la dissolution.....798
Conclusion : L'Action française et le 6 février 1934.....802
Conclusions.....804
I. Organisations, implantation et sociologie.....804
1) Aspects organisationnels.....804
2) L'implantation territoriale de la ligue.....805
3) La sociologie des ligueurs d'AF.....808
II. Les matrices de l'engagement militant et leurs évolutions.....809
1) Les matrices antirépublicaine, antiparlementaire et antidreyfusarde.....809
2) Les matrices « révolutionnaire » et anticommuniste.....810
3) La matrice antigermaniste.....811
4) La matrice antisémite.....811
5) La matrice catholique.....812
6) La question de la violence militante.....813
III. L'AF au sein de la nébuleuse ligueuse et nationaliste de la IIIème République.....814
1) Les comités royalistes et la Maison de France.....814
2) Le Faisceau.....816
3) Les Jeunesses patriotes.....816
4) Les Croix-de-feu.....817
5) Récupérations et rejets.....818
IV. La controverse sur le fascisme français.....819
1) Les termes du débat.....819
2) L'AF et le fascisme.....821
Sources et bibliographie.....824
Sources.....824
Bibliographie.....836